Webster G. Tarpley

# La Terreur Fabriquée, Made in USA

## 11 Septembre, le mythe du XXIe siècle

Traduit de l'américain par
Tatiana Pruzan et Benoît Kremer

Éditions Demi-Lune

Ouvrage publié sous la direction d'Arno Mansouri

**Éditions Demi-Lune** – 18, rue Eugène Sue 75018 Paris
Tél. : 01 42 64 37 96 – www.editionsdemilune.com

Thierry Palau, pour la conception graphique de la couverture et sa réalisation
Lucie Bouquet pour la conception du logo Résistances

Photos de couverture :
Image d'Oussama ben Laden
© REUTERS/ Stringers
Image du bras tatoué
© HereIsNewYork.com

© Webster G. Tarpley, 2005
Tous droits réservés
Première édition anglaise publiée en mars 2005 aux États-Unis par Progressive Press
Sous le titre original *9/11 Synthetic Terror, Made in USA*
ISBN original 0-930852-31-1
Deuxième édition US, janvier 2006
Troisième édition US, juin 2006

© Éditions Demi-Lune, 2006 pour la traduction française
Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
ISBN 2-9525571-4-4

Dépôt légal : 1er trimestre 2007

10 9 8 7 6 5 4 3 2

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur, de l'auteur ou de leurs ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L-335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Sommaire


Préface de la 2e édition ..... 5
Préface de la 3e édition ..... 20
Introduction ..... 29
Chapitre 1 : Le mythe du XXIe siècle ..... 39
Chapitre 2 : Théorie et pratique du terrorisme fabriqué ..... 95
Chapitre 3 : La crise mondiale des années 90 : terreau du 11 Septembre ..... 149
Chapitre 4 : Al-Qaida : la légion arabe de la CIA ..... 185
Chapitre 5 : Les prétendus pirates étaient-ils capables de piloter des avions ? ..... 227
Chapitre 6 : L'effondrement des bâtiments 1, 2 et 7 du World Trade Center ..... 281
Chapitre 7 : Qu'est-ce qui a touché le Pentagone ? ..... 313
Chapitre 8 : Shanksville ..... 325
Chapitre 9 : Ici le gouvernement occulte : « Le prochain, ce sera l'Ange » ..... 339
Chapitre 10 : L'anthrax ..... 383
Chapitre 11 : Délits d'initiés, téléphones cellulaires, MI-6 et Mossad ..... 393
Chapitre 12 : La théorie du complot : une grande tradition américaine ..... 411
Chapitre 13 : Le mythe du 11 Septembre : une schizophrénie collective ..... 425
Chapitre 14 : Les réseaux suspects ..... 445
Chapitre 15 : L'intégrisme islamique : une création de la politique étrangère des États-Unis ..... 473
Chapitre 16 : Arrière-plan des élections de 2004 : le terrorisme fabriqué et la guerre ..... 487
Épilogue ..... 529
Annexes ..... 555
Bibliographie ..... 573
Index ..... 581

## Préface de la 2e édition

« Pourquoi la photo d'un champignon atomique sur la couverture ? »* Un certain nombre de lecteurs de ce livre se posent cette question. Sans doute s'attendent-ils plutôt aux photos traditionnelles de la tragédie du WTC, ou aux explosions du Pentagone que l'on retrouve sur la couverture des autres ouvrages consacrés au 11/9. Le champignon nucléaire est là pour montrer que ce livre se penche non seulement sur ce qui s'est réellement passé le 11 Septembre, mais aussi sur les tragédies d'une ampleur encore plus grande qui ont failli se produire et auxquelles nous avons échappé de peu. Parmi elles figure la menace d'escalade nucléaire entre les grandes puissances. Dans le courant de 2005, après la publication de la première édition de ce livre, d'importants documents qui ont fait surface sont venus étayer cette voie d'enquête, et c'est à eux que nous allons maintenant nous consacrer.

Tout d'abord, quelques mots de notre méthode. Ce livre défend la thèse selon laquelle les événements ont été délibérément déclenchés par un réseau putschiste (MIHOP **). En d'autres termes, son analyse considère les événements du 11 septembre 2001 comme une provocation délibérée fabriquée par un réseau putschiste de hauts responsables qui infeste l'appareil militaire et sécuritaire étasunien et britannique, et qui est en fin de compte dominé par les financiers de Wall Street et de la City de Londres. Nous soutenons que toute autre approche non seulement fausse la réalité des attentats terroristes, mais encore aboutit inévitablement à laisser le public dans un état de naïveté et de désorientation, incapable d'identifier la menace actuelle et future de terrorisme d'État artificiel, fabriqué et sous fausse bannière, et donc d'empêcher que le 11/9 ne se reproduise, y compris à une échelle encore plus grande.

Quelles sont les autres possibilités que le déclenchement délibéré ? Il y a bien sûr la version officielle telle que codifiée dans le rapport de juillet 2004 de la Commission Kean-Hamilton : c'est notoirement un tissu de mensonges. Il en existe une variante démagogique, celle du « retour de manivelle » (*blowback*), également dite « version officielle, et vous l'avez bien mérité », qui accepte tous les éléments clés de la version officielle (ben Laden, Atta et les autres 18 pirates de l'air, al-Qaida, la défaillance

---

* Note de l'éditeur : l'auteur fait ici référence à la couverture de la version originale parue aux États-Unis.

** Thèse du déclenchement délibéré (Make It Happen On Purpose). (NdT)

des services de renseignement étasuniens, etc.), mais en les affectant de signes moraux inversés : la catastrophe du 11/9 est vue comme une juste rétribution de la part des victimes de l'impérialisme pour les crimes chroniques commis par le système. C'est cette thèse qui, sous une forme atténuée, sous-tend l'approche de Noam Chomsky et de Gore Vidal, comme l'a bien montré notre première édition. Le « retour de manivelle » est cher au cœur de toute une série de cerbères de la gauche, pour autant qu'ils acceptent de s'exprimer sur le 11/9. Cette position a été embrassée sous la forme la plus grotesque par l'agent provocateur de longue date Ward Churchill, de l'université du Colorado.

Churchill a appris les techniques de démolition lors de sa carrière dans les patrouilles de reconnaissance à grande distance au Vietnam ; de retour de la guerre, il s'est associé à la faction terroriste Weatherman, un groupe d'agents de police qui a systématiquement détruit la plus grande organisation de gauche aux États-Unis au XX^e^ siècle, Students for a Democratic Society. « Pendant une courte période, Churchill a appris aux membres de Weatherman comment fabriquer des bombes et manier des armes à feu », apprenons-nous dans le *Denver Post* du 18 janvier 1987 (http://www.khow.com/img/churchill-scan.html). Certains membres de cette faction ont péri en faisant exploser un hôtel particulier à Manhattan ; leur enseignement n'avait sans doute pas été assez bon.

Dans les premiers mois de 2005, la série O'Reilly Factor sur Fox News a tenté de conférer à Churchill le statut de porte-parole en chef du mouvement pour la vérité sur le 11/9 en prêtant une attention obsessionnelle à ses assertions démagogiques selon lesquelles les employés de bureau morts le 11/9 étaient des criminels de guerre au service de l'impérialisme, (des « little Eichmans », dixit). Par ce biais, le mouvement pour la vérité sur le 11/9 a été démonisé aux yeux de millions de personnes. Pour ce qui nous occupe ici, il faut surtout savoir que Churchill, dans ses diatribes, affirme également que quiconque rejette l'attribution des crimes du 11/9 à Atta, ben Laden et al Qaida est un raciste qui, en réalité, prétend que les Arabes sont génétiquement inférieurs et donc incapables de mener à bien cette attaque complexe et spectaculaire. Churchill est ainsi le principal candidat au prix Arlen Specter * récompensant la plus grande créativité mise en œuvre à ce jour pour défendre la version officielle. Les universitaires, en particulier, semblent incapables de le percer à jour. Ses grands airs, qui ont bénéficié d'une attention médiatique extrême, ont plus fait que toute autre chose pour discréditer et désorienter le mouvement pour la vérité sur le 11/9, au moment même où une campagne de publicité organisée par le

* Sénateur républicain de Pennsylvanie. Collaborateur de la Commission Warren, c'est lui qui a inventé la théorie de la balle unique (et magique !) qui aurait blessé le Président J.F. Kennedy et le gouverneur John Connally. (NdT)

philanthrope Jimmy Walter commençait à faire comprendre au public comment il avait été mené en bateau.

D'autres commentateurs ont accepté a priori le rapport de la Commission du 11/9, mais en s'empressant d'ajouter qu'ils avaient des questions sans réponse. La « version officielle assortie de questions sans réponses » est la position la plus tiède, qui n'a pas résisté à l'épreuve du temps. Les questions sans réponse étaient une marque de courage en octobre 2001, et restaient un symptôme de saine réflexion en 2002. Mais en 2004, cette position était déjà obsolète et intenable en raison des progrès de la recherche, et en 2005 elle en était venue à symboliser le refus fondamental de comprendre, par peur ou par préjugés. Il n'en reste pas moins que la thèse des « questions sans réponse » est restée populaire, peut-être parce qu'elle permettait assez aisément de continuer à recevoir des fonds publics comme privés. Au jour du Jugement dernier, lorsque Gabriel soufflera dans sa trompe et que les morts sortiront de leurs tombeaux, les défenseurs de cette thèse continueront à arborer leurs questions sans réponse comme autant d'alibis justifiant leur impuissance et leur paralysie politique.

Le « laissez-faire délibéré (LIHOP) * » représente une analyse plus perspicace, bien qu'en fin de compte insuffisante. Cette thèse suppose que ben Laden, al-Qaida, Atta et compagnie mènent en réalité une existence au moins en partie indépendante, et possèdent la volonté et les capacités physiques et techniques pour frapper les États-Unis comme ils l'auraient fait le 11/9. Mais elle affirme également que l'attentat d'al-Qaida n'aurait pas réussi sans la coopération active d'éléments du Pentagone et de l'administration Bush qui ont délibérément saboté les défenses aériennes étasuniennes afin de permettre aux pilotes suicides d'atteindre leurs cibles du WTC et du Pentagone. L'approche du laissez-faire délibéré a été défendue à cor et à cris et avec un grand renfort de documentation par Mike Ruppert, dont le livre serine sans cesse le refrain emprunté à Delmart « Mike » Vreeland : « Laissez un événement se produire. Arrêtez les autres ! » Le premier livre de Nafeez Ahmed frôlait lui aussi cette thèse.

Des masses de preuves viennent de plus en plus contredire cette thèse du laissez-faire délibéré. Une variante plus extravagante admet qu'Atta et ses acolytes travaillaient pour la CIA, mais uniquement comme trafiquants d'armes et de drogue, et non comme terroristes ; à un certain moment, selon cette thèse, ces trafiquants de drogue ont décidé de se révolter contre l'arrogance de leurs maîtres de la CIA en faisant exploser le WTC et le Pentagone ! Or, même ce plan ardu ne parvient pas à expliquer l'absence de défense aérienne pendant 1 heure et 45 minutes, ni la démolition contrôlée qui a abattu les deux tours.

* Thèse du laissez-faire délibéré (Let It Happen On Purpose). (NdT)

En 2002 et 2003, la thèse du laissez-faire délibéré marquait un progrès par rapport à celle des questions sans réponse. Mais au fur et à mesure que davantage de documents devenaient disponibles, elle est, elle aussi, devenue intenable, comme je vais essayer de le montrer ci-après. Un sondage Zogby commandé par Jimmy Walter en août 2004 a montré que près de 50 % des new-yorkais pensaient que des responsables étasuniens savaient à l'avance que le 11 Septembre allait se produire – ce qui équivaut à peu près à la théorie du laissez-faire délibéré. La déclaration de David Shayler, tireur de sonnettes du MI-5, lors d'une réunion à Londres début juin 2005 – « j'étais LIHOP ; je suis MIHOP » – concorde donc avec l'idée d'une progression logique, puisqu'en passant d'une thèse à l'autre, on se rapproche de plus en plus de la vérité. Aujourd'hui, la position du laissez-faire délibéré est extrêmement vacillante. Certains ardents défenseurs de cette théorie ont la singulière habitude de se replier sur la très tiède thèse des questions sans réponse dès que s'approche un micro ou une caméra de télévision.

Le *Nouveau Pearl Harbor* de David Ray Griffin donne l'exemple de la théorie du déclenchement délibéré par Bush-Cheney, à ceci près que Griffin ne cesse de rappeler qu'il se refuse à avancer une explication globale de ce qui s'est produit le 11/9. L'accent mis sur Bush et Cheney comme étant les éventuels cerveaux du 11/9 est problématique en ce sens que le réseau putschiste existe manifestement depuis l'explosion du navire *USS Maine* (en 1898) il y a plus de cent ans… bien avant Bush et Cheney. En outre, il faut se demander si des comploteurs sérieux oseraient jamais attribuer un rôle important à un crétin, ou à un homme qui a été victime de nombreuses attaques cardiaques, qui porte un pacemaker et dont les jours sont comptés. Ces objections s'appliquent à toutes les allégations, y compris celles de Mike Ruppert, qui attribuent à Cheney un rôle tout à fait central. En fait, le gouvernement invisible ne sera pas nécessairement battu si l'on se débarrasse de ses marionnettes du moment, Bush, Cheney et compagnie. Griffin s'emploie ensuite à réfuter dans le détail le rapport Kean-Hamilton, tâche qui aurait aisément pu être laissée aux tenants de la thèse des questions sans réponse, ou même être reléguée aux critiques littéraires comme relevant de la fiction, ainsi que l'a suggéré Griffin lui-même. Cela nous ramène à l'approche fondamentalement agnostique de Griffin, qui signifie que nous serons bel et bien désarmés face à l'apparition de nouvelles menaces de terrorisme d'État, surtout dans la seconde moitié de 2005.

Les différences entre ces catégories valent la peine d'être soulignées, même si elles sont parfois assez floues. Ainsi, une provocation terroriste réussie possède généralement une fonction « laissez-faire délibéré » intégrée, puisqu'il incombe typiquement aux taupes à l'intérieur du FBI et du Département de la Justice de s'assurer que le système policier normal

n'empêche pas les lampistes d'agir en les emprisonnant, ce qui priverait toute l'opération de ses boucs émissaires indispensables. Mais cela n'est qu'une partie du déploiement de la terreur, et la présence de professionnels entraînés qui produisent effectivement les résultats observés, que les lampistes ne pourraient jamais produire, suffit à valider une analyse "déclenchement délibéré" pour toute l'opération.

Consciemment ou non, certains autres commentateurs ont avancé une perspective qui pourrait s'appeler "déclenchement délibéré par le Mossad". Comme je le montre dans ce livre, il est un fait établi que le Mossad a méticuleusement observé chaque phase de la préparation et de l'exécution du 11/9. Le Mossad est également connu pour être une organisation profondément malfaisante. Mais ce qui fait défaut, c'est la preuve convaincante que le Mossad ait joué un rôle opérationnel direct dans le 11/9. Jusqu'ici, on n'a même pas établi que la CIA ait confié au Mossad, selon la pratique établie, une sous-traitance limitée de tâches propres au 11/9. Une telle thèse de déclenchement délibéré par le Mossad semble séduire les chauvins qui sont implicitement convaincus que des Américains ne feraient jamais une telle chose à leurs compatriotes, si bien que seul un groupe étranger, le Mossad, peut en porter la responsabilité. Cette thèse est aussi dangereuse que stupide, et il faut rappeler à ceux qui la défendent que, contrairement à ce qu'ils estiment impossible, les documents de l'opération Northwoods envisagent précisément ce genre d'assassinats d'Américains par d'autres Américains. Pour autant que je le sache, nul n'a encore avancé la thèse du déclenchement délibéré par le MI-6, autre variante possible ; dans ce cas, les preuves sont moins minces, mais toujours insuffisantes. C'est pourquoi ma 2e édition continue à affirmer en couverture que la terreur du 11/9 a été « made in the USA ».

## Les quinze exercices du 11/9

Le livre de Ruppert *Crossing the Rubicon* fait état de 5 exercices liés au 11/9 : Vigilant Warrior, Vigilant Guardian, Northern Vigilance, Tripod II et l'exercice du Bureau national de reconnaissance (NRO). La première édition de mon livre parle de ces exercices, et y ajoute Northern Guardian, Amalgam Virgo et un exercice local dans la région de Washington, ce qui nous amène à un total de 8. Au moment d'écrire ces lignes, il est établi qu'il y avait au moins 15 exercices militaires en cours le 11/9 ou directement liés aux événements de ce jour. Ce chiffre peut varier selon les critères utilisés pour le décompte.

**JEUX DE GUERRE ET EXERCICES ANTI-TERRORISTES DU 11/9**

| | |
|---|---|
| Amalgam Virgo | Défense aérienne contre des missiles de croisière d'un État voyou/d'une attaque terroriste, détournements d'avions |
| Vigilant Guardian | Défense aérienne contre un détournement d'avion |
| Northern Guardian | Défense aérienne |
| Vigilant Warrior | Exercice du NORAD |
| Northern Vigilance | Déploiement par le NORAD d'avions de combat vers l'Alaska, le nord du Canada |
| | |
| Amalgam Warrior | Défense aérienne et interception aérienne réelle à grande échelle, surveillance de pistage |
| Global Guardian | Guerre nucléaire, « Armaguédon » |
| Crown Vigilance | Exercice de commandement pour le combat aérien |
| | |
| Apollo Guardian | Défense aérienne et interception aérienne réelle à grande échelle, surveillance de pistage |
| NRO | Avions s'écrasant contre des bâtiments |
| AWACS | AWACS sur la Floride et Washington |
| Fort Meyer, Virginie | Pompiers (Pentagone), « cours de remise à niveau en cas de crash aérien » pour pompiers |
| TRIPOD II, Manhattan | Réaction à une attaque biochimique |
| Timely Alert II, Fort Monmouth, New Jerset | Réaction d'urgence à une attaque à la bombe |

Ruppert se concentre exclusivement sur les exercices qui ont paralysé la défense aérienne, et que l'on peut appeler exercices de laissez-faire délibéré. Il est évidemment vital d'en savoir plus long sur ces jeux de guerre qui ont envoyé des avions de combat vers le nord du Canada et l'Alaska, introduit de faux échos radar sur l'écran du personnel militaire, et déployé des avions civils et militaires jouant le rôle d'avions de ligne détournés. Ils donnaient un moyen de paralyser pendant environ 1 heure et 45 minutes la défense aérienne étasunienne (tant vantée) dans le corridor nord-est. Mais même cet argument a ses limites. Des officiers loyaux auraient positionné leurs avions d'interception dans le ciel au-dessus de Washington pour empêcher leur cauchemar récurrent, la décapitation instantanée de toute l'autorité de commandement nationale. Or, tel n'a pas été le cas, pendant une période prolongée, ce qui prouve irréfutablement que ces commandants n'étaient pas loyaux. Il ne sert à rien de prétendre que des vigoureux pilotes de combat américains n'auraient jamais obéi à un ordre d'immobilisation alors que de toute évidence, c'est exactement ce qu'ils ont fait, pendant une heure trois quart d'une importance critique.

Mais d'autres manœuvres organisées le 11/9 réclament encore notre attention. Ce sont les exercices de déclenchement délibéré, qui ont fourni des capacités clandestines et opérationnelles pour que des opérations terroristes s'enclenchent à tous les niveaux de la bureaucratie officielle. Le plus évident est l'exercice réalisé ce matin-là au siège du Bureau national de reconnaissance (NRO) à Chantilly, Virginie, et qui impliquait la simulation d'un avion de ligne s'écrasant contre la tour où se trouve le siège du NRO. En d'autres termes, il s'agissait d'un avion s'écrasant contre un bâtiment. Vu tout ce que nous avons appris sur la relation intime entre exercices militaires et actes terroristes, il est clair qu'il existe de forts arguments a priori pour penser que l'exercice du NRO en question était en réalité un centre de contrôle ou un instrument permettant d'envoyer des avions ou d'autres objets volants s'écraser contre les tours du WTC. Ce n'est pas là une coïncidence singulière, mais une fenêtre cruciale pour toute l'opération.

Ensuite, il y a le cas d'Amalgam Virgo, mentionné au cours des auditions de la Commission du 11/9. Grâce à cooperativeresearch.org, nous savons qu'Amalgam Virgo 01 a eu lieu les 1er et 2 juin 2001. Il s'agissait d'un « exercice de planification couvrant plusieurs agences et soutenu par le NORAD, qui impliquait le scénario hypothétique d'un missile de croisière lancé par un [gouvernement] voyou ou par un individu depuis une barge au large de la côte est. Ben Laden est représenté sur la couverture de la proposition de cet exercice [service de presse de l'armée américaine AFPS, 4 juin 02] ». Cet exercice se déroulait à la base aérienne de Tyndall en Floride [Global Security, 14 avril 02]. La barge aurait pu se trouver ailleurs, mais en tout cas, cela ressemble beaucoup à ce qui s'est produit au Pentagone, puisqu'il est clair qu'aucun avion de ligne n'a jamais percuté ce bâtiment le 11/9. Il était prévu que l'édition 2002 de cet exercice inclue « deux détournements simultanés d'avions de ligne » où les agents du FBI jouaient le rôle des pirates – autre élément qui a pu se produire dans la réalité le 11/9.

Voilà les principaux exemples de ce que l'on peut appeler des exercices militaires du type "déclenchement délibéré", puisqu'ils révèlent le fait fondamental que les opérations terroristes du 11/9 n'ont pas simplement été facilitées ou tolérées, mais bien fabriquées et produites, par des activités organisées se déroulant à l'intérieur de la bureaucratie militaire et sécuritaire étasunienne, sous couvert de manœuvres en théorie légales et autorisées.

Comme je l'ai montré dans l'édition originale, le secret de Polichinelle de ces manœuvres est qu'elles cachent souvent la réalité, comme l'illustrent les exemples de Hilex 75 (couverture pour une confrontation nucléaire possible avec le Pacte de Varsovie) et Nine Lives 81 (couverture pour l'agression de Hinckley contre le Président Reagan). Un autre excellent exemple est Able Archer 83, exercice d'armes nucléaires qui se présentait de manière si réaliste que les dirigeants soviétiques ont redouté

qu'il ne serve de couverture à une véritable attaque subreptice contre leur pays au moyen de missiles nucléaires. Les Soviétiques ont alors mis leurs propres troupes à fusées stratégiques et leurs unités connexes en alerte rouge, et le monde s'est retrouvé au bord d'un échange nucléaire généralisé (voir William M. Arkin, *Code Names,* Steerforth Press, Hanover, New Hampshire, 2005, p.245, et Benjamin B. Fischer, *A Cold War Conundrum*, History Staff, Center for the Study of Intelligence, CIA, 1997, en ligne à l'adresse : http://www.cia.gov/csi/monograph/coldwar/source.htm).

Le principe directement en jeu ici est que les terroristes d'État qui souhaitent mener une opération terroriste illégale trouvent souvent éminemment avantageux de canaliser ou d'organiser cette opération par le biais de la bureaucratie militaire/sécuritaire du gouvernement au moyen d'un exercice qui ressemble de près à l'opération illégale ou qui la reproduit. Une fois que tout le mécanisme est en place, des changements apparemment minimes suffisent pour que l'exercice devienne réalité et se transforme en une véritable hécatombe. Si un exercice de dispersion de gaz est annoncé à Manhattan, comme cela a été le cas en août 2005, il suffit de remplacer le gaz inerte par un gaz éminemment toxique pour transformer l'exercice en un massacre de masse. Un exercice simulant une attaque terroriste est idéal pour camoufler une intention criminelle et permettre à l'attaque terroriste de se produire moyennant des variations minimes par rapport au scénario. Tous ces exercices essayent d'être aussi réalistes que possible. Mais le plus grand réalisme est atteint par une attaque terroriste véritable. L'intégration éventuelle de tentatives de perturbation, d'infiltration, de harcèlement ou de sabotage ne fait qu'accroître les opportunités offertes aux comploteurs, tout comme le font les degrés de connaissance variables de la part des participants, dont seulement quelques-uns ont besoin de savoir qu'une véritable attaque terroriste est prévue, ou bien quel sort pourrait être réservé à certains lampistes. Pour empêcher que de nouvelles attaques terroristes n'offrent le prétexte à de nouvelles guerres, il est impératif de bien comprendre ce mécanisme, mais il ne peut pas être compris si l'on choisit pour cadres de référence la thèse des questions sans réponse, la théorie du laissez-faire délibéré ou l'approche agnostique. C'est pourquoi la modération apparente de ces points de vue théoriques est si paralysante et si dangereuse.

Grâce à Arkin et cooperativeresearch.org, on connaît désormais un autre exercice du 11/9 qui peut recevoir la mention spéciale qu'il mérite. Mon livre, plus qu'aucun autre, met en exergue les risques de guerre nucléaire déclenchés le 11/9, et cet exercice supplémentaire étaye parfaitement cette approche. En fin de compte, le nuage en forme de champignon sur la couverture était tout à fait à propos ! Le cœur de l'affaire est Global Guardian, un exercice de guerre nucléaire ou d'Armaguédon mis en scène par STRATCOM le 11 Septembre depuis la base aérienne d'Offutt, et où

Brent Scowcroft et Warren Buffett ont convergé pour former le noyau de ce qui aurait pu être un Comité de salut public destiné à gouverner au cas où il aurait fallu se débarrasser de Bush. Global Guardian impliquait des missiles basés à terre, des sous-marins nucléaires et des bombardiers B-52 et B-1 (en vol) chargés de bombes H réelles et situés dans des bases telles que Offutt (Nebraska), Barksdale (Louisiane), Minot (Dakota du Nord) et Whiteman (Missouri). Bush s'est d'ailleurs rendu dans ces deux premières bases ce jour-là. Les postes de commandement en vol Doomsday – Night-Watch – Looking Glass ont été mobilisés. Un autre aspect crucial est mis en exergue par cooperativeresearch.org :

Un bulletin d'information de 1998 du Département de la Défense signale que depuis plusieurs années, Stratcom incorporait une attaque de réseau informatique (CNA) dans Global Guardian. Cette attaque impliquait des membres Stratcom « de l'équipe rouge » et d'autres organismes faisant office d'agents ennemis, et des tentatives de pénétrer dans le commandement en utilisant Internet et un « méchant » infiltré qui avait accès à un système essentiel de commandement et de contrôle. Les attaquants saturaient d'appels les numéros des téléphones pour les bloquer (war dialing) et envoyaient des fax à de nombreux télécopieurs dans tout le système de commandement. Ils prétendaient également être en mesure d'immobiliser les systèmes de Stratcom. Il paraît que Stratcom envisageait d'accroître le niveau d'attaque du réseau informatique dans les futurs exercices Global Guardian [IAnewsletter, 6/98].

Voilà un biais par lequel le réseau putschiste aurait pu lancer des missiles nucléaires sans l'aide de Bush, comme je l'avançais dans la première édition. Les cibles de tels missiles auraient pu être des capitales arabes ou islamiques, si Bush avait refusé de lancer la guerre des civilisations sous une forme conventionnelle en attaquant l'Afghanistan. Ces missiles auraient également pu viser la Chine ou la Russie. Nous ne devons jamais perdre de vue l'appel téléphonique Bush-Poutine du 11/9, qui a été l'événement diplomatique et stratégique central de cette journée, même si la plupart des livres sur le 11/9 le passent sous silence. Dans cette conversation, Bush a en réalité délivré un ultimatum affirmant que les États-Unis étaient décidés à saisir l'Afghanistan (où les Soviétiques avaient monté une invasion et une guerre de longue haleine en réponse à une tentative de mainmise de Brzezinski en 1979), ainsi que des bases situées dans l'Asie centrale anciennement soviétique. Et si la réponse de Poutine à l'ultimatum de Bush eût consisté à défendre la mère Russie de manière plus traditionnelle, en assortissant cette position d'une menace de raser New York si Bush s'aventurait à mettre son plan à exécution ? Le réseau putschiste avait manifestement pensé à cette éventualité, et avait de toute évidence fourni une porte d'entrée permettant de canaliser une éventuelle confrontation.

## Able danger : 2,5 teraoctets de trahison

Une autre question importante en rapport avec le déclenchement délibéré ressort de ces exercices. Able Warrior, selon la liste établie par Arkin, semble représenter la manœuvre défensive « antiterroriste » majeure des Forces spéciales (SOCOM) de chaque année fiscale. Si l'on garde à l'esprit la prédilection de la bureaucratie militaire pour baptiser les manœuvres par paires binaires, nous pourrions spéculer sur la signification à donner à une manœuvre ou une activité appelée Able Danger. Ce nom semble suggérer qu'elle recouvre la manœuvre d'attaque dont le pendant défensif serait Able Warrior. En d'autres termes, Able Danger pourrait représenter les agents traitants (*case officers*) et les contrôleurs d'un groupe de terroristes dirigés par le gouvernement (agents doubles, plus dupes, fanatiques et types emplis d'énergie criminelle) utilisés pour jouer le rôle de terroristes dans divers exercices antiterroristes. Le lecteur subodore-t-il quelque chose ?

De tels soupçons se sont matérialisés en août 2005 lorsque le député républicain de Pennsylvanie Curt Weldon a commencé à tenir des conférences de presse sur Able Danger, qui s'est avéré être une co-production du commandement des Forces spéciales avec l'Agence de renseignements militaires (DIA). L'intérêt de Weldon portait principalement sur le rapport d'un certain colonel Schaffer et d'un certain capitaine de la marine Philpott selon lequel Able Danger avait été parfaitement informé de la présence de Mohammed Atta aux États-Unis au cours des premiers mois de 2000, bien avant la date à laquelle la Commission Kean-Hamilton prétendait qu'il était arrivé. Les officiers de Able Danger ont produit des comptes-rendus détaillés expliquant de quelle manière ils avaient tout révélé aux enquêteurs de la Commission du 11/9, sans que leur témoignage ait été pris en compte en quoi que ce soit. Dans un grotesque jeu de dupes, Kean, Hamilton et leur appareil de piratage ont maladroitement nié ces allégations, puis retiré leurs dénégations, avant de les réintroduire. Le rôle de Philip Zelikow, directeur exécutif du personnel de la Commission du 11/9, a été particulièrement détestable, ce qui ne devrait surprendre en rien les lecteurs de ce livre. La première retombée de la performance singulière du député Weldon a donc été de fournir une étude de cas absolument parfaite de la manière dont, face à des informations de la plus haute importance, la Commission du 11/9 avait refoulé des preuves, fait obstruction à la justice et menti délibérément et systématiquement. Que pouvait-on attendre d'autre de la part de Zelikow, malheureux associé de Mlle Rice dans une aventure éditoriale ?

Mais cela n'était que le début. Weldon admit qu'outre le fait d'observer et de combattre les terroristes supposés, une mission de Able Danger avait été de les « manipuler ». Ce seul mot ouvrait grand la porte au déploiement, pour des opérations de terrorisme réel, de contre-gangs et de

pseudo-gangs terroristes correspondant à la définition de Frank Kitson. Able Danger recouvrait en fait les contrôleurs terroristes et les agents traitants d'Atta et des autres. Cet argument est devenu plus difficile à prouver lorsque Able Danger a réussi à détruire sa propre base de données et ses archives, à raison d'environ 2,5 teraoctets de matériel – selon certains experts, l'équivalent d'un quart de tous les livres et autres archives entreposées à la Bibliothèque du Congrès, la plus grande du monde. Du jour au lendemain, tous les rapports d'Atta et des autres individus vivant ou étudiant sur des bases militaires ont commencé à se mettre en place comme les pièces d'un puzzle.

Au cours de 2005, la drôle de guerre anglo-américaine contre le terrorisme a révélé sa creuse et démagogique hypocrisie. Elias Achmadov, boucher et terroriste tchétchène, vivait à Washington, non seulement au vu et au su de tous, mais en bénéficiant également d'une généreuse bourse du Département d'État américain, avec bureau, secrétaire, budget de voyages et budget de relations publiques aimablement défrayés par le contribuable américain. Le Département d'État paye des terroristes – cela ne faisait plus le moindre doute depuis qu'Achmadov avait eu sa photo en couverture du magazine hebdomadaire du Washington Post. Puis, il y avait Luis Posada Carriles, au service de la famille Bush depuis de longues années, et récemment attaché au trafic d'armes et de drogue en Floride, État dont le gouverneur est Jeb Bush. Posada, qui avait fait exploser un avion de ligne cubain, tuant plus de 75 personnes, avait vécu ouvertement aux États-Unis pendant plusieurs mois (bien qu'étant un étranger en situation tout à fait illégale) avant que les pressions internationales venant de Cuba, du Venezuela et d'autres États ne rendent cet agent terroriste de la CIA trop compromettant pour lui laisser le droit d'aller et venir en toute liberté. Il a donc été emprisonné, mais pas extradé vers les pays qui voulaient le faire passer en jugement.

## Voitures piégées du SAS à Bassora

Plus spectaculaire encore ont été les opérations de contre-gangs terroristes des militaires étasuniens et britanniques en Irak. En septembre 2005, deux soldats des Special Air Services (SAS) britanniques ont été arrêtés pour avoir tiré en embuscade sur des civils à Bassora. Ces deux individus, qui étaient membres d'une unité d'élite appelée Special Reconnaissance Regiment, se promenaient dans une voiture piégée qu'ils avaient sans doute l'intention de faire exploser près d'une école, d'un hôpital ou d'une mosquée shiite. A l'époque, le chef du contre-gang terroriste anglo-américain avait déclaré la guerre à tous les Shiites – position si scandaleuse pour un combattant irakien supposé qu'elle lui avait valu une réprimande de la part de Zawahiri du MI-6. Lorsque la police irakienne a arrêté ces deux

individus, les Britanniques ont envoyé une colonne de tanks pour défoncer la prison et les libérer, de peur qu'ils ne racontent tout. Ces deux assassins provocateurs étaient la preuve vivante que l'occupation anglo-américaine de l'Irak utilisait des contre-gangs terroristes et des agents provocateurs en vue d'isoler et de démoniser la résistance nationale. Ces techniques avaient été perfectionnées par le colonel britannique Frank Kitson au Kenya durant l'époque Mau-Mau au début des années 1950, comme le montre le livre de Kitson sur la guerre à faible intensité. C'est Kitson qui avait créé le terme fort utile de contre-gang (ou pseudo-gang). Si vous voulez discréditer une organisation clandestine, mettez en place votre propre groupe sous fausse bannière sous le même nom, et faites-lui commettre des atrocités indicibles au nom du groupe visé. Si la voiture piégée SAS-SRR avait fait ses victimes shiites, le chœur traditionnel des perroquets fascistes Limbaugh-O'Reilly-Hannity-Savage se serait fait entendre dès le lendemain pour dénoncer les Sunnites comme étant une race criminelle. Nous pouvons supposer qu'une grande partie des décapitations et autres atrocités spectaculaires commises en Irak ont été perpétrées en fait par le Mossad ou les Anglo-Américains agissant par le biais de ces évidents contre-gangs.

Comme je l'ai affirmé dans la première édition de mon livre, le danger de provocation terroriste d'État à grande échelle, suivie par une guerre plus large dans le Moyen-Orient ou ailleurs, a été très élevé dans les mois qui ont précédé les élections américaines de novembre 2004. L'esquisse générale de cette analyse a été confirmée dans une conversation que j'ai eue avec Wayne Madsen à l'ombre du Washington Monument le 25 septembre 2005 : ce dernier a signalé qu'il avait détecté des signes de préparations intenses dans de nombreux commandements étasuniens au cours de cette période, y compris en particulier sur des porte-avions.

La période de mai-juillet 2005 a été elle aussi marquée par un risque accru d'agression étasunienne. Fin juillet, un article de l'ancien agent de la CIA Philip Giraldi paru dans *The American Conservative* signalait que la faction de Cheney avait ordonné au Pentagone de se préparer au bombardement atomique de l'Iran dans le sillage d'une nouvelle attaque terroriste du type 11/9. Il était clair que les cheneyistes n'allaient pas attendre un nouveau 11/9, mais allaient en passer commande spéciale. En réaction à cela, un groupe de militants gravitant autour des sites web team8plus.org et total411.info, avec l'aide de mes émissions de radio hebdomadaires (maintenant sur RBNLive.com), a commencé à examiner les programmations futures d'exercices terroristes et de simulations de guerre (*war games*) susceptibles de se prêter à des provocations de guerre.

Cet effort visait à mettre à profit les leçons tirées de l'examen du 11/9 pour paralyser les contrôleurs terroristes. La couverture de l'assassinat de Kennedy avait été l'opération Mongoose. L'attentat de 1981 contre Reagan avait été canalisé par le biais de l'exercice de succession présidentielle Nine

Lives. Nous avons vu les manœuvres organisées le 11/9. Les bombes du 7 juillet 2005 à Londres (voir www.waronfreedom.org/777.html) avaient été déclenchées sous couvert des exercices Atlantic Blue, Topoff III et Triple Play, avec de l'aide venant de Visor Consultants. Quel l'exercice allait donc servir de véhicule pour la provocation à la guerre désirée par Cheney ?

Les militants ont rapidement découvert Sudden Response 05, basé sur une explosion nucléaire de 10 kilotonnes dans le port de Charleston, en Caroline du Sud. Les sites web mentionnés ont suscité un tel tollé autour de cet exercice qu'un article a dû paraître dans le principal journal local pour tenter de calmer la population inquiète. Ces révélations ont suffisamment bien fonctionné pour provoquer la clôture de l'exercice avant qu'il ne soit achevé. Cet exercice a été suivi par un exercice antiterroriste impliquant des explosions dans la baie de San Francisco ; il s'est terminé sur une étrange explosion dans le district financier, qui a envoyé une femme à l'hôpital dans un état critique. Ensuite a eu lieu Granite Shadow/Power Geyser à Washington, avec des armes de destruction massive et une atmosphère de coup d'État militaire. Tous ces exercices étaient rendus encore plus menaçants par le fait que la position stratégique étasunienne de la dissuasion nucléaire et des représailles * évoluait vers l'approche de la frappe mondiale, signifiant une attaque nucléaire subreptice, au titre de CONPLAN 802-22.

Les derniers mois de 2005 ont donc été dangereux. Selon certains calculs, cette période a été marquée par la plus grande densité de jeux de guerre et d'exercices militaires depuis le 11/9 lui-même. La manœuvre vaguement rassurante Global Guardian a été remplacée par Global Storm, beaucoup plus agressive et menaçante, sans doute sous l'effet de cette nouvelle position étasunienne en matière de frappe mondiale. Global Storm prévoit une guerre nucléaire mondiale utilisant toutes les armes. Positive Response 06 (ces manœuvres suivent les exercices fiscaux, et l'exercice fiscal américain commence le 1er octobre), un exercice d'interopérabilité des chefs d'État-major des armées, a eu lieu dans le même temps. Il a été couplé à Global Lightning, Vigilant Shield et Busy Night Seminars – nom de code pour la guerre nucléaire. Les scénarios à l'œuvre incluaient l'explosion d'une bombe sale radiologique déclenchée à Mobile Bay, Alabama, par un pays ou un réseau terroriste désigné comme Purple (violet), mais identifié à la RPDC (Corée du Nord). La Corée du Nord était censée lancer des missiles à longue portée vers les États-Unis, avec les représailles subséquentes. Le système de défense antimissile primitif du Pentagone était supposé entrer en action. Dans le même temps, d'autres exercices voyaient

* L'auteur utilise le mot *Retaliation* qui en l'occurrence implique que les États-Unis frapperont en premier, d'une manière « préventive », c'est-à-dire anticipée ; il ne s'agit donc pas à proprement parler de « représailles », terme ici utilisé comme un euphémisme. (NdE)

les États-Unis intervenir massivement en Ukraine, suscitant une réponse défensive russe, ce qui provoquait ainsi une guerre nucléaire totale.

Il n'est donc guère étonnant que le Président russe Poutine ait émis une franche mise en garde le 17 août 2005 en admonestant Bush :

> « Je pense qu'abaisser le seuil d'utilisation des armes nucléaires est une tendance dangereuse, parce que quelqu'un pourrait être tenté d'utiliser l'arme nucléaire… Si cela se produisait, l'étape suivante pourrait suivre : des armes nucléaires plus puissantes pourraient être utilisées, ce qui serait susceptible d'aboutir à un conflit nucléaire. Cette tendance extrêmement dangereuse est en arrière-pensée dans l'esprit de quelques responsables politiques et militaires. »

Des personnes de bonne volonté devraient consulter les sites web du Pentagone, de la Sécurité intérieure, de la CIA, de l'OTAN, du ministère de la Défense britannique et d'organismes similaires pour identifier les exercices susceptibles de devenir réalité. Il faut dénoncer, révéler et stopper ces exercices et jeux de guerre. Des militants de tous bords, pacifistes ou sympathisants, doivent rejoindre le mouvement croissant désireux de prévenir les utilisations scandaleuses et illégales d'exercices militaires à des fins terroristes, entre autres en contribuant à leur surveillance mise en place par la Commission internationale indépendante sur le 11/9 sur des sites web tels que team8plus.org. Ce genre de vigilance agressive et préemptive est le fruit de l'action des tenants de la thèse du déclenchement délibéré. Le but d'une telle mise à nu et dénonciation préemptive n'est pas de rassembler des bons points pour montrer que nous sommes les meilleurs, mais plutôt d'identifier, d'arrêter et de démanteler les opérations terroristes illégales du réseau putschiste.

Il était manifestement essentiel que des mesures soient prises pour écarter du bouton nucléaire les doigts de Bush, Cheney et autres fous furieux fascistes néo-conservateurs de plus en plus poussés à bout. Au cours du Watergate, quand Nixon avait déclenché sa tristement célèbre alerte nucléaire mondiale de 1973 dans le conteste de la guerre d'octobre 1973 au Moyen-Orient, le Premier ministre britannique Edward Heath avait considéré tout ce tapage comme une diversion fabriquée pour détourner des problèmes que le Watergate posait à Nixon sur le plan intérieur. Aujourd'hui que l'administration Bush est en train de se désintégrer, il est clair que les conditions sont similaires. Le 28 octobre 2005, lorsque le procureur spécial Fitzgerald a présenté son acte d'accusation contre le fanatique néo-conservateur Irv Lewis Libby, Bush a prononcé dans le même temps un discours délirant qui qualifiait l'Iran et la Syrie d'États hors-la-loi envers lesquels sa patience était à bout. De nombreuses chaînes câblées ont montré Fitzgerald et Bush, ainsi que Cheney, sur un même écran composite. L'inversion des rôles était ainsi étalée sur la place publique en temps réel. Kissinger et Haig, bien qu'étant des sociopathes

notoires, avaient pris des mesures pour contrôler l'accès de Nixon au "football", surnom de la mallette qui contenait les codes de lancement nucléaires. Dans les dernières semaines du Watergate, le secrétaire à la Défense Schlesinger avait émis un ordre permanent enjoignant aux commandants de ne pas tenir compte d'ordres venant de Nixon visant à lancer des attaques, sauf si ces ordres étaient confirmés par lui-même ou par Kissinger. Dans la Maison Blanche d'aujourd'hui, il n'existe aucun personnage susceptible d'imposer un frein de cette nature, tout au contraire. Face aux mises en accusation imminentes d'un grand nombre de membres de leur clique, les néo-conservateurs se réfugient dans une ambiance d'apocalypse et de crépuscule des dieux. Sans le moindre doute préféreraient-ils une nouvelle guerre mondiale à une vie derrière les barreaux ; comme les SS à Berlin dans les derniers jours du Reich, ils n'auraient aucune réticence à inonder les tunnels du métro où se cachent leurs concitoyens insuffisamment belliqueux.

L'*impeachment* de Bush et de tant d'autres peut difficilement attendre jusqu'en 2008.

Webster Griffin Tarpley
5 novembre 2005, 400e anniversaire
de la Journée des poudres * (Guy Fawkes' Day)

* Note de l'éditeur : L'Histoire officielle veut qu'en 1605 Guy Fawkes mena une conjuration contre le roi Jacques 1er d'Angleterre (la conspiration des Poudres). Les conjurés, catholiques, reprochaient au souverain sa politique intolérante et injuste en matière de religion et auraient résolu de faire sauter le Parlement le 5 novembre de cette année-là. L'attentat fut déjoué la veille de son exécution. Pour plus d'information sur ce que pense l'auteur de cette « théorie du complot », se reporter aux pages 92-93 (chapitre 1), 105-106 (chapitre 2) et 566 (Annexes) du présent ouvrage.

## Préface de la 3e édition

# Faire la lumière sur le 11/9 : un moyen d'éviter la 3e guerre mondiale

En octobre et novembre 2005, certains ont estimé que la mise en accusation de Scooter Libby, de nouvelles preuves des mensonges de Bush, la débâcle de l'ouragan Katrina et les procès Safavian et Delay-Abramoff, joints aux 2000 victimes officiellement concédées par les États-Unis en Irak ainsi qu'aux pertes croissantes en Afghanistan, seraient susceptibles de faire s'effondrer le régime Bush. Au printemps 2006, il était clair qu'une telle perspective était illusoire. Le régime néo-conservateur Bush-Cheney peut toujours compter sur le soutien public de 35 à 40 % de la population américaine. En mars 2006, après le coup de feu malencontreux tiré par Cheney qui avait à nouveau révélé son instabilité mentale, son alcoolisme et son mépris de la loi, Bush s'est une nouvelle fois mis à graviter au bas de cette fourchette. Mais, sauf bouleversement radical, il serait téméraire d'escompter qu'il tombe très au-dessous des 35 %. À ce titre, la nouveauté la plus flagrante et la plus percutante tient aux révélations publiques qui rendent caduc le compte-rendu officiel Kean-Hamilton-Zelikow et établissent la participation criminelle de réseaux putschistes de l'armée et des services de renseignement étasuniens dans les crimes du 11/9.

Rien, à part la vérité sur le 11/9, ne peut efficacement éroder et détruire la base Bush-Cheney. Ces 35 à 40 % de personnes, à l'horizon politique limité, sont bernées par la machine à laver les cerveaux que constituent les médias sous influence. Elles ont accepté la démagogie de la terreur, la guerre contre le terrorisme du régime Bush-Cheney, et sont tout simplement paralysées par la peur. Une telle angoisse hystérique offre un obstacle insurmontable aux arguments fondés sur la raison.

On serait tenté de ranger ces 35 à 40 % de gens qui soutiennent « la guerre préemptive » dans la catégorie des personnes moralement aliénées, ou plongées dans la démence par la peur, mais il ne faut pas oublier non plus que ces personnes crédules ont été honteusement trahies par l'intelligentsia libérale radicale et de gauche, principal groupe de notre société dont on aurait pu espérer qu'il prenne la tête d'un mouvement visant à récuser le compte-rendu cauchemardesque, fantasmagorique, raciste et belliqueux des événements du 11/9 et la « guerre contre le terrorisme » qui est supposée en découler. Or, loin de dénoncer haut et fort le compte-rendu officiel, ces libéraux se sont prosternés devant lui, allant même jusqu'à couvrir de boue et à frapper d'ostracisme les sceptiques et les hérétiques du 11/9.

Ces 35 à 40 % de la population sont virtuellement imperméables aux arguments évoquant l'aventure criminelle de la guerre en Afghanistan et en Irak, la folie suicidaire d'un élargissement du conflit à l'Iran ou à la Syrie, et les problèmes posés par Guantanamo, Abu Ghraib, la torture, les prisons secrètes de la CIA, les extraditions illégales, les violations des Conventions de Genève, les écoutes de la NSA et les mesures de l'État policier totalitaire en général. Pour ces individus pétrifiés d'angoisse, tout acte de génocide ou d'agression apparaît nécessairement comme une mesure d'autodéfense pleinement justifiée, dictée par les dures nécessités d'une guerre contre le terrorisme imposée aux États-Unis par des traîtres assassins venus de l'étranger. Pour que Bush tombe largement au-dessous des 35 % et devienne ainsi vulnérable à l'*impeachment* et aux poursuites pénales qui sont si manifestement son dû, il est nécessaire de montrer à une partie de ces 35 % que les attentats du 11/9 étaient des provocations émanant des entrailles du Pentagone, de la CIA, de la NSA et autres, et non de la mythique grotte afghane de ben Laden.

Le 11/9 est l'arme ultime contre Bush ; en fait, c'est même la seule arme efficace – et l'ironie du sort veut que ce soit celle que les libéraux de gauche hystériques se refusent catégoriquement à utiliser ! Voilà des gens qui prétendaient qu'ils feraient tout pour arrêter la guerre en Irak, tout pour révoquer les mesures qui transforment le pays en État policier. Mais regarder en face la vérité sur le 11/9, alors que les absurdités de la version officielle sont si criantes ? Jamais, au grand jamais ! Telle est la réponse de Noam Chomsky, d'Amy Goodman, de Michael Moore, de la revue *Nation*, de Greg Palast et de la plupart des animateurs de radio associés à Air America. On pourrait dire de façon tout à fait plausible que les cerbères de la gauche, par leur refus pusillanime de se pencher sur le 11/9, sont en train d'assumer sur leurs propres épaules une grande part de la culpabilité liée à la guerre en Afghanistan, en Irak (voire en Iran), plus la responsabilité du totalitarisme qui s'est instauré sur le front intérieur.

Quelle pénible position que la leur ! Ils n'hésitent pas à avancer l'idée, d'une absurdité patente, que Bush, menteur invétéré toute sa vie jusqu'au 11 septembre 2001, s'est mystérieusement mis à dire la vérité ce jour-là – pour ensuite retomber dans le mensonge début janvier 2002, avant son discours sur l'État de l'Union où il mentionnait « l'axe du Mal ». Les cerbères de la gauche se targuent de ne jamais croire Bush. Ils préféreraient mourir de honte et d'humiliation que d'être publiquement pris en flagrant délit d'accorder foi à Bush sur tout autre point : l'Irak, le déficit, l'ouragan Katrina, le Plamegate, la réforme des médicaments vendus sur ordonnance ou les forages de pétrole en Alaska. Mais sur le 11/9, principal problème de tous, source de toutes les guerres, prétexte de tous les États policiers, véritable *caput horum et causa malorum*, ils s'empressent non

seulement de répéter les mensonges de Bush, mais même de l'aider à écraser quiconque ose les contredire.

Y a-t-il le moindre doute que le Grand Mensonge du 11/9 a constitué la base du régime Bush, du Parti Républicain et de tous leurs crimes ? Si ce doute existe encore, il suffit d'écouter Karl Rove dans son discours prononcé au début de 2006 devant la réunion d'hiver du Comité national républicain, où ce voyou notoire annonçait : « les Républicains ont une vue du monde après le 11/9 alors que de nombreux Démocrates voient le monde tel qu'il était avant le 11/9 » (Washington Post, 21 janvier 2006). Une telle assertion montrait clairement que le 11/9 allait être la base de la campagne républicaine en 2006, tout comme il l'avait été en 2002 et en 2004. Si les cerbères avaient eu besoin d'autres documents pour y voir clair, ils auraient pu lire la bande dessinée Doonesbury de Gary Trudeau, une variation hilarante sur ce même thème, notamment celle publiée le 11 décembre 2005, qui poussait à son paroxysme l'utilisation faite par Bush du 11/9 comme excuse universelle en montrant que le 11/9 pouvait servir de blanc-seing pour venir à la rescousse des vendeurs maladroits, des footballeurs fatigués et des maris surpris par leur épouse en flagrant délit d'adultère.

Toute l'ampleur de la faveur que les cerbères accordent à Bush a été démontrée par le courage du célèbre acteur Charlie Sheen, interrogé dans l'émission de radio d'Alex Jones le lundi 20 mars 2006. Alex Jones, doyen des critiques conservateurs du 11/9, est un ardent détracteur de l'État policier et du nouvel ordre mondial à la sauce Bush, et je défends vigoureusement ses efforts depuis mon premier passage dans son émission à la veille de Thanksgiving 2001. Dans son entretien avec Jones, Sheen exprimait son profond scepticisme envers les 19 pirates de l'air, la nature des objets volants qui ont percuté les tours du WTC et la chute de ces bâtiments. Il réclamait un panel international neutre, quasiment identique à la Commission internationale indépendante pour la vérité décrite ailleurs dans ce livre. Pour Sheen, le dossier du 11/9 n'était pas clos.

Bien que diffusées pendant la journée à la radio sur une chaîne nettement hostile au régime, et non à la télévision aux heures de grande écoute, ses remarques allaient faire sonner les oreilles des journalistes étasuniens sous influence. Grâce à l'Internet, les positions de Sheen ont été diffusées dans le monde entier. Le mercredi 22 mars, la critique par Sheen de la version officielle a été au cœur de *Showbiz Tonight* de CNN Headline News Prime Time Live. L'animateur new-yorkais de cette émission, A. J. Hammer, a déclaré au public qu'il n'avait jamais gobé le récit officiel, et a repris intégralement les propos de Sheen. Un bref reportage m'a montré en train de rappeler que selon un sondage Zogby, 50 % des New-Yorkais étaient déjà en faveur de la thèse du laissez-faire délibéré à l'été 2004. Cela n'était qu'un minuscule extrait des 15 à 20 minutes que

j'avais enregistrées ce jour-là dans le studio de Washington de CNN, et ce n'était pas une de mes interventions-type, mais c'était la première fois que CNN donnait la parole à un auteur d'ouvrages sur le 11/9 qui appartenait à l'école du déclenchement délibéré par un gouvernement invisible. *Showbiz Tonight* a repris les mêmes thèmes les deux soirs suivants, et devait poursuivre la semaine d'après, mais cette série a été interrompue parce qu'aucun porte-parole n'avait été trouvé pour défendre la version officielle. Un sondage de CNN auprès de ses téléspectateurs a montré que 83 % d'entre eux soutenaient Charlie Sheen. Le vendredi 24 mars, j'étais invité à l'émission de radio d'Alex Jones avec Charlie Sheen.

Le même lundi 20 mars, le *New York Magazine* paraissait en kiosque et sur Internet avec un article (« La colline herbeuse de Ground Zero ») traitant du mouvement pour la vérité sur le 11/9 et émanant de la plume de Mark Jacobson, qui avait assisté à ma conférence du 15 janvier 2006 dans l'église St-Mark's in the Bowery ainsi qu'au dîner-débat animé par Nick Levis et Nico Haupt qui avait suivi. Cet article me faisait l'honneur de me présenter comme le héraut du mouvement pour la vérité sur le 11/9. Dans les limites évidentes qu'imposaient les circonstances, l'article de Jacobson représentait un exploit remarquable. Il montrait aux gens de 50, 60 ans et plus, qu'ils se devaient de contester la version maquillée du 11/9 tout comme bon nombre d'entre eux avaient rejeté la Commission Warren sur l'assassinat de Kennedy. Jacobson offrait une pléiade de faits, bien assez pour réduire à néant le récit du gouvernement. Il dressait également la liste fort utile d'une multitude de sites web du mouvement où les sceptiques pourraient trouver davantage d'informations. Il citait une veuve du 11/9 disant que le mouvement pour la vérité sur le 11/9 faisait preuve de plus de compassion que les membres de la Commission officielle. Bref, c'était un article qui servait la cause de la vérité. Le *New York Magazine* exerce une influence considérable dans le monde de l'édition, dans celui des écrivains mondains, dans les milieux de la communication, de la publicité et auprès de l'élite financière de la ville. Si CNN m'a appelé pour une interview quelques jours plus tard, c'est parce que le *New York Magazine* leur avait appris que je faisais autorité.

Mieux que quiconque depuis des mois, le conservateur Alex Jones et les libéraux du *New York Magazine* ont ainsi contribué à « remettre l'église au milieu du village » à propos du 11/9. Cela a montré que les catégories idéologiques obsolètes de la droite et de la gauche ne sont que des coquilles vides face à la question cardinale de notre époque. Comme j'étais le seul auteur sur le 11/9 impliqué tant dans l'affaire Charlie Sheen/Alex Jones que dans l'article du *New York Magazine*, mon livre a largement profité de cette publicité dans les semaines suivant le 20 mars. Dans les classements de ventes sur Amazon, il a dépassé la version officielle Kean-Hamilton-Zelikow ainsi que les études de Ruppert et de

D.R. Griffin. Il s'apprêtait à franchir la 500e position dans ces classements lorsqu'Amazon a connu une rupture de stock le 28 mars, et la production de la 3e édition a dû être accélérée en conséquence. Sur le plan politique, tout cela révèle que les lecteurs étasuniens qui s'intéressent au 11/9 deviennent de plus en plus sophistiqués et radicalisés, n'avalent plus les mensonges éhontés du gouvernement, se détournent de la thèse pâle et diluée du laissez-faire délibéré et ne se contentent plus d'un agnosticisme généralisé qui laisse planer des points d'interrogation partout. Les comptes-rendus d'une technicité extrême, qui se querellent pour savoir si l'arme du crime était un pic à glace, une épingle à chapeau ou une aiguille à tricoter tout en évitant soigneusement de donner le nom de l'assassin, tombent également à côté de la plaque. Le public veut et mérite une explication politique complète et cohérente, et pour ma part, je me suis employé à la lui fournir. Jusqu'à la fin de 2005, mon livre est le seul exemple d'une telle thèse de 'déclenchement délibéré' initialement rédigée en anglais ; chacune à sa manière, les grandes études européennes de Meyssan, von Bülow, Wisnewski et Blondet sont, dès le début, des études exposant la thèse du déclenchement délibéré.

Charlie Sheen s'était exprimé en patriote inquiet pour son pays. Les bloggeurs ont alors été saisis de frénésie, pour et contre. Toute la faction néo-conservatrice a réagi par une crise de rage apoplectique qui les a fait tomber à terre et manger la moquette. Lorsque Alan Colmes a demandé à Sean Hannity ce qu'il pensait de Charlie Sheen, Hannity a traîné ce dernier dans la boue en le qualifiant de gauchiste. Colmes a répondu que les conservateurs en réalité soutenaient Sheen et Hannity a alors balbutié que, de toute évidence, cela avait offensé les familles endeuillées. Colmes a rétorqué que les familles s'étaient montrées reconnaissantes aux sceptiques de s'être mis à la recherche de la vérité. Pour une fois, cela lui a cloué le bec. Nous ne pouvons reproduire ici, par manque de place, le détail des invectives néo-conservatrices lancées contre Charlie Sheen, auxquelles Jerry Doyle et bien d'autres ont pris part. Mais d'autres radiodiffuseurs ont accordé du temps d'antenne aux détracteurs du gouvernement : Rachel Madow, d'Air America, a accueilli Mark Jacobson, tandis que Lionel consacrait une émission au livre de Victor Thorn sur la démolition contrôlée, et que Colmes interviewait Phil Berg à propos du procès civil RICO contre Bush-Cheney. Puis, dans les derniers jours de mars, le philanthrope politique Jimmy Walters et le héros de la tour nord William Rodriguez, parlant depuis Caracas, ont déclaré à Alex Jones que le gouvernement du Président vénézuélien Hugo Chavez étudiait l'opportunité d'un sommet sur la vérité sur le 11/9, et exprimé l'espoir que ce sommet défendrait l'idée d'une Commission internationale indépendante pour la vérité.

Les contre-attaques prévisibles de l'establishment des services de renseignement anglo-américains ne se sont pas fait attendre. Le jeudi

6 avril, Ward Churchill, agent provocateur du 11/9 et expert autoproclamé en bombes du mouvement Weatherman, a bénéficié d'une excellente tribune offerte par les Students for Academic Freedom, des réactionnaires chasseurs de sorcières, dans un débat avec David Horowitz à l'université George Washington, où Churchill jouait les gauchistes. Le lendemain soir, ce chouchou de Fox News profitait d'un interminable créneau pour éructer ses hallucinations où il qualifiait les victimes du 11/9 de « petits Eichmanns ». Hannity, qui avait été réduit au silence par Charlie Sheen deux semaines plus tôt, s'en est donné à cœur joie. Souvenons-nous que Churchill est le défenseur le plus acharné de la version officielle, et considère les sceptiques comme des racistes qui jugent les Arabes inaptes à réaliser de tels hauts faits. S'il était possible de convaincre le public américain que Ward Churchill était le porte-parole du mouvement pour la vérité sur le 11/9, la version officielle serait invulnérable pour jamais, quel que soit le nombre de mensonges qu'elle puisse contenir. Le 30 mars, dans une contre-attaque, la députée démocrate Cynthia McKinney de Géorgie, l'élue qui jouissait du meilleur profil national quant à la vérité sur le 11/9, a été victime d'un harcèlement délibéré de la part d'un membre de la police du Capitole au moment d'entrer au Congrès. Le provocateur était sans doute l'un des clones de Bull Connor qui avaient été recrutés par les dirigeants réactionnaires républicains de la Chambre ces dernières années. L'assaut des médias contre la députée McKinney a été sans précédent. Malgré tout, la claque infligée par Charlie Sheen avait prouvé que le château de cartes des mensonges du 11/9 était des plus vulnérables. Imaginons ce que quelques sénateurs pourraient faire avec le 11/9 ! En fait, c'est la vérité sur le 11/9 qui offre le plus grand retour sur investissement.

Derrière tous ces événements rôde la probabilité qu'une faction minoritaire de l'élite anglo-américaine, estimant à juste titre que le régime Bush-Cheney était désaxé, dérangé, à bout, isolé dans sa bulle et coupé de la réalité, avait décidé de brandir la menace d'un défoulement limité le 11/9 afin de discipliner le Président et le vice-Président, et de les forcer à se consacrer à la préoccupation majeure de la classe dirigeante : l'agonie mortelle du dollar US, encore aggravée par la fin des transactions spéculatives de « *carry trade* » sur le yen et par la bourse pétrolière iranienne. L'ambiance de mécontentement de l'élite s'exprimait par des appels lancés dans le *Financial Times* de Londres en faveur de l'éviction immédiate de Cheney et de Rumsfeld, et par un battage dans le *Washington Post* en faveur du remplacement du secrétaire au Trésor, Snow ; ce dernier point montrait sur quoi portaient les regards avant tout. Les preuves concluantes ont été fournies par un article d'Al Gore dans *Vanity Fair*, qui notait que Bush « avait été averti le 6 août 2001 d'un attentat d'al-Qaida. 'Ben Laden est déterminé à frapper aux États-Unis' disait la communauté des services de renseignement dans un message si important qu'il avait fait le titre du

briefing quotidien remis au Président ce jour-là, cinq semaines avant les attentats.» Gore réprimandait Bush pour son inaction : « N'a-t-il pas vu cet avertissement clair ? » demandait l'ancien vice-Président. « Pourquoi n'y a-t-il pas eu de questions posées, de réunions convoquées, de preuves réunies, d'éclaircissements recherchés ? » C'était une remise au goût du jour de l'option consistant à enfoncer Bush en raison de sa paralysie catatonique et de son inaction avant le 11/9, sans pour autant sortir des limites de la version officielle, option développée dans le *Harper's Magazine* d'octobre 2004, et plus tard mise en exergue par Bob Kerrey, membre de la Commission Kean-Hamilton. Les sectaires de la vérité sur le 11/9 auraient beau grommeler, un défoulement limité valait toujours mieux que pas de défoulement du tout, principalement en raison du risque que des militants pour la vérité un peu trop entreprenants ne puissent pousser le bouchon trop loin.

Une importante tentative d'étayer le mythe du 11/9 en cours d'effritement a vu le jour avec le procès vedette de Zacarias Moussaoui à Alexandria, Virginie. Ce pauvre homme était un lampiste classique, à moitié agent double et à moitié dupe psychotique, infiniment moins éveillé que Lee Harvey Oswald, et un poulain de longue date de l'étable de lampistes Able Danger du FBI. En plaidant coupable, Moussaoui avait déjà sauvé une fois de la déliquescence l'argumentaire gouvernemental, et pendant plus de trois ans ses avocats avaient affirmé qu'il faisait partie d'un complot sans rapport avec le 11/9. Le gouvernement prétendait que si Moussaoui avait craché le morceau, une mobilisation aurait pu avoir lieu afin de prévenir le 11/9. Si tel avait été le cas, comme je l'ai dit sur KPFK Los Angeles le 7 mars, l'agent du FBI David Frasca aurait dû, lui aussi, être un accusé principal, puisque c'est lui qui avait saboté les avertissements de Minneapolis et le mémo de Phoenix, comme je le décris dans ce livre. En fait, le FBI disposait de toutes les informations requises pour boucler le réseau de lampistes, si les taupes n'avaient pas été omniprésentes. Le FBI aurait pu arrêter le 11/9, non parce que les lampistes arabes étaient réellement sur le point de jeter des avions contre les tours, mais parce que s'ils avaient tous été en prison, on n'aurait pas pu en faire des boucs émissaires. Harry Samit, agent du FBI à Minneapolis et collègue de Colleen Rowley, a accusé les gros bonnets du FBI de « négligence criminelle » et de « carriérisme » pour avoir ignoré ses 70 messages d'avertissement contre Moussaoui & Co. Mais c'est exactement ce que les taupes du gouvernement invisible sont censées faire. Michael Rolince, qui avait été le supérieur de Frasca au siège du FBI, a témoigné qu'il n'avait jamais vu la mise en garde critique du 18 août 2001 émanant de Minneapolis.

Après que le procureur eut commis une grave faute de procédure en préparant des témoins, Moussaoui a obligeamment passé son cou dans le nœud coulant en affirmant, dans son délire, avoir bel et bien participé au

11/9, puisque lui et Richard Reid (le terroriste à la chaussure piégée de décembre 2001 !) avaient eu l'intention de commander un Boeing 747 et de le faire s'écraser sur la Maison Blanche. Comme l'a montré ce livre, Reid était une épave psychotique encore plus minable que Moussaoui, et ni l'un ni l'autre n'aurait réussi à détourner un landau. Ils étaient tous les deux le produit de l'école de lampistes du renseignement britannique entretenue dans les mosquées de Brixton et de Finsbury à Londres. Lors de sa déposition, Moussaoui portait, dit-on, une ceinture électrique incapacitante – sans doute afin de stimuler son éloquence. Il a récusé ses défenseurs qui essayaient de le sauver en prouvant qu'il était atteint de « schizophrénie paranoïaque » ; le diagnostic était juste. Moussaoui méritait l'emprisonnement à vie qui est réservé aux fous criminels.

D'autres thèses de ce livre ont été étayées par les événements récents. Pourquoi Bush n'a-t-il pas voulu recourir au tribunal instauré par la FISA* pour obtenir des mandats d'écoutes ? Tout le monde sait que les juges de la FISA inculperaient un sandwich au jambon, si le gouvernement le leur demandait. Pourquoi Bush ne s'est-il pas adressé à eux ? De toute évidence, parce que ceux qui le soutiennent craignaient que toute supervision exercée par un tribunal ne puisse révéler combien les réseaux déloyaux qui infestent le gouvernement dirigeaient et organisaient les activités terroristes en cours, comme dans le cas des contrôleurs terroristes de Able Danger. La proposition faite par Bush à Blair le 31 janvier 2003 de peindre un avion américain aux couleurs de l'ONU et de le faire voler au-dessus de l'Irak dans l'espoir de le faire abattre était directement tirée de l'opération Northwoods (Philippe Sands, *Lawless World*).

Dans le débat relatif à la résolution du Congrès sur le 11/9, Bush a tout d'abord demandé l'autorisation d'utiliser la force militaire pour « dissuader et préempter tout acte futur de terrorisme ou d'agression contre les États-Unis », ce qui revenait à une déclaration de guerre contre le monde entier, que le Congrès a décidé de rejeter. Juste avant le dernier examen du texte, Bush a demandé qu'on lui donne le feu vert pour « le recours à la force nécessaire et appropriée aux États-Unis et contre les nations, organisations ou individus qui, de l'avis [du Président], ont planifié, autorisé, commis ou aidé » les attentats du 11/9. Cela a également été rejeté, mais la menace de recours à la force dans ce pays laissait manifestement planer l'ombre de la guerre civile (Tom Daschle, « Des pouvoirs que nous n'avons pas accordés », Washington Post, 23 décembre 2005). Depuis le 11 mars 2006, j'ai discuté de ces questions avec une série d'invités éminents de mon émission, World Crisis Radio, sur www.RBNLive.com tous les samedis de 17 à 19 h, heure de New York.

---

* Tribunal instauré en vertu de la loi sur la surveillance des renseignements étrangers (FISA). (NdT)

Au moment où ce livre est mis sous presse, l'actualité regorge de mises en garde inquiétantes faisant état de l'imminence d'une désintégration du dollar, couchées dans des termes tels que « choc des paiements », « tsunami », « ouragan », « cataclysme », « perturbation systémique », « ajustement désordonné » ou « effondrement financier mondial » et émanant de personnalités telles que le chef du FMI, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, des ministres des Finances de l'Union européenne, des hauts responsables de la Banque de développement asiatique et de l'Office étasunien de surveillance de l'épargne, des gérants de fonds de pension danois ou des vendeurs d'obligations américaines. De même, on voit de nouveaux Dr. Folamour brandir le spectre d'un bombardement nucléaire de l'Iran ou d'une première frappe thermonucléaire dirigée contre la Russie et la Chine, comme l'évoque le numéro de mars/avril 2006 de *Foreign Affairs* par Liber et Press. Pour ceux qui s'élèvent contre la désintégration économique mondiale et la guerre nucléaire, la vérité sur le 11/9 est la seule voie, qu'il est plus urgent que jamais d'emprunter.

Webster Griffin Tarpley
Washington
12 avril 2006

# Introduction

Il existe un gouvernement occulte qui possède sa propre armée de l'Air,
sa propre Marine, son propre mécanisme de financement
et la capacité de mettre en œuvre ses propres conceptions de l'intérêt national,
en échappant à tout contrôle, en ne rendant de comptes à personne
et en ne se soumettant à aucune loi.
**Sénateur Daniel K. Inouye**, à l'occasion du scandale Iran-Contra, en 1987.

Ce livre n'aurait pas été possible sans les efforts du Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre, véritable coopération planétaire née des attentats du 11 septembre 2001 et des mensonges qui ont suivi. Je dois beaucoup à tous les auteurs de publications imprimées ou sur Internet relatives aux événements du 11 Septembre ; leurs noms ainsi que l'étendue de leur apport sont cités dans le corps du texte et dans la bibliographie. Le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre, avec ses militants, ses organisateurs, ses cinéastes et ses manifestants, a l'immense mérite historique de s'opposer à ceux qui ont tenté d'enfermer la vie intellectuelle du monde dans une sinistre geôle d'un genre nouveau pour l'esprit humain : le monstrueux mythe du 11 Septembre.

Le 7 septembre 2001, je décollai de l'aéroport Dulles dans le nord de la Virginie sur un vol Air France à destination de l'Europe. Les événements du 11 Septembre me rattrapèrent à Berlin. À cause du décalage horaire, j'appris les attaques terroristes dans l'après-midi. Je me dis aussitôt que vu leur ampleur, leur complexité et leur précision technique, ces événements n'auraient pas pu avoir lieu sans la complicité massive d'une partie de la machine politique et militaire qui dirige les États-Unis. Voilà le résultat du « Renseignement » qui coûte 40 milliards de dollars par an aux contribuables, sans parler de la somme dix fois plus importante consacrée à la Défense ! Il m'apparut également clairement que le but de cette opération était une nouvelle guerre mondiale à grande échelle, un peu comme la guerre de Trente Ans (1618-1648) qui supprima environ le tiers de la population d'Europe centrale. Dans l'idée de ses promoteurs, cette guerre devait être une guerre démographique, destinée à exterminer une grande partie de la population des régions en développement, notamment des pays arabes et musulmans et, pour finir, de la Chine. Il s'agissait du va-tout désespéré d'un pouvoir au bout du rouleau pour se réapproprier la maîtrise sur le monde par la pratique du chantage. C'était un tournant historique mondial sur la voie menant au désastre.

Au soir du 11 Septembre, j'assistai à une cérémonie du souvenir au Berliner Dom, la cathédrale de Berlin-Est détruite par les bombardements alliés pendant la 2e guerre mondiale, et qui était restée à l'état de ruine durant quasiment toute la période communiste. J'écoutai avec approbation l'évêque qui prônait une réaction pacifique à cet acte atroce. C'est la voix de la sagesse qui parlait alors à Berlin, une ville qui, pendant les guerres mondiales, n'a pas connu une, mais des centaines de journées ayant vu périr 3 000 personnes à la fois. Telle est bien la leçon du XXe siècle que les néo-conservateurs se refusent à apprendre : la parfaite futilité de la guerre. Le lendemain, je me rendis à la Kaiser Wilhelms Gedächtniskirche, l'église à la mémoire de l'empereur Guillaume II sur le Kurfürstendamm dans ce qui était naguère Berlin-Ouest. Les ruines de cet édifice, lui aussi détruit par les bombardements alliés, ont été conservées telles quelles, et une chapelle moderne a été érigée à proximité dans les années 60. À la suite de l'immense tragédie, des services religieux s'y succédaient 24 heures sur 24. C'est là que je réalisai qu'il était de mon devoir de faire tout mon possible pour découvrir la vérité sur le 11 Septembre, et pour abattre l'absurde mythe déjà en cours de formation, prétexte à de nouvelles guerres mondiales et à des pertes humaines incalculables.

C'est le 26 octobre 2001 que je m'insurgeai pour la première fois contre l'orthodoxie dominante à propos du 11 Septembre : à la réunion du Consortium des Programmes Internationaux de l'Indiana qui se tenait dans un site magnifique à quelque 80 kilomètres à l'est de la rivière Wabash, dans le Parc national de Brown Country. J'y invitai un auditoire d'universitaires et d'érudits à repenser à la guerre du Vietnam, à l'époque où le gouvernement, la plupart des professeurs, les médias et toute l'intelligentsia s'étaient tragiquement fourvoyés sur à peu près tout, aussi bien les faits que l'évaluation de la situation dans le monde, la stratégie ou la tactique à suivre. J'affirmai à cette occasion que nous étions en train de traverser une époque identique. J'ajoutai que l'invasion de l'Afghanistan n'avait pas été une action militaire, mais une opération visant à corrompre systématiquement les trafiquants de drogue et les seigneurs de la guerre du réseau de la CIA, avec le soutien et l'appui de bombardements et d'interventions des forces secrètes.

Le 20 janvier 2002, je donnai une version plus détaillée et surtout plus radicale de cette critique au Hanover College, dans l'Indiana, un campus pittoresque installé sur les falaises du fleuve Ohio surplombant les collines boisées du Kentucky. Cette fois, la salle de conférences bondée accueillait un auditoire plus nombreux composé de quelque 150 personnes. Je pus alors approfondir les constats si perspicaces du militant français Thierry Meyssan et du site Web du Réseau Voltaire, l'interview cruciale de l'ancien ministre allemand SPD de la Technologie, Andreas von Bülow, donnée au *Tagespiegel* de Berlin le 13 janvier 2002, et la remarque incisive de l'ancien

Chancelier allemand Helmut Schmidt à la télévision allemande N-TV, le 10 décembre 2001, disant que l'appel à l'application de l'article V du traité de l'Atlantique Nord relatif à l'assistance mutuelle entre membres de l'OTAN n'était pas légitime puisque « il fallait donner la preuve que les attaques terroristes du 11 Septembre venaient de l'étranger… et que cette preuve n'avait pas encore été fournie » (N-TV, 10 décembre). Trois ans et demi et un certain nombre de commissions et d'enquêtes inabouties plus tard, cette preuve n'existait toujours pas. Ma propre interprétation des événements du 11 Septembre prit davantage forme lorsque je participai comme conférencier et comme auditeur à la conférence organisée les 1er et 2 novembre 2003 à Lucerne, en Suisse, en présence d'Andreas von Bülow, de Gerhard Wisnewski, de Peter Dale Scott, de Mike Ruppert, de Nick Begish et de Thomas Meyer ; à l'Enquête internationale de Carol Brouillet à San Francisco (première phase du 26 au 29 mars 2004) ; à l'Enquête internationale de Toronto (deuxième phase du 25 au 31 mai 2004, organisée par Barrie Zwicker, Ian Woods et Michel Chossudovsky) et à la conférence du 11 septembre 2004 au Manhattan Center de New York, organisée par Nico Haupt et Nick Levis avec le soutien de Jimmy Walter. Je reçus également des encouragements et certaines idées à la lecture d'un manuscrit sur la défaillance de la défense aérienne le 11 Septembre, que m'a envoyé par mon ami Maurizio Blondet, un courageux journaliste catholique qui écrit dans l'*Avvenire*, le quotidien milanais de la Conférence épiscopale catholique italienne.

À ces congrès comme à d'autres, je prônai la création d'une **commission internationale indépendante pour la vérité (IITC) sur le 11 Septembre au sein de laquelle un panel d'éminentes personnalités internationales – composé d'hommes d'État, d'artistes, de philosophes, d'historiens, de scientifiques et d'humanitaires – écouterait les rapports probatoires rédigés par les meilleurs spécialistes du Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre, dans le but de rendre une conclusion faisant autorité sur la véracité de la version officielle.** Le modèle de cette enquête serait le tribunal Russel-Sartre de 1966-67. Sans vouloir avaliser les positions philosophiques de ces deux grandes personnalités, je considère que ce tribunal constitua un moyen efficace de dresser les intellectuels du monde entier contre la guerre du Vietnam ; une telle enceinte pourrait avoir une fonction similaire à l'époque de la prétendue « guerre contre le terrorisme ». Depuis lors, j'ai bénéficié des conseils avisés de Ralph Schoenman – du KPFA de San Francisco – qui avait été le secrétaire général du tribunal Russel. Nous appartenons tous deux au club très fermé des diplômés de l'université de Princeton qui consacrent le plus clair de leur vie à critiquer l'oligarchie et la classe dirigeante des États-Unis actuels. J'espère que ce livre donnera un nouvel élan aux forces du monde entier qui convergent vers l'IITC, et qui sont

indispensables pour faire avancer la recherche de la vérité sur le 11 Septembre et, par là-même, pour la paix mondiale et le développement économique dans les mois et les années à venir.

Un aspect important de cette étude réside dans son approche des origines du 11 Septembre. Je ne considère pas cet événement comme un fait nourri exclusivement – ni même principalement – de la situation en Afghanistan ou au Moyen-Orient. Je le vois plutôt comme le point culminant d'une décennie de crises économiques, financières, politiques, militaires et culturelles aux États-Unis. Plus généralement, le 11 Septembre est le fruit de dix années désastreuses de mondialisation économique, d'appauvrissement et d'affaiblissement de toute une société. Le 11 Septembre n'est pas né de la force des États-Unis, mais représente une fuite en avant désespérée en vue d'en masquer la faiblesse. Le 11 Septembre s'inscrit dans la tradition du terrorisme géopolitique, ou terrorisme des sphères d'influence, de l'OTAN, tel qu'il a été pratiqué en Italie et en Allemagne de l'Ouest de 1965 à 1993.

Je refuse de donner au terrorisme une explication naïve ou sociologique en prétendant que la misère, l'oppression et le désespoir donnent naissance à des organisations terroristes qui expriment spontanément ces malaises sous-jacents. Mais nous vivons une époque où les réalités politiques et sociales ne cessent d'être manipulées par de puissants services de renseignement (CIA, FBI, MI-6, FSB/KGB, Mossad, BND, SDECE, SISMI et autres) qui ont pour effet cumulatif de re-déterminer ou de *sur-déterminer* la réalité observée.

Par conséquent, je soutiens que le modèle conceptuel le plus fiable pour comprendre le terrorisme est celui qui situe au centre du processus le service secret, ou ses avatars, qui recrute des terroristes potentiels dans les masses misérables et en fait des organisations clandestines assujetties à des directives venant de l'extérieur, de derrière et d'en haut. Le terrorisme international de haut vol n'est pas spontané : il est artificiel et fabriqué. Il exige la présence d'experts pour le contrôler. C'est pourquoi une appréciation réaliste du 11 Septembre ne doit pas prendre pour point de départ l'étude de la société du Moyen-Orient, mais plutôt les antécédents de l'OTAN et de la CIA en matière de terrorisme d'État en Europe de l'Ouest, et partout ailleurs, à la suite de la 2e guerre mondiale. C'est bien là, et non dans une quelconque grotte éloignée de l'Hindou Kouch, que l'on trouve les méthodes et les gens qui ont fait le 11 Septembre. Si le terme *grotesque* désigne à l'origine quelque chose qui provient d'une grotte, nous pouvons à juste titre rejeter l'explication officielle du 11 Septembre (ben Laden et son ordinateur portable dans une grotte afghane) en affirmant que c'est là une théorie grotesque du terrorisme.

Le terrorisme fabriqué est une stratégie utilisée par les oligarques pour faire la guerre au peuple (dans le sens de *popolo* que lui donne Machiavel, à savoir les classes moyennes). Il faut donc s'y opposer. Mon regard sur

ces événements vient du fait que j'étais aux premières loges – en qualité d'analyste, de journaliste et d'écrivain – lors des périodes terroristes en Italie et en Allemagne dans les années 70 et 80.

En juin 1978, alors que j'étais correspondant à Rome, je fus contacté par Giuseppe Zamberletti, du Parti Démocrate-Chrétien italien. L'enlèvement et le meurtre de l'ancien Premier ministre Aldo Moro venaient de connaître une fin tragique en mai 1978, avec la découverte du cadavre d'Aldo Moro dans une voiture sur la Via Caetani au centre de Rome, à trois pâtés de maisons du bureau que j'occupais à l'époque. Zamberletti avait été l'un des rares politiques italiens à avoir subodoré le rôle de l'OTAN dans l'enlèvement de Moro. Deux jours après sa disparition et le meurtre de ses gardes du corps, Zamberletti avait attiré l'attention de la presse britannique, qui écrivit : « *Signor* Zamberletti, un Démocrate-Chrétien intelligent qui a été vice-ministre de l'Intérieur chargé des services secrets italiens, a fait un certain nombre d'observations intéressantes à propos de l'OTAN. Zamberletti aurait dit que de Gaulle s'était retiré de l'OTAN à cause des douzaines de tentatives d'assassinat dirigées contre lui et que la France, après cela (et implicitement grâce à cela) avait réussi à contenir le terrorisme. » (*The Times*, Londres, 17 mars 1978). Dans une autre interview, Zamberletti déclara que pour se protéger contre le terrorisme, il fallait faire preuve d'une vigilance « à 360 degrés. » (*Panorama*, 4 juillet 1978). Cela faisait écho à la célèbre expression de de Gaulle qui avait parlé d'une défense « *tout azimut* » contre les alliés déclarés aussi bien que contre les adversaires, l'Ouest comme l'Est, les États-Unis et le Royaume-Uni comme l'URSS. Là-dessus, Zamberletti, devint la cible du parti anglo-américain en Italie.

Zamberletti me demanda de réaliser une étude sur la façon dont les mass médias avaient traité le cas Moro qui avait fait la une pendant deux mois. Je rassemblai quelques amis et collègues de chez *Executive Intelligence Review* (EIR), l'agence de presse où je travaillais à l'époque, et leur fis part du projet. Désireux de chasser le cauchemar du terrorisme et de rendre justice à Moro, la plupart d'entre eux – des Italiens et un couple d'Américains – acceptèrent de consacrer le mois de leurs vacances d'été à rassembler les pièces de l'enquête demandée par Zamberletti. Il ne fut jamais question d'argent. Plus nous cherchions, et plus nous trouvions, et bientôt, notre enquête, intitulée *Chi ha ucciso Aldo Moro ?* [Qui a tué Aldo Moro ?], prit des proportions dépassant le récapitulatif succinct que Zamberletti avait apparemment eu à l'esprit. La rédaction eut lieu pendant l'été 1978 dans les locaux de ce qui était le siège européen d'EIR, dans la Schiersteinerstrasse de Wiesbaden (Allemagne), non loin de l'aéroport de Francfort.

Le fruit de nos travaux fut rendu public lors d'une conférence de presse à Rome en septembre 1978. Il reçut des critiques nourries, quoique défavo-

rables, dans le magazine d'actualités *Panorama*. Sa principale découverte était que Moro avait été tué par les services de renseignement de l'OTAN qui avaient utilisé les Brigades Rouges à la fois comme instrument et comme couverture. Moro avait été assassiné parce qu'il était déterminé à donner à l'Italie un gouvernement stable intégrant le Parti Communiste au cabinet et à la majorité parlementaire. Ce projet était contrecarré – pour violation des sphères d'influence de Yalta qui faisaient de l'Italie un vassal des États-Unis – par l'aile de l'*establishment* de la politique extérieure américaine proche de Henry Kissinger ainsi que par certaines factions de l'élite dirigeante italienne regroupée autour de la loge réactionnaire P-2 qui était encore secrète à l'époque. De ce fait, mon enquête citait comme principaux suspects Kissinger, l'OTAN et les services secrets britanniques, et non pas les ambassades du pacte de Varsovie désignées par les médias italiens. Plus tard, la veuve de Moro devait révéler que son mari avait été directement menacé par une personnalité dirigeante des États-Unis parce qu'il persistait à vouloir inclure le PCI dans la majorité italienne. Cet individu avait dit à Moro que toute tentative d'inclure le PCI dans le gouvernement aurait des conséquences terribles pour sa personne. Certains commentateurs qui ont cru identifier Kissinger n'avaient sans doute pas tort. Voilà qui validait la thèse de l'enquête *Chi ha ucciso Aldo Moro?* C'est ce qui explique que j'aie la réputation d'être opposé au terrorisme ; j'ai démontré dans la pratique que je comprends comment il fonctionne. C'est un élément qui fait que le présent livre se distingue du verbiage produit par les hordes d'« experts en terrorisme » qui encombrent les chaînes de télévision et répandent la désinformation.

Une autre thèse de l'enquête de 1978 est que ceux qui glorifient le terrorisme et le portent aux nues, offrant une couverture idéologique aux terroristes, devraient être poursuivis pour complicité. Un idéologue de la terreur, que j'épinglais dans cette recherche, était Antonio Negri, professeur de doctrine d'État à l'université de Padoue, près de Venise. Plus tard, en avril 1979, le juge padouan Calogero délivra des mandats d'arrestation envers Toni Negri, Franco Piperno et d'autres chefs présumés du défunt groupe Potere Operaio, accusés d'être non seulement des idéologues et des sympathisants des Brigades Rouges, mais même de faire partie de leurs cercles dirigeants. On a dit que Calogero avait été influencé par mon dossier sur Moro. À ce jour, Negri est toujours opérationnel du fond de sa cellule, désireux d'insuffler une « énergie criminelle » à de nouveaux groupes de violents anarchistes comme le Black Bloc, qui représente le bouillon de culture dans lequel les services secrets d'Europe recrutent les futurs terroristes. Après la publication de *Imperial Hubris*, cette thèse devrait être appliquée à la CIA, siège de ce qui semble être la section la plus influente du « fan club » de ben Laden et dont nous reparlerons plus loin.

J'ai également beaucoup appris de trois experts européens. L'un d'eux est le général de brigade allemand Paul Albert Scherer, l'un des vrais grands spécialistes du contre-espionnage de ces dernières décennies. Social-démocrate, Scherer était à la tête du Militärischer Abschirmdienst (MAD), le service de contre-espionnage de l'Allemagne de l'Ouest, au début des années 70. Entre 1985 et 1994, j'ai eu l'occasion de passer de longues heures avec lui à discuter essentiellement de dossiers liés à l'URSS, mais menant parfois aussi à des digressions sur certaines questions historiques ou autres. Après tout, ce livre est un exercice de contre-espionnage. J'ignore ce que Scherer pensera de mes conclusions actuelles, mais j'ai tiré un grand profit de ses réflexions perspicaces, et je l'en remercie.

Une autre personne qui mérite ma gratitude est le défunt G.L. Bondarevsky, orientaliste distingué d'URSS et membre de l'Académie des Sciences de Russie. Juif russe né à Odessa, Bondarevsky est devenu le doyen des experts soviétiques, puis russes, sur tout ce qui touche aux cinq républiques d'Asie centrale et aux territoires qui s'étendent vers le Proche-Orient. Il est l'auteur de l'étude universitaire inégalée sur le projet de chemin de fer Berlin-Bagdad envisagé avant la 1re guerre mondiale. Lors d'un congrès en Allemagne au printemps 1991, alors que le monde vacillait encore sous le choc de la première guerre du Golfe, j'ai informé Bondarevsky de certaines recherches préliminaires sur George H. W. Bush et sa clique, en baragouinant dans mon mauvais russe une conclusion importante : « *Evo otets zaplatyl Guitlerou* » [son père – c.à.d. Prescott Bush – a payé Hitler]. « Pourquoi ne tites pas au monde féritable histoire de ce salaud de Bush ? » me répondit-il avec son accent inimitable. C'est grâce à l'intérêt et à l'engagement de Bondarevsky que j'ai pu surmonter l'inertie bureaucratique d'EIR (mon employeur de l'époque) et obtenir le temps nécessaire pour co-écrire avec Anton Chaitkine, en 1992, *George Bush : The Unauthorized Biography* [La Biographie non autorisée de George Bush]. À 83 ans, Bondarevsky, qui était aussi l'un des experts mondiaux les plus importants sur l'industrie du pétrole, fut trouvé mort dans son appartement le 8 août 2003, victime d'un meurtre mystérieux, très vraisemblablement organisé par le cartel pétrolier anglo-américain ou ses agents. Ses amis sont décidés à garder vivante sa mémoire et à obtenir que justice lui soit rendue un jour.

Le troisième destinataire de mes remerciements est le défunt professeur Tarass Vassilievitch Mouranivsky, de l'université d'État des Humanités de Moscou. Il avait été président de l'Académie internationale d'écologie de Moscou, puis de l'Institut Schiller de Russie au moment où je présidais moi-même l'Institut Schiller des États-Unis ; c'est lui qui m'a permis d'aller dans la capitale russe en octobre 1993, juste après que les tanks de Eltsine eurent tiré sur la Maison Blanche de Moscou. Il m'a nommé consultant auprès de l'IEA, une des associations intellectuelles créées en

Russie à la suite de l'assouplissement de l'État policier. Grâce à Mouranivsky, j'ai travaillé à Moscou deux semaines pendant le couvre-feu et j'ai pu voir les traces noires sur le bâtiment de la Maison Blanche. J'ai vu la tragédie quotidienne de la classe moyenne soviétique dans les rues. Il était manifeste que la Russie était la proie des oligarques de la finance anglo-américaine. À qui le tour ? Mouranivsky mourut le 17 juillet 2000. Lors de l'une de ses visites aux États-Unis, il avait déclaré au cours d'une réunion d'information : « Les États-Unis veulent traiter la Russie comme une république bananière. Mais c'est une banane nucléaire ! » La réalité de ce danger thermonucléaire se fait sentir tout au long de ces pages.

La présente enquête comprend certains critères qui, d'après moi, dérivent directement des événements du 11 Septembre. Le 11 Septembre fut un exemple de terrorisme sponsorisé par un État, mené sous une fausse bannière et entièrement artificiel, que nous appellerons plus simplement par la suite « terrorisme fabriqué » ou terreur fabriquée. Ma thèse est que le 11 Septembre a été organisé et dirigé par un réseau voyou de hautes personnalités du gouvernement et de l'armée des États-Unis avec une certaine participation des services de renseignement de Grande-Bretagne et d'Israël et le soutien plus nuancé des services de renseignement d'autres États tels que ceux qui sont membres du réseau ÉCHELON, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada. Ce réseau autour des États-Unis constitue la forme actuelle du réseau formé par les frères Dulles, Lemnitzer et Lansdale au début des années 60, du réseau autour de la Baie des cochons, de l'assassinat de Kennedy et du golfe du Tonkin, et du gouvernement invisible/secret/parallèle/occulte qui est largement considéré comme le moteur principal de l'affaire Iran-Contra.

Le réseau voyou du 11 Septembre a intégré certains « astéroïdes » des années 90, c'est-à-dire les sociétés de renseignement privatisées qui fonctionnaient sous le décret présidentiel n° 12333 de Reagan. Les criminels du 11 Septembre étaient des financiers, des bureaucrates de haut niveau, des officiers d'active, des hauts fonctionnaires du renseignement et des spécialistes techniques. Leurs principaux centres opérationnels étaient, selon toute vraisemblance, une série de lieux du secteur privé où la confidentialité pouvait être assurée après en avoir exclu les éléments restés fidèles à la Constitution. C'est pourquoi il est sans doute erroné de concevoir que des gens tels que Cheney ont été les meneurs directs des terroristes du 11 Septembre, même si ledit Cheney semble avoir trempé dans les événements par d'autres biais. Bush n'était pas assez indispensable pour que l'on ne puisse l'assassiner ce matin-là ; il ne doit d'être demeuré en place qu'à la rapidité avec laquelle il a obtempéré aux exigences des criminels du 11 Septembre. Avec le temps, Bush a, sans nul doute, appris d'autres détails sur le gouvernement occulte qu'il a laissé dominer son administration. En 2004 au plus tard, il était aussi informé des réalités

fondamentales du terrorisme que pouvait l'être une personne possédant ses facultés intellectuelles.

À cause des résultats lamentables de la commission Kean-Hamilton sur le 11 Septembre, beaucoup de faits et de dates avérés concernant l'événement ont été estompés et maquillés. Loin de l'avoir mise en valeur, la commission du 11 Septembre a altéré et brouillé l'information donnée au public sur les événements essentiels du 11 Septembre. Les enquêteurs savent empiriquement que certains renseignements des plus révélateurs sur un événement cataclysmique tel que celui-là apparaissent généralement dans les médias dans le sillage immédiat de la catastrophe, c'est-à-dire avant que les rédacteurs en chef des journaux et les producteurs de télévision n'aient pleinement assimilé la ligne de pensée de l'oligarchie. Dès lors, il se peut qu'ils publient des informations incompatibles avec les versions officielles ou celles qui relèvent du mythe. Avec le temps, de telles révélations heuristiques se font plus rares, bien qu'elle puissent encore infliger des coups fatals à l'histoire officielle, surtout si celle-ci commence à se lézarder. Le rapport de la commission du 11 Septembre représente le triomphe de la scolastique oligarchique et la momification de ce qui fut une tragédie vivante, consacré dans un manuel bien léché dont toute trace de vérité a été retirée. C'est pourquoi le présent livre donne la priorité aux témoignages émis tout de suite après le 11 Septembre, avant que l'emprise hégémonique du régime ne s'abatte sur les esprits.

Le lecteur comprendra mieux ce livre quand j'aurai brièvement expliqué les critères ayant présidé au choix des informations qui le composent. Il existe déjà des encyclopédies et des calendriers exhaustifs des événements émanant d'auteurs tels que Nico Haupt ou Paul Thompson à qui je dois beaucoup de matériel empirique. Mon but n'a pas été de les concurrencer pour épuiser intégralement le sujet, mais plutôt d'offrir une hypothèse solide expliquant ce qui s'est passé le 11 Septembre. Ce livre a donc été structuré comme suit :

La crédulité des masses à propos des événements du 11 Septembre repose sur une conviction directement ressentie, renforcée par le bombardement impitoyable et répétitif des médias. La réceptivité du mythe du 11 Septembre est relayée par une épistémologie (méthodologie de la connaissance) hollywoodienne naïve et impressionniste, compliquée encore par la schizophrénie et l'autisme de la culture anglo-américaine. La croyance dans le mythe du 11 Septembre est en adéquation avec un mode de pensée qui s'inscrit dans la tradition empiriste de John Locke, et que, pour ma part, je rejette et répudie formellement. Je ne propose pas tant une information qu'une méthode ; celle que j'applique est celle de Platon, de Machiavel et de Leibnitz. Je rejoins Platon en refusant les illusions de la caverne au profit de la raison dialectique. J'affirme que pour comprendre le 11 Septembre, il faut un cadre conceptuel. Mon

approche est donc conceptuelle et empirique, mais non empiriste (*empirique* signifie que les théories sont basées sur l'observation ; *empiriste* signifie que l'on croit que la connaissance n'est rien d'autre qu'une accumulation d'expériences.) Le cadre conceptuel est celui des lampistes * et des taupes ainsi que des experts cités plus haut.

1/ Ce livre met en valeur les aspects du 11 Septembre qui révèlent que les événements ont été soutenus par l'État par le biais d'un réseau voyou, ou d'un gouvernement occulte, agissant au sein du gouvernement et de l'armée des États-Unis. Les autres aspects sont moins développés, voire totalement laissés de côté.

2/ Ce livre met l'accent sur les éléments de la version officielle qui sont matériellement impossibles. Un grand nombre d'aspects et de contradictions de l'histoire officielle ne sont pas traités s'ils relèvent de l'opinion de chacun plutôt que des éléments pouvant faire l'objet d'une démonstration matérielle rigoureuse. Il en va de même pour les preuves concrètes, par exemple des images, susceptibles d'être interprétées de manières différentes. En même temps, j'encourage vigoureusement les chercheurs qui sont intéressés par ces aspects du problème à poursuivre leur travail afin que la liste des impossibilités matérielles puisse s'allonger, comme il ne fait pas de doute qu'elle doive l'être.

3/ J'ai tâché de me laisser guider par le réalisme politique de Machiavel, dans son sens positif, plutôt que par la séduction irrationnelle de la propagande.

J'exprime toute ma reconnaissance à mon vieil ami Raynald Rouleau, de la ville de Québec, pour ses incomparables compétences informatiques. Enfin, ce livre n'aurait pas vu le jour sans la patience et la bonne volonté de mon éditeur John Leonard.

Webster G. Tarpley
Washington DC
11 Septembre 2004

**Thèse : Un réseau voyou américain** – l'affaire Iran-Contra de 1986 / le gouvernement invisible / parallèle / secret ou occulte (Sen. Inouye).
- constitué de **hauts fonctionnaires de la Maison Blanche,** des ministères, de l'armée, des services secrets
- faisant preuve de **loyauté envers un réseau privé** doté d'un **centre de commandement privatisé** (décret présidentiel n° 12333)
- et **ayant pénétré** tous les services et tous les points focaux.

* « Lampistes » (dupes) dénommés plus loin *pazzi* après explication. (NdT)

## Chapitre 1

# Le mythe du XXIe siècle

> Elle était, par certains côtés, beaucoup plus fine que Winston et beaucoup moins perméable à la propagande du Parti. Il arriva une fois à Winston de parler, à propos d'autre chose, de la guerre contre l'Eurasia. Elle le surprit en disant avec désinvolture qu'à son avis il n'y avait pas de guerre. Les bombes-fusées qui tombaient chaque jour sur Londres étaient probablement lancées par le gouvernement de l'Océania lui-même, "juste pour maintenir les gens dans la peur".
> **Orwell,** *1984,* p. 205 (trad. Amélie Audiberti, coll. Folio)

La publication du rapport de la « commission nationale sur les attentats terroristes contre les États-Unis » (appelée communément commission Kean-Hamilton, du nom de son président et de son vice-président) constitue le point d'orgue des actes de dissimulation et d'incompétence des organismes d'investigation officiellement créés par le gouvernement des États-Unis. Depuis le 11 septembre 2001, aucune instance du gouvernement des États-Unis n'a proposé d'explication convaincante, cohérente ni complète des événements de cette journée et des autres qui s'y rapportent. À vrai dire, pas un seul organe du gouvernement n'a jamais été jusqu'à proposer de prouver l'exactitude de la version officielle, même pas comme l'avait fait la commission Warren lorsqu'elle avait tenté de démontrer la véracité de sa version de l'assassinat de Kennedy.

La commission Kean-Hamilton n'a pas fait appel à des témoins hostiles, sceptiques ou jouant les avocats du diable. Elle a ignoré le nombre croissant d'études de grande envergure parues dans le monde entier notamment en anglais, en français ou en allemand. Elle n'a jamais invité à ses réunions les agents du FBI qui avaient tiré la sonnette d'alarme, tels que l'agent Colleen Rowley (nommée une des personnalités de l'année 2002 par *Time Magazine*), ni convoqué pour témoigner en session plénière l'agent du FBI Kenneth Williams, auteur du fameux mémo de Phoenix. En revanche, la commission s'est complue à inviter Laurie Mylroie, l'égérie obsessionnelle de l'idéologie anti-irakienne, une fanatique si notoire que même Richard Clarke, dans son livre *Against All Enemies* rejette ses idées avec mépris en disant qu'elle est « totalement discréditée » (Clarke, p. 232). Comme nous le démontrerons dans plusieurs

chapitres de cette étude, le travail de la commission Kean-Hamilton constitue un effort soigneusement orchestré pour dissimuler les faits et les plonger cyniquement dans l'opacité. Le résultat global a été d'obscurcir même les quelques faits indéniables qui, avant le commencement de ses travaux, étaient déjà bien établis dans la plupart des médias qui suivent la ligne de l'orthodoxie.

Avant la commission Kean-Hamilton, la chronologie des événements relatifs aux interactions entre l'Administration fédérale de l'aéronautique (FAA), le Commandement de la défense aérospatiale en Amérique du Nord (NORAD) et d'autres organismes gouvernementaux avait été dressée avec assez de précision par le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre. Les chronologies présentées par les membres de la commission Kean-Hamilton, délibérément falsifiées, ont transformé cette vision claire en chaos. Avant le début des travaux, un grand débat portait sur la question des appels téléphoniques reçus par la Maison Blanche au matin du 11 Septembre. On se demandait s'ils permettaient de penser que des personnes non autorisées étaient en possession de codes top-secrets du gouvernement des États-Unis. La commission Kean-Hamilton nous assure désormais que cet incident crucial n'a jamais eu lieu. Avant Kean-Hamilton, les commissions du Congrès et l'Institut national de normalisation et de technologie avaient été forcés de débattre en public des anomalies flagrantes posées par un événement sans précédent dans l'histoire du monde : trois gratte-ciel modernes en acier s'effondrant le même jour sous l'action d'un incendie.

Pour la commission Kean-Hamilton, ce problème n'existe tout simplement pas – il a disparu du récit officiel. Les commentaires critiques ou sceptiques n'ont pas été pris en compte, même quand ils sont au cœur de livres devenus des best-sellers dans des pays aussi importants que la France, l'Allemagne, l'Italie ou d'autres, ou quand ils y ont été diffusés à la télévision aux heures de grande écoute. Les réclamations des familles endeuillées par le 11 Septembre ont été ignorées – alors même que la commission Kean-Hamilton doit son existence aux pressions incessantes exercées par ces familles. On leur a joué un sale tour : celles qui croyaient qu'une coopération sincère avec la commission pourrait les approcher de la vérité ont été amèrement déçues. En résumé, la commission n'a accordé aucun respect aux opinions de l'humanité et n'a présenté aucun fait marquant au monde sincèrement désireux de savoir.

La commission Kean-Hamilton a donné un magistral exemple de réponses toutes faites données aux questions posées. Tous les sujets controversés, tous les points litigieux aux yeux de milliards de personnes sur toute la planète, ont été considérés comme autant de vérités et posés en prémices pour le reste de l'enquête. Ce raisonnement fallacieux existe depuis les *escholiers* du Moyen Âge qui appelaient cela *petitio principii*.

Un tel comportement de la part de la commission Kean-Hamilton est l'acte arrogant d'une bureaucratie exerçant le pouvoir suprême. « Crois ou sois damné » disait l'Inquisition. Croyez, a dit la commission Kean-Hamilton, ou soyez honnis comme autant de paranoïaques obsédés par les complots. Ainsi, au moment de sa création, la commission du 11 Septembre a constitué neuf équipes. La première s'appelait « al-Qaida et l'organisation des attentats du 11 Septembre ». On ne saurait trouver meilleur exemple de jugement hâtif et de conclusion prématurée, puisque cet énoncé aurait dû être la conclusion de l'enquête et non son point de départ.

En effet, la commission Kean-Hamilton ne vise pas à contribuer à un débat d'experts. Elle s'insère tout autant dans les actes d'agression perpétrés par le gouvernement des États-Unis contre le monde que le bombardement de Fallujah par les F-16. Car les travaux de cette commission constituent un acte de terrorisme idéologique digne du sénateur Joe McCarthy. Derrière elle, on retrouve le tabou énoncé par la figure de proue du régime :

> Nous devons dire la vérité sur la terreur. Ne tolérons jamais les extravagantes théories du complot relatives aux attentats du 11 Septembre, les mensonges malveillants qui veulent innocenter les terroristes, masquer les coupables (G.W. Bush devant l'Assemblée générale de l'ONU, 10 novembre 2001).

Ce point de vue nous éloigne des meilleurs moments de l'histoire américaine, comme nous avons l'intention de le prouver. Mais toute l'arrogance bureaucratique ne peut cacher sous une avalanche de papier les multiples absurdités, contradictions, impossibilités et fautes scandaleuses qui pullulent dans la version officielle des événements du 11 Septembre. La commission Kean-Hamilton n'a tout simplement pas de réponse, entre beaucoup d'autres, aux questions suivantes : comment les présumés pirates de l'air ont-ils été identifiés ? Comment ont-ils pu mener leurs opérations ? Pourquoi le bâtiment N° 7 du WTC (World Trade Center) s'est-il effondré ? Pourquoi la défense aérienne a-t-elle été inexistante ? Qu'est-ce qui a touché le Pentagone ? Que s'est-il passé au-dessus de Shanksvillle ? Que sont devenus les délits d'initiés ? Aucune personne sérieuse et intelligente – et il y en a beaucoup – ne peut accepter la caricature livrée par Kean-Hamilton.

L'échec de la commission Kean-Hamilton laisse le monde face à un mythe imbécile : quatre avions ont été détournés par 19 Arabes saoudiens, égyptiens et koweitiens. Leurs chefs de groupes étaient Atta, Shehhi, Hanjour et Jarrah. Leur « cerveau » était Khalid Sheikh Mohammed. Leur soutien à l'arrière était Ramzi ben al-Shibh. Leur gourou était Oussama ben Laden, le pape du terrorisme qui vit dans une caverne. De sa lointaine grotte des montagnes d'Afghanistan, Oussama ben Laden, génie diabolique du XXIe siècle, a dirigé un réseau mondial qui a attaqué les États-Unis.

## Les criminels du 11 Septembre sont toujours en liberté

Plus profondément, plus près du cœur de cette affaire, le rapport Kean-Hamilton n'a pas mis en accusation les vrais criminels du 11 Septembre. Il laisse intact le réseau de taupes au sein de l'administration des États-Unis, sans les efforts duquel, dans la préparation des événements comme dans la dissimulation de leurs traces, les attentats du 11 Septembre n'auraient pas pu avoir lieu. Il n'a pas trouvé le centre de commandement clandestin qui a dirigé les opérations. Il n'a pas levé le petit doigt pour localiser les technocrates de la mort qui ont eu les moyens physiques et techniques de perpétrer ces actes, à la différence des terroristes de supermarché sensés les avoir déclenchés.

Tous ces réseaux restent en place et font tout pour éviter d'être détectés. Les criminels du 11 Septembre, dont le projet est le choc des civilisations dans une nouvelle guerre de Trente ans, courent toujours, leur désespoir amplifié, mais leur pouvoir intact. Pensez-y lorsque vous entendrez le régime Bush clamant qu'une nouvelle vague d'attaques terroristes, utilisant probablement des armes de destruction massive de type atomique, bactériologique ou chimique, est inévitable. Le gouvernement nous a trahis, tout comme la commission Kean-Hamilton nous a trahis avant, pendant et après le 11 Septembre. Les criminels du 11 Septembre restent en place, avec l'intention de frapper encore pour se cacher ensuite derrière le bouclier de la loi martiale.

Nous sommes opposés au terrorisme. Nous cherchons à empêcher une nouvelle vague d'actes terroristes. Nous voulons identifier les criminels du 11 Septembre et les livrer à la justice parce que personne n'a mis la main sur eux jusqu'à présent. Nous ne nous faisons aucune illusion sur ces Arabes psychotiques eux-mêmes roulés dans la farine, et dont les divagations servent à couvrir ce qui est en réalité un coup d'État « *made in the USA* », un coup d'État non pas dirigé contre Bush mais destiné à favoriser une politique spécifique, celle du clash des civilisations. Nous condamnons le terrorisme parce que le terrorisme est un procédé utilisé par les oligarques pour faire secrètement la guerre au peuple. Le terrorisme que nous combattons est le terrorisme réel dans le monde réel et non la version déformée pour faibles d'esprits servie par le régime et par les médias.

Aujourd'hui, le rapport officiel du 11 Septembre a pris toutes les caractéristiques d'un mythe. Beaucoup de gens se sont mis à y croire comme s'il s'agissait d'une œuvre religieuse sacrée. Il s'est profondément enraciné dans les recoins obscurs de l'inconscient américain. Tout mythe est un sujet sensible, entouré de réactions fortes * et de tabous terrifiants.

* Constructions de l'esprit pour supprimer des souvenirs douloureux (cf. Freud).

Remettez-les en cause et l'on vous répondra souvent avec indignation et en manifestant une colère irrationnelle. Il n'en reste pas moins que les faits demeurent : la version officielle n'a jamais été prouvée. Elle n'est qu'une affirmation sans preuve et, au bout du compte, un mythe.

Les tentatives visant à établir tout un nouvel ordre mondial sur des assertions non prouvées et sur des mensonges n'ont pas eu de destin heureux au XXe siècle : les clauses du traité de Versailles de 1919, attribuant à l'Allemagne et à ses alliés la responsabilité exclusive du déclenchement de la guerre tout en exonérant complètement les alliés anglais, avaient pour but d'extorquer quelque 55 milliards de dollars-or de réparations. Mais cela s'est avéré être la clé du succès de la démagogie hitlérienne et, plus généralement, une des principales causes du fascisme, du nazisme et de la seconde guerre mondiale. Gardons-nous de bâtir notre édifice politique sur les sables mouvants d'allégations non prouvées. N'oublions pas que ce sont les nazis eux-mêmes qui se sont empressés d'embrasser le mythe comme base de la politique : l'idéologue en chef du mouvement nazi était Alfred Rosenberg et son célèbre ouvrage s'intitulait «*Le mythe du XXe siècle*». L'histoire d'Oussama dans sa grotte lointaine s'est déjà transformée en mythe du XXIe siècle.

Le régime proclame que le monde tel que nous l'avons connu a disparu à cause des événements du 11 Septembre. Nous sommes confrontés à un monde nouveau, marqué par les guerres préventives et d'anticipation, par le recours en premier à l'arme nucléaire, par l'agression unilatérale, le racisme barbare et la haine, par la glorification de la violence et des massacres, par l'emploi de la force et de la menace. Mais avant de pénétrer de plein gré dans ce monde nouveau et monstrueux, il est de notre droit d'exiger que les événements du 11 Septembre – justement parce qu'ils sont prétendument à l'origine de toute cette évolution – soient examinés plus en détails. Avant d'accepter l'arrêt de mort de la civilisation, de la culture et de toutes les valeurs de l'humanité signé par les néo-conservateurs, exigeons le droit de faire appel devant le tribunal de la raison.

Ce livre est consacré à la réalisation de ce projet. Nous allons nous appuyer sur les recherches approfondies réalisées par le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre pendant la période qui succéda à cette journée catastrophique. Les remerciements particuliers et la mise en valeur des travaux spécialement méritoires seront inclus dans le texte ou cités en notes de bas de pages. Les membres du Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre sont presque toujours des citoyens ordinaires, plus ou moins isolés, plus ou moins privés de moyens mais décidés, malgré tout, à chercher la vérité. Des chercheurs, des écrivains, des scientifiques, des historiens, des sites Web, et des activistes du Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre ont porté haut le flambeau de l'intelligence univer-

selle – *la République des lettres* – tandis que ses valeurs étaient rejetées par les mass médias, le gouvernement des États-Unis et la plupart des universitaires. Ils ont produit ce que l'on peut aujourd'hui considérer comme une œuvre cohérente et accessible à tous ceux qui veulent apprendre. Ce domaine n'est, pas plus qu'un autre, à l'abri des théories aberrantes, des querelles de clocher et des points de vue excentriques ; tout ne peut pas y être pris pour argent comptant, mais il y a autant de différence entre cette recherche honnête et l'énoncé officiel ou publié par les médias sous influence, corrompus et manipulés, qu'entre le jour et la nuit. Le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre a déjà accompli un immense travail, qui se poursuit et se poursuivra encore ; aujourd'hui, il attend le débat plus large et plus détaillé que cette mise au grand jour ne manquera pas d'apporter.

Nous vous demandons instamment de vous pencher sérieusement sur les questions soulevées par ce livre. C'est important en raison de la menace imminente de nouvelles attaques terroristes organisées en grande partie par les criminels du 11 Septembre. C'est également important parce que nous vivons en période de crises économiques, politiques et stratégiques mondiales croissantes, de guerres, de dépressions et d'effondrements qui, comme nous allons le montrer brièvement, expliquent en partie les attentats du 11 Septembre. Il ne faut pas non plus refuser de voir les courants souterrains qui parcourent toute l'histoire américaine. À la fin de ce livre, nous allons montrer que les élections de 2004 ponctuent un cycle fatal de notre histoire – une tendance au réalignement des partis qui se répète tous les 36 ans, ou presque, depuis la ratification de la Constitution fédérale, et qui a déjà eu lieu en 1828, 1860, 1896, 1932 et 1968. Nous sommes à l'aube d'un bouleversement sérieux de la structure même des partis et du modèle de base de la vie politique des États-Unis.

La publication de ce livre poursuit l'intention suivante : s'il est possible de démolir, de discréditer et de dénoncer le mythe du 11 Septembre auprès du grand public, il y a un espoir que le réalignement des partis s'effectuera dans le sens du progrès, peut-être par l'effondrement du parti républicain, ou peut-être par la division du parti démocrate en factions qui véhiculeront grosso modo les positions du sénateur Lieberman et celles du sénateur Kennedy. Dans ces conditions, les guerres en Irak et en Afghanistan pourraient prendre fin et il serait possible d'éviter de nouvelles agressions. Les néo-conservateurs pourraient être jugés. La réforme monétaire internationale, la reconstruction du monde et le développement économique, de même que d'ambitieux projets d'infrastructure pourraient être engagés. Mais si l'on permet que le mythe du 11 Septembre demeure intact et serve de fondement à la vie nationale américaine, du régime en cours et des partis républicain et démocrate, il y a toutes les raisons de craindre que le réalignement probable des partis

marquera une transition vers un fascisme dont nous pouvons d'ores et déjà apercevoir les contours.

Les oligarchies dominantes des États-Unis et de plusieurs autres pays ont commis une grave erreur en décidant d'accepter la grossière théorie du complot colportée par le régime Bush à propos des événements du 11 Septembre. Dans une telle situation, une classe dirigeante plus consciencieuse et plus judicieuse se serait montrée plus prudente et aurait laissé plusieurs options ouvertes. Le soutien inconditionnel apporté au mythe officiel par les médias sous influence, les deux grands partis politiques et une grande partie des milieux universitaires a créé une telle situation que le mythe du 11 Septembre est devenu aujourd'hui le fondement incontournable de vastes secteurs de la vie américaine. De fait, de nombreuses institutions ont mis en jeu leur crédibilité en unissant leur destin à ce mythe. Voilà qui était fort imprudent. Nous ne pouvons pas être totalement certains que la vérité sur le 11 Septembre sera un jour largement acceptée par les masses, mais si jamais de telles révélations apparaissaient, elles détruiraient bien plus que le seul mythe du 11 Septembre.

La dissipation du mythe au profit d'un compte-rendu au moins plus proche de la réalité aurait les incidences les plus profondes sur les institutions. Le parti républicain, parce qu'il a été à l'origine de l'institutionnalisation et de l'exploitation de ce mythe, serait amené à disparaître. Les contradictions au sein du parti démocrate exploseraient. De nombreuses carrières seraient englouties. Du fait que l'ensemble de la société a tant misé sur ce mythe, l'ordre social tout entier serait remis en question. Même les actuels rapports de propriété, du moins en ce qui concerne les médias, les industries de la défense, du pétrole et de quelques autres secteurs seraient inévitablement remis en question. Le statut actuel du mythe du 11 Septembre sur lequel s'enracinent tant d'institutions hégémoniques permet d'expliquer l'hystérie absolue que manifeste l'élite dirigeante, comme de bien entendu, dès qu'un regard critique se porte sur le mythe.

Tout dépend d'activistes intellectuels tels que vous. Le mythe du 11 Septembre est le dernier retranchement d'un régime en faillite. La guerre en Irak était-elle basée sur des mensonges ? Les atrocités d'Abu Ghraib ont-elles violé les lois de la guerre et la Convention de Genève ? La classe moyenne est-elle en passe d'être écrasée ? Le dos au mur, le régime n'a qu'une réponse : le 11 Septembre. Si nous écoutons ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, le mantra du 11 Septembre donne carte blanche à la propagande nocive, aux crimes de guerre, à l'État policier, et au vol pour l'éternité.

Il se trouve, par une ironie du sort, que si le régime lui-même a été capable d'appeler à la solidarité dans la guerre contre l'Afghanistan, le parti démocrate n'a eu pour recours que la litanie du 11 Septembre. Ce

parti s'est présenté comme le véritable croyant du mythe du 11 Septembre, les yeux fixés sur la traque de ben Laden, pendant que les Républicains se fourvoyaient en Mésopotamie. Le sénateur Kerry, tant qu'on ne l'aura pas convaincu du contraire, est encore plus accroché au mythe du 11 Septembre que Bush lui-même. Les Démocrates ne savent jouer qu'une seule note tandis que Bush a les moyens de moduler. Résultat : le 11 Septembre est le levier utilisé par toutes les factions oligarchiques pour que les masses demeurent soumises. C'est ce levier que nous allons leur faire sauter à la figure.

## Que savez-vous et comment le savez-vous ?

À ce stade de la lecture, beaucoup de lecteurs sont sans doute indignés. Nous les entendons d'ici vitupérer : « Comment cela, la version officielle des événements du 11 Septembre est un mythe ? Un mensonge ? » Suit alors une bordée d'injures digne de Dick Cheney. Mais réfléchissez une seconde : si vous pensez tout savoir sur le 11 Septembre, comment savez-vous ce que vous croyez savoir ?

Les premières accusations contre Oussama ben Laden et al-Qaida remontent au jour du 11 Septembre ; c'est ce jour-là que les commentateurs et présentateurs de télévisions câblées, non câblées et publiques ont commencé à suggérer que ben Laden et al-Qaida étaient derrière les attentats. Apparemment, CNN a été la première à mentionner ben Laden ; aussitôt, d'autres colporteurs de mythes ont pris le relais. Avec le recul, nous savons que beaucoup de ces fuites émanaient de deux hauts fonctionnaires de la bureaucratie de Washington. Ces personnes sont George Tenet, Directeur de la CIA, qui aurait dû être limogé le jour même mais qui, disgracié, ne fut autorisé à démissionner qu'en juin 2004, à la veille de la publication du rapport de la commission du Renseignement du Sénat qui le clouait au pilori, lui et la CIA, pour incompétence notoire. C'est le même Tenet qui, plus tard, a convaincu Bush que prétexter la détention d'armes de destruction massive pour envahir l'Irak était « du tout cuit ».

L'autre colporteur en chef du mythe était Richard A. Clarke, l'ancien tsar de la lutte antiterroriste de l'administration Clinton, qui a été gardé par l'administration Bush. Clarke avait un lourd passé que beaucoup de naïfs ignoraient. Il avait été exclu du Département d'État par James Baker III parce qu'il était accusé d'avoir dissimulé qu'Israël exportait de la technologie militaire américaine en République populaire de Chine, ce qui était interdit par la loi américaine et que les Israéliens avaient accepté de ne pas faire. Dans certains milieux, le nom de Richard Clarke avait été cité lors de la chasse à Mega, la taupe israélienne soupçonnée d'opérer à la Maison Blanche. Clarke est un proche ami de fonctionnaires de la Défense israélienne, parmi lesquels David Ivry, du ministère de la Défense d'Israël.

Dans ses mémoires, publiés récemment, Clarke raconte : « Dès le début de la première guerre du Golfe, nous nous sommes entendus, Ivry et moi, pour pousser nos gouvernements à installer une batterie de missiles Patriots étasuniens en Israël. Jamais aucune armée étrangère n'avait stationné dans ce pays. Nous avons aussi travaillé ensemble pour vendre des Patriots à Israël et pour connecter le Kiriat [le Pentagone israélien] aux satellites américains qui avaient détecté des tirs de Scuds irakiens sur Israël. Après la guerre, la CIA a fait circuler des rumeurs sans fondement disant qu'Israël avait vendu des missiles Patriots à la Chine. Ceux du Département d'État qui me considéraient comme "trop proche d'Israël" ont cherché à m'accuser » (Clarke, p. 46). Clarke était le protégé d'Arnold L. Raphael (tué dans le même accident d'avion que le général pakistanais Zia) et avait travaillé en étroite collaboration avec Morton Abramowitz.

Le matin du 11 Septembre, alors que la Maison Blanche était évacuée par crainte d'une autre frappe suivant celle du WTC et du Pentagone, le premier haut fonctionnaire à déclarer « C'est al-Qaida ! » a bien été Richard Clarke (*New York Times,* 30 décembre 2001). Quand Clarke est arrivé à la Maison Blanche, le 11 Septembre, juste après 9 heures du matin, il a trouvé Condoleezza Rice et Cheney seuls dans le bureau de ce dernier. « Qu'en pensez-vous ? » a demandé Cheney encore sous le choc. La réponse de Clarke fusa : « C'est une attaque d'al-Qaida, ils aiment les attentats simultanés. Ce n'est peut-être pas fini » (Clarke, p. 2). C'est de ce moment que date la naissance du mythe du 11 Septembre. À cet instant, Clarke ne savait rien de rien. Avait-il jamais entendu parler de tromperie stratégique ? Avait-il jamais entendu parler de tactiques de diversion ? Avait-il jamais entendu parler de simulations ?

Dans ses mémoires, Clarke nous dit qu'en sortant du centre de vidéo-conférence sécurisé de la Maison Blanche, juste à côté de la salle stratégique (Situation Room), pour traverser la Maison Blanche en direction du centre présidentiel pour les opérations d'urgence, le bunker souterrain de Cheney, il a essayé de rassembler ses idées sur ce qui se passait :

> Dans le calme de la marche, je repris mon souffle pour la première fois de la journée : voilà donc la grande attaque d'al-Qaida qu'on nous avait annoncée ; elle était bien plus grave que tout ce que nous avions imaginé, hormis une attaque nucléaire (Clarke, p. 17).

Voilà un des jugements irréfléchis les plus fatals de l'histoire mondiale. Clarke avait-il tragiquement oublié les leçons d'Oklahoma City, quand les auteurs des fuites avaient influencé le rapport en disant que l'explosion était l'œuvre de Musulmans ? À l'époque, Clarke n'avait pas de preuve ; il n'en a toujours pas depuis.

Tenet, le chef de la CIA, s'empressa de battre Clarke dans ce concours des jugements péremptoires. Pendant que Bush se terrait dans la base militaire aérienne d'Offutt, dans le Nebraska, il dirigea une réunion du

Conseil national de sécurité en téléconférence. « Qui nous a fait ça à votre avis ? » demanda Bush à Tenet. Celui-ci fut affirmatif : « Monsieur le Président, je crois que c'est al-Qaida. Nous sommes en train de procéder aux premières estimations, mais ça ressemble à al-Qaida, ça a l'odeur d'al-Qaida et ça a le goût d'al-Qaida » (Bamford 2004, p. 91). Autrement dit, Tenet n'avait pas de preuve non plus, pas de preuves, pas d'arguments ; il n'avait que sa certitude viscérale lockienne, réelle ou feinte.

Plus tard, après le malaise dû à l'effondrement inexplicable de la tour 7 du WTC à 17 h 20, Clarke organisa, à partir de la salle stratégique, une réunion inter-agences au plus haut niveau. Étaient présents (par vidéo-transmission) : Armitage, du Département d'État, le général Myers, du comité des chefs d'état-major (JCS) et d'autres hauts fonctionnaires. Clarke affirma : « Bon, nous savons tous que c'est al-Qaida. Le FBI et la CIA vont travailler là-dessus et vérifier si j'ai raison. Nous voulons la vérité mais pour l'instant, adoptons l'hypothèse que c'est al-Qaida. Question suivante ? » (Clarke, p. 23). Avant d'aller se coucher à la Maison Blanche, Bush nota dans son journal : « Le Pearl Harbor du XXIe siècle a eu lieu aujourd'hui. Nous pensons que c'est Oussama ben Laden » (Bamford 2004, p. 92).

Vu l'inaptitude de Bush, Cheney et Rice, c'est Richard Clarke qui dirigea le gouvernement des États-Unis le jour du 11 Septembre ; c'est à lui que l'on doit d'avoir fait entrer dans la politique officielle étasunienne le mythe de la responsabilité exclusive d'al-Qaida/ben Laden. Clarke peut ainsi se vanter d'être à l'origine du mythe du 11 Septembre. Mais c'est bien plus qu'un mythographe : il partage aussi la responsabilité du bombardement bâclé et stupide de l'usine d'aspirine à Khartoum, au Soudan, qui a suivi les attentats à la bombe contre les ambassades des États-Unis en Afrique de l'Est à l'été 1998. S'il existait un Oscar de la supercherie, il l'aurait remporté avec sa prestation aux audiences de la commission Kean-Hamilton en avril 2004. C'est cette performance virtuose qui a lancé sa carrière de commentateur TV, qui prédit l'imminence d'attentats terroristes contre les États-Unis par des armes de destruction massive et réclame l'instauration rapide de la loi martiale. Nous reparlerons plus loin de ce monsieur. Tout ce qu'il faut retenir pour l'instant, c'est que même pour leur acheter une voiture d'occasion, ce serait pure folie que de faire confiance à Clarke ou à Tenet.

Oussama ben Laden fut également désigné comme le coupable des attentats par le secrétaire d'État Colin Powell le 13 septembre. À ce moment-là, Powell se livrait à une surenchère d'imprécations et de *Schrecklichkeit* (horreur) avec les néo-conservateurs tels que Wolfowitz, qui répétaient que les États-Unis allaient « mettre fin aux États abritant le terrorisme », et qu'ils allaient le faire de façon unilatérale, sans rien demander au Conseil de sécurité des Nations Unies. Des voix prudentes

s'élevaient déjà pour éviter une nouvelle erreur de jugement. Le professeur Paul Rogers, du département de la paix de l'université de Bradford, mit en garde contre la présomption que des extrémistes du Moyen-Orient se trouvent derrière cette tragédie. « Nous avons déjà commis cette erreur. Pour l'Oklahoma, tout le monde a cru que c'était [les terroristes] du Moyen-Orient, et puis il s'est avéré que c'était Timothy McVeigh, un homme né sur notre sol », dit-il. « De même pour les bombes artisanales d'Atlanta, on a découvert que c'était une affaire intérieure » (*Guardian*, 11 septembre 2001).

En tout cas, c'est le même Colin Powell qui s'est parjuré devant le Conseil de sécurité des Nations Unies en février 2003 sur la question de l'existence d'armes de destruction massive en Irak. C'est le même Colin Powell qui a affirmé l'existence de laboratoires mobiles d'armes biologiques, de distributeurs d'armes chimiques et de tubes servant aux centrifugeuses pour l'enrichissement de l'uranium. C'est le même Colin Powell qui est l'auteur du faux témoignage le plus spectaculaire de toute l'histoire du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le FBI, qui était pourtant dans l'ignorance complète avant les attentats, publia le 14 septembre sa tristement célèbre liste de 19 pirates de l'air. Comme nous le verrons bientôt, le taux de mortalité parmi ces supposés kamikazes était inférieur à 100 %, puisque 5 et peut-être même 7 suspects étaient encore bien vivants et en bonne santé dans les jours qui suivirent la publication de la liste. Surtout, c'était une liste établie par le même FBI qui avait été responsable du massacre d'hommes, de femmes et d'enfants à Waco en 1992. Le même FBI qui avait illégalement dissimulé des documents lors du procès pour meurtre de Timothy McVeigh – un abus de pouvoir qui aurait dû provoquer l'annulation de la condamnation, mais ne l'a que retardée. Le même FBI dont le fameux laboratoire s'est révélé un véritable cloaque d'incompétence et de corruption. Le même FBI qui avait maladroitement essayé, pendant les Jeux Olympiques d'Atlanta en 1996, de piéger et d'accuser l'innocent Richard Jewel tandis que le vrai coupable restait en liberté. Le même FBI qui a persécuté le scientifique sino-américain Wen Ho Lee sans le moindre fondement, en l'accusant d'avoir transféré des secrets à la République populaire de Chine. Le même FBI qui a permis à la taupe soviétique Robert Hanssen de travailler en son sein pendant 15 ans. Le même FBI qui a frappé John O'Neill d'ostracisme et qui a ignoré le mémo de Phoenix et les avertissements de Colleen Rowley venant de Minneapolis. Le même FBI qui, durant des décennies, n'est pas parvenu à capturer l'*Unabomber* jusqu'à ce que son propre frère le dénonce. Le même FBI qui, dans les mois précédents, avait commis, selon les mots du gouverneur Kean « échec sur échec sur échec sur échec sur échec ».

Et nous devrions croire que, le 14 septembre, cette agence perturbée et incompétente a joui d'un bref interlude de succès en produisant la liste

des 19 ? Si elle a réussi quelque chose ce jour-là, elle a dû très rapidement retomber dans l'incompétence : il suffit de voir son inaptitude à empêcher l'attaque à l'anthrax en octobre 2001 ou à identifier le coupable, peut-être parce que l'anthrax était du matériel sensible provenant d'un laboratoire militaire américain, probablement de Fort Detrick dans le Maryland. C'était ce même FBI dont l'activité principale, après les attentats du 11 Septembre, semblait être la confiscation de preuves et la subornation de témoins en les persuadant qu'ils n'avaient pas vu ce qu'ils savaient pertinemment avoir vu. Lorsque l'on connaît le passé du FBI, on a bien du mal à prendre au sérieux les allégations venant de cette agence discréditée et dysfonctionnelle.

## Bush, menteur invétéré

L'identification formelle d'Oussama ben Laden et d'al-Qaida comme auteurs de cet acte atroce fut entérinée dès le 20 septembre, dans l'allocution faite par Bush devant les chambres du Congrès. Ce dernier déclarait :

> Toutes les preuves réunies désignent un ensemble d'individus appartenant à une nébuleuse d'organisations terroristes ayant de vagues accointances entre elles, et connue sous le nom d'al-Qaida. Ce sont les meurtriers inculpés pour attentats à la bombe contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya et contre le destroyer *USS Cole*. […] Ce groupe et son chef, un individu appelé Oussama ben Laden, sont liés à plusieurs organisations de différents pays, y compris le Jihad islamique égyptien et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Il compte des milliers de terroristes dans plus de 60 pays. Ceux-ci sont recrutés dans leur pays natal et dans les pays voisins, transférés dans des camps notamment en Afghanistan, où ils sont entraînés aux pratiques de la terreur. Ils sont alors renvoyés chez eux ou dans d'autres pays du monde où ils se cachent afin de comploter pour faire le mal et semer la destruction. Les chefs d'al-Qaida sont très influents en Afghanistan ; ils aident le régime des talibans à contrôler la majeure partie du pays. L'Afghanistan nous montre quelle est la vision du monde d'al-Qaida. […] Ce soir, les États-Unis d'Amérique adressent aux talibans les exigences suivantes : livrez aux autorités américaines tous les chefs d'al-Qaida qui se cachent chez vous. […] Ces exigences ne sont pas ouvertes à négociations ni à discussions. Les talibans doivent agir, et agir immédiatement. Soit ils livrent les terroristes, soit ils partagent leur sort. […] Notre guerre contre le terrorisme commence avec al-Qaida, mais ne s'arrête pas là. Elle ne se terminera pas tant que tous les groupes terroristes de la planète n'auront pas été découverts, arrêtés et vaincus (Bush, p. 10-11).

Nous voyons bien à quel point les noms de ben Laden et d'al-Qaida sont inextricablement liés à la doctrine de la guerre préventive unilatérale, à l'attaque de l'Afghanistan et à l'agression contre l'Irak. Mais replaçons ces remarques dans leur contexte. Quelques mois plus tard, dans son discours de janvier 2003 sur l'état de l'Union prononcé à la même tribune, le même Bush entonnait :

> Le gouvernement britannique a appris que Saddam Hussein avait récemment cherché à acquérir une quantité importante d'uranium en Afrique (28 janvier 2003).

En quelques mots devenus tristement célèbres, Bush proférait un Grand Mensonge – dans le sens que lui donnait le Dr. Goebbels – et cela fut largement prouvé par la suite. Dans le même discours, le même Bush déclarait :

> Nos services secrets ont également découvert que l'Irak possédait une flotte de plus en plus importante d'aéronefs habités et non habités, qui pourraient être utilisés pour la dispersion d'armes chimiques et bactériologiques sur de grandes surfaces. Nous craignons que l'Irak ne cherche à utiliser ces appareils pour des missions contre les États-Unis (28 janvier 2003).

Ces appareils n'ont jamais existé. Le même Bush affirmait aussi :

> Selon trois transfuges irakiens, nous savons que l'Irak, à la fin des années 1990, possédait plusieurs laboratoires mobiles d'armes biologiques. Ceux-ci sont conçus pour produire des agents pathogènes et peuvent être déplacés pour échapper aux inspections. Saddam Hussein n'a pas montré ces installations. Il n'a pas fourni de preuves de leur destruction (28 janvier 2003).

Aucun laboratoire mobile décrit par Bush n'a jamais été trouvé en Irak. Les spécialistes ont supposé que ces rapports très exagérés avaient été établis au vu de cars destinés à des soins de médecine ambulante, voire de camionnettes de marchands de glaces. À une autre occasion, le même Bush a affirmé :

> Il est établi que l'Irak est en train de reconstituer son programme d'armement nucléaire. Saddam Hussein a souvent rencontré des spécialistes du nucléaire irakiens, un groupe qu'il appelle ses « *moudjahidin* nucléaires » – ses soldats de la guerre sainte nucléaire (7 octobre 2002).

Or, ce programme nucléaire s'est avéré être une chimère. Selon toute probabilité, il avait été inventé par Ahmed Chalabi, chouchou des néoconservateurs, condamné pour escroquerie bancaire, traître qui avait dévoilé des secrets d'État américains pour justifier ses gages mensuels de 400 000 dollars payés par le contribuable américain. C'est le même Bush qui évoquait le spectre d'une attaque nucléaire irakienne contre les États-Unis :

> Face à la montée manifeste du danger, nous ne pouvons pas attendre les preuves ultimes, flagrantes qui prendraient la forme d'un champignon atomique (Cincinnati, Ohio, 2 octobre 2002).

L'Internet grouille de sites destinés avant tout à dresser la liste des mensonges légendaires et picaresques de Bush. Il a menti à propos du coût de son programme bidon sur les médicaments sur ordonnance, il a menti en évoquant des rapports destinés à étayer ses prévisions économiques, alors que ceux-ci n'existaient tout simplement pas, il a menti dans tous les domaines politiques. Il a menti à propos du financement des premiers répondants, des subventions pour assurer la sécurité des ports, des

paiements aux hôpitaux pédiatriques et des allocations versées aux anciens combattants. L'occupant de la Maison Blanche entretient une relation douteuse avec la notion même de vérité.

Cet homme s'est forgé une réputation de menteur inégalé, dans son pays comme à l'étranger, sauf là où, comme dans le cabinet du Premier ministre canadien Chrétien, il passe pour un imbécile. Son gouvernement a érigé le mensonge flagrant en pratique quotidienne, en grande partie à cause de la théorie du gourou des néo-conservateurs, Léo Strauss, selon laquelle la vérité est dangereuse pour les masses et, par conséquent, le devoir des dirigeants consiste à être ésotériques, c'est à dire à mentir comme des arracheurs de dents. Mais que Bush soit un crétin ou un menteur, ses déclarations n'offrent pas de raisons suffisantes pour rallier le camp des néo-conservateurs et les suivre dans leur marche vers une guerre sans fin contre le monde entier.

Sachant ce que nous avons appris vers la fin de 2004, aucune personne sensée n'aurait jamais pris pour argent comptant les déclarations faites par le régime de l'époque. Malgré tout, des personnes pourtant intelligentes par ailleurs, à qui il ne serait pas venu à l'idée de croire Bush sur l'Irak ou sur d'autres points, se plaisent à gober son mensonge le plus monstrueux : ce qu'il dit du 11 Septembre. Une telle dichotomie doit prendre fin. Le régime de Bush est un château de cartes, fait de mensonges et de faux semblants, dont la clef de voûte est le mythe du 11 Septembre.

À Washington, il est devenu proverbial de parler de l'absence de preuves montrant l'implication de Saddam Hussein dans les événements du 11 Septembre. Mais, à ce compte-là, on ne trouve pas non plus, dans le domaine public, de preuve permettant d'accuser ben Laden et al-Qaida. Précisons ici que nous ne sommes pas les défenseurs de ce sheikh marginal ni des sociopathes qui le suivent. Ben Laden est une créature de la CIA, et ses partisans d'al-Qaida – pour autant qu'ils existent réellement – sont sans aucun doute des individus poursuivant des buts criminels. Nous ne devons pas non plus croire l'auteur anonyme du livre *Imperial Hubris,* qui présente l'incompétent et instable ben Laden comme un génie. Pris isolément, ben Laden et sa bande ne sont que des terroristes de supermarchés, tout au plus capables de faire exploser un centre commercial ou de détruire un bus. Une éventuelle capacité à élaborer une attaque de plus grande envergure ne peut s'expliquer que par l'aide des services de renseignement principalement (mais pas exclusivement) étasuniens.

Sans aucun doute, ben Laden et son troupeau de benêts auraient aimé provoquer des destructions de l'ampleur des attentats du 11 Septembre. Ce qui est problématique, c'est leur capacité physique et technique à commettre ces actes par leurs propres moyens dans le monde tel que nous le connaissons. De ce point de vue, ben Laden et compagnie émergent peut-être comme des acteurs de l'intrigue, mais des acteurs jouant les

dindons de la farce, les dupes, les boucs émissaires, les lampistes ou les idiots de service. L'important, c'est que Tenet, Clarke, Powell, le FBI et Bush n'ont fourni aucune preuve convaincante prouvant la culpabilité des 19 Musulmans, d'al-Qaida et de ben Laden.

Donald Rumsfeld, le secrétaire d'État à la Défense, a été un autre « mythographe » de l'administration Bush. Lui aussi, il entretient des relations douteuses avec la vérité. Lors d'une conférence de presse, on lui a demandé s'il pouvait mentir pour protéger des secrets d'État. Il s'est targué d'être assez intelligent pour protéger le secret par d'autres moyens, tout en ajoutant que ses subordonnés pouvaient sans doute être amenés à employer tous les moyens pour le faire :

> **Rumsfeld :** Évidemment, on pense aussitôt à la célèbre phrase de Winston Churchill qui disait – je vous dis cela hors procès-verbal, hein ?, je ne veux pas être cité sur ce sujet, donc ne me citez pas. Donc, il disait qu'il y a des cas où la vérité est si précieuse qu'il faut l'envelopper dans un rempart de mensonges… C'est un fait historique que j'évoque uniquement pour créer le contexte. Je n'ai pas le souvenir d'avoir jamais menti à la presse, je n'en ai pas l'intention et il me semble que je n'aurai pas de raison de le faire. Il existe des dizaines de moyens d'éviter de se mettre en situation de mentir. Moi, je ne fais pas ça.
>
> **Journaliste :** Et cela vaut aussi pour tout le ministère de la Défense ?
>
> **Rumsfeld :** Vous plaisantez ? (rires) (25 septembre 2001).

Theodore Olson et sa femme Barbara avaient lancé un salon qui servait, en 1998-1999, de lieu de rencontres aux principaux partisans de *l'impeachment* contre Clinton. Ce groupe comprenait feu l'éditeur du *Wall Street Journal* Robert Bartley, le juge à la Cour suprême Clarence Thomas, le juge à la Cour d'appel fédérale Robert Silberman, le candidat malheureux à la Cour suprême Robert Bork et d'autres réactionnaires militants. Olson déclara un jour à la Cour suprême : « Il est facile d'imaginer un nombre incalculable de situations… où les fonctionnaires du gouvernement pourraient en toute légitimité avoir des raisons de donner de fausses informations » (Yahoo News, 22 mars 2001). Plus tard, Mme Olson devait se trouver parmi les victimes des attentats du 11 Septembre ; nous y reviendrons.

Dans la philosophie des néo-conservateurs, le mensonge est érigé en art. Prenons le cas de William Kristol, un des grands straussiens de Washington, fondateur du « Projet pour un nouveau siècle américain », un rassemblement de bellicistes. Kristol a dit à Nina J. Easton, l'auteur de *Gang of Five* (le gang des cinq), où elle fait le portrait de certains leaders néo-conservateurs des années 1990 : « Un des points forts de l'enseignement [de Strauss] est que toute politique a ses limites, et qu'aucune n'est réellement basée sur la vérité. Il existe donc un regard philosophique qui vous donne une certaine distance par rapport aux luttes politiques… Vous

ne vous prenez pas vous-même, ou vos causes, autant au sérieux que si vous pouviez croire qu'elles représentent à 100 % la "vérité". Les mouvements politiques comptent toujours beaucoup de partisans qui se battent pour défendre leurs opinions. Mais c'est très différent de la "vérité". » Aidé par le financement de Rupert Murdoch, Kristol cultive depuis 1995 l'art du Grand Mensonge à la Goebbels par le biais de l'hebdomadaire *Weekly Standard,* l'organe du néo-conservatisme.

Mais si discrédités que soient Tenet, Clarke, Powell, le FBI, Rumsfeld, Kristol et Bush, d'autres preuves sont-elles apparues depuis ? Non.

Dans les jours qui ont suivi les attentats, Colin Powell a promis au monde un livre blanc dans lequel seraient consignés les thèses du gouvernement des États-Unis sur ce qui s'est passé, preuves à l'appui. Powell l'a déclaré à l'émission de NBC *Meet the Press*, où eut lieu l'échange suivant :

> **Question :** Etes-vous absolument convaincu qu'Oussama ben Laden est responsable de cet attentat ?
>
> **Powell :** Je suis absolument convaincu que le réseau al-Qaida, qu'il dirige, est responsable de l'attaque. […]
>
> **Question :** Allez-vous publier un livre blanc qui relie cet homme et son organisation à cet attentat, pour tranquilliser l'opinion ?
>
> **Powell :** Nous travaillons dur pour rassembler toutes les informations, provenant tant des agences de renseignement que de la police. Et je pense que, dans un avenir proche, nous pourrons rédiger un document qui exposera clairement les preuves qui établissent son lien avec les attentats. N'oubliez pas qu'il est lié à de précédents attentats contre les intérêts des États-Unis et qu'il a déjà été mis en accusation pour d'autres attaques dirigées contre les États-Unis. (www.state.gov/secretary/rm/2001/5012.htm)

Le lendemain, 24 septembre, un article paraissait en première page du *New York Times* pour vanter les preuves de Powell qui « s'étendent de l'extrémité sud de Manhattan jusqu'aux montagnes de l'Hindu Kush afghan. » Or, cette promesse devait susciter un certain malaise, puisque Powell la retira indirectement lors de son apparition avec Bush, à la roseraie de la Maison Blanche, le même jour, 24 septembre. L'après-midi, Ari Fleischer, porte-parole de Bush et maître ès mensonges, déclarait que Powell avait été victime d'un malentendu, et laissait entendre qu'il n'y aurait pas de livre blanc. Selon Fleischer, beaucoup d'informations concernant ben Laden étaient confidentielles, et les rendre publiques pourrait mettre en danger les méthodes et les sources du renseignement des États-Unis.

Même les journalistes les plus serviles présents au centre de presse de la Maison Blanche furent indignés de ce tour de passe-passe. L'un d'eux défia Ari en lui demandant s'il existait réellement « une intention de présenter au public des preuves permettant au citoyen ordinaire, et pas seulement en Amérique, mais dans le monde entier, de comprendre les

charges pesant sur ben Laden ». Fleischer se retrancha derrière un nuage de verbiage : « Dans une démocratie, il est important de toujours donner le plus possible d'informations. Mais je crois que le peuple américain comprend aussi qu'il puisse y avoir des cas où ces informations ne peuvent pas être fournies immédiatement. » À l'heure où nous écrivons ces lignes, ces informations n'ont toujours pas été fournies.

Bush lui-même rejetait l'idée d'un livre blanc. Il disait que de telles publications « rendent la guerre plus difficile à gagner » (AP, 24 septembre 2001). Noyé dans de telles contradictions, le régime Bush recourut sans tarder au stratagème suivant : il allait réunir un dossier en béton contre ben Laden mais, vu la sensibilité des informations, ne le montrerait qu'aux gouvernements. N'oublions jamais que ces affirmations n'ont pas été présentées sous la forme d'un débat d'idées, mais dans le cadre de pressions brutales exercées sur des États souverains pour qu'ils cèdent au *diktat* manichéen de Bush.

Même si Bush n'avait pas assez d'informations sur les événements du 11 Septembre pour publier un livre blanc crédible, cela ne l'empêcha pas de donner l'ordre au FBI de boucler rapidement ses investigations. Cet ordre précise que l'enquête menée jusque-là avait été « la plus approfondie de son histoire ». Un fonctionnaire émit la litote suivante : «Il faut faire comprendre au personnel chargé de l'enquête que nous ne sommes pas en train de résoudre un crime. »

## La faillite de la gauche

Les événements du 11 Septembre ont impitoyablement mis au jour non seulement l'impuissance, mais aussi la faillite intellectuelle et morale de la gauche américaine. Parmi ceux qui n'auraient jamais accordé foi à Bush ou au FBI sur des questions moins importantes, beaucoup se sont montrés prêts, cette fois-ci, à avaler toute la fable officielle. Suite aux événements du 11 Septembre, Noam Chomsky est allé jusqu'à accorder une longue interview qu'il a même fait éditer en brochure. Le passage suivant est au cœur de la question :

> **Q. :** L'OTAN ne se prononcera pas avant de savoir si l'attaque était interne ou externe. Comment interprétez-vous cela ?
>
> **Chomsky :** Je ne pense pas que ce soit pour cette raison que l'OTAN hésite. Il ne fait pas sérieusement de doute que l'attaque ait été « externe ». […]
>
> **Q. :** Pourriez-vous dire quelque chose à propos de la connivence et du rôle des services secrets américains ?
>
> **Chomsky :** Je ne comprends pas très bien votre question. Cette attaque a été à coup sûr un choc énorme et une surprise pour les services de renseignement occidentaux, y compris ceux des États-Unis (Chomsky, p. 17).

Voilà qui met notre pauvre Chomsky très à droite des euro-sceptiques du 11 Septembre – c'est-à-dire des ministres des Affaires étrangères, des ministres de la Défense, des généraux – au Conseil des ministres de l'OTAN ! Le livre de Michael Parenti sur le piège du terrorisme tombe dedans, au moins pour ce qui concerne l'histoire officielle du 11 Septembre. Amy Goodman, de l'émission radio *Democracy Now !,* interdit toute critique de la version officielle du 11 Septembre tout en s'enorgueillissant de son propre courage démesuré à s'attaquer à des problèmes tels que celui du Timor oriental. Lorsqu'elle accepta enfin de recevoir le professeur David Ray Griffin dans son émission, elle insista pour que sa présence soit contre-balancée par celle de Chip Berlet, une mauvaise langue soupe-au-lait qui connaît moins que rien sur le 11 Septembre. Peut-être ses qualités sont-elles ailleurs ; selon leftgatekeepers.com, Goodman et Berlet sont tous deux financés par la Fondation Ford.

La gauche du parti démocrate regroupée autour du magazine *The Nation* était à la dérive. Quelque temps après le 11 Septembre, ce magazine produisit une anthologie de ses articles les plus importants sur les événements. Un des principaux collaborateurs de cette collection, Jonathan Schell, écrivit dans son introduction : « Il fut clair dès le début que les fondamentalistes islamistes étaient responsables, pratiquement à coup sûr au service de l'organisation terroriste al-Qaida, mais l'ampleur des moyens impliqués restait extrêmement floue » (Vanden Heuvel, p. XV). D'autres articles de la collection, certains émanant d'auteurs fort distingués et bien intentionnés, peuvent avoir plus ou moins de mérite, mais ne vont pas au-delà de cette médiocrité.

La gauche américaine peut objecter tout ce qu'elle veut aux conséquences que Bush tire de ses fausses hypothèses sur le 11 Septembre ; tant qu'elle ne se décidera pas à attaquer ces hypothèses, il est évident que ses efforts resteront vains. Même dans les pages de *The Nation*, ce fut le bouillant néo-conservateur Christopher Hitchens, qualifié hier encore de « dernier marxiste », qui sembla avoir gagné la partie parce que tous les autres refusaient de contester le mythe qu'il utilisait sans vergogne pour les forcer à rester dans le rang.

Certains gouvernements trouvèrent un moyen de faire connaître leur façon de penser sur les prétendues preuves de Bush. L'un d'eux fut celui du Pakistan, forcé de coopérer à l'attaque contre l'Afghanistan, par un ultimatum de guerre étasunien. Le général Mirza Aslam Beg, éminent chef militaire à la retraite, déclara quelques mois après les faits, en réponse à une question, que la « preuve » fournie au gouvernement pakistanais de Musharraf « ne tiendrait pas devant un tribunal en raison de ses faiblesses inhérentes » (EIR, 10 décembre 2001). Dans une interview à un journal, le général Beg souligna que les attentats étaient le travail d'experts hautement entraînés « qui s'étaient servis de techniques de pointe pour détruire. »

Il assura que même des pilotes normalement entraînés n'auraient pas pu exécuter les missions observées (*Nawa-Waqt,* 13 septembre 2001).*

L'analyste et stratège égyptien Tal'at Muslim a soutenu dans le journal cairote *al-Akhbar* que les moyens dont disposaient les organisations terroristes arabes et islamistes étaient « bien inférieurs » à ceux nécessaires à l'exécution d'opérations de l'ampleur du 11 Septembre (13 septembre 2001). Dans le quotidien palestinien *al-Quds,* Hatim Abu Sha'ban indiqua que les États-Unis cherchaient les auteurs du crime dans les endroits les plus invraisemblables. « Ils accusaient… les individus les moins susceptibles d'être les auteurs du crime, au vu de la nature de l'opération, qui exigeait que les criminels ayant commis cette opération terroriste soient mobiles, possèdent des informations et aient une capacité de planification très poussée » (18 septembre 2001).

Le gouvernement saoudien se plaignit que ses citoyens soient traités de criminels alors que les États-Unis n'avaient fourni aucune preuve tangible. Le ministre de l'Intérieur saoudien, le prince Nayef, dit qu'il considérait Oussama ben Laden comme « un instrument » plutôt que comme le cerveau des attentats du 11 Septembre : « Pour les médias, il est au sommet de la pyramide, mais mon point de vue et ma conviction personnels me disent que ce n'est pas le cas ». Des fonctionnaires américains assuraient que 15 des 19 pirates de l'air étaient des Saoudiens. Mais Nayef releva : « Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas de preuve indiquant qu'ils sont liés aux événements du 11 Septembre. Nous n'avons rien reçu dans ce sens de la part des États-Unis » (*New York Times,* 10 décembre 2001).

Quelques-unes des difficultés rencontrées par la bureaucratie américaine pour mettre le 11 Septembre sur le compte de ben Laden transparaissent dans l'article du *Wall Street Journal* intitulé « La piste se brouille : il s'avère incroyablement difficile de mettre les attentats terroristes sur le dos du suspect n° 1 ». Cet article mettait en exergue le manque de preuve. Les preuves existantes sont plutôt circonstancielles, notait-il ; ainsi, les liens du pirate de l'air Mohammed Atta avec le Jihad islamique égyptien qui ferait partie de l'organisation de ben Laden, al-Qaida ; la présence en Malaisie en janvier 2000 d'un pirate de l'air qui a rencontré un individu impliqué dans l'attentat à la bombe du *USS Cole*, attaque qui serait liée à ben Laden ; l'interception de communications montrant que les espions d'al-Qaida avaient disposé d'informations préalables sur les frappes ; ou le fait que deux des pirates de l'air soupçonnés ont peut-être eu des liens avec un agent présumé de ben Laden à Boston. L'article reconnaissait que la présentation de preuves était essentielle pour que les États-Unis

* Le texte de Cameron S. Brown, « The Shot Heard Round the World : Middle East Reactions to September 11 », paru dans le *Middle East Review of International Affairs*, vol. 5, n° 4, décembre 2001, est la source des citations des quotidiens du monde arabe et islamique.

puissent obtenir le soutien des pays islamiques tels que le Pakistan, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Jordanie et peut-être la Syrie. L'article citait un fonctionnaire de l'administration qui faisait remarquer : « La production de preuves n'est pas un sujet négligeable. » Mais les arguments des États-Unis étaient manifestement boiteux. Sous couvert d'anonymat, un fonctionnaire des services secrets concluait faiblement : « Aucune information n'est venue montrer que ben Laden n'était pas impliqué. » Rien de tout cela ne donne ne serait-ce qu'un début d'explication à la manière dont de telles racailles auraient pu monter une action aussi spectaculaire. Ce n'était certainement pas une raison pour abandonner tout l'édifice du droit international, construit en grande partie à l'issue de guerres qui avaient coûté la vie à des dizaines de millions de personnes.

## Le dossier de Blair sur le 11 Septembre : la version selon les notes de Cliff*

Tandis que le régime américain se débattait, le retors Tony Blair, qui ne manque jamais de mots pour faire l'apologie de la guerre, s'engouffrait dans la brèche. Le 2 octobre, le bureau de Blair au 10 Downing Street émit le premier de ses célèbres dossiers, intitulé : « La responsabilité des atrocités terroristes aux États-Unis. » Malheureusement, ce dossier était obligé de s'ouvrir sur une note d'incertitude : « Le présent document ne prétend pas constituer un argumentaire permettant de poursuivre Oussama ben Laden en justice. » Mais pourquoi pas, vu les enjeux ? Réponse : « Souvent, les informations obtenues par des services de renseignement ne peuvent pas constituer des preuves, à cause, d'une part, des règles strictes de recevabilité et, d'autre part, de la nécessité de protéger la sécurité des sources. Néanmoins, d'après les informations disponibles, le gouvernement de Sa Majesté est confiant dans ses conclusions telles qu'exprimées dans ce document. » Évidemment, cela signifie que puisque la preuve pouvait s'avérer insuffisante, nous étions appelés à croire Blair & Co sur parole. C'est là un point discutable sur lequel nous reviendrons.

Voici les principaux constats tirés par Blair :

> Les conclusions très claires auxquelles le gouvernement est parvenu sont : Oussama ben Laden et son réseau terroriste al-Qaida ont planifié et réalisé les atrocités du 11 Septembre ; Oussama ben Laden et al-Qaida ont la volonté et les moyens de commettre d'autres atrocités ; le Royaume-Uni et ses ressortissants sont des cibles potentielles ; enfin, Oussama ben Laden et al-Qaida ont pu commettre ces atrocités grâce à leur alliance étroite avec

* Notes
notes

> le régime des talibans, qui leur a permis d'agir en toute impunité dans la poursuite de leurs activités terroristes.
> (Blair à : www.counterpunch.org/dossierl.html,1)

Ensuite, durant 16 pages sur 19 au total, le dossier de Blair ne comporte que la litanie des crimes dont ben Laden était accusé : ben Laden avait travaillé avec les talibans, attaqué le *USS Cole* et organisé l'attentat à la bombe contre les ambassades des États-Unis en Afrique Orientale. Il était, sans doute, l'auteur d'exhortations sanguinaires appelant au meurtre contre les États-Unis et leurs citoyens. Quant à ses prétendues revendications de responsabilité, elles pouvaient être simplement le délire d'un mégalomane. Cependant, rien de tout cela ne mène au 11 Septembre ou à ce qui s'y rattache. Si travailler pour les talibans est un crime, il faudrait inculper Henry Kissinger pour avoir fait du lobbying auprès du Congrès en faveur du projet d'oléoduc d'Unocal. De plus, dans l'essentiel du document, Blair se fondait sur des sources non citées émanant des services de renseignement.

Quand Blair finit par aborder le 11 Septembre, il enchaîne une série d'affirmations sans preuve, comme en atteste le recours à la voix passive, plus vague : « 19 hommes **ont été identifiés** comme les pirates de l'air sur la liste des passagers des quatre avions détournés le 11 Septembre. Au moins trois **étaient déjà identifiés avec certitude** comme des associés d'al-Qaida » (Blair, p. 21). Cela veut simplement dire que le FBI les accuse, ce qui est totalement hors de propos.

> Les services secrets ont permis d'établir les faits suivants après le 11 Septembre ; pour des raisons de sécurité, les noms des informateurs, bien que connus, ne sont pas cités. Lors des préparatifs du 11 Septembre, ben Laden a monté une campagne de propagande (avec vidéos et documents) auprès de petits groupes de partisans pour justifier les attentats contre des cibles juives et américaines et affirmer que mourir en les commettant, c'était réaliser l'œuvre de Dieu. Nous avons appris, après le 11 Septembre, que ben Laden avait annoncé, peu avant cette date, qu'il était en train de préparer une vaste attaque contre l'Amérique. En août et début septembre, des proches de ben Laden ont été avertis qu'ils devaient quitter l'endroit du monde où ils se trouvaient pour retourner en Afghanistan avant le 10 septembre. Juste avant le 11 Septembre, quelques personnes connues pour être des associés de ben Laden citaient la date des actions comme tournant autour du 11 Septembre. Après le 11 Septembre, **nous avons appris** que l'un des associés les plus proches de ben Laden et ayant de hautes fonctions était responsable de la planification détaillée des attentats. **Il existe des preuves très spécifiques qui établissent un lien avec ben Laden et ses associés, mais qui sont trop sensibles pour être divulguées** (Blair, p. 22-23, souligné par l'auteur).

Tout cela se ramène à une histoire de chèque en bois. La CIA a remis au MI-6 un chèque non approvisionné que ce dernier a retourné à Washington après avoir transformé les demandes de la CIA en faits établis et recouvert

le tout du manteau de la Loi sur les secrets officiels. Il est parfaitement plausible que ben Laden et ses associés aient préparé une attaque terroriste contre les États-Unis qui leur paraissait, à eux, énorme. Le problème, encore une fois, tient à leur capacité physique et technique à commettre des actes de destruction d'une telle ampleur aux endroits où ils ont été commis. Le document de Blair dévoile ses batteries en affirmant :

> Le *modus operandi* du 11 Septembre était totalement cohérent avec les attentats précédents… Les attaques du 11 Septembre sont parfaitement cohérentes avec l'envergure et la sophistication des attentats commis contre les ambassades d'Afrique de l'Est et contre le *USS Cole* (Blair, p. 23).

Le problème est que les attentats du 11 Septembre étaient incomparablement plus vastes et plus graves que ceux perpétrés jusque là par al-Qaida. En fait, leur ordre de grandeur était infiniment plus grand. Sans parler d'une autre question, que nous examinerons plus tard, celle de savoir dans quelle mesure al-Qaida a continué à recevoir l'assistance technique de la part de certains éléments corrompus des services de renseignements américains et autres. Ainsi, le dossier de Tony Blair se révèle être une série d'allégations infondées et, par conséquent, une excuse misérable pour le manque de preuve.

En outre, la suite des événements nous en a dit plus long sur la méthode de Tony Blair pour compiler ses dossiers.

## Le 10, Downing Street – une fabrique à mensonges

Un nouvel éclairage sur la valeur putative des dossiers publiés par les services de Tony Blair au 10 Downing Street n'allait pas tarder à apparaître. En septembre 2002, Blair publia avec tambours et trompettes son dossier qui prétendait démontrer que l'Irak de Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive. Il était intitulé « L'Irak : ses infrastructures de dissimulation, de tromperie et d'intimidation », et visait manifestement à donner un prétexte au déclenchement d'une guerre d'agression spontanée contre l'Irak. On put déterminer, en deux vagues de démystification, que ce dossier était truffé de mensonges. La première remonte à février 2003, lorsqu'il apparut qu'un chapitre entier du rapport, présenté comme l'évaluation la plus récente et la plus exacte pouvant être offerte par le formidable MI-6 et le reste de la machine de renseignements britannique, avait tout simplement été copié, plagié sans indication de source, à partir de documents antérieurs existant dans le domaine public.

Le dossier irakien avait été concocté par Blair et son gourou des media Alistair Campbell, un individu qui rassemblait en lui les pires traits des marchands d'images, tels que Michael Deaver et Karl Rove, en utilisant des informations fournies par les renseignements britanniques. Certaines parties de ce dossier avaient été carrément volées dans des articles écrits

en 1997 par Sean Boyne de *Jane's Intelligence Review,* qui fut horrifié par l'utilisation malfaisante faite de son travail. « Cela me fait mal de penser que ce que j'ai écrit ait pu servir d'argument en faveur de la guerre. Je suis inquiet parce que je suis contre la guerre », protesta Boyne.

Blair avait également repris tels quels les extraits d'une thèse intitulée « Le réseau de sécurité et du renseignement d'Irak » basée sur des documents datant de 1990, avant la guerre du Golfe et publiée en septembre 2002 par Ibrahim al-Marashi, résident californien. Al-Marashi s'indigna lui aussi : « C'est une trahison totale. Comment le public britannique peut-il croire son gouvernement s'il a recours à de telles manigances ? À partir de maintenant, les gens vont être très méfiants avant de publier quoi que ce soit. » Mais pas seulement « à partir de maintenant » : nous affirmons ici que ce scepticisme envers le travail de Tony Blair doit aussi s'appliquer rétrospectivement.

Le Parlement britannique fut atterré par les mensonges de Blair, qui étaient si grossiers que les titres codés des documents qui composaient le dossier (en Microsoft Word) étaient restés visibles sur le site web du 10 Downing Street. De nombreuses personnes accusèrent Alistair Hamilton d'être le mauvais génie ayant échafaudé toute cette sordide opération. Peter Kilfoyle, député et ancien ministre travailliste de la Défense, fit remarquer que la tromperie commise par Blair « confirmait l'impression générale qu'on nous servait un salmigondis de demi-vérités. Je suis choqué qu'avec des éléments si légers nous soyons sensés convaincre le peuple britannique que cette guerre vaut la peine d'être menée ». La députée travailliste Glenda Jackson ajouta : « Voilà un nouvel exemple où le gouvernement essaye d'induire le pays et le Parlement en erreur. Et, évidemment, *induire en erreur* est un euphémisme parlementaire pour *mentir* » (*Daily Mirror,* 8 février 2003).

La nonchalance de Blair à rassembler des plagiats sur des sujets d'une telle importance lui attira également les piques des humoristes britanniques. AheadOfNews.com fit une parodie du dossier plagié de Blair sur l'Irak en écrivant : « Un porte-parole du Premier ministre Tony Blair vient d'admettre que le rapport "Irak : ses infrastructures de dissimulation, de tromperie et d'intimidation" était une compilation de plusieurs textes existants, notamment de vieux travaux d'étudiants, du *Reader's Digest* et de plusieurs journaux de boulevard. John Miller, sous-secrétaire d'État au Copier-coller, a expliqué que les parties "plagiées" du rapport comportaient les mêmes fautes d'orthographe, telles que "les armes de distraction massive" ou "Untied States" que les textes originaux. "Notre supercherie aurait pu réussir", a-t-il déclaré, "sans l'incompétence crasse des correcteurs" » (12 février 2003). Le dossier Blair sur l'Irak était devenu la risée du monde entier, ce qui n'empêcha pas Colin Powell de le complimenter dans son odieuse allocution au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Mais, au final, le dossier Blair ne fait plus rire : il a contribué à la mort d'au moins 15 000 personnes en Irak en une année. Il a aussi précipité le sort tragique d'un fonctionnaire des renseignements britanniques qui avait participé à l'élaboration du dossier.

En juin 2003, alors que la guerre en Irak avait pris une mauvaise tournure pour les agresseurs, les actualités de la BBC diffusèrent un reportage de son correspondant Barnaby Mason qui racontait que Blair et Campbell avaient personnellement supervisé l'élaboration du dossier des ADM irakiennes, en renvoyant « de 6 à 8 fois » les brouillons au Comité des agences de services secrets (JIC) afin qu'il le rende « plus sexy » en y ajoutant des détails croustillants. Parmi ceux-ci, l'affirmation fantasque de Blair disant que l'Irak possédait des ADM susceptibles d'être lancées en 45 minutes. Blair avait émis sa mise en garde de manière à faire croire que l'Irak était en mesure de frapper le Royaume-Uni en 45 minutes, alors qu'il ne disposait pas d'un équipement capable d'une telle performance.

Le régime Blair réagit à ce rapport en lançant une chasse aux sorcières pour dépister la source, au sein du gouvernement, qui avait organisé les fuites de ces informations embarrassantes. Les fonctionnaires du ministère de la Défense britannique permirent aux journalistes de leur lire des listes avec des noms de personnes soupçonnées d'être à l'origine des fuites et acceptèrent de confirmer l'identité du suspect principal quand son nom serait mentionné. C'est ainsi que le ministère de la Défense trahit un de ses propres collaborateurs, David Kelly. Quelques jours plus tard, Kelly fut retrouvé mort dans la forêt près de chez lui, les poignets tailladés. Blair qualifia aussitôt cette mort de suicide. Après son décès, un diplomate de l'ONU se souvint qu'en février 2003, il avait demandé à Kelly ce qui arriverait si Tony Blair donnait suite à son plan consistant à soutenir Bush pour attaquer l'Irak. « On me retrouvera probablement mort dans la forêt », avait-il répondu avec prémonition.

Les inventions de Blair furent couvertes par deux aristocrates retors, Lord Hutton et Lord Butler, qui tentèrent tous deux d'absoudre le Premier ministre et ses acolytes de l'accusation de falsification délibérée de renseignements. Mais la presse londonienne se moqua de ces deux rapports en les baptisant « Laveplusblanc » et « Laveplusblanc II »*. Chaque rapport est un écran de fumée à motivation politique destiné à sauver les intérêts de l'oligarchie britannique qui a beaucoup misé sur Tony Blair, le mythe du 11 Septembre et la guerre contre l'Irak. La valeur probante de ces opérations de blanchiment est nulle. Lord Hutton fut également chargé de l'enquête et du verdict sur l'étrange « suicide » de Kelly.

* Whitewash. (NdT)

Compte tenu de tout ces faits, quiconque s'intéresse à la vérité et non à la propagande pourra difficilement prendre pour argent comptant les dossiers compilés par celui que ses compatriotes appellent « Blaireau le menteur » *. Ce scepticisme ne doit pas se limiter uniquement au dossier Blair sur l'Irak, il doit aussi valoir pour son précédent dossier sur ben Laden, qui constitue une pierre importante de la construction du mythe ben Laden.

## Torricelli : constitution immédiate d'une commission d'enquête

Opposé à l'étouffement systématique par l'administration Bush de toute enquête sérieuse sur le 11 Septembre, le sénateur démocrate du New Jersey Robert Torricelli est rapidement devenu le défenseur le plus systématique d'une véritable enquête avec mise en accusation des fonctionnaires fédéraux pour inaction ou forfaiture. Torricelli, qui représentait l'État du New Jersey, où avait vécu le plus grand nombre de victimes du 11 Septembre, donnait le sentiment de prendre au sérieux le besoin de découvrir la réalité des faits. C'est ainsi que son destin devint une étude de cas du fonctionnement du régime étasunien dans le sillage du 11 Septembre. Le 26 septembre, Torricelli fit un discours au Sénat qui commençait par une description de l'impact des événements sur le New Jersey :

> Il n'y a pas un village ni une ville du nord du New Jersey qui n'ait été touché ou changé. Quand le dernier corps a été découvert et quand les recherches ont cessé, 2 000 à 3 000 personnes du New Jersey avaient perdu la vie. On estime à 1 500 le nombre d'orphelins dans mon État. Le choc est omniprésent.

Ensuite, il se tournait vers les services secrets américains qui, de toute évidence, avaient lamentablement manqué à leur devoir de protéger les citoyens. Il parla de la disproportion entre les moyens affectés et les résultats obtenus :

> Les médias signalent que les États-Unis dépensent (et ce chiffre, d'ordinaire, serait tenu secret) quelque 30 milliards de dollars pour leurs services de renseignement, CIA et NSA compris. Le Washington Post écrit que les dépenses du FBI pour la lutte contre le terrorisme sont même passées cette année à 423 millions de dollars, un montant qui a augmenté de 300 % en 8 ans. Inutile d'en demander davantage. Il faut découvrir ce qui n'a pas fonctionné. Est-ce la faute des dirigeants ? Les plans étaient-ils insuffisants ? Employons-nous des personnes incompétentes ou bien sont-elles employées à des missions inappropriées ?

* « Tony Bliar ». (NdT)

C'était un défi lancé à la CIA, au FBI et aux autres services de renseignement. Ensuite, Torricelli présentait plusieurs exemples concrets de l'incompétence de ces services :

> Au début de cette semaine, le *Washington Post* a révélé que, durant ces deux dernières années, la CIA avait fourni au FBI le nom de 100 suspects associés à Oussama ben Laden qui se trouvaient aux États-Unis ou étaient sur le point de s'y rendre. Pourtant, le Washington Post conclut que le FBI « était mal équipé et non-préparé » pour traiter cette information.
>
> Certaines allégations rapportées par les médias sont aussi surprenantes qu'inquiétantes, non seulement à propos des faits, mais aussi pour ce qu'elles révèlent de notre incapacité à faire face à la crise actuelle. Il paraît que des enquêtes antiterroristes antérieures avaient fourni par cartons entiers des informations écrites en arabe qui sont restées inexploitées par manque de traducteurs. Lors du procès de l'attaque à la bombe contre le WTC en 1993, les agents ont découvert que des photos et des croquis décrivant le complot étaient en leur possession depuis 3 ans, mais n'avaient jamais été analysés.
>
> Depuis 1996, le FBI avait des preuves que des terroristes internationaux s'entraînaient au pilotage d'avions commerciaux dans des écoles américaines, mais apparemment cela n'a soulevé aucune inquiétude et, aucune action n'a, semble-t-il, été entreprise.
>
> En août, le FBI a reçu une note des services du renseignement français disant qu'un homme, qui avait payé en liquide ses cours de simulateur de vol dans le Minnesota, était un « extrémiste islamiste radical » lié aux terroristes des camps d'entraînement afghans. Malheureusement, cette information est passée inaperçue dans le contexte plus large d'une menace directe qui s'est désormais concrétisée […]

Puis, Torricelli présenta son exigence principale : la convocation immédiate d'une commission d'enquête sur le 11 Septembre sur le modèle des commissions d'enquête constituées après l'explosion du *USS Maine,* l'agression de Pearl Harbor ou l'explosion de la navette spatiale *Challenger.*

> Je parle au nom des habitants de mon État : dussé-je revenir ici chaque jour de chaque semaine de chaque mois, ce Sénat devra voter la constitution d'une commission d'enquête. Après la catastrophe de *Challenger*, j'ai souscrit à la position de mes collègues, car j'ai compris que la perte de vies humaines, la défaillance technique et les insuffisances au niveau de la direction montraient que quelque chose n'allait pas à la NASA. Cette commission d'enquête a réformé la NASA et la technologie et l'a dotée de nouveaux dirigeants ; tout cela a bien servi la nation.
>
> Après Pearl Harbor, nous avons compris qu'il y avait des lacunes dans notre organisation militaire. Nous avons créé une commission d'enquête. Nous avons trouvé les responsables, nous leur avons demandé des comptes et nous avons effectué des changements.

Torricelli souligna la nécessité de responsabiliser les hauts fonctionnaires du gouvernement, un point que la crise avait révélé comme laissant à désirer :

> Oui, à chaque crise, cette formule a bien servi la nation pendant des années. Et aujourd'hui, j'y fais de nouveau appel. Tout d'abord, il faut examiner les circonstances entourant cette tragédie, ceux qui exerçaient des responsabilités, les ressources qui étaient à leur disposition, voir où les décisions n'ont pas été les bonnes, émettre des recommandations et dégager les responsabilités. Ensuite, il faut élaborer des recommandations ou des modifications de loi, revoir les ressources ou changer le personnel pour que cela ne se reproduise plus jamais. C'est le moins que nous puissions faire. Je lance un appel pour que nous allions même plus loin. Je ne me contenterai pas d'une redistribution du pouvoir ou d'une affectation de ressources financières accrue. Je veux savoir ce qui a dérapé, pour quelles raisons et à cause de qui.

Le 4 octobre, Torricelli prit de nouveau la parole pour réitérer sa demande de constitution immédiate d'une commission d'enquête, en développant ses motivations :

> Beaucoup de mes collègues vont se joindre à moi ces prochains jours pour présenter une loi instituant une commission d'enquête sur les attentats terroristes du 11 Septembre. J'ai l'intention de la proposer en amendement à la législation actuelle en cours de discussion au Sénat dans le contexte de cette tragédie. […]
>
> Ces réponses, je ne peux pas les prédire, mais l'important est que personne d'autre au Congrès ou dans l'administration n'est en mesure de le faire non plus, car sans analyse, comme nous l'avons toujours fait dans l'histoire de notre pays, nous ne saurons jamais. En effet, si nous n'arrivons pas à créer une commission d'enquête au beau milieu de la crise, je suis certain que l'histoire nous dira que ce sera la première fois dans la vie de la République que son gouvernement n'aura pas assumé ses responsabilités et ne se sera pas analysé lui-même au moment où notre peuple américain affrontait une crise d'une telle ampleur.
>
> Le peuple mérite une réponse. Le gouvernement doit rendre des comptes, et c'est une commission d'enquête, indépendante du Congrès et du pouvoir exécutif, qui a la crédibilité nécessaire pour le faire.

Les propositions de Torricelli avaient un attrait indéniable. Si la constitution d'une commission d'enquête avait été possible dans les jours de désespoir du début de la seconde guerre mondiale, lorsque des tirs réels se faisaient sentir, alors qu'une guerre réelle était enclenchée contre de réels et terrifiants ennemis, pourquoi cela serait-il impossible aujourd'hui ? Les partisans de Bush furent contraints à faire de véritables contorsions en prétendant que la situation actuelle était infiniment plus dangereuse qu'à n'importe quel moment de la seconde guerre mondiale et de la guerre froide. Pour ceux qui se souvenaient de la crise des missiles cubains, où

100 millions d'Américains auraient pu mourir dès la première heure des échanges nucléaires, ces arguments étaient parfaitement absurdes.

Bush, alarmé par la menace d'une enquête rapide et crédible créée par l'agitation de Torricelli et du petit groupe de sénateurs qui partageait son avis, entreprit une démarche très inhabituelle en demandant aux leaders de la Chambre des représentants et du Sénat de limiter l'enquête aux commissions du Renseignement de ces deux instances, dont les débats sont habituellement secrets. Les leaders démocrates de la Chambre voulurent une enquête plus large, impliquant certaines commissions libres de communiquer leurs conclusions au public. Mais même les Démocrates avaient déjà limité le cœur de l'enquête aux défaillances des services de renseignement dans la période précédant les attentats. En excluant toute investigation sérieuse, Bush essayait de s'envelopper dans la bannière de la nécessité militaire à poursuivre sa prétendue guerre contre le terrorisme. Un haut fonctionnaire de son administration déclara : « Le Président pense qu'il est important pour le Congrès d'étudier les événements sans imposer un fardeau excessif aux services de la défense et des renseignements puisque ceux-ci sont toujours occupés à faire la guerre. » Bush avait demandé cela au chef de la majorité du Sénat Thomas A. Daschle (Démocrate) pendant un petit déjeuner de travail avec les leaders du Congrès. Daschle déclara aux journalistes que Cheney avait « exprimé son inquiétude qu'un examen des événements du 11 Septembre ne puisse diminuer les ressources et le personnel nécessaires aux efforts de guerre contre le terrorisme ».

Daschle affirma qu'il avait accepté la demande de Bush et Cheney « de limiter la portée et l'étendue générale de l'examen des événements ». Autrement dit, l'opposition (mais méritait-elle encore son nom ?) était d'accord pour dire qu'il n'était pas nécessaire de prouver la version officielle des événements. Qu'y avait-il donc à cacher ? (« Bush vise à limiter l'enquête du Congrès sur le 11 Septembre ; la préférence va à une commission travaillant à huis clos », *Washington Post,* 30 janvier 2002). Ce mollasson de Daschle faisait bien maigre figure en tant que chef de l'opposition. Sa capitulation à propos de la constitution d'une commission d'enquête donna le ton à une série de capitulations du parti démocrate au courant de l'année 2002, parmi lesquelles l'abandon en faveur de Bush du monopole constitutionnel du Congrès sur le pouvoir de déclarer la guerre.

Que devint Torricelli ? Son parti lui devait beaucoup. En tant que chef du Comité de campagne des Démocrates au Sénat (DSCC), il avait souvent été crédité des victoires électorales de 2000 qui avaient porté le nombre de sièges du parti démocrate au Sénat de 45 à 50. Peu après, il devint la cible d'accusations de corruption pour le financement de sa campagne et pour des cadeaux qu'il aurait acceptés. Depuis des années, il était considéré comme un critique rigoureux des services de renseignement. En janvier 2002, ses partisans avaient acclamé la décision du procu-

reur des États-Unis, Mary Jo White, de ne pas poursuivre Torricelli pour acceptation illégale de cadeaux. Mais malgré cela, le *New York Times* ne relâcha pas la pression pour que Torricelli soit cloué au pilori, en affirmant dans son éditorial que « les allégations contre M. Torricelli sont graves et réclament une enquête et une solution rapides de manière à respecter le public. Si la commission [d'éthique du Sénat] ne peut l'assurer, elle ferait tout aussi bien de se dissoudre ».

La réélection de Torricelli, dont le mandat prenait fin en 2002, était pratiquement certaine lorsque la commission d'éthique du Sénat décida qu'il avait porté préjudice à la réputation de cette auguste institution en acceptant pendant sa campagne des cadeaux personnels de prix. À ce moment, les chances de Torricelli redescendirent au niveau de ses opposants. Puis, un juge fédéral ordonna au procureur fédéral de communiquer à la presse une lettre dont certains pensaient qu'elle suggérait que la culpabilité de Torricelli allait plus loin que la simple acceptation de cadeaux. Une campagne de presse déchaînée contre le sénateur s'ensuivit. C'est alors, en septembre, que Torricelli s'effondra dans les sondages et qu'il se retira de la compétition. Le parti démocrate le remplaça par l'ancien sénateur Frank Lautenberg qui remporta le siège. Soulignons que les procureurs fédéraux n'ont jamais, à ce jour, mis Torricelli en accusation en raison du contenu de cette lettre prétendument incriminante, ni d'ailleurs pour aucun autre chef d'accusation. Leur intervention pendant la campagne de réélection de ce dernier se présente donc comme une magouille politique, à la limite de la légalité, conçue pour l'éliminer du circuit. La raison de cette opération est évidente : défendre l'*omertà* du pouvoir, son code du silence, sur le 11 Septembre.

Les efforts du Congrès pour s'occuper des événements du 11 Septembre commencèrent par une pitoyable opération de dissimulation proposée par la sous-commission sur le terrorisme et la sécurité intérieure de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants. La plupart des travaux de la sous-commission restèrent masqués sous le voile du secret-défense, mais un court résumé comportant une analyse et quelques recommandations anodines fut mis à la disposition du public. Ce simulacre d'enquête était dirigé par Saxby Chambliss, député républicain de Géorgie, une fripouille opportuniste qui, tout en supervisant la rédaction de ce rapport superficiel, dirigeait l'une des campagnes les plus honteuses de l'histoire du Sénat américain. Chambliss briguait le siège de Max Cleland, sénateur démocrate de Géorgie, futur membre de la commission Kean-Hamilton. Cleland était un ancien combattant triplement amputé : il avait perdu ses deux jambes et un bras sur le champ de bataille. Chambliss, comme Cheney et beaucoup d'autres appuis hypocrites de Bush, avait eu d'autres priorités pendant la guerre du Vietnam. Mais cela ne l'avait pas empêché de fonder sa campagne sur des thèses bellicistes tout en essayant

de couvrir de boue Cleland, un véritable héros, en le traitant d'anti-patriote parce qu'il avait refusé d'approuver Bush dans son aventure irakienne. Et cette approche porta ses fruits : Chambliss fut élu au Sénat quelques mois après la publication du rapport. On peut considérer que l'oligarchie le remerciait ainsi des loyaux services dont il avait fait preuve en pilotant la première opération de dissimulation du Congrès sur les événements du 11 Septembre.

Chambliss qualifiait son travail de « rapport très critique » mais il n'en était rien. Partant d'une acceptation sans réserve du mythe du 11 Septembre, le rapport essayait seulement d'identifier les imperfections des renseignements américains et de proposer des suggestions utiles pour les corriger. Bien que la sous-commission eut dressé la chronique des défaillances bien connues des FBI, CTA, NSA et autres, aucune action disciplinaire ne fut recommandée à l'encontre du moindre bureaucrate fédéral. Selon Jane Harman, éminente députée démocrate de Californie, ce rapport « avait pour but de fournir aux responsables qualifiés de meilleurs outils, plus de ressources, l'accès à de bonnes listes de surveillance, à des technologies numériques, à des plate-formes améliorées, à de meilleures formations linguistiques, et une aide au suivi de carrière ». La sous-commission était d'avis que l'on n'aurait pas pu empêcher les attentats du 11 Septembre, même si tous les renseignements à la disposition du gouvernement avaient été réunis, synthétisés et mis à profit – thèse absurde s'il en fut. Néanmoins, l'accumulation de tant d'incompétences permit de consolider encore la tradition selon laquelle, pour certaines questions, les réponses sont déjà acquises (CNSNEWS.com, 17 juillet 2002).

Paul Wolfowitz, chef des néo-conservateurs et numéro deux du Pentagone après Rumsfeld, était irrité par les doutes de bon aloi manifestés par l'opinion mondiale face aux récits fantastiques et sans fondement colportés par le douteux régime américain. Lorsqu'apparut une nouvelle cassette vidéo de ben Laden où d'aucuns estimaient qu'il y revendiquait les attentats, Wolfowitz exprima le souhait que cette vidéo mît fin aux « théories du complot ». Selon lui, cette nouvelle découverte « confirme tout ce que nous savions déjà sur ben Laden. Elle ne contient rien de nouveau ni de surprenant. Elle apporte juste une confirmation supplémentaire et donne l'espoir que nous n'entendrons plus ces théories de complot démentielles qui affirment que les États-Unis auraient tout concocté, ou encore que les responsables sont quelqu'un d'autre » (Sam Donaldson, ABC, 9 décembre 2001).

Le Congrès des États-Unis lança son enquête, dirigée par la commission restreinte du renseignement du Sénat et la commission restreinte permanente du renseignement de la Chambre des représentants, sous le titre d'Enquête conjointe sur les activités des services de renseignement

avant et après (mais pas pendant) les attentats terroristes du 11 Septembre. Cette commission, connue sous l'abréviation JICI, eut une existence chaotique. Après trois mois d'enquête, le directeur du secrétariat démissionna brutalement. Il s'agissait de L. Britt Snider, ancien inspecteur général de la CIA. Il était connu pour être une créature de Tenet et considéré comme trop désireux d'épargner le moindre embarras à ses anciens collègues. Mais d'autre part, Snider avait été pistonné par Bob Graham, de Floride, l'espoir démocrate pour les présidentielles, et se heurtait à l'opposition de sénateurs républicains. Snider fut remplacé temporairement par Rick Cinquegrana, autre membre de la CIA, puis, définitivement, par Eleanor Hill.

« Ce que les députés essaient de dire, c'est : "Nous devons découvrir le fin mot de cette histoire" et ils disent en même temps : "Nous ne voulons pas lancer de chasse aux sorcières" », déclara L. Paul Bremer, qui avait mené une enquête dans les agences de renseignement après les attentats à la bombe contre les ambassades américaines en Afrique orientale. Plus tard, il devait devenir célèbre en tant que proconsul de Bush en Mésopotamie. Ces impulsions, affirma-t-il, « vont créer des tensions internes, quel que soit le directeur du secrétariat ». Lorsque le rapport de la JICI fut publié en décembre 2002, son point le plus remarquable fut la présence de 28 pages totalement blanches – à l'insistance de l'administration. Des remarques faites par Graham et d'autres alimentèrent les suppositions selon lesquelles ces 28 pages contenaient des informations impliquant l'Arabie Saoudite, et la presse en fit ses choux gras. Mais le point de vue général de la JICI était le suivant : il y a eu des défaillances de la part des services de renseignement, et des mesures doivent être prises pour en éviter d'autres, voilà tout.

## Le scepticisme des gouvernements

L'autre facteur qui aurait pu donner matière à réflexion aux citoyens est le nombre important d'opinions dissidentes enregistrées dans les mois qui suivirent le 11 Septembre. Nous en avons réuni quelques-unes pour les examiner. Naturellement, fort peu – s'il en fut – de ces avis critiques furent publiés par les médias des États-Unis. C'était inexcusable, puisque nombre de ceux qui exprimaient de sérieux doutes quant aux principales questions posées par le 11 Septembre étaient des personnes tout à fait respectables, chevronnées, ayant des décennies d'expérience dans les milieux gouvernementaux, politiques, universitaires ou militaires. Il s'agissait de Premiers ministres ou de ministres, de généraux, de professeurs et d'experts reconnus. Même au cœur du choc et du traumatisme subis par l'opinion publique mondiale, ils étaient capables de formuler des objections cohérentes à la version officielle, objections qui furent très souvent délibérément ignorées et n'ont toujours pas reçu de réponse à ce jour.

Les partenaires européens de l'OTAN furent mis devant l'obligation d'évaluer la version étasunienne du 11 Septembre de façon très directe : aussitôt après le 11 Septembre, le gouvernement de Bush exigea l'application de l'article 5 du Pacte de l'Atlantique Nord et demanda aux États membres d'aider les États-Unis à parer une attaque venant de l'étranger. Or, les États-Unis n'ont jamais produit aucune preuve que les attentats du 11 Septembre venaient bel et bien de l'extérieur. Sous l'effet du choc des événements et dans la crainte de représailles de la part de ce régime forcené qui avait annoncé sa détermination de « mettre fin aux États », les alliés européens approuvèrent unanimement la résolution, même en l'absence de preuves. Parmi ceux qui s'élevèrent contre cette procédure figurait Helmut Schmidt, ancien Chancelier et ministre de la Défense du parti social-démocrate allemand. Plusieurs mois après le vote, Schmidt répéta que cet acquiescement européen avait été une erreur. « Pour mettre en vigueur cet article, il aurait fallu apporter la preuve que les attentats terroristes du 11 Septembre avaient été lancés de l'étranger. Cette preuve n'a toujours pas été apportée », déclara Schmidt (N-TV, 10 décembre 2001 ; EIR, 13 décembre 2001).

Un autre sceptique fut Francesco Cossiga, ancien Président, Premier ministre et ministre de l'Intérieur italien, qui avait été responsable de la sécurité intérieure en Italie pendant le kidnapping et le meurtre, en 1978, de l'ancien Premier ministre Aldo Moro. Cossiga indiqua qu'il soupçonnait que ces attentats supposaient une certaine forme de complicité à l'intérieur du système de sécurité des États-Unis. Il fit remarquer que le cerveau de cette attaque devait avoir « une grande intelligence et disposer de moyens considérables pour recruter non seulement des kamikazes fanatiques, mais aussi du personnel hautement spécialisé. J'ajoute une chose : il n'aurait pas pu arriver à ses fins sans infiltration dans les services de surveillance radar et de sécurité aérienne ». Quant à ben Laden, Cossiga ajoutait « qu'il était impensable qu'il ait pu tout faire tout seul » (*La Stampa*, 14 septembre 2001 ; EIR, 15 septembre 2001).

Le général Heinz Karst avait été l'un des fondateurs de l'armée allemande reconstituée, ou *Bundeswehr*, au milieu des années 1950. Comme d'autres militaires expérimentés, Karst jugea la version du 11 Septembre fournie par l'administration Bush suspicieusement incomplète. Dans une interview, il releva que « Pauline Neville-Jones, coordinatrice des services secrets britanniques, considère – comme la plupart des experts – que ben Laden a dû avoir des complices. Mais, en ce qui concerne l'opération logistique, elle est presque sûre que les attentats ont été préparés en Amérique, dans les six derniers mois ». Karst replaça ses commentaires dans le contexte historique : « Lorsqu'en 1995, le bâtiment fédéral avait explosé à Oklahoma, tuant 168 personnes, les gens avaient d'abord pensé à une attaque terroriste islamiste. Mais c'était Timothy

McVeigh et Terry Nicholos, deux soldats d'élite faisant partie des Bérets verts. Les Américains ont une longue tradition d'assassinats et d'attentats terroristes. Leur plus célèbre Président, Abraham Lincoln, a été assassiné dans un théâtre. Martin Luther King est mort assassiné. John F. Kennedy est mort assassiné. Son assassin a été assassiné à son tour. Ronald Reagan a survécu à une tentative d'assassinat. La rumeur implique souvent d'anciens militaires américains dans bon nombre d'affaires» (*Deutschlandmagazin*, 17 décembre 2001 ; EIR).

En Allemagne aussi, Andreas von Bülow, ancien ministre de la Technologie et adjoint au ministre de la Défense, critiqua largement la version officielle des événements du 11 Septembre ; nous aurons amplement l'occasion d'y revenir. Déjà en janvier 2002, von Bülow avait dit au *Tagesspiegel* de Berlin que «la préparation des attentats est un chef-d'œuvre de technique et d'organisation. Détourner quatre grands avions de ligne en quelques minutes et les lancer contre des cibles en une heure seulement, et tout cela en suivant des itinéraires de vol compliqués ! C'est impensable sans le soutien des appareils secrets de l'État et de l'industrie». Il attira l'attention sur le fait que couvrir les vrais auteurs d'un crime terroriste en envoyant les enquêteurs sur de fausses pistes est «un acte qui a toujours accompagné les opérations clandestines depuis qu'elles ont été lancées par des agences influentes». La conclusion de von Bülow était que toute la vérité n'avait pas encore été faite sur le 11 Septembre (*Tagesspiegel*, 13 janvier 2002 ; EIR).

Un autre point de vue critique sur le 11 Septembre vient du Dr. Johannes B. Koeppl, ancien fonctionnaire du ministère allemand de la Défense et conseiller de l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Manfred Woerner. Koeppl déclara à Mike Ruppert : «Les intérêts qui sont derrière l'administration Bush, tels que le CFR, la commission trilatérale – fondée par Brzezinski pour David Rockefeller – et le groupe Bilderberg ont préparé une dictature mondiale, et agissent désormais ouvertement pour la mettre en place dans les cinq prochaines années. Ils ne combattent pas les terroristes. Ils combattent les citoyens» (*From the Wilderness*, 6 novembre 2001).

D'après une source européenne bien informée interrogée par EIR News Service le 24 septembre 2001, les événements du 11 Septembre ont été organisés de façon très sophistiquée à *l'intérieur* des États-Unis. Cette source ajoutait : «Les Russes en sont bien conscients, et derrière cette opération se profile un vaste arrangement géostratégique» touchant aux intérêts russes les plus sensibles. D'après cet informateur, le manque de preuves concernant l'implication de l'étranger «rend très problématique l'appel à l'application de l'article 5, car cet article n'est pas applicable si les attentats proviennent *de l'intérieur* d'un pays membre de l'OTAN. Or, les États-Unis se montrent extrêmement réticents à parler des facteurs

internes dans cette affaire. Pourtant, le fait est que tout ce qui s'est passé le 11 Septembre a été organisé, exécuté et nourri sur le territoire des États-Unis. Toute cette obsession envers Oussama ben Laden n'est que pure absurdité. En réalité, tout a été parfaitement organisé, les gens qui ont fait cela sont des génies ; je regrette qu'ils n'aient pas été de notre côté. » Il développa : « En ce qui concerne les Russes, deux éléments sont en jeu : les États-Unis en tant que tels et la situation en Asie centrale. Tout ce qu'on raconte sur le terrorisme islamique n'est qu'un écran de fumée cachant un nouvel accord géostratégique en préparation ». Interrogée sur la manière dont le 11 Septembre a pu avoir lieu, cette personne répond : « À la base, ce n'était pas du tout les Islamistes. Certes, il y avait des éléments islamistes, mais derrière tout cela, on trouve une opération organisée et ancrée en profondeur, dont l'élaboration a pris au minimum deux ans. Ces gens ont été capables d'effectuer des opérations très compliquées sur les marchés, juste avant que cela ne se produise. Tout a été très minutieusement prévu et exécuté, en faisant appel à des groupes américains dissidents dont certains sont très violents. On a probablement utilisé également des éléments de milice, mais il ne faut pas perdre de vue que ce sont des couvertures pour autre chose. En tout cas, ce que je peux dire avec certitude, c'est que cela n'a pas été commis par une poignée de fanatiques islamistes. »

Le général pakistanais Mirza Aslam Beg exprima les doutes de son propre gouvernement, alors même que le Pakistan servait de zone de transit pour l'invasion de l'Afghanistan. Voici ce qu'il déclara : « Chez nous, de nombreuses personnes pensent qu'Oussama ou son al-Qaida ne sont pas responsables des attentats du 11 Septembre de New York et de Washington. Pourtant, la coalition dirigée par les États-Unis est très occupée à trouver des prétextes pour taper sur l'Afghanistan, et rechercher des objectifs qui vont bien au-delà d'Oussama ben Laden. Les informations qui font surface actuellement tendent à prouver que la participation des " éléments corrompus " des organisations militaires et de renseignement des États-Unis devient beaucoup plus évidente. Il est sûr qu'Oussama ben Laden et al-Qaida n'ont ni le savoir-faire, ni les moyens de lancer de telles opérations qui nécessitent une coordination d'une telle précision qu'elle ne peut être exécutée qu'à l'aide de renseignements et de connaissances d'experts » (*EIR*, 10 décembre 2001).

Des universitaires britanniques de premier plan trouvèrent la version étasunienne officielle dure à avaler. Fred Halliday, professeur de relations internationales à la London School of Economics et expert bien connu du Proche-Orient, déclara à la BBC le 11 Septembre qu'il chercherait plutôt l'origine des événements à l'intérieur des États-Unis, dans le droit fil de l'attentat à la bombe d'Oklahoma City en 1995. Il souligna que ce serait une erreur de dépendre uniquement de la piste ben Laden ou islamiste,

puisqu'au Moyen-Orient, ben Laden était souvent traité d'agent américain (*London Observer*, 25 novembre 2001).

Le monde arabe, en général, n'adhéra pas aux thèses de Washington, surtout à cause de l'absence de preuve. Vers la fin du mois de novembre, le grand quotidien conservateur allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* regretta que le public arabe ait préféré ses propres « théories du complot » aux assurances données par l'administration Bush. Les Arabes, se plaignait le *FAZ,* ont tendance à croire que « les milieux du renseignement américains ont planifié et exécuté les attentats du 11 Septembre dans le but de lancer un assaut général préparé de longue date contre le monde arabe et musulman ». À titre d'exemple, le *FAZ* citait l'éditorial du 3 novembre du Dr. Mustafa Mahmoud paru dans le journal semi-officiel égyptien *Al-Ahram* : « L'histoire n'est pas terminée. La vérité est en train d'émerger lentement. Des groupes américains ont planifié et exécuté les attentats du 11 Septembre. Les cas d'anthrax aux États-Unis en sont de nouveaux indices. Nous ne savons pas ce qui peut encore arriver ces prochains jours… L'histoire n'est pas encore terminée. Il reste des meurtriers impunis, des criminels qui n'ont pas encore payé pour leurs actes » (*FAZ*, 23 novembre 2001 ; EIR).

## Des voix musulmanes condamnent les attentats du 11 Septembre et réfutent la version officielle

Le 24 novembre, dans un débat sur la première chaîne nationale officielle du gouvernement égyptien avec un grand intellectuel, le professeur Mohammed Selim, tous les participants reconnurent que l'organisation des attentats du 11 Septembre dépassait tout simplement les capacités d'Oussama ben Laden et de ses acolytes. Le professeur déclara : « Personne en Égypte ne croit qu'Oussama ben Laden en soit l'auteur. »

Le journal *Al-Sharq al-Awsat*, basé à Londres, est généralement considéré comme l'organe semi-officiel du gouvernement et de la famille royale saoudienne ; il bénéficie d'une très vaste diffusion au Royaume-Uni. Ce journal publia un commentaire de l'ancien ministre de la Culture, Farouk al-Berbir, qui visait à réfuter la version officielle des États-Unis. D'après Berbir, « la guerre contre le terrorisme est un paravent pour le clash des civilisations. Les officiels saoudiens soupçonnent des terroristes américains de se cacher derrière les attentats du 11 Septembre. » Berbir ajouta : « Les déclarations de certains officiels saoudiens qui disent soupçonner l'implication de terroristes étasuniens dans cette opération sophistiquée sont sans doute suffisantes pour prouver que les accusations portées contre ben Laden sont dénuées de fondement… lui qui a été financé et armé par la CIA pour combattre les Soviétiques ».

D'après Berbir, la « guerre contre le terrorisme islamique » est tout simplement un nouveau masque pour dissimuler la vieille et habituelle « arrogance du pouvoir américain » et la puissante faction sioniste de l'administration américaine. Le point de vue de Berbir est que « les États-Unis n'ont pas réussi à prouver ou à présenter une seule preuve tangible de » leur version officielle du 11 Septembre (*Al-Sharq al-Awsat*, 30 novembre 2001). La presse saoudienne accusa également de complicité le Mossad (le service de renseignement israélien). Le chroniqueur Abd al-Jabbar Adwan résuma le point de vue de ce journal en faisant remarquer que l'Amérique est aujourd'hui en proie à toutes sortes de cultes de l'armagedon et de fin du monde : « Tout le monde sera sans doute surpris de constater, une fois de plus, que ces opérations étaient *made in the USA*, car la société américaine est truffée de groupes religieux qui se considèrent comme des ennemis de l'État, de ses mécanismes et de sa société libérale » (*Al-Sharq al-Awsat*, 13 septembre 2001).

La une du journal iranien *Siyasat-e Ruz* arbora un éditorial intitulé « Un coup venant de l'intérieur », où il affirmait que puisque les attentats ont été menés selon « un plan complexe, méthodique, technique et intelligent, [ils] sont certainement dus à un groupe ou à une organisation disposant de renseignements précis, d'un accès au centre vital et sensible des États-Unis, d'un accès à des armes et à des explosifs de haute qualité et à des agents infiltrés dans ces organes ». D'après ce journal, les suspects n° 1 étaient « des éléments dissidents de la communauté américaine et, spécialement, de l'armée, qui ont joué un rôle de premier plan dans les explosions du centre fédéral d'Oklahoma » (13 septembre 2001).

Ferdinando Imposimato, l'un des juges d'instruction les plus célèbres d'Italie à l'époque des Brigades Rouges, celle de l'assassinat d'Aldo Moro et de la tentative d'assassinat du Pape Jean Paul II, trouva également impossible d'accepter le récit de l'administration Bush. Imposimato était aussi un ancien sénateur et une personnalité médiatique. S'adressant aux étudiants de l'université de Rome, le 8 novembre 2001, sur la question du clash des civilisations, il fit valoir son propre point de vue axé sur la « participation de forces internes aux États-Unis » dans les attentats du 11 Septembre.

Les élites politiques d'Europe occidentale étaient plutôt sceptiques, préfigurant ainsi le désaccord d'un grand nombre d'entre elles avec l'administration Bush sur l'Irak et d'autres dossiers. Un observateur britannique influant et bien informé releva qu'il « était convaincu que derrière le récit officiel se trouvait une autre histoire dont on ne parlait pas. Mais au lieu de dire la vérité, les politiques se lancent dans de nouvelles actions, à titre préventif, pour que nous ne pensions plus à ce qui se passe réellement, pour éviter la réalité. Hélas, ils ne font que créer d'autres problèmes encore plus graves. C'est la célèbre histoire de la boîte chinoise : vous résolvez une crise dans une boîte et aussitôt une autre

surgit… Au lieu d'affronter honnêtement ce que cela implique, Washington a espéré étouffer la réalité en créant d'autres problèmes ailleurs et, en premier lieu, dans la région Afghanistan/Asie du Sud » (*EIR*, 9 janvier 2002).

## Les mensonges de la presse américaine

Aussitôt après les attentats du 11 Septembre, les médias étasuniens furent atteints d'une hystérie chauviniste et d'une psychose de guerre. Deux rédacteurs en chef courageux, Ron Gutting du *Texas City Sun* et Dan Guthrie du *Daily Courier* de Grants Pass (Oregon), furent limogés pour *lèse-majesté* (ou bien était-ce pour *Wehrkraftzersetzung* ?) après avoir osé critiquer Bush, en particulier pour sa couardise le 11 Septembre. (*Wehrkraftzersetzung* : crime passible de la peine de mort, consistant à saboter l'effort de guerre sous le Troisième Reich). Edward Herman, professeur de sciences politiques à l'université de Pennsylvanie, déclara :

> « La Pravda ou les Izvestia de l'ancienne Union soviétique auraient eu du mal à surpasser les médias américains dans leur asservissement à l'agenda officiel. (…) Ils ont abandonné la notion d'objectivité ou même l'idée de proposer un espace public où les problèmes soient discutés et débattus. (…) C'est un scandale qui trahit l'activité d'un système de propagande, pas celle de médias sérieux, essentiels dans une société démocratique » (Meyssan 2002, p. 87).

Bien sûr, le mythe du 11 Septembre n'aurait pas pu être généré et propagé uniquement par des fuites, des déclarations, des documents et des rapports officiels. Il fallait qu'ils soient diffusés au public crédule par le biais de la presse sous influence, suivie par les médias électroniques. Richard Bernstein et d'autres membres de la rédaction du *New York Times* ont rédigé une version officielle détaillée intitulée *Out of the Blue : The Story of September 11, 2001, From Jihad to Ground Zero*. De toute évidence, cette adoption de l'orthodoxie sur le 11 Septembre par le journal de référence devrait nous donner à penser que les faits essentiels ont été vérifiés, non ? Mais bien sûr, le fait de lire quelque chose dans le *New York Times* n'est plus une garantie de nos jours. Le problème ne se limite pas aux excès de Jason Blair, qui fut congédié. Bien plus dérangeantes furent les activités de la sténographe du régime néo-conservateur Judith Miller, une protégée de l'excentrique auteur Laurie Mylroie. Miller s'employa à transmettre tels quels les mensonges de la clique de Wolfowitz au sujet de la prétendue existence d'armes de destruction massives en Irak. C'est en partie en raison de l'excès de zèle néo-conservateur et de l'absence totale d'esprit critique de Miller que le *New York Times* fut forcé de s'excuser auprès de ses lecteurs pour sa mauvaise couverture des faits. Mais à la différence de l'infortuné Blair, la débrouillarde Miller, dont les falsifications contribuè-

rent à une tragédie mondiale, poursuivit son activité d'écrivaillonne. Si le *New York Times* a dû s'excuser d'avoir servi de mégaphone aux mensonges de Bush en 2002 et en 2003, combien de temps faudra-t-il attendre ses excuses pour avoir claironné des mensonges encore plus gros sur le 11 septembre 2001 ? Combien de temps faudra-t-il attendre les excuses du *New York Times* pour son lamentable article de propagande *Out of the Blue* ?

## La critique de Meacher

Le virage décisif du débat transatlantique sur le 11 Septembre se produisit à la fin de l'été 2003, quand l'ampleur du fiasco anglo-américain en Irak devint évidente. Michael Meacher a été un proche associé de Tony Blair et l'un des plus éminents leaders du *New Labour*. Député au Parlement, il a occupé le poste de ministre de l'Environnement de mai 1997 à juin 2003. D'autres membres du gouvernement Blair, tels que l'ancien ministre de la Coopération Claire Short, avaient démissionné suite à l'aventure irakienne. Meacher, plus courageux et plus radical, mit en question le cœur même du mythe que l'administration Bush voulait imposer au monde. Il écrivit :

> Premièrement, il est clair que les autorités étasuniennes n'ont fait que peu ou pas du tout d'efforts pour empêcher les événements du 11 Septembre. On sait qu'au moins 11 pays avaient averti les États-Unis de ces attentats. Deux experts gradés du Mossad ont été envoyés à Washington en août 2001 pour informer la CIA et le FBI qu'un groupe composé de 200 terroristes était soupçonné de préparer une importante opération (Daily Telegraph, 16 septembre 2001). Ils ont fourni une liste sur laquelle figuraient les noms de 4 des pirates de l'air du 11 Septembre dont aucun ne fut arrêté.
>
> On savait déjà depuis 1996 qu'il existait des projets de frapper des cibles à Washington avec des avions. Ensuite, en 1999, le rapport du Conseil national des services de renseignement des États-Unis indiquait que « des kamikazes d'al-Qaida pourraient précipiter un avion bourré d'explosifs puissants sur le Pentagone, sur le siège de la CIA ou sur la Maison Blanche. »
>
> 15 des pirates de l'air du 11 Septembre ont obtenu leur visa en Arabie Saoudite. Michael Springmann, ancien chef du bureau américain des visas à Jeddah, a déclaré que, depuis 1987, la CIA avait procuré des visas illégaux à des demandeurs du Proche-Orient ne répondant pas aux conditions requises, ce qui leur a permis de se rendre aux États-Unis pour s'entraîner en vue d'attentats terroristes pendant la guerre d'Afghanistan menée avec le concours de ben Laden (BBC, 6 novembre 2001). Il semble que cette façon de faire ait continué après la guerre d'Afghanistan pour d'autres raisons. On a aussi dit que 5 des pirates de l'air ont été entraînés au sein de bases militaires protégées aux États-Unis dans les années 1990 (*Newsweek*, 15 septembre 2001).
>
> Des pistes instructives obtenues avant le 11 Septembre n'ont pas été suivies. L'élève pilote français d'origine marocaine Zacarias Moussaoui,

(maintenant soupçonné d'être le vingtième pirate de l'air), a été arrêté en août 2001 parce qu'un instructeur avait trouvé suspect qu'il désire tant apprendre à piloter un gros avion de ligne. Quand les agents étasuniens ont appris par les services de renseignement français qu'il avait des accointances avec des islamistes radicaux, ils ont demandé un mandat pour saisir son ordinateur qui contenait des indices sur la mission du 11 Septembre (*Times*, 3 novembre 2001). Mais le FBI le leur a refusé. Un agent a écrit, un mois avant le 11 Septembre, que Moussaoui envisageait peut-être de s'écraser sur les Tours Jumelles (*Newsweek*, 20 mai 2002).

Tout cela rend encore plus stupéfiant, du point de vue de la guerre contre le terrorisme, que la réaction ait été si lente le jour du 11 Septembre proprement dit. Le premier détournement a été signalé dès 8 h 20 et le dernier avion piraté s'est écrasé en Pennsylvanie à 10 h 06. Pas un seul avion de chasse n'a décollé de la base d'Andrews située juste à 10 miles de Washington pour voir ce qui se passait, jusqu'à ce que le troisième avion percute le Pentagone à 9 h 38. Pourquoi cela ? Il existait des procédures standard d'interception de la FAA pour les détournements d'avions avant le 11 Septembre. Entre septembre 2000 et juin 2001, l'armée de l'Air des États-Unis a envoyé ses chasseurs à la poursuite d'avions suspects à 67 reprises (AP, 13 août 2002). Aux États-Unis, la loi stipule que dès qu'un avion s'écarte sensiblement de son plan de vol, on envoie les chasseurs pour se renseigner.

Cette inaction a-t-elle simplement été due au fait que les responsables ont négligé, ou ignoré, ce qui se passait ? Ou se peut-il que les interventions de sécurité aérienne des États-Unis aient été délibérément gelées le 11 Septembre ? Si c'est le cas, pourquoi et sur ordre de qui ? L'ancien procureur fédéral des États-Unis, John Loftus, a déclaré : « Les informations fournies par les services secrets européens avant le 11 Septembre étaient si complètes qu'il n'est plus possible, ni pour la CIA ni pour le FBI, de plaider l'incompétence. »

La réaction des États-Unis après les attentats du 11 Septembre ne vaut guère mieux. Il n'y a eu aucune tentative sérieuse d'arrêter ben Laden. Fin septembre et début d'octobre 2001, les dirigeants des deux partis islamistes du Pakistan ont négocié l'extradition de ce dernier vers le Pakistan pour qu'il soit jugé à propos du 11 Septembre. Mais, de manière significative, un haut fonctionnaire étasunien a déclaré que « traquer nos cibles trop scrupuleusement » risquerait d'« annihiler prématurément les efforts internationaux si, par un heureux hasard, M. ben Laden était capturé ». Le président des chefs d'état-major de l'armée américaine, le général Myers, déclara : « Le but n'a jamais été d'avoir ben Laden » (AP, 5 avril 2002). Robert Wright, l'agent du FBI qui tirait la sonnette d'alarme, confia à ABC News (19 décembre 2002) que l'état-major du FBI ne voulait pas d'arrestation. Et en novembre 2001, l'armée de l'Air des États-Unis regrettait d'avoir eu les chefs d'al-Qaida et des Talibans dans leur mire 10 fois au cours des six semaines précédentes sans avoir pu les attaquer faute d'en recevoir l'autorisation assez rapidement (*Time Magazine*, 13 mai 2002). Rien de ce qui vient d'être cité, émanant de sources tombées aujourd'hui dans le domaine public, n'est compatible avec l'image d'une véritable guerre contre le terrorisme, menée avec détermination. (Michael Meacher « La guerre contre le terrorisme est factice », *The Guardian*, 6 septembre 2003).

Voilà qui constitue, et de très loin, la critique la plus virulente à l'encontre du mythe du 11 Septembre provenant d'un élu britannique. On y retrouve l'esprit de Tony Benn, l'indomptable chef de l'aile gauche du parti travailliste qui soutenait moralement Meacher. Quant à Claire Short, à qui l'on demanda lors d'une interview s'il y avait un point commun entre la critique de Blair proférée par Meacher et la sienne, elle répondit nerveusement que Meacher s'était mis lui-même complètement « hors circuit ».

## Paul Hellyer rejette l'orthodoxie des Etats-Unis

Un autre sceptique de haut rang envers la version étasunienne officielle, Paul Hellyer, a été ministre de la Défense et vice-Premier ministre du Canada dans les trois gouvernements du parti libéral de Pierre Elliott Trudeau. De ce fait, il apporte au débat sa parole de membre éminent et expert de l'OTAN. Quelques années plus tard, en 2004, Hellyer confiait, lors d'une interview : « Le terrorisme est une chose terrible, mais ces événements ont posé un problème à la police et un problème aux services de renseignement. Qu'est-ce qui a fait défaut dans vos renseignements ? Pourquoi n'avez-vous pas su que cela allait se produire ? Vous avez dépensé des milliards et des milliards à poursuivre des fantômes dans le monde entier et vous ne saviez même pas ce qui se préparait. Ce genre de choses a commencé à m'inquiéter. Puis, d'autres se sont mis à poser des questions. Pourquoi le Président est-il simplement resté assis dans la salle de classe après avoir entendu la nouvelle ? Pourquoi n'a-t-il pas avoué qu'il savait déjà ce qui se passait ? En tant qu'ancien ministre de la Défense nationale, j'ai été forcé de m'interroger lorsque la nouvelle a été diffusée. Pourquoi les avions ont-ils tourné en rond pendant une heure et demie sans que l'on ne fasse décoller d'urgence des intercepteurs de [la base militaire d']Andrews ? N'est-elle pas toute proche de la capitale ?… Avec une alerte d'urgence, ils auraient dû être sur place en cinq ou dix minutes. Sinon, en tant que ministre de la Défense (aux États-Unis : secrétaire à la Défense), j'aurais certainement eu envie de demander "et pourquoi n'y sont-ils pas ?" » (911Visibillity.org, 27 mai 2004).

## Une philosophie indigente

Si le monde a jamais eu besoin des voix de la raison et de la sagesse, ce fut au cours des jours post-traumatiques qui suivirent le 11 Septembre. Le monde comptait encore des aspirants au titre de philosophe : ont-ils été capables de donner quelques conseils à l'humanité ? Le tableau fut sombre. Jürgen Habermas, le plus brillant représentant de ce qui reste de l'école de Francfort, fut interrogé à New York en décembre 2001 par Giovanna Borradori. M. Habermas réussit à étaler un certain vernis de

scepticisme en disant : « Si l'attaque terroriste du 11 Septembre doit constituer une césure dans l'histoire du monde, comme beaucoup le croient, elle devrait pouvoir supporter la comparaison avec d'autres événements ayant eu un impact historique sur le monde » (Borradori, p. 26). Il réalise que Carl Schmitt, le factotum du Troisième Reich en matière philosophique et juridique, apparaît en filigrane, et le traite de « fasciste » (Borradori, p. 42). Il se dit opposé à Samuel Huntington ; considérant que la prétendue guerre antiterroriste de Bush était « une grave erreur » (Borradori, p. 34). Mais arrivé au cœur du sujet, Habermas reste englué dans la version officielle de Clarke-Tenet-Powell-Blair-Bush, bien qu'étant nettement mal à l'aise dans cette prison de l'esprit humain. « L'acte monstrueux en soi était nouveau », dit Habermas. « Et je ne parle pas seulement du suicide des pirates de l'air qui ont transformé les avions remplis de carburant et les otages en armes vivantes, ni même du nombre insupportable de victimes, ni de l'épouvantable étendue de la dévastation… Il me semble qu'un facteur parmi tous les autres est de première importance : on ne sait jamais exactement qui est notre ennemi. Il est plus que probable qu'Oussama ben Laden, la personne, fait fonction de substitut… Le terrorisme que nous associons pour l'instant au nom d'al-Qaida rend impossible toute identification de l'adversaire et toute évaluation réaliste du danger » (Borradori, p. 28-29).

Nous voyons qu'Habermas, même indirectement, se contente d'adopter la version officielle. Le terrorisme est-il politique ? « Pas au sens subjectif où Mohammed Atta, citoyen égyptien venu de Hambourg et qui était aux commandes du premier des deux avions, vous donnerait une réponse politique » (Borradori, p. 33). J'étais moi-même à Berlin le 11 Septembre et j'ai vu comment cette effroyable presse de boulevard, représentée par la *Bild Zeitung*, a essayé d'inoculer à la population allemande une nouvelle culpabilité parce qu'Atta, la « bête terroriste », avait vécu à Hambourg. La philosophie allemande d'après-guerre avait été, à bien des égards, une campagne de résistance contre la *Bild Zeitung* et les valeurs qu'elle véhicule ; à présent, Habermas capitulait.

Un autre philosophe européen de premier plan, interviewé par Mme Borradori, est le déconstructionniste Jacques Derrida. Comme à l'accoutumée, celui-ci se noya dans son propre verbiage. Il eut au moins le mérite de proposer une démarche réaliste pour la configuration post-11 Septembre : « Ce qui me donnerait le plus d'espoir à la suite de tous ces bouleversements, ce serait qu'une différence puisse apparaître entre le nouveau profil de l'Europe et les États-Unis. Je dis cela sans aucun eurocentrisme » (Borradori, p. 116). Derrida lui aussi avait le sentiment que Carl Schmitt y était pour quelque chose. Il était bien conscient qu'il « n'était pas déraisonnable de prévoir une attaque sur le sol américain de la part de ces "terroristes" » (Borradori, p. 91). Il savait que les combattants

d'Afghanistan étaient entraînés aux États-Unis (Borradori, p. 95). Derrida déclarait, à propos des valeurs qu'il juge importantes (la politique, la démocratie, le droit international, les droits de l'Homme), que « rien de tout cela ne semble avoir une place quelconque dans le discours de "ben Laden" » (Borradori, p. 113). À propos de ces valeurs : « Je n'entends aucune promesse de ce genre énoncée par "ben Laden", du moins pour *ce bas-monde* » (Borradori, p. 114).

Là encore, le malaise du prisonnier de la version officielle devenait palpable, mais il semblait qu'il n'envisageait pas de s'évader. Derrida ajouta qu'il utilisait le terme « ben Laden » comme une synecdoque ou une abréviation, mais cela ne l'empêcha pas de l'utiliser quand même, alors qu'il aurait pu dire, par exemple : « le gouvernement occulte » ou « le réseau voyou. » De ces deux exemples nous serions tentés de déduire que, sur les grandes questions du progrès de l'humanité, la philosophie européenne était épuisée – mais c'est peut être prématuré. Ces philosophes étaient prisonniers de leur milieu, un milieu qui, tel un magasin de porcelaine, n'avait pas conscience de la présence en son sein de l'éléphant conspirateur.

Le principal philosophe étasunien au moment du 11 Septembre était sans doute le neo-pragmatiste Richard Rorty. Dans le sillage du 11 Septembre, Rorty adopta une position de soutien critique à Bush. Un an plus tard, il se montra légèrement moins enthousiaste vis-à-vis de ce dernier, tout en restant buté sur « la défense de la civilisation contre le terrorisme » et « les risques d'attentats futurs. » Selon Rorty, « les catastrophes que peuvent provoquer les riches monomaniaques tels que ben Laden ressemblent plus à des tremblements de terre qu'à des tentatives de la part de certaines nations d'agrandir leur territoire ou qu'à des attaques commises par des criminels pour devenir riches. Nous sommes aussi désemparés face à la question de savoir comment prévoir le prochain acte terroriste que face à celle de prévoir le prochain ouragan ». (*The Nation*, 21 octobre 2002) Ainsi donc, al-Qaida est une force de la nature qui va nous ébranler encore pendant de nombreuses années. Cette paralysie du néant est bien inférieure à la position de Habermas et de Derrida.

Afin d'esquisser ne serait-ce qu'un résumé sensé, nous devons nous tourner vers Trudy Govier, à Calgary, dans l'Alberta, au Canada. Govier énumère 4 théories possibles sur le 11 Septembre : la théorie sioniste qui accuse le Mossad, la théorie de la collusion interne qui suppose que la CIA et le FBI ont laissé faire (théorie du *laissez-faire délibéré* *), la théorie du retour de manivelle (ou du boomerang) qui explique les attentats comme étant le résultat des politiques étrangères étasuniennes destructives, et la théorie internationaliste gandhiste qui accepte la version officielle du

* LIHOP : let it happen on purpose. (NdT)

11 Septembre (théorie standard que nous connaissons bien), mais rejette la réaction agressive des États-Unis. L'argument de Govier contre la théorie de la collusion interne ne repose sur aucune base rigoureuse factuelle ou logique, mais ramène tout à une question d'opinion personnelle (dans le sens que Platon donne à l'opinion, c'est-à-dire une connaissance inférieure). « Les attentats étaient-ils un coup monté ? » interroge Govier. « J'en doute. L'idée que les services secrets américains aient été complices d'attentats aussi dévastateurs, contre des symboles si importants que le WTC ou le Pentagone me paraît d'une extrême improbabilité. » (Govier, p. 127-128)

Elle capitule donc devant la théorie standard, avec une petit coup de chapeau à John Stuart Mill sur l'importance des opinions divergentes. Govier ne fait pas allusion à l'opinion plus radicale qui est la nôtre ici, à savoir que le 11 Septembre a été le produit d'un réseau de taupes au sein du gouvernement des États-Unis et des services de renseignement, avec la collaboration en sous-main d'experts professionnels, qui veulent provoquer une guerre des civilisations afin d'assurer la domination du monde anglo-américain. On peut aussi l'appeler la théorie du *déclenchement délibéré* *.

Finalement, il est intéressant de noter que toute la question du 11 Septembre demeure tabou dans la politique américaine. Cela peut donner un élément d'explication à l'abandon de la campagne présidentielle par Howard Dean dans les premiers mois de l'année 2004. Quel que soit le jugement que l'on porte sur Dean, il était d'évidence le seul candidat démocrate à vouloir mettre sur le tapis la question des événements du 11 Septembre et celle du comportement de Bush à ce sujet. C'est ce qu'il fit le 2 décembre 2003 dans une interview à la radio avec Diane Rehm sur NPR. Dean laissa entendre que l'obsession manifestée par Bush pour ne pas divulguer des documents du 11 Septembre était peut-être due au fait qu'il en avait été averti à l'avance. « La théorie la plus intéressante que j'aie entendue à ce jour (qui n'est qu'une théorie, et que l'on ne peut prouver), c'est qu'il avait été prévenu par les Saoudiens », déclara Dean.

C'était un défi direct à la justification donnée par Bush pour se représenter : ses résultats prétendument brillants dans la prétendue guerre contre le terrorisme. Il visait aussi à saper le groupe bipartisan qui avait tenté de mettre les attentats du 11 Septembre sur le dos de l'Arabie Saoudite. Dean s'aventurait dans un champ de mines. Il ajouta : « Qui sait quelle est la situation réelle ? Mais l'ennui, c'est qu'en réprimant ce type d'information, on pousse à formuler ce genre de théories, qu'elles soient vraies ou non. » En l'absence de divulgation totale, précisa Dean, ces théories seront inévitablement « répétées ». Il conclut en disant : « Bush court un grand risque en refusant de divulguer des informations essentielles qui devraient

* MIHOP : make it happen on purpose. (NdT)

être communiquées à la commission Kean. » Lorsque Dean affirma que la question du 11 Septembre était devenue essentielle, il souleva un tollé et fut accusé d'être un « théoricien du complot » par certains des médias sous influence qui l'avaient cité. Cet incident fut bientôt suivi par une campagne concertée de dénigrement destinée à ridiculiser l'ancien gouverneur du Vermont, émanant de certains organes tels que le *Washington Post*. Dean, comme Toricelli, avait violé le consensus de l'oligarchie qui exigeait le silence, l'*omertà*, sur les vraies questions posées par le 11 Septembre.

## Le fiasco de la commission Kean-Hamilton sur le 11 Septembre

Le fiasco complet de la « commission d'enquête sur les attentats terroristes commis contre les États-Unis », communément connue sous le nom de « commission du 11 Septembre » ou « commission Kean-Hamilton », requiert une attention particulière. La commission Kean-Hamilton est venue au monde orpheline. Le régime de Bush, et l'oligarchie de Washington en général, n'avaient jamais souhaité qu'elle vît le jour. Ils avaient réussi à fabriquer et à propager le mythe du 11 Septembre et ne voyaient pas la nécessité de fouiller en profondeur les événements de ce jour de catastrophe.

L'instauration de la commission du 11 Septembre fut largement due à l'agitation et au lobbying du Comité directeur des familles [de victimes], composé en grande partie de ménagères du New Jersey, dont les maris avaient péri dans le WTC. Parmi ces veuves, les quatre plus dynamiques s'étaient constituées en un groupe appelé « *les filles de Jersey* *» composé de : Kristen Breitweiser, Patty Casazza, Mindy Kleinberg et Lorie van Auken. Un autre groupe avait pour porte-parole Stephen Push. Après des mois des voyages à Washington pour faire pression sur le Congrès, Kristen Breitweiser fut désignée par les familles des victimes du 11 Septembre pour témoigner à la première audition publique de la commission mixte (JICI) au Capitole. Les quatre veuves furent vite écœurées en voyant que les députés et leur secrétariats étaient déterminés à éviter les questions qui leur tenaient le plus à cœur. Elles furent indignées qu'Ashcroft, le ministre de la Justice, ait recommandé la présence d'« accompagnants » quand la JICI interrogeait les fonctionnaires des agences de renseignement, une forme plutôt flagrante d'intimidation des témoins qui allait être appliquée plus tard à la commission Kean-Hamilton.

Elles s'aperçurent aussi que le FBI persistait à mentir systématiquement et, au fil du temps, elles prirent conscience de certaines anomalies dans la version officielle du gouvernement. Deux des pirates de l'air

* The Jersey Girls. (NdT)

accusés, Khalid al-Mihdhar et Nawaf al-Hazmi, étaient connus des agents de renseignement bien avant le 11 Septembre ; des faits importants les concernant gisaient, depuis 15 mois, abandonnés et inexploités dans les dossiers fédéraux. Comme le découvrit la JICI, ces deux personnes avaient des activités diverses ; elles avaient même vécu avec un informateur contre-terroriste, basé en Californie, qui travaillait depuis longtemps pour le FBI. L'affaire leur sembla très louche.

Puisque la JICI avait l'ordre d'arrêter son travail après la remise de son rapport à la fin de 2003, les quatre veuves et d'autres se mirent à faire pression pour la constitution d'une commission d'enquête telle que réclamée par Torricelli et que Bush avait réussi à empêcher pendant les mois qui avaient immédiatement suivi le 11 Septembre. Cette nouvelle proposition se heurta également à l'obstination de Bush qui ne voulait aucune enquête.

En mai 2002, Daschle, le leader démocrate du groupe minoritaire au Sénat, avança l'idée d'une commission d'enquête indépendante. Un groupe jusqu'auboutiste de Républicains de la Chambre chercha à bloquer l'enquête aussi longtemps que possible. À sa tête se trouvait Tom Delay qui déclara : « Une commission publique enquêtant sur le service du renseignement des États-Unis en temps de guerre est une idée délirante et irresponsable. » (*New York Times,* 21 mai 2002). C'est bien entendu ce que pensaient également Bush et Cheney.

Finalement, le 25 juillet, la Chambre se mit d'accord sur le texte d'un projet de loi visant à créer une commission. Le Républicain Tim Roemer fut l'auteur de ce projet et ce n'est pas par hasard qu'il fut désigné plus tard pour y siéger, puisqu'il avait quitté la Chambre et qu'il avait besoin d'un travail. Le Sénat ayant finalement voté la création de la commission, fin novembre 2002, Bush pensa à Henry Kissinger pour la présider. Dès lors, tout le monde sut à Washington que l'affaire était verrouillée : l'*establishment* attendait de cette nouvelle commission qu'elle continue à étouffer l'affaire, à cacher la vérité sur ce qui s'était passé. Daniel Schorr, vieil adversaire de Kissinger, fut le seul à le dire sans mâcher ses mots, en ajoutant que l'administration Bush était « désespérément désireuse » d'échapper au pilori pour les fautes flagrantes commises par les renseignements ce jour-là (NPR, 30 novembre 2002).

Le fiasco de la commission du 11 Septembre se traduit avant tout par les conflits d'intérêts inhérents aux antécédents des membres aisés qui la composèrent.

Le « sang bleu » **Thomas Kean,** ancien gouverneur du New Jersey, actuel président de la Drew University, faisait partie du conseil de la Fondation de Robert Wood Johnson et du Conseil national du World Wildlife Fund (WWF) du prince Philip et du prince Bernhard. Il avait également fait partie du conseil d'administration de l'Amerada Hess Corporation engagée dans une co-entreprise avec la Delta Oil d'Arabie

Saoudite. La Delta Oil appartient aux familles saoudiennes ben Mahfouz et al-Amoudi qui ont été accusées à plusieurs reprises d'aider au financement d'al-Qaida comme, par exemple, dans le procès portant sur 1 000 milliards de dollars engagé par les héritiers des victimes du 11 Septembre contre les intérêts de l'Arabie Saoudite. Kean avait été durablement lié à Khalid ben Mahfouz qui a été désigné à tort par Woolsey, de la CIA, comme un parent par alliance d'Oussama ben Laden. Il fait partie du conseil d'administration de la Fondation nationale pour la démocratie (NED), que l'on appelle « Project Democracy », un organe où les deux partis s'entendent pour que le gouvernement étasunien procède de manière quasi-autonome à la subversion du reste du monde. La NED est en fait la version privatisée de la CIA durant la guerre froide, créée par le décret présidentiel 12333 de Reagan. Elle fut, pour ainsi dire, la mère de la double opération Bush 41-Poindexter-Oliver North * connue sous le nom de l'affaire Iran-Contra. En 1987, dans l'essai intitulé « Le programme du *Project Democracy* : l'État fasciste des entreprises », j'ai eu l'occasion de faire observer :

> Même à une époque telle que la fin du XX^e^ siècle, remplie de grands mensonges, il est ironique que les financiers de la commission trilatérale aient choisi le nom de « Project Democracy » pour leurs efforts visant à installer un régime fasciste et totalitaire aux États-Unis et un Nouvel Ordre fasciste dans le monde… Project Democracy est fasciste, conçue pour culminer par la création d'institutions fascistes aux États-Unis, institutions qui combinent l'essence du Béhémoth nazi et du Léviathan bolchévique. Project Democracy est une haute trahison, une conspiration pour renverser la Constitution. On peut difficilement s'attendre à ce qu'une organisation dont le fonds de commerce est la déstabilisation et la réalisation de putschs dans tant de pays du monde suspende ses opérations lorsqu'elle revient sur le territoire national. Pour Project Democracy, les choses peuvent arriver ici, elles vont arriver ici (Tarpley 1987, p. 40).

**Lee Hamilton** est peut-être le champion de tous les temps du nombre de participations à des commissions. Alors qu'il siégeait à la commission du 11 Septembre, il était parallèlement président et administrateur du Centre international Woodrow Wilson pour chercheurs, un service d'espionnage à peine camouflé. Hamilton a été député de l'Indiana pendant 34 ans ; sa spécialité était la commission des relations internationales de la Chambre des représentants, qu'il présidait. Il a également participé à la commission restreinte permanente sur les services de renseignement et à la commission restreinte chargée d'enquêter sur les transactions secrètes d'armes avec l'Iran, mieux connue sous le nom de commission « Iran-Contra » qui valut la notoriété à Oliver North.

---

* Les Bush sont désignés par leur numéro de Président des États-Unis. Bush 41 : le père ; Bush 43 : le fils. (NdT)

À l'époque, Hamilton avait dit que la mise en accusation ou la destitution de Reagan ou de Bush n'auraient pas été « une bonne chose pour le pays ». Mais, à la place, Hamilton a soutenu la mise en accusation de John Poindexter, directeur du NSC de Reagan, de North et du général Richard Secord, tout en protégeant assidûment Reagan et son vice-Président George Bush, qui pour sa part avait dirigé chaque étape des trafics de drogue et d'armes Iran-Contra (Tarpley 1992). En définitive, dans tous les comités et commissions auxquels il a prit part, Hamilton n'a réussi à trouver aucun délit sérieux à imputer aux huiles de l'oligarchie.

**John Lehman** avait été secrétaire de la Marine de 1981 à 1987, sous Reagan et Bush ; il travaillait avec Caspar Weinberger et Frank Carlucci. En l'occurrence, son rôle était celui d'un « raider » de Wall Street puisqu'il était président de la J. F. Lehman & Company, société privée d'investissement en actions spécialisée dans le rachat d'entreprises endettées. Lehman est une sorte de clone de Kissinger ; il a commencé comme conseiller spécial et membre de l'équipe de hauts responsables du Conseil national de sécurité à l'époque de Nixon et de Kissinger. Il a été l'un des exécutants les plus accomplis de la guerre psychologique parmi tous les membres de la commission, comme en témoigne son harcèlement habile des représentants du NYFD * lors des dernières auditions de la commission à New York. En partie grâce à sa performance arrogante, la dernière session de la commission à New York a presque tourné à l'émeute et ses membres ont sans doute été heureux de quitter la ville ce jour-là. Lehman était l'un des signataires de la lettre du *Projet pour un nouveau siècle américain* adressée à G.W. Bush le 20 septembre 2001 et qui appelait à « la guerre antiterroriste » contre l'Irak.

**Jamie S. Gorelick**, associée de Wilmer, Cutler & Pickering, était également vice-présidente de Fannie Mae, fournisseur de titres nantis par des créances hypothécaires, dont on disait qu'il avait de graves ennuis financiers à cause de la bulle immobilière due à Greenspan. Gorelick avait été l'adjointe de l'*Attorney General* ** durant les années Clinton. Elle avait participé au groupe consultatif de la CIA sur la sécurité nationale ainsi qu'au groupe présidentiel chargé du renseignement ; elle était considérée comme la créature du directeur de la CIA George Tenet, à qui elle manifesta une déférence servile lorsqu'il comparut comme témoin devant la commission du 11 Septembre. Sa stratégie d'interrogation visait très nettement à détourner la culpabilité et l'opprobre de Langley pour les diriger vers des agences bouc émissaires telles que la FAA.

---

* NYFD : New York Fire Department.

** Équivalent du ministre de la Justice. (NdT)

**James R. Thomson, dit** « **Big Jim** », était un ardent Républicain de l'Illinois, où il avait tenu le poste de gouverneur de 1977 à 1991, le record de durée pour cet État. Il était membre du cabinet juridique Winston & Straw qui avait trouvé son créneau en défendant des entreprises accusées de méfaits, parmi lesquelles Philip Morris, la cible de nombreux recours collectifs en justice engagés par des victimes du tabac. On mesurera aisément l'envergure de Thompson en examinant le rôle qu'il joua en surveillant la « kleptocratie d'entreprise » en sa qualité de membre d'un comité d'audit de Hollinger Corporation ; cette société était une façade du service de renseignement britannique qui avait été impitoyablement pillée pendant de nombreuses années par Lord Conrad Black et sa rapace d'épouse, Barbara Amiel, qui se qualifiait elle-même de « putain fasciste ». Selon un rapport rédigé pour Hollinger par l'ancien président du SEC, Richard C. Breeden, entre 1997 et 2003, Black et ses séides ont détourné 95,2 % des recettes de Hollinger sur leurs comptes personnels, dépouillant ainsi les actionnaires d'environ 400 millions de dollars. On a même dit que Black et Amiel prenaient Hollinger pour leur tirelire personnelle. Ce couple puissant de néo-conservateurs, qui avait joué un rôle clé dans *l'impeachment* de Clinton par le biais du *Daily Telegraph* de Londres qu'ils contrôlaient, utilisait l'avion appartenant à la société Hollinger comme si c'était le leur pour faire la navette entre Chicago, Toronto et des lieux de vacances tels que Palm Springs. Un seul voyage de 33 heures « aux frais de la princesse » pour Bora Bora coûta aux actionnaires de Hollinger 533 000 dollars. Black factura à la compagnie 90 000 dollars pour réaménager sa Rolls Royce et présenta une autre facture de 8 millions de dollars pour des souvenirs ayant jadis appartenu à Franklin D. Roosevelt, sur lequel il avait écrit un livre. Un anniversaire organisé par Black pour Amiel à *La grenouille* de New York coûta à Hollinger 42 870 dollars. Enfin, il ramassa 5,4 millions de dollars pour les remettre au néo-conservateur Richard Perle, un moulin à paroles qu'il traitait dans des e-mails privés d'« opportuniste et d'escroc ».

Au milieu de cette bacchanale siégeait Big Jim Thompson du comité d'audit, flanqué de l'ancien homme d'action du Département d'État Richard Burt. Thompson fut vivement critiqué dans le rapport Breeden pour n'avoir rien fait pour empêcher le pillage picaresque par Black de Hollinger qui était sensée être préservée comme étant un atout des services de renseignement britanniques. Si Big Jim Thompson ne pouvait pas voir la kleptomanie qui sévissait à l'époque autour de lui, comment pouvait-on s'attendre à ce qu'il fasse ressortir le moindre fait significatif sur le 11 Septembre ? (*Washington Post,* 1er septembre 2004).

L'ancien sénateur **Slade Gorton** travaillait dans le cabinet juridique Preston, Gates & Ellis LLP. Il avait représenté l'État de Washington au Sénat pendant 18 ans, de 1982 à 2000. Il attribue lui-même cette affecta-

tion à son amitié personnelle avec Trent Lott, chef du parti républicain au Sénat, qui fut rapidement poussé à quitter son poste de leader à cause des louanges enthousiastes qu'il avait adressées au ségrégationniste Strom Thurmond, de Caroline du Sud. On peut dire que Gorton est le représentant des sénateurs républicains fumeurs de cigares qui exercent une influence décisive sur le GOP *.

L'ancien député démocrate de l'Indiana, **Tim Roemer**, était partenaire de « Johnston and Associates » et professeur à l'université George Mason de Virginie. Il émargeait à la commission permanente d'enquête parlementaire sur les services de renseignement. Il a fait partie de la manigance de la JICI et a été l'un des auteurs de la loi qui a instauré la commission du 11 Septembre.

**Fred Fielding,** premier associé du cabinet d'avocats Wiley, Rein & Fielding, avait été conseiller juridique de Reagan entre 1981 et 1986, et l'un des avocats adjoints de Nixon entre 1970 et 1974. Son rôle juridique auprès de Nixon fut tel qu'à l'issue d'une enquête de plusieurs années, les étudiants en journalisme d'investigation de l'université d'Illinois assurèrent que Fielding était le légendaire « gorge profonde » qui avait renseigné Woodward et Bernstein sur le Watergate dans les années 1972-1974. À l'époque, Fielding travaillait dans le bureau de John Dean.

L'ancien sénateur de Géorgie **Max Cleland** était le seul membre de la commission dont on peut supposer qu'il était un électron libre. Il avait été battu aux élections en 2002 suite à une campagne républicaine sournoise et diffamatoire menée sans vergogne par Saxby Chambliss. Cleland avait tenté de préserver les droits de négociation syndicale et la sécurité de l'emploi pour les employés du nouveau ministère de la Sécurité intérieure, mais fut violemment diffamé par la machine de guerre du GOP qui n'hésita pas à juxtaposer sa photo à celle de ben Laden. Cleland, rappelons-le, avait perdu deux jambes et un bras sur les champs de bataille du Vietnam. Il est vite devenu *persona non grata* à Washington, où ne règnent que des crapules.

**Richard Ben-Veniste**, le membre démocrate de la commission, était un ancien procureur fédéral de New York qui avait pris de l'importance pendant le scandale du Watergate dirigé contre la Maison Blanche de Nixon en 1973-1974, où il fut l'avocat principal de la commission du Sénat sur le Watergate, présidée par Sam Ervin. Depuis lors, il faisait partie des meubles du parti démocrate pour différentes enquêtes. Actuellement membre du cabinet d'avocats Mayer, Brown, Rowe & Maw, Ben-Veniste avait précédemment travaillé pour Weil, Gotshal & Manges, une des plus grosses sociétés au monde spécialisées dans les entreprises en faillite, qui était en train d'engranger quelque 200 millions de dollars

* GOP : Grand Old Party, surnom du parti républicain. (NdT)

sur la faillite d'Enron, la société pillée par un grand défenseur de Bush en 2000, Ken Lay, dit « Kenny Boy ». Dans le passé, Ben-Veniste avait représenté Barry Seal, traficant de drogue et pilote de l'Iran-Contra.

Le chef du secrétariat de la commission, **Philip Zelikow**, était directeur du Centre Miller des affaires publiques et professeur d'Histoire, titulaire de la chaire White Burkett Miller, à l'université de Virginie. Auparavant, il avait été directeur administratif de la commission nationale pour la réforme fédérale des élections présidée par Carter et Ford. Zelikow était l'un des éditeurs de *The Kennedy Tapes*, une collection remarquable pour ses critères éditoriaux douteux et, par conséquent, de peu de valeur pour les chercheurs. Zelikow est co-auteur, avec Condoleezza Rice, de l'ouvrage *Germany Unified and Europe Transformed*. Partenaire de Rice dans l'aventure de l'édition, Zelikow fut ainsi victime d'un nouveau conflit d'intérêts paralysant. Il était également directeur du Groupe stratégique d'Aspen, un des programmes de l'institut utopiste Aspen. C'est un *bushiste* acharné qui a fait partie de l'équipe de transition Bush-Cheney en 2000-2001. Rice, par exemple, avait été accusée d'avoir couvert le versement de quelque 100 000 USD à ce benêt de Mohamed Atta par le général Mahmoud Ahmad des services de renseignement Interservices pakistanais en septembre 2001, quasi certainement sur ordre de la CIA.

Zelikow a été nommé par l'administration Bush le 5 octobre 2001 pour participer aux travaux du Comité consultatif du Président sur les renseignements étrangers (PFIAB) ; à cette époque, le PFIAB était présidé par le lugubre général Brent Scowcroft, qui venait jadis de chez Kissinger Associates. À plusieurs moments de l'enquête, Zelikow fut forcé de se récuser pour avoir été impliqué dans les affaires en cours d'investigation. Une autre fois, il fut interrogé par d'autres représentants de la commission du 11 Septembre sur son rôle dans le renseignement avant le 11 Septembre. À ce compte-là, Zelikow aurait pu simplifier l'enquête en s'interrogeant lui-même.

Le juriste attitré de la commission du 11 Septembre était **David Marcus** représentant le cabinet d'avocats N° 1 de l'*establishment,* Wilmer, Cutler & Pickering. Un des clients de ce cabinet était le prince saoudien Mohammed al-Faisal qui était considéré comme l'un des trois plus importants financiers du 11 Septembre lors du procès engagé par les familles pour obtenir 116 mille milliards de dollars. (Michel Chossudovsky, « Qui est qui dans la commission indépendante du 11 Septembre », globalresearch.ca ; Joyce Lynn, « La commission de dissimulation du 11 Septembre », www.communitycurrency.org/joycelynn.html).

4 des 10 membres, Kean, Hamilton, Lehman et Gorelick, étaient membres de l'élitiste Conseil des relations étrangères, à New York. Comme pour prouver son manque de sérieux, la commission du 11 Septembre fut indifférente aux parjures manifestes de certains témoins sous serment. Lors

d'une session, l'ancien directeur suppléant du FBI, Thomas Pickard, déclara sous serment que l'*Attorney General* John Ashcroft lui avait demandé avant le 11 Septembre d'arrêter d'organiser des briefings sur la menace terroriste car cela ne l'intéressait pas ; ce que plus tard, Ashcroft nia catégoriquement. L'un d'entre eux, plus probablement Ashcroft, mentait sur une question d'importance considérable. Mais la commission du 11 Septembre n'a jamais agi.

Les familles des victimes du 11 Septembre avaient espéré qu'au moins l'un des leurs serait nommé dans la nouvelle commission qu'ils avaient obtenue à force de harceler le gouvernement si réticent. Au moment des désignations, la commission fut constituée de politicards, de solides militants et de politiciens professionnels des deux partis. Les familles et leurs amis purent tout au plus faire citer Mindy Kleinberg qui fit un exposé-massue à l'une des premières séances plénières publiques de la commission. Les membres l'écoutèrent poliment, la remercièrent chaudement et continuèrent d'ignorer complètement la lettre et l'esprit de ses remarques (*New York Observer,* 14 septembre 2003).

La commission du 11 Septembre n'a jamais été combative, comme la commission Church ou la commission Pike sous la présidence Ford. Rappelons que la commission Pike avait jadis condamné Henry Kissinger de façon largement méritée pour son refus d'obéir à la citation du Congrès. La seule fois où la commission Kean-Hamilton donna l'impression de progresser fut vers la fin de 2003, lorsque Max Cleland, membre de la commission, s'indigna de l'arrogance autoritaire avec laquelle la Maison Blanche de Bush insistait pour réaliser son opération de dissimulation. La commission, bien qu'ayant le pouvoir de citer des témoins à comparaître, préféra négocier avec Bush l'accès aux documents importants de la Maison Blanche, et notamment aux rapports quotidiens * au Président, dont certains détails étaient déjà connus grâce aux enquêtes précédentes. Bush proposa à deux membres de la commission de prendre connaissance des documents sensibles en question, préalablement censurés, dans un local gardé, sans possibilité de prendre de notes.

Cleland, qui n'avait pas encore digéré sa défaite aux élections de 2002 contre Saxby Chambliss, donna libre cours à une colère vertueuse rarement observée dans le Washington d'aujourd'hui. En traitant la proposition de Bush de « répugnante » et en le mettant en garde contre des transactions louches, Cleland demanda directement que tous les membres puissent consulter tous les documents qu'ils voulaient et prendre toutes les notes qu'ils jugeaient nécessaires (*New York Times*, 26 octobre 2003). Si Bush choisissait de s'y opposer, la commission aurait à utiliser ses pouvoirs d'assignation et laisser l'affaire se régler au tribunal, en infligeant par la

* Presidential daily briefings. (NdT)

même occasion le maximum de dégâts aux relations publiques d'un Bush toujours sournois. Juste au moment où l'on voyait que Cleland, et probablement un ou deux autres membres de la commission, étaient sur le point d'entrer en conflit avec le gouverneur Kean et le député Hamilton, on annonça que Cleland quittait la commission pour prendre un poste au conseil d'administration de la Export-Import Bank. Les statuts de la commission empêchaient que ces deux activités puissent être exercées en même temps. Le vieux courage guerrier lui avait fait défaut. Qui sait quelles menaces avaient été proférées pour garantir une telle issue ?

Le départ de Cleland créa une place vacante qu'il fallut pourvoir. Cette fois, un groupe de militants des familles proposa officiellement Kristen Breitweiser pour occuper ce siège. Or, témoignant par là un mépris cynique envers les familles et leurs sacrifices, le sénateur Daschle, à qui il incombait de nommer un remplaçant, choisit Bob Kerrey, ancien sénateur du Nebraska, qui dirigeait à l'époque la New School University à New York. Kerrey était un Démocrate austère et un faucon de l'aile droite de son parti, devenu un belliciste et un xénophobe véhément après le 11 Septembre. Il suffisait de parler d'Oussama ben Laden et d'al-Qaida pour lui faire réclamer des représailles militaires américaines avec une intransigeance proche de la crise psychotique.

Kerrey n'était pas seulement un désaxé ; on murmurait qu'il avait commis des crimes de guerre à l'époque du Vietnam. Comme le rapporte Gregory L. Vistica, correspondant de *Newsweek*, dans son article « Une nuit d'horreur à Thanh Phong » (*New York Times Magazine*, 26 avril 2001) une nuit de 1969, « les commandos de Kerrey attaquèrent le hameau vietnamien de Thanh Phong où ils massacrèrent au moins 13 civils, femmes, vieillards et enfants ». Ce récit largement fondé sur le témoignage de Gerhard Klann, un des compagnons de Kerrey membre du Navy Seal *, raconte comment ce dernier l'avait aidé à abattre un vieux Vietnamien en le maintenant à terre pendant que Klann lui tranchait la gorge avec une baïonnette. Chose inquiétante, Kerrey prétend aujourd'hui avoir oublié son rôle dans le massacre du vieillard. Si c'est exact, cela signifie de toute évidence qu'il est mentalement incapable d'assurer la tâche de siéger dans une commission importante. (Voir également Justin Raimondo, « Bob Kerrey est-il un criminel de guerre ? Oui ». – www.antiwar.com – 27 avril 2001).

La commission du 11 Septembre dut se heurter à l'obstruction de nombreuses instances : FAA, JCS, CIA, NORAD et Sécurité intérieure. La FAA et le NORAD furent tellement réticents qu'il fallut émettre des assignations pour qu'ils rendent gorge et livrent leurs documents. Dans un premier temps, les témoins ne déposèrent même pas sous serment. Cet état

* Unité de forces spéciales particulièrement sévèrement entraînée. (NdT)

de choses changea sous la pression des familles endeuillées. L'administration intimida les témoins en imposant des « accompagnants » (des surveillants de l'agence pour laquelle ils travaillaient), toujours présents au moment des dépositions pour s'assurer qu'ils ne se montrent pas trop bavards. Le rapport final de la commission du 11 Septembre fut « avalisé » c'est-à-dire censuré ou passé au tamis par la Maison Blanche de Bush.

Le point culminant de l'intérêt présenté par la commission du 11 Septembre fut le témoignage de Clarke en avril 2004, qui permit de lever le secret et de publier le fameux rapport quotidien au Président du 6 avril 2001 intitulé « ben Laden est déterminé à frapper aux États-Unis ». C'était un document dont Rice avait dit qu'il ne contenait que des faits historiques. Cependant, sa conséquence fut clairement de consolider le mythe et non d'élargir le point de vue du public. C'était naturellement ce que voulait Clarke. Condoleezza Rice refusa d'abord de comparaître jusqu'au moment où la pression du public devint intenable. Mais quand elle céda, le résultat fut décevant.

Quand le rapport de la commission du 11 Septembre fut publié le 22 juillet 2004, il reçut l'approbation d'un consensus oligarchique des deux partis. L'élite au pouvoir approuva sa façon de dissimuler la vérité, ainsi que ses recommandations d'une réforme structurelle, notamment l'idée d'avoir un seul tsar des renseignements au niveau du cabinet, pour présider les CIA, DIA, NSA et autres. En réalité, la nation serait mieux servie si elle gardait son actuel système fragmenté : il assure le pluralisme des opinions, et il n'est pas facile de l'obliger à suivre une direction imposée. Et si le tsar du renseignement était un néo-conservateur de l'espèce de Feith, Luti ou Schulsky ? Dans le système actuel, il existe toujours une chance pour qu'une agence de renseignement puisse aider la patrie en enquêtant sur les crimes d'une autre. Mais il semble que cela soit exactement le contraire de ce que voulait le consensus de Kean-Hamilton.

Il y eut peu de voix dissidentes dans les médias sous influence. William Raspberry condamna le rapport de la commission du 11 Septembre en le traitant d'« explication enfantine » qui s'arrangeait « pour éviter toute allusion à une responsabilité individuelle », comme un enfant qui dit « la lampe s'est cassée toute seule. » Raspberry cita Ray McGovern, ancien de la CIA, de l'Amicale des anciens des renseignements pour l'éthique professionnelle (VIPS), qui déclara : « Le but du jeu consiste à disculper tous les membres de l'*establishment*… Comment se fait-il, après toutes ces preuves et des mois et des mois de témoignages, que la commission se soit révélée incapable de dire si les attentats auraient pu être évités ? » Jugement d'ensemble de McGovern sur la commission du 11 Septembre proprement dite : « Cette commission n'est représentative ni de l'Amérique, ni des familles des victimes du 11 Septembre. C'est un fragment archétypal de *l'establishment,* constitué de gens qui, à l'exception d'une femme blanche

présente pour la forme, sont exactement comme moi. Ce sont tous des avocats, des politiciens ou les deux à la fois, et tous conviennent fort bien au vice-Président Cheney qui, à l'origine, ne voulait pas de commission. Le résultat est simpliste, malfaisant et malhonnête » (*Washington Post*, 26 juin 2004).

Suite à l'incapacité officielle de réaliser une enquête compétente sur les événements du 11 Septembre, personne n'a eu à rendre de comptes et personne n'a été tenu pour responsable de ce qui est arrivé. La JICI et la commission Kean-Hamilton sont convenues que, bien qu'il y ait certainement eu une défaillance des services de renseignement, celle-ci avait été systémique, ce qui signifie que personne n'en est responsable. En langage bureaucratique, la phrase « la responsabilité est générale » signifie qu'en fait, personne n'est responsable. Le seul fonctionnaire dont la carrière a souffert à la suite du 11 Septembre a été le directeur de la sécurité de la FAA ; et même lui, il a été autorisé à démissionner.

Dans la Marine, le capitaine qui laisse s'échouer son navire se voit retirer son commandement, même s'il n'en porte pas nécessairement la faute. Dans de nombreux pays, si l'équipe nationale perd pématurément lors de la Coupe du monde de football, le ministre des Sports doit démissionner. Dans d'autres pays, s'il se produit un accident de train, le ministre des Transports est automatiquement prié de se démettre. C'est le principe de la responsabilité ministérielle, de la responsabilité politique totale du chef d'un ministère.

Après le 11 Septembre, l'administration Bush n'a pas observé ce principe. Au contraire, des personnages tels qu'Ashcroft ont prétendu, au fond, que plus le désastre survenu sous leur mandat avait été grand et nombreuses les fautes qu'ils avaient commises, plus ils méritaient les pouvoirs d'urgence. Leur maxime fut : « Plus mon échec est grand, plus je mérite le pouvoir dictatorial. » Ashcroft semblait penser qu'il avait le droit de se frayer n'importe comment un chemin vers la dictature. Un tel arrangement incite sérieusement les bureaucrates à se montrer tout sauf zélés dans leurs efforts pour éviter des désastres aux citoyens. Le principe de la responsabilité ministérielle donne aux fonctionnaires du gouvernement un lien fondamental et essentiel avec la réalité : l'assurance de savoir que si une catastrophe survient sous leur mandat, ils seront limogés. Dans un système oligarchique tel que le nôtre, cela est absolument nécessaire pour créer un minimum d'intérêt commun entre les fonctionnaires de la sécurité et les citoyens. L'idée extra-terrestre de loi martiale émanant des néo-conservateurs abolit ce principe de réalité, en menaçant de garder en poste les fautifs pour les récompenser de leur incompétence et de leur nullité, voire de leur complicité traîtresse.

Les commentaires suivants sur la Conspiration des poudres, survenue il y a presque 400 ans, présentent une singulière ressemblance avec l'opé-

ration du 11 Septembre : « La détermination avec laquelle cet objectif n'a jamais été perdu de vue, les moyens sans scrupules constamment employés pour l'atteindre, la véhémence avec laquelle les faits ont été présentés comme ayant été prouvés (et dont on n'a jamais sérieusement cherché les preuves) ; en un mot : le système élaboré de falsification qui, seul, a présidé à l'élaboration de l'histoire de la conspiration pour atteindre le but recherché, ne peut nous inspirer aucune confiance dans le fait que le fondement sur lequel un tel édifice a été érigé était bien ce qu'il prétendait être. D'autre part, quand nous nous penchons sur les détails qui nous sont fournis sur le déroulement de l'affaire, nous observons que bien des choses imputées aux conspirateurs sont quasiment incroyables, tandis qu'il est absolument impossible que, s'ils ont vraiment agi de la façon que l'on dit, les autorités publiques n'aient eu aucune connaissance de leurs gestes » (Gerard, p. 16-17). Ces commentaires sur la Conspiration des poudres de 1605 sont également applicables aux attentats du 11 Septembre, quatre siècles plus tard. La faction financière anglo-américaine, dont la naissance fut marquée par des actes terroristes sous Jacques Ier, a eu recours à des actes terroristes encore plus spectaculaires à l'époque de son déclin historique.

C'est pourquoi nous disons à tous les gens de bonne volonté : ne croyez jamais les déclarations de Bush & Co sur aucun sujet important sans vérifier les faits de façon indépendante. Pourquoi persistez-vous à croire Bush sur le problème le plus important de notre temps, le 11 Septembre ? Les implications sont-elles trop énormes ? Cette énormité paraîtra elle-même ridicule face aux conséquences de la corruption, qui triomphera si on le laisse faire, comme cela est déjà arrivé en Afghanistan et en Irak et comme cela arrivera bientôt ailleurs, même aux États-Unis.

Le 14 septembre 2001, le Congrès des États-Unis, étalant dédaigneusement les leçons de l'infâme et frauduleuse résolution du Golfe du Tonkin d'août 1964 qui coûta la vie à 50 000 Américains et à un million de Vietnamiens, donna carte blanche à Bush pour déclencher la guerre, l'autorisant à employer « toutes les forces nécessaires et appropriées contre les nations, les organisations ou les personnes qui ont décidé, planifié, autorisé, commis ou aidé les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ou qui ont abrité de telles organisations ou personnes, dans le but d'empêcher de futurs actes de terrorisme international contre les États-Unis par ces nations, organisations ou personnes ». Les seules voix dissidentes furent celles de la députée démocrate Barbara Lee, de Californie, et du sénateur Robert Byrd, de la Virginie Occidentale, qui défendirent l'honneur du peuple américain grâce à leur superbe courage face à l'hystérie. C'est la définition donnée par Bush à ceux qui « ont planifié, autorisé, commis ou aidé » les attentats du 11 Septembre que nous devons examiner maintenant.

## Chapitre 2

# Théorie et pratique du terrorisme fabriqué

Et encore maintenant, la République est profondément bouleversée
et déconcertée par ces provocations séditieuses et surtout par le comportement
de ceux qui auraient dû être les premiers à les empêcher…
***Salluste***

À l'origine, ce chapitre avait pour titre : « Théorie et pratique du terrorisme sponsorisé par un État, mené sous une fausse bannière et entièrement artificiel », mais nous nous bornerons au terme « terrorisme fabriqué » pour résumer ce concept un peu long. Dans tout système politique qui repose un tant soit peu sur le consentement des administrés pour continuer d'exister, une certaine forme de légitimité populaire est indispensable. Mais qu'arrive-t-il lorsque les guerres, politiques et changements institutionnels souhaités par l'élite au pouvoir ne sont pas acceptés par la grande majorité des citoyens et ne parviennent pas à emporter leur consentement ou leur soutien ? Quand la nature oligarchique du système lui confère une telle inertie qu'il ne peut pas aller dans le sens des souhaits des factions les plus puissantes ? Dans ces conditions, surtout quand les systèmes politiques et économiques sont en crise, le terrorisme d'État a la voie libre. Nous ne disons pas ici comment les hommes d'État, les généraux et les officiers du renseignement devraient agir ; nous racontons comment ils ont agi et continuent de le faire.

Ce que nous avançons ici peut être considéré comme une théorie du terrorisme fabriqué. Ce terrorisme est fabriqué parce qu'il conjugue les efforts d'un nombre de composantes disparates : les lampistes, les taupes, les professionnels, les médias et ceux qui les dirigent. Fabriqué veut également dire artificiel : il ne pousse pas spontanément sur le terreau du désespoir et de l'oppression, mais est plutôt le produit d'un travail d'organisation et de conduite dans lequel les factions du gouvernement jouent un rôle indispensable.

Nous ne proposons pas un travail d'érudition universitaire coupé des soucis du public mais une réflexion active contre la tentative actuelle de construire tout un système international sur une monstrueuse falsification.

Nous nous devons de mettre en exergue l'idée, inhabituelle et donc réprimée, que l'essentiel du terrorisme international, mené sur une échelle spectaculaire, est en réalité soutenu par l'État. Cela ne signifie pas qu'il est sponsorisé par l'ensemble du gouvernement jusqu'au plus petit gratte-papier qui saisit dans l'ordinateur des données destinées à la sécurité sociale, mais qu'une partie du réseau gouvernemental utilise son accès aux leviers du pouvoir pour soutenir le fait terroriste de diverses manières. En Europe dans les années 60 et 70, dans le monde arabe et islamique de nos jours, il y a eu et il y a des individus et des organisations, remplis d'illusion et de naïveté, qui ont cru que le terrorisme international était associé à un changement révolutionnaire ou progressiste ou bien à l'instauration de la justice internationale. Rien n'est plus loin de la vérité. En sympathisant avec les Brigades rouges ou la bande à Baader (*Rote Armee Fraktion*), la gauche italienne et la gauche allemande des années 70 n'ont rien fait d'autre que d'étaler leur crédulité, puisque ces deux organisations terroristes avaient été créées et manipulées par les services secrets de l'OTAN. De même, il faut rappeler vigoureusement à l'Arabe qui sympathise avec al-Qaida que cette organisation a été créée par la CIA et qu'elle continue d'être pilotée par elle au moyen de divers truchements et fusibles, c'est-à-dire des intermédiaires sans liens apparents avec elle. Le terrorisme dont on a dit qu'il était une aide désespérée aux peuples opprimés a produit la plupart du temps l'effet opposé : la première explosion spectaculaire d'avions de ligne ou les prises d'otages lors des Jeux Olympiques de Munich en 1972 ou sur le bateau *Achille Lauro* ont fait régresser la cause palestinienne de 20 ans, et tout acte terroriste continue à le faire indéfiniment.

Le terrorisme moderne est le moyen par lequel les oligarchies mènent contre les peuples une guerre clandestine qu'il serait politiquement impossible de mener ouvertement. D'autre part, l'oligarchie poursuit toujours le même et unique programme, inchangé depuis l'époque de Thucydide, Platon et l'auteur que les historiens de l'époque classique nomment le vieil oligarque : le but et le programme de l'oligarchie sont de perpétuer l'oligarchie. La forme politique et économique propre à l'oligarchie est beaucoup plus secondaire. La *nomenklatura* de l'ex-URSS était prétendument basée sur la possession par l'État des moyens de production, la suprématie du Parti Communiste et l'idéologie marxiste. Mais elle se montra plus que désireuse de jeter tout cela aux orties lorsqu'elle vit que son statut oligarchique et ses privilèges spéciaux ne pouvaient pas être préservés sous le régime communiste. Ayant compris cela, les oligarques soviétiques n'eurent de cesse de devenir eux-mêmes courtiers, spéculateurs, profiteurs et autres jeunes loups (comme disait Jirinovsky) sous la bannière du *laissez-faire* capitaliste le plus débridé. Le plus important pour les oligarques était de préserver leur situation. C'est une leçon d'importance

car elle montre que nous devons être profondément sceptiques envers l'élite dirigeante des États-Unis qui, tout en étant bien sûr également une oligarchie, est une oligarchie qui fonctionne sous le masque des institutions démocratiques et de la démocratie formelle. L'expérience de l'URSS suggère que l'oligarchie étasunienne ne demande qu'à échanger son costume démocratique contre un habit bureaucratico-autoritaire, ou même totalitaire, si les formes démocratiques s'avèrent impossibles à conserver, probablement par suite de difficultés financières et économiques.

Le naïf croit que le terrorisme pousse sur le terreau de l'oppression, de la misère économique et du désespoir politique. Les peuples opprimés, exploités ou naguère colonisés sont sensés s'unir spontanément, créer une organisation et, au bout d'un certain temps de préparation, se jeter dans la lutte armée contre leurs oppresseurs ou occupants. Mais ces cas constituent des exceptions rarissimes.

Ces naïfs ne voient pas les acteurs institutionnels les plus importants du monde du terrorisme : les agences secrètes de renseignement telles que la CIA, le FBI, le NSA, le KGB, la Stasi et autres MI-6. Les services secrets sont des organismes où est à l'œuvre la véritable essence de l'oligarchie : comme la jouissance des privilèges oligarchiques s'exprime au détriment de la population, les méthodes secrètes de contrôle deviennent indispensables. Les agences secrètes, dans leur forme moderne, remontent à la République de Venise, célèbre pour son directoire de renseignement, le Conseil des Dix, et son réseau omniprésent d'espions, d'informateurs et de provocateurs. La République de Venise a été le système oligarchique le plus tenace de l'histoire du monde. En dépit de leurs différences culturelles, toutes ces agences secrètes sont fondamentalement semblables. En général, le terrorisme débute en leur sein ; de nos jours, ce serait plutôt dans leurs excroissances privatisées telles que la communauté de renseignement dont disposent les États-Unis depuis le décret présidentiel 12333 du Président Reagan.

Les services secrets sont fatalistes ou réalistes en ce qu'ils considèrent tous les grands changements sociaux et politiques comme inévitables. Aussitôt qu'ils découvrent un phénomène naissant qu'ils n'ont pas encore noyauté, ils n'ont de cesse d'en infiltrer les agents et le financement afin de les diriger ou de les influencer dès qu'il arrivera à maturité. Il y a quelques années, le général Paul Albert Scherer, ancien chef du contre-espionnage militaire en Allemagne de l'Ouest *(Militärischer Abschirmdienst),* un grand expert de ces questions, m'a confié : « Dès que les chefs de ces services voient un train démarrer, ils ne pensent qu'à y monter, quelle qu'en soit la destination. » Cela vaut tout particulièrement pour les groupes terroristes. L'attention des services de renseignement se concentre tellement sur eux que leur tâche consiste le plus souvent à les créer, bien plus qu'à infiltrer et à prendre le contrôle de groupes déjà existants.

L'univers des services secrets est fait de fausseté, de camouflage, de tromperie, de violence, de cruauté indicible, de tricherie et de trahison. C'est le domaine le plus affligeant et le plus sinistre de l'activité humaine : aucune valeur de l'humanité ne peut y subsister. Il ne connaît ni espoir, ni pitié, ni rédemption. C'est le seul aspect de la vie humaine où la maxime de Hobbes s'applique parfaitement : une guerre de tous contre tous. Mais pas de façon chaotique ; plutôt comme un phénomène hyper-contrôlé qui soutient le pouvoir de l'État que ces agences servent. Pendant la guerre froide, le conflit entre la CIA, le MI-6, le SDECE, le KGB, le BND et autres Stasi était appelé le désert des miroirs – un désert peuplé d'agents, d'agents doubles, d'agents triples, d'agents multiples, de leurs lieutenants, de leurs adversaires du contre-espionnage et des omniprésents spécialistes en *mokrye dela* ou « affaires moites », comme le KGB qualifiait ses assassinats.

Nous partons de la forte présomption que le terrorisme est intrinsèquement une activité contrôlée par une faction du gouvernement, agissant probablement sous l'influence de groupuscules financiers qui sont généralement l'ultime source d'autorité sur notre planète mondialisée depuis 1991. Le terrorisme ne peut se décrire comme un phénomène sociologique spontané, comme on dit ; il faut plutôt le voir comme un phénomène développé par des sociologues avec des psychologues, des *profileurs*, des psychiatres, des officiers traitants, des manipulateurs et des messagers secrets. Derrière chaque terroriste et groupe terroriste sur le terrain, un gigantesque réseau d'appui bureaucratique est nécessaire. La combustion spontanée n'existe pas.

C'est un point important sur lequel nous reviendrons. La théorie naïve ou spontanée du terrorisme voit le groupe terroriste naissant de la misère, de la pauvreté et du désespoir. Nous voulons démontrer ici que cette explication néglige le rôle crucial et indispensable de l'agence secrète qui est habituellement présente au moment de la création du groupe, ou tout de suite après. L'écrivaine indienne bien connue Arundhati Roy a déclaré le 16 août 2004 devant l'Association américaine de sociologie à San Francisco, que « le terrorisme est la privatisation de la guerre » et que « les terroristes sont les adeptes du marché libre de la guerre ». Ces formules ont beau être frappantes, elles pointent dans la mauvaise direction. Le terrorisme fabriqué reste largement sous le contrôle de l'État ; simplement, les ficelles du marionnettiste sont bien cachées aux yeux de ceux qui ne savent pas quoi chercher – ou ne veulent pas savoir. Par conséquent, une société prête-nom de la CIA ne fait pas vraiment partie du secteur privé de l'économie de marché : c'est une émanation de Langley tout autant que le chef de la section locale et son personnel.

Il faut également bien comprendre que le terrorisme sponsorisé par l'État ne peut pas se nommer par son vrai nom. Il doit nécessairement se faire passer pour la voix authentique des opprimés, qu'ils soient Arabes,

Musulmans, travailleurs, minorités ethniques ou autres. Les groupes terroristes ne peuvent pas porter l'étiquette de la CIA ou du KGB : il faut qu'ils se nomment Brigades Rouges, Fraction Armée Rouge, ETA ou al-Qaida. La fausse bannière et la fausse idéologie permettent au groupe terroriste d'être ce qu'il n'est pas et de faire croire à des millions de naïfs qui regardent CNN ou al-Jazira que la mascarade est une réalité.

Au XIXe siècle, c'est Londres qui était le QG du terrorisme international. La défense de l'empire nécessitait des opérations que le décorum de l'ère victorienne ne pouvait avouer. Le véhicule principal des actes terroristes britanniques en Europe était Giuseppe Mazzini et sa phalange d'organisations sur le modèle de Jeune Italie : Jeune Allemagne, Jeune France, Jeune Pologne, Jeune Turquie, Jeune Amérique. Mazzini était un agent à la solde de l'Amirauté britannique, qui recevait son financement par un fonctionnaire de l'Amirauté, James Stansfeld. Le terrorisme de Mazzini était dirigé contre ce que les Britanniques appelaient « les pouvoirs arbitraires » : la Prusse, la Russie et l'Autriche.

Chacun de ces pays comptait un grand nombre de minorités opprimées. Mazzini créa un groupe terroriste pour chacune d'elles, en promettant souvent le même territoire à plusieurs de ses sections nationalistes. L'essentiel était d'assassiner des dirigeants et des fonctionnaires et de jeter des bombes. On peut juger de l'effet produit en relisant la plainte d'un Autrichien contre les opérations de Mazzini en Italie : Mazzini voulait plonger l'Italie dans les turbulences, se lamentait-il, ce qui était mauvais pour l'Autriche, mais sans rendre l'Italie plus forte, ce qui pouvait être mauvais pour l'Angleterre. Mazzini a agi depuis Londres pendant toute sa carrière, ce qui signifie simplement qu'il était officiellement sanctionné, à l'instar des anarchistes tels que Bakounine et toute une tribu de nihilistes. Mazzini a bien travaillé pour les Britanniques en Europe ainsi que dans l'empire ottoman et dans les Amériques. Pour le reste du monde, l'Amirauté avait des opérations spécialisées.

Le terrorisme d'État peut avoir plusieurs buts. L'un d'eux est d'éliminer un politicien ou un chef d'entreprise. Dès les années 1500, Niccolo Machiavel incluait dans son œuvre maîtresse *Les discours* un long chapitre sur les conspirations. Il entendait par ce terme une opération destinée à assassiner le dirigeant d'un État et à prendre sa place en s'emparant du pouvoir. Le terrorisme moderne est plus subtil : en éliminant un leader politique, il cherche à modifier la direction de la politique du gouvernement à la tête duquel celui-ci se trouvait. Le paradoxe, en l'occurrence, tient à ce qu'une faction ou un réseau qui pénètre l'État entreprend parfois l'élimination du chef de l'État ou du gouvernement, qui est souvent très connu et même aimé.

Nous en avons un bon exemple avec la République française sous de Gaulle. Ce dernier ne voulait pas accepter que les États-Unis et le

Royaume-Uni lui dictent sa politique dans le cadre de l'Alliance atlantique. De Gaulle décida donc de soustraire la France à l'autorité supranationale de l'OTAN, chassa l'OTAN de ses locaux près de Paris, condamna la guerre du Vietnam, refusa que l'Angleterre entre dans la CEE, demanda que les États-Unis paient leur obligations étrangères en or plutôt qu'en dollars-papier, glorifia le « Québec libre » et manifesta de maintes façons son désir créatif d'indépendance face aux Anglo-Américains. Le résultat fut une série d'une trentaine d'attentats perpétrés par des extrémistes de droite français – avec la bienveillance discrète des services secrets anglo-américains. Aucun d'eux ne réussit.

Autre exemple : Enrico Mattei, directeur de la compagnie pétrolière d'État italienne ENI, défia l'hégémonie du cartel anglo-américain des Sept Sœurs * en offrant aux producteurs arabes de partager les profits à 50/50, bien plus que ce qu'offraient les Anglo-Américains ; il voulait aussi aider les Arabes à se développer économiquement de façon autonome. Mattei était devenu assez puissant pour mettre en question la subordination de l'Italie à la domination anglo-américaine dans l'OTAN quand son avion privé s'écrasa près de Milan en octobre 1962. Cet événement peut être attribué à un sabotage de la CIA et ses alliés, dont certains colons « pieds-noirs » qui étaient aussi les ennemis de de Gaulle. Après la mort de Mattei, l'ENI se mit à obéir sagement au cartel pétrolier anglo-américain.

L'exemple classique de l'assassinat politique fut celui du président Kennedy. À la faveur de la débâcle de la baie des Cochons, Kennedy, qui avait compris la perfidie et l'incompétence du directeur de la CIA Allen Dulles, le licencia. Il refusa d'écouter l'avis de l'ancien secrétaire d'État Dean Acheson. Il négligea ses principaux conseillers militaires, Lyman Lemnitzer et Curtis LeMay, qui voulaient profiter de la crise cubaine pour déclencher une guerre nucléaire avec l'URSS. Kennedy se heurta aussi à Roger Blough de US Steel qui représentait Wall Street. Il défia le pouvoir de la Réserve fédérale à être le seul fournisseur de monnaie des États-Unis. Kennedy semblait décidé à revenir à la politique du New Deal de Franklin D. Roosevelt ainsi qu'au régime présidentiel fort que ce dernier représentait mais que l'oligarchie étasunienne était bien décidée à ne jamais laisser réapparaître. (En tout cas, il y avait eu une tentative d'assassinat de Roosevelt en Floride avant même son intronisation). Kennedy caressait l'idée de limoger le chef du FBI J. Edgar Hoover qui se prenait pour un État dans l'État et qui ne rendait jamais aucun compte. Des documents indiquent que Kennedy était en train de réduire les effectifs au Vietnam au lieu de les augmenter, comme le voulaient ses conseillers, des faucons incompétents, et qu'il est possible qu'il ait eu l'intention

* Les Sept Sœurs : vers 1976, il y avait 7 compagnies pétrolières principales qui s'entendaient secrètement sur les prix. (NdT)

de liquider totalement l'affaire vietnamienne après sa réélection de novembre 1964. Il fut assassiné à Dallas en novembre 1963.

La ligne de partage des eaux en matière de terrorisme fut franchie quelque part au milieu des années 60. Jusque-là, les meurtres de personnalités étaient commis par des officiers contrariés ou par des réfugiés coloniaux et pouvaient être attribués à des déséquilibrés errants comme Oswald, voire simplement anonymes. Par la suite, les assassinats commencent à être attribués à des révolutionnaires ou à des groupes subversifs. Dans les années 1980 et 1990, ces groupes laissèrent progressivement tomber leur camouflage marxiste-léniniste pour assumer souvent leur coloration d'anarchistes de droite ou d'islamistes.

En Allemagne, Detlev Karsten Rohwedder était le chef de la *Treuhandanstalt* qui, en 1991, était la plus grande société du monde. Dans la République Démocratique Allemande communiste, toute l'industrie était la propriété de l'État et quand la RDA s'effondra en 1989, cette propriété fut transférée à la *Treuhandanstalt*. Rohwedder, en tant que chef de cette entité, préféra conserver ces immenses biens dans le secteur national pendant la transition ; il essaya de préserver les emplois et le niveau de production afin de faciliter l'absorption de la partie orientale de l'Allemagne dans le pays unifié. Or, les financiers anglo-américains voulaient que tous les biens de la RDA soient mis aux enchères en bloc de façon à ce qu'ils puissent se vendre à bas prix, auquel cas Wall Street et la bourse de Londres n'auraient qu'à se baisser pour les ramasser. Quand Rohwedder se montra réticent à accepter une telle politique, il fut assassiné vers Pâques 1991, juste après la 1re guerre du Golfe, par des éléments prétendant appartenir à la bande à Baader-Meinhof, connue également sous le nom de Fraction Armée Rouge. Le successeur de Rohwedder commença aussitôt à vendre les possessions de la RDA comme le voulaient les Anglo-Américains.

Aldo Moro était le chef du Parti Démocrate-Chrétien italien. Dans les années 70, il était à la tête de ceux qui prônaient l'entrée du Parti Communiste Italien (PCI) au gouvernement. Cela aurait donné au gouvernement italien une majorité solide pour la première fois depuis des dizaines d'années, et aurait mis fin au défilé ininterrompu de crises gouvernementales et aux coalitions instables bricolées à la hâte à l'aide de partis éclatés. Comme l'a dit plus tard la veuve de Moro, ce dernier avait été averti par un personnage étasunien important (que certains affirment être l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger) qu'il devait mettre un terme à ses efforts pour faire entrer le PCI dans le gouvernement. En mars 78, cet avertissement fut suivi d'un attentat terroriste sur le cortège de voitures de Moro où plusieurs de ses gardes furent tués. Moro fut enlevé ; l'acte fut revendiqué par les Brigades Rouges. Deux mois plus tard, Moro fut tué par ses ravisseurs et son corps fut découvert dans le

coffre d'une voiture dans le centre de Rome. Après sa mort, le PCI ne fut pas admis au gouvernement.

Comme le suggèrent les exemples ci-dessus, le principal État terroriste après 1945 en Europe était sans le moindre doute les États-Unis, agissant souvent avec les MI-5 et MI-6 britanniques dans le cadre des services de renseignement de l'OTAN. Le terrorisme d'État étasunien avait généralement pour but de maintenir la division du monde en sphères d'influence comme cela avait été décidé par les trois grands (États-Unis, Royaume-Uni, URSS) à la conférence de Yalta au début de 1945. Puisque les États-Unis ne pouvaient pas se contenter d'arrêter et d'exécuter leurs opposants à la manière de Staline, le terrorisme devint leur outil de choix pour tenter de maintenir leur domination et la discipline dans le bloc occidental. Ainsi, le terrorisme fut utilisé pour contrer des contestations politiques comme dans le cas de Moro, ou économiques comme dans celui de Mattei et Rohwedder, ou encore contre des personnalités qui représentaient des défis multiples comme le général de Gaulle. Dans le cas du Président Kennedy et de son frère Robert, le terrorisme servit à empêcher des réformes du système dont certains groupes décisifs ne voulaient pas et qu'ils désespéraient de pouvoir bloquer par des moyens politiques normaux. Les réformes anti-esclavage des frères Gracchi étaient le seul moyen de préserver la République de Rome, mais les *latifundi* et les esclavagistes estimaient qu'elles constituaient pour eux une menace mortelle ; les frères Gracchi furent donc assassinés tous les deux.

Le terrorisme peut aussi servir à modifier radicalement la situation politique ou un processus politique. Un bon exemple de la période d'après guerre est celui de l'attaque à la bombe contre une banque de la Piazza Fontana à Milan, le 12 décembre 1969, qui tua 16 personnes et en blessa gravement 88 autres. À l'époque, ce fut un choc terrible et une source d'horreur pour l'opinion publique en général. Cet attentat à la bombe survenait au sommet de la vague de grèves la plus forte que l'Italie ait vécu depuis la fin de la seconde guerre mondiale, que l'on appela l'*automne chaud,* et où les ouvriers de l'automobile et les métallurgistes étaient particulièrement agressifs et militants. Ces attentats à la bombe réussirent l'exploit de stopper du jour au lendemain ces grèves énergiques et largement soutenues. Toutes les grèves furent annulées tandis que la police, prise de frénésie, arrêtait pour interrogation les sympathisants gauchistes suspects et intimidait leurs familles. Cette méthode de contrôle social réussie fut appelée « stratégie de la tension » ; ce nom était bien choisi, car la tension est un facteur clé du conditionnement psychologique. Elle incluait des lois d'exception contre ceux qui étaient soupçonnés de terrorisme et d'autres mesures très prisées aujourd'hui par Ashcroft.

Les bombes de la Piazza Fontana furent attribuées par la police et par la presse à un groupe d'anarchistes minables, le Club Bakounine. Parmi

ses membres, qui avaient été largement infiltrés par les services secrets italiens, le SID, figuraient le cheminot Giuseppe Pinelli et le danseur Pietro Valpreda. Pinelli fut défenestré du quatrième étage du QG de la police et Valpreda fut traîné dans la boue et traité de bête immonde par les médias. Quand la tentative de faire porter le chapeau de ces atrocités aux anarchistes s'effondra sous le poids de sa propre absurdité, les nouveaux suspects n° 1 devinrent Freda et Ventura, qui se qualifiaient eux-mêmes de « nazi-maoïstes ». Plus de 20 ans après les faits, une information tombée dans le domaine public révéla que les bombes de la Piazza Fontana avaient été posées par un réseau secret appelé GLADIO qui travaillait sous le contrôle des services secrets de l'OTAN, lesquels avaient certainement craint que le succès de la vague de grèves ne favorisât l'entrée du PCI dans le gouvernement ce qui, par la suite, aurait pu conduire à l'érosion de l'Alliance atlantique en tant que bouclier contre le Pacte de Varsovie dirigé par les Soviétiques.

Tout au long des années 70 et jusque dans les années 80, les États-Unis, l'OTAN et les milieux dirigeants italiens ne pensaient qu'à empêcher le PCI d'entrer au gouvernement et à briser l'échine du militantisme ouvrier. Parmi les attaques terroristes, citons celle où une bombe explosa pendant une manifestation syndicale antifasciste sur la Piazza della Loggia à Brescia en mai 1974 (8 morts, 100 blessés), ou l'attentat à la bombe dans le train express Italicus en août 1974 (12 morts, 48 blessés), et bien d'autres. Le plus spectaculaire de la série fut la bombe à la gare de Bologne, le 2 août 1980, qui tua 85 personnes et en blessa environ 200 autres. Ce fut la plus grande attaque terroriste en Europe avant les bombes dans les trains de Madrid le 11 mars 2004 ; le modus operandi y était similaire.

On savait donc que le terrorisme fournissait un moyen de contrôle social. Certaines parties de l'oligarchie étasunienne se montrent aujourd'hui quasiment euphoriques face au panorama apparemment infini de possibilités offertes pour exploiter le terrorisme qu'ils voient se déployer sous leurs yeux. Mais il n'est guère sage de tenter de construire tout un État et un ordre social sur le terrorisme.

Un autre but essentiel du terrorisme est de provoquer la guerre. Dans cette variante, les groupes terroristes, sponsorisés par l'État et arborant une fausse bannière, exécutent une attaque contre le pouvoir qui souhaite la guerre ; celui-ci utilise cette attaque comme un prétexte moral pour rallier sa population au conflit, en exacerbant le sentiment national en agitant les chemises ensanglantées des victimes, l'insulte à l'honneur de la nation et la monstruosité des sous-hommes qui en sont les auteurs.

Ici, la logique est celle d'une provocation qui peut s'observer en marge de n'importe quelle manifestation dont le gouvernement ne veut pas. La manifestation se déroule de manière pacifique et responsable, les manifestants sont encadrés par leur propre service d'ordre. Des familles avec

enfants, des personnes âgées et des jeunes sont tous en train de réclamer la prise en compte de leurs griefs. L'effet politique risque d'être très positif. Soudain, un groupe d'extrémistes qui se font appeler anarchistes – mais qui sont en réalité des provocateurs de la police – se démarque du gros de la manifestation et se met à casser les vitres des magasins le long du trajet. Les anarchistes ont des cocktails Molotov qu'ils jettent sur la première compagnie de CRS venue et en blessent certains gravement. La police, cette fois bel et bien provoquée, commence à tirer des grenades lacrymogènes dans toutes les directions, s'abat sur les paisibles manifestants et matraque sans merci quiconque lui tombe sous la main. Les manifestants se retrouvent coincés dans des voies sans issue, battus, arrêtés et incarcérés. Ils ne recommenceront pas à manifester de sitôt. La couverture télévisée s'appesantit sur la minorité violente en essayant de faire passer l'idée que les « anarchistes » de la police sont représentatifs de l'ensemble de la manifestation. L'intelligentsia pontifie, George Will* s'indigne. Voilà le modèle des provocations en tout genre. C'est un spectacle pour crédules, une manipulation théâtrale, mais sanglante, mettant en scène une pseudo-réalité, et qui donne une idée de ce que fut le 11 Septembre.

Les guerres commencent en général par des provocations de ce genre. La colossale effusion de sang de la 1re guerre mondiale débuta à Sarajevo par l'assassinat de l'Archiduc François Ferdinand et de son épouse par un nationaliste serbe nommé Gavrilo Princip, un activiste de « la Main Noire », groupuscule clandestin de libération de la Serbie genre Mazzini. Mais la Main Noire était manœuvrée par les services de renseignement militaire serbes. Le colonel Apis, des services secrets militaires serbes, était, quant à lui, un agent de l'Okhrana, les services secrets russes, par le truchement de l'attaché militaire russe à Belgrade ; Princip et lui étaient peut-être aussi sous l'influence de la loge maçonnique du Grand Orient britannique qui préparait déjà, depuis 1906 ou 1907, une guerre européenne généralisée.

Un autre cas fut l'attentat sur le navire de guerre *USS Maine* dans le port de La Havane alors sous domination espagnole en 1898. Les journaux chauvins de Hearst et Pulitzer, archétypes de la presse de boulevard actuelle, blâmèrent le gouvernement espagnol et prônèrent la guerre contre l'Espagne, qui ne tarda pas à être déclarée. Les journaux de Hearst disaient que le vaisseau de guerre étasunien avait été coulé par une mine espagnole et publièrent des dessins débordant d'imagination pour illustrer la façon dont cela avait pu avoir lieu.

Cette guerre constitue un tournant fatidique de l'histoire du monde, car elle marque l'avènement de l'impérialisme étasunien sur la scène

* Journaliste et écrivain américain renommé. (NdT)

mondiale. Mais une enquête menée quelques dizaines d'années plus tard par l'amiral en retraite Hyman Rickover, le père de la Marine nucléaire étasunienne, arriva à la conclusion que l'explosion avait eu lieu à l'intérieur du *Maine*, probablement à cause d'une étincelle qui avait mis le feu à de la poussière de charbon dans une cale vide, ce qui était un danger bien connu à l'époque. Mais il se peut aussi que l'explosion interne n'ait pas été accidentelle : on peut envisager une bombe judicieusement placée.

La 2e guerre mondiale commença elle aussi par une provocation, au moins en ce qui concerne l'Allemagne. Au moment d'envahir la Pologne en septembre 1939, Hitler savait que la majorité de la population allemande ne voulait pas la guerre. Il trama donc un complot visant la station de radio Gleiwitz, une station émettrice allemande située non loin de la frontière polonaise. Fin août 1939, Hitler prit un groupe de prisonniers allemands et les habilla en soldats polonais. Ces hommes furent amenés à la station de radio Gleiwitz et mitraillés à mort. Leurs corps furent disséminés autour de la station de façon à faire croire qu'ils avaient été abattus alors qu'ils attaquaient le bâtiment. À l'intérieur de la station, des agents nazis interrompirent les programmes en cours pour lire en polonais une déclaration anti-allemande proclamant que des forces polonaises avaient pris possession de la station de Gleiwitz. Cette farce sommaire, amplifiée et répétée des centaines de fois par la machine de propagande de Goebbels, assura un minimum d'approbation de la population allemande pour une guerre devenue inévitable et qui commença par l'invasion de la Pologne le 1er septembre 1939.

Le cas classique du terrorisme stratégique de ce genre est sans aucun doute la conspiration des Poudres du 5 novembre 1605, toujours commémoré chaque année dans le calendrier anglais sous le nom de « jour de Guy Fawkes. » En 1605, Jacques Ier Stuart, roi protestant qui, pour la première fois, rassemblait sur sa tête la couronne d'Écosse et celle d'Angleterre, envisageait une politique de conciliation avec l'empire espagnol, le plus puissant pouvoir catholique de l'époque. Il projetait également de prendre des mesures de tolérance envers les catholiques en Angleterre où la majorité des propriétaires terriens du nord du pays était toujours fidèle à Rome. Un groupe influent à Londres, soutenu par les services secrets vénitiens, voulait le pousser à affronter l'empire espagnol ; ces individus espéraient, entre autres avantages, en retirer de grands profits personnels. Ils pensaient aussi qu'il était vital, sur le plan politique, de continuer à persécuter les catholiques romains. Le chef de ce parti était le chancelier du roi, ce qui équivaut à peu près au Premier ministre : Lord Robert Cecil, comte de Salisbury. Cecil entreprit de gagner le roi à sa cause en recourant au terrorisme.

Agissant en coulisses, Cecil prit contact avec certains catholiques importants dont Lord Thomas Percy et les utilisa comme intermédiaires

pour diriger un groupe de catholiques naïfs, fanatiques et aventuriers parmi lesquels un gentilhomme crédule nommé Guy Fawkes. Thomas Percy était en réalité un agent double. Ce groupe de fanatiques catholiques caressa d'abord l'idée de creuser un tunnel sous le Parlement à partir d'une maison voisine, afin de bourrer les fondations d'explosifs pour faire sauter le roi, les Lords et les représentants du peuple au moment où Jacques Ier viendrait ouvrir la session parlementaire début novembre. Mais Guy Fawkes fut attrapé alors qu'il descendait au sous-sol la veille du jour fixé pour le grand crime. Il fut torturé avec ses comparses et pendu. Plusieurs membres du clergé catholique servant de boucs émissaires furent également condamnés par la même occasion. Jacques Ier renonça à la tolérance envers les catholiques, et l'Angleterre s'enfonça dans un siècle de guerres contre les empires espagnol et portugais ; c'est ainsi que naquit l'empire britannique. Le jour de Guy Fawkes devint la fête annuelle célébrant l'antipapisme et la haine de l'Espagne.

En ce qui concerne la conspiration des Poudres, le jésuite Gérard conclut que « dans l'intérêt de l'État, le gouvernement du jour [c.à.d. Cecil] doit trouver les moyens de pousser les conspirateurs à entreprendre leurs actions ou au moins, étant pleinement conscient de ce qui se trame dès les premiers moments de cette entreprise, entretenir soigneusement le projet fou jusqu'au moment d'en tirer profit. On ne saurait nier que les conspirateurs, ou la plupart d'entre eux, puissent réellement vouloir frapper un grand coup, bien qu'il soit moins facile de nous assurer de son caractère exact ; et leur culpabilité ne pourra être atténuée, même si l'on découvre qu'en projetant ce crime atroce, ils faisaient involontairement le jeu de comploteurs bien plus astucieux qu'eux » (Gérard, p. 17). Nous trouvons ici une excellente définition du terrorisme sponsorisé par l'État. La méthode de preuve de Gérard est la suivante : « Il suffira de démontrer que, quelle que soit son origine, la conspiration était, et devait être, connue de ceux qui étaient au pouvoir et qui, se jouant de leurs dupes entichés, leur ont permis de continuer leur projet fou jusqu'au moment de frapper avec le maximum d'effet » (Gérard, p. 55). Cela peut également s'appliquer au 11 Septembre.

Ajoutons que Jacques Ier n'était probablement pas au courant de l'opération. Le complot n'était pas dirigé contre lui, mais visait plutôt à orienter sa politique dans un sens particulier. Après les faits, le roi comprit, du moins dans une certaine mesure, le rôle qu'avait joué Cecil. Le père Gerard parle de Thomas Percy, l'agent de Cecil dans le complot, comme d'un « appeau destiné à attirer les canards en liberté » (Gerard, p. 152). Percy avait beau être un agent de Cecil, cela ne l'empêcha pas d'être tué lors des opérations de maquillage qui suivirent le 5 novembre. Au risque d'utiliser des métaphores incohérentes, nous pouvons citer l'opinion d'un observateur contemporain qui dit que Cecil, une fois qu'il eut obtenu les

oiseaux qu'il voulait, avait pendu l'épagneul qui les lui avait rapportés, « afin que la main du maître n'apparût point » (Gérard, p. 153).

Vers la fin des années 1600, certains chefs Whig décidèrent que ce n'était plus l'Espagne, mais la France qui était désormais la principale nation catholique. En 1678, ils poussèrent le charlatan Titus Oates à affirmer qu'il avait la preuve d'un « complot papiste » soutenu par la France pour restaurer le catholicisme en Angleterre, y compris en manipulant la succession dynastique. On peut comparer Oates à tous ces « spécialistes de l'antiterrorisme » qui apparaissent aux actualités télévisées pour nous expliquer ce que font les terroristes ; or, il est clair que tout cela n'est en grande partie que pure invention. Quand Oates commença à énoncer ses accusations, une véritable hystérie populaire se déclencha en Angleterre et plusieurs Jésuites furent pendus. L'écrivain John Evelyn écrit dans son journal qu'il n'avait jamais vu « le pays dans un tel état de crainte et de consternation. » La peur était telle que « … avant la fin de l'an 1678, la majorité des Anglais croyaient à ce complot et quiconque se serait aventuré à en douter courait le risque d'être accusé de complicité. "Douter du complot était pire que comploter" » (Hay, p. 122). Ce complot papiste eut un retentissement énorme dans le peuple : « La frénésie extravagante de la population londonienne prit la plupart des gens par surprise… Londres faisait montre d'un fanatisme émotionnel qui n'a été que rarement égalé dans l'histoire des nations civilisées. La populace a souvent été aussi cruelle, mais jamais aussi stupide. "L'imposture connue sous le nom de complot Oates" écrivit Lingard, "soutenue par les artifices et les déclarations d'un parti nombreux, aiguillonna les passions des hommes jusqu'à la folie et sembla éteindre l'humanité et le bon sens naturels du caractère anglais" » (Hay, p. 122-3). Le grand tireur de ficelles de Titus Oates était Anthony Ashley Cooper, Lord Shaftesbury, fondateur du parti Whig et membre du cabinet oligarchique appelé CABAL d'après les initiales de ses membres : Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley et Lauderdale. Le secrétaire d'Ashley était le philosophe John Locke. À la fin de l'été de 1679, l'hystérie se calma et il devint clair que Titus Oates était un menteur et un imposteur. C'est alors que le roi Charles II fit arrêter Ashley pour trahison ; ce dernier réussit à sauver sa tête, mais dut s'enfuir en Hollande où il mourut.

Abordons maintenant une analyse structurelle du terrorisme moderne arborant une fausse bannière, du type communément manipulé par les factions ou les réseaux enfouis dans les services secrets des États modernes, et qui s'inspire des travaux d'Andreas von Bülow, de Gianfranco Sanguinetti et de mes propres recherches sur l'assassinat d'Aldo Moro, les Brigades Rouges et le terrorisme italien en général.

## 1. Les lampistes

« Je ne suis rien d'autre qu'un lampiste »
**Lee Harvey Oswald,** novembre 1963.

En parlant de Guy Fawkes et de ses acolytes, le père Gerard dit ceci : « Bien des hommes intelligents ont cru dur comme fer que, d'une façon ou d'une autre, les véritables conspirateurs n'étaient que les dupes et les instruments d'hommes plus rusés, et qu'avec leur folle entreprise, ils ont fait le jeu de ministres d'État » (Gerard, p. 43). Dans ce sens, Guy Fawkes représente peut-être l'archétype de ceux qu'il faut bien appeler des lampistes (dans l'anglais des services secrets modernes, des *patsies*, de l'italien *pazzi* qui désigne des fous, des déséquilibrés ; ce terme vient peut-être du nom de la famille Pazzi qui avait comploté de tuer les frères Médicis).

Pour dissimuler efficacement la paternité véritable du terrorisme d'État, le premier ingrédient nécessaire est un certain nombre de boucs émissaires. On peut aussi les appeler lampistes, fusibles, caves, boucs émissaires, pigeons, idiots de service, hommes de paille ou dupes. Leurs capacités intellectuelles doivent être limitées et leur crédibilité immense, puisque leur mission consistera à s'intégrer à des groupes portant une fausse bannière, sensés œuvrer pour une cause alors qu'ils sont en fait totalement manipulés par un réseau privé au sein du gouvernement des États-Unis ; les choses iront d'autant mieux que la cause sera perdue d'avance, comme la restauration du califat ou la création d'un empire islamique. Il est vital pour ceux qui manipulent les terroristes que les lampistes ne comprennent pas que tel ou tel de leurs frères d'armes est un agent double ou un provocateur qui travaille pour la CIA ou une autre agence complice dont nous reparlons plus loin. Les meilleurs candidats au rôle de lampistes sont psychotiques, psychopathes ou sociopathes. Il peut s'agir de fanatiques débordant d'énergie et d'intentions criminelles, ou bien d'idéologues pathétiques ou encore de naïfs. Ils sont souvent déboussolés, bons à rien, et ne réussissent généralement rien de ce qu'ils entreprennent.

Selon des recherches sponsorisées en 1999 par la Librairie du Congrès, dans une étude de 1972 « le psychologue B.J. Berkowitz décrit six profils psychologiques qui sont le plus à même de menacer d'utiliser des Armes de Destruction Massive (ADM), ou de le faire réellement : les paranoïaques, les schizophrènes paranoïdes, les déficients mentaux légers, les types schizophréniques, les maniaco-dépressifs et les sociopathes. Il pense que ce sont les sociopathes qui ont le plus tendance à utiliser effectivement des ADM. Jessica Stern, spécialiste du terrorisme nucléaire, n'est pas de cet avis. Elle considère que "les schizophrènes et les sociopathes, par exemple, peuvent vouloir commettre des actes de destruction massive mais ont moins de chances que d'autres d'y parvenir." Elle fait remarquer que la dissémination à grande échelle d'agents pathogènes chimiques, biologiques

ou radiologiques requiert un travail de groupe, mais que “les schizophrènes en particulier ont souvent des difficultés à agir en groupe…”» (Hudson).

Parce qu’ils sont généralement des sujets si dévalorisés, les lampistes ont besoin d’un soutien approfondi à de nombreux titres : tantôt il faut les aider à louer un appartement, tantôt à trouver un travail servant de couverture. Ils semblent toujours finir par être en délicatesse avec la police ; dans ce cas, il est nécessaire de les faire sortir de prison rapidement en versant une caution. S’ils sont célibataires, il faut leur fournir des agents dûment formés pour leur servir de partenaires sexuels afin de les rassurer, voire les marier (le KGB et la Stasi appelaient leurs bataillons sexuels « les hirondelles »). Avant tout, il faut sans cesse leur apporter une assistance financière pour voyager dans le monde, ce qu’ils paraissent si souvent capables de faire sans moyens de subsistance apparents. Le plus important, c’est qu’ils sont, le plus fréquemment, physiquement, mentalement ou techniquement incapables de commettre les crimes dont ils sont accusés, plutôt par insuffisance de capacités et d’aptitudes que par manque d’intention criminelle, qui est habituellement débordante.

Les lampistes peuvent être mis à profit de diverses façons. On peut les rassembler pour réaliser des opérations de terrorisme sous une fausse bannière. Ces organisations revendiqueront des couleurs idéologiques ou religieuses particulières et les proclameront haut et fort, ce qui deviendra la clé du processus de création et d’ancrage de l’image de l’ennemi désirée par ceux qui contrôlent les terroristes une fois que l’attentat aura réussi. Cette coloration ou affiliation servira de fausse bannière et sera préparée avec soin. Sur ce point, certains membres pourront être avertis ; ce sont les agents doubles ou les informateurs de la police. D’autres ne sauront rien, du moins rien d’important. Ce que les lampistes peuvent accomplir par eux-mêmes est souvent complété par le travail des informateurs, des agents doubles et des doublures qui font les choses à leur place quand ils ne peuvent pas se montrer. Parfois, les lampistes sont envoyés prendre contact avec d’autres groupes, un processus connu sous le nom d’« immersion dans le troupeau de moutons ». Si un manipulateur de terroristes veut impliquer dans le terrorisme le Parti Démocrate de Syldavie, il enverra un lampiste s’y inscrire et assister à ses réunions avant l’accomplissement de l’acte terroriste ; ce qui donnera à la police une bonne raison de faire une descente au siège du Parti Démocrate de Syldavie.

Ainsi, en 1992 et 1993, Emad Salem, informateur et agent provocateur du FBI de New York, essaya à plusieurs reprises d’impliquer la mission soudanaise de l’ONU dans son propre complot de « cellule terroriste islamique » destinée à placer une bombe dans le WTC. Nous voyons ici comment une cellule terroriste sous une fausse bannière immerge ses dupes dans le groupe de sa cible qui devient alors l’objet d’une investigation policière et, éventuellement, d’une attaque militaire par la suite.

En janvier 2002, la Cour suprême d'Allemagne a dû abandonner toutes poursuites dans le procès constitutionnel relatif à la tentative du gouvernement Schröder d'interdire l'extrême droite ou Parti national démocrate allemand, prétendument néo-nazi, parce que l'on avait découvert que le principal témoin du gouvernement, un membre du bureau du NPD, avait été pendant de nombreuses années un informateur pour le service de protection de la Constitution allemande (*Verfassungsschutz*, quelque chose comme le FBI). La cour décida que le procès ne pouvait pas continuer avant que cette affaire ne soit clarifiée.

Oussama ben Laden, le riche inadapté, a souvent été décrit en des termes qui semblent le classer dans cette catégorie. Un agent de la CIA nommé Beardman a assuré que ben Laden, pendant tout le temps où il préparait ses moudjahidin à combattre les Soviétiques en Afghanistan, n'a jamais réalisé que toute l'opération était financée et dirigée par la CIA. Beardman a confirmé que ben Laden n'a jamais su le rôle qu'il avait joué pour le compte de Washington. D'après ben Laden (cité par Beardman) : « Ni moi ni mes frères n'avons vu la manifestation d'une aide américaine ». C'est ainsi que ben Laden peut entrer dans la catégorie des dupes totalement aveugles.

En fin de compte, les lampistes assument trois fonctions vitales. Premièrement, il faut qu'ils soient remarqués. Ils doivent même attirer sur eux énormément d'attention. Ils doivent publier sur vidéo des déclarations délirantes – ou leurs doublures doivent le faire pour eux quand ils n'en sont pas capables. Ils doivent provoquer des rixes avec des passants, tout comme Mohamed Atta est censé l'avoir fait, tôt le matin du 11 Septembre, à propos d'une place de parking à l'aéroport de Boston. Même si on les croit morts, on doit continuer à parler d'eux, comme dans le cas d'un pirate de l'air dont le passeport, d'après le FBI, aurait résisté au choc des tours du WTC et aurait été trouvé dans une rue voisine, en bon état et sans aucune trace de brûlure. Ils doivent continuer à faire parler d'eux et de leurs activités même si on les présume morts, comme les pirates de l'air du 11 Septembre qui ont laissé dans une voiture et dans des bagages un exemplaire du Coran, des horaires de vols, de la littérature terroriste et des bandes vidéo ainsi que les dernières volontés et le testament d'Atta, des faux grossiers.

Deuxièmement, bien que devant se faire remarquer le plus possible, les lampistes ne doivent pas être emprisonnés. S'ils sont tous en prison, l'action terroriste planifiée ne pourra pas avoir lieu. Non pas parce qu'ils sont indispensables à sa réalisation, mais parce qu'ils doivent rester disponibles pour en porter la responsabilité, qu'ils aient été sur les lieux ou loin de là. Si les lampistes sont en prison, ils ne peuvent plus servir de boucs émissaires. Il faut donc leur fournir un avocat et une caution, à moins qu'un juge complice ne soit poussé à relâcher l'accusé. Il faut demander aux autorités d'immigration et des douanes de regarder ailleurs. Comme

nous le montrerons bientôt, empêcher l'incarcération des lampistes afin qu'ils servent leur véritable objectif est le travail des taupes.

Enfin, si tout se passe bien, le destin des lampistes est de porter la responsabilité de l'acte terroriste une fois celui-ci perpétré. Dès lors, les taupes enfouies dans l'appareil gouvernemental, qui avaient été jusqu'ici les meilleures amies et protectrices des lampistes deviennent leurs ennemies les plus implacables. Les lampistes doivent être abattus et, de préférence liquidés sur les lieux, selon la méthode favorite des SAS (Special Air Services, la force spéciale aérienne antiterroriste britannique) avec une puissance de feu maximale. Leurs visages et leurs histoires seront diabolisés en tant que manifestation la plus récente des forces du Mal. La nationalité, la philosophie ou la religion qui, selon les médias, sont les leurs, deviendront les cibles d'une terrible diffamation, d'arrestations, de sanctions économiques, de représailles par missiles de croisière ou invasion armée, selon le cas.

Nous en avons un exemple affligeant en la personne de Richard Reid, qui portait une bombe dans sa chaussure en décembre 2001. Peu après son arrestation pour avoir voulu faire exploser l'avion transatlantique où il était monté avec des explosifs dans les talons, des sources de la mosquée de Washington annoncèrent que le Dr. Abdoul Haqq Baker, de la mosquée de Brixton à Londres, leur avait communiqué une description de l'individu : d'après lui et d'autres personnes de Brixton, Richard Reid ne pouvait être qu'un déficient mental. « Ce n'était pas quelqu'un que l'on pouvait qualifier d'attardé mental au sens médical du terme », disait la source, « mais il était particulièrement lent ». Il n'aurait pas pu planifier une attaque par lui-même ; il n'aurait même pas été capable de mettre tout seul une bombe dans sa chaussure, déclarèrent les officiels de la mosquée de Brixton.

Pourtant, selon les articles des journaux, Reid aurait séjourné en Iran trois ou quatre ans avant sa tentative ; en été 2001, il s'était rendu à Tel-Aviv à partir de l'aéroport londonien de Heathrow. Avant d'être admis sur le vol El Al, il avait été soigneusement fouillé et on l'avait assis près d'un vigile à l'arrière de l'appareil. Les Israéliens affirmèrent ne rien savoir de ce que Reid venait faire dans leur pays. Depuis Israël, Reid s'était rendu en Égypte, puis en Turquie avant de revenir à Londres Heathrow. À la mosquée de Brixton, Reid dormait à même le sol, n'avait aucun moyen de subsistance, etc. Son père, qui s'était converti à l'islam et avait encouragé son fils à faire de même, déclara à la presse américaine qu'il avait certainement subi un lavage de cerveau dû à des islamistes radicaux pour entreprendre cet acte suicidaire. (*New York Times* et *Washington Post*, 29 décembre 2001)

Le cas de José Padilla est également éloquent : cet homme, arrêté à l'aéroport O'Hare de Chicago, accusé par l'*Attorney General* Ashcroft d'être un combattant ennemi, a été tenu au secret sans acte d'accusation et

sans avocat pendant des mois. Peut-être était-il seulement un figurant dans le grand spectacle d'Ashcroft, mais quel type de combattant islamiste ce Padilla était-il censé être ? D'après Maureen Dowd, ce « comploteur était un petit gangster des rues de Chicago nommé José Padilla, une tête brûlée au lourd casier judiciaire, qui avait été jeté en prison en Floride pour avoir tiré sur un automobiliste après s'être énervé contre lui. Les accusations terroristes commencent au moment où le prisonnier étasunien Abou Zoubaïda, l'un des principaux lieutenants de ben Laden, désigne Padilla » (*New York Times,* 12 juin 2002).

Le lampiste le plus célèbre est, bien sûr, Lee Harvey Oswald, archétype de l'inadapté, amer, solitaire et sans attaches. Mais ce n'était pas tout à fait un asocial comme les autres : il était passé du corps des Marines au statut d'émigré en URSS, avant, de retour au Texas et à la Nouvelle-Orléans, de devenir militant du comité Fair Play pour Cuba. Oswald était quelqu'un qui semblait se donner du mal pour être agressif et attirer l'attention. Il distribua des prospectus pour le comité Fair Play pour Cuba et fut impliqué dans des altercations avec des Cubains anticastristes. Il apparut dans un débat radiodiffusé et à la télévision. Il fit un voyage surprise à Mexico pour se rendre à l'ambassade d'URSS. Bref, il faisait tout ce qu'il pouvait pour se faire remarquer. Il avait d'ailleurs si bien réussi à se faire remarquer que, parfois, on aurait pu croire qu'il existait deux ou trois Oswald omniprésents, ce qui aurait exigé les ressources d'une grande organisation de services secrets telle que la CIA ou le FBI. En revanche, il était incapable de gérer les petits détails de la vie quotidienne sans l'intervention de tiers, en particulier l'aristocrate européen Georges de Morenschildt, un patricien qui avait le nom et le numéro de téléphone de George H.W. Bush dans son agenda.

Oswald était plus que probablement un informateur du FBI travaillant pour l'agent spécial Guy Bannister à la Nouvelle-Orléans. Mais cela ne l'empêcha pas d'être désigné comme l'assassin, ni d'être réduit au silence par Jack Ruby avant d'avoir pu dire quoi que ce soit. Le problème avec Oswald, comme avec la plupart des lampistes, était qu'il n'était ni physiquement, ni techniquement capable d'exécuter le crime dont il fut accusé : avec son fusil italien Mannlicher-Carcano antédiluvien et son viseur télescopique primitif, il est évident qu'il n'aurait jamais pu tirer assez vite ni assez précisément les 4 ou 5 coups (au moins) qui furent entendus sur la Dealey Plazza ce jour-là et qui sont nécessaires pour expliquer les blessures infligées au président Kennedy et au gouverneur Connally, sans parler des autres coups qui manquèrent leur cible.

Cette question de *l'impossibilité physique* est souvent le point faible le plus flagrant des explications officielles des actes terroristes. Dans le cas de l'assassinat de Kennedy, ce fut expressément pour résoudre ce problème de l'impossibilité physique qu'Oswald soit un assassin solitaire

qu'Arlen Spector, membre de la commission Warren, inventa sa théorie de la balle magique. Spector affirma que la même balle avait infligé sept blessures : entrant par le dos de Kennedy, elle serait ressortie par sa gorge avant de pénétrer dans le corps de Connally par le dos et de sortir par sa poitrine ; rentrée et ressortie par le poignet de Connally, elle aurait fini sa course dans la jambe de ce dernier.

Finalement, on prétendit que la balle avait été trouvée dans un état quasiment impeccable, posée sur un brancard à l'hôpital Parkland après la mort du Président. Même après ces contorsions invraisemblables où la balle aurait dû modifier sa trajectoire en plein vol au moins deux fois entre les impacts, le problème de l'impossibilité physique n'était pas résolu puisqu'il y avait encore quatre à cinq coups audibles sur la bande-son qui avait enregistré les bruits de l'événement dans le micro ouvert de la radio d'un officier de police de Dallas. Ce fut ce problème insurmontable qui poussa la commission des assassinats de la Chambre des représentants, en 1978, à décider que la mort de Kennedy était probablement due à un complot et non à l'acte d'un tireur isolé souffrant de dérangement mental.

Comme le résume Sanguinetti : « les atrocités accomplies directement par les agences de renseignement et les services secrets des États-Unis ne sont en général pas revendiquées ; mais elles sont à chaque fois imputées ou attribuées à un "coupable" bien commode tel que Pinelli ou Valpreda. L'expérience a prouvé que c'était le point le plus faible de ce genre de terrorisme et ce qui expliquait son extrême fragilité dans l'usage politique que certaines forces veulent en faire. C'est en partant des résultats de la même expérience que les stratèges des services secrets de l'État cherchent désormais à donner une plus grande crédibilité, ou tout au moins une moins grande absence de vraisemblance, à leur propre travail… en le revendiquant directement par le truchement d'un groupe fantôme aux initiales x ou y… » (Sanguinetti, p. 2).

## Le milieu des lampistes

> Vous vous faites passer pour un *agent provocateur*.
> Le boulot d'un *agent provocateur* est de provoquer.
> **Joseph Conrad,** *L'Agent secret* (1907)

Le lampiste occupe un univers à part, en marge de la société, où se rassemblent les terroristes, les dupes – naïfs ou romantiques –, les provocateurs, les excitateurs, les agents doubles, les *Doppelgänger* * et autres informateurs. Quelque chose de ce genre existait chez les extrémistes fascistes du sud de l'Europe à Madrid, Athènes et Rome dans les années 60 et 70. Les hôtes de ces profondeurs jouèrent leur rôle dans le « terrorisme

* Sosies. (NdT)

noir» de cette époque. Il existait aussi un milieu parallèle d'anarchistes, de maoïstes, de communistes, de trotskistes et d'anarcho-syndicalistes dans de nombreuses villes d'Europe au cours de la même période. Dans les années 80 et 90, un milieu de lampistes vit le jour parmi les militants et paramilitaires des milices d'extrême droite dans les Grandes plaines et dans le nord du Midwest de l'Amérique. Au cours des années 1970, 80 et 90, un milieu de lampistes se développa non seulement au Proche-Orient, en Afghanistan, au Pakistan et en Indonésie, mais aussi en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. En fait, le milieu lampiste classique des années 1990 était basé à Londres.

Ce milieu a été très précisément décrit par Joseph Conrad dans son fascinant roman *L'Agent secret* (1907). Le provocateur Verloc rencontre ses confrères du Comité rouge international ; Verloc est à la solde de l'ambassade de Russie, entre autres, et essaie d'organiser un attentat à la bombe sur le premier méridien, à l'observatoire de Greenwich. L'ambassade de Russie souhaite cet attentat afin d'inciter la Conférence internationale de Milan à faire main basse sur les nihilistes, révolutionnaires et autres jeteurs de bombe en Europe. Un film qui décrit très bien ce milieu de lampistes, de taupes et d'experts professionnels est *The Package*, écrit par John Bishop, avec Gene Hackman et Tommy Lee Jones. Pendant l'époque gorbatchévienne, un groupe de généraux étasuniens et soviétiques décide de saboter un traité en cours de préparation en tuant Gorbatchev pendant une visite de ce dernier à Chicago. Tommy Lee Jones joue le professionnel qui travaille dans l'anonymat total : il est introduit aux États-Unis sous une fausse identité. Il y a aussi un lampiste pathétique recruté par un des généraux-taupes dans une prison militaire et envoyé à Chicago pour attirer l'attention en tant que néo-nazi.

## 2. Les taupes

> … on faisait courir des blagues disant que le personnel clé du siège du FBI, pour avoir aussi bien sapé les efforts de Minneapolis, devait être composé d'espions ou de taupes comme Robert Hanssen qui, en réalité, travaillaient pour Oussama ben Laden.
> **Colleen Rowley** à Robert Mueller, directeur du FBI

Comme nous l'avons déjà suggéré, les lampistes sont incapables d'initiatives, si minimes soient-elles, et n'ont certainement pas les moyens d'exécuter les crimes de grande envergure qui leur sont attribués. L'aide dont ils ont besoin pour jouer leur rôle vient d'un autre sous-système de l'entreprise terroriste : les taupes. La catégorie la plus importante chez les taupes est composée de fonctionnaires et de gestionnaires haut placés dans le gouvernement. Ces fonctionnaires ne sont pas dévoués aux agences pour lesquelles ils travaillent, et certainement pas à la Constitution qu'ils ont juré de servir, mais ils agissent en tant que membres d'un réseau privé

qui a infiltré le gouvernement et s'y est incrusté, parfois sur une très longue période. En fait, le gouvernement des États-Unis, tel qu'il existe actuellement, est le résultat de nombreuses générations de taupes dont les anciennes aident les nouvelles à faire carrière, et ainsi de suite jusqu'à ce que la loyauté envers la Constitution devienne une exception plutôt que la règle. L'une des définitions de la taupe est : « un espion qui fonctionne au sein d'une organisation, en particulier un agent double qui travaille contre son propre gouvernement au sein de sa structure de services secrets. » C'est ainsi que ladite structure peut fonctionner comme une organisation subversive.

Des taupes étrangères ont pu travailler avec succès au sein du gouvernement des États-Unis sur de longues périodes. Aldrich Ames fut une taupe soviétique au sein de la CIA pendant de nombreuses années. Ce fut aussi le cas de la taupe soviétique Robert Hanssen au FBI, qui fut démasqué au printemps 2000. En 1997, la presse parla d'une taupe israélienne dont le nom de code était Mega, remarquablement incrustée à la Maison Blanche de Clinton et contrôlée par Danny Yatom, chef du Mossad (*Washington Post*, 7 mai 1997). Toutefois, notre propos n'est pas de parler ici des taupes étrangères, mais de celles dont la loyauté va à des réseaux basés sur la religion, la finance ou d'autres institutions, situées essentiellement aux États-Unis, quoique l'influence de l'étranger ne puisse être totalement exclue. Mais même dans ce cas, le fait que des espions de haut vol aient été capables d'agir pendant si longtemps suggère une certaine désinvolture face à la présence de taupes dans l'administration des États-Unis. Il ne fait pas de doute qu'une taupe travaillant pour un réseau subversif basé aux États-Unis aurait la partie plus facile qu'une taupe travaillant pour l'URSS.

Jusque là, la taupe classique soupçonnée dans le cadre du 11 Septembre selon la plupart des rapports publiés est Dave Frasca, le chef du bureau du fondamentalisme islamiste du FBI, vers qui le mémo de Phoenix et les demandes du Minnesota (de rechercher l'ordinateur portable de Zacarias Moussaoui) convergeaient de toute évidence, uniquement pour être ignorés, sabotés et sanctionnés. Comme le commente le magazine *Time* :

> … dans son passage le plus perspicace, la lettre de Rowley expose l'argument selon lequel le FBI a commis de fatales erreurs de calcul en ne voyant pas une relation possible entre l'enquête de Minneapolis sur l'élève pilote Moussaoui et le pressentiment de l'agent de Phoenix Kenneth Williams – révélé dans un rapport au siège, deux mois plus tôt – que des activistes d'al-Qaida suivaient des cours de pilotage dans des écoles étasuniennes. Des sources venant de la police et du Congrès ont déclaré à *Time* que ces deux rapports avaient atterri sur le bureau de Dave Frasca, chef de l'unité du fondamentalisme islamiste. Le mémo de Phoenix a été enterré ; la demande de mandat d'arrêt de Moussaoui a été rejetée (*Time*, 27 mai 2002).

D'autres comptes-rendus diffèrent quant à l'identité du principal obstacle au mémo de Phoenix et aux propositions de Minneapolis. Selon l'ancien agent de la CIA, Ray McGovern, le fonctionnaire qui s'est assis sur ces documents était Spike Owen qui, néanmoins, « reçut de l'administration une récompense en espèces de 20 000 dollars pour services rendus à la protection du peuple américain » (*Washington Post,* 26 juillet 2004). Était-ce une taupe ?

Le mémo de Phoenix rédigé par Kenneth Williams, un agent de Phoenix, fut envoyé au QG du FBI par message électronique le 10 juillet. Il fut étudié par des superviseurs situés au milieu de la hiérarchie qui dirigeaient les unités du FBI chargées du contre-terrorisme islamiste et lié à ben Laden. Le mémo de Phoenix demandait au siège du FBI de faire des recherches sur les ressortissants du Moyen-Orient inscrits dans les écoles de pilotage américaines ; il citait nommément ben Laden et suggérait que ces hommes pouvaient s'entraîner pour des opérations terroristes contre les États-Unis (*New York Times,* 15 mai 2002).

Frasca n'est pas mentionné une seule fois dans le rapport final de la commission Kean-Hamilton ; celle qui a tiré la sonnette d'alarme, Colleen Rowley, bien qu'ayant été désignée en page de couverture de *Time* comme la personnalité de l'année, n'a jamais témoigné en public, et son interview par la commission du 11 Septembre n'a eu qu'une courte mention dans la note de bas de page n° 94, page 557, à la fin du livre.

La note de Rowley au directeur du FBI Mueller, elle, a été publiée et vaut la peine d'être examinée en profondeur. L'agent spécial de surveillance qu'elle cite plusieurs fois est, là encore, vraisemblablement Dave Frasca. Rowley écrit :

> Les agents de Minneapolis qui ont répondu à la demande concernant l'entraînement au pilotage de Zacarias Moussaoui l'ont très tôt identifié comme une menace terroriste. La décision de le placer en garde à vue le 15 août 2001, sous l'inculpation de dépassement de la date de validité de son visa, a été délibérément prise pour pallier cette menace et reposait sur les soupçons raisonnables des agents. Si on peut dire que le dépassement de la date de visa de Zacarias Moussaoui était fortuit, permettant immédiatement de l'incarcérer et l'empêchant ainsi de poursuivre ses cours de pilotage, ce n'était certainement pas quelque chose que l'INS * avait décidé de son propre chef et par coïncidence. Je me base sur la conversation que j'ai eue avec les agents qui m'ont appelée tard dans la nuit chez moi, lorsque Moussaoui a été incarcéré, pour faire le point et me demander un avis juridique sur la suite à donner. L'agent de l'INS était affecté au groupe d'intervention conjoint sur le terrorisme (JTTF) et travaillait donc en tandem avec des agents du FBI. Dire alors, comme cela a été répété

* Services américains de l'immigration. (NdT)

maintes fois, qu'il n'existait pas de cause probable * avant que l'événement désastreux ne soit survenu, c'est reconnaître réellement que la pièce manquante de la cause probable n'était autre que l'incapacité du FBI (au siège central) de se rendre compte qu'une telle chose pouvait arriver.

Même sans connaître la communication de Phoenix (ainsi que d'autres communications des services secrets dont le personnel du siège du FBI avait eu vent dans son rôle de coordination centrale), les agents de Minneapolis prenaient la juste mesure des risques en jeu. Je pense donc qu'il est très difficile pour le FBI d'avancer une justification de son inaction « certaine à 100 % après-coup » ! Ma réticence, en l'occurrence, à accepter le raisonnement de la « certitude absolue après-coup » va de pair avec ma connaissance de première main des déclarations faites sur le 11 Septembre, après que les premiers attentats contre le WTC aient déjà eu lieu, par téléphone par l'agent spécial de supervision (SSA) du FBI qui était la personne la plus impliquée dans l'affaire Moussaoui et qui, jusqu'à ce moment-là, semblait avoir constamment, et presque délibérément, contrarié les efforts des agents du FBI de Minneapolis… Même après le début des attentats, le SSA en question continuait encore de tenter de bloquer les recherches portant sur l'ordinateur de Moussaoui, en disant que les attentats du WTC n'étaient que pure coïncidence avec les soupçons antérieurs de Minneapolis sur Moussaoui.

Le fait est que des membres clés du personnel au siège du FBI, auxquels il incombait d'offrir assistance et coordination aux agents de terrain qui enquêtaient sur le terrorisme pour obtenir et exploiter les résultats de recherches de la FISA** (et qui, en théorie, avaient accès à de nombreuses autres sources de renseignements que les agents de terrain), ont continué, presque inexplicablement, à créer des obstacles et à miner les efforts désespérés de Minneapolis pour obtenir un mandat d'amener de la part de la FISA, bien après que les services secrets français eurent donné leurs informations et que la cause plausible était devenue évidente. [Le tribunal spécial qui accorde les demandes de mandats de la FISA n'en a refusé qu'environ 1 sur 12 000 dans toute son histoire.] Le personnel du siège a soulevé des questions presque ridicules dans son effort manifeste pour saper la cause probable. Dans toutes leurs conversations et correspondances, les membres du personnel du siège n'ont jamais révélé aux agents de Minneapolis que la section de Phoenix avait mis en garde, à peine trois semaines plus tôt environ, contre des membres d'al-Qaida qui s'entraînaient dans des écoles de pilotage à des fins terroristes ! Ce personnel n'a pas fait grand-chose non plus pour diffuser l'information sur Moussaoui à d'autres autorités d'espionnage ou de police. Quand, dans une tentative désespérée de la 11e heure pour contourner le barrage du siège du FBI, la section de Minneapolis s'est mise en communication avec le Centre contre-terroriste de la CIA (CTC), le personnel du siège du FBI a carrément réprimandé les agents de Minneapolis pour avoir procédé à une notification directe sans leur approbation !

---

* Notion de droit américain issue du 4e Amendement à la Constitution, et exigeant qu'une accusation officielle repose sur des soupçons suffisants ou des indices suffisamment probants. (NdT)

** Foreign Intelligence Surveillance Act (Loi votée en 1978).

> Pour finir, le 28 août 2001, après une série de courriels entre Minneapolis et le siège du FBI qui donne à penser que le SSA du siège continuait à saper délibérément les efforts de la FISA en n'ajoutant pas les renseignements supplémentaires qu'il avait promis d'ajouter et qui étayaient la thèse du lien entre Moussaoui et une puissance étrangère, et en apportant plusieurs changements au libellé des informations fournies par l'agent de Minneapolis, les agents de Minneapolis ont été informés que le chef d'unité de la NSLU n'estimait pas que les preuves étaient suffisantes pour relier Moussaoui à une puissance étrangère. À ce jour, le personnel de Minneapolis ignore encore le détail des présentations orales faites par le SSA du siège du FBI à la NSLU et ignore si quelqu'un à la NSLU a jamais eu l'occasion de lire toute l'information sur Moussaoui rassemblée par la section de Minneapolis et les services secrets français. De toute évidence les présentations orales sont beaucoup plus susceptibles d'erreurs délibérées ou non. En revanche, les communications par courriels entre Minneapolis et le siège du FBI parlent d'elles-mêmes, et il existe de bien meilleurs témoins que moi qui peuvent attester d'une connaissance de première main de ces événements, dont un agent de Minneapolis dit dans un courriel que le siège du FBI est « en train d'en faire un échec ».
>
> Mon seul commentaire est que la procédure qui autorise les superviseurs du FBI à apporter des modifications dans des déclarations par écrit et sous serment est en soi fondamentalement inappropriée, tout comme, dans le suivi des affirmations de Frederic Whitehurst – qui avait tiré la sonnette d'alarme au laboratoire du FBI –, cette procédure s'était révélée inappropriée dans le contexte de la mise par écrit des résultats du laboratoire. Avec les allégations de Whitehurst, il s'est avéré que cette procédure consistant à autoriser les superviseurs à re-rédiger certaines parties des rapports de laboratoire donnait à des superviseurs excessivement zélés l'occasion de biaiser les résultats dans le sens de l'accusation. Dans le cas de Moussaoui, ce fut le contraire : cette manière de faire a permis au superviseur du siège de minimiser l'importance de l'information rassemblée jusque-là pour éviter d'avoir à faire aboutir la demande de la FISA ou éventuellement de prendre ce qu'il aurait pu percevoir comme un risque inutile pour sa carrière. Je constate que les défaillances du personnel du siège du FBI impliqués dans l'affaire Moussaoui sont également officiellement excusées parce qu'ils étaient trop occupés à d'autres enquêtes – l'attentat du *Cole* et d'autres affaires de terrorisme aussi importantes –, mais le fait que le superviseur ait pris le temps de lire chaque mot du rapport de Minneapolis pour en remplacer certains par ses propres termes dément dans une large mesure l'affirmation qu'il était trop occupé.

Pour résumer sa frustration, Rowley écrit : « Je sais que je ne devrais pas prendre cela à la légère, mais des blagues ont couru, disant que le personnel clé du siège du FBI, pour avoir ainsi miné les efforts de Minneapolis, devait être composé d'espions ou de taupes comme Robert Hansen [*sic*] travaillant en réalité pour Oussama ben Laden. » Ces lignes parlent d'elles-mêmes. De toute évidence, Frasca n'était pas seul puisqu'il put rester en place en toute impunité, même après le 11 Septembre ; il reçut même une promotion. Rowley souligne que le manque d'une

quelconque responsabilité dans le fonctionnement interne du FBI semble avoir pour but de faciliter la libre action des taupes.

> Bien que la dernière chose dont le FBI ou le pays aient besoin soit une chasse aux sorcières, je trouve vraiment étrange qu'aucune enquête n'ait été décidée (à ma connaissance) sur les actions du personnel du siège du FBI concerné, il y a longtemps déjà. Malgré la pleine connaissance que les chefs du FBI avaient de tous les points mentionnés ici (et probablement d'autres que j'ignore), le SSA, son chef d'unité et les autres membres du siège impliqués ont été autorisés à rester en place et, ce qui est pire, occupent des postes cruciaux au Centre de commandement SIOC du FBI après le 11 Septembre. (Le SSA en question a reçu une promotion quelques mois plus tard !) Il est vrai que nous faisons tous des erreurs et je ne dis pas que le personnel en question devrait être brûlé en place publique, mais nous devons tous rendre des comptes pour nos erreurs graves (Time, 27 mai 2002).

Une note interne du FBI, devenue publique en mai 2002, révèle que des agents du FBI détruisirent des preuves rassemblées lors d'une enquête impliquant le réseau d'Oussama ben Laden après que le système d'interception de courriels du FBI eut capturé par erreur une information non destinée à l'agence. En effet, le logiciel utilisé par le FBI, appelé Carnivore, interceptait non seulement les courriels de sa cible « mais aussi [ceux] de cibles non couvertes », disait la note rédigée en mars 2000 à l'intention du siège de l'agence à Washington. Selon cette note, « l'agent technique du FBI était manifestement extrêmement bouleversé d'avoir détruit l'ensemble des courriels captés, y compris ce qui concernait » le suspect. Ces événements eurent apparemment lieu pendant une enquête à Denver où l'unité ben Laden du FBI utilisait le système interne Carnivore pour surveiller électroniquement un suspect au titre d'un mandat délivré en vertu de la loi sur la surveillance des renseignements échangés par les étrangers. La note était adressée à M.E. « Spike » Bowman, l'adjoint au procureur général pour la sécurité nationale. Encore une taupe ?

Cette note indiquait que le Bureau d'examen du renseignement et de la politique (OIPR) du ministère de la Justice avait été furieux d'apprendre que la preuve capturée par le système d'interception des courriels avait été détruite par suite d'une bavure. Citant un fonctionnaire de la Justice, la note disait aussi, à propos d'une fonctionnaire du ministère : « Dire qu'elle n'était pas satisfaite du Centre international des opérations terroristes (ITOS) et de l'unité Oussama ben Laden est un euphémisme ». Cet incident fut révélé à la faveur d'un litige devant les tribunaux sur la question de savoir si Carnivore avait été utilisé illégalement par le FBI pour récolter des courriels non couverts par un mandat. La principale réforme entreprise par le FBI dans ce domaine aurait été de changer le nom de Carnivore en DCS-1000 (D. Ian Hopper, « La note : le FBI détruit une preuve dans l'affaire ben Laden à la suite d'une bavure dans le

système de surveillance des courriels », Associated Press, *Boston Globe,* 28 mai 2002).

Il faut maintenant citer le cas de Kevin Delaney, un fonctionnaire de l'administration fédérale de l'aviation (FAA). Au cours de la journée du 11 Septembre, les superviseurs avaient demandé aux contrôleurs du trafic aérien et aux autres fonctionnaires de raconter leurs expériences et avaient enregistré ces témoignages. Plus tard, il apparut que cette preuve avait été détruite par un fonctionnaire de la FAA nommé Kevin Delaney. Au printemps 2004, la presse confirma que Delaney avait bien brûlé les enregistrements. Était-ce une taupe ? La commission du 11 Septembre n'a pas voulu se pencher sur ce sujet fort significatif et fort révélateur ; elle ne s'est pas donnée la peine d'inclure le nom de Delaney dans son rapport final. Il se peut qu'on ne sache jamais avec exactitude combien d'autres Kevin Delaney infestent encore l'administration fédérale. Mais d'après des comptes-rendus de la presse, des enregistrements de la FAA susceptibles d'avoir une incidence sur le 11 Septembre furent « systématiquement détruits » entre le 11 septembre 2001 et le lancement de la commission au printemps 2003 (*New York Times*, 6 mai 2004).

Un autre tireur de sonnettes d'alarme au FBI fut Robert Wright dont l'affaire fut suivie par M^e^ David Schippers, l'avocat qui plaida l'*impeachment* de Bill Clinton devant la Chambre des représentants et, plus tard, par Larry Klayman de l'organisation Judicial Watch. D'après ce dernier, Robert Wright avait sonné l'alarme au sein du FBI durant des années avant le 11 Septembre à propos de la présence de terroristes aux États-Unis. Plutôt que de donner suite à ces avertissements, le FBI déviait les efforts de Wright pour restreindre les mouvements dangereux d'agents du Hamas et du Hezbollah et y faisait obstacle. Le travail de Wright au FBI visait à déjouer les activités de blanchiment d'argent de la part de ces agents ; après avoir rendu cette affaire publique, Wright déclara que ses efforts avaient été étouffés parce qu'un fonctionnaire ne voulait pas qu'on touche à des groupes pro-palestiniens afin de protéger la réputation de Yasser Arafat. Mais les compétences de Wright ne vont pas aussi loin, il ne savait que ce qu'il avait vu et les preuves qu'il cite sont des on-dit ou des suppositions.

Ce qui compte, c'est le phénomène. Au cours de l'enquête menée par Wright, un homme d'affaires saoudien nommé Yasine Kadi avait été impliqué dans le financement du terrorisme. Wright prit soin de noter qu'un mois après le 11 Septembre, Kadi fut cité par le gouvernement fédéral comme un soutien financier d'Oussama ben Laden. La frustration de Wright face à l'inaction du FBI après ses avertissements le poussa à écrire un manuscrit de 500 pages détaillant les erreurs du FBI dans la lutte contre le terrorisme, intitulé « Trahisons fatales de la mission du renseignement. » Lors d'une conférence de presse en mai 2002, Wright résuma :

« Mes efforts ont toujours visé à neutraliser les menaces terroristes dont le but est d'ôter la vie à des citoyens américains tout en portant atteinte à la sécurité nationale et économique de l'Amérique. Or, par suite directe de l'incompétence – et parfois de l'obstruction intentionnelle à la justice – de la direction du FBI pour m'empêcher de faire juger les terroristes, les Américains, à leur insu, ont été exposés pendant des années à des attaques potentielles. » Il ajouta : « Sachant ce que je sais, je peux dire en toute confiance que tant que les responsabilités des recherches sur le terrorisme ne seront pas retirées au FBI, je ne me sentirai pas en sécurité » (William Rivers Pitt, *Truthout*, 31 mai 2002).

Pour des raisons analytiques, nous devons insister sur le fait que les activités de ceux qu'on appelle les taupes du FBI relèvent toutes de la mission principale des taupes : empêcher les lampistes d'être attrapés et mis hors d'état de nuire. Les lampistes, rappelons-le, ne sont pas les véritables auteurs des crimes, mais leur présence comme boucs émissaires est indispensable à toute l'opération. Et pour que les lampistes puissent être utiles, il faut que leur réseau de soutien, y compris le financement, fonctionne sans entrave. Ironiquement, arrêter les lampistes équivaut à supprimer l'opération. Bien que les lampistes ne soient pas intégrés à l'opération en soi, ils sont nécessaires pour son exploitation sur le plan de la propagande. Nous traiterons bientôt de la question des véritables auteurs du crime.

Mais y a-t-il un espoir que les choses se soient améliorées depuis le 11 Septembre ? Examinons un instant les recherches sur les dysfonctionnements internes du FBI. D'après le *Washington Post*, le chef de cette enquête interne se trouve être le fonctionnaire dont la plus grande performance de sa carrière jusque là avait consisté à faire obstinément obstruction à l'enquête sur le massacre de Waco menée par John Danforth, ancien sénateur et actuel ambassadeur auprès de l'ONU. Le fonctionnaire du FBI en question était Thomas A. Kelley, le chef de l'équipe chargée pour la JICI d'étudier ce que le FBI savait et ne savait pas avant le 11 Septembre. Auparavant, Kelley avait été adjoint au Conseil général du FBI. À ce titre, il avait freiné les recherches de Danforth sur le rôle du FBI dans la propriété des Davidiens à Waco au printemps 1993. Une note interne au FBI de décembre 2000 dit que Kelley « continuait de déjouer et de faire obstruction » à l'enquête Waco au point que Danforth fut forcé d'envoyer une équipe au siège du FBI pour obtenir les documents dont il avait besoin. La note ajoute que Kelley aurait dû être interrogé par le Bureau de la responsabilité professionnelle (OPR) pour « conduite non professionnelle, erreur de jugement, conflit d'intérêt, ambiance de travail négative et représailles » en rapport avec son rôle dans l'enquête de Waco.

Charles Grassley, dans une lettre aux responsables de la JICI, exprima son inquiétude face à la présence de Kelley dans l'enquête et remarqua

que ce dernier avait quitté le FBI avant que les recherches approfondies de l'OPR ne puissent décoller. Les fonctionnaires de la JICI déclarèrent qu'ils attendaient les notes confidentielles et autres documents relatifs aux accusations contre Kelley avant de décider quoi faire. Danforth lui-même, dans une interview donnée l'année dernière, critiqua l'« esprit de résistance » du FBI à toute enquête externe et affirma qu'obtenir l'information requise pour ses recherches ressemblait à « un arrachage de dents » (*Washington Post*, 22 juin 2002).

Dans l'histoire récente du terrorisme, nous avons pu observer des situations où les taupes de l'appareil d'État et les terroristes sur le terrain étaient devenus pratiquement impossibles à distinguer les uns des autres. Autrement dit, les taupes allaient sur le terrain en tant qu'agents doubles et noyauteurs. Un cas de ce genre est illustré par le mystérieux groupe terroriste grec *19 Novembre*. Ce groupe prétendait être une réaction au putsch des colonels de 1967, qui avait été soutenu par les États-Unis. Plus récemment, dans un communiqué, *19 novembre* invectiva l'impérialisme étasunien, la classe capitaliste, la Communauté européenne et l'Allemagne qu'il traita de « Quatrième Reich », une expression qui sent fort le régime Thatcher-Ridley de 1989-90 en Grande-Bretagne. C'est le groupe *19 Novembre* qui, en décembre 75, revendiqua l'assassinat de Richard Welch, le chef de l'antenne de la CIA à Athènes. Ce crime fut particulièrement utile à la CIA, à son nouveau chef George H.W. Bush et à l'administration Ford en général, qui étaient sur la défensive en matière de services secrets depuis de longs mois à cause des investigations musclées de la commission Church au Sénat et de la commission Pike à la Chambre, qui avaient déterré un grand nombre de preuves d'activités illégales et douteuses de la part des agences d'espionnage étasuniennes. La commission Pike avait condamné pour outrage au Congrès une personnalité telle que Henry Kissinger, l'homme fort du régime Ford. Les chroniqueurs favorables à la CIA imputèrent insolemment la mort de Welch directement aux commissions Church et Pike bien qu'aucune d'elles n'eût jamais mentionné Welch ni Athènes (Tarpley 1992, p. 300-301).

Avec les années, l'organisation *19 Novembre*, tout en perpétrant quelque 40 attaques armées et assassinats, fit preuve d'une remarquable capacité à échapper à la capture, évitant les pièges et les embûches les plus subtils. Petit à petit, on en arriva à penser que *19 Novembre* avait accès aux informations des conseils secrets des autorités antiterroristes grecques. Lorsque des activistes du *19 Novembre* évitèrent un piège policier en mars 1992, les choses devinrent relativement évidentes. Le chef de l'unité antiterroriste grecque EKAM, Mihalis Mavroleas, fut congédié. Il apparut rapidement que les enquêteurs et les terroristes étaient, en fait, les mêmes personnes ! Le ministère grec de l'Ordre public et le chef de la police nationale furent obligés de livrer une révélation extrêmement embarras-

sante : *19 Novembre* possédait un réseau d'espions au sein de la police. L'EKAM, fondée en 1990 en tant que *corps d'élite* antiterroriste, avait donc été complètement noyautée ! Près de la moitié du personnel antiterroriste fut limogée.

Mais les autorités d'Athènes faisaient manifestement de leur mieux pour limiter les dégâts. Aussi graves qu'aient été ces révélations, elles n'étaient pas aussi accablantes que la vérité évidente, qui était que *19 Novembre* était une filiale à 100 % de la police grecque et des services secrets, ayant peut-être des liens avec la CIA et les services secrets de l'OTAN. Cette impression est confirmée par des rapports persistants sur l'existence en Grèce d'une formation paramilitaire, crée il y a quelques dizaines d'années, et qui aurait été chargée d'organiser une guérilla contre les forces d'occupation soviétiques dans le cas où la Grèce aurait été conquise lors d'une éventuelle guerre future. Cette unité aurait donc répondu à la logique d'une organisation d'arrière-garde, amplement attestée en Italie avec Gladio, que nous décrirons plus loin (Wisnewski 1994, p. 395-400).

Quelque chose de semblable a été démontré à propos des Brigades Rouges italiennes. En 1982, un haut fonctionnaire du ministère de la Justice à Rome, Giovanni Senzani, fut arrêté et accusé d'être le chef des Brigades Rouges dans la région de Naples. Senzani avait fait l'objet d'une campagne de la presse romaine au sujet de la nécessité de découvrir l'identité de *la talpa,* la taupe de la bureaucratie d'État. Senzani était en relation étroite avec le SISMI, les services secrets militaires italiens, qui avait été impliqué dans l'attentat à la bombe de Milan en 1969 et d'autres atrocités terroristes. Cela indiquerait qu'au moins une partie de la structure des Brigades Rouges était dirigée de l'intérieur du gouvernement.

Les Brigades Rouges avaient été créées vers la fin des années 60 au département sociologique de l'université de Trente dans le nord de l'Italie. Les membres initiaux, ayant manifesté des symptômes de sociopathie, avaient été peu à peu éliminés par la police qui les avait arrêtés ou abattus. Le juge d'instruction italien Ferdinando Imposimato affirma en 1982 que les Brigades Rouges avaient été infiltrées par le Mossad israélien dès 1978. Sur la base de témoignages de deux anciens membres des Brigades Rouges incarcérés, Imposimato affirmait que le Mossad avait fourni aux terroristes italiens des armes, de l'argent et des renseignements. Au fur et à mesure de la disparition progressive des membres historiques, ceux-ci étaient remplacés par de nouvelles recrues. L'un d'eux était Mario Moretti, le chef supposé des Brigades Rouges lors du kidnapping d'Aldo Moro. Depuis leurs cellules, des membres plus anciens se plaignirent que Moretti n'ait pas diffusé des messages avertissant de raids de police imminents et ait saboté des tentatives d'évasion. Moretti, qui plaidait en faveur d'une politique d'escalade permanente de la violence, était largement considéré comme un agent provocateur de la CIA.

Dans de tels cas, ce n'est pas l'organisation terroriste qui infiltre l'appareil d'État, mais ce même appareil qui trouve commode de pratiquer une interchangeabilité virtuelle avec les dirigeants d'organisations terroristes. Sanguinetti affirme que, dans certains lieux sûrs ou repaires des Brigades Rouges, on trouva « abondance de matériaux ultra-confidentiels venant du siège central de la police, des postes de police centraux et même de ministères. Face à ces faits éloquents, les renseignements spectaculaires [c.à.d. les actualités] ont toujours prétendu les expliquer en exagérant l'ultra-efficacité de l'organisation des terribles Brigades Rouges et en ajoutant, pour souligner cette magnifique aubaine pour la publicité, le fait que ces militants clandestins si pourchassés mais si tentaculaires étaient infiltrés partout, même dans des ministères et les postes de police centraux ». Comme nous le verrons, cela fait penser à certains enquêteurs du 11 Septembre ayant conclu que, puisque les attaques avaient eu lieu un jour où s'effectuaient tant de manœuvres spéciales, c'est qu'al-Qaida avait infiltré le Pentagone pour savoir exactement à quel moment frapper. Naturellement, Sanguinetti ne peut pas souscrire à une telle absurdité. Il conclut : « Ce ne sont pas les Brigades Rouges qui ont infiltré les postes de police centraux et les ministères, mais des agents de l'État émanant des postes de police et des ministères qui ont infiltré les Brigades Rouges à dessein, et pas seulement au niveau du commandement, pour plus de sûreté » (Sanguinetti, p. 21).

## Sibel Edmonds : dans la taupinière du FBI

Un cas similaire et très significatif a été mis au jour en relation avec le 11 Septembre. Il implique Sibel Edmonds qui travaillait comme traductrice pour le bureau de Washington du FBI. Son histoire pourrait donner l'impression que le FBI a été infiltré par une organisation subversive du Proche-Orient, mais une lecture attentive montre que l'infiltration était plutôt dans l'autre sens. Edmonds fut connue du public pour avoir joué les Cassandre en protestant contre de très étranges activités sur son lieu de travail. Résultat : elle fut accusée d'avoir mis en danger la sécurité du FBI et fut renvoyée. Le cœur de son accusation est que le bureau du FBI où elle travaillait était composé de membres de l'organisation proche-orientale dont le bureau en question devait justement traduire les dialogues piratés. Naturellement, le FBI nia tout, mais Edmonds rapporte que lorsqu'elle raconta le comportement de ses collègues à Dennis Saccher, un agent spécial du bureau de Washington qui dirigeait la surveillance, ce dernier répondit : « Cela m'a tout l'air d'être de l'espionnage ». Mais il refusa de parler à la presse. Edmonds fut renvoyée en mars 2002 après avoir fait état de ses inquiétudes. Des fonctionnaires gouvernementaux affirmèrent que le FBI l'avait licenciée parce que son « caractère perturbateur » nuisait à la

« qualité » de son travail. Edmonds dit qu'elle estime avoir été licenciée par représailles pour avoir dénoncé une collègue.

Edmonds commença à travailler pour le FBI à la fin du mois de septembre 2001. Plus tard, elle devait préciser qu'elle s'était particulièrement alarmée en découvrant qu'une traductrice récemment recrutée par le FBI racontait partout qu'elle appartenait précisément à l'organisation proche-orientale dont elle traduisait les conversations piratées pour des agents du contre-espionnage du FBI. Les fonctionnaires du FBI firent tout pour que le public ignore le nom du groupe en question, prétendument pour des raisons de sécurité. L'affaire devint publique lorsqu'un journaliste du *Washington Post,* découvrant le nom d'Edmonds dans ses lettres d'avertissement adressées aux fonctionnaires de l'administration fédérale et du Congrès, lui demanda une interview. Edmonds déclara qu'à plusieurs reprises, sa collègue traductrice avait essayé de la recruter pour le compte de ce groupe cible étranger. « Cette personne nous a dit qu'elle travaillait pour l'organisation visée » dit Edmonds dans une interview. « Or, ce sont les gens que nous visons, que nous surveillons ». Bien sûr, tout cela signifie que l'organisation cible était aussi contrôlée par le FBI ou en faisait elle-même partie, et non pas que le FBI avait été infiltré.

L'autre traductrice était une citoyenne américaine de 33 ans, non identifiée, dont le pays d'origine abritait le groupe cible. C'était aussi le pays d'origine d'Edmonds, sans doute la Turquie ou l'Iran. Edmonds et l'autre traductrice ont la nationalité américaine. L'autre femme, qui travaille toujours sous contrat pour le bureau de Washington du FBI, s'est refusée à tout commentaire. Edmonds signala également que cette femme et son mari, un militaire américain, lui avaient proposé de devenir membre du groupe lors d'une courte visite qu'ils lui avaient faite en Virginie du Nord un dimanche matin de décembre 2001. Edmonds se souvient que le mari avait demandé : « Etes-vous membre de cette organisation particulière ? ». Le militaire avait enchaîné : « Vous devriez vous y inscrire. Il y a plein d'avantages à être dans cette organisation et de faire des choses ensemble ; un des avantages est la possibilité de prendre une retraite anticipée au moment le plus inattendu. En plus, vous serez totalement à l'aise si vous allez dans ce pays. » Edmonds indiqua aussi que le militaire l'avait assurée qu'elle serait facilement admise au sein du groupe, surtout si elle disait qu'elle travaillait pour le FBI. Elle révéla que plus tard, la même femme lui avait montré une répartition de la liste des personnes dont les lignes téléphoniques étaient sur écoute : d'après ce plan, la femme traduirait les conversations de ses camarades membres de l'organisation cible et Edmonds les autres communications. Edmonds refusa, sur quoi la femme lui aurait dit que son manque de coopération pouvait mettre sa famille en danger.

Edmonds fit également part de ses inquiétudes à son chef et à d'autres fonctionnaires du bureau de Washington du FBI. Voyant que rien ne bougeait, elle en parla également à l'OPR, puis à l'inspecteur général du ministère de la Justice. « Des enquêtes vont être compromises » écrivit Edmonds au Bureau de l'inspecteur général (OIG) en mars 2002. « Des traductions incorrectes ou de nature à induire en erreur sont envoyées aux agents de terrain. Des traductions sont retenues ou détournées ». Edmonds écrivit également à Dale Watson, le chef de l'antiterrorisme du FBI. Son cas fut transmis à l'OIG (*Washington Post,* 19 juin 2002). Mais entre temps, le ministre de la Justice Ashcroft avait fait une démarche extraordinaire en déclarant que le cas Edmonds était couvert par le secret d'État, ce qui signifiait littéralement que tout était confidentiel. Sibel Edmonds fut entendue par la commission du 11 Septembre ; elle n'est citée qu'une fois dans le rapport, en note n° 25 au bas de la page 490, à l'occasion d'un échange de vues sur l'importance d'avoir de bons traducteurs. Mais le fond même de son dossier est totalement passé sous silence, ce qui n'est pas surprenant puisque toute l'affaire avait été classée secret d'État par Ashcroft.

Après la publication du rapport de la commission, Edmonds envoya une lettre ouverte à Kean et Hamilton en soulignant que la plupart des preuves qu'elle avait données à la commission avaient tout simplement été ignorées. Elle alla même plus loin en nommant des superviseurs du FBI dont certains relèvent de la catégorie des taupes telle que définie ici. La lettre d'Edmonds donne une nouvelle fois un aperçu unique de la façon d'agir des taupes dans les services secrets pour saboter le travail de police, s'assurer que les lampistes ne soient pas interpellés et qu'aucune alerte efficace ne soit donnée avant qu'il ne soit trop tard.

> Melek Can Dickerson, une traductrice turque, a été engagée par la FBI après le 11 Septembre pour traduire les informations les plus sensibles sur les terroristes et criminels sur lesquels le FBI enquêtait. Elle reçut l'habilitation Top Secret, qui ne peut être délivrée qu'au terme d'une enquête très approfondie sur ses antécédents. Melek Can Dickerson avait travaillé pour des organisations semi-légales qui étaient la cible des enquêtes du FBI. Elle fréquentait régulièrement deux individus surveillés par le FBI. Pendant des mois, elle a bloqué des renseignements de la plus haute importance sur ces organisations semi-légales et les personnes qu'elle et son mari fréquentaient. Elle a estampillé des centaines, voire des milliers, de documents sur ces cibles comme « non pertinents ». Elle a essayé d'empêcher d'autres personnes de traduire ces documents importants pour les enquêtes du FBI et notre lutte contre le terrorisme. Melek Can Dickerson, avec l'aide de son supérieur direct Mike Feghali, a sorti du FBI des centaines de pages de documents sensibles top secret pour des destinations inconnues. Avec l'aide de son supérieur direct, elle a contrefait des signatures sur des documents top secret relatifs à certains prisonniers du 11 Septembre. Après confirmation de tous ces incidents et rapport à la

> direction du FBI, Melek Can Dickerson a été autorisée à rester à son poste pour continuer à traduire des documents secrets sensibles reçus par le FBI et a gardé son accréditation Top Secret. Apparemment, la direction et les administrateurs de niveau moyen ont décidé qu'il ne serait pas bon pour le FBI que cette affaire de violation de la sécurité et d'espionnage fasse l'objet d'une enquête et soit révélée au public, surtout après l'affaire Robert Hanssen (le scandale de l'espion du FBI). Cette affaire-là (Melek Can Dickerson) a été confirmé par la commission judiciaire du Sénat…

Cet exemple donne à penser que de graves délits fédéraux ont été commis, bien pires que lorsque Sandy Berger avait fourré dans son pantalon quelques vieux documents aux Archives nationales. Il soulève aussi la question de savoir si Mike Feghali est une taupe délibérée et intentionnelle ou bien s'il n'est qu'incompétent ? Vu le chaos qui règne au FBI, c'est difficile à dire. L'affaire Edmonds montre également qu'il n'y a ni discipline ni responsabilité dans la taupinière du FBI :

> À ce jour, plus de deux ans après que l'incident Dickerson a été porté à la connaissance du FBI et plus de deux ans après que cette information a été confirmée par le Congrès des États-Unis et publiée dans la presse, les administrateurs responsables de la sécurité du personnel du FBI et du département linguistique du FBI sont toujours à leurs postes et chargés de la qualité et de la sécurité du service de traduction. Melek Can Dickerson et plusieurs cibles du FBI ont quitté les États-Unis en hâte en 2002, et l'affaire n'a toujours pas fait l'objet d'une enquête pénale. Non seulement le superviseur qui a facilité ces actes criminels est resté en poste, mais il a été promu et supervise désormais les unités de langue arabe du contre-terrorisme et du contre-espionnage du FBI.

Edmonds révéla également un avertissement spécifique donné avant le 11 Septembre sur les activités de lampistes, qui fut simplement ignoré par le FBI et à nouveau négligé par la commission du 11 Septembre :

> Il y a plus de trois ans, plus de quatre mois avant le 11 Septembre, en avril 2001, un informateur crucial, qui fournissait des renseignements au FBI depuis 1990, a donné à deux agents du FBI et à un traducteur une information bien précise concernant une attaque terroriste que préparait Oussama ben Laden. Cet homme avait été un officier de haut niveau des services secrets en Iran chargé des renseignements venant d'Afghanistan. Par ses contacts afghans, il avait appris : 1) qu'Oussama ben Laden préparait une grosse attaque aux États-Unis contre 4 ou 5 villes, 2) que des avions étaient impliqués, 3) que certains individus prévus pour cet attentat se trouvaient déjà aux États-Unis, 4) que l'attaque était pour bientôt, d'ici quelques mois. Les agents ayant reçu ces informations, après les avoir traduites, consignées par écrit et rempli des formulaires 302, les ont transmises à leur supérieur, Thomas Frields, l'agent spécial chargé du contre-terrorisme du bureau de Washington. Rien n'a été entrepris par l'agent spécial responsable et, après le 11 Septembre, les agents et les traducteurs ont reçu l'ordre de garder « bouche cousue » sur cette affaire. Le traducteur présent à cette rencontre avec l'informateur du FBI, M. Behrooz Sarshar, en a fait part par écrit au directeur Mueller et, plus tard, à l'inspecteur

> général du ministère de la Justice. La presse a signalé cet incident et, en fait, l'article du *Chicago Tribune* du 21 juillet 2004 dit que des fonctionnaires du FBI avaient accusé réception de cette information en avril 2001. Plus tard, le *Chicago Tribune* a cité un assistant du directeur Mueller qui disait que ce dernier avait été surpris que la commission n'ait jamais soulevé cette question particulière au cours de l'audition.

Frields était-il une taupe ? C'est le genre de question que la commission du 11 Septembre aurait dû poser mais qu'elle a toujours éludée. Edmonds poursuit en se moquant des clichés à propos des pointillés qu'il suffisait de relier et à propos de l'échange d'informations, qui sont le fond de commerce des médias assujettis au régime. Elle signale que le mémo de Phoenix, les avertissements de Minneapolis et les documents de Sarshar ont tous abouti au bâtiment J. Edgar Hoover de Washington. Le FBI avait tout en mains pour savoir qu'il se préparait une vaste opération qu'il aurait pu perturber en éliminant certaines parties du réseau des lampistes. Mais le FBI n'a rien fait et la commission du 11 Septembre s'est elle aussi défaussée, comme le souligne Edmonds :

> Tous ces renseignements aboutissaient au même endroit : le siège du FBI à Washington et le bureau du FBI à Washington. Pourtant, votre rapport affirme que l'absence de lieu permettant de centraliser toutes les informations est un des facteurs principaux de l'échec de nos renseignements. Pourquoi votre rapport a-t-il choisi d'exclure de sa liste chronologique des possibilités manquées l'information concernant l'agent iranien et Behrooz Sarshar ? Pourquoi cet incident significatif n'est-il pas mentionné malgré la confirmation publique du FBI, les témoins fournis à vos enquêteurs et les notes d'information que vous avez reçues directement ? Pourquoi avez-vous étonné même le directeur Mueller en vous abstenant de lui poser des questions sur cet incident significatif et vous êtes-vous tus pendant votre entretien (rappelons qu'au cours de votre entretien avec le directeur Mueller et l'AG John Ashcroft, vous avez dit ne plus avoir de questions ; aussi, je vous prie de ne pas plaider « le manque de temps ») ?

Mike Feghali apparaît dans le rapport d'Edmonds comme un bureaucrate consommé, bon à rien et dissimulateur. Mais la question revient obstinément : était-il, lui aussi, une taupe ? Et qu'en est-il de ceux qui lui ont procuré une promotion ? Ici, Feghali sabote des traductions demandées par des agents sur le terrain :

> En octobre 2001, environ un mois après les attentats du 11 Septembre, un agent de terrain de (nom de la ville effacé) renvoya un document au bureau du FBI de Washington pour qu'il soit re-traduit. Cet agent spécial, à la lumière des attentats du 11 Septembre, pensait à juste titre que, vu la cible de son enquête (le suspect sous surveillance) et les enjeux, la traduction originale avait peut-être négligé certaines informations susceptibles d'avoir de l'importance pour les recherches sur les activités des terroristes. Après réception de ce document par le bureau du FBI de Washington et sa re-traduction littérale, les soupçons de l'agent de terrain se confirmèrent.

> La nouvelle traduction révéla certaines informations concernant des plans, des images et des documents sur les gratte-ciel qui avaient été envoyés à l'étranger. Elle révéla également des irrégularités dans l'obtention de visas de certaines ambassades du Proche-Orient grâce aux contacts du réseau et moyennant des pots-de-vin. Néanmoins, après la re-traduction et la mise à jour de nouvelles informations importantes, le superviseur de l'unité chargée de certaines langues du Proche-Orient, Mike Feghali, décida de NE PAS envoyer ces informations à l'agent spécial qui les avait demandées. Au contraire, il envoya à cet agent une note disant que la traduction avait été révisée et que la première était correcte. Il ajoutait qu'envoyer la traduction littérale serait vexant pour le premier traducteur et causerait des problèmes au département linguistique du FBI. L'agent qui avait demandé une nouvelle traduction n'a jamais reçu la traduction littérale de ce document (Sibel Edmonds, lettre à Thomas Kean, 1er août 2004).

Avant de quitter les taupes, faisons encore une importante mise au point méthodologique. Avant l'événement terroriste, les taupes ont l'air d'être noyées dans la bureaucratie du gouvernement qui résiste au nouveau cap qu'elles souhaitent imposer. Après l'événement, si l'attentat a réussi, le gouvernement tout entier semble n'être composé que de taupes. Désormais, les taupes ne paraissent plus isolées. En réalité, tout le gouvernement parle le langage qui, avant l'attentat, semblait être l'apanage des taupes, si tant est qu'elles aient dit quoi que ce soit.

La bureaucratie du gouvernement est comme un gigantesque train de marchandises. L'attentat terroriste réussi actionne un aiguillage qui redirige le train vers une autre destination. La transformation créée par un attentat spectaculaire réussi va bien au-delà de ce qui peut être obtenu par de simples directives émanant du cabinet du Président ou d'un secrétaire administratif quelconque. L'opinion publique est choquée et bouleversée ; le Congrès est pris de panique ; toute la bureaucratie sent que les manipulateurs des terroristes ont prouvé qu'ils sont les plus forts. Après tout, dans la théorie byzantine et néo-conservatrice, la loi est un acte de volonté exercé par le plus fort sur le plus faible. Le néo-conservateur considère qu'un acte de violence qui a réussi est un acte législatif valable dans ce sens. C'est pourquoi la bureaucratie penche du côté des conspirateurs.

Dès que la nouvelle politique est institutionnalisée, chaque bureaucrate va s'efforcer de la défendre afin de se protéger lui-même. L'inertie bureaucratique va désormais s'adapter à la nouvelle ligne du parti. C'est la raison pour laquelle, rétrospectivement, on dirait que tout le gouvernement est composé uniquement de taupes. Mais cette impression est trompeuse. Il n'est pas possible que chaque haut fonctionnaire gouvernemental soit délibérément complice d'un acte terroriste. Bien sûr, certains peuvent recevoir une mission spécifique, assortie des informations strictement indispensables à cet effet ; ils peuvent – ou non – parvenir à cerner le dessein plus vaste dont ils sont devenus un rouage. D'autres doivent obligatoirement tout savoir. Mais les collaborateurs parfaitement au

courant se comptent par centaines, et non par milliers. C'est le conseil donné avec le plus de véhémence par Machiavel dans le chapitre des *Discours* consacré aux conspirations : il faut limiter le nombre des initiés au strict minimum, si possible uniquement soi-même et une autre personne, au plus. Dans notre société actuelle, ce serait insuffisant.

Bien sûr, après coup, davantage de fonctionnaires comprennent ce qui se passe et rejoignent les rangs des initiés. Mais il faudrait par principe que toute la structure de commandement ne soit pas dans le secret ; que se passerait-il si quelqu'un s'opposait à l'opération préparée et avait le courage d'agir ? Cela pourrait devenir très gênant pour les conjurés. Ceux qui persistent à voir derrière le 11 Septembre l'ensemble de l'appareil d'État, ou de la structure de commandement des États-Unis, se heurtent au problème du mémo de Phoenix et des actions de Minneapolis suivis de la note d'avertissement de Rowley. Tout cela émanait de fonctionnaires gouvernementaux subjectivement opposés à l'exécution du plan du 11 Septembre, même s'ils n'étaient capables que d'exprimer leur opposition au réseau des lampistes auquel ils faisaient face.

## 3. Les professionnels

Souvent, le terrorisme à petite échelle se résume à de cruelles attaques frappant des bus, des supermarchés, des hôtels, etc. Ces actions relèvent parfois des moyens d'activistes bas de gamme. Mais au-delà, il faut une préparation technique et un entraînement spéciaux. Arrivé au niveau du terrorisme international spectaculaire tel que celui du 11 Septembre, il est manifeste que seuls des professionnels bien entraînés ont physiquement la capacité de produire les effets observés. Le troisième sous-système à étudier dans le cadre du terrorisme fabriqué moderne est donc celui des professionnels.

Ce sont des agents bien entraînés et bien équipés qui ont réellement les capacités techniques, physiques et mentales d'effectuer les actions terroristes observées par le public. Ce sont les membres de l'équipe capable, à l'aide de fusils de précision de dernier cri et d'autres matériels idoines, de tirer le nombre de coups nécessaires sur la Dealy Plaza et de les tirer avec assez de précision dans les limites de temps imposées par la situation. Ce sont les technocrates froids et glaciaux de la mort qui ont pu diriger l'avion sur le WTC et le Pentagone. Les professionnels sont ceux qui peuvent accomplir les performances terrifiantes que les médias attribuent aux misérables lampistes.

Les professionnels se distinguent des lampistes sur plusieurs plans fondamentaux. Ils ne doivent pas nécessairement être des idéologues et ce ne sont pas des fanatiques délirants comme les lampistes le sont généralement. Ils sont fiers de leur compétence professionnelle. Ils ont souvent des

motivations mercenaires. Ils essayent de ne pas se faire remarquer. Ils ne sont pas agressifs et ne perdent pas leur temps à se quereller avec des passants. Ils ne donnent pas d'interviews et ne distribuent jamais de tracts. Ce sont des passe murailles, à la limite de l'anonymat total. Ils évitent toujours d'attirer l'attention et aiment se fondre dans l'ombre. Ils viennent de l'extérieur de la ville et s'éclipsent aussitôt leur mission terminée. Leur principal risque du métier n'est pas l'arrestation par la police, mais la liquidation par leurs employeurs désireux d'assurer leur sécurité.

En raison de tout cela, nous en savons beaucoup moins sur les professionnels que sur les lampistes qui font couler tant de salive, ou que sur les taupes qui ne peuvent pas toujours échapper à la détection après l'événement. Essayer d'identifier les professionnels équivaut à vouloir donner un nom aux tireurs du 22 novembre 1963 à Dallas : aucune certitude, rien que des spéculations. Étaient-ce des membres mécontents de l'OAS ? Étaient-ce des fascistes d'Europe centrale désœuvrés après la seconde guerre mondiale ? Nous n'en savons rien.

Malgré tout, certaines situations permettent d'en apprendre un peu plus long sur eux. À la fin de la guerre froide, on s'aperçut que les suspects n° 1 de plusieurs attentats terroristes en Italie et ailleurs étaient les membres d'un réseau d'arrière-garde sponsorisé par la CIA, dont la branche italienne s'appelait Gladio. L'existence de Gladio fut révélée au Parlement italien, qui n'en avait jamais été informé, dans un rapport rédigé par le Premier ministre d'alors, Giulio Andreotti, le 26 février 1991. Apparemment, une clause secrète de l'Alliance atlantique exigeait que les États membres susceptibles d'être envahis et occupés par l'URSS prennent des dispositions pour encourager à l'avance une résistance armée et une guérilla contre l'occupant futur, du moins était-ce là la version officielle.

En 1951, les services secrets militaires italiens SIFAR signèrent un accord avec la CIA sur la création de l'infrastructure d'une opération clandestine d'arrière-garde totalement secrète. Ce groupe occulte fut nommé Gladio, qui désigne en italien le glaive romain. Gladio fut chargé de missions d'espionnage, de sabotage, de guérilla et de propagande dans l'hypothèse d'une occupation soviétique. Son QG, que l'état-major général italien pensait pouvoir conserver même si l'Italie continentale tombait aux mains de l'Armée Rouge, se trouvait en Sardaigne.

En 1959, Gladio devint partie intégrante de la commission de planification clandestine (CPC) du SHAPE (QG des puissances alliées en Europe). Plus tard, en 1964, il fut intégré à l'appareil européen dirigé par la commission clandestine alliée (ACC) de l'OTAN avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Allemagne de l'Ouest. Quand le SIFAR devint le SID, puis le SISMI, Gladio continua à en être l'arme secrète. Gladio avait une structure cellulaire, c'est-à-dire que chaque équipe était compartimentée et séparée de

toutes les autres, une bonne idée en cas d'invasion soviétique, mais aussi le meilleur moyen pour qu'une cellule devienne le véhicule d'un terrorisme spectaculaire si elle était composée de personnes ayant certaines perspectives. En temps de paix, Gladio s'occupait essentiellement d'entraînement et de recrutement. Une partie de l'entraînement était confiée à la division d'entraînement du MI-6, les services secrets britanniques, une institution qui dirigeait les opérations terroristes à une grande échelle quand la CIA n'existait pas encore. D'autres cours d'entraînement étaient organisés à la « ferme » de la CIA en Virginie. Des liens opérationnels avec la CIA existaient toujours. Gladio avait 40 cellules : 6 pour l'espionnage, 10 pour le sabotage, 6 pour la propagande, 6 pour faire sortir les personnalités importantes de la zone occupée par les Soviétiques et 12 pour la guérilla. Les cellules de sabotage et de guérilla étaient l'équivalent d'unités secrètes des commandos des forces spéciales hautement entraînés. Cette structure fut légèrement réorganisée en 1974-76. Gladio comptait officiellement 622 membres dont 83 % nés avant 1945, 16 % entre 1945 et 1960 et les autres après 1960. Bien sûr, nous parlons là des cadres ou des officiers qui encadraient un nombre d'activistes bien supérieur. De même, selon toute probabilité, ce rapport officiel donne une version tronquée et édulcorée de la réalité, destinée à révéler quelques faits et à en cacher bien davantage, pour habituer l'opinion publique à l'existence de cette formation secrète tout en minimisant son importance. D'autres estimations font état de 15 000 membres, ce qui est plus réaliste.

En plus des cellules, Gladio possédait une grande quantité d'armes et d'explosifs. Il y avait 138 dépôts d'armes secrètes, le plus souvent enterrés dans des cimetières, contenant des stocks d'armes légères, d'explosifs, de grenades à main, de fusils de précision, de radios et d'autres équipements. Le tout était scellé dans des conteneurs en plastique pour éviter la rouille et toute détérioration. Selon le rapport d'Andreotti, ces caches d'armes avaient été enterrées dans les années 60. Lorsqu'elles furent finalement déterrées entre 1973 et 1990, on découvrit que deux caches comprenant 6 conteneurs d'armes et d'explosifs avaient été pillées dans la province d'Udine, près de la frontière yougoslave. C'eût été plus qu'assez pour alimenter en matière première la stratégie de tension entre 1967 et 1985 environ. Ces armes ne furent jamais retrouvées. Andreotti annonça le démantèlement du réseau Gladio en 1990. Selon son rapport, la Belgique, la France, le Luxembourg et la Suisse cessèrent leurs propres programmes secrets d'arrière-garde en 1990 ; l'Autriche l'avait prétendument fait en 1970. Quant à la Grèce et l'Allemagne, on ne sait pas très bien si leurs réseaux ont jamais été démantelés.

On ne peut s'empêcher de supposer que Gladio a recruté chez les fascistes de la République sociale italienne de Mussolini (1943-1945) en Italie du Nord, derrière les lignes allemandes. Puisque la mission de Gladio

était prétendument d'empêcher le pays de devenir un satellite permanent de l'URSS, ses commandants au SIFAR-SID-SISMI, à la CIA et au MI-6 peuvent avoir décidé d'agir à titre prophylactique, en utilisant les moyens secrets de Gladio ainsi que ses dépôts d'armes pour empêcher les communistes italiens et leurs alliés syndicaux d'entrer au gouvernement, ce qui eût été (selon eux) un premier pas vers la domination soviétique. Des indices très probants montrent que les équipes de Gladio ont fourni les professionnels bien entraînés et équipés qui ont posé des bombes à Milan en 1969, à Brescia dans l'express Italicus en 1974 et à la gare de Bologne en 1980. En cela, les gens de Gladio ont pu être assistés par des agents vedettes du SID-SISMI tels que Stefano delle Chiaie, un terroriste qui avait installé sa base à Madrid jusqu'à la mort de Franco et la chute du régime fasciste espagnol en 1976.

Le soupçon que Gladio puisse être un nid de terroristes sponsorisés par l'État se confirme si l'on prend également en considération le rôle de la loge maçonnique P-2 (Propaganda Due). L'existence de ce centre secret de pouvoir devint publique au début des années 80. Parmi les membres de cette loge figurait un grand nombre de personnalités éminentes des milieux politiques, financiers, économiques, médiatiques et militaire d'Italie, y compris Andreotti et l'actuel Premier ministre Silvio Berlusconi. Pas de communistes ni de syndicalistes. La loge P-2 était plutôt l'héritière de la loge maçonnique pro-Mazzini parfois identifiée comme Propaganda Uno, qui aurait fonctionné pendant la deuxième moitié du XIX^e^ siècle et jusqu'au XX^e^. La loge P-2 était connue pour ses liens très étroits avec les États-Unis. Aux yeux de certains, le Grand Maître de la loge P-2, Licio Gelli, un ancien fasciste, et son assistant Umberto Ortolani, pourraient avoir orchestré des opérations terroristes en Italie, y compris celles commises par les professionnels du réseau Gladio. Ou bien, plus probablement, ils auraient pu jouer le rôle de courroie de transmission pour des instructions venant de plus haut et destinées à différentes personnalités de l'*establishment* local.

Quoi qu'il en soit, Gladio est un exemple très instructif pour ceux qui étudient le 11 Septembre. On y trouve un des cinq pays les plus industrialisés, membre fondateur de la CEE et membre de l'OTAN, dans lequel le terrorisme sponsorisé par l'État aurait fonctionné pendant 15 ans à très grande échelle, toujours pour *raison d'État*, spécifiquement à cause de la menace soviétique. Les victimes humaines sur cette période se comptent certainement par centaines, dix fois moins que le 11 Septembre, mais dans un pays quatre fois plus petit que les États-Unis. Il semble que le fait de diriger un terrorisme mortel contre sa propre population n'ait suscité que peu de scrupules. Quant à ceux qui croient qu'il est impossible, moralement et humainement, que les services secrets des États-Unis aient infligé à leur propre pays une blessure de l'ampleur du 11 Septembre, cet exemple ne sera pas de nature à les conforter dans leur opinion.

## Opération Northwoods

En juillet 1961, le sénateur démocrate de l'Arkansas William Fulbright, remarquant les activités du général Edwin Walker, demanda une enquête sur l'Institut pour la stratégie américaine (IAS), la Fondation Richardson, le Collège national de guerre (NWC) et les chefs d'état-major des armées (JCS), dans tous les cas pour activités subversives. Fulbright comparait la mentalité de certains militaires étasuniens à celle des hommes de l'OAS en Algérie qui complotait contre le général de Gaulle et était impliquée dans plusieurs attentats visant à le tuer. En tout, il y eut une trentaine d'attentats pour tuer le Président français (Démaret, *Cible de Gaulle*).

Les avertissements de Fulbright étaient plus exacts qu'il ne pouvait le supposer lui-même à l'époque. La démonstration déterminante dans ce domaine fut l'opération Northwood, un plan destiné à provoquer une guerre contre Cuba, soutenu par l'ensemble des chefs d'état-major et leur président, le général Lyman Lemnitzer. Ce document, intitulé « Justification d'une intervention militaire des États-Unis à Cuba », et qui constitue l'élément clef du projet Northwoods fut remis par le JCS au secrétaire à la Défense Robert McNamara le 13 mars 1962. Rédigé en réponse à une demande du chef du Projet Cuba, le général Edward Lansdale, cette note top secret décrit les projets des États-Unis pour fomenter en secret divers prétextes pour « justifier » une invasion de Cuba. Les documents de l'opération Northwoods, publiés pour la première fois en Australie par John Elliston dans son *PsyWar on Cuba* : *The Declassified History of US Anti-Castro Propaganda* (1999), sont devenus célèbres vers le 11 Septembre grâce à l'étude *Body of Secrets* de James Bamford, un ancien journaliste d'ABC.

Lemnitzer avait travaillé avec Allen Dulles pendant la 2e guerre mondiale et avait contribué à son opération Sunrise, la reddition séparée des forces allemandes en Italie sous l'autorité du général SS Karl Wolf. Il avait aidé à créer le premier des réseaux d'arrière garde du type Gladio, qui étaient souvent composés d'anciens nazis et fascistes. Lemnitzer, avec Curtis LeMay de l'armée de l'Air, voulait utiliser la crise des missiles cubains d'octobre 1962 pour provoquer un conflit nucléaire généralisé avec l'URSS. La nouvelle biographie de Kennedy par Robert Dallek atteste des conseils inconsidérés et irresponsables que Lemnitzer donnait à Kennedy sur beaucoup de questions militaires ; cela se résumait habituellement à recommander l'usage de l'arme nucléaire en toutes circonstances comme seul moyen de garantir la victoire.

En 1962, Lemnitzer ne fut pas reconduit au poste de président du JCS, mais reçut celui de commandant suprême de l'OTAN où il présida à la création des premières caches d'armes et d'explosifs de Gladio sur le front italien. Lemnitzer ne prit sa retraite du service actif qu'en 1969. Le Président Gerald Ford lui demanda de se joindre à l'agitation de la

commission sur le danger actuel (CPD), nouvelle mouture d'un groupe qui servait de façade à la CIA au début des années 50. La CPD représentait le volet du secteur privé dans l'équipe B du directeur de la CIA George Bush, un exercice d'alarmisme anti-soviétique qui présageait le Bureau des plans spéciaux de Feith-Luti-Shulsky au Pentagone. Ford désigna également le général William H. Craig, membre de la cabale Northwood, à la tête de l'Agence de sécurité de l'armée (ASA), un bras de la super-secrète Agence de sécurité nationale (NSA), centre des surveillances électroniques. Lemnitzer mourut en novembre 1988.

Le sénateur Albert Gore, père du futur vice-Président, pensait que Lemnitzer faisait partie des machinations subversives associées au général Edwin Walker qui diffusait une virulente propagande anti-Kennedy parmi ses troupes en Allemagne. De retour aux États-Unis, Walker organisa une émeute raciste contre l'embauche d'un professeur noir à l'université du Mississipi et fut poursuivi par l'*Attorney General* Robert Kennedy pour sédition, insurrection et rébellion. On pense que Walker s'était uni aux militaires français de l'OAS dans le complot visant à tuer de Gaulle ; ces mêmes milieux sont également soupçonnés d'avoir trempé dans le meurtre de Kennedy. Un peu plus tard, en 1963 et 1964, George H.W. Bush brigua le poste de sénateur du Texas avec un projet qui incluait l'élimination de Castro et l'utilisation de l'arme nucléaire contre le Vietnam du Nord (Meyssan 2002, p. 139-146 ; Tarpley 1992, p. 155-185).

Le général Edward Lansdale était l'un des plus fervents praticiens des forces spéciales, des opérations spéciales et des méthodes militaires utopiques du même genre pendant la guerre froide. Il était l'un des architectes principaux de l'engagement catastrophique au Vietnam. Lansdale avait fondé l'école spéciale de guerre à Fort Bragg en Caroline du Nord. Il travaillait en collaboration étroite avec Allen Dulles, l'avocat de Wall Street qui prit la tête de la CIA sous Eisenhower et qui concocta le plan de la baie des Cochons et l'imposa au tout nouveau président Kennedy. Quand la baie des Cochons échoua et que Kennedy décida sagement de faire marche arrière en réduisant les pertes militaires dans ce qui était déjà une lamentable débâcle, la clique d'Allen Dulles ainsi que bon nombre d'officiers axés sur un contre-soulèvement accusèrent non pas leur propre planification incompétente, mais Kennedy. En février 1962, Robert Kennedy déclara à Lansdale que son opération secrète Mangouste – un complot pour tuer Castro – devait être annulée et qu'il devait plutôt concentrer son énergie à recueillir des renseignements.

Les réseaux Dulles-Lemnitzer-Lansdale ne doivent pas être considérés comme des avatars d'un passé disparu, mais comme une présence vivante au Pentagone, à la CIA, à la NSA et dans d'autres agences. Vu les antécédents de ce réseau, il faut impérativement le passer au crible dans le contexte du 11 Septembre.

Les documents Northwoods partent du principe que les États-Unis doivent rechercher la guerre contre Cuba à brève échéance afin de renverser le régime : « Les chefs d'état-major des armées recommandent qu'une politique nationale d'intervention militaire rapide à Cuba soit adoptée par les États-Unis ; ils recommandent aussi que cette intervention soit entreprise le plus tôt possible et, de préférence, avant la démobilisation des forces de la Garde nationale et des réservistes encore en service actif ». Une partie de l'effort devra consister à diaboliser Castro et son gouvernement communiste. Les conjurés Northwoods pensaient que « l'opinion mondiale et l'enceinte constituée par les Nations Unies devraient être favorablement impressionnés par l'apparition, sur le plan international, de l'image d'un gouvernement cubain insensé et irresponsable faisant planer une menace dangereuse et imprévisible sur la paix du monde occidental. » Comment diaboliser Castro ? Northwoods répond : « Faire exploser quelques bombes au plastic en certains points soigneusement choisis, arrêter quelques agents cubains et divulguer des documents préparés à l'avance prouvant la culpabilité de Cuba serait aussi très utile pour propager l'image d'un gouvernement irresponsable. » De plus, « quelques tentatives de détournement d'avions civils en l'air et au sol pourraient passer pour des mesures de harcèlement tolérées par le gouvernement cubain. »

Les conjurés de Northwoods n'hésitèrent pas à prescrire des attaques sur des vaisseaux, avions ou installations étasuniens : « On pourrait faire exploser un vaisseau étasunien dans la baie de Guantanamo et accuser Cuba » écrivirent-ils ; « la liste des victimes dans les journaux soulèverait une vague d'indignation nationale très utile. » Les planificateurs de « Northwoods » n'avaient pas oublié l'incident du *Maine* de 1898. Ils n'hésitèrent pas non plus à proposer une campagne meurtrière de terreur contre des civils étasuniens : « Nous pourrions mener une campagne de terreur cubaine dans la région de Miami, dans d'autres villes de Floride et même à Washington » proposèrent les planificateurs de l'état-major des armées. « Cette campagne de terreur pourrait être attribuée aux réfugiés cubains cherchant asile aux États-Unis. » Voilà qui met à mal l'idée que quelques éléments corrompus du Pentagone et de la CIA auraient des inhibitions métaphysiques profondes à tuer leurs propres troupes ou des citoyens étasuniens en général ; c'est une importante leçon à retenir pour l'analyse du 11 Septembre.

À la recherche d'un prétexte, les planificateurs du JSC envisageaient également un massacre de citoyens étrangers : « Nous pourrions couler un bateau de Cubains se dirigeant vers la Floride (réel ou simulé)… Nous pourrions encourager des attentats contre des réfugiés cubains aux États-Unis et même en blesser certains dans des cas à étaler longuement dans les médias. »

Voici le projet le plus compliqué proposé par les penseurs de Northwoods :

*Additif à l'Annexe à la pièce jointe A*
*Prétextes justifiant une intervention militaire US à Cuba*

8. Il est possible de déclencher un incident qui montrerait de façon convaincante qu'un avion cubain a attaqué et abattu un avion de ligne civil plein de passagers se rendant des États-Unis à la Jamaïque, au Guatemala, au Panama ou au Venezuela. La destination serait choisie uniquement pour que le plan de vol survole Cuba. Les passagers seraient des étudiants en vacances ou un groupe de personnes ayant un intérêt commun pour étayer l'idée d'un vol non régulier.

a) Sur la base aérienne d'Eglin, un avion serait peint et numéroté exactement comme un avion civil appartenant à une organisation de la CIA dans la région de Miami. À l'heure dite, le double serait substitué au véritable avion civil et serait rempli avec les passagers civils sélectionnés, tous embarqués sous un pseudonyme soigneusement préparé. Le véritable avion civil serait transformé en drone.

b) Les heures de décollage du drone et du véritable avion seraient calculées pour permettre une rencontre au sud de la Floride. À partir du point de rencontre, l'avion chargé de passagers descendrait à une altitude minimale et irait directement atterrir sur un terrain auxiliaire de la base d'Eglin où les passagers seraient évacués et l'avion rendu à son identité d'origine. Pendant ce temps, le drone poursuivrait son plan de vol tel que déposé. Au-dessus de Cuba, il enverrait sur la fréquence de détresse internationale le signal « MAY DAY » en précisant qu'il est attaqué par un MIG cubain. Cette transmission serait interrompue par la destruction de l'avion déclenchée à distance par signal radio. Cela permettrait aux stations radio de l'OACI (Organisation internationale de l'aviation civile) de l'hémisphère [sic] occidental de dire aux États-Unis ce qui est arrivé à l'avion, au lieu d'obliger les États-Unis à faire « gober » cette information.

Comme on le verra, c'était un modèle parfait pour la théorie du contrôle à distance et de l'échange d'avions, qui peut expliquer un grand nombre de discordances du 11 Septembre, jusqu'au détail final de l'ignorance feinte de l'événement.

À l'époque où le colonel John Glenn était sur le point de tenter son vol sur orbite, Lemnitzer et le plan Northwoods étaient prêts. Ils ne préparèrent pas explicitement le sabotage de la fusée de Glenn mais se montrèrent prêts à exploiter le moindre incident pour atteindre leur but qui était, comme toujours, l'invasion de Cuba. Lemnitzer suggéra qu'une catastrophe impliquant un astronaute pourrait servir de prétexte pour faire la guerre « en fabriquant diverses pièces à conviction prouvant une interférence électronique de la part des Cubains. » D'où la classification NOFORN signifiant que le projet devait être tenu secret de tous les ressortissants à l'étranger, y compris de ceux habilités au secret défense.

L'imagination de la cabale Northwoods semblait sans limite ; il ne fait guère de doute que le seul exemple divulgué ici provenait d'un réservoir de subterfuges beaucoup plus vaste. Les comploteurs étaient avides de mettre en scène « une série d'incidents bien coordonnés qui devraient se dérouler dans et hors » la base navale de la baie de Guantanamo à Cuba. Il s'agirait d'un groupe de Cubains anti-castristes, portant des uniformes de l'armée cubaine, qui « déclencheraient des émeutes près de la porte principale de la base. D'autres joueraient le rôle de saboteurs à l'intérieur. Des munitions exploseraient, des incendies démarreraient, des avions seraient sabotés, des tirs de mortiers partiraient de la base pour endommager des installations. »

Une autre voie menant à la guerre pourrait consister à lancer les Cubains dans un conflit avec d'autres nations des Caraïbes au moyen d'opérations secrètes et de provocations étasuniennes : « Il peut être tiré parti de la susceptibilité des forces aériennes de la République dominicaine envers toute intrusion dans leur espace aérien. Des B-26 ou des C-46 "cubains" pourraient mettre le feu de nuit à des champs de canne à sucre. On trouverait les incendiaires dans le bloc soviétique. Cela pourrait aller de pair avec des messages "cubains" au mouvement communiste clandestin de République dominicaine et avec des livraisons "cubaines" d'armes qui seraient trouvées ou interceptées sur la plage. L'utilisation d'avions de type MIG par des pilotes étasuniens pourrait offrir une provocation supplémentaire. »

Enfin, il y avait un plan pour « montrer que des MIG communistes cubains avaient détruit un avion de l'armée de l'Air étasunienne au-dessus des eaux internationales au cours d'une attaque sans provocation. » C'était une opération particulièrement crédible vu le nombre d'avions abattus enregistré à cette période. Lemnitzer était certain que les chefs d'état-major des armées (le JCS) devaient s'occuper de ces opérations secrètes : « Il est recommandé » concluait-il « que la responsabilité des opérations militaires ouvertes et secrètes soient confiée au JCS » (http://www.gwu.edu/~nsarchiv/news/20010430/). Voilà qui offre un parallèle intéressant avec les tendances au sein de l'administration actuelle.

Northwoods n'a jamais été appliqué à Cuba. Cela ne signifie pourtant pas que ces idées n'aient pas été mises en œuvre. Dans l'incident du golfe du Tonkin d'août 1964, deux destroyers étasuniens croisaient le long de la côte du Vietnam du Nord, tout près de vaisseaux sud-vietnamiens qui bombardaient le Nord. Le Pentagone annonça alors que les deux destroyers, le *Maddox* et le *Turner Joy*, avaient été attaqués par des torpilleurs nord-vietnamiens. Le Président Johnson donna l'ordre d'attaquer les ports et bases navales du Nord-Vietnam ; cet incident fut également mis à profit pour extorquer au Congrès la trop fameuse résolution du golfe du Tonkin qui lui donnait un pouvoir illimité pour faire la guerre.

Plus tard, on découvrit que les écrans radars des destroyers n'avaient probablement vu aucun torpilleur nord-vietnamien, mais plutôt des images fantômes ; une fois de plus, nous avons là un parallèle avec les « simulations de guerre » et les « fausses taches sur le radar » signalés par les contrôleurs de vol de la FAA le 11 Septembre. À la suite de l'incident du golfe du Tonkin, Johnson se lança nettement sur la voie de l'escalade vers la guerre du Vietnam avec les conséquences désastreuses qui en découlèrent pour tous les participants. Le cerveau qui a produit Northwoods et l'affaire du golfe du Tonkin est un cerveau qui n'aurait eu aucun mal à planifier le 11 Septembre. Et rien n'indique que ces réseaux aient jamais été anéantis.

## La fausse cellule al-Quaida du Mossad

Le vendredi 6 décembre 2002, Rachid Abou Shbak, chef de la Sécurité préventive palestinienne de la bande de Gaza, annonça que ses militaires avaient découvert qu'un certain nombre de collaborateurs palestiniens avaient reçu, de la part d'agences de sécurité israéliennes, l'ordre de « travailler dans la bande de Gaza sous le nom d'al-Qaida. » La chaîne de télévision al-Jazira annonça que les autorités palestiniennes avaient arrêté un groupe de Palestiniens « collaborateurs des occupants israéliens » à Gaza, qui essayaient d'y mettre sur pied une opération au nom de l'al-Qaida de ben Laden. Le porte-parole de l'autorité palestinienne déclara que les membres du groupe avaient avoué avoir été recrutés et entraînés par le Mossad, les services secrets israéliens. Sharon affirma personnellement, le 4 décembre 2002, qu'il avait la preuve d'opérations d'al-Qaida à Gaza et utilisa ces allégations pour justifier les attaques brutales des forces de défense israéliennes (IDF) sur la bande de Gaza le lendemain, au commencement des fêtes musulmanes de l'Aïd, célébrant la fin du Ramadan. Dix civils furent tués lors des assauts de l'IDF.

L'agence Reuters publia un long reportage illustré de l'affaire par Diala Saadeh, le 7 décembre 2002, sous le titre « Palestine : Israël a contrefait la présence d'al-Qaida à Gaza ». L'article citait le président Arafat qui, depuis son QG de Ramallah en Cisjordanie, avait dit aux reporters : « C'est un gros, gros, gros mensonge de couvrir les attaques [de Sharon] et ses crimes contre notre peuple, où que ce soit. » Le ministre de l'Information, Yasser Abed Rabbo, expliqua : « Certains éléments ont été instruits par le Mossad de former une cellule sous le nom d'al-Qaida dans la bande de Gaza afin de justifier les assauts et les campagnes militaires de l'armée d'occupation israélienne contre Gaza » (*Ha'aretz*, Reuters et al-Jazira, 7 décembre 2002). Sharon est naturellement un maître des tactiques sous fausses bannières de ce type, ayant été impliqué dans la direction de l'organisation d'Abou Nidal ainsi que dans la création du Hamas.

Le dimanche 8 décembre 2002, Nabil Shaath, ministre du Plan et de la coopération internationale de l'Autorité palestinienne, tint une conférence de presse avec le colonel Rachid Abou Shbak, chef du service de la Sécurité préventive de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza, pour rendre publics des documents et fournir d'autres renseignements sur la création par les services secrets israéliens d'une cellule al-Qaida de son cru. Shaath incita les diplomates à « demander à leurs pays qu'ils exercent des pressions sur le gouvernement israélien pour que celui-ci mette un terme à l'agression israélienne » et annonça que l'Autorité palestinienne avait remis aux ambassadeurs et aux consuls des pays arabes et autres des documents révélant l'implication des services secrets israéliens dans le recrutement de citoyens de la bande de Gaza au sein d'une fausse organisation portant le nom d'al-Qaida.

Le but de cette opération était de créer un nouveau prétexte pour agresser les habitants de la bande de Gaza. Shbak déclara que l'Autorité palestinienne avait découvert huit cas de recrutement pour la fausse al-Qaida dans les neuf mois passés. Trois Palestiniens avaient été arrêtés et onze autres relâchés « pour être venus nous informer de ce complot israélien. » Le service de sécurité de l'Autorité palestinienne avait suivi la trace d'appels de téléphones cellulaires et de courriels prétendument envoyés d'Allemagne et du Liban jusqu'en Israël ; il s'agissait de messages demandant aux Palestiniens d'adhérer à al-Qaida. Un courriel portait même une fausse signature d'Oussama ben Laden. « Nous avons fait des recherches sur l'origine de ces appels et de ces messages utilisant la technique de l'itinérance et nous avons découvert qu'ils venaient tous d'Israël », ajouta Shbak. Les recrues étaient mises en binôme avec des collaborateurs à Gaza et recevaient de l'argent et des armes « dont la plupart ne fonctionnaient pas ». L'argent était fourni par des collaborateurs ou transféré de comptes bancaires en Israël et à Jérusalem (ministère de l'Information publique de Palestine, IslamOnline, 9 décembre 2002).

## Meurtre terroriste sous couvert de politique nationale britannique

En avril 2003, la Grande-Bretagne fut secouée par l'un des plus grands scandales de tout l'après-guerre impliquant les services secrets. Le Préfet de police, Sir John Stevens, le plus haut fonctionnaire de Grande-Bretagne, livra le troisième volet de son rapport qui prouvait qu'une branche spéciale des services secrets de l'armée avait coordonné le meurtre d'une trentaine de catholiques en Irlande du Nord dans les années 1989-1990. Stevens avait déjà commencé son enquête en 1989 mais son rapport ne fut publié qu'en 2003 à la suite de deux ajournements en 2002.

Les enquêtes de Stevens se concentraient sur l'unité de recherche des forces de renseignement de l'armée britannique (FRU, Force Research Unit) soupçonnée de collaborer avec des groupes paramilitaires loyalistes protestants pour tuer des catholiques. Un facteur aggravant était que, à l'époque où ces meurtres étaient commis, en 1989-90, le chef de la FRU était un officier nommé Gordon Kerr. Jusqu'à février 2003, Kerr était l'attaché militaire britannique à Beijing, un des postes militaires les plus élevés pour un officier britannique. Sir John Stevens confirma que ce même mois de février 2003, il préparait des documents pour le directeur des poursuites publiques (DPP) en vue d'une procédure contre Kerr. À ce moment-là, devenu général de brigade, Kerr fut muté au Koweït ; il était en poste en Irak quand le rapport Stevens parut (BBC, 17 avril 2003).

Le rapport Stevens représentait, selon son auteur, « la plus grande enquête entreprise dans le Royaume-Uni » avec 9 256 témoignages et 10 391 documents enregistrés (environ 1 million de pages) et 16 194 pièces à convictions saisies. En avril 2003, le procès Stevens devait déboucher sur 144 arrestations et 94 mises en accusation (Stevens, p. 17). Les résultats de Stevens se concentraient sur la complicité dans le meurtre de Finucane et autres. « La collusion est évidente à plusieurs égards, depuis l'absence intentionnelle d'archives jusqu'à l'implication d'agents dans des meurtres, en passant par l'absence de responsabilité et la rétention de preuves et de renseignements » (Stevens, p. 18).

Il fut évident pour tout le monde que Kerr et sa FRU n'auraient jamais pu avoir commis ces atrocités par eux-mêmes : ils devaient avoir reçu « des ordres venant du plus haut niveau » c'est-à-dire du bureau du Premier ministre Margaret Thatcher. Restait à voir si l'enquête Stevens allait impliquer Thatcher. La presse britannique soulignait que le principal agent de Kerr dans les opérations de la FRU pour coordonner l'Association de défense de l'Ulster (UDA) dans la réalisation d'au moins 30 meurtres était un certain Brian Nelson. Nelson, sous la direction de Kerr, avait intrigué pour devenir le chef des renseignements de l'UDA. En janvier 1990, l'équipe de Stevens l'identifia comme un suspect essentiel et projeta de l'arrêter, avec d'autres, lors d'une descente organisée au petit matin. Quelques heures avant les arrestations prévues, les officiers se rendirent à leur QG sécurisé et trouvèrent leurs bureaux en proie aux flammes, les alarmes incendie, les téléphones et les alarmes thermosensibles hors service et beaucoup de leurs dossiers détruits. C'était de toute évidence un incendie criminel.

Pour couronner le tout, Brian Nelson mourut une semaine avant la parution du troisième tome du rapport Stevens, apparemment d'une hémorragie cérébrale. L'enquête Stevens avait été lancée en 1989 à la suite du meurtre d'un grand avocat catholique, Pat Finucane. La famille de Finucane avait toujours persisté à affirmer que les forces de sécurité

étaient impliquées dans cet assassinat ; elle rejeta le rapport Stevens comme étant insuffisant. La veuve de Finucane, Géraldine, exigea une enquête judiciaire complète, seul moyen, d'après elle, de s'occuper de l'affaire. Alex Maskey, lord-maire de Belfast, fit le commentaire suivant sur le rapport Stevens : « Le problème n'est pas celui de la présence d'éléments corrompus dans le système britannique, mais d'une police d'État jouissant d'une protection au plus haut niveau. »

L'enquête Stevens ne s'était pas développée dans le vide. Elle avait été stimulée par le travail du réalisateur et auteur Sean McPhilemy dont le livre *The Committee* : *Political Assassination in Northern Ireland* était paru en 1998. McPhilemy a systématiquement démontré la présence de complicités dans le gouvernement britannique, l'armée britannique, la gendarmerie royale de l'Ulster (RUC), les escadrons de la mort loyalistes paramilitaires et parmi les respectables citoyens dans la préparation et l'exécution d'assassinats de républicains paramilitaires et de catholiques.

Le livre de McPhilemy démontre le rôle de la RUC, de sa branche spéciale la FRU et de l'agent militaire britannique Brian Nelson dans le meurtre de l'avocat des droits de l'Homme Pat Finucane et d'autres. Il donne aussi la preuve de l'implication des services secrets intérieurs britanniques (MI-5) et des commandos des services secrets de l'armée de l'Air (SAS) dans ces opérations. En dépit de ces révélations, les faiseurs d'opinion persistent à désigner l'Irlande du Nord comme un exemple parfait de violence spontanée d'inspiration religieuse exigeant un pouvoir policier de type colonial pour y maintenir l'ordre.

## Les médias sous influence

Il va presque sans dire que l'exploitation politique efficace d'une opération terroriste à grande échelle telle que le 11 Septembre dépend dans une mesure extraordinaire de la complicité des médias. Jusqu'ici, nous avons parlé des taupes comme d'un réseau privé au sein du gouvernement visible, mais les médias sont également truffés de taupes. Leur travail consiste à soutenir le projet terroriste dans sa totalité. Le 11 Septembre, ce sont les taupes des médias qui ont commencé les premières à seriner la mythique ligne du parti relative à ben Laden et al-Qaida. Dans ce sens, ce sont les principaux propagateurs du mythe, Bush et les autres fermant la marche. Nous avons déjà suggéré que la majorité des fuites sans preuve impliquant ben Laden et al-Qaida provenait sans doute de Richard Clarke et de George Tenet.

Ce n'est pas un secret que la CIA a longtemps recruté des directeurs de médias et certaines personnalités médiatiques pour que ceux-ci lui servent de vecteurs d'influence. Les dirigeants des conglomérats médiatiques, étant de puissants oligarques, peuvent aussi participer plus ou moins consciem-

ment à l'opération qui se déploie ; ils peuvent donc donner à leurs personnalités médiatiques des instructions quant à la ligne à adopter. En tout cas, ils souscrivent aux orientations politiques auxquelles mène le mythe.

## Un centre de commandement

Cette panoplie d'éléments – lampistes, taupes, professionnels et médias – présuppose manifestement un élément supplémentaire : un centre de commandement et de coordination pour guider tous ces activistes vers l'issue recherchée. Un certain nombre de rapports sur le 11 Septembre sont allés jusqu'à suggérer que la coordination en était assurée par le Président Bush en personne, mais il faut très sérieusement répliquer que c'est impossible, et pas seulement parce que les capacités mentales et techniques requises en matière de terrorisme lui font défaut.

Aux fins de propagande, il est admissible, et probablement nécessaire, de diriger sa colère contre Bush en tant que globalement responsable du 11 Septembre ; depuis lors, il a mérité l'opprobre par d'autres biais, mais pas de la manière simple et linéaire à laquelle certains peuvent penser. Néanmoins, quand nous tentons d'analyser en détails comment le 11 Septembre a pu se produire, il apparaît clairement que dans toute conspiration sérieuse, une personnalité du calibre de Bush 43 serait normalement une des dernières personnes à être au courant. Après tout, ce n'est qu'un homme de paille, un bouclier servant à la faction *CIA-Brown Brothers-Harriman-Skull & Bones-néoconservateurs-famille Bush* qui est elle-même un panier de crabes oligarchique, et non un appareil discipliné et centralisé.

Il n'est pas vraisemblable que le centre de commandement du 11 Septembre ait pu se trouver dans les hautes sphères du gouvernement ; il est beaucoup plus probable qu'il soit totalement en dehors du gouvernement. Depuis le premier mandat de Reagan, la communauté des services secrets étasuniens a été largement privatisée sous l'égide du décret présidentiel 12333. Cela signifie que les moyens réellement essentiels pour une opération telle que le 11 Septembre ne sont plus à chercher au centre des services secrets de Bush, à Langley en Virginie, qui abrite le siège de la CIA, mais plutôt dans une myriade d'entreprises privées militaires, de sociétés technologiques, de groupes d'experts, de cabinets d'avocats, de sociétés de relations publiques et de compagnies en tous genres servant de façades. C'est là, plutôt que dans un bureau secret du gouvernement, qu'il faudrait normalement chercher le centre de planification et d'exécution du 11 Septembre. Toutefois, vu l'audace incroyable de l'opération, on ne peut exclure que certaines subdivisions spécifiques d'agences gouvernementales puissent être impliquées. À cet égard, il faut compter parmi les candidats possibles une Direction au sein du ministère de la Défense ou une unité militaire spéciale secrète.

Pour ceux qui trouvent incroyable que le terrorisme dirigé contre le Pentagone émane de l'intérieur même du Pentagone, rappelons que le Président François Mitterrand, le Premier ministre italien Bettino Craxi et le financier italien Michele Sindona ont tous, à un moment ou à un autre, fomenté un attentat raté contre eux-mêmes, probablement dans le but de s'attirer la sympathie du public. Le principe de base est aussi banal que celui de la fraude à l'assurance.

## Sous la houlette d'un réseau

Il importe de souligner que la terreur fabriquée à grande échelle du type du 11 Septembre est généralement dirigée non pas tant par des institutions identifiables agissant comme une entité que par un réseau ou une faction de comploteurs traversant en diagonale toutes les institutions. Ce n'est pas le gouvernement visible élu qui trame le terrorisme, mais un gouvernement parallèle, invisible et secret. Et ce gouvernement secret se cache au sein du gouvernement public élu.

L'essence de ce phénomène est un réseau privé qui a installé ses opérateurs à des postes clefs et influents d'où des bureaucraties tout entières peuvent être contrôlées, manipulées ou paralysées. À la limite, on pourrait dire que le FBI appartient entièrement à un réseau de taupes. Mais, même si le pouvoir des taupes au sein du FBI est très important, le mémo de Phoenix et la note de Colleen Rowley suffisent à montrer que même le FBI n'est pas composé exclusivement de taupes. Si le FBI agit généralement comme une pure et simple organisation de taupes, c'est grâce au pouvoir prépondérant de certaines taupes bien placées qui peuvent, sur des points précis, faire faire aux institutions ce que veut leur faction.

Le réseau secret et privé au plus haut niveau du gouvernement étasunien qui était derrière le 11 Septembre est en place depuis un certain temps. Nous en voyons la marque dans des événements tels que la crise des U-2, la baie des Cochons, l'assassinat de J.F. Kennedy, les assassinats de Robert Kennedy et de Martin Luther King, une partie du Watergate, l'Iran-Contra, le bombardement du Kosovo (et de l'ambassade chinoise de Belgrade), l'incident du *Koursk*, et d'autres opérations, sans compter d'autres signes précurseurs remontant au XIX^e^ siècle. Cette liste n'est pas exhaustive. Il s'agit d'un réseau agressif, impérialiste et meurtrier qui cherche sans cesse à se perpétuer par le biais de conflits et de guerres.

Pour provoquer un conflit politique, il est souvent nécessaire et même indispensable de personnaliser les événements en encourageant les citoyens à diriger leur colère contre un chef odieux de la faction opposée ; cela permet souvent une mobilisation plus efficace que de réclamer la défaite d'une abstraction ou d'une collectivité. Dans ce sens, reprocher le 11 Septembre à Bush est de bonne politique, tout en étant proche de la

vérité, mais pas de la façon simple que beaucoup supposent. C'est un argument naïf de dire que si le gouvernement était impliqué dans le 11 Septembre, ce qui est certainement vrai, cela prouve que le chef en titre du gouvernement étasunien et occupant de la Maison Blanche, G.W. Bush, était à la tête du complot. Cela reviendrait à surestimer le pouvoir présidentiel, avec le conditionnement des médias.

Après la mort de Franklin D. Roosevelt, l'oligarchie étasunienne fit collectivement le serment de ne plus jamais laisser un dirigeant élu exercer efficacement les pouvoirs constitutionnels dévolus à la présidence. Cela fut codifié par la limitation à deux mandats (soit une durée de 8 ans) consignée dans l'amendement XXII de 1947-51 qui affaiblit dorénavant le rôle du Président.

C'est alors que commença la série des Présidents-marionnettes : Harry S. Truman, toujours sensible au chantage pour son rôle dans la machine douteuse de Pendergast du Missouri ; Truman, docilement aux ordres d'une commission où figuraient Clark Clifford, Dean Acheson, Averill Harriman et Robert Lovett et, depuis lors, toujours présenté par l'oligarchie comme un Président exemplaire.

Eisenhower fut le placide président de conseil d'administration, qui ne força pas Montgomery et Patton à coopérer pendant la 2e guerre mondiale ; l'essentiel du vrai pouvoir était exercé par les frères Dulles. L'oligarchie considérait Kennedy comme un *playboy* et un obsédé sexuel ; il s'avéra un homme de principes. Kennedy montra son désir de « tenir en laisse » la Réserve fédérale, de forcer Wall Street, personnifié par US Steel, à faire marche arrière ; il refusa de laisser ses conseillers (EXCOMM) profiter de la crise des missiles de Cuba pour engager une guerre mondiale contre l'URSS. La réaction de l'oligarchie se fit sentir l'année suivante.

Malgré son pouvoir apparent, Lyndon B. Johnson fut handicapé par ses pathologies, qui le poussèrent à accepter l'aventure du Vietnam que Kennedy avait refusée. Doris Kearns Goodwin a parfaitement étudié cette question dans son livre sur Johnson. Richard Nixon avait fait une sorte de dépression nerveuse dans les années 60 après avoir perdu le poste de gouverneur de Californie en 1962 et suite à la mort de sa mère ; il se plia aux ordres de Kissinger qui les recevait lui-même des frères Rockefeller etc. Ford, d'après Lyndon B. Johnson, avait des capacités mentales si restreintes qu'il n'était pas capable de marcher et de mâcher du chewing-gum en même temps. Carter, lui aussi, avait fait une dépression nerveuse après avoir été dépossédé de son poste de gouverneur de Géorgie.

Reagan avait appris à dissimuler ses tendances mesquines et vindicatives derrière un masque de jovialité paternaliste ; il jouait le rôle du bon tonton, un des archétypes de l'idéologie américaine, mais déléguait la plupart des décisions à Bush et à Baker, après que l'on eut chassé Haig.

Dans l'intervalle, Reagan somnolait et bavait ; vers 1987, son incapacité mentale devint assez visible pour faire scandale.

Bush 41 était un homme très malade dès la deuxième moitié de sa présidence ; son problème thyroïdien était le symptôme de troubles psychosomatiques qui se retrouvent encore dans les divers syndromes manifestés par son fils, tels que son penchant pour les décisions irréfléchies (Tarpley 1992). Bush père fit carrière grâce à Kissinger et laissa les associés de ce dernier, Scowcroft et Eagleburger, partager le pouvoir avec Baker. Dans les cas graves, tels que la crise du Koweït, Bush prenait ses ordres de Thatcher. Dukakis, son adversaire démocrate en 1988, était lui aussi une personnalité sérieusement dérangée, comme je l'ai fait remarquer à l'époque.

Clinton avait la réputation, comme JFK, d'être un obsédé sexuel et un anglophile, mais il s'avéra plus intelligent que les oligarques ne le pensaient. Il fut donc autorisé à assurer deux mandats, mais le vrai pouvoir fut pris, après janvier 1998, par les PPG* agissant sous le prétexte de l'*impeachment*. Un autre chapitre de ce livre décrit l'épave que représente Bush fils sur le plan mental. Par ailleurs, les nombreux crimes des Bush font d'eux d'excellentes proies pour le chantage.

En bref, l'oligarchie favorise les candidats intellectuellement et moralement incapables de gouverner en exerçant tous les pouvoirs conférés par le poste, et qui acceptent donc de voir leurs choix prédéterminés par les valets de l'oligarchie financière de Washington. En tout état de cause, la plus grande partie du pouvoir présidentiel a été transférée au conseil d'administration de la Réserve fédérale qui n'est pas élu et n'a de comptes à rendre à personne. Pendant les années Reagan, un haut fonctionnaire m'a dit que la classe bureaucratique permanente considérait que ce dernier était un Président parfait. Son rôle, avait ajouté ce fonctionnaire, est d'être le chef de l'État, ce qui signifie que son travail se limite à gérer les besoins émotionnels et symboliques du pays au cours des périodes de grande douleur et de grande tension, puisqu'il n'y a plus, de nos jours, que des désastres et peu de victoires. Les secrétaires adjoints et leurs suppléants géraient en réalité le gouvernement par le biais des groupes inter-agences et des groupes spéciaux inter-agences qui, eux, contrôlaient les PPG dans ce qui allait devenir les comités des PPG. La présidence était symbolique tandis que la bureaucratie permanente (plus la Garde du palais autour de la Maison Blanche) formaient une sorte de Premier ministre collectif qui prenait les décisions et gouvernait réellement, et même cela devait se faire dans les limites définies par les médias sous influence.

---

* *Principal's Committee.* PPG : Principaux Personnages du gouvernement. Néologisme inauguré dans la traduction du rapport officiel. (NdT)

Face à tout cela, l'idée que le Président des États-Unis possède le pouvoir réel ou prend de vraies décisions est légèrement fantasque. Au cours des minutes cruciales à la Booker School *, Bush 43 avoua lui-même que pendant qu'il lisait *La Petite Biquette*, il se voyait plutôt en personnage symbolique appelé à donner une image de force plutôt qu'en gestionnaire de crise. Celui qui gouvernait était Richard Clarke, de la bureaucratie permanente, qui cria également haro sur al-Qaida.

Dans *Le Nouveau Pearl Harbor*, David Ray Griffin apporte une contribution importante à la recherche sur le 11 Septembre, mais ce livre présente le défaut de ne compter parmi les suspects que des institutions identifiables : les services secrets, le Pentagone ou la Maison Blanche. En réalité, le plus grand suspect est un réseau de taupes qui traverse en diagonale toutes ces instances mais qui, probablement, possède son centre de gravité et son centre de commandement dans le secteur public privatisé.

## P2OG : DES AGENTS PROVOCATEURS OFFICIELS

Les lecteurs de journaux n'en ont sans doute pas cru leurs yeux en lisant l'article suivant :

Washington, le 26 septembre 2002 (UPI). Un rapport du Pentagone qui plaide en faveur d'un nouvel effort budgétaire de 7 milliards de dollars affirme que les États-Unis devraient créer un groupe d'élite composé d'agents antiterroristes pour que la guerre contre le terrorisme soit préventive et anticipatrice en incitant al-Qaida à entreprendre des opérations pour lesquelles elle n'est pas préparée et qui exposeraient ses membres. Ce groupe d'opérations antiterroristes exigerait 100 personnes et au moins 100 millions de dollars par an à lui seul. Plutôt que de chercher simplement à dévoiler et à contrarier les plans des terroristes, comme le veut la stratégie habituelle, ce groupe proactif d'opérations préventives (P2OG) imaginerait des manières d'obliger les terroristes à réagir ou à déplacer leurs opérations, éventuellement aussi en volant leurs argents ou en les trompant par de fausses communications.

Ce groupe comprendrait des spécialistes en opérations sur l'information, en opérations psychologiques, en attaques de réseaux informatiques, en activités secrètes, en renseignements par signaux, en renseignements par personnes, en opérations commandos et en opérations de supercherie. Le ministère de la Défense possède déjà un groupe antiterroriste secret connu sous le nom de Delta Force, qui intervient en cas de crise. Le P2OG concentrerait prioritairement ses efforts sur la prévention même de ces crises.

* L'école que visitait Bush quand il apprit les attentats du 11 Septembre. (NdT)

Il semblerait que le point de départ de ces opérations soit Rumsfeld qui avait déclaré en mai 2002 : « La prévention et l'anticipation sont… la seule défense contre le terrorisme. Notre devoir est de trouver et de détruire l'ennemi avant qu'il ne nous frappe. » Il s'agit là de toute évidence d'une proposition de créer des cellules *de facto* terroristes placées sous l'autorité du Pentagone. Si le but est de provoquer la terreur, rien n'empêche le P2OG d'infiltrer des agents à l'intérieur de groupes terroristes existants ou de créer ses propres groupes terroristes qui auraient pour mission d'inciter les autres à se livrer à des attentats spécifiques. Aucune forme de contrôle ou de supervision ne permet de garantir que de tels abus n'aient pas lieu ; ces garanties devront être inhérentes à la conception du projet en question. En fait, l'existence même de l'esquisse de ce projet suggère fortement que le P2OG existe déjà, et qu'il est sans doute à l'œuvre.

## Chapitre 3

# La crise mondiale des années 90 : terreau du 11 Septembre

Je n'ai pas l'intention de déclencher
la troisième guerre mondiale pour vous faire plaisir.
**Général Sir Michael Jackson** *à Westley Clark, juin 1999.*

Contrairement à ce que tout le monde croit, les événements du 11 Septembre sont loin d'avoir été un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ils sont nés de la grave instabilité qui s'est peu à peu installée dans le monde et aux États-Unis dans les années 90. À cette époque, le monde s'est fréquemment trouvé au bord de crises menaçant d'effondrement les systèmes financiers et monétaires, dans un contexte de recrudescence des tensions entre les grandes puissances – États-Unis, Russie et Chine – qu'on avait crues reléguées au passé après la fin de la guerre froide. Le système politique américain manifestait bon nombre de symptômes de la crise qu'avait connue la République de Weimar (1919-1933). Le dénominateur commun des tempêtes des années 90 a été la mondialisation financière, matérialisée par le consensus de Washington qui s'est avéré totalement incapable d'organiser la vie économique du monde.

Au sein de cette crise, des réseaux agressifs, militaristes et sans foi ni loi, s'activaient à l'intérieur des États-Unis. Les événements du 11 Septembre nous incitent à nous intéresser à nouveau à ces réseaux irrespectueux des lois au sein du gouvernement des États-Unis, qui ont périodiquement fait triompher leurs vues, avec des conséquences dévastatrices. L'un d'eux était le réseau constitué par les frères Dulles, Lemnitzer et Lansdale et qui avait été dévoilé dans les années Iran-Contra ; c'était le monde des « astéroïdes », ou opérations de la communauté des renseignements privatisés.

C'est le réseau que l'on peut associer à la crise des U 2, à la baie des Cochons, à l'assassinat de Kennedy, à l'incident du Golfe du Tonkin, à l'assassinat de Martin Luther King, au Watergate, à l'affaire Iran-Contra et à toute une série d'autres événements de moindre portée. Un autre réseau agressif et entreprenant était celui des néo-conservateurs, sans cesse avide de nouvelles guerres où sont envoyés se battre les enfants des autres.

Comme le fait remarquer Sanguinetti, les États modernes ont tendance à recourir au terrorisme et à la violence au début de leur formation, quand ils sont en crise sévère et quand ils sont en voie de disparition. Dans le cas du 11 Septembre, les racines du terrorisme ne doivent se chercher que très marginalement du côté des événements du Moyen-Orient, et en tout cas pas dans une lointaine grotte d'Afghanistan. Les explications monocausales qu'aiment tant les élites, telles que la thèse de Hubbert du « commencement de la fin du pétrole », sont également insatisfaisantes car nous ne sommes pas face à des événements géologiques en tant que tels, mais à l'écroulement de toute une économie politique.

## Le malthusianisme oligarchique hier et aujourd'hui

Entre le 11 Septembre et le « commencement de la fin du pétrole », il y a un grand pas qu'il faut se garder de franchir ; il serait plus dangereux encore de relier le « commencement de la fin du pétrole » à la réduction de la population. Du fait que les oligarques ont toujours méprisé l'humanité dans son ensemble, ils affichent depuis toujours ce qui, depuis deux cent ans, porte le nom de malthusianisme. Dans l'antiquité grecque, une école de pensée expliquait que la guerre de Troie était nécessaire pour éliminer le poids des masses humaines qui oppressaient la poitrine de la Terre Mère. La notion axiomatique de surpopulation s'accompagnait alors d'une profonde hostilité envers les sciences et la technologie, surtout à cause de leur effet égalitaire. À l'époque de Thucydide, à Athènes, l'écrivain, appelé *le vieil oligarque*, se plaignait de ce que la très moderne flotte athénienne aidât les plébéiens à gravir les échelons de la société, tandis que la longue muraille entre Athènes et le Pirée (tout aussi modernes) tenait en échec les armées de l'oligarchique Sparte. Pendant l'agonie de l'empire romain, les décrets de l'empereur Dioclétien bannirent les progrès techniques en frappant d'illégalité toute modification apportée à l'équipement et aux biens des corporations. Pendant le déclin de l'empire vénitien, le décadent Giammaria Ortes (1713-1798) décida que la Terre avait une capacité porteuse maximale absolue et inaltérable qu'il fixa à 3 milliards d'individus.

Ortes fut pris pour modèle par le révérend britannique Thomas Malthus. La très célèbre théorie de Malthus selon laquelle l'accroissement de la population est géométrique tandis que celui de l'approvisionnement alimentaire n'est qu'arithmétique est contredite par des milliers d'années de progrès humain. Le véritable intérêt de Malthus, ne l'oublions pas, était de convaincre les capitalistes qu'ils devaient payer pour maintenir un clergé nombreux, composé de gens comme lui, dont le niveau de consommation serait une garantie contre le risque de surproduction. Le célèbre slogan de Malthus était : « Il est préférable d'avoir une Église dotée d'une vaste

panse.» Malthus fut à son tour la raison de la faillite de Darwin qui s'était aligné sur l'avide prélat. La théorie de l'évolution ne saurait être mise en doute, mais Darwin est un cas tout à fait à part, surtout avec sa thèse originale de l'« horloger aveugle » qui veut que l'évolution de l'univers soit totalement le fruit du hasard. L'auteur du présent livre partage plutôt la position de Leibnitz pour qui l'univers tend intrinsèquement à davantage d'ordre, d'organisation et de progrès.

Le défaut fatal de l'économie keynésienne est qu'elle repose sur des fondements malthusiens : il existe un excédent qui doit être consommé, et Keynes est incapable de distinguer entre les moyens productifs et les moyens parasites pour y parvenir. Plus près de nous, le point de vue malthusien a été promu avec grand succès par le sinistre Club de Rome fondé par Alexandre King et Aurelio Peccei. Le Club de Rome a soutenu l'infâme canular constitué par le livre *The Limits to Growth* [Les limites de la croissance] de Meadows et Forrester en 1968. Cette étude trompeuse s'était fondée sur un instantané des réserves connues des principaux produits de base industriels pour en extrapoler simplement, sur la base du taux de consommation de l'époque, le moment où elles seraient épuisées. Près de quarante ans plus tard, aucune de ces prédictions ne s'est avérée, et les réserves connues de beaucoup de produits de base sont supérieures à leur niveau de 1968.

En 1971-73, la longue période d'expansion économique associée au système de Bretton Woods de Franklin D. Roosevelt, et la reconstruction économique d'après guerre prirent fin. Il survint alors une série de crises monétaires qui détruisirent le dispositif monétaire le plus réussi que le monde ait jamais connu. Depuis 1971-73, la croissance économique à long terme dans la plupart des pays industrialisés s'est réduite de moitié, passant d'à peu près 5 % par an à quelque 2,5 % par an. Cette réalité, plus encore que la vague de désindustrialisation qui suivit, est la raison principale qui explique qu'aux États-Unis, le niveau de vie ait chuté d'environ 50 % sur la même période et que le coût de services essentiels tels que la santé et l'éducation ait été propulsé dans la stratosphère. Depuis 1971-1973, nous n'avons plus affaire à une économie normale, mais à une économie de plus en plus malade.

## Les faux chocs pétroliers des années 70

S'appuyant sur les mensonges du Club de Rome et des *Limites de la croissance*, Wall Street, la City de Londres et la Réserve fédérale, soutenus par le cartel pétrolier anglo-américain des Sept Sœurs*, décidè-

* De 1945 à 1990, sept compagnies pétrolières contrôlaient le marché du pétrole et avaient des arrangements secrets sur les prix. Depuis 1990, leur nombre s'est réduit grâce à des fusions. (NdT)

rent de gonfler le prix du pétrole pour sauvegarder le dollar ; l'Europe et le Japon paieraient la note. Cette manœuvre cynique s'accompagna de la guerre du Kippour d'Henry Kissinger au Proche-Orient en octobre 1973. Après le commencement des hostilités, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) déclara le boycott du pétrole arabe. Fin décembre 73, les discours de l'OPEP devinrent le prétexte d'une augmentation de 400 % du prix du pétrole réalisée par les banques et les spéculateurs boursiers de New York et Chicago. L'OPEP fut accusée, mais elle n'avait jamais été le véritable cartel. C'était un cartel « à la Potemkine *. » Le vrai cartel était composé des « Sept Sœurs. » Sans la connivence des Sept Sœurs dirigées par la Royal Dutch Shell/British Petroleum, aucune des gesticulations de l'OPEP n'aurait jamais abouti à rien. En réalité, il n'y eut aucune diminution des livraisons de pétrole vers les États-Unis. En décembre 73, les superpétroliers des principales grandes compagnies furent transformés en réservoirs en haute mer parce que toutes les installations de stockage étaient déjà pleines à craquer de brut. Mais cela n'empêcha pas les spéculateurs voraces de faire monter les prix.

Toute cette affaire avait été planifiée par Lord Victor Rothschild, chef occasionnel d'un groupe de réflexion attaché à la Royal Dutch Shell, la force dominante du cartel pétrolier des Sept Sœurs. L'opération fut décidée lors d'une réunion du soi-disant groupe Bilderberg, composé d'oligarques de la finance, en Suède, à Saltsjöbaden, du 11 au 13 mai 1973. La hausse du prix du pétrole avait pour but de créer artificiellement une demande massive de dollars US, afin de préserver efficacement le billet vert d'un effondrement à court terme qui aurait mis fin à son rôle de monnaie de réserve ainsi qu'à la capacité des financiers américains et britanniques de se livrer au pillage du monde grâce à ce mécanisme. En particulier, si le prix du pétrole n'était plus exprimé en dollars, New York et Londres ne pourraient plus exercer *de facto* le contrôle sur les réserves mondiales de pétrole. La crise pétrolière de 1973, suivie du recyclage des pétrodollars de l'OPEP à la Chase Manhattan Bank appartenant à David Rockefeller, maintint la demande de dollars et empêcha ainsi le billet vert d'être abandonné. Bien sûr, le monde a payé le prix de ce tour de passe-passe sous la forme d'une récession, la plus profonde depuis la 2e guerre mondiale.

En 1978-1979, au nom de la thèse insensée de Brzezinski selon laquelle le fondamentalisme islamique était le meilleur rempart contre le communisme soviétique, Carter et Brzezinski firent tomber le régime du Shah d'Iran. Dans la même veine, les États-Unis s'assurèrent également

* Potemkine avait fait construire des villages en façades avec des paysans amenés spécialement – et de force – des alentours pour acclamer l'impératrice Catherine de Russie au cours de son « tour du pays. » (NdT)

que le Shah serait remplacé par Khomeini, qui personnifiait le refus total et absolu de toute la civilisation moderne. Ayant si bien réussi en 1973-1974 dans la fausse crise pétrolière, les oligarques de New York et de Londres décidèrent de répéter l'opération en utilisant cette fois le spectre de la prétendue révolution islamique de Khomeini. Cette fois, les prix firent un bond de 200 %. Quand 1979 prit fin, il apparut que la production mondiale de pétrole n'avait pas baissé, mais les prix restèrent malgré tout au même niveau. Le « doublement » de 1979 eut des effets économiques encore plus dramatiques que le « quadruplement » de 1973, car l'économie mondiale était bien plus faible en 1979.

## Cheney veut un baril de pétrole à 100 dollars

Quand on voit le battage publicitaire fait à un livre comme celui de Paul Roberts *The End of Oil* [La Fin du pétrole] par Lou Dobbs sur CNN, plus le tir nourri, sur le même front, d'articles dans les médias sous influence, on comprend qu'un consensus anglo-américain est en train de se développer autour d'un baril à 100 dollars. La justification n'est pas difficile à trouver et n'a rien à voir avec la géologie : le dollar US est une fois de plus en phase terminale et le pétrole à 100 USD le baril créerait une nouvelle vague de demande artificielle ; le dollar deviendrait un peu plus attrayant pour les producteurs de pétrole et les autres, et cela retarderait peut-être de quelques années la fin de son statut de monnaie de réserve et de prix affichés. On ne s'étonnera pas des rumeurs qui assurent que toute l'agitation autour d'un baril à 100 USD émane du bureau du vice-Président Dick Cheney, dont le cabinet est dirigé par l'impitoyable néo-conservateur Lewis I. « Scooter » Libby.

En ce qui concerne l'argument des réserves effectives de pétrole, il est évident que le pétrole devrait de moins en moins servir de combustible et être utilisé plutôt dans l'industrie pétrochimique. Il est également évident que le moteur à combustion interne, une technologie qui a maintenant plus de cent ans, doit être remplacé. Mais il est également évident que l'accroissement de la population mondiale et, du moins on peut l'espérer, le développement économique mondial, vont nécessiter davantage de sources d'énergie. Dans l'histoire de l'humanité, toutes les étapes de l'évolution technologique ont puisé dans la biosphère pour y prélever des ressources consommables, avec pour corollaire inévitable que ces ressources disparaîtraient forcément un jour. Ainsi, le grand impératif de l'évolution de l'humanité ne saurait être la rigueur et l'austérité, mais plutôt l'innovation, l'invention, la découverte et le progrès. Si les sources d'énergie existantes sont insuffisantes, la science va devoir en trouver d'autres, sans idéologies préconçues. L'énergie solaire présente en dehors de la ionosphère, dans l'orbite terrestre, pourrait constituer une solution

d'avenir. La seule chose que nous ne devons pas faire est de déduire de la hausse du prix du pétrole la nécessité de diminuer la population mondiale, car tel est bien le programme de l'oligarchie malthusienne anglo-américaine, programme qui est déjà en place comme objectif politique depuis l'infâme NSSM 200* de Kissinger et les campagnes Global 2000/Global Futures du Département d'État de Muskie sous la désastreuse présidence de Carter.

La mainmise généralisée sur le pétrole et les matières premières du monde ne signifie rien moins qu'un désastre économique mondial et une guerre mondiale imminente. En 1941, le but principal de la guerre était, pour le Japon, de s'emparer du pétrole des Indes orientales néerlandaises. Les divisions des *panzers* de Hitler, dans l'opération Barberousse, avaient mis le cap sur Bakou, l'aorte pétrolière de Staline. Le propre plan d'attaque de Staline visait Ploesti, en Roumanie, seule source de pétrole pour l'Allemagne. Chacun de ces plans cherchait à priver l'adversaire de pétrole tout en en procurant à leurs auteurs pour les aider à gagner la guerre. C'est la même dynamique qui est en œuvre de nos jours, en partie sous couvert de faire face au « *commencement de la fin du pétrole* ».

## Consensus de l'oligarchie des États-Unis en faveur du terrorisme

Au cours des années 90, l'oligarchie des États-Unis a dégagé un consensus sur la nécessité de fabriquer une certaine forme de terrorisme pour protéger son pouvoir dans le contexte d'une régression économique et financière de plus en plus marquée. Ce consensus a été élaboré par des commissions associées avec des noms tels que Hart et Rudman, Gillmore, Rumsfeld ou le New York Council on Foreign Relations. Le terrorisme, d'après l'oligarchie, était nécessaire pour maintenir la cohésion du système hiérarchique et la légitimité de sa domination, pourtant sans fondement. Cette position était tout à fait conforme à la thèse de l'« image de l'ennemi » de Carl Schmitt, approfondie récemment par Samuel Huntington.

* US National Security Council, « Implications of Worldwide Population Growth for US Security and Overseas Interests, » National Security Study Memorandum 200, 10 décembre 1974. (« Implications de la croissance de la population mondiale pour la sécurité des États-Unis et de leurs intérêts à l'étranger. ») Ce document posait en principe un « intérêt politique et stratégique spécial des États-Unis » pour la réduction ou à la limitation de la population dans de nombreux pays en développement à cause de leur concurrence potentielle avec les États-Unis pour l'accès aux ressources naturelles et aux matières premières. Cette stratégie, qui revenait à un génocide à peine voilé, permit plus aisément aux États-Unis de soutenir le régime meurtrier de Pol Pot au Cambodge.

Le terrorisme était également nécessaire pour maintenir la domination des Anglo-Américains sur le monde, notamment pour provoquer des guerres indirectes destinées à isoler, affaiblir et limiter des puissances telles que la Russie, la Chine, le Japon ou d'autres, trop fortes pour être ouvertement attaquées sur le modèle irakien. Ce type de terrorisme faisait suite au terrorisme géopolitique de l'OTAN dont le but avait été de préserver le partage de Yalta contre les tendances libératrices et autonomistes de pays comme l'Allemagne, l'Italie et d'autres. Le terrorisme servirait aussi à empêcher des sorties dangereuses de la zone dollar et à consolider le billet vert menacé dans son rôle de monnaie de réserve résiduelle du monde. Le terrorisme devait aussi aider à consolider le contrôle anglo-américain sur le pétrole, les métaux stratégiques et autres matières premières essentielles, notamment en affaiblissant et en déstabilisant l'économie des régimes du tiers monde nationalistes ou en voie de développement.

Le 11 Septembre doit plutôt être considéré comme le symptôme d'une crise, peut-être insoluble, au sein du système politique et économique des États-Unis. Il est encore impossible de dire si la crise des années 90 représente ou non le premier stade de la crise terminale des États-Unis tels qu'ils existent à l'heure actuelle ; en revanche, il ne fait pas de doute que l'hégémonie du dollar US en tant que monnaie de réserve mondiale depuis 1945 touche à sa fin, et que cela suffit largement pour générer les événements cataclysmiques dont nous sommes les témoins.

Des commentateurs satisfaits et superficiels, comme David Brooks, ont tenté de décrire les années 90 comme une période de tranquillité idyllique où les États-Unis, dans leur optimisme béat, ne prenaient pas garde à la tempête du terrorisme qui se préparait « au-dehors ». En réalité, les années 90 ont été une période de régression économique et financière grave et de tensions fortes – quoique dissimulées – entre les États-Unis, la Chine, l'URSS et d'autres pays.

Les États-Unis ont dévasté l'Irak au début de la décennie, détruisant l'infrastructure civile au nom du principe lâche et traître « les bombes maintenant, la mort plus tard ». À l'époque, les États-Unis ont affirmé que l'aviation de la coalition avait fait 120 000 sorties au-dessus de l'Irak. Si chaque sortie n'avait tué qu'un seul Irakien, il y aurait déjà eu 120 000 morts. La réalité est probablement trois à quatre fois pire. Les souffrances indescriptibles de l'Irak ont été encore aggravées par les sanctions économiques exigées par les États-Unis et approuvées par l'ONU de 1990-2003 qui, en parfaite violation du droit international, interdisaient l'importation de nourriture et de médicaments, jusqu'à ce que certains achats soient autorisés au nom du programme « pétrole contre nourriture », vers la fin de la décennie. Les estimations du nombre d'Irakiens victimes de ces sanctions mortelles divergent considérablement mais il semblerait que le nombre de morts soit de 500 000 à 1 000 000, en majorité des non combat-

tants : nourrissons, enfants et vieillards. Certaines estimations parlent de plus de deux millions de morts irakiens.

Lorsqu'on lui a posé la question concernant cette hécatombe, Madeleine Albright a répondu qu'à son avis, cela en « valait la peine » afin de juguler l'Irak. Dans les années 90, le présent auteur a plusieurs fois mis en garde sur le fait que les sanctions économiques semaient une haine chez les Irakiens que les États-Unis finiraient un jour par récolter. La récolte de cette haine accumulée débuta en 2003 et finit par s'exprimer pour de bon. Tout fut encore aggravé par l'imposition unilatérale, par les États-Unis et le Royaume-Uni, de zones d'interdiction de survol au nord et au sud de l'Irak, ce qui impliquait le bombardement quasi-quotidien de cibles irakiennes tout au long de la décennie des années 1990. La crise du Golfe de 1990-1991 brisa l'économie régionale et mena à la déliquescence de la Somalie où ce « canard boîteux » de Bush intervint juste après le jour de Thanksgiving en 1992. Bien qu'annoncée comme une mission humanitaire, cette ingérence politique des États-Unis poussa certains groupes à la résistance et à une débauche gratuite de tueries d'Arabes à la peau foncée.

## Les années 90 : une décennie de crise financière aux États-Unis

Ces années-là, les États-Unis titubaient sous une cascade de crises financières. Pour en avoir une vue complète, voir mon livre *Surviving the Cataclysm* (1999). Toute l'énergie du système était dépensée dans un effort désespéré pour consolider sans relâche l'édifice spéculatif des actions, obligations et produits dérivés, toujours près de s'effondrer sous l'effet de la panique. Le spectre de la banqueroute ou de la panique induisant une crise systémique. L'implosion du système mondial basé sur le dollar était une menace constante dans les années 90. Pendant des dizaines d'années, les politiciens américains étaient restés englués dans un piège sans issue : s'ils rétribuaient moins les intérêts pour que le système national demeure solvable, les capitaux flottants s'envoleraient à l'étranger, risquant ainsi de faire dégringoler le dollar surévalué. S'ils relevaient les taux d'intérêt pour rendre le dollar plus attrayant, les faillites se multiplieraient dans le pays. Le pire cauchemar du gouverneur fédéral Paul Volcker était une accélération irrésistible de la chute du dollar.

Le krach boursier de 1987 fut pris en sandwich entre deux crises monétaires capables de faire sombrer le dollar malmené. Ce même krach boursier de 1987 entraîna l'effondrement du marché immobilier commercial dans beaucoup de villes, ce qui ruina bon nombre d'agences telles que l'Olympia and York en 1992. Cet effondrement du marché immobilier fragilisa les plus importantes banques de la place financière américaine. En 1990, la Bank of New England fit faillite. Les banques jumelles

géantes Chase Manhattan et Citybank étaient tout autant au bord de la faillite technique, mais leur taille les préservait de la faillite à cause des répercussions économiques et politiques qui pourraient s'en suivre. En juillet 1990, l'analyste Dan Brumbaugh déclara, à l'émission *Nightline* sur ABC, que non seulement la Citicorp était devenue insolvable, mais aussi la Chase Manhattan, la Chemical Bank, Manufacturers Hanover et Bankers Trust. Au cours du mois de septembre 1990, une sorte de panique électronique s'empara des titres de la City Bank, tandis que la Chase Manhattan et d'autres banques new-yorkaises subissaient des pressions croissantes. Aux alentours de la fête de Thanksgiving en 1990, la Citibank fut subrepticement saisie par des régulateurs fédéraux qui en assurèrent la gestion pendant plus d'un an ; les media officiels n'en ont rien dit afin d'éviter la panique, sans pour autant réussir à tout étouffer. En août 1991, le Républicain John Dingell (député du Michigan) observait que la City Bank était « techniquement insolvable » et « luttait pour survivre ». À Londres, au même moment, la Lloyd's était mise en cessation de paiements. En toile de fond, la Russie avait perdu deux tiers de son activité productrice par suite de la thérapie de choc du FMI.

Au milieu de la décennie, l'ancien secrétaire au Trésor, Brady, déclara que les spéculations sur les devises atteignaient mille milliards de dollars par jour. Pour une bonne part, cela était dû à une nouvelle forme d'instrument financier, parasitaire et hautement instable : les dérivés. Felix Rohatyn, de la banque Lazard Frères, reconnut au printemps 1994 que cette crise des dérivés l'inquiétait « parce que le génie est sorti de la bouteille et pourrait déclencher dans les milieux financiers une réaction nucléaire qui se répandrait sur le monde à la vitesse de la lumière. » Vers la fin de l'année, le Comté d'Orange, en Californie, se retrouva en faillite à cause de transactions sur les dérivés et accusa une perte de deux milliards de dollars. Mais on n'avait encore rien vu.

En janvier 1995, le Mexique fit banqueroute, ce qui mit le système banquier et financier mondial à 48 heures d'une désintégration totale ; l'enjeu implicite était l'énorme dette des pays en développement qui atteignait 1 600 milliards de dollars. La « crise de la tequila » nécessita un renflouement de 50 milliards de dollars qui furent envoyés *in extremis* par l'administration Clinton. Camdessus, du FMI, releva avec inquiétude, le 2 février 1995, que « le Mexique courait le danger imminent d'être forcé de recourir au contrôle des changes. Une telle éventualité aurait déclenché une véritable catastrophe mondiale ». Quelques semaines plus tard, la Barings Bank de Londres, une des plus anciennes institutions financières du monde, fit faillite et trouva le moyen d'en accuser un financier véreux.

## Août / septembre 1998 : la Russie et LTCM mettent le monde au bord de la catastrophe

En 1997, la crise asiatique contagieuse commença vraiment ; en réalité c'était encore une crise du système dollar. Le 17 août 1998 vit la cessation de paiement et la banqueroute de l'État russe, accompagnées d'une série de paniques bancaires qui balaya toute l'épargne de la classe moyenne. La réforme économique de la Russie, plus connue sous le nom de « thérapie de choc du FMI », avait été le grand projet financier international de la première moitié des années 90 ; il se termina en laissant le pays en cendres. L'économiste russe anti-oligarchie Tatiana Koryaguina déclara à cette époque : « Si le libéralisme est une impasse, on peut dire que l'économie mondiale a atteint le point où elle a rencontré le mur de béton qui la ferme. Ce libéralisme va faire exploser toute l'économie, puis il y aura un chaos planétaire suivi d'un fascisme économique. Le "Nouvel Ordre mondial", c'est le fascisme économique quand un nombre incroyable d'individus sont plongés dans une misère noire et que seuls les spéculateurs font des bénéfices. Nous sommes au bord d'une révolution d'un type très particulier : une révolution contre les spéculateurs de la finance » (Tarpley 1999, chapitre 1).

Quand la Russie explosa, une vraie panique se répandit dans le monde. Le journal qui exprime l'opinion de la communauté financière suisse écrivit avec consternation : « Avec la chute du rouble et la banqueroute d'État *de facto* de la Russie, la crise qui couvait depuis un an est maintenant sur le point de devenir un *GAU* mondial » ; un *Größter aller Unfälle,* en d'autres termes une catastrophe majeure. « Comme des dominos, la chute frappe les devises les unes après les autres, les marchés financiers les uns après les autres dans le monde entier. Le spectre d'une récession mondiale s'étend » (*Neue Zürcher Zeitung,* 29 août 1998).

À son tour, la banqueroute d'État de la Russie provoqua la cessation de paiement de Long Term Capital Management (LTCM), un gigantesque fonds spéculatif du Connecticut, intimement lié à la Réserve fédérale des États-Unis. Avec LTCM, le système bancaire mondial se retrouvait une fois de plus au bord d'une implosion systémique. Seul le renflouement des créanciers de LTCM grâce à l'ami capitaliste Greespan * empêcha l'effondrement immédiat des banques des grandes places financières, des marchés des titres américains et du dollar US titubant. LTCM avait laissé

* *Greenspan* : Economiste américain nommé président du Conseil d'administration de la Réserve fédérale en 1987. (NdT)

entrevoir le danger imminent d'une faillite en chaîne de tout le système bancaire mondial qui aboutirait au chaos financier et monétaire. En dernier recours, la New York Fed, en la personne de son président William McDonough, entreprit le sauvetage d'urgence du consortium des grandes banques qui s'agitaient pour sauver leur peau, en assurant la reprise de LTCM, pourtant en faillite avec mille milliards de dollars de produits dérivés impayés.

LTCM fut relevée à crédit à 500 contre 1 ; mais quoi ? J.P. Morgan le fut à plus de 600 contre 1 avec 6 200 milliards de dollars en dérivés, contre seulement 11 milliards en capital actions. C'est David Faber de CNBC qui révéla toute l'histoire dans l'après-midi du vendredi 23 septembre 1998. En quelques jours, la banque suisse UBS annonçait une perte de 685 millions de dollars tandis que la Dresdner Bank se disait dans le rouge pour 144 millions de dollars. La perte de LTCM totalisa environ 4 milliards. Si les banques américaines avaient succombé, le FDIC (le fond fédéral qui assure les comptes d'épargne) aurait dû rembourser les déposants, et les contribuables auraient alors été obligés de renflouer le FDIC. Entre le 29 août et le 19 octobre, la masse monétaire en circulation s'accrut à un taux annuel de 16,4 % et la masse monétaire M3 augmenta de 17 % en chiffres annualisés. Greenspan utilisa des pensions sur titres, des coupons et des opérations sur le marché libre pour débiter des liquidités. Le dollar se tassa et le prix de l'or fit un bond ; des rumeurs affirmèrent que les banques étaient en train de reconstituer leurs stocks d'or face à l'ouragan. Entre fin septembre et début octobre, le dollar tomba de 10 yens en dix jours seulement. Entre août et septembre 1998, l'oligarchie financière mondiale avait entrevu les feux rougeoyants de l'Enfer. Le demi million de banquiers et gestionnaires de fonds, qui sont les premiers bénéficiaires de cette mondialisation factice, ont senti le souffle glacé de la panique frôler leur nuque. Mais cette EMI * ne les a pas incités à envisager la moindre réforme.

Vers la fin de 1998, le pays le plus endetté, le Brésil, fut au bord de la cessation de paiement ; une fois de plus, les banques Wall Street furent menacées. George Soros exigea que les banques fussent protégées par un « mur d'argent » et Greenspan céda. Sous prétexte de fournir des liquidités pour amortir les chocs du passage à l'an 2000, où l'on redoutait d'innombrables pannes informatiques, Greenspan se mit à faire fonctionner la planche à billets verts à une cadence sans précédent. L'essentiel de ces nouveaux billets fut lâché sur le marché boursier du NASDAQ (marché

* EMI : Expérience de Mort Imminente, en anglais NDE, Near Death Experience. (NdT)

d'actions des sociétés technologiques) où il alimenta la bulle internet montante. Mais dès les premiers mois de 2000, il apparut clairement que les entreprises dot.com ne faisaient toujours pas de bénéfices, et leur temps élevé d'absorption des encaisses annonça l'éclatement de la bulle. En un déclin spectaculaire, qui ne se stabilisa qu'au milieu de 2002, le NASDAQ ne perdit pas moins de 75 % de sa valeur.

Beaucoup de fonds spéculatifs, de banques et de compagnies d'assurance étaient sur le point d'imploser, mais Greenspan continua à injecter de nouveaux dollars pour écarter le risque de faillites en chaîne. Les taux d'intérêt atteignirent de nouveaux planchers historiques et les producteurs de pétrole envisagèrent d'abandonner le dollar au profit d'une nouvelle option plus stable : l'euro. Une bulle immobilière et une bulle obligataire montrèrent le bout de leur nez aux États-Unis. La réponse de Greenspan fut de vanter l'« effet de richesse », laissant entendre que la bulle immobilière augmentait la valeur théorique des maisons, ce qui permettait aux propriétaires de contracter un deuxième crédit et d'utiliser ces liquidités pour spéculer sur le marché boursier. La bulle obligataire se mit à dégonfler au printemps 2004. Entre temps, la totalité du système avait été à nouveau poussée au bord du gouffre fin 2001 et début 2002 lorsque l'Argentine avait décrété un moratoire formel sur sa dette (une interruption de son remboursement). Les instruments financiers dérivés étaient toujours près de faire exploser une crise systémique ; on sait qu'un désastre de première ampleur dû aux dérivés avait frappé la City Bank vers le milieu de 2001, mais qu'il avait été résorbé par un prêt de la Réserve fédérale sous couvert du 11 Septembre. La Citybank fut forcée de vendre Travelers Insurance pour 4 milliards de dollars, apparemment pour boucher un gros trou dans ses liquidités.

Vers la fin de la décennie, Eisuke Sakakibara, un fonctionnaire très connu du ministère des Finances japonais qui avait gagné le surnom de « M. Yen » dans la presse mondiale, résumait les problèmes du système anglo-américain comme suit : « … Je pense que le système financier que nous avons à ce jour présente une instabilité intrinsèque. Nous devons instaurer un nouveau système pour stabiliser les marchés financiers. Sinon, la répétition des crises… va aboutir à une énorme explosion du système financier mondial » (ministère des Finances du Japon, 22 janvier 1999).

## À DEUX DOIGTS D'UN EFFONDREMENT DU SYSTÈME

**LES CRISES FINANCIÈRES ET LES PANIQUES DE 1987 À 2003**

| | | |
|---|---|---|
| **1** | Octobre 1987 | Krach de la bourse et du marché à terme aux États-Unis |
| **2** | Décembre 1987 – Janvier 1988 | Crise du dollar Greenspan |
| **3** | Janvier – février 1990 | Faillite de Drexel-Burnham-Lambert, menace de cessation de paiement de RJR-Nabisco, faillite des magasins Campeau, effondrement des obligations à haut risque |
| **4** | 1990 – 1991 | Cessation de paiement de la Bank of New England, menace d'insolvabilité de la Citybank, de la Chase et d'autres banques des États-Unis |
| **5** | Septembre 1992 | Crise du mécanisme de change européen |
| **6** | Août 1993 | Seconde attaque spéculative sur les changes européens qui mène au flottement permanent des parités jusque-là fixes |
| **7** | Février 1994 – février 1995 | Crise du marché obligataire mondial, Comté d'Orange-Mexique-Barings en banqueroute |
| **8** | Août – septembre 1995 | Crise bancaire japonaise : mille milliards d'emprunts à risque |
| **9** | Novembre 1995 | Daiwa Bank menacée d'insolvabilité suite à la perte de 1,1 milliard sur des transactions obligataires |
| **10** | Juin 1996 | Crises Sumitomo du négoce des opérations à terme sur le cuivre : baisse du prix du cuivre mondial de 31 % |
| **11** | Juillet – novembre 1997 | Crise monétaire et boursière en Asie du sud-est : Thaïlande, Philippines, Malaisie, Hong Kong, Singapour, Indonésie, Corée du Sud, avec panique sur les bourses mondiales |
| **12** | Novembre 1997 | Crise bancaire au Japon |
| **13** | Décembre 1997 | Crise d'insolvabilité en Corée du Sud |
| **14** | Novembre 1997 – avril 1998 | Crise en Indonésie |

| | | |
|---|---|---|
| **15** | Mai 1998 et juillet – août 1998 | En Russie, crise monétaire, boursière et interbancaire commençant en mai 1998. Échec de la tentative de renflouement du FMI en juillet/août 1998. Cessation de paiement de la Russie en août 1998 |
| **16** | 23 Septembre 1998 | Insolvabilité de LTCM avec renflouement par la New York Federal Reserve. Menace de panique mondiale au niveau bancaire et de gel des règlements interbancaires |
| **17** | Décembre 1998 – janvier 1999 | Crise au Brésil et « mur d'argent » de Soros |
| **18** | Mars 2000 – août 2002 | Eclatement de la bulle du NASDAQ, chute de 75 % |
| **19** | Été 2002 | Implosion du monstre des dérivés de J.P. Morgan Chase |
| **20** | À partir de 2002 | Crise en Argentine avec arrêt des remboursements de la dette |
| **21** | Mai 2003 | Le dollar US à la baisse ; abandon imminent du dollar |

## La fin de l'hégémonie du dollar ?

L'impact de ces événements touchant le destin du dollar US a sans doute été le plus profond sur le système anglo-américain de domination du monde. En vertu de l'accord de Bretton Woods de 1944, le dollar avait remplacé la livre Sterling comme devise de réserve mondiale. Le système de Bretton Woods se désintégra en 1971-1973 ; nous vivons actuellement dans ses décombres, mais la prépondérance du dollar est restée inattaquée. Cela signifie que la plus grande partie des échanges commerciaux mondiaux était et est toujours réalisée en dollars, y compris en Eurodollars basés à Londres. Le prix des principales matières premières, et surtout du pétrole, est fixé en dollars US. Si l'Europe veut du pétrole russe ou saoudien, elle doit le payer en dollars, ce qui crée ainsi une demande pour cette devise sans laquelle celle-ci ne trouverait que peu d'acheteurs, car les États-Unis produisent très peu à l'exportation.

Cela permet à la communauté bancaire anglo-américaine, en finançant les opérations d'import-export, d'écrémer tout le commerce mondial à raison de 5 à 10 % ; autrefois, on appelait cela des recettes invisibles. Mais il y a plus important : si les achats de pétrole doivent obligatoirement se faire en dollars, ceux qui contrôlent cette devise – les États-Unis –

contrôlent aussi en réalité le pétrole, nationalisé ou non, quel qu'en soit le propriétaire officiel. Le rôle du dollar dans le prix affiché du brut du Golfe est donc le symbole majeur de la domination du monde par le dollar. Et le dollar est la clé de voûte de la domination du monde par les États-Unis d'Amérique.

Comme le soulignait à juste titre un expert anonyme cité par William Clark au début de 2003 : « Le plus grand cauchemar de la Réserve fédérale est que l'OPEP, pour ses transactions internationales, passe du dollar à l'euro. L'Irak, qui a effectué ce changement en novembre 2000 (quand l'euro valait autour de 80 cents) s'en est réellement mis plein les poches, vu la dépréciation constante du dollar par rapport à l'euro. En 2002, le dollar a perdu 17 % par rapport à l'euro. » (http://global-research.ca/articles/CLA302A.html)

## L'Irak

Pour l'Irak, la décision d'abandonner le dollar en faveur de l'euro fut explicitement prise pour des raisons politiques. Le ministre des Finances irakien, Hekmat Ibrahim al-Azzawi, annonça ce changement en ces termes : « Le dollar est la devise d'un État ennemi et doit être abandonné au profit d'autres devises, dont l'euro ». La Banque centrale iraquienne annonça en octobre 2000 qu'elle avait commencé à acheter des devises européennes (AFP via energy24.com, 12 octobre 2000). Saddam Hussein cessa de vendre son pétrole contre des dollars en novembre 2000 ; par la même occasion, il fit convertir en euros dix milliards de dollars déposés à l'ONU dans le fonds « pétrole contre nourriture ». Comme on pouvait s'y attendre, en 2003, le régime d'occupation en Irak rétablit le dollar comme devise des exportations de pétrole. L'invasion américaine servit également à impressionner tout pays qui aurait eu envie de passer à l'euro. Depuis la fin de 2001, le dollar déclinait régulièrement tandis que l'euro prospérait régulièrement, avec des plateaux périodiques ; aussi ceux qui choisissaient l'euro étaient-ils récompensés à raison de 20 % et plus. Le deuxième pays dans l'axe du Mal de Bush, la Corée du Nord, passa à l'euro le 2 décembre 2002. Dans ce cas, l'impact économique fut limité, mais le symbole politique restait toujours très fort.

## L'Iran

L'Iran, troisième épouvantail de Bush et deuxième producteur de l'OPEP, avait lui aussi envie de sortir de la zone dollar ; le débarquement des militaires américains chez son voisin était certainement destiné à dissuader les Iraniens de caresser de telles idées. La position iranienne était moins ostentatoire et moins conflictuelle, mais la menace sur le

dollar n'en restait pas moins réelle. En septembre 2002, on cita des sources iraniennes qui disaient : « La proposition iranienne de se faire payer les livraisons de brut en Europe en euros plutôt qu'en dollars US repose essentiellement sur des considérations économiques. » Il n'en reste pas moins qu'une certaine animosité politique anti-américaine ne pouvait être niée, puisque abandonner le dollar eût été « une occasion de rendre la monnaie de sa pièce au gouvernement américain qui venait de le ranger dans son *axe du Mal.* » Tout en étudiant cette éventualité, l'Iran retira sans attendre ses actifs en devises de la zone dollar. La Russie et la Chine annoncèrent courant 2003 qu'ils faisaient de même.

## Le Vénézuela

Qu'en est-il du Venezuela, le quatrième producteur de pétrole ? Ici, la CIA, avec l'aide d'un ancien de l'affaire Iran-Contra, Otto Reich, voulut renverser le Président Chavez en avril 2002 par un coup d'État qui rata. Beaucoup y virent une tentative d'assurer l'approvisionnement en pétrole si l'attaque contre l'Irak venait à s'enliser. Il faut dire qu'un an avant le coup d'État, l'ambassadeur du Venezuela à Washington, Francisco Mieres-Lopez, avait apparemment caressé l'idée d'accepter le paiement du brut vénézuélien en euros. Sous Chavez, le Venezuela s'était également lancé dans une politique de troc contre du pétrole avec une douzaine de pays d'Amérique latine. Le dollar, dans ces cas-là, était laissé sur la touche du cycle des transactions pétrolières, ce qui privait les banques de Wall Street de leur pourcentage. Par exemple, le Venezuela avait conclu un marché avec Cuba aux termes duquel les médecins et les professionnels de la santé cubains travailleraient dans la campagne vénézuélienne, en échange de quoi les besoins de pétrole brut de Castro seraient couverts. Ces besoins s'étaient avivés depuis la chute de l'URSS et la cessation des livraisons de pétrole venant des puits soviétiques.

## L'Indonésie

Le géant pétrolier indonésien Pertamina manifestait tous les symptômes du désir de prendre le train en marche. Selon un journal de Djakarta, en avril 2003, « Pertamina… jeta un pavé dans la mare… Elle envisagea d'abandonner le dollar US pour l'euro dans ses transactions de pétrole et de gaz. » Le journal soulignait « les conséquences majeures pour la plus importante économie du monde. » (« L'Indonésie peut laisser tomber le dollar, le reste de l'Asie suivra-t-il ? », *Jakarta Post,* 22 avril 2003). Dans la même édition, deux économistes, Nur Azis et Jason Meade, du Centre pour la réforme de l'Indonésie (Center for Indonesian Reform) de Djakarta, plaidaient pour que l'Indonésie abandonne sa

dépendance envers le dollar. Ils avançaient que le dollar « resterait faible pendant au moins dix ans, pour toute une série de raisons. »

## La Malaisie

L'ancien Premier ministre malais, Mahathir Mohamed, était peut-être le plus remonté contre le dollar. Il incitait sans cesse les Arabes opprimés à cesser de commettre des attentats-suicides pour combattre les Anglo-Américains avec une arme bien plus puissante : l'abandon du dollar pour l'euro. Mahathir ne mâchait pas ses mots en disant qu'il fallait remplacer le dollar comme étalon monétaire mondial. Au début de 2003, Mahathir déclara à un groupe de journalistes que la communauté internationale devait être encouragée à employer d'autres devises, voire l'or, comme référence dans les échanges internationaux, parce que la domination du dollar US dans les transactions entraînait des distorsions de l'économie mondiale. Mahathir proposait d'utiliser l'euro, le yen ou même l'or pour les transactions. « Nous devrions avoir le choix d'utiliser la devise que nous voulons », dit-il devant 31 rédacteurs en chef étrangers et journalistes chevronnés. Il souligna le danger accru de manipulation quand les affaires internationales sont entièrement dominées par la devise d'un seul pays. « Dans l'intérêt du commerce, nous ne devrions pas accepter que le pétrole soit évalué uniquement en dollar US. Aujourd'hui, le prix du pétrole monte, mais la valeur du dollar baisse, et cela, nous avons tendance à ne pas le voir », ajouta-t-il. « Le prix actuel du pétrole n'est pas réellement de 36 USD si l'on compare avec la valeur du dollar d'il y a un an ou trois ans. »

Mahathir ajouta qu'il avait lu un article qui soulignait que les États-Unis vivaient actuellement grâce à l'emprunt et qu'ils connaissaient toujours un déficit énorme. Malgré cela, dit-il, l'économie américaine n'a cessé de croître à une vitesse inouïe ces dix dernières années tandis que le Japon, qui a gagné beaucoup d'argent et possède d'excellentes réserves, rencontre des problèmes économiques. « C'est une contradiction. Comment s'explique-t-elle ? Simplement parce que nous donnons au dollar US une valeur qu'il n'a pas en réalité. Il n'est soutenu que par la foi qu'on lui accorde » (*The Star*, 28 février 2003). Plus tard en 2003, Mahathir, prenant pour argument la chute du dollar par rapport à l'euro, déclara au Forum Nikkei à Tokyo : « Le dollar US n'est pas du tout une devise stable. Nous devons réfléchir à d'autres moyens de définir les taux de change. Nous devons encore une fois nous demander si nous voulons ou non dépendre du dollar US. Initialement oui, le dollar est incontournable, mais à terme, nous devrions nous en défaire » (*The Edge Daily*, 6 juin 2003).

## Arabie Saoudite et États-Unis : les chemins se séparent en août 2001

Le fait le plus significatif fut que l'Arabie Saoudite, longtemps considérée comme un État-client ou même une pupille des États-Unis, se mit à envisager de quitter le système américain. Dans ce cas-là, la chute du dollar, le soutien servile de Bush à Sharon et la préparation de nouvelles attaques américaines contre des États arabes y jouèrent sans aucun doute un rôle. Selon le Wall Street Journal, le prince héritier saoudien Abdullah envoya une lettre à Bush fin août 2001 (avant les événements de septembre) pour l'avertir, au nom des relations entre leurs deux pays, qu'il « arrive un moment où les peuples et les nations se séparent. » La lettre continuait ainsi : « Il est temps pour les États-Unis et l'Arabie Saoudite de regarder leurs intérêts respectifs. Les gouvernements qui ne prennent pas le pouls de leur peuple et ne savent pas y répondre subiront le destin du Shah d'Iran. »

Le prince Abdullah lut des passages de cette lettre devant 150 dignitaires saoudiens en octobre 2001 pour les convaincre que le gouvernement saoudien défendait les intérêts des Arabes et des Musulmans. Au cours d'une conversation téléphonique avec Bush, à peu près à la même époque, Abdullah réitéra son appel lancé aux États-Unis pour qu'ils freinent Israël. Selon des diplomates, de très vifs débats avaient eu lieu au sein de la famille royale saoudienne à propos de la guerre des États-Unis en Afghanistan, ainsi que sur le coût des relations américano-saoudiennes. Un diplomate occidental déclara que l'impossibilité de résoudre le conflit du Proche-Orient allait rendre plus difficile pour l'Arabie Saoudite de poursuivre ses actuelles relations avec les États-Unis (*Wall Street Journal*, 29 octobre 2001). L'Arabie Saoudite était un pilier de l'empire américain ; sans elle, cet empire tomberait. Pour les impérialistes, il fallait impérativement agir pour empêcher cette dangereuse défection.

L'incrédule Michael Moore et sa bande de copains et de soi-disant sceptiques sur le 11 Septembre, ont répété comme des perroquets ce que disait le Mossad, à savoir que l'Arabie Saoudite était responsable du 11 Septembre. Il est plus probable que les passeports volés et les allégations sans preuve concernant les pirates saoudiens ont été concoctés pour exercer un chantage sur les Saoudiens, manifestement prêts à prendre leurs distances avec Washington. (De fait, la faction financière au moins devait avoir plus qu'un stratagème défensif à l'esprit, si l'on en juge par les ballons-sondes qu'elle a lancés dans les médias pour évaluer l'impact de l'ouverture de la compagnie pétrolière saoudienne au pillage par des capitaux étrangers sous couvert de « libéralisation » et de « privatisation. »)

## L'Union européenne

De son côté, l'Europe était plus que désireuse d'éliminer le dollar. Jacques Santer, ancien Président de la commission européenne, encouragea les exportateurs de pétrole du Golfe Arabique à évaluer leur brut en euros plutôt qu'en dollars afin de stabiliser le marché du pétrole. « [L'euro] pourrait être le moyen de consolider le marché du pétrole » parce qu'il serait moins affecté par la politique extérieure des États-Unis, dit-il à une conférence « le Golfe et l'Euro » organisée à Dubaï. (« Santer demande que le pétrole soit payé en euros », *The Irish Times* 8 octobre 2000) La grande question était de savoir si la Russie choisirait l'euro comme le proposaient entre autres les Allemands. En outre, l'abandon du dollar relevait d'une politique très populaire. Les éditorialistes et les militants pacifistes, du Maroc à l'Indonésie, partageaient les sentiments exprimés dans une manifestation de rue au Nigéria dont a parlé un journaliste du *Wall Street Journal* pendant l'escalade qui devait mener à la guerre en Irak : « Oui à l'euro ! Non au dollar ! » (http://journeyman.1hwy.com/J-Big_OneIIIb. html).

Les élites américaines étaient douloureusement conscientes depuis longtemps de l'énorme vulnérabilité due à l'offre excédentaire de dollars – les masses de dollars détenues hors des États-Unis. Le sénateur Républicain du Nouveau-Mexique, Pete Dominici, commentait le 18 mai 1995 : « Que se passerait-il si l'Arabie Saoudite déclarait qu'elle ne voulait plus être payée en dollars [pour son pétrole] mais, disons, en yens. Il y aurait une inflation aux côtés de laquelle les 15 à 20 % que nous avons connus dans les années 80 feraient l'effet d'une plaisanterie » (C-SPAN II, 18 mai 1995).

On peut avoir une idée de l'impact d'un mouvement mondial pour abandonner le dollar en lisant le commentaire suivant d'un bulletin écrit par un initié : « Le dollar US est détenu par trop de monde : 77,7 % des réserves des banques centrales du monde sont en dollars US. C'est disproportionné par rapport à la part du commerce mondial qui revient aux États-Unis. Il va maintenant y avoir une certaine redistribution, entre autres vers l'euro. Tout comme les banques centrales vendent leur or, elles vont maintenant vendre des dollars. Une étude menée par les professeurs Obstfeld et Rogoff, publiée lors d'un colloque de banques centrales à Jackson Hole, suggérait que le dollar US pourrait faire une chute de 24 à 40 % si les étrangers échangeaient rapidement leurs devises américaines. Les étrangers détiennent un record de 38 % du marché du Trésor américain (44 % sans compter le portefeuille de la Réserve fédérale), 20 % des obligations des entreprises américaines et 8 % des actions des États-Unis. Un revirement brutal, tel qu'il se dessine aujourd'hui, pourrait provoquer un feu de broussailles pour le dollar. » (*The International Harry Schultz Letter*, 19 janvier 2001)

Si les producteurs de pétrole dans leur ensemble venaient à faire le grand saut, beaucoup de banques centrales devraient convertir leurs réserves en euros. La valeur du dollar pourrait chuter de 20 à 40 %, comme le dit l'article de Clark. L'impact au sein des États-Unis pourrait même provoquer une hyper-inflation de 1 000 % par an, voire davantage. Comme le résume l'expert cité par Clark : « Un des vilains petits secrets de l'ordre international actuel est que le reste de la planète pourrait faire tomber à tout moment l'hégémonie des États-Unis en choisissant d'abandonner l'étalon dollar par une décision concertée. C'est le talon d'Achille de l'Amérique de nos jours, et cela le restera dans un avenir prévisible. Si une telle menace n'a pas encore été mise à exécution, c'est plutôt parce que d'autres nations occidentalisées et très développées n'ont aucun intérêt à subir les grands bouleversements qui s'en suivraient. En revanche, cela pourrait assurément se produire dans le cas où un consensus déciderait que les États-Unis sont une sorte de pays « voyou ». En d'autres termes, l'hégémonie planétaire des États-Unis paraît moins dangereuse que le renversement de l'ordre mondial. L'administration Bush et le mouvement néo-conservateur ont pris de nombreuses mesures pour que cela n'arrive pas, principalement en exerçant progressivement leur hégémonie militaire en sus de l'hégémonie économique existante. Le paradoxe que j'illustre par ce petit scénario est que cette évolution, imprévisible en soi, pourrait bien provoquer le résultat redouté qu'elle est censée empêcher. Nous verrons ! » (http://globalresearch.ca/articles/CLA302A.html)

L'économie américaine était vraiment très malade. Le réseau électrique était au point de rupture et connaissait d'importantes coupures chaque été. Le transport aérien était en faillite. Les chemins de fer de banlieue et de fret tombaient constamment en panne. Le déficit budgétaire atteignait les 500 ou 750 milliards de dollars et le déficit commercial frisait les 500 milliards. Pour la première fois, les États-Unis devinrent même un importateur de denrées alimentaires. La dette publique atteignait 6 500 milliards dont environ 4 000 milliards de dettes étrangères. L'armée de Terre comptait dix maigres divisions d'infanterie, loin d'être suffisantes pour conquérir le monde, si ce n'est dans les fantasmes des néo-conservateurs.

## La catastrophe de la mondialisation

Après la chute du régime communiste en Allemagne de l'Est en 1989 et la disparition de l'URSS en décembre 1991, les États-Unis ont été les meneurs d'une ère nouvelle, celle de l'économie mondialisée. J'ai parlé des principales caractéristiques de la mondialisation dans mon étude sur la crise financière mondiale, *Surviving the Cataclysm* (1999). Pour aujourd'hui, bornons-nous aux conséquences de la mondialisation. La mondialisation a achevé la destruction des États-Unis en tant qu'économie politique et a

largement détraqué toute l'économie de la planète ; cela semblait déjà évident aux observateurs lucides dès 1992, lorsqu'elle commença à détruire l'économie de la Russie. Elle s'accompagna de l'ascendant pris par des élites financières parasites qui ne pensaient qu'à faire des bénéfices spéculatifs à court terme dans des domaines tels que celui des instruments dérivés, et qui se sont avérées parfaitement incompétentes pour répondre aux exigences économiques du progrès civilisé. Ce n'est pas le 11 septembre 2001 qui a détruit le monde que nous connaissions, c'est la progression prédatrice de la mondialisation économique qui mène à la misère.

La grande leçon du XX^e siècle, c'est que la désintégration financière et la dépression économique font le lit d'une guerre mondiale. C'est la même dynamique qui était à l'œuvre dans les années 90. Pour la plupart des habitants des États-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon, cette dynamique se dissimulait derrière un arrangement monétaire axé sur le dollar et qui avait plutôt tendance à protéger ces régions du monde contre la violence débridée de la mondialisation tout en soumettant les pays sous-développés à un pillage et à une paupérisation accrus. Mais même dans ces circonstances, le déclin économique des pays dits riches était sidérant.

À mesure que les États-Unis devenaient de plus en plus instables financièrement et moins viables économiquement, les élites dirigeantes se mirent à se montrer de plus en plus disposées à s'aventurer dans des opérations militaires à l'étranger. Cette agressivité était commune aux ailes républicaine et démocratique de l'oligarchie, mais était quelque peu tempérée par le manque de goût personnel de Bill Clinton pour la chose militaire et par le fait qu'il était très conscient des risques que cela représentait pour lui sur le plan politique. Mais après l'affaire Monica Lewinsky au début de 1998, l'autorité présidentielle fut progressivement usurpée par un groupe de hauts fonctionnaires qui se baptisèrent eux-mêmes le « Comité des Personnages Principaux du Gouvernement » (PPG *). Ce sont eux qui déclenchèrent le bombardement de l'Irak (opération Renard du désert) fin 1998 et qui, ensuite, décidèrent du bombardement de la Serbie au printemps 1999. Pour ne pas être en reste, la faction des néo-conservateurs de l'oligarchie tentait au même moment de fabriquer un conflit avec la Chine dont la forte croissance économique augurait, à ses yeux, de l'émergence d'une nouvelle et dangereuse superpuissance. Le conflit toujours latent avec la Russie menaça plusieurs fois de déboucher sur des hostilités plus ouvertes.

* PPG : Principal's Committee. Le comité interministériel composé, en 1999, du vice-président Al Gore, des ministres Albright (Affaires étrangères) et Cohen (Défense) et du chef des Forces Armées Shelton ainsi que du haut-fonctionnaire Richard Clarke.

Les élites dirigeant la politique extérieure des États-Unis considéraient alors la Russie comme un adversaire stratégique. La Russie conserve une grande partie des missiles construits sous les Soviétiques et les a complétés par de nouveaux gadgets comme les missiles Topol. Sa capacité traditionnelle dans la recherche fondamentale peut lui faire devancer les États-Unis dans certains domaines importants de la technologie militaire bien qu'elle soit toujours handicapée par des problèmes d'ingénierie. La classe moyenne russe a été ruinée deux fois : une fois à cause de l'inflation de 1 300 % en 1992-93, et une autre à cause de la panique bancaire lors de la cessation de paiement de l'État russe en août et septembre 1998. Cela suffit à donner froid dans le dos. La dernière fois que la classe moyenne d'une grande puissance a été frappée par la faillite à deux reprises successives, c'était dans l'Allemagne de Weimar, où elle avait perdu toutes ses économies et ses investissements à cause de l'hyper-inflation de 1923 suivie par la dépression déflationniste de 1929.

Sous Eltsine, la Russie était le terrain de jeu d'un groupe de financiers rapaces qui se nommaient eux-mêmes avec arrogance « les oligarques » : les Berezovsky, Potanine, Smolensky, Friedman et autres Khodorkhovsky. Ce dernier prit le contrôle de presque toutes les réserves de pétrole sibérien et s'apprêtait apparemment à les vendre au cartel anglo-américain. Le signal de la fin des oligarques fut donné par la démission de Eltsine et l'arrivée de Poutine à la présidence le 31 décembre 1999. Poutine, ancien officier du KGB, essaya de réprimer les oligarques dans le droit fil du modèle traditionnel de l'État russe en matière d'économie politique. Son arrivé fut marquée par un bombardement d'immeubles résidentiels, à Moscou, qui fut attribué aux terroristes musulmans tchétchènes. Cette vague de terreur aida à consolider son pouvoir grâce à l'effet de sauve-qui-peut bien connu, mais il y a peut-être plus. Toute l'insurrection tchétchène est soutenue par les États-Unis et les Britanniques dans le cadre de ce que Brzezinski appelle le « grand échiquier », et ses chefs sont réputés être des agents de la CIA. Il est possible que la CIA et le MI-6 aient fourni à Poutine la vague de terreur sur laquelle il a surfé en direction du pouvoir. Le précédent de la guerre soviéto-afghane est très suggestif à cet égard : c'est un conflit provoqué par les États-Unis qui a fait tomber l'URSS.

## Les États-Unis à l'image de l'Allemagne de Weimar

Une des thèses préférées des néo-conservateurs est que les États-Unis de nos jours peuvent être directement comparés à la République de Weimar, c'est-à-dire à l'Allemagne entre 1919 et 1933. Sur ce point, ils ont raison, mais il faut ajouter que l'un des principaux facteurs qui contribuent à cette ressemblance est le rôle des néo-conservateurs eux-mêmes. Weimar était financièrement instable, comme on le voit à l'hyper-inflation

de 1923 et à la dépression déflationniste de 1929. Elle était également instable politiquement, avec des tentatives de coups d'État de la droite (comme le putsch Kapp-Luttwitz d'officiers de l'armée et de hauts bureaucrates en 1920 ou le putsch Hitler-Ludendorf de Munich en novembre 1923) alternant avec des tentatives d'insurrection communiste (République soviétique de Bavière ou tentative de coup d'État du Parti communiste allemand). Cette instabilité a sa réplique exacte dans les États-Unis mondialisés de la fin des années 90. On y enregistre au moins un coup d'État ou une tentative de coup d'État par an, et ce, depuis 1998.

### Un coup d'état par an : États-Unis, 1998-2006

| | | |
|---|---|---|
| **1998** | *Impeachment* contre Clinton | Réussite |
| **1999** | Destitution de Clinton | Échec grâce au soutien populaire à Clinton |
| **1999** | Comité des PPG ; bombardement de la Serbie | Réussite |
| **2000** | Election truquée de Bush | Réussite |
| **2001** | Terreur du 11 Septembre | Réussite |
| **2002** | Pouvoirs de guerre saisis par Bush | Réussite |
| **2003** | Guerre en Irak menée par Bush | Réussite |
| **2004** | Menace d'une 2e vague de terreur, 2e coup des élections truquées | Réussite |
| **2005 2006** | Menace de guerre contre l'Iran, le Soudan, la Syrie, la Russie | ? |

L'année 1994 a vu une suite d'événements remarquables. Un des hélicoptères de Clinton s'écrasa et le pilote fut tué ; Clinton n'était pas à bord. Un allié de Clinton, le politicien noir John Wilson, chef du conseil municipal de Washington, fut retrouvé pendu à son domicile. Vincent Foster, un vieil ami de Clinton, fut retrouvé mort le long de la voie George Washington, non loin du siège de la CIA ; on conclut au suicide. Les opposants néo-fascistes de Clinton répandirent le bruit, absurde, que c'était le syndicat du crime qui avait tué Foster sur mandat de la Maison Blanche.

Le 11 septembre 1994, Frank Eugene Corder se tua en écrasant son Cessna 150 L sur la pelouse de la Maison Blanche, deux étages au-dessous de la chambre à coucher de Clinton ; Clinton était absent. Ces événements marquaient la tentative de l'oligarchie de Washington, *l'establishment*, de

briser la volonté de Clinton envers lequel beaucoup nourrissaient une haine aussi intense qu'irrationnelle. Donc, la pelouse de la Maison Blanche fut percutée par un avion le 11 septembre 1994.

À la fin de l'été 1995, les Républicains tendance Gingrich tentèrent d'affaiblir définitivement les pouvoirs conférés par la Constitution au Président en dictant unilatéralement le budget fédéral. C'était une tentative de coup d'État de la part des dirigeants du GOP * au Congrès. Ils annoncèrent leur intention de refuser au Trésor le droit d'engager des dépenses, ce qui aurait provoqué la cessation de paiement des États-Unis, un événement sans précédent qui aurait entraîné la banqueroute nationale et le chaos. Clinton tint bon pendant que le gouvernement cessait le travail et la population se retourna contre Gingrich, ce qui le priva définitivement d'influence. Les Républicains furent forcés de reculer et le budget fut adopté conformément aux dispositions constitutionnelles applicables.

Durant 1998, l'*impeachment* de Bill Clinton fut planifié et décidé par une coalition d'oligarques réactionnaires. La préhistoire de ce coup remonte au début de la présidence de Clinton, au moment où, mécontents, certains éléments des services secrets favorables à Bush se mirent à répandre des récits sur les frasques sexuelles commises à la Maison Blanche. Après s'être nourrie 12 ans à la mangeoire publique, la faction Bush et ses alliés ressentaient la perte du pouvoir comme un manque cruel et y réagirent en focalisant leur rage contre Clinton, alimentée par la relative faiblesse des résultats positifs obtenus par le nouveau Président.

Le coup de l'*impeachment* fut lancé par le millionnaire réactionnaire Richard Mellon Scaife et par l'empire de presse Hollinger de Conrad Black dont le fleuron était le quotidien londonien *Daily Telegraph* et le journaliste vedette Ambrose Evans-Pritchard, un homme connu pour être de mèche avec les services secrets britanniques. Ce groupe reçut le soutien du salon de Barbara et Ted Olson, dans le nord de la Virginie, que fréquentaient des gourous réactionnaires tels que le juge à la Cour suprême Clarence Thomas, Robert Bork, candidat évincé à la Cour suprême, Lawrence Silberman, de la Cour d'appel du District of Columbia, Robert Bartley, du *Wall Street Journal* et d'autres. Le fer de lance de l'*impeachment* au sein de la Maison Blanche était Tom Delay, dit « le marteau », un ancien exterminateur de nuisibles. (voir Tarpley dans Hidell)

Le scandale passa à la vitesse supérieure en janvier 1998 quand Linda Tripp enregistra illégalement ses conversations avec la malheureuse Monica Lewinsky. Tripp y avait été poussée par une militante républicaine endurcie, Lucienne Goldberg. Tripp était une employée fédérale du niveau

* GOP, Grand Old Party, le Parti républicain. (NdT)

GS-16* qui avait jadis travaillé pour les services secrets de l'armée. Pendant la période Iran-Contra, elle avait été la secrétaire personnelle du général Richard Secord, de la Delta Force. Elle avait également émargé à l'une des sociétés de façade créées par Oliver North. Quand Tripp révéla l'histoire Clinton-Lewinsky à Ken Starr, le fanatique procureur spécial du GOP, celui-ci détourna son enquête de Whitewater pour la réorienter sur Monica, et la présidence des États-Unis en fut paralysée pour deux ans.

La propagande des Républicains en faveur de la destitution eut un écho important dans l'armée où la présence relativement récente de femmes comme officiers ou comme personnel engagé avait conduit à une série de scandales liés à des sévices et à des harcèlements sexuels. Le plus fameux fut l'affaire Tailhook en 1991 : une orgie impliquant des pilotes de l'aéronavale et des femmes officiers, dont certaines sous la contrainte. Le ressentiment s'accrut à la suite de cas tels que celui du contre-amiral Ralph L. Tindal qui fut limogé en décembre 1995 pour harcèlement sexuel et adultère. Les militaires en service ou retraités dont les carrières avaient été écourtées ou entachées par des accusations d'inconduite sexuelle prirent Clinton comme cible de leur rage parce qu'ils ne voulaient pas qu'il bénéficiât d'un traitement de faveur. Il est vrai qu'une telle colère en soi n'aurait jamais pu aboutir à une tentative de coup d'État, mais elle pouvait en jeter les bases. La haine envers le président Kennedy, largement répandue dans la CIA, chez ses paramilitaires cubains et dans l'armée américaine après son échec à faire gonfler la crise de la baie des Cochons et celle des missiles cubains, a certainement contribué à affaiblir les défenses de la présidence ; il se peut qu'elle ait contribué dans une certaine mesure à faciliter le recrutement d'officiers de haut rang pour mener le complot et surtout pour le dissimuler par la suite.

En décembre 1998, Clinton menacé de destitution immédiate par la Chambre des représentants, les PPG effectuèrent un mini-coup d'État au sein de la bureaucratie de la Maison Blanche. La face visible en fut le bombardement de l'Irak juste avant Noël sous le nom de code d'« opération Renard du désert ». Au début de 1999, la tentative d'évincer Clinton de la présidence échoua. La survie de Clinton était due au solide appui que le public n'avait cessé de lui témoigner et qui s'exprima, entre autres, par une victoire inhabituelle pour les candidats Démocrates au Congrès.

Les oligarques favorables à la destitution en bavèrent de rage et de rancune, non seulement contre Clinton, mais contre toute la population américaine qui, selon eux, n'avait pas assez prêté attention à la droiture morale des accusateurs. Paul Weyrich, de la Free Congress Foundation

* Système d'échelons étasunien, le GS-16 étant un niveau très élevé.

financée par Mellon-Scaife, parla de se retirer en bloc des affaires politiques, sans préciser dans quoi il pourrait se lancer. Cet incident renforça les tendances bureaucratico-autoritaires et totalitaires au sein de l'aile réactionnaire de l'oligarchie américaine. Puisqu'il était évident que la population n'était pas convaincue par des arguments que l'oligarchie jugeait évidents, on peut dire que ces événements les éclairèrent sur la nécessité d'un passage à une forme de fascisme.

Néanmoins, un coup d'État fut tout de même couronné de succès en 1999. Il s'agissait de la prise du pouvoir par un organisme connu sous le nom du comité des PPG et qui comprenait à cette époque le vice-Président Gore et son douteux conseiller à la sécurité nationale Leon Fuerth, le secrétaire à la Défense William Cohen, la secrétaire d'État Madeleine Albright, le directeur du Conseil pour la Sécurité nationale Samuel Berger et le général Hugh Shelton, président des chefs d'État-major des armées (JCS). George Tenet de la CIA était parfois présent et, côté bureaucratie, l'éminence grise du comité était le tsar des questions de terrorisme Richard Clarke, la vedette de la commission Kean-Hamilton de 2004.

Le comité des PPG prit de l'ascendant grâce au prétexte offert par les conflits dans l'ex-Yougoslavie qui avaient débuté en juin 1990, quand ce pays avait commencé à se morceler. Après les massacres de Musulmans par les Serbes à Srebrenica en juillet 1995, les États-Unis et l'OTAN entreprirent une campagne de bombardements contre les positions serbes de Bosnie autour de Sarajevo assiégée. Ces frappes aériennes durèrent du 28 août au 13 septembre 1995, engagèrent environ 3 400 missions aériennes, et finirent par mettre fin à la guerre civile yougoslave qui avait coûté la vie à 250 000 personnes et avait été marquée par les nombreux crimes de guerre perpétrés par les chefs serbes bosniaques Karadic, Mladic et autres.

L'ex-Yougoslavie était enfin pacifiée lorsque toutes les parties signèrent les accords de Dayton le 21 novembre 1995, sur la base aérienne militaire de Wright-Patterson. Les forces de maintien de la paix de l'OTAN, des États-Unis et autres entrèrent en Bosnie en décembre. Puis, en 1997, l'Albanie, qui touche la Serbie et la province du Kosovo à majorité ethnique albanaise et musulmane, s'effondra à la suite d'innombrables spéculations financières et arnaques du type «jeu de l'avion». Des armes qui appartenaient au gouvernement albanais furent pillées et expédiées au Kosovo où elles équipèrent la nouvelle armée de libération (KLA), une organisation aidée par les États-Unis et dont le financement s'appuyait largement sur le trafic de drogue.

Les affrontements entre la KLA, l'armée et la police serbes commencèrent en février-mars 1998 ; rapidement, ils furent utilisés par Madeleine Albright afin d'ériger la Serbie en exemple et pour intimider la communauté mondiale en général et en particulier la Russie qui, par tradition,

soutenait les Serbes orthodoxes. Les combats au Kosovo s'intensifièrent au cours de l'été 1998. En réaction à la menace de frappes aériennes de l'OTAN, le dirigeant yougoslave Milosevic retira du Kosovo la plupart des unités serbes.

Mais au printemps 1999, les combats reprirent. Un sommet de crise fut convoqué à Rambouillet, près de Paris. Là, la KLA accepta du bout des lèvres la solution réclamée par Albright ; quant aux Serbes, ils la rejetèrent carrément, car elle comportait une clause donnant aux forces des États-Unis et de l'OTAN le droit de se rendre n'importe où et n'importe quand en Serbie, de saisir les bâtiments et de réquisitionner des fournitures. L'identité nationale serbe reposait sur une farouche volonté d'indépendance qui s'était exprimée lors de la guérilla contre les Nazis, puis par le défi, réussi, lancé à un Staline alors au sommet de sa puissance.

En réaction au refus prévisible des Serbes, Albright devint hystérique en voyant tout son ministère au bord du gouffre. Elle envoya Richard Holbrooke à Belgrade pour remettre un ultimatum à Milosevic : capituler ou subir les bombardements de l'OTAN. Milosevic, sachant qu'abandonner le Kosovo et laisser les armées de l'OTAN entrer dans son pays signifiait sa propre mort politique, rejeta l'ultimatum américain.

C'est alors que le Premier ministre russe Evgueni Primakov partit pour Washington pour tenter de jouer les médiateurs afin de trouver une solution négociée à la crise. Il y a de bonnes raisons de penser que des entretiens sérieux entre les États-Unis et Primakov auraient permis de trouver une solution pacifique, puisque c'était une médiation de la Russie qui a finalement abouti à l'arrêt des bombardements. Mais tandis que Primakov volait au-dessus de l'Atlantique, le vice-Président Al Gore, au nom du comité des PPG, insista pour donner l'ordre de commencer les bombardements. Y voyant un affront, Primakov fit demi-tour et rentra à Moscou.

Commencèrent alors 78 jours de bombardements impitoyables de la Serbie sous la direction du général Wesley Clark, commandant de l'OTAN. On estime à au moins 10 000 le nombre des victimes civiles serbes (au moins trois fois plus que les victimes du 11 Septembre). Victimes en réalité d'une guerre par délégation destinée à humilier la Russie et à briser la volonté des petits pays qui auraient pu avoir envie de résister au harcèlement constant des Anglo-Américains.

## 9 AVRIL 1999 : ELTSINE MET EN GARDE CONTRE UNE GUERRE MONDIALE

Le bombardement du Kosovo constitua un pas de géant vers l'anarchie internationale qui s'est manifestée pendant la guerre d'Irak de 2003. La Russie et la Chine étaient opposées aux bombardements, mais leur plan de paix se heurta au veto des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la

France. Cependant, l'OTAN bombardait sans bénéficier d'une résolution de l'ONU. Les relations Russie-États-Unis atteignirent leur point le plus bas depuis 1991 ; des manifestations quotidiennes eurent lieu devant l'ambassade des États-Unis à Moscou. Le bombardement du Kosovo était une réplique de la lâche méthode « les bombes maintenant, la mort plus tard » initialement appliquée en Irak en 1991. Des centrales électriques civiles, des réseaux de distribution d'eau et des usines de traitement des eaux usées furent pris pour cibles. Les ponts sur le Danube furent détruits, un acte de vandalisme méprisable qui paralysa le plus grand fleuve navigable d'Europe.

Les bombardements se poursuivirent semaine après semaine sans que les Serbes ne capitulent. Les chefs de l'OTAN furent alors saisis d'une peur hystérique : si la première guerre menée par l'OTAN devait finir par un match nul, toute l'alliance devenue artificielle commencerait à s'effriter. Les États-Unis avaient besoin de l'OTAN comme d'un instrument pour déployer son armée hors du territoire national, en clair pour attaquer des pays en développement. Tony Blair suggéra d'envahir la Serbie par voie de terre, une option que Clinton avait explicitement écartée. Cette proposition démente fut soutenue par le général Wesley Clark. Le 9 avril 1999, le Président russe, B. Eltsine, avertit qu'une invasion de la Serbie par des armées terrestres mènerait à « une guerre à coup sûr européenne, et sans doute mondiale ». Le général russe Selenyev rappela à l'OTAN que les missiles nucléaires russes étaient toujours pointés vers les puissances occidentales. Ce fut la première allusion sérieuse à une guerre mondiale que faisait une personnalité de niveau international au cours des années 90. Sans prêter garde à l'avertissement de Eltsine, Blair tenta d'utiliser sa visite à Washington à l'occasion du 50e anniversaire de l'OTAN, le 23 avril, pour convaincre Clinton de déclencher l'invasion terrestre, mais essuya une rebuffade.

L'OTAN essaya de justifier ses bombardements en citant le grand nombre de réfugiés Albanais fuyant le Kosovo. On faisait également état, sans vérification aucune, de massacres d'Albanais du Kosovo par les Serbes. Beaucoup de ces exagérations furent communiquées par le porte-parole du Département d'État américain Jamie Rubin à son épouse, la fausse correspondante de CNN Christiane Amanpour. Les États-Unis prétendirent que 100 000 Albanais avaient été massacrés et jetés dans des fosses communes ; les recherches ultérieures ont montré qu'il y en eut peut-être 3 000, ce qui reste une tragédie, mais cohérente avec une guérilla de ce type engagée par la KLA. La justification du bombardement était donc un énorme mensonge fabriqué par le gouvernement américain et la presse qui était à sa botte.

Jusqu'où la clique guerrière de l'OTAN était-elle prête à aller ? D'après Louis Sell, Milosevic fut poussé à la capitulation par le matraquage

menaçant du Finlandais Ahtisaari, porte-parole de l'OTAN, qui déclara aux Serbes que « s'ils refusaient l'accord, l'OTAN était prête à attaquer encore bien davantage de cibles yougoslaves, notamment les ponts restant encore sur le Danube, les circuits d'électricité et de chauffage et le réseau téléphonique » (Sell, p. 311). Ce programme de bombardement génocidaire aurait eu, à terme, un impact démographique dévastateur, selon la méthode « les bombes maintenant, la mort plus tard » appliquée en Irak.

## « Je n'ai pas l'intention de déclencher la 3e guerre mondiale pour vous faire plaisir »

La Russie, où Tchernomyrdine avait remplacé Primakov congédié, réussit finalement à convaincre Milosevic de capituler au début du mois de juin. L'armée russe, désireuse de montrer sa solidarité avec les Serbes et nourrissant un ressentiment envers l'OTAN pour avoir refusé à la Russie l'attribution d'une zone d'occupation au Kosovo, effectua un coup de main le 12 juin. Elle fit rapidement déplacer deux compagnies de véhicules blindés vers l'aéroport de Pristina, la capitale du Kosovo, près de la frontière avec la Serbie. À ce moment-là, le général Wesley Clark (qui devint plus tard le candidat favori de Michael Moore lors des présidentielles en 2004) devint fou de rage et ordonna au commandant des forces terrestres de l'OTAN, le général britannique Sir Michael Jackson, de refuser aux Russes le droit d'utiliser l'aéroport. Il fut affirmé que la Russie était sur le point d'envoyer un convoi aérien de parachutistes pour appuyer son exigence. Le général Jackson refusa tout net d'exécuter l'ordre de Clark en prononçant cette réponse devenue célèbre : *Je n'ai pas l'intention de déclencher une 3e guerre mondiale pour vous faire plaisir.*

Plus tard, le général Jackson dit à la BBC : « Nous étions [à la recherche] d'un moyen… d'une confrontation avec le contingent russe, ce qui ne me semblait pas la meilleure façon d'entamer les relations avec les Russes qui allaient justement être placés sous mon commandement. » Clark voulut donner l'ordre aux blindés britanniques d'occuper les pistes pour empêcher les transporteurs russes d'atterrir ; disant qu'il pensait que c'était « une manière de faire appropriée. » Mais son plan se heurta une nouvelle fois au veto de la Grande-Bretagne. On venait à nouveau de passer à deux doigts d'une guerre mondiale (BBC, 9 mars 2000).

Rétrospectivement, il est évident que l'opération au Kosovo fut une guerre par délégation entre les États-Unis et la Russie, dans laquelle les maux infligés à la population serbe étaient censés montrer à la Russie le formidable potentiel militaire de l'alliance dirigée par les États-Unis. La crise de Pristina se calma, mais les relations États-Unis/Russie restèrent dangereusement tendues. Milosevic fut accusé de crimes de guerre en mai 1999. En s'engouffrant dans la Serbie vaincue, les troupes de l'OTAN

furent accompagnées par des valises pleines de dollars devant être utilisés par le National Endowment for Democracy (Fondation nationale pour la démocratie) pour organiser le renversement de Milosevic. Cet événement survint au printemps 2000, lors d'une révolution « populaire » qui suivait à la lettre le schéma fixé par la CIA pour ce genre de soulèvements. Au milieu de l'année 2001, quelques mois avant le 11 Septembre, Milosevic fut illégalement enlevé de Serbie pour être présenté devant ses juges à La Haye, devant un tribunal irrégulier.

## 7 MAI 1999 : LES ÉTATS-UNIS BOMBARDENT L'AMBASSADE DE CHINE

L'aventure du Kosovo dégrada également les relations avec la Chine. Le 7 mai, un bombardier furtif détruisit l'ambassade de Chine à Belgrade, tuant un certain nombre de Chinois. Il est possible que cet incident ait mis à mal un accord potentiel qui aurait pu arrêter les bombardements avec un mois d'avance. Les dirigeants chinois orchestrèrent une véhémente campagne anti-américaine accompagnée de manifestations populaires partout. Le suppléant d'Albright, James Pickering, s'envola pour Beijing le 16 juin afin de remettre les excuses officielles des États-Unis et d'assurer qu'il s'agissait d'un accident, mais ses déclarations furent brutalement rejetées par le gouvernement chinois. Les choses se compliquèrent avec l'arrestation du scientifique américain Wen Ho Lee qui avait été accusé en mars d'espionnage pour le compte de la Chine. Le 25 mai 1999, la commission Cox de la Chambre des représentants émit un report exagéré et provocateur relatif à l'espionnage chinois aux États-Unis. Les relations entre les États-Unis et la Chine se retrouvaient dès lors dangereusement tendues.

Il se produisit ensuite ce que certains journalistes prirent pour un accrochage susceptible de mener à une vraie guerre thermonucléaire entre les États-Unis et la Russie. L'occasion en fut donnée le 12 août 2000, par le naufrage mystérieux, au cours de manœuvres dans la mer de Barents, du plus puissant et récent sous-marin nucléaire russe, le *Koursk*. Une commission d'officiers russes déclara qu'un sous-marin de l'OTAN se trouvait dans les parages quand le *Koursk* avait sombré. L'OTAN nia toute implication. Le *Koursk* avait été inauguré en 1994. Pendant la guerre froide et jusque dans les années 1990, la mer de Barents avait accueilli de dangereuses scènes sous-marines où États-Unis et Russie jouaient au chat et à la souris avec des sous-marins chasseurs-tueurs pourchassant des sous-marins équipés de missiles balistiques.

Les sous-marins russes et américains s'étaient heurtés dans l'Océan arctique pour la dernière fois le 20 mars 1993 : au cours d'une prétendue patrouille de routine, le *USS Grayling* des États-Unis s'était écrasé, à

environ 105 miles au nord de la base soviétique de Mourmansk, contre un sous-marin à missiles balistiques Delta classe III transportant seize missiles balistiques SS-N 18 (SLBM). À l'époque, le ministre de la Défense russe avait déclaré : « Le haut commandement de la flotte militaire russe exprime son extrême inquiétude face au récent incident dû à des manœuvres dangereuses effectuées par des sous-marins étrangers dans des zones d'entraînement militaire. »

## Le *Koursk* : « La 3e guerre mondiale a failli commencer samedi »

Tandis que les médias américains et européens s'emballaient en attribuant le naufrage du *Koursk* à des explosions à bord, probablement causées par un incendie de batterie ou l'explosion d'une torpille, tout laisse penser qu'en fait, le *Koursk* a heurté un autre vaisseau – un sous-marin américain ou britannique, ou bien un drone – voire qu'il a été touché par une torpille. La commission d'officiers de la Marine russe a officiellement conclu que le *Koursk* avait été détruit par une collision avec un sous-marin étranger. Le sous-marin, avec son équipage de 118 marins et officiers, fut retrouvé couché sur un fond marin. Les membres de l'équipage avaient été instantanément tués par ce que les fonctionnaires russes assurent être une collision avec l'autre vaisseau. Le 21 août, l'agence de presse russe Interfax annonça que les sauveteurs russes avaient trouvé un fragment de sous-marin « vraisemblablement britannique » près du *Koursk*. Cela faisait suite à des rapports antérieurs qui signalaient que des bouées de sauvetage, également identifiées comme britanniques, avaient été vues flottant près du lieu de la collision.

Le 22 août, Pravda.ru [la version électronique de la Pravda] publia un récit de la catastrophe du *Koursk* sous le titre : « La 3e guerre mondiale a failli commencer samedi ». Le texte dit : « Samedi 12 août, il s'est produit un accident dans la mer de Barents où la flotte septentrionale de la Fédération de Russie effectuait des manœuvres ; cet incident a failli provoquer un combat à grande échelle : une 3e guerre mondiale… Pendant plusieurs jours, le monde a été suspendu à un fil et la moindre fausse manœuvre politique aurait pu déboucher sur un échange de frappes nucléaires. » Citant les preuves hydro-acoustiques de trois explosions, « qui indiquent que le *Koursk* a peut-être subi un torpillage », Pravda.ru décrit l'incident comme un possible *casus belli* mais conclut : « Heureusement, l'incident de la mer de Barents a été résolu positivement par la voie politique. Un accord pour "clore pacifiquement cette affaire" a été trouvé au cours d'un entretien téléphonique entre Vladimir Poutine et Bill Clinton. La conversation entre les Présidents a duré 25 minutes et rien n'en a filtré dans les médias. » (*New Federalist,* 28 août 2000)

Le 22 août, John Helmer, un journaliste en poste à Moscou qui écrivait pour le *Journal of Commerce* et le *Moscow Times*, faisait observer dans le *Straits Times* publié à Singapour que « le drame du sous-marin russe ressemblait à un début de guerre ». Méprisant les jugements hystériques des médias occidentaux sur le Président Poutine, qui poursuivait son séjour « au Kremlin de vacances » à Sotchi *, Helmer écrit : « Si vous étiez le dirigeant de la Russie et que l'on vous dise un soir tard que l'une de vos plus puissantes armes sous-marines secrètes a été frappée par une mystérieuse explosion et envoyée par le fond sans que l'équipage ait eu le temps de donner une explication, serait-il prudent de vous mettre à soupçonner une attaque ? Une attaque commise par une super-puissance nucléaire et un vieux rival ? Et si vous avez pris l'engagement de défendre votre pays, serait-il raisonnable pour vous de décider s'il s'agit là d'une provocation à la guerre ou un simple accident ? » Relevons également la convergence croissante de points de vue entre Poutine et l'ancien Premier ministre Evgueni Primakov ; ce dernier, partisan d'une perspective eurasienne pour la Russie, publia le 23 août une déclaration mettant en garde l'Occident et les oligarques russes, en des termes très sévères, contre le désir d'exploiter cette crise qui mettait le monde au bord de la guerre (*EIR,* 1er septembre 2000*).*

Les États-Unis déclarèrent que c'était une roquette anti-sous-marin tirée par le *Koursk* qui, coincée dans le canon, avait provoqué l'explosion mortelle. Mais les autorités russes insistèrent sur le fait qu'un sous-marin étranger du même type que le *Koursk* était présent sur place. Alors que les médias américains manifestaient leur inquiétude, la crise du *Koursk* se calma à la suite d'une visite surprise à Moscou de George Tenet, directeur de la CIA ; mais la tension entre les deux puissances demeura extrême. Tel est le contexte du coup de fil donné par Poutine à Bush le matin du 11 septembre 2001.

## Les néo-conservateurs se mettent la Chine à dos

Le grand projet néo-conservateur de la fin des années 90 était une confrontation entre les États-Unis et la Chine. L'ouvrage de Huntington, *Clash of Civilizations* [Le Choc des civilisations], un livre de recettes pour fabriquer des crises, avait désigné deux challengeurs à la domination mondiale des Anglo-Américains : les Musulmans, à cause de leur croissance démographique, et la Chine, à cause de sa croissance économique. Les néo-conservateurs balançaient pour savoir laquelle des deux constituait la menace la plus immédiate. Après la confrontation du détroit de Taïwan en 1996, l'affaire Wen Ho Lee, le rapport Cox sur le présumé espionnage

* Lieu de villégiature des dirigeants de l'ex-URSS, situé au bord de la Mer Noire. (NdT)

chinois et les accusations des Républicains au sujet du Chinagate visant Clinton, les relations des États-Unis avec la Chine étaient au plus bas.

Un ancien ambassadeur à Beijing, James Lilley, soulignait : « … Il s'est produit un changement spectaculaire, qui se généralise et qui, parfois, prend un vilain tour. Après l'accident du bombardement de Belgrade en mai 1999, nous avons vu de près la colère, l'hostilité et même la haine sur le visage des Chinois qui ont attaqué notre ambassade. » Lilley poursuivait sur un ton menaçant : « Si la Chine poursuit l'expansion de ses paramètres militaires, elle va se frotter à notre puissance. La Chine peut éviter cette confrontation en s'ouvrant à la mondialisation économique et en réduisant les tensions nationalistes. Agir autrement, c'est risquer de faire s'effondrer tout l'édifice » (*Newsweek*, 16 avril 2001).

La bonne volonté exprimée envers les États-Unis par les étudiants chinois sur la place Tien An Men en 1989 avait complètement disparu ; elle était remplacée par le dégoût, bien avant le 11 Septembre et l'Irak. Quelque chose de semblable s'était produit en Russie et ailleurs, également avant le 11 Septembre.

Les premiers mois de Bush à la présidence furent dominés par l'incident de la collision aérienne entre un avion espion Aries II EP-3E américain et un chasseur F-8 chinois, non loin des côtes chinoises, près de la principale base de la flotte chinoise en Mer du Sud, Zhangjiang. Depuis longtemps, les avions américains en missions de surveillance électronique y étaient parasités et harcelés par les intercepteurs chinois. Au cours de l'une de ces rencontres, le chasseur heurta l'avion américain, plus grand et plus lent ; le jet chinois s'écrasa et le pilote fut perdu tandis que l'avion américain était contraint d'effectuer un atterrissage d'urgence sur un aéroport chinois sur l'île de Hainan. L'avion et son équipage de 19 personnes furent détenus une quinzaine de jours avant d'être rendus aux États-Unis.

Les Chinois exigèrent des excuses formelles, mais la pugnace administration Bush se montra réticente. La presse chinoise publia des images de l'avion espion au sol, sous-titrées « les preuves de la brutalité » ainsi que des attaques méprisantes à l'encontre du « Petit Bush ». Les sites de *chat* Internet chinois bourdonnèrent de rumeurs de guerre : « Êtes-vous prêts ? C'est la guerre » disait un message. L'hebdomadaire néo-conservateur *Weekly Standard* intitula l'histoire de l'incident de Hainan « L'humiliation nationale », et les auteurs William Kristol et Robert Kagan, tous deux des faucons va-t-en-guerre hypocrites, accusèrent le Bush 43 nouvellement installé d'avoir fait preuve de « faiblesse » dans cette affaire. Les néo-conservateurs étaient contrariés par Colin Powell qui s'en était remis à la diplomatie pour récupérer l'avion et l'équipage, et surtout par l'attitude du secteur privé qui préférait faire des affaires lucratives avec la Chine plutôt que soutenir les néo-conservateurs dans leur vision déformée de l'honneur national (*Newsweek,* 16 avril 2001).

Toute cette expérience fut une leçon pour la clique des néo-conservateurs et des provocateurs militaires. Pendant huit ans, ils avaient dû avaler des couleuvres à cause de l'attitude sensée de Clinton qui refusait de recourir à la force militaire. Après les efforts énormes engagés pour porter Bush à la Maison Blanche, le résultat n'était pas bien meilleur. Il est permis de supposer que les provocateurs néo-conservateurs en ont tiré les enseignements requis : désormais, il leur fallait nourrir des projets plus grandioses et préparer un événement extérieur dont l'ampleur dépasserait celle de toutes leurs précédentes tentatives antérieures.

Ailleurs aussi, les tensions s'amplifiaient. Au cours des années 90, l'existence d'une faction agressive dans le gouvernement et dans l'armée des États-Unis qui provoquait régulièrement des incidents pour exacerber les tensions entre les grandes puissances se rappela à maintes reprises et avec insistance au bon souvenir de Moscou et de Beijing. Du Kosovo à Belgrade, de la mer de Barents à la Mer du Sud de la Chine, de l'Irak à la Somalie, cette faction agressive provoqua des heurts, fabriqua des prétextes pour intervenir et mena une guerre par procuration près du cœur de l'Europe. Les années 90 furent tout sauf idylliques. Ce fut une période d'escalade dans les crises économiques et stratégiques. La sympathie manifestée, dans les années 1989-91 jusqu'au milieu de 2001, en Russie et en Chine pour le mode de vie américain firent place à une écrasante hostilité.

En même temps, le réseau agressif et aventureux au sein du gouvernement américain était profondément insatisfait de son échec à obtenir des résultats décisifs. Chaque année, la population du monde musulman augmentait, le taux de croissance en Chine grimpait de 10 à 15 % alors que l'économie réelle des États-Unis (à l'exception des spéculations à Wall Street) continuait à stagner. Tout comme les Britanniques regardant la croissance économique des Allemands en 1905-1907, la faction guerrière aux États-Unis aboutit à la conclusion qu'une longue période de paix dans le monde ne pourrait qu'entraîner la poursuite du déclin relatif des États-Unis. Pour créer les conditions politiques préalables favorables à ses desseins, le parti belliciste américain commença à ressentir le besoin irrésistible de devenir le parti de la terreur fabriquée.

Le consensus agressif basé sur la terreur, dégagé à la fin des années 90, avait été préparé dès mars 1992 quand Paul D. Wolfowitz, alors sous-secrétaire du Pentagone aux affaires politiques, soumit ses orientations pour la planification à long terme de la Défense à Dick Cheney, qui était alors ministre de la Défense. Selon la presse de l'époque, ce document du Pentagone affirmait : « La mission politique et militaire de l'Amérique de l'après-guerre froide est d'assurer qu'aucune super-puissance rivale ne puisse émerger en Europe occidentale, en Asie ou sur le territoire de l'ex-URSS. » Le rôle de l'ONU serait réduit à l'insignifiance, disait le

document, et l'action unilatérale des États-Unis dominerait le monde. Le plan de Wolfowitz appelait aussi à « utiliser la force militaire, si nécessaire, pour empêcher la prolifération des armes nucléaires et les autres armes de destruction massive dans des pays tels que la Corée du Nord, l'Irak, certaines républiques issues de l'ex-Union soviétique et en Europe. »

Le chantage nucléaire direct envers la Russie figurait également en bonne place ; le document de Wolfowitz soulignait que les armes nucléaires stratégiques américaines continueraient à viser les objectifs vitaux de la structure militaire de l'ex-URSS. Toute cette politique prenait pour prétexte que les États-Unis « ne devaient pas cesser de considérer comme dangereux les moyens et les capacités auxquels tiennent tant les dirigeants actuels – et futurs – de la Russie, ou d'autres adversaires nucléaires » parce que la Russie resterait « la seule puissance au monde capable de détruire les États-Unis. » La politique des États-Unis devait essentiellement résider dans l'intimidation et dans l'effort pour « convaincre les concurrents potentiels qu'il leur est inutile de vouloir aspirer à un rôle plus important », s'assurant de la sorte qu'aucune super-puissance rivale ne puisse voir le jour. (*New York Times*, 8 mars 1992)

Plus tard, Richard Perle élaborera, pour le politicien israélien Benjamin Netanyahou, une stratégie agressive connue sous le nom de « grand virage politique » (Clean break) basée sur le refus d'une paix négociée avec les Arabes et les Palestiniens au profit d'une guerre sans fin. En 1997, le *Grand Chessboard* [Le Grand Échiquier] de Brzezinski vantait les avantages de l'ingérence des États-Unis en Asie centrale pour des raisons géopolitiques ; l'esprit de cette étude était similaire au manuel de géopolitique nazie, *Weltpolitik von heute,* publié par Haushofer en 1934. Mais comment manipuler le peuple américain afin qu'il accepte les fardeaux et les pertes humaines associés à une telle ingérence ? Brzezinski, petit aristocrate polonais, répondait : « Le public américain a toujours eu une attitude très ambivalente envers l'expansionnisme américain. S'il a soutenu l'engagement des États-Unis dans la 2e guerre mondiale, c'est principalement à cause du choc causé par l'attaque japonaise de Pearl Harbor » (Brzezinski, p. 24-25).

Une forme encore plus explicite de la domination des États-Unis sur le monde s'exprime dans le Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC), mouvement néo-conservateur qui fournit la plupart des hauts fonctionnaires de l'administration Bush 43. Après avoir exposé leurs plans impérialistes, les auteurs du PNAC, avec le « faucon * » William Kristol en tête, se penchaient sur le moyen de duper le peuple américain pour qu'il soutienne les nouvelles aventures engagées à l'étranger : « … le

* Chickenhawk : littéralement « faucon-poule ». Politicien hypocrite et couard qui exige la guerre alors qu'il a échappé à la conscription au Vietnam.

processus de transformation sera sans doute long en l'absence d'événement catastrophique catalyseur, comme un nouveau Pearl Harbor » (PNAC, septembre 2000). C'est dans cette ambiance fébrile, appelant de ses vœux un nouveau conflit généralisé pour empêcher quiconque de défier le nouvel ordre mondial désiré par les Anglo-Américains, ne percevant pas d'écho à l'esprit belliciste des élites dans le système démocratique et attendant impatiemment l'aide qu'allait pouvoir apporter une attaque extérieure spectaculaire, qu'il faut rechercher les racines du 11 Septembre.

## Chapitre 4

# Al-Qaida : la légion arabe de la CIA

*« Je pensais que ces types [Atta & Co] étaient des agents doubles. »*
**Ancien cadre** de Huffman Aviation, Venice – Floride (Hopsicker, p. 150)

Al-Qaida et son célèbre chef ben Laden n'auraient pas existé sans l'aide des États-Unis qui les ont créés pour les utiliser contre la Russie en Afghanistan et qui continuent de les soutenir à ce jour. À divers moments, les Forces Spéciales étasuniennes ont été les valets de ben Laden ; le Département d'État lui a servi d'avocat de la défense et de bureau de voyage et la CIA lui a procuré ses conseillers en relations publiques et l'assurance santé de son choix ; quant au gouvernement britannique, il a joué le rôle de département des ressources humaines pour lui permettre de recruter.

Oussama ben Laden est un riche reclus qui parle au monde à travers des enregistrements vidéo et audio dont on ne peut vérifier l'authenticité. Peut-être est-il mort, peut-être fait-il partie des centaines de prisonniers fantômes de la CIA détenus dans des prisons secrètes de par le monde en violation des Conventions de Genève. Il n'existe aucune preuve pour étayer l'authenticité des enregistrements de ben Laden. Les communiqués et même l'apparence physique de la personne sensée être ben Laden se contredisent. Ainsi : dans la semaine suivant le 11 Septembre, un journal pakistanais a publié une interview d'« Oussama ben Laden » niant tout rôle dans les événements dans le passage suivant :

> J'ai déjà dit que je n'étais pas impliqué dans les attentats du 11 Septembre aux États-Unis. Comme Musulman, je fais de mon mieux pour ne pas mentir. Je n'ai rien su de ces attentats et je ne considère pas que le meurtre de femmes, d'enfants et d'autres innocents soit une bonne chose. L'Islam interdit strictement de nuire aux femmes, aux enfants et aux autres gens. De tels actes sont défendus même au cours d'une bataille. Ce sont les États-Unis qui maltraitent les femmes, les enfants et les gens simples qui pratiquent une autre religion, et particulièrement les croyants de l'islam. Tout ce qui se passe en Palestine depuis 11 mois est suffisant pour attirer la colère de Dieu sur les États-Unis et Israël. C'est aussi un avertissement pour les pays musulmans qui ont assisté à tout cela en spectateurs muets. Et qu'avait-on fait auparavant aux peuples innocents d'Irak, de Tchétchénie et de

Bosnie ? On ne peut tirer qu'une seule conclusion de l'indifférence des États-Unis et de l'Occident envers ces actes de terreur et le soutien des tyrans par ces puissances : que l'Amérique est une puissance anti-islamique et qu'elle appuie les armées anti-islamiques. Son amitié avec certains pays musulmans n'est qu'une façade ou plutôt un mensonge. En séduisant ou en intimidant ces pays, les États-Unis les forcent à jouer le rôle qu'ils ont choisi pour eux. Regardez autour de vous et vous verrez que les esclaves des États-Unis sont soit des dirigeants de Musulmans, soit leurs ennemis.

Les pays qui ne veulent pas devenir les esclaves des États-Unis sont la Chine, l'Iran, la Libye, Cuba, la Syrie [l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh, l'Irak, le Soudan, l'Indonésie, la Malaisie] et la Russie. Ceux qui ont commis l'acte du 11 Septembre ne sont pas des amis du peuple américain. J'ai déjà dit que nous sommes adversaires du système américain, mais pas de son peuple, alors que ces attentats ont tué de simples citoyens américains. D'après mes informations, le nombre de tués est bien supérieur à ce qu'en a dit le gouvernement des États-Unis. Mais l'administration Bush ne veut pas que la panique se répande. Les États-Unis devraient essayer de dénicher les auteurs de ces attentats chez eux, les gens qui font partie du système des États-Unis mais sont en désaccord avec lui. Ou ceux qui travaillent pour un autre système, qui veulent que ce siècle soit celui des conflits entre l'Islam et la Chrétienté afin que leur propre civilisation, leur nation, leur pays ou leur idéologie puisse survivre. Cela peut être n'importe qui, de la Russie à Israël et de l'Inde à la Serbie. Aux États-Unis, il existe des dizaines de groupes bien organisés et bien équipés capables de provoquer de grands dégâts. Et puis, n'oubliez pas les Juifs américains qui sont contrariés par le président Bush depuis les élections en Floride et qui veulent une revanche.

Il y a aussi les services secrets des États-Unis, qui demandent au Congrès et au gouvernement des milliards de dollars chaque année. Cela [cette question du financement] n'était pas un gros problème tant que l'URSS existait, mais après, le budget des agences a été menacé. Il leur fallait un ennemi. Donc, ils ont commencé leur propagande contre Oussama et les Talibans, et maintenant cet événement a lieu. Vous savez, l'administration Bush a approuvé un budget de 40 milliards de dollars. Où va aller cette somme énorme ? Elle ira aux mêmes agences, qui ont besoin de beaucoup d'argent et veulent justifier leur importance. Maintenant elles vont pouvoir dépenser cet argent à s'agrandir et à accroître leur importance. Voici un exemple : les trafiquants de drogue du monde entier sont en contact avec les services secrets des États-Unis. Ces agences ne veulent pas éradiquer la culture des stupéfiants, ni leur trafic, car cela diminuerait leur importance. Les gens du département chargé de la lutte contre les stupéfiants encouragent le trafic de drogue afin de pouvoir montrer leurs résulats et obtenir des millions de dollars pour leur budget. Le général Noriega a été fait baron de la drogue par la CIA et, quand le besoin s'en est fait sentir, il a été transformé en bouc émissaire. De la même manière, Bush ou tout autre président ne peut pas faire juger Israël pour violation des droits de l'Homme, ni même lui demander des comptes pour de tels crimes. Qu'est-ce que cela veut dire ? N'est-ce pas qu'il existe un gouvernement au sein du gouvernement des États-Unis ? Ce gouvernement de l'ombre doit être interrogé pour savoir qui a perpétré les attentats (Ummat, Karachi, 28 septembre 2001).

Ces propos peuvent être ceux d'un ou plusieurs ben Ladens ou bien les propos pakistanais d'un ben Laden. Plusieurs semaines après cette interview, une bande faisait surface sur laquelle un ben Laden plutôt différent semblait reconnaître, au moins indirectement, qu'il était impliqué dans le 11 Septembre. Ce ben Laden-là déclare :

> Les frères, ceux qui ont mené l'opération, tout ce qu'ils savaient, c'est qu'ils avaient une opération de martyre à réaliser, et nous avons demandé à chacun d'eux d'aller en Amérique, mais ils ne savaient rien de l'opération, pas un seul mot. Mais ils étaient entraînés et nous ne leur avons rien révélé de l'opération jusqu'au moment où ils étaient là et s'apprêtaient à embarquer dans les avions. (Meyssan 2002, p. 234).

Lequel des deux est le bon – s'il y en a un ? Impossible de le savoir. Aussi, toute affirmation portant sur ce milliardaire saoudien mystérieux, inconstant et erratique, est un exercice de pure spéculation (Paul Hoffman, p. iii).

## Al-Qaida, ben Laden : les accusés

Oussama ben Laden apparaît comme un riche inadapté, certainement sociopathe, et sans aucun doute obsédé par sa propre vision idéologique et fanatique de ce que devrait être le monde. Apparemment, son but principal est de restaurer le califat. Le calife est en même temps l'empereur et le pape du monde musulman, le califat est son institution, qui était incarnée jusqu'en 1924 par le sultan turc ottoman. Bien sûr, ce programme utopique pan-arabe fait automatiquement de ben Laden l'ennemi de tout État existant dans le monde arabe ou islamique, et lui permet de mener ce qui équivaut à des opérations anglo-américaines de déstabilisation contre ces États, sous le couvert d'une légitimité historique islamique radicale que certains dirigeants ont nettement du mal à contester.

Mais ben Laden n'est pas le plus grand génie politique du monde actuel, comme essaie de nous le prouver « Anonyme », l'auteur de *Imperial Hubris*. Ben Laden est un dilettante qui n'aurait pas survécu bien longtemps sans de puissants protecteurs et un vaste réseau de soutien, et notamment grâce à une dialyse rénale. Loin d'un génie politique, nous voyons clairement en ben Laden une dupe désorientée, une marionnette qui ne comprend pas que ce sont les forces qui l'entourent qui rendent possible ses activités au quotidien et surtout lui valent sa notoriété universelle. Comme indiqué plus haut, à en croire un de ses hommes de main du nom de Beardman *, pendant ses années afghanes, ben Laden n'était pas conscient du rôle qu'il jouait pour le compte de Washington. De sa bouche même (cité par Beardman) : « Ni moi ni mes frères n'avons vu de preuves

* Beardman est le nom de famille de l'agent étasunien chargé d'aider OBL. (NdT)

de l'aide américaine » (Meyssan 2002, p. 7). Dans une interview à Frontline, le prince Bandar, ambassadeur d'Arabie Saoudite aux États-Unis, a dit que lors de sa première rencontre avec ben Laden, dans les années 80, « j'ai pensé qu'il n'était pas capable de faire traverser la rue à huit canards. »

Oussama est l'un des multiples enfants du harem ben Laden dirigé par le patriarche de la société de BTP saoudienne ben Laden. La mère d'Oussama n'était pas l'épouse N° 1 ou *valide sultane* * de ce sérail. Au contraire, elle était l'une des épouses les moins favorisées et les moins importantes. De ce fait, Oussama était ce que nous appelons dans le langage de l'aristocratie européenne un cadet. Par définition, les cadets ne sont pas indispensables et ils n'héritent de rien. La famille, une des plus riches d'Arabie Saoudite, fonctionnait comme les *compradors* financiers des Britanniques et des Étasuniens, y compris pour les opérations sales du MI-6 et de la CIA. Par exemple, Oussama était un parent par alliance de l'homme d'affaires Adnan Khashoggi, impliqué dans l'affaire Iran-Contra. Fils cadet de sa famille et ne faisant pas partie de la famille royale, il était doublement insignifiant.

Oussama aurait été contacté en 1979 par le prince Turki, des services secrets saoudiens, pour mobiliser de l'argent et des volontaires en vue de mener des opérations contre l'armée soviétique en Afghanistan. Le prince Turki voulait qu'une armée pan-arabe aille combattre l'Armée rouge et le régime de Kaboul. Une partie du rôle d'Oussama était simplement de porter de valises de billets envoyées par le gouvernement saoudien aux combattants afghans. Dans cette aventure, ben Laden travailla de près avec les services secrets pakistanais et, donc, aussi avec la CIA et le MI-6.

La CIA avait des équipes en Afghanistan depuis le début de l'année 1979, bien avant l'invasion soviétique provoquée par Brzezinski. Selon Robert Gates, ancien directeur de la CIA, la grande expansion de l'opération clandestine en Afghanistan commença en 1984. Cette année-là, « la taille du programme secret de la CIA pour aider les moudjahidin gonfla considérablement », atteignant 500 millions de dollars en paiements étasuniens et saoudiens, canalisés par le régime pakistanais de Zia. Comme le rappelle Gates : « C'est à cette époque [1985] que nous avons commencé à entendre parler d'un nombre croissant d'Arabes d'autres pays se rendant en Afghanistan pour combattre dans la guerre sainte contre les Soviétiques. Ils venaient de Syrie, d'Irak, d'Algérie et d'ailleurs ; la plupart combattaient avec les groupes islamistes fondamentalistes Muj, surtout celui dirigé par Abdoul Rassoul Sayyaf. Nous avons étudié le

* *Valide sultane :* mère du sultan régnant dans l'empire ottoman qui, si elle n'était pas l'épouse favorite, devenait automatiquement la première femme du palais quand son fils montait sur le trône (souvent après avoir fait tuer tous ses frères ou demi-frères rivaux). (NdT)

moyen d'augmenter leur participation, peut-être sous la forme d'une sorte de "brigade internationale" mais cela n'a pas abouti. Des années plus tard, ces combattants fondamentalistes entraînés par les moudjahidin en Afghanistan ont commencé à faire parler d'eux dans le monde, du Moyen-Orient à New York, toujours pour mener leur Guerre sainte, à ceci près que désormais, les États-Unis figuraient sur la liste de leurs ennemis. Notre mission était de chasser les Soviétiques d'Afghanistan. Nous escomptions qu'un Afghanistan post-soviétique ne serait pas beau à voir, mais nous n'avons jamais pensé que ce pays deviendrait un havre pour des opérations mondiales de terrorisme » (Gates, p. 349). Il se trouve cependant que ces brigades internationales dont parle Gates ont bel et bien été créées : on les connaît aujourd'hui sous le nom d'al-Qaida.

On raconte que ben Laden a été choqué et écœuré par l'arrivée des forces étasuniennes en Arabie Saoudite pour l'opération Bouclier du désert, après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. Le FBI et la CIA ont accusé ben Laden de l'attentat à la bombe de 1993 contre le WTC qui tua six personnes, de deux attentats à la bombe en Arabie Saoudite en 1995 et 1996 dans lesquels 24 employés américains furent tués et des attentats à la bombe de deux ambassades américaines de 1998 en Afrique Orientale qui tuèrent 224 personnes, sans oublier l'attaque du *USS Cole* en 2000 qui tua 19 marins (*New York Times,* 9 septembre 2001).

Robert Mueller, directeur du FBI, avoua au Commonwealth Club de San Francisco, le 19 avril 2002, qu'après six mois en Afghanistan, les armées étasuniennes n'avaient trouvé absolument aucune preuve qu'il y eût là un lien avec le 11 Septembre. Cela fit un énorme scandale, aussi grand que le fut plus tard celui de l'inexistence des fantomatiques armes de destruction massive en Irak. Mueller admit que « les pirates n'ont laissé aucune trace documentaire. Dans nos recherches, nous n'avons pas trouvé un seul papier – que ce soit ici aux États-Unis ou dans le trésor d'informations découvert en Afghanistan ou ailleurs – qui mentionnât un aspect quelconque du complot du 11 Septembre. Les pirates n'avaient pas d'ordinateur fixe ou portable, pas le moindre support d'archive. Ils utilisaient des centaines de téléphones publics différents et de téléphones cellulaires, ces derniers fonctionnant souvent avec des cartes pré-payées dont la trace est très difficile à suivre. Et ils ont bien veillé à ce que toutes les sommes qui leur étaient envoyées pour financer les attentats le soient en faibles montants pour éviter la détection. »

Il est clair que les États-Unis préféreraient que ben Laden – s'il existe toujours – ne soit pas pris vivant, par crainte des révélations qu'il pourrait faire. Le 21 novembre 2001, Rumsfeld a été parfaitement explicite sur ce point, en disant sur CBS pour l'émission *60 minutes II,* qu'il préférerait qu'Oussama ben Laden soit tué plutôt que pris vivant. « Il n'y a pas photo », fit-il.

Peu après le 11 Septembre, on apprit que le demi-frère d'Oussama ben Laden, Salem, avait investi dans Arbusto Petroleum à la fin des années 70 et qu'on pouvait ainsi dire qu'il avait été partenaire en affaires avec George W. Bush. Deux semaines après le 11 Septembre, le journal de boulevard londonien *Daily Mail* titra : « les singulières relations d'affaires de ben Laden avec le président Bush. » George W. Bush et Salem ben Laden étaient tous deux présents à la création de Arbusto Energy, une compagnie pétrolière texane. Salem ben Laden était en étroites relations d'affaires avec un ami de George W. Bush, un certain James Bath. Selon certains chercheurs, les 50 000 dollars que Bath a investis dans Arbusto en 1978 seraient provenu de Salem ben Laden. Salem ben Laden mourut dans un accident d'avion au Texas en 1983. Ce récit du *Daily Mail* fut monté en épingle le lendemain matin dans la revue de presse européenne de la BBC, mais ces événements ne furent jamais dûment relatés par les médias étasuniens. En revanche, le volet touchant à Bath fut bien souligné par Michael Moore dans son *Farenheit 911* (*Daily Mail,* 24 septembre 2001).

Les ben Laden étaient les bienfaiteurs de l'université de Harvard où l'on donna leur nom à des bourses universitaires. Cela attira l'attention des médias mais, même après le 11 Septembre, les étudiants de Harvard ont continué à se montrer désireux d'accepter l'argent des ben Laden. Andy Tiedemann, porte-parole du service de promotion de Harvard, déclara qu'aucun étudiant ne s'était manifesté pour protester contre les bourses ben Laden. Celles-ci totalisaient 2 millions de dollars, à utiliser à l'école de design et à la faculté de droit de Harvard (*Harvard Crimson*, 5 octobre 2001).

## Albright sabote l'extradition de ben Laden par le Soudan

Au milieu des années 90, ben Laden s'établit au Soudan. En 1996, il était devenu une gêne pour les dirigeants de ce pays, le général Bashir et Hassan Turabi. Le Soudan avait montré en 1994 qu'il ne voulait pas avoir de rapport avec le terrorisme, en livrant le célèbre Carlos (le Chacal) aux Français qui le mirent à l'ombre définitivement. Au début de 1996, le gouvernement soudanais proposa de livrer ben Laden aux Saoudiens, qui refusèrent sous prétexte qu'une accusation de ce sheikh fanatique dans son pays pourrait causer des dissensions au sein de l'élite au pouvoir, sans même parler du désordre public. En mars 1996, le Soudan proposa de livrer ben Laden au gouvernement étasunien. Au lieu d'accepter avec reconnaissance l'extradition d'un homme qui était déjà considéré comme le terroriste n° 1, la secrétaire d'État Madeleine Albright choisit ce moment pour provoquer une nouvelle vague de tensions avec le Soudan, en s'arrangeant même (il s'agissait sans nul doute d'une diversion rusée) pour fermer l'ambassade des États-Unis à Khartoum en raison de préten-

dues menaces terroristes. La proposition soudanaise resta sur la table jusqu'au 19 mai 1996, où ben Laden quitta le Soudan pour l'Afghanistan, mais Albright trouva prétexte sur prétexte pour refuser. Nous voyons là un exemple frappant qui prouve la duplicité et l'hypocrisie du régime étasunien : il aurait pu avoir la tête de ben Laden sur un plateau, mais n'en a pas voulu. Après tout, ce dernier avait un grand avenir devant lui : il était destiné à servir de repoussoir en devenant le grand chef de l'opposition islamique à l'empire étasunien.

Le 17 octobre 2002, le directeur de la CIA George Tenet dit à la commission restreinte du Sénat sur le renseignement que la CIA ne savait officiellement rien d'une proposition du Soudan de livrer ben Laden aux États-Unis : « Monsieur le président, la CIA n'a pas connaissance d'une telle offre » déclara Tenet. La commission du 11/9 annonça dans un des rapports de son secrétariat qu'elle n'avait trouvé aucune preuve que le Soudan ait offert de livrer ben Laden directement aux États-Unis, mais établit que le Soudan était disposé à l'extrader vers l'Arabie Saoudite (rapport du secrétariat de la commission du 11/9, mars 2004). Le rapport final de la commission, comme de bien entendu, se contente d'ignorer délibérément des archives publiques et, par conséquent, refuse de voir la vraie raison pour laquelle le Département d'État d'Albright a refusé d'accepter l'extradition ou l'arrestation de ben Laden (commission du 11/9, p. 61-62).

La proposition soudanaise fut confirmée par Barton Gellman dans le *Washington Post* peu après le 11 Septembre. D'après Gellman, en 1999, le président soudanais Omar Hassan Bashir avait fait une allusion elliptique au désir de son gouvernement, en 1996, d'envoyer ben Laden en Arabie Saoudite. Il restait à spécifier le rôle du gouvernement étasunien et une ligne secrète entre Khartoum et Washington. Gellman écrit :

> Le gouvernement du Soudan, grâce à une ligne directe entre son président et la CIA, a offert, au début du printemps 1996, d'arrêter Oussama ben Laden et de le remettre aux Saoudiens, d'après des fonctionnaires et anciens fonctionnaires de ces trois pays.
>
> L'administration Clinton s'est acharnée à trouver un moyen d'accepter l'offre par l'intermédiaire de contacts secrets, depuis une rencontre dans un hôtel de Rosslyn le 3 mars 1996 jusqu'à un fax fermant la porte à toutes les tentatives dix semaines plus tard. Incapable de convaincre les Saoudiens d'accepter ben Laden, et manquant de prétexte pour le traduire en justice aux États-Unis, l'administration Clinton a laissé tomber l'idée de la capture (*Washington Post*, vendredi 3 octobre 2001).

Le représentant soudanais aux États-Unis pour cette affaire était l'ambassadeur du Soudan à l'ONU en 2001, le général major Elfatih Erwa, ministre d'État à la Défense en 1996, qui fit le vol Khartoum-Washington pour des négociations secrètes avec la CIA.

Anthony Lake, à l'époque conseiller pour la Sécurité nationale des États-Unis, se montra sceptique envers la proposition soudanaise, ce qui signifie qu'il y a bien eu proposition. Lake déclara à *Village Voice* que le Soudan avait inventé cette histoire après le 11 Septembre parce qu'il craignait d'être bombardé par les États-Unis au cours de la guerre contre le terrorisme. La proposition des Soudanais de livrer ben Laden fut également confirmée par Susan Rice, ancienne secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines, qui était alors directrice générale pour l'Afrique à la NSC. La version de Rice est que le Soudan a fait cette proposition en sachant que les États-Unis ne pouvaient l'accepter. « Ils avaient compris que nous n'avions pas les moyens de juger ben Laden. C'est pourquoi je doute de la sincérité de la proposition. » Plutôt que de se perdre ainsi en conjectures, pourquoi ne pas avoir mis à l'épreuve la sincérité des Soudanais en acceptant l'offre ? Une source étasunienne dans la région semble avoir été sur le point de répondre en affirmant que l'occasion manquée fut un scandale. « Nous arrivons à capturer des petits rois de la drogue pour les ramener dans des sacs en toile. Il y a quelqu'un qui ne voulait pas en entendre parler » (*Village Voice*, 31 octobre 2001). Il faut comprendre : il s'agissait de protéger un lampiste de première !

Le refus étasunien de la proposition soudanaise de livrer ben Laden demeure un point important, suffisamment gênant pour que Richard Clarke s'en mêle, lui, le vrai grand-prêtre du mythe ben Laden. Clarke écrit dans ses mémoires :

> Turabi et ben Laden se sont séparés en excellents termes et ont juré de continuer la lutte et d'utiliser Khartoum comme point d'ancrage. Ces dernières années, les fonctionnaires des services secrets soudanais et les Américains amis du régime soudanais ont inventé une fable à propos des derniers jours de ben Laden à Khartoum. Cette fable veut que le gouvernement soudanais proposait d'arrêter ben Laden et de le livrer enchaîné au FBI, mais que Washington a refusé parce que l'administration Clinton ne considérait pas ben Laden comme assez important ou bien qu'elle ne trouvait rien, ou ne voulait rien trouver, pour le traduire en justice. Les seules miettes de vérité dans tout cela sont a) le gouvernement soudanais a refusé son appui au terrorisme à la suite des sanctions de l'ONU et b) le Groupe sur la sécurité contre-terroriste (CSG) avait engagé des démarches informelles auprès de plusieurs pays en vue de l'incarcération de ben Laden ou de son éventuel jugement. Il n'y a eu aucun preneur. Néanmoins, si nous avions été capables de mettre la main sur lui, nous aurions été ravis. À Manhattan, la magistrate américaine Mary Jo White, qui, comme on dit, était capable « d'inculper un sandwich au jambon, » aurait certainement pu obtenir un mandat pour ben Laden en 1996 si nous en avions eu besoin. Elle l'a fait au printemps 1998. Concernant la supposée proposition des Soudanais de nous livrer ben Laden, le fait est que Turabi n'avait pas l'intention de nous remettre son partenaire en terrorisme et que rien n'a jamais été fait dans ce sens (Clarke, p. 142).

Sans même avoir besoin d'être réfuté, ce récit s'effondre de lui-même sous le poids de ses contradictions internes. Clarke ment tout simplement, et ce qu'il dit sur le terrorisme doit être lu en pleine conscience de sa propension à travestir la vérité. En outre, si les États-Unis ont attendu jusqu'à 1998 pour accuser ben Laden, cela confirme ce qui est dit dans *La vérité interdite,* à savoir que les États-Unis n'ont pas émis un mandat Interpol au nom de ben Laden après l'attentat sur les tours Khobar en 1996 (Brisard et Dasquié, p. 136).

Il suffit de répéter que si ben Laden n'a pas été mis en garde à vue aux États-Unis, c'est parce qu'il fallait préserver un bouc émissaire d'une valeur inestimable. Rappelons une fois encore que Clarke a apparemment été limogé du Département d'État sous James Baker pour avoir couvert les violations par Israël des lois américaines sur les exportations d'armes ainsi que la vente illégale par Israël de missiles Patriots à la Chine. En août 1998, on a dit que Clarke était un des personnages principaux ayant fait courir de fausses informations sur l'implication du Soudan dans les attentats à la bombe contre les ambassades des États-Unis en Afrique Orientale qui avaient poussé les États-Unis à bombarder une usine pharmaceutique soudanaise à Khartoum dont on découvrit plus tard qu'elle ne produisait que de l'aspirine. Dans cet incident, Clarke aurait colporté de la désinformation de la part d'un journaliste correspondant local couvrant les opérations secrètes britannico-israéliennes, Yossif Bodansky, donnant ainsi un prétexte pour prendre le Soudan pour cible. Cette histoire de l'extradition du Soudan a été confirmée dans « Objectif : ben Laden », une émission de la chaîne History Channel diffusée le 15 septembre 2004 avec des interviews d'"Anonyme", l'auteur de *Imperial Hubris*, de Steve Coll, du prince Turki, de Robert Baer et d'autres. En réalité, le Soudan a collaboré, avant et après le 11 Septembre, aux légitimes efforts internationaux contre le terrorisme. Un cas de ce type survint au printemps 2002, quand le Soudan arrêta, à la demande des États-Unis, Abou Houzifa, un homme suspecté de terrorisme pour le compte d'al-Qaida. Celui-ci raconta comment il s'était infiltré en Arabie Saoudite, comment il avait profité de la vulnérabilité des troupes américaines pour planifier ses attaques terroristes, et comment il avait envoyé un missile SAM sur un avion militaire près de la base Prince Sultan, un des QG des opérations militaires étasuniennes sur l'Afghanistan. D'après Tim Carney, ancien ambassadeur au Soudan du temps de Clinton, le Soudan coopérait pleinement avec les États-Unis dans la lutte antiterroriste (*Washington Post*, 14 juin 2002).

## Bush demande au FBI de s'éloigner des ben Laden

Des agents du FBI ont témoigné que Bush 43 leur avait donné l'ordre de relâcher leur surveillance de la famille ben Laden qui vivait aux États-Unis. D'après l'émission de la BBC *Newsnight* du 6 novembre 2001, on aurait dit au FBI « de s'éloigner de la famille ben Laden. » L'émission précisait qu'une personne très haut placée dans les services secrets étasuniens avait révélé qu'il y avait toujours eu des « conditions imposées » aux enquêtes sur les Saoudiens mais que les choses avaient empiré sous le président George Bush. Après les élections de 2000, les services de renseignement ont reçu l'ordre de « prendre des distances » dans leurs enquêtes sur la famille ben Laden et la famille royale saoudienne. *Newsnight* ajoutait qu'il existait des documents secrets du FBI sur les attentats terroristes montrant que, malgré les affirmations selon lesquelles Oussama ben Laden était la brebis galeuse de la famille, au moins deux autres membres de la famille résidant aux États-Unis étaient soupçonnés d'avoir des relations avec une éventuelle organisation terroriste. Les dires de la BBC étaient fondés sur le document secret du FBI N° 1991 WF213589 émanant du bureau local du FBI à Washington. Parmi les organisations que le FBI aurait reçu l'ordre d'ignorer figurait « l'Association mondiale de la jeunesse musulmane (WAMY), financée par les Saoudiens, et qui était soupçonnée de terrorisme. » Les comptes de la WAMY furent gelés par le Pakistan après le 11 Septembre et l'Inde « déclara que ce groupe était lié à une organisation impliquée dans des attentats à la bombe au Cachemire » (*Times of India,* 8 novembre 2001). Sans entrer dans le détail, c'est le processus bien connu que la police utilise afin de ne pas déranger l'infrastructure financière requise pour garder ses indispensables lampistes sur le terrain, du moins tant que le gros coup n'a pas été exécuté.

Juste après le 11 Septembre, des agents du FBI ont fait une descente sur la banlieue de Boston où vivait une vingtaine de riches parents de ben Laden et les ont interrogés dans un immeuble résidentiel de Charlestown. Les agents se sont même rendus dans des boîtes de nuit pour récupérer des numéros de cartes de crédit des plus jeunes membres de la famille. Le jeune frère d'Oussama ben Laden, Mohamed, qui était censé être rentré en Arabie Saoudite avec femme et enfants depuis plusieurs années, possédait une maison de dix pièces non loin de là, à Wayland. Un autre jeune frère, Abdullah, était diplômé de la faculté de droit de Harvard. Mais en dépit de l'histoire étasunienne officielle qui diabolise leur demi-frère dissident, les ploutocratiques ben Laden n'avaient rien à craindre. Des informations ont bientôt commencé à circuler pour dire que le régime de Bush organisait des vols spéciaux pour faire sortir des États-Unis des membres de la famille ben Laden et quelques autres riches Saoudiens. Craig Unger et d'autres ont relaté le récit de ces vols spéciaux organisés à une période où l'aviation

civile était immobilisée. La commission du 11/9 dément que cela ait pu avoir lieu entre le mardi 11 et le samedi 15 septembre 2001, c'est-à-dire lorsque toute l'aviation commerciale était maintenue au sol. La *Tampa Tribune* a publié un article parlant d'un Lear Jet qui aurait quitté un hangar privé de Raytheon Airport Services à Tampa le 13 septembre pour Lexington dans le Kentucky, avec des riches Saoudiens à bord. Il est possible que ce Lear Jet ait été loué à Wally Hilliard, l'homme qui avait financé la société de Rudi Dekker, Huffman Aviation, non loin de Venice en Floride, où Atta et Shehhi avaient pris des cours de pilotage (Hopsicker, Mad Cow Morning News, p. 11).

En Afghanistan et en Irak, les forces étasuniennes ont toujours imité la pratique israélienne consistant à enlever tout bonnement les membres de la famille des supposés terroristes pour les garder en otages. Si ces méthodes illégales peuvent s'appliquer à du menu fretin, et si ben Laden était le cœur et l'âme du terrorisme mondial, pourquoi les richissimes ben Laden n'ont-ils pas été simplement traités de combattants ennemis et expédiés à Guantanamo pour une séance de privation de sommeil et autres formes de torture jusqu'à ce qu'ils dénoncent le sheikh fugitif ? Les méthodes étasuniennes sont non seulement brutales et illégales, mais elles ne sont pas logiques.

Indépendamment de ces vols, le Département d'État a longtemps joué le rôle d'une agence de voyage virtuelle pour al-Qaida. L'ancien chef du bureau des visas américains à Jeddah de 1987 à 1989, Michael Springmann, a dit à l'émission *Newsnight* de la BBC à l'automne 2001 : « En Arabie Saoudite, je recevais sans cesse des ordres de hauts fonctionnaires du Département d'État afin de donner des visas à des demandeurs non qualifiés, c'est-à-dire à des gens qui n'avaient aucun rapport avec l'Arabie Saoudite ou avec leur propre pays. Je me suis plaint sur place. Je me suis plaint à Washington et… personne n'a donné suite. » Il ajoutait : « Ce que je faisais, c'était de donner des visas à des terroristes recrutés par la CIA et par Oussama ben Laden afin de leur permettre de revenir aux États-Unis pour s'entraîner à la guerre en Afghanistan contre ce qui était à l'époque les Soviétiques. »

## Bush 41 travaille pour ben Laden via le groupe Carlyle

Les relations d'affaires entre les familles Bush et ben Laden ne se limitaient pas à Arbusto. Quelques semaines après le 11 Septembre, les lecteurs du *Wall Street Journal* ne furent pas peu surpris d'apprendre que le 41e président des États-Unis d'Amérique, George H.W. Bush, père de l'actuel occupant de la Maison Blanche, était employé à mi-temps par le groupe saoudien ben Laden, l'entreprise familiale en Arabie Saoudite, par

l'intermédiaire du Groupe Carlyle, une société internationale d'investissement et de conseils dans laquelle les ben Laden avaient des parts. Il y eut au moins deux rencontres prouvées de Bush 41 avec le clan ben Laden et, en réalité, il y en eut sans aucun doute bien davantage lors de réunions mondaines et autres. D'autres Républicains de haut niveau étaient également associés au Groupe Carlyle, notamment l'ancien secrétaire d'État James A. Baker, avocat de Bush 43 durant les élections truquées de 2000, ou Frank Carlucci, ancien secrétaire à la Défense et poids lourd de l'affaire Iran-Contra. Ont également travaillé pour Carlyle : a) Richard Darman, fonctionnaire au Trésor sous Reagan, b) John Sununu, chef d'état-major de la Maison Blanche de Bush 41 et c) John Major, Premier ministre britannique entre Thatcher et Blair de 1990 à 1997. L'article du *Journal* répétait la thèse selon laquelle Oussama ben Laden aurait été « désavoué » par sa famille qui exploitait une entreprise pesant plusieurs milliards en Arabie Saoudite et qui était l'actionnaire majoritaire de l'entreprise de Bush père. D'autres articles se sont cependant demandés si Oussama avait vraiment été rejeté par sa famille saoudienne. On a aussi dit que le FBI avait exigé les relevés de comptes bancaires des affaires de la famille ben Laden (*Wall Street Journal,* 27 septembre 2001 ; Judicial Watch, 28 septembre 2001).

Presque tout ce qui concerne Oussama ben Laden demeure incertain, jusqu'à savoir s'il est mort ou vivant, libre ou non et s'il est une seule personne ou un groupe de sosies ou *Doppelgänger*. Mais il est certain que la CIA, le MI-6 et leurs satellites ont manifesté une fidélité remarquable à ben Laden en créant son image et en le faisant mousser à chaque fois que l'occasion s'en présentait. S'ils ont agi ainsi, c'est parce que ces services avaient besoin d'asseoir la crédibilité de leur créature. Étant notoirement connu comme un agent œuvrant pour le compte de la CIA, ben Laden a besoin de bénéficier de toute l'aide possible de sa part pour ses relations publiques. Dans les jours suivant le 11 Septembre, une grande manifestation antiterroriste des classes moyennes de Téhéran (Iran) arbora des banderoles où l'on voyait le plus souvent : « ben Laden = agent de la CIA. »

L'un des attachés de presse de ben Laden n'est autre que Bernard Lewis, de l'Institut d'études avancées de Princeton (New Jersey), auteur du plan stratégique à long terme américano-britannico-israélien pour le démembrement et la balkanisation des États arabes et musulmans du Proche-Orient et du « croissant de crise », dont nous voyons les effets aujourd'hui en Irak et ailleurs. Dans une interview donnée environ deux mois après le 11 Septembre, Lewis s'est démené comme un beau diable pour établir les créances et la légitimité islamique de ben Laden.

## Bernard Lewis : l'attaché de presse de ben Laden

Lewis a affirmé que l'étiquette de terroriste islamique accolée à ben Laden est parfaitement cohérente avec l'Islam classique dont la mission est de soumettre les infidèles au droit islamique. Lewis étayait le fait que ben Laden avait sa place dans la grande tradition du monde islamique en citant le passage de la bande-vidéo que celui-ci avait envoyée récemment et dans laquelle il parlait « d'humiliation et de honte… depuis plus de 80 ans » en faisant référence au démantèlement de l'empire ottoman par les Britanniques et les Français après 1918. Lewis situait ben Laden dans la tradition du jihad « léguée aux Musulmans par le Prophète ». En principe, continuait Lewis, le monde était divisé en deux maisons : la Maison de l'Islam, régie par un gouvernement musulman et appliquant le droit islamique, et la Maison de la Guerre, c'est-à-dire le reste du monde toujours peuplé d'infidèles et, encore plus grave, gouverné par eux. Entre les deux, il devait y avoir un état de guerre permanent jusqu'à ce que le monde entier adopte l'Islam ou se soumette à la loi d'un État islamique. Parmi les différents « infidèles » qui dirigent la Maison de la Guerre, d'après Lewis, la chrétienté était indiquée comme étant « leur principal rival dans la lutte pour la domination du monde. » Dans un remarquable exemple de *Geschichtskletscherei* (faux parallèles historiques), Lewis cite des slogans du VII^e^ siècle, peints sur le mur du Dôme du Rocher, hostiles à la chrétienté. Plus loin, Lewis affirmait que l'évolution du terrorisme islamique moderne, en particulier celui d'al-Qaida, avait une longue tradition au sein de l'Islam, à commencer par la secte des Assassins du XI^e^ au XIII^e^ siècles. Il disait aussi que l'Arabie Saoudite et l'Égypte sont les deux régimes visés par les jihadistes parce qu'ils sont corrompus par le modernisme. Il concluait de façon inquiétante : « Pour Oussama ben Laden, 2001 marque le renouveau de la guerre pour la domination religieuse du monde commencée au VII^e^ siècle… Si ben Laden arrive à convaincre le monde musulman d'adopter ses idées et de le prendre pour chef, une longue et dure lutte nous attend, et pas seulement pour l'Amérique. Tôt ou tard, al-Qaida et ses affidés vont affronter les autres voisins de l'Islam – la Russie, la Chine, l'Inde – qui pourraient se montrer moins délicats que les États-Unis en utilisant leurs armes contre les Musulmans et leurs lieux saints. Si ben Laden ne se trompe pas dans ses calculs et s'il gagne cette guerre, des lendemains ténébreux attendent le monde et surtout la partie du monde qui accepte l'Islam » (*New Yorker*, 19 novembre 2001). La jubilation malveillante de Lewis donne, avec une candeur certaine, une idée des intentions cachées derrière le soutien à l'islamisme par les Occidentaux, comme nous le verrons au chapitre XV.

## Le fan club de ben Laden à Langley

Le plus complet exemple de benladenolâtrie jamais émis est un document venant des entrailles de la CIA, où travaille « Anonyme * », l'auteur de *Imperial Hubris.* On ne peut interpréter ce livre que comme un précis semi-officiel de la doctrine de la CIA sur le monde d'aujourd'hui. Anonyme est certain que ben Laden frappera de nouveau les États-Unis, le plus vraisemblablement avec une arme de destruction massive ; cela ne l'empêche pas de tresser une couronne de lauriers au mystérieux millionnaire :

> Quel que soit l'angle sous lequel on se place, Oussama ben Laden est un grand homme, qui a fait voler en éclat le tableau de la paix auquel on pouvait s'attendre après la guerre froide. Les attentats de New York et Washington, écrivent Andrew Basevich et Sebastian Mallaby dans le *Wilson Quarterly*, « révèlent que le pèlerinage vers la perfection est loin d'être achevé », bien qu'« à aucun moment ils n'[aient] incité les dirigeants politiques américains à remettre en question la faisabilité ce projet. » À la suite du 11 Septembre, le Dr Bruce Hoffman présenta aussi un jugement pointu de l'impact de ben Laden. « Quoi qu'il en soit », écrit-il, « ben Laden est l'une des rares personnes à pouvoir se vanter d'avoir changé le cours de l'histoire. »… Tout bien considéré, il est certainement le dirigeant anti-américain le plus connu du monde actuel. Son nom est légendaire de Houston à Zanzibar et à Djakarta ; son visage et ses paroles sont visibles sur des T-shirts, des CD, des bandes audio et vidéo, des affiches, des photos, des briquets et des papiers à lettres dans le monde entier. « Les enfants afghans », écrivait Daniel Bergener dans le *New York Times Magazine* en juillet 2003, « sucent des bonbons ben Laden, des boules sucrées dont les papiers d'emballage montrent le visage du chef, son doigt pointé et l'ogive d'une roquette. » Idem pour son nom : « L'un des prénoms les plus donnés aux garçons nouveau-né est Oussama », disait James Kitfield dans le *National Journal* en novembre 2002. « Même parmi ceux qui désapprouvent publiquement ses méthodes terroristes, la fréquence avec laquelle son nom est cité indique le statut presque mythique que le monde islamique a octroyé à Oussama ben Laden » (Anonyme, p. 104-105).

Notre agent CIA anonyme bout d'indignation envers ceux, en Arabie Saoudite et dans le monde, qui mettent en doute le génie mondialo-historique de ben Laden. Il est particulièrement en colère contre certains Saoudiens qui ont travaillé de près avec ce dernier dans le passé et qui ne peuvent pas croire qu'il soit devenu le démiurge du Mal du XXI^e^ siècle. Anonyme détecte une « rumeur récurrente à propos des limitations des capacités mentales de ben Laden et de son aptitude à être un chef, » répandue par « un certain nombre de fonctionnaires et d'écrivains

* Après avoir pris congé de la CIA, Michael Scheuer s'est révélé en tant qu'auteur de ce livre (voir Bibliographie).

saoudiens. Leur intention est assez simple : prouver que ben Laden est intellectuellement incapable de diriger al-Qaida et d'en concevoir les opérations » (Anonyme, p. 107). À titre d'exemple, Anonyme cite un compte-rendu fait par le prince saoudien Mahmoud ben Abdel Aziz à la presse étasunienne. Le prince se souvient :

> Cette nuit-là, il y a une dizaine d'années, Oussama ben Laden assistait à une soirée où il devait décrire ses exploits en Afghanistan… [Le prince] se rappelle que le jeune Oussama pataugeait quand les invités le questionnaient sur l'interprétation des textes religieux. « Finalement, j'ai dû faire des signes avec les mains pour qu'ils arrêtent », dit le prince. « Il n'est vraiment pas très évolué » (Anonyme, p. 108).

Voilà donc un riche inadapté et fanatique incapable de soutenir un débat théologique, ce qui devrait pourtant être son point fort. Du point de vue d'Anonyme, « la forme la plus répandue de diffamation touchant ben Laden de la part des Saoudiens, c'est que ses amis du royaume disent qu'il est gentil, aimable et relativement peu intelligent » (Anonyme, p. 108). Mais les glapissements des détracteurs ne s'arrêtent pas là. D'après Anonyme : « La touche finale des efforts du monde musulman et du monde occidental pour dénigrer le cerveau et le talent de ben Laden consiste à le dépeindre avec soin comme un simplet manipulé par le terroriste diabolique de génie Ayman Al-Zawahiri, ancien chef du Jihad islamique égyptien et aujourd'hui second de ben Laden dans al-Qaida. « Ma connaissance de ben Laden fait que je ne peux pas concevoir ce qui se passe maintenant », dit le Dr Abdullah al-Muayyad, ancien directeur général au ministère des Finances saoudien qui a travaillé avec ben Laden pendant la guerre sainte d'Afghanistan » (Anonyme, p. 107). Comme tout bon agent de la CIA, Anonyme essaie de faire croire à ses lecteurs que les Saoudiens tentent de faire porter le chapeau aux infâmes Égyptiens, mais ce sont des inepties. Zawahiri, une fois encore, a été un pion important dans l'assassinat de Sadate avant d'être ensuite protégé par Londres. Le monde doit se souvenir que la veuve de Sadate, Jehan Sadate, rappelait, dans une interview télévisée après le 11 Septembre, que Zawahiri, le meurtrier de son mari, avait vécu à Londres pendant des années à la suite de son crime et que son extradition vers l'Égypte avait toujours été refusée par le Royaume-Uni. Cela pourrait porter à croire que Zawahiri est un agent double pour le MI-6 et que ben Laden est vraiment un fanatique, un lampiste ignorant et dupe ; dans une certaine mesure, si tel est ben Laden, c'est le personnage idéal pour le rôle qu'il est en train de jouer.

Anonyme consacre un passage lyrique et dithyrambique à évoquer la place de ben Laden dans le cœur des Musulmans : l'amour des Musulmans pour Oussama, dit-il, est

> « un amour qui ne s'adresse pas tant à la personne – bien qu'il y ait beaucoup de cela – mais qui s'exprime pour sa défense de la Foi, pour la

vie qu'il mène, l'exemple héroïque qu'il donne et la similitude de cet exemple avec d'autres héros du panthéon islamique » (Anonyme, p. 124).

Anonyme conclut cet hymne à son héros en comparant le sheikh psychotique à Abraham Lincoln, à l'avantage du premier. Rappelons que tout cela émane d'un haut fonctionnaire de la CIA, un des membres fondateurs de la « famille Manson » comme s'était surnommée elle-même, au début, l'équipe ben Laden à la CIA. Si les Arabes et les Musulmans sont persuadés que ben Laden est vraiment leur chef et non une créature de la CIA, ils n'accompliront jamais les réformes modernisatrices que promettent les nationalistes progressistes. Ils passeront leur temps à se battre entre eux au nom de la restauration du califat. Ils seront incapables de faire alliance contre les Anglo-Américains avec les Européens, les Orthodoxes, les Hindouistes, les Bouddhistes, les Confucianistes, les athées ou qui que ce soit ; ils s'isoleront dans une régression sans fin. Après tout, la ligne générale de ben Laden prône qu'il est du devoir de tout Musulman de tuer les infidèles, où qu'ils soient. Appliquée à la lettre, cette consigne transformerait le moindre échange commercial et scientifique en une sorte d'auto-embargo mortel. Tous ces facteurs rendront l'*ummah* musulmane d'autant plus facile à diviser et à vaincre. Pas étonnant que la CIA soit si fière d'avoir fait de ben Laden un héros populaire du monde musulman grâce aux attentats du 11 Septembre que ce rêveur instable n'aurait jamais pu exécuter tout seul : littéralement, des milliards de dollars de publicité pour ce paumé saoudien ont été dépensés pour l'une des plus grandes opérations de guerre psychologique de tous les temps. Toute cause qui se choisirait pour chef ben Laden ou tout autre personnage de ce genre, nous pouvons en être sûrs, se condamnerait à une défaite solitaire et ignominieuse aux mains des *kuffar* (infidèles) de la CIA.

Les services de soutien que la CIA et ses laquais continuent à fournir à ben Laden sont encore plus remarquables. Ici, la preuve est fragmentaire, mais répétée et finalement écrasante. D'après CBS News, « le soir précédant l'attentat du 11 Septembre, Oussama ben Laden était au Pakistan. Il recevait un traitement médical sous la protection de ces mêmes militaires qui, quelques jours plus tard, devaient promettre de soutenir les États-Unis dans leur guerre contre le terrorisme en Afghanistan… ben Laden avait été emmené d'urgence dans un hôpital militaire de Rawalpindi pour une dialyse rénale » (Barry Peterson, « Un travailleur hospitalier raconte : j'ai vu Oussama », CBS News, 29 janvier 2002). Mais avant de critiquer le Pakistan, nous devons comprendre que l'ISI, dans ce cas, agissait probablement sur ordres de la CIA, comme d'habitude.

## *Le Figaro* : ben Laden soigné dans un hôpital américain en juillet 2001

Le 31 octobre 2001, *Le Figaro*, publiait à la une que ben Laden avait subi un traitement médical à Dubaï au cours de l'été 2001. Cette révélation remarquable figurait dans un article d'Alexandra Richard intitulé : « La CIA a rencontré ben Laden à Dubaï en juillet ». À peu près au même moment, la même information était communiquée par l'Agence France Presse et par Radio France International. La dépêche de l'AFP disait entre autre :

> Le quotidien français, *Le Figaro* et Radio France International annoncent qu'Oussama ben Laden a été soigné en juillet à l'hôpital américain de Dubaï où il a rencontré un fonctionnaire de la Central Intelligence Agency (CIA). Citant « un témoin, un professionnel de l'administration de l'hôpital » ils affirment que l'homme soupçonné par les États-Unis d'être derrière les attentats du 11 Septembre est arrivé à Dubaï le 4 juillet par avion en provenance de Quetta au Pakistan. Il a été immédiatement emmené à l'hôpital pour un traitement rénal. Il a quitté l'établissement le 14 juillet, selon *Le Figaro*.
>
> Au cours de son hospitalisation, déclare ce quotidien, on a vu le représentant local de la CIA entrer dans la chambre de ben Laden et « quelques jours plus tard, l'homme de la CIA se vantait devant des amis d'avoir rendu visite au millionnaire d'origine saoudienne. »
>
> Citant « une source autorisée », *Le Figaro* et la station de radio disent que le représentant de la CIA a été rappelé à Washington le 15 juillet. Ben Laden est recherché par les États-Unis pour terrorisme depuis les attentats à la bombe contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998. Mais ses liens avec la CIA remontent à bien plus loin, à la lutte contre les Sovietiques en Afghanistan.
>
> *Le Figaro* dit que ben Laden a été accompagné à Dubaï par son médecin et proche collaborateur personnel, qui serait l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, ainsi que par des gardes du corps et par une infirmière algérienne. Il a été admis dans le service d'urologie du Dr Terry Callaway, spécialiste en calculs rénaux et en stérilité masculine. Malgré plusieurs appels téléphoniques, le médecin n'a pas voulu répondre aux questions. Plusieurs sources ont déclaré que ben Laden souffrait d'une grave infection rénale. Une machine mobile pour dialyse avait été envoyée dans sa cache de Kandahar en Afghanistan dans la première moitié de l'an 2000, selon des « sources autorisées » citées par *Le Figaro* et RFI (AFP, vendredi 31 octobre 2001, 14 h 04).

La CIA nia rapidement ces faits embarrassants rapportés par de vrais journalistes d'investigation (apparemment, il en existe encore en France). Une porte-parole de la CIA au QG de Langley en Virginie, traita l'article du *Figaro* de « non-sens complet et absolu. C'est insensé, c'est absurde, c'est ridicule, c'est faux. » La CIA annonça son intention d'adresser une protestation au *Figaro*. L'hôpital américain de Dubaï démentit avoir

accueilli ben Laden (*The Scotsman,* 1er novembre 2001). Mais Richard Labevière, écrivain et éditeur en chef de RFI, répliqua qu'Oussama ben Laden travaillait pour la CIA depuis 1979, un fait communément admis en Europe (31 octobre 2001). RFI resta sur ses positions et ajouta d'autres détails sur Larry Mitchell, contact et officier traitant de ben Laden à la CIA : « Le représentant local de la CIA qui a rendu visite à Oussama ben Laden le 12 juillet dernier à l'hôpital américain de Dubaï s'appelle Larry Mitchell. Si sa carte de visite indique qu'il est « agent consulaire », tout le monde sait à Dubaï, particulièrement dans la petite communauté d'expatriés, que c'est une couverture. À dire vrai, Larry Mitchell appartient à la « grande maison » autrement connue sous le nom de CIA. Il ne s'en cache d'ailleurs pas. » RFI poursuit : « Spécialiste du monde arabe, et plus particulièrement de la péninsule arabique, Larry Mitchell est une personnalité haute en couleurs qui anime les soirées quelque peu ternes des expatriés de Dubaï. Un de ses amis aime à dire que son exubérance naturelle le porte souvent à parler de sujets confidentiels. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles il a été rappelé aux États-Unis le 15 juillet. Environ vingt jours après le 11 Septembre, dans un texte datant du 5 octobre, la CIA nia, comme étant une rumeur sans fondement, le fait que l'agence ait jamais eu des contacts avec ben Laden et son groupe, encore moins à l'époque de la guerre contre l'URSS en Afghanistan. Or, il se trouve que ce communiqué de la CIA est en contradiction totale avec une affirmation officielle antérieure de plusieurs représentants de l'administration américaine elle-même » (http://www.rfi.fr/1 novembre 2001).

Il est donc clair que la CIA offrait des services d'appui vitaux à ben Laden bien longtemps après sa prétendue transformation en monstre à la tête de la guerre mondiale contre les États-Unis. La réalité est que ben Laden et al-Qaida n'ont jamais cessé de servir la stratégie de la CIA, quelle qu'elle fût. Comme l'écrit Thierry Meyssan : « En réalité, la CIA a continué à recourir aux services d'Oussama ben Laden contre l'influence Russe comme elle l'avait fait contre les Soviétiques. On ne change pas une équipe qui gagne. La "Légion arabe" d'al-Qaida a été utilisée, en 1999, pour soutenir les rebelles kosovars contre la dictature de Belgrade. Elle était opérationnelle en Tchétchénie, au moins jusqu'en novembre 2001, ainsi que l'atteste le *New York Times* (Michael Wines, 9 décembre 2001). La prétendue hostilité de ben Laden contre les États-Unis a permis à Washington de nier la responsabilité de ces coups tordus » (Meyssan 2002, p. 119).

En discutant de l'impact du tract anonyme de la CIA *Imperial Hubris* au cours de l'été 2004, le *Washington Post* rédigea un résumé succinct des services stratégiques fournis par al-Qaida à la CIA : « Les camps d'al-Qaida étaient truffés d'anciens combattants qui entraînaient les insurgés à se battre et à former d'autres insurgés pour qu'ils combattent, outre l'Alliance du Nord en Afghanistan, les armées nationales au Cachemire

indien, en Tchétchénie, Ouzbékistan, Érythrée, Yémen, Arabie Saoudite, Algérie, Tadjikistan, Égypte, Bosnie, Chine de l'Ouest, Indonésie, Malaisie, Macédoine, Kosovo et Philippines » (critique d'Anonyme, *Imperial Hubris, Washington Post*, 11 juillet 2004). On relèvera que tous ces pays sont, ou ont été, des cibles étasuniennes de déstabilisation. Et que cette liste est loin d'être complète, puisqu'elle ne comprend pas la Libye, par exemple.

La presse iranienne fit également remarquer les étranges accointances d'al-Qaida avec des gens qui émargeaient encore nettement au budget du personnel des États-Unis. Tout en malmenant le rapport de la commission du 11/9, le *Téhéran Times* observe que KSM « Khalid Sheikh Mohammed, le cerveau supposé du 11 Septembre, fut longtemps associé à Abdoul Rassoul Sayyaf, un chef de l'Alliance du Nord afghane et allié traditionnel de Hamid Karzai, président afghan soutenu par les États-Unis » (*Teheran Times*, 27 juillet 2004).

## Al-Qaida et le trafic de drogue de l'OTAN dans les Balkans

À propos d'al-Qaida, on sait aussi que les disciples supposés de ben Laden sont des trafiquants de drogue de grande envergure – autre particularité qu'ils partagent avec le MI-6 et la CIA. Au cours d'un briefing stratégique à l'automne 2001, Gwen McLure, de la division criminelle d'Interpol, a officiellement annoncé à un groupe de parlementaires des pays de l'OTAN qu'Interpol avait la preuve que le groupe de ben Laden était « lié aux gangs albanais qui ont pris le contrôle du réseau grandissant du crime dans toute l'Europe. Les enquêtes d'Interpol ont également montré que, pendant la guerre menée par l'OTAN au Kossovo, ben Laden avait mis à la disposition d'une unité d'élite de la KLA* un de ses principaux chefs militaires. » Cette fonctionnaire d'Interpol déclarait aussi que, selon la police albanaise, une réunion spéciale avait eu lieu en Albanie en présence de ben Laden. Plusieurs terroristes algériens étaient présents à la réunion. « C'est pendant cette réunion », souligna la fonctionnaire, « que furent définis bon nombre de structures et de réseaux de propagande et de financement ainsi que de soutien logistique aux groupes armés algériens. » Pendant la guerre du Kosovo et aussitôt après, quand la KLA s'empara de cette région, le trafic d'héroïne et d'armes explosa sans aucun contrôle. La soi-disant « mafia albanaise » finit par contrôler 80 % de la distribution d'héroïne en Europe de l'Ouest en prenant comme base le protectorat de l'OTAN au Kosovo. Les réseaux criminels et terroristes devinrent indiffé-

* Armée de libération du Kosovo. (NdT)

renciables, ce qui leur donna un effet destructeur démultiplié. « Ces syndicats du crime ont noué des alliances de convenance et sont prêts à coopérer ou à conclure des accords avec d'autres groupes du crime organisé » déclara-t-elle. Elle ajouta aussi qu'Interpol avait la preuve que les terroristes tchétchènes étaient impliqués dans des activités criminelles et terroristes. D'après des sources balkaniques et d'autres dossiers, le responsable de la connexion terrorisme-crime organisé dans les Balkans était le conseiller – ou contrôleur – en chef de ben Laden, la tête du Jihad égyptien, Ayman al-Zawahiri. Le frère de Zawahiri, Mohamed, se serait trouvé en Macédoine juste après le 11 Septembre à la tête d'un gang de mercenaires idéologiques pour lancer un autre grand assaut de la KLA contre le pays. Ayman al-Zawahiri était en Albanie pour jouer un rôle important dans l'offensive KLA/OTAN contre la Serbie en 1999 (*Independent,* 24 octobre 2001). D'après certains spécialistes, le front uni al-Qaida/KLA a pris la suite de la « connexion bulgare » des années 80 (ou Route des Balkans), un gigantesque trafic d'armes en échange de drogue impliquant de nombreux services secrets de l'OTAN, du Pacte de Varsovie et d'autres services secrets et diverses mafias ethniques. La connexion bulgare fut surveillée de très près à la suite de la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II le 13 mai 1981 (*The Independent*, 24 octobre 2001).

## Zawahiri et le chouchou de l'OTAN : la KLA

Le frère du commandant en second de ben Laden, Ayman al-Zawahiri, aurait pris part, après le 11 Septembre, à des actions terroristes en Macédoine du Nord où la KLA albanaise, jouet de l'OTAN, avait entamé une nouvelle campagne de terreur. La « Zawahiri connection » fit surface le 25 octobre 2001, quand la « nouvelle » KLA en Macédoine, l'Armée nationale albanaise (ANA), revendiqua l'attentat à la bombe contre le poste de police et le bâtiment municipal de Tearce en Macédoine du Nord. Tearce est l'une des villes de Macédoine – d'abord assiégée, occupée, puis « nettoyée » de ses habitants macédoniens – qui devint la scène d'un symbolique maintien de l'ordre par une police mixte composée d'Albanais et de Macédoniens.

## Écoles britanniques pour les lampistes

En décembre 2001, une fenêtre s'ouvrit sur le milieu du terrorisme sponsorisé par l'État britannique lorsque les autorités britanniques furent forcées d'arrêter et interroger Mark Yates, un soi-disant expert en sécurité qui dirigeait un camp d'entraînement au maniement des armes à feu en Alabama. Il était soupçonné d'aider les terroristes islamiques manipulés de Grande-Bretagne à perfectionner leur habileté au tir sur le sol améri-

cain avant d'aller se battre dans le reste du monde. Yates, un garde du corps britannique et maître d'armes à feu qui avait mené des opérations tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, aurait offert un entraînement en Amérique avec des armes « à tir réel » pour attirer les aspirants à la guerre sainte. La police britannique pensait qu'il s'occupait du volet étasunien du programme d'entraînement dit « Défi ultime de la jihad » proposé sur le marché londonien par la compagnie Sakina Security Services, propriété de Suleiman Bilal Zain-ul-abidin. Yates, qui était également le directeur des opérations et de l'entraînement au camp d'entraînement aux armes à feu Ground Zero aux environs de Marion (Alabama), nia tout.

« Le Défi ultime de la jihad » comprenait des cours sur « l'art de provoquer des fractures » et « la réalisation improvisée d'engins explosifs ». Il devait donner aux Musulmans britanniques la possibilité de tirer au moins 3 000 fois sur un stand aux États-Unis avant d'aller combattre pour des causes islamiques dans le monde. « Tout entraînement sérieux doit se faire à l'étranger » à cause des lois britanniques sur les armes à feu, disait la publicité pour les cours. Les procureurs britanniques déclarèrent que leurs enquêteurs avaient fouillé l'appartement de Zain-ul-abidin et saisi des documents susceptibles d'avoir un lien avec le cerveau suspecté du terrorisme Oussama ben Laden et son réseau al-Qaida, de la documentation antisémite et des armes à feu apparemment rendues inopérantes, dont un fusil et deux revolvers. Le *Sunday Telegraph* parle d'un autre cours militaire d'entraînement, cette fois dans un camp secret près du village de Yetchog dans le sud du pays de Galles. Dans ce camp, dirigé par Trans Global Security International, de jeunes Musulmans et d'autres apprenaient à utiliser des mitrailleuses Uzi.

Les articles sur le camp d'entraînement gallois ranimèrent le débat en Grande-Bretagne sur la façon dont le Royaume-Uni était devenu un foyer du recrutement militaire d'islamistes radicaux. Le sheikh Omar Bakri Mohammed, un meneur islamiste londonien fauteur de troubles, fondateur de l'organisation fondamentaliste al-Muhajiroun et parfois porte-parole de ben Laden, annonça en 2000 qu'entre 1 800 et 2 000 Musulmans britanniques allaient s'entraîner à l'étranger chaque année. « Nous trouvons des jeunes gens dans les universités ou les mosquées, nous les invitons à un repas afin de parler… des attaques incessantes subies par les Musulmans en Tchétchénie, en Palestine ou au Cachemire » dit Bakri Mohammed. « Nous… leur faisons comprendre leur devoir d'aider le jihad (guerre sainte) en luttant par la parole, financièrement et, s'ils le peuvent, physiquement, pour libérer leur patrie. » Le groupe al-Muhajiroun de Bakri, comme al-Qaida, prêche la liquidation des 50 et quelques États à majorité musulmane et leur remplacement par un seul « khilafah » (califat) ou État islamique (*Sunday Telegraph*, MSNBC, 27 décembre 2001).

Selon le *Sunday Times* de Londres, des enregistrements d'un téléphone par satellite utilisé par Oussama ben Laden, entre 1996 et 1998, ont révélé que « la Grande-Bretagne était au cœur des projets terroristes de sa campagne mondiale de meurtre et de destruction. » Ben Laden et ses principaux lieutenants ont plus téléphoné en Grande-Bretagne que vers n'importe quel autre pays. Ils ont appelé 260 fois 27 numéros britanniques à partir de l'Afghanistan. Selon des documents du procès intenté à la suite des attentats à la bombe contre les ambassades américaines en Afrique de l'Est, ce téléphone avait été acheté en 1996 avec l'aide du Dr Saad al-Fagih, 45 ans, chef du Mouvement pour la réforme islamique en Arabie, basé à Londres. Al-Fagih a été régulièrement utilisé par la BBC comme expert sur ben Laden. Sa carte de paiement a été utilisée pour acheter plus de 3 000 minutes de conversations téléphoniques pré-payées. Les enregistrements révèlent des appels vers dix autres pays, le plus fréquent après la Grande-Bretagne étant le Yémen, pays d'origine de la famille ben Laden. Il n'y eut aucun appel vers l'Irak (*London Sunday Times*, 24 mars 2002).

## Al-Qaida et le Londonistan

Le fait que Londres est le principal centre du radicalisme islamique est un secret de polichinelle depuis des années, mais les médias sous influence n'en ont jamais parlé. Au XIX^e^ siècle, quand Mazzini et Marx s'activaient aux alentours de Londres, on disait : « l'Angleterre soutient toutes les révolutions, sauf la sienne ». Dans le monde post-colonial, les Britanniques ont trouvé avantageux d'encourager certains mouvements violents susceptibles de servir à des fins de déstabilisation et d'assassinat dans les anciennes colonies que leurs anciens maîtres ne voulaient pas voir devenir des États modernes, efficaces et forts. Entre 1995 et 1999, beaucoup de pays protestèrent contre la tolérance du gouvernement britannique à laisser des groupes terroristes agir à partir de son territoire. Parmi les protestataires figuraient : Israël, l'Algérie, la Turquie, la Libye, le Yémen, l'Inde, l'Égypte, la France, le Pérou, l'Allemagne, le Nigéria et la Russie. Cette liste, si elle était largement diffusée, pourrait forcer certains commentateurs radio étasuniens à revoir leur image du monde en ce qui concerne les États « tendres » avec les terroristes.

Un certain nombre de groupes cités comme organisations terroristes par le Département d'État américain avaient leur siège à Londres. Parmi eux figurait le Groupe islamique d'Égypte dirigé par l'actuel bras droit de ben Laden, Zawahiri, dont on n'ignorait pas la participation dans le complot pour assassiner le président égyptien Sadate. C'était aussi le groupe qui avait tué des touristes étrangers à Louxor afin de ruiner le tourisme égyptien. À Londres, il y avait aussi le Jihad égyptien, le Hamas palestinien, le Groupe islamique armé (GIA) algérien (responsable de

massacres à grande échelle dans le pays), le Parti kurde des travailleurs (PKK) qui s'en prenait à des cibles en Turquie et les Tigres de la libération de Tamil Eelam (ou Tigres Tamil) sri-lankais qui avaient assassiné le Premier ministre indien Rajiv Gandhi. Sheikh Bakri, un porte-parole de ben Laden, s'activait ouvertement à Londres jusqu'au milieu de 1998 et plus tard ; il donna une conférence de presse après les attentats à la bombe contre les ambassades des États-Unis en Afrique Orientale. L'assassinat de personnages tels que Sadate et Rajiv Gandhi devrait donner la mesure de la déstabilisation des pays en développement dont sont capables certains de ces groupes.

De temps en temps, les organes de presse non anglo-saxons soulignaient le rôle de Londres dans la subversion mondiale. « La piste du… chef du GIA à Paris, mène en Grande-Bretagne. La capitale britannique a servi de base logistique et financière aux terroristes » écrivait *Le Figaro* du 3 novembre 1995 à la suite d'une vague d'attentats meurtriers commis en France. En octobre 2001, un compte-rendu de l'Assemblée nationale française affirmait que Londres jouait le rôle de chambre de compensation pour le blanchiment de l'argent sale des organisations terroristes et criminelles. Le 3 mars 1996, le Hamas déposait une bombe au marché de Jérusalem, tuant 12 Israéliens. Un journal britannique publiait peu après : « Les informateurs de la sécurité israéliens disent que les fanatiques… sont financés et contrôlés par le biais de cellules secrètes qui agissent ici… Les chefs militaires à Jérusalem ont expliqué comment les groupes islamiques ont réuni 7 millions de livres provenant de dons d'organisations britanniques » (*Daily Express*, Londres, 5 mars 1996).

Au cœur d'une campagne de déstabilisation de l'Égypte, au milieu des années 1990, l'organe semi-officiel du gouvernement égyptien soulignait : « La Grande-Bretagne est devenue la base numéro un du terrorisme international dans le monde » (*Al-Ahram,* Le Caire, 7 septembre 1996). Le président égyptien Hosni Moubarak remarquait que « … certains États, comme la Grande-Bretagne, accordent l'asile politique aux terroristes, et ils en paieront le prix » (*Al-Hayat,* 18 septembre 1996). Les journaux britanniques étaient également inquiets du niveau d'activité des extrémistes islamistes constaté autour d'eux. Vers la fin des années 90, il y avait tellement d'extrémistes islamistes à Londres que cette ville avait pris le surnom de « Londonistan ».

Le principal journal de droite du Royaume-Uni écrivait : « La Grande-Bretagne est maintenant un centre international du militantisme islamique à grande échelle… et la capitale est le nid d'une diversité effarante de mouvements radicaux islamistes dont la plupart ne cachent pas leur tendance à la violence et au terrorisme pour atteindre leurs buts » (*Daily Telegraph,* Londres, 20 novembre 1999). Le président russe Poutine voyait un lien direct entre la scène islamiste londonienne et le terrorisme dans

son propre pays en déclarant dans une interview donnée à un magazine allemand : « À Londres, il existe un poste de recrutement pour ceux qui veulent participer aux combats en Tchétchénie. À ce jour – de manière non officielle, mais en pleine lumière – on y parle de recruter des volontaires pour l'Afghanistan » (*Focus,* septembre 2001).

La mosquée de Brixton, en plein centre de Londres, était l'un des centres les plus connus de recrutement de terroristes. C'était le port d'attache de Zacarias Moussaoui, le Français jugé à Alexandria, en Virginie. C'était aussi la base de Richard Reid, l'homme aux chaussures piégées de décembre 2001. Les autorités britanniques toléraient que l'imam Qureshi de Brixton et d'autres prêchent des sermons anti-américains devant quelque 4 000 Musulmans dans les prisons britanniques et recrutent ainsi de nouveaux pigeons pour la machine à terroriser le monde. D'après Bakri, porte-parole de ben Laden, 2 000 combattants étaient entraînés annuellement à la fin des années 90, dont beaucoup aux États-Unis à cause de leur législation permissive sur les armes. La rivale de la mosquée de Brixton, la mosquée de Finsbury, centre du démagogue saoudien al-Masri qui finit par se faire prendre au printemps 2004, était tout aussi redoutable. Tout porte à croire que Londres est l'un des plus importants terrains de recrutement de lampistes, de dupes, de fanatiques, d'agents doubles et autres hommes à tout faire de la scène terroriste.

## Al-Qaida et le MI-5 contre la Libye

Ce n'est pas par hasard que le Libyen Mouammar Kadhafi, qui avait été bombardé par les États-Unis dans le milieu des années 80, est devenu une cible d'al-Qaida. En mars 1994, les supporters de ben Laden tuèrent deux agents allemands en Libye. En novembre 1996, le MI-5, avec l'aide de l'organisation locale de ben Laden, tentèrent d'assassiner le dictateur libyen ; il y eut plusieurs morts. Voilà un exemple parfait d'utilisation d'al-Qaida par les services secrets britanniques, dans des buts de terrorisme d'État, en vue d'éliminer un leader politique que Londres n'appréciait pas (Hollingsworth et Fielding). La conclusion s'impose : al-Qaida est une filiale des services secrets anglo-américains.

D'après les auteurs français Brisard et Dasquié, les contrôleurs de ben Laden l'utilisaient pour gêner Kadhafi depuis le début des années 80, où ben Laden avait demandé la permission, refusée par Kadhafi, d'instaurer une base d'opérations en Libye. « Enragé par le refus libyen, ben Laden organisa des attaques en Libye, dont des tentatives d'assassinat dirigées contre Kadhafi, » déclara Dasquié à l'agence de presse IPS. Les auteurs français citent le Groupe de lutte islamique (IFG) installé à Londres comme étant le groupe d'opposants libyens le plus proche de ben Laden. Dasquié déclara à IPS : « Kadhafi a même demandé que des institutions de

police occidentales telles qu'Interpol poursuivent l'IFG et ben Laden, mais n'a jamais obtenu la coopération demandée. Au jour où je vous parle [fin 2001], les membres de l'IFG vivent ouvertement à Londres.» En 1998, un ancien officier du MI-5, David Shayler, déclara à des journalistes que les services secrets britanniques avaient financé la tentative d'assassinat contre Kadhafi (Inter Press service, 15 novembre 2001).

Un rare moment de vérité sur l'infrastructure du terrorisme international fut offert en octobre 2001 par Kadhafi, qui savait qu'al-Qaida détenait le palmarès des tentatives d'assassinat contre lui pour le compte des Anglo-Américains. Lors d'une apparition dans l'émission populaire d'al-Jazira «La direction opposée», Kadhafi condamna les attentats du 11 Septembre et qualifia les Afghans arabes de ben Laden de «chiens errants» et de terroristes. Mais ensuite, Kadhafi se mit à parler du réseau de soutien d'al-Qaida :

> **Kadhafi :** En réalité, je n'y comprends rien. Enfin, si l'Amérique avait sérieusement l'intention d'éradiquer le terrorisme, la première capitale qu'elle devrait inonder sous les missiles est Londres.
>
> **Question :** Londres ?
>
> **Kadhafi :** Londres. C'est le centre du terrorisme. Elle abrite les terroristes. Je veux dire, tant que l'Amérique ne bombarde pas Londres, je penserai que les États-Unis ne sont pas sérieux et qu'ils font deux poids, deux mesures. Je veux dire, au contraire, Londres est beaucoup plus dangereuse que Kaboul. Comment peut-on bombarder Kaboul sans toucher à Londres ? (Al-Jazira, Qatar-Tripoli, 25 octobre 2001).

L'interviewer, un ancien de la BBC, changea rapidement de sujet avant que le dictateur cyclothymique ne puisse en dire plus. Au même moment, al-Jazira était écoutée attentivement par tous les services radiophoniques internationaux puisqu'elle avait les meilleurs reportages en provenance d'Afghanistan. Mais aucun ne fit allusion à ces remarques révélatrices de Kadhafi.

## Les néo-conservateurs font des projets pour le futur mondial d'al-Qaida

Certaines voix de l'oligarchie néo-conservatrice de Washington ne laissent aucun doute sur le fait que la foi de la classe dirigeante dans al-Qaida comme outil pour transformer les affaires du monde, relève d'un projet de longue haleine. Le néo-conservateur Robert Killebrew, colonel en retraite, estime qu'al-Qaida est «la menace du passé et de l'avenir», car «l'al-Qaida que nous verrons en 2010 posera une menace encore plus dangereuse aux Amériques que l'al-Qaida que nos troupes combattent aujourd'hui.» Selon Killebrew : «nous pouvons nous attendre à ce que, d'ici une dizaine d'années, al-Qaida ouvre un – ou peut-être plusieurs –

fronts politiques dans les États à prédominance islamique, en cessant d'être un mouvement terroriste, tueur mais diffus, pour se transformer en factions gouvernementales implacablement hostiles réparties sur tout le Moyen-Orient et qui poseront des défis géostratégiques majeurs à l'Amérique et à nos alliés… La transformation politique d'al-Qaida en un mouvement radical pan-islamique diviserait le monde en deux : l'Occident progressiste et un certain nombre d'États profondément réactionnaires possédant l'arme nucléaire ; cela fait entrevoir une possibilité de conflit autrement plus grave » (*Washington Post,* 8 août 2004).

Cela montre bien l'intention de l'oligarchie d'employer l'idéologie fumeuse d'al-Qaida pour organiser le monde arabe et musulman en vue de sa propre destruction. Comme nous le verrons, les pouvoirs néo-coloniaux et néo-impérialistes ont toujours eu peur du nationalisme laïc arabe du type Nassérisme ; ils ont toujours tout fait pour fomenter des alternatives fondamentalistes dans l'espoir de perpétuer l'arriération et l'isolement. Le grand danger pour les États-Unis a toujours été que les producteurs de pétrole arabes réussissent à passer des accords de développement économique avec l'Europe occidentale, le Japon et les grandes nations du Tiers monde telles que le Brésil. Le fanatisme d'al-Qaida rend précisément ces types d'accords impossibles, car il empêche toute forme de coopération efficace pour rivaliser avec les États-Unis. Les États-Unis sont le plus grand soutien d'al-Qaida, de la même façon que la Bank of England, la Royal Dutch Shell, la City de Londres et Wall Street ont été les meilleurs propulseurs de Hitler ; la logique veut que si vous savez que vous devez affronter un adversaire, il faut essayer de faire en sorte que cet adversaire ait un chef incohérent, incompétent et fanatique, structurellement incapable de nouer des alliances avec vos autres ennemis.

Peut-être est-ce ce que voulait dire Bush 43 (dont la tradition familiale comprend l'implication du grand-père Prescott dans l'infrastructure financière de la firme nazie Thyssen), fin 2001, quand il affirma que les États-Unis avaient « les meilleurs services secrets possibles » Et ce que voulait dire Porter J. Goss, le Républicain de Floride qui présidait la commission restreinte permanente de la Chambre des représentants sur le renseignement en 2001, lorsqu'il nia toute défaillance des services secrets dans la période autour du 11 Septembre (R.W. Apple, *New York Times,* 14 décembre 2001 ; *George Bush* : *The Unauthorized Biography,* Tarpley et Chaitkin).

## Préliminaires : le terrorisme dans les années 1990

> Les gars, maintenant que vous avez vu cette bombe exploser,
> vous savez tous les deux que nous aurions pu éviter cela.
> **Emad Salem** au FBI en 1993

La terreur fabriquée est une entreprise que les manipulateurs des terroristes décident souvent d'intensifier progressivement, d'une part pour améliorer leur propre degré de préparation technique, d'autre part pour saper progressivement le moral du public tout en confortant des mensonges ahurissants sur ce qui est en train de se passer. Le terrorisme italien des années 1967-1985, par exemple, dirigé par les services secrets de l'OTAN, le MI-6, la CIA et le SISMI, montre une indéniable escalade, où chaque attentat devenait le marche-pied du suivant, avec une tendance générale à intensifier et à compliquer le caractère des opérations, faisant de plus en plus de victimes, pour atteindre son point culminant à Bologne en 1980.

Si l'on prend le terrorisme aux États-Unis dans les années 90, on observe la même courbe. On a l'impression d'assister à un crescendo de la terreur, chaque nouvel attentat comprenant des éléments nouveaux qui deviendront importants dans les attentats à venir. Il vaut la peine de souligner que, durant les années 90, rares ont été, quand il y en a eu, les riches oligarques victimes du terrorisme ; les morts étaient majoritairement des gens ordinaires, ce qui fut à nouveau le cas le 11 Septembre. En outre, chaque nouvelle distorsion acceptée par le public augmentait la crédulité générale du système politique.

## Le WTC en 1993 : le FBI prépare et laisse faire

La bombe qui a explosé dans le garage souterrain du WTC le 26 février 1993 a tué six personnes, en a blessé un millier d'autres et provoqué le chaos dans le sud de Manhattan. Au centre de la cellule de terrorisme se trouvait un fabricant de bombes issu de l'armée égyptienne. C'était aussi un informateur et un provocateur à la solde du FBI. D'autres participants étaient entrés dans le pays avec la connivence de la CIA alors que normalement, ils n'auraient jamais dû en obtenir l'autorisation. Le FBI connaissait toutes les phases du complot, mais il a refusé d'exploiter les nombreuses occasions d'y mettre un terme. La première bombe sur le WTC en 1993 a explosé avec l'entière complicité du FBI qui a essayé à plusieurs reprises de rejeter la responsabilité sur la mission soudanaise auprès des Nations Unies. La commission Kean Hamilton n'a rien à dire à ce propos.

Le récit détaillé de ces événements, paru sous le titre *The Cell* [La Cellule], est destiné à dédouaner les participants à l'opération qui l'ont

écrit. Ce livre fait l'impasse sur le fait le plus capital et le plus spectaculaire de l'affaire : la divulgation des enregistrements secrets réalisés par Emad Salem, un provocateur du FBI, de ses conversations avec ses contacts du FBI, bandes dont il a sagement supposé qu'elles pourraient lui servir par la suite comme police d'assurance. Salem serait passé des services secrets britanniques au FBI.

Même sans les enregistrements de Salem, *The Cell* est le récit de l'incompétence criminelle qui régnait au sein du FBI. Il commence par l'assassinat à New York du rabbin Meir Kahane, un leader terroriste israélien qui avait fondé la Ligue de défense juive plusieurs dizaines d'années auparavant. Al-Sayyid Nosair, un fanatique égyptien fut accusé de ce meurtre. Mais Nosair n'était pas juste un fanatique à la dérive : quand la police perquisitionna dans son appartement, elle y trouva « des manuels d'entraînement de l'École spéciale de guerre de l'armée de Fort Bragg. Il y avait des copies de télétypes envoyés au secrétaire des Armées et aux chefs d'états-majors des armées. Comment était-il en possession de tout cela ? De toute évidence, il avait une source à un poste sensible de l'armée des États-Unis » (*Cell,* p. 45). Plus probablement, c'est son contrôleur terroriste qui occupait un poste sensible dans l'armée des États-Unis, comme n'importe quel imbécile peut s'en rendre compte.

On a dit que les dossiers en arabe de Nosair contenaient les plans détaillés d'une série de futurs attentats terroristes, dont l'attentat à la bombe de 1993 contre le WTC. Mais le FBI, peu intéressé par la traduction de ces documents, les fit simplement archiver, sans plus y prendre garde jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Cette preuve vitale, selon nos auteurs, est « tombée dans un trou noir ».

Le Sheikh Abdel Rahman, connu des lecteurs de la commission Kean-Hamilton sous le nom de Sheikh aveugle, était un terroriste bien connu, ami de Gulbuddin Hekmatyar, seigneur de guerre afghan cher à la CIA, et d'Oussama ben Laden. Il a été mis en résidence surveillée en Égypte et fut néanmoins autorisé à entrer aux États-Unis en provenance du Soudan. À la lumière de la diabolisation ultérieure du Sheikh aveugle comme l'un des principaux comploteurs terroristes des années 90, nous avons le droit de demander, tout simplement, pourquoi a-t-il été autorisé à entrer aux États-Unis. Voici la réponse favorite : « Le visa d'Abdel Rahman a été signé par un fonctionnaire de la CIA stationné au consulat du Soudan ; l'une des théories avancées par les agents du FBI est que la CIA a favorisé son immigration. Dans ce scénario, celle-ci peut avoir voulu préserver ses liens avec les fondamentalistes égyptiens afin d'éviter une répétition du scénario de l'Iran en 1979, où le renversement du Shah avait laissé les services secrets étasuniens en plan. Une autre théorie dit que le fonctionnaire était devenu " un ripou " » (*Cell,* p. 54).

Plus sûrement, la CIA ou ses taupes ont simplement voulu utiliser le Sheikh pour des actes de terrorisme contre l'Égypte et/ou les États-Unis. Quant au Shah, il a été délibérément détrôné par les États-Unis dans le cadre de la stratégie du « fondamentalisme islamique » de Brzezinski avec l'aide active de la CIA (voir Dreyfus).

Dans ces épisodes, le principal démolisseur semble avoir été un certain Carson Bunbar, directeur au FBI, qui travaillait à la division de la sécurité nationale et était chargé de superviser les activités du groupe de travail conjoint sur le terrorisme (JTTF) de New York. Les deux contrôleurs de Salem étaient Louie Napoli et John Anticev qui rendaient compte à Dunbar. Même si Salem était censé fournir de bonnes informations, Dunbar « était réticent à lui faire une confiance excessive » (*Cell,* p. 70-71). Pour sa part, Salem ne voulait pas porter de micro caché pour parler à ses collègues terroristes, car cela l'aurait obligé à témoigner en justice, ce qui aurait mis fin à sa carrière d'infiltrateur. Malgré l'insistance de Dunbar, Salem a toujours refusé de porter un tel micro. Apparemment, Salem a fini par être « viré » comme informateur du FBI par Napoli sous la pression de Dunbar. Version officielle : « Beaucoup de gens du FBI, surtout les agents qui travaillaient à l'extérieur, ont reproché à Dunbar d'avoir lâché Salem » (*Cell*, p. 75). Une interprétation plus compliquée serait que Dunbar a délibérément saboté la surveillance de la cellule terroriste. Dunbar était-il une taupe ?

Quand le prétendu planificateur terroriste Ramzi Youssef arrive sur la scène, l'inspecteur de l'immigration (INS) à l'aéroport propose de l'enfermer. Mais, comme par hasard, « il n'y avait pas assez de place dans les cellules de l'INS, aussi fut-il relâché contre la promesse de revenir plus tard afin d'être interrogé » (*Cell,* p. 77).

Quand les terroristes de la cellule décident qu'ils doivent s'entraîner, ils en parlent à Garrett Wilson, un ancien Ranger de l'armée, qui travaillait comme officier de la police militaire sur une base navale près de Philadelphie. Wilson était un agent du NCIS, c'est-à-dire des services secrets de la Marine. L'idée était sans doute que, pendant que Wilson les entraînerait (prétendument pour la jihad en Bosnie, ce qui arrangeait la politique du gouvernement étasunien à l'époque), le FBI pourrait surveiller les allées et venues des terroristes et suivre chacun d'eux jusqu'à son travail et chez lui. Une fois de plus, Dunbar fit une tentative de sabotage : « Dunbar était inquiet de voir que le FBI puisse entraîner des terroristes potentiels, des combattants de la guerre sainte qui pouvaient ne pas être dangereux maintenant, mais qui risquaient d'utiliser un jour les connaissances acquises contre les États-Unis… Dunbar… était mal à l'aise avec toute cette mission » (*Cell,* p. 88). À cause de ces scrupules, Dunbar inventa une solution dans laquelle les terroristes recevraient leur entraînement tandis que le FBI serait privé de la moisson d'informations précieuses promises.

Un certain week-end de janvier 1993, environ un mois avant les attentats à la bombe contre le WTC, les terroristes se réunirent tous dans une ferme près de Harrisburg en Pennsylvanie. Le FBI avait repéré et encerclé l'endroit. Il restait simplement à attendre patiemment que les terroristes sortent et prennent leurs voitures pour rentrer chez eux. Ainsi, le FBI aurait pu savoir où ils habitaient et dormaient, ce qui aurait permis de rafler toute la cellule le moment voulu. Mais au moment critique, Dunbar décida que cela faisait perdre un temps précieux aux agents. Il rappela tous les agents du FBI à New York, les empêchant ainsi de filer leurs suspects jusque chez eux. Il voulut aussi se défausser de toute l'enquête au profit du bureau du FBI à Newark pour s'en laver les mains.

> Le JTTF était à deux doigts [de fondre sur] le complot du WTC. Une fois de plus, Dunbar perdit patience… Alors, les enquêtes du JTTF sur le jihad tombèrent bel et bien à l'eau, barrées d'un trait de plume (Cell, p. 91).

La voie était désormais libre pour attaquer le WTC quelques semaines plus tard. Le FBI avait soigneusement saboté l'affaire :

> Il y avait très peu de personnes étrangères aux forces de maintien de l'ordre parmi celles qui ont fait sauter le WTC. Mohammed Salameh et Mahmoud Abouhalima avaient été pris au collet par les policiers d'Eddie Norris après le meurtre du rabbin Kahane, mais relâchés sous la pression des huiles du NYPD. Les gens du JTTF avaient surveillé un certain nombre d'autres terroristes au stand de tir de Calverton, même avant l'affaire Kahane. Emad Salem avait obtenu la confiance d'un cercle très vaste autour du groupe, ayant des liens étroits avec Abdel Rahman Nosair, Abouhalima et al-Gabrowny. Il aurait été au centre du complot initial des « douze endroits juifs » et à un cheveu des véritables poseurs de bombes du WTC. Juste quelques mois auparavant, les collègues de Tommy Corrigan avaient pris en filature plusieurs autres de leurs partenaires jusqu'au camp d'entraînement de Harrisburg. En fait, les dernières surveillances avaient encore eu lieu peu de semaines avant l'attentat, lorsqu'un groupe semblait demander à l'autre s'il savait comment se procurer des détonateurs… Les deux dossiers ont été clos en raison d'une série de problèmes administratifs du FBI qui relevaient plus de la paperasserie que de l'urgence (Cell, p. 98).

Jusque-là, la tentative de dissimulation paraît suffisamment accablante. Mais *The Cell* n'est qu'un ouvrage incomplet, où les auteurs avouent leur incompétence dans l'espoir de masquer une véritable trahison. Le procédé n'est pas nouveau : il était déjà utilisé, il y a environ 400 ans par l'espion vénitien Paolo Sarpi, qui avait perfectionné l'art de dire du bien de quelqu'un tout en faisant semblant d'en dire du mal. Cette technique revient à dévaloriser un homme apprécié en admettant qu'il bat sa femme, mais en dissimulant soigneusement que c'est aussi un tueur en série.

Nous sommes bien plus près de la réalité avec l'article suivant, écrit par Ralph Blumenthal dans le *New York Times* du 28 octobre 1993 :

**Les enregistrements révèlent un projet visant à rendre inoffensive la bombe utilisée pour faire sauter le WTC**

Les fonctionnaires de police ont été informés que des terroristes construisaient une bombe qui serait utilisée pour faire sauter le WTC ; ils ont alors prévu de faire échec aux conjurés en remplaçant la poudre explosive par de la poudre inoffensive, a déclaré un informateur après l'explosion.

Cet informateur aurait aidé les conjurés à fabriquer la bombe et aurait fourni la fausse poudre, mais le plan échoua à cause d'un contrôleur du FBI qui avait d'autres idées sur la manière d'utiliser Emad Salem, a ajouté l'informateur.

Le compte-rendu, qui est la transcription de centaines d'heures d'enregistrements effectués en secret par M. Salem de ses conversations avec des policiers, montre que les autorités étaient en bien meilleure position qu'on ne le soupçonnait pour déjouer les attentats à la bombe du 26 février visant les plus hautes tours de New York.

Le contrôleur « a tout fait foirer. »

Après l'attentat, [Salem] a repris son travail clandestin. Sur un enregistrement non daté d'une conversation datant de cette période, M. Salem parle d'une conversation qu'il avait eue plus tôt avec un agent au sujet d'un superviseur du FBI non nommé qui, dit-il, « est arrivé et a tout fait foirer. »

« Il a voulu me rencontrer à l'hôtel », a dit M. Salem en parlant du superviseur.

« Il a demandé à me faire témoigner et, s'il n'avait pas insisté, on aurait fabriqué la bombe avec une fausse poudre et mis la main sur les individus impliqués. Mais puisque vous…, on ne l'a pas fait. »

Cette transcription cite M. Salem disant qu'il voulait se plaindre au siège du FBI à Washington de l'incapacité du FBI à arrêter l'attentat, mais qu'il en a été dissuadé par un agent, John Anticev.

M. Salem a déclaré que M. Anticev lui avait dit : « Il a dit : je ne pense pas que ceux de New York apprécieraient que les choses du bureau de New York aillent à Washington. »

Un autre agent, identifié comme étant Nancy Floyd, ne conteste pas le récit de M. Salem, mais semble plutôt le corroborer en parlant de « ceux de New York » : « Bon, bien sûr que non, parce qu'ils ne veulent pas se faire sonner les cloches. »

Plus tard, Salem reçut 1,5 million de dollars du FBI pour ne pas ouvrir la bouche. Cet article extraordinaire et la transcription sur lequel il repose permettent de ne pas de douter qu'une faction au sein du FBI était déterminée à laisser faire le premier attentat à la bombe et a saboté toute action entreprise de bonne foi par des non-initiés du FBI et par des policiers de New York qui voulaient essayer d'éviter ce désastre. Les directeurs du FBI voulaient une vraie bombe et, en même temps, ont fait échouer la surveillance de la cellule terroriste. À ce que l'on sait, aucune des taupes du FBI impliquées n'a jamais eu à rendre de comptes. La commission Kean-Hamilton n'a rien trouvé à redire sur cette « défaillance des services de renseignement ». Dans n'importe quelle société normale, la participation

active du FBI au premier attentat contre le WTC aurait été l'occasion de démanteler cette agence pour dysfonctionnement ou, à la limite, de procéder à une purge sévère parmi ses fonctionnaires. Le silence de la commission du 11/9 à ce sujet est un autre indice de sa faillite morale et intellectuelle.

## Oklahoma City

L'attentat frappant le bâtiment fédéral à Oklahoma City qui a fait 168 victimes a visiblement franchi un degré dans la courbe ascendante du terrorisme fabriqué. Il donna l'occasion d'expérimenter plusieurs composantes de l'attentat du 11 Septembre et d'en prendre la mesure ; il s'agissait, entre autres, de voir à quel point le public croirait que les techniques employées étaient effectivement celles affirmées par le FBI. Les médias locaux convinrent tous qu'il y avait eu plus d'une explosion au bâtiment fédéral et, dans un premier temps, les médias nationaux tentèrent de faire croire qu'une organisation terroriste du Proche-Orient était impliquée. Peu après, Timothy McVeigh et Terry Nichols furent arrêtés et McVeigh en particulier fut soumis à une diabolisation acharnée de la part des médias sous influence. Les victimes et les dommages matériels au bâtiment furent officiellement attribués à une camionnette Ryder piégée, contenant quelque 2 100 kilos de nitrate d'ammonium, stationnée face au bâtiment. On ne parla bientôt plus d'explosions multiples.

Le général de brigade en retraite Benton Partin de l'US Air Force, expert en explosifs, y compris en détonations nucléaires, offrit une analyse convaincante démontrant que l'explication officielle était physiquement impossible, étant donné ce que l'on connaît sur la propagation d'une onde de choc dans l'atmosphère. Selon lui, l'air est un véhicule très inefficace quand il s'agit de diriger une telle onde de choc sur des poutres et des colonnes en béton armé. Le potentiel destructeur de l'explosion, d'après lui, décroît plus rapidement que la fonction inverse du cube de la distance. Aussi, il n'est pas possible qu'une bombe à engrais puisse être responsable des dégâts observés. Partin conclut :

« Le bâtiment fédéral Murrah n'a pas été détruit par un seul véhicule piégé. La cause principale de sa destruction semble avoir été la détonation d'explosifs soigneusement disposés à quatre points principaux des colonnes portantes à l'intérieur du bâtiment. La seule défaillance possible de la charpente en béton armé attribuable uniquement au camion est la chute des plafonds des 1er et 2e étages dans le « puits » situé derrière les colonnes B4 et B5. Même cela aurait pu être causé par une charge de démolition placée à la colonne B3. Il est vraiment regrettable qu'une évaluation indépendante des dommages n'ait pas été effectuée pendant le nettoyage, avant que le bâtiment ne soit démoli le 23 mai. Le contenu de centaines de camions de gravats a été enlevé, concassé et couvert de boue

derrière un grillage sécurisé… Toute ambiguïté concernant l'utilisation de charges de démolition supplémentaires et le type de camion utilisé pourrait être rapidement levée si le FBI recevait l'ordre de remettre la bande vidéo de la caméra de surveillance couvrant ce tragique événement. »
(www.whatreallyhappened.Comité/RANCHO/POLITICS/OK/PARTIN/ok2.htm)

Peu après l'explosion, Controlled Demolition Inc. fut appelée pour détruire les parties du bâtiment encore debout et évacuer très rapidement tous les débris. Cela préfigure, bien sûr, le maquillage manifeste d'une scène de crime qui deviendra la marque de fabrique de l'approche du maire Giuliani lors de l'attentat du WTC, où il recourra une fois de plus à la société CDI.

Ne nous faisons aucune illusion au sujet du général Partin : il appartenait à une organisation douteuse nommée « la Fondation Rushmore » qui s'occupait de travailler avec les milices de droite qui proliféraient dans les années 90 et de les étudier. Partin a spécifiquement mentionné les problèmes posés par le maquillage des scènes de crime dans une lettre du 30 juillet 1995 adressée à Trent Lott, leader de la majorité républicaine au Sénat. Il y écrit qu'« aucune agence légale ne devrait avoir la permission de démolir, concasser et enterrer des preuves d'un coup monté de contre-terrorisme, d'un sabotage ou d'un attentat terroriste sans un examen soigneux par une agence indépendante et techniquement compétente. Si un avion s'écrase par suite d'une bombe, d'un coup monté antiterroriste ou de l'erreur d'un contrôleur de la FAA, celle-ci n'aurait pas le droit de ramasser et d'enterrer les preuves. Le Bureau national pour la sécurité des transports serait appelé pour mener une enquête pour laquelle vraisemblablement chaque morceau serait ramassé et agencé de manière à déterminer la cause de l'accident. »

Mais personne au pouvoir n'a voulu protéger la scène du crime ou forcer le FBI à produire les preuves qu'il avait séquestrées. Le public impressionnable s'est vu présenter un exemple spectaculaire de la prétendue fragilité des bâtiments en béton armé dans l'univers en faux-semblants du terrorisme fabriqué ; de plus, le précédent consistant à faire appel à Controlled Demolition pour détruire les preuves a également été créé au vu et au su de tous. Ces progrès de la part des contrôleurs de terroristes allaient devenir des composantes du futur terrorisme fabriqué du 11 Septembre.

Avant de quitter Oklahoma City, rappelons que les brigades pseudo-gangs * mises en action dans les années 90 par les agences de services

* Countergangs : selon les théories du militaire britannique Frank Kitson, les countergangs (ou pseudo-gangs) sont des groupes de lampistes ou agents provocateurs, qui doivent commettre les crimes que l'on va attribuer à l'organisation ciblée. En d'autres termes, al-Qaida est un countergang utilisé contre le nationalisme radical arabe ou panarabe.

secrets étasuniens et britanniques prenaient précisément la forme de milices d'extrême droite. Elles constituaient un phénomène très répandu dans cette décennie, mais aujourd'hui, selon les médias sous influence, elles ont simplement disparu. Or un tel terrain de recrutement pour des hommes entraînés ne disparaît pas en dix ans. Certains officiers traitants qui dirigeaient, en les roulant dans la farine, les hommes de troupe des milices de droite se sont certainement frayé une place dans les forces spéciales clandestines qui ont contribué au 11 Septembre.

## Le vol 800 de la TWA

Le 17 juillet 1996, le vol TWA 800, un Boeing 747, s'écrasait sur la côte de Long Island, tuant la totalité de ses 230 occupants. Pierre Salinger, ancien attaché de presse du président Kennedy et ancien journaliste à ABC, avança sans tarder que l'avion avait été détruit par un missile égaré de la Marine étasunienne. Lors d'une conférence de presse à Paris, Salinger présenta un document de 69 pages et un jeu d'images radar pour étayer ses dires. Le FBI, le Pentagone et les enquêteurs de la sécurité fédérale aérienne rejetèrent simplement cette théorie qui se répandit sur Internet aussitôt après le crash. Le président du Bureau national pour la sécurité des transports (NTSB), James Hall, traita les affirmations de Salinger d'« irresponsables ». Salinger et Mike Sommer, journaliste d'investigation et ancien collègue de Salinger à ABC News, affirmèrent que le « missile » avait été tiré au cours d'un exercice « super-secret » de la Marine au large de Long Island, qu'il était destiné à cibler un missile Tomahawk mais qu'il avait rencontré le vol 800 après avoir « perdu son verrouillage sur la cible d'origine. » Ils affirmaient qu'il s'agissait soit d'un missile à énergie cinétique, soit d'un missile sol-air ; ce dernier aurait « fendu » l'avion par le travers. Salinger affirma que des témoins qui observaient ces manœuvres secrètes avaient entendu une voix d'homme dire : « Oh mon Dieu, je viens de toucher cet avion ! » Salinger affirmait également que deux satellites russes qui passaient au-dessus de la scène avaient enregistré des images montrant un missile heurtant l'avion de la TWA. La personnalité de Salinger mérite que l'on prenne ses accusations au sérieux, mais cette affaire est demeurée noyée de mystère (CNN, 13 mars 1997).

## Ali Mohamed, sergent des Forces spéciales américaines : l'assistant personnel de ben Laden

L'autre détail qu'il faut connaître à propos de l'attentat à la bombe de 1993 contre le WTC, c'est que les terroristes étaient en réalité entraînés par le picaresque sergent Ali Mohamed des forces spéciales de l'armée des États-Unis. À différentes étapes de sa carrière haute en couleurs,

Mohamed avait travaillé – ou fait semblant de travailler – pour l'armée égyptienne, le Jihad islamique égyptien, la CIA, le FBI, les forces spéciales de l'armée des États-Unis, le service des réfugiés al-Kifah, les moudjahidin afghans et Oussama ben Laden.

Ali Mohamed est né en Égypte en 1952. Il se forma à l'Académie militaire du Caire et obtint du galon dans les forces spéciales égyptiennes et les services secrets militaires, s'élevant ainsi au rang de major. En 1981, il lui arriva de s'entraîner avec les bérets verts américains à Fort Bragg, en Caroline du Nord. Alors qu'il était encore en Égypte, il s'était rapproché du Sheikh Omar, le Sheikh aveugle prétendument membre du Jihad islamique égyptien. Ce sont quatre officiers de son unité qui réalisèrent l'assassinat du président égyptien Anouar al-Sadate en octobre 1981. Ali Mohamed suivait des cours à Fort Bragg à ce moment-là et ne fut jamais impliqué dans la conjuration. Mais, peut-être parce qu'on le croyait sympathisant des assassins, il fut obligé de démissionner.

En 1984, Ali Mohamed commença à travailler comme conseiller à la sécurité pour Egypt Air. Il essaya d'aller travailler pour la CIA mais après un bref séjour, il fut viré pour avoir eu des contacts non consignés avec le Hezbollah et son nom fut inscrit sur la liste des personnes à surveiller par le Département d'État. Malgré cela, il fut quand même autorisé à entrer aux États-Unis en 1986. Il se maria avec une Américaine qui travaillait dans Silicon Valley et devint citoyen américain en dépit de ses liens établis avec des terroristes.

En 1986, Ali Mohamed s'enrôla dans les forces spéciales américaines, bien qu'étant toujours sur la liste de surveillance. Il fut recruté par le lieutenant-colonel Steve Neely pour donner des conférences sur la culture et la politique islamiques aux unités anti-ben Laden qui s'entraînaient à Fort Bragg.

En 1987, il dit au lieutenant-colonel Neely qu'il voulait profiter d'un congé de 30 jours pour aller en Afghanistan où la guérilla faisait rage contre les occupants soviétiques. Cela aurait pu créer un grave incident avec les Soviétiques et Neely envoya un rapport à ses supérieurs sur le projet de Mohamed, mais ceux-ci ne bougèrent pas. Lorsqu'il revint d'Afghanistan, il dit au lieutenant-colonel Neely qu'il y avait combattu et anéanti plus d'une patrouille russe. Neely constitua un rapport sur ce que Mohamed avait appris sur les *spetsnaz* soviétiques (commandos). Ali Mohamed quitta l'armée à la fin de son contrat, mais resta dans la réserve ; tout au long de cette période, il avait été dans le 5e Groupe des forces spéciales (aéroportées) de Fort Bragg. Un retraité des opérations spéciales déclara que cette unité particulière impliquait une appartenance informelle, virtuellement durant toute la vie : « ils ne quittent jamais l'écran radar. »

De 1989 à 1992-93, Ali Mohamed donna des cours d'entraînement paramilitaire dans la région de New York à la clique de « terroristes

islamiques » à qui on a attribué l'attentat à la bombe contre le WTC. C'est lui qui entraîna Nosair ; il fut peut-être également l'auteur des documents secrets trouvés dans l'appartement de ce dernier (*The Cell,* p. 140 ss.). L'entraînement avait lieu dans un centre islamiste de Brooklyn. D'après *The Independent* de Londres, une enquête interne à la CIA, effectuée en 1998, aurait révélé que celle-ci était « partiellement coupable » de l'attentat du WTC de 1993.

Un autre superviseur du sergent Ali Mohamed était le colonel Norville de Atkine de l'École des forces spéciales de Fort Bragg qui, plus tard, en 1995, devint le co-auteur, avec l'agitateur anti-musulman Daniel Pipes – nommé par Bush au conseil d'administration de l'Institut américain pour la paix –, d'un ouvrage intitulé « Études sur le Moyen-Orient : ce qui a mal tourné » dans le *Middle East Quarterly* de Pipe.

Ali Mohamed postula une fois de plus pour travailler à la CIA. Depuis 1990, il essayait d'entrer au FBI comme traducteur. Pendant son entretien, il parla d'une opération de fabrication de passeports menée par le Hamas, et devint un informateur du FBI. À deux reprises au début des années 1990, Ali Mohamed fit venir aux États-Unis celui que les médias sous influence appellent aujourd'hui le bras droit de ben Laden, Ayman el-Zawahiri, afin de faire une tournée de collecte de fonds en Californie. La seconde tournée eut lieu en 1995, exactement au moment où Zawahiri et son frère commençaient le déploiement de Moudjahidin dans les Balkans sous la protection de réseaux corrompus de l'OTAN. Ce canal devint un élément crucial de la guérilla de la KLA dirigée par l'OTAN au Kosovo. Également en 1995, Ali Mohamed postula pour un travail d'agent de sécurité dans une zone de haute sécurité d'un sous-traitant du ministère de la Défense près de chez lui à Santa Clara, Californie. Il fut interrogé trois fois par les Services de sécurité de la Défense (DSS). Un de ses amis à Santa Clara, Abou al-Dahab, dirigeait un réseau de liaisons téléphoniques pour le prétendu « réseau ben Laden » dans le monde entier.

En 1991, il travailla comme assistant personnel d'Oussama ben Laden en matière de sécurité et autres, quand ce dernier déménagea son QG du Pakistan à Khartoum au Soudan. Ali Mohamed rendit d'autres services à ben Laden. « En 1992, j'ai dirigé des entraînements de base et aux explosifs militaires pour al-Qaida en Afghanistan » déclara-t-il aux autorités en 1999. « J'ai aussi effectué des entraînements à l'espionnage pour al-Qaida. Je leur apprenais à créer des structures cellulaires qu'on pourrait utiliser pour des opérations » (*The Cell,* p. 145*)*. On dit que c'est le FBI, en la personne de l'agent John Zindt, qui donna les premières informations concernant al-Qaida sur la base d'une interview avec Ali Mohamed en mai 1993. Vers la fin des années 90, le FBI l'aurait arrêté avant de l'engager définitivement comme informateur.

En 1993, Ali Mohamed qui voyageait avec un terroriste d'al-Qaida fut arrêté par la police montée canadienne (GRC) ; le FBI intervint et son officier traitant au sein du bureau demanda à la GRC de le relâcher. D'après le *Toronto Globe and Mail*, Ali Mohamed « travaillait avec des agents du contre-terrorisme américain ; il jouait un double ou triple jeu quand il a été interrogé en 1993. »

Patrick J. Fitzgerald, qui le poursuivit deux fois en tant que procureur pour l'Illinois du Nord, a déclaré à la commission du 11/9 qu'il était un agent très important d'al-Qaida qui avait « entraîné la plupart des chefs d'al-Qaida », notamment « les personnes qui, plus tard, devaient commettre l'attentat de 1993 contre le WTC. »

Ali Mohamed fut jugé en 2000 pour son rôle dans les attentats à la bombe contre les ambassades étasuniennes au Kenya et en Tanzanie que Washington s'était empressée d'attribuer à Oussama ben Laden et à al-Qaida, en partie à cause de leur coordination très élaborée. Ali Mohamed fut autorisé à passer un accord avec le juge en échange de renseignements. Il révéla qu'il avait entraîné les terroristes de l'attentat à la bombe du WTC de 1993. D'après un résumé de son témoignage établi par le Département d'État, il avait, en 1994, reçu l'ordre du FBI de prendre l'avion au Kenya à destination de New York, ce qu'il fit. Il fut « débriefé » par un agent du FBI dans le contexte du procès imminent du sheikh aveugle, Abdel Rahman, accusé de l'attentat de 1993 contre le WTC. Mohamed déclara : « Je suis retourné aux États-Unis, j'ai parlé au FBI mais je n'ai pas révélé tout ce que je savais. »

Après sa libération par la GRC sur ordre du FBI, il s'envola pour Nairobi (Kenya) où il photographia l'ambassade américaine. Selon ses aveux de 2000, « ben Laden regarda la photo de l'ambassade des États-Unis et pointa du doigt l'endroit où un camion-suicide pourrait approcher. » * Une autre série d'attentats attribuée à ben Laden sont les attentats à la bombe contre les ambassades des États-Unis à Nairobi au Kenya et de Dar es Salaam en Tanzanie.

Dans le rapport de la commission du 11/9, on peut lire : « Dès décembre 1993, une équipe d'agents d'al-Qaida commença à repérer des cibles à Nairobi en vue de futures attaques. Cette équipe était dirigée par Ali Mohamed, un ancien officier de l'armée égyptienne qui s'était installé aux États-Unis au milieu des années 80, s'était enrôlé dans l'armée américaine et était devenu instructeur à Fort Bragg. À la mosquée Farouk de Brooklyn, il prodigua des conseils et un entraînement aux extrémistes dont certains furent par la suite accusés des attentats de février 1993 contre le WTC » (p. 68).

---

* Peter Dale Scott, « Les oublis de la commission du 11/9 : les accords embarrassants entre al-Qaida et le FBI » www.dissidentvoice.org, 27 juin 2004.

Depuis le 11 Septembre, beaucoup d'articles accessibles au public accusant ben Laden s'inspirent en réalité des enquêtes et résultats de procès truqués des attentats de 1993 contre le WTC et de 1998 contre les ambassades africaines, à une époque où Ali Mohamed était en contact permanent avec le FBI et le ministère de la Défense et qu'il était autorisé à opérer en espion solitaire officiellement accrédité. Ali Mohamed doit être considéré comme un des agents doubles les plus efficaces du parti de la terreur internationale installé au sein du gouvernement des États-Unis.

## Vol Egypt Air 990 : les débuts du système global Hawk ?

Le 31 octobre 1999, jour de Halloween, fut marqué par le crash mystérieux du vol 990 de la compagnie Egypt Air, un Boeing 767 qui s'était envolé de l'aéroport JFK de New York en direction du Caire. Un peu avant 2 h du matin, l'avion quitta brutalement son altitude normale de 33 000 pieds et, après quelques manœuvres désespérées, s'écrasa dans la mer. Le gouvernement des États-Unis, par le biais du Bureau national pour la sécurité des transports (NTSB), affirma que l'avion avait été délibérément écrasé par le co-pilote Gamil al-Batouti. La version américaine était basée sur l'enregistrement du cockpit qui, selon le NTSB, avait enregistré la prière musulmane de Batouti « Je m'en remets à Dieu » juste avant que l'avion ne se mette à piquer, et encore plusieurs fois pendant qu'il tombait. Ainsi Batouti fut-il accusé d'avoir été le premier pilote-suicide musulman. Le gouvernement égyptien refusa cette explication et exigea une enquête plus objective.

Sur cet accident, la commission du 11/9 écrit : « Vers la fin de 1999, un large débat eut lieu dans les médias à propos du crash, au large du Massachusetts, du Boeing 767 du vol Egypt Air 990. L'explication la plus plausible qui se dessina était qu'un des pilotes ayant été pris d'une crise de folie, avait saisi les commandes et envoyé l'avion dans la mer. Après les alertes du millénaire (1999-2000), lorsque le pays commençait à se détendre, Clarke organisa une réunion de son Groupe de sécurité contre-terroriste essentiellement consacrée à la thèse de la possibilité d'un possible [sic] piratage de l'avion par al-Qaida » (p. 345). Clarke, comme nous le voyons, a toujours été très désireux d'asseoir la réputation d'al-Qaida au sein du gouvernement des États-Unis. La commission du 11/9 n'indique pas non plus que ce vol transportait un groupe d'officiers égyptiens qui revenaient d'un entraînement sur des hélicoptères Apache aux États-Unis malgré les objections véhémentes du gouvernement israélien (von Bülow, p. 207 ss ; p. 264, n. 204).

Cette affaire est devenue très connue à cause d'un article de William Langewiesche dans *Atlantic Monthly* paru peu après le 11 Septembre (« Le crash du vol Egypt Air 990 », novembre 2001). D'après Langewiesche, le

prétendu « pilote-suicide » était un bon vivant de 60 ans à trois mois de la retraite. Marié et père de cinq enfants, dont une fille qui souffrait d'un lupus soigné et guéri à Los Angeles, Batouti avait une maison confortable au Caire et une résidence secondaire au bord de la Méditerranée. Il transportait avec lui un pneu, qu'il avait acheté la veille dans le New Jersey, et un certain nombre d'échantillons de Viagra qu'il réservait comme cadeaux à des amis. Toute tentative de décrire cet homme comme un pilote suicide est vouée à se briser sur l'écueil de l'absurdité.

Selon le rapport tendancieux de Langewiesche, à 1 h 48, le pilote, le capitaine Habashi, alla aux toilettes en laissant Batouti seul aux commandes. À 1 h 48 min 30 s on entend un son incompréhensible sur l'enregistreur de cabine, que Langewiesche prétend être « control it » ou « hydraulic. » * Il s'agissait probablement d'un mot en anglais comportant trois syllabes, avec l'accent tonique sur la deuxième. Sa signification réelle demeure une énigme. Puis, tandis que l'avion piquait, Batouti répéta quatre fois « Je m'en remets à Dieu. »

Concernant l'attentat du 11 Septembre, absolument aucun enregistrement de voix dans la cabine n'a été révélé entièrement au public ni aux chercheurs ; le FBI et le gouvernement avaient de toute évidence beaucoup à cacher. Si les enregistreurs du 11 Septembre pouvaient parler, ils pourraient livrer des propos proches de ce dialogue du malheureux vol d'Egypt Air :

**Habashi :** Qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qui se passe ?

**Batouti :** Je m'en remets à Dieu. Je m'en remets à Dieu.

**Habashi :** Qu'est-ce qui se passe Gamil ? Qu'est-ce qui se passe ?

**Habashi :** Qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que c'est ? Tu as coupé les moteurs ?

**Habashi :** Laisse tomber les moteurs ! … coupe les moteurs !

**Batouti :** Ils sont coupés.

**Habashi :** Tire ! Tire avec moi ! Tire avec moi ! Tire avec moi !

[silence]

Peut-être le vol 990 avait-il échappé au contrôle de ses pilotes et était-il passé sur le mode télécommandé du système Global Hawk de l'armée étasunienne ? C'était la technologie qui avait servi à guider le drone Predator en Afghanistan au sujet duquel Richard Clarke fut si prolixe devant la commission du 11/9 en avril 2004. Peut-être le vol 990 d'Egypt Air était-il le Boeing 767 choisi pour la couturière ** du 11 Septembre ?

* Deux mots dont la prononciation en anglais peut être assez proche. (NdT)

** Dernière répétition d'une pièce, en costumes, pour dernières retouches par les couturières. (NdT)

À la lumière des événements qui ont suivi, cette hypothèse est beaucoup plus crédible que l'explication absurde adoptée par le NTSB (National Transportation Safety Board) et son laquais Langewiesche.

Plus tard, on constata grâce à l'enregistreur de vol que les gouvernes de profondeur de la queue s'étaient désolidarisées : l'une d'elles était en position pour abaisser le nez de l'avion, l'autre pour le lever. « Les ailerons des deux ailes avaient une drôle de position verticale qu'on ne voit normalement jamais sur un avion » (p. 46). Ces anomalies n'ont pas soulevé la curiosité du NTSB qui souscrivait totalement à la thèse du « pilote-suicide ».

Les représentants égyptiens aux débats du NTSB firent remarquer que lorsque Batouti avait coupé les moteurs, c'était pour limiter la vitesse de la chute. En coupant les moteurs, Batouti suivait la procédure de remise en marche prescrite, car il croyait à tort – à cause du signal de basse pression d'huile qui clignotait – que les réacteurs s'étaient éteints. Apparemment, Habashi croyait la même chose. Quand Habashi lui demanda de tirer, Batouti le fit comme l'a indiqué le FDR. Malgré tant d'incertitudes, le gouvernement étasunien s'en tint avec arrogance à sa version incroyable de l'événement – on dit que le vice-président Al Gore courrouça le président égyptien Hosni Moubarak au cours de sa visite officielle à Washington en faisant une plaisanterie sur le « vol suicide. » En réalité, il s'agissait peut-être des débuts de Global Hawk en tant que système destiné au terrorisme fabriqué.

Tarek Selim, chef pilote d'Egypt Air, déclara à un journaliste britannique que l'avion volait si vite qu'il avait dû perdre son empennage. Il qualifia de « ridicule » et de « non-sens » la théorie du FBI selon laquelle un des pilotes aurait délibérément écrasé l'avion. Il estimait que l'avion égyptien avait « été abattu soit par une bombe, soit par un missile qui aurait touché la queue » (*Al-Ahram Weekly*, *The Guardian,* 26 novembre 1999).

Quant à Langewiesche, on peut constater le niveau primaire de son style propagandiste dans le passage où il tente de gagner la dévotion ignare du lecteur en faveur du NTSB. Selon son apologiste, le NTSB est protégé des courants politiques de Washington ; il « représente la pensée américaine la plus progressiste sur le rôle et le caractère d'un bon gouvernement… » (p. 44). Langewiesche poursuit : « D'une part parce que le NTSB paraît si svelte, d'autre part parce que par définition il prend le parti des "bonnes" causes, il jouit presque universellement d'une bonne presse. Le NTSB est technocratique. Il est propre. C'est le gouvernement allégé » (p. 44). À l'inverse, Egypt Air est décrite comme une entreprise sinistre dont le repaire est un immeuble de style stalinien, et qui refuse toute privatisation. On ne saurait être plus partial.

Bien sûr, la spécialité du NTSB dans les années 90 était de jouer les intermédiaires pour les raiders et les démolisseurs professionnels d'entreprises qui avaient pris le contrôle du transport ferroviaire de ce pays dans

l'intention de le mener dans le mur et d'extraire le maximum de butin du capital immobilisé qui se détériorait. Leur méthode consistait à prendre pour principe que les accidents de trains étaient dus à des erreurs humaines et non aux infrastructures. Un de ces accidents survint le 17 février 1996 : un train de marchandises Amtrak percuta un train de banlieue (MARC) sur les lignes Chesapeake et Ohio, près de Silver Springs dans le Maryland. Onze personnes furent tuées et 24 blessées lors de cette collision. L'accident tenait manifestement au défaut d'entretien du système d'alarme, mais le NTSB affirma qu'il était dû à une erreur humaine commise par le mécanicien qui avait été tué. Le NTSB est chargé par la loi d'effectuer des enquêtes sur tous les accidents mortels du transport aux États-Unis ou qui impliquent des transporteurs étasuniens à l'étranger ; jusqu'ici, il n'a pas fait de rapport sur le crash des quatre avions apparemment survenus le 11 Septembre. Peut-être n'est-il pas aussi isolé des politiques véreuses de Washington que certains veulent le faire croire.

Dans son article, Langewiesche établit si magistralement ses lettres de créance en matière de malhonnêteté qu'il fut immédiatement envoyé couvrir la scène du crime du WTC. Là, il s'arrangea pour écrire 200 pages sans dire un mot de l'enlèvement illégal des preuves du lieu d'un crime qui se déroulait tout autour de lui, comme nous le verrons bientôt.

## Vol American Airlines 587

Deux mois après le 11 Septembre, le vol American Airlines 587 – un Airbus A300-600 – quitta l'aéroport international J.F. Kennedy pour la République dominicaine. Moins de trois minutes après le décollage, l'avion s'écrasait dans un enfer de feu au cœur d'un quartier du Queens. Tous les 265 occupants périrent. Selon le NTSB, l'ailette de queue et le gouvernail de direction de l'avion s'étaient cisaillés à l'accélération. Il s'agissait du second crash le plus meurtrier de l'histoire des États-Unis mais aussi du « premier exemple de panne en cours de vol d'un composant structurel important d'un avion construit, en fait, en matériaux composites » déclara Marion Blakey, présidente du NTSB.

Dans le cas du vol American Airlines 587, les fonctionnaires fédéraux parurent désireux d'éviter la question du terrorisme, aussi livrèrent-ils des informations détaillées sur les enregistrements de la cabine en moins de 36 heures (*Philadelphia Daily News*, 15 novembre 2001). Alors que ce crash reste lui aussi très suspect et qu'il présente certaines similitudes techniques avec le vol Egypt Air 990, il est actuellement impossible de tirer de conclusion précise sur ses causes.

## Chapitre 5

# Les prétendus pirates étaient-ils capables de piloter des avions ?

**Bertram** : Bon… comment est-ce qu'ils vont faire pour le descendre ?
**Byers** : Comme quand on met un mort au volant d'une bagnole.
*Les tireurs solitaires.*

Il nous faut maintenant parler des lampistes du 11 Septembre. Nous devrons négliger bon nombre de détails les concernant : la plupart sont des contrevérités qui, de toute façon, ne méritent pas qu'on s'y intéresse. Toute cette question est dominée par des témoignages indirects fournis par les fabricants de fiction du FBI. Beaucoup de noms donnés sont des faux, des inventions ou des légendes. Ce qui nous intéresse dans les récits sur les lampistes, ce sont les détails qui les montrent tels qu'ils sont, c'est ce qui pointe son nez derrière leur monde superficiel, à savoir la réalité sous-jacente façonnée par les agences de renseignement et les taupes.

Au moins cinq des accusés des atrocités du 11/9 sont apparemment vivants ; le FBI n'a jamais donné aucune preuve de leur véritable implication. En fait, le directeur du FBI, Mueller, a admis que son accusation des fameux 19 ne tiendrait jamais la route devant un tribunal. Il serait donc parfaitement justifié de rejeter toute la liste des 19 comme n'étant qu'une émanation de plus de la taupinière du FBI, et c'est ce que nous faisons. Dans le même temps, nous découvrons que parmi les 19 figurent des agents doubles qui ne manquaient pas d'intentions criminelles. Mais nous tenons également à étudier la liste des 19 pour découvrir les complicités et les contradictions inhérentes du dossier réuni contre eux par le gouvernement. C'est ainsi que cette liste pourra nous être utile pour éclairer les opérations des taupes et de ceux qui manipulent les terroristes.

Le FBI et la commission du 11/9 ont affirmé d'une seule voix que le chef des 19 pirates mythiques qui ont détourné l'avion était Mohammed Atta, un riche Égyptien présenté comme un Musulman très intolérant, puritain et doctrinaire. La réalité a un air très différent et ne permet pas de penser qu'Atta ait accepté la mission de pilote-suicide à cause de ses profondes convictions religieuses. Il n'était pas pratiquant, mais plutôt adepte de l'alcool, de la cocaïne, des call-girls et de la viande de porc. Ces

détails biographiques sont essentiels parce qu'ils réduisent à néant l'idée qu'Atta ait été un kamikaze fanatique. C'était un play-boy bon vivant et même pire, accro aux plaisirs de la chair et pas du genre à s'immoler pour sa foi. Il présente une personnalité bien plus compliquée, sans doute sociopathe et très probablement crédule, aux ordres de ses patrons et manipulateurs qui lui ont raconté des bobards pour l'envoyer accomplir un acte destiné à lui donner un rôle précis, très probablement pour être liquidé.

Pour qu'il soit possible de les accuser d'avoir été des pilotes-suicides, il fallait que les lampistes du 11/9 aient des notions de pilotage. Nous examinerons plus loin quel degré de connaissances ils ont pu acquérir ; cependant, il est déjà clair que les leçons de pilotage n'étaient qu'un leurre. L'ironie veut qu'ils aient été conduits dans le sud de la Floride sur un terrain qui fleure encore bon les anciennes opérations secrètes de la CIA, de la baie des Cochons jusqu'à l'affaire Iran-Contra, en passant par le Watergate. L'école des lampistes se trouvait dans une arrière-cour de l'antenne de la CIA de Miami, à deux pas du Central Command, grand quartier général des États-Unis pour le Moyen-Orient.

Ces données ont été mises au jour dans le reportage d'un ancien journaliste, Daniel Hopsicker, du *Mad Cow Morning News,* qui a manifesté bien plus d'intérêt que le FBI pour l'étude du comportement et de la personnalité d'Atta et de ses associés. Hopsicker a découvert qu'Atta en particulier était un vrai raté, mélange d'ineptie cafouilleuse et d'irascibilité pathologique. Sa dégradation mentale était telle qu'il est très difficile de lui attribuer les remarquables actes de pilotage que les créateurs de mythe du FBI et la commission du 11/9 lui imputent. Hopsicker affirme pourtant qu'Atta a bel et bien été capable de diriger son avion, en improvisant, jusqu'à la tour nord du WTC. Hopsicker paraît également obsédé par la piste de l'Arabie Saoudite, qui nous éloigne du rôle essentiel joué par le réseau de taupes qui travaillent au sein du gouvernement des États-Unis.

## Des écoles de pilotage pour lampistes

Atta et Shehhi ont été formés à l'école de pilotage Huffman à Venice (Floride), petite ville côtière, entre Tampa et Naples, essentiellement peuplée de retraités. Ramzi ben al-Shibh, dont la version officielle dit qu'il avait été prévu pour être le 20e pirate, se rendait à Venice quand il fut arrêté à cause d'un problème de visa. Venice compte deux écoles de pilotage, toutes deux détenues et dirigées par de récents émigrés néerlandais : Huffman Aviation était dirigée par Rudi Dekkers et Florida Flight Training Center par Arne Kruithof. Le troisième homme, accusé d'avoir été un pilote-suicide, Siad al-Jarrah, s'entraînait au centre de Kruithof. Ce dernier affirmait en privé qu'il avait été formé sur une base militaire dans le sud-ouest du Missouri. Atta et al-Shehhi auraient payé plus de

38 000 dollars à Dekkers, de Huffman Aviation, ce qui est bien loin des tarifs alléchants censés avoir attiré ces deux recrues chez Huffman.

Deux ressortissants néerlandais qui dirigent, sur le même petit aérodrome, des écoles de pilotage fréquentées par trois ou quatre des pirates, voilà un tableau étonnant. Ces deux Hollandais étaient arrivés à Venice en 1998. D'après des informations de services secrets citées par Hopsicker : « Deux Hollandais achetant des écoles de pilotage adjacentes qui, peu après, regorgent de terroristes, cela fait un Hollandais de trop. » Trois terroristes supposés dans deux écoles du même petit aérodrome alors que la Floride compte quelque chose comme 200 écoles de pilotage, voilà aussi qui est bien curieux (Hopsicker, *Mad Cow Morning News*, p. 2, 7, 8).

Le 6 mars 2002, le service d'immigration et de naturalisation des États-Unis (INS) envoya à Dekkers des lettres l'informant qu'Atta et Shehhi – présumés morts – étaient désormais autorisés à demander la prolongation de leurs visas pour rester aux États-Unis parce qu'ils remplissaient les conditions requises. Comment une telle gaffe a-t-elle pu être commise à propos de deux des individus les plus connus en rapport avec le 11 Septembre ? « L'erreur semble être particulièrement difficile à expliquer, flaire le *New York Times,* parce que des 19 pirates de l'air, M. Atta et M. Shehhi étaient parmi les plus décriés. » La couverture médiatique se concentra sur la « désorientation » de l'INS, mais cet incident est parfaitement cohérent avec l'hypothèse selon laquelle les ordinateurs du gouvernement avaient assorti les noms d'Atta et Shehhi de dérogations aux règles de sécurité, ce qui les a quasiment immunisés contre toute présence sur les listes de suspects et toute vérification du casier judiciaire, etc. De toute évidence, une taupe flemmarde avait oublié d'effacer la dérogation lorsque les deux lampistes étaient devenus inutiles ; et c'est ainsi que l'on avait envoyé des prolongations de visas à des morts. Un cas semblable s'était produit avec un câble de la CIA annonçant la présence du pirate al-Hazmi aux États-Unis en mars 2000, avec la mention : « Action à entreprendre : aucune » (JICI, 20 septembre 2002).

Le nom d'Atta figurait sur la liste des suspects des CIA-FBI-INS depuis plusieurs années, depuis qu'une personne plus âgée, portant le même nom, avait posé une bombe dans un bus israélien dans les territoires occupés de Cisjordanie le 12 octobre 1986 (Hopsicker, p. 144-145). Cela implique que son nom avait été assorti d'une dérogation aux règles de la sécurité nationale afin de lui permettre d'entrer dans le pays. Atta fut arrêté par la police pour une infraction routière dans le comté de Broward, en Floride, dans la soirée du 26 avril 2001 ; il fut même arrêté pour conduite sans permis. Mais il fut rapidement relâché sous caution, probablement là encore grâce à sa dérogation.

Le FBI est arrivé sur l'aérodrome de Venice dès 2 h 30 le matin du 12 septembre, ce qui indique qu'il était au courant de la présence d'Atta et

de Shehhi. Selon certains récits, le FBI est arrivé en quelques heures, vers le milieu de l'après-midi, le 11 septembre même. Un homme d'affaires, aviateur et employé de Huffman, a déclaré à Hopsicker : « Ils [les agents du FBI] sont restés autour de chez moi pendant quatre heures après l'attentat. » Cela laisse penser que le FBI savait où se trouvaient Atta et Shehhi. Hopsicker ajoute : « Comme bon nombre de témoins que nous avons interrogés, ce cadre de l'aviation chevronné a déclaré avoir été intimidé et harcelé par des agents du FBI. Ce n'était pas pour qu'il se concentre plus ou pour qu'il crache des tuyaux utiles qu'ils lui ont mis la pression, c'était pour être certains qu'il la fermerait. Ça s'est déjà vu avec d'autres, non ? Ça commence à devenir banal. » À propos d'Atta et de ses amis, voici ce que disait cette personne : « Je pensais que ces types [Atta & Co] étaient des agents doubles » (Hopsicker, p. 150). Mais Dekkers, qui aurait aisément pu être arrêté comme témoin de fait, devint au contraire une personnalité médiatique que Larry King invita dans son émission sur CNN.

## L'armée de l'air sous fausse bannière

Selon certains articles parus dans la presse, pas moins de 27 activistes d'al-Qaida ont pris des leçons de pilotage aux États-Unis dans les mois précédant le 11 Septembre. Avant 2001, Dekkers avait lancé une campagne publicitaire musclée en Europe pour attirer des étrangers dans son école de pilotage. Un de ses arguments de vente était qu'il était moins cher d'apprendre à voler aux États-Unis qu'en Europe. Rapidement, 80 % des élèves de Huffman Aviation furent des étrangers, dont beaucoup d'Arabes. Huffman diplômait environ 400 étrangers par an.

D'après certains récits, quelques élèves arabes, qui étaient passés par Huffman, disparurent vers le 11/9, soit quelques jours avant, ou à peu près en même temps que les attentats. C'est un indice qui confirme que des mains tiraient les ficelles dans l'ombre : les agences de renseignement aiment bien avoir quelques lampistes de rechange pour pouvoir les jeter dans l'action au dernier moment si d'autres se font arrêter, tuer ou mettre hors circuit. Selon les rapports des services secrets de l'époque, après la tentative de John Hinckley Jr. d'assassiner le Président Reagan en 1981, plus d'une douzaine de solitaires dérangés, possédés des mêmes obsessions que le tueur, furent inscrits sur les mains courantes de la police un peu partout dans le pays. Les organisateurs de ce coup-là, comme ceux du 11/9, n'avaient rien négligé : ils avaient des cohortes de lampistes de secours prêts à intervenir en cas de besoin.

Passons à Wally J. Hilliard, qui travaillait avec Dekkers et fournissait l'essentiel du financement. Hilliard, qui détenait aussi des parts dans une compagnie de location d'avions Lear Jet située à proximité, avait des intérêts très spéciaux à Rum Cay aux Bahamas, une île suspecte patrouillée

par un seul et unique policier. On disait que cette île était le terrain d'opérations du magnat saoudien Adnan Khashoggi, dont le nom avait souvent été prononcé lors de l'affaire de trafic d'armes Iran-Contra des années 80, qui impliquait Bush 41 et Oliver North. Un Lear Jet appartenant à Hilliard avait été saisi par la DEA en juillet 2000 parce qu'il transportait pas moins de 15 kg d'héroïne en provenance du Venezuela ; Hilliard et ses collaborateurs affirmèrent qu'ils ignoraient le contenu de ce colis, mis à bord à leur insu par un passager. Hilliard aurait aussi effectué des navettes plus ou moins régulières avec La Havane (Cuba), ce qui est théoriquement illégal car les États-Unis ont imposé un embargo total sur le commerce et les contacts avec l'île de Castro. Tout cela fait penser à des opérations couvertes par le monde de l'ombre (*Mad Cow Morning News,* p. 32).

Les vols réguliers et les navettes entre la Floride et les îles qui l'entourent sont inextricablement mêlés au trafic de drogue, comme cela a été bien montré au cours des auditions de l'affaire Iran-Contra à la fin des années 80 ; naturellement, ces trafics n'ont jamais cessé. Dans l'esprit du public, ces opérations restent liées au nom d'Oliver North. Mais il convient de rappeler que le tsar des opérations clandestines du gouvernement Reagan n'était autre que le vice-Président George Bush, qui avait dirigé toutes les étapes de l'Iran-Contra avec l'aide de personnages tels que Felix Rodriguez (Tarpley 1992). Cela fut confirmé plus tard par Celerino Castillo, ancien agent de la DEA, qui interrogea personnellement Bush sur le trafic de drogue sans recevoir de réponse. La DEA estime que les deux tiers de la drogue qui pénètre illégalement aux États-Unis passent par les Bahamas.

Des journalistes soupçonnèrent Dekkers et Kruithof d'être des hommes de paille pour une opération des services secrets à l'aérodrome de Venice. Huffman Aviation abritait aussi les bureaux de Britannia Aviation, petite société manquant de capitaux qui, à la surprise générale, devança des entreprises mieux connues et mieux placées en remportant un contrat de maintenance à l'aéroport régional de Lynchburg en Virginie. Lors d'une audition, un cadre de Britannia Aviation, Paul Marten, déclara que l'un de ses principaux clients était Caribe Air, qui appartient notoirement à la CIA et qui aurait pris part dans les transports de drogue de l'Iran-Contra. À l'époque, des avions de Caribe Air avaient été saisis par les procureurs à l'aéroport de Mena, dans l'Arkansas. Caribe Air a déménagé ses bureaux en République dominicaine. Selon une source, Britannia Aviation était sous la protection du Service des stupéfiants (la DEA) qui lui aurait donné « carte blanche ».

À l'été 2002, Kruithof frôla la mort quand l'avion Twin Beech E18 qui l'amenait à Cancun (Mexique) s'écrasa. Au même moment, des procédures d'extradition et des procès pour fraude étaient en cours contre Dekkers qui avait été impliqué dans le crash d'un hélicoptère en janvier 2003. De toute

évidence, on faisait tout pour intimider, ou réduire au silence, ces deux témoins importants. La commission Kean-Hamilton n'avait pas le temps de s'occuper de Dekkers et Kruithof (*Mad Cow Morning News*).

Que les prétendus pirates aient choisi Venice en Floride nous permet aussi de mieux les situer dans l'histoire récente des opérations clandestines. Prenons la baie des Cochons (1961), l'assassinat de Kennedy (1963), le Watergate (1972-74), l'Iran-Contra (découvert en 86) et le 11 septembre 2001, et nous y trouvons un seul dénominateur commun : la Floride, les Cubains de Miami et Cuba en général. Pour la baie des Cochons, le Watergate et l'Iran-Contra, les liens sont évidents : il y a une continuité dans les personnes qui apparaissent dans ces scandales, des gens comme Felix Rodriguez, qui a pris part à la baie des Cochons avant de servir d'homme de terrain à Bush 41 pour l'Iran-Contra, ou bien Frank Sturgis et son équipe qui font le lien entre le rôle d'Howard Hunt dans la baie des Cochons et le Watergate.

Dans le cas de l'assassinat de Kennedy, ces liens, bien que moins évidents, restent suffisants : Oswald était un militant du comité Fair Play pour Cuba, les survivants de la baie des Cochons haïssaient Kennedy ; il y a une connexion constante entre l'opération Mangouste, le plan du gouvernement des États-Unis pour tuer Castro, et le meurtre de JFK. George Bush 41, qui aurait affrété les navires utilisés par la CIA pour envahir la baie des Cochons, et participé au maquillage qui a suivi l'assassinat de Kennedy, a été un personnage de premier plan du Watergate et a dirigé la plus grande partie de l'opération Iran-Contra. À l'arrière-plan de toutes ces connexions, on trouve la présence sinistre du centre de la CIA de Miami, créé au début des années 60 pour servir de dispositif national de grande envergure. C'est lui, le tristement célèbre JM/WAVE dont parle la biographie non autorisée de George Bush (Tarpley 1992). Non loin de là se trouve le complexe Hobe Sound/Jupiter Island, lieu de villégiature hivernale de quelques-uns des plus éminents maîtres oligarchiques des destinées humaines.

L'aérodrome de Venice fut construit par le gouvernement pendant la 2e guerre mondiale pour assurer la formation des pilotes. Tout près, à Tampa, se trouve le QG du Commandement central des États-Unis, celui qui mène les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Le Commandement central est situé sur la base militaire MacDill. De même, certains éléments semblent indiquer la présence de la NSA à Venice. Le légendaire aéroport de Mena dans l'Arkansas était l'un de ceux qui servaient aux trafics d'armes et de drogue, mais c'était aussi le cas de la base de Homestead en Floride. En fait, y avait-il un seul aéroport en Floride et, en général dans le sud des États-Unis, qui ne fût pas impliqué ? Tout porte à croire que Venice l'était également.

D'après Hopsicker, « beaucoup d'instructeurs qui avaient formé les pilotes terroristes arabes avaient aussi effectué des vols à partir de l'aéro-

port de Venice-Sarasota pour des opérations missionnaires chrétiennes telles que l'opération Bénédiction, du prédicateur de télévision Pat Robertson. » Un des pilotes instructeurs chez Huffman, Mike Mikarts, pilotait aussi pour « Agape Flights », une œuvre fondamentaliste de Sarasota qui dirige des activités missionnaires aux forts relents de déstabilisation en Haïti et en République dominicaine.

Après Venice, Atta et Shehhi louèrent des avions à Kemper Aviation à l'aéroport de North Palm Beach près de Miami en août 2001. Le propriétaire, Joe Kemper, avait passé vingt ans au Pérou et en Bolivie comme « pilote missionnaire » fondamentaliste pour (South America Mission Air) dont l'objectif était d'évangéliser les Indiens des montagnes andines. SAMAIR fait partie d'une brigade aérienne internationale de l'église Évangélique et des Pentecôtistes qui recourt fréquemment à d'anciens pilotes de l'armée, et que l'on trouve souvent, et ce n'est pas un hasard, dans des zones situées au cœur de guerres civiles, de trafics de drogue ou d'opérations d'espionnage mercenaire, dans des pays du tiers-monde. En outre, l'entraîneur en chef de Joe Kemper entre 1989 et 1999 était Jean-François Buslik, qui devait ensuite être arrêté pour meurtre en Belgique. Buslik avait été impliqué dans les tueries du Brabant en 1982-85, une vague de meurtres en série relevant de facto d'une stratégie de tension qui avait coûté la vie à plus de 30 personnes dans des supermarchés de la banlieue de Bruxelles. Tous ces endroits n'étaient pas des écoles de pilotage ordinaires (*Mad Cow Morning News ; EIR, 26 octobre 2001*).

## Mohamed Atta, fondamentaliste de la côte de porc

Fils d'un avocat égyptien aisé, Atta était un médiocre étudiant en architecture de l'université du Caire dont la famille voulait qu'il obtienne un diplôme supérieur. Sa vie changea lorsqu'il fut sélectionné pour participer à un programme d'échange des élites initialement créé entre les États-Unis et l'Allemagne, puis élargi à des ingénieurs d'autres pays. Atta fut contacté au Caire en 1992 par un obscur couple allemand qui le prit sous son aile. Entre 1995 et 1997, il fut membre du programme Congress-Bundestag, un projet conjoint du Département d'État et du ministère allemand de la Coopération économique et du développement. Ce programme était administré par la Carl Duisberg Gesellschaft de Cologne (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « Atta a été l'instructeur de boursiers », 18 octobre 2001 ; *Chicago Tribune,* 7 mars 2003). Plus tard, alors qu'il étudiait à Hambourg, il travailla avec Shehhi et ben al-Shibh pour la société hambourgeoise Hay Computing Service GmbH. Certains supposent que cette entreprise servait de vitrine à des activités d'espionnage.

Atta est arrivé à Venice fin avril ou début mai 2000. Hopsicker démontre que pendant son séjour à Venice, il ne s'est pas conduit en

wahhabite fondamentaliste et puritain de l'école de ben Laden. Il menait la vie d'un sybarite hédoniste et d'un play-boy dissolu. Il aimait les bars aux serveuses dénudées ; au Pink Pony, il commandait des danses érotiques ; à l'Olympic Garden, il fourrait des billets de vingt dollars dans le string des danseuses. C'était également un habitué du Harry's Bar de Naples. Les lieux favoris de ses virées nocturnes étaient le Cheetah à Venice et le Margarita Maggie's à Sarasota. Après le 11/9, les enquêteurs du FBI qui montraient la photo d'Atta découvrirent que peu de temps auparavant, il avait bu de la vodka Stolitchnaya pendant trois heures, en compagnie du pilote-suicide Marwan al-Shehhi qui, lui, préférait le rhum. En outre, Atta consommait fréquemment de la cocaïne. Il sniffait des lignes avec des billets d'un dollar. Il s'approvisionnait probablement au centre de formation au pilotage de Kruithof en Floride, sur l'aérodrome de Venice, ou non loin de là. Quand Atta revint à Hambourg, il était sous la surveillance de la CIA (*Mad Cow Morning News,* p. 27).

Atta a aussi cohabité avec une call-girl de 22 ans qui travaillait peut-être comme agent spécialisé des services secrets ; Amanda Keller travaillait pour un « service d'hôtesses assuré par des mannequins de lingerie » à Sarasota qui s'appelait *Fantasies & Lace* *. Elle a parfois été décrite comme étant « vulgaire » et s'habillant comme « une pute ». Pendant sa cohabitation avec Atta, elle avait les cheveux teints en rose criard. Telle était Amanda Keller, qui fut inexplicablement ignorée des journaux de boulevard et soumise à des intimidations de la part du FBI. Son leitmotiv était : « Je ne peux parler de rien. J'ai peur d'avoir des ennuis. » Non seulement elle, mais aussi de nombreux autres témoins, à Venice et aux alentours, furent harcelés et menacés par le FBI (Hopsicker, p. 63-68).

Une fois, Atta sortit avec Amanda et deux autres connaissances pour une soûlographie orgiaque de trois jours dans des boîtes de nuit de Key West où ils passèrent leur temps à boire et à s'encocaïner. Une serveuse s'est rappelée l'avoir vu porter un tas de bijoux, peut-être même un grand crucifix – « une grande croix en or tape-à-l'œil » – et une « grosse montre ». Elle a dit que la conversation qu'elle a entendue entre Atta et les autres citait le chiffre de 200 000 USD et la nécessité de répondre à « la Famille ». Par ailleurs, Atta adorait les côtes de porc, autre infraction manifeste à la loi islamique. Quant à ses goûts musicaux, ils penchaient du côté des Beastie Boys (*Mad Cow Morning News*, p. 20, 30).

Atta et Amanda Keller vécurent ensemble pendant deux mois. La jeune femme raconte qu'elle commença à s'éloigner de lui après un incident gênant au Margarita Maggie's de Sarasota. Elle dit avec amertume que « Mohammed, comme un con, s'est mis à danser debout sur un haut-

* Fantasmes et dentelles. (NdT)

parleur. Il ne savait pas danser, c'en était catastrophique. Il était raide comme un piquet et se contentait de faire des mouvements désordonnés comme dans le « Roxbury head bob » où on ne secoue que la tête. Avec tous ces gens autour de nous, j'ai eu honte et j'ai fait semblant de ne pas le connaître. » Selon toute probabilité, l'attrait de Keller pour Atta passait par son argent. Bien que vivant apparemment de manière modeste, il avait toujours beaucoup de liquide sur lui. Cela ne le dérangeait pas de payer une consommation de 4 dollars avec un billet de 20 sans demander la monnaie.

Amanda Keller raconte qu'Atta torturait aussi les chats. Quand elle l'eut chassé de l'appartement qu'ils partageaient, il y retourna, éventra le chat d'Amanda et en laissa les boyaux sur la table de la cuisine. Il découpa aussi cinq chatons d'une portée de six. « Il y avait des morceaux de chatons partout » dit-elle.

Atta s'est trouvé à Venice au moins à trois reprises dans les six semaines qui ont précédé le 11 Septembre. Il a été vu en conversation amicale avec Dekkers. Il avait acquis à la perfection l'art de se faire remarquer de façon à ce qu'on ne l'oublie pas. Un témoin parle de lui comme d'une présence menaçante : « Il restait là, derrière vous, à vous regarder avec ses yeux noirs. Cela me donnait froid dans le dos et je me disais que je n'aimerais pas me retrouver seul avec lui dans un parking la nuit. » Une autre de ses spécialités était de hurler : « Toi, tu me parles pas avant que je t'adresse la parole ! » à quiconque faisait mine de l'aborder. Atta échangeait des courriels avec des employés de sociétés telles que Virtual Prototypes, une entreprise canadienne qui travaille sur des projets sensibles pour le Pentagone. Il a aussi envoyé un courriel pour se plaindre du fait que l'université américaine du Caire avait renvoyé une étudiante qui ne voulait pas enlever son *niqab*, son voile du visage.

## Des terroristes venus de bases américaines

L'autre singularité des prétendus pirates de l'air du 11/9 tient au nombre d'entre eux qui ont été directement en contact avec des bases militaires américaines. Selon des articles de presse, Atta avait fréquenté l'École internationale d'officiers de la base aérienne militaire Maxwell de Montgomery, en Alabama. Abdoulaziz al-Omari avait fréquenté l'école de médecine aérospatiale de la base aérienne militaire de Brooks, au Texas. Said al-Ghamdi avait été à l'institut des langues du ministère de la Défense à Monterrey, en Californie (*Washington Post*, 15 et 17 septembre 2001). D'après *Newsweek*, 3 des 19 terroristes du groupe cité par le FBI avaient été entraînés à la station aéronavale de Pensacola, en Floride, et indiquaient leur adresse comme située sur cette base. La plupart des élèves étrangers qui y résident sont là parce qu'ils bénéficient d'une bourse accordée par un gouvernement dans l'orbite des États-Unis. Mais certains

peuvent être directement soutenus par les États-Unis, surtout si le but est de recruter un nouvel agent.

Le reportage de *Newsweek* intitulé « Les pirates de l'air présumés ont peut-être été entraînés sur des bases américaines : le Pentagone a envoyé au FBI les dossiers militaires de cinq hommes » par George Wehrfritz, Catharine Skipp et John Barry, est particulièrement instructif ; on y lit entre autres :

> 15 septembre – Des sources militaires américaines ont fait savoir au FBI que 5 des pirates présumés des avions utilisés dans les attentats de mardi auraient été formés sur des bases militaires sécurisées des États-Unis dans les années 1990. Trois des pirates de l'air présumés ont indiqué, sur leur permis de conduire et sur la carte grise de leur véhicule, que leur adresse était la base aéronavale de Pensacola en Floride qui, selon un haut gradé de la Navale, est connue comme étant le « berceau de l'aéronavale américaine ».
>
> Selon un autre fonctionnaire de haut rang du Pentagone, l'un des pirates de l'air présumé a peut-être reçu une formation tactique et stratégique au Collège de guerre aérienne de Montgomery, en Alabama. Il se peut que le cinquième homme ait pris des cours de langues à la base de l'armée de l'Air de Lackland à San Antonio, Texas. Tous deux étaient des pilotes de l'armée saoudienne venus aux États-Unis, selon le même informateur. Mais de légères divergences existent entre les données inscrites dans les dossiers d'entraînement militaire et la liste officielle des pirates présumés émanant du FBI, aussi bien dans l'orthographe de leurs noms que dans leurs dates de naissance. Un informateur militaire a affirmé que les pirates auraient pu dérober les papiers d'identité d'étudiants étrangers sur des installations étasuniennes.
>
> Les 5 hommes figuraient sur une liste de 19 personnes que le FBI avait identifiées comme des pirates de l'air vendredi. Les 3 ressortissants étrangers à Pensacola étaient Said al-Ghamdi et Ahmad al-Nami qui se trouvaient parmi les 4 hommes qui auraient pris le contrôle du vol United Airlines 93. Cet avion s'est écrasé dans la campagne de Pennsylvanie. Le troisième homme ayant peut-être suivi des cours à Pensacola, Ahmed al-Ghamdi, aurait contribué au détournement du vol American Airlines 175 qui a frappé la tour sud du WTC. Les archives de l'armée montrent que les trois hommes ont donné comme adresse le 10 Radford Boulevard, une avenue de la base où sont logés les élèves pilotes étrangers. En mars 1997, Said al-Ghamdi a indiqué cette adresse pour acheter une Oldsmobile modèle 1998 ; cinq mois plus tard, il l'a donnée à nouveau pour acheter un deuxième véhicule, une Buick dernier cri. Des permis de conduire qui auraient été délivrés aux deux autres suspects en 1996 et 1998 portent l'adresse de cette caserne (*Newsweek,* 15 septembre 2001).

Des porte-parole du gouvernement étasunien publièrent des dénégations en béton, où ils assurèrent qu'à cause d'une confusion dans les noms arabes, les pirates accusés n'avaient « probablement » eu aucune activité sur les bases militaires citées. « On les a pris pour d'autres Arabes portant le même nom » ont-ils suggéré. Les médias sous influence cessèrent rapidement de s'intéresser à cette question. Le récit de *Newsweek* citait un

ancien pilote de l'aéronavale qui faisait observer que pendant les années qu'il avait passées sur la base, « on a toujours, toujours, toujours, formé des pilotes d'autres pays. Quand j'y étais il y a vingt ans, c'était les Iraniens. Le shah était sur le trône. Quel que soit le pays *du jour*, c'était de ce pays-là que venaient les pilotes qu'on entraînait. » De toute évidence, le pays du jour était désormais « al-Qaida ».

Le dossier des services de renseignement concernant deux pilotes-suicides présumés du 11/9 était loin d'être irréprochable. D'après Michael Isikoff, ces deux hommes avaient, pendant un temps, partagé un appartement avec un informateur chevronné. Les deux pirates de l'air saoudiens, Khalid al-Mihdhar et Nawaf al-Hazmi, avaient été repérés par la CIA en janvier 2000, quand ils assistaient à un sommet d'al-Qaida à Kuala Lumpur en Malaisie. L'un d'eux avait participé à l'attentat contre le *USS Cole.* Comme le dit Isikoff :

> En quittant la Malaisie, al-Mihdhar et al-Hazmi se sont rendus à San Diego où ils ont pris des leçons de pilotage. En septembre 2000, ils ont tous les deux emménagé chez un Musulman qu'ils avaient connu au centre islamique local. Le propriétaire faisait ses prières avec eux et a aidé l'un d'eux à ouvrir un compte en banque. Une source a également confié à *Newsweek* que c'était un agent clandestin « éprouvé » qui avait travaillé étroitement avec le bureau du FBI de San Diego sur des cas de terrorisme attribués au Hamas (*Newsweek* 15 septembre 2001).

Bien sûr, le FBI dément en disant que son informateur, bien que rémunéré, n'avait pas donné la véritable identité des deux mystérieux hôtes. L'informateur s'appelait Abdousattar Shaikh. Plus tard, le FBI refusa de laisser les enquêteurs de la JICI parler avec lui sous prétexte qu'il n'aurait rien d'intéressant à ajouter. La JICI n'a pas usé de son droit à faire comparaître un témoin important pour l'entendre. La commission du 11 Septembre non plus.

Mais le FBI dut également admettre que l'agent traitant de San Diego savait que les visiteurs louaient des chambres chez l'informateur. Une source signala qu'à une occasion, l'agent traitant avait téléphoné à l'informateur qui lui avait dit qu'il ne pouvait pas parler parce que « Khalid » (à savoir al-Mihdhar) était dans la pièce. On peut en déduire que l'officier responsable savait exactement qui était Khalid. Isikoff cite I.C. Smith, un ancien fonctionnaire supérieur du contre-espionnage du FBI, comme ayant fait remarquer que l'officier responsable aurait dû surveiller de plus près les gens avec qui fraternisait son informateur, entre autres pour recruter les locataires comme informateurs. « Ils auraient dû demander qui étaient ces individus et ce qu'ils faisaient là. Je suis frappé par ce manque de curiosité professionnelle. » Sur ce point, sa remarque est imparable ; d'autres spécialistes du contre-espionnage se sont dits « abasourdis » par le laxisme du FBI.

Environ six mois après son emménagement, al-Mihdhar quitta la ville en disant au propriétaire qu'il allait voir sa fille en Arabie Saoudite. Al-Hazmi partit à la fin de l'année 2000. Ce n'est que le 23 août 2001 que la CIA envoya un câble urgent à la police des frontières pour indiquer que les deux hommes étaient peut-être des terroristes. Il était trop tard. Le FBI ne comprit la connexion de San Diego que quelques jours après le 11/9, quand l'informateur entendit le nom des pirates du Pentagone et appela son agent traitant : « Je connais ces gars-là », dit-il apparemment (en parlant de al-Mihdhar et al-Hazmi), « ils ont habité chez moi. »

Mueller, le directeur du FBI, a obstinément répété que le FBI n'aurait rien pu faire d'autre pour déjouer le complot du 11 Septembre. Cette affirmation est évidemment absurde. Les futurs pirates présumés étaient surveillés non seulement par le FBI, mais aussi par le Mossad. Celui-ci gardait un point d'observation à Hollywood, en Floride, et détenait une maison d'observation sécurisée près de l'appartement où habitaient Atta et Shehhi (*Die Zeit,* 1er octobre 2002).

## Atta, Shehhi, Hanjour et Jarrah étaient-ils capables de piloter de gros avions ?

Outre la question de savoir s'ils étaient ou non des agents étasuniens, il reste toujours pertinent de se demander (c'est d'ailleurs une question tout aussi valable pour Lee Harvey Oswald et Timothy McVeigh) si Atta, Shehhi, Hanjour et Jarrah étaient physiquement et mentalement capables d'exécuter les actes criminels qu'on leur attribue. Les lampistes peuvent tenir tous les discours qu'on veut, mais peuvent-ils les mettre en pratique ? En d'autres termes, sont-ils en mesure, indépendamment de toute velléité criminelle, de déclencher les effets observés ? Si tel n'est pas le cas, nous sommes en présence d'une impossibilité physique, exactement comme dans les cas d'Oswald et McVeigh, et nous devons chercher ailleurs les vrais coupables. Voici une synthèse de ce qu'a dit la presse :

Atta, le pirate présumé du vol AA11, et Shehhi, le pirate présumé du vol UA175, qui se sont tous deux jetés contre le WTC, ont pris des centaines d'heures de cours à Huffman Aviation. Ils ont également suivi des cours supplémentaires chez Jones Aviation Flying Service Inc., qui opère à partir de l'aéroport international Bradenton de Sarasota. Selon le *Washington Post*, ils échouèrent partout. Un instructeur de Jones, qui a demandé l'anonymat, a déclaré qu'Atta et Shehhi étaient venus en septembre ou octobre [2000] demander à prendre des leçons de pilotage. Atta était particulièrement difficile : « Il ne vous regardait pas en face. Quand vous lui parliez, il ne vous regardait pas dans les yeux. Sa capacité de concentration était très réduite. » Il ajoutait aussi qu'aucun des deux hommes n'avait été en mesure de passer les tests de niveau I de poursuite

et d'interception. Après quelques mots bien sentis, dit l'instructeur, ils sont partis… « Nous ne les avons pas fichus dehors, mais ils n'étaient pas à la hauteur » (*Washington Post,* 19 septembre 2001). Ces pilotes hors normes ont-ils pu exécuter les manœuvres difficiles pour précipiter les avions à grande vitesse contre les tours, en improvisant tout simplement ?

## Hani Hanjour le paumé

Jusqu'à présent, nous avons peu parlé de Hani Hanjour, que le FBI accuse d'avoir précipité l'avion du vol AA77 sur le Pentagone. Selon la presse, Hanjour s'est rendu trois fois au Maryland Freeway Airport (à Bowie, au nord de Washington DC), à partir de la mi-août 2001, pour tenter d'obtenir la permission d'utiliser un des avions de l'aérodrome. Mais il était simplement inepte et trop maladroit. C'est un point essentiel, car l'avion qui a heurté le Pentagone a effectué une manœuvre remarquable dont un pilote chevronné aurait pu être fier. Or, Hani Hanjour était visiblement un lamentable raté. La description qui suit est tirée de *The Prince' George's Journal* (Maryland), 18 septembre 2001 :

> Marcel Bernard, l'instructeur responsable de cet aérodrome, déclara que le nommé Hani Hanjour avait volé avec des instructeurs de l'aérodrome à trois reprises à partir de la deuxième semaine d'août, sur un Cessna 172 ; il espérait pouvoir louer un avion chez nous… Hanjour avait une licence, dit Bernard, mais avait besoin de ce qu'on appelle un « contrôle » pour juger de ses connaissances avant qu'on accepte de lui louer un avion de Freeway Airport, qui est parallèle à la Route 50.
>
> Les moniteurs ont dit à Bernard qu'après trois vols, ils ne pensaient pas que Hanjour puisse voler en solo et que ce dernier paraissait très déçu… Certains articles disent qu'Hanjour avait obtenu sa licence en avril 1999 mais que celle-ci avait expiré six mois plus tard parce qu'il avait omis de passer un examen médical indispensable. Il s'était également entraîné quelques mois en 1996, dans une école privée de Scottsdale (Arizona), mais n'avait pas terminé le cursus parce que les instructeurs l'avaient jugé inapte.
>
> Hanjour avait 600 heures inscrites dans son journal de bord, mais les moniteurs se sont dits surpris qu'il ne pilotât pas mieux que cela avec une telle expérience, précisa Bernard. Pete Goulatta, agent spécial et porte-parole du FBI, a déclaré que l'enquête pénale était en cours et qu'il ne pouvait rien ajouter.

Hani Hanjour aurait exécuté un incroyable virage à 270 degrés en descendant de 7 000 pieds jusqu'à une altitude plus basse que la cime des arbres pour frapper le Pentagone ; c'est probablement la manœuvre la plus difficile effectuée par les kamikazes du 11 Septembre. Or cet homme n'était pas jugé capable de piloter un Cessna ! Et que dire de Jarrah, le pilote-suicide présumé du vol UA93, l'avion qui fut détruit près de Shanksville en Pennsylvanie ? Comme pilote, il ne valait pas mieux. Arne

Kruithof raconta que lorsque Jarrah s'était présenté pour prendre des leçons, il avait « fallu lui faire mettre les bouchées doubles. Ses connaissances paraissent quelque peu farfelues. » Il obtint bel et bien sa licence de pilotage, mais ne put jamais devenir pilote professionnel malgré ses 200 heures de vol. D'après Kruithof, « il lui en aurait fallu bien plus. »

Le co-locataire de Jarrah était l'Allemand Thorsten Biermann. Celui-ci s'entendait assez bien avec lui, mais refusa très vite de voler avec Jarrah aux commandes, parce qu'il avait obstinément refusé de faire le plein avant un vol par mauvais temps. À l'atterrissage, le réservoir était presque vide. Biermann : « Je me suis juré de ne plus jamais voler avec lui. Tous ceux que je connais pensaient la même chose » (Longman, p. 91-92).

## Les braves d'al-Qaida : nuls et obtus

Les pirates présumés du vol AA77, Nawaf al-Hazmi, Khalid al-Mihdhar et Hani Hanjour, ont tous séjourné à San Diego pour essayer de prendre des leçons de pilotage. Selon certaines publications, « deux de ces hommes, al-Hazmi et al-Mihdhar, ont aussi fréquenté une école de pilotage, qui ne les a pas gardés parce qu'ils parlaient trop mal l'anglais et qu'ils étaient incompétents aux commandes… [Au printemps 2001], deux d'entre eux sont allés à Montgomery Field, un aérodrome local… pour essayer d'y suivre des cours. Ils ont parlé à des moniteurs du Sorbi's Flying Club qui ne leur ont donné que deux leçons avant de leur conseiller d'arrêter. "Leur anglais était épouvantable et leurs connaissances en mécanique encore pires", a déclaré un moniteur qui souhaite rester anonyme. "On aurait dit qu'ils n'avaient même jamais conduit une voiture… C'était des types sympas, mais en avion, ils étaient nuls et obtus" » (*Washington Post,* 24 septembre 2001).

Au bout de deux vols, Rick Garza, le chef moniteur de Sorbi's, dit à al-Mihdhar et al-Hazmi : « Cela ne va pas faire l'affaire. » Garza confiera plus tard que les deux hommes « n'avaient aucune idée de ce qu'ils faisaient » (*Washington Post,* 30 septembre 2001). Ils ne cessaient de parler de piloter de grands *jets* mais, quand Garza demanda à l'un d'eux de dessiner un avion, **« il l'a dessiné avec des ailes dans le mauvais sens »** (*Chicago Tribune,* 30 septembre 2001). « Il était évident qu'ils ne seraient jamais pilotes » (*London Observer,* 7 octobre 2001). Ces deux pilotes imaginaires, bien qu'étant prétendument les plus aguerris et les plus expérimentés de tout le groupe des 19, ont fait des crises de panique en vol, au cours desquelles ils se sont mis à prier à haute voix. La version officielle ne précise pas s'ils étaient aux commandes, mais les détails de cette partie du récit sont entourés d'un voile de mystère, comme tout le reste, d'ailleurs.

En plus des 4 pilotes-suicides présumés, la commission du 11/9 mentionne une « quinzaine de pirates musclés » qui devaient faire irruption dans les cabines, immobiliser le pilote, le copilote et le reste du personnel navigant à l'aide de cutters et de canifs, maîtriser les passagers et garder la porte de la cabine après en avoir pris le contrôle. La commission nous dit : « Les soi-disant pirates musclés n'étaient pas très costauds ; comme les autres, ils mesuraient entre 1,65 m et 1,70 m et étaient assez minces » (registre n° 16, p. 8). C'était donc cela, les farouches soldats qui devaient mater la résistance des pilotes de lignes, dont beaucoup venaient de l'armée de l'Air et étaient des anciens combattants, sans parler des navigants, des hôtesses ni du public ?

Quels étaient le calibre et la véritable capacité d'action de ces personnages ? La propagande étasunienne a intérêt à les présenter comme des individus habiles, et même redoutables, ayant les moyens de mener à bien les spectaculaires actes terroristes du 11 Septembre. Mais à certains moments, le pathétique des lampistes fait surface. Dans le rapport 16 du secrétariat, « Résumé du complot du 11/9 », nous lisons que Khalid Sheikh Mohammed (KSM, présenté par le régime Bush comme le cerveau) « et ben al-Shibh ont déclaré tous les deux qu'au début de l'an 2000, Shehhi, Atta et ben al-Shibh avaient rencontré KSM à Karachi pour s'entraîner à vivre aux États-Unis et apprendre à lire les horaires des compagnies aériennes. » Si, au printemps 2000, ils étaient encore incapables de lire ces horaires sans aide, ces singuliers personnages avaient encore du pain sur la planche avant le 11 Septembre. Quoi qu'il en soit, les témoignages réunis juste après le 11/9 semblent tous concorder pour dire que c'étaient des bons à rien. Un plaisantin a même dit que c'était le genre de types qui n'auraient jamais pu passer leur permis de conduire ailleurs qu'au New Jersey *.

Les récits inspirés par l'histoire officielle tentent généralement de faire croire que les exploits d'Atta, Shehhi et Hanjour ont été relativement faciles à exécuter. Mais quand il s'agit du vol UA93 sur Shanksville, le ton change. Là, la version officielle doit expliquer pourquoi les passagers, qui croyaient avoir réussi à déloger du cockpit Jarrah et ses acolytes, n'ont pas réussi à poser l'avion. L'un des passagers était un pilote expérimenté d'avions légers, mais qui avait également fait des simulations de vol sur un jet d'entreprise Falcon. Aurait-il pu faire atterrir l'appareil ? Dans son livre sur le vol UA93, Jere Longman du *New York Times* cite Hank Krakowski, pilote de 737 et responsable des vols de United Airlines le 11 Septembre. D'après lui, « si cet homme était un pilote professionnel constamment en vol, cela aurait été possible. Si c'était un pilote occasionnel, il aurait eu de grosses difficultés. On peut arriver à mettre un

* État connu pour ses très mauvais conducteurs.

petit bateau à quai, mais c'est infiniment plus difficile pour un bâtiment de croisière. Le problème tient à la masse de la machine, à l'énergie et la sensation. Un tel appareil ne répond pas de la même manière qu'un petit avion. Son énergie cinétique est beaucoup plus grande. Pour ressentir des choses comme ça, il faut de l'entraînement» (Longman, p. 188). Ces problèmes sont évidemment les mêmes qu'auraient rencontrés les pirates, non pas pour atterrir, mais pour atteindre leurs cibles. Dans leur cas, sans aucune aide extérieure, les chances de succès auraient difficilement pu être meilleures.

## Pourquoi n'ont-ils pas été arrêtés ?

Au cours de l'été 2001, les services de renseignement étasuniens reçurent de nombreux avertissements de leurs homologues étrangers à propos de risques d'attentats terroristes. Le MI-6 affirme avoir attiré l'attention des États-Unis en 1999 sur les projets d'al-Qaida d'utiliser des avions de ligne comme «bombes volantes». Début août 2001, cet avertissement fut réitéré, en précisant cette fois le risque de détournements multiples. Vers la même époque, les Îles Caïman informèrent les États-Unis qu'al-Qaida était en train «d'organiser un acte terroriste d'envergure contre les États-Unis par le biais d'une compagnie aérienne ou d'un avion.» Fin juillet, l'Égypte fit savoir aux États-Unis que 20 agents d'al-Qaida se trouvaient sur leur sol et que 4 d'entre eux avaient pris des leçons de pilotage. En juin, l'Allemagne signala que des terroristes du Proche-Orient se préparaient à utiliser des avions de lignes comme armes offensives contre «d'éminents symboles étasuniens et israéliens.» Le 7 septembre, l'Italie fit part d'un projet d'attaque contre les États-Unis et le Royaume-Uni qui utiliserait des avions comme armes ; l'informateur était le père Jean-Marie Benjamin, un éminent spécialiste du monde musulman. À la fin de l'été, la Jordanie transmit le contenu d'un message intercepté selon lequel une vaste attaque, désignée sous le code «le Grand Mariage», était imminente. Ce document précisait qu'elle aurait lieu sur le sol américain et impliquerait un avion. En août, la Russie avertit les États-Unis d'une attaque d'environ 25 terroristes, dont des pilotes-suicides, qui viserait des «bâtiments importants tels que le Pentagone.»

En juillet, le ministre taliban des Affaires étrangères, Walik Ahmed Muttawakil, découvrit que ben Laden préparait une «immense attaque» aux États-Unis. Il envoya un émissaire transmettre cette information au consul général des États-Unis ainsi qu'à un officier des services secrets étasuniens. Fin juillet 2001, la communauté juive d'Argentine eut vent d'une grande attaque contre les États-Unis, l'Argentine ou la France. Cela fut communiqué aux États-Unis. Le 16 juillet, le MI-6 fit savoir à Tony Blair qu'al-Qaida était «au stade final» d'un grave attentat terroriste

contre l'Occident. Ce constat s'appuyait sur l'interprétation d'informations venant du GCHQ, la NSA britannique, ainsi que de la CIA et de la NSA, transmises par les Britanniques conformément à un accord de longue date avec les États-Unis. En juin, trois Pakistanais qui se trouvaient dans les îles Caïman parlèrent publiquement d'un attentat sur New York avec un avion détourné. Les services secrets des États-Unis furent prévenus. Fin août, le Président égyptien Moubarak avertit personnellement des fonctionnaires étasuniens que ben Laden s'apprêtait à attaquer une cible américaine sur le sol américain. Fin août, la France envoya un avertissement général signalant que quelque chose d'important se tramait. L'Inde y ajouta sa propre mise en garde mi-juillet. Au début du mois d'août, Israël affirma qu'entre 50 et 200 terroristes d'al-Qaida sur le sol des États-Unis se préparaient à « un assaut d'importance » qui viserait « une cible de grande envergure. » Le 23 août, Israël envoya une liste de 23 terroristes où figurait le nom de 4 hommes qui devaient être cités plus tard par le FBI, dont Atta. Également en août, le Maroc prévint d'une opération d'envergure à New York en automne, visant éventuellement le WTC. En août encore, un prince du Golfe dit à Robert Baer, un ancien de la CIA, qu'une « opération terroriste spectaculaire » aurait bientôt lieu. Baer transmit à un fonctionnaire haut placé de la CIA et au centre de contre-terrorisme de la CIA (cooperativeresearch.org).

Naturellement, tous ces gouvernements voulurent se présenter sous un jour favorable après le 11 Septembre ; affirmer qu'ils avaient prévenu les États-Unis fit un bien fou à *l'amour-propre* des MI-6, Mossad, SDECE, SISMI et autres FSB. Ces rapports doivent donc être pris *cum grano salis* *. Les fonctionnaires étasuniens nient l'existence de certains de ces avertissements (y compris de celui personnellement remis par Moubarak), reconnaissant que certains sont peut-être vrais. Mais, même si à peine un quart des avertissements revendiqués après coup ont été effectivement envoyés, c'est une révélation accablante pour les CIA, FBI, NSA et le reste du secteur du renseignement au coût démesuré de 40 milliards de dollars par an. Et, bien sûr, la commission du 11 Septembre n'avait aucun intérêt à avouer que des agences étrangères avaient lancé des mises en garde ; son rapport ne dit pas un mot du MI-6 et du Mossad, les deux « poids lourds » les plus redoutables et les plus dangereux de la planète en matière de renseignement, que toute enquête sérieuse aurait dû passer au peigne fin.

Le lecteur ne doit pas se laisser désorienter par le fait que la plupart de ces avertissements mentionnaient al-Qaida et/ou ben Laden. Cette organisation existe plus ou moins, mais elle existe sous la forme typique d'une opération sous fausse bannière : le panonceau sur la porte d'entrée et le

* Avec prudence (litt. « avec un grain de sel »). (NdT)

badge remis aux membres, pour ainsi dire, disent « al-Qaida », et le prédicateur véhément qui exhorte ses troupes correspond le plus souvent à ben Laden. Il est donc tout à fait possible qu'une taupe avertie, dans son bureau de la CIA ou du FBI, soit édifiée en apprenant par les dépêches ce que ses propres lampistes ont été vus en train de préparer. Et n'oublions pas que l'une des spécialités des lampistes est de se faire remarquer.

Au printemps 2002, le régime Bush se lança dans une profusion de protestations pour affirmer que rien n'aurait pu prévenir les attentats du 11 Septembre. « Je ne pense pas que quiconque aurait pu prédire que des gens allaient prendre un avion pour le jeter contre le WTC, et un autre contre le Pentagone, et qu'ils essaieraient d'utiliser un avion comme un missile » affirma Miss Rice la renfrognée (16 mai 2002). Bush lui emboîta le pas : « Sur la base de tout ce que j'ai vu, je ne pense pas que quiconque aurait pu empêcher l'horreur du 11 Septembre » (7 juin 2002). C'est ce que j'appellerais des effets de manche pour sauver sa peau.

Néanmoins, à l'été 2001, le gouvernement italien avait reçu une série d'avertissements du même genre et pris des mesures en conséquence. En juillet 2001, pendant le sommet économique mondial des pays du G-8, les Italiens bouclèrent une grande partie du centre de la ville de Gênes qui fut interdit aux personnes non autorisées. Des avions de chasse patrouillèrent l'espace aérien et la police anti-émeutes fut omniprésente dans les rues. À coup sûr, tous les congés et permissions furent annulés pour les policiers et les militaires de la région, et aucune grande manœuvre susceptible de retirer des hommes et faire dévier l'attention des opérations antiterroristes ne fut programmé à cette période-là. Tout l'espace aérien au-dessus du port italien le plus animé fut bouclé. Pour sa part, Bush passa la nuit sur un navire de guerre étasunien au large. Des mesures semblables auraient pu réduire les dégâts matériels du 11 Septembre.

## À quoi les pirates de l'air pensaient-ils donc se livrer ?

Les lampistes se laissent diriger par la tromperie, et la tromperie est l'art de faire faire quelque chose à quelqu'un pour une raison donnée alors que la véritable raison est totalement différente. Si nous sommes prêts à admettre que les pirates de l'air sont bel et bien montés dans les avions – ce qui n'est pas prouvé – c'est qu'ils devaient être convaincus de poursuivre un certain but. En d'autres termes, ils devaient avoir une intention subjective précise. Croyaient-ils participer à une mission-suicide ? Cela relève de la pure spéculation, mais cela n'est pas prouvé non plus. Tout au contraire : il est difficile d'imaginer Atta, buveur invétéré de vodka et client assidu de boîtes de nuits, en suicidaire ; cela vaut aussi pour ses camarades. Peut-être pensaient-ils réaliser un détournement traditionnel dont ils ressortiraient vivants.

En tout cas, ils ont pris soin de laisser d'abondantes traces destinées à être trouvées. C'est le cas du contenu de la voiture louée retrouvée dans un aéroport du Maine, ou des bagages prétendument abandonnés par Atta quand son avion a décollé. On y trouve soi-disant son testament qui trahit la volonté de minables spécialistes amateurs de « paraître islamistes », comme l'ont montré Robert Fisk et d'autres. Nous n'essaierons pas d'expliquer la survie miraculeuse du passeport d'un pirate qui aurait été retrouvé près du WTC après les événements. Pour remplir leur fonction, les lampistes doivent être poussés à laisser une série d'indices et de preuves qui les reliera, eux et le groupe qu'ils sont censés représenter, aux actes odieux dont ils seront accusés. Mais dans le cas du 11/9, rien de tout cela ne parvient à convaincre, bien au contraire. L'énigme est entière : à quoi les pirates de l'air (en supposant qu'il y en eût) pensaient-ils donc se livrer le jour du 11 Septembre ?

## Les individus accusés de détournement étaient-ils physiquement capables de piloter les avions ?

La meilleure réponse à cette question sera sans doute obtenue en interrogeant des pilotes professionnels chevronnés. Comme on s'en doute, les avis disponibles sur ce sujet sont peu nombreux. L'hégémonie du mythe du 11/9 est considérable dans la population en général ; quant aux pilotes de lignes, membres d'une corporation professionnelle, ils ont leurs propres problèmes. La plupart sont des officiers en retraite ; en général ils évoluent dans des milieux fréquentés par beaucoup de militaires. S'ils sont en activité, ils peuvent craindre de perdre leur emploi. S'ils sont à la retraite, ils ne veulent peut-être pas se laisser entraîner dans une controverse qui, loin de leur apporter des avantages, ne leur vaudrait que des ennuis inutiles. Néanmoins, il existe suffisamment de preuves pour conforter le doute que les quatre personnages ineptes désignés dans la version officielle, aient été capables de diriger un avion de la manière observée.

Piloter un gros avion de ligne moderne n'est pas particulièrement éprouvant tant que l'appareil peut se diriger grâce à son circuit de guidage intégré et à son pilote automatique qui lui, dépend de balises radio, d'aides à la navigation et de satellites de positionnement terrestre, etc. Tant que l'avion suit son plan de vol prévu, le pilote fait plus office de surveillant que de conducteur. Mais l'entreprise assignée aux pirates change la donne. Les pirates sont censés avoir brutalement soustrait les avions de la zone d'influence des aides à la navigation, balises et autres systèmes de positionnement, pour les diriger par leurs propres moyens vers trois des cibles prévues, alors que l'avion était plongé dans une atmosphère de conflit et de stress et qu'ils pouvaient craindre en permanence qu'un chasseur finisse par les accoster et les inviter à le suivre. Le problème

consiste à passer du vol aux instruments au vol à vue dans un contexte où tous les instruments destinés à apporter habituellement une aide sont hors service.

En plus des opérations de pilotage proprement dites, se pose aussi la question de la navigation. Par une belle journée telle que le 11 septembre 2001, il était possible de suivre certains repères topographiques d'un point à un autre en utilisant, en outre, certains repères routiers. Pour les avions venant de Boston, un expédient évident aurait consisté à voler vers l'ouest, à trouver le fleuve Hudson et à virer vers la gauche en direction de New York. Or, ce n'est pas ce que montrent les cartes publiées dans les journaux de l'époque. Au lieu de prendre appui sur des repères géographiques et routiers, les avions ont effectué de singuliers détours, sans tenir compte des cours d'eau ni des points de référence connexes. De vrais pirates auraient cherché à atteindre leur but le plus rapidement possible avant d'être interceptés. Mais l'avion du 11/9 ne s'est pas gêné pour dévier de 50 miles dans la mauvaise direction. Tout cela rend l'histoire officielle très peu plausible.

La commission du 11 Septembre a fourni ses propres cartes des itinéraires suivis par les avions piratés. On y trouve des anomalies criantes qui auraient dû susciter la curiosité de la commission, mais il n'en fut rien. Les pirates n'ont pas choisi les chemins les plus directs vers leurs cibles : ils ont effectué de longs et dangereux détours. De vrais pirates de l'air auraient su que le plus grand danger pour eux serait d'être interceptés par des avions militaires. Ils n'auraient pas pu se permettre la moindre déviation de la trajectoire directe vers leur cible. Un autre itinéraire évident pour le vol AA11 aurait été de voler sud-ouest au-dessus de Rhode Island et du Connecticut, jusqu'à la rive du détroit de Long Island, avant de descendre l'East River pour frapper la tour nord. Cela aurait aussi simplifié la navigation à cause du point de repère constant offert par la côte du Connecticut, le détroit, et la côte nord de Long Island. Or, quand il quitta son cap prescrit, le vol AA11 vira vers le nord-ouest pour frôler l'angle sud-ouest de l'État du Vermont. Il alla bien au nord d'Albany avant d'effectuer un virage à 270 degrés pour prendre à peu près un cap vers le sud et suivre plus ou moins l'Hudson vers New York.

Pour le vol UA175, le même trajet au-dessus de Rhode Island, du Connecticut, le long du détroit et de l'East River vers le sud eût été le chemin le plus direct et le plus pratique pour des pilotes amateurs d'avions légers. Or, d'après la carte de la commission du 11 Septembre, cet avion aurait traversé le sud de l'État de New York et le nord du New Jersey pour entrer en Pennsylvanie avant de reprendre un cap nord-est vers la tour sud du WTC.

La trajectoire du vol AA77 est encore plus difficile à apprécier en raison d'un grand nombre d'anomalies. D'après la carte de la commission, cet avion aurait parcouru tout le trajet vers le point de rencontre du sud de

l'Ohio, du Kentucky et de la Virginie Occidentale avant de virer à nouveau vers Washington. Cette carte omet un détour de cinq minutes en forme d'anse de carafe au-dessus de l'isthme de Virginie Occidentale, qui a suscité une vive curiosité et de nombreux doutes lors de sa publication dans *USA Today* et d'autres journaux.

Enfin, le vol UA93, qui avait décollé en dernier, traversa toute la Pennsylvanie, entra dans l'Ohio au nord et se trouvait à l'ouest de Cleveland quand il vira finalement vers l'est.

De vrais pirates de l'air n'auraient jamais toléré ces interminables détours. Le temps leur était compté pour qu'ils puissent commettre leurs crimes, et chaque avion du 11/9 sans exception aurait dû choisir un itinéraire bien plus direct. Cet état de fait renforce encore les soupçons qui planent sur la cohérence de la version officielle et donnent à penser que la réalité n'est pas telle que la commission du 11 Septembre et ses prédécesseurs la prétendent.

## La critique de Moubarak

Le 15 septembre 2001, dans une interview à CNN, le Président égyptien Hosni Moubarak commenta les événements du 11 Septembre. Son témoignage est intéressant parce que cet homme a fait toute sa carrière comme pilote de chasse dans l'armée de l'Air égyptienne. Il a également fait partie des dirigeants politiques qui ont tenté d'avertir les États-Unis de ce qui se préparait à l'été 2001. Avant tout, Moubarak déclara qu'il trouvait la version officielle des États-Unis, qui était en train de prendre forme à ce moment-là, techniquement peu plausible. Moubarak : « Aucun service de renseignement au monde n'aurait pu dire qu'ils prendraient des avions de ligne avec des passagers à bord pour heurter les tours et le Pentagone ; ceux qui ont fait ça devaient avoir survolé les parages très souvent, par exemple. Le Pentagone n'est pas très haut, un pilote qui veut le viser doit avoir souvent survolé le secteur pour savoir quels seront les obstacles qu'il rencontrera en volant à si basse altitude avec un gros avion de ligne pour toucher sa cible à un endroit précis. Quelqu'un a étudié ça de très près ; quelqu'un a souvent survolé le secteur. »

Flairant une contestation de la version orthodoxe, le journaliste de CNN objecta : « Suggérez-vous qu'il puisse s'agir d'une opération intérieure ? puis-je vous demander, qui se trouve derrière cela selon vous ? » Moubarak : « Franchement, je ne veux pas tirer des conclusions hâtives… Parce que de telles choses perpétrées aux USA, ce n'est pas facile pour des pilotes formés en Floride, tant de gens s'entraînent pour passer la licence de vol, cela ne signifie pas qu'ils sont capables de telles actions terroristes. Je vous parle en tant qu'ancien pilote, je connais ça très bien, j'ai piloté de très gros avions, j'ai piloté des chasseurs, je connais cela très

bien, ce ne sont pas des choses faciles, c'est pourquoi je pense que nous ne devons pas conclure trop vite » (Meyssan 2002, p. 26). On sent que Moubarak retient son scepticisme pour des raisons diplomatiques ; il ne croit pas à la version officielle et il a de bonnes raisons pour cela (www.ahram.org.eg/weekly/2001/557/intrvw.htm).

## Nikki Lauda : une véritable expérience de pilotage sur Boeing était indispensable

Le lendemain du 11/9, dans une émission de télévision diffusée aux heures de grande écoute, deux pilotes de ligne allemands expérimentés, tous deux totalisant de nombreuses heures de vol sur des Boeing 757 et 767, tombèrent d'accord pour dire que ni un vrai simulateur de vol professionnel ni, encore moins, un logiciel de simulation sur PC ne suffisaient pour conférer l'expérience affichée par les prétendus pilotes-suicides. L'animateur Gunther Jauch leur demanda si les pirates auraient pu piloter ces avions.

Voici l'appréciation du capitaine Joerg Kujak : « Non. Ce n'est pas si facile », quoiqu'en pensent beaucoup de profanes. « Cela n'aurait pas marché. Un amateur est incapable de diriger avec précision un gros avion de ligne, ni avec le pilote automatique, ni manuellement. Il lui faut une formation, pas forcément de trois ans, comme pour la formation d'un pilote dans une école de l'air, mais quand même d'un certain temps. Il lui faut une formation de base sur ce genre d'avion en particulier et sur un avion à réaction en général ; de plus, il faut qu'il sache le piloter manuellement. Sur un PC, on n'a pas du tout les mêmes sensations, par exemple pour les tableaux de correction, pour l'accouplement d'orientation, pour le changement de situations. Si vous mettez le pied sur l'accélérateur, le jet se cabre parce que les moteurs sont sous les ailes et ce serait trop pour un amateur ; non, on ne peut pas faire ça sans entraînement. »

Nikki Lauda, le légendaire pilote de Formule 1, était pilote d'avions et avait créé sa propre compagnie aérienne. Jauch lui demanda : « Est-ce facile d'apprendre, nous avons vu qu'une vidéo a été trouvée sur le siège d'une voiture près de l'aéroport de Boston et on croit que c'est la voiture d'un pirate de l'air qui a utilisé cette vidéo pour apprendre à quoi ressemble l'intérieur d'un cockpit. Est-ce aussi facile, par exemple, d'apprendre cela avec un simulateur sur ordinateur ? »

Lauda estime que « ces messieurs ont été correctement entraînés à piloter des avions comme ça. » Il souligna en particulier : « Il faut savoir exactement quel est le rayon de virage d'un avion de ce type, si on essaie de percuter le WTC. Cela signifie qu'il devait s'agir de pilotes bien formés au pilotage des 767 ou 757, autrement ils seraient passés à côté. Un pilote à moitié entraîné n'aurait pas tenté cela, parce qu'il n'aurait pas

touché sa cible. Ce n'est pas facile en sortant d'un virage… En sortant d'une courbe, il faut connaître exactement le rayon de virage qui provient de la vitesse de l'avion pour pouvoir calculer la trajectoire, afin d'atteindre exactement la cible. »

Jauch demanda ce qui était le plus difficile à viser, le WTC ou le Pentagone. Lauda : « Eh bien, ce qui m'a impressionné, c'est l'organisation de toute cette affaire, parce que s'il n'avait pas fait beau, ça n'aurait pas été possible du tout car dans ce cas-là, on ne peut rien y voir. Ils volaient à vue avec ce qu'on appelle le VFR *. Et le WTC est relativement facile à trouver parce qu'il se détache si haut… Pour le Pentagone, ce n'est pas pareil : c'est un bâtiment peu élevé. Cela signifie, selon moi, qu'ils devaient être suffisamment entraînés, qu'ils devaient avoir survolé la région de New York, à mon avis, afin de voir la scène d'en haut, repérer le bâtiment et savoir comment l'atteindre au mieux. » Frapper un bâtiment bas comme le Pentagone est « encore plus difficile » que pour le WTC. Lauda : « Cela signifie piquer en sortant d'un virage et frapper quand même le bâtiment en plein milieu. Pour faire cela, il faut être le mieux entraîné possible. D'après moi, un pilote normal aurait du mal, tout simplement parce que ce n'est pas le genre de choses que l'on est préparé à faire. Cela veut dire qu'ils ont dû être super-entraînés pour manier un avion avec tant de précision. »

Jauch demanda alors si le meilleur, le plus cher des simulateurs professionnels permet de s'entraîner à cela. Pour Lauda, le simulateur de vol n'est qu'un préalable. « Je ne pense pas qu'un simulateur seul serait suffisant pour connaître la géographie de New York et savoir exactement quel angle adopter. Je crois que ces gens-là avaient déjà piloté ces avions ; ils étaient peut-être pilotes pour une compagnie aérienne, pour manier un avion comme cela – en vol réel, pas sur simulateur – et pouvoir réussir leur attentat » (Wisnewski, p. 38-40). Naturellement, même le FBI n'a jamais attribué une telle expérience aux présumés pilotes-suicides : l'entraînement sur un 757 ou un 767 n'était pas dispensé chez Huffman Aviation.

## Le séminaire de Grand-Pré

Dans les jours qui suivirent le 11 Septembre, un groupe privé de pilotes militaires et civils organisa un séminaire consacré à cette question essentielle de la version officielle : les pirates avaient-ils pu piloter les avions avec la précision nécessaire ? Au terme de 72 heures de discussions et de débats, ils publièrent un communiqué de presse résumant leurs conclusions : « La prétendue attaque terroriste était en réalité une opération

* Visual Flight Rules, ou règles de vol à vue. (NdT)

militaire contre les États-Unis, superbement exécutée ; cette opération a demandé des compétences militaires de pointe dans le domaine du commandement, des communications et du contrôle. Elle a été parfaite dans sa synchronisation, dans le choix des avions appelés à servir de missiles et dans l'envoi coordonné de ces missiles vers leurs cibles choisies à l'avance. » Le rapport du séminaire exprime de graves doutes sur la question de savoir si les présumés pirates, qui étaient censés avoir été formés sur des petits Cessna, auraient pu localiser sans se tromper une cible située à plus de 300 kilomètres de leur point de décollage. Les participants mirent également en question la capacité des pirates de se débrouiller dans le labyrinthe des IFR * entre le moment du détournement et celui de l'impact. Un des organisateurs du séminaire, le colonel à la retraite Donn de Grand-pre, déclara que des novices n'auraient, en aucun cas, pu prendre le contrôle des 4 avions ni orchestrer une opération aussi compliquée qui, de toute évidence, exigeait une précision militaire extrême. Le séminaire en conclut que ce n'étaient probablement pas les pirates qui étaient aux commandes des avions. Un des participants était un officier de l'armée de l'Air étasunienne qui avait effectué plus de 100 sorties pendant la guerre du Vietnam. Ce pilote de chasse expérimenté affirma : « Soit ces oiseaux avaient des pilotes de chasse fantastiques sur le siège gauche, soit ils étaient manœuvrés à distance. »

Un autre porte-parole du groupe, le capitaine Kent Hill (retraité de l'US Air Force), était apparemment un ami de Chic Burlingame, le pilote qui s'était écrasé sur le Pentagone. Hill rappela que les États-Unis avaient déjà effectué de nombreux vols non habités avec un avion semblable au Boeing 737 depuis la base militaire d'Edwards, en Californie, à travers le Pacifique jusqu'au sud de l'Australie. Hill ajouta que cet avion volait, selon un plan de vol prédéfini, sous la surveillance d'un pilote situé dans une station extérieure.

D'autres experts qui ont témoigné estimèrent que les avions auraient pu être contrôlés par impulsions électromagnétiques ou par instruments à radiofréquence à partir de plates-formes de commande ou de contrôle situées soit dans les airs, soit au sol. Le capitaine Hill affirma que les 4 avions avaient dû être synchronisés par un système d'alerte et de contrôle aéroporté avancé ** (AWACS). Ce système peut faire fonctionner plusieurs avions en même temps en déconnectant leurs instrumentations embarquées.

Selon la presse, ce séminaire de pilotes souligna également les problèmes inhérents à la version officielle. À cet égard, ils s'inspirèrent de leur propre expérience et des réactions probables de pilotes tels qu'eux-

* Instrument Flight Rules, ou règles de vol aux instruments. (NdT)

** Airborne Warning and Control System. (NdT)

mêmes. « Tous les membres de l'équipe d'enquête ont convenu que, même avec un revolver sur la tempe, aucun ne jetterait un avion sur un bâtiment. Il le dirigerait plutôt vers un cours d'eau ou vers un champ pour préserver au moins la vie de ceux qui sont au sol. Une autre question soulevée par l'enquête a été : pourquoi aucun des pilotes n'a-t-il alerté le contrôle au sol ? L'enquête a assuré que tous les pilotes sont entraînés à taper un code à quatre chiffres sur le transpondeur pour avertir les équipes au sol d'un détournement, mais ils ne l'ont pas fait. » Les pilotes chevronnés se montrèrent également étonnés de ce qui ne s'était pas produit. Les pilotes et les équipages des avions détournés n'avaient pas tenté de résister aux pirates de l'air. Ils n'avaient fait aucune tentative pour changer brutalement de direction, ou effectuer un piqué. Tout cela laisse penser qu'ils n'avaient plus le contrôle de leurs avions.

Un journaliste de *Portugal News,* le journal de langue anglaise le plus répandu au Portugal, demanda une évaluation indépendante de ces constatations au capitaine Colin McHattie, qui vit en Algarve. Ce pilote de 20 ans d'expérience travaillait alors pour Cathay Pacific. Il approuva les conclusions de la commission indépendante. Il ajouta que bien qu'il soit possible de piloter un avion à partir du sol, l'installation de l'équipement nécessaire à cet effet est un processus très long et exige une planification très approfondie. Le séminaire des pilotes envoya à la Maison Blanche une copie de ses conclusions, qui resta sans réponse (*Portugal News,* 3 août 2002).

## Hypothèse : Global Hawk

Les problèmes insurmontables posés par l'idée que les quatre paumés et lampistes de la version officielle ont bel et bien piloté les avions peuvent néanmoins être résolus de façon satisfaisante à l'aide d'une hypothèse impliquant l'application d'une technologie dont l'existence est connue. C'est Global Hawk, un système de guidage développé pour le Pentagone par l'Agence de la Défense pour les projets avancés de recherche (DARPA). Global Hawk est un avion-robot, la forme moderne du téléguidage connu depuis des dizaines d'années, du moins depuis les années 50, quand les missiles Nike et les canons de DCA contrôlés par radars Skysweeper utilisaient des drones téléguidés pour faire des essais. Global Hawk est une version quelque peu plus moderne et plus sophistiquée du système Predator de guidage des drones qui a été utilisé pour attaquer des cibles supposées (ainsi qu'une noce) en Afghanistan. Les Predator étaient disponibles pendant les dernières années de l'administration Clinton.

Global Hawk devint largement connu à l'issue de son premier vol trans-pacifique en avril 2001. Ce nouveau système militaire fut vanté par les médias dans les termes suivants :

> Global Hawk, un avion à réaction de l'envergure d'un Boeing 737, a décollé de la base militaire d'Edwards en Californie et a atterri lundi soir sur la base de la Royal Air Force australienne à Edinburgh (Australie.) Le vol de 8 600 miles (13 840 km) à une altitude approchant les 12,5 miles (20 km) a duré 22 heures. Il s'agit du record mondial de distance parcourue par un avion robot. Global Hawk vole sur une trajectoire préprogrammée, mais un pilote surveille l'avion au cours du vol au moyen d'une série de capteurs qui fournissent des images infra-rouges et visuelles.

D'après Rod Smith, responsable du volet australien du projet Global Hawk : « L'avion vole essentiellement tout seul, depuis le décollage jusqu'à l'atterrissage, même pendant qu'il roule sur les pistes. » La version d'avion robot Global Hawk pourrait voler sans escale pendant 36 heures. « Des systèmes nouveaux tels que Global Hawk offrent à l'Australie de grandes possibilités de surveillance, de reconnaissance et, si nécessaire, de force de combat » exultait Brendan Nelson, secrétaire parlementaire du ministère de la Défense australien (ITN Entertainment, 24 avril 2001).

L'existence d'une telle technologie sous une forme totalement opérationnelle soulève la question de savoir si elle a été installée sur des avions de ligne, et en outre, s'il est possible que de tels avions, contrôlés par un système comme celui de Global Hawk, se soient jetés sur le WTC et le Pentagone. Toute cette question est enveloppée de secret, mais il est clair qu'il est techniquement possible d'équiper des jets civils de systèmes de téléguidage de ce type capables de les piloter jusqu'à l'atterrissage (ou le crash) sous prétexte de mesure antiterroriste. Le raisonnement est le suivant : si des terroristes s'emparent d'un avion, les autorités au sol peuvent alors retirer les commandes aux pirates et ramener l'avion à bon port. Cependant, pour qu'un tel système soit efficace, il faudrait que les contrôleurs au sol soient capables de retirer aux occupants du cockpit (les terroristes et les pilotes prisonniers) toute capacité de diriger l'avion. L'activation d'un tel système désactiverait immédiatement les commandes de l'avion et les rendrait inutiles. Sinon, les pirates pourraient trouver un moyen de contourner les commandes envoyées aux servomécanismes, aux gouvernes de vol et à l'avionique par Global Hawk à partir du sol. En d'autres termes, le contrôle total de l'avion devrait se trouver au sol.

L'avantage d'un tel système sur un scénario de détournement classique est évident. Si les pirates disent au pilote : « Va à Cuba » en le menaçant de mort s'il n'obéit pas, l'avion peut être posé à Miami quoi que fassent les pirates, le tout grâce à Global Hawk. Mais qu'advient-il si le centre de contrôle au sol tombe entre les mains d'un groupe de taupes chargées de fomenter une mutinerie ou une subversion, et déterminées à utiliser l'avion comme un missile pour soutenir leur tentative de créer un nouvel ordre mondial suivant la doctrine du clash des civilisations ? C'est là que nous voyons l'immense potentiel de nuisance de Global Hawk. Tout porte

à croire que les événements du 11 Septembre ont été rendus possibles non pas grâce aux compétences de pilotage surhumaines des lampistes, mais grâce à l'intervention de professionnels compétents utilisant Global Hawk et travaillant depuis un centre de contrôle au sol ou un poste de commandement aéroporté tel qu'AWACS.

Il n'y aurait rien de nouveau dans tout ça. Les avions modernes sont équipés d'un « circuit de commandes de vol » (FCS – Flight Control System) intégré à une électronique (avionique) sophistiquée capable de poser automatiquement un avion avec une visibilité zéro. Même le décollage et l'atterrissage de gros avions à réaction sont largement automatisés ; le rôle du pilote se borne de plus en plus à être présent pour le cas improbable d'une panne des systèmes de guidage. Pour produire des événements tels que celui du 11 Septembre, il suffirait que les codes d'accès à l'ordinateur d'un avion équipé de Global Hawk tombent entre les mains de taupes ou de professionnels aux desseins malfaisants.

Un ingénieur aéronautique, Joe Vialls, a fait remarquer que la principale condition préalable pour utiliser le Global Hawk de la façon suggérée serait l'installation d'un accès supplémentaire au système informatique de l'avion, qui servirait d'interface avec le poste de commande du Global Hawk situé ailleurs. Vialls assure que la DARPA a effectivement installé ce genre de choses sur certains avions, qui dès lors sont équipés d'un « canal de commande prioritaire destiné à prendre le contrôle du FCS et à amener l'avion sur un terrain de son choix et, en deuxième lieu, d'un canal audio secret pour surveiller les conversations du poste de pilotage. Une fois le canal prioritaire activé, toutes les fonctions de l'avion passent directement sous le contrôle du sol, écartant définitivement du circuit de pilotage les pilotes et les pirates de l'air ». Vialls déclare avoir été membre de la Société des ingénieurs et techniciens diplômés en aéronautique de Londres, mais cette affirmation n'a pas pu être corroborée.

L'hypothèse Global Hawk aide également à mieux comprendre une des singularités du 11/9 : pas un transpondeur des avions piratés n'a envoyé le message codé qui signale un détournement aux contrôleurs au sol. Le transpondeur est un émetteur-récepteur radio qui envoie des signaux annonçant le nom de la compagnie aérienne et le numéro du vol indiquant ainsi la position de l'avion. Ce dispositif, qui complète le radar, devient plus important que lui pour les contrôleurs dans les couloirs aériens surpeuplés. L'hypothèse de Viall est que Global Hawk a pris le contrôle du transpondeur et l'a monopolisé pour diriger l'avion. Ainsi, aucun avion n'a signalé de détournement, puisque le canal du transpondeur qui aurait pu envoyer le message était neutralisé au profit de la commande à distance.

* Cockpit Voice Recorder. (NdT)

Vialls considère que l'absence de signal de détournement est « la première preuve solide montrant que l'avion a été électroniquement piraté à partir du sol, et non pas détourné par une fine équipe de bouffons arabes munis de canifs. »

Vialls ajoute que « l'appareil d'écoute à distance du poste de pilotage utilise les micros du cockpit qui alimentent normalement l'enregistreur des voix du poste de pilotage (CVR *), une des deux boîtes noires blindées anti-chocs, qui peuvent donc fournir aux enquêteurs des indices importants sur les raisons du crash. » Mais une fois le protocole de commande à distance activé, le « CVR est court-circuité et les transmissions vocales ne sont plus enregistrées sur la bande de 30 minutes en boucle sans fin. Dans ce cas, au bout de 30 minutes, le CVR, conçu pour enregistrer les dernières minutes avant un crash, se révélera totalement vierge. Cela expliquerait que les CVR des avions du Pentagone et de Pittsburgh aient été déclarés vierges par le FBI. Pour Vialls, cela constituerait un indice supplémentaire de l'utilisation de la commande à distance.

Nous ne savons pas si d'autres avions ont été équipés d'entrées secrètes et d'interfaces permettant d'appliquer la technologie Global Hawk. Vialls parle d'une compagnie européenne, probablement Lufthansa, qui aurait remplacé les ordinateurs d'origine de ses Boeing par des ordinateurs insensibles à Global Hawk, mais cette affirmation reste à confirmer. Il suppute également qu'environ 600 avions restent peut-être toujours vulnérables à Global Hawk
(www.pratyeka.org/World Trade Center/wot/home_ run.htm).

Après le 11 Septembre, une radio d'aviation spéciale fut découverte dans un coffre à l'hôtel Hilton Millenium près du WTC. Il s'agissait d'un transpondeur du type utilisé par les pilotes pour communiquer air-air et air-sol. Le FBI arrêta Abdallah Higazy, fils d'un diplomate égyptien, qui occupait la chambre contenant le coffre-fort avec l'émetteur-récepteur. Higazy fut libéré le 17 janvier 2002 quand on eut établi que l'appareil appartenait à un autre client de l'hôtel, un pilote privé. Et comme ce pilote n'était ni Égyptien, ni Arabe, il fut automatiquement exempt de tout soupçon, autre exemple de l'incompétence raciste du FBI. Ce transpondeur aurait pu être une radio-balise ou un appareil de positionnement ou de radio-guidage. Au cours du bombardement de la Serbie en 1999, le gouvernement local avait accusé des agents de l'OTAN d'avoir placé des radio-balises à des endroits stratégiques de Belgrade pour faciliter la campagne de bombardement (Associated Press, 17 janvier 2002).

## LE SCENARIO DU 11/9 SUR FOX ENTERTAINMENT

Comme il arrive souvent dans le monde du renseignement étasunien, la trame de cette opération fut popularisée avant les événements dans un

scénario de film. Ce téléfilm qui s'appelait « Les tireurs solitaires » fut diffusé par Fox Entertainment Network le 4 mars 2001. Les scénaristes étaient John Shiban, Vince Gilligan et Frank Spotnitz ; le metteur en scène était Rob Bowman. Le tournage avait eu lieu à New York et à Vancouver, au Canada, entre le 20 mars et le 7 avril 2000. Parmi les acteurs figuraient Tom Braidwood, Dean Haglund, Bruce Harwood et Zuleikha Robinson. Il s'agissait du pilote d'une une série de 13 épisodes auxquels Fox ne donna finalement pas suite.

Dans ce film, les gentils montent à bord du vol Atlantic National 265 censé décoller à 18 h 50 de la porte 34 à l'aéroport Logan de Boston, exactement comme Atta et Shehhi dans l'histoire officielle. Les gentils se battent contre un pouvoir gouvernemental nommé Overlord qu'ils soupçonnent de vouloir détruire l'avion. Les gentils supposent qu'une bombe a été placée à bord, aussi ont-ils apporté des renifleurs à hydrocarbures pour la localiser. Mais, cette fois, Overlord n'utilise pas de bombe : l'avion est détourné par un mystérieux système télécommandé contre lequel le pilote ne peut rien faire car les commandes ne répondent plus. L'avion semble se diriger vers New York et on voit bientôt se profiler la silhouette des Tours Jumelles. Comprenant ce qui va se passer, les gentils utilisent leurs ordinateurs portables pour essayer de se brancher sur celui d'Overlord. Au début, on craint que cela ne prenne entre sept et dix jours pour briser les défenses d'Overlord, mais les gentils accèdent au système de télécommande juste à temps grâce à la nouvelle puce électronique Octium IV et reprennent le contrôle de l'avion, qui passe à quelques centimètres des tours du WTC.
(http://www.tvtome.commission/servlets/ EpisodeGuideSummary/showid-38/)

## Doppelgänger, fantômes et apparitions

En 1995, Ziad Jarrah louait un appartement à Brooklyn et travaillait apparemment comme photographe. Le bail signé et daté est la preuve de la présence de ce Ziad Jarrah à New York. Mais il y avait un autre Ziad Jarrah ; celui-là avait 20 ans et vivait avec sa famille à Beyrouth, au Liban. Il quitta son pays en 1996 pour aller étudier en Allemagne où il se trouva une amie d'origine turque qu'il voulut épouser ; leurs fiançailles prirent fin avec le 11 Septembre. Un des deux Ziad Jarrah fut interrogé, à la demande de la CIA, le 30 janvier 2001 à l'aéroport de Dubaï pour soupçon d'activités terroristes. L'autre Ziad Jarrah, un élève du centre d'entraînement au pilotage de Kruithof à Venice (Floride), était dans sa famille au chevet de son père malade à Beyrouth. Jarrah, le plus convivial des prétendus terroristes, allait volontiers boire une bière avec Kruithof. Le faux Jarrah (Brooklyn) aurait obtenu sa licence de pilotage à Hambourg avant que le vrai Jarrah (Beyrouth) ne se rende en Floride. De

toute évidence, Jarrah avait un double (Doppelgänger en allemand) qui lui ressemblait à certains égards. Les doubles sont l'indice infaillible d'une opération menée par les services secrets
(www.cooperativeresearch.org/ essay.jsp?article=essayjarrah).

Au cours du mois d'août 2001, le trio de San Diego (al-Hazmi, al-Mihdhar et Hanjour) partit en voyage. Un ou deux d'entre eux, à des moments différents, auraient été vus à Falls Church (Virginie) en train d'essayer d'obtenir de faux permis de conduire. Ils se rendirent à Las Vegas puis à Baltimore, et passèrent ensuite dix jours dans le New Jersey. Puis, on les aurait vus dans le sud du Maryland. Mais leurs voisins de Parkwood Apartments à San Diego disent que al-Hazmi, al-Mihdhar et Hanjour sont tous restés à San Diego jusqu'au 1er septembre, ou peut-être même jusqu'au 8. Le recours à des doubles est une pratique courante des services secrets dans le cadre du terrorisme fabriqué. Si les manipulateurs ont besoin qu'un lampiste fasse quelque chose que celui-ci ne veut ou ne peut pas faire, un double intervient alors pour s'assurer que l'action requise soit bel et bien accomplie. En 1963, il y a eu à certains moments deux, voire trois Lee Harvey Oswald.

## « KSM »

Au printemps 2002, on annonça qu'un certain Khalid Sheikh Mohammed était le « cerveau » du 11 Septembre. Quand ce même KSM fut capturé par les Américains, cet événement fut annoncé par Porter Goss, député et futur chef de la CIA, comme ayant une importance historique équivalant à celle de la libération de Paris en 1944. Dès le début, l'histoire surdimensionnée de KSM attira l'attention des sceptiques du monde entier. Quand les médias étasuniens montrèrent une vidéo de ce qui fut présenté comme la capture de KSM, Geraldo Rivera déclara : « Les journalistes étrangers qui ont vu ça ont rigolé en disant que c'était du bluff » (Fox News, Hannity et Colmes, 10 mars 2002). Gerhard Wisnewski a montré que le récit de KSM exposé par Nick Fielding et Yosri Fouda dans leur étude *Masterminds of Terror* – présentée comme le dernier cri au sujet de KSM – manque complètement d'éléments probants (Wisnewski, p. 203 ss.). Le gouvernement des États-Unis n'a jamais fait passer KSM en jugement. Aussi, tout ce qui lui est reproché relève exclusivement des on-dit et doit donc être sujet à caution. Une des incongruités flagrantes du rapport de la commission du 11 Septembre est la mesure dans laquelle des allégations non étayées sur les opérations d'al-Qaida sont considérées comme prouvées du simple fait qu'elles émaneraient de KSM, qui est l'un des témoins vedettes du rapport final, et qui reprit du service plus tard, en tant que meurtrier présumé de Daniel Pearl, journaliste du *Wall Street Journal* tué au Pakistan.

## Le mort vivant

Il se peut aussi que Nawaf al-Hazmi et Salem al-Hazmi soient toujours vivants. Selon la presse, le pirate présumé Salem al-Hazmi était vivant et en bonne santé, et travaillait dans une usine pétrochimique à Yanbou, Arabie Saoudite après le 11/9 (*Guardian,* 21 septembre 2001). Parmi les autres personnes figurant sur la liste du FBI, on a trouvé un Walid al-Shehri vivant à Casablanca au Maroc et travaillant comme pilote pour des compagnies aériennes saoudiennes. Un Abdoulaziz al-Omari a également été vu vivant, se plaignant d'avoir perdu son passeport à Denver. Un Saïd al-Ghamdi était également vivant et travaillait comme pilote en Arabie Saoudite. Khalid al-Midhar était aussi signalé comme étant en vie (Marrs, p. 17-18). Après sa rencontre avec Bush le 20 septembre 2001, le ministre des Affaires étrangères d'Arabie Saoudite, Saoud al-Fayçal, déclara qu'il « était prouvé que 5 des noms figurant sur la liste du FBI n'ont rien à voir avec ce qui est arrivé. » Le FBI, méprisant comme toujours aussi bien la vérité que l'opinion publique mondiale, a obstinément refusé de réviser la liste des personnes accusées du détournement des avions.

## Derrière la débâcle de la défense aérienne : les manœuvres du 11 Septembre

Le 11 Septembre, la défense aérienne des États-Unis s'est effondrée. Avant et après le 11 Septembre, elle fonctionnait plus ou moins normalement. Qu'est-il arrivé ce jour-là pour créer cette paralysie et pourquoi cette date a-t-elle été une telle anomalie dans le fonctionnement précédent et suivant du tandem Administration fédérale de l'aéronautique (FAA)/ Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NAADC) ? Le fin mot du travestissement de ces événements par la commission du 11 Septembre peut se trouver dans le chapitre sous-titré « Clarifying the Record* », page 31. La commission y concède que « la défense de l'espace aérien des États-Unis le 11 Septembre n'était pas assurée conformément aux exercices et aux protocoles pré-existants » (p. 31). Pourquoi donc les procédures établies ont-elles soudain été abandonnées, pour ce seul jour ? Sur ce point crucial, le rapport impressionniste et empirique de la commission du 11 Septembre reste silencieux.

Ce que la commission du 11 Septembre aurait dû faire, mais qu'elle n'a pas fait, c'était d'établir un minutage honnête et de comparer ces horaires avec les délais de notification qui auraient été appliqués si les procédures standard avaient été suivies au lieu d'être mystérieusement

* Éclaircissements apportés au dossier. (NdT)

jetées par-dessus bord. Elle aurait alors vu que le vol AA11 (tour nord) avait cessé de transmettre sa balise d'identification ami-ennemi (IFF) et s'était brutalement écarté de son chemin à 8 h 20. C'est donc à 8 h 20 que la FAA aurait dû avertir le NORAD qui, à son tour, aurait dû faire décoller immédiatement les avions d'interception. Mais la FAA a attendu 8 h 38 et les pilotes du NORAD de la base Otis de Cape Cod n'ont pas été avertis avant 8 h 40, n'ont reçu l'ordre de décoller qu'à 8 h 46 et, finalement, n'ont été en position opérationnelle dans les airs qu'à 8 h 52. Dans l'intervalle, le vol AA11 avait déjà heurté le WTC à 8 h 46. Les pilotes ont volé lentement et ne sont pas arrivés à temps au-dessus de New York pour protéger la tour sud du WTC, qui a été heurtée à 9 h 03. À ce moment-là, les *jets* d'Otis étaient encore à 71 miles de distance.

De même, le détournement du vol UA175 était évident à 8 h 42 quand l'avion a quitté son cap et que son transpondeur a été déconnecté. Cette fois, le NORAD a été averti dans la minute, à 8 h 43, mais il lui a été impossible de faire décoller un avion supplémentaire des bases du New Jersey, bien qu'il fût devenu évident à ce moment-là que l'on était en présence de détournements multiples.

La commission du 11 Septembre a également relevé que, ce jour-là, la défense aérienne des États-Unis « a été improvisée par des civils qui n'avaient jamais eu à s'occuper d'un avion piraté sur le point de disparaître, et par des militaires non préparés à la transformation d'un avion de ligne en arme de destruction massive » (p. 31). Cette affirmation relève de la plus grande malhonnêteté. Les mesures élaborées de longue date pour se défendre contre les détournements traditionnels, classiques ou normaux auraient été tout aussi efficaces contre les détournements-suicides survenus ce jour-là, tels que décrits par la commission du 11 Septembre. On soupçonne que Philip Zelikow, le directeur exécutif controversé de la commission du 11 Septembre, essayait de fournir une couverture à son ancienne collaboratrice Condoleezza Rice qui avait proféré une absurdité (« Je ne pense pas que quiconque ait pu prédire que ces gens prendraient un avion et le jetteraient contre le WTC, en prendraient un autre et le jetteraient sur le Pentagone, qu'ils essaieraient d'utiliser un avion comme missile » [16 mai 2002]). Comme Miss Rice le savait ou aurait dû le savoir, ce genre de scénario était très répandu depuis le milieu des années 90, depuis les JO d'Atlanta, depuis les menaces sur la Tour Eiffel de Paris, depuis le sommet de Gênes de 2001 ; c'était un thème de routine des exercices militaires à divers niveaux. Zelikow et Rice ont été tous deux récompensés par une promotion : Zelikow sert désormais de conseiller à Rice dans son nouveau poste de secrétaire d'État.

Pourquoi a-t-il été nécessaire d'improviser la défense aérienne ? Avant et après le 11/9, le système de défense aérienne était très apprécié pour la stabilité et la régularité de ses réactions en cas d'urgence. Définition

objective des cas d'urgence : un avion qui quitte sa trajectoire, un avion qui ne répond pas aux appels radio, un avion dont le transpondeur est en panne, un avion qui refuse d'obéir aux injonctions d'un contrôleur aérien. Dans chacune de ces hypothèses, l'urgence est déclarée et on doit faire décoller immédiatement les chasseurs pour intercepter l'avion. Intercepter ne signifie pas abattre, mais simplement que les chasseurs rejoignent l'avion qui a des ennuis, font des observations visuelles et signalent au pilote qu'il doit les suivre jusqu'à un terrain d'atterrissage. Ce n'est qu'en cas d'échec de ces tentatives, qu'il devient envisageable d'abattre l'avion. Et pour cela, le Président doit donner son accord.

La grande vertu de ce système était son automaticité reconnue par toutes les personnes concernées. Les critères étaient tous objectifs. S'il y avait le moindre doute sur la nécessité de traiter un incident comme une urgence, l'urgence était automatiquement instaurée. Tant que les directives étaient observées, rien ne passait entre les gouttes. Avant et après le 11 Septembre, le lien FAA/NORAD a fonctionné comme un moteur bien lubrifié. Soixante-sept cas d'interception réussies ont été effectués par la FAA/NORAD entre le 1er janvier et le 10 septembre 2001.

## Procédures standard : le cas de Payne Stewart en 1999

Le 26 octobre 1999, un Lear Jet transportant le fameux golfeur Payne Stewart quitta son itinéraire et parcourut 1 500 miles à travers les États-Unis avant de s'écraser dans un champ près de Mina, dans le Dakota du Sud. Stewart, qui voulait aller à Love Field (Dallas) pour un rendez-vous d'affaires, avait décollé d'Orlando (Floride) à 9 h 19. Apparemment, son avion connut une dépressurisation d'oxygène qui tua les passagers. L'avion poursuivit sa course en pilote automatique. Les contrôleurs aériens cessèrent d'obtenir des réponses radio. Suivant la procédure établie, les contrôleurs de la FAA appelèrent le NORAD pour signaler que quelque chose était arrivé à un avion en vol. Dès qu'il fut devenu manifeste que l'avion de Stewart était en détresse, l'armée fit décoller deux F-15 de la base d'Eglin en Floride qui interceptèrent l'avion et le suivirent jusqu'au Missouri. D'après les documents publiés, les chasseurs interceptèrent le jet de Stewart en 15 à 21 minutes après la rupture de contact de l'avion. Un chasseur F-16 l'approcha par-derrière et fit une inspection visuelle. Le pilote annonça que les hublots étaient couverts de givre.

Deux F-15 de la base de Tyndall (Floride) qui avaient également été envoyés pour suivre le Lear Jet firent demi-tour en voyant que les chasseurs d'Eglin étaient arrivés les premiers. Après que le Lear Jet eut atteint le Midwest, les deux F-16 d'Eglin retournèrent à leur base et quatre F-16 et un avion de ravitaillement en vol de la garde nationale de Tulsa le suivirent. Enfin, quatre F-16 de Fargo (Dakota du Nord) intervinrent et

aidèrent également à libérer l'espace aérien. D'après l'armée de l'Air, des F-16 supplémentaires furent également dépêchés de l'unité Oklahoma de la garde nationale aérienne de Tulsa mais ne servirent à rien parce que les Fargo étaient arrivés avant. Deux F-16 supplémentaires en « alerte immédiate permanente » à Fargo (Dakota du Sud) furent armés mais n'eurent pas à décoller. Voilà qui donne un exemple de ce que peut faire le NORAD quand il veut.

Le Pentagone a précisé qu'il n'avait jamais été question de descendre l'avion de Stewart, pour éviter qu'il ne s'écrase sur une zone habitée. Le porte-parole du Pentagone, Ken Bacon, ajouta : « Dès qu'il est devenu certain qu'il allait s'écraser sur une zone faiblement peuplée, nous n'avions plus de choix à faire et, donc, nous n'avons rien fait. » La FAA dérouta le trafic autour du Lear Jet et empêcha d'autres avions de voler au-dessous lui au cas où il perdrait brutalement de l'altitude (CNN, ABC, 20 octobre 1999). La base d'Andrews est à 12 miles de la Maison Blanche ; un escadron de chasseurs F-16 et un escadron de Hornets F/A18 s'y trouvaient le 11 Septembre.

Une modification fut apportée le 1er juin 2001 aux procédures standard ; ce changement introduisait le secrétaire à la Défense dans la chaîne bureaucratique. Il s'agissait d'une dérogation fondamentale à des procédures qui fonctionnaient parfaitement bien depuis quelque 35 ans. Désormais, il fallait l'autorisation du secrétaire à la Défense pour les décollages immédiats. Le Président conservait le pouvoir de donner l'ordre d'abattre un avion. Peut-être cela signalait-il non seulement qu'une couche supplémentaire s'ajoutait au processus bureaucratique, mais encore que quelque chose d'autre se tramait. Peut-être les auteurs de cette modification avaient-ils voulu introduire l'élément de désordre et d'incertitude susceptible de s'avérer nécessaire pour le succès de l'opération qui se préparait. Qui était le responsable de ce changement inutile qui équivalait à une sorte d'ordre d'immobilité passive ? La commission du 11 Septembre, comme d'habitude, reste muette.

## La commission du 11 Septembre a truqué les relevés chronologiques

La commission du 11 Septembre s'est également rendue coupable de manipulation des relevés chronologiques des événements cruciaux de ce jour. Ces relevés ont été établis et empiriquement validés par un certain nombre d'enquêteurs dont Mike Ruppert, Paul Thompson et d'autres. Ils ont été réalisés en réunissant un très grand nombre de comptes rendus de médias et, outre une analyse détaillée qui ne nous occupera pas ici, ils ont fourni la démonstration concluante que le NORAD aurait amplement eu le temps de faire décoller ses chasseurs pour intercepter le vol AA77

(Pentagone) et le vol UA93 (Shanksville). Si le système avait appliqué rigoureusement ses propres protocoles, il y aurait également eu de bonnes chances d'intercepter le vol AA11 (tour nord) et le vol UA175 (tour sud).

Mais la commission du 11 Septembre, révisant de fond en comble et de manière sidérante tout ce qui était connu sur la chronologie de ce jour, écrit : « Il s'est avéré que les responsables de la défense aérienne du NEADS ont reçu l'information sur le premier détournement avec un préavis de neuf minutes, sans préavis pour le second, sans préavis pour le troisième et sans préavis pour le quatrième » (p. 31). Le NEADS est le centre opérationnel de la défense aérienne du nord-est du NORAD. Pour la commission, on aurait dit que plus la crise durait, plus le NORAD avait besoin de temps pour réagir. Entre 8 h 55 et 9 h 41, le monde entier savait (ou croyait savoir) que le vol AA77 se dirigeait à l'est, vers Washington ; même quand les stations d'information de Washington se mirent à dire que la capitale était probablement visée, le NORAD fut incapable d'envoyer deux avions sur la ville pour fournir un bouclier minimal face à la menace de décapitation du gouvernement fédéral.

La commission du 11 Septembre prétendit hypocritement remettre ainsi les pendules à l'heure : « Plus que les événements proprement dits, les comptes rendus inexacts de ces événements par le gouvernement montrent que l'armée a été informée à temps pour réagir à deux des détournements, soulevant des questions sur l'adéquation de la réaction. Ces rapports ont eu pour effet de détourner les questions relatives à la capacité de l'armée à obtenir à temps des informations précises venant de ses propres sources. De plus, ils ont excessivement insisté sur la capacité de la FAA à fournir à l'armée, ce matin-là, les informations utiles dans les délais nécessaires » (p. 34).

Toute cette tentative pour jeter de la poudre aux yeux des lecteurs est sous-tendue par une décision stratégique de la commission consistant à prendre la FAA comme bouc émissaire et à tenter d'éloigner les enquêteurs de la piste du NORAD qui, en réalité, est la plus importante. La commission du 11 Septembre cite le témoignage d'officiers du NORAD attestant que la FAA avait appris au NEADS le détournement du vol UA93 à 9 h 16. Le rapport de la commission affirme que cette notification n'a pas pu avoir lieu car le vol UA93 n'était pas encore détourné à ce moment-là. Les dernières sessions de la commission ont donné le spectacle absurde d'officiers du NORAD remerciant les membres de la commission de les avoir aidés à corriger leur propre chronologie interne erronée et incomplète. Peut-être le NORAD avait-il très tôt décidé de répandre la poussière de la désinformation afin de neutraliser les radars de toutes les enquêtes futures. Si tel est le cas, ce stratagème semble avoir réussi.

Une des absurdités les plus évidentes exposées par le personnel du NORAD au cours des auditions de la commission du 11 Septembre fut le

conte de fées selon lequel le radar du NORAD ne pouvait voir qu'au-delà des côtes du pays et qu'il ne pouvait rien détecter à l'intérieur de l'espace aérien étasunien. En d'autres termes, le NORAD pouvait voir dehors, mais pas dedans. Lors des auditions de mai 2003, nous avons cet échange :

> **M. Ben-Veniste :** Ainsi, le jour du 11 Septembre, comme on le voit d'après ces points (je sais que ce n'est pas facile à voir), le NORAD était positionné dans un périmètre encerclant les États-Unis mais n'avait rien dans la zone centrale, rien sur la frontière avec le Canada ?
>
> **Général McKinley :** C'est exact, Monsieur.

C'est un subterfuge éhonté. Les généraux du NORAD voudraient-ils nous faire croire, par exemple, qu'un missile de croisière tiré d'un sous-marin russe, une fois qu'il a pénétré dans la zone côtière du New Jersey, n'aurait plus rien à craindre du NORAD et pourrait tranquillement finir sa promenade à Détroit ou Saint-Louis sans plus aucun risque d'être intercepté ? Ou bien voudraient-ils nous faire croire qu'un bombardier russe, une fois entré au-dessus du Minnesota, pourrait tranquillement aller bombarder Chicago parce que le NORAD ne peut plus le détecter ? Ces arguments absurdes se réfutent d'eux-mêmes. On sait que le NORAD possédait des radars à système d'alarme organisé en phases * (PAWS) de types variés qui fournissent une vue d'ensemble très complète de l'espace aérien étasunien et au-delà.

## Le groupe d'intervention antiterroriste de Cheney

En mai 2001, une semaine avant l'exécution de Timothy McVeigh, Bush émit un décret présidentiel nommant Cheney à la tête d'un nouveau groupe antiterrorisme, chargé de développer « un effort national coordonné nous permettant de faire de notre mieux pour protéger notre peuple contre des pertes catastrophiques » dit Bush. La menace d'attaques chimiques, biologiques ou nucléaires sur les États-Unis « n'est pas immédiate, mais néanmoins réelle. Dans le cas où nos efforts pour réduire la menace d'armes de destruction massive pour notre pays ne s'avéraient pas totalement couronnés de succès, la prudence dicte que les États-Unis soient entièrement préparés à gérer efficacement les conséquences de l'utilisation de telles armes ici, sur notre sol. »

Ce décret donnait à Cheney pleins pouvoirs sur les opérations antiterroristes de 46 agences gouvernementales. Ce dernier déclara que son nouveau groupe allait « trouver le moyen de répliquer de la meilleure façon possible à ce genre de désastre d'envergure qui serait causé ou provoqué

---

* Phased Array Warning System Radar : radar le plus moderne utilisé pour la défense contre les avions et les missiles.

par des personnes. » Il ajouta que les menaces dont il parlait étaient « Une arme nucléaire portable ou un agent biologique ou chimique. La menace sur les États-Unis continentaux et sur notre infrastructure change et évolue, et nous devons examiner l'ensemble de ce domaine souvent appelé sécurité intérieure ». Il annonça aussi dans une interview sur CNN que Bush allait créer un bureau au sein de l'Agence fédérale de gestion des crises (FEMA) pour coordonner les répliques du gouvernement à toute attaque biologique, chimique ou nucléaire. Cheney ajouta que son groupe d'intervention coopérerait avec le directeur de la FEMA, Joe Albaugh. Le groupe de Cheney était censé faire son rapport au Congrès et au Conseil national de sécurité (NSC) pour le 1er octobre 2001, selon les informations de la presse (AP, CNN, MSNBC, Bloomberg 8 mai 2001).

Beaucoup d'observateurs ont conclu que le soi-disant groupe d'intervention antiterroriste de Cheney n'était rien d'autre qu'un canular et qu'il n'avait jamais rien fait. Les références aux « non-actions » de ce groupe abondent. Mais si le groupe d'intervention de Cheney était infiniment plus menaçant ? Puisque ce dernier figure sur la liste des candidats au réseau des conjurés initiés, en bien meilleure place que Bush lui-même ne pourra jamais l'être, nous devons nous demander comment il a pu délibérément abuser de son autorité pour imposer ses décisions sur les compétences antiterroristes de ces 46 agences. Son omnipotence s'étendait-elle aussi aux manœuvres militaires ? Si c'est à son ouvrage qu'on reconnaît l'artisan, force est de conclure que Cheney porte une bonne part de responsabilité dans le désordre total du comportement antiterroriste des États-Unis au matin du 11 Septembre. C'est un fait : le groupe d'intervention de Cheney semble être le dénominateur commun universel à ce tableau de chaos et de confusion.

## Les usages clandestins des manœuvres militaires

Le 11 Septembre a certes été un jour du terrorisme, mais il a aussi été un jour de manœuvres militaires et civiles. Ces éléments pourraient s'avérer plus étroitement imbriqués que l'on ne serait tenté de le penser. Rappelons-nous un récent coup d'État de l'histoire des États-Unis, celui de mars 1981. Ce jour-là, John Hinckley Junior essaya d'assassiner le Président Reagan. Scott Hinckley, frère aîné du candidat assassin, était un ami personnel de Neil Bush, le fils du vice-Président qui aurait pris le pouvoir si Reagan avait été tué. George H.W. Bush présidait ce jour-là une réunion du cabinet qui décida que la ligne officielle du gouvernement consisterait à dire que Hinckley était un assassin isolé agissant seul et sans complice. Mais la question des relations étroites entre les familles Bush et Hinckley n'a jamais été tirée au clair (Tarpley 1992).

L'aspect de la tentative d'assassinat de Reagan qui nous intéresse ici touche au fait qu'elle s'était produite à la veille de deux importantes manœuvres, l'une militaire et l'autre civile. J'ai décrit ces évènements en 1992 dans ma *Biographie non autorisée* de Bush père :

> … De retour à la Maison Blanche, les principaux fonctionnaires du cabinet, rassemblés dans la salle de compte rendu, avaient formé un comité de gestion de crise pendant l'après-midi. Haig assure qu'au début, il insista avec véhémence pour qu'une conspiration, si elle était découverte, soit impitoyablement rendue publique : « Il était essentiel de rassembler les faits afin de les publier rapidement. Il ne fallait pas laisser s'amplifier la rumeur sur cette tragédie. Évoquant ce qui s'était passé après l'assassinat de Kennedy, j'ai dit à Woody Goldberg : "Quelle que soit la vérité sur cet attentat, le peuple américain doit la connaître." » Mais la vérité n'a jamais été établie. Les mémoires du secrétaire à la Défense Caspar Weinberger concernant cet après-midi-là nous rappellent deux faits importants. Premièrement : « un exercice du NORAD était prévu pour le lendemain, avec simulation d'attaque par missile. » Weinberger fut d'accord avec le général David Jones, président des chefs d'état-major des armées, sur le fait que cet exercice devait être annulé. Weinberger se rappelle aussi que le groupe se trouvant dans la salle de compte rendu apprit par James Baker « qu'il y avait un exercice de succession présidentielle de la FEMA prévu pour le lendemain sous le titre général de "Neuf vies". Par consensus immédiat, cet exercice fut lui aussi annulé » (Tarpley 1992, chapitre XVII – La tentative de coup d'État du 30 mars 1981).

L'exercice de la FEMA était bien plus qu'une étrange coïncidence, qu'un exercice de succession présidentielle soit prévu pour le lendemain du jour où devait se produire une véritable succession présidentielle. Il est très peu probable que Hinckley ait agi seul, et il est vraisemblable que celui qui l'a poussé à agir à ce moment-là était au courant de l'exercice de succession présidentielle qui se préparait. Cela indique que nous devons réfléchir aux manières dont les manœuvres militaires, qui paraissent être des événements de routine fixés à des dates prises au hasard, peuvent préparer et faciliter d'autres actions, y compris de vastes attaques terroristes.

Les exercices militaires sont de deux types : il y a des exercices de terrain ou exercices réels, qui sont des jeux de guerre où de véritables blindés ou de véritables avions se déplacent sur terre ou dans les airs. Et il existe aussi des exercices d'état-major qui concernent principalement les officiers du QG qui déplacent des marques dans une boîte à sable, sur une carte quadrillée ou sur un écran d'ordinateur.

Les jeux de guerre servent en général à préparer une attaque impromptue. L'armée de l'agresseur annonce qu'elle effectue ses manœuvres d'été près de la frontière de l'État visé. Le déploiement s'effectue sous couvert de communiqués de presse annonçant qu'il ne s'agit que de manœuvres. Quand les troupes sont en position, elles reçoivent l'ordre d'attaquer réellement. Si les exercices de terrain peuvent servir à tromper

l'adversaire, les exercices d'état-major sont plus utiles pour trahir son propre camp. En décembre 1975, après la défaite du Vietnam, alors que le Pentagone pansait encore son amour-propre et cherchait les moyens de rétablir l'équilibre, il se trouva certains cercles dans l'OTAN pour imaginer de mettre à profit l'exercice du personnel HILEX 75 afin de provoquer un affrontement avec le Pacte de Varsovie en Europe. On signala aux officiers des pays qui ne faisaient pas partie de ce plan de ne pas s'inquiéter des préparatifs de guerre qu'ils pourraient constater ; après tout, ce n'était que des exercices d'état-major. Heureusement, les efforts d'un réseau de citoyens vigilants dans un certain nombre de pays de l'OTAN permirent de faire connaître le potentiel réellement explosif de HILEX 75, et l'option de la confrontation fut abandonnée. Mais ce sont là au moins deux exemples, à garder en mémoire, qui montrent comment des manœuvres peuvent servir à tromper ; il y en a d'autres.

Les exercices d'état-major ou de commandement sont parfaits pour un réseau putschiste qui est forcé de mener ses opérations en utilisant les mêmes systèmes de communication et de calcul que les autres officiers qui ne font pas nécessairement partie de l'opération illégale, du coup d'État ou de la provocation. Un officier putschiste peut se retrouver assis à la console voisine de celle d'un autre officier qui n'est pas dans le coup [d'État] et qui pourrait même s'y opposer s'il l'apprenait. Le comportement du putschiste est suspect : que peut-il bien faire ? L'officier loyal regarde et demande au putschiste de quoi il s'agit. Ce dernier répond qu'il prépare une manœuvre d'état-major. L'officier loyal en conclut que les activités du putschiste font partie d'un exercice officiel, ce qui dissipe ses soupçons. Le putschiste peut même expliquer que la participation aux manœuvres demande une autorisation spéciale que l'officier loyal ne possède pas. La conversation s'arrête là, et le putschiste peut poursuivre sa trahison.

Beaucoup de civils pensent qu'un exercice ou une instruction militaire, que ce soit sur le terrain ou « en vrai », de même qu'un entraînement du personnel, servent à améliorer la préparation des unités impliquées. C'est ce que pensait une veuve du 11/9, Mindy Kleinberg, en déclarant devant la commission du 11 Septembre, en mars 2003 : « … le 11 Septembre, le NEADS était depuis plusieurs jours en manœuvres bisannuelles baptisées "Vigilant Guardian". Cela signifie que notre système de défense aérienne n'était pas à court de personnel. Bref, les officiers principaux occupaient le centre de commandement des opérations, "les chasseurs étaient prêts, chargés et avaient du carburant de secours à bord" » (témoignage devant la commission du 11 Septembre, 31 mars 2003). Mais en réalité, les manœuvres peuvent avoir semé la confusion et éparpillé les ressources disponibles. Les exercices comprenaient de faux signaux radar, un avion militaire qui faisait semblant d'être détourné et le transfert d'un grand nombre de chasseurs du NORAD vers le nord du Canada et l'Alaska.

## Amalgam virgo : une couverture pour le 11/9

L'exercice militaire nommé « Amalgam Virgo » est étroitement lié aux événements du 11 Septembre. Il s'agissait d'un entraînement militaire impliquant des détournements d'avions, parfois à l'intérieur des États-Unis, et parfois utilisés comme des armes. Un missile de croisière était employé au moins une fois. La meilleure hypothèse de travail est que Amalgam Virgo était une couverture qui permit aux attentats du 11/9 de progresser à travers la bureaucratie. Les préparations du 11/9 furent conduites sous couvert de préparations destinées à Amalgam Virgo. La plupart de ceux qui participèrent à Amalgam Virgo pouvaient difficilement être conscients de cette duplicité.

Un des officiers chargés d'organiser Amalgam Virgo 01 était le colonel Alan Scott. Il témoigna le 23 mai 2003 devant la commission du 11 Septembre :

**M. Alan Scott :** Oui, Monsieur. L'opération spéciale Amalgam Virgo, à laquelle j'ai participé avant ma retraite, était un scénario qui utilisait un véhicule aérien inhabité, largué par un avion de fret ennemi dans le golfe du Mexique.

**M. Ben-Veniste :** C'était l'opération Amalgam Virgo. En fait, dans cet exercice, nous avons utilisé de vrais drones – des drones NQM-107 dont la taille est proche de celle de missiles de croisière, pour exercer nos chasseurs et nos radars dans un scénario dans le Golfe du Mexique… Vous parlez d'Amalgame 01, n'est-ce pas ?

**M. Alan Scott :** Oui, Monsieur, Amalgam 01.

**M. Ben-Veniste :** Moi je parle d'Amalgam 02, qui était en cours de planification avant le 11 septembre 2001. Est-ce exact ?

**M. Scott :** C'était après ma retraite ; je n'ai pas été impliqué dans Amalgam 02.

**M. Ben-Veniste :** Reconnaissez-vous que l'exercice comportait un scénario de détournement simultané ?

**M. Alan Scott :** Je n'ai pas participé au 02.

**Général McKinley :** Monsieur, je dispose d'informations sur le 02, permettez-moi de la lire pour le procès-verbal.

**M. Ben-Veniste :** Je vous en prie.

**Général McKinley :** [lisant du dossier de synthèse] Amalgam Virgo en général, le 02, était un exercice créé pour se concentrer sur des missions en temps de paix et des missions d'urgence du NORAD. Un des scénarios en temps de paix, qui est et a été une des missions du NORAD pendant des années, est le soutien à apporter aux autres ministères. Les détournements d'avions relèvent de ces missions. Mis à part la créativité de l'auteur du projet, les motivations premières étaient basées sur des objectifs politiques, c'est-à-dire donner asile ou libérer des prisonniers ou des personnalités politiques capturées. Les menaces d'assassiner des otages ou

de faire s'écraser des avions ont été laissées aux auteurs des scénarios pour encourager leur créativité et élargir le champ des réactions nécessaires de la part des acteurs.

Ce que tout cela signifie, c'est que les scénarios préparés pour les officiers participant aux exercices par plusieurs auteurs en collaboration comprenaient l'écrasement d'avions sur des cibles ; ces documents faisaient de toute évidence partie intégrante de l'exercice. McKinley reconnaît explicitement que les entraînements comprenaient bel et bien l'idée d'un avion piraté utilisé comme arme. Ben-Veniste, feignant ne pas le comprendre, crut que la réponse de McKinley était « stupide » et ajouta ironiquement : « Ce n'était pas à l'esprit des scénaristes quand les Algériens ont réellement détourné l'avion, quand ils ont essayé de frapper la tour Eiffel… N'êtes-vous pas d'accord pour dire que nous aurions pu être mieux préparés ? »

Amalgam Virgo n'était pas stupide, mais sinistre. Voilà un exercice comportant bon nombre d'éléments qui furent mis en pratique le 11 Septembre. Il fournissait donc aux putschistes initiés une couverture parfaite pour mettre réellement sur pied les éléments du 11 Septembre avec l'aide des bureaucrates de l'armée qui, pour la plupart, ne savaient rien. Sous couvert de cette confusion, les actions subversives les plus manifestes purent être présentées comme un entraînement inoffensif, et même bénéfique. De surcroît, un « leurre » y fut inclus dans le but de désorienter les enquêteurs arrivant après les faits : dans les scénarios, les avions piratés venaient généralement de l'étranger. Mais même ce détail était suspect.

Ces exercices furent à nouveau mentionnés lors des auditions de la commission du 11 Septembre en avril 2004. Dans une intervention tristement fameuse, la directrice du NSC Condoleeza Rice répéta son argument usé jusqu'à la corde selon lequel la Maison Blanche n'avait pas envisagé que des avions puissent servir d'armes. Bush lui-même s'en était mêlé en disant que « personne, du moins dans notre gouvernement, et sans doute dans le gouvernement précédent non plus, ne pouvait imaginer que l'on prendrait des avions pour les percuter contre des bâtiments à une telle échelle. » Comme l'ont montré les auditions, dans les deux années précédant les attentats du 11 Septembre, le NORAD avait dirigé des exercices qui utilisaient des avions détournés pour s'écraser sur des cibles et faire de nombreuses victimes. Un autre scénario prévoyait qu'un avion s'écrase sur le Pentagone, mais ne fut pas réalisé parce que le ministère de la Défense objecta qu'il était trop fantaisiste. En fait, il se déroula en tant qu'exercice d'état-major, une sorte de répétition générale, pourrait-on dire. Était-ce trop réaliste, trop révélateur ? Un entraînement, prévu pour juillet 2001 mais réalisé plus tard, prévoyait le détournement d'avions sur des aéroports de l'Utah et de l'État de Washington pour les besoins de

l'entraînement. Ces avions étaient alors escortés par des intercepteurs étasuniens et canadiens jusqu'à des aérodromes de Colombie britannique et d'Alaska.

Une déclaration du NORAD d'avril 2004 confirma que « de nombreux types d'avions civils et militaires ont été utilisés comme faux avions piratés. Ces exercices testent et suivent la détention et l'identification, le décollage d'urgence et l'interception, les procédures de détournement, les procédures de sécurité de coordination, de sécurité opérationnelle et de communication des agences externes et internes. » Selon le NORAD, il s'agissait d'exercices régionaux et non d'exercices réguliers planifiés couvrant tout le continent (*USA Today*, 18 avril 2004). Nul ne s'étonnera de constater qu'il n'y a eu aucune mention d'Amalgam Virgo dans le rapport de la commission du 11 Septembre.

Mike Ruppert a beaucoup écrit sur les causes de la « paralysie complète de l'envoi des avions chasseurs le 11 Septembre… » Il écrivit en juin 2004 qu'il avait « obtenu une déclaration officielle d'une personne au NORAD qui confirme que le 11 Septembre, le chef d'état-major des armées (Myers) et le NORAD réalisaient ensemble un exercice de piratage d'un **vol réel** (FTX – Field Training Exercice) impliquant au moins un avion (et presque à coup sûr beaucoup d'autres) sous contrôle américain jouant le rôle d'un avion piraté. » Ruppert conclut aussi que « l'ordre de retrait n'a jamais été donné. Cela aurait été une preuve trop accusatrice et trop risquée » (*From the Wilderness,* 6 juin 2004).

Les exercices effectués le 11 Septembre étaient les suivants :

**1. Vigilant Guardian**

D'après ce que nous savons de Vigilant Guardian, il est clair qu'il ressemblait de près à ce qui survint le 11 Septembre. Vigilant Guardian provoqua donc une grande confusion parmi les non-initiés du NORAD. Comme nous le verrons, le personnel désorienté se demandait si les rapports qu'il recevait concernaient des événements fictifs de l'exercice ou bien s'il avait affaire à une véritable situation de crise (*Aviation Week and Space Technology*, 3 juin 2002). C'était un exercice commun États-Unis/Canada prévu pour tester la coordination des deux organes de défense. GlobalSecurity.org indique : « VIGILANT GUARDIAN (VG) est un exercice de poste de commandement (CPX) VIGILANT OVERVIEW mené en liaison avec les exercices GLOBAL GUARDIAN soutenu par USCINCSTRAT et APOLLO GUARDIAN soutenu par USCINCSPACE. L'exercice implique tous les niveaux de commandement du QG du NORAD et est destiné à tester la plupart des aspects de la mission du NORAD. Un VG est prévu chaque année, sa durée dépend du scénario et des objectifs » (www.globalsecurity.org/military/ops/vigilant-guardian.htm). D'après une autre source, « la planification de l'exercice Vigilant Guardian

2001 a probablement commencé en 2000 ; elle répondait au malaise croissant du gouvernement et à des rapports des services de renseignement des États-Unis dans le monde entier (NORAD y compris) à propos de projets de piratage d'avions utilisés comme missiles contre des cibles américaines par des terroristes » (www.911teachin.net/ L5A.html).

Sur Vigilant Guardian, voici ce que la commission du 11 Septembre trouva à dire : « Le 11/9, le NORAD avait prévu un exercice militaire, Vigilant Guardian, qui supposait l'attaque d'un bombardier venant de l'ex-Union soviétique. » Cette définition très étroite de l'exercice en question vise sans doute à induire en erreur. La commission poursuit : « Nous avons cherché à savoir si la préparation d'un exercice de grande envergure pouvait avoir compromis une réaction militaire à la véritable attaque du 11/9. Selon le général Eberhart "nous avons mis environ 30 secondes pour nous adapter à la situation réelle" (témoignage de Ralph Eberhart, 17 juin 2004). Nous avons constaté que la réaction avait été, pour le moins, accélérée par le nombre accru de personnes présentes dans les secteurs et au NORAD en raison de l'exercice programmé. Voir l'interview de Robert Marrs (23 janvier 2004) » (commission du 11/9, p. 458 n. 116). La fanfaronnade d'Eberhart est transparente et le verdict de la commission fut un mensonge. Voici un exemple de la profonde confusion qui peut surgir quand un exercice et un cas d'urgence réel se produisent en même temps :

> **FAA :** Salut. Ici l'Unité de gestion du trafic (TMU) de Boston, nous avons un problème. On a un avion détourné qui se dirige vers New York et on a besoin de vous, les gars. On a besoin de quelqu'un pour faire décoller des F-16 ou n'importe quoi d'autre, aidez-nous. Terminé.
>
> **NEADS :** [Sergent Jeremy Powell de l'état-major, Garde nationale aérienne] C'est pour de vrai ou c'est un exercice ?
>
> **FAA :** Non ce n'est pas un exercice, ce n'est pas un test (rapport de la commission du 11/9, p. 20).

Voici la même scène de confusion, décrite du point de vue d'un autre témoin :

> Le 11 Septembre, tandis que les Américains regardaient l'horreur s'abattre sur New York et Washington, des équipes de commandement dans un avant-poste militaire peu connu de Rome, dans l'État de New York, travaillaient fiévreusement pour rendre le ciel à nouveau utilisable et réveiller la défense intérieure en sommeil.
>
> Dans le secteur de défense aérienne nord-est, les opérateurs de radars qui balayent continuellement les frontières du continent se retrouvèrent soudain face à une menace venant de l'intérieur et dans une course qu'ils ne pouvaient pas remporter.
>
> Quatre mois après les attentats, tout n'a pas encore été dit. Voici un de ces récits inédits.

6 heures. JEUX DE GUERRE

Le Lt-Col. Dawne Deskins se disait que la journée allait être longue.

Le 11 Septembre était le jour II de « Vigilant Guardian », un exercice qui devait créer une crise imaginaire pour les avant-postes de la défense aérienne nord-américaine. Cette simulation allait durer toute la semaine et Deskins, qui entamait son poste de 12 heures au Centre opérationnel en qualité de contrôleur aéroporté des unités du NORAD et d'officier de garde, se trouverait au cœur de l'action.

Le jour I de la simulation avait été mou. Elle [Deskins] espérait que l'exercice allait prendre de la vitesse. Cela faisait passer la journée plus vite.

8 h 40 : MONDE RÉEL

Dans le centre opérationnel, trois rangées d'écrans radar font face à un haut mur de moniteurs à écrans larges. Les surveillants font les cent pas derrière les techniciens qui ne quittent pas leurs instruments des yeux. Ici, tout est toujours tranquille, toujours sombre, sauf la lueur verte des radars.

À 8 h 40, Deskins voit le technicien principal Jeremy Powell faire un signe de la main. C'est le Centre de Boston au bout du fil, dit-il. Ils ont un avion détourné.

« Ça doit faire partie de l'exercice » se dit Deskins. Comme tout le monde, au début. Puis, elle voit le téléphone direct de la FAA qui s'allume. Elle entend la voix d'un officier de liaison pour le Centre de la FAA de Boston.

« J'ai un avion détourné » dit-il.

Trois minutes plus tard, pour le lieutenant Deskins, l'exercice, une simulation de détournement d'avion qui se dirige vers l'aéroport JFK de New York, reste encore un facteur de confusion.

Elle court vers un bureau proche et appelle le Major Don Arias, officier en chef adjoint des affaires publiques de l'armée de l'Air en Floride. Elle lui apprend que le NEADS a un avion détourné – non, pas une simulation –, qui se dirigerait apparemment vers JFK.

« Tout l'étage a senti que quelque chose ne tournait pas rond » rapporte le Lt. Col. Ian Sanderson, chef du contrôle des opérations. « Vu la tournure que ça prenait, tout le monde sentait instinctivement que ça n'allait pas. » (« Au milieu d'une simulation de crise, "soudain on ne blaguait plus sous l'attaque" » Newhouse News Service, 25 janvier 2002).

Ce récit ne nous dit pas si la « simulation » en question était un écho radar artificiel introduit sur les écrans du NEADS ou bien un véritable avion (piloté ou télécommandé) se dirigeant vers l'aéroport de New York.

## 2. Vigilant Warrior

Dans ses mémoires récemment publiées, Richard Clarke en parle dans les termes suivants :

« Je me suis tourné vers l'écran du Pentagone. "Chefs d'état-major, chefs d'état-major. Je suppose que le NORAD a déjà fait décoller d'urgence ses chasseurs et les AWACS. Combien ? Vers où ?"

> "C'est pas joli, Dick." Dick Meyers, pilote de chasse lui-même, savait que l'époque où il avait des rangées entières de chasseurs en *alerte immédiate permanente* s'était terminée avec la guerre froide. "Nous sommes en plein Vigilant Warrior, un exercice du NORAD, mais… Otis a envoyé deux oiseaux vers New York. Langley essaie d'en envoyer encore deux. Les AWACS sont à Tinker et ne sont pas en alerte". Otis était une base de la Garde nationale aérienne à Cape Cod. La base de Langley était du côté de Norfolk en Virginie. La base de Tinker, où se trouvaient tous les radars aéroportés d'Amérique, était dans l'Oklahoma.
>
> "OK, combien de temps mettra la CAP jusqu'à [Washington] DC ?" La Patrouille aérienne de combat, ou CAP, était une unité qu'on avait l'habitude d'envoyer sur l'Irak, pas sur notre capitale.
>
> "Aussi vite qu'on peut. Quinze minutes ?" demanda Myers les yeux fixés sur les généraux et les colonels qui l'entouraient. Il était maintenant 9 h 28 » (Clarke, p. 5).

**3. Northern Vigilance**

L'opération Northern Vigilance comprenait le déploiement d'intercepteurs de chasse vers des bases aériennes au nord du Canada et en Alaska. En théorie, Northern Vigilance était montée par le NORAD pour contrer une manœuvre russe simultanée. Cette opération aurait pu être planifiée à l'avance à condition de connaître le programme de l'exercice russe. Elle fut annoncée publiquement dans un communiqué de presse du NORAD le 9 septembre 2001 sous le titre « le NORAD maintient Northern Vigilance. » Voici ce qui était écrit :

> BASE DE L'AVIATION MILITAIRE DE CHEYENNE MOUNTAIN, Colorado. – Le commandement de la défense de l'espace aérien nord-américain va envoyer un avion de chasse en cas de nécessité aux emplacements opérationnels à distance (FOLS) en Alaska et au nord du Canada pour surveiller un exercice aérien russe se déroulant dans l'Arctique russe et l'océan Pacifique Nord. « Le NORAD est l'œil et les oreilles de l'Amérique du Nord et notre mission est de préserver notre souveraineté sur notre espace aérien », a déclaré le général de corps aérien Ken Pennie, commandant en chef adjoint du NORAD. « Bien qu'il soit très improbable qu'un avion russe viole l'espace aérien canadien ou américain, notre mission de vigilance doit être maintenue. » Les forces affectées au NORAD resteront en place jusqu'à la fin de l'exercice russe. Le NORAD avait réalisé l'opération Northern Denial du 1er au 14 décembre 2000 en réaction à un déploiement russe, similaire mais de moindre envergure, de bombardiers long-courriers sur les bases du nord de la Russie. Les forces attribuées au NORAD ont été déployées sur trois FOLS, deux en Alaska et un au Canada. Plus de 350 hommes et femmes, Américains et Canadiens, ont été impliqués dans ce déploiement.

En fait, Northern Vigilance eut pour effet de réduire considérablement le nombre de chasseurs-intercepteurs disponibles sur les aéroports des 48 États situés plus au sud des États-Unis continentaux. On ignore au juste combien d'avions se déplacèrent vers le nord.

**4. Northern Guardian**

C'est l'exercice sur lequel on dispose du moins de renseignements. Il a pu s'agir d'un complément à Northern Vigilance ; un groupe d'avions aurait pu jouer les attaquants et un autre les défenseurs. On trouve mention de cet exercice dans le *Toronto Star* du 9 décembre 2001. Au grand minimum, cet exercice était apparemment centré sur le nord du Canada et l'Alaska, ce qui aurait également bloqué les avions des 48 États situés plus au sud.

**5. National Reconnaissance Office Drill**

Il s'agissait de la simulation d'un crash d'avion sur les QG du Bureau de reconnaissance nationale (NRO) à Chantilly, en Virginie, près de l'aéroport de Dulles. Le NRO affirme que ses employés ont été évacués au moment même où se perpétraient les véritables attentats du 11 Septembre. Associated Press (AP) parla de cet exercice sous le titre : « Une importante agence de renseignement des États-Unis se préparait à simuler un crash d'avion sur un bâtiment gouvernemental le 11 septembre 2001. » Le texte affirmait qu'« une agence de renseignement américaine prévoyait un exercice le 11 septembre dernier, au cours duquel un avion errant devait s'écraser sur l'un de ses bâtiments » (AP, 21 août 2002).

Le NRO était une agence ultra-secrète chargée des satellites espions et autres activités d'écoute depuis l'espace. Elle fut créée en 1960 et son existence ne fut pas reconnue officiellement pendant quelque 32 ans. Cette agence recrute dans l'armée et la CIA ; son budget est aussi élevé que ceux de la CIA et de la NSA pris ensemble. Le 11 septembre 2001, le directeur du NRO était Keith R. Hall, qui était à sa tête depuis 1996. En qualité de directeur (DNRO), Hall était responsable de l'acquisition et de l'exploitation de tous les systèmes américains de reconnaissance et d'espionnage dans l'espace. Parallèlement, il était également secrétaire adjoint de l'armée de l'Air pour l'espace. Comme l'a souligné Nico Haupt, Booz Allen Hamilton est un important sous-traitant du NRO. L'évacuation des locaux de cette agence eut, du moins pour un temps, l'effet évident d'aveugler l'espionnage officiel des États-Unis sur des événements susceptibles d'avoir été dirigés depuis l'espace. Le NRO aurait pu donner une vue en temps réel de l'espace aérien au-dessus de l'Amérique du Nord ; cela n'a pas été possible à cause de l'évacuation. Les avantages pour les auteurs sont évidents.

**6. Tripod II**

Tripod II était un exercice de guerre biologique réalisé conjointement par le ministère de la Justice et la ville de New York ; il était prévu pour le 12 septembre 2001 et ne se déroula pour ainsi dire jamais. Son but évident était de fournir une couverture aux différentes activités précédant les attentats de New York.

Il semblerait que le nom de code « Tripod II » ait été révélé la première fois lors du témoignage de l'ancien maire de New York, Rudy Giuliani, devant la commission du 11 Septembre. Cependant, l'essentiel des faits concernant cet exercice a été décrit par Giuliani dans ses mémoires hagiographiques, *Leadership,* publiées en 2002. Il écrit :

> « Pendant des mois, nous avions en place un exercice dans lequel nous testions notre réaction à une attaque biochimique, en particulier notre capacité à distribuer des médicaments. La date prévue était le vendredi 12 septembre. Nous avions stocké une bonne partie du matériel destiné à cet exercice sur la jetée 92. La jetée 92 offrait près de 12 000 mètres carrés d'espace libre et un transport facile en provenance et à destination de *Ground Zero* par bateau et par la rocade autoroutière ouest. De plus, parce qu'elle était déjà utilisée par l'armée, elle avait des points d'accès relativement faciles à surveiller » (Giuliani, p. 355).

Quand le centre de commandement inutilisable de Giuliani dans la tour 7 du WTC fut détruit par l'inexplicable effondrement de ce grand bâtiment, il le transféra au Quai 92. L'aisance d'un tel déménagement est suspecte en soi : Giuliani savait-il à l'avance qu'il aurait besoin de cette position de repli ?

Pour finir, un certain nombre de *jets* de la région de Washington étaient en entraînement informel au-dessus de la Caroline du Nord le 11 Septembre, ce qui les éloignait de l'espace aérien de la capitale.

Vigilant Guardian retient particulièrement notre attention parce qu'on dirait que cet exercice d'état-major ou de commandement a été transformé en exercice réel. Il présentait spécifiquement toutes les caractéristiques d'un exercice antiterroriste réel. D'après les recherches de Mike Ruppert, présentées à l'enquête de Toronto sur le 11/9, Vigilant Guardian prévoyait l'utilisation d'un avion militaire pour simuler un avion de ligne détourné.

Dans son livre, Richard Clarke se rappelle qu'un fonctionnaire lui a dit le matin du 11 Septembre : « On nous signale onze avions ayant quitté leur itinéraire ou qui ne répondent pas, ils sont peut-être piratés. » Clarke dit avoir répété le chiffre « onze » (Clarke, p. 4). Ce chiffre de onze est désormais devenu le maximum canonique d'avions signalés comme détournés pour une raison quelconque au plus fort de la crise. À cause de la désagrégation de la défense post guerre froide, décidée par Cheney quand il était secrétaire à la Défense sous Bush 41, les défenses aériennes des États-Unis étaient considérablement affaiblies.

Ruppert estime que le 11 Septembre, 8 jets de chasse seulement étaient prêts dans le nord-est des États-Unis. Comme ces jets volent généralement par deux, cela nous fait quatre paires d'avions prêts à décoller d'urgence pour intercepter quatre avions. Donc au total, il y avait au moins 11 cibles potentielles contre 4 ensembles défensifs pour les protéger.

D'après Ruppert, des fuites d'informations confidentielles donnent à penser que le nombre (réel ou supposé) d'avions annoncés comme détournés a grimpé, un moment donné, jusqu'à 21. Certains avions piratés supplémentaires étaient représentés par de faux échos radar apparaissant sur les écrans de la FAA et du NORAD comme faisant partie des exercices déjà mentionnés. D'autres auraient été mis sur le compte du vrai avion militaire qui jouait le rôle de l'avion piraté dans l'exercice. Ensemble, les échos et les faux détournés créèrent une confusion inextricable. Tout cela aurait rendu encore plus difficile la situation déjà malaisée de n'importe quel commandement de la défense loyal. Tout en gardant cela en mémoire, nous verrons néanmoins que l'effondrement des tours le 11 Septembre n'a pas été dû aux avions. Ceux-ci ont été jetés sur ces bâtiments pour masquer les détonations des explosifs qui étaient placés non seulement dans deux d'entre eux, mais même dans tout le complexe du WTC.

Qui, au Pentagone, coordonne les manœuvres militaires, tant réelles que d'état-major ? Il doit y avoir un point central où les diverses données sont pondérées, où les conflits sont prévus et où les capacités minimales de défense sont calculées. Quel que soit le bureau qui s'en occupe dans les entrailles du Pentagone, il est urgent de le débarrasser de ses taupes. Toutefois, même ces constats n'expliquent nullement pourquoi les chasseurs-intercepteurs n'ont pas été déployés le 11 Septembre.

N'importe quel commandant militaire aurait réalisé qu'il fallait faire décoller en urgence tous les avions disponibles, au moins dès le moment où la deuxième tour du WTC fut touchée. En particulier, n'importe quel commandant militaire aurait pensé qu'il fallait s'inquiéter de la menace imminente de décapitation de la structure de commandement national, concentrée à Washington. Tous les commandants présents avaient suivi leur formation durant la guerre froide, époque où l'explosion au-dessus de Washington d'un missile balistique tiré d'un sous-marin soviétique passait pour le point de départ le plus plausible d'une troisième guerre mondiale. Les 8 voies autoroutières qui mènent de Washington à l'aéroport de Dulles sont des monuments qui attestent de la préoccupation constante de la bureaucratie fédérale américaine pour son centre situé à Washington. La réaction autonome de *l'establishment* militaire aurait normalement dû être de positionner au moins deux jets au-dessus de Washington, indépendamment de toute autre action entreprise ou non. Or, rien de tout cela n'a été fait jusqu'à ce qu'ait lieu l'attentat visant le Pentagone, ce qui révèle une remarquable densité de taupes au plus haut niveau des structures de commandement des États-Unis.

## Taupes d'al-Qaida ou taupes du gouvernement ?

Les attentats terroristes du 11 Septembre et les manœuvres énumérées ci-dessus ont eu lieu le même jour. Certains exercices étaient connus du public, mais pas d'autres. Si les actions des pirates de l'air (à supposer qu'ils aient été des pirates de l'air) et les manœuvres militaires ont été coordonnées, à quoi cela fait-il penser ? Al-Qaida avait-elle des espions à l'intérieur du gouvernement des États-Unis ou bien le gouvernement des États-Unis a-t-il dirigé ou influencé les actes d'al-Qaida ? Une personne est convaincue qu'al-Qaida a infiltré le gouvernement des États-Unis pour connaître la date des manœuvres multiples : c'est Barbara Honegger, ancienne fonctionnaire de l'administration Reagan et auteur de *October Surprise*, récit des négociations secrètes entre Bush 41 et l'Iran pendant la campagne de 1980. Mme Honegger est actuellement attachée à l'École navale des États-Unis et participe souvent aux dialogues sur Internet entre militants pour la vérité sur le 11/9. Elle attire à juste titre l'attention sur le fait frappant que les attentats terroristes et les manœuvres gouvernementales ont eu lieu le même jour. Elle défend l'idée

> qu'il y a tout lieu de croire que la date des attentats n'a pas du tout été « choisie » par les pirates de l'air mais que l'un d'eux a appris qu'un exercice fictif de jeu de guerre contre-terroriste simulant un scénario semblable à celui qui s'est effectivement déroulé le 11 Septembre était prévu pour ce matin-là, et qu'ils sont alors passés à l'acte en profitant de l'occasion.

Mais pour Mme Honegger, tout cela ne va pas dans le sens de l'évidente réalité, à savoir qu'al-Qaida, bien connue pour être la légion arabe de la CIA, suivait les ordres d'un réseau putschiste de taupes rebelles au sein de l'appareil de l'État américain. Pour éviter cette conclusion évidente, elle recourt à un *deus ex machina* en la personne du mythique Khalid Sheikh Mohammed. Non seulement elle implique KSM, mais elle le présente aussi comme un agent triple assez rusé pour avoir embobiné les plus hautes personnalités du régime étasunien. Après avoir décrit la concordance entre les attentats terroristes et le jour des exercices, Mme Honegger écrit :

> Pour que tout cela « marche », les méchants devaient compter au moins une personne ayant réussi à tromper les services secrets des États-Unis en leur faisant croire qu'elle était « des leurs ». Cette personne, presque certainement, est Khalid Sheikh Mohammed, la seule personne sur laquelle tout est encore classé « secret défense », même son nom, bien que des pages et des pages aient été écrites sur lui dans la presse. Non sans raison, d'ailleurs. Le vice-Président Cheney, le Président Bush, le directeur de la CIA George Tenet ainsi que John Fulton, officier de la CIA et chef de la division des jeux stratégiques du NRO pour l'exercice « avion contre bâtiment », et tous les autres qui ont été assez stupides pour risquer des milliers de vies innocentes sur le pari que leur « informateur » vedette KSM était réellement « passé du côté des États-Unis », ne veulent pas qu'il

dise ce qu'il sait. Et il en sait fort long. Le 10 septembre, Knight Ridder, citant un expert du contre-terrorisme, affirma que Mohammed était sans doute le seul à avoir toutes les pièces du puzzle du 11 Septembre.

À ce stade, le 11 Septembre, la journée des manœuvres, devient le 11 Septembre, la journée des dupes. En réalité, KSM le surhomme imaginaire, pour autant qu'il existe vraiment, sert de lampiste et d'agent des services secrets étasuniens, peut-être comme un « superlampiste » ? L'orchestration des attentats et des manœuvres du 11 Septembre a été l'œuvre du réseau putschiste au sein du gouvernement et non le produit d'une caverne afghane ou des bidonvilles grouillants de Karachi.

Pour appuyer sa thèse, Mme Honegger interprète à sa manière le mot « match » tel qu'il est utilisé dans la conversation supposée entre Atta et le fantomatique Khalid Sheikh Mohammed le 10 septembre 2001, mais qui n'a été traduite qu'après les attentats. Le contenu de ce message était : « Le match va commencer. Demain [le 11/9] est l'heure zéro » (AP, 8 février 2003). Mme Honegger note que Cheney fut pris d'une telle rage lorsque cela devint public qu'il ordonna une enquête du FBI sur les membres de la JICI pour trouver qui avait bien pu commettre cette fuite. D'après Mme Honegger, « match* » est « le terme que l'on attendrait si le locuteur faisait référence à sa découverte de la date choisie par le gouvernement des États-Unis pour effectuer sa simulation/exercice contre-terroriste selon le scénario de l'avion (ou des avions) s'écrasant sur des bâtiments du gouvernement, ce qui a failli se produire quand les terroristes ont "superposé" leur complot aux manœuvres. » Or, cette interprétation est tirée par les cheveux. Si le locuteur parlait anglais, « match » signifierait tout simplement « partie » (dans un jeu). Si le locuteur parlait arabe, il faut prendre garde aux multiples problèmes que rencontrent les traducteurs, même les plus compétents. Les problèmes philologiques et linguistiques soulevés par le mot « match » paraissent en fin de compte insurmontables ; ce mot ne nous donne aucune information valable. C'est un autre exemple de désinformation allant dans le sens d'un scénario « pirates informatiques arabes et pirates de l'air arabes », basé sur le mythe de l'infiltration des services secrets par leurs propres lampistes (Barbara Honegger, « C'est le gouvernement des États-Unis et non les pirates de l'air qui ont *choisi* la date des attentats du 11 Septembre »).

## Des diverses façons de ne rien faire

L'absence évidente de défense aérienne le 11 Septembre ajoutée au non-respect flagrant des procédures habituelles et de longue date qui

* Ici dans le sens de « concordance ». (NdT)

impliquent les contrôleurs de l'air de la FAA et le NORAD, aboutirent peu après le 11/9 à l'idée qu'un ordre ou une directive avait été donné(e), qui était responsable de la paralysie de la routine d'interception habituelle. Aucun ordre écrit de « ne rien faire » *per se* n'a jamais été trouvé, mais cela ne signifie pas qu'il n'a pas existé, sans doute sous une forme non écrite. Les ordres peuvent être donnés oralement ou, mieux encore, les souhaits d'un supérieur peuvent être communiqués de façon indirecte. Mais le meilleur moyen d'être sûr que rien ne sera fait est de s'assurer que des taupes, partenaires plus ou moins au courant de l'opération occulte, occupent les points clés de la bureaucratie le jour J. Et puisque nous attribuons précisément la responsabilité du 11 Septembre à un tel réseau de taupes, c'est la conclusion que nous offrons ici.

Si les directives de la FAA avaient été observées, un échange comme celui-ci entre le centre de commandement de la FAA et le QG de la FAA à partir de 9 h 49 du matin, aurait été tout simplement inimaginable :

**QG de la FAA :** Ils demandent à Jeff de sortir pour parler du vol United 93

**Centre de commandement :** Euh, est-ce qu'on envisage, euh, d'envoyer des chasseurs ?

**QG de la FAA :** Oh bon Dieu, j'en sais rien !

**Centre de commandement :** Euh, c'est une décision que quelqu'un va devoir prendre sans doute dans les dix minutes.

**QG de la FAA :** Euh, tout le monde vient de quitter la pièce, vous savez.
(Rapport de la commission du 11 Septembre, Alban éditions, p. 75)

L'un de ces hommes était-il une taupe ? Ou les deux ? Comme ils le savaient très bien, puisque l'avion avait quitté son itinéraire, qu'il ne répondait pas aux appels radio, qu'il n'obéissait pas aux ordres et que son transpondeur était hors service, il n'y avait aucun doute à avoir : il fallait envoyer les chasseurs automatiquement et immédiatement, et pas au bout de dix minutes. En fait, une seule de ces conditions aurait été suffisante.

Voici un autre exemple de comportement très suspect, cette fois dans le secteur privé, qui fut connu après le 4 juin 2004, quand le FBI autorisa finalement un groupe de parents des victimes rassemblés à Princeton, dans le New Jersey, à écouter un enregistrement des réactions des directeurs et des fonctionnaires d'American Airlines au fait évident que leur vol 11 et le vol 75 de United Airlines avaient été détournés.

Comme d'habitude, le FBI avait essayé de faire pression sur les familles en imposant des accords de non-divulgation et l'interdiction de prendre des notes. Mais une partie du contenu de cet enregistrement finit tout de même par filtrer et fut rapporté par Gail Sheehy, du New York Observer. Un passage crucial, enregistré au siège d'American Airlines à Fort Worth, Texas, qui commence vers 8 h 21 le 11 Septembre, montre que les directeurs d'American Airlines ont fait tout leur possible pour éviter la

fuite de la nouvelle d'un détournement. Voici quelques échanges dont se souviennent les membres des familles des victimes :

« N'en parle pas. Ferme-la. »

« Garde ça au chaud. »

« On garde ça entre nous. Qu'est-ce qu'on pourrait bien apprendre par nos propres sources sur ce qui se passe ? »

Tels furent les mots de deux directeurs du contrôle des opérations d'American Airlines. D'après les souvenirs d'un autre parent, ils dirent exactement : « Ne fais pas circuler. On garde ça pour nous. Ça reste entre nous cinq. » Quand un répartiteur de United Airlines reçut de ses supérieurs la consigne de transmettre l'ordre que tous les avions devaient atterrir, on lui dit également : « Ne dites pas aux pilotes pour quelle raison on veut les faire atterrir. »

Il est impossible de savoir si ces locuteurs anonymes étaient des taupes au sein de la bureaucratie d'American Airlines, mais c'est assurément ce que des taupes auraient fait à cette occasion. Les membres des familles ont relevé que si la nouvelle du détournement du vol AA11 avait été transmise assez rapidement, le vol UA93 aurait pu ne pas décoller de Newark. Quand Gerald Arpey, président d'American Airlines, témoigna devant la commission du 11 Septembre, il ne parla jamais des bandes diffusées à Princeton le 4 juin. Il est clair qu'Arpey n'avait pas reçu d'assignation à comparaître *duces tecum* lui imposant de présenter à la commission toutes les archives et toutes les pièces à conviction pertinentes (« Les bandes du 11 Septembre révèlent que le personnel au sol a camouflé les attentats », *New York Observer,* 17 juin 2004). Quant au FBI, il s'indigna de la violation de l'accord de non-divulgation, mais pas que des fonctionnaires des compagnies aériennes aient entravé la divulgation rapide des détournements. Voilà un autre exemple de l'utilisation abusive par le FBI du procès de Moussaoui pour refuser au public l'accès à une information vitale.

Quant à la FAA, elle imposa officiellement un ordre de silence à tous ses employés aussitôt après le 11 Septembre. Longtemps, le peu qui a filtré a été connu en violation de cet ordre. Même les quelque douze directives et mises en garde envoyées par la FAA au cours de l'été 2001 étaient apparemment classées « secrètes ». Le mystère qui enveloppe les actions de la FAA le 11 Septembre a encore été renforcé par le fameux Kevin Delaney, le fonctionnaire de la FAA qui a délibérément détruit les enregistrements sonores des rapports et des souvenirs des contrôleurs de l'air de New York portant sur ce qu'ils avaient fait et vu le matin du 11 Septembre (*New York Times,* 6 juin 2004). Si ces bandes existaient encore, elles pourraient jeter un peu de lumière sur la passivité de la défense aérienne le jour du 11 Septembre.

## Dernières anomalies

Sur la base des articles de presse, Woody Box et Nico Haupt ont conclu que deux avions distincts avaient décollé de Boston le matin de septembre sous la désignation de vol AA11. « D'où part le vol 11 ? » écrit Box. « Il y a deux réponses : de la porte 26 et de la porte 32. On ne peut réfuter aucune des deux réponses. » Le départ du vol AA11 était normalement prévu pour 7 h 45 du terminal B, porte 32, de l'aéroport Logan de Boston. C'était la porte de départ du vol AA11 le 11 Septembre, comme on le voit sur la transcription d'une communication radio entre le vol AA11 et la tour de Logan publiée dans le *New York Times* : « 7 h 45 min 48 s – contrôle au sol 1 : American 11 lourd Boston porte au sol 32 vous allez attendre et laisser passer un Saab et refouler » (*New York Times,* 16 octobre 2001). Mais de nombreux articles disent que les passagers du vol AA11 ont embarqué à la porte 26 (*Washington Post,* 15 septembre 2001 et autres journaux). La porte 26 se trouve dans une autre aile du terminal B et à environ 300 mètres de la porte 32. La porte 26 est la plus souvent citée.

Un journal, le *Boston Globe*, mentionne les deux portes à des jours différents. Dans un numéro spécial du *Boston Globe* publié le 11 Septembre, nous lisons : « Un employé de l'aéroport, qui a demandé l'anonymat, affirme que le vol American Airlines est parti à l'heure de la porte 32 du terminal B, et que rien d'anormal n'a été remarqué. » Le lendemain, dans l'article du *Boston Globe* intitulé « Les crash multiples à New York City ont leur origine macabre à Logan », nous lisons : « Le vol American Airlines est parti de la porte 26 du terminal B, et le vol United Airlines de la porte 19 du terminal C. Un employé de l'aéroport déclare qu'on n'a rien remarqué d'inhabituel au départ du vol American Airlines. » Était-ce le même employé que la veille ? Le vol de la porte 26 était retardé par rapport à son départ programmé à 7 h 45.

L'un de ces deux vols était-il faux, un leurre servant à un des exercices de détournement « en vrai » décrits plus haut ? Sa présence non annoncée a-t-elle contribué encore plus à la confusion qui régnait dans l'espace étasunien au matin du 11 Septembre ? Ou bien existait-il un dessein différent, encore plus sournois ?

On trouve aussi mention d'un autre vol mystérieux qui a atterri à Cleveland. Par ailleurs, dans son récit sur ce qui se passait à la Maison Blanche le matin du 11 Septembre, Richard Clarke fait une remarque énigmatique en disant avoir entendu : « On nous annonce qu'un gros avion à réaction s'est écrasé dans le Kentucky, près de la frontière de l'Ohio » (Clarke, p. 13). En tout état de cause, nous allons voir dans le chapitre suivant que le discours concernant les compagnies aériennes tend à embrouiller le problème central de l'effondrement du WTC puisque aucun crash d'avion ni aucun incendie n'a jamais démoli un bâtiment en acier.

## Chapitre 6

# L'effondrement des bâtiments 1, 2 et 7 du World Trade Center

Nous touchons maintenant au cœur de la tragédie, au massacre d'innocents voyageurs et employés de bureaux provoqué par l'effondrement, inexplicable et sans précédent, des deux tours du World Trade Center. C'est là qu'une foule de gens ordinaires a été immolée par des manipulateurs terroristes poursuivant des plans géopolitiques insensés. Issu d'une famille arrivée à New York vers 1910 et qui est restée 6 décennies, ayant vécu dans le quartier de Flushing et le Queens entre 4 et 16 ans, ayant fait toutes ses études secondaires dans ses lycées publics, puis ayant travaillé un an à l'âge adulte en habitant Brooklyn, l'auteur, dont un de ses oncles est policier municipal, peut se targuer d'être aussi New-Yorkais qu'il est possible. Le 11 Septembre marque une étape décisive de plus dans le déclin de cette ville ; l'amer constat de cette triste réalité ne peut qu'inciter à mettre à nu le processus qui a réellement sous-tendu les attentats du 11 Septembre.

### La clé : les explosions secondaires

Selon la version officielle que la commission du 11 Septembre commente à peine, les Tours Jumelles sont tombées sous l'impact des avions et des incendies que ces collisions ont provoqués. Le problème, c'est que cette thèse s'avère physiquement impossible, comme nous allons le démontrer. La chute des tours s'explique autrement : une sorte de démolition commandée est la seule hypothèse possible. Afin d'apercevoir ce qui se cache derrière la version officielle, il est nécessaire d'établir une chronique des explosions secondaires, car celles-ci sont le signe révélateur d'une démolition commandée. À l'examen de tous les ouvrages parus à ce sujet, nous découvrons une multitude de références à ces explosions.

Louie Cacchioli, 51 ans, était un pompier attaché à la compagnie n° 47 basée au nord de la ville, à Harlem. Il devait raconter plus tard : « Nous avons été les premiers à arriver dans la deuxième tour après l'impact, j'étais en train d'emmener les pompiers par l'ascenseur vers le vingt-

quatrième étage pour pouvoir faire évacuer l'immeuble. Au dernier voyage, une bombe a explosé. Nous pensons que des bombes se trouvaient dans le bâtiment. » Cacchioli est resté coincé dans un ascenseur mais a réussi à s'échapper grâce à son équipement (*People Weekly,* 24 septembre 2001).

Un pompier auxiliaire, le Lt Paul Isaac Jr, a lui aussi parlé de bombes dans une interview sur Internet avec le journaliste Randy Lavello. Il servait dans la compagnie n° 10 au sud de Manhattan à la fin des années 90 ; aussi avait-il une bonne connaissance des environs du World Trade Center. Isaac déclara que beaucoup de pompiers new-yorkais étaient très inquiets d'entendre circuler une version édulcorée des raisons de l'effondrement du World Trade Center. « Beaucoup d'autres pompiers savent qu'il y avait des bombes dans le bâtiment », dit-il, « mais ils ont peur de perdre leur poste s'ils le révèlent, parce que les gros bonnets leur interdisent d'en parler. Ce qui est sûr, c'est qu'il y avait des bombes dans ces bâtiments. » Parmi les personnes ayant interdit toute véritable discussion des événements, Isaac cite un poids lourd du néo-conservatisme, James Woolsey, qui était consultant chargé de la lutte contre le terrorisme au service des pompiers de New York après avoir dirigé la CIA sous Clinton (Marrs, p. 34).

Teresa Veliz, cadre supérieure dans une entreprise de logiciels, se trouvait au 47e étage de la tour nord quand celle-ci a été percutée par le vol 11 d'American Airlines. Elle a pu atteindre le rez-de-chaussée à peu près au moment où la tour sud s'effondrait. Jetées au sol dans une obscurité totale, Veliz et une autre personne ont suivi quelqu'un qui avait une torche. Voici son récit : « La torche nous a montré le chemin à travers la librairie Borders, puis nous avons monté un escalier roulant menant à l'extérieur, sur Church Street. Des explosions se déclenchaient partout. J'étais certaine qu'il y avait des bombes partout et que quelqu'un, quelque part, assis à son bureau, appuyait sur le bouton des détonateurs. J'avais peur de descendre Church Street vers Broadway mais je ne pouvais pas faire autrement. J'ai débouché sur Vesey Street. Il y a eu encore une explosion. Et une autre. Je ne savais plus vers où me diriger » (Murphy ; Marrs, p. 34).

Ross Milanytch a vu la scène du 22e étage d'un bâtiment voisin. Il dit avoir assisté à « de petites explosions à chaque étage. Et quand tout s'est dégagé, de tout ce qui restait des buildings, on ne pouvait voir que les poutres métalliques triangulaires comme des voiles de bateau. La charpente du bâtiment avait tout bonnement disparu » (*America at War* ; Marrs, p. 34).

Steve Evans, journaliste à la BBC, se trouvait par hasard dans la tour sud ce matin-là. Il raconte : « J'étais à la base de la deuxième tour, la deuxième à avoir été touchée. Il y a eu une explosion (je n'ai pas pensé que c'était une explosion) mais la base du bâtiment a tremblé. Je l'ai sentie trembler… puis nous nous sommes retrouvés dehors, la deuxième explosion s'est produite, puis toute une série d'autres… On ne peut que s'inter-

roger sur les dégâts (en vies humaines) que ces explosions ont causés, toutes ces explosions en série » (Christopher Bollyn, *American Free Press* ; www.zeitenschrift.com/news/wtc_wahrheit.ihtml, 9 août 2002).

La chaîne de télévision new-yorkaise Fox 5 News a filmé en vidéo un grand nuage blanc qui s'échappait de la base de la tour sud. Le journaliste a commenté : « Il y a une explosion à la base du bâtiment… de la fumée blanche qui part d'en bas… quelque chose est arrivé au pied du bâtiment… ensuite une autre explosion. Un autre bâtiment du complexe du World Trade Center… » (Marrs, p. 35).

Tom Elliot travaillait à son bureau dans les locaux de Aon Corp. au 103e étage de la tour sud juste avant 9 heures. Quand la tour nord fut frappée, il décida de sortir du bâtiment et se mit à descendre les escaliers avec un petit groupe de personnes. Au 70e étage, une femme l'encouragea à ne pas écouter le haut-parleur qui affirmait qu'il n'était pas nécessaire d'évacuer. Au moment où il atteignait le 67e étage, le vol 175 de United Airlines frappa la tour sud, au-dessus de là où il se trouvait. Il racontera plus tard à un journaliste ce qu'il avait pu observer aussitôt après : « Bien que l'impact spectaculaire que nous avons vu à la télévision se soit produit juste au-dessus d'Elliot, lui et d'autres ont d'abord cru qu'il y avait eu une explosion plus bas. Un bruit incroyable ("un bruit d'explosion", selon ses propres termes) ébranla le bâtiment ; la cage d'escalier fut remplie par une tornade d'air chaud, de fumée, de plaques de plafond et de morceaux d'isolant venant d'en bas. "En face de moi, le mur s'est fendu de bas en haut", ajouta encore Elliot. Il réussit à sortir de la tour sud vers 9 h 40 » (*Christian Science Monitor*, 17 septembre 2001).

À 11 h 56, NBC News diffuse un reportage de Pat Dawson où celui-ci résume une conversation qu'il vient d'avoir avec Albert Terry, des pompiers de New York. Ce dernier avait dit au journaliste qu'il avait environ 200 pompiers dans les bâtiments du WTC aux alentours de 9 heures. C'est alors, ajouta Terry, qu'il entendit comme une explosion secondaire. Dawson raconte :

> Je viens de parler au chef de la sécurité du service des pompiers de la ville de New York qui était comme de bien entendu une des premières personnes sur place après le crash des deux avions sur le côté (c'est ce que nous pensons) des tours du World Trade Center, dont l'emplacement était juste derrière moi. Le chef Albert Terry m'a dit qu'il était ici littéralement cinq ou dix minutes après les événements de ce matin, c'est-à-dire le premier impact. Le chef de la sécurité des pompiers de la ville de New York m'a dit que peu après 9 h 00, il avait eu en gros dix alertes, impliquant à peu près 200 hommes qui essayaient de porter secours aux civils sur place, et qu'il a entendu dire qu'un deuxième engin, c'est-à-dire une bombe, avait explosé. Il a essayé de faire sortir ses hommes aussi vite qu'il a pu, mais il a dit qu'une autre explosion s'était produite. Puis, une heure après le premier impact, le premier crash, qui a eu lieu, il a déclaré qu'il y a eu une autre explosion dans une des tours ici. Donc de toute évidence, selon sa théorie,

> il pense qu'il y avait des engins explosifs dissimulés dans le bâtiment. Un des dispositifs secondaires, d'après lui, qui a détonné après l'impact initial aurait pu se trouver dans l'avion qui a percuté une des deux tours. Il croit, enfin il suppose que le deuxième engin était sans doute placé dans le bâtiment. Voilà ce qu'a déclaré Albert Terry, chef de la sécurité des pompiers de la ville de New York. Il vient de me dire cela il y a juste un instant. (Wisnewski, p. 135-136).

Les partisans de la version officielle ont essayé d'expliquer que certaines explosions avaient été provoquées par des fuites de gaz s'échappant des conduites principales, mais cela ne correspond pas au phénomène observé par Terry. Ni cela, ni d'autres explications comme celle de transformateurs qui auraient explosé, etc.

Ann Thompson, de la NBC, rapporte à 12 h 42, qu'elle avait atteint le coin de Broadway et de Fulton en direction du World Trade Center quand elle entendit une explosion et qu'un mur de gravats s'abattit sur elle. Elle se réfugia dans un building. Quand elle en ressortit vers 10 h 30, elle entendit une deuxième explosion. Les pompiers la mirent en garde contre une autre explosion (Wisnewski, p. 136 ; Trinkhaus, p. 4 ss.).

Le témoin oculaire Michael Benfante déclara à une équipe de TV allemande : « C'est en sortant que je l'ai entendue. Je me suis retourné et le sommet de la tour nord explosait. Et même à ce moment-là, je ne croyais pas que toute la tour pourrait s'effondrer. Je me suis dit, seul le sommet a explosé et il va tomber sur moi. Je me suis à nouveau retourné et je suis parti en courant. J'ai ressenti les grondements des explosions, le tonnerre du bâtiment en train de s'écrouler » (chaîne allemande ARD, *« Tag des Terrors – Anschlag aus heiterem Himmel »* 30 août 2002, Wisnewski, p. 136).

Un reporter qui voulait filmer une scène sur fond de World Trade Center fut interrompu par un bruit d'explosion : « On ne peut pas se rapprocher davantage du World Trade Center. Vous voyez ici les pompiers qui s'activent, la police et les officiers du FBI et vous voyez les deux tours, une explosion gigantesque ! Des gravats nous tombent dessus ! » (*« Verbrechen gegen die Menschheit »* Westdeutscher Rundfunk, Cologne, 24 juillet 2002 ; Wisnewski, p. 136).

Un autre témoin oculaire raconte : « Nous avons entendu une formidable explosion et tout est devenu noir. Des morceaux de verre dégringolaient et blessaient les gens. C'était une grosse explosion, tout s'est obscurci ; ce que vous voyez là, ce n'est pas de la neige, mais tout ce qui vient du bâtiment, c'est un affreux cauchemar… J'étais sur la Sixième Avenue et je venais d'essayer de passer un coup de téléphone quand j'ai entendu une explosion et j'ai vu des gens se jeter à terre en hurlant et en pleurant. J'ai levé les yeux et j'ai vu toute cette fumée, quand la tour est tombée, et toute cette fumée dans une seule tour » (Extrait par Oliver Voegtlin et Matthias Fernandes, NTV, 11 septembre 2001).

Un autre documentaire européen montrait un homme à lunettes dans un lit d'hôpital qui déclarait : « Soudain on a entendu bang, bang, bang, comme des tirs, et puis trois explosions incroyables » (*« Terror gegen Amerika »*, RTL, 13 septembre 2001).

Un témoin qui travaillait dans un bureau près du WTC a décrit son expérience à un journaliste de l'*American Free Press*. Il se tenait dans la foule sur Church Street, à environ un pâté de maisons de la tour sud. Juste avant que celle-ci ne s'effondre, il a vu « un certain nombre de lumières très brillantes émises de l'intérieur du bâtiment entre le 10e et le 15e étages. Il a vu environ 6 de ces lueurs et, en même temps, il a entendu "un craquement" juste avant que la tour ne s'effondre » (Christopher Bollyn, *American Free Press,* 2 décembre 2001 ; Wisnewski, p. 137).

Kim White, qui travaillait au 80e étage de la tour sud, fait elle aussi état d'une explosion, comme elle le raconte au magazine *People :* « Soudain, le bâtiment s'est mis à trembler puis à tanguer. Personne ne savait ce qui se passait. On a fait sortir tous les gens de notre étage par la cage d'escalier… à ce moment-là on croyait tous qu'il y avait un incendie… on est arrivés jusqu'au 74e… et là, il y a eu une autre explosion » (Christopher Bollyn, *American Free Press*, 2 décembre 2001).

Un employé noir, au costume couvert de poussière et de cendres, a dit à la télévision danoise DR-TV1 : « Au 8e étage, nous avons été jetés à terre par une énorme explosion » (Wisnewski, p. 138).

La chaîne allemande SAT1 a diffusé un reportage avec des survivants qui, eux aussi, parlent d'explosions. Un de ces témoins, du nom de Tom Canavan, fut interrompu au milieu d'une phrase par deux agents du FBI qui lui coupèrent la parole, le prirent au collet et lui firent quitter les lieux ; toute cette scène a été enregistrée (Wisnewski, p. 138).

## Des bandes de la NBC révèlent des explosions de démolition commandée

Pour son enquête – qui s'est très bien vendue – ainsi que dans son émission spéciale diffusée à une heure de grande écoute à la télévision allemande en août 2003, Gerhard Wisnewski s'est servi de prises extérieures provenant de caméras de NBC News, près du WTC, pour fournir des exemples concrets présentant des détonations représentant à coup sûr des explosions de charges de démolition commandée. Sur le film de la NBC, on voit les deux tours brûler en émettant des nuages de fumée noire. Puis, environ à l'image 131 du film, on voit surgir un nuage de fumée blanc-gris le long d'à peu près les deux tiers du 79e étage de la tour sud. Deux tiers de la façade sud-est, cela correspond aux dimensions du groupe de piliers centraux, là où il aurait fallu placer les charges de démolition. Cette colonne de fumée blanc-gris s'élevait en ondoyant et

faisait contraste avec la fumée noire de l'incendie. Vers l'image 203, une autre ligne de fumée blanc-gris émerge plusieurs étages plus bas que la première et se met, à son tour, à monter en volutes. Cela constitue une preuve photographique évidente que des charges de démolition ont été mises à feu dans le World Trade Center (Wisnewski, p. 216).

Andreas von Bülow, ancien ministre social-démocrate allemand de la Technologie du chancelier Helmut Schmidt, note, dans son étude sur le 11 Septembre, que les bandes des actualités montrent une fumée qui, sous pression, s'échappe des fenêtres hermétiquement fermées des deux tours à la minute même où celles-ci s'effondrent, ou tout juste avant (Von Bülow, p. 146-147). Selon toute probabilité, cela prouve également l'effet de charges de démolition commandée ou d'autres déflagrations artificielles placées dans l'immeuble.

## Les pompiers avaient bon espoir de pouvoir éteindre l'incendie

L'administration Giuliani à New York City et celle qui lui a succédé, l'administration Bloomberg, ont longtemps refusé que le public écoute les bandes des conversations radio entre les pompiers du FDNY sur le terrain de la catastrophe. Au cours de l'été 2002, on vit paraître des articles de presse indiquant que les pompiers avaient pu grimper jusqu'au Sky Lobby*, au 78e étage, d'où ils avaient pu examiner l'étendue de l'incendie. Le fuselage de l'avion du vol UA175 avait percuté le 80e étage et une de ses ailes avait accroché le 78e. Les pompiers évoquent seulement deux foyers d'incendie et disent avoir bon espoir de pouvoir réussir à les combattre avec deux lances. Deux d'entre eux, sont cités nommément sur la bande, il s'agit du chef de bataillon Orio J. Palmer et du capitaine des pompiers Ronald P. Bucca ; tous deux périrent quand la tour sud s'effondra. Le *Times* raconte : « Une fois sur place, ils avaient un plan cohérent : maîtriser les feux qu'ils voyaient et aider les survivants. » D'après le résumé du *New York Times,* les deux pompiers « ne manifestaient aucune panique et ne donnaient pas non plus l'impression que les événements s'accéléraient et échappaient à leur contrôle… À ce stade, le bâtiment n'en avait encore plus que pour quelques minutes, car le feu affaiblissait la charpente des étages au-dessus. Malgré tout, le chef Palmer ne voyait que deux foyers et appela deux équipes munies d'une motopompe pour les combattre… »

* Situé à environ 2/3 de la hauteur des tours, le Sky Lobby est une sorte de gare d'échanges : les ascenseurs ultra-rapides y accédaient directement depuis le rez-de-chaussée.

Les transcriptions rendues disponibles de façon limitée sur Internet sont les suivantes :

> Bataillon sept… échelle quinze, nous avons deux foyers isolés. On devrait pouvoir les maîtriser avec deux lances. Diffusez ça par radio, 78e étage, nombreux codes un (morts).

La bande son n'a finalement été communiquée au public qu'à l'été 2005. Le ministère de la Justice prétendait qu'elle devait servir de preuve au procès de Zacarias Moussaoui, à Alexandrie (Virginie) (*New York Times,* 4 août 2002). Christopher Bollyn, déjà cité, commente : « Le fait que des pompiers chevronnés aient eu "un plan cohérent" pour maîtriser "deux foyers" nous apprend qu'ils estimaient pouvoir gérer ces feux. Ces récits de la scène du crash fournissent un témoignage qui dément que les tours se soient effondrées sous l'effet d'un enfer bouillonnant de métal en fusion, comme le prétend la version officielle » (Marrs, p. 38-39).

Plus tôt dans la matinée, Peter Ganci, le chef du service et donc le pompier le plus gradé de la ville, avait dit à Giuliani : « Nous pouvons sauver tous ceux qui se trouvent plus bas que les incendies. Nos gars sont dans le bâtiment, pratiquement au milieu de la 1re tour » (Giuliani, p. 8). Dans la journée, Ganci devait périr à son poste.

## Le cas du bâtiment 6 du WTC

CNN a diffusé l'image d'une fumée qui s'élève à partir du rez-de-chaussée du bâtiment N° 6, le bâtiment des douanes. Cette séquence vidéo a été filmée à 9 h 04, environ une minute après que le vol UA175 a frappé la tour sud. Rappelons que le WTC6 se trouvait du côté nord de la tour nord. Donc, les explosions à cet endroit ne peuvent pas être la conséquence de l'impact sur la tour sud. Une puissante explosion au WTC 6 a projeté un nuage de gaz et de gravats à 170 mètres de haut. Un archiviste de CNN s'est écrié : « C'est inexplicable ! » (Marrs, p. 36). Cet incident a été rapidement éclipsé par l'effondrement de la tour sud et a été presque oublié. Les divers rapports officiels ont dit fort peu de choses sur le WTC 6 ; il est clair que le cratère dans le toit du bâtiment 6, visible sur des photos aériennes, n'aurait pas pu être causé par un incendie (Von Bülow, p. 163-164).

## L'angoisse des pompiers

Le service des pompiers de New York (FDNY) a perdu ce jour-là 343 hommes, soit plus qu'au cours des 100 années précédentes. Il vaut la peine de se demander pourquoi. En cas d'incendie dans un gratte-ciel, on ne peut pas utiliser les échelles extérieures au-delà d'un certain niveau. Donc, les pompiers sont entraînés à monter par les escaliers pour combattre le feu de l'intérieur. Ils pouvaient être confiants parce que

jamais un bâtiment moderne, à charpente métallique et ignifugé, ne s'était effondré à cause d'un incendie. Pourtant, le 11 Septembre, trois bâtiments (le WTC 1, le WTC 2 et le WTC 7) se sont écroulés. Les pompiers expérimentés savaient ce qu'ils faisaient. Leurs pertes ne sont attribuables à aucune erreur de leur part, mais selon toute probabilité au fait que les Tours Jumelles et le WTC 7 ont été détruits par une sorte de démolition commandée.

En 1991, l'incendie du 1 Meridian Plaza à Philadelphie avait fait rage pendant plusieurs heures sans que le bâtiment ne menace de s'effondrer. Le feu y avait duré 19 heures, sautant d'étage en étage avant de s'arrêter faute de combustible. Les 4 et 5 mai 1988, la tour de 62 étages de la First Interstate Bank de Los Angeles – dont la structure était plus ou moins comparable à celle des Tours Jumelles – avait été la proie de flammes vives et intenses qui léchèrent les côtés du bâtiment pendant plus de trois heures. Dans l'expertise, la société Iklim Ltd., spécialisée dans l'évaluation des bâtiments et de leurs charpentes après un incendie, avait conclu : « En dépit de la destruction totale de quatre étages et demi par le feu, les principaux éléments structurels n'ont subi aucun dommage ; seule une poutre secondaire et quelques panneaux de planchers ont été légèrement endommagés. »

Cette comparaison a été relevée avec un certain malaise par le *New York Times :* « Les gratte-ciel sont conçus pour résister à un incendie, même si le feu finit par s'arrêter tout seul. Les charpentes métalliques porteuses doivent être assez solides ou suffisamment protégées du feu pour ne pas céder tant que brûle encore tout ce qui se trouve à l'intérieur d'un bâtiment de bureaux, notamment le mobilier. Dans les plus importants incendies de tours du pays, comme l'incendie du 1 Meridian Plaza à Philadelphie en 1991 ou celui de la First Interstate Bank de Los Angeles en 1988, cette façon de faire a donné de bons résultats. Mais les incendies du WTC 7 ont essentiellement fait rage aux étages inférieurs et ne se sont jamais éteints ; dans le chaos du 11 Septembre, le service des pompiers a fini par décider d'arrêter la lutte. » L'intense embarras des mythographes devient palpable : c'est tout simplement absurde. « Nom d'une pipe, qu'est-ce qui peut bien brûler si fort pendant sept heures que les pompiers aient la trouille de combattre ? » s'exclamait un membre de l'équipe d'enquêteurs citée dans ce même article (*New York Times,* 2 mars 2002).

## L'analyse de Romero

Une déclaration importante, et de première heure, contribue à discréditer la version officielle : il s'agit d'une interview diffusée quelques jours après le 11 Septembre, d'un expert du Nouveau Mexique spécialisé en technologie des mines. Cette analyse extrêmement réaliste a été publiée

sous la plume d'Olivier Uyttebrouck dans l'*Albuquerque Journal* du 14 septembre 2001 sous le titre : « Un expert du Nouveau Mexique déclare que des explosifs avaient été placés dans les tours ».

> Les images télévisées des attentats visant le World Trade Center donnent à penser que ce sont des engins explosifs qui ont causé l'effondrement des deux tours, nous a déclaré mardi un expert du Nouveau Mexique. L'effondrement des bâtiments semble « trop méthodique » pour être le résultat aléatoire d'avions percutant les structures, a déclaré Van Romero, vice-président chargé de la recherche à l'institut des mines et des technologies du Nouveau Mexique (le Tech).
>
> « Selon moi, au vu des bandes vidéo, ce sont des engins explosifs présents dans les bâtiments qui, après la collision des avions avec le World Trade Center, ont provoqué la chute des tours », a affirmé Romero. Cet homme est l'ancien directeur du Centre de recherche et d'essai sur les matériaux énergétiques au Tech, qui étudie les explosifs et les effets des explosions sur les bâtiments, les avions et les autres structures.
>
> Il déclare avoir fondé son opinion sur les vidéos diffusées sur les chaînes nationales. Il ajoute que l'effondrement des structures fait penser à des implosions que l'on provoque pour démolir de vieux immeubles. « Il aurait été difficile que quelque chose se trouvant dans l'avion puisse provoquer un tel événement, » a déclaré Romero depuis Washington lors d'une interview au téléphone.
>
> Romero affirme qu'avec un autre administrateur du Tech, il se trouvait dans le métro aux environs de Washington quand un avion a frappé le Pentagone. Denny Peterson, vice-président chargé de l'administration et des finances, et lui se rendaient dans des bureaux situés près du Pentagone pour discuter des programmes de recherche du Tech financés par le ministère de la Défense.
>
> Si ce sont des explosions qui ont fait s'effondrer les tours, les détonations auraient pu être causées par une petite quantité d'explosifs, dit-il. « Il aurait pu s'agir d'une petite quantité d'explosif placée à des points stratégiques », précise Romero. Selon lui, les explosifs auraient sans doute été placés à plusieurs endroits dans chacune des tours.
>
> Toujours selon Romero, si ce scénario est exact, la collision des avions contre les tours aurait constitué une diversion.
>
> La détonation de bombes à l'intérieur des tours correspond bien à un modus operandi fréquent chez les terroristes, a précisé Romero, en ajoutant : « Une des choses auxquelles on reconnaît un attentat terroriste, c'est une diversion et un engin secondaire. » Selon lui, les attaquants font exploser une première charge de diversion, qui attire le personnel de secours sur les lieux, puis ils font exploser un deuxième engin. Romero conclut en disant que si ce scénario est correct, l'attaque de diversion aurait été constituée par les avions. (http://www.abqjournal.commission/aqvan09-11-01.htm retiré des archives ; voir http://emperors-clothes.commission/news/albu.htm)

Nous avons là l'appréciation honnête d'un expert qualifié. Romero a identifié avec succès quelques-unes des principales anomalies présentées

par le spectacle de l'effondrement et en a déduit la seule hypothèse qui tienne la route : une démolition commandée. Il a aussi très finement analysé le fait que les chocs des avions n'auraient pas pu, par eux-mêmes, provoquer la chute des Tours Jumelles ; il faut plutôt les considérer comme une diversion, une couverture destinée à rendre cette chute plausible pour l'opinion publique. Cependant, l'Amérique de la fin septembre 2001 était plongée dans un climat d'hystérie néo-McCarthyste totalement incompatible avec la vérité publique ; par la suite, Romero a retiré ses observations éminemment judicieuses et on dit que, dans l'intervalle, il a reçu de l'avancement au sein du gouvernement fédéral.

Il n'en reste pas moins que beaucoup d'experts étrangers sont arrivés, en parallèle, à des conclusions similaires. Steffen Kretz, présentateur des informations sur la chaîne danoise DR-1, a déclaré : « La tour du World Trade Center s'est effondrée après deux explosions supplémentaires. » Dans un commentaire diffusé sur cette même chaîne, il a été dit que le World Trade Center s'était effondré après une explosion *supplémentaire* (Wisnewski, p. 138). Le 11 Septembre, DR-1 a diffusé une interview de Jens Claus Hansen, officier supérieur de l'Académie militaire danoise, qui estimait que « des bombes supplémentaires ont certainement été placées dans les tours du WTC, sinon elles ne se seraient pas effondrées de la sorte. » Un autre invité, Keld Hillingsøe, ancien général de l'OTAN, observait : « Des bombes supplémentaires avaient certainement été placées à l'intérieur des tours » (Wisnewski, p. 138). Le principal journal conservateur du Danemark, le *Berlingske Tidende*, a publié une interview de l'expert en explosifs Bent Lund, où celui-ci affirmait que le feu à lui seul n'aurait pas pu causer l'effondrement des Tours Jumelles. Il estimait qu'environ une tonne d'explosifs avait dû exploser à l'intérieur des bâtiments pour les faire tomber ainsi (*Berlingske Tidende,* 12 septembre 2001 ; Wisnewski, p. 138).

## Le point de vue d'un ingénieur suisse

Hugo Bachman, professeur émérite de dynamique de la construction et d'ingénierie des séismes à l'École polytechnique fédérale suisse de Zurich, établissement mondialement connu où a enseigné Einstein, se trouve être une autre personnalité importante à soulever la question du sabotage depuis l'intérieur des tours. Selon sa déclaration à la *Neue Zürcher Zeitung Online* le 13 septembre 2001, il semble à première vue y avoir deux explications à l'effondrement des tours. La première est le feu et son action sur les charpentes en acier. Mais Bachmann en expose une seconde : « Dans le deuxième scénario, une action terroriste supplémentaire aurait causé l'effondrement des bâtiments. Ainsi, d'après lui, des bâtiments tels que le World Trade Center peuvent être détruits sans néces-

siter de très grands efforts logistiques. » L'article ajoutait plus loin : « Bachmann conçoit que les auteurs aient pu installer les explosifs sur des supports principaux d'un étage inférieur avant l'attaque. » À condition de louer des bureaux, ces « locataires explosifs » auraient très bien pu disposer en toute tranquillité des charges aux endroits vulnérables du bâtiment « sans que personne ne le remarque. » Il pense qu'il est moins probable que les explosifs aient été disposés dans les sous-sols : les problèmes logistiques y auraient été plus difficiles à résoudre pour poser les charges aux bons endroits ; d'autre part, les fondations étaient sans doute plus solides que l'acier des tours. Bachmann précise : « il est impossible pour l'instant de répondre à la question de savoir si l'un des deux scénarios est approprié. » Mais il estime qu'il est important de se concentrer davantage sur le second, qu'il s'applique au World Trade Center ou non. Le professeur fait observer que quiconque ayant une connaissance suffisante des structures statiques et de la technologie des explosifs pourrait en principe détruire n'importe quel bâtiment dont la charpente est toujours le talon d'Achille. Une attaque sur ce point faible, bien que relativement facile à effectuer, demanderait une planification très longue et très sophistiquée. Tous les bâtiments ne sont pas vulnérables au même titre, mais les Tours Jumelles du World Trade Center étaient probablement, selon Bachmann, parmi les cibles les plus fragiles (Wisnewski, p. 141-143).

## Des occasions de « sabotage »

De nombreux témoignages oraux non confirmés font état d'activités étranges et inhabituelles dans les tours du World Trade Center au cours des jours et des semaines qui ont précédé leur destruction. Trois ans après les faits, un homme d'affaires new-yorkais m'a raconté qu'il avait souvent rendu visite à un client dans l'une des tours dans les mois avant l'accident ; chaque fois, certains ascenseurs étaient hors service. Scott Forbes, un employé de Fiduciary Trust, entreprise logée aux étages 90 et 94-97 de la tour sud, est un autre témoin. Quatre-vingt-sept employés de Fiduciary Trust ont été tués le 11 Septembre. Dans un courriel, Forbes signale qu'au cours du week-end des 8 et 9 septembre 2001, un exercice de « panne de courant » a été réalisé aux étages 50 et supérieurs de la tour sud : le courant électrique y a été coupé pendant 36 heures. La raison officielle était la vétusté du câblage. Forbes était responsable du réseau informatique dans son entreprise, il se rappelle bien cet épisode car il a été obligé d'éteindre tout le réseau informatique avant la mise hors tension. Ensuite, il a dû rallumer les ordinateurs et reconfigurer les réseaux. Or, comme il n'y avait pas de courant au-dessus du 50e étage, il n'y avait pas non plus de caméras de surveillance ni de verrouillage automatique. En revanche, beaucoup de techniciens sont entrés et sortis de la tour tout au long du

week-end. Quand Forbes, qui vivait à Jersey City et pouvait voir les tours du WTC de chez lui, a vu l'explosion le matin du 11 Septembre, il a immédiatement pensé aux événements bizarres du week-end précédent. (www.serendipity.li/wot/forbes01.htm)

## Enregistrements sismiques : encore une preuve

Les effets sismiques de l'effondrement des tours ont été observés et mesurés par l'Observatoire terrestre Lamont-Doherty de l'université de Columbia qui se trouve en amont de l'Hudson à Palisades, New York. Les sismographes ont enregistré deux pics qui traduisent deux ondes de choc dans la terre au matin du 11 Septembre. Le plus remarquable, c'est que ces deux pics se sont produits juste *avant* le début de l'effondrement des tours. Très exactement, les scientifiques présents dans les locaux ont enregistré une secousse de 2,1 sur l'échelle de Richter à 9 h 59 min 04 s EDT (heure d'été de New York), juste avant le début de l'effondrement de la tour sud, et un choc de 2,3 exactement au moment où la tour nord commençait à s'écrouler à 10 h 28 min 31 s EDT. Ces deux secousses ont été enregistrées avant que la plus grande partie des blocs de bâtiments ne touche le sol. Bien que n'ayant pas l'envergure d'un tremblement de terre, ces chocs furent importants, environ vingt fois plus forts que tous les chocs enregistrés jusque-là lors d'effondrements de bâtiments. Le camion piégé de 1993 n'avait produit aucun effet sismique : il n'avait même pas été enregistré. Le 11 Septembre, à 17 h 20 heure locale, il y eut également une secousse de 0,6 due à l'effondrement du WTC 7, là encore non pas à la fin de la chute, mais au début. Le Dr. Arthur Lerner-Lam, directeur du Centre de recherches sur les risques de l'université de Columbia, a observé que « pendant la chute, la plus grande partie de l'énergie des morceaux qui tombaient était absorbée par les tours et les structures voisines, les transformant en gravats et en poussière ou causant d'autres dégâts, mais sans secousse importante au sol. » Néanmoins, il refuse de tirer des conclusions de l'anomalie flagrante constituée par cette information que la commission du 11 Septembre a elle aussi éludée (Marrs, p. 39 ss.)

Une fois que la plupart des poteaux ont été retirés, les experts ont trouvé des flaques ressemblant à du métal fondu collées aux fondations à plusieurs niveaux au-dessous du sol. Certaines poutres métalliques semblaient avoir partiellement fondu, la structure cristalline de certains profilés présentait une altération, d'autres étaient criblés de trous comme un fromage suisse. On n'a parlé de ces flaques de métal fondu qu'au bout d'une semaine après l'effondrement. Celles-ci s'expliquent peut-être par l'utilisation de thermite, un agent de démolition qui fait fondre l'acier aux endroits où il est appliqué.

## Giuliani nettoie les lieux du crime

Le maire Giuliani, d'après son pedigree, était une créature de l'appareil bureaucratico-autoritaire hautement répressif qui s'était incrusté au ministère de la Justice pendant les années Reagan. Il joua un rôle clef pour défendre le mythe du 11 Septembre, ce mythe dont le point le plus faible est aussi le plus spectaculaire : l'effondrement inexplicable et sans précédent des Tours Jumelles. Sous prétexte que son mandat se terminait le 31 décembre 2001, Giuliani organisa le nettoyage massif et précipité du WTC en tant que lieu du crime. En même temps, il s'employa à créer un conflit avec les pompiers de New York, tant pour détourner l'attention du public des falsifications de preuves que pour neutraliser le risque qu'un groupe de pompiers ne puisse dénoncer la présence de charges d'explosifs de démolition dans les bâtiments WTC 1, 2 et 7, ce dont, comme nous l'avons vu, ils avaient parfaitement conscience.

Pendant la crise, Giuliani n'a eu de cesse que d'exploiter pour son propre compte l'admiration et la gratitude immenses qui se sont exprimées dans tout le pays, et même dans le monde entier, envers l'héroïsme des pompiers new-yorkais. Désormais, tout le pays les adulait. La couverture du numéro du *Newsweek* post-11 Septembre en témoigne : on y voit quelques pompiers planter un drapeau sur les ruines, allusion évidente au drapeau américain flottant sur Iwo Jima *. Giuliani se fit un devoir d'apparaître en public avec une casquette de base-ball arborant les lettres FDNY (pompiers de New York). La police n'avait droit qu'à la mention NYPD (police de New York) sur son coupe-vent. En réalité, Giuliani les a trahis les uns comme les autres en dressant les pompiers contre les policiers (et vice versa), le tout pour occulter la réalité des événements. Les pompiers, naguère portés aux nues, allaient bientôt devenir « inexcusables », selon les propres termes de Giuliani.

## Démolition commandée et « controlled demolition », encore et toujours

Giuliani fit venir Controlled Demolition, l'entreprise éminemment suspecte qui avait achevé de démolir le bâtiment fédéral Murragh d'Oklahoma City en 1995 et qui, par la même occasion, y avait effacé toutes les preuves.

Son contrat fut conclu en catimini onze jours à peine après le 11 Septembre ; Controlled Demolition fut chargée de recycler l'acier du World Trade Center. Dans ses mémoires, Giuliani n'en dit pas un mot. La ville accepta de vendre l'acier à des prix ridicules, pourvu qu'il soit enlevé

* *Iwo Jima :* île japonaise où eut lieu une importante bataille en 1945. (NdT)

rapidement. Chaque camion était équipé d'un système de localisation (Global Positioning System) à 1 000 dollars pièce afin de garantir que pas une poutre n'échappe au ramassage et que pas la moindre ferraille suspecte ne finisse dans la cour d'un enquêteur aux idées sortant des sentiers battus ; d'autre part, les pièces métalliques n'étaient pas mieux manipulées ni enlevées que n'importe quel débris métallique sans valeur. Il faut dire que tous les enquêteurs étaient tenus éloignés du Ground Zero. Ainsi, Controlled Demolition pouvait définitivement supprimer toutes les chances d'exploiter les preuves physiques présentes dans « la pile », comme on appela rapidement la masse de débris tordus. La scène était kafkaïenne : impossible de dire quels ont été les fonctionnaires qui ont supervisé la destruction des preuves destinée à sauver un mythe utilisé pour déclencher une guerre mondiale.

Avec le concours de l'écrivain Ken Kurson, Giuliani a récemment produit une autobiographie intitulée *Leadership*. Cet ouvrage est un monument d'hagiographie, d'auto-satisfaction et d'hypocrisie. Lors d'une de ses visites sur le site du World Trade Center, le maire remarqua que beaucoup de gens prenaient des photos. Il y avait tant à cacher qu'il trouva cela ennuyeux : « Je remarquai alors quelque chose de gênant : des centaines de personnes avec des appareils jetables et des caméras vidéo à la main. Je comprenais leur geste : il s'agissait d'un événement historique qui a eu un retentissement énorme sur ceux qui l'ont vécu de près. Mais en même temps, c'étaient les lieux d'un crime, et qui n'étaient pas sans danger. Je ne voulais pas que quelqu'un se blesse ou puisse endommager des preuves en cherchant le meilleur angle de prise de vue. Si nous n'avions rien entrepris rapidement, les choses auraient pris des proportions incontrôlées, et les lieux seraient devenus le paradis de voyeurs, et le site aurait pu se transformer en une attraction dégradante » (Giuliani, p. 49). Prendre sans contrôle des photographies des lieux du crime sans que le FBI puisse les confisquer ? Quelle horreur ! Giuliani promulgua alors un ordre tristement célèbre selon lequel toute photo prise dans la zone du complexe du WTC serait illégale. Risquer un petit clic photo, c'était désormais risquer la grande claque de la prison.

Quand il s'agissait d'empêcher les gens d'aller y voir de trop près, Giuliani considérait que la *pile* était la scène d'un crime contenant des preuves qu'il fallait protéger. Mais quand il fut question d'envoyer des preuves cruciales à l'autre bout du monde, la devise devint « nettoyage par le vide » avec l'assistance de Controlled Demolition. Comme le décrit Thomas Van Essen, le servile pistonné de Giuliani qui occupait le poste de Fire Commissionner (chef des pompiers) : … « une opération de recherches à grande échelle était en cours, et le site était devenu un gigantesque chantier. Les camions et les excavatrices sillonnaient toute la zone. Des grues géantes soulevaient des poutres d'acier au-dessus de la tête des

ouvriers » (Van Essen, p. 263). L'acier était envoyé à la décharge de Fresh Kills, dans Staten Island, qui le débitait pour le recycler dans de hauts fourneaux, dont beaucoup à l'étranger.

D'après Van Essen, vers la fin du mois d'octobre, Giuliani manifesta une compassion débordante pour les travailleurs de *la pile*, exposés aux dangers et aux accidents. Parmi les principaux groupes sur le chantier figurait celui des pompiers qui recherchaient les cadavres ou des reliques de leurs centaines de camarades décédés. D'après l'écrivain provocateur Langewiesche, « parmi les travailleurs du chantier et les policiers, certains se mirent à témoigner un agacement excessif à l'encontre des pompiers ; ils répétaient sans arrêt une vérité de Lapalisse : que ces prétendus héros n'étaient que des hommes ordinaires, pour dire les choses en termes polis. De leur côté, les pompiers semblaient devenir de plus en plus renfermés et isolés des travaux de déblayage. » (Langewiesche, p. 158) « On disait que les pompiers s'intéressaient aux montres du magasin Tourneau, que les policiers préféraient les ustensiles de cuisine et que les démolisseurs (désavantagés en l'occurrence) s'amusaient à piquer ce qui restait, par exemple du vin, trouvé dans les ruines de l'hôtel Marriot ou des caisses de cigarettes de contrebande venant de la chambre forte des douanes dans les débris du bâtiment 6. » (Langewiesche, p. 159). Langewiesche raconte avec délectation que l'on a trouvé la preuve que les pompiers s'étaient déjà livrés au pillage avant même la chute des tours. « 15 mètres au-dessous du sol, ils ont commencé à ouvrir le toit de la carcasse d'un de leurs camions qui avait été enfoncé sous terre par l'effondrement. » D'après Langewiesche, le chef de chantier qui voulait seulement que le travail avance, se montra « ravi, lorsque la carcasse du camion apparut, de voir qu'au lieu de contenir des cadavres (qui auraient mérité un certain respect), la cabine était pleine de jeans neufs venant du magasin Gap. Lorsqu'un grappin retira le toit, les jeans s'éparpillèrent un peu partout au vu de tout le monde. C'était exactement le genre de preuve que le chef de chantier attendait. Sous le regard d'abord interloqué d'un groupe de pompiers, les terrassiers ne se contrôlèrent plus » (Langewiesche, p. 161).

Les pompiers, ne l'oublions pas, étaient ceux qui en savaient le plus sur la démolition intentionnelle du World Trade Center ; ils étaient également les plus susceptibles de parler. Dans ce sens, ils représentaient peut-être la plus grave menace pesant sur le mythe du 11 Septembre sur lequel l'oligarchie avait tant misé. C'est pourquoi la campagne manifeste de dénigrement des pompiers prit une importance historique mondiale. Vu les enjeux, il est impossible d'exclure la possibilité que l'incident des jeans, qui avait tant séduit Langewiesche, ait été cyniquement mis en scène pour désarçonner, désorienter et déstabiliser les pompiers révoltés. Les jeans auraient très bien pu être déposés pendant un changement d'équipe de fossoyeurs. Le récit de Langewiesche est sorti en automne

dans le *Atlantic Monthly ;* il a lourdement pesé sur le cœur des pompiers en colère et des familles endeuillées.

Le 31 octobre, jour d'Halloween, Giuliani décréta unilatéralement qu'il ne devrait pas y avoir plus de 25 pompiers à la fois dans chaque équipe travaillant sur la *pile*, avec 25 policiers new-yorkais et 25 patrouilleurs de l'autorité portuaire. Rapidement, « les secouristes se sont insurgés. On commença à raconter que nous avions purement et simplement renoncé à trouver les corps, que le maire voulait accélérer le nettoyage pour qu'il soit fini avant la fin de son mandat, que nous avions récupéré l'or du WTC et que nous nous fichions du reste… Les responsables syndicaux se mirent à dire aux ouvriers que nous emportions tout en vrac dans nos camions à destination de la décharge de Fresh Kills, en qualifiant l'opération de "nettoyage par le vide" » (Van Essen, p. 265).

Langewiesche soutient la décision du maire de diminuer le nombre de pompiers sur le site : « Quand Giuliani a justifié cette diminution par des raisons de "sécurité" il était parfaitement sincère » (Langewiesche, p. 161). Pour lui, le gros problème posé par la *pile* était dû aux « pompiers qui perdaient la tête » (Langewiesche, p. 162). À la mi-octobre, un auditoire composé de pompiers, de policiers, de veuves et d'orphelins hua plusieurs membres de l'administration Giuliani ainsi que la sénatrice Hillary Clinton et un politicien démocrate local (Van Essen, p. 258). Le vendredi 2 novembre, Giuliani récolta le fruit de sa provocation. Dans la matinée, plus de 1 000 pompiers se dirigèrent vers le World Trade Center en scandant : « Ramenons nos frères ! Ramenons nos frères ! » « Faites votre devoir ! » « Dehors Rudy ! » et « Dehors Tom ! », en référence à [Giuliani et] son pistonné Thomas Van Essen. Leurs banderoles portaient les inscriptions : « Giuliani, nous voulons ramener nos frères chez nous ! » Les porte-parole dénonçaient le déblayage hâtif des restes et l'opération « nettoyage par le vide » à Fresh Kills. Un ancien capitaine fort respecté s'adressa à la foule : « Mon fils Tommy du premier escadron n'est pas encore revenu à la maison ! Ne l'abandonnez pas ! ». « Ramenez Tommy ! » répondit la foule. Bientôt, une altercation entre les pompiers et les policiers qui gardaient le site dégénéra en bagarre générale. Douze pompiers furent arrêtés et cinq policiers blessés. Giuliani avait sacrifié de gaieté de cœur le mythe de la solidarité nationale du 11/9 aux besoins de sa campagne de guerre psychologique et de provocation à l'encontre des pompiers. On était le 2 novembre 2001, jour des morts.

Le même jour, lors d'une conférence de presse, Giuliani fit preuve d'hypocrisie en condamnant les actes des pompiers qu'il qualifia d'inexcusables. La police voulut procéder à encore plus d'arrestations ; elle passa au crible les bandes vidéo de la bagarre pour identifier les pompiers. La ville était consternée. À ce moment-là, beaucoup de journaux condamnèrent Giuliani. Un responsable syndical des pompiers, Peter Gorman, traita

Giuliani de *fasciste ;* le préfet de police Kerik et le commissaire aux incendies furent traités de « sbires de Giuliani. »

Le lundi 11 novembre eut lieu un meeting où Giuliani et ses fonctionnaires furent une fois de plus pris à partie par 200 pompiers en colère et parents endeuillés. Il fut inlassablement accusé de faire une opération de « nettoyage par le vide. » Une veuve s'écria : « La semaine dernière, mon mari était révéré comme un héros, et aujourd'hui, on veut le mettre à la décharge ? » Quand Van Essen bredouilla que le ministère avait été débordé, une veuve répliqua : « Arrêtez de dire que vous êtes débordés ! Moi, oui, je suis débordée ! J'ai trois enfants et mon mari est mort ! » Le Dr. Hirsch, celui de la théorie de l'« empreinte biologique » dont nous parlerons plus loin, tenta de défendre Giuliani en avançant que l'on ne découvrait plus rien qui ressemblerait à un cadavre entier, mais les pompiers qui savaient, par leur expérience sur la *pile*, que c'était faux, l'obligèrent à se taire en couvrant ses paroles par leurs cris. Van Essen fut forcé d'admettre que, sur la base des preuves photographiques qu'il avait lui-même examinées, on avait bel et bien continué à trouver des restes qu'il fallait bien considérer comme des « cadavres entiers » (Van Essen, p. 270-271).

La précipitation de Giuliani à liquider totalement les lieux du crime sans respect pour la préservation des restes humains servait donc deux objectifs principaux : permettre de détruire un grand nombre de preuves pertinentes et réussir à mettre les pompiers sur la défensive et à les dresser contre les policiers, les terrassiers et d'autres corps de métiers. Il réussit même à semer la zizanie entre les pompiers. Ces derniers, pris au piège d'émotions violentes, n'avaient ni le temps, ni l'énergie de demander justice pour leurs camarades morts en héros, ce qu'ils n'auraient pu faire qu'en soulevant directement la question des traces de démolition commandée observées en de nombreux points du complexe du World Trade Center. Giuliani n'était pas le seul oligarque cynique de cette affaire : aux dernières auditions de la commission du 11 Septembre à New York City, le FDNY, le NYPD et d'autres services de la ville furent harcelés sans pitié par des gens tels que l'ancien secrétaire à la Marine John Lehman, qui leur dit que leur coordination opérationnelle ne valait même pas celle d'une bande de scouts. À ce jour, les pompiers n'ont jamais réussi à faire pièce au mythe du 11 Septembre qui les présente nécessairement comme des incompétents malgré leur héroïsme et leurs pertes énormes. Ce n'est qu'en déboulonnant ce mythe, en exposant au grand jour l'histoire de la démolition commandée, que les immenses mérites historiques des pompiers pourront être reconnus à leur juste valeur.

Les mémoires de Giuliani ne sont écrites que pour le présenter sous un jour favorable ; elles tentent aussi de consolider la version officielle sur certains points cruciaux mais vulnérables, puisque le mythe du

11 Septembre et la légende de Giuliani sont désormais inextricablement liés. Les propos suivants sont attribués au Dr. Charles S. Hirsch, médecin légiste de New York City, en fin d'après-midi, le 11 Septembre : « La plupart des corps se seront évaporés. On va se retrouver avec des empreintes biologiques là où les chairs sont devenues des morceaux de matière informe. » D'après Giuliani, Hirsch estimait que la température dans le bâtiment avait pu atteindre les 2 000 degrés (Fahrenheit, sans doute). Or, atteindre une telle température avec le kérosène et le mobilier comme combustibles est impossible dans l'univers physique tel que nous le connaissons (Giuliani, p. 22).

## Auditions du congrès : « à la limite de la criminalité »

Le scandaleux nettoyage de la scène du crime du World Trade Center fut l'un des thèmes majeurs des auditions tenues par la commission des sciences de la Chambre des représentants le 2 mars 2002. Le député Anthony D. Weiner, démocrate new-yorkais, donna le coup d'envoi des débats en opposant le comportement professionnel constaté sur les lieux lors du crash du vol 186 le 12 novembre 2001 au chaos et au mépris pour l'intégrité des preuves qui ont régné sur la *pile* du WTC sous le mandat Giuliani : « Littéralement dans les instants qui ont suivi l'accident de l'avion, le NTSB était sur place pour mettre les preuves sous scellés, questionner les témoins, exiger si nécessaire des informations par voie judiciaire ; depuis lors, ils ont soumis des rapports périodiques. Un mois et un jour auparavant, lorsque le WTC s'est effondré, rien ne pouvait être plus éloigné de la vérité. Selon les rapports que nous avons entendus depuis, aucune enquête approfondie n'a été menée. Un expert en incendies a qualifié l'enquête de quasiment inexistante. Nous n'avons examiné aucun des aspects de l'effondrement qui aurait pu modifier les procédures de sauvetage, même au cours du mois qui vient de s'écouler. Deuxièmement, des rapports ont montré que des preuves essentielles ont été négligées. Plus de 80 % de l'acier du WTC a déjà été vendu pour être recyclé ; la plus grande partie, si ce n'est tout, avant qu'aucun enquêteur ou scientifique n'ait pu en tirer des informations. »

Weiner précisa que, sur la scène du crash du vol 186 le 11 novembre, il avait vu « le NTSB désigner des pièces à conviction [et] dire à la police locale de ne pas y toucher sous peine de commettre un crime » (Session de mars de la Chambre, p. 104). C'était la procédure suivie avant le 11 Septembre et qui le fut à nouveau après le 11 Septembre ; ce n'est que pour les événements du 11/9 que ces méthodes, imposées par le droit fédéral, ont été jetées aux orties. Ce fut une atteinte massive à l'application de la loi, et tout cela dans le but de créer un rideau de fumée.

Weiner ajouta qu'il y avait aussi beaucoup de reproches à faire au gouvernement fédéral. Le tout sur fond de luttes opposant les diverses agences désireuses de défendre leur pré carré, ce qui est presque toujours le moyen favori des taupes pour masquer l'ampleur ou la motivation de ce qu'elles font réellement : « … nous avons permis que cette enquête s'embourbe lamentablement dans des luttes internes et l'absence de coopération entre agences. Les ingénieurs de la FEMA (Bureau fédéral des situations d'urgence) n'ont pas eu accès à temps aux plans du bâtiment. Les actualités ont fait état de frictions entre les ingénieurs de la FEMA en raison d'inquiétudes quant aux destinataires ultimes de l'information. Même la Fondation nationale pour la science (NSF), qui avait accordé des bourses à plusieurs scientifiques pour qu'ils étudient la chute des tours, n'a pas coordonné ses travaux avec la FEMA ni avec la Société américaine de génie civil. »

La réalité était encore pire. L'enquête de l'organisme d'évaluation des constructions (BPAT) de la FEMA fut conduite non pas par des fonctionnaires du gouvernement à plein-temps mais par un groupe de bénévoles disposant d'un budget de 600 000 USD à peine (le budget de Ken Starr pour lancer ses meutes sur Clinton : plus de 40 millions de USD) Les bénévoles de la FEMA n'avaient aucune compétence pour assigner à comparaître ; ils ne pouvaient pas arrêter les recycleurs d'acier ni confisquer des preuves en cas de besoin. On ne leur avait pas donné les plans des bâtiments. De manière générale, ils ne pouvaient pas accéder au Ground Zero, sauf au début, pour y faire un petit circuit à pied. Ils n'ont jamais vu un morceau d'acier des décombres avant octobre. Sur les millions de fragments, le BPAT du FEMA n'a pu en sauver que 156 des mains des recycleurs.

Weiner déplora également la parcimonie du budget alloué aux recherches : « … Enfin, nous avons vu et relevé avec tristesse que l'engagement financier affecté à ces recherches fait tout simplement défaut. Il n'est pas rare de dépenser des dizaines de millions de dollars pour enquêter sur le crash d'un avion. Or, nous n'avons même pas eu un million pour cette enquête et l'administration Bush a refusé de s'engager à débloquer toute la somme nécessaire » (Session de mars de la Chambre, p. 48).

Lors d'une audition ultérieure, Weiner déclara : « Des milliers de tonnes d'acier ont été enlevées et recyclées avant qu'aucun expert n'ait pu examiner des indices qui auraient pu être révélateurs. Des armatures [de béton armé], des fragments de matériaux ignifugés, et même des commutateurs électriques brûlés, qui auraient pu donner des indices aux scientifiques et aux ingénieurs, ont été perdus à jamais avant même qu'une enquête ne soit lancée » (Session de mai de la Chambre, p. 20-21).

Weiner n'ignorait pas non plus que l'administration Giuliani, tout comme le régime Bush à Washington, nourrissait une hostilité implacable envers toute enquête. « Nous venons d'entendre un témoignage affirmant

que la municipalité était loin de vouloir coopérer. Qu'elle avait refusé de fournir des informations élémentaires» déclara le député Weiner aux auditions du mois de mars. Il affirma devant les témoins gouvernementaux de la FEMA et des autres agences : «L'idée qu'il y avait un quelconque degré de coopération, je dois dire, les dossiers regorgent d'anecdotes faisant état de gens à qui on a confisqué leurs appareils photos et que l'on a arrêtés aux points de contrôle. Vous êtes des fonctionnaires du gouvernement des États-Unis. L'idée même qu'il faille longuement débattre pour savoir quelles sont les informations dont vous devez disposer, est pour moi plus qu'inquiétante» (Session de mars de la Chambre, p. 133). De fait, le BPAT du FEMA n'a même pas été admis sur le site avant octobre.

Les inquiétudes de Weiner étaient partagées par le républicain de Virginie J. Randy Forbes qui se déclara «déçu d'apprendre que les enquêteurs n'ont pas pu examiner les morceaux de métal récupérés des Tours Jumelles avant que ceux-ci ne soient envoyés au rebut. Je m'inquiète également de voir que les enquêteurs ont eu du mal à obtenir les plans, les dessins et les rapports de maintenance parce que les propriétaires des bâtiments craignaient de voir leur responsabilité engagée» (Session de mars de la Chambre, p. 55). Il est même arrivé qu'en dépit de demandes urgentes et répétées, on ait refusé aux enquêteurs de disposer des vidéos faites par des chaînes de télévision autour du WTC le 11 Septembre. N'oublions pas que les taupes sont aussi nécessaires dans le privé que dans le public.

Glenn P. Corbett, professeur de Justice criminelle au Collège John Jay, a rappelé à la commission que «mener l'étude sur l'effondrement comme une étude quasi-académique et non comme une instruction criminelle a engendré la destruction de preuves précieuses, notamment les éléments en acier des bâtiments. Les charpentes métalliques détiennent la clé essentielle permettant de comprendre la chronologie des événements et des facteurs qui ont causé l'effondrement. La chute des tours du World Trade Center représente le plus important effondrement de structures de l'histoire mondiale. Une catastrophe de telles proportions exige que l'on engage une enquête exhaustive et détaillée. À la place, on affecte au BPAT un groupe d'ingénieurs et de scientifiques à mi-temps, au budget rachitique.» Corbett demanda la création d'une commission sur la catastrophe du World Trade Center mais l'administration Bush ne souhaita pas y donner suite.

Aboulhassan Astaneh-Asl, professeur de génie civil à Berkeley, explique le choc qu'il a ressenti en découvrant que l'acier de construction avait tout bonnement été expédié au rebut : «Je crois que j'ai été le premier à découvrir que l'acier était envoyé au recyclage. Le reporter du *New York Times* Jim Glanz me l'a dit deux semaines après le tremblement, après l'effondrement. J'ai alors tenté de contacter la municipalité, et les journalistes du *New York Times* ont essayé de s'assurer que nous ayons

accès aux ferrailles pour enquêter. Cela n'a rien donné. Alors, je suis allé en personne contacter l'usine de recyclage pour prendre les dispositions nécessaires » (Session de mars de la Chambre, p. 128). Malgré cela, la majeure partie des pièces métalliques disparut rapidement.

Le député new-yorkais Crowley fit remarquer très justement que les illégalités et les abus de pouvoir flagrants concernant la scène du crime porteraient à jamais une ombre sur toute explication que le gouvernement essaierait de donner : « Je suis convaincu que cela va donner du grain à moudre aux partisans de la théorie du complot. À côté de cela, la commission Warren aura l'air d'une promenade de santé. Et c'est dommage, pas seulement pour les membres du Congrès qui essaient de faire du bon travail, mais aussi pour toutes les familles qui écoutent très attentivement ce que nous disons aujourd'hui, ce que disent ces experts. Et je pense que tant de choses ont été perdues ces six derniers mois que nous n'arriverons jamais à les récupérer. Non seulement c'est dommage, mais c'est aussi à la limite de la criminalité » (Session de mars de la Chambre, p. 129).

Le député du Connecticut Christopher Shays, un Républicain libéral comme Giuliani, vola au secours du maire. Il nia que le World Trade Center fût une scène de crime où il y eût encore quelque chose à découvrir ou à prouver ; Shays déclara avoir « la certitude que ces actes dirigés contre nous n'étaient pas des actes de simple criminalité mais bien des actes de guerre, des actes de terrorisme. Et j'ai la chair de poule à penser que nous les traitions comme des actes criminels avec lesquels, nous devons prouver, dans le doute, qu'un individu l'a commis et qu'il était sur les lieux, ou toutes les autres choses qu'il faut prouver lors d'un crime » (Session de mai de la Chambre, p. 115). Cette rhétorique musclée camouflait le besoin urgent d'effacer les preuves. Pour cette école de pensée, il n'y avait pas besoin de preuves parce qu'il n'y avait rien à prouver ni à apprendre ; ils pensaient qu'ils savaient *a priori* ce qui s'était passé grâce à CNN et à Bush. La légalité elle-même était en éclipse.

L'un dans l'autre, il ne faut guère s'étonner que *Fire Engineering*, vénérable publication des pompiers paraissant depuis 125 ans, ait voué aux gémonies tout le processus d'enquête dans son éditorial de janvier 2002. Son rédacteur en chef Bill Manning y écrivait : « Pendant plus de trois mois, les aciers de charpente du World Trade Center ont été découpés pour être vendus au rebut, et cela continue. Des preuves essentielles qui pourraient répondre à beaucoup de questions sur la conception architecturale des tours et leur résistance au feu se trouvent sur un bateau pour la Chine ; on ne les reverra sans doute plus jamais en Amérique si ce n'est sous la forme de nouvelles voitures. » Manning accusait : « *Fire Engineering* a de bonnes raisons de croire que l'enquête "officielle", bénie par la FEMA et effectuée par la Société américaine des ingénieurs du génie civil (ASCE), est une sinistre farce qui a peut-être été commanditée

par des pouvoirs politiques dont l'intérêt premier, pour employer une litote, est loin d'être entièrement dévoilé. » « Il faut immédiatement cesser de détruire et d'enlever des preuves » exigeait Manning. Ailleurs dans le même numéro, un pompier déplorait : « Nous traitons les pièces métalliques venant du site littéralement comme des ordures et non comme des indices essentiels recueillis sur le lieu d'un incendie » (*Fire Engineering,* janvier 2002). Un aspect extrêmement grave de l'enquête bâclée sur les événements du World Trade Center concerne la question des quatre boîtes noires des deux avions (AA11 et UA175) qui avaient enregistré les voix du cockpit ainsi que les paramètres de vol de chaque avion. La version officielle, codifiée par la commission du 11 Septembre, prétend qu'aucune boîte noire n'a été retrouvée. Mais un pompier de New York, du nom de Nicholas DeMasi, affirme avoir accompagné des agents du FBI dans les ruines du WTC pour les aider à récupérer trois des quatre boîtes noires manquantes. Le récit de DeMasi est corroboré par le volontaire Mike Bellone qui déclare avoir vu au moins une boîte noire retirée des décombres. Selon DeMasi, les trois boîtes noires ont été retirées à l'aide de son *tout terrain,* avant d'être emportées par le FBI ; ensuite, on n'en a jamais plus entendu parler. Les boîtes noires des deux avions qui ont apparemment heurté le WTC sont les seules boîtes d'avions de ligne à n'avoir jamais été retrouvées. DeMasi en parle dans son livre *Ground Zero / Behind the Scenes* publié en 2003 par l'association TRAC d'aide aux enfants victimes de traumatismes. Il y affirme : « Il y avait quatre boîtes noires en tout. Nous en avons trouvé trois. » Le récit de DeMasi a été démenti par le FBI et le FDNY et largement passé sous silence par les médias sous influence. Seule exception : un article, paru dans le journal néo-conservateur *New York Post*, qui assure que l'équipe de la TRAC était lourdement endettée (*Philadelphia News,* 28 octobre 2004).

## Le rapport du BPAT de mai 2002 : une sinistre farce

Le point culminant de cette « sinistre farce » fut le rapport du BPAT de la FEMA publié en mai 2002. Le chapitre intitulé « Résistance des charpentes au feu » expose la thèse centrale dans toute sa profonde indigence. D'après les experts du BPAT de la FEMA :

> - À mesure que le feu s'étendait et que la température des éléments de la charpente s'élevait, celle-ci s'affaiblissait sous la charge, jusqu'à ne plus supporter son immense poids. L'enchaînement des événements qui ont abouti à l'effondrement ne sera sans doute jamais déterminé ; mais les effets secondaires du feu sur les éléments de charpente peuvent, chacun à sa façon, avoir contribué à l'effondrement. L'Annexe A expose plus en profondeur les effets du feu sur les structures de la charpente.

- À mesure que la charpente et les dalles de planchers s'échauffent, elles se dilatent. Une charpente qui se dilate peut transmettre des tensions supplémentaires, parfois importantes, à certains éléments. Si l'état de tension sous charge qui en découle excède la résistance de certains éléments ou de leurs points de jonction, cela peut déclencher une série de défaillances.

- Lorsque la température des dalles de planchers et des charpentes porteuses augmente, ces éléments peuvent perdre leur rigidité et fléchir, ce qui les fait pendre comme une chaîne. À mesure de la progression de cet effet caténaire, les éléments de charpente horizontaux et les poutres des planchers deviennent élastiques, ce qui peut créer des défaillances aux points de jonction terminaux et provoquer l'effondrement des planchers sur les étages inférieurs. La présence de grandes quantités de gravats sur certains planchers du WTC 1 les a sans doute encore plus fragilisés. En plus de surcharger les étages inférieurs et de créer potentiellement un empilement des étages « comme des crêpes », l'effondrement d'un plancher accroît immédiatement la longueur des piliers sans appuis latéraux, ce qui provoque leur déformation. Comme indiqué à l'Annexe B, la propension des piliers extérieurs à se déformer aurait été favorisée par les épissures des piliers au boulonnage relativement faible entre les éléments préfabriqués des murs extérieurs empilés verticalement. Cet effet serait survenu avec une probabilité encore plus grande sous l'action d'un incendie touchant simultanément plusieurs niveaux adjacents, parce que les piliers auraient pu perdre leurs appuis latéraux sur plusieurs étages.

- Quand la température d'un pilier métallique augmente, la contrainte à la rupture et le coefficient d'élasticité décroissent et le point critique de résistance à la déformation baisse, créant potentiellement un gondolement, même en présence d'appui latéral. Selon toute probabilité, cet effet a joué un rôle important dans la défaillance des piliers centraux intérieurs.

Concernant les Tours Jumelles, la FEMA n'a que des réponses dilatoires à offrir : « Vu les informations et le temps disponibles, la succession des événements qui ont abouti à l'effondrement de chaque tour ne peut être déterminée de manière conclusive. » À propos du WTC 7 : « Les particularités des incendies du WTC 7 et la manière dont ils ont provoqué son effondrement demeurent inconnues à ce jour. Même si la totalité du carburant Diesel stocké dans le bâtiment représentait une énergie potentielle énorme, la meilleure hypothèse n'a qu'une faible probabilité de survenir. Il faudra effectuer d'autres recherches, enquêtes et analyses pour résoudre cette question. » (911research.wtc7.net) La catastrophe du World Trade Center a été la pièce maîtresse d'un événement que l'administration Bush a mis à profit pour déclencher une guerre susceptible de devenir mondiale, mais qui restait toujours inexpliqué plusieurs mois plus tard.

Le rapport de la FEMA sent la fraude et la falsification délibérée. Les illustrations du rapport de la FEMA du printemps 2002 se donnent beaucoup de mal pour présenter les Tours Jumelles comme des constructions fragiles et instables. Sur une vue en coupe (fig. 2-1 du rapport), les

piliers centraux sont représentés comme ayant environ un tiers de leurs dimensions réelles. La FEMA s'est dispensée (c'est le moins qu'on puisse dire) de toutes les entretoises des poutres et des piliers centraux. Une vue (D-13) est censée montrer un pilier central, avec un casque de maçon pour donner une échelle de la taille, mais ce pilier est deux fois plus petit que dans la réalité.

Les illustrations qu'a présentées la FEMA pour étayer sa théorie de la défaillance des fermes (2-20, 21, 22) ne montrent aucun pilier en acier au centre du bâtiment. Ces plans falsifiés n'ont pas manqué d'impressionner les empiristes à tous crins du *New York Times* qui se sont empressés de déclarer que le centre intérieur du bâtiment était un puits creux en acier et non pas un coffre plein composé de 47 piliers en acier.

Le cœur de l'argumentation de la FEMA est que la température astronomique des incendies aurait affaibli les fermes des planchers, faisant ainsi dégringoler les étages les uns sur les autres en les empilant comme des crêpes. Le sol se serait effondré, les piliers des façades ainsi que les piliers centraux seraient restés debout avant de fléchir rapidement aux points de boulonnage et de céder. Cette théorie n'est pas basée sur l'observation mais sur une pure spéculation. Elle apporte une explication purement cinématique, qui tente de s'appliquer au phénomène de l'effondrement, sans cependant chercher à savoir si ce processus pourrait se produire dans la réalité. Même si les planchers ont cédé, la solide structure des 47 piliers centraux (moins quelques-uns qui ont pu être touchés par l'avion – encore moins dans la tour sud) serait restée debout. Cela aurait laissé une colonne vertébrale intacte de 110 étages d'acier, or ce n'est pas ce qui a été observé. Bon nombre de plans mensongers du rapport de la FEMA ont ensuite servi d'inspiration aux dessins utilisés dans l'émission documentaire de NOVA diffusée par la chaîne PBS.

Pour pallier la faiblesse de la théorie des crêpes, les universitaires, jamais à court d'idées, ont concocté de nouvelles théories pour tenter de contrer les objections les plus manifestes. Les thuriféraires de la version officielle commencent par la notion d'*incendies ravageurs :* des incendies qui, nourris uniquement par les moquettes, le papier et les meubles de bureau, sont capables de faire fondre de l'acier. Là-dessus, ils développent la notion d'*effondrement total progressif :* les bâtiments ne tombent pas sur le côté mais s'effondrent simplement sur place sur leurs fondations. Comme aucun gratte-ciel moderne à charpente d'acier n'a jamais succombé au feu, il faut inventer de nouveaux montages pseudo-théoriques pour faire tenir cet échafaudage fantaisiste. L'un de ces montages est la *défaillance des piliers* ou la théorie de la nouille mouillée. Cette théorie suppose que le feu a fait fondre les piliers centraux… et voilà tout ! Bien sûr, même cette élucubration ne peut changer le fait que le feu n'était pas assez puissant pour faire fondre les piliers centraux. L'acier est un excel-

lent conducteur de chaleur ; cela signifie que la température d'un point très chaud sur un étage est dissipée vers le haut et vers le bas des pièces métalliques en contact avec ce point chaud. On peut dire que les piliers intérieurs et extérieurs jouent le rôle d'ailettes de refroidissement. D'après une étude de Corus Construction citée sur www.911research.wtc7.net, la température maximale que peut atteindre l'acier en présence de feux d'hydrocarbures se situe vers 360 degrés Farenheit ; c'est bien au-dessous de la température à laquelle l'acier commence à faiblir. De plus, pour s'effondrer symétriquement au lieu de tomber sur un côté, il faut que l'affaiblissement soit lui aussi précisément symétrique, ce qui est manifestement impossible.

Étant donné la faiblesse de la théorie de la défaillance des piliers, on a avancé la théorie de la *défaillance des fermes*. Les fermes sont des pièces métalliques légères qui relient les ponts métalliques porteurs des dalles de béton de chaque étage aux piliers centraux et latéraux de la façade. Elles offrent l'avantage supplémentaire de ne pas être visibles de l'extérieur ; aussi est-il possible d'affirmer qu'elles ont été portées à de très hautes températures sans craindre d'être contredit.

Le professeur Thomas Eager, du MIT, est l'un de ceux qui se sont engouffrés dans les nombreuses brèches du rapport FEMA afin d'en asseoir la crédibilité. Pas suffisamment satisfait des *fermes* et des *crêpes*, Eager a été jusqu'à avancer la théorie de *la fermeture-éclair* judicieusement combinée à l'effet *dominos*. Il démontre que si l'attache angulaire d'un côté du bâtiment a cédé, les poids insupportables sur les attaches de l'autre angle provoquent le « désagrafage » de tout l'étage en quelques secondes. D'après lui, « si le phénomène s'était produit seulement dans un petit coin, comme une poubelle qui prend feu, on aurait dû réparer le coin en question, mais le bâtiment ne se serait pas effondré. Le problème en l'occurrence était que l'incendie était si répandu qu'il y a eu effet dominos. » (www.911research.wtc7.net/talks/wtc/trusseagar.html) En réalité, le bâtiment avait été conçu pour résister à un Boeing 707, et pas seulement à une poubelle en feu.

## Les faits parlent

L'acier fond à 1 538 °C (2 800 °F) mais il faiblit et fléchit à des températures inférieures. Le maximum absolu atteint avec des hydrocarbures tels que le mélange de type kérosène utilisé dans les avions à réaction est de 825 °C (1 517 °F) sauf si ce mélange est sous pression ou préchauffé par l'apport de combustible et d'air, ce qui ne pouvait pas se produire dans le cas présent. La température des flammes qui courent n'est pas très élevée ; celle des incendies nourris par une quantité insuffisante d'oxygène l'est encore moins. On estime d'ordinaire que, dans les tours, les flammes

avaient une température très inférieure à 800 °C. Des tests ont montré que dans des bâtiments à charpente métallique, l'incendie n'excède pas 360 °C ; l'acier ne commence même pas à faiblir à moins de 800 °C. Et même si cela avait été le cas, un affaiblissement modéré n'aurait eu aucune conséquence puisque le bâtiment était prévu pour supporter cinq fois les charges escomptées. Et même si l'acier avait faibli malgré tout, les bâtiments auraient vrillé et seraient tombés de côté plutôt que de prendre la voie de la résistance maximale qui est celle du centre. L'effondrement sans précédent des tours sous l'effet d'un incendie est donc une impossibilité physique absolue.

## Loizeaux avait prévu l'effondrement

Lors des sessions de mars de la commission des sciences de la Chambre des représentants, Robert F. Shea, administrateur par intérim de la Federal Insurance and Mitigation Administration, déclara : « Le World Trade Center a été une tragédie. Et, franchement, aussi une anomalie. Aucune personne ayant assisté aux événements ce jour-là, moi y compris, ne croyait que les tours allaient tomber. Notre mode de pensée collectif de profanes, d'ingénieurs et de pompiers a changé ce jour-là pour toujours » (Session de mars de la Chambre, p. 60).

À ces mêmes sessions, on distribua un prospectus de la Skyscraper Safety Campaign (campagne pour la sécurité dans les gratte-ciel), une organisation qui comprend beaucoup de parents de victimes. On y rappelait aux membres du Congrès : « L'effondrement des Tours Jumelles a été l'événement le plus meurtrier sur le sol des États-Unis depuis la guerre civile. Il constitue la première défaillance d'une structure métallique protégée de grande hauteur de toute notre histoire. Pas un ingénieur du bâtiment, y compris ceux qui ont travaillé pour l'entreprise qui a construit les Tours Jumelles ou ceux du service des pompiers de New York, n'a l'air d'avoir prévu qu'elles puissent tomber, même en voyant l'ampleur des incendies dans les bâtiments. Les Tours Jumelles avaient été conçues pour résister à l'impact du plus gros avion de ligne connu, un Boeing 707… » (Session de mars de la Chambre, p. 167).

Il s'est malgré tout trouvé au moins un expert pour déclarer qu'il avait immédiatement eu l'intuition que les tours pouvaient s'effondrer. Comme John Seabrook l'a écrit dans le *New Yorker* : « Parmi les dizaines d'experts en construction de tours avec qui j'ai parlé récemment, (et dont beaucoup ont assisté en direct aux événements du 11 Septembre), un seul a dit avoir immédiatement compris, en voyant à la télévision les avions percuter les immeubles, que les tours allaient tomber. C'était Mark Loizeaux, président de Controlled Demolition Incorporated (www.controlled-demolition.com), une entreprise familiale du Maryland spécialisée dans la transformation de

grands immeubles en débris négociables.» «En une fraction de seconde, j'ai dit qu'elle allait tomber. Et que la deuxième tour tomberait la première parce qu'elle avait été frappée plus bas» dit-il. Loizeaux était connu comme un «fossoyeur de charpentes» dont le travail consistait à détruire les vieux immeubles. Voici comment il explique pourquoi il avait prévu la catastrophe :

> Je me suis dit : Il faut que quelqu'un dise aux pompiers de sortir de là… j'ai décroché le téléphone et j'ai fait le 411, j'ai obtenu le numéro, mais c'était occupé. J'ai donc appelé le service de gestion des crises de la mairie qui se trouvait dans le WTC 7. Toutes les lignes étaient occupées. Je n'ai pas réussi à les joindre.

Mais comment Loizeaux pouvait-il savoir ce qu'aucun autre expert n'avait prévu ? Et comment se faisait-il que ce savoir aille à l'encontre d'une centaine d'années d'expérience accumulée en matière de construction de gratte-ciel ? Si les suspects sont ceux qui ont les moyens, le mobile et l'occasion, on peut dire que Loizeaux avait les moyens. D'après le démolisseur :

> Avant tout, vous avez les dégâts évidents à la structure extérieure dus à l'avion. Si vous comptez les piliers extérieurs qui manquent latéralement à cause de l'impact, cela fait à peu près les deux tiers du total. Et les bâtiments sont encore debout, ce qui est étonnant. Même sans tous ces piliers, les charges gravitationnelles ont trouvé d'autres moyens de se répartir. D'accord. Mais il y a les incendies, alimentés par du combustible d'avion, le genre de feu auquel le bâtiment n'est pas préparé, et puis il y a plein de papier là-dedans. Bon, le papier se carbonise. Un feu de papier, c'est comme un incendie de mine, il brûle aussi longtemps qu'il reçoit de l'oxygène. Et vous êtes très haut dans le bâtiment, en plein vent, il y a donc beaucoup d'oxygène. Donc l'incendie est très chaud. Et vous avez aussi les fermes relativement fines ; une grande partie des matériaux ignifugés a été arrachée par l'impact. Et vous avez tout cet espace ouvert – entièrement vide du pourtour au centre – sans pilier ni paroi, ce qui permet à l'avion de glisser tout droit jusqu'au centre qui n'a pas de béton armé, juste de l'acier recouvert par un placage. Le feu va donc se répandre partout immédiatement. Aucun circuit anti-incendie ne fonctionne : les buses de sprinkler ont été arrachées par l'avion, les tuyauteries d'eau de la partie centrale sont probablement coupées. Alors, qu'est-ce qui va arriver ? L'étage A va tomber sur l'étage B qui va tomber sur l'étage C ; les piliers sans appui vont se déformer et le poids de tout ce qui est plus haut que le crash va tomber sur ce qui est au-dessous. Une pression de 2 000 livres par pouce carré (140 kg/cm$^2$), plus l'énergie de l'impact, va s'abattre sur des planchers prévus pour en supporter vingt fois moins. Pas étonnant que cela s'effondre (*The New Yorker*, 19 novembre 2001).

Naturellement, la théorie des crêpes n'était une nouveauté ni pour Loizeaux, ni pour la FEMA. Elle avait été avancée par «Oussama ben Laden» dans les remarques qu'on lui avait attribuées, prétendument faites à la mi-novembre 2001 et largement diffusées par le gouvernement en

décembre 2001. Ben Laden aurait dit : « Nous avons calculé à l'avance le nombre des pertes ennemies qui seraient tuées d'après la position de la tour. Nous avons calculé que les étages qui seraient touchés seraient au nombre de trois ou quatre. J'étais le plus optimiste de tous. (Inaudible). Vu mon expérience en la matière, je pensais que le kérosène en feu ferait fondre la charpente métallique des bâtiments et s'effondrer la zone de l'impact et tous les étages supérieurs seulement. C'est tout ce que nous espérions. » Il est cependant permis de supposer que la silhouette trapue montrée sur la bande n'est pas du tout ben Laden, que l'on suppose ascétique, mais une doublure ou un acteur cabotin (Meyssan 2002, p. 222).

## Reductio ad absurdum : le WTC 7

Au cours de la session de mai de la commission des sciences de la Chambre des représentants, W. Gene Corley, représentant au BPAT de la Société Américaine de Génie Civil admit : « Le bâtiment 7, qui était de l'autre côté de la rue par rapport aux tours principales, s'est également effondré, nous donnant le premier exemple connu d'un immeuble qui s'écroule par suite d'un incendie » (Session de mai de la Chambre, p. 30). Le WTC 7 donne l'image d'une démolition commandée classique. Tandis qu'on voit bien que les Tours Jumelles explosent, le WTC 7 implose et tombe sur lui-même sans les volutes, les champignons de fumée et de poussière spectaculaires qui ont caractérisé la chute des Tours Jumelles plus grandes. Les fondations s'écroulent avant la façade, le milieu du bâtiment avant les murs extérieurs et des volutes de fumée sortent de la façade. Le WTC 7 a eu le même comportement que les Tours Jumelles en tombant presque exclusivement sur sa propre embase. Le WTC 7 contenait des générateurs d'électricité et une réserve de carburant Diesel pour les faire fonctionner ; un défenseur de la version officielle tel que Gerald Posner a sauté sur ce fait pour qualifier cet effondrement de plausible. Mais on n'a observé aucun signe indiquant un feu violent de carburant Diesel, comme le montrent les photos de la chute du WTC 7 ; les apologistes se raccrochent à des fétus de paille.

Le propriétaire du complexe du WTC, Larry Silverstein, a raconté la chute du bâtiment dans le documentaire de PBS, daté de septembre 2002, *America Rebuilds,* où il fait cette révélation renversante : « Je me rappelle avoir reçu un appel du… commandant du service des pompiers. Il me disait qu'ils n'étaient pas sûrs de pouvoir contenir l'incendie et j'ai dit "nous avons eu tant de pertes humaines terribles, peut-être que le mieux à faire est de le descendre". Et ils ont décidé de le descendre et on a vu le bâtiment s'effondrer. » L'expression *descendre* ("Pull it") signifie, dans le jargon des démolisseurs, provoquer délibérément une détonation de charges explosives pour faire tomber un bâtiment. Et si le WTC 7 a été *descendu*,

pourquoi pas le WTC 1 et le WTC 2 ? (Marrs, p. 43). Silverstein a déjà reçu de son assurance une indemnisation d'un demi-milliard de dollars pour le WTC 7 et peut s'attendre à recevoir encore un milliard pour les Tours Jumelles – alors qu'il ne les avait louées que six semaines plus tôt.

## Des anomalies dans la chute du WTC 7

Les Tours Jumelles ne sont pas tombées uniquement sous l'effet gravitationnel : elles ont été violemment pulvérisées dans les airs par une explosion qui a projeté des débris à des centaines de mètres dans toutes les directions. Elles ont été vaporisées par une force explosive. Les anomalies abondent. La tour nord a été touchée la première et le plus durement, l'impact s'est propagé jusqu'aux piliers centraux et sa structure interne a subi un incendie qui a consommé plus de kérosène que la tour sud et malgré cela, elle a explosé plus tard. La tour sud a été frappée plus tard ; le choc a été plus oblique, mais les piliers centraux ont été moins atteints. Le carburant a surtout brûlé à l'extérieur, en formant des nuages de fumée spectaculaires. Les incendies de la tour sud ont été moins sévères, mais c'est elle qui est tombée en premier. Le WTC 7 n'a pas subi le moindre impact et n'a subi des incendies que sur deux étages (il n'existe aucune photo du bâtiment enveloppé de flammes et de fumée) mais cela ne l'a pas empêché de s'effondrer. Le WTC 6 a subi une explosion et un incendie qui n'ont jamais été expliqués ni même étudiés.

Enfin, n'oublions pas, ce qui est pour le moins gênant, que les gratte-ciel métalliques sont, en principe, indestructibles par le feu. La version officielle affirme, du moins en ce qui concerne les tours, que c'est l'effet combiné du crash et de l'incendie qui a provoqué la chute. Mais même la tour sud s'est effondrée bien après que la plus grande partie du fuel a été consumée ; un feu de papier, de débris et de meubles est encore moins à même de faire fondre l'acier qu'un feu de kérosène. Selon toutes les indications, la tour sud a commencé à s'effondrer exactement au moment où, longtemps après l'absorption de l'impact, les incendies commençaient eux aussi à faiblir. Le trou fait dans la tour nord par le vol AA11 s'était tellement refroidi que, juste avant la chute, on voyait des survivants regarder par l'ouverture (Marrs, p. 41).

Après avoir manifesté des symptômes de surpression qui expulsaient la fumée par les fenêtres, les étages supérieurs des deux tours ont explosé en formant de spectaculaires champignons de fumée. Des débris et autres gravats ont été éjectés à la vitesse de 60 mètres par seconde jusqu'à 150 mètres de distance dans toutes les directions. C'est alors que les nuages se sont abattus, sans cesser d'émaner des tours en train de s'affaisser. En 5 secondes, les champignons avaient atteint deux ou trois fois le diamètre des tours. Les ondes de choc ont brisé les vitres des immeubles jusqu'à

120 mètres aux alentours. Ces gros nuages transportaient des objets qui étaient projetés plus loin que la poussière, ce qui est une autre caractéristique des démolitions par explosifs.

On aurait pu penser que les immeubles se casseraient à l'endroit où ils avaient été touchés, un peu comme un arbre qui laisse une souche en tombant sur le côté où il a été entamé. Mais les bâtiments ne se sont pas cassés et il n'est pas resté de souche. À part une certaine asymétrie initiale au sommet de la tour sud, les deux tours se sont affaissées verticalement sur elles-mêmes de façon parfaitement symétrique : un signe suspect qui est l'un des objectifs de la démolition commandée, et sa signature.

Les tours sont tombées à une vitesse vertigineuse. Le sommet déchiqueté des bâtiments a atteint le sol à peine 16 secondes après le début de l'écroulement. Dans le vide, un poids aurait mis 9,2 secondes pour couvrir la même distance. Cela signifie que la chute des étages supérieurs n'a été freinée que par la résistance de l'air, et pratiquement par rien d'autre. Cela indique que les étages inférieurs avaient été réduits en miettes avant que les étages supérieurs ne leur tombent dessus. En d'autres termes, l'immeuble a été réduit en poudre et même, en beaucoup d'endroits, réduit en vapeur, en plein ciel. Aucun effondrement par gravité n'aurait pu produire un tel phénomène.

Les éléments non métalliques des Tours Jumelles, en particulier les dalles de ciment qui formaient les planchers, ont été pulvérisés en particules dont certaines d'un diamètre inférieur à 100 µ. C'est cette poussière qui a envahi le bas de Manhattan tandis que les nuages des explosions se répandaient sur plusieurs centaines de mètres dans toutes les directions. Cette poussière a mis du temps pour retomber, mais l'administration Giuliani a essayé de convaincre les employés des environs qu'elle ne présentait aucun danger. Tout le métal des superstructures a été littéralement déchiqueté. Les piliers centraux, d'une solidité exceptionnelle, ont été découpés proprement en morceaux de 10 ou 20 étages ; ce que les mythographes n'ont jamais expliqué si ce n'est indirectement, dans la littérature publicitaire de Controlled Demolition Inc. qui se flatte de débiter les débris en longueurs adaptées à la taille des camions des clients.

Jim Hoffman, dont nous avons déjà abondamment parlé, a beaucoup écrit sur l'effondrement du World Trade Center, et est le co-auteur de *Waking Up from Our Nightmare* et l'auteur du site web wtc7.net. Hoffman calcule que l'énergie nécessaire pour créer ces champignons, leur faire atteindre les énormes dimensions observées, pulvériser presque tout le béton des tours et découper les fers en segments est largement supérieure à l'énergie gravitationnelle des bâtiments.

Il souligne que les Tours Jumelles « ont été démolies d'une façon nettement différente de celle utilisée traditionnellement lors des démolitions pour [faire croire] que leur chute est due à l'impact des avions et aux

incendies… Les explosions ont commencé dans la zone d'impact et se sont poursuivies en descendant la partie intacte et en montant au-dessus, au lieu de commencer au niveau du sol… Les explosifs utilisés ont été bien plus puissants que des explosifs usuels… Les Tours Jumelles n'ont pas implosé, elles ont explosé.» Lors d'une démolition classique à partir du sol, comme l'implosion du WTC 7, la gravité fait s'affaisser la masse du bâtiment. Mais dans le cas des Tours Jumelles, la masse a été pour l'essentiel pulvérisée et éjectée sous forme de poussière. Par ailleurs, Hoffman relève que certaines caractéristiques de ces chutes donnent à penser qu'elles auraient pu « faire l'objet de plusieurs procédés de démolition différents, mettant peut-être en œuvre une espèce d'arme à énergie dirigée » en plus des explosifs. Pour un début d'explication du type d'énergie employé, nous devons nous tourner vers le monde des nouveaux principes de physique et, donc, vers la catégorie des armes à énergie dirigée que le grand public connaît sans doute mieux sous le nom de guerre des étoiles, depuis le discours du 23 mars 1983 prononcé par le président Reagan.

On peut penser à une interférométrie à très fortes micro-ondes et rayons coaxiaux pour créer une interférence constructive et destructive. Toutefois, l'ingénieur Ken Jenkins a souligné que cela demanderait tant d'énergie que, si celle-ci devait être fournie par un courant électrique ordinaire, cela nécessiterait un câble d'un demi-mètre de diamètre et on n'a rien trouvé de tel. Donc, le problème demeure insoluble et demandera encore du temps et des recherches.

## Les Tours Jumelles étaient des constructions robustes

Les Tours Jumelles étaient robustes. Leur charpente était, avant tout, constituée d'un noyau central de 47 piliers creux en acier de 36 centimètres sur 90. L'acier des parois était plus épais à la base (jusqu'à 10 cm) et l'épaisseur diminuait en montant (env. 6 cm aux étages supérieurs). Il y avait 236 piliers extérieurs sur les façades, dont l'épaisseur à la base était de 10 cm contre 6 mm seulement au sommet. Chaque étage était une plaque d'acier remplie de béton. Au centre du bâtiment se trouvait un noyau de renforcement composé de quatre piliers en acier noyés dans le béton. La charpente était abondamment entretoisée. Ainsi, l'effort appliqué à une partie pouvait être efficacement transmis aux autres parties. Tous les piliers d'acier étaient directement posés sur le substratum rocheux sur lequel est construit Manhattan. Ces structures étaient conçues pour résister à des vents de 225 km/h, et c'est ce qu'elles faisaient depuis plus de trente ans. Leur conception était signée Lee Robertson, l'ingénieur qui a construit les tours de manière à leur permettre de résister à un Boeing 707, un avion presque comparable en taille et en capacité de carburant à ceux qui ont frappé les tours le 11 Septembre.

## Chapitre 7

# Qu'est-ce qui a touché le Pentagone ?

> La vitesse, la souplesse de manœuvre, la façon dont il a tourné, nous avons tous pensé dans la salle des radars, nous tous contrôleurs aériens expérimentés, que c'était un avion militaire.
> **Danielle O'Brien**

La version officielle et le rapport de la commission du 11 Septembre affirment que c'est le vol AA77, un Boeing 757 détourné, qui a frappé le Pentagone par le côté. Sur ce point, la version officielle est, une fois de plus, extrêmement fragile : le trou laissé dans le mur par l'impact est beaucoup trop étroit et trop profond pour un Boeing 757, et il n'y a pratiquement aucun débris reconnaissable d'avion. Au-delà de ces problèmes incompatibles avec les preuves physiques, les témoins oculaires indiquent souvent, malgré certaines contradictions, avoir cru voir un objet volant beaucoup plus petit qu'un Boeing 757. Certains ont parlé de missile, et au moins une personne a mentionné l'odeur d'explosifs.

Peut-être à cause de ces graves lacunes, c'est ce chapitre de la version officielle qui a été critiqué le plus tôt. Les absurdités de l'histoire officielle ont été opportunément révélées au grand jour grâce à la clairvoyance et au courage de Thierry Meyssan, du réseau Voltaire de Paris, qui a démystifié sur son site web ce qui s'était passé. Le succès de Meyssan, grâce à ses arguments-massues sur Internet et à la télévision française, a même poussé *Le Monde* à publier en février et en mars 2002 une tentative grotesque et humiliante de justification du rapport officiel. *Quelle honte !* Trois jours avant la parution du livre de Meyssan, *L'Effroyable Imposture*, le FBI remettait à CNN cinq malheureuses images provenant d'une caméra vidéo qui prétendaient montrer comment le Pentagone avait été frappé ; ces images ne prouvent rien de valable qui puisse étayer la version officielle. Elles ont été publiées dans le *Washington Post* du 7 mars 2002 et télévisées le 8 mars 2002, certainement pas par hasard.

Les avocats de la version officielle peuvent aligner un certain nombre de témoins qui disent avoir vu quelque chose qui ressemblait à un Boeing 757 se diriger vers le mur du Pentagone. Hélas, ces témoins sont majori-

tairement des officiers, des sous-traitants du Pentagone ou des employés du gouvernement fédéral, ce qui les met dans un conflit d'intérêts évident et rend leur témoignage *a priori* suspect. L'autre problème est que le Pentagone a été frappé beaucoup plus tard dans la matinée que le WTC : à 9 h 43, c'est-à-dire environ 1 heure 29 minutes après que le vol AA11 a été détourné et a été placé dans la catégorie des détournements à 8 h 15.

L'ironie veut que, pendant presque une heure, tout le monde savait que le vol AA77 menaçait la capitale : cet avion avait quitté son cap à 8 h 46. Newschannel 8, une télévision câblée locale, diffusait ses pronostics de menace imminente depuis de nombreuses minutes lorsque l'impact sur le Pentagone eut lieu. Souvenons-nous aussi que la base aérienne d'Andrews, avec ses deux avions de chasse prêts à décoller, n'était qu'à 17 kilomètres du Pentagone, soit quelques petites minutes de vol. Malgré tout, l'armée de l'Air a été incapable de faire décoller ses avions à temps pour empêcher ce qui pouvait facilement être une tentative de décapiter la capitale du pays. Tous les records d'inaptitude furent battus, ce qui, en soi, ne servait que de couverture destinée à masquer la complicité active de quelques officiers dans cet attentat à fins géostratégiques.

Étant donné qu'on ne peut tenir compte des témoignages des employés de l'armée et qu'une grande partie de ceux qui circulent autour du Pentagone doivent leur pain quotidien au gouvernement fédéral, on peut considérer que l'importance des témoins oculaires est secondaire. En médecine légale, la pratique veut toujours que l'on accorde la primauté aux preuves physiques irréfutables plutôt qu'aux témoignages. Certains ont dit avoir vu deux avions : un grand *jet* pour faire diversion et un plus petit, probablement avec un missile ; ils ont également supposé que c'était pour tester un missile anti-bunker sur une construction récemment renforcée.

La façade sud-ouest du Pentagone était en ravalement ; il y avait donc moins de monde dans cette partie du bâtiment qu'ailleurs. La partie frappée était destinée à abriter le centre de commandement de la Marine des États-Unis. Les huiles de la Navy n'étaient pas présentes ce jour-là. D'ailleurs, on peut remarquer qu'aucun personnage important, civil ou militaire, n'a été tué par cet attentat. La plupart des morts étaient des maçons et des petits employés du ministère de la Défense. Bref, cette frappe contre le Pentagone n'a pas fait payer à l'oligarchie un lourd tribut.

Cet objet volant, quel qu'il soit, aurait plus facilement pu frapper le Pentagone verticalement, par un plongeon venant d'en haut. Mais il a fait de grands détours pour aller frapper la zone vide du bâtiment. Comme l'a signalé CBS News le 12 septembre 2001 : « Les radars montrent que le vol AA77 a effectué une vrille descendante, un cercle presque complet puis un piqué sur les derniers 2 100 m en deux minutes et demie » (Hoffman, p. 6). Non seulement cette manœuvre multiplie les difficultés, mais elle signifie aussi que l'engin hostile est resté en l'air, exposé aux tirs des chasseurs,

pendant deux bonnes minutes supplémentaires, et ce dans l'espace aérien le plus sensible et probablement le plus protégé du monde. On a du mal à comprendre pourquoi de vrais pirates de l'air, dont l'intention n'eut été que de frapper le cœur de l'impérialisme ou des infidèles, n'auraient pas frappé la partie est du bâtiment, où ils auraient pu inscrire à leur tableau de chasse Rumsfeld et d'autres officiers et fonctionnaires de haut rang.

## La preuve physique

L'objet volant qui a frappé le Pentagone ne peut pas avoir été le vol AA77. Cet avion était un Boeing 757-200 de 47,24 m de long et de 38,1 m d'envergure. Quand le train d'atterrissage est rentré en vol, il mesure 5,49 m de haut entre la partie basse des moteurs et le sommet du fuselage. Entre la partie basse des moteurs et le sommet de l'empennage, la hauteur est de 13,71 m. Le diamètre du fuselage est de 3,96 m.

Le premier choc a fait un trou que Marrs estime entre 4,6 et 6,10 m de large et Meyssan entre 4,6 et 5,5 m, à peine assez pour laisser passer le fuselage d'un 757. Au-dessus du trou, il y a un mur * intact d'une hauteur n'excédant pas 7,65 m au-dessus du sol, soit à peu près 6,1 m trop bas pour laisser passer l'empennage. L'objet volant qui a heurté le Pentagone ne pouvait pas être un Boeing 757-200.

Chacune des cinq façades du Pentagone mesure 280 mètres de long. Sur le plan de la physique, une des principales énigmes de la version officielle vient de ce que, même après l'effondrement de la façade de part et d'autre du petit trou d'impact initial, le morceau de mur qui est tombé ne mesure que 19 mètres alors que l'avion a une envergure de 38 mètres. La taille du trou est restée de moitié trop petite, même lorsque l'incendie eut fait s'effondrer le morceau de mur. Ce problème est amplifié par le fait que, si l'on en croit les articles de presse et les affirmations du Pentagone, le prétendu avion aurait eu une approche presque parfaitement droite, mais à un angle d'environ 45 degrés par rapport à la façade sud-ouest du bâtiment. Avec un tel angle d'attaque, le trou d'impact de l'avion et des ailes serait passé à quelque 54 m.

Étant donné que le trou était si près du sol, l'attention s'est naturellement portée sur la pelouse du Pentagone qui s'étend entre le bâtiment et l'autoroute à plusieurs voies qui passe non loin de là. Or, la « pentapelouse » (la pelouse du Pentagone) était impeccable et intacte. On aurait dit le plus beau gazon de green d'un golf pour riches. Un ou deux réverbères avaient été arrachés, mais les autres étaient intacts. Des quelques véhicules garés près de la pelouse, un ou deux avaient brûlé, mais les autres

* Note de l'éditeur : et des fenêtres aux vitres intactes.

n'avaient rien. Il n'y avait donc aucune des caractéristiques physiques inévitables indiquant qu'un avion s'était écrasé à cet endroit.

## Des obstacles sur la trajectoire de vol

Pour remplir les conditions de la version officielle, il faut supposer que l'AA77 a volé au-dessus de la « pentapelouse » à une altitude nettement inférieure au sommet des arbres : l'avion aurait dû pratiquement raser le sol à quelques centimètres près. La trajectoire est connue assez précisément puisque quelques réverbères ont été renversés. Mais d'autres obstacles, plus sérieux, se présentaient : l'avion devait survoler un chantier entouré d'un grillage. Un générateur était situé à peu près à la hauteur où aurait dû passer le moteur droit. Il y avait aussi de grosses bobines de câble ou de fil. La barrière, le générateur et les bobines mettent sérieusement à mal la version officielle. Les moteurs à réaction d'un Boeing 757 ont un diamètre d'environ 3 m et le bloc moteur dépasse du fuselage de 1,5 m.

## Pas de débris d'avion de ligne

Une autre grosse anomalie de la scène du crash sur le Pentagone est l'absence totale, à une seule exception près, qui est très douteuse, de débris identifiables d'avion à l'extérieur du bâtiment. Le Pentagone n'a montré aucun moteur à réaction, aucun train d'atterrissage, aucun bout d'empennage, aucun fragment d'aile, aucune section de fuselage, aucun siège, aucun cadavre, aucun bagage. Les seuls petits morceaux de métal montrés à la presse étaient à peine suffisants pour remplir une lessiveuse. Où était donc passé l'avion ?

Après l'incident, une équipe d'une vingtaine d'hommes en uniforme est apparue sur la pelouse devant la zone d'impact. On a aussi vu des hommes en chemise blanche et cravate ramasser soigneusement divers débris éparpillés sur la pelouse. S'il s'était réellement agi de la scène de crash d'un avion, le NTSB aurait dû intervenir, mettre sous scellés certaines pièces à conviction et tenir à distance toutes les autres agences sous peine de poursuites. Or, pas le moindre signe du NTSB au Pentagone. Au bout d'un moment, un groupe de militaires en uniforme a emporté une sorte de grande caisse enveloppée dans une bâche qui contenait un objet volumineux, mais pas très lourd. La presse a publié une photographie montrant prétendument le turboventilateur d'un 757 mais, dans un article récent sur OnlineJournal, Karl Schwartz et ses chercheurs l'ont identifié comme un morceau d'un avion beaucoup plus petit : un Skywarrior A3.

Le Pentagone étant situé dans le comté d'Arlington, Virginie, c'est donc le service des pompiers du comté d'Arlington qui eut à lutter contre l'incendie. Le chef de ce service était Ed Plaugher. Les pompiers n'ont

pas eu le droit d'approcher les environs immédiats de la zone d'impact ; ils ont dû combattre le feu à distance, depuis la pelouse et l'intérieur du Pentagone. Une équipe spéciale de recherche et de secours urbain de la FEMA les a empêchés d'approcher de l'endroit où l'avion était censé se trouver.

Néanmoins, le témoignage d'Ed Plaugher est précieux. Le 12 septembre, il a été autorisé à parler à une conférence de presse du Pentagone dirigée par Victoria Clarke, l'adjointe au secrétaire à la Défense pour les affaires publiques et, donc, le chef des porte-parole du Pentagone. Plaugher a été incapable de répondre à quelques questions élémentaires et de bon sens dans le cadre de la version officielle du Pentagone. Voici un extrait :

> **Le journaliste :** Que subsiste-t-il de l'appareil ?
>
> **Plaugher :** En premier lieu, la question de l'appareil, il y a quelques fragments de l'appareil que l'on pouvait voir de l'intérieur ou visibles de l'intérieur pendant les opérations de lutte contre l'incendie dont je parlais, mais il ne s'agissait pas de débris volumineux. En d'autres termes, il n'y a pas de morceaux de fuselage ni rien de cette sorte…
>
> **Le journaliste :** Commandant, il y a des petits morceaux de l'appareil répandus partout, jusque sur l'autoroute, des fragments minuscules. Diriez-vous que l'appareil a explosé, littéralement explosé, au moment de l'impact en raison du carburant ou…
>
> **Plaugher :** Vous savez, je préférerais ne pas m'exprimer à ce sujet. Nous avons de nombreux témoins oculaires qui sont en mesure de mieux vous informer quant à ce qu'il est arrivé à l'appareil pendant son approche. Donc, nous ne savons pas. Moi, je ne sais pas (…)
>
> **Le journaliste :** Où est le carburant de l'avion ?…
>
> **Plaugher :** Nous avons ce que nous croyons être une flaque juste à l'endroit où est ce que nous pensons être le nez de l'avion. (*L'Effroyable Imposture,* p. 21-22)

Le seul morceau de ce que l'on peut prendre pour un reste d'avion du crash du Pentagone a été trouvé sur la « pentapelouse ». La couleur de ce fragment correspond à celle du nuancier d'American Airlines et l'on y distingue vaguement la lettre « n ». Un groupe d'analystes, réuni par Jim Hoffman, s'accorde à prendre ce morceau pour la partie tribord avant du fuselage arrière d'un Boeing 757. Il n'y a pas de trace d'incendie, pas de suie ni de pellicule noire qui eût été typique d'un feu de carburant de jet. La présence de cette unique pièce à conviction, et le fait qu'elle soit tellement isolée, porte à croire qu'elle a été déposée là pour étayer l'affirmation du Pentagone qu'un avion de ligne avait heurté le bâtiment.

## Maquillage

L'impression générale d'un maquillage plutôt maladroit est renforcée par le comportement du FBI sur la scène du crime et autour. En premier lieu, toutes les bandes vidéo des caméras de surveillance qui auraient pu filmer l'objet volant ont été confisquées à la vitesse de l'éclair, y compris la vidéo de la station d'essence qui était juste sous la trajectoire de l'objet et celle d'une autre station d'essence à une centaine de mètres à l'ouest. Plus celle d'une caméra du Sheraton Washington Hotel. Sans compter celles de toutes les entreprises aux alentours. Le FBI n'a jamais divulgué ces bandes et la commission du 11 Septembre ne les a pas rendues publiques. Tout ce qui a été divulgué, c'est cinq images d'une caméra de surveillance, grossièrement retouchées pour effacer la vue (ou les vues) où l'on pourrait apercevoir le véritable objet volant. À moins que le nombre d'images ne soit limité parce que ce sont plus des créations artistiques que des photos ? Le contenu de l'enregistreur des données de vol et du magnétophone de la cabine de pilotage n'a jamais été divulgué sous prétexte qu'il avait été rendu inexploitable par l'incendie. Au début, le FBI a prétendu qu'il était en train d'assembler les morceaux de l'accident, ou du moins de les inventorier, mais ensuite, on n'a plus jamais entendu parler d'une telle entreprise. Pour notre propre inventaire des faits, nous avons cependant établi que le prix d'un Boeing 757 neuf est de l'ordre de 80 millions de dollars. Quoi que cela puisse être, l'industrie de cape et d'épée est également un racket très lucratif.

## Les témoins oculaires

Nous allons maintenant citer quelques témoins oculaires, en sélectionnant délibérément ceux qui contredisent la version officielle. Les contrôleurs aériens de la FAA affectés à l'aéroport Dulles, près de Washington en Virginie du Nord, ont aperçu un objet volant à grande vitesse vers Washington. « Le premier contrôleur de Dulles a remarqué l'avion qui se déplaçait rapidement à 9 h 25. Quelques instants plus tard, les contrôleurs ont déclenché une alerte signalant qu'un avion semblait se diriger directement sur la Maison Blanche » (*Washington Post,* 3 novembre 2001).

Danielle O'Brien, contrôleur aérien à l'aéroport de Dulles, a déclaré dans une interview pour NBC News, qu'elle et ses collègues avaient vu la tache radar approcher du Pentagone pendant qu'il effectuait cette remarquable manœuvre. Voici ce qu'elle dit plus tard à propos de l'avis général à l'époque : « La vitesse, la souplesse de manœuvre, la façon dont il a tourné, nous avons tous pensé dans la salle des radars, nous tous contrôleurs aériens expérimentés, que c'était un avion militaire » (ABC News, 24 octobre 2001). Cela correspond au rapport de CBS, que nous avons

déjà examiné, qui disait : « Le vol AA77 a effectué une vrille descendante, un cercle presque complet puis un piqué sur les derniers 2 100 m en 2 minutes et demie » (Hoffman, p. 6).

Le capitaine de l'armée de Terre Lincoln Liebner a affirmé avoir distinctement vu un avion d'American Airlines se diriger vers le Pentagone à grande vitesse et à basse altitude (Marrs, p. 29). Mais il est peu probable que des capitaines contredisent la version officielle : ils sont astreints à la discipline militaire et ne sont donc pas libres de leurs propos.

Steve Patterson a déclaré à un journaliste : « L'avion avait l'air de pouvoir contenir entre huit et douze personnes » (*Washington Post,* 11 septembre 2001).

Tom Seibert : « Nous avons entendu quelque chose dont le bruit faisait penser à un missile, puis un énorme grondement » (*Washington Post,* 11 septembre 2001).

Mike Walter a déclaré à CNN : « Un avion, un avion d'American Airlines. Je me suis dit "ça ne va pas, il est vraiment bas". Et je l'ai vu. Je veux dire, on aurait dit un missile de croisière avec des ailes » (Marrs, p. 29).

April Gallop, une employée du Pentagone, était au bureau le matin du 11 Septembre. Elle se préparait à accompagner son fils à la garderie quant le choc s'est produit. « J'ai cru que c'était une bombe » dira-t-elle plus tard. « J'étais couverte de débris et j'ai d'abord pensé à mon fils. J'ai rampé partout et j'ai trouvé sa poussette. Elle était toute déformée et j'ai eu très peur. Puis je l'ai entendu pleurer et je l'ai cherché. Nous sommes sortis en rampant à travers un trou dans le mur. Dehors, des gens s'occupaient des survivants sur la pelouse. Mais toutes les ambulances étaient parties. Alors, un homme qui était près de la scène s'est approché, nous a fait monter dans sa voiture et nous a conduits à l'hôpital. Ces images sont gravées dans ma tête au fer rouge. »

À l'hôpital, Mme Gallop a reçu plusieurs visites d'hommes en costume, sans doute des agents du FBI. « Ils ne se sont jamais présentés, ils n'ont même pas dit pour quelle agence ils travaillaient. Mais je sais que ce n'était pas des journalistes parce que j'ai appris que le Pentagone avait dit aux reporters de ne pas "couvrir" les récits des survivants sous peine de n'avoir plus jamais rien à se mettre sous la dent. Ces hommes m'ont tous dit qu'ils ne pouvaient pas me dire ce que je devais dire, mais qu'ils voulaient seulement faire des suggestions. Mais ensuite, ils m'ont dit ce que je devais faire : prendre l'argent [du Fonds d'indemnisation des victimes] et la boucler. Ils ont beaucoup insisté sur le fait que c'était un avion qui avait heurté le bâtiment. Ils ont répété cela plusieurs fois. Je crois que cette histoire d'avion est du lavage de cerveau » (Marrs, p. 26).

Christine Peterson : « Je ne parvenais pas à comprendre ce qui s'était passé. Où l'avion était-il passé ?… Mais on ne voyait aucun avion, seule-

ment de grosses volutes de fumée et des torrents de feu » (911research.wtc7.net).

DeChiaro : « Mon cerveau ne pouvait pas admettre que c'était un avion parce que le bâtiment semblait n'avoir qu'un petit trou. Pas d'empennage. Pas d'ailes. Rien » (911research.wtc7.net).

Moran : « J'ai vu une vive lumière et après, une boule de feu qui s'élevait à environ 60 mètres au-dessus du Pentagone. Il y a eu un grand bruit d'explosion et l'écho de basse fréquence qui accompagne ce genre de bruit. Avec ça, la pression de l'air a augmenté, passagèrement, comme une petite rafale de vent. Pour ceux qui ont été à l'armée, ça ressemblait à une bombe d'une tonne explosant à environ 800 mètres devant vous » (911research.wtc7.net).

Perkal : « Même avant de sortir, j'ai senti l'odeur de la cordite. J'ai compris que des explosifs avaient sauté quelque part » (911research.wtc7.net).

Joel Sucherman a cru avoir vu un avion d'American Airlines « mais celui qui était aux commandes n'a pas essayé de changer de direction. Il arrivait à grande vitesse mais pas avec une forte pente, un peu comme un missile à infra-rouges verrouillé sur sa cible sans pouvoir changer de direction » (« Un journaliste témoigne sur le crash du Pentagone », eWeek, 13 septembre 2001).

Ultérieurement, Dick Cheney a raconté comment il avait appris l'attentat sur le Pentagone : « Les premières informations sur l'attaque du Pentagone ont parlé d'un hélicoptère, puis d'un *jet* privé » (*Los Angeles Times,* 17 septembre 2001).

Plus tard, dans une interview à *Parade Magazine*, le secrétaire à la Défense Rumsfeld en personne a également parlé de l'objet qui a heurté le Pentagone comme d'un « missile » (Marrs, p. 29). Le chef de la Défense d'ordinaire si loquace aurait-il fait un lapsus freudien ?

Le pilote en chef de la patrouille d'interception envoyée depuis la base de Langley a déclaré plus tard : « J'ai cru qu'on était revenus à l'époque de la menace russe… Je pense à la menace d'un missile de croisière tiré de la mer. On regarde en bas et on voit le Pentagone qui brûle, et je pense les salauds ils en ont lancé un sans qu'on le détecte… On ne voit pas d'avion et personne ne vous dit rien » (commission du 11 Septembre, p. 45). Ce pilote rapporte en réalité que les dégâts qu'il a observés sur le Pentagone étaient compatibles avec le résultat de l'explosion d'un missile de croisière. Le fait qu'il mentionne explicitement un missile de croisière ne doit pas être négligé.

Donc, sur quoi est basée l'affirmation que le Pentagone a été touché par un Boeing 757 et spécifiquement par le vol AA77 ? Au cours de la première conférence de presse officielle du ministère de la Défense sur le 11 Septembre, le porte-parole de la Marine, le contre-amiral Craig

Quigley, se montra incapable de donner des détails sur ce qu'il appelait à l'époque « un avion de ligne prétendument détourné » (Defense Link DOD, 11 septembre 2001). Dans l'après-midi, la nouvelle que le vol AA77 avait heurté le Pentagone fut répandue par des « fuites » militaires anonymes. D'après le *Los Angeles Times* du 11/9, des fonctionnaires « sous couvert d'anonymat » avaient fait savoir à des journalistes que l'objet volant qui s'était écrasé sur le Pentagone était le vol AA77.

## Les cinq images tardives de mars 2002

Les seules preuves photographiques des événements du Pentagone firent leur apparition le 6 mars 2002, lorsque cinq agences d'actualités américaines purent obtenir un nombre limité d'images provenant d'une caméra de sécurité du parking du Pentagone, situé légèrement à l'ouest du point d'impact (*Washington Post,* 7 mars 2002).

Sur une image, on voit une boule de feu orange brillante, mais aucune trace d'un avion de ligne. Le *Washington Post* a cru y voir un petit objet blanc et flou. Ce qui figure sur la photo possède une queue qui a tout au plus la moitié de la taille de la façade du Pentagone ; la queue d'un Boeing 757 aurait été presque aussi haute que le Pentagone tout entier, voire plus, selon l'altitude à laquelle il aurait volé. De plus, American Airlines a toujours préféré peindre le fuselage de ses avions en argent métallisé, pas en blanc. Les images montrent aussi la mince traînée de fumée blanche laissée par cet engin volant. Rien à voir avec la traînée de condensation que laissent les avions quand ils sont en milieu très froid à haute altitude. À part une légère ombre, les jets qui volent bas laissent fort peu de traînée derrière eux. Comme le fait remarquer Gerhard Wisnewski : « Une traînée de fumée comme celle-ci ne dénote en rien la présence d'un avion à réaction, mais révèle plutôt celle d'une roquette » (Wisnewski, p. 154).

*Pentagate* de Thierry Meyssan contient une appréciation judicieuse de l'explosion au Pentagone, sur la base de ce qu'on voit sur les images sélectionnées et censurées des bandes vidéo remises plusieurs mois plus tard par le FBI. Cette étude a été réalisée avec le concours du colonel Pierre-Henri Bunel. Cet artilleur français, Saint-Cyrien, était un officier spécialisé dans l'évaluation des dommages sur les champs de bataille, qui avait fait la guerre du Golfe en 1991. Parmi les arguments fondamentaux de Bunel figure une discussion des divers types d'explosions, axée sur la vitesse de l'onde de choc produite par chaque type d'explosion :

> On divise les matières explosives en deux groupes, suivant leur progressivité [la vitesse de propagation de leur onde de choc]. Les explosifs produisent une onde de choc dont la vitesse de propagation est supérieure à une valeur d'environ deux mille mètres par seconde. On dit qu'ils « détonnent. » Les matières explosives dont la vitesse d'onde de choc est

> inférieure ne détonnent pas. Elles déflagrent. Il s'agit par exemple de poudres ou d'hydrocarbures.
>
> Le combustible des avions à réaction, à peu de choses près assimilable au kérosène, ne possède pas le pouvoir hautement explosif de la cordite ou des autres matières qui servent à faire des bombes ou des têtes de missiles conventionnels. Ce qu'un combustible d'avion à réaction peut faire au maximum, c'est une déflagration ; il n'est pas capable de provoquer une détonation. Les images du choc sur le Pentagone montrent une boule de feu blanche-froide et brillante qui atteint quelque chose comme 130 pieds de hauteur, donc c'est une détonation, le plus probablement causée par des matières fortement explosives. À comparer avec l'explosion de combustible sur la tour sud du WTC où le nuage de kérosène, de jaune devint orange puis noir à mesure de la combustion du produit. L'évidence, une fois de plus, suggère qu'aucun gros avion de ligne n'est impliqué, que ce ne peut être qu'un genre de missile.
>
> Cet argument est corroboré par la vapeur blanche, ou traînée, qu'on voit sur les propres images du Pentagone. Ce ne sont pas des traînées expulsées par les réacteurs des avions qui fonctionnent au kérosène car ces traînées seraient plus sombres, si toutefois elles étaient visibles si près du sol (Pentagate, p. 67 ss.).

Autant pour la traînée et la boule de feu observées sur la façade du Pentagone. Une autre question se pose quant à la capacité de l'objet volant de perforer plusieurs enceintes de la vaste structure du bâtiment. Bunel nous rappelle les bombes anti-bunkers utilisées pendant la guerre du Golfe de 1991 et considérablement améliorées depuis. Il relève que : « Pour certaines fortifications très dures, on trouve même des armes à plusieurs charges. Les premières fracturent le béton, et la ou les autres pénètrent et détonnent. En général, les charges anti-béton sont des charges creuses. Le dard d'énergie et de matières fondues perce la fortification et répand à l'intérieur des quantités de matières chaudes poussées par une colonne d'énergie qui perce les murs comme un emporte-pièce. La haute chaleur produite par la détonation de la charge creuse provoque des incendies de tout ce qui est combustible à l'intérieur » (Pentagate, p. 71).

Le colonel Bunel aborde les diagrammes de vol des missiles de croisière qui ont généralement une phase de lancement, une phase de croisière et une phase d'accélération au moment d'approcher de leur cible, afin d'atteindre leur vitesse maximale juste avant l'impact. Il signale également que les missiles de croisière effectuent aussi une correction en fin de course afin de frapper la cible au point et à l'angle d'attaque souhaités. Selon Bunel, « c'est pourquoi il arrive si fréquemment que le missile finisse son vol de croisière par un virage serré qui lui permet de prendre le bon "alignement". Un témoin peut percevoir que le missile réduit sa puissance motrice avant de "remettre les gaz" » (Pentagate, p. 72). Cela correspond au virage spectaculaire à 270° effectué par l'objet volant qui a touché le Pentagone tout en descendant de 2 100 m en deux minutes. Il est

bien plus plausible que cette manœuvre extrêmement délicate soit due au guidage informatisé et pré-programmé d'un missile de croisière plutôt qu'à l'habileté douteuse du célèbre raté Hani Hanjour à piloter quoi que ce soit.

Bunel fait aussi remarquer que les pompiers que l'on voit à l'œuvre sur les photos disponibles n'utilisent pas de mousse, comme ils devraient le faire en cas de feu de kérosène, mais un mélange à base d'eau. Ils emploient des lances à eau et non des canons à mousse. Il existe quelques exemples d'utilisation de mousse, mais qui semblent se limiter à un ou deux véhicules sur la pelouse du Pentagone qui avaient pris feu au moment de l'impact ; l'essence de leurs réservoirs nécessitait bien l'usage de mousse, ce qui n'était pas le cas de l'incendie plus important dans le bâtiment du Pentagone.

Bunel examine les images publiées par le ministère de la Défense qui prétendent montrer la pénétration maximale de l'objet volant qui a percé un trou de 2,1 mètres de diamètre dans le mur intérieur de la troisième enceinte du Pentagone depuis l'extérieur.

> L'aspect de la perforation du mur rappelle immanquablement les effets de charges creuses anti-béton que j'ai pu voir sur un certain nombre de champs de bataille. Les armes se caractérisent par leur « dard » […] ce dard perce le béton sur plusieurs mètres d'épaisseur. Il peut donc sans problème percer cinq épaisseurs de mur d'un bâtiment. Cinq épaisseurs sur les six parce que la façade a déjà été perforée par le vecteur lui-même (Pentagate, p. 84).

Vu ce qui précède, et en se référant spécialement à son analyse de la photo du mur intérieur de la troisième enceinte, le colonel Bunel propose l'hypothèse suivante :

> Cette photo, et les effets décrits dans la version officielle, me conduisent donc à penser que la détonation qui a frappé le bâtiment était celle d'une charge creuse de forte puissance destinée à détruire des bâtiments durs et portée par un véhicule aérien, un missile (Pentagate, p. 85-86).

## Pourquoi le pentagone n'avait-il pas de protection aérienne ?

En 2001, le Pentagone aurait dû être l'un des lieux les mieux protégés du globe. Pourtant, il a été touché par un objet volant transportant une ogive à 9 h 43, 1 heure et 29 minutes après le détournement du vol AA11. Pour la version officielle, cela reste un point éminemment embarrassant et un mystère insoluble. On dit beaucoup, et on croit plus encore, que le Pentagone était équipé de puissantes batteries de missiles sol-air. Cela est quasiment impossible à confirmer, car les détails des dispositifs de défense sont tous tenus strictement secrets.

L'hypothèse d'un missile de croisière tiré le 11 Septembre d'un engin militaire pour appuyer un putsch militaire résoudrait également ce genre

de problèmes. Les engins volants militaires de tous types, missile de croisière compris, sont équipés d'un indicateur d'identification permettant de distinguer ses propres équipements (et ceux des alliés) de ceux des ennemis. Si le Pentagone a bien été heurté par un missile de croisière étasunien, il est probable qu'il portait un indicateur « ami-ennemi » signalant que c'était un objet militaire des États-Unis d'Amérique. Cette caractéristique aurait même pu contribuer à neutraliser ou à déjouer le système de défense aérien du Pentagone : il aurait été perçu comme « ami ». Mais les choses sont peut-être encore plus compliquées que cela.

Dans son témoignage devant la commission du 11 Septembre, le secrétaire au Transport Norman Mineta a raconté ce qu'il avait vu dans le bunker de la Maison Blanche. Mineta était arrivé au Centre opérationnel d'urgence de la présidence peu après le choc sur la tour sud. Il raconte :

> Pendant que l'avion approchait du Pentagone, un homme jeune entrait et venait dire au vice-Président : « L'avion est à 80 km », « L'avion est à 50 km ». Quand il a dit « L'avion est à 15 km », il a également ajouté à l'intention du vice-Président « Les ordres sont-ils maintenus ? » Le vice-Président s'est retourné, a fait un rapide mouvement de la tête et a répondu : « Bien sûr qu'ils sont maintenus ! On vous a dit le contraire ? » À ce moment-là, je n'ai pas compris de quoi il s'agissait… [C'était] l'objet volant qui tombait sur le Pentagone (Marrs, p. 30).

À la question de savoir si les ordres en question impliquaient d'abattre l'objet volant détecté, Mineta répondit :

> Eh bien, je ne sais pas exactement. Je sais seulement que les avions [d'interception] avaient été appelés à décoller d'urgence de Langley ou de Norfolk, de la région de Norfolk, et je ne savais rien de plus, au sujet de cet ordre, que ce que j'ai entendu de cette conversation… J'ai compris plus tard.

Ce dialogue pose un certain nombre de questions importantes. Il a été interprété comme la confirmation répétée d'un ordre d'abattre un aéronef rebelle qui refusait d'obéir aux injonctions. Si ce dialogue a vraiment eu lieu, et si Cheney a vraiment donné l'ordre de « descendre » les avions qui n'obtempéraient pas, on peut se demander pourquoi l'engin qui approchait du Pentagone n'a pas été abattu. Puisqu'il ne l'a pas été, on peut supposer que les paroles échangées par Cheney et l'« homme jeune » sous-entendaient autre chose. Le sous-entendu en question était-il en réalité l'ordre insaisissable de rester en retrait, qui, de l'avis de certains, aurait été nécessaire pour handicaper la défense aérienne dans la mesure observée le 11 Septembre ? Si tel est le cas, alors la confirmation demandée concernait l'ordre de ne pas abattre l'objet qui arrivait. C'est cette dernière interprétation qui correspond le mieux aux paroles que Mineta dit avoir entendues.

## Chapitre 8

# Shanksville

Le vol United Airlines 93 décolla de l'aéroport de Newark à 8 h 42 avec un retard de 40 minutes. Au moment où il quittait le sol, la FAA apprenait que le vol UA175 de Boston avait été détourné. L'avion mit le cap à l'ouest et son détournement fut appris à 9 h 36. Le vol UA93 débrancha alors son transpondeur et remit le cap à l'est. Une fois encore, le moment où le canal du transpondeur cessa de fonctionner est sans doute celui où Global Hawk, ou un autre système de commande à distance, prit les commandes de l'avion.

Environ au même moment, Bush et Cheney discutaient de la nécessité d'autoriser de faire abattre les avions de ligne par les pilotes des patrouilles aériennes de combat que l'armée de l'Air s'efforçait maintenant de déployer. À la téléconférence des principales agences, Richard Clarke déclara : « Trois décisions. Un : le Président a donné l'ordre d'utiliser la force contre l'avion considéré comme hostile. Deux : la Maison Blanche demande également des chasseurs pour escorter Air Force One *. Trois, et ceci s'applique à toutes les agences : nous déclenchons le COG. Vous êtes priés de mettre en action vos centres de commandement de remplacement et de leur affecter immédiatement du personnel » (Bamford 2004, p. 66). Le COG, ou « Continuity of Government », est la pièce maîtresse d'un mécanisme d'urgence établi de longue date permettant au gouvernement de continuer à fonctionner à partir de bunkers ; ce dispositif avait été mis en place au fil des ans avec l'aide, entre autres, de personnages tels qu'Oliver North et Buster Horton. Clarke s'exprimait à environ 9 h 55.

Peu après, l'autorisation de tirer sur l'avion récalcitrant se répercuta sur toute la chaîne de commandement. Bamford, qui a eu accès aux interviews des témoins, raconte : « Le colonel de l'armée de l'Air Robert Marrs, qui se trouvait dans la cabine de combat sécurisée du Centre des opérations de la défense aérienne du nord-est (NEADS) du NORAD à Rome (État de

* L'avion présidentiel. (NdT)

New York), reçut l'appel. Il envoya alors aux contrôleurs aériens l'ordre de donner pour instruction aux pilotes de détruire l'avion de United Airlines et tout autre avion civil qui se montrerait menaçant. "Le vol UA93 ne doit pas atteindre Washington" dit Marrs. Le major Daniel Nash, pilote de F-15 de Cape Cod, reçut le message alors qu'il patrouillait au-dessus de Manhattan. "Le contrôleur de New York nous a envoyé un message radio disant que si nous avions un autre avion détourné, il faudrait l'abattre". De là où nous étions, nous pouvions voir des gens mourir, et il fallait arrêter ça. Alors, s'il fallait en passer par là, c'était notre boulot. Il fallait le faire » (Bamford 2004, p. 66).

Quelle était donc la position de la défense aérienne au-dessus de la Pennsylvanie vers 10 heures, 74 minutes après que le premier avion eut frappé le WTC et environ une demi-heure après que les contrôleurs de l'air et United Airlines eurent commencé à soupçonner que le vol 97 avait été détourné ? La commission du 11/9 a affirmé que les pilotes du NORAD n'avaient pas reçu l'ordre de tirer assez tôt pour influer sur la trajectoire du vol UA93 : « Le vice-Président croyait à tort que l'autorisation de tirer avait été transmise aux pilotes du NORAD » (p. 44). D'après la commission, les premiers chasseurs à recevoir l'ordre de tirer furent les chasseurs de la 133e unité de la Garde nationale aérienne du District de Columbia, basée à Andrews, sur appel direct du service secret. Les premiers de ces chasseurs, ajoute la commission du 11/9, décollèrent à 10 h 38 et formèrent une patrouille de combat au-dessus de la capitale vers 10 h 45. À 9 h 55, le service secret donna l'ordre à tous les pilotes de défendre la Maison Blanche à tout prix. Environ au même moment, Cheney avait son dialogue ambigu (déjà cité) avec « l'homme jeune » qui lui demanda plusieurs fois si les ordres étaient maintenus alors qu'un avion approchait de Washington. Cet homme fit savoir à Cheney que des chasseurs de l'armée de l'Air étaient proches de l'avion détourné.

CBS a rapporté avant 10 h 06 – juste au moment où l'aventure du vol UA93 prenait fin – que deux F-16 étaient aux trousses de ce dernier (AP, 13 septembre 2001 ; *Nashua Telegraph,* 13 septembre 2001). Un peu plus tard, un contrôleur aérien de la FAA, ignorant l'interdiction générale faite aux fonctionnaires du gouvernement ayant des informations internes sur le 11/9 de faire des déclarations publiques, affirma qu'un F-16 avait suivi de près le vol UA93, effectuant même un virage à 360 degrés pour rester à proximité de l'avion. Le contrôleur fédéral précisa que le F-16 « collait » à l'avion détourné de United Airlines. « Il a sans doute tout vu » dit le fonctionnaire de l'aviation demeuré anonyme (*The Independent,* 13 août 2002 ; CBS News).

Selon un communiqué de l'agence Reuters du 13 septembre 2001, le FBI refusait alors d'exclure la possibilité que le vol UA93 ait été abattu avant de s'écraser en Pennsylvanie. Citant des indices prouvant que cet

avion avait bien été abattu près de la petite ville de Shanksville, ce communiqué disait : « Des policiers de l'État de Pennsylvanie ont affirmé jeudi [13 septembre] qu'on avait trouvé les restes de l'avion jusqu'à environ 13 km [du lieu du crash] dans un lotissement résidentiel. Les médias locaux ont publié les récits des habitants faisant état d'un deuxième avion dans les parages et de débris en flammes tombant du ciel. » Le fait de trouver des débris si loin du point de chute indique que l'avion se désintégrait bien avant d'avoir atteint le sol, comme s'il avait été abattu. La *Pittsburgh Post-Gazette* rapporte le 12 septembre que parmi les débris trouvés à des kilomètres du lieu de la chute se trouvaient des « vêtements, des livres, des papiers et ce qui semblait être des restes humains. »

Peu après le crash, des rumeurs se mirent à circuler dans la communauté locale de Shanksville selon lesquelles le vol UA93 aurait été abattu par un chasseur américain, mais sans confirmation de la part des autorités. Le 22 septembre, le service des informations de la *Pittsburgh Post-Gazette* fut contacté par le *Idaho Observer*. Le rédacteur en chef confirma le communiqué de presse et n'en démordit pas. Il ajouta également, bien que le FBI ait modifié sa version par la suite : « Le FBI nous a confirmé que les débris étaient ceux de l'avion ! » (*The Idaho Observer,* octobre 2001).

Rumsfeld, le FBI et le NORAD se mirent rapidement d'accord sur une ligne de conduite : le vol UA93 n'avait pas été abattu. De toute évidence, l'administration Bush voulait échapper à l'opprobre pour avoir abattu un avion civil transportant des citoyens étasuniens : le régime risquait d'être accusé d'être incapable de défendre la vie de ses propres citoyens tout en étant capable de tuer ses citoyens pour protéger les oligarques de la Maison Blanche et d'autres institutions de Washington. Cela aurait soulevé un tollé autrement plus fort de la part des familles des victimes.

L'autre facteur de complication était qu'à l'intérieur de l'avion (le vol UA93), les passagers avaient apparemment en partie réussi à contre-attaquer les ennemis de l'ombre, le jour où, par ailleurs, on n'enregistrait que des preuves de l'incompétence des États-Unis, de leur maladresse crasse et de leur lamentable défaite. Telle est la version des événements basée sur un appel de téléphone cellulaire, vers 9 h 45, passé par le passager Todd Beamer à Lisa Jefferson du GTE Airfone Customer Care Center à Oakbrook, dans l'Illinois près de Chicago. Cette communication dura un peu plus de 15 minutes si l'on en croit le compte rendu publié. C'est vers la fin de cette conversation que Todd Beamer apprit à Lisa Jefferson qu'un groupe de passagers et lui avaient décidé d'attaquer le cockpit pour neutraliser les pirates de l'air. Todd demanda à Lisa de réciter le *Notre Père* avec lui puis il prononça ces mots célèbres : « *Let's roll !* » (Beamer, p. 216). « Allons-y ! » devint le slogan de la résistance du peuple américain aux fanatiques et aux assassins terroristes.

Todd Beamer était au téléphone avec Lisa Jefferson et non pas avec son épouse Lisa Beamer. D'après celle-ci, Lisa Jefferson avait proposé de passer la communication à Lisa Beamer mais Todd avait étonnamment refusé. C'est par Mme Jefferson que Mme Beamer apprit l'histoire qui devait les rendre célèbres, son mari et elle. Mme Beamer fut alors invitée sur Good Morning America aux heures de grande écoute, à Dateline sur NBC, chez Larry King Live sur CNN et dans d'autres émissions de télévision. Elle fut ensuite invitée à assister au discours de Bush devant la session conjointe du Congrès où elle fut assise près de Joyce Rumsfeld, l'épouse du patron du Pentagone. Dès le début de son allocution, Bush entonna son couplet :

> « Normalement, les Présidents viennent devant cette Chambre pour présenter le rapport sur l'état de l'Union. Ce soir, ce rapport n'est pas nécessaire. Il a déjà été fait par le peuple américain. Nous l'avons vu dans le courage des passagers qui ont affronté les terroristes afin de sauver la vie des gens au sol. Des passagers, comme cet homme exceptionnel nommé Todd Beamer. Et je vous prie de vous joindre à moi ce soir pour saluer chaleureusement son épouse, Lisa Beamer. »
>
> Comme le raconte Mme Beamer, « la salle éclata en applaudissements… Tout le Congrès des États-Unis d'Amérique se leva comme un seul homme ; instinctivement, je me suis levée moi aussi. Le Congrès ne cessait d'applaudir ; jamais de ma vie je n'ai ressenti une telle humilité de savoir que c'était moi qu'ils applaudissaient alors qu'indirectement, ils tenaient à exprimer leur admiration à Todd et aux autres héros qui étaient à bord du vol UA93. Je fus submergée d'émotion » (Beamer, p. 247-248).

Voilà qui permettait d'éclipser la réalité du vol UA93 pour les besoins de la propagande de la machine Bush. À l'origine, le récit du « Allons-y ! » voulait que les passagers fassent irruption dans le cockpit et se battent contre les terroristes pour reprendre le contrôle de l'avion, ce qui aboutissait au crash. Plus tard, en 2003, le FBI abandonna cette version au profit d'une autre : les pirates avaient décidé d'écraser l'appareil quand les passagers étaient sur le point d'envahir le cockpit. Le FBI n'a jamais permis au grand public d'avoir accès à la transcription de l'enregistrement des voix dans le cockpit, qui a apparemment survécu. Il a fait entendre cette bande à un groupe de familles de victimes, mais uniquement après leur avoir fait jurer de ne pas en divulguer le contenu. Finalement, de brefs extraits de la bande ont été diffusés devant la commission du 11/9 au printemps 2004.

Le récit officiel a évolué dans le temps. Comme l'indiquait CNN avant la publication du rapport de la commission du 11/9, fin juillet 2004 : « Au cours des semaines et des mois suivant les attentats, on a dit que les officiels pensaient que les passagers avaient réussi à reprendre l'avion et à le faire s'écraser dans la campagne de Pennsylvanie. Or, l'an dernier, ils ont commencé à abandonner cette théorie. [Le rapport de la commission

du 11/9] ne comporte rien qui indique que les passagers aient réussi à franchir la porte de la cabine de pilotage, mais montre clairement que leur entreprise a fait échouer les plans des terroristes. » (http://edition.cnn.commission/2004/US/07/22/911.flight.93/index.html).

La version du « Allons-y ! », malgré quelques doutes quant à la possibilité technique d'un appel sur téléphone portable à partir d'un avion en vol, peut être vraie. En tout cas, il semble bien que les passagers aient été sur le point de reprendre le contrôle de l'avion. Il apparaît également que cette fois, Global Hawk, ou tout autre système de téléguidage qui devait prendre le contrôle du vol UA93, n'a pas bien fonctionné. On a dit que le pilote et le co-pilote avaient été tués, mais à bord du vol UA93 se trouvait Donald F. Greene, pilote expérimenté d'un avion privé amphibie monomoteur à quatre places qu'il utilisait pour aller de chez lui près de Greenwitch (Connecticut) dans le nord du Maine. Il y avait aussi Andrew Garcia, ancien contrôleur aérien de la Garde nationale de Californie (Longman, p. 182). Ces deux hommes, dûment épaulés par des contrôleurs aériens et d'autres, auraient très bien pu faire atterrir l'avion. Mais cela aurait posé d'immenses difficultés pour faire gober toute l'histoire officielle du 11 Septembre.

Un atterrissage en sécurité aurait signifié, selon toute probabilité, des pirates en vie, que l'on pouvait interroger. Quelle histoire auraient-ils racontée ? Qu'auraient-ils révélé de leurs intentions et de la façon dont ils comprenaient leurs actes ? Leur témoignage aurait-il fait voler en éclats la version officielle ? Et s'il n'y avait tout simplement pas de pirates à bord ? La version officielle aurait été anéantie. C'était un risque que les manipulateurs des terroristes ne pouvaient pas prendre. De surcroît, il y avait l'avion. Un examen technique aurait-il trahi la présence de Global Hawk, défectueux ou non, ou d'un autre système de guidage à distance ? Le FBI aurait-il réussi à détruire aussi cette preuve ? Malgré sa féconde capacité à détruire des preuves, cela aurait peut-être dépassé ses limites. Toutes ces considérations, jointes à d'abondantes preuves physiques et à quantité de témoignages, poussent à conclure que le vol UA93 fut abattu pour détruire des preuves et faire taire à jamais les suspects et les témoins.

Le vol UA93 fut déclaré piraté à 9 h 16. À 9 h 24, le NORAD donna l'ordre de faire décoller trois F-16 de la base de Langley en Virginie. Ceux-ci furent dans les airs à 9 h 30. Le secrétaire adjoint à la défense Paul Wolfowitz confirma quelques jours plus tard à la télévision que « nous étions déjà en train de pister l'avion qui s'est écrasé en Pennsylvanie. » À 9 h 35, les trois chasseurs reçurent l'ordre de « protéger la Maison Blanche à tout prix » quand l'avion de ligne vira vers la capitale. À 10 h 06, il s'écrasait à Shanksville, à quelques minutes de Washington en vol à pleine vitesse.

En raison du cap à l'est qu'avait pris l'avion, le consensus officiel fut que le vol UA93 se dirigeait vers Washington pour frapper la Maison Blanche ou le Capitole. La commission du 11/9 cautionna cette conclusion. Mais en 2002, le *London Times,* citant des sources de renseignements étasuniens et tenant compte de la faible altitude de l'avion et de son trajet erratique, suggéra que la véritable cible pouvait bien avoir été une centrale nucléaire voisine. L'usine de Three Mile Island, près de Harrisburg, n'était qu'à 5 ou 10 minutes de vol. Une attaque lancée sur un réacteur nucléaire aurait pu causer de graves répercutions ; il faut cependant préciser que le blindage d'un réacteur nucléaire est conçu pour résister à l'impact d'un avion. Oliver North déclara à Fox News qu'il avait cru que le vol UA93 se dirigeait vers Fort Detrick (Maryland) près de Frederick, où se trouve le grand Q.G. des forces armées pour l'état d'urgence et aussi le principal centre pour la guerre biologique, comme on le verra plus tard.

Vers 9 h 58, environ 8 minutes avant l'impact, un standardiste du 911* dans le comté voisin de Westmoreland (Pennsylvanie) reçut l'appel angoissé d'un passager, Edward Felt, qui disait qu'il s'était enfermé dans les toilettes du vol UA93 et que l'avion avait été détourné. Il ajouta qu'il y avait eu une explosion à bord et qu'il voyait de la fumée blanche. Les autorités ne furent jamais capables de donner une explication à ce récit, et l'enregistrement du 911 fut immédiatement confisqué par l'incontournable FBI. En outre, le contrôleur qui avait pris l'appel fut privé par le FBI du droit de s'exprimer sur ce sujet. Bien entendu, le FBI ne rendit pas publique la totalité de cet enregistrement malgré son désir évident d'en discréditer le contenu. Les appels des téléphones cellulaires des passagers avaient tous cessé d'émettre vers 9 h 58, à peu près au moment où le correspondant du 911 du comté de Westmorland signalait une explosion. L'avion ne s'est pas écrasé avant 10 h 06 ; il reste donc un « trou » inexplicable de 8 minutes, si bien que l'énigme reste entière (*Philadelphia Daily News,* 15 novembre 2001).

## Preuves matérielles

L'ancienne mine où s'est écrasé l'avion présente un sol très meuble. Les secouristes ont dit que la plus grande partie des débris détruits par le feu était enterrée 6 à 7 mètres sous le cratère. Mais en dépit de cela, des débris éparpillés se trouvaient à proximité immédiate et quelques-uns beaucoup plus loin. Un grand nombre de débris volèrent jusqu'à 3 km plus loin à Indian Lake ; un chèque annulé et un relevé de courtage furent trouvés, quelques jours plus tard, dans une profonde vallée à quelque 13 km du lieu du crash.

* Aux États-Unis, le 911 est le numéro des secours (NdlT).

La version officielle assure que l'avion a explosé au moment de l'impact. Pourtant, un morceau de 900 kg fut trouvé à 1,5 km plus loin et d'autres débris plus légers furent dispersés sur plus de 13 km. Cela est confirmé par de nombreux comptes-rendus dans les journaux. Certains détails peuvent varier – au moins une version parle d'une pièce de moteur de 450 kg trouvée à 1,6 km de distance – mais la plupart des témoignages ont un point commun : les débris ont été éparpillés sur 3 à 5 km et jusqu'à 13 km.

Il va sans dire que cela montre que la fin du vol UA93 est due à une explosion intérieure ou à un missile (presque certainement lancé par l'armée de l'Air sur ordre de Bush ou de Cheney) plutôt qu'à une altercation dans la cabine de pilotage entre les passagers et les pirates de l'air, qui aurait amené ces derniers à précipiter l'avion au sol par crainte de l'imminence de la prise de contrôle du cockpit par les passagers.

Le FBI tenta d'attribuer l'éparpillement des débris à la force du vent. Dans le récit de la version officielle établi par Jere Longman, nous lisons : « Des débris ont été trouvés jusqu'à 13 km de distance du lieu de l'accident du vol UA93, dans la direction sud-ouest, mais ces pièces ont été propulsées à partir du cratère dans la direction du vent. » Cela n'aurait de sens que si l'avion avait explosé dans les airs, ce qui est justement la conclusion que le FBI visait à contester.

Alors que le FBI affirme que l'avion a été anéanti par le choc subi à 800 km/heure, il concède aussi qu'un moteur (ou du moins un morceau d'une demi-tonne) a été trouvé à une « distance considérable » du cratère d'impact principal. Cette affirmation vient conforter la théorie selon laquelle l'avion a été abattu, puisqu'un missile thermique air/air Sidewinder, tiré d'un F-16, aurait probablement touché l'un des deux grands moteurs du Boeing 757.

Le maire de Shanksville, Ernie Stull, changea de version à plusieurs reprises après avoir donné des interviews à des journalistes et des enquêteurs (Wisnewski 2003, p. 197-198 ; *Der Spiegel,* 8 septembre 2003). Mais une de ses premières déclarations à la suite de l'anéantissement du vol UA93 révélait qu'il connaissait deux personnes qui avaient entendu un missile (*Philadelphia Daily News,* 15 novembre 2001).

La présence de débris à Indian Lake, 2 à 3 kilomètres plus loin, confirme aussi qu'il y aurait eu une explosion en plein ciel avant la chute du vol UA93. Les débris ont plu sur le lac, ce qui aurait été impossible si l'avion avait été intact avant de toucher le sol. « Il y avait essentiellement du courrier, des morceaux de magazines de la compagnie et des restes de revêtement de sièges » dit le témoin Tom Spinelle. « Les autorités disent que ces débris ont été portés jusqu'ici par le vent. » Mais il ne soufflait qu'une brise de 16 km/h. D'autres débris légers ont été trouvés à New Baltimore, à 13 km de là. Le FBI assure que c'est à cause de l'impact…

Mais le peu que l'on a retrouvé du fuselage, d'après le coroner local Wallace Miller, n'était « pas plus gros qu'un sac de voyage. »

## Les témoins oculaires

Laura Temyer, qui vit à Hooversville, plusieurs kilomètres au nord du lieu du crash, était en train d'étendre son linge dehors lorsqu'elle entendit un avion passer au-dessus d'elle. Elle s'en étonna, car elle venait d'apprendre par la télévision que tous les avions avaient été cloués au sol.

Elle raconta au *Philadelphia Daily News* : « J'ai entendu comme une détonation et le moteur a fait un bruit bizarre. J'ai entendu encore deux détonations… puis plus rien. » Elle explique ainsi ce qu'elle a entendu : « Je pense que l'avion a été abattu. » Mme Temyer déclara à des journalistes qu'elle avait raconté deux fois son témoignage au FBI. Elle assura également que des personnes qu'elle connaissait dans les milieux de la police de l'État étaient d'accord avec elle, en particulier sur le fait que l'avion avait été abattu et que l'appel d'air ainsi créé avait éparpillé les objets très loin.

Nevin Lambert, un voisin, fit un compte rendu différent. Selon lui, l'avion semblait intact, sinon totalement, du moins en grande partie. « Je n'ai vu aucune fumée, rien » dit ce fermier âgé qui a vu le crash de son jardin, à moins de 600 m du lieu de la chute. Lambert ajouta qu'il avait trouvé, plus tard, un petit nombre de morceaux dont un en métal, de moins de 30 cm de large, avec un reste d'isolant. Un auditeur ayant appelé l'émission de radio Howard Stern Radio Show raconta comment il avait vu le vol UA93 en flammes en plein ciel et deux autres avions qui l'entouraient (Howard Stern Show, 21 avril 2004).

## Un autre avion

Au moins 6 témoins disent avoir vu un petit avion de type militaire dans les parages peu avant le crash du vol UA93. Certains parlent d'un mystérieux *jet* blanc qu'ils auraient aperçu à proximité. Le FBI nie obstinément la présence d'un autre avion. Par la suite, le *London Daily Mirror* se demanda : « Juste avant que l'avion ne plonge dans la terre noire et meuble à 925 km/heure, est-ce qu'un pilote de chasse avait exécuté l'impensable, c'est-à-dire tirer sur un avion de ligne civil américain ? »

Susan McElwain, 51 ans, qui habitait à 3 km du lieu du crash, déclara à un journaliste britannique qu'elle avait vu un avion blanc passer directement au-dessus de sa tête.

> Il est passé juste au-dessus de moi, je pense à 12 ou 15 m au-dessus de ma camionnette. Il était si bas que j'ai instinctivement baissé la tête. Il allait vraiment vite mais presque sans bruit. Puis il a disparu derrière les arbres. Quelques secondes plus tard, j'ai entendu une grosse explosion et j'ai vu

> une boule de feu monter au-dessus des arbres ; je me suis dit que l'avion s'était écrasé. La terre a vraiment tremblé. J'ai appelé le 911 et je leur ai raconté ce que j'avais vu. Je ne savais rien des autres attaques et ce n'est que lorsque je suis revenue à la maison et que j'ai vu la télé que j'ai réalisé que ce n'était pas l'avion blanc mais le vol UA93. Je n'y ai plus beaucoup pensé jusqu'à ce que les autorités se mettent à dire qu'il n'y avait eu aucun autre avion. Celui que j'ai vu se dirigeait exactement vers l'endroit du crash du vol UA93, il devait certainement y être au moment où l'avion de ligne est tombé. Il est impossible que j'aie rêvé : cet avion était tellement bas, pratiquement sur ma tête. Il était blanc, sans signe distinctif et je suis sûre que c'était un avion militaire, il en avait vraiment l'air. Il avait deux moteurs à l'arrière, un grand aileron sur le dos comme un béquet derrière une voiture et deux ailerons droits latéraux. Je n'en ai pas trouvé de semblable sur Internet. Ce n'était certainement pas un avion privé. Les gens du FBI sont venus me parler et m'ont dit qu'il n'y avait eu aucun avion dans les parages. Puis ils ont changé de tactique et ont essayé de me faire croire que c'était un avion qui prenait des photos du crash à 900 m d'altitude. Mais je l'ai bel et bien vu, et il était là avant le crash, à 12 m au-dessus de ma tête. Ils n'ont pas voulu m'écouter, d'ailleurs personne n'a voulu m'écouter ici (*London Daily Mirror,* 2002).

Mme McElwain, une éducatrice spécialisée, refuse d'accepter la version officielle de ce qu'elle a vu, en partie à cause de la conversation qu'elle a eue, quelques heures après les faits, avec l'épouse d'un ami de la famille qui travaille dans l'armée de l'Air. D'après elle, cette amie lui « avait confié que son mari l'avait appelée ce matin-là pour dire : "Je ne peux pas parler, mais on vient d'abattre un avion." J'ai présumé qu'il parlait du vol UA93. Je suis certaine que ces braves gens à bord ont tenté quelque chose mais je ne crois pas que l'avion se soit écrasé à cause de ce qui s'est passé à l'intérieur. S'ils l'ont abattu, ou si quelque chose d'autre est arrivé, tout le monde, et surtout les familles des victimes, a le droit de savoir » (*London Daily Mirror,* 2002).

Lee Purbaugh, 32 ans, est la seule personne à avoir vu les dernières secondes du vol UA93, au moment de sa chute sur l'ancienne mine, à exactement 10 h 06 ; lui aussi a vu le *jet* blanc. Il travaillait dans la décharge de l'entreprise Rollock, sur un monticule qui surplombe l'endroit de l'impact, à moins de 800 m de là. « J'ai entendu un bruit vraiment très fort qui se dirigeait vers moi » a-t-il dit à un journaliste du *London Daily Mirror*. « J'ai levé la tête, c'était le vol UA93, à peine à 15 m au-dessus de moi. Il descendait à un angle de 45°et il tanguait. Puis le nez a brutalement plongé et l'avion s'est écrasé. Il y a eu une énorme boule de feu et puis un énorme nuage de fumée. » Lee Purbaugh aussi a vu le mystérieux autre avion. « Oui, il y avait un autre avion. Je ne l'ai pas bien vu mais il était blanc, il a fait le tour du site au moins deux fois, et puis il a disparu à l'horizon. »

Tom Spinelli, 28 ans, travaillait à la marina d'India Lake, 2 km plus loin. « J'ai vu l'avion blanc » dit-il. « Il survolait le site comme s'il cherchait quelque chose. Je l'ai vu avant et après le crash. »

À 9 h 22 un *bang*, presque certainement dû à un vol supersonique, fut enregistré sur une station sismique dans le sud de la Pennsylvanie, à 100 km de Shanksville (*London Daily Mirror,* 2002).

Kathy Blades, qui était dans sa maisonnette de campagne avec son fils, à quelque 400 m du site de l'impact, indiqua également avoir vu un avion blanc. Mme Blades et son fils sortirent en courant après avoir entendu le crash et virent le *jet* qui, disent-ils, avait des ailes arrière [sic] lisses et un cockpit courbé, foncer au-dessus d'eux. « Mon fils a dit : "Je crois qu'on nous attaque !" » se rappela Mme Blades.

Quelques jours après le crash, le FBI essaya d'offrir une explication plausible à cet avion blanc, mystérieux et très gênant, que plusieurs témoins avaient repéré. Le FBI prétendit désormais qu'un Falcon 20 privé, qui se rendait dans la ville voisine de Johnstown, se trouvait dans les parages ; les autorités lui auraient demandé de descendre et d'aider à observer le site du crash. Mais elles ne donnèrent pas le nom du propriétaire du Falcon, ni n'expliquèrent pourquoi il était encore en vol une quarantaine de minutes après que l'administration fédérale avait donné l'ordre à tous les avions d'atterrir sur l'aéroport le plus proche. « Je pense qu'il a été abattu » estima Dennis Mock, qui n'a pas vu le vol UA93 tomber mais qui vivait très près du site, juste à l'ouest du cratère. « C'est ce que pensent les gens des environs » ajouta-t-il (*London Daily Mirror,* 2002).

Même en supposant que le vol UA93 volait à moins de 3 000 m d'altitude, aucun morceau de l'empennage, aucun moteur à réaction, aucun grand morceau de fuselage n'a été vu aux environs immédiats du crash. Comparons cela au crash de Lockerbie en Écosse en 1988. Un Boeing 747 y avait été détruit par une bombe à 9 100 m d'altitude. On avait pu nettement identifier tout un côté de la partie avant de l'avion, ainsi que beaucoup d'autres morceaux comme provenant d'un grand avion de ligne. S'il y a eu un avion à Shanksville, il semble avoir disparu dans le sol, comme dans le cas du Valujet qui s'était enfoncé dans les marécages des Everglades en 1994. Mais la campagne de Pennsylvanie n'est pas les Everglades. Voici la description des derniers moments du vol UA93 par l'ancien reporter du *New York Times* Jere Longman dans son ouvrage *Among the Heroes*. C'est probablement la tentative la plus soutenue de présenter la version officielle de ce vol :

> À la vitesse de 925 km/heure, le 757 s'est retourné et a heurté le sol spongieux à un angle de 45° ; poursuivant son chemin sous terre, il a atteint une roche calcaire à l'extrémité d'une mine à ciel ouvert désaffectée. L'avion s'étant écrasé la tête en bas, les moteurs et le train d'atterrissage rentré ont été projetés vers le haut et en avant. Le sol a été jonché des fragments du ventre de l'avion, de pièces électroniques, de câbles arrachés. Le cockpit et les premières classes se sont cassés comme la mine d'un crayon et les restes ont été projetés sur une rangée de pins. Le

fuselage s'est plié en accordéon sur plus de 9 m dans le sol poreux déjà plein, comme lorsqu'on jette une bille dans de l'eau (Longman, p. 215).

Longman ne s'intéresse pas à l'hypothèse de l'avion abattu ; il ne s'interroge pas beaucoup non plus sur la présence d'un autre avion dans les parages. Mais même lui doit se pencher sur l'étonnement des secouristes locaux qui considéraient qu'il ne s'agissait pas du site d'un crash ordinaire. Voici la reconstitution faite par Longman de ce qu'a vu un secouriste en arrivant sur le site :

En approchant de la scène, [le secouriste] eut la tête remplie de pensées terrifiantes. *Qu'allons-nous voir ? Va-t-il y avoir un incendie dans le fuselage ? Est-ce qu'il aura des victimes coincées ?* Il sauta de son camion et remarqua de petits foyers d'incendie, mais pas d'avion.

*Où est-il ?*

Il était sûr qu'un avion de ligne s'était écrasé, mais ne voyait que des petits débris. Un 757 est composé de 626 000 pièces, fixées par 600 000 boulons et rivets, reliées par 100 km de fils. C'est tout ce qu'il voyait là : des pièces brisées, des rivets et des fils, dans un enchevêtrement catastrophique. D'autres pompiers et citadins sur place arboraient le même regard surpris. Partout, il y avait du métal, du plastique et des papiers : dans les arbres, sur le sol, une chemise, une chaussure, des sous-vêtements, un siège sans son dossier, mais encore dans ses rails en aluminium, un reste de coussin fumant sur le toit d'une cabine. Les pins étaient saupoudrés d'éclats. King vit le monticule de terre et le cratère de 9 m – ou plus – de diamètre et sut que c'était le point d'impact. Il envoya une équipe arroser les débris qui se consumaient, mais ne parvenait toujours pas à comprendre ce qui avait plongé dans le sol dévasté. « Jamais, dans mes rêves les plus fous, je n'aurais pu imaginer que la moitié d'un avion se trouvait là-dedans », dit King.

Ce n'était peut-être pas un avion de ligne.

Les rumeurs commencèrent. Il y avait 200 personnes à bord de l'avion, ou 400. Il ne transportait pas de passagers, seulement du courrier. L'épouvante était généralisée. Personne ne savait rien avec certitude. King envoya ses hommes dans les bois pour chercher le fuselage. Ils revinrent et dirent : « Rick, il n'y a rien » (Longman, p. 215-216).

Longman fait de gros efforts pour faire croire à la pulvérisation de l'avion, ce qui n'est pas cohérent avec le crash d'un appareil qui ne se serait pas déjà brisé en plein vol :

Dans les heures qui suivirent le crash, les policiers de Pennsylvanie déclarèrent n'avoir pas vu un seul morceau plus grand qu'un annuaire de téléphone. Plus tard, on trouva une pièce de fuselage de 2,4 m sur 2 avec plusieurs hublots. Elle avait la taille d'un capot d'automobile. Un morceau de moteur de près d'une demi-tonne, apparemment expulsé en un bond vertigineux, se trouvait à plus de 90 m du cratère. L'enregistreur de données du cockpit, ce qu'on appelle la boîte noire, allait être déterré à 4,5 m de profondeur dans le cratère, et le magnétophone du cockpit à 7,5 m. Le vent avait transporté à 13 km de là des cendres, des papiers, un chèque annulé et un relevé de courtage carbonisé. Les feux de broussailles

allaient se rallumer encore pendant plus d'une semaine. *Où étaient les passagers ? Où étaient les corps ?* (Longman, p. 215-216).

Remarquez que le récit de Longman diffère astucieusement des comptes rendus des témoins quant à la recherche du moteur aux environs immédiats du cratère – 90 m au lieu de près de 1,5 km. Mais il ne peut pas se taire sur l'extraordinaire pulvérisation de l'avion : « 'À chaque pas, on marchait sur des débris d'avion' dit Craig du FBI… Deux semaines avant Noël, le terrain était couvert de rivets et de fils comme si on avait éparpillé une maquette. On retrouva 95 % de l'avion, selon le FBI, mais des milliers de pièces éparpillées jonchent encore le terrain » (Longman, p. 262).

Il y a aussi l'horrible détail que la quantité de restes humains ramassés ne correspondait pas au nombre de passagers. « Le poids total des 44 personnes à bord équivalait à 3 400 kg, affirma le coroner. On n'a trouvé que 275 kg de restes… » (Longman, p. 260). D'après un journaliste, « le plus gros reste de corps humain que nous ayons trouvé était un morceau de colonne vertébrale de 20 cm de long » (*London Daily Mirror*, 2002).

Le FBI soutint mordicus qu'il n'y avait pas de trace d'explosif d'aucune sorte. Tout cela incita à supposer que non seulement le vol UA93 avait été abattu par l'armée, mais même qu'il avait été détruit – pulvérisé en plein vol – par une arme futuriste construite sur de nouveaux principes physiques. Wallace Miller, le coroner, fit remarquer que l'avion n'avait pas été abattu, « à moins que l'on ait utilisé une nouvelle technologie que nous ne connaissons pas » (Longman, p. 264). D'après Longman, un avion militaire, un transporteur Lockheed Hercules C130, se trouvait à environ 27 km de là. Un tel avion aurait facilement pu transporter un puissant laser chimique ; ce genre d'arme à énergie dirigée, qui repose sur des principes nouveaux, pourrait être l'auteur des effets matériels observés sur le site.

Le FBI ne se montra pas curieux de découvrir ce qui s'était passé. Le coroner Wallace Miller et Dennis Dirkmaat, un anthropologue légiste du Mercyhurst College d'Erié en Pennsylvanie, proposèrent de faire une analyse détaillée du site du crash. Ils voulaient quadriller le terrain en parcelles de 5,5 m2. Le schéma d'éparpillement aurait mis en lumière la façon dont l'avion avait percuté le sol. Le FBI, comme de bien entendu, refusa l'autorisation. Pour justifier ce refus, il avança un prétexte digne d'un feuilleton télévisé, selon lequel les recherches auraient révélé, de façon fort blessante, qui avait envahi le cockpit et qui ne l'avait pas fait. D'après le FBI, « il n'y a pas de mystère à propos de cet avion. Tout le monde sait ce qui s'est passé » (Longman, p. 262). Ou croit savoir ; justement, c'est le plus connu qui est le moins compris, comme aurait dit Hegel.

Le FBI, qui assuma le contrôle des enquêtes du Bureau national pour la sécurité du transport (NTSB), persiste à refuser de rendre publique l'intégralité des données des boîtes noires, de l'enregistreur sonore et de l'enre-

gistreur des données de vol. Comme toujours, sous prétexte de la prétendue guerre contre le terrorisme. Il est bon de rappeler que, dans le cas du vol AA597 qui s'était écrasé dans le Queens en novembre 2001, les fonctionnaires du NTSB avaient rendu publiques, en moins de 36 heures, des informations détaillées sur l'enregistreur de voix du cockpit (*Philadelphia Daily News*, 15 novembre 2001 ; *London Daily Mirror*, 2002).

Avant de quitter les lieux, le FBI prit soin de rendre la scène du crime parfaitement opaque. Le cratère fut rempli de boue, puis d'une couche de terre. Les arbres brisés furent coupés et réduits en copeaux. Deux semaines après le crash, le FBI était parti (Longman, p. 258). Les preuves avaient été aspirées dans le trou noir de la taupinière du FBI. Mais les familles des victimes continuaient à soulever des questions. Bob Craig, de l'équipe du FBI chargée de rassembler les preuves, essaya de les convertir à la version officielle : « Faites faire un quart de tour à la photo du deuxième avion qui a frappé le WTC et, toutes proportions gardées, la façade du bâtiment devient la mine à ciel ouvert de Shanksville. Regardez la boule de feu sur la photo. C'est cela qui s'est passé » (Longman, p. 260). Selon Longman : « Les théoriciens du complot persistent à affirmer que l'avion a été abattu, mais les preuves indiquent le contraire. »

Plus tard, le FBI annonça qu'on avait retrouvé l'enregistreur de voix du cockpit. D'abord gardée au secret, la bande fut diffusée aux familles endeuillées le 18 avril 2002 à Princeton dans le New Jersey. Avant de pouvoir l'entendre, les familles durent signer un engagement spécial de s'abstenir de tout procès contre le gouvernement à propos de toute question susceptible de découler de l'enregistrement. Il leur fut interdit d'enregistrer ou de prendre des notes. Plus tard, les notes furent autorisées. Le FBI prétendit que ces procédures étaient nécessaires pour ne pas porter préjudice au procès de Zacarias Moussaoui. Les familles reçurent des écouteurs tandis qu'une transcription réalisée par le FBI était projetée sur un écran. Plus tard, certains parents affirmèrent que l'enregistrement avait soulevé plus de questions qu'il n'en avait résolues (Longman, p. 270).

La tragédie du vol UA93 prit fin à 10 h 06 EDT (Eastern Daylight Time). C'était 110 minutes, soit 1 heure et cinquante minutes, après le détournement du vol UA11 de Boston. Le système de défense aérienne, mécanisme d'ordinaire parfaitement huilé, avait connu une défaillance lamentable et totale. Peut-on supposer que la défense aérienne ait voulu compenser son échec en abattant le vol UA93 pour que les pirates ne soient pas interrogés et pour éviter l'inspection d'un avion peut-être équipé de Global Hawk ? La défense aérienne, dans cette phase ultime, avait-elle servi le même but que Jack Ruby dans l'assassinat de Kennedy, c'est-à-dire l'élimination de lampistes dont les témoignages auraient pu être fatals au mythe que les auteurs de fuites et les médias s'employaient à construire avant même que la tragédie du vol UA93 ne soit achevée ?

Ou bien ces lampistes avaient-ils déjà été réduits au silence auparavant ? L'absence de nom arabe sur toutes les listes des passagers publiées fut l'une des incohérences les plus flagrantes de la version officielle. En 2003, inquiet de la progression vers la guerre d'Irak, le sceptique Thomas Olmsted déposa une requête au titre de la loi sur la liberté de l'information en vue d'obtenir les résultats des tests ADN effectués sur le site de Shanksville. Quatorze mois plus tard, il les reçut et les publia dans le *Sierra Times* en ligne sous le titre « Autopsie : pas un seul Arabe sur le vol 93 ».

## Chapitre 9

# Ici le gouvernement occulte : « Le prochain, ce sera l'Ange »

De 10 h du matin à 20 h environ (le 11 Septembre), il n'est pas venu à l'idée des membres du gouvernement officiel que les responsables étaient des terroristes arabes ; ils pensaient plutôt avoir affaire aux prémices d'un coup d'État d'extrémistes militaires étasuniens capables de provoquer une guerre nucléaire.
***Réseau Voltaire***, Paris, 27 septembre 2001

Sheikh : Ils [les Américains] étaient terrifiés et pensaient que s'agissait un coup d'État.
***Enregistrement « ben Laden »****, décembre 2001* (Meyssan 2002, p. 235)

Selon toute probabilité, l'actuel occupant de la Maison Blanche n'était pas au courant des détails du complot du 11 Septembre. Son ignorance et son inaction ont été favorisées par sa faiblesse cognitive, son mépris pour les informations spécifiques et précises et son habituelle léthargie mentale. A-t-il subodoré quelque chose ? Connaissait-il tel ou tel détail ? Tout cela reste à déterminer à l'aide des archives disponibles et d'un examen contradictoire du sujet. Nous supposons ici que Bush en savait bien moins que ses plus ardents détracteurs ne peuvent le conjecturer. Le crime de Bush n'est pas d'avoir tout su à l'avance, mais de ne pas avoir su ce qu'il aurait dû savoir et d'avoir aggravé les choses en capitulant et en imprimant au gouvernement des États-Unis et à sa politique la direction revendiquée par les conspirateurs de la terreur. Plutôt que « Bush savait », il faut dire, comme nous le verrons, « Bush a capitulé. » « Bush savait » fait un bon slogan politique, mais qui ne saurait aider à comprendre la véritable portée de ce qui s'est réellement passé. Ceux qui étudient le 11 Septembre en prenant pour hypothèse que « Bush savait » avancent sur un terrain miné.

Comme je l'ai dit dans mon étude de 1992 sur Bush 41, le modèle typique d'une présidence Bush est un chef faible et passif qui entre en fonctions avec peu d'idées en tête si ce n'est un désir viscéral de pouvoir et de népotisme, et qui attend bien sagement à la Maison Blanche que ses réseaux lui dictent ses actes. Ces directives, naturellement, sont transmises

par les manipulateurs de la garde du palais de la Maison Blanche. Mais c'est là le danger : quand Bush était candidat, ses partisans reconnaissaient souvent que leur candidat était un crétin, mais un crétin qui prendrait à son service les meilleurs conseillers possibles, lesquels le guideraient à travers les crises de sa présidence. En ce sens, les deux présidences Bush ont été des présidences oligarchiques où le plus haut représentant de la nation était en réalité l'homme de paille d'un comité.

Les événements du 11 Septembre ont montré le grave danger d'une telle présidence oligarchique. Que se passe-t-il lorsque les conseillers s'avèrent être des traîtres ou des désaxés ou qu'ils sont absents, comme cela a été le cas le 11/9 ? La présidence elle-même se retrouve paralysée et incapable d'agir, comme pendant cette interminable période de ténèbres et d'horreur que le monde a connue pendant que Bush s'employait à lire « La petite biquette ».

Si les forces favorables à une politique de guerre sans fin liée au choc des civilisations avaient totalement contrôlé le gouvernement, elles auraient pu orchestrer directement une guerre en créant un incident impliquant un pays cible tel que l'Irak, un peu dans le genre de l'incident du Golfe du Tonkin. C'eût été assez pour convaincre les mass media et la population. Mais les comploteurs, les *golpistas*, ont estimé ne pas pouvoir obtenir ce qu'ils voulaient sans convaincre également l'appareil d'État, secouer l'État jusqu'à ses fondements, menacer la vie de Bush de diverses manières quitte à courir le risque d'être surpris dans leurs actes de haute trahison. On le voit bien en analysant le comportement de Bush le 11 Septembre (Allan Wood et Paul Thompson, 2003, *An interesting day*).

Fidèle à sa conception de la présidence comme d'un « long fleuve tranquille » (comme en atteste le fait que, jusqu'au 11 Septembre, 40 % de son temps de travail était consacré aux loisirs), Bush passa la soirée du 10 septembre à la plage et au club de tennis Colony à Longboat Key, petite île corallienne dans le golfe du Mexique au large de Sarasota en Floride. Cette villégiature, station favorite des ploutocrates, passait pour être « le meilleur endroit d'Amérique pour faire du tennis ». Le soir du 10 septembre, Bush y dîna avec son frère Jeb, gouverneur de Floride, et un groupe de politiciens républicains et de lobbyistes cherchant à obtenir des faveurs payées sur les caisses de l'État.

Le matin du 11 Septembre, Bush se leva à 6 heures et fit son jogging habituel. Mais dans la nuit du 10 au 11 septembre, le service de sécurité de Bush avait été alerté d'une menace imminente. L'antenne d'ABC de Sarasota publia le 11/9 : « Une alerte de danger imminent a été transmise au milieu de la nuit aux agents du Service secret de la garde présidentielle », déclara la journaliste Monica Yadov, « exactement 4 heures et 38 minutes avant que Mohammed Atta ne jette un avion contre le WTC » (Hopsicker, 2004, p. 40).

## Tentative d'assassinat

Le soir du 10 septembre, Zain al-abidin Omar, un résident local au passeport soudanais, informa le Service secret d'une menace d'assassinat dirigée contre Bush. Omar affirma qu'une personne qu'il connaissait, du nom de Ghandi avait proféré de violentes menaces contre Bush, et se trouvait actuellement en ville, alors Omar s'inquiétait pour la sécurité de Bush. Le lendemain, le 11/9, pour suivre cette piste, le Service secret perquisitionna un appartement à Sarasota. « Trois Soudanais furent interrogés pendant une dizaine d'heures. Le Service secret fit également une descente dans une boutique de cosmétiques dont le propriétaire, un dénommé " Hakim ", dit aux agents que " Ghandi " était membre de l'Armée Populaire de Libération du Soudan (SPLA), un groupe qui luttait contre le gouvernement musulman du Soudan » (Hopsicker, 22 juillet 2002 ; Wood et Thompson, 2003). La SPLA, dirigée par l'agent étasunien John Garang, est une émanation du CIA et du Mossad. Il n'est pas possible de savoir s'il s'agit là du même danger dont parlait l'antenne d'ABC.

C'est à Longboat Key que Bush fut donc la cible d'une éventuelle tentative d'assassinat. Tandis qu'il se préparait pour son jogging matinal, une camionnette ayant à bord plusieurs Moyen-Orientaux s'arrêta au poste de sécurité à l'entrée de Colony. Les hommes dirent qu'ils étaient une équipe de télévision qui avait rendez-vous avec le Président pour l'interviewer. Ils demandèrent nommément à voir un agent du Service secret. Ce message fut transmis à un agent du Service secret à l'intérieur de la station balnéaire, qui n'avait jamais entendu parler de l'homme en question ni du projet d'interview. Il conseilla de contacter le bureau des relations publiques du Président à Washington et fit faire demi-tour à la camionnette (*Longboat Observer*, 26 septembre 2001 ; Hopsicker, 2004, p. 39-48 ; Wood et Thompson, 2003).

La technique employée avait sans doute servi pour éliminer Ahmed Shah Massoud deux jours plus tôt. Une équipe de cameramen composée de kamikazes avait alors réussi à approcher le légendaire combattant antisoviétique et chef de l'Alliance du Nord. Une fois le matériel installé, une bombe dissimulée dans une caméra avait tué Massoud et d'autres personnes. La version officielle présente cela comme un préliminaire au 11 Septembre, par le biais d'une tentative de mutiler l'Alliance du Nord que la CIA était certaine de pouvoir utiliser contre les Taliban.

Mais une autre interprétation semble encore plus pertinente : Massoud était un farouche nationaliste qui n'aurait pas accepté de recevoir des ordres de la CIA ni de l'UNOCAL. Il était donc urgent pour la CIA de l'éliminer. Dans ce dernier cas, il se peut que Bush ait été à deux doigts de rejoindre Massoud au rang des victimes du même réseau putschiste des services secrets étasuniens qui a préparé le 11 Septembre. En tout état de

cause, le fait qu'une tentative d'assassinat a été préparée aurait normalement dû justifier l'annulation du reste du programme de Bush pour la journée pour le faire rentrer tambour battant à Washington ou ailleurs. Mais le 11 Septembre, seules les mesures de précaution les plus élémentaires ont été affichées. Était-ce une façon de dégarnir délibérément le dispositif de sécurité qui l'entourait ?

« L'apparition de Bush à l'école élémentaire Emma E. Booker de Sarasota (Floride) le 11 septembre 2001, prévue depuis le mois d'août, ne fut annoncée que le matin du 7 septembre (Maison Blanche, 7 septembre 2001). Un peu plus tard, ce même jour, les [prétendus] pirates de l'air Atta et Marwan al-Shehhi se rendirent à Sarasota pour prendre un verre et dîner au Holiday Inn, à seulement 3,5 km de la plage, de l'endroit où Bush était censé séjourner au cours de sa visite à Sarasota » (*Longboat Observer*, 21 novembre 2001 ; *Washington Post,* 27 janvier 2002, Wood et Thompson, 2003). Était-ce une coïncidence ou bien cela avait-il un rapport avec un éventuel attentat contre Bush ?

À première vue, les dispositions de sécurité prises à Colony semblaient sérieuses. « Des missiles sol/air avaient été disposés sur le toit du bâtiment (*Sarasota Herald-Tribune*, 10 septembre 2002) et un avion AWACS (système de surveillance aéroporté) patrouillait en cercle à grande altitude » (Sammon, p. 25 ; Wood et Thompson, 2003).

« Vers 8 h 50 (lors des premières retransmissions du crash du WTC), alors qu'il se tenait au bord de la baie de Sarasota en attendant de voir passer le cortège présidentiel, un [passant] vit deux Moyen-Orientaux dans une camionnette délabrée "qui criaient par les fenêtres 'À bas Bush' en levant le poing." Le FBI a sans doute questionné ce témoin, mais on ignore s'il s'agissait de la camionnette qui s'était arrêtée aux portes de Colony » (*Longboat Observer,* 26 septembre 2001 ; Wood et Thompson, 2003).

Quand Bush a-t-il appris que le vol AA11 avait frappé la tour nord ? Plusieurs témoins affirment qu'il a été mis au courant du premier crash avant son arrivée à l'école Booker. Les premiers flashs d'information relatifs au crash du vol AA11 ont été diffusés vers 8 h 48, deux minutes après l'événement (*New York Times,* 15 septembre 2001). Néanmoins, à 9 h 03, alors qu'il était évident depuis quinze minutes que l'on était en situation d'urgence, Bush s'assit avec des élèves de cours préparatoire pour se soumettre à une séance photo de vingt minutes.

Cela peut s'expliquer en partie par l'inertie mentale de Bush et par son appréhension limitée de la réalité. Mais peut-être avait-il été soumis à une certaine forme de dégraissage des mesures de sécurité par le réseau auteur des attentats du 11 Septembre. Rappelons que l'assassinat du Président Kennedy à Dallas avait été grandement facilité par l'absence de bon nombre des couches de sécurité redondantes qui enveloppent habituellement un Président en voyage. Les nombreuses lacunes dans la sécurité

personnelle de Bush le 11 Septembre laissent penser que le Service secret était loin d'être à l'abri du réseau criminel opérant en coulisses.

Une alerte de sécurité aurait fait quitter l'école à Bush dès la première nouvelle du crash sur la tour nord. Un journaliste local déclara : « [Bush] pouvait et, sans aucun doute, aurait dû quitter immédiatement l'école élémentaire Emma E. Booker, monter dans Air Force One et quitter Sarasota sans tarder… mais il ne l'a pas fait » (*Sarasota Herald-Tribune*, 12 septembre 2001 ; Wood et Thompson, 2003).

Des mois plus tard, Bush offrit son fameux récit déformé et improbable retraçant la manière dont il avait appris que le premier avion avait touché le WTC. Le 4 décembre 2001, on lui demanda : « Qu'avez-vous ressenti quand vous avez appris l'attentat terroriste ? » il répondit : « J'étais assis à l'extérieur de la classe et j'attendais d'y entrer et j'ai vu un avion foncer dans la tour, la télévision était naturellement allumée. En tant que pilote moi-même, je me suis dit : Eh ben, quel mauvais pilote. J'ai dit, cela a dû être un accident horrible. Mais on m'a fait entrer en hâte, et je n'ai plus eu le temps d'y penser » (Maison Blanche, 4 décembre 2001).

De nombreux commentateurs ont remarqué que le seul film connu du choc du vol AA11 contre la tour nord, la vidéo de Naudet, n'a été diffusé qu'au bout de plusieurs heures. Certains basculèrent dans l'absurde en imaginant qu'une caméra secrète avait filmé le premier choc et transmis les images sur un écran spécial installé dans l'école, le tout pour l'édification de George Bush. Cela revient à surestimer largement Bush qui n'était, après tout, qu'un autre Président-marionnette. Plus vraisemblablement, ce compte rendu incohérent n'est qu'une manifestation de plus de la déficience mentale bien connue de Bush.

Les enfants ouvraient leurs livres pour lire une histoire quand le chef d'état-major de la Maison Blanche, Andrew Card, entra dans la classe et chuchota à Bush : « Un deuxième avion a frappé la deuxième tour. L'Amérique est attaquée » (*San Francisco Chronicle,* 11 septembre 2002). Bush ne réagit pas. Il ne posa aucune question. Il ne demanda aucune information complémentaire. Il ne donna aucun ordre ni aucune directive. Il ne confia aucune tâche à aucun service. Littéralement, il ne fit rien. Lors de sa candidature à l'élection présidentielle, on avait admis qu'il était une personne aux capacités mentales limitées, mais qui allait s'entourer des meilleurs conseillers possibles. Ce moment révéla la nocivité inéluctable d'une telle formule, celle d'une présidence oligarchique. L'heure n'était plus à la préparation de scénarios : il fallait agir vite et donner des ordres clairs : mobiliser toutes les défenses aériennes, évacuer les sites sensibles, étudier ce qui était en train de se passer. Bush, qui n'avait jamais eu les qualités d'un Président, en a apporté la preuve à cet instant : il s'est pétrifié. Comme l'a fait observer le Dr. Frank, Bush est un obsédé de la routine à laquelle il s'accroche pour éviter la désintégration publique de sa

personnalité. Le 11 Septembre, il s'est encore plus accroché à sa routine, alors même que le monde s'effondrait autour de lui. Et un chef d'État et de gouvernement qui vacille, est un gardien de but qui délaisse ses filets.

Voilà qui fut le moment déterminant de la présidence de Bush 43 : un ça infantile débridé, paralysé par la peur et l'épouvante. La réaction n'avait d'ailleurs rien d'inhabituel : quand un avion espion étasunien EP-3E fut forcé d'atterrir sur une côte chinoise au printemps 2001, « ni Bush ni Rice ne parurent s'inquiéter que la situation puisse se transformer en crise avec des pilotes pris en otages… Bush alla se coucher à son heure habituelle, avant minuit… À la Maison Blanche, les choses continuèrent à ronronner. Au début de la journée du dimanche, Bush revint de Camp David, non pas à cause de la crise, mais parce que le mauvais temps perturbait ses loisirs en plein air » (*Newsweek*, 16 avril 2001).

## « La petite biquette »

La défense invoquée par Bush, comme l'indique brièvement le rapport de la commission du 11/9, fut la suivante : « le Président a senti qu'il devait donner une image de force et de calme jusqu'à ce qu'il puisse mieux comprendre ce qui se passait » (Rapport de la commission du 11/9, p. 38). C'est exactement la conception cérémonieuse d'une présidence faible qui conçoit cette fonction comme un symbole et un objet de fixation de la catharsis émotionnelle populaire plutôt qu'un poste politique orienté vers l'action dans le monde réel. On laissa la presse étrangère poser la question qui s'imposait : quelles qu'aient pu être les critiques de Bush, pourquoi ne lui a-t-on pas fait quitter la salle de classe de force ? Un journaliste canadien releva : « Pour une raison inconnue, les agents du Service secret ne l'ont pas fait sortir » (*Globe and Mail,* 12 septembre 2001). En réalité, une tentative fut entreprise. Un membre de l'entourage de Bush, identifié tantôt comme un agent du Service secret, tantôt comme un Marine du service des communications, déclara : « On va sortir d'ici. Pouvez-vous préparer tout le monde ? » (*Sarasota Herald-Tribune,* 10 septembre 2002). Mais rien ne se fit. Quel étrange processus était donc à l'œuvre en coulisse pour laisser Bush jouer les cibles fixes, dans un lieu connu de tout le monde, à l'heure du plus grave des dangers ? Dans l'ombre, certains étaient-ils en train de réduire les mesures de sécurité ? Cette réaction apathique du Service secret de Bush ne cadre en rien avec le traitement réservé à Cheney, qui fut quasiment pris au collet par les agents du Service secret et emmené manu militari au PEOC, le bunker de la Maison Blanche.

Quant à Bush, il suivit les directives de ses manipulateurs, comme d'habitude. Du fond de la salle, le secrétaire de Presse, Ari Fleischer, leva une feuille de papier qui portait en grosses lettres majuscules ces mots : « NE DITES RIEN ENCORE » (*Washington Times,* 7 octobre 2002). Dans

l'intervalle, Bush avait écouté un élève lire l'histoire bien connue de « la petite biquette » tandis que la crise se déroulait autour de lui. Cet épisode est décrit de manière très évocatrice dans le film de Michael Moore *Farenheit 911*. Combien de temps Bush est-il resté dans la salle de classe après avoir pris connaissance de la deuxième attaque ? Le *Tampa Tribune* estime qu'il est resté « entre huit et dix minutes », jusqu'à environ 9 h 13/ 9 h 16 (*Tampa Tribune*, 1er septembre 2002). À un moment donné, un journaliste demanda à Bush : « M. le Président, êtes-vous au courant des informations concernant un crash à New York ? Y a-t-il quelque chose… » Bush, obéissant aux instructions d'Ari Fleischer de ne pas ouvrir la bouche, répondit : « J'en parlerai plus tard. » Et, même à ce moment-là, le Président ne prit pas congé. Il s'attarda à serrer la main de Mme Daniels, l'institutrice. Il était clair qu'il ne ressentait aucunement l'urgence d'entreprendre quoi que ce soit. « Il a sacrément pris son temps… Bush a traîné jusqu'au départ des journalistes. » D'après Bill Samon, un partisan de Bush qui écrivait pour le Washington Times, journal contrôlé par la secte Moon, c'est là que le Président gagna son titre de « traînard en chef » (Sammon, p. 90).

Ce comportement singulièrement léthargique déclencha très vite des commentaires désobligeants. Kristen Breitweiser, militante et veuve du 11/9, s'exclama à l'émission de Phil Donahue : « Il était clair que nous étions attaqués. Pourquoi donc le Service secret n'a-t-il pas fait sortir [Bush] à toute vitesse de cette école ?… C'est le commandant en chef des États-Unis d'Amérique, notre pays était manifestement attaqué, c'était après l'impact sur le deuxième bâtiment. Je veux savoir pourquoi il est resté sur sa chaise pendant 25 minutes » (Donahue, 13 août 2002). Cette remarque est d'autant plus justifiée qu'une alerte avait été donnée la nuit précédente et qu'une tentative d'assassinat avait eu lieu le matin même.

Une théorie, et peut-être la plus vraisemblable, permet d'expliquer le comportement de Bush dans la classe ce matin-là. Il était tout bonnement paralysé par la peur et l'incertitude sur la conduite à tenir. « Nous avons déjà vu dans le passé le sentiment d'omnipotence de Bush être mis à mal. Dans les heures qui ont suivi les attentats contre le WTC et le Pentagone, écrit le Dr. Franck, nous ressentions tous une peur compréhensible, mais celle de Bush a d'abord pris la forme d'une paralysie : il a continué à lire pour les élèves du cours préparatoire pendant 20 bonnes minutes après avoir eu connaissance de l'impact sur la première tour. Ensuite, il a disparu pendant toute une journée, en allant d'un bout à l'autre du pays jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de danger en vue et qu'il puisse finalement rentrer à Washington » (Frank, p. 99).

La commission du 11 Septembre accepta sans critique ni commentaire la décision absurde de Bush de continuer à lire l'histoire de la petite biquette pendant que le pays était attaqué, tout comme son explication

selon laquelle il voulait projeter une image de force, dévoilant qu'il s'inquiétait plus de son image dans son propre monde délirant que des mesures concrètes à prendre pour défendre le pays dans ce monde-ci.

Dans l'école, Bush alla s'entretenir avec ses conseillers dans une salle privée. Puis, à 9 h 30, il lut la déclaration suivante :

> LE PRÉSIDENT : Mesdames et Messieurs, l'Amérique traverse des moments difficiles. Je vais malheureusement être obligé de retourner à Washington après mon intervention. Le secrétaire Rod Paaige et le Lt. Gouverneur monteront à la tribune pour vous parler d'éducation. Je tiens à remercier tout le monde ici, à l'école élémentaire Booker, de l'accueil qui m'a été réservé.
>
> Une tragédie nationale s'est abattue sur nous aujourd'hui. Deux avions ont heurté le World Trade Center, et il semble que cela soit dû à une attaque terroriste dirigée contre notre pays. J'ai parlé au vice-Président, au Gouverneur de New York, au directeur du FBI et j'ai donné l'ordre que toutes les ressources du gouvernement fédéral soient mises en œuvre pour aider les victimes et leurs familles et que soit effectuée une enquête complète afin de pourchasser et de découvrir les auteurs de cet acte.
>
> Le terrorisme contre notre nation ne passera pas. Et maintenant je vous prie de vous associer à moi pour observer un moment de silence. Que Dieu bénisse les victimes, leurs familles et l'Amérique. Je vous remercie beaucoup.
>
> FIN À 9 h 31 EDT

La phrase clé est : « Il semble que cela soit dû à une attaque terroriste. » Plus tard dans la journée, Bush remarqua : « La détermination de notre grande nation est mise à l'épreuve. Mais ne vous méprenez pas : nous allons montrer au monde que nous surmonterons cette épreuve. » Comme le dit Meyssan, le ton général des remarques de Bush, y compris et en particulier le terme « épreuve » peuvent aussi bien faire penser à un conflit militaire ou à une insurrection intérieure qu'à un acte de terrorisme (Meyssan 2002, p. 47).

Peu après, Bush quitta l'école pour l'aéroport de Sarasota, tout proche. Mais avant son départ, le Service secret reçut un avertissement relatif à une autre menace pesant sur Bush. Comme le journal local le publia quelques jours plus tard : « Sarasota a évité de justesse sa propre catastrophe. Il paraît que des terroristes visaient le Président et Air Force One mardi, peut-être même pendant qu'ils étaient à terre à Sarasota, et en tout cas pas longtemps après. Le Service secret a appris cette menace quelques minutes après le départ de Bush de l'école élémentaire Booker » (*Sarasota Herald-Tribune*, 16 septembre 2001).

Un autre récit confirme que le Service secret avait appris une nouvelle menace sur Bush et sur Air Force One « quelques minutes à peine après que Bush eut quitté l'école élémentaire Booker. » Karl Rove, qui voyageait avec le Président, déclara : « Ils nous ont fait clairement comprendre qu'ils

voulaient que nous montions très vite, car ils voulaient nous faire atteindre rapidement une haute altitude à cause d'une menace précise concernant Air Force One… Il avait été annoncé qu'Air Force One était pris pour cible, et que la manière dont cela avait été annoncé rendait cette menace crédible » (*New Yorker*, 1er octobre 2001).

Air Force One décolla de Sarasota entre 9 h 55 et 9 h 57 comme le confirment bon nombre de flashs d'information. Son décollage précipité fut suivi d'une ascension très rapide vers une haute altitude. Le directeur de la communication, Dan Bartlett, se souvint : « On aurait dit une fusée. Pendant dix bonnes minutes, l'avion est resté presque vertical » (CBS, 11 septembre 2002). Air Force One commença à rouler sur la piste en Floride au moment où le WTC2 s'effondrait. « En s'asseyant dans son fauteuil, le Président fit un geste vers le fauteuil en face de lui pour que j'y prenne place » se souvint Karl Rove. « Avant que nous ayons pu, l'un et l'autre, nous asseoir et boucler nos ceintures, l'avion roulait déjà. Et le pilote a quasiment dressé le 747 sur sa queue pour nous monter à 45 000 pieds avant que nous ayons eu le temps de faire ouf » (Bamford 2004, p. 63).

Toutefois, malgré les graves menaces récurrentes, Air Force One décolla sans aucune escorte militaire. Une heure environ s'était écoulée depuis l'impact sur la tour sud. Il ne manquait pas de bases aériennes qui auraient dû être en alerte continue : Homestead Air Station était à moins de 300 kilomètres de Sarasota et Tyndall Air Station à 380 kilomètres. Il aurait été possible d'improviser une petite escorte de chasseurs pendant ce laps de temps. Cela pose la question : le réseau putschiste refusait-il à Bush la protection des chasseurs dans le cadre du dégraissage de mesures de sécurité ? Cette question devient encore plus brûlante si l'on sait que, selon la plupart des témoignages, Air Force One ne reçut l'escorte de chasseurs que plus d'une heure après son décollage précipité.

## « Air Force One sera le suivant »

Une fois dans l'avion, Bush resta en contact permanent avec Cheney et les autres. À ce stade, les fonctionnaires craignaient que 11 avions n'aient été piratés (CBS, 11 septembre 2001). Certains récits mettent Bush hors du coup à cause des difficultés de communication, mais « hors du coup » avait été la ligne de défense retenue par son père pour se sortir de l'affaire Iran-Contra.

Peu après le décollage, Cheney aurait informé Bush d'une « menace crédible » dirigée contre Air Force One (AP, 13 septembre 2001). Le député Adam Putnam déclara qu'il « s'était à peine installé dans son siège sur Air Force One… quand il apprit que les terroristes visaient apparemment l'avion » (*Orlando Sentinel,* 14 septembre 2001). Le Service secret avait reçu un message anonyme qui disait : « Air Force One sera le suivant. »

L'appelant avait cité les codes de procédure d'Air Force One. Le pilote d'Air Force One, le colonel Mark Tillman, était informé de la menace et un garde armé était posté devant la porte du cockpit. Associated Press (AP) signala que la menace avait été proférée « moins d'une heure » après le crash du Pentagone : vers 10 heures, environ au moment où l'avion avait décollé (AP, 13 septembre 2001 ; Wood et Thompson, 2003). La menace contenue dans le message « Air Force One sera le suivant » était apparemment différente de l'avertissement antérieur arrivé au moment du départ de l'école Booker, mais il est impossible de l'établir avec une certitude absolue.

Bush voulait aller à Washington mais en fut dissuadé par la garde du palais de la Maison Blanche. Card dit à Bush : « Il faut laisser les choses se tasser avant d'y retourner » (*St. Petersburg Times,* 8 septembre 2002). L'avion serait resté au-dessus de Sarasota jusqu'à ce qu'on décide du lieu où emmener Bush. Les avis divergeaient mais, jusque vers 10 h 35, (*Washington Post*, 27 janvier 2002) Air Force One « semblait n'aller nulle part. Les journalistes à bord – à qui il avait été interdit de communiquer avec leurs bureaux – sentaient que l'avion décrivait lentement de grands cercles » (*London Daily Telegraph*, 16 décembre 2001). De quoi parlait-on pendant ce temps sur la ligne sécurisée ? Cheney communiquait-il à Bush les revendications de la faction traîtresse ? Cheney se contentait-il de transmettre ces revendications ou se joignit-il aux autres pour persuader Bush de les accepter ? À divers moments du récit, Cheney donne l'impression de ne pas seulement agir en intermédiaire mais en porte-parole du réseau secret à l'œuvre le 11 Septembre. C'est donc Cheney, plutôt que Bush, qui doit être considéré comme le suspect n° 1 de toute enquête sérieuse sur le 11 Septembre.

## « Le prochain, ce sera l'Ange »

D'après le récit de Bob Woodward qui s'inscrit dans l'orthodoxie générale : « Vers 10 h 30, Cheney appela de nouveau Bush sur Air Force One qui était encore en route pour Washington. La Maison Blanche avait reçu une menace disant : « Le prochain, ce sera l'Ange ». Comme « l'Ange » est le nom de code de Air Force One, cela pouvait signifier que les terroristes disposaient d'informations d'initiés. » C'est prétendument à cause de cette information que Cheney plaida contre le retour de Bush à Washington. « Il y a encore une menace » dit Cheney (Woodward, p. 18). Quelques minutes plus tard, l'avion changea de cap et se dirigea vers la Louisiane (*Washington Post*, 27 janvier 2002). Était-ce là une troisième menace après celle qui avait suivi l'épisode Booker et « Air Force One sera le suivant » ? Les manipulateurs des terroristes avaient-ils maintenant ajouté le mot de code « l'Ange » pour prouver qu'ils étaient bien « de l'intérieur » et indiquer ainsi qu'ils pouvaient éventuellement avoir accès

aux codes nucléaires ? Ou bien s'agit-il de deux versions différentes de la même menace ?

Nous reviendrons à « le prochain, ce sera l'Ange. » C'est l'indice le plus important capable de révéler les responsables du 11/9, car c'est là que les manipulateurs ont montré le bout de leur nez. Ils ne se trouvaient pas dans une grotte en Afghanistan ; c'était un réseau bien installé dans les hautes sphères du gouvernement et de l'armée. Ce fut un moment d'une importance capitale, le fil sur lequel il faut tirer à bon escient pour détricoter entièrement le tissu de mensonges du 11 Septembre.

Vers 10 h 55 survint une autre menace sur Air Force One. Le pilote, le colonel Mark Tillman, affirme avoir été mis en garde contre l'approche d'un avion suspect venant en sens inverse. « Sarasota émit un appel disant qu'il y avait un avion juste devant notre nez et qu'ils n'avaient pas de contact avec lui », raconte Tillman. Il fit une manœuvre d'évitement en prenant encore de l'altitude et en montant encore plus haut que l'altitude habituelle du trafic aérien normal (CBS, 11 septembre 2002). Les journalistes à bord remarquèrent ce changement d'altitude (*Dallas Morning News*, 28 août 2002 ; *Salon,* 12 septembre 2001 ; Wood et Thompson, 2003). Il n'a pas été possible de déterminer sur quoi reposait l'annonce de cette menace. Le réseau putschiste faisait-il du chantage à Bush ? Cet avion suspect était-il un avion militaire profitant de sa participation aux exercices Vigilant Guardian/Vigilant Warrior pour camoufler son implication dans le complot ?

Air Force One possédait une certaine protection contre les missiles à tête chercheuse sous la forme d'un brouilleur d'ondes d'infrarouges au nom de code « Have Charcoal ». Il disposait aussi d'autres mesures défensives électroniques antimissiles. L'avion était protégé par un bouclier contre l'effet de pulsion électro-magnétique (EMP) susceptible d'être généré par une explosion nucléaire et de faire des dégâts même à très grandes distances. (Bamford 2004, p. 84).

De toute évidence, au moment de cet incident, Air Force One n'avait toujours pas d'escorte. Pourquoi les chasseurs étaient-ils retenus ? Et par qui ? Plus tard, on a indiqué qu'au cours de la conversation téléphonique de 10 h 32 avec Cheney, ce dernier aurait dit à Bush qu'il faudrait encore entre 40 et 90 minutes pour que les chasseurs aient le temps d'arriver (*Washington Post,* 27 janvier 2002). Cela aurait laissé Bush sans protection jusqu'à midi. Sur quel ton cette phrase de Cheney avait-elle été prononcée ? Était-ce une menace ? Était-ce du chantage ? La seule certitude, c'est qu'au moment de la fuite en altitude à 10 h 55, il n'y avait toujours pas d'escorte. Vers 11 h 30, on a dit que six chasseurs se trouvaient aux côtés de Air Force One (*Sarasota Magazine,* 19 septembre 2001). Selon une autre version, quand l'armée envoya un avion à radar de dépistage AWACS plus deux F-16 pour escorter Air Force One, l'entourage du

Président les traita comme quantité négligeable. « On ne nous a pas dit où se rendait Air Force One. On nous a juste dit de suivre le Président » affirma le général de division Larry Arnold, du NORAD (Bamford 2004, p. 87). L'entourage de Bush se méfiait-il de certains éléments de l'armée ?

## Barksdale et Night Watch

À bord de l'Air Force One en route pour Barksdale, les passagers, dont les nombreux journalistes, reçurent l'ordre d'éteindre leurs téléphones cellulaires. Ensuite, le Service secret circula pour retirer les piles de chaque téléphone afin d'empêcher l'émission de signaux susceptibles de révéler la position de l'avion. Ces mesures s'avérèrent d'une efficacité plutôt douteuse puisque les stations de télévision de Shreveport avaient placé au moins une équipe de cameramen près de la piste principale. « Ce qui était curieux, c'était que nous avions déconnecté nos téléphones et pris un tas de précautions alors que nous pouvions nous voir sur les écrans de télévision en train d'atterrir sur la base de Barksdale » se rappelle Eric Draper, le photographe personnel de Bush (Bamford 2004, p. 86).

Air Force One atterrit sur la base militaire de Barksdale près de Shreveport (Louisiane) vers 11 h 45 (CBS, 11 septembre 2002 ; *Daily Telegraph,* 16 décembre 2001). « Selon des sources venant des services de renseignement, la principale raison de le faire atterrir à cet endroit est que Barksdale était le lieu où se trouvait le poste souterrain de secours du Commandement stratégique de l'armée de l'Air, un bunker d'où Bush pouvait, si nécessaire, mener une guerre. C'est également de là que le Président pouvait donner rendez-vous à "*Night Watch"*, l'avion "de la dernière extrémité". C'était jadis un Boeing 707 spécialement équipé, connu sous le nom de Poste national de commandement aéroporté d'urgence, devenu en 2001 une version militaire considérablement modifiée du Boeing 747-200, semblable à Air Force One. Sous son nouveau nom de Centre national d'opérations aéroportées (NAOC), cet avion était destiné à être utilisé par le Président pour diriger une guerre en cas d'attaque nucléaire. Pendant la guerre froide, un des quatre avions Night Watch était toujours en vol, 24 heures sur 24. Mais dans les années 90, il fut décidé de garder l'avion d'alerte au sol, avec la capacité de prendre l'air sur ordre de décollage d'urgence dans les quinze minutes » (Bamford 2004, p. 84).

Dans la matinée, Clarke avait déclenché les mesures prescrites par l'état d'urgence en cas de catastrophe destinées à assurer la continuité du gouvernement (COG). « Notre coordinateur pour le COG (nous le nommerons Fred pour protéger son anonymat à la demande du gouvernement) nous rejoignit. "Comment déclenche-t-on COG ?" lui demandai-je. Dans les exercices que nous avions réalisés, c'est toujours la personne qui

jouait le rôle du Président qui donnait cet ordre. Fred répondit : "À vous de me le dire." Après avoir relayé des messages à Bush et Cheney, Clarke ajouta : "Dites-leur que je déclenche le COG." Je me tournai vers Fred : "Allez-y" » (Clarke, p. 8). Nous le voyons une fois encore, c'est Clarke qui dirigeait le pays tandis que Bush slalomait.

C'est à Barksdale que Bush fit un deuxième discours pour la télévision ; ce discours fut enregistré mais diffusé à l'antenne uniquement lorsque le Président eut quitté la base.

> « La liberté en personne a été attaquée ce matin par un lâche sans visage, et la liberté sera défendue. Je tiens à assurer au peuple américain que toutes les ressources du gouvernement fédéral sont en action pour aider les autorités locales dans leur tâche de sauvetage et d'aide aux victimes. Ne vous y trompez pas : les États-Unis feront la chasse aux responsables de ces actes et les puniront. Je suis en contact permanent avec le vice-Président, le secrétaire à la Défense, l'équipe de la Sécurité nationale et mon Cabinet. Nous avons pris toutes les mesures de sécurité qui s'imposaient pour protéger le peuple américain. Notre armée sur le territoire national et dans le monde entier est en état d'alerte maximale et nous avons pris les précautions nécessaires pour que votre gouvernement continue de fonctionner. Nous avons pris contact avec les leaders du Congrès et avec les responsables du monde entier pour leur dire que nous avons l'intention de faire tout ce qui est nécessaire pour protéger l'Amérique et les Américains. Je demande au peuple américain de se joindre à moi pour remercier tous ceux qui travaillent dur pour secourir nos concitoyens, et pour dire une prière à l'intention des victimes et de leurs familles. La détermination de notre grande nation est mise à l'épreuve. Mais ne vous méprenez pas : nous allons montrer au monde que nous surmonterons cette épreuve. Dieu nous bénisse. »

L'important ici, c'est qu'il n'était plus question de terrorisme ni de terroristes. Bush parlait alors sous le choc de la phrase « le prochain, ce sera l'Ange » qui l'avait amenée à penser que ses ennemis n'étaient pas ce que recouvre généralement le terme de « terroristes. »

Pendant que Bush lisait les 219 mots de sa déclaration, les journalistes du *New York Times* David E. Sanger et Don Van Natta Jr observèrent qu'« il avait l'air anxieux. » Dan Balz et Bob Woodward du *Washington Post* furent du même avis. « Quand Bush se montra enfin à la télévision à partir de la salle de conférences de la base », écrivirent-ils, « il ne donna pas une image rassurante. Il parlait par à-coups, prononçait mal certains mots et regardait tout le temps ses notes. » Judy Keen de *USA Today* remarqua que « Bush avait l'air sinistre. Ses yeux étaient cernés de rouge. » Un fonctionnaire de l'administration avoua plus tard : « Nous n'étions pas au mieux de notre forme » (Bamford 2004, p. 87).

À Barksdale, Bush « passa l'heure et demie suivante au téléphone » avec Cheney et les autres pour débattre de l'endroit où il devait se rendre (*Saratosa Magazine*, novembre 2001). La conversation porta sans doute

sur des enjeux autrement plus graves que la destination du Président. Bush et Cheney se querellaient-ils sur l'opportunité ou la manière d'accepter les exigences du groupe traître, par exemple une guerre des civilisations ? Quand Bush demanda à rentrer à Washington, Karl Rove répondit : « Nos gens disent que la situation est toujours instable » (Associated Press, 13 septembre 2001). On recommanda à Bush de se rendre au centre de commandement stratégique d'Offutt au Nebraska et il accepta.

Encore à Barksdale, Bush eut connaissance d'une autre menace. Juste après 13 h, il aurait « reçu un rapport des services de renseignement du commandant de la base disant qu'un objet à grande vitesse se dirigeait vers son ranch de Crawford au Texas. » Cela s'avéra une fausse alerte (Sammon, p. 117). À 12 h 16, l'espace aérien des États-Unis devait être vide puisque tous les avions avaient en principe atterri. Était-ce encore un stratagème psychologique du groupe traître pour déstabiliser Bush ? (*USA Today,* 12 août 2002). Air Force One quitta Barksdale pour la base d'Offutt vers 13 h 30. Peut-être pour mieux dissimuler le pétrin dans lequel se trouvait le Président, la plupart des journalistes de la Maison Blanche furent mis sur la touche à Barksdale. Le groupe qui accompagnait Bush fut réduit à quelques membres clés tels qu'Ari Fleischer, Andrew Card, Karl Rove, Dan Bartlett et Gordon Johndroe (Maison Blanche, 11 septembre 2001), plus un groupe d'environ cinq journalistes (AP, 12 septembre 2001). Ces journalistes étaient-ils des agents des services secrets sur lesquels on pouvait compter pour ne pas divulguer de détails potentiellement explosifs ? En route pour Offutt, Bush resta « en contact permanent » avec la salle de surveillance de la Maison Blanche et le vice-Président Cheney.

« À ce moment-là (où Bush quittait Barksdale) beaucoup de journalistes commencèrent à se demander pourquoi le Président ne retournait pas à Washington au cœur de cette crise majeure. La question fut posée à la conseillère du Président Karen Hughes, qui se trouvait alors au QG du FBI. "Où est le Président ?" demanda un journaliste. "Est-ce qu'il va rentrer à Washington ?" demanda un autre. Au lieu de répondre, elle tourna les talons et sortit de la pièce. Tim Russert de NBC, animateur de *Meet the Press* et chef du bureau de Washington, fit observer que la nation avait besoin de son Président. Pourtant, au lieu de revenir à Washington, il fut décidé de filer le plus vite possible dans la direction opposée. C'était un choix risqué. "S'il restait à distance", écrivit le *Daily Telegraph* de Londres, "on pouvait l'accuser de lâcheté" » (Bamford 2004, p. 87).

## Offutt, Nebraska : Stratcom

La base d'Offutt, près d'Omaha dans le Nebraska, était le siège principal du Commandement aérien stratégique des États-Unis (STRATCOM), l'organisation qui avait succédé au Commandement straté-

gique de l'armée de l'Air de Curtis LeMay à l'époque de la guerre froide. Cette base avait le plus important bunker militaire des États-Unis destiné à assurer le commandement en cas de guerre nucléaire. Bush y arriva à 14 h 50 EDT. Il se rendit aussitôt au bunker qui se trouvait plusieurs étages sous terre, protégé par une série de portes blindées et d'autres dispositifs du même genre. La salle de conférence était à l'épreuve des armes atomiques, biologiques et chimiques. Bamford évoque ce tableau :

> C'était comme une scène du *Dr. Folamour ou de Sept jours en mai*. Jamais encore tous les rouages n'avaient été mis en place à ce point en vue du déclenchement instantané de la IIIe Guerre Mondiale. L'alerte militaire était à son niveau le plus élevé depuis ces trente dernières années. Le vice-Président était dans le bunker de la Maison Blanche, les plus hauts fonctionnaires étaient au site R, les membres du Congrès étaient réfugiés au Mount Weather, le secrétaire à la Défense et le vice-président de l'état-major des armées se trouvaient dans la salle de guerre du Pentagone ; le Président des États-Unis, lui était dans le bunker de commandement nucléaire du STRATCOM. (Bamford 2004, p 9).

Tout cela était-il dû au terrorisme ou bien y avait-il une menace plus sérieuse de subversion de l'État, peut-être compliquée par le danger d'un échange thermonucléaire ? Tous ces comportements laissent supposer, pour le moins, que la Maison Blanche pensait que les forces à l'œuvre étaient bien plus terrifiantes que ben Laden et ses troglodytes afghans.

Les deux films cités par Bamford mettent en scène des militaires loufoques qui tentent soit de précipiter une guerre thermonucléaire générale, soit de perpétrer un coup d'État aux États-Unis. Un adepte de Strauss pourrait y voir là un message caché. L'armée des États-Unis était en Defcon Delta, c'est-à-dire en état d'alerte maximale, prête à une guerre tous azimuts. Sur la base aérienne de Malmstrom dans le Montana, il y avait 200 silos de MBIC * Minuteman III, chacun prêt à tirer trois ogives. D'autres bases disposaient de silos de MBIC MX dont les missiles transportaient encore plus d'ogives chacun.

Bush convoqua le Conseil national de sécurité en téléconférence avec le vice-Président Cheney, la conseillère à la Sécurité nationale Rice, le secrétaire à la Défense Rumsfeld, le secrétaire d'État adjoint Richard Armitage, le directeur de la CIA Tenet, le secrétaire aux Transports Norman Mineta et d'autres. Rice se souvient qu'au cours de cette réunion, Tenet dit à Bush : « Monsieur le Président, je suis certain que c'est al-Qaida. Nous vérifions, mais cela ressemble à al-Qaida, ça en a le goût et ça en a l'odeur » (CBS, 11 septembre 2002 ; Wood et Thompson, 2003). Tenet exprimait-il ainsi le programme du coup d'État factieux et demandait-il indirectement à Bush de déclarer que la guerre des civilisations venait de commencer ?

---

* Missiles balistiques intercontinentaux. (NdT)

Warren Buffet, le résident ploutocrate d'Omaha, un des hommes les plus riches du monde, était prévu ce même jour à Offutt pour animer sur la base, à 8 heures du matin, une manifestation de bienfaisance dont la tenue n'avait pas été rendue publique. Y participaient des chefs d'entreprises et plusieurs cadres du WTC dont Anne Tatlock de Fiduciary Trust Co. International, qui a rapporté cette histoire, et qui serait certainement morte si cette réunion fortuite n'avait pas eu lieu (*San Francisco Business Times,* 1er février 2002).

Bamford note : « … Il était presque 4 h 30 sur la côte est et, mis à part le bref commentaire enregistré de deux minutes fait à Barksdale, personne n'avait vu ni entendu le Président ; on ne savait même pas où il se trouvait. Les Républicains, à Washington, commençaient à se faire du souci. "Je suis stupéfait qu'il ne soit pas rentré" déclara un des financiers de Bush. "On dirait qu'il fuit. Cela sent mauvais." William J. Bennett, ancien secrétaire à l'Éducation et tsar de la drogue sous l'ancien président George Bush, affirma qu'il était important que le Président rentre à la Maison Blanche le plus tôt possible. "On n'est pas en 1812 *", dit-il. "On ne peut pas donner l'impression que le Président s'est enfui, sinon les gens croiront que nous ne sommes pas capables de défendre nos institutions les plus importantes" » (Bamford 2004, p. 91).

Air Force One quitta Offutt vers 16 h 30 et atterrit sur la base militaire d'Andrews à 18 h 34, escorté par deux F-15 et un F-16. Bush monta dans l'hélicoptère Marine One pour se rendre à la Maison Blanche où il arriva peu avant 19 heures. Il prononça à 20 h 30 une allocution d'environ 5 minutes qui fut télévisée dans tout le pays (Wood et Thompson, 2003).

Ce discours est trop long pour être cité in extenso, mais il est aisément accessible. En fait, l'édition commémorative de la Maison Blanche omet les deux premiers discours et commence avec celui-ci. Le changement de ton est remarquable. Bush est maintenant possédé d'une certitude manichéenne concernant les événements du jour. Il revient à la théorie du terrorisme. Il y a, au début, un passage important où il dit : « Aujourd'hui, nos concitoyens, notre mode de vie, jusqu'à notre liberté ont été attaqués par une série d'actes terroristes délibérés et meurtriers… Des milliers de vies ont soudain été supprimées par des actes de terreur diaboliques et méprisables » (Bush, p. 1). Plus loin, Bush présente le cœur de ce qui sera appelé plus tard la doctrine Bush – sa déclaration de guerre au monde entier : « Nous ne ferons pas de différence entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les abritent » (Bush, p. 2).

* Allusion à la l'attaque britannique pendant la guerre Anglo-Américaine quand les Anglais ont brûlé la Maison Blanche et obligé le Président Madison à s'enfuir.

Qu'est-ce qui a changé pour Bush au cours de l'après-midi et en début de soirée ? Peut-être a-t-il commencé seulement à ce moment-là à se remettre de la panique qui l'avait immobilisé vers 9 heures du matin. Clarke relève qu'« à la différence de ce qu'il avait montré dans ses trois apparitions télévisées précédentes, Bush était confiant, déterminé et assuré » (Clarke, p. 23). Comme nous le démontrerons plus loin, des éléments convaincants portent à croire qu'il avait capitulé devant les exigences des manipulateurs des attaques terroristes en lançant la guerre des civilisations réclamée par ce réseau. Cette reddition, effectuée dans l'après-midi ou dans la soirée du 11 Septembre, constitue la grande trahison de Bush envers la Constitution et son grand crime contre l'humanité. Tout ce qu'il a fait depuis, jusqu'à la structure même de sa personnalité, est déterminé par le moment où il a renoncé à combattre le réseau putschiste et a préféré obéir à ses ordres et violer son serment d'investiture. Jamais les États-Unis ne s'étaient ainsi rendus à l'ennemi.

Après sa déclaration télévisée de 20 h 30, Bush rencontra les fonctionnaires les plus importants au Centre présidentiel des opérations d'urgence. Clarke, qui était présent, affirme qu'« il n'avait jamais vu cet endroit » (Clarke, p. 23). Cette réunion de 21 h avec le Conseil de sécurité au complet fut suivie, environ une heure et demie plus tard, d'une réunion avec un groupe de conseillers plus restreint. Bush et ses conseillers avaient déjà décidé que ben Laden était l'auteur des attentats. Le directeur de la CIA Tenet dit à Bush qu'al-Qaida et les talibans d'Afghanistan ne faisaient quasiment qu'un. Quand Bush insista pour dormir dans son lit, on lui précisa qu'à cause des menaces, il allait devoir dormir dans le bunker. « Et comme de bien entendu », dit M. Bush, « nous sommes au lit vers 23 h 30 et j'entends un type souffler comme une forge : "M. le Président ! M. le Président ! Il y a un avion non identifié qui se dirige vers la Maison Blanche !" » En fait, il s'agissait d'une fausse alerte – ou bien du réseau putschiste qui se rappelait encore à son bon souvenir (*Daily Telegraph*, 16 décembre 2001 ; Wood et Thompson, 2003). Avant de dormir, Bush nota dans son journal : « Le Pearl Harbour du XXIe siècle a eu lieu aujourd'hui… Nous pensons que c'est Oussama ben Laden » (*Washington Post*, 27 janvier 2002). Rien ne dit que Bush, l'homme qui ne lit jamais, sache suffisamment écrire pour tenir un journal. Cette référence à un journal semble plutôt convenir pour indiquer la profondeur de la capitulation de Bush à la suite du 11/9, une sorte d'aveu intime qu'il adhérait vraiment à la nouvelle ligne du parti qu'il avait adoptée ce jour-là, dans l'après-midi ou dans la soirée.

Après le 11 Septembre, il y eut une brève phase de récriminations contre Bush, essentiellement motivée par sa fuite pour Barksdale et pour Offutt. *Human Events*, le magazine conservateur qui avait les faveurs de Reagan, releva que « certains journalistes décrivirent le vol en termes

caustiques.» Le *New York Times* qualifia cela de «ligne en zig-zag.» Le *New York Daily News* fut plus dur : «Un Président Bush sous le choc a pratiqué hier un extraordinaire jeu de marelle dans tout le pays pour s'efforcer de rester en sécurité…» Les journalistes chuchotaient sur l'absence du Président. Et même quelques amis étaient préoccupés à l'idée que le Président ou Washington aient pu être en danger. Un ancien fonctionnaire de la première administration Bush déclara qu'il était «profondément déçu par ce zig-zag à travers le pays.» «Nous avions le contrôle du ciel vers 10 heures» ajouta cet homme. «J'espérais voir un geste de courage à la Churchill ou à la Reagan. Bush a vraiment été mal servi par son équipe» (*Human Events Online,* 17/9/01).

Il faut également prendre en compte certains incidents révélateurs supplémentaires, qui disparurent rapidement des comptes rendus des événements parce qu'ils mettaient mal à l'aise les tenants de la version officielle. Le premier fut un incendie dans le bâtiment Eisenhower (OEOB) où se trouvent les bureaux du Conseil national de sécurité. Ce bâtiment fait partie intégrante du complexe de la Maison Blanche ; on y trouvait les bureaux de personnages tels que Condoleezza Rice, Stephen Hadley, Elliot Abrams et d'autres. La chaîne de télévision ABC retransmit en direct l'incendie de l'OEOB le 11 Septembre à 9 h 42 heure locale (Meyssan, p. 2002).

Il y eut un autre incident, une voiture piégée au Département d'État : «Lisa me glissa un mot : "CNN parle d'une voiture piégée au Département d'État. Incendie sur le Mall près du Capitole"» (Clarke, p. 9). Selon une autre source : «À 10 h 20, on nous annonça qu'une énorme camionnette piégée avait explosé à côté du Département d'État à Washington. Ce n'était pas vrai mais, une fois de plus, cela changeait la donne» (*Daily Telegraph*, 16 décembre 2001). L'incendie sur le Mall près du Capitole est encore un incident de plus. Clarke se souvient également avoir reçu un rapport : «Il y a eu une explosion dans le parking du Pentagone, peut-être une voiture piégée» (Clarke, p. 7).

Si nous mettons tous ces incidents bout à bout, avec la menace d'attentat contre Bush du matin, nous voyons que l'étendue du complot du 11 Septembre était à la fois plus vaste et plus complexe que ce qu'en montrent les actes spectaculaires de terrorisme fabriqué auxquels le monde assista ce jour-là.

## Safire : dans le bunker

Le premier article affirmant que, le 11/9, Bush avait agi sous la menace parut le 13 septembre dans le *New York Times* sous le titre : «Dans le bunker» par William Safire, un vieux pécheur néo-conservateur endurci qui avait fait partie de la Maison Blanche sous Nixon. D'après Safire : «Un

message menaçant reçu par le Service secret et transmis aux agents qui étaient auprès du Président disait : "Air Force One sera le suivant." D'après le haut fonctionnaire, on avait utilisé des mots de code américains démontrant la connaissance des procédures qui rendaient la menace crédible. »

Safire identifiait sa source comme étant Karl Rove, le manipulateur politique de Bush. D'après Rove, quand Bush avait obstinément insisté pour rentrer à Washington, « le Service secret lui avait révélé que la menace comportait des mots qui prouvaient que les terroristes connaissaient ses procédures et sa position. Face à une telle menace précise et crédible, il fut décidé de prendre les airs avec une escorte de chasseurs. » Un autre informateur de Safire, qui était dans le bunker de la Maison Blanche avec Cheney, rapporta que c'est Cheney qui « avait proposé qu'Air Force One se rende à la base d'Offutt au Nebraska, QG du commandement stratégique aérien, qui disposait de moyens de communication permettant au Président de convoquer le Conseil national de sécurité. »

Safire remarque à juste titre : « L'aspect le plus inquiétant de ces révélations concerne la crédibilité du message "Air Force One sera le suivant". Il s'agissait très nettement d'une menace et non pas d'un avertissement amical ; mais dans ce cas, pourquoi les terroristes avaient-ils envoyé un message ? Et surtout, comment avaient-ils obtenu les mots de code et le mode d'emploi du transpondeur qui a établi leur *mala fides* * ? Cette connaissance des mots de code, de la position du Président et des procédures secrètes indique que les terroristes ont peut-être une taupe à la Maison Blanche, ou bien des informateurs au sein du Service secret, du FBI, de la FAA ou de la CIA. Dans ce cas, la seule chose dont a besoin notre guerre antiterroriste, c'est d'un contre-espion du genre d'Angleton » (*New York Times*, 13 septembre 2001). Bien sûr, il se peut également que les douteux réseaux d'Angleton, vu leur penchant pour le fascisme, figurent eux-mêmes parmi les suspects. Mais cela est une autre histoire.

Les détails essentiels donnés par Safire furent confirmés le même jour par un câble d'AP, également inspiré par l'opportuniste Rove. Ron Fournier y écrit :

> Tout en faisant des sauts de puce à travers tout le pays alors que l'Amérique était attaquée, le Président Bush clamait sa frustration envers les fonctionnaires du Service secret qui lui avaient communiqué un appel anonyme disant : « Air Force One sera le suivant. » D'après un haut fonctionnaire du gouvernement, qui parle sous condition d'anonymat, l'appelant connaissait les mots de code de l'agence relatifs aux procédures et à la position d'Air Force One (AP, 13 septembre 2001).

* Mauvaise foi. (NdT)

Les organes de presse étrangers, plus critiques que les médias étasuniens sous influence, rapportèrent aussitôt cette histoire. Le *Financial Times* de Londres écrivit qu'après le départ de Bush de Floride, « dans l'heure, le Service secret reçut un appel anonyme. Utilisant des mots de code connus du seul personnel de l'agence, l'appelant donna un avertissement effrayant : "Air Force One sera le suivant" » (*Financial Times*, 14 septembre 2001).

Le principal indice qui nous mène à l'existence du réseau putschiste derrière le 11 Septembre est la menace : « Le prochain, ce sera l'Ange. » Vu les tentatives hâtives entreprises peu après le 11/9 pour nier l'existence même de cette menace, faisons une brève digression pour étayer la preuve de la réalité de cet appel.

Dans une interview avec Tony Snow du *Fox News Sunday*, la conseillère nationale à la Sécurité, Condoleezza Rice, confirma que la menace du 11/9 dirigée contre la vie du Président Bush comportait un mot de code secret.

**Snow :** Le 11 Septembre, on a dit qu'il y avait eu un message codé disant : « Nous allons frapper Air Force One » en employant un langage codé qui rendait cette menace crédible. Est-ce exact ?

**Rice :** C'est exact.

**Snow :** Donc nous avons une taupe quelque part ?

**Rice :** On ne sait pas comment ce mot de code a été obtenu. Nous sommes une société très ouverte et je ne pense pas qu'une fuite constitue une surprise pour quiconque. Donc, je n'en sais rien… ce mot de code a pu être divulgué bien avant pour n'être utilisé qu'à ce moment-là.

**Snow :** Mais comment diable cela a-t-il pu arriver ?

**Rice :** Je n'en sais rien. Je n'en sais rien. Évidemment, nous examinons la situation de près. Mais je dois vous dire qu'il y avait beaucoup de preuves de notre point de vue justifiant de prendre des mesures spéciales à ce moment-là afin d'assurer la sécurité du Président.

Ce dialogue fut rapporté par Carl Limbacher de NewsMax.com, qui ajouta que « les fonctionnaires des services de renseignement étasuniens n'ont pas exclu la possibilité qu'une taupe du gouvernement ait pu donner aux terroristes la formulation top secrète qu'ils ont utilisée pour envoyer la menace « Air Force One sera le suivant » alors que le WTC et le Pentagone étaient attaqués » (NewsMax.com, 23 septembre 2001). Bien sûr, le véritable impératif était de savoir si le réseau putschiste s'étendait jusqu'aux rangs des détenteurs d'autorisations d'accès aux informations top secrètes.

La menace envers Air Force One fut répétée par d'autres dans l'administration. Au cours du briefing du 12 septembre à la Maison Blanche, Ari Fleischer déclara aux journalistes : « Nous disposons d'une information spécifique et crédible selon laquelle la Maison Blanche et Air Force One étaient également des cibles visées par ces attaques. » Le lendemain, on

demanda à Fleischer : « Hier, on a dit que certaines personnes au Pentagone étaient légèrement sceptiques face à ce que vous aviez dit sur le fait que la Maison Blanche et Air Force One étaient attaqués – ou plutôt étaient des cibles pour des attaques, puisque l'avion venait du sud. Que pouvez-vous… » Fleischer : « Qui sont ces gens ? » Le journaliste : « Eh bien, je ne sais pas. Ce n'étaient pas mes sources, alors… » Fleischer : « Non. C'est que… Je ne l'aurais pas dit si ce n'était pas vrai. » Le journaliste : « Pouvez-vous confirmer la substance de la menace communiquée par téléphone… disant que Air Force One allait être le suivant, et utilisant des mots de code ? » Fleischer : « Oui, je peux le confirmer. C'est exact » (13 septembre).

Dans *Meet the Press* le 16 septembre, Cheney commença à faire marche arrière en disant à Russert : « Le Président était dans Air Force One. Nous avons reçu une menace concernant Air Force One… transmise par le Service secret… » Russert : « Une menace crédible pour Air Force One. Vous en êtes convaincu. » Cheney : « J'en suis convaincu. Maintenant, vous savez, c'était peut-être le coup de fil d'un cinglé mais, vu les circonstances, il n'y avait aucun moyen de le savoir. Je pense que la menace était crédible, suffisamment pour que le Service secret me la transmette » (*Meet the Press,* 16 septembre). Remarquons qu'il n'est plus question des mots de code secrets, le vrai point sensible. Mais les « Bushmen * » demeuraient très susceptibles si on mettait en doute le courage de leur homme. Un journaliste qui avait dit que Bush « volait à travers le pays comme un enfant terrorisé qui cherche refuge dans le lit de sa mère après un cauchemar » et un autre qui avait dit « Bush a déguerpi » furent licenciés (*Washington Post*, 29 septembre 2001).

À court terme, les Bushmen voulurent à tout prix utiliser ces menaces pour défendre leur chef contre l'accusation de couardise ainsi que pour masquer les véritables raisons de son errance d'un bout à l'autre du pays. Toutefois, l'histoire de la phrase « le prochain, ce sera l'Ange » prenait un tour explosif pour le long terme car, en mettant l'accent sur l'existence de taupes haut placées dans l'administration ayant accès aux mots de code et aux procédures top secrets, elle menaçait de faire éclater le mythe officiel du 11/9 qui était en train de prendre tournure.

Plus Bush reprenait de l'élan avec sa « guerre contre le terrorisme » et l'invasion de l'Afghanistan, plus la nécessité d'utiliser l'histoire de « l'Ange » à des fins de maquillage politique diminuait, car il devenait primordial de protéger la cohérence du mythe officiel. C'est à cette époque que le récit de cette menace commença à être nié, non pas par des

* Jeu de mots : *bushmen* désigne une peuplade d'Afrique, les Boschimans. Ici, ce sont les « hommes de Bush » (NdlT).

fonctionnaires s'exprimant officiellement, mais par le biais de fuites anonymes et mystérieuses. Une de ces fuites survint deux semaines après le 11/9 : « Enfin, l'énigme a un post-scriptum : comment quelqu'un – un terroriste présumé – a-t-il été capable d'envoyer une menace contre Air Force One en utilisant un nom de code secret désignant l'avion du Président ? Or il s'avère en fait que cet événement ne s'est tout simplement jamais produit. Des sources indiquent que les membres du personnel de la Maison Blanche avaient apparemment mal compris des remarques faites par leurs agents de sécurité » (Jim Stewart, *CBS Evening News,* 25 septembre 2001). Un câble d'AP du même jour, également basé sur une fuite anonyme, disait : « [Les fonctionnaires de l'administration] n'ont pas réussi à déterminer si cet appel a vraiment eu lieu, mais maintiennent qu'on leur avait dit qu'une menace avait été transmise par téléphone le 11 Septembre, à cause de laquelle ils ont éloigné Bush de Washington pendant des heures » (AP, 25 septembre 2001). Néanmoins, l'histoire de « l'Ange » demeurait. Une année entière après le 11 Septembre, CBS déterra cette histoire des terroristes qui avaient violé le secret des codes d'Air Force One, alors même que c'était CBS qui, un an plus tôt, avait transmis le démenti dû à une fuite (CBS, 11 septembre 2002).

Après ces fuites, Fleischer lui aussi abandonna cette histoire. Le 26 septembre, un journaliste posa une question à propos de cet avertissement du 11 Septembre. Fleischer répondit : « Je n'ai pas l'intention de commenter une menace précise concernant la Maison Blanche… Il n'est pas rare que le gouvernement des États-Unis soit menacé, quel que soit le Président, M. Bush ou un de ses prédécesseurs. Et c'est pourquoi des précautions de routine sont prises à la Maison Blanche » (*Washington Post,* 27 septembre 2001).

La haine et le ressentiment latents envers Bush permirent aisément aux journalistes de banaliser l'histoire de cette menace en la présentant comme une invention tortueuse du détestable Karl Rove. Dans sa chronique du *New York Times* du 23 septembre, la cancanière Maureen Dowd dit que Karl Rove avait « appelé toute la ville pour vendre aux journalistes son histoire (désormais largement discréditée) selon laquelle M. Bush n'était pas rentré immédiatement à Washington le 11 Septembre parce que l'avion qui se dirigeait vers le Pentagone pouvait en réalité viser la Maison Blanche et que Air Force One était aussi en danger. » Certes, Rove était bel et bien un scélérat, mais il y avait un enjeu autrement plus important.

Ceux qui avaient particulièrement à cœur de se débarrasser de l'histoire de la menace pour monter en épingle le feuilleton de Bush le fuyard étaient les gauchistes. À titre d'exemple, citons le cas de Joe Conason, qui s'indignait que « l'administration Bush ait scandaleusement menti en disant que le Président était la cible de terroristes ; les Américains méritent une explication. » Conason, déjà enclin à défendre le mensonge le plus

réactionnaire de tous, à savoir la version officielle, était particulièrement contrarié par la référence à « la confirmation par mot de code » puisque c'était le point qui menaçait le mythe al-Qaida. Il était encore plus contrarié par la demande d'enquête destinée à éradiquer le réseau de taupes au sein du gouvernement étasunien :

> Ce n'est que lorsque ces affirmations ont été descendues en flèche par CBS News et Associated Press que les manipulateurs ont fait marche arrière en prétendant que tout cela n'était qu'une « méprise » des membres du personnel, sans entrer davantage dans le détail. Était-ce grave ? En plus de saper la confiance du public dans la Maison Blanche au milieu d'une situation d'urgence nationale, cette présentation biaisée de la fuite du Président de Washington a amené le chroniqueur William Safire du *New York Times*, entre autres, à réclamer une enquête interne pour savoir si une « taupe » au sein de l'administration avait révélé des informations top secrètes à des ennemis de l'Amérique. Ce thème paranoïaque a été immédiatement repris par les médias étrangers, ce qui n'a sans doute pas manqué d'inquiéter des alliés déclarés et potentiels engagés dans des discussions sensibles avec les États-Unis (*Slate*, 5 octobre 2001).

La référence aux étrangers paranoïaques visait peut-être le Réseau Voltaire, qui avait déjà rendu d'inestimables services en démontant la version officielle. Au cours des auditions de la commission du 11 Septembre, c'est Ben-Veniste qui avait pris soin d'affirmer que l'histoire était apocryphe. En tant que détracteur public de la dynastie Bush depuis Bush 41, je ne cède à personne ma détermination à mettre fin au rôle monstrueusement prééminent de cette famille dans la vie publique des États-Unis. Toutefois, il est absurde de penser que ce nigaud de Bush ait pu organiser le 11 Septembre. Comme nous l'avons vu, une partie du projet visait de toute évidence à liquider Bush et à passer le pouvoir à Cheney dont les références en tant que comploteur éventuel sont infiniment plus sérieuses. Ayant survécu à l'attentat de Colony déguisé en interview, Bush accepta le 11/9 comme un *fait accompli* auquel on lui dit de donner son aval le couteau sous la gorge, et il s'y soumit sans coup férir. « Bush savait » représente un bon slogan – bien meilleur que la version officielle – mais tout ramener à ce slogan laisse indemne le réseau putschiste qui existait déjà avant le 11/9 et qui reste encore en place aujourd'hui, brandissant la menace permanente de nouvelles attaques terroristes, avec ou sans Bush.

Paul Thompson (et Allan Wood), dont le travail empirique sur la succession des événements du 11 Septembre est un document très précieux pour tous les chercheurs, gobent malheureusement les démentis de l'histoire de la menace. Après avoir réuni les preuves disponibles, Thompson et Wood, qui s'enorgueillissent de leur précision empirique, concluent : « Y avait-il une taupe à la Maison Blanche ? Non. Il s'avère que toute cette histoire avait été inventée » (*Citizine,* 9 mai 2003). Or il est beaucoup trop facile de balayer tout cet écheveau de problèmes et les

grandes questions qu'il soulève sous le tapis de simples fuites anonymes, quelle que soit la fréquence avec laquelle elles ont pu se répéter. Ce qui est en jeu, c'est l'indice le plus important de toute l'histoire du 11 Septembre. Le régime dissimule ici quelque chose de crucial, et il ne faut pas lui permettre de se dérober. « Les terroristes ont-ils piraté des ordinateurs sensibles de la Maison Blanche ? » demande Thompson. Mais la question est bien plus vaste. Si la menace envers Bush a été ponctuée de mots de code, cela signifie que les attentats terroristes ont été organisés par des taupes de haut niveau au sein du gouvernement des États-Unis, et pas qu'un pirate informatique afghan a percé les secrets de l'ordinateur central du Pentagone à partir de sa grotte.

## Bush et Poutine le 11 Septembre

La possibilité d'un conflit thermonucléaire, ou même d'un échange tous azimuts de charges nucléaires, suite aux événements du 11 Septembre, a généralement été ignorée par les médias américains sous influence ; elle n'en a pas moins été réelle. Intrinsèquement, elle était présente en raison des relations tendues entre les États-Unis, la Russie et la Chine à la suite du bombardement de la Serbie et du naufrage du *Koursk*. Elle est devenue explicite quand un objet volant, probablement un missile de croisière, a frappé le Pentagone. Comme l'indique le rapport de la commission du 11 Septembre, un pilote de chasse, voyant les dégâts du Pentagone, a immédiatement pensé à la Russie. Cette réaction spontanée a dû se produire des milliers de fois dans l'esprit de militaires non initiés le jour du 11 Septembre. Clarke signale que l'instauration de Defcon Delta, le niveau d'alerte juste inférieur à la guerre, a été forcément remarquée immédiatement par la Russie et a failli entraîner des mesures similaires de sa part. C'était le premier Defcon Delta depuis qu'Henry Kissinger avait déclaré une alerte planétaire destinée à dissuader l'Union Soviétique d'intervenir lors de la guerre du Kippour en octobre 1973. Defcon Delta créait un risque d'escalade de mobilisation dans les deux plus importantes puissances nucléaires :

> Franck Miller signala que le DOD* était passé au niveau DEFCON 3 : alerte planétaire. « Cela n'était pas arrivé depuis la guerre israélo-arabe de 73 »
>
> Armitage accusa réception de l'appel. « Rich, le DOD est passé à DEFCON 3 et tu sais ce que ça signifie. » Armitage le savait ; il avait été secrétaire adjoint à la Défense dans la première administration Bush.
>
> « Ça veut dire que je ferais mieux d'aller en parler aux Russkoffs avant qu'ils ne nous en fassent un fromage. » Armitage contacta le Centre de

* Ministère de la Défense. (NdT)

> réduction des risques nucléaires (NRRC), en face du Centre opérationnel du département d'État. Le NRRC, directement relié au ministère de la Défense de Russie qui se trouve tout près du Kremlin, avait vocation à échanger des informations en cas de crise afin de prévenir les malentendus et les erreurs de calculs.
>
> Armitage réapparut. « J'ai vachement bien fait. Devine qui était sur le point de lancer un exercice de toutes ses forces nucléaires stratégiques ? » Il avait convaincu son homologue russe de différer l'opération (Clarke, p. 15-16).

La plupart des commentateurs étasuniens n'ont pratiquement rien à dire sur la fameuse conversation téléphonique entre Bush et le Président Poutine ; Bamford, Thompson et les autres montrent un désintérêt patent pour cette question. Or voilà un autre moment clé du 11 Septembre. Afin d'éviter un risque d'échange thermonucléaire, il fallait que Poutine sache que Defcon Delta n'était pas destiné à couvrir une attaque sournoise lancée contre son pays, ce qui, pour les Russes, était parfaitement possible. Il fallait aussi dire à Poutine que les tirs thermonucléaires des États-Unis sur le Moyen-Orient ou d'autres zones étaient l'œuvre d'un réseau putschiste, et pas du gouvernement constitué. Bref, il fallait demander à Poutine de coopérer et de s'abstenir.

Dans les heures qui suivirent les attentats du 11 Septembre, Poutine fut le premier dirigeant mondial à appeler Bush. Officiellement, cet appel fut destiné à lui permettre de présenter ses condoléances. Mais au cours de la conversation, Poutine dit à Bush qu'il avait donné l'ordre de rappeler les forces stratégiques russes, ce qui signifiait que les manœuvres prévues dans la région arctique étaient annulées. Poutine envoya également un télégramme officiel à Washington pour exprimer sa « colère et son indignation » face aux « actes terroristes barbares perpétrés contre des innocents » (voir le site du ministère des Affaires étrangères de Russie www.In.mid.ru pour le télégramme de condoléances du Président de Russie Vladimir Poutine au président George Bush le 11 septembre 2001) *. Par la suite, Bush indiqua qu'il avait apprécié le geste de Poutine et son retrait des troupes stratégiques russes par respect pour le Defcon Delta étasunien. « C'est un moment où j'en ai nettement déduit qu'il comprenait que la guerre froide était finie » (*Washington Post*, 4 octobre 2004).

Plus tard dans la même journée, dans une allocution télévisée, Poutine condamna avec véhémence les attentats du 11 Septembre en les qualifiant d'« acte d'agression sans précédent commis par le terrorisme international. » Il déclara que ces attaques n'étaient pas un problème interne étasunien, mais un événement « dépassant les frontières nationales. » Il

---

* Pour les déclarations de Poutine sur le 11 Septembre, voir John O'Loughlin, Gearóid Ó Tuathail (Gerard Toal) et Vladimir Kolossov « Un virage dangereux vers l'ouest ? Les écrits de Poutine le 11/9 et les Russes ordinaires. »

ajouta que le terrorisme est « la plaie du XXIe siècle » et que « la Russie sait par expérience ce que c'est. Aussi, nous comprenons mieux que quiconque les sentiments du peuple américain. » Poutine dit du 11/9 qu'il représentait « un défi impudent lancé à toute l'humanité, du moins à l'humanité civilisée. » En écho à Bush, il instaura sa propre dichotomie manichéenne entre la barbarie terroriste et « l'humanité civilisée. » Il affirma à Bush : « nous prenons pleinement et totalement part à votre douleur. Nous vous soutenons » (« Déclaration du président Poutine de Russie sur les actes terroristes aux États-Unis, Moscou, 11 septembre 2001 », www.In.mid.ru). Plus tard, Poutine décréta une minute de silence nationale en mémoire des victimes des attentats.

Les actes de Poutine le 11 Septembre peuvent être interprétés comme une tentative réussie d'éviter la guerre *in extremis*. Ancien KGBiste, il n'a sans doute eu aucun mal à comprendre que la version officielle était de la poudre aux yeux, ce qu'un certain nombre d'officiers gradés russes exprimèrent dans le sillage du 11/9. Poutine voyait aussi que le réseau putschiste responsable du bombardement de la Serbie et du naufrage du *Koursk* avait momentanément la main et que toute négociation avec lui serait stérile. Il était décidé à ne pas faire le jeu de ce réseau délirant qui se trouvait derrière le 11 Septembre. À un niveau plus profond, sa politique était donc une tromperie stratégique – *maskirovka* – pour gagner du temps dans la foulée de la catastrophe du 11/9.

Poutine avait certainement compris que les fous du gouvernement occulte férocement hostiles à la Russie venaient de prendre un ascendant sans précédent sur les États-Unis. Il comprenait aussi que les néo-conservateurs, obsédés par la difficile situation d'Israël, pouvaient bien attaquer divers pays du Moyen-Orient avant de s'en prendre à la Russie. De tels nœuds gordiens moyen-orientaux ne pouvaient qu'affaiblir, disperser, discréditer et isoler les États-Unis, offrant ainsi l'avantage à la Russie. Poutine était également en train de travailler ardemment à une version perfectionnée du formidable missile Topol, système probablement supérieur à tout ce que possédaient les États-Unis et qui pourrait vraisemblablement permettre à la Russie de vaincre le système de défense étasunien de missiles qui était un tout-venant peu élaboré. Toutes ces considérations incitaient Poutine à adopter, pour le moment, le masque du meilleur ami de Bush.

Le 24 septembre 2001, Poutine fit un important discours télévisé à la suite d'un week-end de conciliabules stratégiques avec ses principaux conseillers et d'une conversation téléphonique de 40 minutes avec le Président Bush. Dans ce discours, il acceptait que les États-Unis établissent des bases dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, que les États-Unis voulaient transformer en terrains d'entraînement pour l'invasion imminente de l'Afghanistan. À première vue, c'était une capitulation mais, en fait, c'était encore une ruse. Pendant un moment, on pouvait

supposer qu'une grande alliance USA/Russie était en train de se nouer. Mais ce n'était qu'une apparence. Bush rencontra Poutine dans une école à Crawford au Texas le 15 novembre 2001. La lune de miel Bush/Poutine se prolongea encore jusqu'en 2002. Au moment où Bush cherchait à obtenir *carte blanche* de la part de l'ONU pour sa guerre d'Irak, la Russie avait déjà été admise dans le bloc continental franco-allemand.

L'existence de manœuvres stratégiques russes le 11 Septembre, impliquant des bombardiers, était connue du Pentagone puisqu'il s'agissait des prémices explicites des manœuvres Northern Vigilance. Dans ce cas, les conjurés étaient également au courant. C'est pourquoi les auteurs du 11/9 savaient pertinemment que leurs actions incendiaires se dérouleraient devant la dangereuse toile de fond des manœuvres aériennes simultanées de la Russie et des États-Unis.

## Bamford : la version des services secrets étasuniens

Bamford compare l'attitude de Bush le 11 Septembre avec le comportement du Président Lyndon B. Johnson le jour de l'assassinat de Kennedy. Malgré son inquiétude à l'idée que le meurtre du Président puisse marquer le commencement de la décapitation stratégique des États-Unis à l'occasion d'une confrontation « froide » avec l'URSS, Johnson s'envola directement pour Washington et fit une courte allocution télévisée aussitôt après sa descente d'avion. Selon la procédure habituelle, Cheney aurait dû se rendre au site R, à la frontière entre le Maryland et la Pennsylvanie. Mais il s'y refusa. Pourquoi ? « Bush aurait facilement pu donner l'ordre au vice-Président Cheney d'aller se mettre en sécurité loin de Washington pour assurer la continuité du gouvernement, et retourner sur la base d'Andrews pour y faire un discours audacieux à la manière de Johnson. Ensuite, ayant rassuré le public – et le reste du monde – sur la stabilité du gouvernement des États-Unis en dépit des attentats, il aurait pu rentrer à la Maison Blanche ou bien se rendre dans un autre lieu sûr. C'est cela qui aurait été courageux » (Bamford 2004, p. 70).

« Au lieu de cela, la décision a été prise de laisser le vice-Président Cheney à la Maison Blanche pendant que le Président Bush errait au-dessus du pays. Les journalistes avaient bien été avertis d'un appel à la Maison Blanche qui aurait menacé Air Force One – raison de l'odyssée du Président – mais il fut confirmé plus tard que cet appel n'avait jamais existé. Un fonctionnaire administratif confia à AP : "Ils ont été incapables de déterminer si cet appel avait réellement eu lieu." CBS News signala que cet appel "n'avait simplement jamais existé" et le *Washington Post* titra son article : "La Maison Blanche cesse de prétendre que Bush était menacé" » (Bamford 2004, p. 70). Bamford évite ainsi la plupart des questions vraiment essentielles à propos du 11 Septembre.

## Le point de vue des services secrets israéliens

Un des récits les plus détaillés sur les secrets d'État de haut niveau possédés par les conspirateurs fut donné par le journal sur Internet Debka qui reflète souvent les opinions du Mossad israélien. Cette analyse israélienne met l'accent sur l'ampleur des informations top secrètes contrôlées par les conjurés et sur le vaste réseau nécessaire pour les collecter. Selon Debka, le message « Air Force One sera le suivant » fut reçu par le Service secret à 9 heures. Pour Debka, Cheney fut emmené dans le bunker 3 minutes plus tard. Le journal affirme que le code de Air Force One est changé tous les jours et que le message des « terroristes » menaçant l'avion présidentiel avait été transmis dans le code top secret de la Maison Blanche pour le jour en question. Le compte rendu de Debka repose sur l'estimation suivante :

> … les terroristes avaient le code de la Maison Blanche et tout un ensemble de signaux top secrets. Cela a permis à une force hostile de localiser exactement Air Force One, de déterminer sa destination et de connaître ses procédures secrètes. En fait, les pirates captaient et déchiffraient les transmissions entrant et sortant de l'avion présidentiel. Cette découverte a choqué tout le monde au Centre présidentiel des opérations d'urgence : Cheney, la conseillère nationale à la sécurité Condoleezza Rice et le secrétaire aux Transports Norman Mineta. Leur première question a été : comment les terroristes ont-ils eu accès aux codes et procédures secrets de la Maison Blanche ? Y a-t-il une taupe, ou plusieurs espions ennemis, à la Maison Blanche, au Service secret, au FBI, à la CIA ou dans l'administration fédérale de l'aviation ?

Cela n'était pas tout ; la portée des conspirateurs était encore plus grande : « Dans la semaine suivant les attentats de New York et de Washington, on apprit plusieurs autres faits ahurissants. Les terroristes avaient aussi obtenu les groupes de codes de la NSA et pouvaient pénétrer dans ses systèmes de surveillance électronique de pointe. En fait, ils avaient sans doute à leur disposition des moyens électroniques plus sophistiqués que ceux de la NSA. »

D'après les renseignements de Debka, la communauté des services secrets étasuniens pensait aussi « que les terroristes étaient en possession de tout ou partie des codes de la DEA*, du Bureau national de reconnaissance (NRO), des services de renseignement de l'armée de l'Air, de la Marine et du corps des *Marines* ainsi que des bureaux de renseignement du Département d'État et du ministère de l'Énergie. »

Selon Debka, les conjurés avaient même maîtrisé la stéganographie, une technologie « qui permet aux utilisateurs de court-circuiter le contrôle

* Administration de lutte contre les stupéfiants. (NdT)

électronique en dissimulant des messages par des moyens aléatoires qui les font ressembler à des messages numériques innocents tels que des fichiers musicaux, des fichiers du célèbre site commercial eBay, des fichiers pornographiques ou même des en-têtes de courriels. »

C'étaient là les prémisses à toute épreuve d'un argument incontestable selon lequel les attentats du 11 Septembre étaient dus à un réseau de taupes dissidentes au sein du gouvernement et de l'armée des États-Unis. Or, après avoir développé précisément cet argument, Debka tentait de ramener son public vers le mythe d'al-Qaida, censé cette fois posséder des aptitudes scientifiques et technologiques supérieures à celles du gouvernement des États-Unis ! L'une des parties accusées par Debka d'avoir donné les codes à al-Qaida était World Space Communication, qualifiée de « l'un des instruments bien connus de ben Laden » que les agences antiterroristes étasuniennes, dont la NSA, étaient supposées traquer. Debka affirmait aussi : « ben Laden bat également la NSA sur le terrain du recrutement » car le rusé Saoudien aurait engagé « les meilleurs experts en informatique du marché. Parmi eux figure Nabil Khan Kani, un Syrien qui vivait à Barcelone avec son épouse espagnole, Jenna Florine, à la fin des années 80 et au début des années 90. »

D'une pirouette logique à l'autre, Debka parvenait à la conclusion renversante que la seule institution qui aurait pu se procurer l'accès à tous ces codes était… l'Irak ! Debka écrit :

> La question persistante de savoir s'il y a une taupe dans les hautes sphères du gouvernement et dans la communauté des services secrets étasuniens – avec des liens directs ou indirects avec ben Laden – demeure. Puisque personne n'a accès simultanément à tous les codes top secrets, une seule taupe ne suffirait pas ; il aurait fallu un groupe nombreux et largement réparti. Les experts étasuniens ne croient pas que ben Laden ait été capable d'infiltrer à grande échelle des agents doubles au cœur de l'administration étasunienne. Ils regardent plutôt ailleurs, vers un pays à l'appareil d'espionnage bien rôdé : l'Irak. (Debka « Des taupes informatiques à la Maison Blanche ?) Les terroristes possédaient les codes secrets de la présidence » (*WorldNetDaily.commission*, 22 septembre 2001).

Malgré cette conclusion d'une absurdité extrême, Debka fournissait là une précieuse appréciation du niveau atteint par le réseau putschiste au sein de la structure de commandement des États-Unis *.

---

* Cela est comparable à « l'infiltration de la police par les Brigades rouges » ou bien à la théorie selon laquelle le piratage par Ptech, société de logiciels « financée par l'Arabie Saoudite », des logiciels de la FAA, du NORAD et d'autres bases de données sensibles, était la clé des jeux de guerre et des attentats du 11 Septembre – une histoire à dormir debout qui a été répandue après les élections de 2004, signifiant peut-être une nouvelle phase de chantage des Saoudiens pour le second mandat de Bush. Une petite graine avait été plantée dans l'article « Le tapis volant de ben Laden – le logiciel étasunien secret

## Un compte rendu français critique

Dans la semaine qui suivit le 11/9, le Réseau Voltaire de Paris fut l'une des voix les plus fortes pour mettre en doute la version officielle. Le plus éminent auteur au sein du Réseau Voltaire était Thierry Meyssan, le célèbre militant des droits de l'Homme. Son livre sur le 11 Septembre *L'Effroyable Imposture* apporte en premier lieu la démonstration de l'absurdité et de l'impossibilité de la thèse officielle d'un grand avion de ligne qui frappe le Pentagone. Mais Meyssan se penche aussi sur les questions politiques et institutionnelles posées par le 11 Septembre et, en particulier, sur la question de « l'Ange ». Pour lui, le fait que les conjurés ont utilisé des codes secrets suggère qu'ils avaient accès à d'autres codes, y compris aux codes de lancement des missiles nucléaires étasuniens.

Au cœur du 11/9, il y avait donc un chantage sur le régime de Bush : si ce dernier avait refusé de lancer la guerre des civilisations, les conjurés étaient en mesure de le faire de leur propre chef d'une manière bien plus généralisée, en lançant une frappe nucléaire contre une série de capitales arabes et islamiques. Il n'était pas spécifié quelle aurait pu être l'attitude de la Russie et de la Chine face à ces attaques. La thèse de Meyssan était que « de 10 heures à 20 heures approximativement, les officiels américains ne pensaient pas que ces frappes étaient le fruit de groupes terroristes moyen-orientaux, mais qu'ils manifestaient une tentative de coup d'État militaire par des extrémistes américains capables de provoquer la guerre nucléaire » (www.reseauvoltaire.net, 27 septembre 2001).

---

PROMIS » par Michael Ruppert (FTW, 26 octobre 2001) : « Le fait que ben Laden affirme posséder PROMIS peut aussi expliquer les prétendus messages menaçants reçus par le Président Bush le 11 Septembre quand il était à bord d'Air Force One… La probabilité qui [sic] ben Laden puisse avoir compromis les systèmes qu'utilisent le gouvernement étasunien et ses alliés pour le traquer est très grande. » Et ben Laden aurait obtenu ce logiciel non pas directement par ses sponsors de la CIA mais par ses « manipulateurs russes » [sic] – peut-être au cours d'une accalmie de la guerre soviéto-afghane ? D'autres commentateurs, moins favorables au mythe de la CIA ou de ben Laden, comparent PROMIS au cheval de Troie, un espion qui rapporte à son maître les faits et gestes du récipiendaire – peut-être le cadeau parfait pour un lampiste tel que ben Laden. Quant à Ptech, est-il raisonnable d'imaginer que le réseau putschiste étasunien profondément enfoui depuis longtemps avait besoin d'un étranger tel que le fusible de la CIA et trafiquant de drogue Yasin Kadi pour surveiller son propre gouvernement ? Ou alors Ptech, bien enracinée en Arabie Saoudite, a-t-elle été créée précisément par ces réseaux en tant que fausse piste, un élément du canular ? « Ptech » relève de la théorie de l'incompétence, que, tout comme « LIHOP », nous devons écarter comme des sous-ensembles du mensonge officiel qui affirme que des terroristes autonomes sont capables d'attaques spectaculaires et méritent donc une guerre punitive. Nico Haupt a suggéré à la place que le centre de commandement du 11 Septembre (et de l'anthrax) puisse être une entreprise en Floride, couverture de la CIA.

Sur son site web et dans son livre postérieur *Le Pentagate*, Meyssan présente une analyse détaillée des événements du jour en mettant spécialement l'accent sur le comportement insurrectionnel du réseau putschiste étasunien. Il raconte que :

> Vers 10 h 05, le Secret Service, en charge de la protection des hautes personnalités, aurait reçu un appel téléphonique crypté des assaillants. Ceux-ci disposeraient des codes de transmission et d'authentification de la Maison-Blanche et d'Air Force One. En d'autres termes, la sécurité des hauts dirigeants américains n'est plus garantie et les ennemis de l'Amérique sont en capacité d'usurper l'identité du président Bush y compris pour l'ordonnancement du feu nucléaire. Selon Brian L. Stafford, le directeur du Secret Service, il ne s'agit plus pour les USA d'endurer des actions terroristes, mais de faire face à une situation de guerre. Aussi déclenche-t-il le plan CoG (Continuité du gouvernement). Cette procédure ultra-secrète est orchestrée par la FEMA (Federal Emergency Management Agency), qui supervise déjà les secours et travaille en coordination avec le FBI. À partir de ce moment, la FEMA prend le pas sur le FBI et devient la plus haute autorité civile de l'Administration. Cette agence, qui cultive l'opacité, est dirigée par Joe M. Allbaugh, l'ancien trésorier des campagnes électorales de la famille Bush. (www.reseauvoltaire.net).

La clé de voûte de cet aspect de l'analyse de Meyssan est le coup de fil concernant « l'Ange » :

> Selon des sources proches de George W. Bush, le Service secret a reçu au cours de la matinée un appel téléphonique des commanditaires des attentats, probablement pour poser des exigences. Pour créditer leur appel, les assaillants ont révélé les codes secrets de transmission et d'authentification de la présidence. Or, seules quelques personnes de confiance, situées au sommet de l'appareil d'État pouvaient disposer de ces codes. Il s'ensuit qu'au moins un des commanditaires des attentats du 11 Septembre est un des dirigeants, civil ou militaire des États-Unis d'Amérique (www.reseau-voltaire.net).

Pour Meyssan, l'appel concernant « l'Ange » vient sans aucun doute des « sponsors des attentats de New York et de Washington ». Il prétend que « de 10 heures à 20 heures approximativement, les officiels américains ne pensaient pas que ces frappes étaient le fruit de groupes terroristes moyen-orientaux, mais qu'ils manifestaient une tentative de coup d'État militaire par des extrémistes américains capables de provoquer la guerre nucléaire. » Le contenu de l'appel n'était pas tant une revendication des attentats qu'« un ultimatum pour forcer la main du Président des États-Unis. »

L'atout des conjurés était qu'ils avaient peut-être en leur possession les codes nucléaires et, pour déjouer leurs projets, « Pendant une dizaine d'heures, le président Bush a été contraint de fuir Washington et de se rendre personnellement à l'US Strategic Command (Offutt, Nebraska), à la fois pour prendre le contrôle direct des armées (ce qu'il aurait pu faire

depuis Washington) et surtout pour que personne ne puisse usurper son identité et déclencher le feu nucléaire. » Du point de vue de Meyssan, à la suite de l'appel sur « l'Ange », « aucun membre du Conseil national de sécurité ne croyait plus à une attaque terroriste, ils pensaient tous à un putsch. Le calme ne sera rétabli qu'à 20 h 30 » (note d'information du réseau Voltaire 235-236, 27 septembre 2001).

À la suite de l'appel, Cheney et Rice sont descendus dans le bunker de la Maison Blanche. Meyssan interprète les préparations de défense autour de la Maison Blanche, comme une stratégie contre une éventuelle attaque des troupes insurrectionnelles :

> Simultanément, le Secret Service fait évacuer l'immeuble présidentiel et déploie aux alentours des agents spéciaux et des tireurs d'élite armés de fusils-mitrailleurs et de lance-roquettes. Il se prépare à repousser un éventuel assaut par des troupes aéroportées. En outre, le Secret Service informe de la situation le président Bush, qui se trouve à bord d'Air Force One et fait route vers Washington.

Dans ce contexte, Meyssan voit l'ombre des menaces envers Bush et Air Force One :

> Le Commandement stratégique (US Strategic Command) indique au président avoir détecté un signal se dirigeant sur Air Force One. Compte tenu de la vitesse c'est probablement un missile. Pour protéger le président, les militaires exigent qu'Air Force One, malgré sa taille, continue son vol en rase-mottes et emprunte un trajet en zig-zag, tandis que des F-15 et F-16 le rejoignent et l'escortent. Mais les militaires ne débranchent pas l'appareil météo installé à bord de l'avion présidentiel, de sorte que celui-ci continue à émettre un signal permettant au réseau météorologique international de connaître sa position en permanence. Par téléphone crypté, le président consulte le vice-président. George W. Bush décide de se rendre à la base d'Offutt (Nebraska) qui abrite le Commandement stratégique (US Strategic Command). Si son identité peut être usurpée par les assaillants, la seule possibilité pour les empêcher de donner des ordres à sa place à l'armée des États-Unis est de se tenir physiquement là où sont contrôlées toutes les armes de destruction massive, dont les bombes atomiques. Mais Air Force One consomme trop de carburant en volant à basse altitude, et son ravitaillement en vol est rendu impossible par les contraintes de sécurité. Une escale est donc programmée sur la base militaire de Barksdale (Louisiane). (www.reseauvoltaire.net).

Meyssan indique que son équipe d'enquêteurs a essayé de trouver quel était le réseau derrière les attentats du 11 Septembre. Son suspect n° 1 est un groupe qu'il appelle « les forces spéciales souterraines », un réseau terroriste associé aux réseaux d'arrière-plan contrôlés par les États-Unis, du type Gladio qui, pense-t-il, maintient des liens étroits avec ben Laden, entre autres (Réseau Voltaire, note d'information 235-236, 27 septembre 2001).

Meyssan résume la signification du 11 Septembre pour l'histoire mondiale en ces termes : « Les attentats n'ont donc pas été commandités par un fanatique croyant accomplir un châtiment divin, mais par un groupe présent au sein de l'appareil d'État américain qui a réussi à dicter une politique au président Bush. Plutôt qu'un coup d'État visant à renverser les institutions, ne s'agissait-il pas d'une prise de pouvoir par un groupe particulier caché au sein des institutions ? » (Meyssan 2002, p. 48). Cela signifie que les criminels du 11 Septembre sont toujours libres, encore au pouvoir et capables de frapper encore.

## Le point de vue des services secrets russes : Namakon

L'hebdomadaire russe d'opposition *Zavtra,* édité par le marginal russophile Alexandre Prokhanov, publia en juillet 2002 des extraits du rapport de l'agence de presse germanophone EIR sur l'arrière-plan de la tentative de coup d'État aux États-Unis. La thèse de EIR était que « les attaques de New York et Washington n'auraient pas pu avoir lieu sans la complicité d'éléments corrompus de haut niveau se trouvant au sein des structures de commandement militaire et d'espionnage. » Ce matériel était accompagné de quelques commentaires sur le 11/9 émanant de « Namakon » (pseudonyme d'un groupe d'anciens officiers de haut rang des services secrets de l'URSS). Namakon souscrivait à l'idée que les événements du 11/9 n'auraient pas pu survenir sans une complicité en haut lieu d'un réseau ou d'une faction au sein de l'armée étasunienne. Namakon soulignait aussi que la décision du Président Bush, poussé par Tony Blair et d'autres, le soir du 11 Septembre, d'approuver et d'adopter ben Laden pour servir de rideau de fumée « signifiait *de facto* la capitulation de la présidence des États-Unis devant les vrais organisateurs des attentats et le ralliement à leur politique de conflit avec le monde musulman, selon la formule du "choc des civilisations" de Huntington ».

Namakon soulignait également le fait largement négligé que la tentative d'orchestrer une escalade de la tension nucléaire entre les États-Unis et la Russie constituait un élément crucial du complot du 11 Septembre. Namakon reliait explicitement ce potentiel de conflit thermonucléaire avec le naufrage, en août 2000, du sous-marin nucléaire russe *Koursk*, dont nous ne connaissons pas encore les tenants ni les aboutissants. Namakon écrivait : « Cette hypothèse nous mène à nous demander si la catastrophe du *Koursk* ne faisait pas également partie intégrante des opérations du groupe putschiste étasunien car une attaque de cette dimension aurait nécessairement provoqué une très forte réaction de l'armée et de la population de Russie, créant une atmosphère favorable à l'escalade nucléaire. »

L'escalade à la suite de l'incident du *Koursk*, à propos duquel les militaires russes ont blâmé à plusieurs reprises la présence de sous-marins de l'OTAN près du site du naufrage dans la mer de Barents, a été dangereusement près de réussir. On n'a échappé à un conflit sérieux que grâce à un entretien, sur une ligne directe, entre Poutine et le Président américain de l'époque, Clinton. Dans les 48 heures suivant cet entretien, le directeur de la CIA George Tenet se rendit inopinément à Moscou (*Zavtra*, 16 juillet 2002 ; EIR, 22 juillet 2004). Dans le cas du 11/9, le parallèle immédiat fut la conversation téléphonique entre Bush et Poutine qui, bizarrement, n'est jamais mentionnée par Bamford, pourtant généralement bien informé.

Bien des points de l'analyse développée ici avec l'aide des sources israéliennes, françaises et russes en particulier sont maintenant reconnus dans les cercles européens bien informés. Le 23 août 2002, à un moment où le projet de guerre avec l'Irak semblait stagner, une personnalité politique britannique néo-conservatrice fit le commentaire suivant à feu le journaliste d'investigation Mark Burdman, de l'EIR :

> J'ai remarqué, comme vous-même, l'opposition grandissante, en Grande Bretagne et aux États-Unis, à l'encontre de cette guerre d'Irak. Hier soir, il m'est arrivé une chose qui me paraît significative. Je pense que ceux qui veulent cette guerre peuvent parfaitement faire quelque chose de spectaculaire dans les prochains jours pour raviver la tension. Peut-être un acte de terrorisme de grande envergure. Toutes ces contestations à la guerre d'Irak sont belles et bonnes, mais nous ne devons pas perdre de vue qu'il y a des gens puissants à Washington qui ont opéré le 11 Septembre l'an dernier. Ils ont leur plan A, qui est maintenant en mauvaise posture. Mais ils ont aussi un plan B, un plan C, un plan D. Ils ont pu penser, jusqu'à récemment, que leur coup, commencé le 11 Septembre, se déroulait bien. Et, soudain, il leur a fallu revoir leur position. Moi, je crois qu'ils sont aux abois et capables de n'importe quoi (EIR, 23 août 2002).

Autrement dit, le réseau putschiste était encore en place et pouvait encore avoir recours à un nouveau cycle d'actes terroristes.

## 11 Septembre 2001 – ce qu'aurait dit un vrai président

Quittons maintenant le terrain des faits pour pénétrer dans un monde hypothétique où nous pourrons essayer de mieux éclairer les événements du 11 Septembre. À ce stade, nous ne pouvons tenter de faire un récit détaillé ni d'établir la succession exacte de ce qui s'est passé dans les coulisses du 11 Septembre. Mais nous pouvons imaginer ce qu'aurait fait un Président honnête et courageux. Ce Président n'aurait peut-être pas immédiatement compris toute la portée du complot, mais il aurait insisté pour que les personnes nommées aux postes de responsabilité rendent des comptes et pour qu'une enquête immédiate et exhaustive soit lancée. Quelques indices auraient pu être trouvés en étudiant la conférence de

presse d'Ed Meese de novembre 1986 qui fit exploser le couvercle du scandale de l'Iran-Contra et qui entraîna le limogeage de Oliver North et John Pointdexter, puis du directeur du NSC. Le discours prononcé le soir du 11 Septembre aurait pu dire ceci :

*Chers concitoyens,*

*Aujourd'hui, notre pays et notre système politique ont été la cible d'actes terroristes à grande échelle. Ce sont des crimes monstrueux contre l'humanité qui ne resteront pas impunis. Nous exprimons notre solidarité aux courageux pompiers, policiers, militaires et employés qui ont supporté la plus grande part de cette attaque. Nous promettons un dédommagement équitable et égal pour les pertes humaines de ce jour. Des voix insistantes et irresponsables se sont élevées dans ma propre Maison Blanche et dans les services de renseignement pour suggérer aux médias que ces actes étaient attribuables aux terroristes arabes ou musulmans de l'organisation de ben Laden al-Qaida. Mais l'heure n'est pas aux décisions hâtives ou aux jugements à l'emporte-pièce alors que nous devons nous préoccuper de la paix actuelle et future dans le monde. Il est vrai que nous avons de farouches ennemis de par le monde, mais les moyens mis en œuvre aujourd'hui semblent dépasser de loin les capacités techniques et physiques dont dispose al-Qaida. Nous devons aussi nous rappeler que, sous la politique inconsciente et irresponsable de mes prédécesseurs, la CIA a été l'un des principaux soutiens de ben Laden et d'al-Qaida. Repensons à l'attentat sur le bâtiment fédéral d'Oklahoma en 1995, et nous nous souviendrons que dans les premières heures qui l'ont suivi, les médias ont attribué cette tragédie au monde arabe. Bien que je sois convaincu que nous ne possédons pas encore toutes les informations sur Oklahoma City, il est clair que le monde arabe n'y était pour rien.*

*À ce stade, trop de questions restent encore sans réponse. Comment les terroristes impliqués ont-ils été autorisés à entrer aux États-Unis et comment ont-ils pu agir librement dans notre pays ? Pourquoi n'y a-t-il eu aucune défense aérienne pendant 1 heure et 15 minutes ? J'ai ordonné une enquête immédiate sur ce point et, entre-temps, j'ai accepté la démission du général Myers de l'armée de l'Air, du vice-président de l'état-major des armées et du général Bernhard du NORAD dont l'agence a aujourd'hui manqué à ses engagements envers le peuple. Il existe également des raisons évidentes de penser que la CIA, le FBI, le NSA et le Service d'immigration et de naturalisation n'ont pas bien fonctionné si l'on en croit les rapports fragmentaires disponibles jusqu'ici. J'ai donc accepté la démission des chefs de ces agences et de leurs principaux adjoints. Par ailleurs, j'ai accepté la démission du secrétaire à la Défense et de son adjoint, de l'*Attorney General*, du secrétaire aux Transports et de ma conseillère à la Sécurité nationale car il est évident pour moi qu'ils ne pouvaient pas continuer à servir efficacement la nation vu l'immense tragédie qui a eu lieu sous leur mandat. Nous demandons à juste titre des comptes aux enseignants, aux ingénieurs des chemins de fer et aux médecins. Nous avons donc d'autant plus de raisons de demander des comptes et [de mettre en question] la responsabilité de ceux qui ont été chargés de diriger les ministères de l'exécutif dont plusieurs ne nous ont pas bien servis aujourd'hui.*

*Une autre question qui se pose est celle de l'effondrement des tours du World Trade Center quelques minutes après le choc des avions. Ces événements, comme vous le savez, constituent une anomalie absolue dans l'histoire des gratte-ciel. En particulier, rien n'explique l'effondrement du bâtiment 7 à 17 heures. En conséquence, et conformément à nos mesures d'urgence pour retirer les victimes des décombres, je demande à la 7e division de montagne de Fort Drum, New York, de prendre le contrôle du site du WTC et de le considérer comme un lieu de crime ; elle prendra les mesures immédiates requises pour préserver les preuves dont nous avons besoin pour déterminer ce qui s'est passé. Il n'est pas question d'enlever un seul bout de ferraille avant une enquête approfondie. Contrairement à ce qui a pu être lu ou entendu dans les médias, nous n'avons pas pu identifier l'objet volant qui aurait frappé le Pentagone. Il semble cependant qu'il ne s'agissait pas d'un Boeing 757 et donc sans doute pas du vol AA77. Quant à la tragédie de Shanksville, nous enquêtons pour savoir si cet avion a été abattu par nos propres forces et pourquoi. Tous les sites des crashs sont en train d'être sécurisés par des unités militaires agissant directement sous mes ordres et dont la loyauté envers la Constitution est irréprochable.*

*La question primordiale est de savoir si les criminels qui ont agi aujourd'hui ont bénéficié de l'aide ou de la collaboration de personnes de notre pays, voire de notre gouvernement. J'ai créé une unité spéciale d'enquêteurs fédéraux qui agiront directement sous mes ordres et qui ne feront rapport qu'à moi seul. La première tâche de cette unité consistera à découvrir les raisons de l'absence de défense aérienne, en violation des procédures standard du NORAD et de la FAA. Leur seconde tâche sera de vérifier toute la liste des agents doubles du FBI et de la CIA qui sont actuellement infiltrés dans des groupes terroristes et de savoir comment ils sont dirigés, en vue de découvrir d'éventuels facteurs de collusion. Cette unité aura aussi à déterminer pourquoi notre liste de procédures de surveillance et d'autres formes de vigilance n'a pas fonctionné et pourquoi les criminels n'ont pas été repérés par ce biais.*

*Quant au FBI, je demande expressément au Congrès de m'aider à démanteler cette agence tragiquement inefficace. Après Ruby Ridge, Waco, le laboratoire de criminologie du FBI, Wen Ho Lee, les Jeux Olympiques d'Atlanta et Richard Jewel, les documents subtilisés dans le procès McVeigh, nous avons désormais le 11 Septembre 2001. Le FBI ne s'est jamais remis de la corruption et de la mauvaise gestion qui s'y sont infiltrées au cours des 50 ans de règne de J. Edgar Hoover, un homme dont nous savons aujourd'hui qu'il était indigne d'une charge publique. Le FBI compte beaucoup de fonctionnaires dévoués mais qui sont aujourd'hui bloqués dans une structure incompétente, corrompue et pire encore. En conséquence, je mets le FBI en liquidation par décret présidentiel d'application immédiate ; cette agence fonctionnera pour le moment sous la direction de mon assistant spécial pour la sécurité intérieure.*

*Afin de faire toute la lumière sur ce qui est arrivé aujourd'hui, j'ai besoin de l'aide de tous les citoyens. Si vous savez quelque chose d'important, je veux l'entendre. Appelez la Maison Blanche et parlez-en avec un membre de mon personnel qui est mobilisé à cette fin. Si vous remarquez*

*quelqu'un, en particulier un agent fédéral, qui essaie de falsifier des preuves ou si un agent fédéral essaie de vous intimider pour vous faire dire ce que vous n'avez ni vu ni entendu, je veux le savoir aussi.*

*Je suis aussi déterminé à découvrir si des agences de services secrets étrangers ou des citoyens étrangers sont impliqués dans les événements de ce jour. Je me nomme directeur temporaire de la CIA et, à cette fonction, j'entreprendrai un examen exhaustif des opérations étrangères sur le sol américain. Aucune agence étrangère n'y échappera et je vous promets un rapport complet sur les premiers résultats.*

*En plus des enquêtes immédiates que je viens de mentionner, je nomme une commission d'enquête pour étudier les événements de ce jour et émettre un second avis sur les dysfonctionnements éventuels. Je demande au sénateur Byrd d'être le président de cette commission et à Lawrence Walsh, un Républicain, qui a été le procureur dans l'affaire Iran-Contra, d'en assumer la vice-présidence. J'ai invité l'ancien secrétaire au Trésor O'Neill, l'ancien Président Carter, le général Zinni, l'ancien gouverneur de l'Illinois Ryan à y participer. De même, je sollicite activement la participation de personnalités externes et d'universitaires qui ont critiqué la politique de notre gouvernement ces dernières années. J'invite Susan Sontag, Eric Foner, Noam Chomsky, Chalmers Johnson, Howard Zinn et Seymour Hersh à devenir membres de notre commission d'enquête. Qu'ils jouent les avocats du diable, s'ils veulent, du moment que cela nous permet d'obtenir la vérité et la justice. Ils recevront toutes les habilitations de sécurité nécessaires, que je leur délivrerai personnellement s'il le faut. Je superviserai personnellement la levée rapide du secret frappant les documents recommandés par la commission afin d'en communiquer les résultats au public. Nous avons tous en mémoire l'échec de la commission Warren ; un tel échec ne se répétera pas sous ma présidence.*

*Je rappelle les mots du Président Eisenhower à la suite de l'assassinat de Kennedy : le peuple américain ne se laissera pas piétiner. Je vous demande de soutenir votre gouvernement et ses institutions constitutionnelles et de ne pas laisser parler les voix de la haine, de la peur, de l'agression et de la paranoïa. Je promets que justice sera promptement rendue à ceux qui nous ont frappés aujourd'hui, quels qu'ils soient.*

*Ces ignobles attaques ne forceront pas notre grande nation à changer de cap ; ils ne nous forceront pas à devenir ce que nous ne sommes pas. Nous resterons nous-mêmes. Nous irons de l'avant dans la grande tradition américaine de la doctrine Monroe, de la politique de bon voisinage, du système de Bretton Woods, du Plan Marshall et des quatre libertés de la Charte atlantique, à commencer par le droit d'être à l'abri de la peur.*

*L'éventualité d'autres attaques dans les jours ou les semaines qui viennent ne peut être exclue. En raison de la charge que j'assume et des responsabilités constitutionnelles qui me sont dévolues, je vous demande votre soutien quoiqu'il advienne dans les jours et les semaines qui viennent.*

*Bonsoir.*

## 25 SEPTEMBRE 2001 – CE QU'AURAIT DIT UN VRAI PRÉSIDENT

Un vrai Président aurait jeté un coup d'œil sur les discours de Cicéron devant le Sénat de Rome pour arrêter le coup d'État projeté par l'aristocrate ruiné Lucius Sergius Catilina en 63 av. JC, qui avait prévu de prendre le pouvoir en faisant massacrer les dirigeants politiques romains. Il aurait pensé au discours du général de Gaulle en 1962 où celui-ci exprimait sa détermination à résister à la tentative de coup d'État de 4 généraux fascistes à Alger.

*Mes chers concitoyens,*

*Je tiens ce soir, comme je vous l'avais promis, à vous présenter le rapport sur les enquêtes concernant les événements du 11 Septembre et qui ont été la tâche principale de votre gouvernement ces dernières semaines. Les nouvelles que je vous apporte ce soir sont très graves ; elles ont un rapport avec les calamités de ces derniers jours que vous connaissez en tout ou en partie.*

*Comme beaucoup d'entre vous le savez sans doute, au matin du 11 Septembre, la Maison Blanche a reçu un appel téléphonique disant : « le suivant, ce sera l'Ange ». « L'Ange » est le nom de code secret de mon avion officiel, Air Force One. Il s'agissait donc d'une menace d'abattre Air Force One. Mais c'était bien davantage : comme je l'ai immédiatement compris, il était tout-à-fait possible que cet appel vienne réellement des auteurs des attaques terroristes du 11 Septembre. Dans ce cas, il existait donc une possibilité manifeste que ce groupe, quel qu'il soit, ait également accès aux codes utilisés par notre gouvernement. Cela signifiait qu'il y avait un risque imminent que ce groupe terroriste possède les mots de code et les signaux correspondants susceptibles de servir pour tirer des missiles balistiques thermonucléaires sur des pays étrangers, ou même ici, sur notre territoire. Un double de la mallette connue sous le nom de « football » qui me suit partout, pourrait être aux mains des conjurés. J'ai aussitôt décidé de me rendre aussi rapidement que possible avec quelques gardes du corps au QG du commandement stratégique aérien au Nebraska dans le but de contrecarrer, grâce à la présence physique immédiate du commandant en chef, tout ordre d'attaque illégal susceptible d'être donné par l'infâme réseau terroriste qui a si manifestement déclaré la guerre à notre pays. Mon intention était d'assumer directement et personnellement le contrôle des forces de dissuasion nucléaire de notre pays, où qu'elles se trouvent.*

*Lors de mon vol vers le Nebraska, j'ai reçu un appel téléphonique qui précisait cette menace. C'était un homme qui se prétendait le porte-parole d'une organisation secrète d'agents clandestins et de forces spéciales, de toute évidence un groupe subversif et insurrectionnel servant d'instrument à une coterie d'individus très puissants, riches et impitoyables. Cet homme m'a dit que son organisation avait orchestré les attentats sur le WTC et le Pentagone pour mettre un frein au déclin inexorable de la puissance américaine dans le monde, un processus que, selon lui, mes prédécesseurs élus et moi-même auraient permis par notre négligence. Il a exigé que je*

*fasse une déclaration publique télévisée pour accuser des attaques terroristes al-Qaida, Oussama ben Laden, l'Afghanistan et l'Irak et pour annoncer les projets de notre gouvernement d'envahir et d'occuper ces deux pays. L'Iran, le Pakistan et l'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, pourraient venir plus tard. Si je n'acceptais pas cet ultimatum, les conjurés étaient prêts à utiliser les mots de code en leur possession pour lancer des armes nucléaires sur Le Caire, Bagdad, Téhéran, Rabat, Tunis, Karachi, Djakarta, Damas, Pyongyang, Riyad, La Havane et peut-être d'autres villes encore. Cela déclencherait, me dit-il, une guerre de 100 ans entre les civilisations qui, une fois commencée, ne pourrait plus être arrêtée. J'ai dit à ce porte-parole que son groupe et lui non seulement se rendaient coupables de haute trahison, mais aussi qu'ils étaient suicidaires. La Fédération de Russie pourrait interpréter le tir de missiles comme le début d'une première frappe étasunienne contre des cibles russes et pourrait réagir en déclenchant ses procédures de riposte nucléaire afin d'utiliser leurs moyens nucléaires avant que leurs installations ne soient détruites au sol. La République populaire de Chine pourrait faire de même. Ces pays pourraient aussi conclure que notre gouvernement avait été pris en mains par des irresponsables et que leur seul espoir de sécurité consistait à engager des ripostes militaires. Le porte-parole a répondu que ces dangers existaient bel et bien mais que c'était à moi de les détourner en acceptant les exigences des manipulateurs de terroristes, exigences qui impliquent l'attaque des États-Unis contre l'Afghanistan et l'Irak en s'assurant au passage le contrôle du gouvernement saoudien. Il a ajouté dans un accès de vantardise que le groupe terroriste appelait de ses vœux ce conflit mondial sanglant que j'avais l'air de craindre ; il considérait même qu'une guerre mondiale engloutissant la planète était préférable au déclin relatif des États-Unis dont, d'après lui, nous étions responsables, mes semblables et moi.*

*À ce moment-là, notre pays faisait face au plus grand danger de toute son histoire. Accepter l'ultimatum et engager la guerre contre les pays arabes et musulmans cités aurait lancé les États-Unis à la dérive dans un océan de chantage, de mensonges et d'aléas. Les maîtres chanteurs augmentent toujours leurs exigences. La dépendance au terrorisme manifestée par ce réseau criminel, s'il était victorieux, aurait pu empoisonner notre vie nationale pour des dizaines, voire des centaines d'années. Si j'avais cédé, je serais devenu une marionnette aux mains des conjurés tout au long de mon mandat – et même pour le reste de ma vie. D'autre part, le risque d'une guerre mondiale était immédiat. J'ai décidé que la seule solution honorable et conforme à mon engagement de préserver, protéger et défendre la Constitution consistait à défier les terroristes. C'est alors que nous sommes arrivés au QG du SAC au Nebraska. J'ai mis fin à la conversation.*

*J'ai alors mis sur le pied de guerre plusieurs unités du Service secret et des renseignements de l'armée de Terre sous le commandement d'officiers confirmés dont je connaissais la loyauté et à qui je pouvais faire confiance. Je les ai mis au courant de ce que je savais et les ai chargés de découvrir le réseau putschiste et de le déraciner. Ces hommes et femmes au patriotisme incontesté se sont mis au travail sans délai et, dans les 72 heures, ont permis de connaître les grandes lignes du complot. Voici ce que j'ai appris jusqu'ici.*

*Un groupe d'activistes d'al-Qaida manipulé par un quarteron d'officiers traitants corrompus de la CIA avait choisi le 11 Septembre pour détourner plusieurs avions, les forcer à atterrir et utiliser les passagers comme otages pour extorquer la libération de prisonniers détenus en Égypte et en Arabie Saoudite. Parmi ces activistes d'al-Qaida figuraient plusieurs agents doubles qui étaient également contrôlés par des éléments corrompus de notre propre communauté des renseignements. Il s'agissait d'individus mauvais et dissolus qui avaient été formés sur des infrastructures désaffectées après l'affaire Iran-Contra.*

*Ce jour-là, la défense aérienne était totalement absente, entre autres à cause d'exercices aériens qui avaient lieu simultanément en divers endroits de l'Amérique du Nord. Un certain nombre d'officiers occupant des postes clés au NORAD, dans ses bureaux locaux de Rome, dans l'État de New York, et à la FAA semblent avoir été impliqués dans ce complot. Profitant d'une sorte d'inertie collective, ils ont fait fi des procédures opérationnelles standard bien connues et établies de longue date qui régissent la coopération entre la FAA et le NORAD et ont pu envoyer dans une mauvaise direction les chasseurs-intercepteurs restants, dont certains ont même été envoyés de l'autre côté de l'Atlantique. Les enquêtes en cours vont aboutir sur de nouvelles arrestations imminentes.*

*Ce que ces agents d'al-Qaida ignoraient apparemment, c'est que les avions qu'ils avaient choisis de détourner étaient équipés d'une nouvelle technologie permettant de les téléguider à partir d'un centre de commandement au sol. C'est cette technologie, et non pas le savoir-faire douteux des pirates de l'air, qui a permis aux avions d'atteindre leurs cibles avec une telle précision.*

*Mais le choc des avions n'aurait pas été suffisant pour abattre les tours. D'après les informations dont nous disposons, l'effondrement des bâtiments WTC 1, 2 et 7 est dû à une technique de démolition contrôlée, c'est-à-dire à des charges d'explosifs disposées dans ces bâtiments par le réseau de terroristes dont les membres y auraient pénétré quelques jours plus tôt en se faisant passer pour du personnel d'entretien ou de sécurité. Nous n'avons pas encore pu résoudre tous les problèmes posés par les Tours Jumelles car les sources d'énergie mises en œuvre proviennent de technologies qui sont au-delà de ce que nous connaissons habituellement. Je vous en reparlerai plus tard. Pour le moment, j'ai le regret de vous dire que j'ai été contraint de faire arrêter le maire de New York qui a tenté à plusieurs reprises de faire détruire des preuves sur les lieux du crime.*

*Quant au Pentagone, il a été frappé, non pas par un des avions détournés, mais par un missile de l'armée étasunienne lancé par un avion au-dessus de la Virginie Occidentale. Nous ne savons pas encore ce qui est arrivé au vol AA77 et nous demandons à tous les citoyens de nous aider dans nos recherches. Ce missile a été lancé par toute une unité de l'armée de l'Air dans l'Ohio ; tous ces traîtres ont été arrêtés.*

*L'avion qui s'est écrasé à Shanksville a été cyniquement abattu suite aux actes d'un rebelle occupant un poste très sensible au NORAD. Cette taupe savait que les passagers avaient réussi à neutraliser les pirates peu armés et à reprendre le contrôle de l'avion. Il fallait à tout prix éviter que les pirates ne puissent être interrogés par la suite, pour ne pas dévoiler la*

*dimension du complot dont ils n'étaient que des pions, bien qu'animés des pires intentions. La taupe ne voulait pas non plus que l'avion soit examiné car on y aurait trouvé l'équipement de télécommande qui, pour une raison encore inconnue, n'avait pas fonctionné. Elle a donc cyniquement envoyé des chasseurs pour abattre l'avion bien que celui-ci soit très loin de toute cible intéressante pour les pirates de l'air.*

*Plusieurs membres et agents du FBI ont été inculpés d'obstruction à la justice. Ils ont été accusés d'avoir détruit des enregistrements des caméras de sécurité du Pentagone ainsi que d'avoir usé de méthodes d'intimidation sur des témoins du Pentagone et de Shanksville. Des membres du laboratoire de criminologie du FBI et l'équipe du NTSB ont été surpris à tenter de saboter l'enregistreur de voix du cockpit des avions en question. Les enregistrements que nous avons entendus concordent avec le compte rendu du 11/9 que je viens de présenter.*

*Malheureusement, je dois parler de trois suicides mystérieux survenus au plus haut niveau de notre gouvernement et qui ont causé tant de spéculations ces derniers jours. Le vice-Président a été trouvé mort dans son bunker au site R jeudi dernier, le coroner a conclu au suicide et a établi que la mort était due à un comprimé de cyanure de potassium. La même conclusion a été rendue pour le cas de l'ancien secrétaire adjoint à la Défense quelques heures plus tard le même jour. Le vice-président de l'état-major des armées a été trouvé avec une balle dans la tête au Pentagone environ au même moment ; cette mort a été également attribuée à un suicide. Je ne peux que confirmer qu'un mandat d'arrêt pour ces trois hommes avait été émis par un grand jury fédéral chargé d'enquêter sur les tragiques événements du 11 Septembre.*

*La mutinerie du bataillon de Delta Force basé près de Fort Bragg, en Caroline du Nord, a été matée par des troupes et des avions fidèles. L'appel à la rébellion contre le gouvernement légal et au coup d'État militaire lancé par le commandement insoumis n'a pas été suivi.*

*Vous savez peut-être aussi qu'un ancien haut fonctionnaire de la lutte contre le terrorisme et plusieurs hauts fonctionnaires de la CIA et du FBI sont absents depuis environ deux semaines ; on présume qu'ils se sont enfuis à l'étranger. Je confirme que des mandats d'arrêt sont lancés contre eux. Quelques journalistes ont également disparu ; c'est peut-être lié à ces récents bouleversements politiques. Je peux vous assurer que nos procédures constitutionnelles n'ont jamais été aussi vigoureuses et que l'habeas corpus demeure en vigueur et reste d'application. Nous n'avons ni prison ni prisonniers secrets et je n'en tolérerai pas. Nos tribunaux réguliers fonctionnent toujours et continueront à le faire à l'avenir.*

*Nous avons découvert une complicité entre le réseau putschiste de notre pays et certaines agences de services secrets étrangères. L'une d'elles est le MI-6 britannique. À la suite du raid de Scotland Yard sur le QG du MI-6 à Oxford Circus, et après la démission de M. Blair, j'entends continuer à travailler avec le nouveau Premier ministre travailliste afin d'éradiquer tout élément insurrectionnel restant. Nous continuons à observer la situation dans certains autres pays dont nous pensons qu'ils pourraient avoir joué un rôle dans le complot du 11 Septembre. Je regrette que le général*

*Sharon ait refusé de coopérer et j'invite le Congrès à réfléchir aux réactions éventuellement requises.*

*Je remercie le Président Poutine de la Fédération de Russie et les dirigeants de la République populaire de Chine pour leur sagesse et leur modération, tout particulièrement au cours de la matinée du 11/9 quand le réseau rebelle a engagé des préparations visibles en vue de tirs nucléaires. Je suis certain que les grandes puissances, ayant résisté à cette tempête, pourront revenir sur la voie des mesures propres à restaurer la confiance au cours du sommet qui se tiendra la semaine prochaine.*

*Dès que possible, de plus amples détails vous seront communiqués. Pour conclure, je souhaite dire quelques mots sur l'état du monde.*

*Je n'affirme pas que le terrorisme est le fruit spontané de la pauvreté et de la misère. En fait, je suis certain du contraire : le terrorisme est généralement organisé par une instance externe, souvent par un gouvernement ou un réseau agissant au sein d'un gouvernement. Il n'en reste pas moins vrai que la pauvreté et la misère fournissent l'environnement indispensable où les terroristes peuvent recruter, ou bien où le terrorisme peut être créé par des agences de services secrets. Dans le monde actuel, quelque 2 milliards d'individus survivent avec moins d'un dollar par jour. Près de 600 millions de personnes sont sans abri, ce qui correspond à peu près à la population de l'Europe. Près d'un milliard et demi d'hommes et de femmes n'ont pas d'eau potable. Avec près d'un milliard de personnes sans travail, le taux de chômage dans notre monde est de 33 %, soit environ un tiers. Lorsqu'un tel phénomène s'est produit dans notre pays dans les années 30, nous l'avons appelé la grande crise. Aujourd'hui, nous devons prendre conscience d'une crise économique mondiale d'une gravité sans précédent.*

*Les deux tiers de la population mondiale (65 %) n'ont jamais téléphoné. Environ 40 % ne disposent pas de l'électricité domestique ; cela me semble constituer un besoin urgent d'électrification rurale et urbaine. Chaque jour, dans notre monde, quelque 40 000 personnes meurent de sous-alimentation et de maladies faciles à soigner telles que la dysenterie. 40 000 autres personnes meurent chaque mois par suite de guerres qui, toutes, sont parfaitement futiles, souvent fomentées cyniquement par des groupes d'intérêts économiques. Je pense ici, plus spécifiquement, à la crise en Afrique. Sur ce continent, le niveau de vie d'une famille moyenne a régressé de 20 % au cours des 20 dernières années.*

*Dans 89 pays, la situation est actuellement pire qu'au début des années 90. 175 millions de gens quittent leur pays chaque année à la recherche désespérée de travail et de nourriture, soit environ 3 % de l'humanité. Sur le marché des esclaves de l'Europe du Sud, le prix d'un être humain, en ce moment, est d'environ 4 000 euros. Et au milieu de tout ça, les 258 personnes les plus riches du monde possèdent plus, sous forme d'actifs et d'autres biens, que les 3 milliards d'individus les plus pauvres. J'espère que vous serez d'accord avec moi pour dire qu'un tel monde ne saurait être stable. Et pourtant, c'est le monde que nous connaissons aujourd'hui. Je veux utiliser mon pouvoir de Président pour améliorer cette situation par tous les moyens dont je dispose, et j'en appelle au Congrès et à tous les citoyens pour soutenir ces efforts afin de créer un*

*nouvel ordre économique mondial qui soit plus juste, plus équitable, plus prospère et plus dynamique.*

*Nous venons d'être éprouvés par une crise brutale. Cette expérience doit nous inciter à renouveler notre attachement à nos valeurs les plus nobles. La décennie de la mondialisation s'est révélée être un échec colossal, pour nous et pour les autres. Nous devons trouver un moyen meilleur, plus humain et plus équitable d'organiser les affaires de la planète. À cette fin, nous devons travailler en collaboration étroite avec près de 200 États souverains et élaborer les détails de concours avec eux, car chaque pays possède le droit fondamental au développement économique, scientifique, technologique et à la dignité. L'impérialisme du passé les privait de ces droits, mais cet impérialisme est désormais relégué aux poubelles de l'Histoire. À l'avenir, mes deux objectifs primordiaux seront la paix et le développement économique, avers et revers de la même médaille. Notre monde a subi plusieurs bouleversements ces derniers mois, mais je suis plus certain que jamais de pouvoir compter sur le soutien du peuple américain pour ramener le monde sur la bonne voie. Je vous demande, une fois encore, de penser dans vos prières aux victimes de la récente tragédie.*

*Bonsoir.*

## Conclusions

À ce stade, nous en sommes arrivés aux conclusions suivantes :

L'affirmation du gouvernement selon laquelle les prétendus pirates de l'air avaient agi sans avoir été détectés par la surveillance officielle est **intenable** ; il y a de fortes preuves qu'ils ont agi en coordination avec une faction existant au sein même du gouvernement. Donc, ces pirates étaient, très probablement, des agents doubles « jetables » ou, dit plus crûment, des lampistes.

L'affirmation du gouvernement selon laquelle les 4 avions prétendument détournés ont été piratés et pilotés par les 4 pirates désignés ensuite par le FBI **est à la limite – ou même au-delà des limites – de la réalité physique et technique**. Ces avions ont été probablement guidés vers leurs cibles par une sorte d'accès à distance ou de contrôle téléguidé.

L'affirmation du gouvernement selon laquelle les défaillances de la défense aérienne sont dues à la confusion de la guerre est **absurde et ne tient pas debout**. Selon toute probabilité, la défense aérienne a été sabotée par des taupes au sein du gouvernement.

L'affirmation du gouvernement selon laquelle un Boeing 757-200 est tombé sur le Pentagone est **physiquement impossible**. Un autre objet volant, peut-être un missile de croisière, doit donc être envisagé.

L'affirmation du gouvernement selon laquelle les Tours Jumelles du WTC se sont effondrées sous l'impact des avions et de l'incendie qui s'en est suivi est **physiquement impossible**. La chute des tours ne peut s'expliquer sans l'hypothèse d'une démolition contrôlée utilisant peut-être des méthodes inhabituelles basées sur des principes physiques nouveaux.

L'affirmation du gouvernement selon laquelle le WTC7 est tombé, à 17 h 20 EDT le 11 Septembre, uniquement par suite d'un incendie est **physiquement impossible**. Cet effondrement ressemble au résultat d'une démolition contrôlée de type traditionnel.

L'affirmation du gouvernement selon laquelle le vol UA93 s'est écrasé en raison de mesures prises par les pirates, ou par suite d'une lutte dans le cockpit, est **physiquement impossible** vu la dispersion géographique des restes. Toutes les preuves donnent à penser que cet avion a été abattu par un avion militaire étasunien.

Le refus du gouvernement d'enquêter sur les délits d'initiés dans les options de vente d'American Airlines et de United Airlines, la saisie totale et la destruction des preuves, l'intimidation systématique des témoins par le FBI, et toute une série d'autres incidents indiquent sans aucun doute une tentative de créer **un écran de fumée** de la part de l'ensemble du gouvernement et de l'*establishment* des États-Unis.

## Bush aux enfers

Au fond de l'Enfer de Dante, dans la troisième partie du neuvième cercle des traîtres appelée Tolomée, Dante et Virgile rencontrent un certain frère Albéric de Florence. Tolomée est destinée aux traîtres qui ont trahi ceux qui les accueillaient. La particularité de frère Albéric est qu'il vit apparemment sur Terre alors même que son âme subit les tourments dans les profondeurs de l'Enfer. Frère Albéric explique que dans les cas de traîtrise particulièrement odieuse, les âmes damnées quittent leur corps pour descendre directement en enfer. Le corps reste vivant, mais est animé par un démon pour le restant de sa vie. C'est en quelque sorte ce qui est arrivé à Bush lorsqu'il a trahi le serment de sa charge en soumettant le gouvernement des États-Unis au joug du réseau putschiste le 11 Septembre. Depuis lors, c'est le démon qui gouverne.

## Chapitre 10

# L'anthrax

L'épisode de l'anthrax*, survenu en octobre 2001, doit être considéré comme une partie intégrante de l'opération 11/9. Les attentats du 11 Septembre avaient très efficacement terrorisé les populations urbaines, puisque personne ne savait quand ni comment une autre ville serait frappée, ni de quelle manière. Mais qu'en était-il des vastes banlieues et de l'Amérique rurale ? Là, il ne serait probablement pas question d'avions suicides, de gaz mortel, ni de bombes sales. En revanche, chacun a une boîte aux lettres et celle-ci peut devenir le point de diffusion d'une maladie mortelle. Même la personne la plus humble et la plus anonyme, vivant dans un trou perdu, ne peut jamais être sûre qu'un courrier déposé dans sa boîte aux lettres n'a pas été en contact avec une enveloppe grouillant de spores mortelles. Le geste quotidien le plus banal, comme celui d'aller chercher son courrier, devenait soudain une rencontre brutale avec l'univers de la guerre biologique.

Les attaques à l'anthrax offrirent également un excellent prétexte, à l'administration Bush et au FBI, pour réduire et ralentir les recherches sur le 11/9. Les lettres « anthraxées » fournirent un motif pour réaffecter les agents du FBI à une nouvelle tâche avant qu'ils ne soient sur le point de déterrer les secrets explosifs du 11/9. Le 10 octobre, les agents du FBI furent détournés des enquêtes sur le 11/9 au prétexte qu'on avait besoin d'eux pour faire face à l'alerte à l'anthrax.

Dans le même temps, si l'on y regarde de près, les agressions à l'anthrax peuvent devenir le talon d'Achille de toute l'opération du 11/9 : c'est là qu'apparaît le plus clairement la relation de cause à effet qui touche jusqu'aux laboratoires sécurisés d'armes chimiques et aux installations militaires du gouvernement fédéral des États-Unis. L'anthrax ne peut pas être synthétisé dans une grotte par une bande de gueux. L'anthrax

* Le terme anglais *anthrax* désigne à la fois le bacille de l'*anthrax* et la *maladie du charbon* provoquée par ce bacille. (NdT)

transformé en arme ne peut être obtenu que dans les laboratoires de biologie de l'armée à Fort Detrick (Maryland) et dans un très petit nombre d'autres centres du même type dépendant d'autres gouvernements. L'existence de l'anthrax transformé en arme donne *ipso facto* une bonne raison de soupçonner fortement la collusion du gouvernement étasunien dans les attentats terroristes dirigés contre ce pays.

L'affaire de l'anthrax fournit aussi un exemple parfait d'obstruction à la justice par le FBI. Après que les lettres à l'anthrax ont servi de prétexte pour réduire les recherches sur le 11/9, les agents ainsi réaffectés n'ont pratiquement rien accompli. Longtemps, le FBI a prétendu que le tueur pouvait être n'importe quel microbiologiste. Mais la liste de suspects potentiels était évidemment bien plus restreinte : une douzaine, voire moins. Pour établir une liste de suspects réaliste, le FBI devait admettre que la source la plus vraisemblable de l'anthrax était les laboratoires du gouvernement ; or, le FBI ne pouvait que s'y refuser, puisque cette révélation pouvait ramener au 11/9. Au bout d'un certain temps, on identifia un certain Stephen Hatfill, ancien chercheur sur la guerre biologique prétendument mécontent, au passé et aux opinions troublés, bref, un bouc émissaire tout trouvé. Il fut vilipendé par des auteurs de fuites au FBI mais ne fut jamais inculpé. Le FBI monta un scénario de pure façade en faisant draguer une mare près de Frederick (Maryland), mais Hatfill ne fut jamais mis en accusation.

Notons au passage que la réaction du gouvernement révèle l'étendue de la nature oligarchique de notre société. Bush et l'état-major de la Maison Blanche se mirent à absorber du Cipro, un antidote de l'anthrax, avant même que la crise ne se déclare. Les députés et le personnel du Congrès reçurent du Cipro dès que des lettres à l'anthrax furent trouvées au Capitole ; leurs bureaux furent immédiatement fermés. Quant aux postiers Noirs, la Poste s'attendit à ce qu'ils continuent à travailler dans des locaux contaminés, et renâcla à leur distribuer du Cipro gratuitement. Le chef des Services postaux (USPS), désigné par Bush, déclara que critiquer en quoi que ce soit la manière dont il dirigeait son service équivaudrait à aider et à faciliter le travail des terroristes.

Nous ne pouvons exclure l'hypothèse que les cas de maladie du charbon aient été destinés à se transformer en épidémie bien plus vaste qui aurait fait des milliers de victimes. Enfin, les attaques à l'anthrax nous offrent un cas *prima facie* de ciblage politique. Le premier destinataire d'une lettre à l'anthrax fut un journal de boulevard qui s'était fait une réputation en rendant publique la conduite désordonnée, et parfois illégale, des deux filles toxico-dépendantes de Bush 43. Les autres destinataires, tels que les sénateurs Daschle et Leahy, étaient les potentielles sources de l'opposition à la loi du PATRIOT ACT et aux autres mesures liberticides réclamées par Bush et Ashcroft.

Entre le 10 et le 11 octobre, une semaine exactement après qu'on eut appris le premier cas, le FBI contacta l'université de l'Iowa à Ames. Depuis 70 ans, cette université collectionnait des échantillons de toutes les souches connues de l'agent pathogène de la maladie du charbon. De plus, elle fournissait des souches d'anthrax aux chercheurs en médicaments ainsi qu'aux laboratoires qui voulaient en faire des armes. Tout de suite après le coup de téléphone du FBI, l'université détruisit son dépôt d'anthrax. Il est facile d'imaginer ce que le FBI a bien pu inventer pour obtenir cette destruction, mais il est également évident que le dépôt d'Ames disposait probablement de la solution permettant de résoudre sans ambiguïté la question des lettres anthraxées. L'analyse de la composition chimique et de l'ADN des spores contenues dans les lettres révéla qu'elles appartenaient à une souche d'Ames. À l'aide des échantillons du dépôt, il aurait été possible de déterminer avec précision le lot qui avait servi à contaminer les lettres ainsi que de retracer la voie bureaucratique menant à l'agence à laquelle les échantillons avaient été envoyés. Comme l'écrit le *New York Times* :

> Peu après le premier cas de maladie du charbon, le FBI déclara qu'il n'avait aucune objection à ce que l'on détruise la collection d'échantillons d'anthrax de l'université d'État de l'Iowa ; or, certains scientifiques impliqués dans l'enquête disent maintenant que cette collection pouvait contenir des codes génétiques utiles pour cette enquête. Les enquêteurs criminels n'ont pas visité un grand nombre d'entreprises, de laboratoires ou d'institutions scientifiques qui possèdent l'équipement ou la capacité de fabriquer cet anthrax hautement virulent expédié par courrier au sénateur Tom Daschle, leader de la majorité. Plusieurs directeurs de laboratoires ont dit que dans leurs interrogatoires, les enquêteurs posaient surtout des questions d'ordre général peu susceptibles de faire apparaître de nouvelles preuves.
>
> Les preuves disparaissent.
>
> Le mois dernier, après consultation avec le FBI, l'université d'État de l'Iowa à Ames a détruit les spores d'anthrax qu'elle rassemblait depuis plus de 70 ans, et qui étaient conservés dans plus de 100 flacons. Une variante de ce que l'on appelle la souche d'Ames avait causé la mort, par inhalation, d'un homme de Floride ce qui provoqua l'inquiétude de l'université pour la sécurité. Maintenant, une controverse est née du fait que des scientifiques, travaillant ou non pour le gouvernement, affirment que la hâte à détruire ces spores a sans doute effacé des indices très importants relatifs à l'anthrax trouvé dans les lettres envoyées au Congrès et aux journaux.
>
> Si les archives existaient encore, elles ne résoudraient en rien le mystère. Mais les scientifiques assurent qu'une comparaison précise entre l'anthrax qui a tué 4 personnes et une souche précise se trouvant dans la collection aurait pu donner des indices sur la manière dont la bactérie avait été isolée et, peut-être, sur la mesure dans laquelle elle avait été remise à des chercheurs. Et cela, à son tour, aurait pu donner aux enquêteurs des éléments importants sur l'identité de l'assassin.

Quelles que soient ses connaissances scientifiques, le réflexe de tout bon détective aurait dû être de s'opposer à la destruction de tout ce qui, de près ou de loin, ressemblait à une preuve ou même à un indice permettant d'interpréter une preuve. Mais cette fois, le FBI plaida l'ignorance. D'après Bill Tobin, un ancien légiste spécialiste des métaux qui a travaillé au laboratoire criminel de Washington, un lieu de triste réputation et grevé de scandales : « Le FBI a été pris pratiquement autant au dépourvu que le public dans cette affaire. Il est tout bonnement irréaliste de demander à 7 000 agents de devenir, du jour au lendemain, des experts en matière d'agents bioterroristes [sic], de moyens possibles pour les dérober et de techniques pour les disséminer mortellement dans le public américain. »

Le Dr. Martin Jones, un spécialiste de l'anthrax à l'université d'État de Louisiane, commenta : « Si ces cultures étaient encore vivantes, elles auraient pu servir à éclaircir cette sombre histoire » de spores envoyées par courrier. Ronald M. Atlas, président élu de la Société américaine de microbiologie, le plus grand groupe au monde de « professionnels des germes », considéra que la destruction de preuves avait de vastes implications juridiques. Il affirma : « Potentiellement, cela fait perdre des preuves qui auraient pu être utiles » dans l'enquête juridique (*New York Times*, « Les experts estiment que le FBI a entravé l'enquête sur l'anthrax », 11 novembre 2002). De toute évidence, le FBI avait l'intention de saboter sa propre enquête. Voilà encore un cas d'obstruction manifeste à la justice par les taupes du FBI. Quant à la commission du 11/9, elle passe sous silence aussi bien l'affaire de l'anthrax dans son ensemble que celle de l'obstruction à la justice commise par le FBI.

Environ une semaine après le 11 Septembre, des lettres à l'anthrax commencèrent à arriver aux bureaux du *Sun*, un journal de boulevard basé en Floride et distribué dans les supermarchés, chez les sénateurs Daschle et Leahy, à NBC News et au *New York Post*. Le 5 octobre, Bob Stevens, le responsable photo du *Sun,* décéda de la maladie du charbon. Un certain nombre de postiers de Washington succombèrent également. Au total, 5 personnes décédèrent. Les spores d'anthrax découvertes dans les lettres étaient le produit d'un broyage très sophistiqué ; elles étaient enrobées de silice, selon un procédé propre aux laboratoires étasuniens. L'anthrax irakien, pour sa part, est enrobé de bentonite, un mélange de silice et d'aluminium.

Une énorme publicité fut faite à la série d'articles de Barbara Hatch Rosenberg, ancienne fonctionnaire du gouvernement et microbiologiste à l'université de New York, qui travaillait aussi pour la Fédération des scientifiques américains. Le travail de Rosenberg fut soutenu avec enthousiasme par l'Institut international pour la paix de Stockholm (SIPRI) et par les écologistes radicaux de Greenpeace. Le FBI orchestra une série de fuites désobligeantes sur Rosenberg, ce qui a fait croire qu'une opération

pseudo/countergang était peut-être en cours. La thèse de base de Rosenberg était que le responsable des attentats à l'anthrax était un assassin isolé, mécontent d'avoir été licencié de l'Institut de recherche sur les maladies infectieuses de l'armée (USAMRIID) à Fort Detrick, dans le Maryland, près de Frederick. Naturellement, la solution du tueur isolé tentait d'écarter les soupçons d'un réseau plus vaste de taupes au sein du gouvernement fédéral, ce qui paraît bien plus probable. Chaque fois que l'on attribue des opérations extrêmement compliquées et exigeantes à un solitaire contrarié, il faut redouter une désinformation concoctée par la communauté des services de renseignement. Par exemple, la panique causée par les lettres anthraxées fut surmultipliée parce que celles-ci arrivèrent tout de suite après le 11 Septembre. Était-ce simplement une coïncidence ou bien les auteurs de l'opération anthrax savaient-ils ce qui allait arriver le 11 Septembre ? Comment Hatfill aurait-il pu faire coïncider ses actions supposées avec le 11/9 ? Une fois de plus, le suspect n° 1 se trouve être les réseaux corrompus du gouvernement de l'ombre, et non pas un solitaire mécontent.

Cela ne fut d'ailleurs pas la seule opération de désinformation. L'ancien directeur de la CIA James Woolsey, un néo-conservateur qui travaillait pour un cabinet d'avocats représentant le Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi, entama une vigoureuse campagne pour accuser l'Irak. De plus, une lettre anonyme fut envoyée à la police, sans doute en septembre, accusant de terrorisme un scientifique américain né en Égypte et renvoyé de l'USAMRIID. Le FBI l'interrogea et conclut à son innocence. Le contenu de la lettre n'a pas été publié. Rosenberg pense que cette lettre avait été envoyée par le coupable.

Rosenberg déclarait en janvier 2002 :

> Le FBI savait certainement depuis plusieurs mois que la crise de l'anthrax était une affaire internes. Le gouvernement estime que 200 scientifiques ont travaillé sur le programme étasunien de l'anthrax au cours des 5 dernières années. D'après un ancien scientifique de la défense, le nombre de ses pairs ayant une expérience pratique et un accès nécessaire à de l'anthrax est inférieur à 50. Un certain nombre de sources bien informées ont transmis au FBI des listes de suspects ayant des mobiles crédibles ; le FBI a également trouvé ou reçu des indices (en plus de ceux que nous présentons plus loin), qui pourraient mener à des preuves accusatrices. À ce jour, le FBI devrait avoir une idée de l'identité du coupable. Deux facteurs peuvent expliquer l'ignorance du public et la rareté des informations divulguées : la crainte que des détails embarrassants ne deviennent publics et la nécessité de garder le secret afin de rassembler suffisamment de preuves solides pour condamner le coupable.

Quant à l'anthrax, Rosenberg est d'accord sur le fait que les spores provenaient indubitablement d'un laboratoire américain.

> Tous les spécimens se trouvant dans les lettres contiennent la même souche d'anthrax qui correspond à la souche d'Ames figurant dans la base de données de l'université du Nord de l'Arizona (utilisée pour l'identification)… Contrairement à ce que l'on avait supposé initialement, il n'y a pas plus de 20 laboratoires qui possèdent la souche d'Ames. Les noms de 15 d'entre eux ont été trouvés dans la littérature spécialisée en libre accès. Parmi eux, seulement 4 aux États-Unis ont peut-être la possibilité de transformer l'anthrax en arme. Ces quatre sont des laboratoires militaires et un sous-traitant du gouvernement.

Rosenberg fondait ces conclusions sur une analyse technique des spores de l'anthrax :

> La concentration extraordinaire (1 000 milliards de spores au gramme) et la pureté de l'anthrax des lettres sont caractéristiques d'un matériau obtenu par un procédé étasunien optimisé… Ce procédé optimisé de transformation de l'anthrax en arme est secret, Bill Patrick, son inventeur, qui détient cinq brevets secrets sur ce procédé, affirme qu'il implique une combinaison de produits chimiques. Rien ne prouve qu'un autre pays possède la formule. Au microscope, l'anthrax des lettres apparaît non broyé. Les spores broyées sont reconnaissables parce qu'ils contiennent des débris. Le processus étasunien optimisé ne recourt pas au broyage. L'échantillon Daschle contient une forme spéciale de silice utilisée dans le processus étasunien. Il ne contient pas de bentonite (utilisée par les Irakiens). Dans les échantillons des lettres, on a observé un « enrobage » des spores, révélateur du procédé secret étasunien.

La thèse de Rosenberg est que l'expéditeur des lettres à l'anthrax connaissait bien une étude qui évoquait le recours à un scénario de ce genre pour une attaque terroriste ; cette étude avait été rédigée deux ans plus tôt par un expert de la fabrication d'armes à l'anthrax, Bill Patrick, de l'USAMRIID :

> Un rapport confidentiel, daté de février 1999, discute des réactions requises en cas d'attaque à l'anthrax par voie postale. Ce rapport, déclenché par une série de faux courriers contaminés, était rédigé par William Patrick, inventeur du procédé de fabrication d'armes à l'anthrax, dans le cadre d'un contrat passé par la CIA à la SAIC *. Ce rapport décrit ce que l'armée pourrait faire et ce qu'un terroriste pourrait être en mesure d'accomplir… Le rapport prédisait environ 2,5 g d'anthrax par enveloppe (la lettre de Daschle en contenait 2) et prévoyait une qualité inférieure à celle trouvée dans la lettre de Daschle. Si le coupable a eu accès aux matériels et aux informations nécessaires pour son forfait, il devait avoir une habilitation de sécurité ou un autre moyen d'accéder à des informations confidentielles ; c'est pourquoi il se peut qu'il ait également lu le rapport et qu'il s'en soit inspiré.

---

* Science Applications International Corporation : important sous-traitant du Pentagone. (NdT)

Rosenberg faisait le portrait du tueur à l'anthrax : « Il travaille dans la biodéfense américaine, possède un doctorat dans cette branche de la biologie ; c'est un Américain d'âge moyen qui a l'expérience du travail avec des pathogènes dangereux (dont l'anthrax) et qui sait comment éviter la contamination. Cet homme travaille pour un sous-traitant de la CIA dans la région de Washington, il est dûment vacciné contre l'anthrax, il est habilité à accéder à des informations confidentielles. Il a travaillé, à un titre ou un autre, au labo de l'USAMRIID dans le passé, et y a encore accès ; il connaît Bill Patrick qui lui a certainement appris (de façon informelle) certaines choses sur la fabrication d'armes à l'anthrax ; il a reçu une formation ou a de l'expérience en matière de dissimulation de preuves, il a peut-être des liens avec l'UNSCOM. Il a été en conflit avec une agence gouvernementale, il dispose d'un local privé pour stocker et préparer son matériel ; il a fabriqué les lettres tout seul, peut-être avec quelques aides ou encouragements périphériques. Il correspond au profil du FBI, il possède les compétences nécessaires, une approche et un CV indiquant les capacités et le tempérament appropriés ; il a été interrogé par le FBI » (Barbara Hatch Rosenberg, « Analyse de l'origine des attaques à l'anthrax », 17-31 janvier 2002).

À l'automne 2001, le FBI inonda le centre du New Jersey de prospectus comportant un échantillon de l'écriture du tueur. Il envoya également des questionnaires à 32 000 microbiologistes étasuniens, dont la plupart travaillaient dans des domaines n'ayant aucun rapport avec les laboratoires d'anthrax gouvernementaux. Il s'agissait évidemment de brasser du vent pour éviter que le gouvernement ne devienne le suspect n° 1. George Monbiot du *Guardian* traita cette farce de « sorte "d'enquête" qui conviendrait peut-être pour le meurtre sans témoin de quelqu'un auquel on ne connaît pas d'ennemi. En d'autres termes, plutôt que de s'occuper des suspects potentiels, il [le FBI] jette un filet plein de trous sur toute la population. » Monbiot signala qu'il avait téléphoné à un porte-parole du FBI. « J'ai demandé pourquoi, alors que les indices sont si nombreux, la piste semble-t-elle refroidir ? "Les recherches continuent" a répondu le porte-parole. J'ai demandé : "Serait-ce parce que cette piste mène à un bureau du gouvernement ?" Il a raccroché. » Monbiot suppose que cette réticence n'est pas sans rapport avec le rideau de fumée lâché par les États-Unis devant la violation des traités internationaux sur la guerre biologique, dans la mesure où « la fabrication par l'armée d'armes à l'anthrax, par exemple, contrevient directement aussi bien aux conventions sur les armes biologiques qu'au droit national. C'est le cas de son projet de tester des microbes vivants dans des "chambres aérosolisantes" au Centre de chimie biologique d'Edgewood, lui aussi situé dans le Maryland. C'est le cas de son développement de champignon génétiquement modifié qui tuerait les récoltes de coca en Colombie et de bactéries

OGM destinées à détruire des matériaux appartenant aux forces ennemies. Comme l'a découvert le groupe de recherche Project Sunshine, tout cela ne serait qu'un minuscule échantillon des programmes de recherche biologique offensifs illégaux secrètement financés par les États-Unis. Plusieurs scientifiques éminents ont insinué que si les enquêtes du FBI étaient menées avec moins de rigueur qu'on était en droit de l'espérer, c'est parce que les autorités fédérales avaient quelque chose à cacher. Le FBI les a traités de théoriciens du complot. Mais il y a certainement un point au-delà duquel l'incompétence ne suffit plus pour expliquer l'échec » (*The Guardian*, 21 mai 2002).

Tel était apparemment également le point de vue de Barbara Hatch Rosenberg. Dans le *New Yorker* du 18 mars 2002, Nicholas Lemann, qui la présente sous un jour sympathique, signale qu'elle pensait que le programme d'armes biologiques des États-Unis, qui n'admet aucun contrôle, pourrait violer la convention de 1972 sur les armes biologiques. Si les attaques à l'anthrax étaient l'œuvre d'un scientifique isolé, contrarié et dément, il faudrait renforcer les garde-fous internationaux. L'exigence fondamentale de Rosenberg était que ce programme soit contrôlé. Ce n'est pas mal, mais ce n'est pas tout.

Vers la fin du mois de juin 2002, le FBI obtint un mandat pour perquisitionner la maison du Dr. Steven J. Hatfill, 48 ans, chercheur en biodéfense qui avait travaillé à Fort Detrick, Maryland. Hatfill s'écria aussitôt qu'il était victime d'une chasse aux sorcières. Quand il vivait en Rhodésie, il avait étudié non loin d'une école portant le même nom que celui qui figurait sur la fausse adresse au dos des enveloppes anthraxées (*The Guardian*, 28 juin 2002).

Le 2 juillet, le chroniqueur du *New York Times* Nicholas D. Kristof désigna Hatfill comme étant « Monsieur Z » et affirma que le FBI devait l'arrêter en tant que terroriste de l'anthrax. « Si M. Z était un ressortissant arabe, il serait en prison depuis longtemps. Il est temps que le FBI agisse : soit il le poursuit plus énergiquement en passant ses antécédents au crible et en creusant toutes les pistes utiles, soit il doit essayer de l'innocenter et de dissiper ce nuage de soupçons. » En réalité, le FBI ne fit ni l'un, ni l'autre.

Kristof et les autres journalistes hostiles à Hatfill affirmèrent qu'à la fin des années 70, les forces spéciales rhodésiennes avaient employé de l'anthrax pour attaquer des fermes détenues par des Noirs, et cherchèrent à y impliquer Hatfill. Le 12 août 2002, Hatfill donna une conférence de presse pour nier tout une fois de plus. Fin août 2002, deux pages de publicité payantes dans le *Washington Times* affirmèrent que le tueur à l'anthrax devait être membre de l'armée des États-Unis, probablement ayant accès à des ressources extrabudgétaires et aux laboratoires secrets de guerre biologique ; ou bien quelqu'un ayant eu accès au document de la Science Applications International Corp. (SAIC) relatif à l'envoi d'anthrax par la

poste. L'auteur de cette publicité était un certain Pete Velis qui affirmait que Steven Hatfill n'était pas le coupable. Il soutenait que les preuves indiquaient que les lettres avaient probablement commencé à être préparées deux ans avant et que le but était politique – effrayer les États-Unis pour les engager dans une politique de sécurité intérieure en temps de guerre – et non de tuer des gens. Il faisait remarquer que les cibles figuraient parmi les opposants potentiels les plus virulents à « l'extension des pouvoirs de l'exécutif et de la Sécurité intérieure en temps de guerre » citant, pour exemple, la lettre au président de la commission judiciaire du Sénat Patrick Leahy (Vermont). Le rapport de la SAIC, dont Velis disait qu'il contenait « les spécifications exactes de l'anthrax envoyé par la poste » laisserait entendre que les expéditeurs venaient d'un groupe d'officiers ayant accès à ce rapport (*Washington Times*, 26 août 2002). La veille, Hatfill et son avocat avaient donné une deuxième conférence de presse, qui bénéficia d'une couverture médiatique exceptionnelle, pour dénoncer la tactique d'enquête appliquée par le FBI et l'*Attorney General* John Ashcroft.

Barbara Hatch Rosenberg, après avoir été interrogée par le FBI, déclara que les agents lui avaient plusieurs fois demandé si un groupe de scientifiques du gouvernement pouvait chercher à faire accuser Hatfill. Elle révéla à la presse qu'« ils n'arrêtaient pas de me demander si je pensais qu'il pouvait y avoir un groupe dans la communauté de la biodéfense qui essayait de faire porter les soupçons sur Hatfill » (*Washington Times*, 3 août 2002).

Quelles que soient les contorsions du FBI, il était clair que l'anthrax venait du gouvernement étasunien et que le FBI avait délibérément saboté les recherches. Le dragage de la mare en 2003 ne changea rien au tableau. À l'été 2004, il était devenu évident que le FBI ne résoudrait jamais le cas de l'anthrax, puisqu'il ne fallait pas que la population soit amenée à comprendre que le terrorisme peut provenir, voire qu'il provient effectivement, d'un laboratoire étasunien militaire et non pas d'une grotte lointaine. Quant à Hatfill, c'était probablement un bouc émissaire. Si le FBI s'est montré incompétent avant le 11/9, et incompétent lors de sa première grande mise à l'épreuve qui suivit le 11/9, quelle est donc la crédibilité de ses déclarations à propos du 11/9 proprement dit ?

## Le sniper de la région de Washington

À l'automne 2002, une série de fusillades mortelles plongea une fois de plus la région de Washington dans l'angoisse et la terreur. Tout commença dans le comté de Montgomery (Maryland) pour s'étendre rapidement à la Virginie. Là aussi, on accusa des snipers (tireurs embusqués) ; or les snipers sont formés par l'armée et certaines unités de police. Toute enquête valable aurait dû commencer par la liste des snipers

entraînés par le gouvernement, surtout les individus récemment mis à la retraite ou mécontents. Mais, là encore, cela aurait mis le gouvernement en position de suspect n° 1 et, une fois de plus, le FBI s'y refusa. L'enquête était censée être placée sous le contrôle du chef de la police du comté de Montgomery, Charles Ramsey. Celui-ci, négligeant de passer en revue le groupe des snipers, se comporta comme si les tireurs étaient de simples passants. Ramsey annonça que des standards téléphoniques spéciaux allaient être ouverts et qu'il comptait sur les informations des citoyens pour mettre la main sur les tireurs. Les semaines passèrent. Après chaque tir de sniper, on dressait des barrages routiers pour encercler toute la zone, mais jamais on ne trouva quoi que ce soit. Les radios locales diffusèrent des entretiens avec des snipers entraînés qui affirmèrent que les vrais tireurs d'élite étaient des humanitaires qui ne tireraient jamais sur des civils désarmés.

Enfin on reçut une information permettant d'identifier le véhicule utilisé par deux suspects ; ceux-ci furent surpris pendant leur sommeil sur une aire de repos de l'autoroute I-270. Il est pratiquement certain que le plus âgé avait reçu une formation de tireur d'élite dans l'armée étasunienne. Son partenaire plus jeune et lui furent rapidement classés dans la catégorie des psychopathes itinérants et solitaires. Cette affaire avait terrorisé, pendant deux bons mois, la capitale nationale et sa région, mais aussi le Congrès, la Cour suprême et les ministères de l'exécutif. Elle avait rafraîchi et ranimé l'horreur engendrée par le 11/9 et fourni un arrière-plan immédiat aux élections de novembre 2002. Cette fois, on n'avait pas eu besoin d'avoir recours à al-Qaida ni à son organisation mythique.

Chapitre 11

# Délits d'initiés, téléphones cellulaires, MI-6 et Mossad

Une semaine après le 11 Septembre, l'Institut de lutte contre le terrorisme (ICT, désigné également dans certains textes sous le nom d'Institut international de police contre-terroriste), basé à Herzliya, en Israël, attira l'attention sur des opérations d'initiés très suspectes dans le domaine des options de vente (*put options*) sur les actions des compagnies United Airlines et American Airlines, dont les avions avaient été impliqués dans les attentats du 11 Septembre. L'article, rédigé par Don Radlauer, était intitulé « Mardi noir : les plus importants délits d'initiés du monde. » Radlauer avait découvert que les options de vente sur United Airlines (UAL) avaient connu une hausse de 9 000 % entre le 6 et le 10 septembre. Le jeudi précédant le 11 Septembre, les options de vente sur les titres UAL avaient augmenté de 285 fois leur moyenne quotidienne. American Airlines avait enregistré une hausse de 6 000 % de la valeur des options de vente par rapport à la moyenne habituelle. De plus, il y avait eu un accroissement brutal de l'intérêt à court terme pour les actions des maisons de courtage qui avaient leurs bureaux dans les tours du WTC. Les options de vente sur Morgan Stanley avaient été multipliées par 27 et les options à découvert de Merrill Lynch avaient fait un bond de 12 fois la normale. Tout cela s'était accompagné d'achats inhabituels de bons du Trésor à 5 ans, des titres du gouvernement étasunien qui sont considérés comme étant parmi les instruments de protection des actifs les plus sûrs en cas de catastrophe mondiale.

Les options de vente sont des paris risqués sur le déclin de la valeur d'une action donnée à une échéance spécifique. Si le cours baisse, l'opérateur qui achète ces droits de vendre des actions ramasse des bénéfices plusieurs fois supérieurs à son investissement. Vendre à découvert les actions d'une société constitue un autre moyen d'essayer de profiter d'une chute de cours escomptée. Le 19 septembre, l'émission de CBS *60 Minutes* révéla que « l'après-midi précédant les attentats, des sonnettes d'alarme résonnèrent de façon inhabituelle sur le marché des options sur actions aux États-Unis. » Le 20 septembre, Bloomberg Business News remarqua :

« Il pourrait bien s'agir de la pire forme de délits d'initiés, la plus horrible, la plus diabolique jamais observée de mémoire d'homme… Cela serait l'une des coïncidences les plus extraordinaires de l'histoire de l'humanité, si c'était une coïncidence. »

Il est généralement considéré que la CIA suit toutes les transactions boursières importantes, y compris dans le domaine sensible des options de vente, en temps réel, dans le cadre de la surveillance assurée par ses logiciels dans le cadre des programmes ECHELON et PROMIS. Le *San Francisco Chronicle* révéla bientôt qu'« une source qui connaît bien les transactions de United Airlines a identifié la banque d'affaires Deutsche Bank Alex. Brown, filiale américaine de la géante Deutsche Bank, comme étant la banque qui avait servi à acheter au moins certaines de ces options » (Marrs, p. 60). Alex. Brown (A. B. Brown), sans doute la plus ancienne banque d'affaires des Etats-Unis, qui avait été absorbée par Bankers Trust en 1997, avait de nombreuses accointances avec la CIA. Jusque 1998, son président était A. B. « Buzzy » Krongard, qui avait démissionné cette année-là pour devenir conseiller du directeur de la CIA George Tenet. Le 26 mars 2001, Krongard bénéficia d'une importante promotion au sein de la CIA (Marrs, p. 90).

La commission des opérations boursières (SEC) promit de tirer cette affaire au clair, tout comme le fit la Bundesbank, la banque centrale allemande. Mais, rapidement, toute mention de délits d'initiés à l'occasion du 11/9 disparut de la presse. Les oligarques de la finance n'avaient aucune envie de poursuivre cette enquête qui, inévitablement, aurait mis à mal la version officielle du 11 Septembre. La commission du 11 Septembre s'empressa de liquider toute l'affaire en quelques lignes fallacieuses :

> Des allégations largement répandues concernant des délits d'initiés commis en prélude au 11 Septembre s'appuient généralement sur des comptes rendus d'activités boursières inhabituelles avant le 11/9 portant sur des sociétés dont les actions ont chuté après les attentats. Quelques transactions inhabituelles ont bel et bien eu lieu, mais elles s'avèrent toutes avoir une explication anodine. Ainsi, le volume des options de vente a considérablement augmenté dans les maisons mères de United Airlines le 6 septembre et d'American Airlines le 10 septembre – ce qui est éminemment suspect de prime abord. Toutefois, une enquête plus poussée a révélé que ces opérations n'avaient rien à voir avec le 11 Septembre. Un seul investisseur institutionnel basé aux États-Unis, qui ne saurait avoir le moindre lien avec al-Qaida, a acheté 95 % des options de vente sur United Airlines le 6 septembre dans le cadre d'une stratégie boursière qui comprenait également, le 10 septembre, *l'achat* de 115 000 actions d'American Airlines. De même, une grande partie des transactions paraissant suspectes le 10 septembre, et qui concernaient American Airlines, a pu être attribuée à un bulletin d'informations portant sur les options aux États-Unis, faxé à ses abonnés le dimanche 9 septembre et qui recommandait ces opérations. Ces exemples illustrent le genre de preuves examinées par l'enquête. La SEC et le FBI, épaulés par d'autres agences et par les milieux boursiers,

> ont engagé d'énormes moyens pour enquêter sur cette question, y compris en s'assurant la coopération de nombreux gouvernements étrangers. Ces enquêteurs ont considéré que ce qui paraissait suspect était anodin dans tous les cas (Commission du 11 Septembre, p. 498 note 130).

Voilà pourtant un autre exemple où la commission du 11 Septembre répond par avance aux questions qui devraient se poser. Il ne s'agit pas de savoir si le « seul investisseur institutionnel basé aux États-Unis » cité par la commission « ne saurait avoir le moindre lien avec al-Qaida », mais plutôt de savoir s'il était informé au préalable des futurs attentats. Après tout, al-Qaida est une organisation de lampistes dont le rôle principal dans toute cette affaire est de détourner l'attention de la réalité sous-jacente. Force est de conclure, une fois de plus, que la commission du 11 Septembre ment.

Ce qui est certain, c'est que la commission a passé sous silence une autre tentative de délit financier d'une énorme envergure, et dont on a généralement bien moins parlé que des options de vente. Un montant anormalement élevé de quelque 100 millions de dollars en prélèvements sur cartes de crédit, fut traité le 11 Septembre par les ordinateurs du WTC. Évidemment, ces ordinateurs furent détruits dans la catastrophe. Toutefois, ces données finirent par être récupérées pour un coût d'environ 25 000 dollars par disque dur. Il n'y eut aucune enquête criminelle ni aucune poursuite judiciaire pour détournement de fonds ; au lieu de cela, l'entreprise de récupération de données Convar fut vendue à Kroll Security, une entreprise liée à la CIA.

Au surplus, les disques durs ne résistent pas à une température supérieure à 70 °C. L'acier fond à 1 535 °C, soit 22 fois 70. Voilà qui fait à nouveau imploser avec fracas les théories farfelues qui prétendent expliquer comment des charpentes en acier ont pu s'effondrer essentiellement sous l'effet de la chaleur dégagée par des moquettes en feu, puisque le carburant des avions s'était déjà consumé dans les premières minutes.

## Des appels de téléphones cellulaires ?

Dans les jours et les semaines qui suivirent le 11 Septembre, les appels des passagers des avions détournés à destination de correspondants au sol jouèrent un rôle clé dans la fabrication de la version officielle du 11/9. Si la commission avait été sérieuse, elle aurait publié le recueil complet de ces appels accompagné de leur transcription intégrale et, le cas échéant, de tous les enregistrements. Ces appels auraient dû faire, si possible, l'objet d'enquêtes minutieuses afin d'en déterminer l'authenticité. Il s'agit là de l'une des nombreuses tâches évidentes incombant à la commission, mais que celle-ci refusa d'accomplir. En revanche, la commission décida de se fier à des ouï-dire fragmentaires portant sur le contenu des conversations,

pour ensuite les utiliser sans aucune vérification probante afin d'étayer son récit des événements du 11/9.

Rassembler, trier et évaluer tout le canon des prétendus appels est une tâche qui dépasse le cadre de la présente étude et qui doit être assumée par un effort distinct et exhaustif. L'appel présumé de Barbara Olson, qui fut tant discuté dans les semaines suivant le 11/9, présente beaucoup de contradictions ; celles-ci furent examinées par Gerhard Wisnewski. La difficulté majeure présentée par l'appel de Barbara Olson tient à ce que le seul témoin en est Theodore Olson, Procureur général des États-Unis et figure centrale de la clique agressive et réactionnaire qui joua le premier rôle dans l'*impeachment* de Clinton et dans d'autres opérations de déstabilisation du gouvernement légal. C'est ce même Olson qui déclara à la Cour suprême : « On peut aisément imaginer un nombre infini de situations… où les fonctionnaires du gouvernement peuvent avoir des raisons parfaitement légitimes de fournir de fausses informations » (Yahoo News, 22 mars 2001). Sans entrer dans les détails des nombreuses questions soulevées par la version disponible des appels de Barbara Olson, nous pouvons sans mal omettre ce matériel qui constitue un témoignage douteux, obtenu par ouï-dire d'une source non fiable. La renommée de martyre du terrorisme de Mme Olson a permis à son livre *The Final Days : The last, Desperate Abuses of Power by the Clinton White House* [Les derniers jours : le dernier abus de pouvoir désespéré de la Maison Blanche de Clinton] de devenir un « best-seller » à sa sortie en octobre 2001.

Les autres appels présentent des contradictions les uns par rapport aux autres. Comme l'a fait remarquer Woody Box, les deux hôtesses du vol AA11, Betty Ong et Amy Sweeny, auraient passé chacune un appel pour signaler le détournement en cours. Mme Ong parla de pirates vaporisant un gaz incapacitant, mais Mme Sweeny n'en fit pas mention. Mme Sweeny déclara avoir vu une bombe avec des fils jaunes, dont Mme Ong ne dit rien. Les deux hôtesses témoignaient-elles d'événements constatés à des endroits différents de l'avion, ou bien ces appels sont-ils des faux, simulés par des imposteurs bien entraînés travaillant pour des services de renseignement dans le cadre de l'orchestration générale du 11 Septembre ? Ce sont des questions importantes, mais qui relèvent trop de la catégorie des opinions pour avoir leur place ici.

Conformément à la méthodologie employée dans cette étude, nous devons plutôt nous demander s'il y a quoi que ce soit dans les prétendus appels des victimes qui pourrait nous emmener au-delà du monde de l'opinion jusqu'à celui de l'impossibilité technique et physique. La réponse est oui, mais un oui provisoire et partiel : des preuves convaincantes attestent que des appels provenant d'avions volant au-dessus de 2 400 m sont tantôt interrompus et tantôt n'aboutissent pas.

La commission du 11 Septembre n'a jamais cherché à savoir s'il était possible de passer des appels téléphoniques à partir d'avions, quelle que soit leur altitude. Cela laisse donc entendre que des conversations téléphoniques peuvent être menées sans difficultés à 3 000 m, à 6 000 m ou 9 000 m et pendant plusieurs minutes, voire davantage. Certains de ces appels peuvent avoir été passés grâce aux appareils GTE Airfones qui sont généralement installés dans le dossier du siège situé devant chaque passager et qui fonctionnent par carte de crédit ; ils sont raisonnablement fiables à la plupart des altitudes et presque partout. D'autres appels ont été passés sans le moindre doute à partir de téléphones cellulaires sans fil, et là, on peut sérieusement s'interroger sur le point de savoir si de tels appareils pouvaient – ou non – être utilisés de la manière qui nous a été décrite.

## Appels impossibles au-dessus de 2 400 mètres

Les compagnies aériennes interdisent l'emploi de téléphones cellulaires depuis plusieurs années car les signaux de ces appareils interfèrent avec les circuits de navigation des avions. C'est la raison pour laquelle beaucoup de personnes n'ont jamais essayé de téléphoner en vol. Si elles l'avaient fait, elles auraient constaté que leur appareil ne fonctionnait pas très bien, ou pas du tout. Le professeur Michel Chossudovsky soutient que « vu la technologie en usage le 11 Septembre, il était extrêmement difficile, voire impossible, d'effectuer un appel depuis un téléphone cellulaire à partir d'un avion volant à grande vitesse au-dessus de 2 400 m. »

Un expert cité par Chossudovsky commente : « Les réseaux de communications sans fil n'ont pas été conçus pour des communications air/sol. Les experts en téléphones cellulaires admettent en privé qu'ils ont été surpris d'apprendre que des communications aient pu être établies à partir des avions détournés et qu'elles aient duré si longtemps. Ils supposent que la seule raison pour laquelle ces appels ont pu passer est que les avions volaient près du sol » (http://www.elliot.org/technology/2001/cellpermit.htm).

Juste après le 11/9, une porte-parole de AT&T déclara à un journaliste : « C'est quasiment par un coup de chance que les appels [du 11 Septembre] ont atteint leurs destinataires… À de hautes altitudes, la qualité des appels n'est pas très bonne, et la plupart des appels sont coupés. Bien que les appels ne soient pas fiables, les appelants peuvent joindre leur correspondant et rester en communication quelque temps en dessous d'une certaine altitude » (http://wirelessreview.commission/arabe/wireless_final_contact).

Quelques jours après la sortie de son rapport final, fin juillet 2004, d'autres doutes furent soulevés à propos des méthodes bâclées et hypocrites de la commission du 11 Septembre. Ce fut à l'occasion de l'annonce par American Airlines et Qualcomm qu'ils seraient bientôt en mesure d'offrir à leurs clients une technologie nouvelle sans fil permettant

aux passagers d'utiliser leurs téléphones cellulaires en vol sur des avions de ligne. Le simple fait que cette annonce ait été rédigée au futur en indiquant la date de juillet 2004 est une preuve irréfutable que cela n'était pas possible auparavant, par exemple en septembre 2001 (http://www.qualcomm.com/press/releases/2004/040715_aa_testflight.html).

Cette innovation fut suffisamment importante pour attirer l'attention de la presse. Un journal écrivit : « Les voyageurs pourraient utiliser leurs téléphones cellulaires personnels dès 2006. Au début de ce mois [juillet 2004], American Airlines a fait des essais sur un avion aménagé pour permettre des appels de téléphones cellulaires » (*Washington Post*, 27 juillet 2004). *Aviation Week* décrit ainsi cette technologie :

> Qualcomm et American Airlines cherchent des moyens de permettre aux passagers d'utiliser des téléphones cellulaires du commerce pour des communications en vol air/sol. Lors d'un récent vol d'essai, des représentants du gouvernement et des médias ont utilisé des téléphones cellulaires commerciaux de troisième génération fonctionnant sur Code Division Multiple Access (CDMA) pour passer des appels et envoyer des SMS à des amis restés sur terre, et en recevoir.

Pour cet essai, un avion décolla de Dallas-Fort Worth, équipé d'antennes à l'avant et à l'arrière de la cabine pour transmettre des appels de téléphones cellulaires à destination d'une petite station cellulaire de base CDMA embarquée. Cette « pico-cellule » transmit des appels cellulaires de l'avion, via le satellite Globalstar, vers le réseau cellulaire terrestre mondial (*Aviation Week*, 20 juillet 2004). Inutile de dire que ni ce service, ni le matériel correspondant de troisième génération, ni la pico-cellule de base CDMA intégrée dans le cockpit (et qui fonctionne comme une tour de communication téléphonique cellulaire mobile à l'intérieur de l'avion) n'étaient opérationnels en septembre 2001.

D'après des experts en communication de l'aviation, le facteur crucial pour déterminer si les appels de téléphones cellulaires pouvaient avoir lieu est l'altitude de l'avion au moment considéré. Une fois que l'avion atteint 2 400 m, ce qui arrive souvent quelques minutes après le décollage, on ne peut généralement plus téléphoner à l'aide d'un appareil cellulaire. La seule condition pour que les passagers aient pu joindre leurs familles, leurs amis et les autorités avec leurs téléphones cellulaires est que l'avion vole au-dessous de 2 400 m. Mais, même dans ce cas, les communications sont de mauvaise qualité. La question cruciale est donc : à quelle altitude se trouvaient les avions quand les appels ont été reçus ?

Les détails donnés par la commission du 11 Septembre sur l'altitude des avions sont fragmentaires, mais elle n'affirme jamais lapidairement que les avions volaient tout le temps à basse altitude. Au contraire, son rapport semble indiquer qu'un nombre considérable d'appels ont été passés alors que les avions étaient au-dessus de 2 400 m, altitude

maximale, en général, pour des transmissions de téléphones cellulaires (Michel Chossudovsky « Encore des trous dans la version officielle : les appels de téléphones cellulaires du 11/9 » – http://globalresearch.ca/articles/CHO408B.html). Le professeur Dewdney est parvenu à des conclusions similaires. Voilà donc encore un autre point sur lequel le mythe du 11/9 et le rapport de la commission se heurtent aux limites de la réalité et des possibilités physiques *.

## MI-6 et Mossad

Le 11 Septembre a principalement été organisé par le réseau putschiste existant au cœur des États-Unis, ou par la faction occulte du gouvernement, mais non sans aide. Les services secrets étrangers qui ont apporté le soutien le plus indirect au 11/9 sont indubitablement ceux du MI-6 britannique. La coopération et l'interpénétration entre les agences américaines et britanniques sont si évidentes et si profondément institutionnalisées qu'elles sont à peine remarquées par les commentateurs étasuniens. La CIA et le MI-6 sont quasiment des frères siamois qui partagent un certain nombre d'organes vitaux. Cet état de fait est vivement déploré par ceux d'entre nous qui croient que la Couronne, la City de Londres, les ministères des Affaires étrangères et du Commonwealth ainsi qu'Oxford Circus (l'adresse du MI-6) comptent parmi les éléments les plus néfastes qui influencent la vie nationale américaine ; mais c'est maintenant une réalité établie et incontournable. Tout ce qui est connu de la NSA à Fort Meade (Maryland) est simultanément connu du GCHQ britannique à Cheltenham au titre d'accords bilatéraux d'échange d'informations. Un peu de lumière a été fait sur ce phénomène par Claire Short lorsqu'elle a révélé que les boîtes rouges qu'elle recevait des services secrets britanniques contenaient la transcrip-

* Les « cellules » sont des espaces de transmission. Les avions les traversent très vite, de sorte que les liaisons téléphoniques passent fréquemment de l'une à l'autre, ce qui provoque des évanouissements ou des coupures. Pourtant, aucun récit ne mentionne une mauvaise réception, ce qui est vraiment étonnant, à moins que ces appels ne soient inventés et que les scénaristes n'aient pensé qu'il était plus sage de ne pas tenir compte de cette éventualité. Quant à l'origine des prétendus appels, il existe des logiciels polyvalents qui peuvent imiter n'importe qui à condition de posséder un petit échantillon de voix caractéristique. Il est ainsi possible de superposer en temps réel cette nouvelle voix à celle d'un acteur, en reproduisant les mots de A avec la voix de B. Bien des gens ont du mal à accepter cette hypothèse, sans doute parce que cette technique ne leur est pas familière et qu'elle n'est pas commercialisée pour raisons de sécurité. De même, on observe la même méfiance envers le détournement d'avions par télécommande bien que ni l'un ni l'autre de ces scénarios ne soit aussi sophistiqué qu'il y paraît. Les technologies du doublage des voix et de la télécommande ont déjà plusieurs dizaines d'années d'existence ; des jouets télécommandés peu coûteux sont sur le marché depuis des années.

tion de conversations privées de Kofi Annan obtenues par des enregistrements illégaux des Américains. Récemment, le GCHQ a également eu son tireur de sonnettes d'alarme, qui a étoffé d'autres parties du tableau.

Bon nombre de ces arrangements remontent à la 2e guerre mondiale et n'ont jamais été abrogés. Les Britanniques ont prêté main forte au gouvernement de l'ombre étasunien pendant l'affaire Iran-Contra ; ils continuent à le faire aujourd'hui. Bien qu'ils ne soient que des auxiliaires au niveau des atouts militaires et des ressources, ils sont souvent des partenaires essentiels lorsqu'il s'agit d'élaborer des plans et des stratégies. Qui connaît mieux les mondes arabe et musulman que les orientalistes britanniques ? Le plan d'ensemble anglo-américain de balkanisation du Moyen-Orient (le plan Bernard Lewis) est en réalité le fruit de deux siècles d'expérience historique du Bureau britannique pour le monde arabe * et du Bureau britannique pour l'Inde **.

L'alliance extraordinairement étroite entre le Royaume-Uni et les États-Unis permet aux Britanniques de faire ce qu'ils veulent, en silence et en toute discrétion, à l'intérieur des canaux institutionnels. S'il fallait détailler l'étendue de la participation britannique à l'histoire du terrorisme d'État sponsorisé par l'OTAN dans la guérilla afghane contre l'URSS, dans la fondation d'al-Qaida, dans la fabrication du personnage de ben Laden (qui, dit-on, avait un pied-à-terre à Wembley, dans la banlieue de Londres), dans le rôle de Londres comme centre mondial numéro 1 du fondamentalisme islamique et des autres mouvements terroristes, et bon nombre d'autres sujets, nous devrions re-écrire presque tout ce livre sous un angle quelque peu différent. Bref, il ne fait aucun doute que le principal rôle de soutien lors du 11 Septembre a été joué par les services secrets britanniques et les agents britanniques en général.

La CIA et le MI-5/MI-6 ont également appliqué une certaine répartition du travail. Bien que la surveillance du Congrès et du Parlement soit habituellement dérisoire, le risque existe toujours qu'une enquête révèle des secrets embarrassants. Par conséquent, il s'est parfois avéré utile de laisser la CIA accomplir certaines tâches en Grande-Bretagne en laissant au MI-6 les mains libres aux États-Unis, précisément pour éviter le problème du contrôle législatif dans le pays dont le territoire était violé. Au cours des deux guerres mondiales, les Britanniques ne se sont pas gênés pour effectuer des opérations destinées à entraîner les États-Unis dans la guerre, opérations d'ailleurs bien accueillies par l'oligarchie financière de Wall Street. En 1976, en contrepartie, le directeur de la CIA George Bush s'est mêlé de la campagne pour renverser le Parti Travailliste

* British Arab Bureau. (NdT)
** British India Office. (NdT)

au pouvoir en Grande-Bretagne en aidant à orchestrer une série de scandales (Tarpley 1992, édition sur Internet). Cette campagne faisait partie des efforts transatlantiques pour installer l'inénarrable Margaret Thatcher au poste de Premier ministre.

Les Israéliens, à l'inverse, n'ont jamais accepté la réciprocité des renseignements que les Britanniques avaient plus ou moins instituée. Israël est bien moins disposé que les Britanniques à accepter de partager ses secrets d'État. De ce fait, les Israéliens durent travailler dur pour dérober le genre de secrets étasuniens que les Britanniques obtiennent sans le moindre mal. L'archétype du déploiement britannique en la matière eut lieu lorsque les Britanniques ont introduit dans leur ambassade de Washington Kim Philby, Donald MacLean et Guy Burgess. Ils purent ainsi obtenir les informations qu'ils voulaient, dont certaines atterrirent même à Moscou et à Beijing grâce à ces trois zélés agents triples de la Couronne. Ce trio fut souvent à deux doigts de se faire prendre, mais aucun d'eux ne se retrouva jamais derrière les barreaux. Les Israéliens, quant à eux, devaient faire confiance à l'employé civil de la Marine américaine Jonathan Pollard, qui fut découvert au milieu des années 80 et condamné à la prison à vie où il se trouve encore malgré les appels à la clémence lancés par Netanyahou. L'espionnage britannique peut utiliser les canaux existants établis par des traités et des accords ; les Israéliens doivent improviser au fur et à mesure des réseaux informels, ce qui est souvent plus risqué.

C'est peut-être la raison pour laquelle les récits les plus picaresques de l'implication des services secrets aux États-Unis pendant l'année 2001 se concentrent généralement sur Israël. Un de ces épisodes concerne cinq Israéliens qui furent arrêtés le 11 Septembre pour avoir fait les fous sur un toit du New Jersey afin de filmer, avec une jubilation non dissimulée, l'effondrement des tours du WTC. D'après *Ha'aretz*, « ils ont été arrêtés après être montés sur un toit et avoir posé en arborant un large sourire pour des photos montrant les tours en feu à l'arrière-plan. Ayant découvert beaucoup d'argent dans leur voiture, la police les a soupçonnés d'être membres d'un groupe terroriste. » Plus tard, ils furent accusés de vivre et travailler aux États-Unis sans permis et firent l'objet d'un arrêté d'expulsion. Ils furent tous les 5 détenus plus de deux mois dans une prison de Brooklyn. L'ambassadeur d'Israël, David Ivry, un ami de Richard Clarke, prétendit qu'ils avaient été détenus dans de mauvaises conditions. Le secrétaire d'État adjoint Richard Armitage et deux députés new-yorkais au Congrès s'employèrent à les faire relâcher.

Au moment de leur arrestation, ces hommes avaient deux passeports chacun, un israélien et un européen, ce qui incita les autorités de police à les considérer comme des agents du Mossad et sans doute des suspects dans les attentats du 11/9. Par ailleurs, un gang de trafiquants de drogues israéliens fut intercepté peu après les attentats. Un de ses chefs, dont

l'appartement se trouvait à deux pâtés de maisons du WTC, fut arrêté pour avoir refusé d'évacuer d'urgence son domicile. On y découvrit de la drogue, de l'argent et des armes ; l'homme et ses complices furent arrêtés (*Ha'aretz,* 29 octobre 2001).

Les cinq hommes furent finalement expulsés, selon le *New York Times*, qui ajouta : « Ils ont été soumis tous les cinq au détecteur de mensonge avant de pouvoir quitter le territoire. Mais Paul Kurzberg a refusé catégoriquement de parler de son rôle dans l'armée israélienne ou de son travail ultérieur pour des personnes ayant des liens avec les services secrets israéliens. » L'avocat de Kurzberg, Steven Noah Gordon, déclara que son client et les autres s'étaient finalement soumis au détecteur de mensonge. Un des interrogatoires de Kurzberg dura sept heures. Les autres Israéliens étaient Oded Ellner, Omer Gavriel Marmari, Sivan Kurzberg et Yaron Shmuel. Deux autres Israéliens furent détenus à Cleveland ; ils venaient tous deux de finir leur service dans l'armée israélienne. Au moins 50 Israéliens furent arrêtés après le 11 Septembre à San Diego, Houston, Kansas City, St. Louis, New York et Cleveland (*New York Times*, 21 novembre 2001).

À l'époque du 11/9, les services secrets israéliens étaient d'humeur clairement agressive. Les autorités mexicaines arrêtèrent deux Israéliens le 10 octobre au moment où ceux-ci tentaient d'entrer au Palais législatif de Mexico. Ils étaient porteurs de pistolets 9 mm, de 9 grenades, d'explosifs, de 3 détonateurs et de 58 balles. Salvador Gersson et Sar Ben Zui furent plaqués à terre par un groupe d'ouvriers mexicains avant d'être arrêtés par les services du ministère de la Justice mexicain (*Crónica de Hoy*, 13 octobre 2001).

## Mega

En janvier 1997, la NSA intercepta une conversation téléphonique entre un fonctionnaire israélien à l'ambassade de Washington et Danny Yatom, chef du Mossad, le service de contre-espionnage israélien. Le fonctionnaire voulait obtenir du chef des espions la permission « d'aller à Mega » pour se procurer la copie d'une lettre confidentielle envoyée par le secrétaire d'État de l'époque, Warren Christopher, au chef de l'autorité palestinienne, Yasser Arafat, qui contenait des assurances données par les États-Unis à propos d'un accord récemment négocié sur le retrait d'Israël de la région d'Hébron en Cisjordanie. Yakom, selon ce qu'entendit la NSA, refusa et réprimanda son agent : « Ce n'est pas pour ce genre de choses que nous utilisons Mega » (*Washington Post*, 7 mai 1997).

Dans le cadre du scandale Mega, on cita le nom de Léon Fuerth, conseiller à la sécurité nationale du vice-Président Albert Gore et admirateur fanatique du Likoud. Le *Washington Post*, dans un portrait de Fuerth publié en 1998, affirma qu'il était soupçonné par les services secrets

étasuniens d'avoir livré des informations sensibles au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou du Likoud. Était-ce la raison pour laquelle on avait laissé tomber la question Mega ? En mars 1999, l'écrivain britannique Gordon Thomas affirma dans son livre *Gideon's Spies* qu'Israël avait fait chanter l'administration Clinton en menaçant de publier des conversations téléphoniques entre le Président et Monica Lewinsky. Dans son témoignage devant le procureur indépendant Kenneth Starr, Lewinsky révélait que le Président l'avait avertie, le 29 mars 1997, au plus fort de la chasse à Mega, que les téléphones de la Maison Blanche étaient probablement écoutés par des agents d'un pays étranger dont le nom ne fut pas cité.

## Les articles de Carl Cameron en décembre 2001

L'attention du public américain fut attirée sur les activités des services secrets israéliens par trois articles d'actualités de Carl Cameron à la mi-décembre 2001. Cameron avait reçu des informations détaillées de sources washingtoniennes. Il affirmait qu'à ce moment-là, 60 Israéliens étaient encore détenus par les autorités étasuniennes. 140 Israéliens avaient été arrêtés, dont beaucoup avant les attentats du 11 Septembre. D'après Cameron, beaucoup d'Israéliens « avaient déclaré faire partie des services secrets, d'unités d'interception et de surveillance électronique et/ou de matériels explosifs. » Les Israéliens, dont certains « étaient décrits comme des activistes militaires ou de l'espionnage, étaient détenus pour infractions aux règles d'immigration ou en vertu de la nouvelle loi antiterroriste Patriot » affirmait Cameron. D'après lui, « rien n'indiquait que ces Israéliens étaient impliqués dans le 11 Septembre, mais les enquêteurs les soupçonnaient d'avoir réuni des renseignements sur les futurs attentats sans les avoir transmis. » Sur cette question épineuse, un informateur haut placé déclara à Fox News qu'il y avait des « concordances » sans vouloir en dire plus. « Les preuves qui relient ces Israéliens au 11 Septembre sont confidentielles, je ne peux rien vous dire là-dessus. Ce sont des informations secrètes. » Un porte-parole de l'ambassade d'Israël démentit catégoriquement en affirmant que toute allusion à des Israéliens espionnant les États-Unis ou sur leur territoire n'était que pur mensonge.

Un autre groupe d'Israéliens en Caroline du Nord fut soupçonné d'occuper un appartement en Californie afin d'espionner un groupe d'Arabes sur lesquels les autorités étasuniennes enquêtaient en raison de liens avec le terrorisme. Il fut dit plus tard que de nombreuses agences gouvernementales étasuniennes faisaient partie d'un groupe de travail qui rassemblait des preuves pour ce dossier depuis le milieu des années 90. L'enquête avait compilé des centaines de preuves d'incidents dans diverses villes du pays ; les enquêteurs en avaient conclu que ce vaste réseau aurait « très bien pu être une activité organisée de collecte de renseignements. »

Beaucoup de ces Israéliens détenus prétendirent être des étudiants en art de l'université de Jérusalem ou de l'Académie Bézalel. Ces soi-disant étudiants cherchaient souvent à contacter du personnel gouvernemental sous prétexte de leur vendre des œuvres d'art ou de l'artisanat bon marché. Les documents de Cameron indiquaient que ces étudiants en art avaient « ciblé » et pénétré des bases militaires, la DEA, le FBI et des dizaines d'autres instances gouvernementales, et même certains bureaux secrets et des demeures privées d'agents de la police et des services secrets dont les adresses étaient sur liste rouge.

Cameron ajouta aussi qu'une autre phase de l'enquête s'était terminée par l'arrestation de dizaines d'Israéliens travaillant dans des kiosques ou comme vendeurs de charrettes à bras dans des centres commerciaux, où ils vendaient des jouets appelés « Puzzlecar » et « Zoomcopter. » Ils cessèrent leurs activités lorsque la presse révéla l'arrestation d'Israéliens pour violation des lois sur l'immigration.

Un rapport, obtenu par Cameron suite à l'enquête de la Cour des comptes (GAC*), qui parle d'Israël en utilisant l'euphémisme « le pays A », affirme : « Selon une agence de renseignement américaine, de tous leurs alliés, le gouvernement du pays A parraine l'opération d'espionnage la plus agressive contre les États-Unis. » Un rapport de l'Agence de renseignement de la Défense (DIA) indique qu'Israël manifeste « un appétit vorace pour les renseignements… Les Israéliens sont motivés par un fort instinct de survie qui dicte chaque élément de leurs stratégies économiques et politiques ». [Israël] réunit agressivement des informations technologiques militaires et industrielles et les États-Unis sont une cible hautement prioritaire. » Le document de la DIA conclut : « Israël possède les ressources et les capacités techniques pour atteindre ses objectifs » (Carl Cameron, « Les présumés espions israéliens détenus par les États-Unis », Fow News, 11-14 décembre 2001).

## AMDOCS

Cameron contribua également à mettre en lumière le rôle de l'entreprise AMDOCS, contrôlée par Israël, dans l'installation du nouveau système de communications de la Maison Blanche au milieu des années 90. Cette histoire avait fait surface plus tôt. D'après un article de la revue *Insight* de mai 2000, les employés d'une société israélienne avaient bénéficié d'un accès presque incontrôlé aux lignes téléphoniques de la Maison Blanche et à d'autres équipements de communication extrêmement sensibles. L'article, intitulé « Le FBI enquête sur de l'espionnage à la

* General Accounting Office. (NdT)

Maison Blanche de Clinton », révélait que les enquêteurs du contre-espionnage du FBI cherchaient les preuves d'une opération d'espionnage israélien aux fins de surveiller des fonctionnaires supérieurs étasuniens en piratant les réseaux téléphoniques sécurisés. « Plus de deux douzaines de fonctionnaires des renseignements, du contre-espionnage, de la police et autres ont dit à *Insight* que le FBI croyait qu'Israël avait régulièrement intercepté des communications par téléphone et par modem sur certaines lignes parmi les plus sensibles du gouvernement des États-Unis », disait l'article en précisant que l'enquête impliquait des écoutes d'appels en provenance et à destination de la Maison Blanche, du Conseil national de sécurité, du Pentagone et du Département d'État.

Selon *Insight*, le FBI était sur la piste d'un homme d'affaires israélien qui travaillait pour une compagnie de téléphone locale et dont la femme était soupçonnée d'être un officier du Mossad employée à l'ambassade d'Israël à Washington. Les agents fédéraux perquisitionnèrent son bureau et y découvrirent une liste de numéros de téléphone du FBI incluant des numéros de lignes « noires » utilisées pour les écoutes. « Certains numéros appartenaient à des lignes utilisées par le FBI pour surveiller des opérations israéliennes que l'on soupçonnait être de l'espionnage » dit *Insight*. Les autorités avaient été alertées par le directeur d'une compagnie de téléphone qui s'était mis à soupçonner un de ses sous-traitants qui travaillait sur un projet de logiciel et de matériel de facturation pour la CIA ; ce dernier était employé par une société basée en Israël. *Insight* signalait que les méthodes d'espionnage impliquaient une société privée fournissant des logiciels d'archivage et des services d'appui aux plus grandes compagnies de téléphone des États-Unis. *Insight* citait une source anonyme du gouvernement : « C'est une question politique très délicate. Je ne peux rien vous dire, si ce n'est que tout ce qui touche à Israël dans cette affaire est inaccessible. C'est délicat à ce point-là. » *Insight* ne révélait pas qu'il s'agissait de la société AMDOCS, mais celle-ci fut citée par la suite par Cameron.

Cameron indiqua que sur les 18 mois écoulés, le FBI avait enquêté sur Bell Atlantic et la société de facturation AMDOCS de Chesterfield, Missouri. Selon les sources de Cameron, un employé de haut niveau d'AMDOCS avait une ligne téléphonique T1 séparée reliant directement son bureau de St. Louis à Tel Aviv. Cameron relevait qu'AMDOCS avait des contrats avec les 25 plus grandes compagnies de téléphone des États-Unis pour gérer leur assistance téléphonique, l'archivage des appels et la facturation, ce qui lui donnait en fait l'accès en temps réel à tous les appareils des États-Unis ainsi qu'aux listes de tous les appels. D'après Cameron, AMDOCS avait fait à plusieurs reprises l'objet d'enquêtes de la part du FBI et d'autres agences de police pour soupçons de liens avec la mafia israélienne et pour espionnage.

En 1999, la NSA rédigea un rapport TOP SECRET/information sensible qui mettait en garde contre le fait que des archives téléphoniques étasuniennes étaient en train de tomber aux mains de gouvernements étrangers, et notamment du gouvernement israélien. Les autorités s'inquiétaient tout particulièrement de ce que la mafia israélienne puisse surveiller leurs communications. Une des raisons de cette inquiétude était l'incident de 1997 au cours duquel les communications du FBI, des services secrets, de la DEA et du LAPD avaient été « entièrement compromises par le crime organisé israélien » à l'aide, précisément, des flux de données contrôlés par AMDOCS. Cette fois, on engagea une vaste enquête fédérale et locale dans les milieux du crime organisé lié à Israël, qui faisait du trafic d'héroïne et d'ecstasy, parce que « les méchants surveillaient les beepers des flics, leurs téléphones cellulaires et même leurs téléphones à domicile. » Les enquêteurs conclurent qu'AMDOCS pouvait être à l'origine des fuites.

Et AMDOCS n'était pas la seule société israélienne à avoir accès aux communications de la Maison Blanche. Au printemps 2001, le *Sunday Times* de Londres fit savoir que des agents des services secrets israéliens avaient utilisé Telrad, un sous-traitant de Nortel, pour développer un système de communication pour la Maison Blanche dans le but d'exploiter les données qui en sortaient. Ces données étaient copiées dans un ordinateur israélien secret à Washington, puis transférées à Tel Aviv deux à trois fois par semaine. D'après cet article, Israël avait pu, par ce biais, intercepter des courriels du Président Clinton. Telrad, la plus importante entreprise de télécommunications israélienne, avait commencé par fournir des téléphones au ministère de la Communication israélien en 1951. En 2001, Telrad fournissait « des systèmes de communication sécurisés à l'armée israélienne » selon le site Web de sa principale maison mère, Koor Industries. Koor possédait 80 % de Telrad, les autres 20 % étant à Nortel. Quant à Nortel, on supposait qu'elle avait un accord de marketing avec Comverse (*Sunday Times,* Londres, 21 mai 2000).

Comverse, c'était Comverse Infosys, une société contrôlée par Israël qui fournit « des équipements d'écoute pour la police. » À l'aide de logiciels Comverse, les agences de police utilisent des ordinateurs pour exploiter le réseau, compliqué et couvrant tout le territoire, des commutateurs et routeurs téléphoniques qui dirigent les appels concernés vers les ordinateurs des enquêteurs habilités à effectuer les écoutes. Comverse gérait et entretenait les ordinateurs et les logiciels, ce qui lui donnait un accès potentiel à toutes les données. Fox signala que « l'*Attorney General* John Ashcroft et le directeur du FBI Robert Mueller ont tous deux eu connaissance, le 18 octobre, de l'existence d'une lettre, remise en mains propres, émanant de 15 policiers et magistrats locaux, d'État et fédéraux » qui se plaignaient de ce que « l'équipement électronique de surveillance de

la police était moins efficace » qu'avant que Comverse ne soit impliquée, au titre de la nouvelle législation fédérale des États-Unis.

En Israël, rapporta Fox, Comverse travaillait si intimement avec le gouvernement que le ministère de l'Industrie et du Commerce (précédemment dirigé par Ariel Sharon) finançait 50 % de ses coûts de recherche et développement. Fox ajoutait : « mais les enquêteurs de la DEA, de l'INS et du FBI ont tous dit à Fox News qu'inculper Comverse – ou même suggérer qu'Israël pratiquait l'espionnage par ce biais – était un suicide professionnel. » Fox précisait que le centre du FBI à Quantico (Virginie) s'occupait de la conclusion des contrats du gouvernement et de l'achat des équipements d'écoute et que « pendant des années, il avait attribué une grande partie des marchés à Comverse. Une poignée d'anciens fonctionnaires de police américains impliqués des années durant dans l'attribution de contrats à Comverse ont alors été recrutés par cette société. De nombreuses sources disent que certains de ces individus ont été priés de quitter le service du gouvernement dans des circonstances troublantes. Les enquêteurs sont surtout troublés de constater que dans certains cas à New York, certains suspects avaient radicalement modifié leur comportement dès le début des écoutes supposées secrètes, ce qui avait laissé supposer qu'ils en avaient été informés à l'avance » (Fox News, 13 décembre 2001).

## Comverse Infosys

Fox reliait les opérations d'espionnage israéliennes au 11 Septembre en disant que « les enquêteurs étasuniens qui fouillaient dans les attentats du 11/9 craignaient que des suspects aient pu être avertis par des fuites venant d'AMDOCS. » Cette partie de l'histoire impliquait une autre compagnie high-tech israélienne, Comverse Infosys, qui fournissait des équipements d'écoute à la police étasunienne. Au titre d'une loi de 1994, les entreprises de communications et d'informatique privées devaient mettre leurs réseaux de commutateurs et de routeurs à la disposition de la police pour les écoutes. Certains enquêteurs croyaient que l'équipement électronique d'écoute de Comverse avait « une petite porte » permettant aux communications écoutées d'être interceptées par des parties non autorisées. Un informateur relatait que parmi les policiers, il était fréquent de dire sur le ton de la plaisanterie que leurs écoutes allaient directement à Tel Aviv.

Le 13 décembre, au cours d'un briefing au Département d'État, le secrétaire d'État Colin Powell commenta l'arrestation des Israéliens dans les termes suivants :

> **Journaliste** : 60 citoyens israéliens ont été arrêtés lors des rafles organisées dans la foulée du 11 Septembre. Beaucoup d'entre eux, sinon tous, ont des liens avec les services secrets israéliens… Êtes-vous inquiet de ce

genre d'opérations sur le sol des États-Unis et avez-vous parlé de cette question avec votre homologue israélien ?

**Powell** : Je sais que quelques citoyens israéliens ont été arrêtés et j'ai contacté le gouvernement israélien pour lui dire que ces arrestations avaient été opérées en accordant à ces personnes le droit d'accéder au personnel diplomatique israélien ici, aux États-Unis. Quant à la raison pour laquelle ils ont été arrêtés, ainsi qu'aux autres aspects de votre question, notamment de savoir s'ils appartenaient aux services secrets ou s'ils ont été arrêtés à cause de leurs agissements, je suis obligé de vous renvoyer au ministère de la Justice et au FBI pour le leur demander parce que, franchement, je ne m'occupe que du volet consulaire du problème et non des questions d'espionnage ou de police.

L'ambassade d'Israël à Washington nia tout espionnage sur le territoire des États-Unis. Des groupes de pression pro-israéliens se mobilisèrent à la suite de l'émission de Carl Cameron pour tenter d'occulter ces nouvelles extrêmement gênantes. Parmi les plus actifs figurait le groupe nommé CAMERA* qui lança une campagne par courriels, fax et téléphone pour forcer Fox TV à cesser ses recherches sur le scandale de l'espionnage israélien. Fox céda peu après et ne diffusa plus aucun reportage sur ce sujet. Fox retira également de son site Web les textes des chroniques de Cameron à la fin de décembre 2001.

À l'automne 2002, l'hebdomadaire libéral allemand *Die Zeit* de Hambourg revint sur la question de l'espionnage israélien aux États-Unis avant le 11 Septembre. Son article concluait : « Entre décembre 2000 et avril 2001, toute une horde d'enquêteurs contre-terroristes israéliens, se faisant passer pour des étudiants, ont suivi les traces des terroristes arabes et de leurs cellules aux États-Unis. Au cours de leurs enquêtes secrètes, les Israéliens sont parvenus à se rapprocher considérablement de ceux qui allaient perpétrer le 11 Septembre. À Hollywood (Floride), ils ont trouvé Mohammed Atta et Marwan al-Shehhi, les deux anciens étudiants de Hambourg qui ont ultérieurement été accusés d'être des pilotes suicides. Ces agents vivaient à proximité de l'appartement de deux hommes qui semblaient être des élèves de l'école de pilotage et les surveillaient nuit et jour… Les Israéliens ont fourni une liste comportant le nom d'au moins 4 des 19 pirates du 11 Septembre, mais le dossier n'a apparemment pas été considéré comme assez urgent par la CIA pour être transmis au FBI. » Selon ce compte rendu, les agences étasuniennes, qui avaient temporisé et traîné les pieds, furent très ennuyées quand la présence massive d'espions israéliens fut découverte. Parmi les personnes nommées sur la liste des

* Committee for Accurate Middle East Reporting in America, ou Comité pour une présentation exacte du Moyen-Orient en Amérique. (NdT)

Israéliens figuraient Khalid al-Mihdhar et Nawaf al-Hamzi, tous deux peut-être embarqués sur le vol AA77 dont le gouvernement assure qu'il a frappé le Pentagone (*Die Zeit*, 1er octobre 2002). Il ne fait aucun doute que les Israéliens savaient beaucoup de choses à l'avance ; mais au moins peuvent-ils toujours arguer de leur mise en garde *pro forma* envoyée au gouvernement étasunien pour les avertir d'une attaque imminente.

En mettant tous ces rapports bout à bout, nous pouvons conclure qu'Israël entretenait une opération d'espionnage massive et illégale aux États-Unis, espionnant tous les aspects de la vie étasunienne, depuis la Maison Blanche et les agences fédérales jusqu'à la circulation des piétons dans les centres commerciaux en passant par le monde des affaires. Israël observait soigneusement l'opération lampiste Atta-Shehhi-Jarrah-Hanjour et le gouvernement israélien en avait officiellement averti les États-Unis. Le cœur des révélations de Cameron était, une fois de plus, que « les enquêteurs étasuniens qui fouillent dans les attentats du 11 Septembre redoutent que les suspects [les 19 de la liste] n'aient été informés de leurs démarches grâce à des fuites venant d'AMDOCS. »

Naturellement, cette hypothèse présuppose la validité de la version officielle que, pour notre part, nous contestons et nous rejetons. Si les 19 lampistes travaillaient sous la direction d'une faction du gouvernement de l'ombre étasunien, comme nous le prétendons, quel aurait pu être le rôle des Israéliens ? Auraient-ils fonctionné en marge, permettant certaines communications entre le réseau de taupes étasuniennes et les lampistes, c'est-à-dire en se faisant passer pour des Arabes et en court-circuitant les écoutes téléphoniques ? Notre dernier chapitre aborde la question très grave de la présence dans le gouvernement étasunien d'agents d'influence israéliens qui tentent de co-déterminer la politique étasunienne envers l'Iran et d'autres pays, question qui est devenue urgente à la suite de l'enquête entreprise, fin août 2004, par le FBI contre Larry Franklin soupçonné d'être une taupe israélienne au Pentagone.

Le journal israélien *Ha'aretz* devait indiquer plus tard qu'environ deux heures avant que le vol AA11 ne heurte la tour nord, deux employés de la firme israélienne Odigo qui travaillaient à Herzliya (Israël) avaient reçu un courriel avertissant de l'imminence d'attentats terroristes sur New York. Odigo était une messagerie Internet qui avait ses bureaux à New York à environ deux pâtés de maisons du WTC. Le texte intégral n'a jamais été rendu public (*Ha'aretz*, 26 septembre 2001). Le FBI a eu connaissance de ce message mais, fidèle à lui-même, n'a pas bougé le petit doigt. Les dernières mentions dans la presse de l'avertissement d'Odigo ont paru à la fin du mois de novembre 2001. La commission du 11 Septembre a passé toute cette question sous silence.

Chapitre 12

# La théorie du complot : une grande tradition américaine

Les néo-conservateurs, qui sont eux-mêmes des comploteurs, n'aiment pas les théories du complot. Mais l'histoire des Etats-Unis en regorge, même aux plus hauts niveaux. L'hystérie des néo-conservateurs à ce sujet s'avère donc radicalement anti-historique, tout comme tant d'autres aspects de cette faction d'idéologues fanatiques.

Comme l'explique de façon si convaincante Bernard Bailyn, l'historien de Harvard, dans son étude *The Ideological Origins of The American Revolution* (1967) couronnée par le prestigieux prix Bancroft, la révolution américaine se fonde sur une théorie du complot qui considérait que chaque acte entrepris par le roi George III tendait à la poursuite d'un seul dessein unificateur : imposer la tyrannie aux colonies d'Amérique. Cette théorie avait été inculquée à certains pères fondateurs par des personnalités politiques britanniques telles qu'Edmund Burke, qui avaient elles-mêmes proféré des allégations semblables dans un contexte légèrement différent. Comme le souligne Bailyn, l'idée d'un complot fomenté par George III et sa cour était partagée par un éventail très large de pères fondateurs, depuis les révolutionnaires les plus ardents jusqu'aux plus prudents de l'aile droite comme Dickinson.

Avant même que les États-Unis d'Amérique ne voient le jour, il existait une théorie du complot. D'après Bailyn, les Américains du XVIII^e^ siècle

> … voyaient autour d'eux, de plus en plus clairement, des politiques non seulement erronées voire mauvaises, violant les principes fondateurs de la liberté, mais aussi qui paraissaient attester de rien moins que d'un assaut délibéré lancé subrepticement par des conjurés contre la liberté, tant en Angleterre qu'en Amérique. Le danger en Amérique, croyait-on, n'était que la petite partie immédiatement visible d'un grand tout dont la manifestation ultime serait la destruction de la constitution anglaise avec tous les droits et privilèges qu'elle conférait. Cette croyance transforma le sens de la lutte des colons et donna une accélération interne au mouvement d'opposition. Car, une fois adoptée, elle n'était pas facile à dissiper : la démentir ne faisait que la confirmer, puisque ce que les conspirateurs affirment n'est pas ce qu'ils croient ; l'ostensible n'est pas le réel et le réel est délibérément pernicieux. C'est cela – la preuve grandiose, à leurs yeux,

> qu'ils avaient affaire à des conjurés liberticides déterminés à tout prix à arriver aux fins que leurs paroles dissimulaient – qui fut inculqué aux colons après 1763 ; et c'est cela, plus que tout, qui finit par les projeter dans la Révolution (Bailyn, p. 95).

Cette thèse fut épousée par George Washington dans la Résolution de Fairfax de 1774, écrite en collaboration avec George Mason. Washington y confirmait l'existence d'un « plan systématique et constant » d'oppression. Selon ce plan, le gouvernement britannique « tente par tous les artifices et par le despotisme, de refermer sur nous le carcan de l'esclavage ». À l'époque, Washington écrivait dans une lettre que « sans le moindre doute… ces mesures sont délibérées… aussi bien que je sais que j'existe, je sais qu'il existe un plan systématique et constant conçu pour les appliquer » (Bailyn, p. 120).

Thomas Jefferson partageait cet avis ; dans un opuscule de 1774, il écrivait que « bien que des actes isolés de tyrannie puissent être mis sur le compte d'une opinion momentanée… une série d'oppressions commencée à une période bien précise et poursuivie invariablement au cours de ministères successifs, prouve avec évidence un plan délibéré et systématique de nous réduire en esclavage » (Bailyn, p. 120). Ce langage préfigure le texte final de la Déclaration d'Indépendance.

John Adams estimait, en 1774, que « la conspiration a d'abord été normalement constituée avant d'être mise en œuvre à partir de 1763 ou 1764 ». Ailleurs, il faisait remonter cette conspiration à 1750 ou même aux années 1740, en mentionnant dans ce contexte le gouverneur Shirley du Massachusetts. Selon Adams, les adeptes du complot échangeaient des lettres qui étaient « profondément secrètes, sombres et allaient très loin » ; c'était une partie de ce qu'il appelait une « conspiration de junte » (Bailyn, p. 122). Selon le Boston Committee of Correspondence, une des plus importantes institutions pré-révolutionnaires, la prise de conscience de l'existence du complot fut un cadeau de la divine providence, pratiquement une révélation. Ils remercièrent Dieu qui avait « merveilleusement œuvré pour mettre au jour le complot tramé contre nous par nos ennemis ingrats et malveillants » (Bailyn, p. 122). Pour ces colons, Dieu était un théoricien du complot.

Même les Tories, la faction pro-britannique des colons, croyaient en leur propre théorie du complot. En 1760, le gouverneur royaliste du Massachusetts, Bernard, affirmait qu'une « faction » avait monté une conspiration contre l'administration des douanes et voyait en ce groupe une cabale secrète avide de pouvoir (Bailyn, p. 151).

Comme Bailyn le dit pour résumer son tour d'horizon exhaustif des ouvrages et des écrits politiques de l'époque, « la conviction des chefs révolutionnaires qu'ils avaient affaire à une conspiration délibérée pour détruire l'équilibre de la constitution et éliminer leur liberté possédait des

racines solides et profondes, profondément ancrées dans la culture politique anglo-américaine… La configuration des attitudes et des idées qui allaient constituer l'idéologie révolutionnaire était présente un demi-siècle avant que la révolution ne se déclenche réellement… et parmi les éléments dominants de ce tableau se trouvait la crainte de la corruption – de sa capacité à détruire la constitution – et de la menace d'un complot ministériel. Au début des années 1760, à l'occasion des tout premiers signes de conflit entre les colonies et l'administration, la question de la motivation fut ouvertement abordée et l'imputation d'objectifs secrets fut discutée… La conviction que les colonies, et l'Angleterre elle-même, étaient face à un dessein délibérément liberticide s'accrut le plus rapidement là où la polarisation politique était la plus extrême… Mais dans une certaine mesure, elle était présente partout ; elle était presque universellement partagée par les sympathisants de la cause américaine… L'explosion de peurs d'un complot ministériel qui couvaient depuis longtemps n'était en aucun cas un phénomène exclusivement américain. Il était tout autant observé en Angleterre… » (Bailyn, p. 144-145).

## La déclaration d'indépendance et la théorie du complot

La Déclaration d'Indépendance des États-Unis, signée au Congrès de Philadelphie le 4 juillet 1776, est l'une des théories du complot les plus fameuses de tous les temps. Nous y trouvons, vers le début, une description de la situation présente des États qui souligne que

> … lorsqu'une longue série d'abus et d'usurpations, poursuivant invariablement le même objet, témoigne d'un projet de les réduire sous un despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir, de renverser ce gouvernement et de se doter de nouvelles garanties pour leur sécurité future…

Ce passage est suivi d'une longue litanie de méfaits et d'abus commis par le monarque britannique, introduit par l'antienne : « Il a… ». Cette litanie se termine par un résumé qui montre bien que ce qui vient d'être exposé ne doit pas être pris pour une liste de récriminations portant sur des événements disparates, mais plutôt pour la liste des opérations implacables et systématiques d'une conspiration concertée – d'un complot. Pour reprendre les termes de Thomas Jefferson, modifiés par Benjamin Franklin et d'autres :

> L'histoire de l'actuel roi de Grande Bretagne est faite de préjudices et d'usurpations répétés qui, tous, ont pour objectif direct, l'établissement d'une tyrannie absolue sur ces États.

Les ministres ont changé, les politiques ont évolué, mais le but de la tyrannie est resté. Voilà une théorie du complot de nature à mettre mal à l'aise plus d'un animateur moderne de talk-show ayant pour invités des

universitaires ou des néo-conservateurs. Voilà aussi un des documents politiques les plus importants de l'histoire mondiale. Jefferson et Franklin étaient-ils paranoïaques ou simplement passionnés de complots ?

Il est parfaitement exact de dire que les États-Unis en tant que pays ont été fondés sur une théorie du complot, servant de puissante idéologie unificatrice pour toute la génération révolutionnaire. L'approche de leur analyse, notons-le, était empirique autant qu'analytique : ils reconnaissaient la nécessité d'étayer leur théorie du complot en l'alimentant par d'abondants matériels factuels. Cette question de la documentation et de l'intelligibilité est un aspect crucial dont les analystes et les chercheurs d'aujourd'hui feraient bien de se souvenir.

Abraham Lincoln sert souvent de pierre de touche de la moralité et de la légitimité dans la politique américaine ; généralement, il le mérite. Pour les progressistes aussi bien que pour les traditionalistes et les conservateurs (à ne pas confondre avec les radicaux de droite et les néo-conservateurs néo-fascistes), l'idée d'avoir raison avec Lincoln a longtemps été une constante de la pensée politique américaine.

Que ferait Lincoln s'il était confronté, comme nous le sommes actuellement, à la tentative de fonder tout un système de gouvernement sur un ensemble d'affirmations sans preuves concernant un événement violent qui a fait naître des passions hystériques et qui a été confisqué par les gens au pouvoir pour déclencher et justifier une guerre de conquête ? Au lieu de se demander ce qu'aurait fait Lincoln, voyons ce qu'il a réellement fait. Car Lincoln a été confronté, dans sa jeunesse, à une situation très semblable à la nôtre après le 11 Septembre, ainsi qu'au début d'une longue guerre.

## « Spotty* » Lincoln

Pour le jeune Lincoln, le problème concernait la politique de l'administration de James K. Polk envers le Mexique. Polk était un esclavagiste et un proto-Confédéré qui voulait étendre le territoire des États-Unis vers le sud afin d'augmenter le pouvoir et l'influence du bloc esclavagiste. Il était prêt à faire de vastes concessions territoriales aux Britanniques à propos du territoire de l'Oregon – objet du litige – où il abandonna le fameux slogan « 54 40 ou la guerre** » en faveur d'un compromis pourri.

---

* *Spotty Lincoln* : jeu de mots créé à partir des Spot Resolutions (voir plus loin) et du mot spotty qui signifie « tacheté, moucheté, boutonneux ». (NdT)

** 54 40 était la désignation de la partie du territoire de l'Oregon que les États-Unis revendiquaient. (NdT)

En revanche, l'administration Polk tout entière ne ménageait aucun effort pour entraîner les États-Unis dans une guerre d'agression contre le Mexique. Tout d'abord, Polk envoya un émissaire nommé Stockton aux dirigeants du Texas pour les inciter à déclencher un conflit avec le Mexique, que les États-Unis pourraient alors présenter comme une nouvelle attitude scandaleuse de la part du dictateur Santa Anna. Mais Sam Houston rejeta sagement cette proposition et refusa de servir d'agent provocateur à Polk. Le meilleur exposé de cette tentative est le livre de Glenn W. Price *The Origins of the War with Mexico : The Polk Stockton Intrigue* (1967) ; il serait utile de le montrer à ceux qui nient l'existence des complots. Nous y trouvons au moins un exemple où une tentative de provoquer une guerre échoua.

Plus tard, Polk donna l'ordre au général Zachary Taylor de faire traverser à ses troupes la rivière Nueces vers le Rio Grande. La frontière entre le Texas et le Mexique était alors à mi-chemin entre le Nueces et le Rio Grande. Lorsque les troupes de Taylor arrivèrent sur le site actuel de Brownsville au Texas, sur la rive nord du Rio Grande, ils traversèrent des exploitations agricoles mexicaines jusqu'au centre d'une agglomération mexicaine qui se trouvait là. Cela entraîna inévitablement une escarmouche qui tua quelques soldats des États-Unis. Polk argua alors de cet incident pour extorquer une déclaration de guerre au Congrès, prétendant que des soldats étasuniens avaient été tués par des Mexicains sur le sol américain ! La guerre du Mexique de 1846-1848 avait commencé. L'escarmouche armée provoquée par Polk devint le 11/9 de la guerre du Mexique. La pression exercée sur tous les politiques afin qu'ils suivent ce dernier fut aussi forte que celle qui s'exerce de nos jours pour adhérer au mythe du 11 Septembre.

Au beau milieu de cette hystérie guerrière, certains des meilleurs Américains de l'époque refusèrent de marcher dans la combine. L'un d'eux, Henry David Thoreau, préféra aller en prison plutôt que de payer un impôt spécial pour la guerre. L'ancien Président John Quincy Adams prit la tête d'un groupe de Whigs anti-esclavagistes du nord-est baptisé « les 14 Immortels » ; ils votèrent contre le budget supplémentaire destiné à financer l'envoi de troupes sur les champs de bataille.

Au début de 1848, Abraham Lincoln était un obscur Whig de l'Illinois, admirateur d'Henry Clay, qui venait juste d'arriver à Washington pour siéger à la Chambre des représentants. Ce n'était pas le Lincoln qui, Président lors de la guerre, devait sauver l'Union, mais le Lincoln membre de l'opposition au cours d'une autre guerre, celle du Mexique. Le discours de Polk sur l'État de l'Union, en 1848, fut un plaidoyer pour la politique de l'administration envers le Mexique. Ce fut le premier discours important qu'entendit Lincoln après avoir prêté serment au Congrès. Polk était un Président du passé incapable d'admettre une erreur :

> … le gros paquet qu'il avait apporté était sa justification détaillée, page après page, de chaque action des États-Unis et de l'administration Polk dans la guerre du Mexique. La caractéristique principale de ce long exposé était son irréductible autosatisfaction son caractère totalement défensif. Polk et l'Amérique avaient toujours raison dans tous les domaines ; le Mexique avait *toujours* tort dans *tous* les domaines. Doublement tort : le Mexique était non seulement l'agresseur qui avait provoqué la guerre, mais il avait également tort sur chaque point qui l'avait mené là et n'avait cessé d'avoir tort depuis lors. Et maintenant, le Mexique avait encore tort de ne pas accepter gentiment de se faire démembrer, de refuser de se soumettre aux conditions « libérales » ou « généreuses » qu'on lui offrait (Miller, p. 164).

C'est dans ces circonstances que ce jeune député de l'Illinois proposa sa fameuse série de Spot Resolutions * qui exigeaient que Polk désignât le lieu exact du massacre survenu sur le sol américain, ce qui sous-entendait de toute évidence que les luttes n'avaient pas eu lieu du tout sur le territoire des États-Unis, mais sur un territoire occupé depuis longtemps par les Mexicains et qui appartenait au Mexique. Lincoln fit un discours pour défendre ses Spot Resolutions le 22 décembre 1847, dix jours seulement après son arrivée à la Chambre. Il insista encore sur ces questions dans son discours du 12 janvier, puis une nouvelle fois le 22 janvier 1848.

Dans le discours du 22 janvier, il présentait Polk comme un provocateur et exigeait de connaître la vérité sur ce qui s'était passé :

> Qu'il réponde entièrement, honnêtement et sincèrement. Qu'il nous réponde par des faits et non par des arguments. Qu'il se souvienne qu'il occupe la place qu'occupait Washington et, ainsi, qu'il réponde comme l'aurait fait Washington. De même que l'on ne devrait pas se dérober à la Nation, et que l'on ne peut pas se dérober au Très-haut, de même le Président ne doit pas tenter d'esquive ni d'équivoque. S'il ne veut pas, ou ne peut pas, apporter les réponses souhaitées… je serai alors entièrement convaincu de ce que je soupçonne d'ores et déjà : qu'il est profondément conscient d'avoir tort, et qu'il sent que le sang versé par cette guerre, comme le sang d'Abel, en appelle aux Cieux contre lui.

Lincoln affirmait que Polk avait toujours cherché un prétexte de guerre contre le Mexique ; qu'il s'était employé

> … à focaliser l'attention du public sur le brillant outrancier de la gloire militaire, cet arc-en-ciel séduisant qui apparaît sous les averses de sang, cet œil de serpent, ce sortilège destructeur, il [Polk] s'y est plongé et s'y est vautré, encore et encore, jusqu'à ce que, voyant déjouées ses prévisions quant à la facilité de soumettre le Mexique, il se retrouve désormais à ne même pas savoir où il est.

---

* Littéralement : résolutions relatives aux lieux. (NdT)

Il ne craignait pas de s'en prendre personnellement à Polk ni d'émettre des doutes sur son état mental :

> Comme la partie belliqueuse de son dernier message ressemble aux marmonnements à demi délirants d'un malade enfiévré ! … Son esprit, sollicité au-delà de ses limites, erre ça et là, tel une créature torturée se tortillant sur une plaque brûlante, ne trouvant aucune position sur laquelle s'arrêter pour être à l'aise… Je l'ai déjà dit : il ne sait pas où il est. C'est un homme désorienté, confus et lamentablement perplexe. Dieu fasse qu'il soit capable de ressentir qu'il n'y a rien dans sa conscience de plus douloureux que toute sa perplexité mentale !

Lincoln était convaincu que la tentative de donner au complot, aux mensonges et aux provocations de Polk un rôle aussi capital dans la vie publique des Américains aurait de terribles conséquences ; il avait parfaitement raison. La guerre du Mexique et ses suites, fondées sur les mensonges de Polk, précipitèrent la crise qui mena directement à la guerre civile. Mais auparavant, Lincoln dut payer un tribut personnel extrêmement lourd pour sa position de principe en faveur de la vérité. Pour ses adversaires, il devint le « Spotty Lincoln » qui avait refusé de soutenir les arguments guerriers de Polk. Certains rédacteurs démocrates le qualifièrent même de traître.

L'un de ceux qui le tourmentèrent de la sorte était le sénateur Steven Douglas, Démocrate de l'Illinois qui fut plus tard un de ses 4 rivaux à l'élection présidentielle de 1860. A Ottawa (Illinois), lors du tout premier débat de la série qui eut lieu entre Lincoln et Douglas en 1858, Douglas parla de Lincoln en ces termes : « Tandis qu'il se distinguait au Congrès par son opposition à la guerre du Mexique, prenant le parti de l'ennemi commun contre son propre pays [voix dans le public : « C'est bien vrai ! »], lorsqu'il rentra chez lui, il constata que l'indignation du peuple le suivait partout, et il fut de nouveau submergé et obligé de retourner à la vie privée, oublié de ses anciens amis [voix dans le public : « Et cela va recommencer ! »]. »

Jamais Lincoln n'abandonna sa position de principe sur la manière dont Polk menait la guerre. Lorsqu'il fut nommé candidat à la présidence en 1860, on lui demanda de rédiger une courte autobiographie, ou un résumé de son parcours, pour la campagne. Il lui aurait été alors facile de passer sous silence les Spot Resolutions mais il considéra que la vérité était plus importante. Dans ce résumé, il campa sur ses positions, en déclarant :

> … il n'était pas nécessaire d'envoyer une armée chez les Mexicains d'autant que le Mexique n'agressait ni ne menaçait d'aucune manière ni les États-Unis ni leur population et… c'était anticonstitutionnel parce que le pouvoir de déclarer la guerre appartient au Congrès et non au Président.

Sur ce point, Lincoln ne varia jamais. Plusieurs universitaires et biographes qui admirent Lincoln par ailleurs ont été intrigués et même scandalisés par son opiniâtreté sur cette question. Ce qu'il avait compris, et ce que les universitaires ne comprennent pas, c'était les conséquences pernicieuses et fatales du mensonge dans la vie publique. A cet égard, et sur tant d'autres points, Lincoln était un anti-néo-conservateur. Il savait également que si l'on tolère la provocation sans s'y opposer, cela entraîne bientôt l'exercice du pouvoir par la provocation et par la menace. Comme il l'écrivit à son ami Herndon le 15 février 1848 :

> Permettez au Président d'envahir un pays voisin chaque fois qu'il croit devoir repousser une invasion, et vous lui permettrez de le faire chaque fois qu'il choisira de dire qu'il considère cela nécessaire pour cette raison, et vous lui permettrez de faire la guerre à sa guise… Les rois ont toujours entraîné et appauvri les populations en faisant la guerre… (Miller, p. 164-191).

Ces extraits de la vie d'Abraham Lincoln montrent que, s'il vivait aujourd'hui, le plus grand de nos Présidents aurait difficilement accepté, comme l'ont fait la plupart des politiques, le fantasmatique mythe du 11 Septembre. Lincoln serait pour le moins sceptique envers la version officielle et ses nombreux mensonges. Peut-être verrait-il d'un bon œil le Mouvement pour la vérité sur le 11/9, car c'est lui qui défend le meilleur des valeurs traditionnelles des États-Unis contre l'oppression écrasante du mensonge constamment répété. Tous les arguments des néo-conservateurs relatifs à la nécessité d'étouffer la dissidence intérieure en temps de guerre s'effondrent quand on s'appuie sur l'exemple de Lincoln.

## Le style paranoïaque

Les objections à la version officielle de l'imposture du 11 Septembre sont souvent repoussées en invoquant la théorie du complot. Les tenants de la version officielle en font un terme péjoratif, même s'il est évident qu'il ne suffit pas de traiter une opinion de théorie du complot pour la réfuter. Utiliser le terme de théorie du complot comme une accusation ou même une insulte n'est pas seulement démagogique, c'est une malhonnêteté intellectuelle, car une version officielle qui accuse ben Laden et al-Qaida d'agir à distance à partir de grottes lointaines grâce à des ordinateurs portables est en soi une théorie du complot (ou un canular de complot) particulièrement farfelue. Cette façon de procéder prend implicitement pour hypothèse qu'une théorie du complot avalisée et adoptée par les médias sous influence n'est plus une théorie du complot, mais une thèse respectable et correspondant a priori à la vérité. Les opinions des groupes minoritaires qui ne sont pas reprises par les médias sous influence restent des théories du complot et ne peuvent être crédibles, quel que soit leur

niveau de véracité établie. De tels groupes sont visés par l'avertissement émis par le prévaricateur désaxé qui occupe la Maison Blanche :

> Nous devons dire la vérité sur la terreur. Ne tolérons jamais les scandaleuses théories du complot sur les attentats du 11 Septembre ni les mensonges pervers qui tentent d'attribuer à d'autres la culpabilité des terroristes (AG de l'ONU, 10 novembre 2001).

Toute la polémique autour de la théorie du complot est une diversion ; elle est généralement conduite de manière à détourner l'attention de la réalité des faits. Les accusations de théorie du complot représentent, à leur façon, une forme de terrorisme idéologique ; elles poussent sous le climat intellectuel de chasse aux sorcières dignes du maccarthysme et de la guerre froide. Étant l'une des formes primordiales de l'action politique, le complot est aussi vieux que l'histoire de l'humanité. Machiavel en parle dans un long chapitre de ses *Discours* ; il entend par là la conspiration visant à tuer le dirigeant pour prendre sa place, comme la conspiration des Pazzi contre les Médicis dans les années 1480. La conspiration est aussi un concept en vigueur dans le droit coutumier anglo-saxon.

L'utilisation de la théorie du complot comme expression d'opprobre est relativement récente. Elle date de la publication du travail de Richard Hofstadter de l'Université de Columbia. Hofstadter était lui-même une sorte de néo-conservateur avant la lettre, qui profita du maccarthysme en reprenant le poste laissé vacant par le professeur Philip Foner, frappé d'ostracisme pour appartenance au Parti Communiste des États-Unis. Dans son essai sur « Le style paranoïaque dans la politique américaine » (1964) et d'autres écrits, Hofstadter prenait le contre-pied de la critique populiste à l'encontre des banquiers internationaux en 1880-1890, critique qui semble aujourd'hui prophétique en ce qu'elle annonce les manigances destructrices de Lord Montagu Norman de la Bank of England pendant l'entre-deux-guerres (Norman était membre de Brown, Shipley à Londres, maison mère de Brown Brothers, Harriman, à Wall Street, où travaillait Prescott Bush) et du Fonds Monétaire International depuis la fin de la 2e guerre mondiale. Mais, pour Hofstadter, les critiques radicales de l'oligarchie financière anglo-américaine relevaient de la paranoïa. Son essai est doublement suspect parce qu'il est paru à la suite de l'assassinat de Kennedy et qu'il semble donner à penser que les nombreux détracteurs du rapport de la commission Warren étaient eux aussi des paranoïaques. Un problème intéressant s'est posé à Hofstadter du fait que, dans cette Europe de l'Ouest où la paranoïa populiste était censée être moins forte, la critique envers le rapport Warren fut encore plus virulente qu'aux États-Unis, citadelle supposée de la paranoïa.

Le penchant favori de Hofstadter de salir les groupes politiques qu'il n'aimait pas, comme les populistes, en les traitant de paranoïaques paraît illégitime. Le propre du paranoïaque est de craindre qu'une conspiration

ne se trame personnellement contre lui. Pour Hofstadter, cette notion prend une ampleur impossible : toute personne qu'il soupçonne de voir une conspiration quelconque est *ipso facto* un paranoïaque. C'est oublier la référence nécessaire à la réalité : existe-t-il une conspiration, oui ou non ? Les procureurs du ministère de la Justice étasunien prouvent depuis longtemps l'existence de conspirations aux jurés, et pourtant ils échappent généralement à l'accusation de paranoïa.

Il est impossible de rédiger un écrit d'histoire politique sans admettre, de temps à autre, la possibilité d'accords confidentiels portant sur des actions concertées et déployant leurs effets à l'avenir. Bien sûr, il existe des cas où la conspiration ne joue aucun rôle : un tyran absolu au sommet de son pouvoir n'a nullement besoin d'une conspiration, il peut agir directement en donnant des ordres. (Il n'en reste pas moins que même des personnages tels que Staline ou Hitler s'avèrent avoir été moins absolus qu'on ne le pense généralement. Il suffit de se souvenir du besoin chronique qu'avait Hitler de garder l'œil sur ses *Gauleiter*, ou du fait que l'URSS a fonctionné comme une oligarchie pendant plus longtemps que comme une tyrannie). De même, une émeute populaire totalement spontanée (ce qui est rare, quoique possible en théorie) échappe à une planification sous forme de complot. Entre ces deux extrêmes, on trouve souvent, sous des formes variables, des actions concertées en secret.

Comme nous le soulignons tout au long de ce livre, la société étasunienne d'aujourd'hui n'est ni une tyrannie ni une démocratie : elle est structurée du haut vers le bas conformément aux principes de l'oligarchie ou de la ploutocratie. Le fonctionnement caractéristique d'une oligarchie est la conspiration ; ce mode est nécessaire en raison de la distribution polycentrique du pouvoir dans un tel système et de la nécessité qui en découle d'obtenir la coopération et l'approbation de plusieurs centres oligarchiques pour que les choses s'accomplissent. En outre, les opérations des services secrets tendent à suivre des modèles de complot ; c'est toute la signification d'une opération clandestine : des actions, coordonnées et préparées à l'avance par un certain nombre d'agents et de groupes, pour arriver au résultat concerté, la nature de l'opération demeurant cachée au regard du public. Ainsi, dans une société oligarchique caractérisée par le rôle prépondérant des services secrets (comme les États-Unis au seuil du XXIe siècle), quiconque exclut *a priori* tout complot risque de ne pas comprendre grand-chose à ce qui se passe. On en déduit que la phobie envers la supposée théorie du complot dans nombre de milieux universitaires post-modernes est en réalité un écran de fumée camouflant leur répugnance pour la pensée politique en soi.

« Théoricien du complot », terme fourre-tout servant d'argument *ad hominem* pour nier l'irréfutable, remonte donc aux années qui ont suivi l'assassinat de Kennedy, quand le public était prié d'accepter que c'était à

cause de la politique du gouvernement étasunien que ce grand crime (ainsi que les assassinats postérieurs de Martin Luther King et de Robert Kennedy en 1968) resterait toujours sans solution et que ceux qui n'étaient pas d'accord devaient être voués aux gémonies.

Un tollé plus récent contre une prétendue théorie du complot a été déclenché par l'universitaire néo-conservateur Daniel Pipes qui est, sans aucun doute, un proche parent népotique du Richard Pipes qui avait été un membre éminent de l'opération d'alarmisme anti-soviétique Equipe B sous le mandat de Bush 41. Pipes est un néo-maccarthyste qui persécute, au moyen de son organisation de chasse aux sorcières, Campus Watch, les intellectuels qui montrent de la sympathie pour la cause palestinienne. Il a aussi bénéficié d'une nomination pendant les vacances parlementaires au conseil d'administration de l'Institut des États-Unis pour la paix, procédure à laquelle Bush 43 eut recours lorsqu'il fut devenu évident que même le Sénat républicain n'approuverait jamais sa nomination. Le livre de Pipes paru en 1997 *Conspiracy : How the Paranoid Style Flourishes and Where It Comes From* donne de la théorie du complot la définition suivante : « peur d'une conspiration inexistante » ; la traitant également de sorte de pornographie politique.

Et si le complot est bel et bien réel ? Pour Pipes, la présupposition ignorante de l'inexistence d'un complot l'emporte sur tout ce qui pourrait être découvert par une recherche empirique. Il recourt souvent à son interprétation du rasoir d'Ockham*, la proposition nominaliste** selon laquelle les explications doivent rester simples ou, plus précisément, que les entités théoriques ne doivent pas être multipliées au-delà du nécessaire (*entia non sunt multiplicanda praeter necessitatem*). Chez Pipes, cela devient un argument universel infaillible pour les assassins solitaires et contre les comploteurs, car l'intervention d'un assassin solitaire est toujours plus simple que celle d'un groupe de conspirateurs. Mais qu'en est-il si la nécessité (que même le stupide Ockham envisage) dicte d'attribuer les effets observés à quelque chose de plus compliqué ? Pipes et son ami Gerald Posner, qui a écrit un livre particulièrement artificiel pour soutenir le mythe du 11 Septembre, n'apportent aucune réponse.

Un complot échappe pourtant à l'opprobre de Pipes : la conspiration islamiste qui veut prendre le pouvoir aux États-Unis ou les détruire. D'après lui, un des points centraux de cette conspiration est la commission des relations américano-islamiques (CAIR) qu'il soupçonne de vouloir

---

* *Guillaume d'Ockham* (1290-1349), philosophe anglais, moine franciscain. Il soutient le nominalisme. D'accord avec Venise, il soutint l'agression anglaise contre la France au commencement de la guerre de Cent Ans. Il fut l'adversaire de la pénétration de l'Église dans le domaine du pouvoir temporel (NdlT). note de l'auteur

** *Nominalisme* : doctrine irrationaliste qui nie l'existence des idées universelles. (NdT)

imposer la loi islamique dans ce pays. En tout état de cause, nous pouvons être sûrs que Pipes a tout appris sur les complots grâce à sa participation enthousiaste à la société néo-conservatrice d'admiration mutuelle et d'auto-promotion qui a remarquablement réussi à transformer ses membres médiocres et banaux en autorités intellectuelles et politiques.

## Le discours « House Divided Speech » de Lincoln : théorie du complot

Un des discours les plus fameux de l'histoire politique des États-Unis est certainement le discours de 1858 que les étudiants connaissent encore sous le nom de House Divided Speech. Lincoln s'adressait à la Convention des Républicains de l'Illinois en vue de se faire désigner comme candidat au Sénat des États-Unis. Il y abordait une série d'événements qui avaient considérablement accru les tensions entre Nord et Sud, entre États esclavagistes et États libertaires. Parmi ces événements figurait le soutien par Douglas de la loi sur le Kansas et le Nebraska, une tentative d'imposer des pseudo-solutions purement locales sur la question de l'esclavage dans ces territoires, qui avait déclenché de graves violences frontalières de la part de brutes esclavagistes. Les forces esclavagistes avaient profité de l'aide apportée par les politiques du Président Franklin Pierce, un « *doughface* » (ou Nordiste ayant rejoint le bloc des esclavagistes pour des raisons politiques), ancêtre de Barbara Bush, mère de l'actuel occupant de la Maison Blanche. Ces politiques s'étaient poursuivies sous un autre « *doughface* », le Président James Buchanan. Pour finir, il y avait eu la tristement célèbre décision Dred Scott de la Cour suprême, rédigée par le vieux Démocrate jacksonien Roger Taney, qui affirmait que les Noirs ne pouvaient être des citoyens à part entière, qu'ils n'avaient aucun droit et que les limitations fédérales imposées à l'esclavage étaient illégales. Ces événements, organisés sur plusieurs années par un groupe de protagonistes hétérogène, étaient-ils des coïncidences et des faits du hasard ou bien avaient-ils une cohérence interne et présentaient-ils des relations entre eux ? Lincoln interpréta ces événements des années 1850 comme le résultat d'un complot :

> Nous ne pouvons pas *savoir* avec certitude si toutes ces adaptations sont le résultat d'une concertation préalable. Mais quand nous voyons un lot de poutres dont nous savons qu'elles ont été obtenues à des moments différents, à des endroits différents, par des ouvriers différents – par exemple Stephen [Douglas, sénateur et chef du Parti Démocrate], Franklin [Pierce, Président des États-Unis 1854-57], Roger [Taney, président de la Cour suprême et auteur de la décision Dred Scott], et James [Buchanan, Président des États-Unis 1857-1861] – et que nous voyons ces poutres assemblées et que nous constatons qu'elles s'imbriquent parfaitement pour faire une maison ou un moulin… *dans ce cas-là*, il nous est impossible de

> ne pas *croire* que Stephen, Franklin, Roger et James se sont mutuellement compris depuis le début, qu'ils ont travaillé ensemble à un plan, ou un *projet* commun, élaboré avant que ne soit donné le premier coup de hache.

Oui, le House Divided Speech sous-entendait une conspiration. Lincoln n'était d'ailleurs pas le seul fondateur du Parti Républicain à avoir un penchant pour cette interprétation : la même perspective se retrouve dans les discours de William Seward, gouverneur et sénateur de New York, qui fut secrétaire d'État sous Lincoln et Johnson. Seward avait été responsable du programme et des principaux slogans de la campagne présidentielle des Républicains de 1860. Il avait besoin d'un moyen d'exprimer son opposition à la société esclavagiste du Sud et son ressentiment envers la soif inextinguible et démesurée de pouvoir des États sudistes sur le gouvernement fédéral. Il choisit de le faire tout en évitant l'abolitionnisme pur et dur, mais en élaborant la théorie du Complot des esclavagistes («Slave power conspiracy») pour le pouvoir, c'est-à-dire les actions coordonnées du bloc esclavagiste dans le but de consolider une mainmise permanente sur le gouvernement fédéral. C'est ce slogan qui aida Lincoln à entrer à la Maison Blanche en 1860. La référence à un complot ne saurait être plus claire. De nos jours, tout Républicain qui s'oppose par principe à la théorie du complot devrait se rappeler l'absurdité de sa position, son parti étant né sur le terreau de cette théorie exposée par des dirigeants qui étaient, sur le plan moral et intellectuel, des géants par rapport aux pygmées malins d'aujourd'hui.

Comme l'a démontré Eric Foner dans son étude sur l'idéologie du Parti Républicain à ses origines, lorsque le GOP se préparait à participer à l'élection de 1860, ce nouveau parti avait besoin d'une vision idéologique plus claire que celle qu'il possédait en 1856. D'une part, la question de l'esclavage occupait le devant de la scène. D'autre part, les Républicains ne voulaient pas que l'abolition pure et simple soit leur slogan principal par crainte d'un retour de manivelle dans certains États, même du Nord. Le concept central du Parti Républicain en 1860 devint donc le Complot des esclavagistes pour le pouvoir. Cette théorie prônait que l'élite des États du Sud se préparait à prendre le contrôle total du gouvernement fédéral de Washington, menaçant ainsi la liberté et les moyens d'existence de tous les habitants du Nord, qu'ils soient préoccupés par la question de l'esclavage ou non.

Ainsi, les États-Unis furent fondés sur une théorie du complot. Les premiers grands discours d'Abraham Lincoln au Congrès furent consacrés à mettre en lumière le complot ourdi par Polk et ses amis pour déclencher la guerre du Mexique. Son House Divided Speech, un des discours politiques les plus célèbres de la chronique des États-Unis, ébauche une théorie du complot. Le Parti Républicain lui-même conquit sa première présidence grâce à l'efficacité de cette théorie.

Chapitre 13

# Le mythe du 11 Septembre : une schizophrénie collective

Les manigances et autres jongleries
Se nomment dans l'État politiques et profonds desseins
(De même qu'au théâtre l'ignorant fretin,
N'ayant pas remarqué les ficelles,
S'émerveille de voir s'envoler les décors)…
Il me semble, quand on dévoile la scène,
Que les rouages mal agencés s'effondrent,
Que les magiciens s'enfuient et que tout se dévoile.
Comme je vois bien vos supercheries !
Grossière mystification ! Superficielle tromperie !…
Regardez, là-haut, la poulie était attachée !
Oh, bien médiocres sont les rouages qui entraînent
Les pensées des monarques, des États le dessein !
Quels mobiles petits dirigent leurs destins !…
Effrayés, les rustres se dispersent,
Terrorisés par ces prodiges inouïs…
Regardez, la machine s'avance !
Voyez comme ils tremblent ! Comme ils frissonnent !
**Jonathan Swift**, « Ode à l'honorable Sir William Temple » (1689)

Il est devenu d'usage, aux États-Unis, de considérer la version officielle des événements du 11 Septembre, en d'autres termes le mythe du 11/9, comme normale. Ceux qui doutent de la véracité du récit officiel et mythique sont carrément accusés d'être mentalement déséquilibrés, voire paranoïaques. Dans ce chapitre, nous allons essayer de renvoyer la balle aux mythographes officiels et à leurs crédules adeptes. Nous avons déjà abordé certains aspects farfelus, contradictoires et absurdes du mythe officiel. Nous allons désormais nous demander pourquoi ce mythe a été si largement adopté, en particulier dans le monde anglophone.

Notre thèse est que la propension à croire en ce mythe est liée à une structure mentale que l'on ne saurait qualifier autrement que de schizophrénie et d'autisme. Autrement dit, la peur et le stress ne sont pas les seuls moteurs de ces réactions. La structure mentale qui en résulte fonctionne non seulement au niveau individuel, mais englobe la culture anglo-américaine dans sa totalité. Pour bien faire comprendre ce phéno-

mène dangereux mais fascinant, nous devons nous aventurer dans le domaine de la psychologie et de la psychanalyse afin de nous familiariser avec quelques-unes des caractéristiques principales de la pensée schizophrénique et autiste. Ainsi, nous montrerons que le mythe du 11 Septembre est le produit d'une pensée dérangée et embrumée ; cela jettera également une certaine lumière sur le rôle du principal artisan de ce mythe : G.W. Bush.

« La seule chose qui doit nous faire peur, c'est la peur » disait Franklin D. Roosevelt lors de sa prestation de serment en mars 1933. À l'inverse, Bush et C^ie^ disent aux Américains : « Ayez peur ! Toujours ! » Comme nous l'avons vu, à la suite du 11/9, la vie des Américains a commencé à s'ancrer de plus en plus dans un mythe purement fantasmatique que l'on invoque souvent, mais qui n'est jamais ni démontré ni prouvé. De plus en plus, les institutions des États-Unis font reposer leurs fondations sur une provocation.

L'impact de ce mythe sur la vie américaine et sur la psychologie des individus n'a pas été suffisamment étudié par les psychologues, puisque la plupart d'entre eux en sont également des adeptes. Mais, de manière générale, on peut voir que la prévalence du mythe reflète une psychopathologie de masse constituée d'illusion et de conscience faussée, de déni de la réalité transformé en une politique du mythe. Sous le deuxième régime Bush, les États-Unis sont en bonne voie de devenir une puissance autiste, aliénée et coupée de la réalité qui les entoure. Une question s'impose alors : comment se fait-il que les gens croient l'histoire officielle du 11 Septembre, avec toutes ses absurdités ? Qu'est-ce qui explique le pouvoir du mythe ?

Généralement, les pays qui ont fondé leur vie politique sur un mythe s'en sont mal tirés. L'exemple classique est, bien sûr, l'Allemagne nazie dont les dirigeants ont ouvertement rejeté la réalité en faveur d'un monde fantastique composé de héros et de monstres germaniques et wagnériens. La politique de la Serbie moderne, qui a donné plus de valeur et plus de pertinence aux défaites du XIV^e^ siècle qu'à la réalité économique du présent, en est un autre exemple. S'il s'avère impossible de démolir et de démystifier le mythe du 11 Septembre, nous n'allons pas tarder à subir, ici, aux États-Unis de nombreux autres effets délétères de cette politique mythique.

Comme nous le rappelle Sanguinetti, recourir à l'expédient extrême du terrorisme pour gérer une crise équivaut à devenir héroïnomane pour surmonter un passage à vide dans sa vie personnelle. Sanguinetti souligne un aspect non négligeable, « concernant la stratégie fondée sur la provocation, qui est aussi vieille que le monde : Sénèque disait déjà (et si je le cite c'est parce qu'étant conseiller de Néron, c'était un expert en terrorisme d'État et en provocation), qu'il est "plus facile de ne pas s'engager sur cette voie que de s'arrêter une fois que l'on est lancé dedans." Tel une drogue, le terrorisme artificiel doit et exige d'être administré à des doses de plus en plus massives et *fréquentes* » (Sanguinetti, p. 19).

Le problème, après tout, est que le terrorisme (comme toute forme de meurtre) finit par être découvert et que les secrets ne peuvent être gardés indéfiniment. Comme le dit Sanguinetti, « la fragilité de ce terrorisme artificiel réside cependant dans ce point : une fois qu'une telle politique est engagée, elle devient de plus en plus connue, donc jugée ; tout ce qui en faisait la force devient alors sa faiblesse, tandis que le grand avantage qu'elle apportait à ses stratèges se transforme en désagrément majeur » (Sanguinetti, p. 40).

## La caverne de Platon et la fiabilité des sens selon Locke

Rétrospectivement, le 11 Septembre apparaît comme un spectacle de mort et de destruction réalisé pour la télévision, dans lequel toute vraisemblance a été sacrifiée au profit de l'effet visuel. Il eût été bien plus difficile de monter une opération comme celle-ci il y a une cinquantaine d'années. Le cinéma existe depuis environ 100 ans. En 2004, la population des États-Unis était déjà collée aux écrans de télévision depuis quelque 50 ans ; les jeunes générations ne connaissent rien d'autre. Les écrans d'ordinateurs existent depuis 30 ans. Enfin, la vogue des jeux vidéo fait fureur depuis plusieurs décennies. Résultat : pour beaucoup, un monde d'images vacillantes, projetées sur des écrans de tailles et de types différents, a pris la place de la vie réelle, ou plutôt est devenu le centre de leur réalité vécue. Le perfectionnement des films hollywoodiens grâce à l'informatique et autres effets spéciaux brouille encore plus l'ancienne notion du réel.

C'est un vieux problème, celui de la fiabilité des sens, qui ressort sous une nouvelle forme. Dans *La République,* Platon en parlait déjà dans le célèbre passage du Livre VII consacré à la caverne. À l'époque du 11/9, la caverne de Platon a même bénéficié d'un regain d'intérêt à cause du film *Matrix* qui y fait grossièrement référence. Platon imaginait une humanité privée de connaissance et d'instruction, confinée dans une grotte seulement éclairée par la faible lumière du soleil venant de l'entrée et par un feu. Les humains, entravés et enchaînés, étaient assis face à une paroi rocheuse sans pouvoir tourner la tête. Derrière eux se trouvait un mur, et entre le mur et le feu, une passerelle sur laquelle circulaient des gens portant à bout de bras statues, effigies et autres objets. Ainsi, les ombres de ces objets se projetaient sur la paroi, face aux spectateurs captifs. Les animateurs complétaient leur spectacle d'ombres vacillantes avec des effets sonores, dont l'écho se répercutait contre la paroi rocheuse. Bien entendu, le public enchaîné finissait par se convaincre que les ombres en question constituaient la substance même de la réalité, et s'enorgueillissait de pouvoir les reconnaître ainsi que de prédire l'ordre de leur apparition. Si l'une de ces victimes était rendue à la lumière du jour, elle en ressentait d'indicibles souffrances et mettait beaucoup de temps à s'y accoutumer. Si

elle revenait expliquer aux autres la nature du monde existant au-dessus des habitants de la caverne, elle courait le risque de les rendre fous de rage et de se faire tailler en pièces.

Telle est la manière dont Platon conçoit le destin de l'humanité, en partant toujours d'une épistémologie naïve de la fiabilité des sens appliquée aux divers phénomènes qui leur sont accessibles. En raison de la puissance attractive de la certitude sensorielle, la plupart des gens refusent de dépasser le stade de l'opinion, qui procède des ombres et des reflets, pour passer à la forme supérieure de la compréhension, qui relève de la pensée mathématique, puis finalement à la plus haute faculté de la raison, qui tend à mettre en lumière le bien et les autres idées de Platon par l'exercice de la dialectique. Or, c'est précisément là la voie que doivent tenter d'emprunter les amoureux de la vérité et de la raison, les philosophes.

À notre époque moderne, le chef de la caverne a été John Locke, le grand codificateur de l'empirisme anglais, avec sa doctrine énonçant que l'esprit est une page blanche sur laquelle s'impriment toutes les expériences des sens. Le sensationnalisme de Locke, inspiré du Vénitien Paolo Sarpi, est la source de la dégradation de la vie mentale du monde anglophone depuis plus de trois siècles. L'approche cartésienne des Français, quant à elle, bien que profondément viciée, a donné des résultats légèrement meilleurs. C'est la perspective de Leibnitz qui a eu le plus de succès, bien qu'elle ait été sapée par les circonstances les plus difficiles qui soient. C'est sans doute là au moins une des raisons pour lesquelles la crédibilité des masses envers la version officielle du 11/9 a été plus marquée dans le monde anglophone qu'en France, en Allemagne, en Italie, au Japon ou dans d'autres pays qui, tous, ont eu au moins un livre à succès et/ou des émissions de télévision aux heures de grande écoute consacrés à une critique sérieuse du 11 Septembre. N'oublions pas que si nous devions décrire la caverne de Platon aujourd'hui, ce serait une vidéo du 11/9 projetée en boucle sur le mur.

## Le mythe du 11/9 : une schizophrénie collective

La thèse que nous défendons ici, c'est que le mythe du 11/9 représente une forme de schizophrénie collective. Il a d'ailleurs été conçu sous cette forme, loin des grottes afghanes, par les manipulateurs de terroristes qui ont ourdi et réalisé ce projet. La schizophrénie du mythe du 11/9 convient bien à la structure mentale des propagateurs les plus énergiques de ce mythe, Bush et les néo-conservateurs. La télédiffusion massive du mythe, article de foi obligatoire, par de nombreuses institutions importantes, a nettement induit un décalage schizophrénique dans la psyché collective de la population étasunienne ; il se peut même qu'elle soit en train de provoquer des cas de schizophrénie individuelle à un rythme accru. C'est ce

qu'a suggéré le Dr John Gray, auteur du célèbre *Les hommes viennent de Mars, les femmes viennent de Vénus,* dans ses remarques faites à Toronto à la fin du mois de mai 2004 dans le cadre de l'enquête internationale sur le 11/9. Le but du terrorisme, bien sûr, est d'instaurer la terreur, en déployant l'effet paralysant de la peur qui s'est déjà abattu sur les discours politiques, le militantisme syndical et la vie intellectuelle. Ce point est si évident qu'il n'appelle pratiquement aucun commentaire. Comme tous ceux qui l'ont vécu peuvent s'en souvenir, le choc du 11/9 a été profond et a réussi à paralyser le peu de véritable vie politique aux États-Unis pendant plus de deux ans, en tout cas jusqu'à ce que les primaires du Parti Démocrate commencent à s'échauffer, à la fin de 2003. Le Parti Démocrate s'était effondré en 2002 et il n'est pas certain qu'il s'en soit encore remis.

D'après le Dr Justin A. Frank, psychanalyste distingué de la George Washington University, Bush fonctionne en pourvoyeur très efficace de peur et de terreur parce que son subconscient est lui-même la proie d'un véritable effroi. Il a notamment peur de la désintégration de sa personnalité, qui n'est jamais bien loin. À cet égard, « le système de valeurs de Bush, auquel il se cramponne, le protège de la remise en cause de ses idées, de la critique et de la contradiction, et, surtout, de lui-même. Juste au-dessous de la surface, on ne peut s'empêcher de penser qu'il souffre d'une peur innée de tomber en miettes, peur si terrifiante qu'il ne peut la regarder en face… À maintes reprises, il a failli se désagréger en public ; lorsqu'il quitte la trame d'un discours et se met à improviser, ses paroles se délitent en fragments souvent privés de sens jusqu'à ce qu'il retrouve le fil, mette fin à l'entretien ou agresse son interlocuteur » (Frank, p. 64). Frank considère également que Bush a peur du châtiment. Certains pourraient penser qu'il a peur de passer en procès comme à Nuremberg pour crimes de guerre en Irak, mais, plus profondément, cela englobe sans doute aussi le 11/9 : « La terreur dont [Bush] promet de débarrasser le monde est, en fait, une tout autre peur : son intraitable hantise d'être personnellement puni. Et maintenant que, dans son imagination délirante, il s'est identifié à toute la nation, celle-ci est devenue la cible du châtiment qu'il croit mériter » (Frank, p. 100). Cela laisse penser que la culpabilité, l'angoisse et la tension de Bush ont sans doute considérablement augmenté dans la foulée du 11 Septembre et de la guerre d'Irak. Le livre du Dr Frank *Bush on the Couch*, bien qu'éminemment utile à bien des égards, ne parle pas de l'évolution des pathologies de Bush avec le temps, comme, par exemple, en liaison avec l'histoire de son administration. Frank élude aussi les implications manifestes de ses conclusions concernant le 11 Septembre ; sans doute lui semblent-elles trop lourdes à gérer.

À la base, la croyance dans le 11 Septembre ne repose pas sur le récit factuel d'un événement historique survenu dans le monde réel. C'est encore

moins un exemple d'euhémérisme* où les événements réels sont conservés sous une forme mythologique plus ou moins déformée. Le mythe du 11 Septembre est plutôt une psychose collective de type schizo-paranoïaque. Voyons ce que cela signifie. Ce que l'on appelle actuellement schizophrénie était jadis connu sous le vocable de *dementia praecox*. Le terme moderne est dû à Eugène Bleuler qui l'a utilisé moins pour décrire une personnalité fragmentée qu'un manque de coordination entre plusieurs fonctions psychologiques. Bleuler a aussi été le premier à parler d'une variante particulière de schizophrénie qu'il a appelée autisme. La schizophrénie simple se caractérise par la réduction des relations et des intérêts envers l'extérieur qui peut se traduire par un manque de curiosité. « Les émotions en profondeur font défaut ; l'idéation est simple et ne se rapporte qu'à des choses concrètes… le comportement se limite à des manifestations simples ou stéréotypées. » La schizophrénie paranoïaque apparaît généralement chez l'adulte vieillissant, elle « est caractérisée en premier lieu par une pensée irréaliste et illogique accompagnée de délire de la persécution ou de folie des grandeurs, et souvent d'hallucinations. » En psychanalyse, la description de la schizophrénie met l'accent sur « des symptômes régressifs » conçus comme « le retrait à des niveaux de l'ego (partie de la psyché qui teste la réalité) présentant une moindre maturité, ainsi que la tentation de remplacer le monde existant, que le patient a fui, par des hallucinations, des illusions, des fantasmes de reconstruction du monde et des particularités de langage » (Silvano Arieti, « La schizophrénie », *Encyclopedia Britannica,* 1971). Les points communs avec Bush, artisan de la peur du 11/9, et avec le mythe du 11 Septembre, sont légion.

Dans ce contexte, la pensée utopique néo-conservatrice, avec ses « fantasmes de reconstruction du monde » explicites, peut être vue comme une étape vers la schizophrénie. On se rappelle les commentaires du colonel à la retraite Larry Wilkerson qui fut le directeur du cabinet de Colin Powell au Département d'État, à propos de certains néo-conservateurs au sommet. « Je les appelle des utopistes » dit-il à un journaliste. « Je me fiche de savoir si ces utopistes sont Vladimir Lénine, dans son train blindé pour Moscou, ou Paul Wolfowitz. Les utopistes, je ne les aime pas. L'Utopie est un pays où l'on n'arrive jamais, mais on fait du mal à beaucoup de gens en chemin. » Wilkerson ajouta qu'il « se méfiait de ceux qui n'ont jamais été sur le champ de bataille, pour ainsi dire, et qui prennent à la légère la décision d'envoyer des hommes et des femmes se faire tuer. L'exemple qui vient à l'esprit est celui de Richard Perle qui, Dieu merci, a remis sa démission et qui ne fera plus partie, même dans un rôle semi-officiel, de cette administration. Ses remarques désinvoltes sur

* *Euhémérisme* : théorie qui attribue l'origine des dieux à la déification de héros historiques. (NdT)

ce qu'il fallait faire ou ne pas faire avec l'armée m'ont toujours, toujours inquiété» (*Washington Post*, 5 mai 2004).

Ce sont donc les mythographes et les artisans du mythe, ceux qui aiment traiter les critiques et les sceptiques de paranoïaques, qui sont les véritables psychopathes. Le chef en est, bien sûr, Bush 43 en personne ; il a toujours été le propagandiste en chef du mythe du 11/9, depuis les jours qui ont suivi l'événement jusqu'à la Convention nationale du Parti Républicain en 2004 et à sa campagne de réélection à l'automne. Ce chapitre défend la thèse selon laquelle il existe une dialectique destructrice entre la psychose de masse du 11 Septembre et les pathologies psychiques personnelles de Bush en tant que personnage médiatique. Dans cette relation dialectique, la psychose des masses et la pathologie personnelle du dirigeant (apparent) deviennent la cause et l'effet simultanés l'une de l'autre. Pour que les choses soient plus claires, prenons un texte sur la personnalité paranoïaque écrit 25 ans avant que Bush n'occupe le devant de la scène internationale : «L'individu le plus susceptible de tomber dans l'état paranoïaque (manie de la persécution) est la personne tendue, qui ne se sent pas en sécurité, qui est soupçonneuse, qui ne fait pas confiance aux autres, qui a toujours eu des difficultés à se confier, qui compte habituellement peu d'amis proches et qui ne peut s'empêcher de ruminer en solitaire. Ces traits se cachent parfois derrière un masque de sociabilité et de loquacité. Par-dessus tout, cette personne manifeste une pensée rigide, qui devient encore plus manifeste quand elle est en proie à une tension émotionnelle. Cela peut donner une impression de certitude et d'assurance mais, en réalité, repose sur une profonde insécurité, sur le besoin d'être dogmatique en raison d'une incapacité à tolérer un jugement différent» (Norman Alexander Cameron «Réactions paranoïaques» *Encyclopedia Britannica*, 1971).

## Frank : Bush est un mégalomane schizophrène

On croirait lire un profil psychologique de George W. Bush, d'ailleurs tout à fait conforme à l'analyse lucide de sa mentalité par le Dr Justin Frank dans son livre *Bush on the Couch*. Frank y décrit Bush comme un mégalomane qui se cache derrière l'affabilité familière d'un rustaud inculte de province. D'après Frank, «un examen attentif montre que derrière la façade affable de Bush se dissimule un système délirant, puissant mais caché, qui dirige son comportement. Le terme psychiatrique le plus précis pour désigner cette pathologie, le plus souvent utilisé pour identifier un état particulier manifesté par les schizophrènes et qui, comme nous le verrons, a également des applications plus vastes est : mégalomanie. Ce concept de mégalomanie s'applique aussi bien à une attitude mentale qu'à des manifestations réelles de comportement… Freud dit que

la mégalomanie est une illusion de pouvoir et de grandeur qui sert à se protéger contre la peur, contre les anxiétés paranoïdes » (Frank, p. 200-201). Bush est donc un schizophrène de type mégalomaniaque ; le mythe du 11 Septembre auquel il a dédié sa vie est totalement cohérent avec cette mentalité. En fait, ce mythe est une immense tentative d'imposer un mode de pensée schizophrène et autiste à tout le public américain et mondial. Cela peut expliquer que ceux qui refusent ce mythe affirment avec insistance que Bush (ou Cheney) doivent avoir personnellement planifié et dirigé tous les aspects du 11 Septembre. Même si les capacités mentales limitées de Bush incitent à penser le contraire, cette réaction est humainement compréhensible car Bush est sans le moindre doute le principal propagandiste du mythe du 11 Septembre. Aussi, pour détruire le mythe, est-il souvent nécessaire d'accuser le mythographe. L'étendue de la responsabilité de Bush est abordée ailleurs dans ce livre ; nous y disons que Bush n'était sans doute pas informé à l'avance des détails mais qu'il a incontestablement accepté les exigences des auteurs des crimes peu après les faits. En ce sens, l'insistance à condamner Bush est justifiée comme une sorte de raccourci politique, si ce n'est dans le cadre d'une analyse précise basée sur la réalité historique.

Le Dr Frank parle de la technique favorite de Bush 41 consistant à « évacuer » sa peur sur la population, à la fois pour se soulager et pour mieux terroriser l'électorat. Il évoque également le penchant de Bush 43 pour la projection. Voici un passage antérieur traitant de ce complexe : « Le patient paranoïaque se débarrasse de son intolérable sentiment de culpabilité par des mécanismes inconscients de déni et de projection. Il nie ses pulsions hostiles ou érotiques primitives, et les projette, c'est-à-dire qu'il les attribue à d'autres. La projection se fait rarement au hasard. Habituellement, le patient choisit inconsciemment, pour leur attribuer ses propres pulsions et sa culpabilité, des gens qui présentent les mêmes tendances inconscientes en moindre proportion » (Norman Alexander Cameron, « Réactions paranoïaques » *Encyclopedia Britannica,* 1971). Cela correspond bien à ce qu'écrit le Dr Frank sur les projections de Bush 43 : pour Frank, la projection est « le mécanisme primitif de défense par lequel un individu attribue à d'autres ses propres particularités négatives » (Frank, p. 152). Appliquant cela à l'occupant de la Maison Blanche, Frank constate : « Incapable d'affronter sans danger la véritable étendue de son propre sadisme, Bush doit le projeter sur un ennemi créé par lui : un ennemi qu'il a introduit à la Maison Blanche, prêt à être diabolisé et détruit, un ennemi dont l'annihilation servira à protéger sa fragile et illusoire notion du moi » (Frank, p. 115). Comme toujours, Frank parle de l'Irak mais, comme l'essentiel de son analyse, ce qu'il écrit là s'applique tout aussi bien à ben Laden et al-Qaida qu'à Saddam.

Aucun individu sensé n'a pu manquer de relever à quel point Bush, en tentant de diaboliser Saddam Hussein, pratiquait l'auto-description. Selon Bush, Saddam était un oppresseur, un violeur du droit international, un dirigeant méprisant la communauté internationale, un agresseur. Toutes ces accusations s'appliquent tout autant – sinon mieux – à Bush lui-même. Le commentaire de Joseph Gabel est hautement pertinent : « … les régimes racistes, généralement insensibles à l'humour… sont, en revanche, amateurs de caricatures, essentiellement sous leur forme la plus grossière… Le caricaturiste, sans s'en rendre compte, se dessine lui-même… De toute évidence, il voit sa propre essence. Dans cet ordre d'idées, on peut dire que la caricature sociocentrique et ethnocentrique est la perception dérangée d'une fausse conscience » (Gabel, note p. 123). Frank attire l'attention sur la tendance de Bush à la projection et à la description en ce qui concerne Saddam Hussein, quoique la même dynamique soit à l'œuvre dans la manière de présenter ben Laden. D'après Frank, « rien de tout cela n'est passé inaperçu du public. En fait, les profonds parallèles entre Bush et Saddam peuvent très bien avoir plus largement fait comprendre le moi destructeur de Bush au lieu de le dissimuler. Comme le suggèrent les nombreuses photos qui circulent et où les visages de Bush et de Saddam Hussein sont fusionnés (une manipulation informatique qui donne une matérialisation frappante du processus de projection psychologique), les satiristes comprennent instinctivement que quand Bush reproche à Saddam la paille qui est dans son œil, il oublie la poutre qu'il a dans le sien » (Frank, p. 116). Plus précisément, c'est encore plus vrai des relations entre Bush et les auteurs supposés des attentats du 11 Septembre.

Une partie du sentiment de culpabilité de Bush tient certainement à ce que, s'il n'était pas au courant de tout le complot du 11/9 à l'avance, il en a compris l'essentiel après coup, très probablement au cours de la journée du 11 Septembre. Il a reçu un ultimatum du réseau putschiste au sein du gouvernement, exigeant qu'il accuse des terroristes étrangers devant les caméras de télévision, puis qu'il implique ben Laden, al-Qaida et l'Afghanistan et enfin qu'il déclare la guerre des civilisations contre le monde arabo-musulman, cédant ainsi aux revendications des comploteurs. Pour toutes ces raisons, le fardeau de culpabilité et de mensonge qui pèse sur Bush est, à n'en pas douter, particulièrement lourd à porter.

Voilà pour les préliminaires. Lorsque nous entrons dans l'univers du mythe du 11/9, nous nous retrouvons sur le terrain de la psychose, de l'hallucination et de l'illusion collectives. Le XX^e^ siècle a montré la force de ces phénomènes idéologiques imaginaires. Notre livre part du point de vue de l'idéalisme de Platon ; un Marxiste dirait que le 11 Septembre nous fait entrer dans le monde de la fausse conscience, où la superstructure s'est totalement détachée de la réalité sociale et matérielle, d'une façon que Marx n'avait jamais imaginée dans ses écrits. Il existe une étude qui

traite précisément ce complexe de problèmes : le livre de Joseph Gabel *Consciousness : An Essay on Reification*, de 1975. Gabel appelle réification (hypostatisation) le fait de transformer les personnes, les idées et le temps en *choses*. Son point de départ est la foi collective en des chimères idéologiques, en particulier le nazisme ou le stalinisme. Le mythe du 11 Septembre en fait partie.

## Gabel : le concept policier de l'histoire

Gabel élabore une longue définition de la vue politique du monde qui est corrélée à la vie politique aliénée et manipulée sous l'emprise d'idéologies schizophrènes/autistes qui n'ont rien à voir (ou presque) avec la réalité. Il appelle cela « le concept policier de l'histoire » ; de nos jours, il pourrait dire « la théorie de l'histoire vue par la communauté des services de renseignement US ou par la CIA ». Gabel écrit : « Le concept policier de l'histoire est la négation de la dialectique historique, autrement dit la négation de l'histoire… La force motrice de l'histoire n'est pas l'ensemble des forces objectives, mais des actions individuelles bonnes ou mauvaises… puisque "l'événement" n'est plus compris comme le substrat normal du cours de l'histoire mais comme un miracle ou une catastrophe ; il ne relève plus de l'explication scientifique, mais de la magie blanche ou noire. Dans cette approche manichéenne, le héros (le chef) et le traître sont les deux pôles du même principe de négation réifiante de l'autonomie de l'histoire. Il s'agit donc d'une pseudo-histoire, d'un résultat non dialectique soit du succès dû au génie du chef, soit de l'échec explicable par la trahison ; un authentique "syndrome de l'action externe" permet au système privilégié d'échapper à une éventuelle responsabilité. »

Le concept policier de l'histoire représente la forme extrême de l'aliénation politique ; c'est à la fois un sociocentrisme qui crée une dichotomie au sein du monde entre un système privilégié [les États-Unis] et un résidu non privilégié [le monde arabo-islamique], et un phénomène de conscience de nature schizophrène. Comme le système privilégié est considéré parfait, extra-temporel et extra-dialectique, l'événement (et surtout l'événement négatif) ne peut s'expliquer que par une action extérieure ; il est ressenti comme une catastrophe inattendue et « imméritée » qui ne s'intègre plus dans le cours normal des choses dont la succession constitue la menace d'une temporalité concrète et dialectique. Cet ensemble peut se comparer aux deux éléments spécifiques de la description clinique de la schizophrénie, *le syndrome de la cause extérieure* et *le sentiment perturbé de fin du monde* (*Weltuntergangserlebnis*, abrégé en WUE par les auteurs allemands), traduction clinique de l'irruption de la dialectique dans un monde réifié qui ne peut accepter l'événement que sous la forme d'une catastrophe » (Gabel, p. 115-116, avec mes interpolations).

Nous trouvons là les principaux éléments du mythe du 11 Septembre dans une description clinique écrite un quart de siècle avant les faits. L'événement n'a rien à voir avec les véritables forces historiques. Les réalités des échanges commerciaux du monde, en particulier dans le système financier, disparaissent comme par magie. Ben Laden et al-Qaida fournissent un *deus ex machina* représentant le mal absolu et la magie noire. Le 11 Septembre est la catastrophe imméritée (ou WUE) vécue comme un cauchemar qui frappe sans préavis. Pour que ces notions soient acceptées par le public, il fallait que l'idéologie américaine ait déjà fait un grand bout de chemin sur la voie de la schizophrénie et de l'autisme ; cette acceptation collective à son tour a encore accéléré le processus. Pour Gabel, la schizophrénie est une perte de contact avec la réalité et avec l'histoire. Sa définition de la schizophrénie est fortement tributaire de l'idée que, pour le schizophrène, l'évolution dans le temps devient incompréhensible tandis que les relations dans l'espace revêtent l'importance primordiale. Dans l'espace, nous pouvons souvent choisir de nous déplacer, mais le temps, lui, ne le permet pas. Il existe donc une relation étroite entre une vue radicalement anti-historique du monde, telle que celle qui domine chez les néo-conservateurs et dans le régime de Bush, et les syndromes de la schizophrénie clinique, au premier rang desquels Gabel voit le rationalisme morbide, compris comme une faible emprise sur la réalité : « À la lumière de travaux récents, la schizophrénie apparaît comme une perte du sens de l'histoire personnelle ; la psychothérapie consiste donc à reconstruire la totalité de la personne en la réintégrant dans l'histoire. Du point de vue du chercheur, la perte de la perception de la réalité historico-dialectique du schizophrène peut s'observer sous la forme de la prépondérance du facteur spatial ou de la perte de la notion de temps : comme une sur-spatialisation ou une sous-temporalisation » (Gabel, p. 116). Ici, le travail de Gabel cadre bien avec celui de Frank, qui souligne le refus notoire de Bush 43 de parler de ses débauches de jeunesse commises avant l'âge de 40 ans environ. On dirait que ces épisodes sont réprimés et ne sont plus accessibles à la mémoire, du moins dans le boniment de sa propre propagande. Frank ne risque pas de se fourvoyer en disant que les croyances fondamentalistes de Bush et de tant de ses partisans représentent un rejet de l'histoire humaine, de l'histoire personnelle et même de l'histoire naturelle : « Tout comme les enseignements du créationnisme fondamentaliste nient l'histoire, la notion fondamentaliste de conversion ou de renaissance encourage le croyant à se concevoir comme étant déconnecté de l'histoire. La manière fuyante et égoïste dont George W. Bush défend sa vie avant sa renaissance exprime précisément cette tendance… Pour le croyant, l'absolution non seulement efface les péchés du passé, mais aussi dissocie le moi actuel du pécheur historique » (Frank, p. 59-60).

## La WUE, une catastrophe qui vient de l'extérieur

Quand une WUE (expérience de fin du monde) surgit dans un système parfait sous l'effet de forces du mal, celles-ci sont axiomatiquement considérées comme venant de l'extérieur. Le mal vient toujours de l'extérieur, jamais de l'intérieur. Comme ce shérif raciste du Sud qui croyait que toutes les tensions raciales étaient l'œuvre d'agitateurs extérieurs. « De ce fait, quand la preuve de l'historicité de l'existence s'impose au misonéisme (haine du changement) de la conscience réifiée, elle apparaît comme une catastrophe inattendue, inexplicable et donc souvent attribuée à une action extérieure… Pour le sociocentrisme, puisque le système privilégié est parfait, tout changement (surtout défavorable) est dû à des puissances maléfiques extérieures » (Gabel, p. 288 et note). Gerhard Wisnewski a mis cette idée plus directement en rapport avec le 11/9. Comme il le souligne, « de l'extérieur » est le slogan fondamental de la version officielle du 11 Septembre. « L'impression est donnée que les coupables viennent "de l'extérieur", de l'extérieur de la maison, de l'extérieur de l'Amérique, même de l'extérieur de la civilisation. La version officielle de ces événements hurle "De l'extérieur ! De l'extérieur ! De l'extérieur !" » (Wisnewski, p. 143).

Dans un monde axiomatiquement défini par le terrorisme, le manichéisme semble voué à l'emporter. Sanguinetti a vu quelque chose de semblable en Italie au début de la stratégie de la tension : « Face au terrorisme présenté comme le mal absolu, le mal en soi, tous les autres maux passent au second plan, et finissent même par être oubliés ; puisque la lutte contre le terrorisme correspond à l'intérêt commun, elle est déjà le bien général et l'état qui la conduit magnanimement est le bien en soi. Sans la malignité du mal, la bonté infinie de Dieu ne pourrait pas se manifester ni être appréciée à sa juste valeur » (Sanguinetti, p. 3).

Gabel insiste sans relâche sur le rôle clé joué par la perte de la dimension historique, et il est clair que l'Amérique du XX^e^ siècle partageait ce problème avec l'Allemagne nazie et la Russie soviétique. La propagande anglo-américaine montre une propension écrasante à diaboliser les dirigeants ennemis : Noriega, Milosevic, ben Laden et Saddam Hussein en sont des exemples notables, mais cette tendance remonte au moins à Guillaume II. De nos jours, le discours explicite de la propagande se déroule sur un plan ouvertement infantile : il y a les bons et les méchants, ces derniers n'étant que de mauvais acteurs dont la plupart sont des terroristes. Pour Gabel, il s'agit là d'un autre symptôme de réification (hypostatisation) : « Prisonnier d'un univers où l'espace prend la place de la durée, l'homme dans un monde réifié ne peut pas voir dans l'histoire l'expression de la créativité et de la spontanéité. Par conséquent, le fait indéniable du changement s'impose à cette "conscience de l'immédiateté"

comme une catastrophe, comme un changement soudain venant de l'extérieur, qui exclut la médiation… Sous cette perspective, l'histoire apparaît comme une fonction de l'*acte démiurgique*. Une force externe (Dieu, le héros, un parti) transcende l'efficacité de sa dialectique autonome. La conscience réifiée est anhistorique par essence : *mens momentanea sive carens recordationem* [l'esprit dans l'instant ou l'absence de mémoire] disait Leibnitz à ce propos » (Gabel, p. 151). L'histoire se réduit alors à un conte de fées, où Bush le cocaïnomane, l'alcoolique et le handicapé mental joue le rôle du héros, et ben Laden, le riche idéologue désaxé et délirant, celui du champion du Mal. Comment des centaines de millions de gens peuvent-ils croire à de telles fables ?

Gabel aborde l'accent mis sur l'hérédité biologique et la race comme étant l'une des principales caractéristiques anti-historiques de l'approche nazie, et tout porte à croire que Hitler en était parfaitement conscient. Il souligne que l'idéologie nazie, avec sa glorification de la race et de la biologie, a été marquée par « un rationalisme morbide sous sa pire forme. » Il affirme : « Tout événement défavorable pour cette pseudo-valeur raciale se retrouve lui-même extra-historicisé et "compris" en termes de trahison ou de complot : l'idéologie du national-socialisme est logiquement indissociable de la théorie du "coup de poignard dans le dos" » (Gabel, p. 117). Si le fascisme arrive aux États-Unis, il est désormais certain que son idéologie présentera en bonne place les événements du 11/9 comme un coup de poignard donné par un monde extérieur ingrat et traître dans le dos d'un bienfaiteur ; les néo-conservateurs fascistes sont déjà en train de pérorer à ce propos. Ironiquement, la demande d'armistice des Allemands en 1918, condamnée plus tard par Hitler comme un coup de poignard dans le dos dû aux politiciens socio-démocrates, était en réalité le travail du maréchal Ludendorff et d'autres futurs partisans de Hitler. En ce qui concerne le 11 Septembre, que Bush attribue au monde arabo-islamique, lui aussi a compté quelques-uns de ses principaux soutiens au sein de l'armée et des services secrets.

## Schizophrénie : le refus de l'histoire et de la réalité

Frank voit l'hostilité parano-schizophrène de Bush envers le processus historique se refléter dans certains aspects bien connus de ses méthodes bureaucratiques. Son insistance sur la fidélité aveugle et absolue de la part de ses subalternes en est un exemple : « Comme un père alcoolique menacé par l'indépendance des membres de sa famille, Bush exige une fidélité et une conformité absolues, en essayant de figer sa famille nationale dans le temps… » (Frank, p. 46). Pour Frank, Bush n'a que faire de l'histoire, sous quelque forme que ce soit ; il remarque : « Avec un Président qui refuse de voir dans l'histoire autre chose qu'un ennemi qu'il ne peut se permettre ni

de reconnaître ni de combattre, il est impossible de ne pas se demander quelle douloureuse leçon de l'histoire nous sommes condamnés à répéter. » (Frank, p. 161).

Une des façons de nier la réalité historique est de faire table rase du passé, une autre consiste à prétendre que le temps actuel est destiné à durer éternellement. Les Nazis s'y sont pris d'une certaine manière, Bush d'une autre : « Le temps historique du national-socialisme était dominé… par l'espoir chimérique d'une éternité vide » : telle était la promesse du Reich qui devait offrir mille ans de domination nazie sur le monde, chiffre parfois gonflé jusqu'à 20 000 ans (Gabel, p. 134). Pour Bush et les néo-conservateurs, c'est la vision cauchemardesque d'une guerre contre le terrorisme littéralement sans fin.

La frauduleuse « guerre contre le terrorisme » de Bush est, bien sûr, une guerre des civilisations contre 1 milliard d'Arabes et de Musulmans ; elle est plus hypocrite que l'hitlérisme car elle nie assidûment sa véritable nature. En réalité, la « guerre contre le terrorisme » est une guerre raciste contre les Arabes et les Musulmans ; le tour de la Chine, et même de la Russie, viendra peut-être un peu plus tard. De temps à autre, la véritable nature revient à la surface, comme lorsque Bush appela à la croisade ou que le général Boykin parla de l'Islam satanique. Les animateurs de talk-shows néo-conservateurs tels que Michael Savage sont chaque jour plus explicites ; ce sont eux qui consolident le système de croyances du noyau dur des disciples de Bush. Gabel voit dans le racisme un autre déni de la réalité et de l'histoire : « La perception raciste de la réalité humaine est schizophrène à plusieurs titres » dit-il. Il détecte également une dépersonnalisation des membres du groupe visé « qui se traduit en particulier par la caricature, l'arme la plus redoutable de l'ethnocentrisme » (Gable, p. 123).

Dans la rhétorique alarmiste de Bush, le déni de la réalité est si grand qu'il frise souvent les limites de l'hallucination et que, parfois même, il les franchit. « Il faut admettre qu'il existe une certaine analogie entre, d'une part, la conscience hallucinée qui, dans son exigence d'homogénéité, est forcée d'aliéner sous forme hallucinatoire les tendances qu'elle n'arrive plus à organiser dans un tout concret, et, d'autre part, la conscience politique réifiée qui, dans son postulat d'homogénéité politique (un postulat que l'État totalitaire essaie de mettre en pratique) attribue à l'étranger (au sens le plus large de ce terme qui implique également l'hétérodoxie politique) des faits dont une simple considération dialectique de la réalité permettrait de donner une explication rationnelle » (Gabel, p. 279-280). Frank met cela en rapport avec la haine du caractère légitime de la réalité que nous observons chez Bush (qui, en tant qu'individu, aime vivre en dehors de la loi, depuis ses arrestations pour conduite en état d'ivresse jusqu'à son élection illégitime, en passant par ses manigances à la Garde nationale) et chez les néo-conservateurs qui

haïssent le concept même de droit international. « Wilfred R. Bion souligne que la partie de la personnalité qui hait la loi intérieure – les lois de la réalité, du temps, de la responsabilité, de la perte – hait également la réalité extérieure. Cela attaque les connexions mentales, sape la capacité de penser et d'organiser qui vient de l'habitude de regarder en face la réalité et ses limites. La vie en marge de la loi de la responsabilité adulte devient l'accoucheuse du fantasme d'omnipotence et le fossoyeur de la capacité de penser » (Frank, p. 89).

Bush se vante de son propre penchant à voir le monde en noir et blanc, comme une simple opposition manichéenne entre le bien et le mal, sans aucune nuance de gris. Comme le remarque Frank : « Nulle trace de gris dans cette lutte pour la civilisation… Soit vous êtes avec les États-Unis d'Amérique, soit vous êtes contre eux » (Frank, p. 13). Gable avait observé le même phénomène chez les Nazis : « En vertu du postulat manichéen implicite de la pensée idéologique, les ennemis des ennemis profitent souvent d'un préjugé favorable immérité car, pour le manichéen politique, on est soit » avec nous soit contre nous, comme le répète constamment Bush (Gabel, note p. 97).

## Égocentrisme et ethnocentrisme infantiles

De nombreux observateurs ont relevé le caractère infantile et primitif des analyses de Bush et des néo-conservateurs, leurs rabâchages écervelés à propos des bons et des méchants. Les discours de Bush partagent également une autre caractéristique de la pensée infantile : l'égocentrisme, ou la tendance à voir la cause d'événements importants et lointains dans ses propres actes insignifiants. On pense là au banlieusard qui croit que laver sa voiture va faire tomber la pluie. Après le 11 Septembre, Bush a divisé le monde entier entre les méchants terroristes et les bons pro-américains. En d'autres termes, il affirme que le monde doit, pour toujours, s'organiser autour de ce seul événement. Gabel montre que chez l'adulte, l'égocentrisme et la schizophrénie vont de pair : « Un zoologiste, mordu successivement par un chien et un chat, et qui utiliserait comme catégorie scientifique "l'espèce qui mord les zoologistes" se rendrait coupable de fausse classification égocentrique… La fausse identification est un aspect important de la structure anti-dialectique des idéologies et, en même temps, une technique appréciée d'économie d'efforts pour la propagande » (Gabel, p. 92). L'ethnocentrisme est à une société malade ce que l'égocentrisme est à un individu chétif. Voyez l'axe du mal de Bush, après le 11 Septembre, composé de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord. Pourtant il n'y a pas eu de sommet d'États voyous pour signer un traité d'alliance entre ces trois pays. L'Irak et l'Iran ont été ennemis et la Corée du Nord, véritable tour d'ivoire, vit en vase clos. Malgré tout, Bush insiste

comme un enfant pour définir ces trois pays exclusivement par rapport à lui-même, à l'intérieur, cela va sans dire, d'un univers discursif prédéterminé par le mythe du 11/9. Une fois encore, Gabel remarque la similitude avec le régime nazi où « le monde non germanique semble avoir été largement interprété à la lumière du postulat de l'homogénéité du monde ennemi. Cela tenait moins à une hypothèse de travail sur la propagande qu'à des convictions idéologiques de nature délirante… » (Gable, p. 120). Les Nazis se représentaient un monde de capitalistes, de bolcheviques et de Juifs mythiquement unis dans leur haine de l'Allemagne.

Bien que souvent présentée en termes religieux, l'idéologie néoconservatrice est proche non seulement de celle du juriste nazi Carl Schmitt, mais aussi de celle du sociologue nazi Gumplowitz dont le principal ouvrage a été consacré au conflit entre les races. Cela n'est pas loin non plus du choc des civilisations de Huntington. Dans chacun de ces cas, l'histoire est dominée par des entités mythiques. Pensons à l'axe Cambone-Boykin-Geoffrey Miller au Pentagone et dans l'armée étasunienne ; Boykin est l'auteur de l'affirmation délirante que son Dieu chrétien est plus fort que le Dieu de l'Islam et que l'Islam est satanique. En réalité, Boykin ne connaît rien au christianisme universel et le dieu qu'il vénère est mi-totem, mi-Mammon. On a remarqué que des personnalités schizophrènes telles que Boykin et Miller (membre de la sinistre secte *The fellowship*) étaient sur-représentées au sein du personnel des camps de concentration nazis. Il semblerait qu'il en aille de même dans l'administration Bush : Cambone, Boykin et Miller sont devenus les architectes du goulag qui s'étend de la baie de Guantanamo et d'Abu Ghraib au réseau de cachots secrets et illégaux de la CIA signalés dans de nombreux pays. Frank relève : « L'éminent psychanalyste Vamik Volkan a écrit que nous avions besoin d'un ennemi pour souder la communauté autour d'un "traumatisme choisi". Presque aussitôt après le 11 Septembre, Bush s'est mis à parler de la guerre en termes grandioses comme d'une sorte de lutte épique et sans fin… En rendant éternelle la guerre contre le terrorisme, il reste au pouvoir grâce à l'externalisation de la terreur » (Frank, p. 98). Bien que Frank hésite à le dire, le 11 Septembre représente, de toute évidence, ce « traumatisme choisi ».

## La mission divine de Bush : un symptôme de schizophrénie

Bush a parlé de son rôle dans le 11 Septembre et face à l'Irak comme d'une mission que Dieu lui avait assignée. Il est particulièrement saisissant de l'entendre dire qu'il n'a pas consulté son père génétique mais son Père-qui-Est-aux-Cieux avant d'attaquer l'Irak. C'est l'image du héros qui se lance dans sa quête sacrée pour repousser les forces du chaos et la WUE. Comme Frank nous le rappelle : « Bush a toujours été étonnamment

explicite en déclarant qu'il se voyait lancé dans une mission dictée par Dieu ; il croit fermement en cet ordre divin où nous, nous voyons à l'œuvre une combinaison toute-puissante de politique, de psychologie et de foi » (Frank, p. 71). Pour Gabel, cette notion de mission divine fait partie intégrante de la perception schizophrène du changement historique dans le monde réel. Gabel voit un lien entre « le syndrome de la cause externe et le sentiment morbide de fin du monde [WUE]… Par conséquent, quand l'événement s'impose à une conscience réifiée, cette dernière rend cela évident au moyen d'une double technique d'enténébrement partiel : du point de vue de l'explication causale, elle interprète cela comme un acte dû à une force extérieure ; au niveau de l'expérience vécue, elle le ressent soit comme une catastrophe, soit au contraire comme une irruption soudaine et significative (et toujours hétéronomique) dans le vide axiologique [vide de valeurs] du monde lui-même : une *mission divine*. Bref, comme une crise de folie, la WUE est une crise axiologique, une sorte de tempête de valeurs aux frontières entre deux atmosphères axiologico-dialectiques de densités différentes… Une connexion est donc créée entre le rationalisme morbide et le phénomène d'expérience de fin du monde. C'est en tant qu'aspect du mode anti-dialectique de l'être-dans-le-monde que l'on peut mettre la WUE dans la même catégorie que la perception morbide, les hallucinations et les autres éléments de l'expérience sous-réaliste » (Bachmann, p. 292-293). L'hétéronomie est le contraire de l'autonomie ; c'est un état d'aliénation produit par le fait que nous sommes dirigés par des forces extérieures, par exemple la manipulation des traumatismes de notre passé.

De façon percutante, Gabel démontre que la voie menant à une politique étrangère totalement schizophrène est pavée d'ultimatums. Les Bush ont été prodigues en ultimatums : à Saddam Hussein en 1991, aux talibans en 2001, à nouveau à Saddam Hussein en 2003. Pour Gabel, ils sortent directement de la boîte à outils schizophrène de la projection ; selon lui, « il existe au niveau sociétal un comportement phénoménologiquement proche du "syndrome du miroir" dont parlent les psychiatres. C'est lorsqu'un État (généralement totalitaire) se choisit un interlocuteur fictif afin d'obtenir, sous la forme d'une prétendue négociation, la ratification d'un acte de violence ou d'une conquête territoriale. Tout comme le phénomène clinique en question il s'agit d'une illusion de rencontre avec un interlocuteur artificiel, bref, d'une structure schizophrène » (Gabel, p. 259).

Reagan nous assommait avec sa « magie du marché », une magie très blanche en vérité. Lors de la période sombre du 11 Septembre, Bush 43 a plutôt dû s'occuper de magie noire, mais avec quelques exceptions. L'une d'elles a eu lieu pendant le répit d'une semaine ou deux (selon les observateurs) après la chute de Bagdad aux mains des agresseurs anglo-américains. Frank n'hésite pas à dire : « Il n'y a pas d'exemple plus net de pensée

magique que la bannière “mission accomplie” qui a servi de toile de fond à la séance photos de Bush sur le porte-avions *Abraham Lincoln*» (Frank, p. 86). L’essence de la magie tient dans l’action à distance, que, malheureusement, Sir Isaac Newton a rendue présentable dans le monde anglo-américain. Le récit officiel du 11 Septembre, où ben Laden dirige tout sur son ordinateur portable à partir de sa lointaine grotte afghane, est la version à peine voilée d’une action magique à distance. Plus d’un quart de siècle plus tôt, Gabel avait dit que le racisme, lui aussi, repose sur une vue du monde magique et irrationnelle qui «reconnaît assez souvent l’existence d’une action à distance de nature indéniablement magico-schizophrène… c’est la définition exacte d’une pensée morbide paranoïde…» (Gabel, p. 123-124).

## Résultat : le mythe du 11/9 est une psychopathologie

À cause de la capitulation du Parti Démocrate et de l’intelligentsia qui lui est associée, Bush et les néo-conservateurs ont bénéficié d’un succès inespéré dans leur rôle de mythographes. Peut-être l’occupant de la Maison Blanche a-t-il trouvé dans le pouvoir du mythe un stimulant plus puissant que son cher Jack Daniels. Un journaliste a relevé un jour que Bush avait semblé «ébloui par l’ampleur mythographique de sa propre administration» (*New York Times,* 31 juillet 2003). De tout ce qui précède, il ressort que nous pouvons peu à peu comprendre le mythe du 11 Septembre, tel qu’il se présente aujourd’hui, comme un *ersatz,* un substitut de religion; plus exactement, comme une religion civile hystérique conçue pour promouvoir la cohésion sociale quand toutes les autres idéologies ont échoué. Ce que dit Frank dans son résumé à propos de Bush et de l’Irak s’applique encore mieux au public américain et au mythe du 11 Septembre : «L’individu qui s’accroche obstinément à des croyances non vérifiées confond croyance et fait, et inflige souvent cette confusion aux autres dans sa lutte pour avoir raison. Bien sûr, quand un grand nombre d’individus se laissent convaincre d’adopter la même illusion, celle-ci peut se parer d’une aura d’objectivité. Comme l’a observé le psychanalyste britannique Ron Britton : “On peut remplacer la réalité éprouvée par le consensus; ainsi, les fantasmes partagés peuvent obtenir le même statut que la connaissance, voire un statut supérieur.” Certes, la croyance ne devient pas un fait pour autant, mais la partager lui donne la précieuse apparence de la crédibilité. La croyance se codifie, s’enracine et s’élève au-dessus du niveau auquel on pourrait encore la mettre en doute. Des croyances partagées peuvent finir par créer une communauté. Après tout, la religion est une structure commune unie par des croyances partagées. Dans les sociétés où la religion est particulièrement forte, ces croyances partagées peuvent devenir la loi, s’imposer aux autres et leur fixer des limitations de comportement» (Frank p. 62).

## Mythe du 11/9 et épidémie d'autisme aux États-unis

La question demeure de savoir à quel point l'hégémonie du mythe du 11/9, en particulier tel qu'il est colporté par son afficheur détraqué, génère des troubles schizophrènes évitables dans la population étasunienne et ailleurs. Une des formes que cette épidémie pourrait prendre serait une vague d'autisme dans les milieux les plus vulnérables, notamment les enfants, qui absorbent étonnamment bien la peur, l'anxiété et les distorsions du monde adulte qui les entoure. Il n'est pas difficile de découvrir les preuves de ce phénomène. Environ deux ans après le 11 Septembre, *Newsweek* a consacré un important article aux « filles, [aux] garçons et [à l']autisme. » Selon cet article, plus d'un million d'Américains souffrent actuellement de ce mal, dont 80 % de sexe masculin. L'article n'indique pas le taux d'augmentation du nombre de cas, mais sa publication et l'attention qu'il a suscitée donne à penser que ce nombre est en augmentation, surtout chez les plus vulnérables, les enfants, mais pas uniquement (*Newsweek*, 8 septembre 2003). En 2002, le *New York Times* signalait : « Un rapport choquant venant de Californie la semaine dernière suggère qu'une recrudescence de l'autisme infantile dans cet État sur ces 15 dernières années représente une véritable épidémie et non un mirage statistique gonflé par des facteurs artificiels » (*New York Times,* 23 octobre 2002). Des recherches devraient être menées par des experts qualifiés pour déterminer s'il existe bel et bien un lien de cause à effet entre le mythe du 11 Septembre et ces constats inquiétants.

Selon certains, cette épidémie d'autisme dépend de facteurs génétiques. Selon d'autres, elle est le résultat de certaines vaccinations mal avisées. Mais il n'y a pas de raison d'exclure qu'elle puisse dépendre de facteurs sociaux, culturels ou politiques. C'est exactement ce à quoi on peut s'attendre dans un pays traumatisé, dominé par un système de croyances schizophrène contraignant dont le dirigeant apparent manifeste toute une série de symptômes de mégalomanie et de schizophrénie. Un des moyens de lutter contre la croissance de l'autisme induit par la culture et la société est sans aucun doute de tordre le cou au mythe du 11 Septembre et de le remplacer par un récit véridique et raisonnable de ce qui s'est passé dans le monde réel.

## Chapitre 14

# Les réseaux suspects

> … on ne saurait appeler homme de bien celui qui, pour subvenir à ses besoins,
> embrasse une profession qui l'oblige constamment à se monter rapace,
> faux et cruel, comme doivent évidemment l'être tous ceux
> – quel que soit leur rang – qui font commerce de la guerre.
> **Nicolas Machiavel**, *L'art de la guerre*.

Les néo-conservateurs constituent une faction profondément idéologique ; il nous est donc loisible d'en étudier l'idéologie afin de comprendre leur conduite. Nous devons simplement nous rappeler que les néo-conservateurs font une distinction rigide entre « les vérités de l'élite », qu'ils se transmettent les uns aux autres – leur doctrine ésotérique –, et l'ensemble de croyances qu'ils proposent à l'édification des masses, la doctrine exotérique, plus édulcorée. La doctrine ésotérique est le plus souvent transmise oralement et non par écrit. Mais les publications qui existent nous permettent malgré tout de dégager assez clairement l'approche néo-conservatrice fondamentale. Nous y trouvons l'amour de la guerre, de la violence, de la haine, des coups d'État, de la loi martiale et, très important pour notre propos, du terrorisme.

Leur gourou suprême est Léo Strauss (1899-1973) qui a longtemps enseigné la politique à l'université de Chicago, puis à St. John d'Annapolis. Strauss était un kantien de Marbourg, de l'école de Herman Cohen, qui avait passé son doctorat avec l'irrationaliste Ernst Cassirer. Il avait étudié pendant deux ans avec une bourse de la fondation Rockefeller obtenue grâce au théoricien du droit nazi Carl Schmitt. Parmi les étudiants de Strauss figurèrent Alan Bloom, l'auteur de *Closing of the American Mind* et Harvey Mansfield de Harvard.

Le réseau néo-conservateur straussien, aujourd'hui très vaste, s'étend sur trois générations. Les néo-conservateurs sont connus pour s'aider mutuellement à gravir les échelons professionnels et pour donner des cours basés exclusivement sur des textes néo-conservateurs. Ils sont étroits d'esprit, sectaires et fondamentalement ignorants de la philosophie et de l'histoire. Ils constituent une faction idéologique, souvent même fanatique.

Nous parlons ici de Wolfowitz, Feith, Bolton, Luti, Schulsky, Scooter, Libby, Cambone, Hadley et d'autres dirigeants de l'administration Bush. À l'extérieur du gouvernement, il faut citer Perle, Woolsey (tous deux ayant occupé des postes à haute responsabilité), Irving et William Kristol, Norman et John Podhoretz, Saul et Adam Bellow, etc. L'ancienne génération des néo-conservateurs était souvent composée de trotskistes convertis. Ils en ont retenu certaines théories de Trotsky telles que la compétition des élites ; ils considèrent que la lutte entre l'élite libérale et eux-mêmes est au cœur de la politique.

## La révolution nihiliste de Léo Strauss : une apologie de la terreur

La pensée politique de Léo Strauss est centrée sur une apologie non dissimulée du terrorisme. Cette idée est mise en lumière dans un échange entre Strauss et Alexandre Kojève, un fonctionnaire néo-hégélien du ministère français des Finances, dans les années 50. Le cœur de leur débat était la question de l'état universel et homogène et de savoir comment les philosophes devaient réagir à son existence. Cette notion d'état universel et homogène désigne quelque chose comme un monde sans guerre ni sous-développement et où le bien-être et le temps de loisirs augmenteraient. Pour la plupart des gens, l'état universel et homogène serait un monde de paix, de progrès et de prospérité, une sorte de paradis sur terre créé par l'homme.

Mais pour Strauss et Kojève, la paix, le progrès et la prospérité signifient la fin de l'Histoire parce que ces notions éliminent les valeurs « supérieures » de l'humanité qui dépendent de la politique et donc de la guerre. (Leur idée implicite est également que la paix, le progrès et la prospérité ne sont pas bons pour la domination oligarchique, cause chère à Strauss et à Kojève). Strauss résume cette idée ainsi : « Cette fin de l'Histoire serait profondément enthousiasmante, si ce n'est que, selon Kojève, c'est la participation aux luttes politiques sanglantes aussi bien qu'au travail réel ou, de manière générale, à l'action négatrice, qui élève l'homme au-dessus de la brute » (Strauss, p. 208).

Pour Strauss et Kojève, « le progrès technologique illimité et ses conséquences, conditions indispensables à l'état universel et homogène, sont destructeurs pour l'humanité. Il est peut-être possible de dire que l'état universel et homogène est voué à voir le jour. Mais il est assurément impossible de dire que l'homme en sera satisfait » (Strauss, p. 208). Cette approche de la technologie est celle de l'historien grec appelé *Le vieil oligarque*, mais certainement pas celle de Platon. Pour Strauss, la philosophie grecque est un écran sur lequel il projette ses propres opinions ignares.

Sans se préoccuper de ce que Platon pensait réellement, Strauss avance vers sa terrifiante conclusion : « Si l'état universel et homogène est le but de l'Histoire, l'Histoire est absolument "tragique". Son avènement révélera que le problème humain, et donc en particulier celui de la relation entre la philosophie et la politique, est insoluble » (Strauss, p. 208).

Du point de vue de Strauss, l'avènement imminent de l'état universel et homogène signifie que tout le progrès accompli par l'humanité à ce jour est inutile : « Pendant des siècles et des siècles, les hommes n'ont, inconsciemment, rien fait d'autre que se colleter à des travaux, des luttes et des souffrances sans fin tout en gardant quand même l'espoir d'un état universel et homogène et, dès qu'ils arrivent à au terme de leur voyage, ils réalisent qu'ils ont ainsi détruit leur humanité et sont donc revenus, comme un cycle, aux débuts pré-humains de l'Histoire » (Strauss, p. 209).

Cela soulève la question de la révolte violente contre l'état universel et homogène, ce que Strauss considère comme inévitable et souhaitable : « Il n'y a toutefois pas de raison de désespérer tant que la nature humaine n'a pas été complètement conquise, c'est-à-dire tant que le soleil et l'homme génèrent encore des humains. Il y aura toujours des hommes (*andres*) qui se révolteront contre un état destructeur de l'humanité ou dans lequel il n'existe plus de possibilité d'accomplir de nobles actions ou de réaliser de grandes choses » (Strauss, p. 209).

Quand les vrais hommes se révolteront contre trop de paix, trop de progrès et de prospérité, quel sera leur programme ? Strauss : « Peut-être seront-ils projetés vers un rejet pur et simple de l'état universel et homogène, dans une négation qui ne sera éclairée par aucun but positif, dans un **rejet nihiliste**. Bien que peut-être vouée à l'échec, cette **révolution nihiliste** peut être le seul acte grand et noble qui resterait possible une fois que cet état universel et homogène serait devenu inévitable. Mais personne ne sait s'il réussira ou s'il échouera » (Strauss, p. 209, c'est nous qui soulignons).

Que peut-on comprendre par rejet nihiliste et révolution nihiliste ? Au XIX^e^ siècle, le nihilisme était une idéologie du terrorisme ; les lanceurs de bombes déments qui assassinèrent des hommes d'État et des dirigeants en Europe et en Amérique (y compris le Président McKinley) étaient athées, anarchistes et nihilistes. Au XX^e^ siècle, la révolution nihiliste fut le synonyme des factions fascistes et nazies les plus extrémistes. « Viva la muerte ! » fut le slogan de certaines d'entre elles. Dans ces lignes, Strauss ouvre la porte au fascisme, au meurtre, au chaos et, plus emphatiquement, au terrorisme. Et il n'en a pas honte.

## Léo Strauss : retour à l'âge de pierre

À quoi ressemblerait cette révolution nihiliste ? Strauss écrit : « On peut objecter que la révolte réussie contre l'état universel et homogène pourrait

n'avoir d'autre effet que de répéter à l'identique le processus historique qui avait amené la **horde primitive** à l'état final » (Strauss, p. 209, c'est nous qui soulignons). Cette horde primitive – ou primale – désigne les communautés de chasseurs et de cueilleurs du paléolithique, les hommes des cavernes préhistoriques de l'Âge de pierre. Strauss avalise une révolte nihiliste qui détruirait 10 000 ans de progrès civilisateurs de l'humanité pour la faire régresser à la condition misérable du paléolithique. Ici, Strauss trouve un point commun éphémère avec Rousseau qui avait, lui aussi, un penchant pour le paléolithique ; nous sommes très près des idées qui animèrent la Terreur au moment de la Révolution française.

Strauss se présente tel un consolateur de Job * à ceux qui ont été renvoyés à l'Âge de pierre : « Mais la répétition de ce processus – nouveau départ pour l'homme et pour l'humanité – ne serait-elle pas préférable à la poursuite infinie de la fin de l'humanité ? Ne nous réjouissons-nous pas du printemps alors que nous connaissons le cycle des saisons, et que nous savons que l'hiver reviendra ? » (Strauss, p. 209). Pour Strauss, le printemps acquiert ainsi la signification idiosyncratique d'un retour cataclysmique aux horreurs de l'âge de pierre.

Il ne lui suffit pas de reculer les aiguilles du temps, il voit une promesse latente dans l'état universel et homogène de Kojève. Cela concerne la possibilité d'une violence politique, encore une autre forme de terrorisme : « Kojève semble laisser une porte ouverte pour l'action dans un état universel et homogène. Dans cet état, le risque de mort violente est toujours inhérent à la lutte pour le pouvoir politique… Mais la possibilité d'action ne peut exister que pour une petite minorité. De surcroît, n'est-ce pas une perspective hideuse : un état dans lequel le dernier refuge de l'humanité serait l'assassinat politique sous la forme particulièrement sordide d'une révolution de palais ? » (Strauss, p. 209). Cette violence sporadique et limitée n'est pas suffisante pour Strauss.

Marx et Engels avaient décrit sous forme d'une Utopie communiste le monde de liberté auquel aboutirait un haut niveau de développement économique. Strauss transforme leur slogan communiste en invective contre le progrès et les valeurs de la classe moyenne en général quand il conclut son passage par l'exhortation : « Guerriers et travailleurs de tous les pays, unissez-vous pendant qu'il est encore temps, pour empêcher la venue du "royaume de la liberté". Défendez de toutes vos forces, s'il a besoin d'être défendu, le "royaume de la nécessité" » (Strauss, p. 209). Si on laisse de côté la polémique superficielle à l'encontre de l'utopie communiste, le but

* Dans l'Ancien Testament, les consolateurs de Job, quand celui-ci fut réduit à vivre sur un fumier, ne le consolaient nullement, mais le poussaient à se révolter contre Dieu. Job ne les a pas écoutés et a reçu, en récompense de sa foi, des richesses supérieures à ce qu'il avait perdu. (NdT)

de Strauss, ici, est de proclamer que la paix, le progrès et la prospérité détruisent l'oligarchie. Or, tout lui semble préférable à une telle issue.

Une telle approche avalise en bloc toutes les formes de violence et de chaos, terrorisme et guerre inclus, en doses suffisamment importantes pour renvoyer la civilisation planétaire à l'Âge de pierre. Elle implique des génocides à une échelle qui ferait pâlir Hitler, Staline et Mao. La population mondiale compte actuellement à peu près 6,25 milliards d'individus ; elle subsiste difficilement avec les réalisations du progrès technologique et industriel. Mais dans des conditions de chasse et cueillette, la capacité démographique de notre planète serait réduite à 25-50 millions de personnes. Mis en œuvre aujourd'hui, le programme de Strauss pour détruire l'état universel et homogène exigerait un génocide de l'ordre de quelque 6 milliards de victimes, un nombre qui surpasse par son ampleur tous les crimes de l'Histoire réunis.

Et même cela doit être remis en perspective. On sait que Strauss craignait d'écrire ce à quoi il croyait vraiment : le public ne pourrait jamais supporter l'entière exposition de ses doctrines. C'est pourquoi ce que nous trouvons dans *On Tyranny* ne représente très probablement qu'une version diluée de ses opinions véritables. Ainsi, si le *Strauss allégé*, la version exotérique qu'il a cru pouvoir publier au sommet de sa carrière, mentionne 6 milliards de victimes, Dieu nous protège de la folie furieuse de la version intégrale ésotérique telle qu'elle peut se transmettre parmi les néo-conservateurs qui infestent et contrôlent le gouvernement des États-Unis sous le régime Bush.

La mesure antiterroriste la plus urgente de toutes serait donc de procéder dans toutes les branches du gouvernement à une purge anti-néo-conservatrice (en incluant les disciples de Carl Schmitt à la Cour suprême, Scalia, Rehnquist et Thomas) et de mettre en quarantaine tous les néo-conservateurs en raison de ce qu'ils sont, à savoir des néo-fascistes et des néo-nazis.

## Les néo-conservateurs préfèrent la guerre à la paix

Quand Strauss parle de l'état universel et homogène, comme nous l'avons vu, il parle de quelque chose qu'un individu ordinaire peut prendre pour une situation de paix, de progrès et de prospérité présentant une bonne dose d'égalité et d'harmonie internationale. Pour beaucoup de gens, cette situation peut sembler quasiment idéale, mais pour le soi-disant intellectuel néo-conservateur, elle représente l'abolition de toutes les valeurs humaines et de tout ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. La Constitution des États-Unis enjoint au gouvernement de rechercher le bien-être général, mais pour les néo-conservateurs, cette idée est anathème puisqu'elle menace, entre autres, le principe qu'ils prisent par-dessus tout : l'oligarchie. En particulier, les néo-conservateurs n'ont pas apprécié la fin

de la guerre froide, ils ont accueilli avec consternation les accords de paix d'Oslo de 1993 entre les Israéliens et les Palestiniens, aussi bien que l'accord du Vendredi Saint en Irlande du Nord en 1998, chaleureusement accueilli par le monde entier. Ces aspects de la pensée néo-conservatrice s'inspirent essentiellement du proto-fasciste Nietzsche, mais aussi de Carl Schmitt et de Martin Heidegger, membres du parti nazi, et, bien sûr, de leur gourou en chef, le professeur néo-fasciste Léo Strauss. Puisque le rejet des aspects positifs majeurs de la civilisation peut sembler incompréhensible pour beaucoup de lecteurs, nous devons faire une pause pour l'illustrer.

En mai 2004, le *Washington Post* publia un article de Corey Robin, professeur adjoint de sciences politiques au Brooklyn College de la City University de New York. Robin avait interviewé certains néo-conservateurs connus et des compagnons de voyage vers la fin de l'été de 2001, juste avant que le terrorisme fabriqué ne transforme la scène. Cet article donne un aperçu du profond mécontentement et du désir impatient de conflit qui régnait dans ces milieux à l'époque.

Robin avait interrogé Irving Kristol, le père de William Kristol, le personnage central du Projet guerrier pour un nouveau siècle américain, dont le site web avait vainement appelé à la guerre contre l'Irak pendant le second mandat de Clinton. Kristol déplorait que l'Amérique soit trop préoccupée par sa prospérité économique, ne soit pas assez agressive pour défendre son hégémonie planétaire. « C'est dommage » se plaignait Kristol, « je pense qu'il serait naturel pour les États-Unis… de jouer un rôle beaucoup plus dominant dans les affaires du monde… de commander et de donner des ordres. Les gens ont besoin de ça. Il y a de nombreuses régions du monde où une autorité qui accepterait d'utiliser son armée pourrait faire… une saine différence. » Kristol réservait un mépris tout particulier pour les questions de santé ou de bien-être de la population en général, qu'il qualifiait de soucis de comptables. « Je trouve lamentable que… la politique présidentielle du plus important pays du monde soit obligée de tourner autour des ordonnances médicales pour personnes âgées. »

Robin considéra que les néo-conservateurs appréciaient « le mystère et la vitalité plus que le calcul et la technologie » et même que l'argent et le marché. Lewis I. « Scooter » Libby, un des intrigants à qui nous devons la guerre d'Irak, disait que « le culte de la paix et de la prospérité trouvait son expression dans la politique extérieure faible et distraite du Président Clinton » qui avait facilité le dérapage de ben Laden. Robin ajoutait plus loin : « Bien que les conservateurs aient la réputation d'apprécier la santé et la prospérité, la loi et l'ordre, la stabilité et la routine, ils méprisent Clinton précisément parce qu'il recherche ces vertus. Sa quête de l'aisance matérielle, disent-ils, produit une société qui a perdu sa profondeur et son sens politique. » Et encore : « La vision clintonienne d'un ordre international bienveillant, disent les conservateurs, trahit le refus de

prendre en compte un monde de pouvoir et de violence, de démons mystérieux et de haine insondable. Faire face à un monde comme celui-ci demande un courage païen et des *virtú* barbares, qualités que beaucoup de conservateurs préfèrent aux bienfaits nettement plus prosaïques de la paix et de la prospérité. »

Selon Robin, les néo-conservateurs virent dans le 11/9 l'occasion d'exalter leurs « vertus politiques telles que l'héroïsme et le combat » face à « la politique radoteuse du bien-être » grâce à leur capacité nouvellement découverte d'aller vers le public en « en appelant au sacrifice et au destin. » Les néo-conservateurs étaient affligés d'une mégalomanie pharisienne et hypocrite : ils croyaient avec ferveur que les États-Unis, avec leur déficit commercial annuel de 500 milliards de dollars et leur armée insignifiante de dix divisions, pourraient « gouverner les événements et déterminer l'issue de l'histoire ». Sur cette base, il est juste de dire qu'au tournant du millénaire, la faction néo-conservatrice cherchait de nouvelles occasions de conflits et de violences. Quand ces occasions se présentèrent, ils jubilèrent et se ruèrent dans leur activité favorite : envoyer les enfants des autres se faire tuer dans des guerres inutiles (*Washington Post*, 2 mai 2004).

## Les néo-conservateurs : cocufiés par Mars

Le catholique Patrick Buchanan manifesta une certaine compréhension de cette agitation et de ce désir de nouveaux conflits parmi les néo-conservateurs au cours de la campagne présidentielle de 1999-2000 lorsqu'il déclara être inquiet de voir la clique autour de G.W. Bush ; il parlait du groupe néo-conservateur qui se dénommait avec prétention et ignorance les « Vulcains. » Dans un discours de politique extérieure, Buchanan affirma avoir travaillé avec quelques uns d'entre eux dans la précédente administration les trouvant désormais consumés de nostalgie pour la guerre froide et, de ce fait, très désireux de poursuivre les « conflits », les « interventions », les « confrontations » et autres « brutalités ». Buchanan ridiculisa les « petits magazines » de la cabale néo-conservatrice où ils exposaient leur concept des États-Unis vus comme « une hégémonie planétaire bienveillante », il y a fort à parier que beaucoup de pays leur refuseraient un tel rôle. Buchanan ajouta que, si les partisans de Clinton avaient au moins été assez rusés pour choisir de s'opposer à de petits pays tels que la Serbie, la clique de Bush, quant à elle, était décidée à provoquer un conflit avec des puissances plus grandes capables d'infliger aux États-Unis de lourdes pertes. Le meilleur exemple de toutes ces tendances, selon Buchanan, était Wolfowitz qui, à l'époque, pensait devenir secrétaire d'État.

Vulcain, ou Héphaïstos, était, bien sûr, le dieu gréco-romain des volcans, du feu et des forgerons. Il était marié à Vénus qui le trompait avec Mars, dieu de la guerre. Vulcain était donc cocufié par Mars, ce que nos Vulcains

ignorants et prétentieux semblent avoir oublié. Mais Mars est revenu pour les cocufier à leur tour en Irak et, depuis peu, également en Afghanistan.

David Brooks avait écrit dans *Newsweek* que, dans les années 90, les Américains avaient « rénové leurs cuisines, changé leurs appareils vidéo, investi dans du mobilier de terrasse, des bains à remous et des barbecues au gaz. » Si l'on met de côté la banalité désolante du regard déformé porté sur le monde par Brooks, nous devons nous rappeler que, pour beaucoup d'Américains, la fin de la guerre froide n'avait pratiquement rien apporté en termes de dividendes de paix* (*Washington Post*, 2 mai 2004). Et en réalité, le monde d'avant le 11 Septembre était loin d'être idyllique ; il se caractérisait par l'accroissement de la crise financière et des tensions militaires, comme nous l'avons montré ailleurs dans ce livre.

## Carl Schmitt : du gaz toxique sur les villes allemandes

Léo Strauss subit principalement trois influences intellectuelles et politiques. Il faut citer en premier lieu le proto-nazi Friedrich Nietzsche, désigné par l'idéologue nazi Alfred Rosenberg comme l'un des 4 précurseurs du nazisme (les autres étant le compositeur Richard Wagner, l'antisémite LaGarde et le raciste Houston Stewart Chamberlain). Ensuite, Martin Heidegger, membre du parti nazi, qui encensa Hitler dans son discours inaugural de recteur de l'université de Fribourg. Enfin, Carl Schmitt, membre du parti nazi et principal théoricien du droit sous le Troisième Reich.

Les idées de Schmitt contribuèrent directement à fracasser le consensus politique des États-Unis sous le régime Bush. Pour lui, la politique se réduit à la distinction entre amis et ennemis. Partant de cette simplification outrancière des motivations humaines, il poursuit en assimilant politique et guerre : en l'absence de guerre ou de conflit, la politique est morte et la vie ne vaut plus la peine d'être vécue. Schmitt veut donc que la politique soit le monopole d'un État fort et n'aime pas l'idée que l'État ou le gouvernement puissent être influencés par les citoyens. Sa pensée est donc autoritariste, dictatoriale et fascisante. C'est chez lui que Samuel Huntington a pris l'idée que l'image d'un ennemi est absolument nécessaire à la cohésion de toute société. En réalité, ce sont surtout les sociétés oligarchiques qui ont besoin d'un ennemi parce qu'elles sont basées sur le principe irrationnel de domination qui ne résisterait pas à l'examen approfondi qu'elles subiraient en temps de paix. George Orwell l'avait très bien compris en disant, dans *1984,* que la guerre sans fin entre Océania, Eurasia et Estasia était en fait une guerre engagée par les trois

* *Peace dividends* : Hausse du niveau de vie attendue et espérée par certains après les sacrifices de la guerre froide.

pays contre leur propre population aux fins de perpétuer la société hiérarchique. Le concept central date au moins d'Ibn Khaldoun, le père de la sociologie, qui disait au XIVe siècle que les Arabes n'arrêtaient de se battre les uns contre les autres que pour s'unir contre un ennemi commun.

Schmitt, adhérent au parti nazi, était aussi un opposant féroce non seulement au Traité de Versailles et à la Société des Nations, mais aussi au droit international et aux traités internationaux en général. Comme ses héritiers néo-conservateurs, c'était un ardent unilatéraliste. Voici quelques commentaires typiques de Schmitt sur le droit international : « Nous parlons à nouveau de droits fondamentaux, de droits fondamentaux des gens et des États, et notamment de droits fondamentaux de pays qui, soucieux de leur propre race, se sont arrangés pour avoir leur propre ordre intérieur. Un tel État est l'État national-socialiste, qui a ramené le peuple allemand à la conscience de soi et de sa race. Nous partons du droit le plus évident et le plus élémentaire : le droit à l'existence. C'est un droit fondamental inaliénable et éternel qui inclut le droit à l'autodétermination, à l'autodéfense et aux moyens d'autodéfense… De notre point de vue solide, nous voyons à travers le monde des arguments légalistes et l'énorme appareil de traités et de pactes, et nous donnons à cette Tour de Babel sa vraie place dans l'histoire du droit international. »

Schmitt était l'auteur de l'article 48 de la Constitution de la République de Weimar de 1919 qui autorisait le Président du Reich à déclarer l'état d'urgence ou de siège pour ensuite gouverner par décrets. Dans les années 20, l'activité de Schmitt fut largement consacrée à faire de l'agitation en faveur de la dissolution ou de la marginalisation du Reichstag (parlement) et de l'instauration d'une dictature menée par le Président du Reich. Une de ses formules favorites était que la souveraineté, c'était le pouvoir de déclarer l'état d'urgence. Si vous pouvez trouver quel organe du gouvernement a la capacité de décréter l'état de siège, de suspendre la législature et d'imposer la loi martiale, raisonnait Schmitt, vous avez trouvé où réside réellement la souveraineté.

Pour Schmitt, la notion d'état d'urgence recouvrait un domaine totalement dépourvu de droit, où le pouvoir exécutif peut littéralement faire ce qu'il veut, sans égard pour la loi, la séparation des pouvoirs, les libertés constitutionnelles, l'équité ou quoi que ce soit d'autre. Dans un de ses essais, Schmitt cite en l'approuvant un discours prononcé par le ministre de la Justice du Reich, Schiffer, devant le Reichstag le 3 mars 1920, où Schiffer signale qu'en vertu de l'article 48, le Président du Reich peut attaquer « des villes allemandes avec du gaz toxique si cela constitue, en l'occurrence, une mesure nécessaire au rétablissement de la loi et de l'ordre » (Schmitt, *Die Diktatur*, p. 201). Schmitt insistait pour dire que les dispositions d'urgence de la Constitution de Weimar étaient théoriquement et pratiquement illimitées et qu'elles pouvaient être utilisées pour

perpétrer les plus grandes atrocités imaginables. Nous voyons ici une tradition de pensée qui demeure vivante chez les néo-conservateurs schmitto-straussiens d'aujourd'hui, qui n'auraient aucune difficulté à exécuter un crime de l'envergure du 11/9.

En juillet 1932, les nazis et leurs alliés firent un coup d'État « à froid » contre la minorité social-démocrate du gouvernement provisoire en Prusse, la plus grande subdivision politique de l'Allemagne. Le gouvernement prussien pro-nazi devint alors le tremplin de la prise de pouvoir d'Hitler à la faveur d'un coup d'État légal en janvier 1933. Carl Schmitt fut le juriste des instigateurs de ce coup d'État à la Cour suprême allemande de Leipzig. (Les parallèles de cette action avec le coup d'État oligarchique de Schwartzenegger/Warren Buffet en Californie en 2003 sont plus que suggestifs car la Californie est la plus grande subdivision politique des États-Unis, tout comme la Prusse l'était en Allemagne.) Schmitt apporta également des services juridiques à Hitler pour sa prise du pouvoir en janvier 1933.

Carl Schmitt écrivit des articles pour le journal antisémite de caniveau *Der Stürmer* édité par Julius Streicher. En 1934, quand Hitler massacra le chef des Chemises brunes, le SA Ernst Röhm, et sa faction pour avoir soutenu une deuxième révolution contre les financiers, les industriels et l'armée, Schmitt se révéla rapidement un des apologistes les plus éhontés de Hitler. Dans son ignoble pamphlet « *Der Führer schützt das Recht* » (« Le Führer défend le droit »), Schmitt souscrivit à la théorie byzantine selon laquelle la loi est un coup de force réussi du plus fort contre le plus faible. Schmitt écrivit que la tâche primordiale du Führer était « de discriminer entre amis et ennemis… Le Führer prend au sérieux les avertissements de l'histoire de l'Allemagne. Cela lui donne le droit et le pouvoir de fonder un nouvel État et un nouvel ordre… Le Führer protège le droit contre les pires abus quand – au moment du danger – il crée directement le droit en vertu de son pouvoir de juge suprême. Son rôle de juge suprême découle directement de son rôle de chef suprême. Quiconque veut dissocier ces deux notions tente de déséquilibrer l'État à l'aide du système judiciaire… Le Führer détermine lui-même la teneur et la gravité d'un crime » (Schmitt, p. 200). Cela ouvre la porte à l'arbitraire le plus scandaleux sous couvert de droit. Ces idées, si chères aux néo-conservateurs au pouvoir de nos jours, ont été appliquées à Abu Ghraib et il est clair qu'elles doivent également s'appliquer au 11 Septembre.

## Strauss et Nietzche

Dans sa jeunesse, Strauss fut un grand admirateur de Nietzsche. Il écrivit : « Je peux simplement dire que Nietzsche m'a tellement ensorcelé et dominé entre ma 22e et ma 30e année que je croyais littéralement tout ce

que je comprenais de lui… » (Strauss à Karl Löwith, 23 juin 1935, in Strauss, Léo et Karl Löwith, « Correspondence », *Independant Journal of Philosophy,* vol. 4/6, 1988, p. 177-192). Pour le jeune Strauss, Nietzsche fut une idole et le véhicule principal de ses protestations de jeunesse : « … Le jeune Strauss, après une journée de lecture à la bibliothèque d'État de Prusse, allait dans un café à Unter den Linden et prononçait le nom de "Nietzsche" assez fort pour être entendu des autres tables » (cf. Léo Strauss, « Prologue non prononcé d'une conférence publique à St. John's » *Interpretation*, vol. 7, n° 3, 1-2 ; cité par Michael Platt dans Deutsch et Soffer, p. 23). Selon les spécialistes de Strauss, « chez Nietzsche, Strauss découvrit certainement l'immodération de la philosophie, mais chez Nietzsche, particulièrement le Nietzsche tardif, il découvrit aussi l'amour de sa vie. » (*ibid*.)

Comme les néo-conservateurs ne manquent jamais de nous le rappeler, les idées ont des conséquences. Si Strauss s'appuie à un tel point sur Nietzsche, qu'il nous soit permis de nous arrêter une minute pour voir quel est le Nietzsche que Strauss admirait tant. Tout porte à croire qu'il s'agit du Nietzsche apologiste de la hiérarchie, de l'esclavage, de la violence, de la guerre et du terrorisme. Dans quelques notes qu'il écrivit tandis qu'il rédigeait sa *Généalogie de la morale*, nous lisons : « Le problème est : où donc aller ? **Il nous faut un nouveau terrorisme**. » *(« Das Problem – wohin? Es bedarf einen neuen Terrorismus. »)* (Nietzsche, vol. XIV, p. 334, c'est nous qui soulignons).

Ou encore, dans le chapitre de *Ecce Homo* intitulé « Pourquoi je suis un destin » nous trouvons ceci : « Je connais mon destin. Un jour, mon nom sera associé au souvenir de quelque chose de monstrueux : à une crise telle qu'il n'en a jamais existé sur terre, à la plus profonde collision des consciences, à une décision qui ira à l'encontre de tout ce qui a été cru, exigé, tenu pour sacré jusque-là. Je ne suis pas un humain, **je suis de la dynamite**. » (« *Ich kenne mein Los. Es wird sich einmal an meinem Namen die Erinnerung an etwas Ungeheure anknüpfen : an eine Krisis, wie es keine auf Erden gab, an die tiefste Gewissens-Kollision, an eine Entscheidung, heraufbeschworen gegen alles, was bis dahin geglaubt, gefordert, geheiligt worden war. Ich bin kein Mensch,* ***ich bin Dynamit****.* ») (Nietzsche, vol. VII, p. 317, c'est nous qui soulignons). Ce passage était le préféré du néo-conservateur allemand Armin Mohler, l'auteur de *Conservative Revolution in Germany*, *1918-1932*.

Nietzsche méprisait et haïssait la classe moyenne, la vie de famille et la recherche de la sécurité économique, tout ce qu'il a toujours considéré comme appartenant aux « derniers hommes » inférieurs. Il est le grand apologiste de la guerre, des conflits, de la violence et de la cruauté qu'il ne considère pas seulement comme inévitables mais aussi comme utiles : « Nous pensons que la dureté, la force, l'esclavage, la menace sur les intérêts et sur le cœur, la vie cachée, le stoïcisme, tous les arts expérimen-

taux et la magie sous toutes ses formes, tout ce qui est mauvais, terrible, tyrannique dans l'homme, tout ce qui en lui s'apparente aux bêtes de proie et aux serpents, sert à l'amélioration de l'espèce "humaine" autant que son contraire» (*Par-delà le Bien et le Mal,* p. 54-55). C'est de Nietzsche que les néo-conservateurs d'aujourd'hui tiennent leur fascination illimitée pour la guerre et les bains de sang : «Vous devez toujours être des hommes cherchant sans cesse un ennemi, *votre* ennemi. Et pour certains d'entre vous, c'est la haine au premier regard. Vous devez chercher votre ennemi et mener votre guerre, une guerre pour vos opinions… Vous devez aimer la paix comme un moyen d'engager de nouvelles guerres. Et la paix courte plus que la longue. Je ne vous exhorte pas à travailler, mais à vous battre. Je ne vous exhorte pas à la paix, mais à la victoire. Que votre travail soit une bataille, que votre paix soit une victoire!… Vous dites que c'est la bonne cause qui sanctifie même la guerre? Je vous le dis : c'est la bonne guerre qui sanctifie toute cause. La guerre et le courage ont fait plus de grandes choses que la charité… Êtes-vous laids? Très bien, mes frères! Couvrez-vous du sublime, du manteau de la laideur.» (*Zarathoustra,* p. 74).

Parmi les intégristes chrétiens et les sionistes chrétiens, les partisans de Bush seraient sans doute surpris d'apprendre ce que les néo-conservateurs (à qui Bush a remis les rênes du gouvernement) pensent du Christ et du christianisme. Nietzsche disait que le Christ était un «idiot» (*Crépuscule des Dieux/L'Antéchrist*, p. 202). Outre sa fameuse thèse selon laquelle Dieu est mort, Nietzsche s'attribuait aussi un rôle spécial : «Je suis… l'Antéchrist» (*Ecce homo*, III p. 2). Nietzsche, comme Strauss après lui, était l'avocat du nihilisme athée européen; cela reste le profil *ésotérique* sous-jacent des néo-conservateurs qui gouvernent les États-Unis. Nietzsche se demande à un moment : «Que signifie le nihilisme?» et il répond : «La dévaluation des plus grandes valeurs. Le but fait défaut : la réponse au "pourquoi?" manque» (Lukacs, *Von Nietzsche zu Hitler* [Fischer, Francfort, 1966], p. 69). Si Dieu est mort, tous les crimes sont permis.

Ainsi, le publicitaire néo-conservateur Robert Kaplan, un ancien combattant de l'armée israélienne, écrivit dans son récent *Warrior Politics* qu'il fallait une culture païenne de la guerre et de la cruauté pour faire face aux grandes crises de notre époque. Pour Kaplan, le contenu philosophique et social du christianisme constitue un grand obstacle empêchant d'inculquer l'attitude convenable à la classe dirigeante des États-Unis. Entre autres choses, Kaplan trouve que l'empereur romain Tibère (sous le règne duquel le Christ a été crucifié) a été injustement traité par les historiens et mérite d'être réhabilité. De même, une des railleries favorites du néo-conservateur Paul Wolfowitz serait l'infâme *Oderint dum metuant* (qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent), phrase due à l'écrivain latin Accius et popularisée plus tard par l'empereur Caligula, de triste mémoire.

Strauss savait parfaitement que Nietzsche était partisan du génocide, mais cela n'altérait pas son admiration pour le sage de Turin. Comme il l'écrivit dans *What is Political Philosophy ?* (1959) : « Étant convaincu de la docilité de l'homme occidental moderne, [Nietzsche] prêchait le droit sacré à "l'extermination impitoyable" de grandes masses d'humains… Il utilisa une bonne partie de son insurpassable et infatigable capacité à rédiger des discours passionnés et fascinants pour faire en sorte que ses lecteurs haïssent non seulement le socialisme et le communisme, mais aussi le conservatisme, le nationalisme et la démocratie. Après avoir assumé cette grande responsabilité politique, il ne pouvait pas montrer à ses lecteurs une voie vers la responsabilité politique [c'est-à-dire qu'il ne pouvait pas prendre le pouvoir, WGT]. Il ne leur laissait pas d'autre choix qu'entre l'indifférence irresponsable envers la politique et des options politiques irresponsables. Ainsi, il préparait un régime qui, aussi longtemps qu'il a duré, a laissé à nouveau voir la démocratie discréditée comme étant un âge d'or. Il a essayé de formuler sa conception de la situation moderne et de la vie humaine en tant que telle d'après sa doctrine de la volonté de pouvoir. » En d'autres termes, Strauss savait très bien que Nietzsche était un précurseur d'Hitler mais le soutenait quand même en tant que philosophe pour aujourd'hui.

Le refuge souterrain des néo-conservateurs et des politiciens ratés du Pentagone de Rumsfeld fut le Bureau pour la politique de la défense (DPB) présidé par Richard Perle, le virulent va-t-en-guerre que Dennis Healey, secrétaire aux Affaires étrangères du parti travailliste anglais surnommait « le prince des ténèbres » dans les années 80. Le 19 septembre 2001, Perle se servit du DPB comme d'un tremplin pour prêcher la guerre contre l'Irak, ce qui aboutit à une guerre d'agression sans provocation en mars 2003. Les autres membres du DPB étaient, entre autres : Henry Kissinger, George Shultz, Helmut Sonnenfeldt, Fred Iklé, James Schlesinger, Dan Quayle, Harold Brown, James Woolsey et Newt Gingrich. Perle fut finalement contraint de démissionner, d'une part par suite d'accusations de corruption émanant de Trireme Corp. et d'autre part, en raison de ses relations avec le patron de Hollinger Corp., Lord Conrad Black. Ce bureau d'idéologues extrémistes non élus et n'ayant aucun compte à rendre, connu sous le nom de Cabale Wolfowitz, doit être dissous de toute urgence et pour toujours.

Les 19 et 20 septembre 2001, dans une réunion qui dura 19 heures, Perle, Newt Gringrich, James Woolsey et Wolfowitz plaidèrent vigoureusement en faveur du lancement immédiat d'une opération contre l'Irak. Le plan de Wolfowitz était de prendre militairement le sud de l'Irak pour créer une tête de pont pour l'opposition, et d'utiliser les revenus du pétrole de Bassora pour renverser Saddam Hussein. Perle voulait « renverser

rapidement le régime de Saddam Hussein à l'aide de l'armée. » C'en était trop pour Powell, du moins à ce stade (12 octobre 2001).

## Samuel Huntington : cela arrivera ici

Dans son étude de 1981 intitulée *American Politics*, Samuel Huntington décrivit les explosions périodiques du « credo américain » qu'il voyait comme un mélange de liberté, d'égalité, d'individualisme et de démocratie. L'histoire américaine lui apparaissait ponctuée d'une série de périodes de lucidité et d'activité politique accrues qu'il appelait « périodes de passions pour le credo. » Il prévoyait que « si la périodicité passée se maintient, une période majeure de passion pour le credo surviendra dans les 2e et 3e décennies du XXIe siècle. » Huntington y incluait le mouvement religieux du Grand réveil* des années 1740, la révolution de 1776, la Grande Renaissance** des années 1800, le mouvement jacksonien, l'abolitionnisme des années 1850, les progressistes, les mouvements estudiantins et anti-guerre de 1968, etc. Néanmoins, Huntington brouilla ses prévisions en ne tenant pas compte des soulèvements sociaux et économiques tels que le mouvement populiste des années 1890 ou les grèves générales des années 1930. Si on compte celles-ci, ce que Huntington appelle une période de passions pour le credo pourrait survenir dès la fin de la 1re décennie du XXIe siècle, c'est-à-dire entre 2005 et 2010. Huntington, disciple de Carl Schmitt, associe cela avec le retour d'un régime autoritaire ou fasciste. Il écrit que dans la prochaine explosion d'agitation : « les oscillations entre les réactions peuvent s'intensifier au point de menacer de détruire aussi bien les idéaux que les institutions » de ce pays. Cela pourrait inclure : « le remplacement d'institutions affaiblies et inefficaces par des structures plus autoritaires mieux conçues pour répondre aux besoins historiques. »

## Armaguédon et apocalypse dans l'armée des États-unis

Bien que les néo-conservateurs constituent un danger évident pour la société américaine d'aujourd'hui, ils ne représentent nullement la seule menace. Notre attention doit également se porter sur les factions soi-disant religieuses qui cultivent des notions de fin du monde imminente et de retour du Messie. Ces groupes propagent la fin du temps historique par l'apocalypse et en rajoutent avec l'imminence de l'Armaguédon, dernière bataille mythique entre le bien et le mal. Ceux qui professent ces doctrines méprisent de manière flagrante les conseils de Saint Augustin, le plus grand des

* The Great Awakening (NdT).
** The Great Revival (NdT).

pères de l'Église d'Occident, qui disait aux Chrétiens qu'il était « ridicule » de se laisser obséder par la date et l'heure de la fin du monde. Les irrationnalistes modernes qui se font passer pour chrétiens ont bien oublié le christianisme traditionnel et ont réduit leur religion au soutien cynique accordé à des personnages tels que Bush et Ariel Sharon, tous deux considérés, mais peut-être non sans raison, comme des annonciateurs de l'apocalypse.

La présence d'un grand nombre de penseurs apocalyptiques de l'Armaguédon dans la vie américaine est un problème sérieux, puisque certaines versions de cette croyance encouragent l'individu à agir d'une manière supposée accélérer la fin des temps au moyen d'une catastrophe, avançant ainsi le retour du Messie. Les romans populaires de la série « Left behind » qui parlent de la vie après « le ravissement » (ou rassemblement des élus sauvés), ont encouragé des illusions de masse précisément sur ce point.

Les penseurs de l'apocalypse et de l'Armaguédon parmi les hauts gradés de l'armée représentent un problème encore plus grand que dans la société en général. Comment pouvons-nous laisser un soi-disant « Chrétien évangélique » près du bouton nucléaire quand la croyance démente de cette personne peut lui dicter que le lancement d'un missile aberrant sur la Russie, la Chine ou sur un État arabe aurait en outre pour effet secondaire bénéfique de provoquer la fin du monde et l'avènement du royaume de Dieu sur terre ? Les diverses associations et chapelles d'obédience évangélico-pentecôtiste parmi les membres de l'armée des États-Unis, qui sont souvent sous l'influence des services secrets israéliens ou britanniques, représentent donc une grande menace pour la sécurité des États-Unis. Le corps des officiers étasuniens est-il fiable ? Dans les conditions actuelles de pénétration envahissante du réseau apocalypse/Armaguédon, cette fiabilité est sujette à caution.

En décembre 2001, une source diplomatique européenne haut placée déclara que la situation actuelle au Moyen-Orient comprenait un risque de guerre mondiale, avant même la fin de l'année. « Si cela continue » avait dit cette source, « nous, en Occident, nous rapprocherons d'un conflit généralisé contre 1 milliard et demi de Musulmans dans le monde. N'oublions jamais le « facteur Armaguédon », ces éléments fondamentalistes chrétiens très puissants aux États-Unis, qui exercent une pression considérable sur l'administration américaine pour apporter un soutien indéfectible aux Israéliens, afin que les intégristes puissent provoquer leur Armaguédon » (EIR, 4 décembre 2001).

Pour illustrer la mentalité de ce réseau, écoutons le général Albion Knight, retraité de l'armée, qui était candidat à la vice-Présidence pour le Parti des Contribuables américains en 1992 et donc le co-listier de Howard Phillips cette année-là. Nous citons son essai : « Parallèles de l'Ancien Testament avec notre époque » publié au début des années 90 par le *McAlvany Intelligence Advisor* :

> La direction de notre armée actuelle est un ramassis de mauviettes !… La dernière partie, et sans doute la plus importante, de mon analyse pousse à son terme la thèse que je défends (et que défend un nombre croissant de personnes), selon laquelle il existe une étroite similitude entre les conditions décrites dans l'Ancien Testament à propos des deux royaumes juifs, Israël et Judas, entre 750 et 586 avant notre ère, et celles que nous observons aux États-Unis de nos jours. Ces royaumes pourrissaient de l'intérieur alors même qu'ils devaient affronter un grand danger extérieur. Le Seigneur leur a donc retiré Sa protection, a permis qu'ils soient vaincus et emmenés en exil ; ils furent décimés jusqu'à ce que se trouve un noyau dur avec lequel Il rebâtit son peuple. Je me suis lancé dans une étude approfondie des prophètes de l'Ancien Testament, Isaïe, Ézéchiel, Amos, Osée, Michée, Joël et Habaquq. J'y ai trouvé une description si étonnante de la situation actuelle aux États-Unis que j'ai eu l'impression de lire le journal. **Après cette étude, je suis profondément convaincu que Dieu a retiré Sa protection à l'Amérique et que nous allons bientôt subir une série de crises soudaines et violentes qui nous secoueront jusqu'à nos racines.** Elles nous mettront à genoux et nous plongeront dans le désespoir ou dans la prière. Il risque d'y avoir plus de désespoir que de prière. La solution que Dieu a donnée à ces deux royaumes était : « Cessez de faire le mal et tournez-vous vers Moi et Je sauverai votre pays. Sinon, vous serez plongés dans le désastre. » Tel est également notre message. Passons à ma propre réaction : ces analyses m'ont plongé dans un profond désespoir. Pourtant, l'étude de la Bible m'a également rappelé que Dieu a recours à quelques hommes forts qui savent qui ils sont, à qui ils appartiennent et ce qu'ils doivent faire. Je dois aussi avouer que les mots de Winston Churchill : « N'abandonnez jamais, jamais, jamais ! » ont retenti à mes oreilles. Sans oublier l'exemple de Howard Phillips qui adopte un point de vue réaliste mais optimiste : Nous devons nous tenir prêts pour le moment où Dieu aura besoin de nous pour Ses desseins. Donc, je ne jette pas l'éponge (c'est nous qui soulignons).

Dans ce passage, le général exprime son mépris pour les dirigeants militaires et politiques de ce pays. Il émet aussi l'idée que les catastrophes futures aux États-Unis représenteront une punition bien méritée pour les monstrueux excès de ce pays. Nous sentons bien qu'une telle mentalité accueillerait avec une sombre satisfaction des catastrophes telles que le 11/9 et y verrait la manifestation de la volonté de Dieu autant que sa sanction.

En mai 2000, nous trouvons un autre passage, « l'Amérique trahie », qui est typique de la pensée du général Knight envers les proches de l'administration Clinton. On y voit bien que l'agitation des Républicains en vue de l'*impeachment* a eu une profonde résonance chez les irrationnalistes de son espèce ; de fait, elle a poussé le général Knight et ses associés très loin sur le chemin de la rébellion contre le gouvernement élu. Le général Knight écrit : « Le sexe et le parjure n'étaient pas les motifs qu'il fallait invoquer pour l'*impeachment*. Il aurait fallu l'accuser [Clinton] de trahison et de n'avoir pas su tenir le serment qu'il avait fait en entrant en ses fonctions. » Knight poursuit en racontant qu'au cours des années Reagan,

on lui avait demandé d'établir une liste des actions que pourrait entreprendre un Président américain crypto-communiste s'il arrivait au pouvoir. « Nous avons conclu qu'un Président marxiste et/ou communiste, s'il arrivait jamais au pouvoir, ferait tout pour transférer la souveraineté nationale, à la moindre occasion, aux organisations internationales. Il ou elle affaiblirait également l'armée sur le plan physique, mental et spirituel. Le processus d'« abrutissement » de notre système d'éducation dans les écoles publiques s'accélérerait. De plus, nous avons conclu qu'un Président marxiste aiderait tous nos ennemis (ou la plupart d'entre eux) : la Russie, la Chine, Cuba, l'islam radical, la Corée du Nord, etc. Il négligerait la Constitution à chaque occasion et dirigerait par décrets, ce qui signifie que les *executive orders* seraient la caractéristique d'une telle administration. Ses objectifs principaux consisteraient aussi à conclure des accords factices sur le contrôle des armements, à soudoyer ou à intimider le Congrès en volant les dossiers du FBI sur ses membres, à contrôler les médias et à tenter de supprimer tout media alternatif. »

Le général Knight conclut inévitablement que Clinton a exécuté le programme crypto-marxiste de bout en bout : « Qu'a fait Clinton dans ce domaine ? Il a mis dans le mille sur chacun des points indiqués plus haut, et plus encore… Il a aidé à chaque occasion les Marxistes et les terroristes et leur "révolution mondiale". Le marxisme culturel est également un objectif essentiel de Clinton. Il nous a donné un mauvais exemple en montrant qu'il n'est pas mal de mentir, de tricher, de voler, de menacer et même de violer des femmes pour autant que cela se produise dans le cadre de sa charge. Il a progressivement introduit un contrôle sur le peuple similaire à la Gestapo. À ce jour, aux États-Unis, le sens de la nation et de sa protection comme l'indique le serment de prise de fonctions fait totalement défaut. De plus, Clinton a vendu et donné nos secrets nucléaires et d'autres secrets de haute technologie aux communistes russes et chinois ; il a donné à la Russie l'argent pour se réarmer aux frais de nos contribuables » (Anthony LoBaido, WorldNetDaily.com, 6 mai 2000).

Le général Edwin Walker fut limogé pour avoir fait des discours de ce genre devant ses troupes en Allemagne au début des années 60 ; le sénateur Fulbright l'avait dénoncé comme étant un précurseur de menace de coup d'État militaire dans notre pays. Certes, les officiers d'active sont sans doute plus discrets, mais il ne fait pas de doute qu'un grand nombre d'officiers supérieurs d'active pensent tout bas ce que le général Knight a pris la liberté de dire. C'est là un domaine majeur que la commission du 11 Septembre aurait dû creuser, mais elle n'en a rien fait.

Ces considérations nous ramènent aux milices soi-disant patriotiques des années 1990, si souvent menées par des officiers en retraite ayant des relations avec les services de renseignements militaires. À l'époque, le service de renseignement étranger le plus actif pour fomenter des activités

de milices était indubitablement le MI-6 britannique. Aujourd'hui, les médias se concentrent sur al-Qaida et on n'entend presque plus parler des milices. Mais dans le monde réel des opérations d'espionnage, les choses évoluent plus lentement. Les réseaux de milices patriotiques sont toujours là, avec leurs programmes antigouvernementaux, anarchistes d'extrême droite et xénophobes sur fond de suprématie de la race blanche.

Après Oklahoma City, le potentiel des évangélistes antigouvernementaux de droite, fanatiques de terrorisme et de violence, a été réaffirmé en avril 1997 par une rixe armée entre la police et les activistes de la « République du Texas » qui exigeaient la sécession du Texas. Cette insurrection était menée par Richard Otto, alias « Aigle blanc », qui invita les membres des milices de tout le pays à venir sur place, armés pour un coup de feu. Il s'avéra que l'agent provocateur Otto « avait été entraîné et propulsé dans l'action par un officier de l'armée de l'Air qui faisait le tour du monde en pratiquant des rituels New-Age, de concert avec des vieux gourous britanniques "drogue-rock-sexe" tels que Gregory Bateson ». Otto finit par se rendre le 3 mai 1997 (Tony Chaitkin, « Les milices et le pentecôtisme ») www.larouchepub.com

Un autre agitateur antigouvernemental présentait des références militaires impeccables : Jim Ammerman. C'était un pentecôtiste charismatique qui contrôlait divers réseaux d'aumôniers dans l'armée étasunienne, dans les prisons fédérales et au sein du FBI. Il prétendait avoir des pouvoirs prophétiques surnaturels et prêchait l'imminence de la fin du monde. Selon lui, le gouvernement étasunien était illégal et Clinton devait être exécuté. Au cours du siège d'avril 1997, Ammerman fut amené à servir de médiateur entre les séparatistes texans et le FBI. C'est un parfait spécimen de l'un des réseaux apocalyptiques de l'armée étasunienne.

Les milices des années 90 appréciaient particulièrement une bande vidéo intitulée « La prise de pouvoir imminente par l'armée des États-Unis ». C'était un discours du révérend colonel Ammerman au Prophecy Club de Topeka, Kansas. Ammerman y disait que le Président Clinton, aidé de nombreuses troupes étrangères, prétendument déjà débarquées sur le sol des États-Unis, instaurerait bientôt la loi martiale dans le pays, si Dieu ne provoquait pas la fin du monde avant que le Président actuel puisse agir. Il disait que Clinton aurait dû être exécuté depuis longtemps pour avoir refusé la conscription au Vietnam. Ammerman, colonel et aumônier des armées, retraité en 1977, était décrit au Prophecy Club comme un ancien Béret Vert et « fonctionnaire de la CIA » habilité au secret défense. Il était le chef d'environ 200 aumôniers qui servaient sous l'égide de l'Aumônerie des églises des vrais évangiles. Lui et ses aumôniers étaient habitués à parler de nouvelles langues et à faire des guérisons miraculeuses. Ammerman se vantait, devant son auditoire de l'époque, que ses aumôniers lui fournissaient des informations sur les activités militaires ordonnées par ce qu'il

appelait la dictature illégale du Président des États-Unis (« Les milices et le pentecôtisme ») www.larouchepub.com

Dans une interview de mai 1997, le colonel Ammerman déclarait : « **Il existe dans l'armée un réseau de gradés, du rang de colonel et plus, qui serait pour la Constitution et contre le Président. Ils savent qui ils sont et ils sont en relation étroite les uns avec les autres. Ils pourraient prendre le contrôle du pays s'il le fallait.** » (« Les milices et le pentecôtisme » www.larouchepub.com, c'est nous qui soulignons).

Dans ce contexte, Ammerman parlait souvent de la « force d'intervention multi-juridictionnelle », thème récurent de ses exhortations devant les milices. Selon lui, l'armée serait en cheville, sous l'autorité de l'Agence fédérale de gestion des crises (FEMA), avec d'autres ministères du gouvernement fédéral et avec les gouvernements locaux. Si le Président essayait d'utiliser cette force combinée contre le peuple, les « bons » officiers se mettraient, selon Ammerman, du côté des citoyens contre le Président. Sa propre organisation avait été créée à la demande d'un officier, le général Ralph E. Haines Jr. Ce général avait été vice-chef d'état-major des armées en 1967-1968 et, à l'époque, était responsable des dispositifs anti-émeutes sur le sol des États-Unis. Il avait sous ses ordres tous les moyens de l'armée, y compris les moyens d'espionnage militaire, pour préparer la réplique aux insurrections des ghettos noirs et aux agitations civiles pendant la guerre du Vietnam. Haines a déployé des unités de combat à Détroit et à Washington au cours des révoltes qui ont suivi l'assassinat de Martin Luther King. Il a tenu une conférence de presse publique le 11 avril 1968 pour décrire son « opération Complot de jardin ». Il a planifié et dirigé les dispositions militaires prises en vue de prendre le contrôle de toutes les villes des États-Unis ; il a établi des relations entre l'armée et le ministère de la Justice, la police locale et les gouvernements des États. Haines « a dit que la planification détaillée de l'armée pour l'été commençait en février. Les préparatifs de l'opération "Complot de jardin" étaient nationaux et comprenaient "toutes les villes imaginables". De nombreux officiers affectés à des villes spécifiques s'y sont rendus en civil pour se familiariser avec le terrain, les problèmes sociaux et économiques des lieux d'insurrection potentielle, et la police avec laquelle ils devraient travailler si nécessaire, a ajouté le général » (*New York Times,* 14 avril 1968). Le même général Albion Knight, coreligionnaire de l'apocalypse, dont nous avons déjà parlé, était un fervent admirateur du projet Haines-Ammerman.

Les milices, sous la direction de contrôleurs des services de renseignements militaires, n'ont jamais hésité à attaquer des locaux militaires de la même façon que le Pentagone le fut le 11 Septembre. Un exemple : en juillet 1977, un certain Bradley P. Glover et 6 autres personnes furent arrêtés pour avoir projeté de déposer des bombes dans des bases militaires, en commençant par Fort Hood au Texas. Le FBI a déclaré que Glover et un

de ses comparses avaient été arrêtés le 4 juillet près de Fort Hood en possession d'armes diverses ; d'autres membres du prétendu complot ont été accusés de possession de bombes artisanales et de mitrailleuses. Ces arrestations auraient été le résultat de l'infiltration de la police de l'État du Missouri dans des groupes paramilitaires (*Wichita Eagle,* 30 avril 1995). Glover était décrit comme le chef de milice numéro 1 au Kansas. On disait qu'il contrôlait environ 1 000 hommes armés dans la moitié sud du pays. Dans une interview de 1995, Glover déclarait qu'il avait créé le mouvement des milices au Kansas en novembre 1994. Il ajoutait aussi être un ancien officier des services secrets de la Marine (« Les milices et le pentecôtisme ») www.larouchepub.com

## Les entreprises militaires privées

Dans son *Art de la guerre*, Machiavel dit aux princes de son temps que les mercenaires oisifs et les soldats professionnels fomentent inévitablement des coups d'État et des conflits pour obtenir du travail et rechercher la gloire. Cet avertissement est devenu de la plus haute actualité à la fin de la guerre froide. À l'époque de la Guerre de Trente ans, l'histoire du camp de Wallenstein démontre que certaines formes d'activité militaire peuvent s'auto-entretenir et finir par se déconnecter totalement de leur but politique premier.

Après le Vietnam, l'armée étasunienne manifesta les pathologies d'une armée vaincue, rappelant les évolutions sociologiques en Allemagne et en Italie, où les anciens combattants vaincus de la 1re guerre mondiale étaient devenus les premiers membres des partis fascistes. À la fin de la guerre froide, beaucoup de ces officiers vaincus se retrouvèrent sans emploi ou en passe de l'être. Des militaires vaincus et au chômage constituent un phénomène dangereux dans toutes les sociétés ; aujourd'hui, ce problème est aggravé par celui d'une armée de mercenaires (ou de volontaires à tout faire). Ce problème a été traité par Machiavel dans *l'Art de la guerre* où il compare l'antiquité aux événements de son époque agitée. Sa conclusion, que nous avons intérêt à ne pas oublier, est la suivante :

> Je dis… que… les gouvernements devraient se méfier de ceux qui font de la guerre leur affaire exclusive… Et si un prince n'a pas suffisamment de pouvoir sur ses soldats d'infanterie pour les renvoyer dans leurs foyers et les amener à reprendre de plein gré leurs anciennes occupations quand la guerre est finie, il court à sa perte. Car l'infanterie n'est jamais aussi dangereuse que lorsqu'elle est composée d'hommes dont la guerre est la seule vocation ; parce qu'un prince doit soit les occuper sans cesse à guerroyer, soit les payer en temps de paix sous peine de courir le risque qu'ils ne le dépouillent de son royaume. Mais il est impossible de faire continûment la guerre ou de les payer sans arrêt ; donc, un prince court un grand risque de perdre son royaume (Machiavel, p. 19-20).

Il est bien connu que les officiers étasuniens en retraite sont vénaux : ils ont le sentiment d'avoir manqué leur chance de s'enrichir comme le font les civils. Combien d'entre eux ont perdu leurs indemnités de retraite ou se sont retrouvés ruinés d'une autre façon à cause de la chute du NASDAQ après le printemps 2000 ? Probablement un assez grand nombre. C'est parmi eux qu'un observateur avisé tel que Machiavel peut se mettre à chercher les hommes désespérés, endettés jusqu'au cou, aux compétences militaires remarquables, susceptibles d'être recrutés comme mercenaires pour une entreprise désespérée.

En mai 2004, l'attention du public a été largement attirée sur les entreprises militaires privées en raison du scandale des tortures commises dans les prisons d'Abou Ghraïb. Les journaux de l'époque ont rapporté que des employés de la CACI d'Arlington (Virginie) ainsi que ceux de Titan Corporation de San Diego travaillaient dans cette prison irakienne de sinistre mémoire. Sur son site web, la CACI annonçait qu'elle avait pour mission d'aider les agences de renseignement étasuniennes dans le monde à rassembler des informations pour la lutte antiterroriste ainsi que d'analyser et de gérer ces informations. Titan affirmait ne fournir à Abou Ghraïb que des interprètes et pas des tortionnaires. La CACI compte 7 600 employés et réalise un chiffre d'affaires de 845 millions de dollars par an. Elle fournissait ce qu'elle appelle des « spécialistes en interrogatoires » pour des endroits aussi éloignés que l'Afghanistan ou le Kosovo. Un formateur de la CACI a été renvoyé d'Abou Ghraïb pour avoir encouragé la police militaire à effectuer des interrogatoires en recourant à des techniques illégales.

Au printemps 2004, il y avait 25 000 employés d'entreprises militaires privées en Irak. En plus des incontournables Halliburton et Bechtel, ces mercenaires comprenaient des employés de Vinnell Corporation qui avait pour tâche d'entraîner la nouvelle armée irakienne. Dyncorp, un concurrent de Vinnell, a obtenu un contrat pour former la nouvelle police irakienne. La société britannique Olive Security protégeait les équipes de cameramen pendant la guerre ; plus tard, elle fournit le personnel de sécurité pour les projets de construction de Bechtel. Le chef de ce détachement de sécurité était Harry Legge-Bourke. L'entreprise de gardiennage américaine Kroll Associates était également présente en Irak. La société Blackwater fournissait des snipers qui survolaient Bagdad et tuaient des Irakiens en toute impunité. C'est la mort de quelques employés de Blackwater à Falloujah qui provoqua la bataille pour cette ville en avril-mai 2004, bataille qui se termina par la défaite des Étasuniens. L'entreprise Custer Battles fournissait la sécurité le long de la route de l'aéroport de Bagdad, véritable stand de tir pour les véhicules d'occupation qui y passaient. Il y avait d'autres entreprises militaires privées : Centurion, Global Risk ou Stone Foundation, pour n'en citer que

quelques-unes. Northrop Grumman, Halliburton et d'autres ont fondé ou acquis des entreprises militaires privées devenues leurs filiales.

Selon le magazine d'information allemand *Der Spiegel*, les entreprises militaires privées se prétendent compétentes dans tous les domaines de la guerre, y compris la « planification atomique. » Bon nombre de leurs employés sont des retraités de l'armée étasunienne et viennent des Navy Seals, de la Delta Force, des Rangers ou des SAS britanniques. La vogue des entreprises militaires privées débuta sur les chapeaux de roues en 1992, quand le chef du Pentagone de l'époque, Dick Cheney, chargea Brown & Root, un pilier de l'establishment étasunien qui s'appelle aujourd'hui Kellogg, Brown and Root, une entreprise appartenant à Halliburton, de définir les tâches militaires se prêtant le mieux à être sous-traitées à des entreprises privées (*Der Spiegel*, « Die Folterer von Baghdad », 3 mai 2004).

Les opérations des services secrets britanniques et étasuniennes étaient en cours de privatisation depuis les années 70. Ce processus était plus avancé en Grande-Bretagne ; il reçut une impulsion supplémentaire aux États-Unis par le décret présidentiel 12333 de Reagan qui ouvrait la porte à la privatisation de pratiquement n'importe quoi. Une des mères des entreprises privées britanniques de la défense est Special Air Services (SAS), le commando longtemps dirigé par le colonel David Stirling. Les SAS se composent traditionnellement en grande partie d'Écossais ; une de leurs traditions serait qu'ils ne font pas de prisonniers. Autrement dit : ils les exécutent, en violation flagrante des lois de la guerre. Voilà qui rappelle la couverture de la revue satirique *Private Eye* parue il y a quelques années, à la suite de l'assassinat particulièrement manifeste d'un suspect par les SAS. On y voit un agent SAS demander à un autre : « Pourquoi est-ce que tu as tiré sur lui 43 fois ? » et l'autre de répondre : « Parce que je n'avais pas plus de balles. »

Les SAS privatisés montrent les nombreux avantages qu'offre une entreprise privée pour maintenir des dénégations plausibles dans le cadre d'opérations secrètes. En même temps, cela permet de réduire ou d'éliminer la surveillance exercée par le gouvernement. Au fil des années, les SAS ont créé une série d'entreprises de recrutement de gardes et de mercenaires dirigées par leurs officiers retraités ou réservistes. Parmi les premières et les plus tristement célèbres d'entre elles figurait Keenie Meenie Services (KMS) dont le nom provient du terme swahili signifiant « la progression du serpent dans les herbes. » À son apogée dans les années 80, KMS partageait ses bureaux avec Saladin Security, une autre société SAS, située juste à côté du QG du 22e régiment SAS à Londres. Ces entreprises étaient dirigées par le major David Walker, un agent SAS spécialiste de l'Amérique du Sud, le major Andrew Nightingale de SAS Group Intelligence et le policier Ray Tucker, ancien spécialiste des affaires arabes à Scotland Yard.

Les autres entreprises issues des SAS comprenaient Kilo Alpha Services (KAS) dirigée par l'ancien chef de groupe SAS de la lutte antiterroriste, le lieutenant-colonel Ian Crooke, Control Risks dirigé par l'ancien chef d'escadron Arish Turtle et la J.Donne Holdings dirigée par un spécialiste SAS du contre-espionnage H.M.P.D. Harclerode, dont l'entreprise devait fournir plus tard des gardes du corps et des instructeurs de commandos pour le dirigeant libyen Muammar Khadafi.

Les opérations des SAS sous label KMS furent importantes pendant l'affaire Iran-Contra : en 1983, le lieutenant-colonel Oliver North engagea KMS pour entraîner les moudjahidin afghans, miner le port de Managua au Nicaragua et entraîner les Contras nicaraguayens. En même temps, KMS fournissait du personnel de sécurité à l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, le prince Bandar, un proche associé des Bush père et fils. KMS a une longue histoire dans le monde arabe et musulman. Une de ses premières missions connues dans les années 70 a été d'aider Oman à réprimer une révolte dans sa province du Dhofar. Oman demeure de facto une colonie britannique ; son corps d'officiers est dominé par les officiers britanniques à la retraite. KMS a également travaillé au Koweit, à Bahrein, en Arabie Saoudite et au Qatar, dont l'appareil de sécurité comporte toujours des anciens officiers SAS. Le chef de la sécurité à Bahrein, Ian Henderson, par exemple, avait été officier SAS au Kenya pendant la période Mau-Mau. Le chef de la sécurité à Oman était un ancien SAS, de même qu'à Dubaï opère Fiona Fraser, apparentée aux Stirling, et responsable chez KMS.

Les relations de ces entreprises SAS avec les trafiquants de drogue de l'Iran-Contra firent une apparition spectaculaire en août 1989, quand les journaux italiens et britanniques révélèrent que le cartel colombien de Cali, historiquement très lié avec la machinerie de George Bush, avait engagé des anciens des SAS pour assassiner Pablo Escobar, du cartel rival de Medellín. Le 16 août 1989, trois jours après cette révélation, le candidat aux présidentielles Luis Carlos Galán, opposant au commerce de la drogue, était assassiné. Certains au gouvernement colombien affirmèrent que des mercenaires britanniques étaient impliqués. Parmi ceux qui auraient travaillé pour le cartel de Cali se trouvaient le colonel Peter McAleese, ancien officier SAS en Malaisie, Alex Lenox, ancien membre de la force d'intervention de lutte antiterroriste SAS et David Tomkins, ancien combattant en Afghanistan.

Entre autres entreprises militaires privées britanniques, il faut aussi citer Defence Systems Ltd. de Londres et Executive Outcomes, qui ont toutes deux travaillé pendant plusieurs années à déstabiliser le processus de paix en Angola (Joe Brewda, « SAS : gestionnaires du terrorisme pour le prince Philippe », *EIR*, 13 octobre 1995).

Aegis Defense Services Ltd. est une autre entreprise militaire privée qui, au cours de l'été 2004, reçut un contrat de 293 millions de dollars pour protéger le Bureau étasunien des projets et des contrats en Irak, lequel est chargé d'y distribuer des largesses étasuniennes pour un total de 18,4 milliards de dollars. Le directeur général d'Aegis est Tim Spicer, un ancien lieutenant-colonel de la Garde écossaise qui avait pris part aux atrocités coloniales britanniques en Irlande du Nord. Deux soldats sous les ordres de Spicer ont été accusés de meurtre, en 1992, pour avoir tiré sur l'adolescent Peter McBride à Belfast. Spicer a obstinément défendu ces deux tueurs malgré leur culpabilité confirmée en appel par les tribunaux britanniques. Des groupes américano-irlandais de défense des droits civils ont protesté quand Spicer a reçu le lucratif contrat irakien. Paul O'Connor du Pat Finucane Center (du nom de la victime d'un provocateur terroriste du MI-5) déclara que Spicer pensait, de toute évidence, que ses troupes étaient au-dessus des lois. Le révérend Sean McManus de l'Irish National Caucus dit à un journaliste : « Le Président Bush devrait déchirer immédiatement ce contrat au nom de la décence et du respect. » Dans les années 90, Spicer avait travaillé pour Sandline International en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Sierra Leone. En 1999, une enquête parlementaire britannique a découvert que Sandline avait envoyé des armes au Sierra Leone en violation de l'embargo imposé par l'ONU. Sandline avait également mené une sale guerre contre les rebelles en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1997 (*Washington Post*, 9 août 2004).

## Rand Corporation et la guerre nucléaire

Les cerveaux qui ont imaginé le 11 Septembre n'ont pas hésité à sacrifier des milliers de vies. Mais les intellectuels disposés à sacrifier non pas des milliers mais des dizaines, voire des centaines de millions de vies aux impératifs de l'hégémonie impérialiste exercent leur influence à l'intérieur et autour du gouvernement des États-Unis depuis plus d'un demi-siècle. Ce sont les « intellectuels de la défense », ceux qui préparent la guerre nucléaire au sein de la RAND Corporation. Ce sont les docteurs Folamour qui étudient depuis de nombreuses années les diagrammes intitulés « Cibles mondiales en mégamorts ».

L'un des plus influents d'entre eux était Albert Wohlstetter, mort en janvier 1997 à l'âge de 83 ans. Selon ses admirateurs, Wohlstetter pesait plus sur les affaires nationales qu'Henry Kissinger, bien que ce dernier soit plus ampoulé et plus tristement célèbre. De 1960 à 1990, Wohlstetter fut le plus grand concepteur de stratégies aux États-Unis. Parmi ses disciples figuraient des néo-conservateurs tels que Richard Perle et Paul Wolfowitz. Après sa mort, Wohlstetter fut porté aux nues par Robert L. Bartley, rédacteur en chef du *Wall Street Journal* et, en tant que membre du salon Olson,

un des partisans les plus virulents de l'*impeachment* de Clinton. On disait que chaque éditorial portant sur la stratégie géopolitique des États-Unis paru dans le *Wall Street Journal* au cours des 25 années précédentes avait été rédigé par Wohlstetter. Les néo-conservateurs voyaient en Henry Kissinger le chef des « colombes » de la politique étrangère pendant une grande partie de cette période, encourageant les stratagèmes diplomatiques, tandis que Wohlstetter était le chef incontesté des « faucons » qui mettaient l'accent sur les actions militaires d'une imagination et d'une créativité stupéfiantes.

Un des travaux les plus connus et les plus typiques de Wohlstetter est son article « L'équilibre délicat de la terreur » paru dans *Foreign Affairs* en janvier 1959. Il y développait la thèse que les États-Unis étaient très vulnérables à une première frappe soviétique et que l'on n'était pas certain d'avoir la capacité de répliquer comme il le fallait à une attaque surprise. Wohlstetter demandait à ses lecteurs de soutenir « le maintien de l'équilibre délicat de la terreur » à l'aide de mesures demandant des sacrifices, et de développer une « nouvelle image de nous-mêmes dans un monde de dangers permanents. » Il concluait sur ces mots pessimistes : « Il n'est nullement certain que nous serons à la hauteur de cette tâche » (Kaplan, p. 171). C'est l'éternel refrain des néo-conservateurs, depuis Wohlstetter jusqu'aux experts en terrorisme de nos jours, en passant par l'insuffisance de avions bombardiers/missiles, l'Équipe B ou la fenêtre de vulnérabilité.

Les premiers tenants de cette école furent Bernard Brodie, auteur de *The Absolute Weapon,* qui préconisait que les États-Unis utilisent les premiers l'arme nucléaire contre les Soviétiques, et le théoricien des jeux John von Neumann. Dans l'unité de services secrets du Strategic Air Command (SAC) de Curtis LeMay, il y avait Stefan Possony, un partisan d'extrême-droite d'origine hongroise et le général George Keegan. Un autre Hongrois, Leo Szilard, était le défenseur de longue date de la théorie de la destruction mutuelle assurée, ou théorie de la dissuasion. Puis il y avait Herman Kahn, auteur en 1960 de *On Thermonuclear War,* qui prêchait l'acquisition de moyens pour frapper les premiers, la guerre nucléaire limitée, les abris anti-retombées et, pour résumer, recommandait de penser à l'impensable. La critique de ce livre dans *Scientific American* dit ceci : « C'est un appel moral au meurtre à grande échelle : comment le planifier, comment le commettre, comment y échapper, comment le justifier » (Kaplan, p. 228).

Dès 1960, les scénarios de guerre nucléaire de RAND demandaient (selon la stratégie employée) 150 millions de morts américains et la destruction de 60 % de l'industrie, 40 millions de morts soviétiques et la destruction de 40 % de l'industrie, ou bien 110 millions de morts américains et la destruction de 50 % de l'industrie avec 75 millions de morts soviétiques et la destruction de 50 % de leur industrie (Kaplan, p. 228). Un

cerveau capable d'imaginer de telles choses n'aurait aucune difficulté à concevoir le 11 Septembre. Heureusement, les Folamour de la RAND n'eurent jamais l'occasion de tester leurs théories démentes contre l'URSS. La crise des missiles cubains, le plus important conflit à caractère nucléaire jamais enregistré, fut gérée par le président Kennedy en négligeant totalement la RAND, les leaders agressifs tels que Dean Acheson et les généraux tels que Curtis LeMay et Lyman Lemnitzer, le planificateur terroriste de l'opération Northwoods qui présidait l'état-major des armées. Les idées de la RAND ne furent mises en pratique qu'au Vietnam où une version conventionnelle de sa doctrine fut tentée sous le nom d'Opération Tonnerre grondant, un exercice destiné à choquer et à terroriser, incluant un bombardement intensif par des B52. Mais la stratégie utopique des fêlés de la RAND s'avéra un échec complet. Comme l'écrit Fred Kaplan : « Le Vietnam a fait ressortir le côté sombre de presque tous les membres de la machine de Sécurité nationale américaine. Il a révélé quelque chose de sordide et de troublant sur l'entreprise des intellectuels de la défense : le fait que le concept de violence qui sous-tend toutes leurs formulations était une abstraction, pratiquement inutile pour guider l'action » (Kaplan, p. 336). Cette ambiance de défaite militaire et d'échec intellectuel est le point de départ de la cabale néo-conservatrice d'aujourd'hui puisque c'est l'univers autour duquel gravitaient les protégés de Wohlstetter, Wolfowitz et Perle, précisément ces années-là.

La RAND Corporation reste une menace sinistre, mais a quand même permis de passer un très bon moment dans la période qui a précédé la guerre d'Irak, pendant l'été 2002. Un briefing spécial sur la nature scélérate de l'Arabie Saoudite devant tout le Bureau de la politique de défense avait été ordonné par Perle ; celui-ci n'a pas trouvé d'autre orateur que quelqu'un qui avait travaillé pour moi-même au bureau de l'EIR à Wiesbaden (Allemagne) dans les années 80. Alors que même une imagination délirante n'aurait jamais pu qualifier cette personne de spécialiste de cette région, elle a donc été désignée par Perle pour faire un exposé PowerPoint hilarant présentant l'Arabie Saoudite comme « le foyer du Mal » du monde moderne. Même l'administration Bush en a été gênée.

## Yoda : Andrew Marshall, le tuturologue de Rumsfeld

Andrew Marshall avait été l'un des jeunes protégés d'Albert Wohlstetter à la RAND dans les années 50. Au ministère de la Défense depuis plus de quarante ans, il est l'un des survivants de la première pépinière de la RAND dirigée par Wohlstetter. Né en 1921, cet octogénaire menait le Bureau d'évaluation totale (Office of Net Assessment) de Rumsfeld au Pentagone. Marshall peut compter parmi ses protégés des gens tels que Cheney, Rumsfeld et Wolfowitz. En 1976, il a été un

farouche partisan du groupe d'évaluation alternatif de l'Équipe B de Bush 41 qui a préparé Wolfowitz et d'autres néo-conservateurs à assumer leurs rôles dirigeants dans l'administration Reagan. Marshall était également proche du Comité sur le danger actuel, un groupe d'extrême-droite où sévissait également le général Lyman Lemnitzer, l'auteur de l'Opération Northwoods. Lemnitzer avait été encouragé à travailler avec le directeur du Comité sur le danger actuel (CPD) par le Président Gerald Ford. Nous trouvons là un important élément de continuité entre la clique de l'opération Northwoods et le Pentagone actuel. Marshall n'est pas un conservateur ; il a plutôt le profil d'un réformateur radical de droite et d'un penseur de l'Utopie. C'est l'un des nombreux bureaucrates qui n'a jamais dû rendre de comptes à propos du 11 Septembre.

Une récente interview illustre bien notre propos : « Q : Quel est le prochain changement radical que les États-Unis vont révéler sur le champ de bataille ? Marshall : Un futur problème de renseignement : savoir à quoi se drogue la partie adverse… Ceux qui connaissent la neuropharmacologie affirment que de nouvelles classes de médicaments seront probablement sur le marché d'ici 10 ans. Ces produits agissent sur les individus comme des produits chimiques, mais ont des propriétés d'altération du comportement et d'accroissement des performances. [Cela incite à dire par] boutade qu'un des problèmes des services de renseignement consistera à découvrir quelle drogue utilise l'adversaire. »

Marshall est un apôtre des opérations « qui choquent et terrorisent » : « Il existe des moyens d'influencer psychologiquement les dirigeants d'un autre État. Je ne parle pas de la guerre de l'information, mais d'une démonstration d'effets effrayants, par exemple déclencher des explosions impressionnantes dans le ciel. Genre : voilà ce que nous pouvons vous faire. Juste impressionner visuellement. » Sommes-nous, de ce fait, plus en sécurité ? Marshall opine : « Un de mes amis, l'économiste de Yale Martin Shubik, dit qu'une bonne manière de concevoir le monde est d'établir une courbe du nombre de personnes que dix hommes déterminés peuvent tuer avant d'être abattus. Cette courbe n'a pas toujours été stable dans le temps. Il affirme que pendant un certain temps, elle est restée assez basse, mais qu'elle est en train de grimper. Pas seulement aux États-Unis. Le monde entier est de moins en moins en sécurité. »

Une question des plus révélatrices est la suivante : « Q : Est-ce que le 11 Septembre a changé votre façon de voir ? Marshall : Pas beaucoup. Il était évident que nous étions vulnérable à une attaque » (Douglas McGray « Le plan Marshall », *Wired Magazine*, novembre 2002). Voilà une affirmation plutôt cavalière, le travail de Marshall consistant à deviner les modes futuristes possibles d'attaquer notre pays et de recommander des mesures appropriées pour éviter ce péril. Si la catastrophe du 11 Septembre était due à un manque d'imagination, le Bureau d'évalua-

tion totale de Marshall n'était pas loin d'être le Bureau de l'imagination du gouvernement. Mais Marshall rejette toute responsabilité dans le 11/9 en dépit de son rôle influent au sein du Pentagone pendant plus de 40 ans.

Marshall est aussi de ceux qui voient la Chine comme une puissance belliqueuse, qui cherche le pouvoir hégémonique et qui se prépare à une confrontation avec les États-Unis dans le courant du XXIe siècle. On ne sera donc guère surpris d'apprendre qu'il est le favori de beaucoup de groupes de réflexion tels que le Center for Security Policy de Frank Gaffney, un des centres nerveux de l'élite des va-t-en-guerre néo-conservateurs de Washington. « Il est comme la pythie – des jours entiers peuvent s'écouler avant qu'il ne prononce un mot » dit à propos de Marshall un ancien membre du Bureau d'évaluation totale. Un autre : « Il est difficile à cerner parce qu'il passe son temps à formuler toutes sortes de scénarios futuristes susceptibles de menacer les États-Unis. » Tous, sauf celui du 11 Septembre, dirait-on. D'après Jonathan Pollack de l'École navale de Newport, Rhode Island, Marshall « ne s'occupe pas du présent, mais s'intéresse en premier lieu à deviner le futur à contre-courant ; on peut se demander si nous avons vraiment besoin de quelqu'un comme cela. Son intérêt consiste à prendre les événements tels qu'ils sont compris et à trouver une façon de les retourner, d'amalgamer les interprétations et de chercher des modèles ou des possibilités à étudier. Les résultats sont souvent bizarres. On dirait qu'il voit le monde comme une courbe en cloche et que tout ce qui l'intéresse, ce sont les extrémités de la distribution. [C'est] un bileux. » En revanche, il n'a pas l'air de s'être fait trop de bile pour le 11/9, comme nous l'avons vu (Jason Vest, « Le génie douteux d'Andrew Marshall » *The American Prospect Online,* 15 février 2001).

La version officielle du 11 Septembre affirme que les attentats ont leur origine dans une lointaine grotte d'Afghanistan. Mais il serait plus raisonnable d'explorer les réseaux et les agences qui ont les moyens, les mobiles et l'occasion de prêcher et de prôner une violence à grande échelle (sans parler de leurs antécédents). Qui sait ce qui se trame en ce moment dans le bureau isolé d'une entreprise militaire privée, un réseau Armaguédon, une entreprise de relations publiques ou un groupe de réflexion réactionnaire utopiste ?

Chapitre 15

# L'intégrisme islamique : une création de la politique étrangère des États-Unis

Il nous faut répéter avec insistance que le terrorisme international ne doit jamais être considéré comme un phénomène sociologique surgi spontanément et directement de l'oppression et de la misère. Le terrorisme international et les mouvements de libération nationale sont toujours relayés par un certain niveau d'organisation clandestine où les agences de services secrets jouent un rôle décisif. Bon nombre de groupes terroristes internationaux sont, à l'origine, des activismes placés sous une fausse bannière. D'autres prennent un tel statut par suite d'arrestations coordonnées, d'assassinats ou de noyautage par les services secrets. Même lorsqu'il existe une authentique organisation de libération nationale, les services secrets ne manquent jamais de créer des opérations sous fausse bannière, qu'ils font attribuer à cette organisation, ni de commettre des atrocités en son nom afin de l'isoler et la discréditer. Une nouvelle fois, la tromperie et la dissimulation sont la règle.

Les groupes terroristes soutenus par les Anglo-Américains sont intervenus un nombre incalculable de fois contre les nationalistes progressistes du monde arabe et pour encourager leurs rivaux intégristes islamiques.

Le recrutement pour les groupes terroristes, une fois qu'ils existent, est une autre histoire. La capacité de recrutement est fortement influencée par la misère, la pauvreté et l'oppression. À cet égard, il faut tenir compte de la relative détresse économique et politique du monde arabe ainsi que de certaines parties du monde économique en général. Nous y trouvons les fruits de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme. Le climat politique actuel du monde arabe ne peut pas se comprendre comme le résultat de facteurs autochtones, comme voudraient nous le faire croire des penseurs adeptes de la *Kultur* d'Oswald Spengler tels que Samuel Huntington ou Bernard Lewis. Ces spécialistes préfèrent oublier que le monde arabe tel qu'il se présente à eux a été occupé, pillé et manipulé par deux siècles d'interventions européennes, depuis la campagne d'Égypte de Napoléon. Les néo-conservateurs tels que Lewis et Huntington privilégient en outre une approche radicalement anti-historique selon laquelle

l'intégrisme islamique anti-occidental, surtout dans ses émanations terroristes, va de soi. Or, tel n'est pas le cas, comme nous allons tenter de le démontrer.

Il faut bien comprendre que la politique étasunienne, à l'instar de celle de l'empire britannique avant elle, favorise objectivement la montée de l'intégrisme islamique. Cette expression peut recouvrir beaucoup d'acceptions ; ici, nous la comprenons comme un régime théocratique anti-occidental dans lequel le clergé islamique, les mollahs, les imams et les ayatollahs, le cas échéant, jouent un rôle prépondérant. N'oublions pas que, jusqu'au démembrement de l'empire ottoman par les Britanniques et les Français au cours de la 1re guerre mondiale, la plupart des pays du Proche-Orient étaient assujettis au sultan ottoman de Constantinople qui était, en même temps, le calife de l'Islam. L'empire ottoman prétendait appliquer le droit islamique, ou charia. Pendant des siècles, les Britanniques soutinrent les petits groupes ethniques de l'empire ottoman dans le but de les inciter à se rebeller contre le sultan. Ainsi, les Britanniques commencèrent à travailler avec les Serbes pendant la révolution américaine et aidèrent les Grecs à devenir indépendants après les guerres napoléoniennes. Sous Lord Palmerston, dans les années 1830 et 1840, les Britanniques lancèrent l'idée d'une patrie pour les Juifs en Palestine. Au début, cette idée ne séduisit pas les Juifs britanniques : on disait à l'époque que Lord Rothschild voulait un siège à la Chambre des Lords et pas sous un palmier en Palestine. Plus tard, les Britanniques développèrent leur présence parmi les Coptes, les Arméniens et d'autres communautés. Les Français se posèrent en protecteurs des Chrétiens levantins et devinrent les défenseurs des Maronites au Liban.

Pendant ces années, le Bureau arabe britannique et le Bureau britannique pour l'Inde étudièrent soigneusement la psychologie et l'idéologie arabes. Ils partirent de l'idée que les Arabes deviendraient inéluctablement hostiles au colonialisme britannique et qu'il était impossible de contrer une telle évolution. Néanmoins, ces orientalistes conclurent aussi qu'il serait tout à fait possible de fournir à l'inévitable révolte des Arabes des idéologies synthétiques de nature à l'isoler, à la faire avorter et à la rendre impuissante. Pour ce faire, il fallait de toute évidence que cette révolte ne soit pas dirigée spécifiquement contre les Britanniques, mais contre l'Occident et l'Europe en général, de peur que les Arabes ne soient à même de s'allier à la Russie ou à l'Allemagne pour se débarrasser de la présence britannique. La tradition musulmane offrait la matière première pour la fabrication d'une idéologie synthétique de rejet de l'Occident à laquelle les idéologues les plus fantasques des mondes arabe et islamique doivent beaucoup.

Quand l'empire ottoman se rangea aux côtés des Allemands au cours de la 1re guerre mondiale, le colonel britannique T.E. Lawrence réussit à inciter

les Arabes du Hedjaz (actuellement Arabie Saoudite) à se rebeller contre le sultan ottoman. Les Britanniques promirent que toutes les terres arabes occupées par les Turcs ottomans leur reviendraient quand la guerre serait gagnée. Mais, avec la Déclaration de Balfour en 1917, les Britanniques promirent également une partie de ce même territoire aux Juifs pour en faire leur patrie. Pour ne pas arranger les choses, les Britanniques et les Français se promirent de surcroît les uns aux autres une grande partie de ces mêmes territoires en vertu de l'accord secret Sykes-Picot.

Du fait même qu'elle était impériale, la loi ottomane n'encourageait pas le progrès intellectuel ou matériel, comme le comprirent Eneas Silvius Piccolomini et Nicolas Cusanus dès la fin du XV^e^ siècle, au début de la domination ottomane. Les peuples ottomans ne prirent part ni à la Réforme européenne ni aux guerres de religions, notamment à la Guerre de Trente ans, qui fit comprendre aux Européens que les solutions politiques et le non recours à la guerre étaient préférables aux hécatombes et aux massacres engagés par les factions religieuses doctrinaires. Le développement économique ottoman prit lui aussi du retard par rapport à l'Europe. Pour toutes ces raisons, il existe à l'heure actuelle essentiellement 4 types de régimes possibles dans les territoires jadis ottomans. À savoir :

**1. Les monarchies réactionnaires** : cette variante fut celle favorisée par les Britanniques à l'origine quand ils occupèrent divers États arabes sous mandat de la Société des Nations après 1918. En liaison avec la dynastie des Saoud et les Hachémites, les Britanniques instaurèrent la monarchie en Égypte, en Arabie Saoudite, en Irak, en Syrie et en Jordanie. Ces régimes, comme celui du roi Farouk d'Égypte, étaient en fait les marionnettes corrompues des impérialistes qui ne souhaitaient pas faire progresser leur pays mais plutôt amasser des richesses personnelles. En Arabie Saoudite, par exemple, l'esclavage est resté légal jusqu'en 1965 et a été encore largement pratiqué après cette date, surtout dans les ménages. L'esclavage domestique reste courant dans les émirats du Golfe et se retrouve même dans les pages locales des journaux de Washington chaque fois qu'un diplomate du Golfe vient en en mission avec un ou deux de ses esclaves. L'ironie veut que l'esclavage a été aboli au Koweit grâce à l'invasion irakienne de 1990 et a été rétabli à la faveur de l'opération Tempête du désert de Bush en 1991 (Tarpley, 1996). La plupart des monarchies arabes ont été renversées, mais la monarchie demeure au Maroc, en Arabie Saoudite, en Jordanie et dans les micro-principautés du Golfe. L'Iran, bien que non arabe, a été dirigé par un empereur jusqu'en 1979. Il est clair que ces régimes ne sont pas favorables au développement économique ni au progrès des pays en général.

**2. Les régimes nationalistes en voie de modernisation** : il peut s'agir de républiques démocratiques, mais plutôt de gouvernements militaires éventuellement susceptibles d'évoluer vers une forme plébiscitaire de démocratie. Ils peuvent se dénommer eux-mêmes socialistes arabes, comme Nasser. Le meilleur espoir qu'ont les Arabes de rattraper les régions du monde les plus avancées en termes de progrès scientifique et technologique est offert par les régimes nationalistes dont le programme

inclut le développement économique et la modernisation. Le meilleur exemple en est celui de Mustafa Kemal Atatürk qui créa la première république permanente en Asie, la République turque de 1923. Rejetant le sultanat et le califat au profit de la nation turque, Kemal introduisit la séparation de la religion et de l'État, faisant ainsi de la Turquie une république moderne et laïque. Il remplaça l'écriture arabe par l'alphabet latin, interdit le voile pour les femmes et le fez pour les hommes et encouragea le port du chapeau européen considéré comme un « couvre-chef civilisé. » Il découragea l'existence de harems et donna aux femmes le droit de voter et d'occuper des postes publics. Atatürk fit adopter le calendrier grégorien, le système métrique et les noms de famille. Un plan quinquennal dirigiste pour le développement économique fut introduit en 1933. Le droit public fut basé sur les codes civil et pénal européens et non plus sur la charia. Atatürk considérait que la religion devait être une question strictement personnelle et privée ; il toléra donc toutes les religions. Il faudrait mettre Atatürk en tête de la liste des créateurs de nations et des modernisateurs du XX^e^ siècle (ou en tout cas parmi les premiers). Entre autres, il aida la Turquie à être la seule puissance vaincue de la 1^re^ guerre mondiale à échapper à un régime fasciste.

Rétrospectivement, s'il y avait une seule expérience dans le monde musulman que les États-Unis auraient dû aider, cela aurait dû être celle d'Atatürk. Si ses idées avaient été plus largement répandues, on ne parlerait pas aujourd'hui de clash des civilisations. Face à des résultats aussi impressionnants, comment les Alliés de la 2^e^ guerre mondiale, États-Unis compris, traitèrent-ils Kemal Atatürk ? Ils essayèrent par tous les moyens de le renverser, de l'isoler et de diviser la Turquie en une série de petits États. Si la paix de Paris en 1919 et le Traité de Versailles avec l'Allemagne étaient mauvais, le Traité de Sèvres imposé à la Turquie fut un acte dément et grotesque. C'était manifestement une paix destinée à mettre à jamais fin à la paix. La Turquie devait être divisée en zones d'occupations française, italienne et grecque ; le Bosphore et les Dardanelles étaient occupés par les Britanniques et les Français. Il y eut une tentative de créer une Arménie indépendante en Anatolie de l'Est. Les Britanniques et les Français essayèrent même d'inciter les États-Unis à s'emparer d'un morceau de Turquie mais, à l'époque, les Américains furent assez sages pour refuser. Ce fut une bonne idée car Atatürk était capable de battre les armées lancées contre lui par les Alliés ; il était capable de garantir l'indépendance et l'intégrité territoriale de son pays. Le sort brutal qu'il réserva aux Grecs et aux Arméniens, qui étaient du côté des Alliés, doit être replacé dans ce contexte. Mustafa Kemal ne fut pas le premier dans son genre, cet honneur est dévolu à Mohamed Ali Pacha d'Égypte, un général à l'ambitieux programme d'industrialisation et de réformes qui annexa également la Syrie en 1839, présageant la République arabe unie de Nasser.

**3. Les dictatures héréditaires** : Celles-ci sont apparues à la suite de la chute des monarchies ; parfois, elles prennent aussi la forme dégénérée d'un État nationaliste et modernisateur. Les exemples types en sont le régime de Hafez el-Assad et de son fils en Syrie après 1963 et, sans aucun doute, celui de Saddam Hussein en Irak, le premier étant de loin le plus odieux. Hafez el-Assad a dirigé un État policier meurtrier et envahissant

où la minorité allaouite dominait une majorité mécontente. Pourtant, il a toujours été le chouchou de New York et de Londres : Kissinger a déclaré un jour qu'il espérait que Dieu lui pardonnerait mais qu'il y aurait toujours une petite place dans son cœur pour Hafez el-Assad. Les régimes de Hosni Moubarak en Égypte et de l'inconstant Kadhafi en Libye sont à classer dans cette catégorie.

**4. Les théocraties intégristes** : Le meilleur exemple en est l'Iran, ce qui est suffisant pour montrer que ce genre de régime ne peut pas être efficace pour assurer le développement national dans le climat hostile de la mondialisation. En 1978, le directeur de la Sécurité nationale de Carter, Zbigniew Brzezinski, désireux de se venger du soutien soviétique au Vietnam du Nord, se laissa convaincre par les arabisants et orientalistes britanniques que l'intégrisme islamique pouvait être utilisé pour déstabiliser les 5 grandes républiques d'Asie Centrale à majorité musulmane de l'URSS : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, la Khirguizie et le Turkménistan. Cette stratégie pouvait également être employée pour faire voler en éclats le labyrinthe ethnique du Caucase et de la Trans-Caucasie, notamment en Tchétchénie. De cette manière, affirmait Brzezinski, l'intégrisme islamique pourrait devenir le « rempart ultime contre le communisme. » Afin d'avoir un centre puissant à partir duquel irradierait cette nouvelle idéologie, Brzezinski et Carter fomentèrent une pseudo-révolution typique de la CIA, du style « le peuple au pouvoir », cette fois avec des nuances d'intégrisme islamique, afin de renverser le Shah d'Iran en 1979. Sur le plan personnel, le Shah était un monstre à plusieurs titres ; la Savak n'avait rien à envier aux polices secrètes les plus meurtrières au monde. Toutefois, le Shah faisait venir des entreprises de construction européennes pour créer des infrastructures et des villes entièrement nouvelles. Citons en exemple la gigantesque opération de construction à Bandar Abbas (aujourd'hui Bandar Khomeini) par l'entreprise de génie civil Condotte d'Acqua sous Loris Corbi. Mais comme le Shah ne tolérait aucune activité politique libre, il n'avait aucun parti populaire derrière lui. L'instrument choisi pour le renverser fut l'Ayatollah Khomeini, un personnage ignorant d'une noirceur ineffable, pire que Savonarole. Ne nous leurrons pas : Brzezinski fit tout pour renverser le Shah et pour s'assurer ensuite qu'aucun politicien laïc, tel que Shapour Bakhtiar, ne prenne le pouvoir. Le général de l'armée de l'Air américaine, Robert Huyser, de l'état-major de Haig à l'OTAN, fut envoyé en Iran avec le message que seul Khomeini serait accepté par les États-Unis (Dreyfus et La Levée, p. 50-53). L'ascension de Khomeini représenta une innovation dans l'histoire récente du Moyen-Orient : l'Iran devint une théocratie de religieux et de mollahs, financée par de riches marchands du bazar et leurs intérêts. L'avènement de Khomeini signifia le gel, voire la régression, du développement économique et culturel de l'Iran pendant plus de vingt ans. Mais l'Iran de Khomeini devint un centre de propagation de l'idéologie intégriste islamique, exactement comme Brzezinski l'avait souhaité, même si ceux qui en payèrent le prix ne furent pas uniquement les Soviétiques. Bientôt, les services secrets anglo-américains purent monter l'Irak contre l'Iran dans la guerre des années 1980 qui dura 8 longues années et ruina encore plus les deux pays. Les Israéliens furent si satisfaits de cette guerre (où les mollahs iraniens lançaient des assauts suicides d'enfants contre les positions irakiennes fortifiées) qu'ils auraient préféré qu'elle ne se termine jamais.

En dépit des sottises proférées par les néo-conservateurs sur la démocratie, et ce qu'on appelle l'initiative de Bush pour le Proche-Orient, les États-Unis n'ont jamais eu de plan sérieux pour instaurer la démocratie en Irak. Pour commencer, on ne peut pas sérieusement qualifier les États-Unis de démocratie ; les États-Unis ont toujours été et sont encore une oligarchie selon la définition de Platon : « constitution où grouillent beaucoup de maux… basée sur la propriété… où les riches détiennent tous les postes et d'où les pauvres sont exclus », un système qui favorise « les membres d'une classe dirigeante, l'oligarchie » (*La République*, p. 544c, 550c, 545a). À n'en pas douter, le régime instauré par les États-Unis en Irak au printemps de 2003 était une… oligarchie composée de 25 oligarques fantoches triés sur le volet et dotés d'une présidence tournante faible. Ces arrangements ont été repris lors du prétendu rétablissement de la souveraineté de l'Irak. L'intervention des États-Unis en Russie post-communiste a favorisé de la même manière la domination oligarchique à travers la coterie Eltsine. À l'heure actuelle, la base matérielle et économique permettant d'établir une démocratie à l'occidentale en Irak est sans doute insuffisante, même s'il est vrai qu'elle pourrait apparaître après plusieurs années de reconstruction économique. Mais en tout état de cause, il est clair que les États-Unis, dans leur constitution actuelle, ne sont plus une puissance progressiste sur la scène mondiale, ce qui n'a pas toujours été le cas dans le passé.

Le secret de Polichinelle du monde après 1945 est que les États-Unis et les autres pays de l'OTAN se sont systématiquement et implacablement opposés au scénario raisonnable du nationalisme laïque modernisateur dans les pays arabes et islamiques, tout en favorisant l'alternative intégriste, de préférence aussi ignorante que possible. Les nationalistes laïques modernistes sont de loin les adversaires les plus efficaces de l'impérialisme : ils ont le potentiel de réaliser des progrès politiques, diplomatiques et culturels pour leur pays. Les théocrates réactionnaires sont plus faciles à isoler car leur séduction est plus limitée. Dans la pratique, Washington et Londres ont toujours encouragé la montée des intégristes tout en tentant d'éliminer les nationalistes modernistes.

Ajoutons que si des personnages intégristes tels que l'Ayatollah Khomeini étaient funestes à de nombreux titres, il existe aujourd'hui des personnalités qui se disent islamistes et sont parfaitement raisonnables, par exemple Adel Hussein en Égypte ou Hassan Tourabi au Soudan. On semble trouver chez eux comme l'écho de l'impulsion progressiste des années 1950-1960, exprimée aujourd'hui dans l'idiome islamique dominant. De façon significative, ces individus sont sans cesse vilipendés et pris pour cibles par les impérialistes de tout poil. Si des politiques raisonnables devaient un jour réapparaître en Occident, les islamistes modérés n'auraient pas de mal à trouver des modes de coopération.

En dépit de l'hostilité anglo-américaine, les dirigeants arabes du style de Nasser avaient une certaine marge de manœuvre tant que les Soviétiques offraient une sorte d'alternative à Washington et Londres. Mais quand l'URSS périclita pour finir par se désintégrer, cette marge rétrécit de plus en plus et disparut définitivement en 1991, date à laquelle les Soviétiques ne purent rien faire pour leur ancien allié, l'Irak.

**L'Iran** : À la suite de la 2e guerre mondiale, la première tentative d'instaurer un nationalisme progressiste à la Mustafa Kemal survint à l'ascension du Premier ministre **Mossadegh** en Iran. Le programme de Mossadegh se concentra sur la nationalisation, en 1951, de l'Anglo-Iranian Oil Company, connue de nos jours sous le nom de BP. Avec la fin du protectorat britannique en Iran, la toute jeune CIA d'Allen Dulles et Kermit Roosevelt organisa un coup d'État contre Mossadegh suivi du rétablissement de la mainmise impérialiste sur le pétrole iranien et d'une ère réactionnaire sous le Shah.

**L'Égypte** : En 1952, un groupe d'officiers nationalistes détrôna le roi Farouk, notoirement inepte et corrompu. Un coup d'État de jeunes officiers porta au pouvoir le colonel **Gamal Abdel Nasser**. Le programme nationaliste progressiste de Nasser commença par l'expulsion des Britanniques et se poursuivit avec la nationalisation du canal de Suez, les sommes récoltées par les droits de passage étant destinées à financer la construction du barrage d'Assouan sur le Nil. Le projet d'Assouan était indispensable pour la régulation des crues et pour l'énergie hydroélectrique, sur le modèle de la Tennessee Valley Authority de Franklin D. Roosevelt. Après le départ des Britanniques, Nasser s'empara en fanfare du canal et devint un héros national. Il se heurta aussitôt au Premier ministre Sir Anthony Eden et aux frères Dulles et devint bientôt la cible d'une intrigue anglo-franco-israélienne : Israël allait lancer une attaque surprise dans le Sinaï et les forces d'intervention anglo-françaises reprendraient le canal sous prétexte de rétablir l'ordre. Cette conspiration grossière mena à la crise d'octobre/novembre 1956 et fut considérée par le Président Eisenhower comme un affront personnel. L'URSS ayant envoyé un unique ultimatum nucléaire aux Anglo-Français, menaçant Londres et Paris de destruction atomique, les États-Unis s'associèrent à l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU pour voter contre les impérialistes Anglo-Français à l'ancienne mode et leurs auxiliaires israéliens. La position des États-Unis au Proche-Orient après 1956 s'appuya sur la large sympathie conquise par Washington qui avait ainsi torpillé l'aventure impérialiste britannique et française. Malheureusement, ce capital-amitié fut totalement dilapidé dans les décennies suivantes, où les États-Unis jouèrent, à leur tour, le rôle d'oppresseur impérialiste n° 1 des États arabes. Mais en 1956,

l'Égypte de Nasser était manifestement devenue le chef de file des États arabes et le noyau d'une tentative de réunification du monde arabe sous la forme d'une République Arabe Unie, à laquelle se joignirent la Syrie et le Yémen, et vers laquelle l'Irak sembla un moment se rapprocher. Nasser utilisa sa radio, la Voix des Arabes, pour condamner la monarchie saoudienne pour sa pratique de l'esclavage mobilier, particulièrement de Noirs africains. L'Égypte fut la cible d'une autre attaque surprise d'Israël, la Guerre des Six Jours de juin 1967. Elle ne fut pas capable de prendre sa revanche lors de la Guerre du Kippour de 1973 orchestrée par Kissinger. Quant à Nasser, il fut impitoyablement traqué jusqu'à sa mort en 1970. Il fut remplacé par Sadate qui expulsa les conseillers soviétiques que Nasser avait fait venir. Mais même Sadate se montra trop nationaliste pour les Anglo-Américains : il fut assassiné en 1980 par un groupe parmi lequel on trouvait al-Zawahiri, réputé être actuellement le bras droit et le médecin personnel de ben Laden. Malgré son rôle dans l'assassinat de Sadate, Zawahiri put vivre ouvertement à Londres pendant des années. Cela laisse penser qu'il est bel et bien un agent du MI-6.

**L'Irak** : Quand les Britanniques prirent le contrôle de l'Irak en 1919, ils y instaurèrent la monarchie réactionnaire des Hachémites. En 1958, le monarque fantoche Fayçal fut assassiné. Le général **Kassem** devint Premier ministre et lança un programme de réformes qui comprenait la constitution progressiste de 1959. Cette constitution et les autres lois de l'époque de Kassem imposèrent l'alphabétisation, abolirent l'esclavage et garantirent aux femmes l'égalité des droits. L'impact de ces réformes fut durable. Pour ne citer qu'un exemple, au milieu des années 1970, l'Irak était représenté à Rome par l'ambassadrice Selima Bakir, une femme extrêmement intelligente. Comme tout bon nationaliste, Kassem décida que le Koweit faisait partie intégrante de l'Irak. Il avait raison sur ce point, car le Koweit avait été illégalement détaché de l'empire ottoman par les Britanniques en 1899 pour empêcher que le chemin de fer Berlin-Bagdad, financé par les Allemands, ne puisse atteindre l'extrémité du Golfe. En 1962, les Britanniques fomentèrent une révolte des Kurdes du clan Barzani et Kassem fut assassiné en 1963 par la CIA. Lorsque Kassem fut remplacé par Saddam Hussein, à l'époque pion de la CIA, les chances de développement de l'Irak furent fortement restreintes. Les aspects positifs de l'Irak sous Saddam Hussein étaient dans une large mesure le legs de Kassem.

**Le Pakistan** : La grande chance de modernisation du Pakistan se présenta sous **Ali Bhutto** au milieu des années 1970. Bhutto était décidé à mettre son pays à la pointe de la technologie moderne avec un programme nucléaire pacifique dans la tradition d'Eisenhower et de « l'atome pour la paix. » Il ne tarda pas à trouver sur son chemin Kissinger, qui le menaça

d'en faire un terrible exemple s'il n'abandonnait pas ses projets ambitieux. Peu après, Bhutto fut renversé par le coup d'État du général Zia ul Haq, soutenu par les États-Unis. Bhutto, sous le coup de diverses accusations, fut pendu par le nouveau régime, conformément aux menaces de Kissinger. Plus tard, sa femme et ses enfants se réfugièrent en Allemagne de l'Ouest. Les tendances intégristes proliférèrent depuis sa mort.

**Le Kosovo** : Quand la République Fédérale de Yougoslavie commença à se désintégrer en 1991, la population albanaise musulmane du Kosovo, sous la direction du parti laïc nationaliste LDK, réagit par une auto-administration efficace et non-violente qui lui permit de défier les occupants serbes jusqu'à la fin des années 1990. Mettant en pratique la résistance passive, les Kosovars créèrent leur propre gouvernement parallèle, avec leur propre système scolaire, leurs élections distinctes, leur système de santé publique et leur réseau parallèle d'entreprises. Le chef de cet effort remarquable était **Ibrahim Rugova** qui effectua pèlerinage sur pèlerinage à Washington dans les années 90, portant toujours l'écharpe parisienne de soie rouge qui le caractérisait. Mais les États-Unis ne voulurent jamais lever le petit doigt pour Rugova et le très raisonnable LDK. Quand la Slovénie, la Croatie et la Bosnie se séparèrent de la Yougoslavie dominée par les Serbes, Rugova hésita : les Kosovars, contrairement aux autres, n'avaient pas d'armes et les États-Unis ne leur en avaient jamais fourni. En 1997, l'Albanie voisine, avec qui les Kosovars voulaient se réunir, se désintégra à la suite de l'effondrement d'une escroquerie spéculative. Lors de la désagrégation de l'État albanais, ses dépôts d'armes furent pillés et celles-ci prirent rapidement le chemin du Kosovo. Cela permit la constitution de l'Armée de libération du Kosovo (KLA), ensemble douteux composé de trafiquants de drogue, d'intégristes islamistes, kosovars ou non, et de terroristes purs et durs. Les conflits s'intensifiant entre la police serbe et la KLA, les Serbes se mirent à se comporter comme n'importe quel occupant, et les atrocités de part et d'autre devinrent monnaie courante. Cette fois, les États-Unis, en la personne de Madeleine Albright, apportèrent leur soutien direct aux terroristes de la KLA. À partir de mars 1999, les États-Unis et l'OTAN entamèrent une campagne criminelle de 78 jours de bombardements contre la Serbie. Ce fut l'un des grands actes de vandalisme international de la fin du XX$^{e}$ siècle. Le tout, pour soutenir les revendications liées à la KLA. Quant à Rugova et au LDK, ils furent écrasés et les États-Unis devinrent de plus en plus tributaires de la KLA.

**Afghanistan** : Dans les années 50, sous le règne du roi Mohammed Zahir Shah qui était monté sur le trône en 1933, le pays avançait peu à peu sur le chemin de la modernisation. Le développement de l'Afghanistan a

toujours dépendu de la construction, jamais terminée, d'un vaste complexe hydro-électrique au centre du pays. Le roi fut déposé en 1973. Vers 1978, on vit émerger le régime progressiste de **Noor Mohammed Taraki**, poète et romancier pro-marxiste aux talents très particuliers. Taraki légalisa les syndicats, instaura un salaire minimal, soutint le logement, les services publics de santé et d'assainissement. Il encouragea des améliorations au statut des femmes et essaya d'éradiquer la culture du pavot qui faisait de son pays le premier producteur mondial d'héroïne. Il effaça également les dettes des agriculteurs, y compris des métayers, et entama des réformes agraires pour briser la mainmise des propriétaires absents et des latifundistes. Taraki toucha donc aux intérêts féodaux, très puissants dans le pays. Brzezinski, qui pensait que Taraki était un pion des Soviétiques, se vanta plus tard auprès du *Nouvel Observateur* qu'en 1979, des équipes de déstabilisation étasuniennes avaient lancé une opération clandestine contre Taraki en jouant principalement la carte de l'intégrisme islamique. Cela fut suivi en septembre 1979 d'un coup d'État soutenu par les États-Unis et fomenté par Hafizulla Amin, agent de la CIA, qui exécuta Taraki et annula ses réformes au nom de l'instauration d'un État islamique au service des propriétaires terriens féodaux. Les mesures réactionnaires d'Amin provoquèrent un retour de flamme contre lui et il fut renversé à son tour 2 mois plus tard. Face aux assauts répétés des moujhahidin « pavot-culteurs » de Brzezinski, les Soviétiques envahirent l'Afghanistan à Noël 1979. Dans les différentes phases de la guerre d'Afghanistan qui suivit, la CIA ne cessa jamais de soutenir les factions les plus incultes, les plus réactionnaires et les plus favorables à la culture de l'opium, en particulier celle de leur favori : Gülbuddin Hekmatyar.

La CIA recherchait des forces d'une négativité absolue qui s'isolent elles-mêmes, incapables de s'entendre avec l'Iran ni avec quiconque. Au cours des 10 années de guerre qui suivirent (décembre 1979-février 1989), l'Afghanistan fut économiquement et démographiquement anéanti. La 2e génération des moudjahidin de Brzezinski (étudiants islamiques intégristes ou talibans) prit le pouvoir en 1994. Comme Pol Pot au Cambodge à la suite des bombardements destructeurs de Kissinger dans les années 1970, les talibans instaurèrent une régression inqualifiable vers la barbarie. Mais tout comme Kissinger et G.H.W. Bush avaient soutenu Pol Pot, l'administration Bush 41 trouva de nombreuses manières de soutenir les talibans qui étaient très bien vus en raison de leur incapacité à s'allier à l'Iran ou à la moindre république ex-soviétique d'Asie centrale. Comme le souligne Michael Parenti, en 1999, les salaires de l'ensemble du gouvernement talibans étaient payés par les contribuables américains (Parenti, p. 65). Sous Bush 43, ce soutien devint encore plus explicite : les lobbyistes d'Unocal proposèrent aux talibans un marché en vue de construire leur oléoduc vers l'Asie centrale. Au cours de cette phase,

Kissinger, le néo-conservateur Zalmay Khalilzad, le fonctionnaire anti-terroriste du Département d'État à la retraite Robert Oakly et Leila Helms (fille de l'ancien directeur de la CIA) menèrent des efforts de lobbying couronnés de succès au profit d'Unocal.

Le but du jeu était que les talibans ne figurent pas sur la liste des terroristes du Département d'État, ce qui aurait bloqué la construction de l'oléoduc. Au cours du premier printemps de son mandat, Bush offrit une importante subvention aux talibans. Cela poussa le chroniqueur Robert Scheer à faire observer : « Mettez vos filles et vos femmes en esclavage, accueillez des terroristes anti-américains, détruisez tout vestige de civilisation dans votre pays et l'administration Bush vous aimera de tout son cœur. Tel est le message que comporte le cadeau récent de 43 millions de dollars fait aux dirigeants talibans d'Afghanistan. Ce cadeau… place les États-Unis en première place dans la liste des sponsors des talibans » (« Le pacte faustien de Bush avec les talibans », *Los Angeles Times,* 22 mai 2001).

**La Palestine :** À la suite de l'occupation par Israël de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de la péninsule du Sinaï en juin 1967, les Israéliens se retrouvèrent avec quelque 2 millions de Palestiniens à gouverner. Le système des Nations Unies interdit d'annexer des territoires conquis militairement sans l'aval du Conseil de sécurité, aval qui, en l'occurrence, fut refusé. Au contraire, le Conseil de sécurité vota la résolution 242 demandant à Israël de se retirer jusqu'aux frontières internationalement reconnues de juin 1967. Pendant la course à la guerre d'Irak, les porte-parole de Bush accusèrent l'Irak d'avoir violé quelque 17 résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, oubliant fort à propos qu'Israël était le champion en la matière puisque depuis 1967, ce pays viole régulièrement pas moins de 30 résolutions sur les territoires occupés. Mais les États-Unis n'ont jamais menacé d'appliquer la force pour obliger Israël à les appliquer. En Palestine, l'occupation israélienne fut opprimante et humiliante ; bientôt, la résistance s'organisa avec l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Son chef était **Yasser Arafat**, un nationaliste laïc plus ou moins de mouvance nassérienne. Comme l'OLP n'avait presque pas d'armes et que la présence de l'armée israélienne était dominante, les Palestiniens se mirent à faire ce que les Juifs avaient fait entre 1945 et 1948 contre l'occupation britannique sur le même territoire : ils lancèrent une guérilla, aussitôt qualifiée de terrorisme par les occupants. Israël refusa toujours de reconnaître l'existence du peuple palestinien. La preuve du contraire ne tarda pas.

Dès le début, le Mossad s'employa activement à perpétrer des actes de provocation en cherchant à les faire attribuer à l'OLP et à ses partisans. C'est pourquoi on est en droit de douter de la paternité des détournements d'avions et de l'attaque commise lors des Jeux Olympiques de Munich en

1972. Plus ces attentats étaient horribles, plus l'opinion publique condamnait l'OLP. Il ne fait pas de doute que le Mossad contrôlait une partie du comité central de l'organisation connue sous le nom d'Abou Nidal d'après le *nom de guerre* de son chef Sabri al-Banna. En 1978-1979, l'organisation connue sous le nom de Hamas vit le jour dans les territoires occupés, juste après le commencement de l'Intifada. Le Hamas combina un fort engagement dans les services sociaux de voisinage avec le refus de négocier avec Israël et la revendication d'une solution militaire qui n'allait pas manquer d'être taxée de terrorisme. Il est intéressant de noter que l'un des principaux sponsors du Hamas était Ariel Sharon, ancien général, à l'époque membre du cabinet ministériel.

Ces faits sont largement admis : l'ambassadeur étasunien en Israël Daniel Kurtzer, Juif pratiquant, déclara à la fin de l'année 2002 que le Hamas était né « avec le soutien tacite d'Israël » parce que, vers la fin des années 80, « Israël avait cru qu'il était préférable que les gens se tournent vers la religion plutôt que vers une cause nationaliste » (*Ha'aretz,* 21 décembre 2001). À peu près au même moment, en Israël, lors d'un débat acrimonieux au cabinet, le député extrémiste à la Knesset Silva Shalom déclarait : « Entre le Hamas et Arafat, je choisis le Hamas… Arafat est un terroriste déguisé en diplomate alors qu'on peut frapper impitoyablement le Hamas » (*Ha'aretz*, 4 décembre 2001). Là-dessus, Shimon Peres et les autres ministres travaillistes quittèrent la salle. Arafat fit connaître son propre point de vue : « Le Hamas est une création d'Israël qui, à l'époque du Premier ministre Shamir, lui a donné de l'argent et lui a offert plus de 700 institutions dont des écoles, des universités et des mosquées. Même Rabin [Premier ministre d'Israël] a fini par l'admettre quand je l'en ai accusé en présence de Moubarak » (*Corriere della Sera*, 11 décembre 2001). Avec une arrogance incroyable, les États-Unis déclarèrent qu'Arafat n'était pas un partenaire de négociation acceptable. Cela revenait à choisir effectivement le Hamas (ou pire), ce qui représentait un acte de démence incommensurable pour Israël et pour les États-Unis eux-mêmes.

La liste pourrait s'allonger indéfiniment. Au Bangladesh, Kissinger persécuta Sheikh Mujibour Rahman, de la Ligue Awami, principale force nationaliste après l'indépendance au début des années 1970. Au Liban, Kissinger fit son possible pour détruire la constitution multi-religieuse de 1947 et provoquer une guerre civile. Plus tard, quand le général Aoun, Chrétien maronite mais surtout nationaliste libanais, tenta de sauver l'indépendance de son pays, il fut saboté par les États-Unis.

Le revers de la médaille est le traitement brutal infligé aux Européens désireux de conclure des transactions de développement avec les d'États arabes, bien évidemment en vue d'avantages mutuels. L'élimination d'Enrico Mattei, de la compagnie pétrolière nationale italienne ENI, est un

exemple bien connu de cette politique, comme nous l'avons vu au chapitre II. Le banquier allemand Jürgen Ponto voulait financer des projets de développement dans le monde arabe et en Afrique ; il fut liquidé en 1977 par la bande Baader-Meinhof, qui servait évidemment de couverture à la CIA et au MI-6. Le général de Gaulle survécut à une trentaine de tentatives d'assassinat, dues à des motivations multiples, mais parmi lesquelles figurait en bonne place la diplomatie pro-arabe du gouvernement français.

Vu la persécution implacable des chefs nationalistes arabes par les États-Unis et par l'OTAN, cette lignée a presque totalement disparu de la scène. Devant le choix restreint offert par les monarchies réactionnaires, telles que celle des Saoud, les dictatures répressives dans le genre de celle d'Hafez el Assad, ou les expériences d'islamisme intégriste, il n'est pas surprenant que beaucoup de jeunes Arabes choisissent l'islamisme. Si cela ne plaît pas aux puissances occidentales, il faut leur rappeler que ce sont elles qui ont causé, par leur arrogance impérialiste, la quasi-extinction du nationalisme progressiste.

Comme je l'ai dit en 1994 dans mon discours à la Conférence inter-religieuse à Khartoum (Soudan), le christianisme repose sur deux grands commandements : aimer Dieu et aimer son prochain comme soi-même. L'amour de Dieu est une question de foi, et il peut s'avérer impossible de s'entendre sur les détails de ce précepte. En revanche, un accord est éminemment possible sur la deuxième partie de la proposition : la règle d'or de l'amour du prochain. Dans le monde actuel, aimer son prochain se traduit par des bonnes œuvres sous la forme de projets de développement économique et infrastructurel à grande échelle, dans le but de mener à bien tout ce qui n'a pas encore abouti depuis la fin de la 2e guerre mondiale : assurer l'intégralité du progrès scientifique, technique et économique des anciennes colonies du Tiers-monde. Là-dessus, la charité chrétienne rejoint la solidarité sociale musulmane, la bienveillance confucéenne, les impératifs semblables du Bouddhisme et de l'Hindouisme ainsi que la bonne volonté des citoyens laïcs.

Il n'y a pas si longtemps, l'ONU célébrait les Décennies du Développement, organisait de nombreuses conférences destinées à échanger du pétrole contre du savoir-faire technologique et engageait des efforts internationaux connexes pour promouvoir le développement économique dans le monde. Aujourd'hui, tous ces efforts ont disparu. La seule chose qui reste est la mondialisation, qui est en train de détruire les mondes arabe et islamique tout comme elle détruit le reste de la planète. Les penseurs au cerveau dérangé tels que Huntington, Brzezinski ou Kissinger s'imaginent que leur géopolitique rudimentaire défend intelligemment, et même subtilement, les intérêts impérialistes des États-Unis. En réalité, leur politique est suicidaire. Si l'on voulait dresser la liste des politiques qui ont été bénéfiques pour les États-Unis dans le passé, on obtiendrait ceci :

**La Doctrine Monroe** : pour que les États-Unis s'imposent comme le soutien au droit des petits pays à disposer librement des espaces marins et comme des opposants à la colonisation européenne.

**La Charte Atlantique de 1941** : pour proposer que les 4 libertés (liberté de parole, liberté de culte, droit de vivre sans peur et droit d'être protégé du besoin) constituent la base du monde d'après-guerre.

**Les accords de Bretton Woods de 1944-1971** : pour appliquer les méthodes du New Deal à l'instauration du plus grand développement économique jamais connu dans le monde.

**Le Plan Marshall de 1947** : pour fournir un modèle de reconstruction à l'Europe ravagée par la guerre et empêcher la résurgence d'une dépression économique aux États-Unis.

**La réaction des États-Unis à la crise de Suez en 1956** : pour répudier la domination impérialiste sur le Proche-Orient et plaider en faveur d'un traitement équitable des Arabes.

Ces politiques ont largement contribué à accorder aux États-Unis une position dominante dans le monde au cours du 3e quart du XXe siècle. Les néo-conservateurs d'aujourd'hui et leurs compagnons de voyage sont structurellement et caractériellement incapables de proposer quoi que ce soit d'aussi efficace. Il faut une équipe dirigeante nouvelle dans la foulée du réalignement des partis attendu aux États-Unis. Bien sûr, ces politiques devront s'accompagner de la création d'un d'État palestinien indépendant et souverain en Cisjordanie et à Gaza, rendu viable par un programme général de développement économique dont bénéficieraient tous les d'États de la région, Israël compris.

D'ici là, les États-Unis doivent abandonner leur hypocrisie en matière de terrorisme : la politique israélienne d'assassinats ciblés d'opposants, sans procès ni jugement, est l'essence même du terrorisme parrainé par l'État, et cela restera vrai même si cette politique est avalisée par Cheney. Les États-Unis ont fourni à Israël pour 70 milliards de dollars d'armes, dont des F-16 et des missiles qui servent à tuer des civils palestiniens en violation directe du droit étasunien. Toute cette aide américaine devrait plutôt servir de moyen de pression pour faire accepter à Israël la solution des deux États. Ces démarches seraient éminemment utiles pour paralyser le recrutement de terroristes.

CHAPITRE 16

# Arrière-plan des élections de 2004 : le terrorisme fabriqué et la guerre

Cela se produira ici.
*Fonctionnaire de l'administration Bush, printemps 2004.*

Vers la fin du mois de mai 2004, les services de renseignement US émirent des rapports concordants indiquant qu'il fallait s'attendre à la menace grave et sans limite d'une nouvelle série d'attaques terroristes, recourant à des armes ABC* et frappant les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et peut-être d'autres pays. New York, Los Angeles, Chicago, Washington, Vancouver ou Londres couraient le risque de subir des explosions nucléaires, des bombes sales irradiantes, des gaz toxiques et d'autres armes chimiques ou biologiques. On supposait que ces opérations auraient pour but de créer un choc de portée mondiale, infiniment supérieur à celui du 11 Septembre, afin de stopper l'effondrement de l'administration Bush, des structures financières autour de Wall Street et de la position stratégique des États-Unis et du Royaume-Uni en général.

Les services secrets américains et britanniques étaient prêts à en attribuer la responsabilité aux groupes de terroristes lampistes que les médias associeraient ensuite à des pays tels que l'Iran, la Syrie, Cuba, la Corée du Nord ou l'Arabie Saoudite, préparant ainsi l'attaque de ces pays. Derrière ces menaces il y avait en substance la même cellule de commandement au sein des États-Unis qui avait concocté le 11 Septembre et qui était toujours en état de recommencer à cause de l'échec lamentable des enquêtes sur le 11/9. Ces réseaux étaient contraints à une fuite en avant désespérée pour échapper à leur situation de plus en plus intenable. Leur but était d'établir une dictature fasciste néo-conservatrice aux États-Unis, renforcée par une loi martiale, des tribunaux d'exception, la censure de la presse et des médias et tout l'appareil envahissant d'un État policier moderne.

* *Armes ABC* : Atomiques, Bactériologiques, Chimiques.

À la fin du printemps 2004, il circulait à Washington des rumeurs de terrorisme sponsorisé par l'État à grande échelle sous la houlette de la faction des desperados néo-conservateurs. Les pourris étaient une fois de plus prêts à marquer un « auto-goal » au détriment des Américains. Vu l'importance capitale du Congrès, cela pouvait tout aussi bien s'appeler une « opération Guy Fawkes » en souvenir du complot gouvernemental visant à faire sauter le Parlement anglais le 5 novembre 1605.

Le recours au terrorisme fabriqué pour *raison d'État* (la fin justifiant les moyens) peut s'assimiler à l'héroïnomanie : la dose doit augmenter à chaque piqûre. En mai 2002, environ 300 fonctionnaires du régime, militaires de haut rang et chefs d'entreprises se réunirent pour un séminaire placé sous le titre « Sécurité intérieure 2005 : mettre le cap sur l'avenir » sous l'égide de l'Institut ANSER pour la Sécurité intérieure. L'ANSER (dont l'acronyme signifie « moderniser la stratégie nationale et obtenir des résultats ») avait été créé en 1958 par la RAND et l'armée de l'Air en tant qu'agence consultative sous contrat s'occupant de sécurité nationale. Les participants au séminaire se plaignaient déjà que le gouvernement n'ait pas « réussi à engager le peuple américain » dans un mouvement de soutien aux changements urgents à apporter à l'organisation de la sécurité nationale. L'agence de presse UPI rapporte que « quelques participants » (qui ont demandé à garder l'anonymat) ont déclaré « qu'ils estimaient que sans un autre incident terroriste, maintenir l'attention du public concernant les lacunes de la sécurité et de lui faire accepter les dépenses y afférentes deviendrait de plus en plus difficile. » Parmi les orateurs figuraient Lawrence Castro, coordonnateur de la NSA pour le soutien à la Sécurité intérieure (HSS), le contre-amiral Richard Cobbold, directeur de l'Institut royal britannique des services unifiés pour les études sur la défense (RUSI), Léon Fuerth, Frank Gaffney, plusieurs fonctionnaires du Bureau de la Sécurité intérieure (OHS) et de nombreux hauts fonctionnaires du Département d'État et de la CIA (site web de l'ANSER, 6 mai 2002).

La nouvelle phase de la campagne pour la loi martiale et pour l'état d'urgence s'engagea dans les derniers mois de 2003, quand les initiés comprirent que l'aventure en Irak se terminerait mal. Dans sa chronique de fin d'année du 31 décembre 2003, William Safire, le néo-conservateur émérite de Nixon, prédisait cyniquement dans le *New York Times* que la « surprise d'octobre » des élections de 2004 prendrait la forme d'une « attaque de grande envergure contre les États-Unis. » Bref, les États-Unis étaient, une fois de plus, menacés non pas d'un coup d'État contre le gouvernement existant, mais d'une opération destinée à choquer, discipliner et embrigader tout le processus politique en faveur d'une agression accrue contre l'étranger, la patrie étant protégée par l'état d'urgence. Il allait sans dire que ceux qui étaient associés à ce coup d'État étaient des félons, des criminels de guerre et des traîtres à leur patrie.

Le 26 mai 2004, l'*Attorney General* Ashcroft et le directeur du FBI Robert Mueller annoncèrent une « tempête absolue » de terrorisme pour l'été suivant. Selon des rapports anticipés d'une agence de presse, des fonctionnaires étasuniens avaient « obtenu de nouvelles informations, jugées fortement crédibles, indiquant qu'al-Qaida, ou d'autres terroristes, se trouvaient aux États-Unis et se préparaient à y lancer une vaste attaque l'été prochain… » (AP, 25 mai 2004). Cela s'accompagnait d'un torrent de propagande sans précédent. Quelques échantillons suffiront.

## Le régume Bush parle de terreur

Depuis le 11 Septembre, la démagogie et la terreur étaient le fond de commerce et le pain quotidien de Bush et de Cheney. Mais avril 2004 marqua un tournant décisif, une escalade qualitative. Le 22 avril, Bush fit trois discours sur un ton nettement plus inquiétant que d'habitude. Dans l'après-midi, il assura l'Association des journaux américains, composée de rédacteurs en chef, qu'on allait « s'occuper » de l'Iran si ce pays ne mettait pas un terme à son programme nucléaire. Il poursuivit en disant que les États-Unis étaient « le champ de bataille de la guerre anti-terroriste. » Il s'employa non sans mal à rehausser la stature d'al-Qaida en qualifiant ses membres avec emphase d'« intelligents… coriaces… et sophistiqués. » Parce que les terroristes étaient si effrayants, Bush déclara que les États-Unis « sont un pays difficile à défendre. Nos renseignements sont bons. Mais ils ne sont jamais parfaits, c'est cela, le problème. Nous démembrons quelques cellules ici, en Amérique. Nous traquons des individus. Mais il se trouve que nous avons un grand pays. »

Plus tard, Bush aborda les mêmes thèmes lors d'une réunion à huis clos à la Maison Blanche. Un assistant du Congrès rapporte : « … mardi soir, Bush a dit aux leaders républicains du Congrès, lors d'une réunion à la Maison Blanche, qu'il était rien moins que certain que les terroristes allaient tenter une attaque d'envergure contre les États-Unis avant les élections. Ces dirigeants ont été frappés par l'assurance et la gravité de Bush… » (*Washington Post,* 22 avril 2004).

Rappelons que le terrorisme fabriqué dépend d'un grand nombre d'individus qui agissent d'une manière qui leur paraît avoir un sens dans les limites de leur compétence, alors que leurs actes sont, en fait, dictés par les besoins de l'opération à laquelle ils prennent part. Bush croyait peut-être qu'il menait une politique intelligente en inculquant la peur aux citoyens américains. Mais la réalité sous-jacente, c'était un réseau insurrectionnel de taupes au sein du gouvernement fédéral, que rien n'arrêterait. Ils marchaient à la baguette d'un commandement privé qui déployait aussi des lampistes et des professionnels. Les fonctionnaires qui répétaient comme des perroquets ces arguments terrifiants n'étaient pas tous conscients de ce qui pourrait

arriver, mais ceux qui rédigeaient leurs discours et les autres manipulateurs, eux, le savaient. Pour d'autres, la probabilité qu'un personnage tel que Cheney, par exemple, soit un participant averti augmente nettement.

Depuis le 20 mai 2002 au plus tard, le vice-Président Cheney prédisait dans ses discours des attaques imminentes. Ce jour-là, il intervint aux actualités dominicales de la chaîne Fox pour annoncer : « Je pense que l'éventualité d'une nouvelle attaque contre les États-Unis est quasiment certaine. » Pour lui, la seule question n'était pas de savoir « si » mais « quand. »

Plusieurs semaines plus tard, un article du *US News and World Report*, publié sous le titre « Le cauchemar de la Maison Blanche » à la rubrique des potins de Washington refléta la position des hauts fonctionnaires de Bush quant aux relations entre les attentats et les élections présidentielles prochaines. Selon cet article : « Les fonctionnaires de la Maison Blanche disent que leur ' hypothèse de travail ' à propos des attentats et des élections est la même : cela va arriver. Un haut responsable de l'administration déclare : " Nous pensons qu'une attaque aura lieu juste avant les élections, et qu'elle se produira ici. " Selon lui, il y a deux scénarios pessimistes. Premièrement : une attaque sur Washington, peut-être sur le Capitole qui, apparemment, était la cible de l'avion qui s'est écrasé en Pennsylvanie le 11 Septembre. Deuxièmement : des attaques plus réduites, mais plus fréquentes sur Washington et d'autres villes importantes, en prélude aux élections. Pour s'y préparer, l'administration a dispensé des formations antiterroristes secrètes afin que les fonctionnaires sachent comment réagir. Un de ces fonctionnaires affirme : " Le 11/9, on a eu l'impression d'une énorme confusion. Aujourd'hui, c'est le sentiment d'ordre qui prévaut. " L'impact politique est encore flou, bien que beaucoup de Bushistes pensent que la nation se ralliera autour du Président. Le fonctionnaire ajoute sur un ton sévère : " Je peux vous dire une chose : ça ne se passera pas comme en Espagne " qui a chassé le gouvernement du pouvoir après les attentats contre les trains à Madrid » (*US News World report,* 17 mai 2004).

La conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice déclara à Fox News, le dimanche 19 avril, que le gouvernement se préparait à d'éventuels attentats avant les élections présidentielles de novembre. Parlant des attentats de Madrid en mars, elle ajouta que l'occasion ainsi offerte aux terroristes d'influencer les élections « serait trop belle pour qu'ils la laissent passer » et qu'ils ont sans doute « tiré, nous l'espérons, la mauvaise leçon de l'Espagne » [sic]. Rice discourut longuement sur ce thème : « Je pense que nous devons également prendre au sérieux le fait que [les terroristes] peuvent tenter quelque chose au cours de la période pré-électorale… D'une certaine manière, l'occasion serait sans doute trop belle pour qu'ils la laissent passer, aussi examinons-nous activement cette

possibilité ; nous essayons activement de nous assurer que nous réagirons comme il convient. » Puis, sous-entendant que les préparatifs en cas d'attaque terroriste pouvaient ne servir à rien, elle ajouta : « Le plus difficile avec les terroristes, c'est qu'il leur suffit de réussir une fois ; nous, nous devons réussir à tous les coups. Et personne ne peut jurer qu'il n'y aura pas d'autres attentats. »

## Le coup d'État d'Aznar assisté par le terrorisme

Les propos de Condoleezza Rice s'inscrivaient dans le contexte d'une longue tournée aux États-Unis effectuée par José Maria Aznar, l'ancien Premier ministre espagnol, qui avait perdu les élections du 13 mars en partie parce que 90 % des Espagnols rejetaient sa servilité envers Bush et sa participation à la coalition américaine pour envahir l'Irak, et en partie parce qu'ils étaient convaincus qu'il avait menti sur les attentats du 11 mars visant des trains de banlieue dans la région de Madrid. Aznar avait été battu par une formidable mobilisation des syndicats et des partis de gauche contre le terrorisme, rappelant les actions des syndicats allemands qui avaient empêché le putsch Kapp-Luttwitz en 1920 au moyen d'une grève générale.

Aznar passait pour un néo-conservateur, et son parti incluait les résidus de l'appareil fasciste des phalanges de Franco. Il défendait la thèse que les attentats terroristes du 11 mars avaient fait pencher la balance en faveur de son rival socialiste Zapatero (du PSOE) et que sa propre défaite était une victoire pour le terrorisme, puisque le nouvel élu, suivant la volonté populaire, avait retiré son contingent d'Irak peu après sa prise de fonction.

Le résultat des élections espagnoles fut accueilli avec hystérie par les élites de Washington, d'abord parce que l'Espagne quittait la coalition, et ensuite parce que les attentats n'avaient pas produit les effets escomptés. Jusque-là, l'avis général à Washington était que le terrorisme pousserait infailliblement les électeurs de n'importe quel pays à voter pour le candidat sortant ; or cette fois, c'était son adversaire, hostile à Bush, qui avait gagné. Aznar avait eu envie d'annuler le scrutin et de continuer à gouverner par décrets, mais cette tentative avait été entravée. De même, il se fondait apparemment sur l'idée que s'il devait y avoir des actes terroristes juste avant les élections, il fallait qu'ils aient une ampleur suffisante pour servir de prétexte à leur annulation.

Au milieu du mois d'avril, Aznar commença à faire part à Tony Blair et à George Bush de ses inquiétudes concernant des attentats pré-électoraux. Il déclara : « J'ai dit à George Bush, à Tony Blair et à d'autres responsables politiques de faire très attention avant les élections… et d'être très vigilants. » (*Once Noticias*, Once-TV, Mexique, 19 avril 2004 ; EIR, 22 mai 2004). Au cours de son voyage en Californie, il affirma plus d'une

fois qu'une attaque terroriste aurait lieu aux États-Unis en juin 2004, qui mènerait à la prise de pouvoir d'une Agence fédérale de gestion des crises (FEMA) (*International Herald Tribune*, 15-16-17 mai, *Los Angeles Times*, 15 mai 2004).

Le 18 mai, *El Pais* rapporta qu'Aznar s'était rendu à Los Angeles, puis à Washington, où il avait rencontré le secrétaire à la Défense Rumsfeld. À l'issue de cette rencontre, qui réunissait également divers députés des partis Démocrate et Républicain, Rumsfeld, lors d'une apparition à la Heritage Foundation, parla de son entretien avec Aznar : « En Espagne, à Madrid, les terroristes ont changé les résultats des élections, cela ne fait pas de doute. D'une façon préméditée, comme le prévoyaient les terroristes, les résultats des élections ont été changés. J'ai dîné avec le Premier ministre Aznar et il est convaincu que c'est bien ce qui s'est passé. » Le lundi, en Californie, Aznar déclara à la presse que le terrorisme islamique voulait peser sur les élections des pays démocratiques, en ajoutant : « S'ils ont pu le faire en Espagne, pourquoi n'envisageraient-ils pas de le faire ailleurs ? Il faut bien comprendre que les terroristes feront tout pour modifier les prochaines élections aux États-Unis. Ils feront tout ce qu'ils pourront pour que les États-Unis s'écroulent. »

En outre, il déclara à Los Angeles qu'il pensait que le gouvernement de Zapatero avait envoyé « un mauvais message aux terroristes en retirant ses troupes. » Aznar eut également un entretien de 40 minutes avec le Président Bush à la Maison Blanche, auquel assistaient : le vice-Président Dick Cheney, Condoleezza Rice, Colin Powell et le chef d'état-major de la Maison Blanche Andrew Card. Le porte-parole de la Maison Blanche précisa qu'il s'agissait d'une réunion « privée », avec un « grand ami du Président. »

Les déclarations d'Aznar furent éclairées d'un jour nouveau lorsque l'on apprit que le groupe accusé des attentats de Madrid avait été infiltré de A à Z par des informateurs de la police, selon *El Mundo* du 6 mai 2004. Ces attentats étaient des actes de terrorisme fabriqué. *El Mundo* rapportait également que parmi les personnes arrêtées figuraient deux informateurs de la police. Ce journal publia un reportage exclusif de Rafa Zhueri qui avait été lui-même arrêté ce jour-là. Il y révélait qu'il avait travaillé pendant des années comme informateur de la police pour une unité des Gardes civils espagnols (UCO : Unidad Central Operativa). L'article était intitulé : « J'ai dit à la Garde civile qu'un Asturien m'avait donné de la dynamite. » Les médias étasuniens sous influence passèrent ces renversantes révélations à la trappe.

Le 27 mai 2004, le quotidien suisse *Neue Zürcher Zeitung* publia encore d'autres informations sur la nature extrêmement douteuse des attentats de Madrid dans un article intitulé « Un crime sous les yeux de la police ». Ce long article exprimait sa stupéfaction de voir que les

prétendus coupables de ces actes terroristes n'étaient pas des agents dormants très sophistiqués, mais des criminels notoires bien connus des services secrets européens, y compris espagnols, depuis des années.

Jamal Zougham, un des principaux suspects, fut arrêté après le 11 mars. Il avait déjà été pris dans une rafle après le 11 septembre 2001. Bien que très connu de la police et des services secrets espagnols et français et continuellement sous surveillance, il avait quand même pu se rendre en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Norvège pour rencontrer d'autres suspects de terrorisme également sous surveillance. Par ailleurs, au moins deux des individus arrêtés à Madrid étaient déjà fichés pour trafic de drogue. Enfin, l'ouvrier de mine accusé d'avoir procuré les explosifs pour le 11 mars était aussi un dealer connu. Selon certains rapports fiables, lui et un autre appréhendé travaillaient comme indicateurs pour la police.

La *NZZ* se demandait donc comment ces individus avaient été en mesure de réaliser un attentat de cette ampleur au nez et à la barbe de la police. L'article suggérait que l'opération n'avait peut-être pas été perpétrée par eux, mais par d'autres. En réalité, les personnes arrêtées représentaient sans doute une belle brochette de lampistes. Les véritables suspects n° 1 des attentats de Madrid n'étaient ni l'ETA, ni al-Qaida, mais plutôt les néo-fascistes espagnols et italiens de l'école Stefano delle Chiaie, dont le modus operandi a toujours été l'attaque de trains, comme on l'a vu avec l'attentat contre l'Italicus ou celui de la gare de Bologne qui avait fait plus de 80 morts.

La commission du 11 Septembre a été un exemple d'enquête ratée et de maquillage évident, mais a fourni un excellent tremplin à la propagande de personnes telles que John Lehman, ancien secrétaire à la Marine et agent secret de l'*establishment*. Lors des sessions du printemps 2004 de la commission à New York, Lehman répéta à plusieurs reprises que l'écrasante majorité des fonctionnaires étasuniens estimait que de nouvelles attaques auraient bientôt lieu. Cette opinion était partagée par l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani. Elle fut réitérée par Kean et Hamilton lors de la remise du rapport de la commission du 11 Septembre.

## Kerry adopte le mythe du 11 Septembre

Le candidat à la présidence John Kerry n'a pas contesté la démagogie terroriste de Bush. Au contraire, l'oligarque brahmane de Skull & Bones a souscrit avec enthousiasme à la vision cauchemardesque de Bush et Cheney qui présentait l'Amérique comme un champ de bataille nucléaire du terrorisme. S'il est possible que Kerry ait cru qu'il se pliait simplement aux exigences de certains groupes de pression favorables au Likoud, en réalité, il apportait une crédibilité précieuse et une couverture au plus

sinistre complot jamais ourdi contre les États-Unis. Le 27 mai, Kerry entama une série de discours baptisée « tournée de politique étrangère de 11 jours ». « La menace mondiale la plus considérable qui plane aujourd'hui sur nous, [c'est] celle d'un terroriste possédant des armes nucléaires », déclara-t-il le 1er juin à Palm Beach. « Oubliez la politique, arrachez les étiquettes : depuis ce funeste jour de septembre, avons-nous tout fait pour mettre en sûreté ces armes dangereuses et les matériaux requis pour la fabrication de bombes ? Non !… Il fut un temps où l'éventualité d'une guerre nucléaire était la plus lourde responsabilité confiée au Président américain. L'expression « avoir le doigt sur le bouton » avait un sens très réel… Aujourd'hui, je vous propose de demander que l'Amérique lance une nouvelle mission… pour empêcher que les armes les plus meurtrières au monde ne tombent entre les mains les plus dangereuses. Si nous mettons en sûreté tous les matériaux permettant la fabrication de bombes, si nous veillons à ce qu'aucun nouveau matériau ne soit produit pour réaliser des armes nucléaires et si nous mettons un terme aux programmes des États hostiles tels que la Corée du Nord ou l'Iran, nous pouvons, et nous allons, réduire spectaculairement le risque de terrorisme nucléaire… Voici ce que nous devons faire : la première étape consiste à mettre en sûreté tous les matériaux nucléaires dans le monde entier. Cela implique de découvrir exactement où ils se trouvent, de les mettre sous clé et de les rendre inoffensifs où qu'ils soient. Nous devons traiter tous les matériaux permettant la fabrication de bombes comme s'il s'agissait de bombes véritables. »

Kerry était aussi prêt à damer le pion à Bush en ajoutant l'Arabie Saoudite à la liste des pays cibles d'une guerre économique et peut-être d'une invasion, une idée longtemps caressée par les likoudistes et qui, depuis peu, avait gagné du terrain parmi certains pseudo-gauchistes étasuniens. Le remède de Kerry était l'indépendance énergétique, afin d'avoir les mains libres pour régler ses comptes avec les Saoudiens : « Si nous nous occupons sérieusement de notre indépendance énergétique, nous pourrons enfin nous occuper sérieusement du rôle de l'Arabie Saoudite dans le financement et le soutien idéologique apportés à al-Qaida et à d'autres terroristes », déclara Kerry à Seattle le 27 mai. « Nous ne pouvons pas continuer avec la politique du gant de velours appliquée par l'administration à l'approvisionnement en argent terroriste et à son blanchiment… Je lancerai une campagne de dénonciation contre ceux qui financent le terrorisme. S'ils ne réagissent pas, ils seront exclus du système financier des États-Unis. Je procéderai de la même manière pour le soutien saoudien aux religieux qui encouragent l'idéologie de la terreur islamique. Pour être clair, nous ne ferons plus d'affaires avec l'Arabie Saoudite comme avant. » (www.johnkerry.com)

Kerry ne s'arrêta pas à l'Arabie Saoudite ni aux cibles habituelles telles que l'Iran et la Corée du Nord (voir son interview au *New York Times* du 28 mai). Ses discours de politique étrangère, tous bâtis sur le danger du terrorisme nucléaire, regorgèrent de menaces contre l'Inde, le Pakistan, la Chine et la Russie, puissances considérables, pour certaines, que même les néo-conservateurs bushistes s'étaient gardés d'évoquer. Kerry affirma tout net les prétentions américaines à exercer un droit de regard sur la dissuasion nucléaire de la Russie : « Plus d'une dizaine d'années se sont écoulées, et le mur de Berlin est tombé. Mais la Russie a toujours 20 000 armes nucléaires et suffisamment de matériaux nucléaires pour fabriquer 50 000 bombes supplémentaires de la taille de celle d'Hiroshima. Pour la plupart de ces armes et matériaux, les nouvelles mesures coopératives de sécurité n'ont pas été conclues… Et au rythme actuel, il faudra 13 ans avant que les matériaux pouvant servir à fabriquer des bombes ne soient mis en sûreté dans l'ex-URSS. Nous ne pouvons pas attendre tout ce temps. Je veillerai, pendant mon premier mandat, à ce que nous retirions totalement ces matériaux des sites qui ne peuvent pas être convenablement sécurisés… Il est difficile de croire que nous avons mis en sécurité moins de matériaux servant à fabriquer des bombes dans les deux ans écoulés depuis le 11 Septembre qu'au cours des deux années précédentes. Lors de mon premier sommet avec le Président russe, je demanderai un accord pour éliminer les principaux obstacles qui ralentissent nos efforts pour sécuriser les stocks nucléaires russes. »

La crise nord-coréenne, avec sa prétendue menace de danger nucléaire, a largement été fabriquée par les États-Unis pour aiguillonner la Corée du Sud et le Japon à apporter leur soutien au cours des préparatifs de l'invasion de l'Irak. Sur ce point, Kerry, une fois de plus, offrit une version plus dure de la ligne Bush/Cheney : « En Asie orientale, la Corée du Nord fait peser une véritable menace nucléaire, alors que nous avons commencé à retirer nos troupes pour soulager les forces surchargées en Irak », déclara-t-il à Seattle le 2 mai. « Cette administration s'est focalisée sur l'Irak alors que le danger nucléaire s'accroît en Corée du Nord » ajoutait Kerry le 1er juin à Palm Beach. « Nous savons que la Corée du Nord a déjà vendu de la technologie et des missiles balistiques dans le passé. Selon certaines publications, de l'uranium nord coréen s'est retrouvé entre les mains des Libyens. La Corée du Nord a clairement signifié au monde (et aux terroristes) qu'elle est ouverte à toute proposition et prête à vendre au plus offrant. N'ayons aucune illusion sur Kim Jong-Il ; tout accord devra être rigoureusement contrôlé et aboutir à l'élimination totale et irréversible du programme nucléaire nord-coréen. Depuis dix-huit mois, nous discutons de la forme de la table des négociations, et pendant ce temps-là, les Nord Coréens réalisent apparemment suffisamment de combustible pour fabriquer de six à neuf bombes atomiques. » Le 1er juin, Kerry s'en prit égale-

ment à la Chine, à l'Inde, au Pakistan et à l'Iran ; ces pays, d'après lui, devaient se montrer plus coopératifs lors des contrôles internationaux sur l'ensemble de leurs matériaux nucléaires.

Au milieu de son évocation incessante de la menace de terrorisme nucléaire, Kerry adopta également la doctrine Bush-Cheney de la guerre préventive : « Notre stratégie ne se concentre pas seulement sur ce que nous devons faire, mais aussi sur ce que nous devons empêcher », dit-il le 27 mai à Seattle. « Nous devons veiller à ce que les États voyous et les terroristes n'aient jamais accès à des armes de destruction massive. C'est la menace la plus grave qui pèse sur notre sécurité, et de loin. Tout adversaire potentiel doit savoir que nous nous défendrons contre l'éventualité d'une attaque recourant à des armes non conventionnelles. Si une telle frappe se produit, en tant que commandant en chef des armées, je répliquerai avec une force écrasante et destructrice. Si une telle attaque paraît imminente, en tant que commandant en chef des armées, je ferai tout le nécessaire pour l'empêcher. En tant que commandant en chef des armées, je ne céderai notre sécurité à personne » (www.johnkerry.com). Beaucoup de Démocrates n'étaient pas d'accord avec cette politique du doigt sur la gâchette, car ces propos de Kerry le « rapprochaient de la politique de préemption de M. Bush », comme le dit un chroniqueur du *Washington Post* le 30 mai.

La clef de voûte des propositions de Kerry lors de son hallucinante tournée consacrée à la politique étrangère impliquait également le terrorisme nucléaire. Le 1er juin, il annonça à la ville cossue de Palm Beach que s'il était élu, il nommerait un tsar de la « terreur nucléaire ». « Que les choses soient bien claires : définitivement et fondamentalement, notre première priorité pour la sécurité à long terme de l'Amérique est d'empêcher le terrorisme nucléaire », dit-il. « C'est pourquoi je nommerai un Coordonnateur national pour le terrorisme nucléaire et la contre-prolifération, qui travaillera avec moi à la Maison Blanche pour canaliser tous les efforts et rassembler tous nos alliés afin de combattre ce danger incalculable. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'une arme nucléaire n'atteigne jamais nos côtes, et cette mission commence loin d'ici. Nous devons mettre en lieu sûr les armes et matériaux nucléaires à la source afin que notre seule ligne de défense ne consiste pas à perquisitionner les conteneurs ici, au port de Palm Beach, cela doit être notre ligne de défense ultime » (www.johnkerry.com).

Quoi qu'ait entrepris Kerry pour doubler Bush sur la droite, il ne pouvait pas changer le fait que, tant qu'il y aurait des élections, le Parti Démocrate aurait toujours à demander quelques légères concessions aux Noirs, aux femmes, aux syndicalistes, aux enseignants, aux écologistes et aux avocats qui composent la plus grande partie de son électorat. Mais dans l'ambiance post-coup d'État, toutes ces catégories étaient en passe

d'être marginalisées, et le régime Bush représentait un instrument plus attrayant que le Parti Démocrate pour assurer l'administration de la loi martiale.

## Les préparatifs en vue de l'état d'urgence

Les 11 et 12 mai, l'Agence fédérale de gestion des crises (FEMA) organisa des grandes manœuvres concernant plus de 2 500 employés fédéraux pour déterminer de quelle manière le gouvernement fédéral pourrait continuer à fonctionner en cas d'attaque terroriste ou d'une autre catastrophe de grande envergure. Dans le cadre de cet exercice, les employés durent se rendre dans plus d'une centaine de lieux secrets pour se préparer à travailler dans des conditions de catastrophe. Cet exercice, appelé « Défi 2004 pour l'avenir », était en préparation depuis environ un an, selon le secrétaire à la Sécurité intérieure Tom Ridge, qui parla aux journalistes à partir d'un tel endroit secret (*Washington Post*, 14 mai 2004). Depuis plusieurs semaines, Ridge faisait un battage médiatique à sa façon autour de la « tempête totale » du terrorisme annoncé. Lors d'une conférence tenue à Las Vegas mi-avril, il déclara que le gouvernement devait « verrouiller » la sécurité dès à présent et jusqu'à l'entrée en fonctions du nouveau Président en 2005, non pas sur la base « d'informations spécifiques ou crédibles », mais sur la présomption que des événements politiques, économiques et sportifs importants constituaient de bonnes cibles (*USA Today*, 20 avril 2004).

Toute une série d'incidents convergeaient également pour faire soupçonner des attentats contre le réseau de chemin de fer, sur le modèle de Madrid. Des activités douteuses sur le couloir ferroviaire du nord-est entre Washington et Boston en faisaient partie. Une chaîne de télévision de Philadelphie rapporta la découverte d'un émetteur sans fil bien caché dans le gravier sur la ligne de la SEPTA (Southeast Pennsylvania Transit Authority) à Philadelphie. Un capteur peint en noir fut découvert enterré dans le ballast sur la ligne de la SEPTA. Il pouvait servir de détonateur et envoyait un signal quand un objet passait devant son faisceau à infrarouge (WPVI News, Philadelphie, 20 mai 2004).

Le 6 mai, le Premier ministre britannique Tony Blair annonça la nomination de John Scarlett à la tête du MI-6, les services secrets britanniques. Aussitôt, les leaders de l'opposition protestèrent. Scarlett était l'auteur et le défenseur obstiné du rapport sur les ADM irakiennes, que le gouvernement Blair avait rédigé pour justifier la guerre américano-britannique en Irak, désormais discrédité pour avoir été artificiellement rendu plus « sexy ». Le Dr. David Kelly avait perdu la vie à l'occasion du scandale qui s'était développé autour des manipulations opérées dans ce rapport, mais le gouvernement avait été blanchi par l'enquête conduite par Lord Hutton, de la

Chambre des Lords siégeant à titre judiciaire. Cette nomination signifiait que le MI-6 serait privé de la direction d'un professionnel compétent et indépendant, agissant afin d'empêcher le terrorisme attendu, pour être dominé par un politicard au jugement et à la loyauté douteux (AP, 6 mai 2004).

Pour tout compliquer, Bush nomma le patricien Porter Goss pour remplacer Tenet à la tête de la CIA. Goss avait été récemment membre du Congrès pour la Floride ; c'était aussi un ancien agent de la CIA. En 1961, jeune recrue de la CIA, il avait travaillé pour JM/WAVE, la station de la CIA à Miami. Pendant un certain temps, cette station avait été dirigée par Theodore G. Shackley, ami de la machine Bush et cheville ouvrière du réseau des hauts fonctionnaires de la CIA. À l'époque, il s'agissait du centre de commandement des Cubains anticastristes qui avaient pris part à l'invasion avortée de la baie des Cochons. C'était aussi le centre de l'opération Mangouste dont le but officiel était de faire assassiner Castro mais qui servit également à maquiller certains aspects de l'assassinat de Kennedy. Le milieu JM/WAVE fournit un certain nombre de cambrioleurs du Watergate ; plus tard, il fut au cœur du trafic de drogue et d'armes de l'affaire Iran-Contra. Enfin, comme nous l'avons vu, l'infrastructure de l'ère Iran-Contra fut la pépinière d'où sortirent Atta, Shehhi et Jarrah, les trois pilotes accusés du 11 Septembre.

De surcroît, le gouvernement étasunien imposa apparemment un embargo sur l'échange de renseignements antiterroristes clés avec les autorités européennes. Quelles qu'en aient été les intentions, l'effet de ce black-out fut d'empêcher les alliés de regarder de près certaines activités aux États-Unis. Dans un article paru le 6 mai, le journal économiste allemand *Handelsblatt* fit savoir, en écho à un article similaire paru dans le *Wall Street Journal*, que les enquêteurs espagnols, comme beaucoup de leurs collègues en Europe, avaient beaucoup de mal à obtenir des informations de la part des milieux étasuniens engagés dans la lutte antiterroriste. Ce journal mentionnait le cas du juge Balthazar Garzon, incapable de faire avancer certaines enquêtes sur al-Qaida après le 11 Septembre, comme l'affaire Ramzi ben al-Shibh, membre d'al-Qaida détenu dans un endroit inconnu. Pour ne rien arranger, la prétendue guerre antiterroriste aux États-Unis était conduite par des tribunaux militaires siégeant à huis clos et par des services secrets militaires qui ne communiquaient pas les témoignages et les preuves à leurs collègues européens (*Handelsblatt*, 6 mai 2004).

## Un déchaînement de propagance terroriste

Le scénario de l'attaque de villes américaines par des armes atomiques portables fut préparé par une longue campagne de films et de reportages d'actualités. Au début de l'année 2004, le journal en langue arabe *al-Hayat* révéla qu'Oussama ben Laden avait acquis des armes nucléaires

tactiques soviétiques en Ukraine et les avait mises en lieu sûr en vue de les utiliser plus tard. Selon un communiqué de l'agence Reuters du 8 février 2004, « un ancien conseiller à la Sécurité nationale russe, le général Alexandre Lebed, déclara qu'après la chute de l'URSS en 1991, une centaine de bombes portables de la taille d'une mallette avaient disparu. Moscou a nié l'existence de telles armes. » Mais Lebed « a dit que chacune équivalait à 1 000 tonnes de TNT et pouvait tuer jusqu'à 100 000 personnes. » Ces bombes auraient été vendues à al-Qaida par des scientifiques ukrainiens en visite à Kandahar en Afghanistan en 1998 sous le régime taliban accusé par les États-Unis d'abriter al-Qaida. Une autre version faisait intervenir le Dr. A.Q. Khan, père du programme nucléaire pakistanais, qui aurait vendu la technologie, le savoir-faire et des équipements nucléaires à n'importe qui avant que ses activités ne soient découvertes. Néanmoins, cela n'aurait pas pu se produire à l'insu de l'ISI, dont on dit que le directeur était à la solde de la CIA, ni sans sa connivence.

Une autre version encore impliquait l'Iran, pays envers lequel les néoconservateurs, et Michael Ledeen de l'American Enterprise Institute en particulier, ne ménageaient pas leurs invectives. Lors du récent procès à Hambourg (Allemagne) d'Abdel-Ghani Mzoudi (qui devait ensuite être acquitté du chef d'accusation de complicité dans les attentats du 11 Septembre), une déclaration fut versée au dossier par un informateur non identifié du *Bundeskriminalamt*, l'équivalent allemand du FBI, qui affirma que les services secrets iraniens étaient en réalité à l'origine des attentats du 11 Septembre. Cette affirmation émanait d'un soi-disant déserteur iranien qui aurait fui l'Iran en juillet 2001. Selon cette source, « le département 43 » des services secrets iraniens aurait été créé pour planifier et effectuer des attentats terroristes et aurait monté des opérations conjointes avec al-Qaida. Le fils d'Oussama ben Laden, Saad ben Laden, a effectué de nombreuses visites de conseiller en Iran (DPA, 22 janvier 2004).

Les médias s'enivrèrent de récits effroyables d'attaques terroristes utilisant des armes ABC. Quelles qu'aient été les intentions ou les motivations des auteurs, ces récits ont objectivement servi de propagande préparant aux attaques, notamment en présentant au public diverses notions nouvelles : état d'urgence, loi martiale ou état de siège, thèmes favoris des auteurs néo-conservateurs depuis le Nazi Carl Schmitt. L'article de Michael Ignatieff paru le 2 mai 2004 dans le *New York Times Magazine* en donne un exemple particulièrement outrancier. Dans son délire, Ignatieff écrit :

> Réfléchissons aux conséquences d'une seconde vague d'attentats frappant les États-Unis : l'explosion d'une bombe sale ou radioactive, peut-être, ou d'un petit engin nucléaire, ou bien une attaque chimique dans le métro. Chacun de ces événements peut apporter la mort, la dévastation et la

> panique à un tel degré que le 11 Septembre fera figure de pâle prélude. Après une telle attaque, une chape de deuil, de mélancolie, de colère et de peur s'abattra sur notre vie publique pendant une génération entière.
>
> Une attaque de cette nature est déjà dans le domaine du possible. On en trouve les recettes de fabrication sur Internet, et le matériel requis est disponible pour quiconque veut y mettre le prix. Les démocraties vivent du libre marché, mais un marché libre de vendre n'importe quoi (uranium enrichi, ricine, anthrax) signera l'arrêt de mort de la démocratie. L'apocalypse est en cours de privatisation et, tant que nous ne supprimerons pas ces marchés, la fin du monde sera à vendre. Le 11 Septembre, malgré son horreur, a été une attaque ordinaire. Nous avons toutes les raisons de craindre le pire la prochaine fois.
>
> Une démocratie peut permettre à ses dirigeants de commettre une erreur fatale (certains pensent que le 11 Septembre en est une), mais les Américains n'en pardonneront pas une seconde. Une série d'attentats à grande échelle déchirerait le tissu de confiance déjà fragile qui nous lie à nos dirigeants et détruirait la foi que nous avons les uns dans les autres. Quand les zones dévastées auront été mises en quarantaine et les cadavres enterrés, nous pourrions nous retrouver, très rapidement, dans un état de sécurité nationale en alerte permanente, avec les frontières hermétiquement fermées, des contrôles d'identité incessants et des camps de détention perpétuelle pour les dissidents ou les étrangers. Nos droits constitutionnels pourraient disparaître de nos tribunaux et la torture pourrait refaire son apparition dans nos cellules d'interrogatoires. **Le pire, c'est que le gouvernement n'aurait pas à imposer la tyrannie à une populace abrutie. Nous la réclamerions au nom de notre propre protection**. Et si les institutions de notre démocratie étaient incapables de nous protéger, nous pourrions aller plus loin et prendre la loi entre nos propres mains. Le lynchage a une certaine tradition dans notre pays, et dès que l'épouvante et la paranoïa se seraient emparées de nous, nous pourrions répéter les pires épisodes de notre passé, tuant nos anciens voisins et nos amis de naguère (passage souligné par l'auteur).

Cet excès fut tourné en ridicule par les experts dans le documentaire de la BBC 2 *Le pouvoir des cauchemars,* qui révéla que le nombre de morts provoqués par une bombe sale serait de *zéro*.

L'instauration de la loi martiale à la suite d'une nouvelle vague d'attentats fut également le thème de l'émission *Nightline* de Ted Koppel le 7 avril 2004. Koppel y était rejoint par l'ancien tsar antiterroriste Richard Clarke et le directeur de cabinet de Reagan Kenneth Duberstein. L'émission était intitulée « Le plan Armaguédon » et abordait des questions liées à la continuité du gouvernement (COG) après une attaque ayant décimé le Congrès des États-Unis. Koppel demanda à Duberstein : « De toute façon, ne sommes-nous pas amenés à avoir, pour un avenir prévisible, une forme ou une autre de loi martiale ? » Duberstein répondit avec empressement : « Il faut suspendre des droits. » Koppel alla plus loin : « Alors, pendant une telle période, et vu le sentiment de panique inévitable

dans ces circonstances, l'exécutif assume des pouvoirs extraordinaires, n'est-ce pas ? » Clarke s'en mêla : « Je pense que lors d'une guerre où Washington serait détruite, il y aurait inévitablement une période de, je ne trouve pas de meilleur terme, quelque chose comme une loi martiale » (*Nightline*, 7 avril 2004).

Aucune attaque terroriste ne serait complète sans la diffusion à l'avance d'un docu-fiction permettant au public d'avoir un schéma théorique l'aidant à comprendre, dans le sens souhaité par l'oligarchie, les événements susceptibles d'arriver. Pour les éventuelles attaques futures, ce détail fut traité le dimanche 6 juin 2004 à 8 heures du matin EDT, quand la chaîne FOX diffusa *La fusion : une menace réelle,* une fiction de deux heures produite par Craig Anderson Productions et Apolloscreen. Les vedettes en étaient Bruce Greenwood et Arnold Vosloo. En voici le résumé : « Les agences du gouvernement et les civils réagissent à une attaque terroriste visant un réacteur nucléaire américain. » Sous-titre : « Les terroristes n'avaient pas besoin de fabriquer une arme atomique… nous l'avons fait pour eux. » La jaquette montrait également des silhouettes sinistres arborant des grenades et des lance-roquettes et avançant vers deux tours de refroidissement nucléaire, tandis que d'autres terroristes descendaient en parachute.

D'autres commentateurs associèrent cyniquement l'agression terroriste prévue avec les élections présidentielles de novembre. Un article du 2 mai intitulé « Comment élaborer des politiques en cas de catastrophe », le correspondant au *New York Times* David Sanger résumait les habitudes des milieux de Washington de discuter de manière « obsessionnelle » de l'impact électoral d'un autre attentat. D'après Sanger, les campagnes de Bush et de Kerry soupesaient l'impact d'un « élément cauchemardesque et imprévisible » susceptible de faire pencher la balance lors des élections. Il relevait que depuis peu, Bush en parlait plus ouvertement, « peut-être pour préparer le pays au pire, peut-être pour commencer la vaccination politique pour le cas où les défenses nationales échoueraient. » Des proches de Bush se disaient les plus inquiets, non pas pour la vie d'innocentes victimes, mais parce qu'une nouvelle attaque pourrait se retourner contre l'actuel occupant de la Maison Blanche. Leurs calculs cyniques étaient comparés à « une sorte de macabre théorie des jeux, dans laquelle les experts de la sécurité et les opérationnels politiques – deux catégories qui n'ont généralement pas beaucoup de rapports entre elles à Washington – sont en train de calculer les retombées politiques possibles d'une attaque. » Sanger citait un haut fonctionnaire : « Ce que les terroristes ont appris à Madrid, c'est que les attentats peuvent modifier le résultat des élections et changer la politique. C'est un précédent très dangereux. » Relevant la position courante des néo-conservateurs qui dénoncent « l'enseignement erroné » tiré par le peuple espagnol et lui reprochent de « pactiser » avec le terro-

risme, Sanger ajoutait que l'administration Bush préparait des scénarii portant sur les diverses hypothèses dans lesquelles des attentats pourraient « changer les élections » en faveur de Bush : « Les assistants politiques de M. Bush affirment (en catimini, parce que personne ne dissèque le terrorisme dans une intervention officielle) que plus le monde devient fou, plus cela renforce le thème de la campagne : maintenant plus que jamais, le pays a besoin d'un Président qui a su se montrer fort face au terrorisme. »

Les Bushistes s'accordaient à dire que l'essentiel n'était pas de prévenir, mais de prévoir le moment : si les attentats survenaient trop tôt avant les élections, l'incitation initiale à se regrouper spontanément autour du Président pouvait se dissiper « parce que l'on n'aurait plus l'avantage du choc et que, cette fois, le système de défense serait censé intervenir. Aussi, au bout d'environ un mois, de l'avis général, l'horreur pourrait céder le pas à la question de savoir si les milliards dépensés pour la sécurité l'avaient été à bon escient et si M. Bush s'était concentré sur les menaces véritables. » Ainsi, un attentat en juin ou juillet pouvait se retourner contre Bush. Sanger écrit : « Une des raisons pour lesquelles l'administration est à ce point obsédée par la sécurité des congrès des partis, c'est que ces rassemblements attirent les élites dans deux grandes villes. Mais elles peuvent se tenir bien avant les élections, suffisamment tôt pour laisser le temps de désigner les coupables prévisibles. Certains croient que les terroristes pourraient lancer une attaque que l'on pourrait faire passer pour une conséquence de la guerre en Irak plutôt que pour une redite du 11 Septembre. » Sanger ne mentionnait pas le scénario qui s'appuyait sur les enseignements de la chute d'Aznar : loi martiale, état d'urgence et pas d'élections du tout.

Dans un commentaire publié dans le *Wall Street Journal* du 20 mai 2004, intitulé « Méfiez-vous des surprises pendant le sprint final », Al Hunt prévoyait que les élections présidentielles pourraient être tranchées par des « événements imprévus », dont le plus important serait une attaque terroriste. Hunt évoqua l'hypocrisie de la position de Bush sur le terrorisme : « L'administration Bush et les experts externes en terrorisme ont à plusieurs reprises averti qu'une autre attaque sur le sol national était probable. Sur le plan politique, la Maison Blanche a raflé le beurre et l'argent du beurre : elle s'est flattée qu'il n'y ait eu aucune attaque depuis le 11 Septembre tout en mettant en garde contre la probabilité, voire le caractère inévitable, d'un nouvel attentat. » Les dirigeants du GOP pariaient qu'une nouvelle vague de terreur jouerait en leur faveur ; Hunt citait un ancien membre de l'état-major de campagne républicain, Charles Black : « Mon instinct me dit qu'il y aura effet de ralliement autour de l'actuel titulaire ». De là, il n'y avait qu'un pas à franchir pour conclure qu'un attentat pourrait aussi permettre à Bush de s'affranchir purement et simplement des formalités électorales tout en bénéficiant pour cela d'un soutien populaire accru.

Sean Hannity, un animateur de télévision adepte de la calomnie, vendit la mèche en disant : « Si nous sommes attaqués avant les élections comme l'Espagne, je ne suis pas sûr que ces élections devraient avoir lieu… Nous ferions mieux de nous y préparer parce que cela va arriver. » Hannity était à deux doigts de demander de renverser la Constitution des États-Unis par la force.

Le *Washington Post* profita de la publication du dernier jeu d'enregistrements de l'administration Nixon pour émettre ce qui ne peut être interprété que comme une menace dirigée contre le Congrès, sous la forme d'un article remarquable intitulé « Haig disait que Nixon parlait sur le ton de la plaisanterie de jeter une bombe atomique sur la Colline* ». Cet article évoquait une conversation téléphonique entre le chef d'état-major de Nixon, le général Alexander Haig, et le secrétaire d'État Henry Kissinger en mars 1974, quelques mois avant la démission forcée de Nixon. « On m'a dit d'aller chercher le ballon de foot » (football) disait Haig à Kissinger, en faisant référence aux codes utilisés par le Président pour ordonner une attaque nucléaire. En réponse à une question de Kissinger, Haig ajoutait qu'on lui avait demandé « la mallette nucléaire noire. Il va la laisser tomber sur la Colline. » Cette remarque, qui se plaçait dans un contexte où Nixon redoutait de plus en plus l'imminence d'un *impeachment*, n'a pas dû rassurer les membres du Congrès (*Washington Post,* 27 mai 2004).

## L'empire anglo-américain en crise

Il fallait chercher les motifs de cette propagande jouant sur la terreur dans les revers cinglants subis par le régime Bush dans la première moitié de l'année 2004. En avril, les forces de résistance irakiennes avaient provoqué un soulèvement national contre l'invasion de leur pays. L'échec de la superbe machine de guerre étasunienne devant Fallujah et Najaf avait mis fin au mythe de son invincibilité et enclenché des processus de désintégration incontrôlables dans tout le système mondial. En mai, les crimes de guerre et les barbaries perpétrés par les soldats étasuniens, britanniques et autres en Irak avaient balayé la crédibilité des États-Unis et de leurs alliés, transformant ces puissances en objets d'exécration absolue dans le monde entier. Cette situation avait été résumée par la condamnation sévère de la politique de Bush par le pape Jean-Paul II au cours de la visite du président étasunien au Vatican le 4 juin. C'était le commencement de la désintégration de la « Coalition des pays de bonne volonté » formée de manière *ad hoc* autour du régime Bush, puisque l'Espagne, le Honduras,

* *La Colline* : le Congrès est construit sur une colline (NdlT).

la République Dominicaine, le Kazakhstan, la Norvège et les Philippines décidèrent alors soit de se retirer d'Irak, soit d'annoncer leur départ. Les gouvernements restés fidèles à Bush en Grande-Bretagne, en Italie, en Pologne, au Danemark et ailleurs s'exposaient à des perspectives électorales sombres. Tout le réseau d'alliances créé par les États-Unis à la fin de la 2e guerre mondiale devenait de plus en plus lettre morte. Les trois principaux leaders de l'agression dans le monde, Bush, Blair et Sharon, se retrouvaient embourbés dans des crises intérieures qui les menaçaient d'être disgraciés à court terme, avec un risque accru de procès et de naufrage de leurs machines politiques face aux récriminations concernant l'Irak et d'autres désastres. En même temps, le système financier de New York et Londres commençait à montrer des symptômes d'une grave instabilité annonçant une crise systémique.

Les États-Unis accusaient un déficit commercial de plus de 500 milliards de dollars et un déficit du budget fédéral proche des 750 milliards. Les États-Unis étaient en faillite. La politique de Greespan avait résolu la bulle dot.com en créant une bulle immobilière et une bulle obligataire. À cause de la banqueroute patente des États-Unis, les oligarques de la finance anglo-américaine redoutaient que le dollar ne perdre son rôle de devise de réserve, s'il était abandonné pour la fixation du prix du pétrole par l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Indonésie et les autres pays de l'OPEP. L'euro, beaucoup plus fort et nettement plus stable, serait alors le bénéficiaire d'une telle évolution et s'avérerait beaucoup plus attrayant pour la plupart des pays dans un monde divisé en blocs monétaires. L'UE avait fait pression sur la Russie pour qu'elle accepte le paiement du pétrole en euros. Si cela avait réussi, l'UE aurait été hors de portée du chantage anglo-américano-israélien à la pénurie.

La Russie et l'Allemagne en particulier discutaient sérieusement de cette mesure, qui remettait sur le tapis leurs accords Apollo d'après la 1re guerre mondiale, le cauchemar des Anglo-Américains. Pris ensemble, tous ces phénomènes laissaient entrevoir l'effondrement total du système impérialiste étasunien. Les protagonistes de la terreur imminente se décidèrent à casser ce processus et à imposer au monde un régime de *diktat* et d'intervention militaire unilatérale américaine, en transformant les États-Unis en État policier pour s'assurer qu'aucune opposition n'apparaisse sur le front intérieur.

## Les néo-conservateurs en danger

Les néo-conservateurs étaient très inquiets sur leur sort. Au cours de leur ascension, cette faction exceptionnellement idéologique qui se serrait les coudes s'était fait beaucoup d'ennemis à cause de son arrogance et de son incompétence. En mai, de nombreux articles prônèrent le renvoi non

seulement de Rumsfeld, mais aussi de Wolfowitz et d'autres qui avaient fait un tel gâchis au Pentagone. Ces revendications émanaient des plus importants sénateurs républicains qui bénéficiaient d'une grande autorité au sein de ce parti. Le chroniqueur de droite Robert Novak, dans un commentaire sur le scandale Chalabi, écrivit dans le *Washington Post* : « Des sénateurs républicains, qui demandent à rester anonymes, affirment qu'il faut demander des comptes pour cette énorme bévue, comme pour le scandale de la maltraitance de prisonniers. Ils veulent au moins que le Président réfléchisse à l'idée » de limoger Rumsfeld, Wolfowitz et peut-être d'autres membres de la bande des néo-conservateurs. En cela, les plus importants leaders républicains du Congrès étaient appuyés par des huiles de l'armée (*Time,* 25 mai ; *New York Times,* 24 mai 2004). Selon la presse, les sénateurs Warner et McCain avaient pris la tête d'une douzaine d'importants dirigeants du GOP qui réclamaient que Bush renvoie de toute urgence Rumsfeld et Wolfowitz. On dit que Bush est resté assis, le visage inexpressif, et qu'il n'a rien répondu.

Le raid militaro-mercenaire du 20 mai contre les locaux d'Ahmed Chalabi à Bagdad révéla un nouveau et grave danger pour bon nombre de personnages de l'administration Bush et de néo-conservateurs. Bien sûr, Chalabi était le chouchou de ces derniers, qui lui avaient fait parvenir plus de 40 millions de dollars sur les fonds officiels du gouvernement étasunien. Il avait été à l'origine de rapports fantastiques sur les armes de destruction massive irakiennes et sur le désir des masses irakiennes de se révolter contre Saddam Hussein. Or, il s'avérait que Chalabi avait divulgué un secret vital des États-Unis à ses commanditaires iraniens : il leur avait fait savoir que les États-Unis avaient découvert le code secret utilisé par les diplomates et les espions iraniens. Cette révélation fit comprendre aux Iraniens leur vulnérabilité et mit un terme à une ressource essentielle de l'espionnage américain en Iran et chez ses partenaires. Il s'agit alors de savoir qui avait commis un délit fédéral grave en donnant à Chalabi cette information confidentielle. On savait que les contacts les plus proches de Chalabi étaient Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz et quelques autres. Cette question fit l'objet d'une enquête du FBI concernant ces personnes et d'autres Bushistes d'importance.

L'information que Chalabi et son chef du renseignement Aras Karim Habit auraient prétendument transmise aux Iraniens « était top-secrète et connue seulement d'un petit nombre de membres du gouvernement des États-Unis », écrivit Romesh Ratnesar dans *Time*. « L'enquête montrera si des fonctionnaires étasuniens ont remis illégalement des secrets d'État au « Congrès national irakien » (INC) de Chalabi. Elle pourrait finir par toucher des fonctionnaires civils de haut rang au Pentagone et à l'agence de services secrets de la défense, qui avaient des contacts avec Chalabi et son organisation. » Ratnesar ajoutait que sa source était « un haut fonction-

naire américain ». David Johnson et Richard Oppel Jr., journalistes au *New York Times,* parlant également de « fonctionnaires du gouvernement », affirmèrent que cette information était « tellement confidentielle que les enquêteurs fédéraux ont approfondi leurs investigations pour découvrir si quelqu'un au gouvernement américain n'avait pas donné ces informations à M. Chalabi. » Ils citèrent également des « fonctionnaires des services secrets » disant que les enquêtes du FBI se concentraient sur la poignée de fonctionnaires étasuniens qui avaient des contacts réguliers avec Chalabi à Washington, et même sur un plus petit nombre d'entre eux qui avaient accès à ces renseignements. « La plupart était au Pentagone », écrivirent-ils ; toutefois, Chalabi lui-même, dans *Meet the Press* le 23 mai, reconnut trois rencontres personnelles avec le vice-Président Cheney. D'importants néo-conservateurs, non membres du gouvernement, tels que Michael Ledeen, Richard Perle, Kenneth Timmerman ou Laurie Mylroie, défendirent Chalabi bec et ongles (*Time*, 25 mai ; *New York Times,* 24 mai 2004).

Il y avait aussi le procureur spécial qui enquêtait sur la fuite qui avait permis à Robert Novak d'apprendre que Valerie Plame, l'épouse de l'ambassadeur Joseph Wilson, adversaire de Bush (Wilson avait révélé la fausseté des accusations de Bush, qui avait affirmé dans son discours de 2002 sur l'état de l'Union que l'Irak avait cherché à obtenir du minerai d'uranium au Niger), travaillait pour la CIA. Les principaux suspects étaient Karl Rove, stratège politique de Bush, et Andrew Card, chef d'état-major de la Maison Blanche. Révéler l'identité d'un agent de la CIA est un délit grave qui tombe sous le coup de la loi fédérale.

En arguant de l'affaire Valerie Plame, Bush mobilisa son propre avocat privé Jim Sharp. Ce dernier avait représenté le général Richard Secord, encore un autre personnage de l'Iran-Contra, accusé d'avoir participé à des envois illégaux d'armes au milieu des années 80. Cheney, quant à lui, avait déjà son avocat privé, Terrence O'Donnel, du cabinet Williams & Connelly de Washington. D'après *Capitol Hill Blue* du 3 juin, des sources connaissant bien les enquêtes fédérales disaient que Bush était au courant de la fuite sur Plame et qu'il n'avait rien fait pour empêcher la divulgation de son nom. Cela le rendait complice d'un délit fédéral grave.

Au cœur de l'affaire Plame se trouvait son mari, l'ambassadeur Joseph Wilson, qui avait réfuté l'affirmation infondée que l'Irak cherchait à se procurer du minerai d'uranium au Niger. Cette invention était étayée par des documents qui se révélèrent être des faux. L'idéologue néo-conservateur Ledeen était trempé dans l'affaire car les fausses preuves avaient initialement fait leur apparition à Rome où il avait de multiples contacts. Un grand jury fédéral fut constitué pour enquêter sur cette affaire. Ledeen, comme tant de fonctionnaires de Bush, était un ancien du scandale Iran-Contra de livraisons d'armes et de drogue, des années 80, qui avait impliqué George H.W. Bush, Pointdexter, Abrams et Oliver North ; il avait

ensuite mobilisé ces réseaux pour soutenir la guerre d'Irak après le 11 Septembre. En décembre 2001, Ledeen s'était employé à renouer les liens avec l'Iran en organisant une rencontre entre deux néo-conservateurs civils et Manucher Ghorbanifar, un trafiquant d'armes iranien que la CIA traitait de criminel et de menteur. À Rome, trois jours de rencontres eurent lieu avec Harold Rhode, Larry Franklin, Ghorbanifar et deux fonctionnaires du régime iranien restés anonymes. Après la conquête de l'Irak, Rhode fut envoyé à Bagdad pour être le contact entre le Bureau des plans spéciaux et Chalabi. Dans une interview donnée le 22 décembre 2003 à Mark Hosenball de *Newsweek*, Ghorbanifar déclara qu'il avait des contacts avec Rhode et Franklin « cinq ou six fois par semaine » jusqu'en juin 2003, où il avait rencontré Rhode pour la deuxième fois à Paris. Ce canal clandestin avec les Iraniens fit l'objet d'une étude minutieuse.

Richard Perle était la cible d'un énorme procès civil à cause de sa supposée participation aux transports illégaux et aux détournements de fonds effectués par lord Conrad Black, un richissime magnat de la presse néo-conservateur qui avait peut-être pris de l'argent à Hollinger pour financer des groupes de réflexion néo-conservateurs tels que l'American Enterprise Institute. Les années précédentes, Perle avait étroitement collaboré avec ce lord malhonnête ; dans cette affaire, il était aussi menacé au pénal. Un rapport rédigé pour le conseil d'administration de Hollinger par Richard C. Breeden, ancien directeur de la Securities and Exchange Commission *, demandait à Perle de restituer 5,4 millions de dollars à Hollinger (*Washington Post,* 1er septembre 2004).

Ray McGovern, analyste de la CIA à la retraite, signala que la soi-disant « information secrète crédible » citée par Ashcroft dans sa mise en garde qu'al-Qaida se préparait à « frapper les États-Unis » était plus que probablement fabriquée de toutes pièces. « Une fois de plus, le "renseignement" est utilisé pour servir les objectifs politiques de l'administration Bush », écrivit McGovern. Selon lui, « le Président, Ashcroft, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et d'autres ont des motifs profondément personnels pour faire en sorte que Bush soit assuré de rester encore quatre ans ». McGovern ajouta que, selon un mémo du conseiller de la Maison Blanche Alberto Gonzales en date du 25 juin, des fonctionnaires de l'administration pourraient être poursuivis pour « crimes de guerre » en raison des mauvais traitements infligés aux prisonniers en Afghanistan. Gonzales soulignait que « les infractions graves » aux Conventions de Genève sont des crimes de guerre en droit américain. Il ajoutait : « Il est difficile de prévoir les mobiles des procureurs et des avocats indépendants qui pourraient vouloir, à l'avenir, lancer des poursuites pour des accusa-

* Organisme de régulation et de surveillance des opérations boursières (NdT).

tions injustifiées » sur la base de la loi sur les crimes de guerre adoptée par le Congrès en 1996. Gonzales demandait à Bush de déclarer que la Convention de Genève relative aux prisonniers de guerre ne s'appliquait pas aux talibans ni aux détenus d'al-Qaida et qu'une telle décision « offrirait une défense solide en cas de poursuites futures. » Tout cela, ajoutait McGovern, avant les révélations concernant Abou Ghraïb. Il continuait :

> Pour l'administration Bush, le cauchemar consiste à perdre les élections de novembre, ce qui était improbable jusque très récemment. Pour nous, simples citoyens, le cauchemar, c'est un Président et ses acolytes qui ont recours à des mesures illégales pour garantir qu'il n'y aura pas de changement de régime à Washington pendant encore quatre ans… Oui, cela pourrait mener à une crise constitutionnelle sans exemple dans l'histoire de notre pays… Mais n'y a-t-il pas eu une bonne répétition à l'automne 2002 ? N'avons-nous pas connu alors une crise constitutionnelle, lorsque le Congrès a été manipulé pour céder au Président le droit de déclarer la guerre ? Et tout cela grâce à la propagation du mythe que Saddam Hussein était sur le point de faire exploser un champignon atomique sur nos têtes, mythe basé sur une thèse totalement inventée selon laquelle l'Irak achetait de l'uranium en Afrique. Est-ce qu'un niveau de menace accru pourrait être utilisé pour « justifier » la loi martiale et l'ajournement des élections ? Il ne fait pas de doute qu'une telle idée paraîtra trop alarmiste à ceux qui croient qu'il existe, quelque part, une certaine ligne de moralité que le Président et ses hauts conseillers ne franchiraient pas. Je suis au regret de dire que leur comportement des trois dernières années me laisse un doute quant à l'existence de cette limite… Si mes doutes sont fondés, mieux vaut s'attaquer à cette situation alarmante le plus rapidement possible (rubrique de Ray McGovern, *Common Dreams*, 2 juin 2004).

Au cours d'une interview dans l'émission de radio *Democracy Now !* d'Amy Goodman, McGovern commenta le fait que Bush ait pris un avocat. D'après lui, Bush s'était mis dans la tête que, s'il perdait la présidence, il risquait d'être poursuivi pour crimes de guerre. Donc, « quatre années supplémentaires comptent encore plus pour moi [Bush], Ashcroft et Rumsfeld » à cause des menaces d'accusation pour crimes de guerre suspendues au-dessus de leurs têtes. Selon McGovern : « Je dis cela parce que je crains plus aujourd'hui que ces trois dernières années et demi que cette administration n'emploie des méthodes extra-légales pour s'assurer que Bush tiendra encore quatre ans de plus » (*Democracy Now !* 4 juin 2004).

Le 3 juin, le directeur de la CIA George Tenet annonça sa démission, rapidement suivie par celle du directeur adjoint chargé des opérations James L. Pavitt, maître-espion des services clandestins. De toute évidence, Tenet avait été forcé à la démission par Bush et Cheney, mais il tint à la justifier par des raisons familiales, essentiellement par son désir de passer plus de temps avec son fils adolescent. Tenet, relique du temps de Clinton, n'était ni adepte de la doctrine straussienne, ni membre de Skull & Bones ;

il n'était donc pas, et n'aurait jamais pu devenir, membre du noyau dur néo-conservateur entourant Bush. Depuis de longues semaines, des néo-conservateurs tels que Richard Perle, Franck Graffney, James Woolsey, Newt Gingrich et d'autres essayaient de mettre sur le dos de Tenet les désastres survenus en Irak et ailleurs. Bien sûr, Tenet était en poste lors du 11 Septembre et de l'invasion de l'Irak, ce qui attestait *prima facie* de son incompétence (ou de sa complicité). Son départ donna à Bush l'occasion de prétendre que, dans son administration, on devait rendre des comptes. Plus en rapport avec la question de l'imminence d'attentats, Tenet était discrédité au point de devenir le symbole controversé de l'incapacité du gouvernement Bush à défendre les États-Unis. Dans un discours prononcé la semaine précédente, même Al Gore, un ami de Tenet, avait réclamé sa démission. Avec Tenet encore en poste, un autre événement terroriste aurait pu déclencher une vague d'accusations et de rancœur dirigée contre le directeur de la CIA qui, à ce moment-là, aurait été accusé non seulement de n'avoir pas écarté le 11/9, mais aussi d'être responsable des éventuels résultats de cette deuxième série d'attentats.

Aussitôt après le départ de Tenet, le gang des néo-conservateurs sembla avoir gagné un moment de répit. Douglas Jehl du *New York Times* écrivit, le 5 juin, que le départ simultané de Tenet et de Pavitt avait changé la donne du pouvoir au sein de la communauté du renseignement en faveur des néo-conservateurs du Pentagone. Jehl écrivit que « M. Tenet absent, l'équilibre du pouvoir, dans le contexte de la rivalité entre la CIA et le ministère de la Défense, peut pencher davantage au profit de Stephen Cambone. » Jehl attribuait cette opinion à « des membres du Congrès » (*New York Times*, 5 juin 2004).

Dans le sillage de la démission de Tenet, on commença à percevoir des signes inattendus de dégradation mentale chez Bush, alcoolique invétéré bien que désormais abstinent. Doug Thompson, du *Capitol Hill Blue,* écrivit : « Le comportement de plus en plus imprévisible et les sautes d'humeur du Président George W. Bush sont un sujet de choix des rumeurs qui circulent dans l'aile ouest de la Maison Blanche ; en effet, certains assistants ont exprimé en privé leur inquiétude croissante quant à l'état mental de leur chef. Lors des réunions avec ses assistants et les hauts fonctionnaires de l'administration, le Président prononce d'un même souffle des citations de la Bible et des obscénités dirigées contre les médias, les Démocrates etc. qu'il traite d'"ennemis de l'État"… » D'après ses assistants, le limogeage brutal de George Tenet mercredi soir donne un exemple de son mode de travail. « Tenet voulait démissionner l'an dernier mais le Président l'a fait renoncer et n'a plus voulu en entendre parler » déclara un assistant. « C'était le bon moment pour effectuer un changement, pas au beau milieu d'une campagne électorale, mais quand le directeur a critiqué le Président à la réunion de mercredi, ce dernier lui a coupé

la parole en disant : “Cela suffit comme ça, George. Je ne supporte pas la trahison. Je veux votre démission et je la veux maintenant”. » Tenet a été autorisé à démissionner « volontairement » et Bush en a informé jeudi matin son personnel sous le choc. Un des assistants a rapporté que le Président avait justifié sa décision en disant que c’était « la volonté de Dieu » (Capitol Hill Blue*,* 4 juin 2004*).* Peut-être l’occupant de la Maison Blanche devrait-il se faire examiner la thyroïde.

## Tendances opposées ?

En été 2004, la situation du parti du terrorisme au sein des États-Unis était incertaine. Les personnalités politiques qui auraient profité de nouveaux attentats étaient des gens comme Bush, Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz, Ashcroft, Ridge et en général les *gestapistes* néo-conservateurs (comme les appelle Colin Powell). Les meilleurs instruments de leur dictature étaient l’Agence fédérale de gestion des crises (FEMA), le département de la Sécurité intérieure de Ridge, le ministère de la Justice et le FBI. Les militaires, surtout de l’armée de Terre, avaient perdu leurs illusions sur la politique de guerre préventive de Bush et Cheney. De même, ils avaient du mal à avaler qu’on se serve d’eux comme boucs émissaires pour les cruautés d’Abou Ghraïb qui avaient été ordonnées par la CIA, la DIA et les sous-traitants mercenaires de Cheney.

Quelques généraux comprirent qu’un coup d’État commis suite à un acte terroriste et consolidant la clique actuellement au pouvoir pour un bon moment (sans la sanction du système des poids et contrepoids) garantirait que les militaires serviraient de chair à canon dans une boucherie bien pire que celle de l’Irak. Le régime qui s’en suivrait, après une guerre contre la Syrie, l’Iran, la Corée du Nord et Cuba, ne pourrait éviter d’affronter la Chine et/ou la Russie. Restait à voir si cette prise de conscience suffirait pour pousser les militaires américains à tenter d’empêcher ce coup d’État. Des réflexions similaires étaient menées au Département d’État, qui n’avait pratiquement plus sa place dans le monde post-coup d’État que les néo-conservateurs appelaient de leurs vœux. Or, on a du mal à le croire, mais le Congrès collabora à sa propre liquidation avec un projet de loi ordonnant des élections immédiates pour remplacer les députés décédés, qui fut adopté par la Chambre des représentants.

Sidney Blumenthal, ancien conseiller de l’administration Clinton qui travaillait pour Salon.com, rédigea un article pour le *Guardian* sur la façon dont le corps des officiers étasuniens s’était rebellé contre le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. Cet article était intitulé « Le coup d’État militaire américain. » Le général en retraite William Odom, qui avait été directeur de la NSA, principal centre de l’espionnage électronique, et qui était passé à l’Institut Hudson, y était cité : « Il n’a jamais été dans notre

intérêt d'aller en Irak. C'est une diversion qui nous écarte de la guerre contre le terrorisme ; la justification de la guerre en Irak (vouloir y trouver des ADM) est mensongère ; l'armée de Terre des États-Unis est surexploitée et va dans le mur ; de plus, les chances d'établir une démocratie sont nulles. La légitimité politique irakienne passe par notre expulsion. Dans une telle situation, la sagesse militaire exige de se retirer. Nous ne pouvons pas nous permettre un échec, ce serait insensé. La question est de savoir comment éviter d'échouer encore plus. Je plaide en faveur d'une décision stratégique. » Un autre militaire déclara à Blumenthal que Rumsfeld était « détesté » et que « s'il y avait un sentiment au sein de l'armée c'était : soutenir nos troupes, révoquer Rumsfeld. » Blumenthal évoquait ensuite un essai du lieutenant-colonel Charles Dunlap, qui lui avait valu un prix remis par le général Colin Powell en 1992. Cet essai s'intitulait : « Les origines du coup d'État militaire américain de 2012 ». Il s'agissait d'une mise en garde par le biais d'un récit où des militaires américains faisaient un coup d'État par suite des défaillances du gouvernement civil (*Guardian*, 13 mai 2004). Zinni et Hoar, anciens commandants du CENTCOM, publièrent également des pamphlets contre la politique de Rumsfeld-Wolfowitz. L'un d'eux disait que, vu la haine professée par les militaires envers l'administration, n'importe quel autre pays aurait déjà subi un coup d'État militaire.

Ashcroft avait affirmé que juste après les attentats de Madrid, un porte-parole d'al-Qaida avait annoncé « que 90 % des mesures en vue d'une attaque aux États-Unis étaient achevées. » Mais Michael Isikoff et Mark Hosenball, qui ont écrit sur le terrorisme dans *Newsweek*, ont fait remarquer que le seul fondement connu de la déclaration d'Ashcroft était une lettre envoyée à un journal arabe londonien, tout de suite après l'attentat de Madrid, qui disait qu'une attaque d'importance contre les États-Unis était « prête à 90 %. » À l'époque, l'authenticité de cette affirmation avait été mise en doute par certains fonctionnaires étasuniens (*Newsweek web exclusive*, 26 mai 2004).

## Terreur au congrès

Le 9 juin, le Capitole, Congrès et Cour suprême compris, fut évacué dans la panique à la suite d'un communiqué disant qu'un avion sans transpondeur approchait de Washington. Il s'avéra que cet avion était celui du gouverneur du Kentucky Ernie Fletcher qui venait aux funérailles de l'ancien Président Reagan. Mais les autorités auraient profité de l'occasion pour terroriser le Congrès, de manière sans précédent. Les photographes, les agents secrets et les membres d'une chorale militaire terminaient leurs préparatifs pour la cérémonie de la Rotonde lorsque la police du Capitole fit irruption en hurlant : « Évacuez immédiatement les lieux !

Tout de suite ! Allez ! Vite ! » Les députés, les sénateurs et le personnel s'enfuirent comme des lapins pendant que les policiers criaient encore : « Ceci n'est pas un exercice ! » Certains abandonnèrent leurs porte-documents et leurs ordinateurs portables et les femmes quittèrent leurs chaussures à talons. Amy Call, porte-parole de Bill Frist, le leader de la majorité au Sénat, déclara que les policiers leur disaient de « courir et [de] sortir du Capitole » à cause de l'arrivée « imminente » d'un avion. Non loin de là, sur l'avenue, les membres de la police des parcs et de la police du Capitole donnaient également l'ordre de fuir. « Ne vous arrêtez pas », criaient-ils. « Avancez, avancez ! » « Mesdames et messieurs, courez comme si votre vie en dépendait. C'est un ordre ! » criait un fonctionnaire de la police municipale. Des avions de combat F-16 et des hélicoptères Black Hawk furent envoyés pour intercepter l'avion errant, un bimoteur à turbo-propulsion. Plus tard, un porte-parole de la Sécurité intérieure révéla à la presse que le transpondeur de l'avion, destiné à signaler son identité aux contrôleurs au sol, était hors service (*Washington Post,* 10 juin 2004).

Le jour férié de l'Indépendance (4 juillet) fut marqué par une propagande terroriste hystérique dans les mass media américains. Ceux-ci assuraient entre autres la promotion du livre *Imperial Hubris* sur le point d'être publié par Brassey's et attribué à Anonyme, un fonctionnaire d'active de la CIA dont on disait que le vrai nom était Michael Scheuer. On disait qu'Anonyme avait été le premier chef de la section ben Laden de la CIA au milieu des années 90, ce qui n'inspirait pas confiance. Le matraquage pour ce livre, encouragé par David Ensor de CNN et d'autres, était axé sur la certitude qu'une attaque ABC contre les États-Unis était imminente. Le *New York Times* du 23 juin disait qu'Anonyme avait « la certitude qu'al-Qaida attaquerait encore les États-Unis et que cette frappe serait encore plus ravageuse que celle du 11 septembre 2001 et pourrait impliquer des armes de destruction massive. » Anonyme encensait ouvertement ben Laden en disant que ses immenses résultats étaient dus à sa foi profonde. Anonyme, dans la lignée de Richard Clarke, se montrait très critique envers le régime de Bush pour s'être détourné du véritable combat existentiel mondial contre al-Qaida : « Ben Laden n'aurait rien pu espérer de mieux que l'invasion de l'Irak » écrivait Anonyme, qui ajoutait que Bush était le Président américain idéal pour al-Qaida.

Pris ensemble, les livres d'Anonyme et de Clarke confirmaient que les cercles dirigeants reconnaissaient de plus en plus que l'aventure en Irak avait depuis longtemps franchi la ligne jaune pour représenter un désastre irréparable. Leur préoccupation consistait donc à préserver le régime oligarchique après l'Irak. À cette fin, ils étaient parfaitement d'accord pour laisser tomber le régime Bush, son incompétence crasse et sa phalange d'idéologues néo-conservateurs discrédités. Mais Clarke et Anonyme faisaient tous deux partie de la catégorie des bureaucrates qui espéraient

jouir d'un pouvoir encore plus grand si la loi martiale était proclamée. La tentative Clarke-Anonyme visait donc à préserver le terrorisme sous la fausse bannière d'al-Qaida comme un moyen indispensable de contrôler la société *sine die*. À cet égard, ils auraient volontiers toléré une nouvelle vague de terrorisme ABC/ADM pour être certains que la carte de la terreur restait jouable, puisqu'ils ne voyaient manifestement aucun autre moyen de maintenir le système actuel.

Le livre *Osama's Revenge* était encore plus explicite. Le 28 juin 2004, Fox News avait diffusé une promotion de son auteur, Paul L. Willliams, « ancien consultant du FBI ». D'après Williams, Oussama ben Laden possédait déjà 20 bombes portables de fabrication soviétique et ces armes étaient déjà aux États-Unis ! Williams estimait que les effectifs d'al-Qaida dans ce pays se composaient de 5 000 agents dormants prêts à l'action. Il affirmait aussi que Tenet avait prévenu Bush en octobre 2001 que New York était une cible nucléaire, ce qui n'aurait jamais été communiqué au maire Giuliani.

Pour battre le rappel de la terreur encore plus nettement, on savait que la Maison Blanche de Bush envoyait par télécopie à ses troupes d'animateurs de talk-shows réactionnaires des sujets apocalyptiques et incandescents sur le terrorisme. Le 24 juin, à 14 h 25, sur Fox News, le « spécialiste en terrorisme et sécurité » Harvey Kushner confirma qu'il était sûr qu'al-Qaida attaquerait les États-Unis pendant l'été. Le 30 juin à 14 h 55, le colonel Oliver North (venu remplacer le présentateur de talk-show néofasciste Rush Limbaugh qui était en vacances) annonça que la leçon à tirer de Madrid était qu'il se produirait avec certitude un grand attentat terroriste aux États-Unis avant les élections de novembre.

## L'AJOURNEMENT DES ÉLECTIONS

À l'époque, le régime Bush aborda ouvertement la question de l'ajournement des élections présidentielles de novembre, ce qui n'avait même pas été envisagé au cours des vraies guerres de 1864 et 1944. Selon *Newsweek*, DeForest Soaries, président de la commission d'assistance aux élections, avait demandé à Ridge d'inciter le Congrès à adopter une loi donnant au gouvernement le pouvoir d'annuler ou de modifier le calendrier des élections fédérales. Soaries relevait que la ville de New York avait suspendu ses élections primaires le jour du 11 Septembre, mais que le gouvernement fédéral ne possédait pas ce pouvoir. Comble d'ironie, la commission d'assistance aux élections était une nouvelle institution crée à la suite du fiasco électoral de 2000. Les libéraux de gauche furent désorientés : *The Nation* publia la parodie d'un futur discours de Bush annonçant que le scrutin n'aurait pas lieu.

Cette première vague de propagande en faveur de l'annulation des élections inspirée par Bush atteignit son apogée à la mi-juillet 2004. L'idéologue néo-conservateur Norman Ornstein, de l'American Enterprise Institute, proposa alors la création d'une sorte de comité de salut public composé d'huiles de l'oligarchie et qui aurait pour fonction de reporter les élections. Ornstein écrit :

> Le Congrès devrait adopter une loi pour créer une commission des élites à laquelle il déléguerait son pouvoir de prendre des décisions sur l'ajournement des élections à la présidence et au Congrès à la suite d'un attentat terroriste ou d'une catastrophe naturelle de grande envergure. Cette commission devrait se composer de personnalités de l'élite, intègres et à la réputation sans tache, et inclure certaines personnes d'expérience dans la conduite des élections. Du côté du secteur public, il faudrait envisager des anciens sénateurs tels que Warren Rudman ou Alan Simpson, d'anciens députés tels que Tom Foley, Lee Hamilton, Bob Walker ou John Brademas, d'anciens membres du Cabinet tels que Lynn Martin ou Donna Shalala ainsi que des chefs d'entreprises, des responsables syndicaux et des personnalités du monde de l'enseignement ayant des réputations et des profils publics comparables… La commission n'entrerait en vigueur que dans le cas où une catastrophe déclencherait la nécessité de prendre une décision, et serait régie par un jeu de directives spécifiques garantissant que la décision d'ajourner tout ou partie d'une élection soit prise en dernier recours. Une telle décision ne pourrait être prise que par un large consensus, exigeant un vote de la commission à la majorité des deux tiers (*Washington Post*, 16 juillet 2004).

Avec l'aride banalité d'un véritable néo-conservateur, Ornstein avait éludé le fait, dont il était sans nul doute conscient, que sa nouvelle commission oligarchique deviendrait, en réalité, l'autorité suprême qui gouvernerait les États-Unis. La proposition d'Ornstein équivalait à contourner la Constitution tout en accordant un pouvoir dictatorial aux politicards déconsidérés largement responsables des problèmes du pays, que ce soit par péchés d'omission ou de commission.

Au fur et à mesure que la campagne présidentielle avançait, celle de Bush manifestait une volonté cynique d'utiliser les menaces d'attentats et la démagogie de la terreur pour étayer ses efforts politiques. Dans les jours qui suivirent l'annonce que Kerry prendrait le sénateur Edwards comme vice-Président, le lugubre et pesant Tom Ridge de la Sécurité intérieure organisa une conférence de presse pour annoncer qu'une menace nouvelle, quoique tout à fait imprécise, se dessinait à l'horizon. De toute évidence, il avait repris le portefeuille du ministère de la Peur des mains d'Ashcroft qui était trop détesté et trop discrédité pour être efficace. Les remarques de Ridge étaient nettement destinées à couper les ailes d'Edwards. Quelques Démocrates grommelèrent.

La Convention nationale des Démocrates se termina à Boston le jeudi 29 juillet. Une fois encore, on observa un gain modeste de cinq points

pour Kerry dans les sondages. Mais dans l'après-midi du dimanche 1er août, Ridge reprit le dessus avec une litanie de menaces dirigées contre le FMI et la Banque mondiale à Washington, contre Prudential à Newark et contre la Bourse de New York et la Citybank à Manhattan. Ce fut Howard Dean qui éleva la voix avec une candeur rafraîchissante, pour dénoncer la motivation politique évidente et le calendrier politique de cette nouvelle vague de démagogie terroriste de Bush. Aux actualités du soir sur CNN, Dean déclara qu'il était « préoccupé, parce que chaque fois qu'il arrive quelque chose de défavorable au Président Bush, celui-ci joue la carte du terrorisme. Toute sa campagne repose sur l'idée : "Je peux vous protéger, donc, pour les moments difficiles, soutenez-moi." »

Par cette déclaration, Dean confirmait son mérite historique d'avoir été le seul homme politique national à accepter de contester les mots d'ordre moralisateurs dictés par le terrorisme. Il fut aussitôt réprimandé par le démocrate néo-conservateur Joe Lieberman, moins monothéiste qu'adepte zélé du culte de Deimos et Phobos, dieux de la peur et de la terreur. « C'est scandaleux ! » dit Lieberman à propos de ce qui n'était qu'une évidence. Mitch McConnell, sénateur républicain du Kentucky, responsable de la discipline au sein de la majorité au Sénat et apôtre des pratiques électorales vénales, critiqua lui aussi Dean. « Je pense que c'est l'opinion la plus cynique », gémit McConnell. « Le Président, en fin de compte, est le Président, même si il est candidat à sa re-élection. » Dean se défendit courageusement de vouloir, lui, politiser la menace terroriste, en faisant remarquer que c'était plutôt Bush qui se comportait ainsi. Il répliqua : « Quand votre argument électoral consiste à faire peur à la population, c'est de la politique. C'est le Président en personne qui a décidé d'introduire la politique dans la campagne antiterroriste. C'était son choix. Maintenant, il faudra qu'il en assume les conséquences. » Par la suite, CNN réalisa un sondage parmi ses téléspectateurs pour savoir combien de gens pensaient que la nouvelle alerte était un coup de pub politique.

On apprit bientôt que l'information prétendument urgente qui avait provoqué cette alerte orange avait pratiquement quatre ans et qu'elle venait fortuitement d'être découverte dans un ordinateur saisi au Pakistan. On pense là à l'utilisation par Blair de vieux papiers, d'articles du *Reader's Digest* et de messages trouvés dans des arbres creux pour concocter ses divers dossiers aussi fantaisistes qu'opportunistes. Un haut fonctionnaire de police dit à un journaliste : « Il n'y a rien de neuf à l'heure actuelle. Pourquoi en sommes-nous arrivés à ce stade ?… Je n'en sais toujours rien » (*Washington Post,* 3 août 2004). Pire encore, on finit par découvrir que l'ordinateur appartenait à un spécialiste de l'antiterrorisme pakistanais, Muhammad Naeem Noor Khan. Quand les États-Unis révélèrent son nom, il fallut faire une croix sur bon nombre d'enquêtes en cours à Londres, au grand dam de la police. Mais cet aspect de l'histoire a

été occulté et le réseau putschiste a pu sauver certains de ses pions tout en s'octroyant une victoire durable en matière de relations publiques.

Le 12 août, Kerry s'aventura à accuser Bush d'avoir perdu du temps avec les élèves de l'école Booker en écoutant « La petite biquette » pendant que des milliers d'innocents étaient en train de mourir. Un ou deux jours plus tard, Bush répondit que, pendant qu'il était resté avec les enfants, il avait fait le point ; il laissa même entendre que ce qu'il avait fait dans les premières minutes n'était pas important. Selon Bush : « Ce qui était important, c'était de savoir si oui ou non je comprenais et je comprends les enjeux… Et j'ai pris la décision que nous ferions tout ce qui est en notre pouvoir pour traîner ces tueurs en justice et protéger le peuple américain. » Bush déclara à Larry King de CNN : « Il est facile d'interpréter a posteriori » ; le plus important, c'est qu'il ait rapidement « compris qu'on était en guerre » et qu'il fallait mobiliser la nation (*Washington Post*, 13 août 2004). De toute évidence, Bush a gaspillé plus de 15 minutes après l'impact sur la tour nord et a gaspillé encore 7 minutes après l'impact sur la tour sud. Pendant ce temps, il aurait dû donner des ordres laconiques pour mobiliser la défense aérienne, déployer des patrouilles de combat sur le Capitole et le Pentagone, court-circuiter les bureaucrates et donner un coup de lance-flammes dans toute cette bureaucratie somnolente truffée de taupes. Mais Bush, qui avait passé le plus clair de son mandat avant le 11 Septembre à être en vacances, n'en a rien fait. En revanche, il a fait de sa soi-disant prouesse du 11/9 le thème de la Convention nationale des Républicains à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre.

## Larry Franklin, le Mossad et l'Iran

Début août, l'attention quitta le terrorisme et la loi martiale pour se porter sur un nouveau conflit, cette fois avec l'Iran. Naturellement, la guerre et la terreur sont, et ont toujours été, indissociables. Le 27 août 2004, CBS News révéla l'existence d'une prétendue taupe israélienne au Pentagone, qui aurait transmis des secrets étasuniens à l'ambassade d'Israël en passant par le Conseil américain des affaires publiques israéliennes (AIPAC), un puissant vecteur du lobby sioniste. Larry Franklin, un fonctionnaire de niveau moyen qui travaillait pour la clique Wolfowitz-Feith-Luti-Shulsky au Pentagone, fit l'objet d'une enquête. Le FBI lui posa des questions sur le clan néo-conservateur de Wolfowitz, Feith, Perle ainsi que sur David Wurmser, spécialiste de l'Iran qui travaillait pour Cheney. Le fil conducteur de ces questions était : « Croyez-vous que certaines personnes espionnent au profit d'Israël et transmettent des informations secrètes ? » (*Washington Post*, 4 septembre 2004).

Le même Larry Franklin était cité dans mon communiqué de presse du 6 juin : « Les défenseurs pourris de Bush préparent, sous une fausse bannière, de fausses attaques terroristes qui pourraient dépasser l'ampleur de celle du 11/9 ». J'y écrivais que Franklin était un des maillons faibles du réseau néo-conservateur qui s'était vu obligé de se lancer dans une fuite en avant hystérique pour essayer de sauver de la débâcle leur guerre en Irak en l'étendant aux pays voisins, en l'occurrence l'Iran. La menace d'une nouvelle vague de terrorisme fabriqué « dirigée contre soi-même », très probablement de dimension ABC, était liée à la préparation de cette guerre élargie. La logique était celle d'une « surprise d'octobre », cette fois sur une échelle suffisante pour choquer le monde d'après le 11 Septembre.

La meilleure hypothèse de travail pour comprendre l'enquête sur la taupe israélienne était que les réseaux néo-conservateurs du Pentagone étaient sur le point de réussir à entraîner les États-Unis dans une guerre contre l'Iran. Cela aurait pris la forme d'un bombardement préventif israélien et/ou étasunien sur des installations nucléaires iraniennes, éventuellement combiné à un attentat terroriste aux États-Unis avec des ADM, que les médias sous influence auraient immédiatement attribué à l'Iran.

Quelles qu'aient été les puissances derrière l'incrimination de Franklin, il était logique de penser que leur but principal était de faire voler en éclats les préparatifs d'une attaque surprise contre l'Iran, que les néo-conservateurs annonçaient à grands cris dans les médias depuis plusieurs semaines. L'enquête sur Franklin mêlait très probablement les factions militaires qui n'avaient aucune envie de se faire hacher menu en Iran et qui ne voyaient pas d'un très bon œil une dictature fasciste néo-conservatrice. D'abord il fallait mettre sur la défensive Rumsfeld, Wolfowitz, Feith, Bolton, Rice, Abrams, leurs admirateurs dans les médias et leurs groupes de réflexion. Bien que positive, la divulgation du nom de Franklin était loin d'être décisive : les néo-conservateurs étaient toujours en mesure de lâcher les chiens de la guerre, surtout avec l'aide de Sharon. Les États-Unis n'étaient donc pas loin de faire la guerre à l'Iran, mais entraient en même temps dans une période de danger croissant de terrorisme fabriqué conçu pour s'approprier ou annuler les élections de novembre, et asseoir ainsi la clique néo-conservatrice au pouvoir jusqu'à une date indéterminée.

## IRAN : LA SURPRISE D'OCTOBRE EN SEPTEMBRE ?

Le 19 août, Martin Sieff d'UPI lança une mise en garde : « Oubliez la surprise d'octobre, une autre, bien pire, peut arriver en septembre : une guerre totale avec l'Iran pourrait être bien plus proche que le public ne le pense. » Sieff citait le ministre de la Défense iranien Ali Shamkhani, qui avait carrément averti, le 18 août, que si les commandants militaires iraniens arrivaient à la conclusion certaine que les États-Unis envisa-

geaient sérieusement d'attaquer l'Iran pour détruire ses installations nucléaires de Bushehr, ou de renverser son gouvernement théocratique islamique, ils ne resteraient pas passifs à attendre que les Américains frappent en premier, comme l'avait fait leur voisin irakien le Président Saddam Hussein en mars 2003, mais qu'ils frapperaient, eux, d'abord. « Nous ne resterons pas assis à attendre de voir ce que les autres sont prêts à nous infliger », avait dit Shamkhani à al-Jazira. « Certains commandants militaires iraniens sont persuadés que les Américains n'ont pas le monopole des opérations préventives dont ils parlent » ajoutait-il. Dès lors, la frontière irano-irakienne devint le point d'ignition d'une confrontation explosive dans l'agitation guerrière incessante des néo-conservateurs. Le général iranien Yahya Rahim Safavi, commandant des Gardiens de la révolution iranienne, déclarait plus tôt, en août : « Si Israël ose frapper nos installations nucléaires, nous les pilonnerons à la tête comme un marteau-piqueur pulvérisant un crâne. » Ces propos répondaient aux menaces répétées du ministre de la Défense israélien Shaul Mofaz qui assurait que ses forces étaient prêtes à prendre « les mesures nécessaires » pour éliminer les capacités iraniennes, allusion indirecte à la destruction par Israël du réacteur irakien Osirak en 1981 (*Washington Post,* 30 août 2004).

La veille, le sous-secrétaire d'État néo-conservateur au Contrôle des armements et à la sécurité internationale, John Bolton, disait en public à l'Institut Hudson de Washington qu'il était impératif que le programme nucléaire iranien soit porté devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. « Sinon, ceux qui veulent faire proliférer [ces armes] pourraient croire que poursuivre des programmes secrets nucléaires n'entraîne aucune conséquence » déclara-t-il. « Nous ne pouvons pas laisser l'Iran, principal sponsor du terrorisme international, acquérir des armes nucléaires et les moyens de les utiliser sur l'Europe, une partie de l'Asie centrale et le Proche-Orient ou au-delà. » Et d'ajouter : « Sans une intervention sérieuse, concrète et immédiate de la communauté internationale, l'Iran sera en voie de pouvoir le faire ».

Des propos tout aussi menaçants émanèrent de Condoleezza Rice au Conseil de Sécurité nationale de Bush. Selon des sources bien informées, Cheney dit à Rice d'appeler Sharon dans la dernière semaine d'août 2004 ; Rice fit savoir au dirigeant israélien que les États-Unis envisageaient une attaque sur l'Iran et suggéra que Sharon suspende pour l'instant son retrait de la bande de Gaza et s'occupe plutôt de « la menace iranienne. » Le 19 août, William Luti, de la cabale néo-conservatrice du Pentagone, déclara lors d'une téléconférence réunissant des assistants des députés venant des deux partis qu'au moins cinq à six pays dans le monde présentaient des caractéristiques « qu'aucun dirigeant responsable ne peut tolérer. » Luti semblait suggérer que l'axe du Mal de Bush devait s'étendre

à d'autres pays qui, dans ce cas, pourraient faire l'objet de frappes préventives (*Time*, 13 septembre 2004).

L'opinion publique iranienne fut choquée par un article psychotique et délirant de Charles Krauthammer dans le *Washington Post* du 23 juillet : « La révolution tant attendue [d'Iran] ne vient pas. Ce qui [rend] la question des frappes préventives de plus en plus urgente. Si rien n'est fait, un régime fanatique et terroriste, ouvertement dédié à la destruction du « grand Satan », aura des armes nucléaires et des missiles pour les transporter. Tout ce qui nous sépare de cette éventualité, c'est soit une révolution, soit une frappe préventive. » Les observateurs iraniens comparèrent ces propos à la campagne de propagande étasunienne qui avait précédé l'attaque de l'Irak.

Désireux de retourner l'amabilité, les Iraniens réagirent à la publication du rapport de la commission du 11 Septembre en attaquant le mythe du 11 Septembre, point toujours sensible pour le régime américain. Le *Teheran Times* traita ce rapport de « machine à laver » parce qu'il affirmait que la CIA, le FBI et l'armée étasunienne avaient tous agi « de bonne foi. » L'article disait que le rapport avait exclu « la question a priori la plus importante soulevée par les événements du 11 septembre 2001 : des agences gouvernementales ont-elles délibérément permis (ou activement aidé à) l'exécution de ces horreurs pour fournir à l'administration Bush le prétexte requis pour appliquer son programme de guerre en Asie centrale et au Proche-Orient ainsi qu'une énorme concentration de forces de répression étatiques à domicile ? » Le *Times* soulignait le refus du rapport de citer des noms et posait la question : « Les activistes d'al-Qaida, en particulier les chefs et les organisateurs des détournements suicides ont-ils été, à un moment ou à un autre, des pions ou des agents des services secrets des États-Unis ? » Dans ce contexte, le *Teheran Times* rappelait qu'al-Qaida tirait ses origines de la guérilla menée contre les Soviétiques en Afghanistan, où le rôle central des agences de renseignement étasuniennes était bien établi. L'article précisait : « Khalid Sheikh Mohammed, celui que l'on dit être le cerveau des attentats du 11 Septembre, était associé depuis longtemps à Abdoul Rassoul Sayyaf, chef de l'Alliance du Nord en Afghanistan et allié du Président afghan Hamid Karzaï, soutenu par les États-Unis » (*Teheran Times,* 27 juillet 2004).

## Les forces étasuniennes en Irak : otage de l'Iran ou de Sharon ?

Les commandants militaires étasuniens compétents redoutent une guerre contre l'Iran. Ce pays est quatre fois plus vaste que l'Irak et trois fois plus peuplé. Ses infrastructures n'ont pas été détruites pendant la guerre du Koweït comme celles de l'Irak, et l'Iran n'a pas subi le handicap

de 13 années d'embargo total de l'ONU, y compris sur la nourriture et les médicaments. Les forces militaires iraniennes sont intactes. En cas de guerre, on peut s'attendre à ce que l'Iran utilise tous les moyens, depuis des attaques de missiles balistiques sur les bases des États-Unis et d'Israël jusqu'à une guerre asymétrique. La situation des forces étasuniennes déjà déployées en Irak pourrait devenir rapidement très critique. Shamkhani y faisait allusion en disant : « La présence militaire étasunienne ne deviendra pas un élément de force à nos dépens. C'est tout le contraire, car leurs militaires peuvent se transformer en otages. » En réalité, l'armée étasunienne en Irak est déjà otage… de Sharon qui peut l'entraîner quand il voudra dans une guerre contre l'Iran.

À titre d'analogie, on peut comparer la guerre l'Irak d'aujourd'hui aux premiers mois de la guerre de Corée, entre juin et novembre 1950. En provoquant l'Iran pour qu'il accorde plus qu'un soutien logistique à la guérilla et l'envoi de volontaires, et qu'il entre de plain-pied dans la guerre, les néo-conservateurs s'exposeraient à une répétition de l'intervention chinoise et de la retraite désastreuse des États-Unis en deçà du Yalou, au sud de Séoul, qui reste toujours la plus longue retraite de l'histoire militaire des États-Unis. Tout comme l'entrée des Chinois dans le conflit coréen fin novembre 1950 avait radicalement changé les données de la guerre en en étendant la portée, l'entrée des Iraniens dans la guerre américano-irakienne aurait elle aussi des conséquences incalculables. Le choix pourrait rapidement se réduire à l'utilisation d'armes atomiques à grande échelle ou à une défaite de la maigre armée actuelle des États-Unis, composée à peine de 10 divisions. Faire la guerre à l'Iran signifierait recruter de nouveaux soldats, pour commencer. Si l'Iran pouvait fermer le détroit d'Ormuz avec ses nouveaux missiles anti-navires, cela entraînerait un rationnement de la nourriture et du carburant. Les structures financières gonflées à outrance par la spéculation n'y survivraient pas.

## Un autre pas vers la 3e guerre mondiale

L'utilisation d'armes nucléaires par les États-Unis contre l'Iran présenterait des complications dangereuses : l'Iran est un voisin et un partenaire commercial important de la Fédération de Russie qui l'aide dans son programme de réacteurs nucléaires. Une menace de raid des États-Unis et d'Israël sur l'Iran pourrait aussi tuer des ressortissants russes. Une telle attaque pourrait pousser le gouvernement russe à fixer ses propres limites indépassables plutôt que de rester assis sans rien faire à regarder la marée agressive étasunienne déferler de plus en plus près de ses frontières après avoir occupé l'un après l'autre tous les pays d'Asie centrale. En d'autres termes, une attaque américaine sur l'Iran risquerait de provoquer une 3e guerre mondiale, rendant ainsi explicite ce qui était implicite dans

l'invasion de l'Irak. Le projet néo-conservateur de guerre en Iran est le point culminant de la folie ; il souligne une fois encore que les néo-conservateurs doivent partir.

## Les Russes dévoilent le rôle terroriste des Anglo-Américains après le massacre de l'école de Beslan

Au début du mois de septembre 2004, un attentat terroriste frappa l'école de Beslan en Ossétie du Nord, partie de la Fédération de Russie. Avant la fin de cette prise d'otages, plus de 300 personnes, dont environ 150 enfants, étaient mortes. Le lundi 6 septembre, le Président russe Vladimir Poutine fit des observations à la presse occidentale révélant le rôle clé joué par les États-Unis et la Grande-Bretagne dans le soutien au terrorisme tchétchène. Quel qu'ait été son rôle dans les événements antérieurs en Tchétchénie, Poutine, après Beslan, mit en doute la légitimité de la prétendue « guerre antiterroriste » anglo-américaine et dénonça l'hypocrisie du régime de Bush qui clamait qu'il ne ferait aucune distinction entre les terroristes et ceux qui les hébergent. En effet, Washington et Londres hébergeaient à ce moment même des Tchétchènes impliqués dans le terrorisme. En somme, la réaction de Poutine aux événements de Tchétchénie, à la veille du 3e anniversaire du 11/9, faisait faire au mythe officiel du 11 Septembre un pas sensible vers son anéantissement. La démagogie de Bush et Blair était désormais mise à mal par le chef d'État d'un autre membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le lundi 6 septembre, Poutine parla pendant trois heures et demie avec une trentaine de correspondants occidentaux et d'experts russes dans sa villégiature d'Ogarevo, près de Moscou. La plupart des journalistes étasuniens n'ont pas rendu compte de ses remarques. Poutine, ancien du KGB qui savait de quoi il parlait, déclara à ses interlocuteurs que le massacre de l'école montrait « que certains milieux politiques occidentaux voudraient affaiblir la Russie exactement comme les Romains voulaient détruire Carthage. » Il suggéra donc que les Anglo-Américains, non contents d'avoir pris le meilleur sur l'URSS lors de la guerre froide, voulaient dorénavant procéder au démembrement et à la destruction totale de la Russie, c'est-à-dire établir une paix carthaginoise, comme celle que les Romains avaient fini par imposer à l'issue des guerres Puniques en 146 avant notre ère, en déversant du sel sur le sol de la cité vaincue afin que rien n'y repoussât (*Le Monde*, 8 septembre 2004). Il n'y avait aucun lien entre la politique russe en Tchétchénie et la prise d'otages de Beslan, déclara Poutine, ce qui signifiait que les terroristes profitaient de la situation tchétchène pour frapper la Russie. *Le Monde* publia une paraphrase : « Le but de ce terrorisme international, plus ou moins soutenu par d'autres pays que le Président russe ne veut pas citer, est d'affaiblir la Russie de

l'intérieur en criminalisant son économie, en provoquant sa désintégration, en propageant le séparatisme dans le Caucase et en transformant la région en une *place d'armes*, un terrain d'entraînement militaire pour des actions dirigées contre la Fédération de Russie. »

*Le Monde* poursuivait : « M. Poutine a réitéré l'accusation qu'il avait lancée de façon voilée contre les pays occidentaux qui lui paraissent parler un double langage. D'une part, leurs dirigeants assurent le Président russe de leur solidarité dans la lutte antiterroriste. D'autre part, les services secrets et les militaires "qui n'ont pas abandonné leurs préjugés datant de la guerre froide" gardent le contact avec ceux que la presse internationale nomme "les rebelles". "Pourquoi les émules de ben Laden sont-ils appelés des terroristes et ceux qui tuent des enfants – des rebelles ? Où est la logique ?" demanda M. Poutine. Puis il donna la réponse : "parce que certains milieux politiques occidentaux voudraient ruiner la Russie exactement comme les Romains voulaient détruire Carthage, mais nous ne les laisserons pas faire" ». Et d'ajouter : « C'est un mauvais calcul, dit Poutine, parce que la Russie est un facteur de stabilité. En l'affaiblissant, les nostalgiques de la guerre froide agissent nettement contre les intérêts de leur propre pays. » Selon Poutine : « Nous sommes les partisans sincères de cette coopération [antiterroriste], nous sommes des partenaires francs et loyaux. Mais si des services secrets ont des contacts avec les "rebelles", on ne peut pas les considérer comme des alliés sûrs, comme la Russie l'est pour eux » (Daniel Vernet, « M. Poutine accuse et s'explique sur sa "guerre totale" au terrorisme », *Le Monde,* 8 septembre 2004).

Le correspondant du *Guardian*, Johathan Steele, rendit compte de cette réunion avec M. Poutine où à la question des négociations avec les guérilleros tchétchènes d'Aslan Maskhadov, le Président de la Fédération de Russie donna aux Anglo-Américains la réponse suivante : « Pourquoi ne rencontrez-vous pas Oussama ben Laden ? Invitez-le à Bruxelles ou à la Maison Blanche et engagez des pourparlers, demandez-lui ce qu'il veut et donnez-lui satisfaction pour qu'il vous laisse tranquilles. Vous trouvez normal de mettre des limites à vos rapports avec ces ordures, alors pourquoi devrions-nous négocier avec des gens qui tuent des enfants ? » (*Guardian,* 7 septembre 2004).

Le samedi 4 septembre, Poutine s'adressa à la télévision au peuple de Russie sur la tragédie de Beslan qui avait fait plus de 300 morts dont quelque 150 enfants. Le point central de son intervention consista à affirmer que le terrorisme était une guerre internationale, par procuration, contre la Russie. Il dit encore, entre autres choses : « En général, il nous faut admettre que nous n'avions pas totalement compris la complexité ni les dangers du processus à l'œuvre dans notre propre pays et dans le monde. En tout cas, nous n'avons pas réagi comme il le fallait. Nous nous sommes montrés faibles, et les faibles se font battre. » « Certains voudraient

nous priver d'un morceau de choix. D'autres les aident. Ils les aident parce qu'ils pensent que la Russie, étant encore une des plus grandes puissances nucléaires du monde, représente un danger pour eux. Donc, d'après eux, il faut supprimer ce danger. Le terrorisme, naturellement, n'est qu'un moyen pour atteindre ce but. » « Nous ne sommes pas confrontés à des actes isolés destinés à nous faire peur, ce ne sont pas des attentats terroristes isolés. Nous sommes confrontés à l'intervention directe d'un terrorisme international dirigé contre la Russie. C'est une guerre totale, cruelle et d'envergure qui ne cesse de tuer, encore et encore, nos concitoyens » (Kremlin.ru, 6 septembre 2004 ; EIR, 7 septembre 2004).

À l'époque du 11 Septembre, Poutine avait mis en exergue le recrutement non dissimulé de terroristes tchétchènes à Londres, en déclarant à un journaliste allemand : « À Londres, il existe un centre de recrutement pour ceux qui veulent rejoindre les combattants en Tchétchénie. Aujourd'hui – pas officiellement, mais ouvertement – il dit recruter des volontaires pour aller en Afghanistan » (*Focus*, hebdomadaire d'information allemand, septembre 2001). De plus, il était notoire, dans les milieux européens bien informés, que les chefs des rebelles tchétchènes étaient entraînés par la CIA et que les Tchétchènes étaient épaulés par les combattants anti-russes afghans soutenus par les États-Unis. En été 2004, en plus du massacre de l'école, les Tchétchènes aidés par les Anglo-Américains détruisirent deux avions de ligne russes et frappèrent une station de métro à Moscou.

Certains aspects des observations de Poutine furent éclairés plus tard par une interview à la presse donnée par Aslambek Aslakhanov, politicien tchétchène conseiller officiel de Poutine. Une dépêche de RIA Novosti diffusa les commentaires d'Aslakhanov : « Les terroristes qui ont attaqué l'école de Beslan en Ossétie du Nord obéissaient à des ordres étrangers. "Ils parlaient avec des gens qui n'étaient pas de Russie, mais de l'étranger", dit Aslambek Aslakhanov, conseiller du Président de la Fédération de Russie. "C'est le souhait de 'nos amis' – entre guillemets – qui, depuis probablement plus de dix ans, font un travail énorme, gigantesque, dans le but de démembrer la Russie. Ces gens travaillent dur. Et le fait que le financement vient de là et qu'ils en tirent les ficelles est tout aussi clair." » Aslakhanov, une des personnes que les terroristes avaient choisies pour mener les négociations, déclara aussi à RIA Novosti que la demande de ces « pourparlers » était complètement factice et que les preneurs d'otages n'étaient pas des Tchétchènes. Quand il leur avait parlé, au téléphone, en tchétchène, ils lui avaient demandé de parler russe, et ceux à qui il avait parlé avaient l'accent d'autres ethnies nord-caucasiennes (RIA Novosti, 6 septembre 2004 ; EIR 7 septembre 2004).

Le 7 septembre, RIA Novosti fit état de la demande du ministère des Affaires étrangères que deux personnalités tchétchènes soient extradées de

Londres et de Washington vers la Russie pour y être jugées. Un communiqué du département de l'information et de la presse du ministère des Affaires étrangères de Russie indiqua que son pays allait mettre les États-Unis et la Grande-Bretagne dans la situation délicate d'extrader deux hauts fonctionnaires séparatistes tchétchènes réfugiés à Washington et à Londres. Il s'agissait d'Akhmad Zakaiev, « représentant spécial » d'Aslan Maskhadov (actuellement réfugié à Londres) et d'Ilyas Akhmadov, « ministre des Affaires étrangères » de la non reconnue « République-Ichkeria tchétchène » (résidant aux États-Unis) (RIA Novosti, 7 septembre 2004).

## L'attaque de l'école a été préparée à Washington et Londres

Tel était le titre d'un commentaire non signé, encore plus explicite, diffusé par l'agence russe KMNews.ru. Cette analyse accusait carrément les services secrets étasuniens et britanniques du massacre de Beslan. Son point de départ était que Shamil Bassaiev, le farouche commandant en chef des Tchétchènes, était lié à l'attaque (chose que, d'après Aslambek Aslakhanov, le FSB, successeur du KGB, savait). L'article révélait le récent rapprochement entre Londres et Washington et des hauts représentants d'Aslan Maskhadov, le fait que la Grande-Bretagne avait accordé l'asile à Akhmad Zakaiev (décembre 2003), et que les États-Unis accueillaient Ilyas Akhmadov (août 2004). Bassaiev, considéré dans les cercles européens comme un agent direct de la CIA, a ouvertement revendiqué la responsabilité du massacre de l'école près de deux semaines après les faits.

## KMNews ; le chef des terroriste tchétchènes émarge au département d'État américain

L'agence de presse russe KMNews écrivit : « Au début du mois d'août… "le ministre des Affaires étrangères de la République-Ichkeria tchétchène" Ilyas Akhmadov a obtenu l'asile politique aux États-Unis. Et pour ses "services exceptionnels", Ilyas Akhmadov a reçu une bourse Reagan-Fascell » comprenant une allocation mensuelle, l'assurance maladie et un bureau équipé de tous les services nécessaires, y compris la possibilité de rencontrer des milieux politiques et les principaux médias étasuniens… « Et qu'en est-il de nos partenaires de la "coalition antiterroriste" qui ont donné l'asile, des bureaux et de l'argent aux représentants de Maskhadov ? » demanda l'agence de presse russe. Évoquant l'expression officielle de sympathie et d'offres d'aide du Président Bush, de Condoleezza Rice, conseillère à la Sécurité nationale, et de Richard Boucher, porte-parole du Département d'État, KMNews avertit : « Mais ne sanglotons pas encore de gratitude. Demandons-nous avant tout : le "représentant spécial du Président de la RIT" Zakayev ou "le ministre des

Affaires étrangères de la RIT" Akhmadov, qui sont en Grande-Bretagne et aux États-Unis, étaient-ils au courant des attentats qui se préparaient ? » Sans aucun doute… Et trouvons aussi à quoi Akhmadov dépense l'argent alloué par la Fondation Reagan-Fascell. Notons que cette fondation est financée par le Congrès des États-Unis par le biais du budget du Département d'État !

Donc, la conclusion est aveuglante. Délibérément ou non, Downing Street et la Maison Blanche ont provoqué les guérillas de ces dernières attaques. Délibérément ou non, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont fourni aux séparatistes du matériel, des informations et des ressources diplomatiques. Délibérément ou non, les politiques de Londres et de Washington ont encouragé les attentats… Comme disaient les Anciens, *cui bono* * ? Peut-être sommes-nous trop pressés d'accuser si durement nos « amis » et « partenaires » ? La « coalition antiterroriste » anglo-américaine a-t-elle un motif d'attiser le feu de la terreur dans le nord du Caucase ?… Hélas, elle en a un. Ce n'est pas un secret que l'Occident a un intérêt vital à maintenir l'instabilité dans le Caucase. Cela rend plus facile de pomper le combustible fossile extrait dans les régions de la Caspienne, cela rend plus facile de contrôler la Géorgie et l'Azerbaïdjan et d'exercer une influence sur l'Arménie. Enfin, cela rend plus facile de chasser la Russie des régions de la Caspienne et du Caucase. *Divide et impera !* (Diviser pour régner) : les dirigeants de l'Empire romain avaient déjà compris la formule. »

## KMNews : les adeptes de la terreur « sur les rives du Potomac et de la Tamise »

KMNews poursuit : « Hélas, force est de reconnaître que les co-auteurs des événements tragiques ne se trouvent pas dans les pays arabes du Proche-Orient, mais sur les rives de la Tamise et du Potomac. Le gouvernement de Russie sera-t-il capable de prendre des décisions dans ce contexte ? » « Oui, si la volonté politique existe. Avant tout, il faut appeler un chat un chat. Il est temps d'admettre qu'il n'existe aucune « coalition antiterroriste », que l'Occident ne pense qu'à ses intérêts égoïstes (répandre son influence politique, s'emparer des gisements de combustible fossile, etc.). Nous devons former notre propre coalition avec des nations qui sont vraiment décidées à éliminer la terreur du Caucase du Nord. Enfin, il est temps de changer complètement la tactique et la stratégie des mesures antiterroristes. Il est évident qu'arrêter une femme kamikaze dans les rues de Moscou ou effectuer des opérations pour sauver des enfants

* À qui profite le crime ? (NdT)

pris en otages, constitue, pour ainsi dire, la « dernière ligne de défense ». Il est temps d'apprendre à effectuer des frappes préventives contre l'ennemi et de porter le combat sur son territoire. Sinon, nous serons vaincus » (source : KMNews.ru, 7 septembre 2004 ; EIR, 8 septembre 2004).

Les *Izvestia* soulignèrent la composition ethnique des escadrons de la mort des terroristes, qui n'est pas pour calmer les tensions dans ce labyrinthe ethnique qu'est le Caucase. Ce journal constata que ce n'était « pas un hasard » si l'incident de Beslan s'était produit en Ossétie du Nord, en signalant le risque de « conséquences irréversibles » pour les relations interethniques entre les Ossétiens, les Ingouches et les Tchétchènes. « Actuellement, la Russie est menacée de plusieurs côtés dans tout le Caucase » ajoutait le journal (*Izvestia*, 3 septembre 2004).

Dans la foulée du discours de Poutine, quelques éminents commentateurs russes parlèrent de la récente campagne terroriste contre la Russie en termes d'un éventuel *casus belli* pour un nouveau conflit Est-Ouest. Plusieurs commentaires reprirent l'affirmation de Poutine selon laquelle le terrorisme international n'avait pas d'existence indépendante, mais qu'il fonctionnait uniquement comme un « instrument » manié par de puissants milieux internationaux attachés (en partie) à détruire rapidement la Russie en tant que puissance nucléaire. Un commentaire sur RosBusinessConsult (RBC), service d'informations d'affaires bénéficiant d'un grand lectorat, titrait : « L'Occident lâche les jihadistes contre la Russie. » En des termes rappelant la guerre froide, RBC prétendait que la récente vague de terreur, qui a commencé par le sabotage de deux avions, a continué avec un attentat dans une station de métro à Moscou et a culminé à Beslan, avait été précédée de très peu par ce que RBC appelle « un ultimatum de l'Occident » pour que la Russie abandonne le Caucase du Nord à la « domination anglo-saxonne. »

## *The Economist* de Londres envoie un ultimatum anglo-américain à la Russie

« Quelques jours avant la vague d'attentats en Russie qui a coûté la vie à des centaines de personnes, un certain nombre de médias occidentaux extrêmement influents, qui expriment les opinions de *l'establishment,* ont personnellement averti Vladimir Poutine de quitter le Caucase sous peine de ruiner sa carrière politique. Donc, quand le Président a dit, samedi, que la Russie avait reçu une déclaration de guerre, ce n'était pas seulement une question de "terrorisme international" comme on dit… Une semaine avant les premiers attentats, la revue britannique *The Economist,* qui exprime les positions de *l'establishment* du Royaume-Uni, a formulé de manière très précise l'avis de l'Occident et, surtout, la politique de l'élite anglo-saxonne, sur le Caucase », écrivait RBC.

## UNE ONG TCHÈQUE FAIT SAUTER UN TANK RUSSE ; DES SPÉCIALISTES BRITANNIQUES ENTRAÎNENT DES BANDES TCHÉTCHÈNES

RBC poursuivait en citant *The Economist* du 19 août 2004 qui contenait ce que RBC appelle « un ultimatum virtuel » à la Russie. RBC écrit que « l'exécution de cette série d'attentats coordonnés et extrêmement professionnels serait impossible sans l'aide de "spécialistes qualifiés" ». RBC ajoutait qu'à la fin du mois d'août un « spécialiste » travaillant pour une ONG basée en République tchèque avait été arrêté pour avoir fait sauter un véhicule armé russe de transport de personnel. De même, des « experts » britanniques avaient été vus en train d'apprendre à poser des mines à des bandes de Tchétchènes. « On ne peut exclure, qu'à Beslan aussi, la logistique ait été fournie par de tels "spécialistes" », affirme RBC.

L'éditorial de RBC conclut : « Apparemment, en ayant recours à des actes terroristes de grande envergure, les puissances qui sont derrière ce terrorisme agissent désormais directement pour imposer un "changement" dans la situation politique du Caucase en propageant les guerres interethniques en Russie… Le seul moyen de s'y opposer, c'est que Moscou annonce que nous sommes prêts à affronter une nouvelle guerre – avec de nouvelles règles et de nouvelles méthodes – non pas contre le mythique "terrorisme international", qui n'existe pas et n'a jamais existé, mais contre les manipulateurs des "combattants insurgés de la liberté". Une guerre contre les tireurs de ficelles géopolitiques qui sont prêts à tuer des milliers de Russes au nom de leur conception de la nouvelle répartition du monde » (RBC, 7 septembre 2004 ; EIR, 7 septembre 2004).

Le président du Conseil des Affaires étrangères de la Douma, Dimitri Rogozine, dans une interview donnée le dimanche 5 septembre, déclara : « Je pense que [ceux qui soutiennent le terrorisme] sont ceux qui voudraient que la Russie perde totalement son statut de puissance… Je pense que le but est de déstabiliser le pays sur le plan politique et de plonger la Russie dans le chaos » (Echo Moskvy, 6 septembre 2004). Les organes de presse de l'Occident réagirent au massacre de l'école par une campagne d'accusations, non pas contre les terroristes, mais contre le régime Poutine et la société russe. Cette politique malhonnête a provoqué un vif ressentiment chez les Russes. Le 6 septembre, Strana.ru titrait : « La presse occidentale : cette tragédie est à mettre sur le compte de la Russie » en ajoutant : « À l'inverse des politiciens officiels, les journalistes ne veulent pas admettre que les attentats et les prises d'otages dans notre pays soient dus au terrorisme international » (EIR, 7 septembre 2004). Un autre exemple de ce tir à boulets rouges contre Poutine fut l'article de Macha Lippman dans le *Washington Post* du 9 septembre 2004. Il fut rapidement suivi d'une campagne où Poutine était traité d'antidémocrate. On lui reprochait avec une hypocrisie indescriptible de ne pas avoir purgé ses

services secrets après le massacre de l'école, et cette critique venait des États-Unis, où personne n'avait été inquiété après le 11 Septembre !

La raison essentielle de la guerre contre la Russie par acteurs interposés était la grande peur des Anglo-Saxons de voir se créer un bloc continental du type de celui qui voyait le jour au moment où Bush se préparait à agresser l'Irak. La pièce maîtresse de ce bloc continental serait la coalition germano-russe. Washington et Londres craignaient que la Russie n'accepte bientôt l'euro en paiement de son pétrole. Non seulement cela empêcherait les Anglo-Américains de se sucrer sur les transactions pétrolières entre la Russie et l'Europe, mais cela marquerait aussi le début de la fin du dollar en tant que devise de réserve mondiale, un rôle que ne pourrait plus jouer le billet vert mal en point, affaibli par le déficit commercial annuel de 500 milliards de dollars et le déficit budgétaire de 750 millions de dollars dû à Bush. Si la Russie adoptait l'euro, on pourrait s'attendre à ce que le géant eurasien soit rapidement suivi par l'Iran, l'Indonésie, le Venezuela et d'autres pays. Les États-Unis ne pourraient plus assumer leur déficit astronomique du commerce extérieur, ce qui mettrait à l'ordre du jour leur retour à une économie basée uniquement sur leur production.

Le mythe du 11 Septembre restait bel et bien une menace pour l'humanité.

# Épilogue

L'élection de Bush en Iowa avait l'odeur d'une opération de couverture de la CIA…
Ses aspects étranges [comprenaient] un décompte long et lent,
puis les ordinateurs sont tombés en panne à un moment très opportun,
et Bush est resté avec six points d'avance…
*Manchester Union Leader*, 24 février 1980
(**Tarpley et Chaitkin**, *George Bush : The Unauthorized Biography,* p. 343)

Croyez-vous que le système électoral des États-Unis soit sans défaut ?
Ai-je besoin de vous rappeler comment se sont passées les élections aux États-Unis ?
**Vladimir Poutine**, 23 décembre 2004.

Le scrutin de novembre 2004 fut la première élection présidentielle aux États-Unis après le 11 Septembre. Les réseaux voyous du gouvernement occulte, dont le pouvoir avait été considérablement renforcé par le succès des crimes du 11 Septembre, n'avaient pas l'intention de tolérer un changement à la Maison Blanche susceptible de porter atteinte, ne fût-ce que légèrement, à leurs prérogatives. Ceux qui avaient orchestré le 11 Septembre et son camouflage devaient rester au pouvoir, d'une part pour s'assurer qu'aucun criminel de septembre ne soit livré aux loups, d'autre part pour garantir l'escalade, tant rêvée par les néo-conservateurs, vers la guerre des civilisations.

Les autres pays exprimèrent leur consternation devant le « coup d'État à froid » qui avait valu un second mandat à Bush, non pas tant en contestant la fraude flagrante, mais plutôt en délaissant le dollar, provoquant ainsi une crise qui montrait que c'étaient là les derniers jours de Pompéi pour la devise étasunienne moribonde. Le dollar tomba à 1,35 contre l'euro, ce qui laissait présager la fin du billet vert en tant que devise de réserve mondiale. Ce chiffre de 1,35 révélait avec force que tous les efforts des néo-conservateurs pour consolider leur position impérialiste après le 11 Septembre avaient échoué. Comme le dollar (ainsi que l'euro-dollar londonien et les autres xénodollars) était le nerf de la domination du monde anglo-américain, la réaction des oligarques anglo-américains et des services secrets qu'ils contrôlent se traduisit par un accroissement frénétique du pillage de l'économie mondiale pour donner une chance de survie au billet vert.

L'une des manifestations de cet état d'esprit fut la tentative d'humilier encore plus la Fédération de Russie en orchestrant une insurrection de rue, du genre « le peuple au pouvoir », en faveur de l'OTAN, à Kiev en Ukraine. Cette tentative d'étendre l'emprise de l'OTAN si loin à l'intérieur du glacis de la Russie révéla les intentions ouvertement hostiles des États-Unis, accompagnées des deux côtés de mises en garde brutales et d'une propagande incandescente.

Après avoir attaqué l'Afghanistan et l'Irak, après avoir lancé des menaces fulminantes contre l'Iran et la Syrie en 2004, les néo-conservateurs fascistes insensés caressaient manifestement le zénith de leur folie suicidaire : un conflit avec la Fédération de Russie, puissance thermonucléaire qui, comme le savaient parfaitement Wolfowitz, Brzezinski et leur clique, était la seule à détenir la capacité indubitable d'annihiler une grande partie de la population des États-Unis en quelques heures. Cette nouvelle crise de démence surpassait en folie tout ce que les néo-conservateurs avaient pu entreprendre jusque-là. Cela permettait d'entrevoir ce que pourrait devenir la vie aux États-Unis sous la loi des réseaux gouvernementaux occultes.

## Une élection ? Non : encore un coup de la CIA

Tout porte à croire que si le décompte des voix avait été honnête, Bush aurait perdu le Collège électoral et, très probablement aussi le suffrage populaire. Tous les éléments permettant de truquer un scrutin : intimidation des électeurs, fraude, bourrage des urnes, intervention sur Internet, piratage électronique et vol des voix, furent cyniquement mis en action par la machine Bush/CIA. Kerry avait à maintes reprises promis à ses partisans qu'il bataillerait pour que chaque bulletin soit pris en compte après la fermeture du scrutin. Edwards fut envoyé faire un petit discours pour dire que Kerry ne capitulerait pas et que « chaque voix serait comptée. » Mais Kerry trahit lâchement sa promesse en s'avouant vaincu le mercredi 3 novembre.

Un candidat sérieux aurait annoncé des mesures judiciaires tous azimuts pour saisir et confisquer les machines électroniques, les cartes perforées et les scanneurs optiques, qui avaient été si manifestement truqués en faveur de Bush, dans l'intention de prouver devant un tribunal qu'on les avait trafiqués. Mais non : Kerry se hâta de se rendre. Ce fut au Parti des Verts et au Parti Libertaire de payer 125 000 USD de leur poche pour exiger et obtenir un nouveau décompte. Kerry, quant à lui, malgré ses hauts faits de guerre, se révélait être un lâche. Il avait gagné les élections, mais il ne voulait pas se battre pour épargner au pays quatre années supplémentaires aux mains du gang Bush.

Le jeudi suivant le vote, Greg Palast rédigea un article fort utile intitulé : « Kerry a gagné » qui fut publié sur TomPaine.com. Palast y disait que Kerry était le véritable gagnant dans l'Ohio et au Nouveau-Mexique, entre autres États. La thèse de Palast était limitée par son obsession pour les « nuls », le facteur qui a fait jeter au panier ou annuler environ 3 % des bulletins aux États-Unis. Naturellement, les bulletins non valables se concentraient dans les circonscriptions pauvres, noires ou hispaniques qui votent généralement démocrate. Malgré toute la pertinence de cet argument, Palast se focalisa trop exclusivement sur ces formes traditionnelles et structurelles de fraude typiques des 40 dernières années depuis que William Rehnquist avait commencé à harceler les électeurs hispaniques. Mais la fraude de 2004 n'était pas une fraude à la papa. Il s'agissait d'une version moderne et high-tech, qui n'aurait pas pu voir le jour sans l'implication totale des services secrets. Autrement dit, le scrutin de 2004 a été volé grâce à un complot de la machine Bush et de la communauté du renseignement ; c'est cette question d'un vaste complot offensif impliquant des électeurs fantômes qui est, comme toujours, le point de friction avec Palast.

Dans l'après-midi du jour des élections, le sentiment anti-Bush fut renforcé par des fuites de sondages aux sorties des urnes indiquant que Bush était en train de perdre. Ces sondages étaient conduits par Edison Media Research avec Mitofsy International sur demande du Pool électoral national (NEP), nom usuel du consortium des chaînes de télévision et AP (Associated Press). Selon un article, « les grandes chaînes et AP ont commencé à recevoir des chiffres de sondages au début de l'après-midi mais ont promis par avance de ne pas les utiliser avant la clôture totale du scrutin dans un État – même si cette information, qui n'est jamais concluante, finit régulièrement par se retrouver sur Internet. Slate.com et le Drudge Report claironnaient ainsi dans l'après-midi que les premiers sondages indiquaient que Kerry avait 1 % d'avance en Floride et dans l'Ohio et qu'il menait largement en Pennsylvanie, dans le Wisconsin, le Minnesota et le Michigan… Tim Russert de la NBC releva que Kerry avait reçu les voix de 6 électeurs indépendants sur 10 dans l'Ohio. Ed Bradley de CBS dit que Kerry avait drainé les voix des femmes, des hommes, de ceux qui votaient pour la première fois et des indépendants dans le New Jersey » (*Washington Post*, 3 novembre 2004).

Tandis que ces résultats voguaient sur la blogosphère, de plus en plus de gens eurent l'impression que Bush allait perdre. Dans un article écrit le soir après la clôture du scrutin, on lit : « Selon les sondages du NEP à la sortie des urnes, Bush semble avoir beaucoup de mal à garder la présidence et à éviter le sort de son père non réélu pour un second mandat. Le Président George H.W. Bush n'avait pas été réélu en 1992 face à Bill Clinton ; le Président sortant voulait absolument éviter les erreurs qui,

croyait-il, avaient coûté la place à son père. Mais à en juger par les sondages de la veille, il n'a pas assez étendu sa coalition pendant les quatre ans passés à la présidence, ce qui a abouti au coude à coude auquel on assiste depuis hier soir» (*Washington Post,* 3 novembre 2004).

C'est aussi ce que pensaient Bush et son entourage. Le Président commença sa journée à Crawford (Texas), son lieu de vote. Puis il se rendit à un rassemblement dans l'Ohio. On dit qu'il y rencontra personnellement J. Kenneth Blackwell, le secrétaire d'État de l'Ohio, un Noir, partisan enragé des Républicains, chef de file des Bushistes dans cet État et, en même temps, l'officier public chargé de vérifier le scrutin. Puis Bush s'envola vers Washington. Une version dit : «Ce fut dans l'avion que le stratège Karl Rove se mit à appeler partout pour avoir les résultats des derniers sondages. Mais la ligne ne cessait d'être coupée. Ce n'est que lorsque l'avion commença à perdre de l'altitude que parvint un message BlackBerry de la part d'un assistant qui disait simplement : "**pas bon**."» Peu après, Rove put se faire un tableau plus détaillé et annonça la mauvaise nouvelle au Président et à ses principaux assistants. Le gouverneur de Floride, Jeb Bush, avait dit que la situation semblait bonne ; l'équipe Bush espérait être en tête dans l'Ohio. Mais Kerry était en tête partout. «**J'avais envie de vomir**», dit un assistant dans l'avion… Sur terre, à Arlington (Virginie), cet après-midi-là, le stratège en chef Matthew Dowd parcourut le QG de campagne de Bush avec la tête «d'un savant dont toutes les formules sont fausses», selon un membre de l'équipe. C'était lui qui avait prévu la stratégie de séduction des électeurs, et maintenant les sondages lui donnaient tort sur toute la ligne. Il mit six bonnes heures à décoder. Quand les vrais résultats commencèrent à tomber à 20 heures, Dowd vit qu'en Caroline du Sud, en Virginie et en Floride, les chiffres correspondaient aux attentes des Républicains : le Président avait dépassé les sondages. «Il faut aller parler à la presse. **Les sondages se trompent**», dit Dowd (*Time*, 15 novembre 2004 – souligné par l'auteur).

L'après-midi avait été dur ce jour-là pour le camp Bush. «Les sondages décourageants affluaient au QG d'Arlington, les stratèges qualifiaient en privé les premiers résultats de **cataclysme…** Quand les chaînes avaient d'abord déclaré que les résultats de Virginie était indécis, Bill Kristol de Fox News avait dit : «Cela ne peut pas être bon pour le Président Bush…» Mais ils commencèrent à dire aux journalistes et aux principaux soutiens que les sondages de sortie des urnes s'étaient trompés en 2000 et à assurer que les résultats de Bush étaient meilleurs que cela. Bush fit venir des journalistes dans sa résidence de la Maison Blanche vers 9 h 37 pour tenter de réconforter ses troupes. "Nous sommes très optimistes. Merci. Je crois que je vais gagner, merci beaucoup." Cette mise en scène était destinée à donner une image de confiance après cette journée pénible à la Maison Blanche» (*Washington Post*, 3 novembre 2004, c'est nous qui soulignons).

Un autre compte rendu corrobore ce récit : « J'ai vu la tête [de Rove] et le téléphone s'est arrêté », déclara Dan Bartlett, directeur de la communication de la Maison Blanche. « Il a dit "pas bon". "C'était comme un coup de poing dans le ventre", ajouta Bartlett. Rove raconta les moments vécus dans l'avion présidentiel lors d'une interview : "… J'étais malade. Mais ensuite, je me suis mis en colère en voyant les chiffres. Ça n'avait aucun sens." Bien sûr, ces sondages à la sortie se sont révélés faux. C'est ce que beaucoup de gens pensaient au QG de Bush quand on s'est mis à examiner les chiffres de près. Et aujourd'hui, Rove est encensé par le Président pour avoir été "l'architecte" de la victoire » (*Washington Post,* 7 novembre 2004). Mais les sondages n'étaient pas faux. Tout montre qu'ils représentaient un baromètre très précis de l'état d'esprit des citoyens au moment de quitter les bureaux de vote où ils croyaient avoir voté. La différence entre les sondages de sortie des urnes et le résultat final est due à la marge de fraudes.

La fraude électorale électronique et cybernétique, telle que pratiquée par la machine CIA-Bush, comporte habituellement une panne d'ordinateur au beau milieu de l'action, comme nous le rappelle le commentaire de 1980 de William Loeb. En 2002, « une panne d'ordinateur a rendu impossible la diffusion des résultats le jour des élections. Le mardi [2 novembre 2004], de nouveaux problèmes sont apparus : pendant 2 h ?, il y eut une panne de données et des échantillons qui tantôt comportaient trop de femmes, tantôt trop peu de données de l'Ouest, tantôt pas assez de Républicains, tantôt une avance pour le candidat démocrate John Kerry dans le sondage national, et ce, jusque tard dans la nuit. Par deux fois, le soir des élections (pour les résultats de Virginie et de Caroline du Sud), les chaînes ne furent pas en mesure de donner le gagnant à la fin du scrutin parce que les sondages de sortie des urnes montraient que les deux candidats se suivaient de trop près, alors que pour finir, Bush l'emporta haut la main dans ces deux États », écrivit un journaliste.

« Des vagues successives de résultats nationaux de sondages de sortie des urnes dans l'après-midi et la soirée ont dit que Kerry devait avoir 2 ou 3 % d'avance au plan national et dans plusieurs États importants, l'Ohio compris. Les résultats des sondages préliminaires de sortie des urnes, qui avaient transpiré tout au long de la journée, furent affichés sur plusieurs sites web, dont le site Drudge Report, très fréquenté, ce qui ajouta à la confusion et alimenta la frénésie des médias. »

C'est alors que survint l'incontournable panne informatique, généralement utilisée pour camoufler un bidouillage des données existantes : « Pour compliquer encore les choses, un serveur chez Edison/Mitofsky se mit à avoir des ratés peu avant 23 heures. La défaillance empêcha l'accès à tous les résultats de sondages de sortie des bureaux de vote jusqu'à ce que les techniciens puissent rendre opérationnel un système de remplacement,

hier à 1 h 33 du matin. Le crash survint à peine quelques minutes avant que le consortium ne mette à jour ses sondages de sortie des urnes en s'aidant des résultats d'interviews postérieurs qui donnaient un point d'avance à Bush. Les journalistes furent obligés de se reporter aux résultats des sondages de sortie des bureaux de vote annoncés à 18 h 15, qui montraient encore Kerry en tête de trois points » (*Washington Post*, 4 novembre 2004). Officiellement, on attribua l'Iowa à Bush le vendredi suivant les élections. Les résultats avaient été très serrés, « mais comme Bush détenait une avance de 12 000 voix, les fonctionnaires de l'Iowa décidèrent hier que les votes par correspondance n'étaient pas assez nombreux pour que Kerry remonte son retard sur Bush » (*Washington Post*, 6 novembre 2004).

## Scandales dans l'Ohio

Bush fut sauvé par un « décalage vers le rouge », comme on dit en astronomie, d'environ 3 à 5 % dans un certain nombre d'États clés, entre les sondages à la sortie des bureaux de vote et les résultats officiels. Ces différences, il convient de le remarquer, étaient toujours en faveur de Bush et jamais à son détriment. Ce glissement était dû aux fraudes. Une analyse complète des fraudes électorales des élections de 2004 dépasserait le cadre de notre ouvrage. Bornons-nous à dire que les équipes de Bush ont fait feu de tout bois pour falsifier les résultats. Les mécanismes de fraude sur le champ de bataille de l'État clé de l'Ohio ont été consignés par Robert Fitrakis et ses amis sur www.freepress.org et il n'est donc pas nécessaire de le reproduire en détail ici. Voici le déroulement d'une fraude électronique typique :

> Le comptage des voix a été perturbé à plusieurs endroits par des pannes d'ordinateurs. La plus sérieuse semble s'être produite dans l'Ohio, où elle a fourni la marge décisive à Bush. Les fonctionnaires électoraux du comté de Franklin, dans la région de Colombus, ont déclaré hier qu'une erreur d'ordinateur a donné 3 893 voix supplémentaires à Bush dans un seul bureau de vote. Matthew Damschroder, directeur du bureau électoral du comté de Franklin, a précisé que dans ce bureau de vote, Bush avait reçu 365 voix sur 638 bulletins exprimés. On ne sait pas très bien si l'Ohio a connu d'autres difficultés avec le vote électronique. Environ 30 % des votants de l'État ont voté électroniquement. (*Washington Post*, 6 novembre 2004)

Dans l'Ohio, la falsification de votes avait été préparée avec soin. Blackwell avait veillé à ce que la liste des électeurs enregistrés soit purgée de nombreux Démocrates juste avant les élections, sous le prétexte favori du Parti Républicain que ces Noirs, hispaniques et autres pauvres étaient en réalité des criminels condamnés. Le temps que ces exclus réalisent ce qui s'était produit, il était trop tard pour se réinscrire. Blackwell se surpassa en inventant des prétextes techniques pour refuser de nouvelles

inscriptions et pour invalider les votes par correspondance de personnes soupçonnées d'être des Démocrates. Les électeurs démocrates nouvellement inscrits reçurent des lettres de menaces leur disant que leur inscription était contestée par le Parti Républicain. Ces lettres prenaient un tour inquiétant en ajoutant qu'ils avaient le droit de se faire accompagner d'un avocat et de témoins. Des tracts fantômes affirmèrent que le vote était prolongé jusqu'au mercredi. D'autres annoncèrent que les électeurs qui n'avaient pas payé leurs contraventions, leur pension alimentaire ou leur amende de retard à la bibliothèque seraient arrêtés manu militari dans les bureaux de vote pour être jetés en prison.

Des imposteurs téléphonèrent aux électeurs supposés Démocrates pour leur dire que leur bureau de vote avait changé de place : une fraude qui, bien souvent, ne fut détectée qu'après que les électeurs eurent attendu plusieurs heures sous la pluie, avant de s'entendre dire qu'ils devaient tout reprendre à zéro dans leur bureau habituel. Beaucoup de bureaux de vote de quartiers habités par des Noirs, des hispaniques ou des personnes à faibles revenus ouvrirent avec retard. Une fois ouverts, il s'avéra bien souvent qu'ils n'avaient pas de stylos pour les bulletins sur lesquels il fallait écrire et, par-dessus le marché, qu'il y avait beaucoup moins de machines à voter que naguère, depuis que la clique Blackwell s'était arrangée pour les faire transférer dans les banlieues républicaines aisées. Résultat : de longues files d'attente se formèrent sous la pluie et beaucoup d'électeurs fragiles abandonnèrent. Beaucoup d'employeurs républicains menacèrent leurs travailleurs payés à l'heure de les congédier s'ils s'attardaient trop aux urnes ; un nombre assez important fut effectivement licencié. D'innombrables voix furent perdues de cette façon.

À la veille des élections, Blackwell demanda au Parti Républicain le droit de placer des « surveillants » dans chaque bureau de vote. Ces vigiles anti-vote étaient, en fait, des gorilles racistes et fascistes chargés d'intimider et d'éjecter les électeurs susceptibles d'être démocrates, dont le nom figurait sur des « listes noires ». Ces provocateurs furent jugés illégaux par le tribunal fédéral de première instance, mais cette décision fut cassée par la cour fédérale d'appel aux premières heures du matin de l'élection. La Cour suprême des États-Unis refusa d'entendre l'appel contre cette décision scandaleuse. Savoir que des gorilles du GOP pouvaient courir en liberté dans les bureaux de vote a certainement convaincu beaucoup de citoyens de rester chez eux. Dans beaucoup de bureaux de vote, ces gorilles abordaient systématiquement les Noirs pour leur remettre des bulletins provisoires en papier. Le bulletin provisoire devint ainsi une nouvelle forme de citoyenneté de seconde classe, le nouveau système de discrimination du XXIe siècle.

On a raconté que des caisses de bulletins provisoires furent chargées, sans aucune surveillance officielle, sur de mystérieux camions privés qui

disparurent dans la nuit. Les hispaniques durent fournir des preuves de leur citoyenneté, y compris en montant des papiers qui n'étaient pas obligatoires dans l'État de l'Ohio. Ils eurent ainsi beaucoup plus de mal à déposer leurs bulletins. Ceux qui arrivèrent aux bureaux se retrouvèrent devant des machines à écran tactile qui ne leur remettaient pas la preuve qu'ils avaient voté. Beaucoup de machines enregistraient obstinément le nom de Bush malgré les efforts répétés et désespérés des électeurs de faire enregistrer celui de Kerry. Dans tous les États-Unis, les machines à voter électroniques fabriquées par Diebold, Election Systems & Software et Sequoia rendirent de fiers services à la campagne de Bush en falsifiant un nombre incalculable de voix. On prétendit que Bush avait gagné l'Ohio de 136 000 voix. Quand Kerry abandonna, environ 155 000 bulletins provisoires et près de 92 000 bulletins entachés de nullité, provenant pour la plupart de zones majoritairement démocrates, n'avaient pas été pris en compte. Au final cela constituait une violation flagrante de la loi sur le droit de vote et une crise constitutionnelle colossale. Mais le juge néo-conservateur Scalia n'avait-il pas prétendu, en décembre 2000, que la Constitution ne garantissait aux citoyens des États-Unis aucun droit de vote ?

Le résultat désolant de la fraude Bush/Rove et l'abandon de Kerry fut un pas de plus vers l'anarchie aux États-Unis. Les réseaux pourris du gouvernement occulte étaient désormais maîtres de la situation. Bush n'était pas un Président, mais le gouvernant illégitime d'un régime de bandits, un usurpateur sans foi ni loi à la tête d'un État perverti. Le « capital politique » que Bush prétendait avoir gagné dans sa conférence de presse suivant l'élection était une contrefaçon. Son prétendu mandat ne valait pas tripette.

Après des coups d'État plus ou moins réussis en 1998 (*impeachment*), 1999 (bombardement de la Serbie), 2000 (vol de la présidence), 2001 (11 Septembre), 2002 (octroi illégal à Bush de pouvoirs de guerre), 2003 (guerre d'Irak) et 2004 (nouveau vol de la présidence), le gouvernement occulte prépara sans attendre son inévitable coup d'État de 2005. Celui-ci pourrait prendre la forme d'une réduction draconienne des pouvoirs du Congrès. Le sénateur Frist du Tennessee, leader de la majorité républicaine au Sénat, annonça que la pratique des Démocrates d'utiliser l'obstruction parlementaire pour empêcher la confirmation d'une poignée d'extrémistes de droite au banc de la cour d'appel fédérale était intolérable et devait cesser.

L'« option nucléaire » de Frist consistait à re-rédiger unilatéralement le règlement du Sénat par un *coup de main*, rendant impossible l'obstruction à des nominations judiciaires. Cette mesure ferait du Sénat le fief d'un seul parti, dans le genre de l'actuelle Chambre des représentants, et affaiblirait le système constitutionnel des contrepoids en rendant nettement plus difficile pour le Sénat de contrôler un Président décidé à placer des

racistes et des fascistes dans le système judiciaire fédéral. Les quelques Républicains traditionalistes étaient inquiets face à cette proposition extrémiste, et les leaders démocrates menacèrent de paralyser le Sénat en faisant de l'obstruction parlementaire, mais il n'était pas sûr que ces opposants puissent stopper le coup d'État de Frist.

Naturellement, le coup d'État de novembre 2004 n'aurait pas pu se dérouler aussi bien si Kerry n'avait pas jeté l'éponge aussi facilement. Pour certains, le refus de Kerry de protester contre la fraude était simplement la conséquence de sa loyauté envers Skull & Bones. Ces observateurs imaginent que Kerry a reçu un appel du siège de Skull & Bones lui disant de jeter l'éponge, ce qu'il fit sans tarder. Notre avis est plutôt que Kerry (et son épouse) étaient des spécimens de l'oligarchie, un peu plus intelligents que la moyenne dans ces milieux, mais incapables d'imaginer autre chose que le pouvoir et les méthodes de l'oligarchie. Le monde des fondations habité par Mme Kerry est, notamment, l'un des centres décisifs de l'influence oligarchique sur la vie américaine ; tout porte à penser que le candidat s'y sentait à l'aise. C'est donc la mentalité oligarchique de Kerry qui l'a prédisposé à se rendre. S'agissant de la dynamique spécifique de ce hissage du drapeau blanc au lendemain des élections, il semble que Kerry ait été convaincu de capituler par Bob Shrum, qui avait torpillé les premières phases de sa campagne, et par Mary Beth Cahill, qui lui a dit que les bulletins provisoires additionnés aux votes par procuration dans l'Ohio ne suffisaient pas pour surmonter le prétendu avantage de Bush.

Kerry avait-il une autre option ? Oui. Depuis la défaite du putsch de Kapp à Berlin en mars 1920 jusqu'à celle du putsch d'Aznar à Madrid en mars 2004, la résistance-type à un coup d'État tenté par une clique de réactionnaires est une grève générale illimitée du mouvement syndical, des partis progressistes, des étudiants et de la jeunesse, des organisations de femmes et de leurs alliés. C'est cela qui a empêché Aznar d'établir une dictature dans la foulée des attentats dans les trains en Espagne.

Aux États-Unis, en novembre 2004, cela aurait pris la forme d'une grève générale en faveur du gouvernement constitutionnel, appelée par le Parti Démocrate, l'AFL-CIO *, les écologistes, les femmes, les progressistes, les étudiants et autres. Il aurait fallu paralyser le pays jusqu'à ce qu'un décompte précis des voix ait lieu, décompte qui aurait sans aucun doute conclu à la défaite de Bush. Jesse Jackson avait proposé quelque chose de la sorte à Gore en 2000, mais son idée avait été rejetée. Rares sont les oligarques qui acceptent de faire descendre le peuple dans la rue, et Kerry n'a pas fait exception à la règle. Quant au Parti Démocrate, il a eu

* *AFL* et *CIO* : American Federation of Labour et Congress of Industrial Organisations, faibles organisations syndicales.

peur de s'aliéner ses riches bailleurs de fonds bien plus que de perdre une élection ; il était donc structurellement incapable de mener une action de masse. Pour autant que le candidat indépendant Nader ait apporté une contribution quelconque, ce fut de faire comprendre que le Parti Démocrate est mou, timoré, désemparé et irresponsable.

Les Démocrates eurent même peur de s'appuyer sur l'article XIV de la Constitution des États-Unis, voté par le Congrès le 13 juin 1866 et ratifié le 9 juillet 1868 en réplique à la contestation électorale post-Confédérée à l'encontre des esclaves affranchis, et qui comprend des dispositions taillées sur mesure pour les activités de la machinerie Bush dans l'Ohio, la Floride et plusieurs autres États. Nous y lisons au paragraphe 2 :

> Mais lorsque le droit de voter, lors d'une élection quelconque, pour choisir les électeurs du Président et du vice-Président des États-Unis, les députés au Congrès, les fonctionnaires de l'exécutif et de l'appareil judiciaire d'un État, ou les membres de leur législature, est refusé à un habitant de sexe masculin de cet État, qui a 22 ans et qui est citoyen des États-Unis, ou qu'il est restreint de quelque manière, sauf pour participation à une rébellion ou à un autre crime, la base de représentation à ladite instance sera réduite en proportion du nombre de ces citoyens masculins par rapport au nombre total de citoyens masculins de 22 ans dans cet État.

Naturellement, la référence de cet amendement aux électeurs masculins aurait été étendue à tous les votants, conformément à l'amendement n° XIX. À la limite, cela aurait constitué la moindre des réactions au truquage électoral de Bush : raccourcir la base de représentation des États fraudeurs à la Maison Blanche et au Sénat, et diminuer en même temps le nombre de leurs électeurs au collège électoral ainsi que dans les deux Chambres.

## La question du 11/9 était réellement décisive

Depuis novembre 2003, je ne cesse de dire que la question du 11 Septembre serait prépondérante lors les élections de 2004. Cette thèse reconnaissait avant tout qu'un réalignement des partis allait survenir en 2004 : une nouvelle prédominance au collège électoral devait remplacer le modèle post-1968 de l'hégémonie des Républicains basée sur la stratégie sudiste raciste développée par Kevin Phillips pour Nixon. Ce réalignement des partis prolongerait le modèle établi depuis le début de la Constitution fédérale des États-Unis en 1788 et qui avait comporté des réalignements semblables en 1828, 1860, 1896 et 1932 ainsi qu'en 1968. Mon argument était le suivant : si le mythe du 11 Septembre avait été démantelé, l'élection de 2004 aurait probablement mené à un réalignement du parti progressiste. Si, en revanche, le mythe du 11 Septembre devait rester inchangé, le danger serait grand que le réalignement des partis n'aboutisse à une sorte de pouvoir fasciste. Malheureusement, cette

seconde variante est peut-être en train de s'accomplir, quoiqu'il soit peut-être trop tôt pour le dire.

Pour ceux qui s'attachent réellement à démonter le mythe du 11 Septembre, le moyen le plus prometteur était représenté par une commission internationale indépendante pour la vérité (IITC) plus ou mois créée sur le modèle du Tribunal des crimes de guerre au Vietnam de Russel-Sartre en 1966-1967. Le fait que le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre n'ait pas réussi à convoquer l'IITC avant novembre 2004 a constitué le seul échec extrêmement important pour ce mouvement, échec que ses succès par ailleurs ne suffisent pas à compenser. L'IITC était l'enceinte adéquate pour démolir le mythe du 11 Septembre aux yeux des intellectuels et des leaders d'opinions internationaux de même que pour le saper au niveau national. Au lieu de cela, les initiatives entreprises n'ont réussi à éroder ce mythe qu'au plan régional au sein des États-Unis, ce qui, malheureusement, n'a pas été suffisant.

La campagne de Bush a présenté le mythe du 11 Septembre comme un nouveau culte civique païen, obligatoire et mystérieux, dont le candidat était le grand prêtre. Bush a résolument construit toute sa campagne sur la culture démagogique du 11/9 et ses thèmes chauvins et racistes. Le 11 Septembre a été évoqué dans la plupart des publicités télévisées de Bush et Cheney, qui ont été vues par un grand nombre de téléspectateurs. Toute la Convention nationale des Républicains a été organisée autour de ce thème. Bush, Cheney et leurs acolytes se sont arrangés pour parler du 11 Septembre dans chacun de leurs discours. Bush a mentionné le 11/9 dans les débats télévisés et y est revenu au cours du crescendo de sa campagne, à la fin du mois d'octobre. Le 11 Septembre a été son grand alibi, son prétexte, sa clause échappatoire ; lorsqu'il se voyait acculé, il sortait invariablement son 11/9. La faiblesse hésitante de Kerry a permis à Bush d'utiliser le fiasco du 11 Septembre, qui représente en réalité le moment de sa plus grande nullité, comme une référence positive.

Bob Shrum, consultant chevronné (et éternel perdant) du Parti Démocrate, affirmait qu'après le 11 Septembre, le peuple américain ne tolérerait pas une campagne qui créerait des divisions, et ne choisirait qu'un candidat positif et optimiste. Shrum a donc interdit d'attaquer Bush en disant (ce qui était pourtant exact) qu'il était le Néron du 11 Septembre, l'homme qui s'occupait à des futilités ou qui restait indécis pendant que New York brûlait. Il prétendait que c'était un sacrilège envers le mythe du 11 Septembre et le consensus oligarchique qui le sous-tendait. Kerry s'est laissé dominer par Shrum jusqu'à la Convention républicaine et même au-delà, quand il était déjà trop tard. Ces événements présageaient l'abandon définitif de Kerry.

Malgré tout, le mythe du 11 Septembre a été la cible d'attaques nourries. Howard Dean a confié, en décembre 2003, que beaucoup de

gens pensaient que l'administration Bush savait ce qui allait se passer le 11 Septembre et étaient choqués par la fausse alerte terroriste conçue pour atténuer le rebond de Kerry lors de la Convention. Néanmoins, Kerry et Edwards n'ont pas su demander des comptes à Bush pour s'être montré passif avant le 11/9 et pour s'être pétrifié ce jour-là.

L'ancien sénateur Bob Kerrey, membre de la commission du 11 Septembre, annonça, quelques jours après le vote, qu'il ne se sentait plus lié par le serment de non-allégence aux partis politiques que tous les membres avaient prêté et expliqua comment, de son point de vue, la question du 11 Septembre aurait pu être retournée contre Bush. Selon lui, il aurait sans doute fallu souligner l'inertie de Bush, sa passivité et son incapacité à réagir aux maints avertissements que recevait la Maison Blanche sur l'imminence d'attentats. Cela aurait équivalu à une tentative de retourner le 11/9 contre Bush en s'appuyant sur le mythe. On peut se demander quelle aurait été l'efficacité d'une telle stratégie, mais le candidat démocrate Kerry n'en était même pas capable. Cette approche était également illustrée par le récit publié par Benjamin DeMott dans le numéro d'octobre 2004 du *Harper's Magazine*, qui qualifie le rapport de la commission du 11 Septembre de « machine à laver », de « tricherie et de supercherie ».

> Le mystère des raisons pour lesquelles la commission est muette n'est guère profond. Elle ne peut pas appeler un menteur un menteur. Le sujet le plus important devant la commission du 11 Septembre était : que savait le Président Bush sur la menace qu'al-Qaida faisait peser sur les États-Unis, quand l'a-t-il appris et, s'il n'en savait pas grand-chose, pourquoi ?… En avril 2004, devant ceux qui l'interrogeaient, le Président a dit qu'il n'avait pas été informé de la présence de terroristes dans le pays. On peut penser que c'est à peu près au moment où Bush a adopté cette position que les membres de la commission qui l'entendaient ont saisi qu'il serait impossible de jeter un éclairage utile sur la relation entre la conduite officielle et le manque de préparation au niveau national. La raison ? L'affirmation du Président était contraire à la vérité. C'était un mensonge, et les membres de la commission ont compris qu'ils ne pouvaient pas laisser voir que c'était un mensonge. Un grand nombre de fonctionnaires avaient… fourni des détails circonstanciés sur leurs tentatives… d'édifier Bush candidat, puis Président élu, puis commandant en chef, à propos des menaces terroristes sur nos rivages. Les informations apportées par ces fonctionnaires avaient été exposées dans des documents prophétiques, courts et longs ; la documentation fournie était très impressionnante à tous égards. Néanmoins, le chef de l'exécutif, assis devant la commission, affirmait : *Personne ne m'a rien dit.* Accuser le chef de l'exécutif de mensonge avait un coût impensable : le déchirement possible du tissu social et politique de la nation (*Harper's*, octobre 2004).

DeMott a examiné le rapport quotidien au Président du 6 août 2001 rédigé par Richard Clarke, qui a été déclassifié en avril 2004 suite au fracas généré par les auditions de la commission du 11 Septembre.

Rappelons que ce document s'intitulait « Ben Laden est déterminé à frapper aux États-Unis » et contenait l'information selon laquelle « le FBI est en train d'effectuer environ 70 enquêtes approfondies à travers tous les États-Unis sur tout ce qui pourrait avoir un lien avec ben Laden. » DeMott juxtapose cela avec le résumé fait par la commission du témoignage privé de Bush sur cette question : « *Le Président nous a dit que le rapport du 6 août était de nature historique.* »

L'article de DeMott aurait dû servir de base à une série d'offensives de la part de Kerry qui auraient pu se focaliser sur l'inaptitude flagrante de Bush au commandement au cours des jours et des semaines qui ont conduit au 11 Septembre : pas de réunion extraordinaire convoquée, pas de fonctionnaire de cabinet investi d'une tâche particulière, pas d'instruction donnée aux chefs d'agences, pas de processus inter-agences établi et, en résumé, rien d'entrepris pour réagir à tant de mises en garde urgentes de la part de « rapports clandestins, de gouvernements étrangers et des médias » sur un risque d'attentats terroristes imminents. Cela aurait pu se faire sans remettre en cause les aspects centraux du mythe, mais en se fondant sur ce que révélait la partie non complice du gouvernement, autrement dit les Colleen Rowley et autres, à propos des réseaux pourris du gouvernement occulte.

En avril 2004, le *Washington Post* a publié un dessin humoristique (repris dans « The Year in Cartoons » le 19 décembre 2004) qui montre Cheney en homme de fer, le FBI en lion peureux, la CIA en épouvantail et un Bush incarné par « Dorothy ». Tous ces personnages, allusion au film *Le Magicien d'Oz*, regardent une sorcière qui vole dans le ciel et laisse dans son sillage le message de fumée suivant : « Rends-toi, Dorothy ! Sinon, j'envoie des avions dans les gratte-ciel – Oussama. » Le lion FBI dit : « Qu'est-ce que ça veut dire ? » « C'est trop vague ! » gémit l'épouvantail. « Ouais… et d'ailleurs, qui c'est, cette Dorothy ? » fait Bush. Secondé par la toujours maussade Miss Rice, il s'est comporté comme si les mesures pour déjouer le complot du 11 Septembre étaient une sorte de bal des débutantes auquel il n'aurait jamais daigné participer à moins de recevoir une invitation gravée portant son nom calligraphié sur papier gaufré. Que Kerry ait été incapable même de profiter de cette masse de preuves empiriques pour étaler l'incapacité de Bush à tenir son rôle est une preuve accablante du manque de courage intellectuel du candidat démocrate ; il est vrai qu'il n'a été désigné que parce que Dean avait été immolé par les médias sur la question du 11 Septembre.

La base démographique pour lancer une offensive sur le mythe du 11 Septembre aurait été favorable. Un sondage de Zogby International, commandé par Jimmy Walter à la fin du mois d'août, montrait qu'à peine moins de 50 % de résidents de la ville de New York ne croyaient pas à la version officielle et pensaient que les États-Unis avaient été avertis des attentats ; un peu moins de citoyens de l'État de New York étaient de cet avis.

Une brève animation du Pentagone sur Internet ridiculisant l'affirmation du gouvernement selon laquelle un Boeing 757-200 avait heurté le QG du ministère de la Défense, remporta un très gros succès ; le *Washington Post* fut même forcé de publier un article s'en faisant l'écho. Pour les intellos, la chaîne de télévision BBC-2 diffusa en octobre « Le pouvoir des cauchemars », un documentaire qui soutenait qu'al-Qaida n'existait tout simplement pas, si ce n'est sous la forme d'un « mythe » et d'une « sombre illusion. » L'émission laissait entendre que ce mythe avait été créé par des politiciens en faillite, dont les slogans n'avaient plus de succès, et qui étaient prêts à tout pour garder leur pouvoir. Pour les moins intellos, Howard Stern invita des porte-parole du Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre et déclara à ses 13 millions d'auditeurs qu'il ne croyait pas qu'un avion de ligne ait heurté le Pentagone, mais qu'un missile de croisière constituait une explication bien plus plausible.

À cela il faut ajouter l'impact collectif de dizaines de sites web, plus des conférences à Berlin, Lucerne, San Francisco et Toronto, toutes relayées par un nombre incalculable de radios Internet, de chaînes de télévision alternatives, de vidéocassettes, de DVD, de livres, de blogs et de flots de messages sur le web. Les principaux journaux de la région métropolitaine firent de la publicité pour le rassemblement du 11 septembre au Manhattan Center de New York, qui réunit environ 1 300 personnes. Le grand jury des citoyens de Los Angeles, réuni au Bob Hope Patriotic Hall le 24 octobre, fut une initiative populaire où des citoyens ordinaires ont été bien au-delà des questions sans réponse, en condamnant carrément certains aspects essentiels du mythe officiel comme étant physiquement impossibles et en précisant que le suspect n° 1 dans cette histoire était un réseau pourri au sein du gouvernement des États-Unis.

Vers la fin du mois d'octobre, cent notables libéraux de gauche et d'enquêteurs sur le 11/9, dont Noam Chomsky, Michael Parenti, Ralph Nader et Howard Zinn, exigèrent la réouverture de l'enquête sur le 11/9 et adressèrent une pétition dans ce sens à l'*Attorney General* de l'État de New York, Eliot Spitzer. Mais, comme toute démarche purement juridique, cette plainte fut transmise à l'initiative et selon le calendrier des avocats au lieu de rester sous le contrôle d'une ligne politique claire. Les quelques chances de succès que cette entreprise aurait pu avoir diminuèrent sévèrement quand Spitzer annonça qu'il se présentait au poste de gouverneur de l'État de New York ; il n'allait sûrement pas risquer de compromettre ses perspectives de carrière en devenant le Jim Garrison du scandale des mensonges du 11 Septembre. Remarquons aussi que Ralph Nader, dans les quelques conférences de presse C-SPAN que cet écrivain a pu donner, n'a jamais déclaré que le 11 Septembre était l'une de ses préoccupations essentielles ; en fait, il n'en a pratiquement jamais dit un mot.

Le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre était handicapé par ceux qui persistaient à se concentrer sur « les questions sans réponse. » Imaginons le jour du Jugement Dernier : l'archange Gabriel sonne la trompette de la résurrection, et voici que quelques militants mal inspirés surgissent de leurs tombes pour rabâcher leurs questions sans réponse. Plus de trois ans et demi après le 11 Septembre, il était temps de donner quelques réponses.

Le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre avait un autre point faible : sa tendance à s'appuyer sur les familles endeuillées pour asseoir son autorité morale et politique. L'éventail représentatif des familles du 11/9 était très large : certains étaient des modèles d'humanisme en quête de paix mondiale et partisans du pardon, d'autres étaient xénophobes et même racistes. Certains étaient partisans de Kerry, d'autres de Bush. Un groupe, obsédé par ce qu'il appelait « la réforme du renseignement » exigeait avant tout d'appliquer les recommandations de la commission du 11 Septembre, dont certaines équivalaient au Patriot Act II et qui, toutes, laissaient les vrais coupables du 11/9 dans l'impunité. En tout état de cause, ce fut une tragique perte de temps que de consacrer à des témoignages inutiles de familles les deux ou trois heures dont disposait le Mouvement pour la Vérité sur le 11 Septembre sur C-SPAN. La seule issue qui restait à ceux qui voulaient réellement détruire le mythe du 11 Septembre était la commission internationale indépendante pour la vérité.

Pour le moment, la machine CIA-Bush peut sembler avoir mis un gros bâton dans les roues de l'Histoire. Mais il est également utile de rappeler que les cycles de 36 ans ne sont que des estimations approximatives, mais avérées, depuis la fin de la guerre civile ; au préalable, ce cycle avait duré 40 ans (1788-1828) et 32 ans (1828-1860). Cela signifie que, même si de profonds changements dans le régime au pouvoir sont maintenant absolument indispensables, on ne peut pas en prévoir le moment avec une précision chronométrique. Le cycle 1788-1828 touchait à sa fin en 1824 quand une élection contestée à la Chambre des représentants se termina par la victoire de John Quincy Adams soutenu par Henry Clay, au détriment d'Andrew Jackson. L'issue de cette confrontation eut l'effet positif d'ajouter quatre ans supplémentaires de présidence Adams au cycle de 36 ans avant le désastre de la présidence Jackson. Quelque chose de similaire s'est peut-être produit en 2004 pour prolonger le mandat de Bush, mais cette fois dans un sens néfaste et désastreux.

Bien sûr, il y a encore l'éventualité, encore plus déprimante, que la longue période de régime constitutionnel aux États-Unis soit simplement en train de toucher à sa fin (naturelle ou non) et que le coup d'État « à froid » de Bush en 2004 en soit le sinistre présage. De fait, la tendance générale des récentes machinations du gouvernement de l'ombre se traduit

par un affaiblissement incessant du pouvoir de l'empire étasunien, en raison d'actions irréfléchies visant à le consolider.

Bien sûr, George Bush n'a été réélu Président des États-Unis que dans le monde de l'illusion télévisée schizophrène. Il n'a de légitimité qu'aux yeux des commentateurs grassement payés qui ont passé le lendemain des élections à inventer des histoires délirantes présentant comme véritable clef des élections de 2004 le triomphe des valeurs morales (en la personne de George W. Bush, ravagé par l'alcool et la cocaïne !). Dans le monde réel, Bush a été battu par une majorité opposée à sa mauvaise façon de gouverner ; cette majorité, bien que démoralisée et désorientée par le lâche abandon de Kerry, ne peut que demeurer et croître.

Normalement, un homme politique ayant fait preuve de son incompétence, comme Bush, aurait dû s'en tenir à un seul mandat (comme l'a fait son père, de triste réputation) et emporter avec lui toute la haine, la vindicte, les scandales et les vengeances d'un premier mandat lamentable. En particulier, le renvoi de Bush à Crawford, au Texas, aurait pu désamorcer certains scandales latents tels que la divulgation du nom de Valerie Palme, la trahison de secrets d'État américains par le chouchou des néo-conservateurs Ahmed Chalabi, la contrefaçon de documents nigériens sur le minerai d'uranium ou la taupe israélienne au Pentagone. En tout état de cause, tous ces scandales, à l'instar du casse du Watergate en 1972, ne cesseront de hanter le second mandat de Bush. Il faut y ajouter le tout premier d'entre eux : celui du 11 Septembre, et maintenant la fraude électorale massive de 2004. Cela nous donne plus qu'assez de motifs pour expédier Bush II dans l'espace interplanétaire.

Or maintenant, G.W. Bush veut prolonger d'encore quatre ans sa mainmise sur la Maison Blanche. Les conflits étouffés par l'intimidation des électeurs et la fraude électorale bouillonnent encore dans le chaudron de la société étasunienne tourmentée par la guerre et la crise ; ils vont nécessairement finir par éclater à la figure de Bush. Cela peut arriver par exemple à l'occasion d'un conflit au sein du Parti Républicain. Dans les semaines précédant les élections, j'ai dit que les Républicains pouvaient ne pas survivre s'ils étaient relégués dans l'opposition. Ce n'était pas loin de la vérité. Mais il semble maintenant qu'ils ne puissent même pas survivre à leur monopole actuel sur tout le gouvernement fédéral. Comme le GOP domine l'exécutif, le législatif et le judiciaire, nous pouvons nous attendre à ce que les conflits dans la société en général se répercutent également au sein du Parti Républicain. La hâte à renvoyer Powell, Ashcroft, Ridge et d'autres secrétaires de cabinet, dans les semaines suivant les élections, n'était pas de bon augure pour Bush. Ensuite, Bush essaya de nommer au poste de secrétaire chargé de la sécurité nationale l'ancien responsable de la police de New York Bernard Kerik, une créature de Rudolph Giuliani qui lui servait de faire-valoir. Il en résulta une

avalanche de révélations malveillantes sur Kerik qui retira prestement sa candidature.

Puis, suite à la question d'un militaire sur le non-envoi par le Pentagone de véhicules blindés pour les troupes en Irak, une vague d'attaques véhémentes déferla sur Rumsfeld. Cette fois, la rhétorique facile du chef du Pentagone ne servit à rien. Des sénateurs républicains tels que McCain, Hagel et d'autres, déclarèrent qu'ils n'avaient pas confiance dans le secrétaire à la Défense. William Kristol ajouta sa voix aux glapissements qui demandaient le renvoi de Rumsfeld, montrant ainsi l'absence de solidarité dans le camp néo-conservateur (du moins envers quiconque n'est pas un disciple avéré de Léo Strauss).

Tout cela survint avant même le début du second mandat de Bush. Le second mandat d'Eisenhower fut entaché par le scandale des manteaux en vigogne du chef d'État-major de la Maison Blanche Sherman Adams. Le second mandat de Nixon fut écourté par l'affaire du Watergate. L'affaire Iran-Contra aurait pu abréger le second mandat de Reagan si Lee Hamilton n'avait pas été là pour protéger le gouvernement occulte. Clinton fut l'objet d'un *impeachment* au cours de son second mandat, mais qui ne portait que sur des broutilles par rapport à ce qui pend au nez de Bush. Tout incite donc à penser que le second mandat de Bush sera vulnérable à des problèmes d'une tout autre ampleur.

De plus, la mégalomanie caractéristique de Bush n'arrangera pas ses affaires : il a annoncé son intention de privatiser le système de sécurité sociale. Les financiers de Wall Street savent qu'en plus des problèmes générés par la faiblesse du dollar, ils doivent faire face à un problème démographique : vers 2007, la première vague des représentants de la génération du baby-boom d'après guerre partira à la retraite. Ceux-ci cesseront alors d'acheter des actions et des fonds communs de placement pour les revendre. Cela signifie que l'actuel mouvement de la bourse à la hausse sera remplacé par une forte tendance contraire qui pourrait provoquer un krach. Les oligarques de la finance ont donc cherché un moyen d'injecter directement dans le marché boursier des fonds du gouvernement, dans l'espoir de soutenir les cours gonflés par la spéculation. Pour cela, leur solution favorite consiste à s'engraisser sur les cotisations de sécurité sociale. Cela revient à détruire le dernier élément restant du New Deal de Franklin D. Roosevelt. Bush pourrait découvrir que ses efforts visant à piller la sécurité sociale au profit de Wall Street risquent de se heurter à une opposition sociale et politique à laquelle il aura du mal à résister.

## Irak et Palestine : la futilité de l'impérialisme

Peu après l'élection truquée de Bush, les États-Unis décidèrent, avec une prévisibilité écœurante, d'écraser la résistance irakienne à Fallujah. Après un immense massacre de civils, le commandement américain annonça qu'il avait « brisé la colonne vertébrale » de la résistance. La machine de propagande s'était donnée beaucoup de mal pour faire passer un certain Zarkaoui pour le chef des résistants ; il y avait tout lieu de croire que ce Zarkaoui, à supposer qu'il existe, était un pion des États-Unis utilisé comme contrepoids aux forces de la coalition. Notamment, au cours de la semaine d'octobre où la chaîne BBC-2 diffusait son documentaire « Le pouvoir des cauchemars », qui exprimait des doutes philosophiques sur l'existence réelle de ben Laden et de sa bande, Zarkaoui se précipita pour défendre la crédibilité de ben Laden et proclamer sa fidélité éternelle à l'imprévisible sheikh saoudien, ce qui ne fait que confirmer que ben Laden ainsi que le fantomatique Zarkaoui, objet des plus étranges rumeurs, sont des créations de la CIA et du MI-6 depuis le début.

En réalité, les forces étasuniennes n'avaient réussi qu'à déplacer le centre des combats vers Mossoul, plus au nord. La mort d'Arafat à cette même période montra que l'occupation de l'Irak était autant vouée à l'échec que l'occupation des territoires palestiniens par Israël. Dans les deux cas, l'occupation étrangère d'un territoire souverain arabe a déclenché la résistance. Le seul moyen de faire cesser les hostilités est de mettre fin à l'occupation qui devient chaque mois de plus en plus odieuse à la population qui en est victime.

Dans le cas des territoires palestiniens, les grandes lignes d'un accord de paix sont sans le moindre doute celles des accords de Genève de novembre 2003 signés par Yasser Abed Rabbo et Yossi Beilin : tous les colons doivent quitter les territoires occupés et un véritable État palestinien souverain, et non un Bantoustan, doit être créé en Cisjordanie et à Gaza. Le mur israélien peut avoir une certaine légitimité, mais uniquement sur terre israélienne, à condition de suivre une ligne de démarcation internationalement reconnue. Le droit au retour des Palestiniens ne doit s'appliquer qu'au nouvel État palestinien, et non à Israël. Bien sûr, les colons israéliens et les réfugiés palestiniens devraient être indemnisés ; les États-Unis et l'Union européenne pourraient d'ailleurs y apporter leur contribution. L'État palestinien doit apporter des garanties de sécurité à Israël. Pour être efficaces, ces garanties ne doivent pas être sapées par du terrorisme fabriqué sous une fausse bannière. Un philosophe italien de Salerne, Enrico Nuzzo, a proposé que la Palestine et Israël deviennent membres de l'Union européenne, ce qui faciliterait leur reconstruction et leur développement économiques. D'une façon ou d'une autre, il faudra créer un Plan Marshal généralisé pour les pays sous-développés et

déchirés par la guerre de tout le Proche-Orient, sous des auspices non monétaristes.

Le stupide régime Bush ne se lasse jamais de répéter comme des mantras « finir le travail » et « un Irak démocratique. » Là encore, c'est l'occupation étasunienne qui radicalise la situation en provoquant la résistance nationale. La paix ne pourra être établie que si l'occupation prend fin. La situation de l'infortunée armée américaine dans le pays pourrait bientôt devenir intenable ; elle pourrait finir par se retrancher dans quelques enclaves dans le désert où elle ne serait plus ravitaillée que par les airs. L'Irak évoluerait vers une situation susceptible de déboucher sur une sorte de Vêpres siciliennes : en 1282, une insurrection populaire, déclenchée par une insulte à une Sicilienne qui sortait de l'église, avait brutalement chassé de l'île les forces d'occupation françaises de Charles d'Anjou.

## L'agonie du dollar

En novembre 2004, le dollar US tombait à 1,35 par rapport à l'euro. Les bureaux de change européens vendaient l'euro à 1,45 dollar aux touristes américains indignés. Pour la première fois depuis 1973, une nouvelle crise monétaire mondiale semblait se dessiner. Le déclic avait été donné par une déclaration faite par Greenspan à une conférence financière, selon laquelle le déficit actuel de la balance des comptes courants américaine ne pouvait pas durer parce qu'on ne pouvait pas compter sur les étrangers pour continuer à acheter des actifs libellés en dollars. Bientôt, les banques centrales de Russie et d'Indonésie signalèrent qu'elles continuaient à diversifier leur portefeuille de devises au détriment du dollar, et il apparut clairement que la Chine faisait de même.

L'euro gagnait rapidement du terrain depuis quelque temps, mais les deux tiers des réserves des banques centrales mondiales étaient encore détenues en dollars, pour une valeur de 2 300 milliards de dollars. L'enjeu était le rôle absurde et obsolète du dollar en tant que devise de réserve mondiale, rôle de plus en plus intenable depuis l'apparition d'une devise solvable rivale : l'euro. Les États-Unis étaient de loin le plus grand débiteur mondial avec presque 3 300 milliards de dollars de dette nette à l'étranger.

L'instabilité inhérente au système du dollar tient à ce que ce dernier est la devise de réserve alors que les États-Unis sont le plus gros débiteur de la planète et que les choses se dégradent de plus en plus rapidement. Selon l'*Economic Outlook* publié par l'OCDE, le déficit étasunien sera sur le point d'atteindre 825 milliards de USD par an (6,4 % du PIB) en 2006, c'est-à-dire vers le milieu du second mandat de Bush.

En 2008, quand Bush sera sur le point de se lancer dans sa dernière tournée, le déficit des comptes courants des États-Unis aura augmenté

d'environ 8 % du PIB par an. Mais, comme l'ont annoncé les banquiers internationaux de la City de Londres, le point de rupture sera atteint bien avant. Selon eux, le dollar atteindrait, dans un avenir proche, le taux de 1,80 USD pour un euro. Cela posera un problème pour les détenteurs des quelque 11 000 milliards de dollars en actifs libellés dans cette devise, la plus grande catégorie de « richesses » mondiales. Si le dollar amorçait une chute encore plus marquée, cela les inciterait à se ruer vers la sortie, à abandonner leurs avoirs en dollars et ainsi à couler le billet vert. Cela ferait éclater la bulle immobilière étasunienne et provoquerait une « profonde récession », litote désignant un effondrement économique mondial. C'est cette crainte qui empêche beaucoup de banques centrales de vendre leurs dollars dès à présent ; c'est ce que Larry Summers, le secrétaire au Trésor (maintenant président de Harvard), a appelé « l'équilibre de la terreur financière » (*London Economist*, 4 décembre 2004). En d'autres termes, une dévaluation du dollar des plus sérieuses est désormais incontournable et pourrait détruire le système économique mondial ou ce qui en tient lieu. Parmi ces 11 000 milliards de titres libellés en dollars, combien pourront survivre ? 40 % ? 25 % ? Moins encore ? En tout cas, le montant des richesses dans le monde va s'avérer bien moindre qu'on ne le pense actuellement, car une bonne partie de ces 11 000 milliards de dollars vont bientôt se révéler être des capitaux purement fictifs.

Le statut de monnaie de réserve du dollar est le véritable pivot de l'arrogance des États-Unis envers le monde entier. Comme le dit Simon Nixon, le statut privilégié du dollar donne aux États-Unis « la liberté d'imprimer sans arrêt des billets verts sans déclencher d'inflation. C'est ce qui permet de financer des guerres, un déficit commercial gigantesque, des programmes budgétaires et des réductions d'impôts. » De la sorte, les États-Unis échappent au principe de la réalité économique. Le problème réellement décisif se posera le jour où un gros producteur de pétrole cessera d'accepter des dollars. Nixon remarque que la vie résiduelle de la livre sterling en tant que devise de réserve après la deuxième guerre mondiale prit fin quand l'Arabie Saoudite cessa de se faire payer dans cette devise. Aujourd'hui, s'agissant du dollar, « même les Saoudiens vacillent… Si les producteurs de pétrole tournent le dos au dollar, les conséquences pour l'économie mondiale seront immenses… Aussi bien les exportateurs que les importateurs de pétrole convertiraient une grande partie de leurs réserves en euros, déclenchant ainsi un abandon du dollar pour l'euro. » Il y a un autre danger : « si les banques centrales d'Asie cessent d'acheter des dollars, il en résultera un effondrement dévastateur de la monnaie étasunienne. » Donc, les États-Unis font face à « un défi à leur hégémonie économique » (*Spectator*, Londres, 18 octobre 2003 ; *Philadelphia Trumpet*, février 2004). Au cours de l'année 2004, les États-Unis ont déjà enregistré une fuite nette d'investissements étrangers à long terme.

Peut-être les néo-conservateurs vont-ils obliger l'Arabie Saoudite ou la Russie à faire le plongeon ? Au début du mois d'octobre 2003, Poutine et Schröder ont évoqué le paiement par l'UE du pétrole russe en euros. Cette information « a déclenché une réaction en chaîne dans le secteur privé qui a multiplié par quatre les dépôts en euros dans les banques russes cette année ; de leur côté, les citoyens se sont précipités pour échanger leurs paquets de billets verts contre des billets européens » (*Daily Telegraph*, 10 octobre 2003 ; *Philadelphia Trumpet*, février 2004). La solution à la crise monétaire mondiale passe par un nouveau système de Bretton Woods pour l'euro, le yen et le dollar, où les parités fixes seraient établies par les gouvernements participants, où la régulation des marchés financiers serait totalement revue, où un mécanisme serait établi pour la compensation internationale et l'étalon-or afin d'empêcher un participant de connaître des déficits chroniques comme le faisaient régulièrement les Anglo-Américains. Plus important encore : ce nouveau Bretton Woods devrait être un système monétaire explicitement destiné au développement scientifique, technologique et économique du Tiers-monde, développement qui devrait s'accompagner d'une augmentation du niveau de vie, de la longévité et de la capacité de production énergétique pour l'humanité dans son ensemble.

## La nouvelle guerre froide avec la Russie

Ce livre se distingue de toutes les autres études sur le 11 Septembre par l'importance qu'il donne au rapport entre les forces nucléaires de Russie et celles des États-Unis comme étant le cadre nécessaire pour comprendre les attentats criminels du 11 Septembre. Il repose sur le tableau donné par les sources d'espionnage et de contre-espionnage qui nous montre les tensions explosives – aussi bien au plan militaire que politique et terroriste – entre la Russie et les États-Unis, qui sont quelque peu dissimulées par la comédie de l'amitié que Bush et Poutine jouent en public. Notre point de vue est que, le 11 Septembre, Poutine, comprenant l'hégémonie des insensés du gouvernement occulte de Washington et de Londres, a décidé d'adopter une politique d'évitement de la guerre en faisant de vastes concessions aux États-Unis dans plusieurs domaines, y compris en Asie centrale.

Poutine a vu que les plans de guerre des néo-conservateurs pour le Moyen-Orient allaient s'essouffler, s'étioler et disperser les forces étasuniennes tandis que la Russie pourrait dans le même temps devenir plus forte. Au service de cette politique, il a accepté d'avaler tous les affronts et tous les préjudices sans réagir. Dans cette mesure, les relations entre lui et Bush rappellent celles qui existaient, de septembre 1939 à juin 1941, entre Hitler et Staline. L'analogie est suggestive, mais ne doit pas être suivie

dans le moindre détail. Rappelons-nous aussi, comme l'indique la thèse du « brise-glace » du général Souvoroff, que Staline s'apprêtait lui-même à attaquer Hitler. C'était l'opération Tonnerre, prévue pour début juillet 1941. Hitler, dont l'armée était inférieure en nombre, fut en mesure de frapper le premier et ainsi de devancer Staline. C'est cette relation instable que les deux plus grandes puissances nucléaires mondiales entretiennent actuellement. Indubitablement, si la Russie peut détruire la super-puissance américaine, comme elle en a certainement les moyens, ce serait un sophisme que de lui refuser la même appellation de super-puissance. Soudain, le scénario d'une guerre thermonucléaire généralisée devient crédible.

Le sort réservé par les néo-conservateurs pour la Russie est devenu limpide peu après l'arrivée de Poutine au pouvoir. Juste avant le 11/9, Jeffrey Tayler écrivit un article pour le *Atlantic Monthly* (« La Russie est finie ») où il décrivait l'avenir apocalyptique du géant eurasien :

> Les contradictions inhérentes à l'histoire millénaire de la Russie l'ont conduite à une baisse démographique, à un affaiblissement économique et peut-être à une désintégration territoriale. Le drame touche à sa fin. Dans quelques dizaines d'années, la Russie n'inquiétera pas plus le reste du monde que n'importe quel pays du Tiers-monde aux ressources abondantes, à la population paupérisée et au gouvernement corrompu. Bref, en tant que grande puissance, la Russie est finie (*Atlantic*, mai 2001).

Remarquez le terme de « contradictions *inhérentes*. » C'est la faute du déterminisme culturel, et non du FMI, de sa thérapie de choc criminelle, de Jeffrey Sachs, d'Anders Aslund, de la campagne du cartel pétrolier anglo-américain pour piller le pétrole sibérien, ni des Anglo-Américains qui soutient les terroristes tchétchènes et autres.

Dans cette compétition, Poutine a le mérite de vouloir simplement défendre son pays contre les Anglo-Américains. Comme l'a montré le massacre de l'école de Beslan, Poutine a aussi été victime du terrorisme anglo-américain. Il a fait preuve d'une grande retenue face aux provocations anglo-américaines telles que l'incident du *Koursk*. Il a aussi vu juste : les néo-conservateurs ont sensiblement affaibli la position militaire étasunienne dans le monde. Il a aussi été dans le vrai en pensant que, dans quelques années, la Russie aurait certains atouts stratégiques importants pour faire la pièce aux soi-disant supermen néo-conservateurs anglo-américains. Cela a été illustré le 18 novembre 2004 quand Poutine a annoncé que la Russie disposait d'un missile nucléaire stratégique dernier cri d'un modèle qu'aucun autre pays ne possédait.

Certains ont pensé qu'il s'agissait d'un modèle mobile de la troisième génération du Topol-M, connu à l'OTAN sous le nom de SS-27. D'autres ont supposé que Poutine parlait du missile balistique à grande portée Boulava lancé à partir de sous-marins. Quoi qu'il en soit, ce nouveau

missile russe semble être en mesure de vaincre n'importe quelle défense stratégique antimissiles américaine, et ce pour un bon moment encore. Poutine a souligné qu'aucun pays ne serait capable d'entrer de sitôt en compétition avec son nouveau missile. La Russie semble avoir pris de l'avance sur les États-Unis dans beaucoup de domaines stratégiques décisifs ; Poutine a apparemment décidé d'encourager généreusement certains domaines essentiels de la recherche sur les armements susceptibles de lui donner un gros avantage sur les Anglo-Saxons en cas de conflit.

Nous avons un autre exemple avec le Sunburn SS-N-22, que les Russes appellent Moskit, un missile de croisière supersonique qui peut voler à mach 3 à 2,7 mètres au-dessus de la mer. Cette arme terrible a clairement été conçue pour détruire les super-pétroliers et les porte-avions américains ; on dit qu'elle a été vendue à la Chine (et à l'Iran, selon certaines informations non confirmées). La dissuasion russe n'est pas seulement en bonne santé : elle est extrêmement forte.

La raison pour laquelle Poutine a choisi le 18 novembre pour faire cette annonce renversante est devenue claire le dimanche 21 novembre, quand la CIA et le NED ont soutenu le coup d'État « le peuple au pouvoir » en Ukraine. Les cyniques agitateurs de Connecticut Avenue avaient mobilisé les gens à descendre dans la rue à l'occasion de la candidature aux présidentielles de l'ancien Premier ministre Youchtchenko, dont la principale séduction tenait à sa promesse de faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN. La candidature du Premier ministre en place Yanoukovitch avait reçu le soutien explicite de Poutine.

Les partisans de Youchtchenko appliquaient la méthode utilisée par le NED pour renverser Milosevitch en Serbie en 2000 ; les mêmes moyens avaient également fait partir Edouard Chevarnadze (favorable à Moscou) lors de la « révolution des roses » en Géorgie au début de 2004. (En Bélarus, une tentative similaire avait échoué.) Les partisans de Youchtchenko, qui avaient baptisé leur mouvement révolution orange, bloquèrent les rues de Kiev en clamant que l'apparente victoire de Yanoukovitch était due à des fraudes électorales. Bien que sincèrement désireux de réformes démocratiques, de nombreux Ukrainiens n'étaient pas dupes et voyaient très bien l'ombre des tireurs de ficelle à Washington. La foule put faire annuler les résultats par la Cour suprême et obtenir de nouvelles élections quelques semaines plus tard.

La plupart de ces opérations avaient été dirigées à partir de la Pologne par la clique familiale de Brzezinski, le prophète du 11 Septembre, le responsable de la guerre de 1979-1988 en Afghanistan et, par conséquent, de l'émergence de ben Laden & Cie. Par la vertu du népotisme, il y avait maintenant son fils Mark, ancien membre du Conseil national de sécurité de Clinton. Zbigniew professait notoirement une russophobie hystérique et de la nostalgie pour la petite noblesse polonaise ou *szlachta*. Les deux

Brzezinski donnèrent des interviews 24 h/24 pendant les premiers jours de la crise ukrainienne. C'est peut-être à leur service que l'ancien Président polonais Lech Walesa osa proposer sa médiation.

Le soutien à Yanoukovitch était fort dans les villes industrielles d'Ukraine orientale où une grande partie de la population était d'origine russe. Le fief de Youchtchenko, quant à lui, n'était qu'une ruine économique. On voyait des skinheads fascistes parmi les légions oranges de Youchtchenko, mais les commentateurs occidentaux les faisaient passer pour des démocrates parce qu'ils étaient anti-russes. Lorsque l'élection de Yanoukovitch fut annulée par les tribunaux, les dirigeants ukrainiens dans l'est du pays commencèrent à envisager l'autonomie puis l'indépendance. Si la sécession venait à être tentée, qui essaierait de l'empêcher par la force ? La Russie interviendrait-elle du côté des indépendantistes ? La Pologne, maintenant dans l'OTAN, interviendrait-elle contre la Russie ? Les États-Unis et les autres membres de l'OTAN se laisseraient-ils entraîner dans la plus folle des aventures ? Poutine eut quelques échanges acerbes avec des porte-parole des affaires étrangères de l'UE car pas mal d'Européens s'étaient inconsidérément laissés séduire par le carnaval orange. Néanmoins, le chancelier allemand Schröder parut comprendre la farce qui se jouait à Kiev. La rencontre prévue avec Poutine eut lieu comme convenu dans le Schleswig, juste avant Noël, mais sans aboutir à franchir le pas crucial consistant à passer à l'euro pour payer le pétrole.

Inutile de dire que l'Ukraine est la voie royale empruntée par tout envahisseur de la Russie, depuis Napoléon jusqu'à Hitler. Toucher à l'Ukraine est une bonne recette pour titiller l'instinct de défense des Russes qui est toujours très vivace. Quel serait l'intérêt des Américains d'étendre l'OTAN jusqu'à la Crimée ? Dans l'intervalle, le point de vue de ce livre sur le contexte stratégique mondial a reçu une confirmation décisive. Poutine l'a souligné avec son malicieux cadeau de Noël aux Anglo-Américains : la nationalisation de la gigantesque compagnie pétrolière Yukos pendant l'emprisonnement de son ancien patron, l'oligarque Khodorovsky. Le geste de Poutine fut interprété comme le prélude à un retour sur la gigantesque privatisation illégale des biens de l'ancien État soviétique par la *nomenklatura*, qui avait eu lieu sous le régime pro-FMI d'Eltsine dans les années 90.

Les événements ukrainiens ont valu au régime Bush un nouvel Oscar de l'hypocrisie internationale. Bush venait de s'arroger un autre mandat grâce à une fraude électorale d'envergure pharaonique. Mais s'il savourait la fraude dans l'Ohio et en Floride, il trouvait celle en Ukraine intolérable. Il en allait de même pour les risibles observateurs de l'Union européenne invités par le Département d'État des États-Unis sous le patronage des accords d'Helsinki et de l'OSCE. Aveugles face à la fraude électorale à Colombus, ils retrouvaient des yeux de lynx en Ukraine. (La même équipe

proposa de valider le *grand-guignol* sanglant des élections en Irak sous égide américaine, mais uniquement depuis un lieu sûr en Jordanie !)

Depuis longtemps, la stratégie des États-Unis était d'isoler, d'appauvrir et de déstabiliser l'URSS, les États qui lui ont succédé et leurs alliés. En 1989-1990, la coalition de l'OTAN avait réussi à briser son vieil adversaire, le Pacte de Varsovie. Avec la chute du communisme en Europe de l'Est, le bloc économique soviétique (le COMECON), s'était également désintégré. Quant à l'Union soviétique, elle fut inutilement mise à mort en décembre 1991. En 2004, il devint de plus en plus évident que la politique anglo-américaine avait l'intention de briser la Fédération de Russie, l'ancienne RSFSR elle-même. Pour asseoir sans conteste la domination anglo-américaine absolue sur le monde, il fallait balkaniser la Russie. L'arsenal stratégique de cette grande puissance devait être éliminé, ou du moins disséminé chemin faisant. Le fait que la Russie soit le deuxième exportateur mondial de pétrole n'était pas étranger à cette stratégie.

La grande évolution de 2003 fut l'émergence, après un siècle de conflits futiles et fratricides, du bloc continental France, Allemagne et Russie, la meilleure option permettant de faire échec à la domination anglo-américaine. En 2002, l'Allemagne s'était mise à la tête de ce bloc à l'occasion du refus obstiné de Schröder de cautionner l'agression de l'Irak. En 2003, Chirac et Villepin en avaient repris la direction, également à propos de l'Irak. En 2004, Poutine accusa les Anglo-Américains de sponsoriser le terrorisme et d'avoir des intentions hostiles.

Les derniers jours de 2004 furent une période sombre. Le monde était consterné à la perspective de vivre encore quatre ans avec Bush. Un ensemble impressionnant d'éléments suggère qu'il faut trouver une alternative à l'État-nation territorial dans sa forme actuelle. Mais ces éléments ne sont peut-être pas encore suffisamment concluants.

Si nous nous rappelons les trois catégories de Machiavel : la monarchie, l'oligarchie et la démocratie (correspondant aux catégories ontologiques un/peu/beaucoup, auxquelles nous n'échapperons jamais), nous remarquons que toutes les tentatives de dépasser l'État-nation (les Nations Unies, l'Union européenne) ont été menées sur une base oligarchique et qu'elles contiennent par conséquent de fortes tendances contraires au progrès de l'humanité et à la solution de l'actuelle crise mondiale. Le problème majeur de l'oligarchie est sa médiocrité et son inertie, la dernière étant particulièrement obstinée parce qu'aucun changement ne peut avoir lieu si les oligarques ne sont pas prêts à coopérer. Il faut que l'oligarchie dominante soit équilibrée par un exécutif fort, une sorte de Président mondial. Ce fut cela, le génie de la nouvelle monarchie à l'aube de l'ère moderne en Europe : des rois tels que Louis XI en France ou Henry VII en Angleterre firent alliance avec leur bourgeoisie respective pour mettre fin aux abus de l'aristocratie féodale.

Vu la nature profondément oligarchique du monde actuel, il y a tout lieu de craindre que les institutions d'un éventuel gouvernement mondial ne soient encore plus viciées par l'oligarchie que celles des gouvernements que nous connaissons. Le problème des partisans d'un gouvernement mondial consiste à fixer le cap permettant d'arriver à un exécutif mondial unifié. C'est une question extrêmement délicate pour de nombreuses raisons. Si cela pouvait se faire de manière pacifique, un État fédéral mondial pourrait remplacer les Nations Unies tout comme la Constitution fédérale des États-Unis a remplacé les *Articles of Confederation* qui prévoyaient un Congrès oligarchique mais sans exécutif pour le contrôler. Toutefois, vu le pouvoir des va-t-en guerre néo-conservateurs dans le monde d'aujourd'hui, il paraît dilatoire et utopique d'émettre ne serait-ce que des spéculations sur cette éventualité. Il est hélas plus probable que le gouvernement mondial ne voie le jour, pour autant qu'il le voie jamais, qu'à la suite d'une nouvelle guerre mondiale cataclysmique au cours de laquelle des États-nations tout entiers, affaiblis par la crise de la mondialisation, périront aussi facilement qu'ont disparu les dynasties royales à la fin de la première guerre mondiale.

Nous vivons le crépuscule de l'ordre mondial anglo-américain, le système de domination planétaire de la faction financière Whig qui s'est mis en place juste après 1700. Ce système avait quelques aspects positifs mais il est désormais devenu une entrave au progrès de l'humanité ; il est plus que temps qu'il quitte la scène mondiale :

> L'ordre ancien s'en va, cédant la place au nouveau,
> Et Dieu se réalise de multiples façons,
> De crainte qu'une bonne coutume ne vienne corrompre le monde.
>
> Tennyson

Selon certains calculs, nous nous trouvons à l'orée d'une nouvelle période fasciste. Si cette nuit doit venir, qu'elle ait au moins la franche et limpide netteté d'une nuit polaire, et ne soit pas polluée par le brouillard du mythe et du mensonge.

W.G.T.
23 décembre 2004

# ANNEXES

## Les explosions de Londres, le réseau putschiste, Bush et l'Iran

par Webster G. Tarpley
Publié initialement dans la revue *Global Outlook.*

Washington, 11 juillet 2005. Les explosions survenues à Londres la semaine dernière portent la marque d'une provocation terroriste d'état artificielle et sous fausse bannière exécutée par des réseaux existant au sein des services de renseignement britanniques, le MI-5, le MI-6, le ministère de l'Intérieur et la Special Branch de la police métropolitaine, qui sont favorables à une guerre d'agression anglo-américaine de plus large envergure au Moyen-Orient, présentant en particulier une attaque préemptive précoce contre l'Iran, et incluant également une option séparée contre la Corée du Nord. Avec les attentats de Londres, le gouvernement invisible anglo-américain ajoute un nouveau crime horrible à sa liste de forfaits. Mais cette fois, ses opérations semblent avoir été imparfaites, notamment vu l'absence (à ce jour) de groupe lampiste crédible qui, par la foi de son appartenance ethnique, pourrait focaliser la colère populaire contre une des cibles du gouvernement invisible. Jusqu'ici, toute l'attribution des crimes commis à Londres se résume à une contribution anonyme à un obscur forum séculier de discussion sur Internet en langue arabe basé dans l'état américain du Maryland et dont nul n'avait entendu parler jusque-là. Mais ce misérable lambeau de pseudo-preuve a suffi au Premier ministre britannique Tony Blair : celui-ci, qui a sûrement dû entendre parler d'un groupe appelé l'IRA (Armée républicaine irlandaise), auteur d'attentats à la bombe à Londres pendant plus de dix ans, n'a pas hésité à attribuer ces meurtres à "l'Islam," et semble séduit par l'idée d'une loi martiale intégrale au titre de la Civil Contingencies Act. Une fois de plus, la réalité nous rappelle comment il a acquis son surnom de Tony le menteur (Tony Bliar).

### Scotland Yard était informé à l'avance

Il ne peut y avoir aucun doute raisonnable : le gouvernement britannique savait à l'avance que les explosions allaient se produire. Dans les heures qui les ont suivies, la radio militaire israélienne signalait que "Scotland

Yard [le siège de la police à Londres] disposait d'avertissements transmis par les services de renseignement peu de temps avant que les attentats se produisent." Ce compte-rendu, repris par IsraelNN.com, ajoutait que "l'ambassade israélienne à Londres avait été notifiée à l'avance, si bien que le ministre des Affaires étrangères Benjamin Netanyahu avait préféré rester dans sa chambre d'hôtel plutôt que de se rendre dans l'hôtel proche du site de la première explosion, une gare de Liverpool Street, où il devait prendre la parole devant un sommet économique." Ce rapport est attribué à "des sources fiables non confirmées." à peu près à la même heure, l'agence Associated Press émettait un câble affirmant que "la police britannique avait déclaré à l'ambassade d'Israël à Londres quelques minutes avant les explosions de jeudi qu'on lui avait signalé des risques d'attentats terroristes possibles au centre ville," selon un "haut responsable israélien." Ce câble précisait que "juste avant les déflagrations, Scotland Yard avait appelé l'officier de sécurité de l'ambassade israélienne pour lui dire qu'ils avaient reçu des avertissements faisant état d'attentats éventuels..."

Selon les comptes-rendus des témoins oculaires à Londres, la BBC a affirmé entre 8 h 45 et quelques minutes après 10 h 00 que les incidents dans le métro étaient dus à une surtension électrique, ou bien à une collision. De gros bonnets étrangers, et sans doute pas seulement Netanyahu, ont été avertis, tandis que les travailleurs londoniens continuaient à affluer dans le métro. Ces rapports ont été démentis, répudiés, expurgés, et exclus des sites web des médias d'actualités par la Police de la pensée orwellienne moderne, mais ont été archivés par des analystes qui, lors du 11 Septembre et à d'autres occasions, ont appris que des preuves essentielles des crimes terroristes d'état ont tendance à filtrer au cours des premières minutes et heures, pendant ce laps de temps critique où les médias sous influence sont en train d'assimiler le récit maquillé que leur servent les taupes complices implantées dans les ministères. Ces rapports, sans être le moins du monde préjudiciables à Israël, sont dévastateurs pour les organes de sécurité intérieurs britanniques. Une autre version écoulée par Stratfor.com, à savoir que les Israéliens avaient averti Scotland Yard, est très probablement mensongère, mais n'exonère pas pour autant les autorités britanniques. Quel fonctionnaire de Scotland Yard est l'auteur du coup de téléphone ? Identifiez ce fonctionnaire, et vous aurez mis le pied dans une taupinière appartenant au réseau putschiste.

Par ailleurs, Isikoff et Hosenball de Newsweek ont signalé que, depuis environ novembre 2004, le FBI américain, mais pas les autres agences étasuniennes, refusait d'utiliser le métro londonien, ce qui peut contribuer à confirmer qu'il était averti.

Des opérations telles que celle-ci sont généralement canalisées à travers les bureaucraties du gouvernement sous le couvert d'un exercice ou d'une manœuvre qui ressemble étroitement à l'opération terroriste proprement

dite. Cela a été le cas d'Amalgam Virgo et des nombreux exercices organisés le 11/9, comme je l'ai montré dans mon livre *La Terreur fabriquée : made in USA* (Editions Demi-Lune, Paris, 2006). Cela a été le cas avec la tentative d'assassinat de Ronald Reagan par Hinckley alors qu'un exercice de succession présidentielle était prévu pour le lendemain, comme je l'ai montré dans mon livre *George Bush : The Unauthorized Biography* (1992 ; réimpression Progressive Press, 2004). Une manœuvre singulièrement semblable permet de faire le travail nécessaire sur des ordinateurs officiels et pendant les heures de bureau, tout en déviant les regards inquisiteurs et les questions indiscrètes des collègues trop curieux travaillant sur les consoles informatiques voisines.

## L'exercice antiterroriste servant de couverture

À Londres non plus, il ne manquait pas un tel exercice parallèle. Le soir du 7 juillet, BBC Five, une chaîne radio d'actualités et de sports, diffusait l'interview d'un ancien fonctionnaire de Scotland Yard du nom de Peter Power qui indiquait que sa société, Visor Consulting, réalisait un exercice anti-attentat à la bombe précisément dans les stations de métro touchées et aux heures exactes où les véritables explosions s'étaient déclenchées. Peter Power et Visor étaient des sous-traitants pour cet exercice ; Power refusa de nommer ses donneurs d'ordres. Il n'est guère étonnant que Blair, dans son premier rapport officiel aux Communes le 11 juillet, n'ait ménagé aucun effort pour éviter la création d'une commission d'enquête sur ces événements tragiques.

Tony Blair est peut-être séduit par les avantages que présenterait l'état d'urgence pour un politicien paralysé et discrédité tel que lui, mais il est permis au peuple britannique d'avoir un avis différent. L'alternative est claire : d'un côté, la réaction américaine au 11/9, marquée par la soumission crédule au rocambolesque récit officiel des événements. De l'autre, la réaction militante et intelligente de l'Espagne après le 11 mars 2004, marquée par une forte mobilisation de masse et une juste indignation contre les responsables politiques qui avaient cherché à manipuler le peuple et à lui faire avaler un compte-rendu falsifié des événements. De quel côté le peuple britannique penchera-t-il ? à priori, on peut penser que la réaction britannique sera plus proche de l'espagnole, bien qu'elle puisse se développer plus lentement en raison de l'absence d'organisation de masse et de facteurs connexes. Si tel est le cas, Tony Blair, Jack Straw et le reste des sordides crypto-thatchériens du "New Labor" seront priés d'aller voir ailleurs.

Ma thèse est que les explosions de Londres représentent une forme de communication de la part de la faction transatlantique des financiers anglo-américains à l'intention de Bush, de Blair et des chefs d'état et de gouvernement réunis à Gleneagles, en écosse, pour le sommet du G-8 le

jour de ces explosions. Les morts de Londres étaient destinés à servir d'ultimatum en faveur d'une guerre préventive contre l'Iran. à ce stade, un mot d'éclaircissement peut s'avérer nécessaire. La diabolisation de Bush par ses nombreux ennemis, bien que compréhensible, risque de fausser les réalités de base du pouvoir aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Depuis la baie des Cochons et l'assassinat de Kennedy (pour ne pas remonter plus loin), nous connaissons l'existence d'une équipe secrète. à l'époque de l'affaire Iran-contra, ce même phénomène était baptisé gouvernement invisible, occulte ou parallèle. Cela reste pour l'essentiel la matrice du terrorisme à grande échelle. Certains se posent la question : Bush et Cheney disent-ils au gouvernement invisible ce qu'il doit faire, ou bien le gouvernement invisible traite-t-il les responsables visibles comme des marionnettes et des agents non indispensables ? Poser la question, c'est y répondre : Bush, Cheney & Co. sont des marionnettes dont on pourrait se passer. L'explication du terrorisme n'est pas que Bush l'a "provoqué délibérément," (théorie du déclenchement délibéré), comme certains semblent l'avancer, mais plutôt que le gouvernement invisible l'a déclenché, ce qui est autrement plus angoissant.

Dans ce cas, comment la faction invisible communique-t-elle avec les porte-parole publics ? étant donné la violence des relations de pouvoir en jeu, nous pouvons être sûrs qu'elle n'envoie pas de bristols gravés signalant qu'elle serait honorée de bénéficier de la présence de Bush au lancement d'une attaque contre l'Iran. Bien plutôt, le réseau putschiste invisible et violent communique avec Bush, Blair et les autres par des moyens qui concordent avec sa nature agressive – comme il l'a fait le 11/9. Bush, bien sûr, est un occupant faible et passif de la Maison Blanche dont l'instinct est de ne quasiment rien faire qui s'écarte de sa routine quotidienne.

C'est pourquoi il convient de relever que les explosions de Londres se sont produites au terme de deux mois au cours desquels Bush a été vivement secoué par le gouvernement invisible devenu impatient. Le 11 mai, un petit avion a presque réussi à atteindre la Maison Blanche, avant d'être détourné, tandis que l'on évacuait dans la panique le Congrès, la Cour suprême et la Maison Blanche (mais pas le Pentagone, le Trésor, etc.). La Maison Blanche est passée au stade de l'alerte rouge, mais Bush n'en a été informé qu'une fois que tout était fini, et a passé ce temps à vélo dans les bois près de Greenbelt, dans le Maryland. Des fusées lumineuses ont été lancées sur le district de Brookland et de Takoma Park, dans le Maryland. La ressemblance de tout cela avec un scénario de coup d'état classique s'impose. Le 18 mai, une grenade à main a atterri près de Bush pendant qu'il prononçait un discours à Tbilissi, en Géorgie, mais n'a pas explosé.

Le 29 juin, l'approche d'un autre petit avion a provoqué l'évacuation du Congrès et du Capitole, là encore au milieu de scènes de panique.

L'après-midi du 2 juillet, pas moins de trois petits avions se sont approchés de la retraite de Bush à Camp David dans les montagnes de Catoctin, dans le Maryland ; singulièrement, cette histoire a été reléguée à la page des actualités locales du Washington Post. Les détails de cet incident sont de peu d'intérêt ; ce qui compte, c'est la réalité objective d'événements répétitifs. Ces incidents donnent également l'arrière-plan du comportement déséquilibré de Bush le 5 juillet à Gleneagles, où il a heurté un policier lors d'une promenade à vélo. C'est dans ce contexte que se sont produites les explosions de Londres, le 7 juillet.

Quelles ont été les revendications faites par le gouvernement invisible à Bush et à Blair ? Scott Ritter a annoncé en janvier dernier que Bush avait émis l'ordre de préparer une attaque contre l'Iran pour le mois de juin. Selon un analyste de la CIA à la retraite bien informé avec lequel j'ai parlé le 3 juillet, cet ordre disait en réalité aux commandants étasuniens d'être prêts à attaquer l'Iran avant la fin juin. Ce projet de guerre contre l'Iran est cohérent avec l'essentiel de ce que nous connaissons des intentions de la faction putschiste anglo-américaine, et donne donc le contexte immédiat des explosions de Londres. L'administration Bush et le cabinet Blair n'ont pas réussi à engager des actions militaires décisives, et le gouvernement invisible trépigne d'impatience.

Un moyen de renforcer la pression sur l'Iran consisterait à impliquer un groupe de lampistes iraniens fanatiques dans les attentats à la bombe londoniens. Cela ne serait pas difficile ; en fait, comme je le montre dans *La Terreur fabriquée*, la capitale britannique, baptisée Londonistan dans les années 1990, accueille la plus grande concentration de groupes lampistes arabes et islamistes du monde entier, dans des emplacements aussi tristement célèbres que la mosquée de Finsbury ou la mosquée de Brixton. Il est connu que ces groupes ont joui de facto de privilèges de recrutement dans les prisons de Sa Majesté. Mais peut-être un groupe lampiste iranien serait-il trop évident à ce stade ? Le torpillage d'un navire de guerre étasunien dans le Golfe par un pays tiers, en pointant l'Iran du doigt, ferait probablement mieux l'affaire.

Dans un discours récent, le Dr Ephraim Asculai de l'université de Tel Aviv a avancé deux arguments essentiels : tout d'abord, qu'il n'y a pas de solution militaire à la question nucléaire iranienne, et ensuite que l'idée d'un point de non-retour dans le développement des armes nucléaires est tout simplement sans fondement. Le Dr Asculai montre que l'Afrique du Sud, la Suède et d'autres pays se sont détournés du déploiement de bombes A bien après avoir acquis la capacité de les produire. Le Dr Asculai s'inscrit en faux contre les tendances largement répandues dans la communauté des stratèges anglo-américano-israéliens qui encouragent l'hystérie autour de l'idée que l'Iran est en train d'approcher précisément d'un tel point de non-retour.

Pour sa part, Mlle Rice du Département d'état a désormais déclaré qu'il ne suffirait plus que l'Iran se détourne de la production d'armes nucléaires, mais qu'il faudrait aussi que tout le programme iranien de production d'énergie atomique soit démantelé. Un tel maximalisme rend une solution négociée impossible tant que le groupe actuellement en poste à Washington est au pouvoir.

## SCO : les Etats-Unis doivent quitter l'asie centrale

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël sont au bord de la guerre contre l'Iran depuis au moins un an, et le réseau putschiste est généralement conscient que le temps ne joue pas en sa faveur. De même, un important nouveau développement menace la capacité des Anglo-Américains à faire la guerre. Le 5 juillet, le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (SCO), qui rassemble la Chine, la Russie, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Kazakhstan et le Tadjikistan ainsi que l'Inde, le Pakistan et l'Iran qui en sont de nouveaux membres, a lancé un appel pour que les Etats-Unis quittent les bases saisies à l'automne 2001 sous prétexte de l'urgence du 11/9 et de l'invasion imminente de l'Afghanistan. Les parties à cet appel représentent près de la moitié de la population du monde. Cette exigence a été immédiatement rejetée par le Département d'état, mais Evgueni Primakov, expert russe de longue date sur l'Eurasie, s'est félicité que pour la première fois, une formule ait été convenue pour évincer les Etats-Unis de cette région. La présence américaine remonte aux entretiens d'urgence entre Bush et Poutine le 11 septembre 2001, où Poutine, voyant que des déments avaient pris le contrôle à Washington, avait abandonné les objections russes à une intrusion étasunienne dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale. Les Anglo-Américains peuvent attaquer l'Iran depuis l'Irak à l'ouest, depuis l'Afghanistan à l'est et depuis le Qatar au sud, mais sans les bases ouzbèques et kirghizes, la capacité des Anglo-Américains à attaquer depuis le nord également serait gravement limitée.

Les pays du SCO sont également inquiets des "révolutions aux couleurs mode" soutenues par les Etats-Unis selon les récents modèles en Géorgie (rose) et en Ukraine (orange), traditionnellement connues sous le nom de révolutions de la CIA du style "le pouvoir au peuple", qui servent à déstabiliser les gouvernements en question. Pour rendre les choses plus difficiles pour Washington et Londres, le Kazakhstan va ouvrir d'ici quelques mois un oléoduc vers la Chine, ce qui va diminuer la capacité anglo-américaine à mettre à profit sa présence dans le Golfe pour exercer du chantage sur Beijing. Washington et Londres sont également épouvantés par les ouvertures pro-iraniennes effectuées dans divers domaines par leurs fantoches shiites de Bagdad.

Et qu'en est-il de l'article paru dans le Washington Post le 11 juillet, qui assure que les planificateurs étasuniens et britanniques envisagent désormais de réduire sensiblement la présence militaire américaine en Irak ? L'explication la plus plausible est qu'un tel article n'est que pure désinformation, à l'instar des bulletins d'actualités émis par Hitler et par Staline en mai et juin 1941. Relevons également que le plan britannique prévoit explicitement que la plupart des forces actuellement à Bassora se rendent en Afghanistan, où elles seraient positionnées pour des opérations contre l'Iran ou en Asie centrale.

De manière générale, le gouvernement invisible semble épouvanté par sa perte d'élan et par l'érosion constante de la position politique de son atout, Bush. En juin, 110 000 ouvriers d'usine américains ont perdu leur emploi, ce qui est le pire total en un an et demi : l'automobile et le textile sont en chute libre. La bulle immobilière semble s'approcher de son terme, avec la faillite imminente de Fannie Mae*. Les dérivés financiers** dans le monde ont officiellement atteint 300 000 milliards de USD, et JP Morgan Chase en détient le plus grand portefeuille. La performance la plus virtuose le 7 juillet a été celle de la Federal Reserve, de la Bank of England et de la Banque centrale européenne, qui ont inondé de liquidités les marchés boursiers et des capitaux par des instruments tels que la *Plunge Protection Team**** (PPT), transformant ainsi une énorme perte à Wall Street en un modeste bénéfice.

---

* Fannie Mae : *Federal national mortgage association*, société par actions créée par le gouvernement étasunien en 1938 pour consolider le marché des hypothèques immobilières afin de faciliter l'acquisition de maisons particulières par le peuple. Fanny Mae, côtée à la Bourse de New York, est l'établissement le plus important de services financiers non bancaires au monde, le troisième groupe financier des États-Unis derrière Citigroup et American International Group (AIG). (NdE) Mais elle se trouve aujourd'hui au centre de la bulle spéculative immobilière comme de la crise des hypothèques qui font peser une menace de panique dans le monde de la finance US.

** Les dérivés représentent la principale forme de spéculation financière actuelle, la plus aboutie aussi. Il en existe de différents types (dérivés de crédit, marchés à terme organisés, de gré à gré…) Certains sont comme des contrats privés entre parties. Il s'agit de papier dont la valeur est basée sur du papier (comme les actions et les obligations) plutôt que sur des propriétés tangibles ou une production réelle. Détenus par des "fonds spéculatifs de couverture" (ou "fonds de gestion alternative", en anglais *hedge funds*), les dérivés représentent la plus grande menace de panique et d'effondrement global du secteur bancaire. Ils sont désormais estimés entre 400 et 500 MILLE MILLIARDS de dollars US ! (NdA)

*** PPT (littéralement "l'équipe de protection contre les chutes libres") : dépendant de la Maison Blanche, ce groupe de travail sur les marchés financiers, une entité illégale et semi-secrète, utilise des fonds de la Réserve Fédérale pour stabiliser les cours et prévenir les mouvement de panique. En cela elle est similaire à l'autorité japonaise d'achat d'actions. Elle est intervenue publiquement après le 11/9 pour éviter un effondrement total de la Bourse et des marchés obligataires, ce qui a été annoncé publiquement, dans la presse pour rassurer les investisseurs.

Au cours de sa récente tournée dans 8 villes européennes pour rouvrir le thème du 11/9, Jimmy Walter n'a cessé de répéter sa prévision selon laquelle les difficultés générales dans lesquelles se trouvent le régime Bush et la faction des financiers aux Etats-Unis allaient aboutir à un autre attentat terroriste de grande envergure avant la fin de 2005 ; celui-ci vient désormais de se produire, et il ne sera pas le dernier. La marée de l'opinion publique américaine s'est désormais définitivement retournée contre la guerre en Irak et dans une certaine mesure contre Bush, comme le montrent tous les grands sondages. On relèvera la réponse affirmative à 42 % dans le sondage de Zogby International à la question de savoir si Bush devait être destitué au cas où l'on pourrait prouver qu'il avait menti pour lancer la guerre en Irak. Larry Franklin, de l'appareil néo-conservateur Wolfowitz-Feith, a été mis en accusation pour avoir divulgué des secrets étasuniens, et le Conseil des affaires publiques américano-israélien a fait l'objet de deux descentes de police ; d'autres mises en accusation sont attendues. Karl Rove a désormais été désigné comme étant la source de la fuite concernant Valérie Plame, ce qui rend Rove et peut-être d'autres fonctionnaires de la Maison Blanche passibles de mises en accusation fédérales. Les affaires de fraudes concernant le « gateau jaune » (ou concentré d'uranium) du Niger et les secrets d'état de Chalabi sont encore en suspens – sans même parler des deux élections volées et du « Septembergate » du 11/9 proprement dit. Tous ces facteurs incitent le réseau putschiste à chercher à améliorer sa situation par la fuite en avant : une guerre élargie à l'Iran. Ceux qui ont le plus à perdre d'une telle escapade iranienne doivent désormais se mobiliser pour que le second mandat de M. Bush soit aussi mouvementé que le second mandat de Nixon en 1974.

# Transcription d'interviews

Extraits de la transcription d'interviews donnés par Peter Power, ancien membre de Scotland Yard, désormais à la tête de la société de sécurité privée Visor Consultants, qui organisait des exercices anti-attentats terroristes à la bombe dans le métro londonien le 7 juillet, suivis par une interview de John Loftus.

*BBC Radio 5, le 7 juillet 2005*

**Power :** à 9 h 30 ce matin, nous étions en fait en train de réaliser un exercice pour une société de plus de 1 000 personnes à Londres, et qui reposait sur l'explosion simultanée de bombes précisément dans les stations de métro où se sont produits les événements de ce matin, donc j'ai encore les cheveux qui se dressent sur la tête au moment où je vous parle.

**Présentateur :** Pour que les choses soient parfaitement claires, vous organisiez un exercice pour voir comment faire face à de tels événements, et ils se sont produits pendant que vous réalisiez cet exercice ?

**Power :** Exactement, et c'était à peu près à 9h30 ce matin, nous avions prévu cet exercice pour une société, dont je ne veux pas révéler le nom pour des raisons évidentes, mais elle nous écoute et elle se reconnaîtra. Et nous avions une salle pleine de responsables de gestion de crises pour leur première réunion, si bien que dans les cinq minutes, nous avons décidé assez rapidement que nous étions en situation réelle, et donc nous avons appliqué les exercices corrects d'activation des procédures de gestion de crise pour passer d'une réflexion ralentie à une réflexion accélérée et ainsi de suite.

*ITV News, Londres, le 7 juillet 2005*

**Power :** Aujourd'hui, nous étions en train de réaliser un exercice pour une société – n'oubliez pas que je travaille maintenant dans le privé – et nous réunissions tout le monde en ville – 1000 personnes impliquées dans l'ensemble de l'organisation – avec l'équipe de gestion des crises. Et le plus singulier, c'est que cela se fondait sur un scénario d'attentats simultanés visant une station de métro et une station de chemin de fer principale. Donc, nous avons dû brutalement quitter la fiction de l'exercice pour passer à une situation réelle……

**Intervieweur :** Juste pour que les choses soient claires, vous étiez réellement en train de travailler aujourd'hui sur un exercice qui envisageait virtuellement ce scénario ?

**Power :** Presque exactement. Je ne suis pas allé me coucher avant 2 heures ce matin, parce que c'est mon boulot, c'est ma propre société, Visor Consultants. Notre spécialité consiste à aider les gens à bien réagir aux crises, comment passer d'une approche de réflexion lente à une prise de mesures sous pression. Et nous avions choisi avec l'aide de notre client un scénario fondé sur un attentat terroriste, parce que le client est très proche d'une propriété appartenant à des hommes d'affaires juifs ici au centre ville, et comme il y a plus de banques américaines dans la City que dans toute la ville de New York, c'était la chose logique à faire.

## "Il travaillait pour le renseignement britannique"

*NB : L'agent double ci-dessous mentionné est non pas un islamiste ayant infiltré les services de renseignement britannique, mais bien un lampiste (patsy) travaillant sous couverture islamiste. (NdA)*

Fox News Dayside avec Linda Vester, le 29 juillet 2005 :

**Mike Jerrick [FOX NEWS] :** John Loftus est un expert en terrorisme et un ancien procureur pour le ministère de la Justice. John, ravi de vous revoir. Alors, en vitesse, avez-vous entendu parler de ce Osman Hussain qui vient juste d'être arrêté à Rome ? Vous connaissiez ce nom ?

**John Loftus :** Ouais, tous ces types remontent à une organisation appelée al-Muhajiroun, ce qui signifie les émigrants. C'était elle qui était chargée du recrutement pour al-Qaida à Londres ; elle était spécialisée dans le recrutement de gosses dont les familles avaient émigré en Grande-Bretagne, mais qui avaient des passeports britanniques. Et elle les utilisait à des fins terroristes.

**Jerrick :** Donc quelques-uns d'entre eux ont désormais des connexions en Somalie ?

**Loftus :** Ouais, ce n'est pas inhabituel. La Somalie, l'érythrée, et bien sûr avant tout le Pakistan. Mais ce qu'ils avaient en commun, c'est qu'ils étaient tous des groupes d'émigrés en Grande-Bretagne, recrutés par ce groupe al-Muhajiroun. à leur tête se trouvait le Capitaine Crochet, l'imam londonien de la mosquée de Finsbury, celui qui n'a qu'un bras. Il coiffait cette organisation. Son assistant était un type du nom d'Aswat, Haroun Rachid Aswat.

**Jerrick :** Aswat, celui que l'on vient d'arrêter.

**Loftus :** Exact, on pense qu'Aswat était le cerveau de tous les attentats à la bombe de Londres.

**Jerrick :** On pense que le 7 juillet et le 21 juillet, c'est lui.

**Loftus :** C'est lui-même, et ce qui est vraiment gênant, c'est que toute la police britannique est à ses trousses, alors qu'il était caché par une aile du gouvernement britannique, le MI6 ou le service secret britannique. Cela, ça a été une vraie pomme de discorde entre la CIA, le ministère de la Justice et la Grande-Bretagne.

**Jerrick :** Attendez, John. Le MI6 le cachait. Est-ce que vous êtes en train de dire qu'il travaillait pour eux ?

**Loftus :** Oh ce n'est pas moi qui le dis. C'est ce que le sheikh musulman disait déjà en 2001 dans une interview à un journal britannique.

**Jerrick :** Donc c'est un agent double, ou c'en était un ?

**Loftus :** C'est un agent double.

**Jerrick :** Alors il travaille pour les Britanniques auxquels il essaye de donner des informations sur al-Qaida, mais en réalité, c'est toujours un agent d'al-Qaida.

**Loftus :** Oui. La CIA et les Israéliens ont tous accusé le MI6 de laisser tous ces terroristes vivre à Londres non pas parce qu'ils obtenaient des informations sur al-Qaida, mais à titre de mesure d'apaisement. C'était du style : « Vous nous laissez tranquilles, nous vous laissons tranquilles ».

**Jerrick :** Eh bien, nous l'avons laissé tranquille trop longtemps, alors.

**Loftus :** Absolument. Maintenant nous avions entendu parler de ce type Aswat. En 1999, il était venu aux Etats-Unis. Le ministère de la Justice voulait le mettre en accusation à Seattle parce que son copain et lui essayaient de mettre en place une école de formation de terroristes dans l'Orégon.

**Jerrick :** Alors ils ont mis son copain en accusation, non ? Mais pourquoi pas lui ?

**Loftus :** Eh bien, il se trouve que nous venons d'apprendre que le siège du ministère de la Justice des Etats-Unis avait ordonné aux procureurs de Seattle de ne pas toucher à Aswat.

**Jerrick :** Ah bon ? Mais attendez, pourquoi cela ?

**Loftus :** Ah, cela…… eh bien, apparemment, Aswat travaillait pour le renseignement britannique. Maintenant, le supérieur d'Aswat, le Capitaine Crochet à un seul bras, se fait mettre en accusation deux ans plus tard. Le type au-dessus de lui et le type en-dessous de lui se font mettre en accusation, mais pas Aswat. Les avis sont partagés dans les milieux du renseignement américain. Certains disent que les services secrets britanniques nous ont menés en bateau. Ils nous ont dit qu'Aswat était mort, et c'est pour cela que le groupe de New York a abandonné l'affaire. Ce n'est pas ce que pense la majorité du ministère de la Justice. Ils pensent que ce n'était à nouveau qu'une couverture pour ce type dont l'affiliation à al-Muhajiroun était très connue. C'était un infiltré dans les services de renseignement britanniques. Alors tout d'un coup, il disparaît. Il est en Afrique du Sud. Nous pensons qu'il est mort ; nous ne savons pas qu'il est là-bas. Le mois dernier, les services secrets sud-africains tombent sur ce type. Il est en vie.

**Jerrick :** Ouais, maintenant la CIA dit : "oh il est en vie". Notre CIA dit : "bon, arrêtons-le". Mais les Britanniques disent "non" à nouveau ?

**Loftus :** Les Britanniques disent non. Or à ce stade, il y a deux semaines, les Britanniques savent que la CIA veut mettre la main sur Haroun. Alors qu'est-ce qui se passe ? Il disparaît à nouveau, se rend tout droit à Londres. Il n'est pas arrêté à sa descente d'avion, il n'est pas arrêté quand il repart.

**Jerrick :** Alors même qu'il est sur une liste de surveillance.

**Loftus :** Il est sur la liste de surveillance. La seule raison pour laquelle il a pu s'en sortir, c'est s'il travaillait pour le renseignement britannique. C'était un homme recherché.

**Jerrick :** Et alors il prend la poudre d'escampette la veille des attentats à la bombe, je crois savoir.

**Loftus :** Ouais, et il va au Pakistan.

**Jerrick :** Et au Pakistan, il se retrouve en prison.

**Loftus :** Les Pakistanais l'arrêtent. Ils le mettent en prison. Ils le libèrent dans les 24 heures. Il retourne en Afrique australe, va au Zimbabwe et se fait arrêter en Zambie. Maintenant les Etats-Unis……

**Jerrick :** En essayant de……

**Loftus :** …… nous essayions de mettre la main sur ce type.

**Jerrick :** John, attendez. J'ai pas mal de questions à vous poser. [pause]

**Loftus :** Les Etats-Unis étaient utilisés par al-Muhajiroun pour entraîner ceux qui devaient partir pour le Kosovo. Ce qui relie ensemble toutes ces cellules, c'était, à la fin des années 1990, que leurs chefs travaillaient tous

pour le renseignement britannique au Kosovo. Vous me croirez ou non, mais le renseignement britannique a bel et bien recruté certains types d'al-Qaida pour aider à défendre les droits des musulmans en Albanie et au Kosovo. C'est à ce moment-là qu'al-Muhajiroun a été mis en place.

**Ijaz :** Ce qui explique au passage pourquoi nous en savons autant sur eux aujourd'hui.

**Loftus :** Oui, hélas. La CIA finançait l'opération pour défendre les musulmans, le renseignement britannique assurait les contacts et les recrutements. Nous avons beaucoup de détails là-dessus parce que le Capitaine Crochet, le chef d'al-Muhajiroun, son assistant était Bakri Mohammed, un autre membre du clergé. Et le 16 octobre 2001, il a donné une interview détaillée à al-Sharq al-Aswat, un journal arabe de Londres, pour décrire les relations entre le renseignement britannique et les opérations au Kosovo et al-Muhajiroun. C'est comme cela que tous ces types sont connectés. Les choses ont commencé au Kosovo, Haroun avait 31 ans, il est arrivé vers 1995.

**Jerrick :** OK. Voici une autre question pour vous.

**Auditeur :** Bonjour, John. Vu les relations de donnant-donnant que Londres entretenait manifestement avec ces terroristes dès le début, qu'est-ce qui a changé et les a tous incités à brutalement se détourner de la politique du « Vous nous laissez tranquilles, nous vous laissons tranquilles » ?

**Loftus :** Les Israéliens disent que la trêve s'est poursuivie pendant des années. Des types d'al-Muhajiroun par exemple ont amené des auteurs d'attentats-suicides en Israël pour faire sauter Mike's Place. Il y avait de toute évidence un lien à cet égard. Et pourtant l'entraîneur, Sadiki al-Kahn, a pu retourner en Grande-Bretagne en toute impunité.

## La drôle de guerre contre le terrorisme : il est temps de mettre en quarantaine les véritables agresseurs

Discours prononcé à la conférence de l'Axe de la Paix (Axis for Peace), à Bruxelles, les 17 et 18 novembre 2005. Cette conférence rassemblait des personnalités politiques et intellectuelles venant de plus de trente nations, qui sont attachées à lutter contre la logique de guerre en vue d'établir une structure permanente capable de faire entendre la voix de la paix. Texte du discours présenté à cette conférence par Webster G. Tarpley.

Il y a 400 ans ce mois-ci, Robert Cecil, Premier ministre du roi Jacques d'Angleterre, accomplissait son chef d'œuvre, le complot des Poudres, destiné à tuer le roi et à faire sauter le Parlement. Cet événement fut attribué à Guy Fawkes et à d'autres comploteurs, qui furent

torturés et exécutés. Les catholiques, le Pape, les Jésuites et les Espagnols furent tenus pour responsables, ce qui donna le coup d'envoi à des siècles de conflits et d'expansion impérialiste. Mais en réalité, ce complot était une provocation artificielle mise en scène par Cecil. C'est donc la faction des financiers anglo-américains qui a accouché du terrorisme, et jusqu'à nos jours, le terrorisme accompagne cette faction dans sa sénilité moribonde.

Selon le régime néo-conservateur de Bush aujourd'hui en place à Washington, l'événement central de l'histoire du monde est l'attentat du 11 septembre 2001. Les néo-conservateurs exigent que les affaires du monde s'organisent autour de ce qu'ils appellent la guerre contre le terrorisme, sensément menée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les autres puissances anglophones contre les puissances des ténèbres de l'Islam radical. Cette drôle de guerre contre le terrorisme s'accompagne de toute une panoplie d'attaques furtives nucléaires préventives contre n'importe quel pays choisi par le régime de Bush. Celles-ci peuvent être complétées par une agression traditionnelle, et par ce que l'on appelle les révolutions colorées, nouveau nom des coups d'état traditionnels de la CIA du type "le peuple au pouvoir".

L'hypothèse principale de la guerre contre le terrorisme est le mythe du 11 Septembre : 3 000 personnes tuées, prétendument par un groupe de 19 pirates de l'air parmi lesquels figuraient Mohammed Atta, tous membres d'al-Qaida, dirigée par Oussama ben Laden donnant ses ordres depuis une grotte en Afghanistan à l'aide d'un ordinateur portable, etc. La thèse principale que je défends aujourd'hui, c'est que cette hypothèse est un énorme mensonge, comme je l'affirme dans mon livre, *La Terreur fabriquée : Made in USA* (éditions Demi-Lune, Paris, 2006). Les événements du 11/9 ont été une provocation délibérée exécutée depuis l'intérieur de l'appareil militaire, sécuritaire et de renseignement des Etats-Unis par une faction profondément enracinée, diversement appelée gouvernement invisible, gouvernement occulte, gouvernement parallèle, réseau putschiste, équipe secrète. Cette faction traverse la CIA, le Pentagone, la NSA, le FBI, le Trésor, la Federal Reserve et d'autres parties essentielles du gouvernement. C'est une faction qui opère depuis plus d'un siècle. Elle est de mèche avec le MI-6 et le ministère de la Défense britanniques.

Le 11/9 a été un coup d'état réussi conçu pour faire basculer la Maison Blanche de Bush dans la guerre des civilisations décrite par Samuel Huntington. Les mondes arabes et musulmans étaient les premières cibles, et devaient être suivies par la Chine ainsi que la Russie, conformément à la doctrine Wolfowitz. Le 11/9 s'inscrit donc dans la tradition des attentats imaginaires auto-infligés qui remonte à l'explosion du USS Maine dans le port de la Havane en 1898, qui avait déclenché la guerre américano-espagnole et avec elle, l'impéralisme étasunien. C'est le gouvernement

occulte qui a essayé d'organiser un défilé fasciste sur Washington contre le Président Franklin D. Roosevelt, et qui a tenté de l'assassiner. C'est lui qui nous a valu la baie des Cochons, l'assassinat de Kennedy, l'incident fabriqué du golfe du Tonkin (partiellement reconnu ces dernières semaines par la NSA), la guerre du Vietnam, la tentative d'assassinat contre Reagan, les trafics d'armes et de drogue de l'affaire Iran-contra, le bombardement de la Serbie, le naufrage du sous-marin russe *Koursk*, et, couronnement de tous ses efforts, le 11/9, suivi par les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak. Les Présidents étasuniens sont généralement des marionnettes de ce réseau putschiste, qui obéit aux ordres de Wall Street et de la City de Londres.

C'est le réseau putschiste qui a envoyé à Bush un ultimatum le 11/9 avec les mots : "Le prochain, ce sera l'Ange." Cela voulait dire : lancez la guerre des civilisations, sinon vous serez liquidé. Bush s'est empressé de céder, remettant ainsi le gouvernement des Etats-Unis entre les mains du réseau putschiste.

Dans la terminologie des services de renseignement, ben Laden, Atta et les autres sont des lampistes. Ce sont des agents doubles, des fanatiques, des dupes, des *agents provocateurs*. Ils opèrent sous le parapluie d'al-Qaida, un groupe qui ne peut être décrit que comme la Légion arabe de la CIA et du MI-6, un contre-gang ou pseudo-gang classique contre le nationalisme arabe. Leur arrière-plan ethnique et religieux permet de tenir le monde arabe et islamique pour responsable des actes terroristes. Ils reçoivent un soutien de la CIA, comme la célèbre dialyse rénale de ben Laden en donne l'exemple type. Ces individus ont des intentions criminelles, mais ce qu'ils n'ont pas, c'est la capacité physique et technique de produire les effets observés, de même que Lee Harvey Oswald, quel que soit son degré de vilenie, n'aurait pas pu tirer le nombre de coups nécessaires pour tuer le Président Kennedy à Dallas.

Les contrôleurs et les agents traitants des terroristes s'occupant d'Atta et des autres étaient manifestement Able Danger, un projet conjoint de l'Agence pour le renseignement de la Défense (DIA) et du commandement des Forces spéciales. Depuis qu'Able Danger est apparu au grand jour, nous avons appris qu'il a détruit 2,5 téraoctets de ses propres archives, soit l'équivalent d'un quart de la Bibliothèque du Congrès, la plus grande bibliothèque du monde. Rumsfeld a interdit aux officiers d'Able Danger de témoigner devant le Congrès.

Les lampistes ont pu opérer librement et ouvertement, sans être arrêtés, grâce au réseau de taupes à l'intérieur du gouvernement étasunien. Ces taupes sont loyales au gouvernement invisible, pas à la Constitution ni aux lois. Elles s'assurent que les lampistes soient disponibles pour servir de boucs émissaires, elles détruisent les preuves et elles organisent la couverture requise après coup. Les taupes sont responsables de la paralysie des

défenses aériennes étasuniennes pendant une heure et quarante-cinq minutes le 11/9, alors que les délais moyens d'interception aérienne étaient de 15 à 20 minutes au plus avant le 11 Septembre et le sont redevenus après cette date. Aucune force extérieure n'aurait pu obtenir un tel résultat.

Les professionnels entraînés, les technocrates de la mort, constituent le troisième groupe. Eux possèdent bel et bien l'aptitude physique et technique pour faire s'écraser des avions et d'autres objets volants contre des bâtiments, et mettre en œuvre la démolition contrôlée du WTC. Certains de ces professionnels opèrent depuis l'intérieur des bureaucraties du gouvernement, d'autres depuis le secteur privé. Ce qu'ils recherchent, c'est l'anonymat, pas la publicité.

Les récents progrès de la recherche sur le 11/9 se sont concentrés sur le rôle des jeux de guerre, des exercices militaires et autres manœuvres antiterroristes visant à camoufler et à faciliter les actes terroristes du 11/9. Jusqu'ici, nous connaissons 14 exercices distincts ayant eu lieu le 11 Septembre ou ayant été en relation avec lui. Certains ont servi à supprimer les défenses aériennes en déplaçant des avions de combat vers le nord du Canada et l'Alaska, loin des cibles du 11/9. D'autres ont paralysé la défense aérienne en insérant de faux échos radars sur les écrans du personnel de la Défense, et en signalant comme détournés des avions de ligne et des avions militaires.

Mais il y a une autre dimension. Un exercice mis en place au Bureau de la reconnaissance nationale (NRO) à Chantilly, en Virginie, ce matin-là, reposait sur l'idée de projeter des avions de ligne sur des immeubles de bureaux. Tout porte à croire que l'avion kamikaze était contrôlé depuis là, le siège étasunien des satellites espions. Amalgam Virgo, autre exercice associé au 11/9, impliquait le tir d'un missile de croisière contre une cible terrestre depuis un navire marchand voyou croisant dans le golfe du Mexique. Selon toute vraisemblance, tout cela a préparé ce qui s'est produit au Pentagone, puisqu'il est clair qu'aucun avion de ligne n'a jamais percuté ce bâtiment.

Le plus menaçant de tous était Global Guardian, un exercice du 11/9 simulant une guerre nucléaire totale, avec bombardiers, missiles et sous-marins. Cet exercice incluait une tentative de pénétration de la structure de commandement nucléaire par un "méchant" venant de l'extérieur ayant accès à un commandement essentiel et à un système de contrôle. C'était là le portail secret par le biais duquel le réseau putschiste était prêt à lancer une guerre nucléaire le 11/9. Le 11/9, Bush a appelé Poutine pour lui lancer un ultimatum : les Etats-Unis allaient s'emparer de l'Afghanistan, ainsi que de bases dans l'Asie centrale ex-soviétique. Si Poutine avait rejeté cet ultimatum, le réseau putschiste étasunien avait les moyens de déclencher la III$^{e}$ guerre mondiale en ordonnant l'escalade nucléaire.

Lorsqu'un état organise des attentats terroristes, il le fait souvent sous couvert d'un exercice annoncé, apparemment légal, qui ressemble de près à l'opération terroriste ou la reproduit. Cela aide à camoufler l'intention criminelle des comploteurs à l'intérieur de leur propre bureaucratie. L'exercice reste un exercice jusqu'au moment où il devient réel. Au cours de la guerre froide, les exercices Hilex 75 et Able Archer 83* étaient de ceux qui auraient pu entraîner une véritable confrontation et mener à la guerre.

Lorsque l'on a tiré sur le Président Reagan en 1981, un exercice de succession présidentielle (Nine Lives) servant de couverture à cette opération était prévu pour le lendemain. Les bombes qui ont explosé le 7 juillet de cette année à Londres ont été préparées par des exercices baptisés Atlantic Blue au Royaume-Uni, Topoff III aux Etats-Unis et Triple Play au Canada, et qui simulaient un attentat contre le métro de Londres pendant qu'une conférence internationale se tenait au Royaume-Uni. Le 7 juillet, la société Visor Associates de Peter Power simulait des explosions dans les mêmes stations aux mêmes heures que celles où les bombes ont effectivement explosé, comme l'a rapporté BBC 5.

L'été dernier, Cheney a ordonné au Pentagone de préparer le bombardement atomique de l'Iran, appelé à être mis en œuvre suite à un nouveau 11/9 à plus grande échelle. Il est clair qu'il devait s'agir d'un acte de terrorisme d'état artificiel et sous fausse bannière, conçu pour servir de prétexte à cette attaque.

Aux Etats-Unis et dans d'autres pays membres de l'OTAN, une veille de citoyens surveillant ces dangereux exercices déloyaux a été mise en place pour répondre à cette menace. En août, Sudden Response 05 devait simuler une explosion nucléaire de 10 kilotonnes à Charleston, en Caroline du Sud. Une mobilisation de citoyens inquiets a protesté contre cet exercice et nous pensons qu'elle a réussi à y mettre un terme. Puis est venu un exercice de dispersion de gaz à New York, ainsi que Granite Shadow / Power Geyser, impliquant des armes de destruction massive à Washington. Ces exercices ont fait l'objet de dénonciations et de protestations.

En ce moment même, en novembre, nous sommes au cœur de la concentration d'exercices la plus dense depuis le 11/9 proprement dit. Il y a tout d'abord Vigilant Shield, une bombe radiologique sale explosant dans le port de Mobile, dans l'Alabama. L'exercice destiné à y répondre est Global Lightning, un échange de missiles nucléaires entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, avec engagement de la défense antimissile ABM des Etats-Unis. Nous trouvons aussi dans le même temps Positive

* Le numéro après le nom de code de l'exercice indique l'année fiscale (qui commence le 1er octobre) de leur mise en œuvre. (NdA)

Response et Global Storm, nouveau nom de Global Guardian dans le régime de l'attaque nucléaire préventive en premier recours*. Ces exercices impliquent une confrontation avec la Russie au sujet de l'Ukraine. N'importe lequel de ces exercices pourrait servir de couverture pour lancer des provocations nucléaires et des attaques nucléaires véritables. La planification de guerre contre le Vénézuela se poursuit. La vigilance mondiale est requise si l'on veut prévenir le pire.

Le régime Bush est désormais en crise en raison de sa défaite en Irak, de sa réaction criminellement négligente à l'ouragan Katrina, et des prix de l'essence les plus élevés de toute l'histoire. Libby a été mis en accusation, et Rove, Feith, Wolfowitz et Ledeen pourraient suivre. Comme dans le film *Wag the Dog*, la tentation est grande pour Bush et les néo-conservateurs d'enclencher une guerre pour échapper à cette crise. Au cours du Watergate, Nixon avait déclaré une alerte nucléaire rouge en octobre 1973, mais le Premier ministre britannique Edward Heath avait percé à jour ses mobiles politiques manifestes. Chaque fois que Nixon demandait le *"football"*, la valise contenant les codes de lancement nucléaires secrets, les fonctionnaires de la Maison Blanche Kissinger et Haig l'épiaient du regard afin qu'il ne pose pas le doigt sur le bouton nucléaire. À l'été 1974, le ministre à la Défense Schlesinger déclarait aux commandants américains de ne pas tenir compte d'ordres d'attaques militaires émanant de Nixon sauf s'ils avaient été confirmés par lui-même ou par Kissinger. Aujourd'hui, la situation est similaire, et le Parti Démocrate ainsi que les pays de l'OTAN doivent exiger que Bush l'instable et les autres néo-conservateurs poussés à bout soient placés sous une surveillance spéciale et mis sur une voie de garage afin de les empêcher de se lancer dans de nouvelles épopées aux dimensions incalculables.

Mais tant que Bush conservera le soutien de 30 à 35 % de la population américaine, il pourra faire indéfiniment la guerre en Irak, voire élargir cette guerre à la Syrie et à l'Iran. Si Bush maîtrise une telle base, c'est dans une large mesure grâce à la force exercée par le mythe du 11/9 sur certaines couches de la population américaine. Chaque fois que Bush est tenu pour responsable de quelque chose, il répond en citant le 11/9. Ses arguments pour la guerre en Irak ne sont pas fondés sur l'Irak, mais sur le 11/9. Il n'existe qu'un moyen d'éroder le noyau dur qui soutient Bush, c'est d'attaquer le mythe du 11/9. Détruisez le mythe du 11/9, et les criminels de septembre pourront être appelés à rendre des comptes. Détruisez le mythe du 11/9, et Bush sera neutralisé. Les gouvernements et les institu-

* Il s'agit de la nouvelle stratégie des États-Unis, mise en œuvre entre septembre et novembre 2005, d'attaque nucléaire préventive sans aucun préalable, au lieu de la politique de dissuasion (deterrence) ayant cours pendant la guerre froide et après. (NdA)

tions pacifiques du monde entier doivent s'attaquer à cette tâche, par une campagne de dénonciation, de révélation et d'éducation politique à la vérité sur le 11/9 et sur la nature du terrorisme. Cela pourrait passer par une Commission internationale indépendante pour la vérité sur le 11/9, sur le mode du Tribunal Russell-Sartre pour le Vietnam. La convocation d'une telle commission pour la vérité sur le 11/9 est plus urgente que jamais, et devrait être la priorité des priorités pour les forces antiguerre bien avant les élections au Congrès qui doivent avoir lieu dans un an.

Le 5 octobre 1937 à Chicago, Franklin D. Roosevelt lançait un appel visant à mettre en quarantaine les dictateurs fascistes, à isoler et à boycotter les agresseurs. Depuis lors, la roue de l'histoire a tourné, et c'est désormais le régime néo-conservateur de Bush à Washington que l'humanité civilisée doit mettre en quarantaine. Il ne saurait y avoir de coopération militaire ou de sécurité avec les néo-conservateurs. Les pactes de libre échange avec les néo-conservateurs sont suicidaires. Les fonctionnaires de Bush sont coupables d'une conspiration internationale visant à mener une guerre d'agression, crime passible de la peine capitale selon les précédents de Nuremberg. Alors que la population américaine est en train de se tourner contre Bush, il est tragique de voir l'Europe et le Japon continuer à lui apporter leur soutien sur autant de plans. Il est temps que le monde mette en quarantaine l'agresseur. Ce faisant, il aura le soutien du peuple américain.

# BIBLIOGRAPHIE


ADLER, Alexandre. *J'ai vu finir le monde ancien* (Grasset, Paris, 2002).

AHMED, Nafeez Mosaddeq Ahmed. *The War on Freedom : How and Why America was Attacked on September 11, 2001* (Tree of Life Publications, Joshua Tree, 2002).

ANONYMOUS. (Anonyme) [alias Michael Scheuer]. *Imperial Hubris : Why the West Is Losing the War on Terror* (Brassey's, Washington DC, 2004).

ARCHICK, Kristin, et GALLIS, Paul. *Europe and Counterterrorism* (Nova Science, New York, 2003).

BAER, Robert. *Sleeping with the Devil : How Washington Sold Our Soul for Saudi Crude* (Crown, New York, 2003).

BAILYN, Bernard. *The Ideological Origins of the American Revolution* (Belknap Press, Cambridge, 1967).

BAMFORD, James. *Body of Secrets : Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency from the Cold War through the Dawn of a New Century* (Doubleday, New York, 2001).

—, *A Pretext for War : 9/11, Iraq, and the Abuse of America's Intelligence Agencies* (Doubleday, New York, 2004).

BARBASH, Tom. *On Top of the World : Cantor Fitzgerald, Howard Lutnick, and 9/11 : A Story of Loss and Renewal* (Harper Collins, New York, 2003).

BAYLIS, John, et John GARNETT, éd. *Makers of Nuclear Strategy* (St. Martin's Press, New York, 1991).

BEAMER, Lisa, avec ABRAHAM, Ken. *Let's Roll : Ordinary People, Extraordinary Courage* (Tyndale House, Wheaton, 2002).

BENJAMIN, Daniel et SIMON, Steven. *The Age of Sacred Terror* (Random House, New York, 2002).

BERNSTEIN, Richard et l'équipe du *New York Times*. *Out of the Blue : The Story of September 11, 2001, From Jihad to Ground Zero* (Times Books/Henry Holt, New York, 2002).

BISHOP, John. *The Package*. Vidéocassette (MGM Home Entertainment, s.l., 1989).

BODANSKY, Yossef. *The High Cost of Peace : How Washington's Middle East Policy Left America Vulnerable to Terrorism* (Forum, New York, 2002).

BORRADORI, Giovanna, éd. *Philosophy in a Time of Terror : Dialogues with Jürgen Habermas and Jacques Derrida* (University of Chicago Press, Chicago, 2003).

BRISARD, Jean-Charles et DASQUIÉ, Guillaume. *Ben Laden : La vérité interdite* (DeNoël, Paris, 2001).

BRODER, Henryk M. *Kein Krieg, Nirgends : Die Deutschen und der Terror* (Verlag, Berlin, 2002).

BRÖCKERS, Mathias. *Verschwörungen, Verschwörungstheorien, und die Geheimnisse des 11.9* (Zweitausendeins, Francfort, 2002).
BROWN, Cynthia, éd. *Lost Liberties : Ashcroft and the Assault on Personal Freedom* (New Press, New York, 2003).
BRZEZINSKI, Zbigniew. *The Grand Chessboard : American Primacy and its Geostrategic Imperatives* (Basic Books, New York, 1997).
VON BÜLOW, Andreas. *Die CIA und der 11. September : Internationaler Terror und die Rolle der Geheimdienste* (Piper, Munich, 2003).
BUNEL, Pierre-Henri. *Menaces Islamistes : ces terroristes qui dévoient l'Islam* (Carnot, Paris, 2002).
BUSH, George W. *Our Mission and Our Moment : Speeches Since the Attacks of September 11* (The White House, Washington DC, 2001).

CHALIAND, Gérard. *L'arme du terrorisme* (Louis Audibert, Paris, 2002).
CHESLER, Phyllis. *The New Anti-Semitism : The Current Crisis and What We Must Do About It* (Jossey-Bass, San Francisco, 2003).
CIPRIANI, Antonio, et CIPRIANI, Gianni. *Sovranità limitata : storia della eversione atlantica in Italia* (Edizioni Associate, Rome 1991).
CLARKE, Richard. *Against All Enemies* (The Free Press, New York, 2004).
COHEN-TANUGI, Laurent. *An Alliance at Risk : The United States and Europe since September 11*. Traduit par George A. Holoch Jr (Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2003).
COLE, David. *Enemy Aliens : Double Standards and Constitutional Freedoms in the War on Terrorism* (New Press, New York, 2003).
COLL, Steve. *Ghost Wars : The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001* (Penguin, New York, 2004).
CHOMSKY, Noam. *9-11* (Seven Stories Press, New York, 2001).
CHOSSUDOVSKY, Michel. *The Globalization of Poverty and the New World Order* (Global Outlook, Shanty Bay, Ontario, Canada, 2003). Seconde édition.
COOLEY, John K. *Unholy Wars : Afghanistan, America, and International Terrorism* (Pluto Press, Sterling, 2002).
CROTTY, William, éd. *The Politics of Terror : The U.S. Response to 9/11* (Northeastern University Press, Boston, 2004).

DÉMARET, Pierre. *Target de Gaulle : The True Story of the 31 Attempts on the Life of the President of France* (Dial Press, New York, 1971).
DEMASI, Nicholas. *Ground Zero : Behind the Scenes* (TRAC Team [Trauma Recovery Assistance for Children], New York, 2004).
DREYFUS, Bob, et LA LAVÉE, Thierry. *Hostage to Khomeini* (New Benjamin Franklin House, New York, 1981).

ELLISTON, John. *PsyWar on Cuba : The Declassified History of US Anti-Castro Propaganda* (Ocean Press, Australia, 1999).

FALK, Richard. *The Great Terror War* (Olive Branch Press, Northampton, 2003).
FALLACI, Oriana. *La rabbia e l'orgoglio* (Rizzoli, Milan, 2001).

FEDERAL EMERGENCY MANAGEMENT AGENCY. *World Trade Center Building Performance Study : Data Collection, Preliminary Observations, and Recommendations* (FEMA Region II, New York, mai 2002).

FLAMIGNI, Sergio. *Convergenze parallele : le Brigate rosse, i servizi segreti, e il delitto Moro* (KAOS, Milan, 1998).

FOUDA, Yosri, et FIELDING, Nick. *Masterminds of Terror : The Truth Behind the Most Devastating Terrorist Attack The World Has Ever Seen* (Arcade, New York, 2003).

FRANK, Justin A. *Bush on the Couch : Inside the Mind of the President* (Regan Books, New York, 2004).

FRIEDMAN, Thomas L. *Longitudes and Attitudes* (Farrar, Strauss, Giroux, New York, 2002).

GABEL, Joseph. *False Consciousness : An Essay on Reification* (Harper & Row, New York, 1975).

GATES, Robert M. *From the Shadows : The Ultimate Insider's Story of Five Presidents and How They Won the Cold War* (Simon and Schuster, New York, 1996).

GERARD, John, S.J. *What Was the Gunpowder Plot ? The Traditional Story Tested by Original Evidence* (Osgood and McIlvaine, Londres, 1897).

GÖKAY, Bülent, et WALKER, R.B.J. *11 September 2001 : War Terror and Judgment* (Frank Cass, Londres, 2003).

GRIFFIN, David Ray. *The New Pearl Harbor : Disturbing Questions about the Bush Administration and 9/11* (Olive Branch Press, Northampton, 2004).

GIULIANI, Rudolph W., avec KURSON, Ken. *Leadership* (Hyperion, New York, 2002).

GOVIER, Trudy. *A Delicate Balance : What Philosophy Can Tell Us About Terrorism* (Westview Press, Boulder, 2002).

GUERRILLA News Network. *Aftermath : Unanswered Questions from 9/11*. Vidéocassette (s.n.s.l., 2002).

HAUERWAS, Stanley, et LENTRICCHIA, Frank. *Dissent From the Homeland : Essays After September 11* (Duke University Press, Durham, 2003).

HAY, Malcolm V. *The Jesuits and the Popish Plot* (Kegan, Paul, Trench, Trubner, Londres, 1934).

HERSHBERG, Eric, et MOORE, Kevin W. *Critical Views of September 11 : Analyses From Around the World* (New Press, New York, 2002).

JUDAH, Tim. *Kosovo : War and Revenge* (Yale University Press, New Haven, 2000).

HOFFMAN, Jim, et PAUL, Don. « *9/11* » *Great Crimes/ A Greater Cover-Up* (Irresistible/Revolutionary, San Francisco, 2003).

HOPSICKER, Daniel. *Mad Cow Morning News*. www.madcowprod.com

—, *Welcome to Terrorland : Mohammed Atta and the 9-11 Cover-Up in Florida* (Mad Cow Press, Eugene, 2004).

HUDSON, Rex A., et MAJESKA, Marilyn, éd. *The Sociology and Psychology of Terrorism : Who Becomes a Terrorist and Why ?* Rapport préparé sous la direction de la Federal Research Division (Library of Congress, Washington DC, 1999).

ICKE, David. *Alice in Wonderland and the World Trade Center Disaster : Why the Official Story of 9/11 is a Monumental Lie* (Bridge of Love, Wildwood, 2000).

KAPLAN, Fred. *The Wizards of Armageddon* (Simon and Shuster, New York, 1983).

KICK, Russ. *Fifty Things You're Not Supposed to Know* (The Disinformation Company, New York, 2003).

KOLKO, Gabriel. *Another Century of War ?* (New Press, New York, 2002).

LANGEWIESCHE, William. *America Ground : Unbuilding the World Trade Center* (North Point Press/Farrar Strauss Giroux, New York, 2002).

LONGMAN, Jere. *Among the Heroes : United Flight 93 and the Passengers and Crew Who Fought Back* (Harper Collins, New York, 2002).

DE LA MAISONNEUVE, Éric, et GUELLEC, Jean. *Un monde à repenser, 11 septembre 2001* (Economica, Paris, 2002).

*Machiavelli*, Niccolò. *The Art of War*. Éd. Neal Wood (Bobbs-Merrill, Indianapolis, 1965).

MANN, James. *The Rise of the Vulcans : The History of Bush's War Cabinet* (Viking, New York, 2004).

MARRS, Jim. *Inside Job : Unmasking the 9/11 Conspiracies* (Origin Press, San Rafael, 2004).

MEYEROWITZ, Joanne. *History and September 11* (Temple University Press, Philadelphia, 2003).

MEYSSAN, Thierry. *9/11 : The Big Lie* (Carnot, Londres, 2002). Paru en français sous le titre *L'Effroyable Imposture* (Carnot, Paris, 2002).

—, *Pentagate* (Carnot, Londres, 2002). Paru en français sous le titre *Le Pentagate* (Carnot, Paris, 2002).

MILLEGAN, Kris, éd. *Fleshing Out Skull and Bones : Investigations into America's Most Powerful Secret Society* (Trine Day, Walterville, 2003).

MILLER, John, et STONE, Michael, avec MITCHELL, Chris. *The Cell : Inside the 9/11 Plot, and Why the FBI and CIA Failed to Stop It* (Hyperion, New York, 2002).

MILLER, William Lee. *Lincoln's Virtues : An Ethical Biography* (Knopf, New York, 2002).

MUELLER, Leo A. *Gladio – das Erbe des kalten Krieges* (Rohwolt, Hambourg, 1991).

MYLROIE, Laurie. *Study of Revenge : Saddam Hussein's Unfinished War Against the United States* (AEI Press, Washington DC, 2000).

NATIONAL COMMISSION ON TERRORIST ATTACKS UPON THE UNITED STATES. *The 9/11 Commission Report* (Norton, New York, 2004).

NEWHOUSE, John. *Imperial America : The Bush Assault on the World Order* (Knopf, New York, 2003).

NIETZSCHE, Friedrich. *Werke : Taschenausgabe* (Kröner, Leipzig, 1905).

PAINE, Thomas. *The Complete Writings of Thomas Paine*. Éd. Philip S. Foner (Citadel press, New York, 1945) en 2 volumes.
PARENTI, Michael. *The Terrorism Trap : September 11 and Beyond* (City Lights Books, San Francisco, 2002).
PICCIOTTO, Richard, avec PAISNER, Daniel. *Last Man Down : A Firefighter's Story of Survival and Escape from the World Trade Center* (Berkley, New York, 2002).
POSNER, Gerald. *Why America Slept : The Failure to Prevent 9-11* (Random House, New York, 2003).
PORORTI, David. *September 11th Families For Peaceful Tomorrows : Turning Our Grief into Action for Peace* (RVD Books, New York, 2003).
PRICE, Glenn W. *The Origins of the War with Mexico : the Polk-Stockton Intrigue* (University of Texas Press, Austin, 1967).
PROUTY, L. Fletcher. *JFK : The CIA, Vietnam, and the Plot to Assassinate John F. Kennedy* (Citadel Press, New York, 1996).
—, *The Secret Team : The CIA and its Allies in Control of the United States and the World* (Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1973).
PYSZCZYNSKI, Tom, SOLOMON, Sheldon, et GREENBERG, Jeff. *In the Wake of 9/11 : The Psychology of Terror* (American Psychological Association, Washington DC, 2003).

RAIMONDO, Justin. *The Terror Enigma : 9/11 and the Israeli Connection* (iUniverse, New York, 2003).
RECORD, Jeffrey. *Hollow Victory : A Contrary View of the Gulf War* (Brassey's US, Washington DC, 1993).
RIEFF, David. *Slaughterhouse : Bosnia and the Failure of the West* (Simon and Schuster, New York, 1995).
RIESMAN, David. *The Lonely Crowd : A Study of the Changing American Character* (Yale University Press, New Haven, 1950).
ROSEN, Jeffrey. *The Naked Crowd : Reclaiming Security and Freedom in an Anxious Age* (Random House, New York, 2004).

SAMMON, Bill. *Fighting Back : The War on Terrorism – From Inside the Bush White House* (Regency, Washington DC, 2002).
SANGUINETTI, Gianfranco. *On Terrorism and the State : The Theory and Practice of Terrorism Divulged for the First Time* (Chronos Press, Londres, 1982). En ligne sur : www.notbored.org/on-terrorism.html
SCHAMI, Rafik. *Mit Fremden Augen : Tagebuch über den 11. September, den Palästinakonflikt, und die Arabische Welt* (Palmyra, Heidelberg, 2002).
SCHMITT, Carl. *Positionen und Begriffe* (s.n., Hamburg, 1940).
SHEEHY, Gail. *Middletown, America : One Town's Passage from Trauma to Hope* (Random House, New York, 2003).
*Der Spiegel*. *Inside 9-11 : What Really Happened* (St. Martin's Press, New York, 2001).
SELL, Louis. *Slobodan Milosevic and the Destruction of Yugoslavia* (Duke University Press, Durham, 2000).

STEVENS, Sir John. *Stevens Inquiry III : Overview and Recommendations, 17th April 2003* (s.n., Londres, 2004).

STRAUSS, Léo, et KOJÈVE, Alexandre. *On Tyranny* (The Free Press, New York, 1959). Édition revue et augmentée.

*La strage di stato : controinchiesta* (Samonà et Savelli, Milan, 1970).

SUSKIND, Ron. *The Price of Loyalty. George W. Bush, the White House, and the Education of Paul O'Neill* (Simon and Schuster, New York, 2004).

SWIFT, Jonathan. « The Conduct of the Allies, Nov. 1711 », in *Political Tracts*, 1711-1713. Éd. Herbert Davis (Princeton University Press, Princeton, 1951).

TARPLEY, Webster Griffin. *Against Oligarchy ; Essays and Speeches 1970-1996* (Washington Grove Books, Washington Grove, 1996). www.tarpley.net

—, et al. *American Leviathan : Administrative Fascism under the Bush Regime* (EIR, Washington, 1991).

—, « The Brits Bash Bubba.» *The Conspiracy Reader*. Éd. Al Hidell et Joan d'Arc (Citadel Press, Secaucus, 1999).

—, et al. *Chi ha ucciso Aldo Moro ?* (Partito Operaio Europeo, Rome, 1978). www.tarpley.net

—, et CHAITKIN Anton. *George Bush : The Unauthorized Biography* (EIR, Washington, 1992). www.tarpley.net (Progressive Press, Joshua Tree, 2004) deuxième édition. www.progressivepress.com

—, « Project Democracy's Program : The Fascist Corporate State. » *Project Democracy : The Parallel Government Behind the Iran-Contra Affair* (EIR, Washington, 1987).

—, *Surviving the Cataclysm : Your Guide Through the Greatest Financial Breakdown in Human History* (Washington Grove Books, Washington Grove, 1999). www.tarpley.net

THOMAS, Gordon. *Gideon's Spies : The Secret History of the Mossad* (St. Martin's Press, New York, 1999).

TV-ASAHI. *JFK Assassination : Truth After 40 Years*. Vidéocassette du programme diffusé. (s.n., Tokyo, 2003).

UNGER, Craig. *House of Bush, House of Saud : The Secret Relationship Between the World's Two Most Powerful Dynasties* (Scribner, New York, 2004).

US CONGRESS, Joint Inquiry into Intelligence Activities Before and After the Terrorist Attacks of September 11, 2001. *Report of the US Senate Select Committee on Intelligence and US House Permanent Select Committee on Intelligence* (décembre 2002). Cité comme la JICI.

US HOUSE OF REPRESENTATIVES, Committee on Science. *Learning From 9/11 – Understanding the Collapse of the World Trade Center*, 6 mars 2002. Serial N° 107-46A (Government Printing Office, Washington DC, 2003).

—, *The Investigation of the World Trade Center Collapse : Findings, Recommendations, and Next Steps* (Serial N° 107-61, 1er mai 2002).

—, Permanent Select Committee on Intelligence, Subcommittee on Terrorism and Homeland Security. *Counterintelligence Capabilities and Performance Prior to 9-11* (July 2002).

VON ESSEN, Thomas, avec MURRAY, Matt. *Strong of Heart : Life and Death in Department of New York* (Regan/Harper Collins, New York, 2002).
VANDEN HEUVEL, Katrina. *A Just Response :* The Nation *on Terrorism, Democracy, September 11, 2001* (Thunder's Mouth Press/Nation Books, New York, s.d.).

WEBB, Gary. *Dark Alliance : The CIA, the Contras, and the Crack Cocaine* (Seven Stories Press, New York, 1998).
WILLAN, Philip. *Puppet Masters : The Political Use of Terrorism in Italy* (Constable, Londres, 1991).
WILLIAMS, Paul L. Osama's *Revenge : The Next 9/11* (Prometheus, Amherst NY, 2004).
WISNEWSKI, Gerhard. *Das RAF Phantom* (Knaur, Munich, 1992).
—, et Ludwig LANDGRAEBER. *Operation RAF* (s.n., Munich, s.d.).
—, *Operation 9/11 : Angriff auf den Globus* (Knaur, Munich, s.d.).
WOODWARD, Bob. *Bush at War* (Simon and Schuster, New York, 2002).
WRIGHT, Jeremy. *9/11 Citizens' Inquiry*. Vidéocassette (Toronto, 2004).

## Ouvrages parus dans la collection Résistances

***Le Nouveau Pearl Harbor***
de David Ray GRIFFIN

***Omissions et manipulations de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre***
de David Ray GRIFFIN

***La Terreur Fabriquée, Made in USA***
*11 Septembre, le mythe du XXIe siècle*
de Webster G. TARPLEY

***Le Procès du 11 Septembre***
*ou le 11 Septembre à l'épreuve des faits*
de Victor THORN

***La Guerre contre la vérité***
*11 Septembre, désinformation et anatomie du terrorisme*
de Nafeez M. AHMED

## Collection Résistances

Donner les clés pour comprendre les événements qui façonnent le monde.
Proposer des essais sur des sujets de société, de politique et de géopolitique,
parce que le monde ne s'arrête pas à nos frontières…
Et pour démarrer cette collection,
pour entrer en Résistances,
quel meilleur sujet que le 11 Septembre 2001 ?

Place aux faits, priorité aux analyses.
Cinq ans après les événements, les cinq premiers livres de cette collection
permettent de revenir, avec des auteurs américains,
sur ce qui s'est réellement passé ce jour-là.

www.editionsdemilune.com

# INDEX


## A

ABC (atomique-biologique-chimique) attentats terroristes, 487, 499, 512-513, 517
ABC Television, 68, 77, 134, 157, 217, 260, 318, 356, *voir aussi* télévision
Abdullah, prince héritier, 165
Able Danger, 14-15, 26-27, 568
Abu Ghraib, 21, 45, 440, 454
ADM (armes de destruction massive), 17, 42, 46, 48-49, 60, 75, 108, 182, 189, 197, 258, 262, 370, 496, 505, 512, 570, *voir aussi* Blair ; Bush ; Cheney ; Irak ; Powell
Aéroports (tous aéroports confondus), 29, 33, 110-111, 176, 180, 212, 221, 224, 231-233, 238, 244, 248, 250, 254-255, 267, 270-274, 278-279, 318, 325, 334, 346, 466
Afghanistan, 13, 20-21, 30, 32, 41, 44-45, 50, 56, 59, 72, 74, 76, 79, 93, 110, 114, 127, 150, 165, 185-190, 193, 198-209, 218-223, 232, *voir aussi* bombardement ; taliban
Afrique, 48, 50, 59-60, 69, 189, 192-193, 205, 208, 359, 380, 485, 508, 559, 565
Air Force One, 325, 343, 346-350, 354, 356-360, 365-370, 376
Albanie, Albanais, 173, 175, 203-204, 481, 565
Albright, Madeleine, 155, 173, 174, 190, 481
Al-Qaida, 5, 7, 25, 41, 46-47, 50-60, 72, 76-80, 83, 90, 96, 99, 115, 117, 124, 139-140, 146-147, 185-189, 193, 195, 197-199, 202-205, 208-210, 220-222
Allemagne, Allemand, 30-35, 39-40, 43, 70-72, 79, 96-101, 105, 110, 122, 131-135, 140, 154-155, 166-170, 181, 206-208, 233, 240, 242, 248, 255, 284-286, 394, 408, 426, 428, 434-440, 452-455, 461, 464, 466, 470, 474, 476, 480, 481, 485, 491, 493, 498, 499, 504, 523, 552, 553
Ambassade de Chine, 144, 177
Ambassades, 34, 48, 50, 59-60, 69, 112, 114, 128, 175, 189-193, 201, 205-206, 220-221, 401-405, 408, 467, 484, 516, 556
Amérique, 40, 52, 54, 59, 70, 73, 91, 99, 114, 120, 162-163, 167, 182, 186-187, 195, 197, 204, 208-209, 257, 270-272, 290, 301, 324, 328, 340, 343-346, 351, 357, 361, 369, 377, 383, 408, 411, 416, 436, 439, 447, 450, 460, 489, 493-494, 496, *voir aussi* États-Unis
Ammerman, colonel Jim, 462-463
Andreotti, Giulio, 131-133
Ange, 339, 348-349, 351, 358-360, 368-369, 376, 567, *voir aussi* Air Force One
Anglo-Américains, 16, 24 100-101, 154, 164, 174, 180, 193, 199, 208, 400, 442, 473, 477, 480, 504, 521-523, 528-529, 549-553, 557, 560, 566, *voir aussi* cartel pétrolier
Anthrax …
Antiterrorisme, *voir* terrorisme
Arabe, Arabes … *voir aussi* monde islamique
Arabie Saoudite …
Arafat, Yasser …
Armaguédon …
Armes atomiques, *voir* Nucléaire
Armitage, Richard
Ashcroft, John
Assassinat (ou menace ou tentative), …, …, …, …, …
Atatürk, Mustapha Kemal, …
Atomique (armes, menaces), *voir* Nucléaire
Atta, Mohammed, …
Attaque, … *voir aussi* attentat ; ABC ; bombardement ; nucléaire ; atomique ; terrorisme ; guerre ; avertissement ; WTC

Attentats, attentats terroristes
*voir* ABC ; ambassades ; anthrax ; bande de Gaza ; Bologne ; Londres (le 7 juillet) ; Madrid ; menaces ; Milan ; Munich (Jeux Olympiques) ; nucléaire ; Oklahoma City ; opération Northwoods ; Russie (Beslan) ; terrorisme
Avion(s), …
*voir aussi* Boeing ; drone ; exercices militaires ; Global Hawk ; interception ; militaire ; opération Northwoods ; Pentagone
Aznar, José Maria, …

## B

Baader-Meinhof, …
Baghdad, …
Bailyn, Bernard, …
Baker, James, …
Bakri Mohammed, sheikh Omar, …
Bamford, James, …
Bande de Gaza, …
Barksdale, base aérienne de, …
Base de l'armée de l'Air, …
Bashir, général Omar Hassan, …
Bassora, …
*voir aussi* SAS
BBC, …
Beamer, Todd et Lisa, …
Beg, général Mirza Aslam, …
Belgrade, …
Ben al-Shibh, Ramzi, …
Ben Laden, Oussama, …
Ben Laden, Salem, …
Ben-Veniste, Richard, …
Berlin, …
Bernstein, Richard, …
Beslan, …
Black, Lord Conrad, …
Blackwell, J. Kenneth, …
Blair, Anthony, …
Boeing, …
Boîte noire, …
Bollyn, Christopher, …
Bologne, …
Bombardement, …
*voir aussi* Afghanistan ; Hamas ; Irak ; Kosovo ; Libye ; Madrid ; Milan ; Oklahoma City ; Russie ; Serbie
Booker (école élémentaire), …
Bosnie, …
*voir aussi* Serbie
Boston, …
BPAT (FEMA), …
Breitweiser, Kirsten, …
Brigades rouges
Britannique, …
*voir aussi* gouvernement ; Grande Bretagne ; SAS
Brixton, mosquée de, …
Brooklyn, …
Brzezinski, Zbigniew, …
Bülow, Andreas von, …
Bunel, colonel Pierre-Henri, …
Bush, George Herbert Walker, …
Bush, George W, ….
*voir aussi* régime Bush
Bush, Prescott, …

## C

Californie, …
Cameron, Carl, …
Campbell, Alistair, …
Carter, Président Jimmy, …
Castro, Fidel, …
CBS, …
Centre de commandement, …
Chaitkin, Anton, …
Chalabi, Ahmed, …
Chambre des Représentants, …
Charbon, *voir* anthrax
Chefs d'État-major des armées, …
Cheney, Richard, …
Chine, Chinois, …
Choc des civilisations, …
Chomsky, Noam, …
Chossudovsky, Michel, …
Chrétienté, …
Christianisme, …
CIA, …
Citibank, …
Clark, général Wesley, …
Clark, William
Clarke, Richard A., …
Cleland, sénateur Max, …
Clinton, Président Bill, 46, 157, 191-192, 251, 403, 460, 510
CNN, …
Commission du 11/9, …
*voir aussi* Commission Kean-Hamilton
Commission Kean-Hamilton
*voir* Commission du 11/9

Commission Warren, …
Compagnies aériennes
. American Airlines
. Caribe Air, …
. Saudi Arabian Airlines, …
. TWA, …
. United Airlines, …
Comverse
Complot, …
*voir aussi* théories du complot
Conspiration, *voir* complot
Constitution, …
Continuité du gouvernement (COG), …
Contre-espionnage, …
Contre-terrorisme, *voir* terrorisme ; lutte contre le terrorisme
Coup d'État, …
Courriels, …
*voir aussi* e-mails, courriers électroniques
Courriers électroniques
*voir* courriels
Crimes de guerre, …
Crise des missiles cubains, …
Crises pétrolières feintes, …
*voir aussi* thèse du commencement de la fin du pétrole

## D

*Daily Mirror*, …
DARPA (Agence chargée des projets de recherche avancée pour la défense), …
Daschle, sénateur Tom, …
Dean, Howard, …
Déclenchement délibéré ("MIHOP"), …
Décret présidentiel 12333, …
Défaillance des services de renseignement, …
Defcon Delta, …
Défense, département de la, …
. secrétaire à la, …
Défense, ministère de la, …
. allemand, …
. britannique, …
. canadien, …
. israélien, …
. russe, …
De Gaulle, général Charles, …
Dekkers, Rudy, …
Délit d'initié(s), …
Démolition contrôlée (ou commandée)
*voir* WTC : démolition contrôlée du
Départements
*voir* Défense, Département d'État
. Énergie, …
. Justice, …
. Lutte contre la drogue, …
. Sécurité intérieure, …
Département d'État, …
*voir aussi* Secrétaire d'État
Derrida, Jacques, …
Déstabilisation, …
Destitution, *voir impeachment*
Dickerson, Melek Can, …
Dictature, …
Dieu, …
Dollar (américain), …
Droit international, …
Drone, …
*voir aussi* Global Hawk
Drogue, …
Dulles, Allen, …

## E

Edmonds, Sibel, …
Effondrement du WTC
*voir* WTC : effondrement (implosion)
Égypte, …
*voir aussi* Le Caire
Egyptair, vol 990, …
EIR (*Executive Intelligence Review*), …
Eisenhower, administration, …
Élections
. Élections de 2000, …
. Élections de 2002, …
. Élections de 2004, …
Eltsine, Boris Nikolaievitch, …
E-mails, *voir* courriels
Espace aérien, …
Espagne, …
Espion, espionnage, …
*voir aussi* Renseignement
État policier, …
Étasunien
. Amérique, …
. ambassades, …
. armée, …,
. Empire, …
. gouvernement, …
. renseignement, …
États-Unis, …
*voir aussi* Amérique
Euro, …

Europe, …
Exercices militaires
. Able Danger, …
. Global Guardian, …
. Northern Guardian, …
. Vigilant Guardian, …
. Vigilant Warrior, …
Explosions, *voir* bombardement ; WTC : démolition contrôlée
Extrémisme islamique, …

## F

FAA (Administration fédérale de l'aéronautique), …
Fausse Bannière, …
Fawkes, Guy, …
FBI, …
FDNY (service des pompiers de New York), …
Feghali, Mike, …
FEMA (Administration fédérale de gestion des crises), …
Finucane, Pat, …
Fleischer, Ari, …
Floride, …
Fondamentalisme islamique
*voir* extrémisme islamique
Fondamentalistes islamiques, …
Formation au pilotage (des pirates prétendus), …
Fox News, …
France, Français, …
Frank, Dr. Justin A., …
Franklin, Larry, …
Frasca, David, …
Fraude électorale, …
Fort Bragg, …

## G

Gaza, *voir* bande de Gaza
Grande-Bretagne, …
*voir aussi* Britannique
Gabel, Joseph, …
Gallop, April, …
Gerard, John, …
Giuliani, Rudolph, …
Gladio (réseau), …
Global Hawk, …
Golfe du Tonkin, …
Gorelick, Jamie S., …
Gorton, Slade, …
Gouvernement
organes, …
bureaucratie, …
contrats, …
invisible, occulte, …
factions déloyales, …
version des événements du 11/9, …
Gouvernements étrangers, …
Greenspan, Alan, …
Griffin, David Ray, …
Groupes islamiques, …
*Guardian, The*, …
Guerre, *voir* Afghanistan ; Bosnie ; Golfe ; Iran ; Irak ; Mexique ; Nucléaire
. atomique, …
. biologique, …
. civile américaine, …
. des civilisations, *voir* choc des civilisations
. de 30 Ans, …
. du Golfe, …
. économique, …
. provocation de, …
. psychologique, …
. du Vietnam, …
. mondiale, 1ère, …
. mondiale, 2e, …
. mondiale, 3e, …

## H

Habermas, Jürgen, …
Hamas, …
Hambourg, …
Hamilton, Lee, …
Hamzi, Nawaf al-, …
Hazmi, Salem al, …
Hanjour, Hani, …
Hanssen, Robert, …
Harvard, …
Hatfill, Stephen J., …
Haupt, Nico, …
Hitler, …
Hoffman, Jim, …
Hollinger Corp., …
Honegger, Barbara, …
Hopsicker, Daniel, …
Huffman Aviation, …
Huntington, Samuel
Hussein, Saddam, …

## I

*Impeachment*, …
Impérialisme, …
Incompétence, …
Inde, …
Infiltration, …
Informateurs, …
INS (service de l'immigration et de la naturalisation), …
Insurrection, …
Interception, …
Invasion, *voir aussi* Afghanistan ; résistance
. de Cuba par les États-Unis, …
. de l'Europe par l'URSS, …
. de l'Irak par les États-Unis, …
. du Koweit par l'Irak, …
Italie, Italien, …
*voir aussi* Gladio ; OTAN ; Brigades rouges ; SISMI ; Terrorisme
Iran, …
Iran-Contra, …
Irak, Irakien, …
*voir aussi* bombardement ; Bush ; victimes ; guerre du Golfe ; invasion ; pétrole contre nourriture ; résistance ; sanctions des Nations Unies ; guerre contre l'Irak ; ADM, prétendues
Islam, …
Israël, Israélien, …
*voir aussi* espionnage ; Mossad

## J

Jackson, général Sir Michael (Royaume-Uni), …
Jarrah, Ziad, …
Jefferson, Thomas, …
Jeux de guerre, …
*voir* simulations de guerre
JFK, *voir* Kennedy, John F.
JICI (commission d'enquête conjointe sur le renseignement), …
Jihad, …
Jihad islamique égyptien, …
JSC, *voir* chefs d'État-major des armées

## K

Kaplan, Fred, …
Kean, Thomas, …
Kennedy, John F., …
Kenya, …
Kerry, John, …
KGB, …
Khadafi, Muammar, …
Khalid Sheikh Mohammed, …
Khartoum, *voir* Soudan
Khomeini, …
King, Alexander, …
King, Martin Luther, …
*voir aussi* assassinat
Kissinger, Henry, …
KLA (armée de libération du Kosovo), …
Knight, général Albion, …
Kojève, Alexandre, …
Kosovo, …
*voir aussi* Albanie ; Bosnie ; ALK ; Serbie ; Yougoslavie
*Koursk*, …
Koweit, …
Kristol, William, …
Kruithof, Arne, …

## L

Laissez-faire délibéré (LIHOP)
Lampistes, …
définition, …
Langewiesche, William, …
Langley AFB, …
Langley VA, siège de la CIA, …
Lansdale, général Edward, …
Lauda, Nikki, …
Le Caire, …
*Le Figaro*, …
Lear Jet, …
Lehman, John, …
Lemnitzer, général Lyman, …
Libby, Lewis I., …
Libye, …
Lincoln, Abraham, …
Locke, John, …
Logiciel, …
Loizeaux, Mark, …
Londonistan, …
Londres, …
Longman, Jere, …
Los Angeles, …

## M

Machiavel, Niccolo, …
Madrid, …
Maison Blanche, …
Malaisie, …
Marine, *voir* Navy

Marrs, Jim – *Inside Job*, …
Marshall, Andrew, …
Martin Luther King, MLK
*voir* King, Martin Luther
Massoud, général Ahmed Shah, …
Mazzini, Giuseppe, …
McGovern, Ray, …
McVeigh, Timothy, …
Meacher, Michael, …
Médias, *voir* médias sous influence
Médias sous influence, …
Mégalomanie, …
Membres de la Commission d'enquête sur le 11/9, …
Mémo de Phoenix du FBI, …
Mercenaires, …
Mexique, …
Meyssan, Thierry, …
MI-6, …
*voir aussi* renseignement, britannique
Miami, …
Mihdhar, Khalid al-, …
Milan, …
Milices, …
Militaire(s)
. officiers, …
. commandement, …
. entreprises, …
. formation, …
. installations, …
. opérations, …
. renseignement, …
. technologie, …
Miller, Judith, …
Milosevic, Slobodan, …
Mineta, Norman, …
Moore, Michael, …
Moro, Aldo, …
Moscou, …
Mossad, …
Moubarak, Hosni, …
Moudjahidin, …
Moussaoui, Zacarias, …
Mouvement pour la vérité sur le 11/9, …
Moyen-Orient, …
Munich, …
Muranivsky, Taras Vasilievitch, …
Musulman, *voir* arabe, Islam
Mylroie, Laurie, …

## N

Nader, Ralph, …
Nasser, colonel Gamal Abdel, …
Nations Unies (ONU), …
. Conseil de sécurité, …
. programme pétrole contre nourriture, …
. sanctions, …
Navy (US Navy, Marine américaine), …
Nazi, …
NBC, …
NEADS (Centre opérationnel de la défense aérienne du Nord-Est du NORAD), …
Nebraska, …
Néo-conservateurs, …
New York, …
*New York Observer*, …
*New York Times*, …
*Newsweek*, …
Nietzsche, Friedrich, …
Nixon, Richard, …
NORAD, …
North, Oliver, …
Northwoods, *voir* opération Northwoods
NRO (Office national de reconnaissance)
NSA (Agence de sécurité nationale)
NTSB (Bureau national de sécurité des transports)
Nucléaire

## O

Offutt, base aérienne, …
Ohio, …
Oklahoma City, …
Olson, Barbara et Théodore, …
ONU, *voir* Nations Unies
OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), …
Opération Northwoods, …
Opérations sous fausse bannière
*voir* fausse bannière
Oswald, Lee Harvey, …
OTAN, …
. renseignement, …
. terrorisme soutenu par, …

## P

P-2, *voir* Gladio ; Moro ; SISMI
Pacte de Varsovie, …
Pakistan, …
Palestine, …

Palestiniens, …
Paris, …
Parti Communiste italien (PCI), …
Parti Démocrate, …
. Allemagne, …
. États-Unis, …
. Italie, …
Parti Républicain, …
Parti Travailliste, …
Pearl Harbor, …
Pentagone, …
Perle, Richard, …
Pétrole, …
. cartel anglo-américain, …
. prix, …
Pétrole contre nourriture, programme
*voir* Nations Unies
Pilote, …
Pipes, Daniel, …
Pirates de l'air, prétendus, …
*voir aussi* formation au pilotage ; . visas délivrés
Plame, Valérie, …
Platon, …
Plaugher, Ed, …
PNAC, Projet pour un nouveau siècle américain, …
Polk, James K., …
Pologne, …
Pompiers, …
Poutine, Vladimir, …
Powell, Colin, …
Princeton, …
Proche-Orient, …
Propagande, …
propagande de guerre, *voir* propagande
Provocation, …
*voir aussi Koursk*

## Q

Qaida, al-, *voir* al-Qaida ; Afghanistan ; agents ; ben Laden ; CIA ; Gaza
Questions sans réponse, …

## R

Rahman, sheikh Abdel (le sheikh aveugle), …
RAND, …
Reagan, Ronald, …
Régime Bush, …
Reid, Richard, …
Renseignement, …
*voir aussi* CIA ; contre-espionnage ; EIR ; FBI ; JICI ; KGB ; MI-6 ; militaire ; Mossad ; OTAN ; NSA ; privatisé ; États-Unis ; services de renseignement
Réseaux, *voir* réseau putschiste
*ainsi que* Gladio
Réseau putschiste, …
*voir aussi* gouvernement : invisible ; gouvernement ; factions putschistes ; putschistes ; taupes ; lampistes
Réserve fédérale (Federal Reserve Board), …
Retour de manivelle, …
Rice, Condoleezza, …
Romero, Van, …
Rothschild, Lord, …
Rove, Karl, …
Rowley, Colleen, …
Royaume Uni,
*voir* Grande Bretagne ; Britannique
Rumsfeld, Donald, …
Ruppert, Mike, …
Russie, Russe, …

## S

Sadate, Anouar el, …
Saddam Hussein, *voir* Hussein Saddam
Safire, William, …
Salem, Emad, …
San Diego, …
Sanguinetti, Gianfranco, …
Sarasota, …
SAS (Special Air Services, Royaume-Uni), …
Satellites, …
Scherer, général Paul Albert, …
Schmidt, Helmut, …
Schröder, Gerhard, …
Secret Service, …
Secrétaire d'État, …
Sécurité intérieure, …
Sénat, …
Serbie, Serbe, …
*voir aussi* Albanie ; bombardement ; Bosnie; Kosovo ; Yougoslavie
Services de renseignement
. allemands (BND), …
. britanniques, …
. européens, …
. français, …

. israéliens, …
. italiens, *voir* SISMI
. OTAN, …
. russes, …
Service secret, *voir* Secret Service
Services secrets,
*voir* Services de renseignement
Shah Pahlavi, d'Iran, …
Shanksville, …
Sharon, Ariel, …
Shehhi, Marwan al-, …
Silverstein, Larry, …
SISMI (services de renseignements militaires italiens), …
*Skull and Bones*, …
Snipers, …
Sondages, …
Soudan, Soudanais, …
Soviétiques, …
*voir aussi* Afghanistan ; URSS ; taupe
Stevens, Sir John
Stratcom (commandement stratégique américain), …
Strauss, Leo, …
Superpuissance, …

## T

Taliban, …
Taraki, Noor Mohammed, …
Tarpley, Webster G., …
Taupes, …
. définition, …
Tchétchénie, Tchétchène, …
Téléphones cellulaires
*voir* téléphones mobiles
Téléphones mobiles, …
Télévision, …
*voir aussi* ABC, BBC, CBS, CNN, FOX, NBC
Témoins oculaires, …
Tenet, George, …
Terreur fabriquée
*voir* terrorisme, fabriqué
Terrorisme,
*voir aussi* contre-terrorisme ; lutte contre le terrorisme ; défense ; fausse bannière ; OTAN ; SISMI ; nucléaire ; explication sociologique ; attentats terroristes
. arabe, …
. britannique, …
*voir aussi* affaire Finucane ; Londres ; Guy Fawkes ; MI-6 ; SAS ; Zawahiri
. contre-terrorisme
. fabriqué, …
. fausse bannière, …
. formation au, …
. international, …
. islamique, …
. italien, …
*voir aussi* Gladio ; Brigades rouges
. nucléaire, …
. soutenu par l'État, …
. théorie du, …
Terroristes, …
*voir aussi* réseau putschiste
. cellules, …
. contrôleurs, …
. menaces, …
. organisations, …
Texas, …
Théorie, …
*voir aussi* théories du complot
Théories sur le 11/9, …
Théories du complot, …
Thèse du début de la fin du pétrole, …
*The Times*, …
Thompson, Paul, …
Transpondeur, …
Tribunal fédéral, …
*Tribune*, …
Turabi, Hassan, …
Turquie, …

## U

Ukraine, …
Union européenne, …
Uranium, …
*USA Today*, …
*USS Maine*, …
URSS, *voir* Soviétiques

## V

Venice, Floride, …
Victimes, …
*voir aussi* Irak ; guerre
Victimes irakiennes, …
Visas délivrés aux pirates de l'air, …
Vol AA11, …
Vol UA175, …
Vol AA77, …
Vol UA93, …

## W

Walker, général Edwin, …
*Wall Street Journal*, …
Walter, Jimmy, …
Washington DC, …
Watergate, …
Wisnewski, Gerhard, …
Wolfowitz, Paul D., …
Wood, Allan, *voir* Paul Thompson
World Trade Center, …
. armatures, …
. attaque de 1993, …
. bâtiment WTC6, …
. bâtiment WTC7, …
. colonnes de soutien des tours, …
. démolition commandée (ou contrôlée), …
. effondrement, …
. planchers, …
. poutres, …
. Tours Jumelles 1 et 2 du WTC, …
Wright, Robert, …
WTC, *voir* World Trade Center
www.tarpley.net, …

## Y

Yougoslavie, …
*voir aussi* Serbie
Yousef, Ramzi, …

## Z

Zarkawi, Abu Musab al-, …
Zawahiri, Ayman al-, …
Zelikow, Philip, …

Achevé d'imprimer sur les presses
de l'imprimerie France Quercy
Zone Artisanale des Grands Camps, 46090 Mercuès
Dépôt légal : 1er trimestre 2007
*Imprimé en France*